





N°

Vol.

Comp. 57 Tabl. 537



Bibliothèque publique  
de Neuchâtel.

Q 2002<sup>1</sup>



2/209'540  
2/209'608

BPU NEUCHATEL



32000 000613267



ANNALES HISTORIQUES

DU COMTÉ DE

NEUCHÂTEL ET VALANGIN

DEPOT - D'IMPRIMERIE - C. J. WYBES



ANNALES HISTORIQUES

DU COMTE DE

NEUCHÂTEL ET VALAIGNEY

BERNE. — TYPOGRAPHIE C.-J. WYSS.



ANNALES HISTORIQUES  
DU COMTÉ DE  
**NEUCHÂTEL ET VALANGIN**

DEPUIS  
**JULES-CÉSAR JUSQU'EN 1722**

CONTENANT :

LA PART QUE LE COMTÉ A EUE  
DANS LES RÉVOLUTIONS DE L'HELVÉTIE, DES ROYAUMES DE  
BOURGOGNE, DE L'EMPIRE ET DES LIGUES SUISSES; LES COMTES DE  
NEUCHÂTEL, LEURS GUERRES, LEURS ALLIANCES, LEURS GOUVERNEMENTS, LEURS  
SUCCESSIONS; LES CONDITIONS DIFFÉRENTES DES SUJETS, LEURS LIBERTÉS,  
FRANCHISES, ETC., ETC.; ET GÉNÉRALEMENT TOUT CE QUI EST  
ARRIVÉ DE PLUS MÉMORABLE DANS LA SUISSE ET DANS LE  
DIT COMTÉ, QUI EN A TOUJOURS FAIT PARTIE

PAR

**JONAS BOYVE**

Pasteur de l'église de Fontaines



PUBLIÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS  
AVEC QUELQUES ANNOTATIONS D'APRÈS LE MANUSCRIT DE L'AUTEUR

REVU ET COMPLÉTÉ PAR SON NEVEU

**J.-F. BOYVE**

Maire de Bevaix

ET PRÉCÉDÉES D'UN AVANT-PROPOS ET D'UNE NOTICE BIOGRAPHIQUE SUR L'AUTEUR

PAR

**GONZALVE PETITPIERRE**

Membre du grand-conseil de Neuchâtel et ancien député  
à l'assemblée fédérale suisse.

**TOME V.**

BERNE & NEUCHÂTEL  
SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE (F.-L. DAVOINE)

1858.



ANNALES HISTORIQUES  
DU COMTÉ DE  
**NEUCHÂTEL ET VALANGIN**

DEPUIS

**JULES-CÉSAR JUSQU'EN 1722**

CONTENANT:

LA PART QUE CE COMTÉ A EUE  
DANS LES RÉVOLUTIONS DE L'HELVÉTIE, DES ROYAUMES DE  
BOURGOGNE, DE L'EMPIRE ET DES LIGUES SUISSES; LES COMTES DE  
NEUCHÂTEL, LEURS GUERRES, LEURS ALLIANCES, LEURS GOUVERNEMENTS, LEURS  
SUCCESSIONS; LES CONDITIONS DIFFÉRENTES DES SUJETS, LEURS LIBERTÉS,  
FRANCHISES, ETC., ETC.; ET GÉNÉRALEMENT TOUT CE QUI EST  
ARRIVÉ DE PLUS MÉMORABLE DANS LA SUISSE ET DANS LE  
DIT COMTÉ, QUI EN A TOUJOURS FAIT PARTIE

PAR

**JONAS BOYVE**

Pasteur de l'église de Fontaines

PUBLIÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS  
AVEC QUELQUES ANNOTATIONS D'APRÈS LE MANUSCRIT DE L'AUTEUR

REVU ET COMPLÉTÉ PAR SON NEVEU

**J.-F. BOYVE**

Maire de Bevaix

ET PRÉCÉDÉES D'UN AVANT-PROPOS ET D'UNE NOTICE BIOGRAPHIQUE SUR L'AUTEUR

PAR

**GONZALVE PETITPIERRE**

Membre du grand-conseil de Neuchâtel et ancien député  
à l'assemblée fédérale suisse.

**TOME V, 1<sup>ère</sup> Partie**

BERNE & NEUCHÂTEL  
SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE (F.-L. DAVOINE)

1859.





UNIVERSITY OF TORONTO

UNIVERSITY OF TORONTO

UNIVERSITY OF TORONTO

UNIVERSITY OF TORONTO

UNIVERSITY OF TORONTO

UNIVERSITY OF TORONTO

UNIVERSITY OF TORONTO

UNIVERSITY OF TORONTO

UNIVERSITY OF TORONTO

UNIVERSITY OF TORONTO

UNIVERSITY OF TORONTO

JONAS BOYVE

UNIVERSITY OF TORONTO

Q 2002/5  
A consulter sur place





## LIVRE SECOND.

### CHAPITRE XV.

#### De l'inter règne de 1707.

1707

(Suite.)

On a commencé par l'établissement des droits de S. M. le roi de Prusse, parce que sa prétention, si elle est juste, donne la conclusion à tous les prétendants (\*), En effet il réunit le fief à la directe, si la maison de Châlons est suzeraine du comte de Neuchâtel, si René de Nassau, fils de Claudine de Châlons, sœur de Philibert, dernier mâle de la maison, a été l'héritier des biens de Châlons et que l'hérédité ait passé au roi de Prusse, Frédéric I<sup>er</sup>, par Louise de Nassau sa mère, et qu'il y ait eu ouverture au fief pour la félonie des vassaux, et que la maison de Châlons n'ait pas perdu sa directe par la prescription; il est certain, et personne ne pourra disconvenir, que S. M. Prussienne ne soit fondée à se mettre sur les rangs. Mais comme aucun des prétendants ne convient ni des faits ni du droit, il importe de rapporter tout ce qu'ils opposent aux prétentions de S. M.

Principe général pour se déterminer dans le jugement qui doit se rendre sur la succession de Neuchâtel.

D'abord l'avocat de Madame la duchesse de Lesdiguières publia un nouvel écrit sous ce titre :

#### RÉPONSE DE MADAME LA DUCHESSE DOUAIRIÈRE DE LESDIGUIÈRES,

*petite-fille d'Antoinette d'Orléans, et en cette qualité plus proche héritière dans la Branche aînée, de la Maison de Longueville, au Mémoire intitulé: Traité sommaire du droit de S. M. le Roi de Prusse à la Principauté de Neufchâtel en Suisse.*

Réponse de Mad. la duchesse de Lesdiguières au Traité sommaire du roi de Prusse.

Voici comment débute cet écrit :

La prétention de M. l'Electeur de Brandebourg a de quoi surprendre et révolter tout ce qu'il y a d'esprits raisonnables. Jusqu'ici l'Etat de Neufchâtel avait

(\*) C'est ce que Madame de Lesdiguières avoue page 2 de son Mémoire.



1707

passé pour une Souveraineté pleine et absolue; l'Histoire, les Traités de paix, toute l'Europe en parle ainsi: M. l'Electeur de Brandebourg seul veut lui ôter cet avantage, et le remettre dans une servitude que les désordres des premiers temps lui avaient imposée et dont plusieurs siècles l'ont affranchi. *Il ne le regarde que comme un simple fief*, dont, selon lui, la seigneurie directe a toujours appartenu à ses prédécesseurs; et sur ce prétexte, après en avoir demandé autrefois la confiscation faute d'aveux et de dénombremens, il soutient aujourd'hui que le domaine utile a été réuni au direct, parce que Jean de Fribourg est mort sans enfans.

Le roi de Prusse est un étranger.

Citation de la lettre du sieur Dupuy.

Ce n'est donc ni un héritier du sang, ni un héritier testamentaire, ni un donataire entre-vifs qui veut succéder à Madame la duchesse de Nemours, *c'est un étranger qui allègue fièrement un titre odieux*; qui se dit seigneur direct d'une souveraineté indépendante; qui espère de s'approprier cet Etat en l'avilissant; qui traite d'usurpateurs tous les princes qui pendant 250 ans l'ont possédé, et de fauteurs de l'usurpation, les peuples qui les ont investis et reconnus. Voilà l'idée générale de la prétention de M. l'Electeur de Brandebourg, idée peu favorable d'abord par elle-même, et qui vérifie bien ce qu'en a dit le sieur Dupuy à un ministre d'Etat de Berlin dans une lettre que l'impression a rendue publique. En voici les propres termes: „Le droit et la négociation sont les deux moyens qui doivent, humainement parlant, conduire au succès les prétentions du Roi. Le droit n'y est proprement requis que pour le *decorum*, au lieu que de la négociation doit absolument dépendre cette affaire, etc.“ On ne fera point ici de commentaires sur ces paroles; il vaut mieux les abandonner aux réflexions du public, et entrer tout d'un coup en matière.

Pour prévenir jusqu'aux moindres reproches d'avoir omis ou éludé les moyens de M. l'Electeur de Brandebourg, on suivra pied à pied dans cette Réponse tous les articles de son Mémoire (\*).

#### ARTICLE I<sup>er</sup> DU MÉMOIRE DE M. L'ELECTEUR DE BRANDEBOURG.

*Que le Comté de Neuschâtel et Vallengin est un Fief du vieux Patrimoine de l'ancienne illustre Maison de Châlons dans le Royaume de Bourgogne qui relevait de l'Empire; que cette Maison y possédait la Baronnie d'Arlay, et que Neuschâtel relevait de cette baronnie.*

Obscurité des faits invoqués pour les premiers temps, et absence de toutes preuves du Mémoire prussien.

RÉPONSE. Il n'y a rien de plus obscur ni de moins prouvé que ce que le Mémoire allègue de ce premier temps. Aussi l'auteur n'apporte aucune preuve de ce qu'il donne à cet égard pour faits historiques; et dès lors il y a lieu de croire que ce sont des faits ajustés à l'intérêt et au besoin. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'Acte de résignation de 1288 est l'acte le plus ancien que M. l'Electeur de Brandebourg ait pu déterrer: il faut donc s'en tenir là.

Que l'Empire ait acquis anciennement la Bourgogne par la voie des armes, cela empêche-t-il qu'il ne l'ait pu perdre dans la suite par la même voie?

Le reste de cet article ne concernant que des histoires controversées sur les Rois de Bourgogne et sur l'Empire, et ne faisant que très peu au fait et même point du tout, on passe au second article.

#### ARTICLE II DU MÉMOIRE.

*Le Fief et Comté de Neuschâtel a été rétabli dans la Maison de Châlons, dès l'an 1288, et le droit en a passé avec toute la succession de cette Maison à René de Nassau, prince d'Orange, et par ce prince à Frédéric I<sup>er</sup>, Roi de Prusse.*

(\*) Il s'agit du Traité sommaire.



RÉPONSE. Qui dit un droit rétabli, suppose une origine précédente. Cependant la Maison de Châlons n'a point de titre qui précède l'Acte de concession de 1288. C'est donc à cet Acte qu'il faut se réduire sans se servir mal à propos du terme de *rétablissement* pour faire soupçonner un fondement plus ancien. Ce sont des tours usés qui ne trompent plus. Et en cela l'auteur du Mémoire se contredit visiblement, car dans le même article, page 13, ligne 35, il dit en termes formels que l'Acte de concession de 1288 est le titre *fondamental* du droit de M. l'Electeur de Brandebourg.

1707

La maison de Châlons n'a point de titres antérieurs à l'an 1288. Le titre de 1288 est fondamental.

Cela présupposé, il faut commencer par examiner ce titre en lui-même. Pour peu qu'on en considère les termes et le motif, on y découvre une espèce de fief fort extraordinaire. Les fiefs sont originairement des terres données aux vassaux à la charge de la foi et hommage et du service. Ici on ne remet point à Rolin le Comté de Neufchâtel pour en jouir à ces conditions; c'est Rolin, au contraire, qui résigne volontairement ce Comté à l'Empereur et qui le prie d'en investir Jean de Châlons, lequel le rend aussitôt à Rolin de qui il venait. Voilà un circuit fort singulier; mais sans qu'il soit besoin d'en approfondir le mystère, on ne saurait s'empêcher de voir que cette résignation volontaire de la part de Rolin avait uniquement pour but la protection de l'Empereur et de Jean de Châlons, dont il crut avoir besoin dans la conjoncture des guerres qui troublaient alors le pays; car cette résignation est faite au camp devant Berne. Or, dans ces circonstances, il est facile de juger que quand le Comté de Neufchâtel aurait pu passer anciennement pour un fief, ce ne serait point en tout cas dans la signification propre et ordinaire du mot de fief, qui suppose une terre que la seigneurie a donnée originairement au vassal sous certaines conditions et que les docteurs appellent *Feuda data et propria*; mais seulement dans le sens plus étendu d'un bien offert librement par le possesseur légitime, en vue d'une protection utile et d'une plus grande sûreté *majoris securitatis ac defensionis gratiâ*. Ces deux espèces de fiefs sont fort différentes: l'une vient de la pure libéralité du seigneur et doit par là suivre les lois qu'il y attache; l'autre est le propre bien du vassal qu'il met seulement sous la protection du seigneur, et en ce cas là, comme le seigneur n'a jamais été maître du domaine utile, il n'y a point proprement de réversion, ni de réunion à craindre: la sévérité des lois féodales ne regarde pas ces sortes de fiefs.

C'est Jean de Châlons qui rend le fief à Rolin.

Les fiefs de protection ne sont point sujets à la sévérité des lois féodales.

Si le Comté de Neufchâtel eût été, comme dit l'auteur du Mémoire, le vieux patrimoine de la Maison de Châlons, Rolin qui était possesseur de ce Comté, au lieu de le résigner librement à l'Empereur, l'aurait rendu sans détour à Jean de Châlons; il y aurait du moins eu dans la résignation de Rolin, ou dans la concession de l'Empereur, quelques termes qui marqueraient que ce n'était qu'une restitution. Bien loin de cela, Rolin résigne volontairement le Comté de Neufchâtel comme son propre bien, et l'Empereur à qui la résignation est faite, le remet à Jean de Châlons, à la condition de le rendre à Rolin: toutes les investitures en font foi. Il est donc visible que Jean de Châlons, en satisfaisant à la condition imposée, n'a rien donné du sien, et qu'ainsi Rolin n'ayant point reçu de lui, ni de ses auteurs, le Comté de Neufchâtel, n'était point à proprement parler son vassal, ou qu'il ne tenait à lui que par le simple lien de la protection, que les troubles de ce temps là lui avaient rendu comme nécessaire.

L'empereur n'a remis ce fief qu'à la condition de le rendre à Rolin. Ainsi Rolin n'était point vassal.

Une preuve bien sensible qu'avant l'année 1288 les comtes de Châlons n'avaient aucun droit sur Neufchâtel, c'est que, dans l'année 1214, Ulrich, qui en était souverain, avait accordé aux bourgeois de Neufchâtel plusieurs franchises, et avait fait avec eux des réglemens qui portaient d'une pleine souveraineté. Par ces réglemens les gens de main morte ont eu la liberté de disposer de leurs biens; les bourgeois ont été déclarés exempts de tailles et d'impôts; le pouvoir du prince sur eux en certains cas a été fixé. Il y a eu des secours

Ulrich était souverain de Neuchâtel en 1214.



1707

promis pour les temps de guerre contre toutes sortes de personnes indistinctement, sans excepter aucun prince supérieur; nulle mention de dépendance, nulle indication de seigneur dominant. Et ce qu'il y a encore de plus remarquable, Ulrich s'engagea par serment à exécuter cet Acte dans toute son étendue, et en cas de contravention il soumet sa terre à la peine de l'interdit, et les contestations qui pourraient naître, à la juridiction de l'évêque de Lausanne et du chapitre de Neuchâtel. Si ce prince eût eu alors un *seigneur direct*, aurait-il consenti sans son aveu à des clauses qui diminuassent les droits du fief? Se serait-il soumis à une autre juridiction qu'à celle de son supérieur? Cet acte est un acte solennel qui a toujours fait la loi de l'Etat. Il était trop important et trop public pour pouvoir être ignoré de l'Empereur et des comtes de Châlons; l'auraient-ils souffert l'un et l'autre sans opposition, s'ils eussent eu quelque droit de s'y opposer; eux à qui, selon l'auteur du Mémoire, on avait recours pour de simples actes d'émancipation ou de sous-inféodation? Toutes ces circonstances marquent donc qu'en ce temps là, c'est-à-dire en 1214, le Comté de Neuchâtel était en pleine souveraineté; et par conséquent si, en 1288, il est entré dans la mouvance de l'Empire et de la Maison de Châlons, ça été volontairement et pour s'acquérir des protecteurs dans des temps de troubles. Or il ne paraît pas juste ni naturel qu'un fief qui se serait établi de cette manière et sans rien recevoir du seigneur, fût sujet aux mêmes lois que ceux qui auraient eu pour fondement des concessions réelles de terres, sous certaines conditions.

Les prétendues  
reconnais-  
sances de l'année  
1250 ont été  
abandonnées  
dans le nouveau  
Mémoire.

On voudrait pourtant insinuer que dès l'année 1250 et même dès l'année 1236, la directe de la Maison de Châlons a été reconnue, et qu'on en a la preuve. Mais ces prétendues reconnaissances alléguées dans le *Traité sommaire des droits de M. l'Electeur de Brandebourg* ont été abandonnées dans le nouveau Mémoire qui paraît depuis peu sous le dit *d'Information sommaire* des mêmes droits. On jugera par là quel fond on peut faire sur des actes que l'auteur fait sonner fort haut dans un premier écrit, et dont il ne parle plus dans le second. S'il y avait des reconnaissances de ce temps là, qui parlèrent de Neuchâtel, ce ne serait pas de Neuchâtel en Suisse, mais d'un autre bien connu en Bourgogne sous le même nom, d'autant plus que Berthold qui a passé, dit-on, ces reconnaissances, n'est qualifié dans les franchises que *co-seigneur* de Neuchâtel; et par conséquent ce n'aurait pas été de lui, mais d'Ulrich qui avait seul le titre de *comte* que les reconnaissances auraient été exigées.

Il n'y avait eu  
aucune révolte.

Enfin, ce qui ôte sur cela jusqu'au moindre doute, c'est l'Acte de concession de 1288. Comment se pourrait-il que, par une concession nouvelle, on eût donné aux comtes de Châlons, en 1288, ce qui leur aurait déjà appartenu longtemps auparavant? Il est vrai que, pour concilier cela, l'auteur parle d'une certaine révolte qui aurait donné lieu, selon lui, à la privation du fief, et par là à une nouvelle concession. Mais c'est une allégation qui a pour tout fondement une fausse explication de termes, et l'envie qu'il aurait de confondre Neuchâtel que l'historien qu'il cite n'a pas désigné par son nom latin *Novum-Castrum* avec *Neubourg*, dont il a eu seulement en vue de parler sous le mot *Neuburgum*. Il n'y a d'ailleurs, pour écarter sur ce point toute idée de rébellion, d'indignité et de privation de fief, qu'à faire attention aux propres termes de la concession de 1288, où, bien loin de rien apercevoir de semblable, on voit, au contraire, que tout s'est passé *volontairement*, et qu'on a donné à Rolin la qualité de *fidèle*.

Jean de Châlons n'a été investi que pour lui et ses hoirs légitimes. Donc l'Electeur de Brandebourg est étranger.

A l'égard de la seconde proposition de cet Article, par laquelle on veut établir que M. l'Electeur de Brandebourg a tous les droits de la Maison de Châlons, c'est encore une proposition qui tombe d'elle-même par les propres termes de l'investiture de 1288, qui, comme on l'a dit, est son premier titre; car cette investiture donnée à Jean de Châlons n'était que pour lui et ses hé-



1707

ritiers légitimes. Or, suivant le droit féodal de l'Empire, on ne met au rang de successeurs légitimes que les descendants naturels de celui qui a été investi le premier; on ne peut donc pas dire que Guillaume de Nassau, qui ne descend point de Jean de Châlons, ait eu le moindre droit sur le comté de Neufchâtel. Il est vrai qu'il semblait y être appelé par la clause d'une substitution faite en faveur de Guillaume de Nassau. Mais cette clause, qui emportait une aliénation contraire en général au droit des fiefs de l'Empire et encore plus au droit particulier et fondamental du Comté de Neufchâtel, devait absolument demeurer sans effet, d'autant plus que dans un acte de 1406 dont il sera parlé incontinent (parce que M. l'Electeur de Brandebourg le fait valoir à son avantage) l'*inaliénabilité* est donnée pour loi. Il est bien étrange qu'on se fonde d'un côté sur une substitution qui suppose nécessairement l'aliénabilité, et de l'autre sur un acte qui déclare la souveraineté inaliénable.

Il est inutile d'opposer la confirmation que l'Empereur a faite de ce testament; une confirmation générale n'introduit point de droits nouveaux; elle ne saurait rendre aliénable ce qui ne l'était point. Tous les docteurs mêmes conviennent que quand l'Empereur userait de la clause extraordinaire d'une plénitude de puissance, il ne pourrait apporter aucun changement à l'ordre naturel de ces sortes de successions. (BETSIUS *de jur. primog. feudat. cap. IX. § 6.* GOTOFRED. ANTON. *de feud. disput. 9. thes. 6.* ROSENTH. *de feud. et alii.*)

La confirmation de l'Empereur est inutile.

Au reste ce n'est pas assez d'avoir expliqué et justifié pour l'honneur du pays ce prétendu établissement de fief; il faut montrer qu'il ne subsiste plus, et que cet Etat est pleinement souverain. C'est ce que développera l'examen des articles suivants.

Il n'y a plus de fief, l'état est souverain comme on va le faire voir.

## ARTICLE III DU MÉMOIRE.

*Les comtes de Neufchâtel et Vallengin ont toujours tenu le Comté en fief lige de la Maison de Châlons jusqu'à Jean de Fribourg.*

On tire la preuve de cet article des investitures qui ont suivi celle de 1288.

RÉPONSE. Quand on passerait cet article dans son entier, cela ne déciderait rien pour l'état présent du Comté de Neufchâtel. Il s'agit de savoir ce qu'est aujourd'hui ce Comté, et non pas ce qu'il était autrefois. Mais il est bon de réfléchir un moment sur les investitures qu'on allègue, pour confirmer ce qui a été dit dans le précédent article touchant la qualité et le motif de cet établissement de fief.

On se restreint à l'état où est présentement Neuchâtel, et on ne dit plus qu'Ulrich était souverain.

Rolin, au temps de sa résignation et de son investiture, qui sont l'une et l'autre de même date, était encore enfant. Deux actes authentiques, passés par son tuteur six années après, et produits en 1672, le justifient. Devenu majeur, il ne voulut pas s'en tenir à l'hommage de 1288, il en fit un nouveau en 1311, et y inséra des clauses différentes, dont la principale fut: Qu'il ne dépendrait du seigneur dominant qu'autant qu'il voudrait et qu'il aurait besoin de sa protection. Voici les termes de l'Acte: *Et est à sçavoir que mes dits Sires et ses hoirs, moy et mes hoirs, doivent aider contre tous hommes, tandis que je ou mes héritiers voirions* STER A DROIT, *et prendre par lui ou par ses hoirs, etc.*

Rolin pouvait renoncer à la protection de J. de Châlons et se mettre en liberté.

Comme cette clause regardait Rolin, on ne peut pas douter que ce ne fut lui qui la fit mettre. Il la faut donc envisager comme une condition qu'il était en droit d'imposer, puisqu'en effet il l'imposait. Or cette condition, qui était directement contraire à la nature des fiefs propres, dont la durée ne dépend point de la volonté des vassaux, se trouvait parfaitement conforme à l'espèce particulière du fief dont il s'agissait, parce que n'ayant pour fondement qu'une offre libre et gratuite de la part du vassal, la même volonté qui l'avait formé pouvait l'éteindre, sans autre inconvénient pour les parties, sinon que l'un perdrait un protecteur et l'autre un vassal.



1707

C'était si bien là leur intention, que la même clause insérée dans cette investiture se trouve répétée dans toutes celles qui l'ont suivie. On doit même la regarder comme la première qui ait servi de loi; car celle de 1288, passée dans la minorité et dans l'enfance, a été jugée si inutile qu'il n'en est fait aucune mention dans les investitures postérieures (\*).

Louis de Neufchâtel, fils de Raoul, reprit le fief aux mêmes conditions, en ajoutant que *s'il mourait sans mâles, ses filles ou les filles de ses hoirs, une ou plusieurs du Chesaul de Neufchâtel pourroient reprendre les dits fiefs.*

On parlera de cette clause dans l'article suivant; il suffit de dire ici que Conrad et Jean de Fribourg firent aussi de semblables reprises.

## ARTICLE IV DU MÉMOIRE.

*Rodolphe de Hochberg n'a pu succéder à ce Comté, ni par les investitures, ni par le Testament de Jean de Fribourg.*

Les investitures, dit l'auteur, n'appelaient que ceux qui étaient du Cheseau de Neufchâtel, et Rodolphe de Hochberg n'en était pas. L'inaliénabilité du Comté de Neufchâtel rendait nul et inutile le Testament de Jean de Fribourg, et par conséquent Rodolphe de Hochberg ne pouvait pas y être appelé en vertu de ce Testament.

RÉPONSE. Le Testament de Jean de Fribourg, qui a appelé Rodolphe de Hochberg, n'avait rien de contraire à l'ordre successif d'une souveraineté, ni à un fief en dignité, quoique Guillaume, son père, fût appelé le premier, suivant l'ordre d'aînesse observé naturellement en ces deux sortes de biens et suivi constamment à Neufchâtel.

La précaution qui fut prise par Jean de Fribourg conservait cet ordre; il n'appela Rodolphe que du consentement de son père, comme il paraît dans le procès entre Rodolphe et Louis de Châlons de l'an 1457, où ce dernier s'étant plaint de la disposition testamentaire, le premier lui opposa ce consentement. Ainsi, quoiqu'il soit défendu à un prince indépendant de disposer de la souveraineté, de même qu'à un vassal de disposer du fief, ils le peuvent pourtant lorsqu'ils appellent celui qui doit succéder après eux, parce que la loi y trouve son exécution (\*\*): tout comme il est permis au premier appelé de renoncer à son droit en faveur du successeur qui le suit immédiatement, sans que ni l'un ni l'autre de ces cas emporte aliénation. *Valet cessio seu donatio quando fit proximè successor, non in personam ulterioris* (\*\*\*).

C'était sur ces trois maximes que Rodolphe de Hochberg appuyait son testament dans le procès qu'il eut avec Louis de Châlons, et non pas sur l'aliénabilité, comme le voudrait faire croire l'auteur du Mémoire.

Si Rodolphe de Hochberg était appelé par les investitures.

Il ne reste qu'à examiner si Rodolphe de Hochberg, qui représentait son père, était appelé ou non par les investitures.

Or on soutient qu'il l'était par plusieurs raisons.

La première, que la relation qu'il y a entre le domaine direct et l'utile, le seigneur et le vassal, supposent un même ordre de succession *ad paria judicantur*, disent les feudistes. Or, comme la concession de l'an 1288 était pour Jean de Châlons et pour ses héritiers légitimes, les comtes de Neufchâtel devaient avoir un droit égal dans la succession du Comté.

La seconde, qu'il s'agissait d'un fief auquel Rolin avait volontairement soumis son propre bien. Et comme ces sortes de fiefs qu'on appelle *offerts* n'ont

(\*) L'auteur s'est trompé; car il en est fait mention dans l'hommage de Conrad de Fribourg du 24 août 1407.

(\*\*) Il cite ici plusieurs autorités.

(\*\*\*) Gaspar. Anton. Thesaurus quæst. forens. lib. 1, etc. etc.



pour objet que la sûreté du vassal dans la protection d'un prince plus puissant que lui, la raison ni l'équité ne laissent pas croire que le vassal ait voulu exclure aucun de ses descendants. On ne confond point ces sortes de fiefs offerts avec les fiefs tenus originairement du seigneur. Une de leurs différences, c'est que dans les fiefs offerts, les filles y sont admises comme les mâles (\*). Dans les biens originairement donnés au vassal par le seigneur qui en était propriétaire, le premier objet du fief, c'est le service du vassal. Dans les biens que le vassal, propriétaire, offre volontairement au seigneur, le premier objet c'est la protection du seigneur. *Consistit autem vassalli fides in serviendo, domini autem fides in defendendo. Interdum tamen exoptata domini fides occasionem feudis præbet, et hactenus in primam venit considerationem, veluti cum quis majoris tuitio-nis causa allodium suum à potentiore in feudum recognoscit (\*\*).* Et c'est cet ordre qui a été exactement suivi dans les investitures. Un des privilèges de cette dernière espèce de fief est, comme on vient de dire, de pouvoir passer aux filles et aux mâles également.

La troisième raison est que, quoiqu'il semble que la clause de l'investiture de 1311 ne comprenne, dans la rigueur des termes, qu'une des filles du Comte ou de ses mâles, ce serait cependant une grande erreur de borner la succession à l'unité personnelle.

Premièrement, parce qu'aux termes de l'Acte, cette clause qui appelle la fille est relative à la coutume de Bourgogne, laquelle appelle indistinctement toutes les filles qui descendent du premier investi (\*\*\*).

Secondement, parce que la limitation n'est pas faite à une fille en particulier qui soit expressément désignée par son nom. Or, excepté ce cas là, l'investiture simple a le même effet que celle qui comprend nommément les héritiers (†). *Semper*, disent les docteurs, *ejusdem effectus eo tempore hæc verba fuerunt, ut nempe vassallo pro se et liberis vel descendantibus concessum esse intelligeretur (††).*

Enfin, outre qu'en pareil cas il faut toujours considérer la qualité naturelle du fief, et que celui-ci n'excluait point les filles, il est d'ailleurs certain que la fille appelée par l'investiture devait reprendre et tenir le fief de la même manière que Raoul l'avait repris et tenu; et par conséquent les mâles et les filles y étaient indistinctement appelés.

Mais ces réflexions deviennent presque inutiles par les reprises postérieures qui ont expliqué ce qui pouvait être équivoque dans la première. Celle de Louis qui suit immédiatement est de 1351. Elle déclare ceux qui doivent succéder, par rapport à la coutume de Bourgogne. Voici les termes :

„Et est à sçavoir, que les dits hommages et les dites féautés que j'ai fait au dit Jean Monseigneur ès us et coutumes de Bourgogne; Et encore est à sçavoir que si je le dit Louis ou mes hoirs défaillois sans hoirs masles, que mes filles ou les filles de mes hoirs, une ou plusieurs du Chesau de Neufchastel, peuvent et doivent reprendre et tenir le fief du dit Jean Monseigneur et de ses hoirs, par telle forme et manière comme je le dit Louis les ai repris et tiens de mon dit seigneur.“

Il est certain que cet acte appelle en termes formels plusieurs filles du prince investi; on peut même dire qu'il les appelle toutes sous le mot indéfini de plu-

(\*) Schilt. Comm. in jus feud. ad rubr. § 14 et alii.

(\*\*) Anton Gothost. jus feud. disput. 1. num. 2. litt. E.

(\*\*\*) Chassan. in consuet. Burgund. des fiefs rub. 3, § 5 num. 27 et seq.

(†) Ludvell. de feud. Cap. 6 pag. 167, 168.

(††) Bets. de jur. primog. feud. Cap. 9, § 45. Schilt. lib. feud. reformat. tit. 13. Cap. 33. Ludovic bell. cons. 16. Mantie. de tacit et ambig. lib. 3, tit. 9 et lib. 23, tit. 18. Bocer de succes. feud. class. 5. disput. 18.



1707

Varenne est  
appelée comme  
Isabelle.

sieurs; mais enfin cette pluralité ne saurait en comprendre moins de deux. Voilà donc, quand il faudrait s'en tenir là, Isabelle et Varenne formellement appelées, et, par une suite nécessaire, leurs descendants le sont aussi, parce qu'étant héritières féodales, la même loi qui les appelait, appelait aussi leur postérité. *Vultej. de feud. lib. 1. cap. 9. Rhet. de jur. feud. lib. 1. tit. 3. Schilt. Comment. de jur. feud. pag. 342. Ludvel. tract. feud. cap. 4.*

De ce principe il s'ensuit que Conrad et Jean de Fribourg étaient appelés à la succession du Comté de Neuchâtel, aussi bien qu'Anne de Fribourg, fille de Varenne et les siens, parce que la succession des fiefs va à l'infini entre tous ceux qui sont héritiers féodaux.

Il n'importe que Varenne fût morte avant Isabelle; sa postérité était entrée dans son droit. La caducité des degrés n'interrompt jamais la succession féodale; chacun y vient comme descendant et par le droit de ses auteurs, ainsi qu'il a été prouvé ailleurs.

Les mâles  
exclus où les  
filles sont ap-  
pelées.

L'auteur du Mémoire de M. l'Electeur de Brandebourg ne raisonne donc pas en jurisconsulte, lorsqu'il ose avancer que le marquis de Hochberg ne pouvait pas succéder par lui-même, parce que les mâles des filles n'étaient pas appelés. Quel paradoxe! les mâles exclus où les filles sont appelées! On voit bien des disputes entre les docteurs, pour savoir si les filles une fois exclues par les mâles peuvent revenir à la succession lorsque les mâles viennent à manquer, disputes communément décidées à l'avantage des filles; mais on n'a encore jamais proposé, si, lorsque les filles sont appelées, les mâles qui descendent d'elles peuvent être exclus. L'auteur du Mémoire ajoute, que le marquis de Hochberg ne pouvait pas venir à cette succession du chef de Varenne, parce qu'elle était morte avant Isabelle, et que par conséquent elle ne pouvait pas transférer une succession qu'elle n'avait jamais eue. Comme si les successions féodales, et surtout des fiefs en dignité, ne se transmettaient pas par le droit d'aînesse de ligne en ligne, indépendamment du fait des possesseurs!

Chesau de Neu-  
châtel.

A l'égard de la clause qui n'appelait que les filles du *Chesau* de Neuchâtel, elle n'excluait point Rodolphe de Hochberg; et, pour l'établir, il n'y a qu'à séparer les dispositions de l'homme d'avec celles de la loi ou de la coutume, c'est-à-dire, pour parler avec les jurisconsultes l'*agnation* d'avec la *cognation*. Dans le premier cas, il n'y a que les mâles qui succèdent, et dans le second, les filles succèdent avec les mâles, sous la préférence des derniers, parce qu'on n'a égard qu'au sang. Au premier cas on n'admet que les mâles et leurs descendants. Le mot de *chesau* ne convient qu'à eux; mais au second, il suffit de trouver son extraction dans la descendance.

Explication  
du mot Chesau.

C'est sur ces principes que tous les docteurs conviennent qu'il faut expliquer ces mots de *chesau*, *case*, *maison*, *famille*, *race*, suivant le sujet où ils sont appliqués, parce que d'eux-mêmes ils ne déterminent rien de fixe, *assidue*, disent-ils *confundi solent*. Si c'est dans une disposition qui n'appelle que les mâles, les filles ne viennent jamais sous le mot de *chesau*; mais s'il y est fait mention des filles, la signification est plus étendue, et toute la descendance est appelée, sans distinction de sexe.

C'est le sentiment de tous les jurisconsultes, principalement lorsqu'il s'agit d'un bien affecté, comme ici, à la primogéniture. Molina demande si dans un majorat institué en faveur de la maison ou du *chesau*, les filles y viennent au défaut des mâles. Il décide, après le plus grand nombre de docteurs, que les filles y sont comprises (\*): ces mots de *maison*, de *case* ou de *famille* comprenant ceux qui procèdent d'un même sang.

On oppose contre le testament de Jean de Fribourg un acte surpris artifi-

(\*) De Hispan, primog. lib. 3. Cap. 4, num. 10, 11 et 12.



ciusement en 1406 de quelques bourgeois de Neufchâtel, par lequel on leur a fait déclarer le comté de Neufchâtel inaliénable à l'égard de tous autres que des descendants de Conrad de Fribourg.

1707

L'acte du Conseil de ville de 1406 est un acte surpris.

Ce n'est pas la stipulation d'inaliénabilité qui fait le vice de cet acte. Madame la duchesse de Lesdiguières, bien loin de nier que la souveraineté de Neufchâtel soit inaliénable, la soutient telle, au contraire, indistinctement et sans exception.

Mais ce qui rend cet acte nul, c'est qu'il a été passé en l'absence et à l'insu de Conrad de Fribourg, qui y avait le principal intérêt, et qui s'en plaignit si vivement au Canton de Berne, à son retour du voyage d'outremer, que Louis de Châlons désespérant de le soutenir, s'en désista volontairement, et ne fit aucunes démarches pour le faire exécuter. Car, en 1407, il reçut la foi et l'hommage de Conrad, conformément non pas à l'acte de 1406, mais aux investitures précédentes, qui par là reprirent leur première force, en appelant après la mort de Jean de Fribourg la postérité de Varenne, et par conséquent Rodolphe de Hochberg qui la représentait. Cet acte de 1406 est donc demeuré inutile par son inexécution.

Ce qui le rend nul, c'est l'absence de Conrad de Fribourg.

D'ailleurs il était nul par lui-même; c'était l'ouvrage de seize bourgeois surpris ou gagnés, qui n'avaient ni autorité ni pouvoir, qui se sont donné la liberté de traiter pour tout l'Etat sans en avoir été chargés originairement par les communautés et les villes qui en faisaient partie, ni sans en avoir été avoués depuis; qui ne pouvaient pas de leur autorité privée renverser l'ordre d'une succession établie dans une famille dont il restait encore des descendants, et qui pouvaient encore moins, suivant les docteurs, s'engager envers le seigneur dominant au préjudice de celui à qui seul ils étaient liés. Un acte où il semble qu'on ait pris soin de rassembler tous les défauts, peut-il raisonnablement être opposé?

Les seize bourgeois de Neufchâtel ne pouvaient pas faire la reconnaissance de 1406.

Mais ce qui achève de le détruire, c'est qu'en 1457 il fut produit dans le procès qu'il y eut devant l'Official de Besançon entre Louis de Châlons et Rodolphe de Hochberg au sujet du comté de Neufchâtel; et malgré cela Louis de Châlons fut condamné. On parlera de cette sentence dans l'article suivant; on en touche seulement ici un mot, pour marquer que l'acte de 1406 a été reconnu de tout temps si defectueux, que, quoiqu'il ait été produit et examiné en 1457 dans une contestation à peu près semblable à celle-ci, on n'y a eu aucun égard. Or, quand un acte déjà condamné alors, d'ailleurs nul par lui-même, se trouve encore combattu par une possession plus qu'immémoriale, est-il permis encore de le rappeler?

Cet acte a été condamné.

Il y a près de quatre siècles, c'est-à-dire, depuis Isabelle, que le Comté est dans la postérité des filles, et près de trois qu'il a passé à la descendance de Varenne. Les prétendus successeurs de Louis de Châlons n'ont pas bonne grâce de vouloir examiner et combattre le droit d'une si longue suite de possesseurs.

## ARTICLE V DU MÉMOIRE.

*L'injuste et violente possession que prirent de ce Comté le marquis de Hochberg et ses descendants n'a été qu'une pure usurpation.*

On fonde les principales preuves de cet article sur les moyens proposés dans l'article précédent, et sur la protection que Rodolphe de Hochberg trouva, dit-on, dans le pays pour demeurer en possession du comté de Neufchâtel.

RÉPONSE. Usurper, c'est s'emparer injustement du bien d'autrui. Ce que l'on vient de dire en faveur du droit de Rodolphe de Hochberg, éloigne d'abord toute idée d'usurpation; mais non seulement ce droit était certain en lui-même, il a encore été reconnu tel par deux jugements authentiques, dont l'auteur du Mémoire n'a eu garde de parler: l'un de l'Official de Besançon en première instance, et l'autre du Pape, par appel.



1707

Varenne est  
appelée comme  
Isabelle.

sieurs; mais enfin cette pluralité ne saurait en comprendre moins de deux. Voilà donc, quand il faudrait s'en tenir là, Isabelle et Varenne formellement appelées, et, par une suite nécessaire, leurs descendants le sont aussi, parce qu'étant héritières féodales, la même loi qui les appelait, appelait aussi leur postérité. *Vultej. de feud. lib. 1. cap. 9. Rhet. de jur. feud. lib. 1. tit. 3. Schilt. Comment. de jur. feud. pag. 342. Ludvel. tract. feud. cap. 4.*

De ce principe il s'ensuit que Conrad et Jean de Fribourg étaient appelés à la succession du Comté de Neufchâtel, aussi bien qu'Anne de Fribourg, fille de Varenne et les siens, parce que la succession des fiefs va à l'infini entre tous ceux qui sont héritiers féodaux.

Il n'importe que Varenne fût morte avant Isabelle; sa postérité était entrée dans son droit. La caducité des degrés n'interrompt jamais la succession féodale; chacun y vient comme descendant et par le droit de ses auteurs, ainsi qu'il a été prouvé ailleurs.

Les mâles  
exclus où les  
filles sont ap-  
pelées.

L'auteur du Mémoire de M. l'Electeur de Brandebourg ne raisonne donc pas en jurisconsulte, lorsqu'il ose avancer que le marquis de Hochberg ne pouvait pas succéder par lui-même, parce que les mâles des filles n'étaient pas appelés. Quel paradoxe! les mâles exclus où les filles sont appelées! On voit bien des disputes entre les docteurs, pour savoir si les filles une fois exclues par les mâles peuvent revenir à la succession lorsque les mâles viennent à manquer, disputes communément décidées à l'avantage des filles; mais on n'a encore jamais proposé, si, lorsque les filles sont appelées, les mâles qui descendent d'elles peuvent être exclus. L'auteur du Mémoire ajoute, que le marquis de Hochberg ne pouvait pas venir à cette succession du chef de Varenne, parce qu'elle était morte avant Isabelle, et que par conséquent elle ne pouvait pas transférer une succession qu'elle n'avait jamais eue. Comme si les successions féodales, et surtout des fiefs en dignité, ne se transmettaient pas par le droit d'aînesse de ligne en ligne, indépendamment du fait des possesseurs!

Chesau de Neu-  
châtel.

A l'égard de la clause qui n'appelait que les filles du *Chesau* de Neufchâtel, elle n'excluait point Rodolphe de Hochberg; et, pour l'établir, il n'y a qu'à séparer les dispositions de l'homme d'avec celles de la loi ou de la coutume, c'est-à-dire, pour parler avec les jurisconsultes l'*agnation* d'avec la *cognation*. Dans le premier cas, il n'y a que les mâles qui succèdent, et dans le second, les filles succèdent avec les mâles, sous la préférence des derniers, parce qu'on n'a égard qu'au sang. Au premier cas on n'admet que les mâles et leurs descendants. Le mot de *chesau* ne convient qu'à eux; mais au second, il suffit de trouver son extraction dans la descendance.

Explication  
du mot Chesau.

C'est sur ces principes que tous les docteurs conviennent qu'il faut expliquer ces mots de *chesau*, *case*, *maison*, *famille*, *race*, suivant le sujet où ils sont appliqués, parce que d'eux-mêmes ils ne déterminent rien de fixe, *assidue*, disent-ils *confundi solent*. Si c'est dans une disposition qui n'appelle que les mâles, les filles ne viennent jamais sous le mot de *chesau*; mais s'il y est fait mention des filles, la signification est plus étendue, et toute la descendance est appelée, sans distinction de sexe.

C'est le sentiment de tous les jurisconsultes, principalement lorsqu'il s'agit d'un bien affecté, comme ici, à la primogéniture. Molina demande si dans un majorat institué en faveur de la maison ou du *chesau*, les filles y viennent au défaut des mâles. Il décide, après le plus grand nombre de docteurs, que les filles y sont comprises (\*): ces mots de *maison*, de *case* ou de *famille* comprenant ceux qui procèdent d'un même sang.

On oppose contre le testament de Jean de Fribourg un acte surpris artifi-

(\*) De Hispan, primog. lib. 3. Cap. 4, num. 10, 11 et 12.



ciusement en 1406 de quelques bourgeois de Neufchâtel, par lequel on leur a fait déclarer le comté de Neufchâtel inaliénable à l'égard de tous autres que des descendants de Conrad de Fribourg.

1707

L'acte du Conseil de ville de 1406 est un acte surpris.

Ce n'est pas la stipulation d'inaliénabilité qui fait le vice de cet acte. Madame la duchesse de Lesdiguières, bien loin de nier que la souveraineté de Neufchâtel soit inaliénable, la soutient telle, au contraire, indistinctement et sans exception. Mais ce qui rend cet acte nul, c'est qu'il a été passé en l'absence et à l'insu de Conrad de Fribourg, qui y avait le principal intérêt, et qui s'en plaignit si vivement au Canton de Berne, à son retour du voyage d'outremer, que Louis de Châlons désespérant de le soutenir, s'en désista volontairement, et ne fit aucunes démarches pour le faire exécuter. Car, en 1407, il reçut la foi et l'hommage de Conrad, conformément non pas à l'acte de 1406, mais aux investitures précédentes, qui par là reprirent leur première force, en appelant après la mort de Jean de Fribourg la postérité de Varenne, et par conséquent Rodolphe de Hochberg qui la représentait. Cet acte de 1406 est donc demeuré inutile par son inexécution.

Ce qui le rend nul, c'est l'absence de Conrad de Fribourg.

D'ailleurs il était nul par lui-même; c'était l'ouvrage de seize bourgeois surpris ou gagnés, qui n'avaient ni autorité ni pouvoir, qui se sont donné la liberté de traiter pour tout l'Etat sans en avoir été chargés originairement par les communautés et les villes qui en faisaient partie, ni sans en avoir été avoués depuis; qui ne pouvaient pas de leur autorité privée renverser l'ordre d'une succession établie dans une famille dont il restait encore des descendants, et qui pouvaient encore moins, suivant les docteurs, s'engager envers le seigneur dominant au préjudice de celui à qui seul ils étaient liés. Un acte où il semble qu'on ait pris soin de rassembler tous les défauts, peut-il raisonnablement être opposé?

Les seize bourgeois de Neufchâtel ne pouvaient pas faire la reconnaissance de 1406.

Mais ce qui achève de le détruire, c'est qu'en 1457 il fut produit dans le procès qu'il y eut devant l'Official de Besançon entre Louis de Châlons et Rodolphe de Hochberg au sujet du comté de Neufchâtel; et malgré cela Louis de Châlons fut condamné. On parlera de cette sentence dans l'article suivant; on en touche seulement ici un mot, pour marquer que l'acte de 1406 a été reconnu de tout temps si defectueux, que, quoiqu'il ait été produit et examiné en 1457 dans une contestation à peu près semblable à celle-ci, on n'y a eu aucun égard. Or, quand un acte déjà condamné alors, d'ailleurs nul par lui-même, se trouve oncore combattu par une possession plus qu'immémoriale, est-il permis encore de le rappeler?

Cet acte a été condamné.

Il y a près de quatre siècles, c'est-à-dire, depuis Isabelle, que le Comté est dans la postérité des filles, et près de trois qu'il a passé à la descendance de Varenne. Les prétendus successeurs de Louis de Châlons n'ont pas bonne grâce de vouloir examiner et combattre le droit d'une si longue suite de possesseurs.

## ARTICLE V DU MÉMOIRE.

*L'injuste et violente possession que prirent de ce Comté le marquis de Hochberg et ses descendants n'a été qu'une pure usurpation.*

On fonde les principales preuves de cet article sur les moyens proposés dans l'article précédent, et sur la protection que Rodolphe de Hochberg trouva, dit-on, dans le pays pour demeurer en possession du comté de Neufchâtel.

RÉPONSE. Usurper, c'est s'emparer injustement du bien d'autrui. Ce que l'on vient de dire en faveur du droit de Rodolphe de Hochberg, éloigne d'abord toute idée d'usurpation; mais non seulement ce droit était certain en lui-même, il a encore été reconnu tel par deux jugements authentiques, dont l'auteur du Mémoire n'a eu garde de parler: l'un de l'Official de Besançon en première instance, et l'autre du Pape, par appel.



1707

Deux jugements rendus contre Louis de Châlons.

Il n'est plus question d'attaquer l'autorité de ces jugements. Toute cette procédure est de 1458. Le Pape était en ce temps là cosseigneur de l'Empire; on s'adressait à lui et à l'Empereur conjointement pour tous les actes où le secours du Prince était nécessaire. C'était au nom de l'un et de l'autre que la justice se rendait. Les juridictions n'avaient point alors les mêmes bornes qu'elles ont aujourd'hui; mais cela n'empêche pas que ce qui a été décidé par des juges dans un temps où ils étaient compétents pour le faire, n'ait son exécution et son effet dans des temps différents; autrement il n'y aurait rien de sûr dans la société civile; et le moindre changement dans les juridictions troublerait tous les possesseurs. D'ailleurs y a-t-il des juges plus légitimes que ceux à qui les parties ont soumis volontairement la décision de leurs différends? L'auteur du Mémoire convient que Louis de Châlons, après avoir été condamné à Besançon, fut lui-même se plaindre au Pape de ce jugement: une seconde condamnation intervenue sur ses propres plaintes ne saurait donc passer pour suspecte. En un mot, quand on ne considérerait ces juges que comme de simples arbitres que les parties auraient choisis ou reconnus, l'autorité de leurs jugements serait hors d'atteinte par la longue possession qui a suivi.

C'est Louis de Châlons qui a usé de violence et d'artifices.

On n'entrera point ici dans tout le détail des artifices et des violences qu'employa Louis de Châlons, durant le cours de la procédure, pour parvenir à son but. Il suffira d'en donner pour preuve la sentence même qui le condamne et les procès-verbaux qui y sont insérés. Voici les termes de cette sentence, extraite des Registres de la chambre des Comptes de Dôle: (\*)

„De l'avis de Messieurs nos assesseurs par la sentence définitive que nous rendons sur le tribunal où nous n'avons que Dieu seul en vue, nous déclarons „téméraires, illicites, injustes et iniques, les oppositions, chicanes, vexations, „troubles et empêchements faits de la part d'illustre seigneur de Châlons, prince „d'Orange, au dit seigneur Rodolphe, Marquis de Hochberg, au sujet de la prétendue nullité de l'ouverture et de la publication du testament du seigneur „Jean, comte de Fribourg et de Neufchâtel, et du décret donné par l'Official „de Besançon, pour la mise en possession: sur lesquelles contestations et poursuites, nous imposons pour toujours silence au dit seigneur Louis de Châlons, „et le condamnons aux dépens.“

Ne sied-il pas bien après cela à l'auteur du Mémoire d'imputer des violences et des voies de fait au marquis de Hochberg, pendant qu'il n'en apporte pas la plus légère présomption, et qu'au contraire il y a une preuve authentique que tous les procédés violents venaient de la part de Louis de Châlons?

Il n'est pas nécessaire de justifier Messieurs du Canton de Berne du reproche injurieux qu'on leur fait d'avoir protégé injustement la possession de Rodolphe de Hochberg; leur intégrité connue dans tous les temps les justifie assez sur ce point; et les jugements rendus en deux tribunaux à l'avantage de ce prince marquent assez qu'en tout cas ils ne protégeaient que la bonne cause.

Voilà donc le droit de Rodolphe de Hochberg fondé sur les titres les plus naturels et les plus légitimes; le voilà reconnu par deux jugements conformes (\*\*) et après une longue contestation: il ne reste plus qu'à montrer qu'il a été confirmé authentiquement dans les occasions les plus éclatantes.

Outre que Philippe de Hochberg posséda en pleine souveraineté, après Rodolphe de Hochberg son père, le Comté de Neufchâtel, et que sa possession qui commença en 1487 n'a jamais été troublée à cet égard, non plus que celle de tous ses successeurs, il y a d'ailleurs des actes publics qui donnent à cette

(\*) La Réponse de Madame de Lesdiguières reproduit également le texte latin de cette sentence.

(\*\*) Voyez la sentence de l'official de Besançon produit par Madame de Lesdiguières dans son inventaire de productions.



possession uniforme une autorité invincible : ce sont les traités de paix conclus en différents temps entre les princes.

Dans le Traité de paix de Vervins, du 2 mai 1598, le Comté de Neufchâtel est compris comme souverain avec les Louables Cantons, sans que Philippe-Guillaume de Nassau, qui était partie dans ce traité, ait fait la moindre protestation contre la reconnaissance publique que faisaient par là Henri IV et Philippe II de la souveraineté parfaite de ce Comté.

Dans le Traité de paix de Munster, où assistèrent les ministres les plus éclairés sur les droits de l'Empire, Henri d'Orléans, duc de Longueville, qui était premier plénipotentiaire de Louis XIV, fut toujours qualifié *Prince et Comte souverain de Neufchâtel*, et le 12 septembre 1657, il fit en cette qualité un traité d'alliance avec le Roi, dont toutes les clauses sont autant de preuves de la souveraineté pleine qu'il possédait.

Dans le Traité des Pyrénées, on comprend en général de la part de l'Es-

1707  
Paix de Vervins.

Paix  
de Munster.

Traité des Pyrénées.

pagne les Etats qui étaient compris dans le Traité de Vervins. Or, comme le Comté de Neufchâtel était précisément nommé dans celui-ci, on ne peut pas douter qu'il ne le soit de même dans celui-là.

Traité de Nimègue.

Dans le Traité de Ryswick, entre la France et la Hollande, on a compris en général les Treize Cantons et leurs Alliés, et en particulier le Comté de Neufchâtel. M. l'Electeur de Brandebourg, présent à ce traité par ses ministres, a approuvé lui-même par là la souveraineté de Neufchâtel.

Traité de Ryswick.

Dans le même Traité de Ryswick entre la France et l'Angleterre, le roi Guillaume prend des précautions pour être rétabli dans la Principauté d'Orange et dans les autres biens qu'il avait en France; il n'en prend aucune pour le comté de Neufchâtel; au contraire, il met cet Etat au nombre de ceux qui étaient compris dans la paix comme Alliés des Louables Cantons.

Cette longue suite de Traités de paix, qui ont déclaré et reconnu en divers temps la souveraineté de Neufchâtel, ne laissent plus sur cela le moindre doute; rien n'est plus solennel, ni plus inviolable que ces Actes publics, qui décident de la tranquillité des Etats; tous les princes qui y ont parlé par leurs ministres sont obligés d'en garantir l'exécution. Comment donc peut-on demander le Comté de Neufchâtel à titre de féodalité et de mouvance, pendant qu'il paraît qu'en divers temps et par les actes les plus solennels l'Empereur, les Princes de l'Empire, M. l'Electeur de Brandebourg lui-même a reconnu que cet Etat était en pleine souveraineté.

Et quand on joint à la preuve écrite de ces reconnaissances multipliées une possession au moins de plus de deux-cents ans, il n'est pas facile de concevoir sur quel prétexte M. l'Electeur de Brandebourg peut se permettre de donner atteinte à un droit affermi par tant d'endroits ?

#### ARTICLE VI DU MÉMOIRE.

*La possession de ce Comté qu'a continuée la Maison de Longueville n'a pas été moins vicieuse. Et la prétention de cette Maison à la succession de celle de Châlons a été notoirement injuste.*

RÉPONSE. Comme cet article n'est qu'une suite et presque une répétition de l'article précédent, on y a déjà satisfait par avance.

#### ARTICLE VII DU MÉMOIRE.

*L'usurpation du Fief et Comté de Neufchâtel n'a pu prescrire ni valoir contre le seigneur dominant et souverain, ni pu par conséquent préjudicier au droit de S. M. le Roi de Prusse.*



1707

Prescription.

On fonde ce dernier article sur le vice de la possession, sur la faveur des *minorités*, sur l'obstacle des guerres, sur l'imprescriptibilité du *droit de directe*.

RÉPONSE. Le prétendu vice de la possession est une allégation démentie par tout ce qui a été montré jusqu'à présent, et surtout par les jugements rendus et les reconnaissances faites en faveur des possesseurs.

Quand, en supposant ce qui n'est pas, on accorderait qu'il y aurait eu originellement quelque défaut dans la possession, il serait à couvert par le temps.

Ou présume toujours que ce qui a été possédé d'une manière uniforme durant plus de deux-cents ans, l'a été dans les règles et à juste titre, ou, pour mieux dire, une si longue possession empêche tout examen et toute recherche.

*Malæ fidei quæstio, ipso temporis tractu sublata censetur. (\*)*

La qualité féodale n'est pas un obstacle à la prescription, parce que comme les fiefs peuvent s'acquérir par la possession, ils peuvent se perdre aussi par la même voie. *Amittit dominus jus suum feudo, si vassallus rei feudalis libertatem præscribat; cum enim triginta annorum præscriptione feudum acquiri posset: Cur non eodem tempore libertas feudi præscribi posset? (\*\*)*

Jephthé.

Les princes n'ont pas moins de droit que les particuliers de se prévaloir de la possession. Il semble que l'Écriture nous le marque dans la réponse que fit Jephthé au roi de Hammon, qui voulait troubler les Israélites dans ce qu'ils possédaient entre Arnon et Jabbok. *Pourquoi, lui dit-il, ne l'avez-vous pas recouvré depuis trois-cents ans?*

Grotius remarque que si ce secours est utile pour les biens des particuliers, il ne l'est pas moins pour les Etats souverains. *Si id ergo salubre est quoad patrimonium privatorum, quid ni quoque quoad rempublicam.* Il est même bien aisé de voir qu'il est plus important de maintenir la possession d'un souverain que celle d'un particulier, parce que de la possession tranquille d'un souverain dépend la tranquillité de tout un Etat. Il y a dans le savant Traité du droit de la guerre et de la paix, Liv. II, Chap. 4, une foule de raisons solides qui persuadent la nécessité de s'en tenir en pareil cas à la possession.

On oppose que par les Actes de combourgeoisie passés avec les Louables Cantons, il y a eu des réserves des seigneurs de fief.

Réserves de Rodolphe de Hochberg dans les actes de combourgeoisie.

Il est vrai que les premiers Actes de combourgeoisie portent des réserves expresses en faveur des Comtes de Châlons; mais les actes qui ont été faits depuis les sentences obtenues par Rodolphe de Hochberg ne parlent plus des Comtes de Châlons. Et si on y réserve en général des seigneurs de fiefs, cette réserve générale dans des actes qui ne sont point passés avec la Maison de Châlons ne saurait y avoir rapport, et a bien plutôt son application aux Evêques de Lausanne et de Bâle, de qui les Comtes de Neuchâtel tenaient des fiefs. En tous cas, dans le doute, la possession immémoriale explique tout et ôte l'embarras des recherches.

Mais, dit-on, ce qui ne peut s'aliéner ne peut se prescrire, et par conséquent le Comté de Neuchâtel, que Madame la duchesse de Lesdiguières soutient inaliénable, est imprescriptible.

Ce qui ne peut être aliéné peut se perdre.

Ce prétendu principe n'a point lieu contre la prescription qui est fondée sur une possession immémoriale. Rien n'empêche, dit Grotius, que ce qui ne peut pas être aliéné par un acte, puisse se perdre par la négligence du propriétaire (\*\*\*). Tiraqueau, dans son Traité de la Primogéniture, quest. 30, nomb. 3, rassemble tous les cas où les choses inaliénables de leur nature sont sujettes à la prescription, et il met de ce nombre les fiefs, *preterea feudum quod alienari non*

(\*) Obrect. in Grot. lib. II. Cap. 3, § 11. Beem. § 10.

(\*\*) Bocér disputat. 20, num. 167. Vultei. Cap. 11, num. 10.

(\*\*\*) Grotius de Jur. pac. et bell. lib. II. Cap. 4, § 10.



*potest præcribi tamen potest.* Il n'est pas extraordinaire que le temps immémorial, qui tire toute sa force de sa durée, ait plus de pouvoir à cet égard que la volonté inconstante de l'homme.

1707

En effet, il y a-t-il un seul Etat au monde qui sans cela puisse se croire en sûreté ? Quels princes, à regarder les choses dans l'origine, n'ont pas des prétentions les uns contre les autres ? Il y en a peu qui ne se soient reconnus vassaux en certains temps de ceux qui avaient la force en mains. L'Empereur ne pourrait-il pas, sur le même prétexte, réclamer divers Etats qui ont été autrefois des fiefs de l'Empire ? Le Corps Helvétique a-t-il d'autre titre que sa possession pour conserver sa liberté et son indépendance ? La Prusse n'était-elle pas un fief de la Pologne, et M. l'Electeur de Brandebourg trouverait-il son compte à vouloir qu'on remît les choses dans leur premier ordre ?

Il est de l'intérêt commun de tous les peuples, que les anciennes possessions soient conservées ; que ce qui a été approuvé et exécuté pendant un temps immémorial, le soit de même dans la suite ; et qu'il ne se fasse point de vieilles recherches sur le passé, de peur de tout remettre dans l'incertitude.

Il est de l'intérêt des peuples que les anciennes possessions soient conservées.

Il n'y eut peut-être jamais de possession plus constante, ni plus favorable, que celle de la parfaite indépendance où est le Comté de Neuchâtel ; elle a toujours marché, si on l'ose dire, sous les yeux de la bonne foi et de la justice. Dès l'année 1458, un jugement contradictoire, rendu sur une longue et opiniâtre contestation, a maintenu les titres de la maison de Hochberg. Tous les descendants de cette maison, et après eux ceux de la maison de Longueville, ont depuis joui de ce Comté comme d'un Etat pleinement souverain. Les princes de la maison de Châlons ou de Nassau, l'ont reconnu tel par leur silence. Jamais, pendant l'espace de plus de deux-cents ans, ils n'ont fait aucune démarche contraire à cette reconnaissance. Ils ne sauraient excuser leur inaction, ni sur les troubles de la guerre, ni sur la faiblesse des minorités. L'Etat de Neuchâtel a toujours été tranquille, et la guerre allumée ailleurs n'empêchait pas le cours de la prescription. Ces minorités et ces guerres sont alléguées en l'air et sans preuve. En tous cas elles n'auraient pas été perpétuelles, et de plus elles ne sont d'aucune considération dans la possession immémoriale, qui surmonte tout ; et encore moins dans celle qui est presque deux fois aussi longue que la possession immémoriale. Tout cela se trouve fortifié du témoignage public et successif de plusieurs Traités de paix, qui ont mis la chose hors de doute.

Dans ces circonstances, est-il permis d'attaquer une possession qui rassemble tant d'avantages ? Si les descendants de la maison de Longueville sont traités d'usurpateurs pour avoir possédé la souveraineté de Neuchâtel, Messieurs des Trois-Etats, qui les ont investis, sont donc complices de l'usurpation. On ne saurait combattre leurs investitures qu'on n'accuse en même temps d'injustice ceux de qui ils les tenaient. L'auteur du Mémoire de M. l'Electeur de Brandebourg dit que le droit de ce prince a toujours été déposé entre les mains de Messieurs des Trois-Etats ; il faut donc, selon lui, que ces Messieurs soient des dépositaires infidèles, qui aient abusé de ce dépôt. Mais plutôt ne sont-ce point des juges éclairés, qui n'ont pu reconnaître de droit où il n'y en avait pas, et qui encore aujourd'hui sont disposés à oublier le rang, la qualité, les promesses précieuses des parties, pour ne s'attacher qu'à l'examen de leurs prétentions ?

S. A. E. Monsieur l'Electeur de Brandebourg, ou du moins ceux qui agissent sous son nom, ne paraissent pas avoir ces sentiments de Messieurs des Trois-Etats ; car se défiant du premier Mémoire donné pour ce prince, qui est le Mémoire qu'on vient de combattre, ils en ont encore hasardé deux depuis peu : l'un, qui est un abrégé de celui-ci, et l'autre un long tissu d'offres artificieuses qu'ils ont cru propres à imposer. On s'est imaginé qu'il fallait que la magnificence des promesses répondît à la faiblesse du droit, et qu'on essayât d'éblouir par

Réfutation que fait Mad. de Lesdiguières du Manifeste du roi de Prusse porté ci-devant.



1707

des paroles ceux qu'on ne pouvait convaincre par des raisons. *Etablissements nouveaux pour la religion, pour la guerre, pour le commerce, abondance et tranquillité parfaite dans le Pays*, on promet tout; et si le cœur était à la portée des yeux et qu'on y pût voir si ces discours sont bien sincères, rien ne serait sans doute plus séduisant pour un Etat électif, qui aurait droit de se choisir un maître à son gré.

Mais dans un Etat successif, comme le Comté de Neuchâtel, où la loi de l'Etat indique un ordre fixe et réglé parmi les héritiers du sang, rien ne marque mieux le peu d'espérance qu'on a de réussir par la bonne voie, que la nécessité où l'on se trouve d'en employer de si mauvaises. Et s'il était question de comparer les avantages qui pourraient se trouver de part ou d'autre, il est naturel de croire que la tendre vénération qu'ont les peuples pour la Maison de Longueville, le souvenir précieux du repos et de la liberté, dont ils ont joui de toute manière sous son règne, de l'attention généreuse qu'elle a eue à prévenir leurs besoins et leurs souhaits, donnerait encore la préférence de ce côté-là à Madame la duchesse de Lesdiguières, comme elle l'emporte d'ailleurs par la supériorité de son droit.

On vient de rapporter tout au long la Réponse de Madame de Lesdiguières aux *Sept Articles du Traité sommaire des droits de S. M. le roi de Prusse*, parce que cette réponse comprend en général tout ce que S. A. le prince de Conti et M. le comte de Matignon lui ont objecté, le premier en quelques endroits de son Mémoire, et le second dans un imprimé qui a pour titre: *Réponse de Monsieur le Comte de Matignon, etc., etc., aux Ecrits de S. A. E. de Brandebourg, etc.*, et spécialement aux quatre propositions qui font la matière de l'information suivante.

De la part du roi de Prusse beaucoup d'écrits virent le jour pour réfuter les réponses que ses concurrents lui avaient faites: 1. *L'Addition à l'Information* réfute en détail tout ce que M. le comte de Matignon avait dit dans sa Réponse, en suivant les quatre propositions de l'Information sommaire. 2. Par un autre imprimé il fut répondu à quatre ou cinq préjugés contre le droit de S. M. que les divers prétendants tâchaient de répandre dans le public. 3. Un ouvrage très important dans la conjoncture porte pour titre: *RÉPONSE PARTICULIÈRE POUR S. M. LE ROI DE PRUSSE à l'objection contre ses droits à la pleine souveraineté de Neuchâtel et Valangin prise de la prescription*. 4. Enfin il parut un dernier imprimé, qui est celui dont on va faire usage contre la susdite Réponse de Madame de Lesdiguières.

Il est facile de juger que si on devait reproduire le contenu de tous ces imprimés *pro et contra*, on ferait des écritures immenses; c'est pourquoi on doit se borner à ce qu'on croira qu'il y a de plus intéressant et décisif.

Celui qui était chargé des écritures de S. M. débute ainsi dans sa réplique à la Réponse de Madame de Lesdiguières:

Début de la  
Réfutation du

Cet écrit, qu'on avait promis dès longtemps, comme une pièce fort supérieure en solidité de raisons et de preuves à celle de M. le comte de Matignon, et



capable d'anéantir sans retour tous les fondements des prétentions de S. M. P., vient enfin de paraître aux yeux du public; mais ceux qui, séduits par les sentiments présomptueux de l'auteur, ont eu le plus d'empressement à le lire, n'y ont sans doute rien trouvé qui pût les dédommager de leur attente.

1707  
mémoire de  
Mad. de Les-  
diguières.

Après quoi l'auteur entre en matière; il trouve le début bien hardi et téméraire, pour ne pas dire injurieux, jusqu'à calomnier les droits du Roi, en soutenant (page 1) *que la prétention de M. l'Electeur de Brandebourg a de quoi surprendre et révolter tout ce qu'il y a d'esprits raisonnables.*

La prétention du Roi de Prusse peut bien surprendre par le nombre et la validité des titres qu'on rapporte pour la soutenir, à cause de l'ignorance où la plupart des gens étaient à cet égard; mais c'est une témérité des plus outrées d'oser dire *que cette prétention a de quoi révolter tout ce qu'il y a d'esprits raisonnables.* Il faut que l'auteur et ceux qui sont dans des intérêts pareils aux siens, s'imaginent, pour parler de la sorte, qu'ils ont seuls le bon sens et la raison en partage, et que les autres n'en ont qu'autant qu'il leur plaît de leur en communiquer. Il faudra donc leur en demander par grâce quelque petite portion, et leur dire comme un ancien aux païens de son temps (\*): *Si rationem tenetis, et nobis aliquam ex ista ratione concedite.* Heureusement il y a bien des personnes sensées et raisonnables qui, bien loin de se révolter contre les preuves qu'on leur présente des droits de S. M., se rendent avec un volontaire acquiescement d'esprit à leur évidence.

Plus bas en la même page:

*Il ne le regarde que comme un simple fief.*

On ne peut regarder les choses que comme elles sont, ni les appeler autrement que par leur nom. Ainsi S. M. regarde le Comté de Neuchâtel comme ayant été un fief relevant des princes de Châlons, dont elle a le droit, mais en même temps comme un fief éteint dès qu'il a été réuni à la seigneurie directe de ces princes par la mort de Jean de Fribourg sans postérité. Et tant s'en faut qu'après cette réunion, S. M. regarde encore Neuchâtel comme *un simple fief*, qu'au contraire, elle l'envisage comme un Etat indépendant, dont la pleine souveraineté lui appartient.

Le roi de Prusse regarde le comté de Neuchâtel comme un Etat indépendant depuis qu'il a été réuni à la maison de Châlons en 1457.

*C'est un étranger qui allègue fièrement un titre odieux.*

On ne peut s'empêcher de dire que c'est parler avec une fierté démesurée de S. M. et de ses prétentions. Traiter d'*étranger* le véritable héritier des princes à qui le Comté de Neuchâtel a légitimement appartenu et qui généreusement en avaient concédé la jouissance, sous des conditions de retour, à ceux que les concurrents de S. M. regardent comme les auteurs de leurs prétendus droits; traiter d'*étranger* cet héritier qui réclame son domaine contre ceux qui veulent se l'approprier sans titre et contre les clauses les plus expresses des actes primordiaux; nommer *odieux* un titre des plus favorables qui appelle celui qui est le légitime propriétaire à rentrer dans son bien à l'exclusion des prétendus héritiers d'un injuste occupateur: c'est ce qui doit véritablement faire soulever toutes les personnes portées à la droiture et à l'équité.

Le roi de Prusse traité d'étranger.

Ce n'est que dans une vue maligne, mais peu juste, que l'auteur rapporte certains termes de la lettre interceptée du sieur Dupuy, lesquels, dit-il, *il abandonne aux réflexions du public.* La seule réflexion que le public non prévenu y pourra faire, sera que ces termes partent de la plume d'un écrivain peu ins-

(\*) Arnob. lib. II. adv. Gentil.



1707

truit alors des droits de S. M. et qui sans doute voulait faire entendre que laissant à d'autres la charge de manifester la justice de ces droits, la Cour pourrait se reposer sur lui du soin de la négociation. Mais l'ordre qui lui fut donné bientôt après de s'éloigner de la Suisse, justifie assez clairement le peu de cas que la Cour a fait de ses avis et de ses représentations; outre qu'on n'a pas vu qu'on ait fait ici la moindre démarche pour suivre le prétendu plan de cette négociation.

L'auteur de la Réponse rapporte ensuite une chose comme contenue dans le *Traité Sommaire*, laquelle ne s'y trouve nullement, c'est que le Comté de Neuchâtel relevait de la baronnie d'Arlay.

Ce fait n'est pas véritable et n'est avancé dans aucun endroit de ce Mémoire. Ainsi cet auteur donne dès l'entrée de son ouvrage une idée peu avantageuse de son attachement pour la vérité, en faisant une pareille supposition.

On s'en tient  
au premier titre  
de 1288.

On laissera sans réflexions la 3<sup>me</sup> et la 4<sup>me</sup> page de cet écrit, croyant peu nécessaire pour l'établissement des droits de S. M. d'examiner scrupuleusement tous les faits historiques qui y sont rapportés de l'ancien Royaume de Bourgogne, quoique peut-être il ne fût pas difficile de relever l'auteur en plus d'un endroit, surtout à l'égard de ses citations peu fidèles. Il suffit qu'on ait déclaré et que l'on déclare encore que l'on veut jeter les premiers fondements de la seigneurie directe dont il s'agit sur la concession de l'an 1288, qui, faute de titre plus ancien, doit passer pour l'acte primordial.

Dans sa Réponse aux Articles II et III du Mémoire, l'auteur s'efforce de prouver, par les termes des investitures, que le Comté de Neuchâtel était à la vérité un fief, mais un fief d'une nature fort extraordinaire; que Rolin possédant ce Comte librement et indépendamment, l'avait par une résignation volontaire remis entre les mains de l'Empereur pour acquérir sa protection et celle de Jean de Châlons. Il conclut de là que ce n'est donc pas là un fief propre et donné, mais un fief de protection, dans lequel il n'y a point de réversion ni de réunion à craindre.

On soutient hardiment que l'auteur en cet endroit erre, et dans le fait et dans le droit; qu'il suppose faux, et qu'il conclut mal.

A l'égard du fait, il importe d'éclaircir ce qu'il y a d'équivoque dans la réponse qu'on réfute, et à la faveur de quoi l'auteur tâché de surprendre les lecteurs et de leur donner le change.

Sous prétexte qu'on n'a point de preuve bien claire, qu'avant l'acte de 1288, le Comté de Neuchâtel relevait de la directe des princes de Châlons, il veut, par une subtilité et surprise, insinuer que ce Comté était libre et allodial, et que sa sujétion féodale n'ayant commencé qu'alors, ce fief ne peut être considéré que comme un fief offert et de protection, *feudum oblatum et non delatum*.

Mais pour dissiper ces fausses insinuations, il suffit de faire observer que le Comté de Neuchâtel avait de tout temps relevé de l'Empire (\*).

On en trouve diverses preuves de fait dans la consultation de l'an 1664 pour Madame la duchesse de Longueville; écrit que les avocats de Madame de Lesdiguières et de M. de Matignon ne sauraient rejeter, puisqu'ils en ont tiré les principaux fondements de leurs réponses.

Les archives mêmes de Neuchâtel fournissent des titres sans nombre pour la preuve de cette vérité, et l'aigle que la ville de Neuchâtel a pour ses armes, jointe à celles des comtes de la première maison de Neuchâtel, en est un authentique monument. On peut même assurer qu'il n'est personne un peu versée dans l'histoire de ce pays qui l'ignore.

(\*) Notre histoire porte que l'an 1034, l'empereur Conrad inféoda Neuchâtel à Ulrich 1<sup>er</sup>.



1707

Mais pour instruire le public là-dessus avec une entière conviction, on n'a besoin que d'employer les deux actes de l'an 1288, que l'auteur de la Réponse ose cependant réclamer pour lui en cet endroit.

On en a rapporté les termes dans la première proposition de l'Information sommaire, et il y a lieu d'être surpris que l'avocat de Madame de Lesdiguières n'ayant pu répondre un seul mot là-dessus, veuille avec tant de confiance avancer dans ce dernier écrit un fait si formellement contredit par la teneur de ces actes.

Le premier, qui est la concession de l'empereur Rodolphe à Jean de Châlons, contient que la ville et le château de Neufchâtel avec toutes ses appartenances et dépendances, dont Rolin, fils d'Amédée, avait fait résignation à cet Empereur, avaient déjà été tenus par eux, c'est-à-dire par Amédée et Rolin, en fief de l'Empereur et de l'Empire. Le deuxième, qui est la reconnaissance de Rolin lui-même par devant l'évêque de Lausanne, porte formellement qu'Amédée père de Rolin et ses prédécesseurs avaient tenu jusqu'alors Neufchâtel de l'Empire Romain. *Praedicta omnia Amedeus pater Rollini, et ipsius praedecessores ab Imperio Romano hactenus tenuerunt.*

Neuchâtel fief de l'Empereur, et ainsi reconnu.

Il est donc constant, malgré les artifices employés pour déguiser ou pour obscurcir la vérité à cet égard, que déjà longtemps avant la résignation de Rolin, le Comté de Neufchâtel relevait de l'Empire, et qu'il était véritablement un fief de l'Empire.

Cela étant, comment peut-on soutenir que ce n'est ici qu'un fief offert et de simple protection? A quoi sert-il, pour le faire tel, d'alléguer que ce Comté ne relevait pas auparavant des princes de Châlons, et que ce fut dès lors que par une résignation volontaire de Rolin il entra dans leur vasselage? Cela ne fait rien au fait, et ne peut point altérer la nature du fief par rapport à Rolin. Tout ce changement survenu n'opère autre chose, si ce n'est qu'au lieu que Rolin était vassal immédiat de l'Empire, il est devenu vassal immédiat de la Maison de Châlons par la concession de l'Empereur. Et comme ses prédécesseurs et lui avaient tenu de l'Empereur et de l'Empire le Comté de Neufchâtel en qualité de véritable fief, ainsi proprement dit, ils l'ont ensuite tenu de cette même manière de la Maison de Châlons, qui leur a promis sa garantie envers l'Empire. D'ailleurs bien loin que la reconnaissance de Rolin et de ses successeurs, et les autres actes qui se sont passés du depuis, favorisent en quelque manière et en quelque endroit cette supposition d'un fief offert, on n'y trouve rien qui n'établisse la nature d'un fief des plus véritables et des plus propres, à la réserve de la succession accordée, au défaut des mâles, aux femelles de la Maison de Neufchâtel, faveur et bienfait que les vassaux de Neufchâtel ont reçu de la bienfaisance de Jean de Châlons, Isabelle, fille de Louis, ayant été la première qui a été comtesse de Neufchâtel (\*).

Comment Neuchâtel est devenu fief de Châlons.

La première reconnaissance de Rolin de l'an 1288 marque nettement et sans aucune modification, qu'il avait pris en fief de Jean de Châlons, le Comté de Neufchâtel: *Confessus est se cepisse in feudum.*

Les reconnaissances suivantes de 1311, 1357, 1407, etc., font toutes mention de la reprise du fief; car elles disent: que les comtes de Neufchâtel l'ont repris en fief; que leurs filles, au défaut d'hoirs mâles, le peuvent et doivent reprendre en fief de la maison de Châlons. Ces termes ne peuvent assurément convenir qu'à un fief véritable et proprement dit.

Dans l'Acte de 1357, il y a une exception, non seulement de ce que Louis de Neufchâtel tenait en fief de quelque autre seigneur que des princes de Châ-

(\*) Voyez dans le Tome 1er des Annales, la liste des seigneurs de Neuchâtel depuis le premier seigneur, ainsi que celle de tous les comtes jusqu'à Mad. de Nemours.



1707

lons, mais une réserve expresse répétée dans l'hommage de Conrad de Fribourg de l'an 1407 des biens qui étaient d'*héritage de pur et franc alleu*, ce qui dénote la différence essentielle des biens de cette dernière espèce, *héréditaires et allodiaux*, à ceux qui, comme le Comté de Neuchâtel, étaient véritablement *féodaux*.

A toutes ces considérations, on joint celle de la nécessité indispensable dans laquelle ont été tous les successeurs féodaux du Comté de Neuchâtel de prêter une nouvelle reconnaissance, et de demander un renouvellement d'investiture à leurs seigneurs directs; de leur donner le *dénombrement* et la déclaration de leurs fiefs.

Conrad de Fribourg ayant négligé ce devoir, le prince de Châlons saisit le fief, qu'il ne lui remit qu'après sa soumission faite en l'an 1407.

Toutes ces astrictions et ces devoirs sont des suites naturelles d'un fief propre et originairement déferé: *Solennis concessionis renoratio petenda est a vassallo in recognitionem domini directi, ut appareat quod à domino rem in feudum et tanquam beneficium accepit. (\*)* C'est la raison qu'on donne des reconnaissances: elles servent à assurer le vassal contre son seigneur, et le seigneur contre son vassal.

Enfin la qualité de *fief lige*, en laquelle les comtes de Neuchâtel ont possédé ce Comté, la déférence et la soumission qu'ils ont marquées dans leur conduite pour les princes de Châlons, leurs seigneurs directs, souverains et dominants, ne sauraient s'accorder avec la supposition d'un fief offert et de simple protection.

Par la reconnaissance de l'an 1311, Rolin confesse de tenir en *fief lige* de son seigneur Jean de Châlons, *derant tous autres seigneurs, avec promesse pour lui et ses héritiers de l'aider contre tous hommes*, le comté de Neuchâtel et ses dépendances. Les mêmes mots de *fief lige* et d'*hommage lige* devant tous autres seigneurs se trouvent aussi dans les reconnaissances et hommages de 1357, 1397 et 1407.

Rolin ou Rodolphe voulant émanciper son fils Louis, et lui donner le Comté de Neuchâtel en préciput et avancement d'hoirie, comparut en 1325 comme sujet et suppliant, et passa en cette qualité cet Acte d'émancipation en présence de Béatrix de Vienne, mère et tutrice de Jean de Châlons, assise sur son tribunal.

Reconnais-  
sance de Louis  
et d'Isabelle.

Isabelle, fille de Louis, faisant sa reconnaissance du fief de Cerlier en 1376 à Amédée, comte de Savoie, eut la précaution pour ne pas déroger à sa qualité de vassale lige des seigneurs de Châlons, de déclarer que c'était sans préjudice de ses devoirs féodaux envers ces mêmes seigneurs.

Cette même Isabelle ayant donné en arrière-fief le château de Vaumarcus à Girard, fils naturel de Jean son frère, ce Girard eut recours à l'autorité de Jean de Châlons, seigneur dominant, et en obtint, l'an 1397, la confirmation et l'approbation de cette sous-inféodation. Peut-on n'être pas convaincu par tous ces endroits que les comtes subalternes de Neuchâtel ont toujours reconnu les princes de Châlons pour leurs seigneurs véritables et *souverains*? Qualité qui est aussi exprimée nommément dans l'Acte du 13 d'août 1406.

Oser, après tout cela, soutenir et publier que ces comtes n'étaient point, à proprement parler, les vassaux de la Maison de Châlons, c'est vouloir étrangement se commettre, ou avoir une très mauvaise opinion des lumières et du discernement des lecteurs.

Il n'y a pas d'apparence qu'on veuille tirer quelque avantage de ce que dans la concession de l'empereur Rodolphe de l'an 1288 il est dit, *que Rolin*

(\*) Struv.



1707

lui avait librement de son bon gré résigné son Comté de Neufchâtel; car, outre que cela est du style ordinaire de tous les contrats, pour marquer le libre consentement des parties, il se pratique ainsi, surtout dans la Cour impériale, en des cas pareils à celui dont il s'agissait entre l'Empereur et Rolin, lorsqu'un vassal accusé et convaincu de félonie veut prévenir la sentence par sa soumission. D'ailleurs cela ne ferait rien par rapport et à l'égard de la précédente et primitive *directité* de l'Empire, évidemment justifiée par ce qui a été représenté ci-dessus.

L'auteur, qu'on réfute, à la page 9e de sa Réponse, prétend trouver dans les hommages de 1311, 1357 et 1407 une clause qui établit formellement son prétendu vasselage *volontaire*, et il paraît s'applaudir beaucoup de cette subtile découverte, qu'on ne croit pourtant pas capable de produire une dangereuse impression sur les esprits.

Art. 3, p. 305,  
p. 296.

I. Tout ce qui, dans ces hommages, précède et suit la clause dont il s'agit, ruine la conséquence qu'on en veut tirer. Dans le commencement on y voit une féauté lige devant tous autres seigneurs, une reconnaissance spécifique de toutes les dépendances du fief, et un aveu de tenir et d'avoir repris en fief toutes ces choses de la Maison de Châlons. La fin de ces actes contient une exception des biens allodiaux du vassal et de ceux qui relevaient d'un autre seigneur, une stipulation de garantie envers l'Empereur et l'Empire en cas de recherche pour raison de ce fief, et une promesse d'*aider, servir et valoir* au seigneur *contre tous*. Cela peut-il compâtrir avec l'assertion d'une féauté qui ne doit durer qu'autant qu'il plaira au vassal?

II. On n'a qu'à examiner cette clause en elle-même indépendamment de celles qui la précèdent et qui la suivent, mais prise pourtant en son entier et non tronquée, pour être convaincu qu'on n'en peut rien inférer qui favorise la supposition alléguée.

*Acte de 1407.* „Encore est à savoir, que le dit Messire Jean de Châlons et ses hoirs sont tenus et doivent, sur la peine de tous les „fiefs que nous tenons de lui dessus écrits, de nous aider et valoir „et à nos hoirs de tout leur pouvoir contre toutes manières de gens, „tandis comme nous et nos hoirs voudront ester à droit par devant lui „et ses hoirs; et nous le dit Conrad et nos hoirs sommes tenus et „devons servir et valoir au dit Messire Jean de Châlons et à ses „hoirs contre tous, si comme bon vassal est tenu servir et valoir à „son bon Seigneur.“

On trouve là un double lien entre le seigneur et le vassal, et un double engagement qui le forme: mais le plus naturel et le plus indispensable de ces engagements et que l'autre suppose, est celui du vassal envers son seigneur. Le seigneur promet son assistance et sa protection au vassal, à condition et tout autant de temps que celui-ci lui rendra ses devoirs féodaux et lui sera fidèle. D'autre part le vassal s'engage à le servir, aider et lui valoir contre tous, dans l'espérance que son seigneur sera toujours porté à le protéger: c'est un devoir réciproque, mais qui ne contient rien en soi qui marque une liberté à l'une des parties de s'en dispenser selon son bon plaisir: il y a de l'absurdité à tirer une pareille conséquence.

Sous prétexte qu'un prince promettra à ses sujets de les défendre et de les protéger, pendant qu'ils lui seront fidèles, oserait-on conclure qu'il dépend de ses sujets de se soustraire quand il leur plaira de sa domination? Parce qu'un père donnera à ses enfants des assurances positives de sa tendresse et de son affection, tandis qu'ils lui seront obéissants, voudrait-on inférer qu'ils peuvent à leur volonté s'affranchir de sa dépendance et se rendre réfractaires à ses ordres? Il faudrait renoncer au sens commun et aux notions les plus naturelles,



1707

pour raisonner de cette manière. Si une semblable conséquence pouvait être admise en faveur du vassal, on pourrait, à plus forte raison, la tirer en faveur du seigneur, et assurer que puisque le vassal promet de le servir, tandis qu'il le traitera comme tel, il dépend du seigneur de faire cesser quand il lui plaira cette relation, et de reprendre son fief. S'il était échappé aux avocats de S. M. un pareil raisonnement, quel essort ces Messieurs qu'on réfute n'auraient-ils pas donné à la vivacité et à la fougue de leur imagination ? Assurément on aurait eu à essuyer les traits les plus animés et les plus insultants de leur plume. Il leur faut céder l'honneur d'avancer hardiment et en beaux termes les paralogismes les plus insoutenables.

Enfin on prie le lecteur de se souvenir et de se réfléchir sur les termes qui se trouvent au commencement de cette clause, que Jean de Châlons promet pour lui et ses hoirs de protéger le vassal, *à peine de tous les fiefs qu'il tenait de lui.*

Cela marque deux choses assez sensiblement. L'une, que tandis qu'il voudra remplir ses devoirs de seigneur, il ne pourra pas être privé de son droit au fief et de sa seigneurie directe ; l'autre, que puisque le vassal se sert en cet endroit, comme dans les autres hommages, du terme de *tenir*, c'est nécessairement un fief propre et véritable, un fief donné et délégué et non un fief offert, volontaire et de simple protection. (Le fief est de la même nature entre les mains de Châlons qu'il était entre les mains de l'Empereur.)

On trouve en effet dans les auteurs qui ont écrit le plus clairement sur ces deux sortes de fiefs, qu'ils marquent la différence essentielle des unes aux autres, en appelant les premiers des fiefs *tenus* du prince, et ces derniers des fiefs *relevant* du prince. (V. St-Julien de Baleur : *Des antiquités de Châlons.*)

Réfutation de  
la souveraineté  
d'Ulrich.

Après ce qu'on vient de représenter, il est presque superflu de réfléchir sur la preuve que l'auteur, à la page 6 de sa réponse, veut tirer des franchises accordées par Ulrich aux bourgeois de Neufchâtel, l'an 1214, pour montrer qu'en ce temps là le Comté était souverain, et n'avait point de seigneur direct. 1. Ce qui démontre évidemment que la conséquence n'est pas juste, c'est qu'il y a plusieurs concessions de franchises faites à la Ville de Neufchâtel par les comtes Raoul, Louis et Isabelle, qui cependant étaient alors, et de l'aveu de l'auteur, sous la directe des princes de Châlons. D'ailleurs les bourgeois de Valangin ont aussi reçu diverses franchises et immunités de la part de leurs seigneurs particuliers, qui n'étaient cependant que des vassaux des comtes subalternes de Neufchâtel. Comment donc peut-on alléguer de pareilles concessions comme des preuves non contestables de la souveraineté et de l'indépendance ? 2. Ces concessions des franchises donnent lieu d'en tirer un argument bien concluant, pour faire voir que les comtes de Neufchâtel étaient dans une vassalité proprement dite et bien étroite de la Maison de Châlons. On voit en effet que la Ville de Neufchâtel eut besoin de recourir à l'autorité de Jean de Châlons pour avoir la confirmation des franchises qu'ils avaient reçues de divers comtes vassaux et auxquelles Conrad de Fribourg avait voulu donner atteinte. L'acte d'hommage du Conseil et de la Communauté de Neufchâtel du mois d'août 1406 porte par exprès : „Que Jean de Châlons avait octroyé par ses lettres patentes, que les „libertés et franchises à eux données par feu leurs seigneurs jadis comtes de „Neufchâtel, soyent valables et établies perpétuellement, et par ses dites lettres „avait fait commandement aux comtes de Neufchâtel tant présents qu'avenir, „que les dites libertés et franchises et bonnes coutumes, ils voulussent tenir en „tous leurs points, sur les peines comprises ès lettres des dites franchises et „libertés, et sur toutes autres peines que de droit ils pourraient encourir etc.“



1707

Confirmer des franchises accordées par le vassal; faire commandement au vassal de tenir et observer les franchises, libertés et bonnes coutumes en tous leurs points; le menacer de diverses peines en cas de désobéissance; n'est-ce pas agir en seigneur véritable et souverain? Et quand on n'aurait que ce seul acte, n'en aurait-on pas assez pour détruire cette absurde allégation d'un fief improprement dit, et qui n'assujettissait le vassal qu'autant qu'il lui plaisait? L'auteur de la Réponse devrait assurément sentir de la confusion d'avoir osé avancer et soutenir un fait dont on lui démontre la fausseté par tant de preuves.

A l'occasion de ces franchises, on doit ici rassurer Messieurs de la Ville de Neufchâtel, aussi bien que tous les autres Corps et Communautés de l'Etat, contre les vaines appréhensions que les concurrents de S. M. leur voudraient faire naître, leur insinuant que si ses prétentions ont lieu, et qu'on regarde la possession des marquis de Hochberg et des ducs de Longueville comme une injuste détention du Comté, toutes les franchises reçues pendant leur gouvernement seront déclarées nulles. Car outre que cela ne se pourrait pas avec justice, puisque les réglemens faits par des possesseurs injustes de l'autorité publique dans le temps qu'ils étaient reconnus pour légitimes, ayant pour fondement la bonne foi des peuples, ne peuvent pas être enfreints ni annullés par leurs successeurs, selon la décision expresse du Droit en la loi 3. ff. de Offie. Prætor. D'ailleurs ces Messieurs doivent et peuvent certainement attendre de la naturelle générosité du Roi, que non seulement, à l'exemple de Jean de Châlons qui confirma les franchises des comtes vassaux d'alors, il confirmera de même celles qu'ils ont reçues des maisons de Hochberg et de Longueville, mais qu'il se fera un plaisir de leur en accorder de nouvelles, qui signaleront envers eux sa bonté et sa libéralité par dessus tout ce qu'ils ont éprouvé jusques ici de leurs comtes putatifs; et c'est sur quoi ils peuvent sûrement compter.

Les concessions faites pendant la possession des ducs de Longueville ne peuvent être révoquées non plus que celles des temps précédents, encore que les comtes et marquis de Hochberg et leurs successeurs aient possédé injustement.

Mais il ne suffit pas d'avoir montré que l'auteur de la Réponse a erré dans le fait, en soutenant que c'était ici un fief offert et de simple protection, il faut encore faire voir en deux mots, qu'il se trompe aussi dans le droit, lorsqu'il assure dans la page 6 que dans ces sortes de fiefs offerts il n'y a point de réversion ni de réunion à craindre.

Erreur de droit démontrée à supposer que le fief fût offert.

On lui soutient qu'il établit une maxime toute nouvelle et formellement opposée à la jurisprudence féodale. En effet, il est certain que les fiefs de cette espèce nommés en latin *oblata* seu *recognita*, en allemand *aufgetragene Lehen*, quelque libres qu'ils aient été dans leur origine, subissent la condition des autres, et sont soumis aux mêmes lois de réversion (voy. au long *Struve in Syn- tagm. Jur. feud. Cap. VII. aph. 10. n. 10. Rosenth. Cap. II. Concl. 24. Stryck. Exam. jur. feud. Cap. IV. qu. 17*), *eadem feudi illius cum aliis feudis est natura*, même quand le fief aurait été soumis par testament ou par legs.

Il est vrai que quelques docteurs feudistes disent que dans les cas de félonie qui donnent lieu à la commise et à la privation du fief, on use de quelque indulgence et qu'on traite le vassal avec moins de rigueur. *Si de feudi privatione agatur, mitius cum tali vasallo procedendum.*

Indulgence pour les vassaux qui ont offert leur fief.

Mais d'ailleurs, pour la succession et surtout pour la consolidation de l'utile à la directe, par l'extinction des personnes nommément comprises dans les investitures, il n'y a nulle différence de ces fiefs aux autres, et l'avocat de Madame de Lesdiguières ne pourra guères appuyer sur une autre autorité que la sienne propre, cette maxime, que dans les fiefs de cette nature il n'y a ni réversion ni réunion à craindre. Le fameux Rosenthal, cap. VII, conclus. 34, n. 8 décide formellement sur le fondement de plusieurs autorités et de l'usage constamment observé, que dans les fiefs offerts les femmes sont exclues de la succession, et déclare très faux le sentiment opposé.



1707

En Dauphiné il y a quantité de fiefs qui ont été originairement des fonds francs et allodiaux, que les propriétaires ont remis à d'autres, de qui ensuite ils les ont repris en fief, et à la charge de la foi et de l'hommage; cependant ces fiefs se règlent absolument par les mêmes lois que les autres de cette province, et sont même tous des fiefs *de danger* et sujets à la peine de commise. Boissieu : De l'usage de fiefs, Part 1, Ch. 3 et 44.

A l'égard de la II. proposition etc., l'auteur de la Réponse oppose en cet endroit que S. M. Prussienne ne peut avoir aucun droit sur le Comté de Neufchâtel, Guillaume de Nassau n'étant point descendu de Jean de Châlons, à qui la concession de Neufchâtel fut faite l'an 1288, puisqu'elle fut faite pour lui et ses *héritiers légitimes*, et que par le droit féodal de l'Empire, ces mots ne doivent s'entendre que des descendants naturels de celui qui a été investi le premier.

On réplique :

1. Que c'est *excipere de jure tertii*, c'est-à-dire opposer une défense et une exception qui ne regarde que le droit d'autrui, à savoir de l'Empereur.

Les prétendants français ne pourraient tirer aucun avantage de la mort de Philibert de Châlons sans enfants, à supposer que le fief fût masculin, vu qu'en ce cas le fief serait retourné à l'Empereur.

2. Les prétendus successeurs des comtes vassaux de Neufchâtel ont d'autant moins de raison d'alléguer cette exception, qu'elle anéantit tout le droit des auteurs de leur descendance. En effet, supposé que le fief entre les mains des princes de Châlons dût être considéré comme un fief allemand et masculin, et non comme un fief bourguignon patrimonial et héréditaire, on convient que les termes d'*héritiers légitimes* devraient s'entendre des seuls mâles et des descendants par mâles, mais non de tous les descendants naturels du vassal, comme le soutient l'avocat de Madame de Lesdiguières par une traduction peu fidèle de ses citations marginales, pour les accommoder à ses vues, ce qui est un de ces tours qu'il appelle *usés* et qu'il sait cependant lui-même merveilleusement mettre en œuvre. Mais il s'en suivrait de là [les considérations que l'on joindra à celles-ci mises à part] que le droit du vassal et de sa descendance ayant manqué par la mort de Philibert de Châlons, dernier mâle, le droit du sous-vassal aurait cessé en même temps, et que le fief serait revenu à l'Empereur, comme seigneur sursouzerain. *Finita generatione domini subinfendantis jus ad dominum primum redit. Rosenth. Chap. IX. Concl. 49. et Chap. XI. Concl. 21. Struv. Sintag. jur. feud. Cap. I.* Il y a plus : c'est que Jean de Châlons n'ayant pu sous-inféoder le Comté sous des lois et des conditions plus relâchées (\*) que celles sous lesquelles il l'avait reçu, ce fief n'aurait jamais pu passer aux filles du sous-vassal, et, nonobstant le contenu faux des investitures de 1311 et de 1357, il serait revenu au seigneur supérieur dès la mort de Louis de Neufchâtel, qui ne laissa point de mâles.

3. L'on pourrait dire que Philibert de Châlons étant le dernier mâle, et ne se trouvant plus de successeur nécessaire du fief, il a eu la faculté d'en disposer en faveur de René de Nassau son neveu, fils de sa sœur son héritière légitime, et celui-ci en faveur de Guillaume de Nassau son cousin-germain (et son héritier légitime sans le secours d'aucun testament); de même que dans les fidéicommiss (auxquels les fiefs sont fort analogues) lorsqu'il ne reste plus de personnes qui y soient comprises (\*\*), ou dans le cas d'une prohibition testamentaire d'aliéner les biens hors de la famille (\*\*\*), lorsque la famille finit, le dernier possesseur de l'hoirie, ou le dernier de la famille, a une pleine liberté de tester en faveur de qui bon lui semble.

(\*) Struv. Ibid. Cap. XII. aph. 11.

(\*\*) Christoph de Paz de Fenuta. Tract. 2. Chap. 85, n. 70 ubi laud. Bald. et alios.

(\*\*\*) Prohibita alienatione extra familiam, ultimus de familiâ non prohibetur alenare.



1707

4. Il n'y peut avoir des difficultés après les déclarations de l'empereur Charles-quin sur ce sujet en faveur de René et de Guillaume de Nassau, comme héritiers et successeurs universels de Philibert de Châlons. Cet empereur était le seul intéressé à empêcher que le fief ne passât à des successeurs non féodaux; il était d'ailleurs le seul en droit et le seul compétent (\*) pour déclarer le véritable sens de ces mots d'héritiers légitimes contenus dans la concession de l'Empereur Rodolphe, premier auteur de ce fief. Il s'est déclaré d'une manière claire et non équivoque là dessus, non seulement par des lettres d'octroi non limitées, pour tester de tous les fiefs, par des confirmations, des dispositions testamentaires faites en conséquence, et en reconnaissant par plusieurs actes publics et solennels les princes de Nassau pour héritiers légitimes de la Maison de Châlons, mais en les autorisant expressément et sans réserve à demander devant des juges par lui établis la restitution du Comté de Neufchâtel. C'est ce qui se justifie entr'autres preuves par les lettres patentes de cet Empereur, des 14 mars 1540 et 14 mai 1544, dont on a une copie authentique.

5. Dans le procès agité devant les arbitres et au Grand Conseil de Malines, dès l'an 1533 jusqu'en l'an 1552, entre la Maison de Nassau et celle de Longueville, c'est un point avoué par toutes les parties, que la seigneurie directe de Neufchâtel, avec les droits qui en dépendaient, faisait partie de la succession de Châlons. C'est là dessus que roulent et sont fondées les contestations de part et d'autre, comme sur un principe qu'on ne pouvait pas mettre en question: on en a les pièces entre les mains en bonne et due forme.

(Page 10.) „Le testament de Jean de Fribourg, qui appelle Rodolphe de Hochberg n'avait rien de contraire à l'ordre successif d'une souveraineté, ni à un fief en dignité, quoique Guillaume son père fût appelé le premier.“

L'auteur voudrait insinuer ici par un de ses artifices ordinaires, que l'on dispute la validité du testament de Jean de Fribourg par cette raison que Rodolphe était appelé au préjudice de Guillaume son père. On n'a jamais pensé à objecter ce prétendu saut de degré. Il est fort aisé de résoudre des objections qu'on s'est forgé soi-même à sa fantaisie.

(Page 11.) „C'était sur ces maximes que Rodolphe de Hochberg appuyait son testament dans le procès qu'il eut avec Louis de Châlons, et non pas sur l'aliénabilité, comme voudrait le faire croire l'auteur du Mémoire.“

L'auteur du Mémoire n'a rien voulu faire croire qui ne soit fort véritable. On a un vieux manuscrit de ce temps là, dans lequel on voit que Rodolphe de Hochberg soutenait que Neufchâtel était un fief *ad usus et consuetudines Burgundiae, secundum quos Vassalli possunt testari de suis feudis, et in illis instituere suos hæredes quos volunt, etiam extraneos*. Dans le renouvellement de sa bourgeoisie avec Berne, il dit que son oncle (\*\*), par singulière amitié, lui avait fait donation, à cause de mort, de ses terres; et le canton de Berne le reçoit à bourgeois en qualité d'héritier testamentaire de Jean de Fribourg.

(Page 11.) „La même relation qu'il y a entre le domaine direct et l'utile, le seigneur et le vassal supposent un même ordre de succession. *Ad paria judicantur*, disent les feudistes. Or comme la concession de l'an 1288 était pour Jean de Châlons et pour ses héritiers légitimes, les comtes de Neufchâtel devaient avoir un droit égal dans la succession du Comté.“

(\*) *Dubium non est, quin successor in dignitate possit declarare mentem sui antecessoris.* (Mænoch. Cons. 193. Casp. Kloch. Cons. 6.)

(\*\*) Il était cousin germain de son père.



1707

La plus petite teinture du droit féodal suffit pour découvrir le faux de ce raisonnement. La maxime que *dominus et vassallus ad paria judicantur*, (qui souffre d'ailleurs plusieurs exceptions en faveur du seigneur) ne regarde que leurs devoirs réciproques, et la parité des peines à quoi ils sont soumis pour de pareils cas de félonie. Mais l'on ne peut sur aucun fondement solide établir cette même parité entre le sous-vassal, par rapport à son seigneur immédiat qui lui a sous-inféodé le fief, et ce seigneur sous-inféodant lui-même, par rapport au seigneur supérieur et suzerain de qui le fief est premièrement émané. Les engagements respectifs des uns et des autres peuvent être différents. Le premier vassal ne peut pas à la vérité, comme on l'a dit ci-dessus, sous-inféoder le fief à des conditions plus relâchées que celles sous lesquelles il l'a reçu; mais il lui est permis d'en imposer des plus étroites, tant pour les services féodaux que pour la succession du fief. Ainsi, s'il a reçu un fief propre, et qu'il ne puisse être possédé que par les mâles et les descendants par mâles du premier acquéreur, il ne peut en le sous-inféodant le rendre transmissible aux filles. Mais si c'est un fief féminin ou héréditaire, il le peut rendre masculin en le sous-inféodant (\*).

(Ibid., p. 11.) „La seconde qu'il s'agissait d'un fief auquel Rolin avait volontairement soumis son propre bien, etc.“

On a ci-dessus fait voir l'erreur de l'auteur, et en droit et en fait, par rapport à son imaginaire fief offert.

(Page 12.) „La troisième raison est que quoiqu'il semble que la clause de l'investiture ne comprenne qu'une fille, etc.“

S'il fallait s'en tenir à la reconnaissance de 1311, et que par celle de 1357 il n'y eût pas une extension en faveur des filles, bien loin que ce fût une grande erreur de borner la succession à une seule fille, ce serait une grande erreur de vouloir l'étendre à plusieurs. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a mis en question si le terme singulier de *filie* en pouvait comprendre plusieurs, et la chose a été décidée par cette distinction : Que quand le mot *filia* se trouve dans la disposition de la loi (\*\*), alors le singulier comprend le pluriel, étant considéré comme un individu vague, qui se prend pour l'universel. Mais il en est tout autrement quand ce terme se trouve dans la convention des hommes, car alors il ne doit et ne peut être entendu que singulièrement.

Cela doit avoir d'autant plus lieu (\*\*\*) lorsqu'il s'agit d'un acte et d'un contrat féodal, qui, plus que tous les autres contrats, est censé de droit étroit et non susceptible d'aucune extension. Tous les termes en doivent être pris à la lettre sans qu'on y puisse sous-entendre autre chose que ce qui est formellement exprimé.

Enfin cette restriction doit nécessairement être admise dans un acte féodal, qui au défaut des mâles appelle une fille. Cette concession étant contre la nature propre des fiefs est véritablement un privilège, et non un bénéfice, et doit être par conséquent entendue dans un sens étroit et resserré.

(Page 12.) „Cette clause de l'investiture, qui appelle la fille, est relative à la coutume de Bourgogne, laquelle appelle indistinctement toutes les filles qui descendent du premier investi.“

La coutume de Bourgogne appelle non-seulement toutes les filles mais les collatéraux et les héritiers étrangers. Ainsi elle est citée ici très mal à propos, et ne serait guère propre à soutenir l'inaliénabilité de ce Comté.

(\*) Rosenth. Cap. IX. Concl. 44. in fin. Struv. Cap. XII. aph. 11 No. 6. Strich. Exam. Jur. feud. Cap. XIX. No. 7.

(\*\*) Rebuff. sur la loi, Boves § hoi sermone ff verb. significatiōe.

(\*\*\*) Omnia feuda sunt stricti juris, et verba proprie sunt intelligenda, nec aliquid aliud quam quod expressum est subintelligendum. Rosenth. Cap. I. Concl. 5.



1707

La clause de l'investiture qui appelle les filles, n'est nullement relative à la coutume de Bourgogne, et s'il est dit que l'hommage est fait *es us et coutumes de Bourgogne*, cela ne se rapporte qu'à l'hommage même, et aux suites qui en dépendent, en quoi le seigneur voulut bien gratifier son vassal et lui donner une nouvelle marque de son affection. Car, au lieu que par la disposition du droit féodal, les vassaux sont obligés de demander dans l'an, depuis le décès du dernier possesseur, l'investiture au seigneur, sous peine de perdre le fief; par les us et coutumes de Bourgogne, la négligence du vassal à cet égard, n'est punie que par la perte des fruits du fief, jusqu'à ce qu'il ait rempli ce devoir.

Pour ce qui est de la succession, il est clair que ce n'est point par les us et les coutumes de Bourgogne qu'il faut la régler, mais uniquement par l'investiture même. L'on remarque en effet dans celle de 1357, qu'après ces termes des *us et coutumes de Bourgogne* qui y sont répétés, il y a pour la succession au fief, un article séparé qui la règle. *Encore est à savoir*, etc., ce qui désigne une nouvelle loi qui ne tire point sa force et son autorité de ces us et coutumes de Bourgogne, mais d'une convention réciproque du seigneur et du vassal.

Mais quand même les termes des us et coutumes pourraient être relatifs à la succession, cette relation serait toujours nécessairement restreinte et limitée par le règlement que l'acte même contient pour cette succession; c'est-à-dire, qu'au lieu que naturellement le fief n'aurait pu être repris que par les mâles du vassal, le prince de Châlons a bien voulu, par un effet de son bon plaisir, relâcher de cette rigueur, et par une espèce d'accommodation à la coutume de Bourgogne à cet égard, déclarer le fief transmissible à une fille par l'investiture de 1311, et à plusieurs par celle de 1357. Mais il ne faudrait pas étendre l'emploi de cette coutume de Bourgogne au-delà des cas auxquels les parties ont voulu et déclaré qu'elle devait avoir lieu. La succession à défaut de mâles n'est concédée par ces investitures qu'à une fille, ou à plusieurs filles de la Maison de Neufchâtel, sans aucune mention de leurs descendants ni des héritiers étrangers. Il ne faut par conséquent pas recourir à la coutume de Bourgogne, pour appeler à la reprise de ce fief les descendants des filles qui n'y ont aucune vocation par ces actes d'investiture. Elles contiennent l'ordre qu'il faut suivre et la règle à laquelle on doit indispensablement se conformer (\*). Il ne faut jamais recourir à la disposition des lois civiles ou municipales qu'au défaut de la disposition particulière des hommes, ni régler par leur autorité les cas auxquels ils ont eux-mêmes expressément pourvu. *Provisio hominis, provisionem legis cessare facit.* (L. fin C. de Pact. Content.)

(Page 13.) L'auteur de la Réponse qu'on réfute assure d'un ton affirmatif et en termes insultants, que la vocation des filles comprend nécessairement celle de tous leurs descendants. Il accuse l'auteur du Traité sommaire de ne pas raisonner en jurisconsulte, lorsqu'il avance que le marquis de Hochberg ne pouvait pas succéder par lui-même parce que les mâles des filles n'étaient pas appelés. Il se récrie là-dessus : *Quel paradoxe, les mâles exclus où les filles sont appelées!* Il soutient qu'on n'a jamais proposé *si lorsque les filles sont appelées, les mâles qui descendent d'elles peuvent être exclus.*

Qui ne croirait qu'il n'y a que des vérités incontestables dans tout ce qu'il avance si magistralement et d'une manière si triomphante? Mais pour ne pas le laisser jouir longtemps de la joie de son imaginaire triomphe, on va montrer

(\*) *Inspiciendæ sunt prius, privatæ et propriæ leges quàm publicæ et communes, quæ in feudis possunt per pacta privatorum immutari.* Struv.



1707

que non seulement on a proposé et mis en question dans les cas semblables à celui-ci : Si lorsque les filles sont appelées, les mâles qui descendent d'elles peuvent être exclus? mais que cette question a été même décidée pour l'affirmative.

Si les fils des filles sont appelés après leur mère.

C'est déjà une question agitée entre les docteurs, si les mâles descendants des filles sont compris dans le fideicommiss fait en faveur des descendants en ligne masculine. Fusarius, célèbre jurisconsulte italien, en a fait un chapitre entier dans sa question 346 qui a pour titre : *an linea vocata, fæminæ et descendentes ab eis veniant?* Si la ligne étant appelée, les femmes et leurs descendants sont aussi appelés?

Il décide d'entrée qu'il n'y a point de difficulté que les femmes ne soient appelées, parce qu'elles sont de l'agnation, et par conséquent de la ligne. Il ajoute qu'il y a plus à douter, si les descendants des femmes sont et peuvent être censés de la ligne. Sur quoi il rapporte d'abord l'opinion de quelques docteurs qui le croient ainsi; mais il se détermine pour le sentiment contraire qui les exclut, c'est-à-dire les descendants des femmes, du fideicommiss fait en faveur de la ligne, et il allègue pour raison que la femme finit la ligne de son père et donne commencement à une autre ligne (\*). Ce qu'il appuie tant de l'autorité d'un très grand nombre de jurisconsultes que du texte formel du droit.

Voilà donc les filles appelées, et leurs descendants exclus. Par conséquent il n'est pas vrai que la vocation des filles comprend nécessairement celle de tous leurs descendants, comme l'auteur de la Réponse ose l'avancer.

Le même Fusarius met ensuite en question, si la ligne masculine ou les descendants par ligne masculine étant appelés, les femmes sont comprises dans cette vocation? Il allègue d'abord le sentiment de ceux qui dans ce cas particulier donnent l'exclusion aux femmes, et il rapporte ensuite le sentiment contraire qui les admet comme étant le plus vrai, le plus juste et le plus suivi. Mais à l'égard des descendants mâles des femmes, il assure, comme incontestable, qu'ils doivent être exclus, bien que la femme venant d'un mâle y fût admise, *licet admitteretur fæmina ex masculo descendens*. Voilà donc encore une fois des filles appelées et des mâles exclus. Quel paradoxe! Il faut donc nécessairement, selon l'avocat de Madame de Lesdiguières, que ce savant Italien ne raisonne pas en jurisconsulte, puisque l'auteur du *Traité sommaire* n'avance rien en cet endroit qui ne soit conforme à ses décisions.

Le même, dans sa question 352, soutient que si un testateur avait ordonné que ses biens restassent et fussent conservés dans la famille, la fille véritablement serait appelée, comme étant de la famille, mais que ses enfants en seraient exclus, comme n'étant pas de la famille de la maison du testateur. Sur quoi il cite *Mantic. de conject. ult. vol. Menoch. Consil 197*, et autres.

Il passe plus avant et assure que dans un pareil fideicommiss, les filles ayant été admises, ne le transmettent pourtant pas aux fils qu'elles laissent en mourant, mais qu'il doit, à leur exclusion, être remis au plus proche parent masculin (\*\*).

On peut fortifier ce sentiment par celui d'un fameux jurisconsulte d'Avignon, qui, après plusieurs autres, établit cette thèse comme une conclusion généralement reçue: que les mâles descendants d'une femme ne sont pas compris dans la vocation de la ligne masculine, parce que leur mère a bien été de cette

(\*) Per fæminam rumpitur linea paterna et alia incipit cognationis origo. L. jurisconsultus § cognationis ff de gradibus.

(\*\*) In fideicommisso restitutorio successivo, et duratorio in familia, filii fæminæ jam admisso non succedent, sed mortuâ fæminâ, bona erunt restituenda proximiori de agnatione.



ligne, mais qu'elle en a été la fin, et en a commencé une autre. (*Tonduti Resol. civil. part. II. C. 18.*) *Est conclusio receptissima, quòd sub nomine lineæ masculinæ non veniunt masculi descendentes ex femina, cùm femina sit finis lineæ masculinæ et principium feminae.* (*Vid. Menoch Cons. 209 et 326 Pereg. de fideic. art. 22.*)

Quand on n'aurait autre chose à rapporter sur ce sujet, il y en aurait sans doute assez pour démontrer que l'auteur de la Réponse a soutenu trop à la légère (pour ne rien dire de plus) *qu'on n'avait jamais encore proposé, si lorsque es filles sont appelées, les mâles qui descendent d'elles peuvent être exclus?* Il faut qu'il s'avoue convaincu du contraire, quand même il pourrait citer quelques auteurs pour l'admission des descendants des filles, en un cas pareil, puisque cela même ferait voir du moins que la question a été proposée.

Mais il faut encore lui montrer, qu'à l'égard des fiefs, la même question a été non seulement proposée, mais aussi décidée contre les mâles descendants des filles, quoique celles-ci aient été appelées.

Voici en quels termes *Struvius* propose la chose (Ch. IX aph. 8, n. 15) : „Il se présente ici, dit-il, une question curieuse et importante, si le fief ayant été concédé à quelqu'un, et après lui à ses fils et à ses filles, en sorte que par les termes des investitures il ne paraisse pas que les descendants des filles y soient compris; si, dis-je, ce pacte doit être aussi entendu des descendants des femmes, de manière que les fils du vassal ayant manqué, la fille ayant été investie du fief, ses descendants après elle puissent être admis à la succession; ou si la succession finit en la personne de la fille, et si le fief revient au seigneur?“

La question est bien là proposée, et en un cas beaucoup plus favorable pour les descendants des filles que ne l'était celui de Rodolphe de Hochberg, puisque Varenne, de qui il tirait son extraction par une descendance doublement féminine, n'avait jamais été investie du fief, étant morte avant sa sœur Isabelle; au lieu que dans la question ci-dessus proposée, on suppose la fille déjà admise et invétue du fief.

Voici comment le docteur, que nous rapportons, résout cette question : *Nos, tali casu, descendentes ex filia, sive mares sive feminae fuerint, non succedere statuimus.* Nous jugeons, dit-il, qu'en un tel cas les descendants de la fille, soit qu'il soient mâles ou femelles, ne peuvent point succéder. Les descendants des filles ne sont pas appelés aux fiefs.

Il fonde sa décision, avec tous et plusieurs jurisconsultes qu'il cite, sur cette raison principale : qu'il y a une grande différence entre la fille et les descendants de la fille, en ce qu'elle, à la vérité, est de la famille du vassal, mais que les autres en sont étrangers, et sont membres d'une autre famille. *Illa enim est ex familia investiti, hi verò ex aliena sunt familiâ.*

Cette même question est aussi traitée par le célèbre feudiste Rosenthal, qui, après avoir rapporté les raisons qui semblent favoriser les filles et les descendants des filles, se détermine pour le sentiment qui leur donne l'exclusion. (*Quest. 42, cap. 7, n. 4 et seq.*)

Il est vrai que lorsque le fief est féminin, c'est-à-dire, lorsque la première investiture a été donnée à une femme, tous les descendants des femmes sont appelés, quoique même cela ait été controversé, et qu'on ait pris une raison de douter de ce que les descendants de la femme sont d'une famille différente de la sienne. (*Tit. 15, lib. 1 de feud. et Tit. 30, lib. 6 de feud. Struv. ibid.*)

Mais il en est autrement dans le cas d'un fief accordé aux mâles et à leur défaut aux filles du vassal; car les descendants des filles en ce cas là n'y pouvant jamais être admis, comme on vient de le montrer, il ne sera sans doute



1707

pas mal à propos d'employer contre l'auteur de la Réponse, les propres autorités dont il se sert contre nous et de le battre ainsi par ses propres armes.

(Page 13 au §.) *Il est certain*, etc. Pour prouver qu'Isabelle et Varenne étant appelées, leurs descendants le sont aussi par une suite nécessaire, il cite *Vultejus de feudis lib. 1, Cap. 9*. Mais ce chap. 9 étant extrêmement long, puisqu'il contient 248 articles, il aurait dû, ce semble, citer aussi l'article. Comme il a eu ses raisons pour ne pas le faire, ayant intérêt que les lecteurs rebutés par la difficulté de trouver la décision qu'il rapporte, l'en crussent sur sa parole, on estime, dans le désir qu'on a de mettre la vérité au jour, de voir indiquer que c'est dans l'article 61 du chap. IX que Vultejus traite la question qui a de l'affinité à celle-ci. Voici comment il la décide.

Il faut bien observer, dit-il, en ce cas les termes du pacte ou de la convention; car, s'ils comprennent généralement les femmes, alors toutes les femmes descendues de l'acquéreur du fief sont admises à la succession selon l'ordre du degré; mais il en est autrement si le pacte a été fait, non en faveur des femmes, mais en faveur des filles, parce qu'en ce dernier cas, il n'y a que les filles qui soient admises, et leurs descendants sont exclus. (*Observanda sunt hoc casu verba pacti sive conventionis, ut si generaliter concepta sint de fœminis, omnes fœminæ ex acquirente descendentes, ordine servato legitimo, succedunt; non omnes, si pactum factum sit ut filiæ admittantur, cum, ultra has, nulla aliarum habeatur ratio.*)

L'application est aisée à faire aux investitures de 1311, de 1357 et de 1407, qui ne parlent que des filles et ne font aucune mention des femmes.

Quelle confiance, après cela, peut-on prendre en la sincérité de l'auteur et en la fidélité de ses citations? Et comme il en a fait de quelques auteurs qu'on n'a pas en mains pour les vérifier, on se croit en droit de suspendre la croyance qu'on lui doit donner à cet égard.

Ce qu'on vient de représenter, ne sera-t-il pas capable de lui faire un peu rabattre de ces airs de hauteur et de jactance qu'il s'est donné, et de le porter à traiter avec moins de mépris et d'insulte ceux qui soutiennent un sentiment opposé au sien? Voudra-t-il toujours traiter de paradoxe à se récrier, *l'exclusion des mâles en certains cas, quoique les filles soient appelées*? Cette proposition serait véritablement un paradoxe, si elle était avancée dans le cas d'une parité d'agnation de ligne et de degré. Mais l'auteur voudrait-il nier que, hors de cette parité, dans les successions linéales, cognatiques par exemple, les mâles se trouvent exclus, là où les filles sont appelées? Ne faut-il pas même qu'il le soutienne ainsi contre la prétention de M. le comte de Matignon, qu'il veut exclure, quoique mâle, pour faire admettre Mme la duchesse de Lesdiguières, inférieure à lui d'un degré? Qu'aura-t-il à répondre quand, sur cette contestation de la linéarité et de la gradualité on se récriera contre lui: *Quel paradoxe! le mâle plus prochain d'un degré, exclu, et une femme plus éloignée, appelée.*

Comment on rétorque contre Mad. de Lesdiguières pour M. de Matignon.

Cheseau de Neuchâtel.  
Quelles filles sont du cheseau de Neuchâtel.

Mais ce qui rend entièrement indisputable en ce cas l'exclusion des descendants des filles, c'est la clause ajoutée dans l'acte de 1357 pour désigner la qualité des filles qui pourraient succéder au fief: selon cette clause il faut que ces filles soient du cheseau, c'est-à-dire *de la Maison de Neuschâtel*.

Il est plus clair que le jour qu'il n'y a que les filles en premier degré des comtes vassaux de Neuschâtel, à l'exclusion de leurs descendants et de tous autres, qui puissent y être appelées, puisqu'il n'y a qu'elles qui soient proprement du nom de la Maison et de la famille; leurs descendants étant manifestement d'une autre agnation.



1707

Struvius, après la décision qu'on a ci-dessus rapportée, ajoute qu'elle doit beaucoup plus avoir lieu si, par d'autres termes de l'investiture, il paraît, ou qu'on puisse inférer, que le seigneur n'a pas voulu que le fief parvînt à une autre famille qu'à celle du vassal. *Quæ sententia, dit-il, multo magis obtinet, si ex aliis investituræ verbis appareat, vel deduci possit, non voluisse dominum ut feudum, ad aliam quam investiti perveniret familiam.* (Loc. cit.)

L'auteur qu'on réfute fait sur ce mot de *cheseau* un raisonnement si obscur et si embarrassé, en distinguant entre la disposition de l'homme et la disposition de la loi, entre l'agnation et la cognation, qu'on a bien de la peine à comprendre ce qu'il veut dire. Il semble même qu'il argumente contre son propre sentiment, puisqu'il soutient qu'au cas de la disposition de l'homme, le mot de *cheseau* ne s'applique et ne convient qu'aux mâles, et que ce mot, dans notre cas, se trouve aussi dans la disposition de l'homme, à savoir dans des investitures.

Contestation sur la signification du mot de *cheseau*.

Mais comme il ne veut pas convenir de la véritable et naturelle signification de ce mot de *cheseau*, *casali*, ou *casale*, ou *casata*, qui ne signifie que l'agnation, il est bon de le lui montrer par un si grand nombre d'autorités, qu'il ne puisse plus y contredire.

Du Cange dans son Dictionnaire intitulé *Glossarium mediæ et infimæ Latinitatis* explique ce mot par celui de *maison* (\*) et de *famille*, assurant que *montrer son cheseau* est la même chose que prouver sa famille et sa naissance. Dans Calepin, le mot *domus*, auquel répond celui de *cheseau*, signifie la même chose que *gens*, *familia*, termes qui ne conviennent qu'aux personnes descendues d'un même sang, et qui sont d'un même nom et d'une même agnation.

Autorités sur le mot de *cheseau*.

Dans Andreolus, auteur italien (*Controv.* 338, n. 1.), *domus*, *casata* et *agnatio* sont synonymes. Craveta (*Consil.* 800, n. 5.) dit, dans un de ses Conseils, que le mot de *Maison*, dans un testament, ne se rapporte qu'aux agnats : *verbum domus in testamentis, cum illi vocantur qui a domo sunt, ad agnatos referuntur.* On peut raisonner *a fortiori* d'un testament à un acte d'investiture.

Urseolus assure en termes exprès (*Consult.* 74, n. 7.), que le mot de *maison* ne comprend que ceux qui portent les mêmes armes et le même nom. *Appellatione domus, hi tantum veniunt qui portant arma et nomen domus ejusdem.*

Le cardinal De Luca, célèbre jurisconsulte, dans son Traité des fiefs (*Vol.* 1. de *feud. Decis. Sicil.*, n. 367.), dit : *Verbum casale, italium, latinè domus, idem significat quod agnatio.* Que peut-on demander de plus formel ? A quoi l'on peut ajouter le sentiment de Rosenthal (*Cap.* 1., *Concl.* 31., n. 5.) sur le mot *genus*, en allemand *Geschlecht*, et de Fusarius (*De subst. qu.* 385., n. 17.) sur celui de *domus* et de *casata*. Cujas (*lib.* I. *Feud. Tit.* 12.) soutient même que les fiefs accordés à une race et à la postérité, *generi, posterisque*, ne passent point aux descendants par femmes.

L'auteur de la Réponse ose soutenir que si, dans une disposition, il est fait mention des filles, le mot de *cheseau* doit avoir une signification plus étendue, et qu'il comprend toute la descendance sans distinction de sexe. Mais c'est ce qu'il ne prouve point, et qu'on le défie de prouver jamais. Et s'il rapporte quelque autorité qui paraisse favoriser sa supposition, on assure par avance qu'elle ne regardera pas une disposition concernant les filles, mais peut-être les femmes, ou tous les descendants en général.

Bien loin que le sentiment de Molina (*de Hopan. primisg.*, lib. III., cap. 4., n. 10.), dans l'endroit qu'il cite, puisse servir à combattre la signification qu'on vient de donner au mot de *cheseau*, il ne sert qu'à l'établir ; car 1. de la manière que l'avocat de Mme des Lesdiguières rapporte en cet endroit la question

(\*) Casale ostendere i. e. familiam et natales suos probare.



1707 proposée et décidée par ce jurisconsulte espagnol, il confirme ce qu'on a soutenu ci-dessus de la vocation des filles et de l'exclusion de leurs descendants. „Molina, dit-il, demande si dans un majorat institué en faveur de la maison, ou „du cheseau, les filles y viennent au défaut des mâles? Il décide, après le plus „grand nombre de docteurs, que les filles y sont comprises.“ Qui lui dit le contraire, et contre qui argumente-t-il? Ne convient-on pas que les filles en premier degré sont du *cheseau* et de l'agnation? cela est-il en question? Non, mais il s'agit des *descendants*, et c'est à quoi l'auteur aurait dû s'attacher.

Cependant on ne veut point se prévaloir de cet avantage qu'il donne sur lui-même. On veut bien reconnaître de bonne foi que Molina (*D. lib. III., cap. 4., n. 10.*) soutient que dans les majorats d'Espagne, le mot de maison, *domus*, comprend tant les mâles que les femelles, les *cognates* aussi bien que les *agnates*. Mais il pose premièrement pour constant que la véritable et propre signification de *domus* ou *casata* ne renferme que les mâles et ceux de l'agnation, et qu'il n'y a qu'eux régulièrement qui ayent part à la primogéniture établie en faveur de la maison et du cheseau; après quoi il dit, que le contraire s'observe en Espagne par une coutume particulière à l'égard des majorats. Ce n'est donc qu'une exception qui ne sert qu'à confirmer la règle dans tous les cas non exceptés. Cette exception d'ailleurs n'a rien qui puisse surprendre, ni être tirée à conséquence pour d'autres cas : les majorats, par leur nature et leur constitution, doivent nécessairement passer à tous les descendants d'une famille, tant ceux de la cognation que ceux de l'agnation. Il ont été établis à l'exemple de la succession linéale et cognatique usitée dans le royaume de Castille, laquelle s'étend nécessairement à tous les descendants masculins et féminins, en observant l'ordre des lignes, du sexe et de l'âge (\*).

Si le mot de *cheseau* se trouvait inséré dans un acte qui contînt une disposition formelle et nécessaire en faveur des descendants des femmes, on ne dispute pas qu'il n'en fallût alors étendre la signification pour l'accommoder à la nature et au dispositif de l'acte même. Mais quelle application en peut-on faire au cas présent qui ne soit contraire à la supposition de l'auteur? Ce qu'on vient de dire peut aussi servir pour répondre à l'autre citation de *The-saurus*, Piémontais, à laquelle on se dispense de s'arrêter pour éviter les redites.

(Pages 14 et 15 de la Réponse.) L'auteur emploie ces deux pages pour tâcher d'invalider le fameux Acte d'hommage et de reconnaissance de la Ville de Neufchâtel de l'an 1406.

Contre l'acte de  
1406.

Il dit que c'est un acte *artificieusement surpris*; que c'est un acte *nul* ayant été passé en l'absence et à l'insu de Conrad de Fribourg, qui en fit ses plaintes à Berne à son retour du voyage d'outre-mer; que Louis de Châlons s'en désista volontairement par l'hommage qu'il reçut de Conrad, en appelant après la mort de Jean de Fribourg la postérité de Varenne; que d'ailleurs cet acte était *nul* par lui-même, étant l'ouvrage de seize bourgeois surpris ou gagnés, qui n'avaient ni autorité ni pouvoir; enfin que c'est un acte où il semble qu'on ait pris soin de rassembler tous les défauts.

On ne doute point que Messieurs de Neufchâtel n'ayent conçu une juste indignation à la lecture de ces termes si injurieux à l'honneur et à la mémoire de leurs ancêtres; et on ne craint pas qu'ils puissent jamais être portés à desavouer ou anéantir ce monument de la sagesse, de la justice et de la gratitude de leurs illustres aïeux, qui d'ailleurs contient le plus solide fondement de l'inaliénabilité de leur Etat.

(\*) Majoratus nihil aliud est, quam res testamento, vel aliàs, familiæ et descendantibus perpetuò, sed certis conditionibus relicta. (Rosenth. C. 1. Concl. 11. Grotius de jur. bell. et pac. lib. II. Cap. 7, num. 22.)



1707

Mais à l'égard des défenseurs des hauts intérêts de S. M., ils n'ont pas beaucoup à faire pour parer les coups que l'auteur de la Réponse veut porter à l'authenticité de cet acte.

L'avocat de Madame la duchesse de Lesdiguières leur a dès longtemps préparé lui-même une réponse et fourni de bonnes armes pour se défendre. On n'a qu'à les employer telles qu'on les trouve dans son Factum de l'année 1699, (page 18 de l'édition in-4<sup>o</sup>, et page 13 de celle in-f<sup>o</sup>), dont il s'est fait beaucoup d'honneur dans le monde.

„C'est un acte, dit-il, fait par serment entre des parties compétentes. On „y voit d'un côté le prince intéressé à conserver son fief, et de l'autre les „bourgeois, qui sont l'œil du peuple et les conservateurs de ses libertés, et qui, „par l'assistance aux Etats de quatre de leur Corps, représentent le Tiers Etat, „et ont part à l'Administration de la justice souveraine. On ne peut rien „alléguer contre cet acte de 1406 qui ne s'évanouisse par cette seule réflexion, „qu'en l'année 1409 le comte Conrad s'en étant plaint à LL. EE. de Berne, „juges compétents en ce fait, prétendant que ni les bourgeois ni le seigneur „du fief ne pouvaient passer de telles conventions en son absence, il abandonna „ses plaintes, *sciens et volens*, en sorte que cet acte a resté dans sa force depuis „près de trois siècles“ (\*).

Cet avocat n'avait en vue que les prétentions de M. le prince de Conti quand il raisonnait si bien, et qu'il employait un style si nerveux et si fleuri. Il est fâcheux que l'intervention du légitime héritier de la Maison de Châlons, sur laquelle il ne comptait pas alors, lui ait rendu inutile et même préjudiciable un si bel étalage d'esprit et d'éloquence.

Comme on ne saurait souhaiter une meilleure réfutation de la Réponse de Madame de Lesdiguières en cet endroit que celle que son avocat en a faite dans son factum qu'on vient de citer, on prie les lecteurs de faire le parallèle de ces deux écrits, pour voir la contrariété manifeste de l'un à l'autre et juger si c'est toujours sur la vérité que l'auteur règle ses sentiments et ses maximes.

Mais pour édifier d'autant mieux le public sur le sujet de cet Acte de 1406, on croit devoir ici faire observer :

I. Que dans le temps qu'il fut passé il n'y avait point d'autre Conseil que celui des Vingt-quatre, lequel était chargé de la direction et de l'administration des affaires publiques; c'était à leur nom et à celui de la communauté que les actes qui regardaient la ville se passaient. Ce ne fut qu'environ cent-trente ans après, qu'en place de la Communauté, on choisit Quarante bourgeois pour la représenter et en faire un autre Conseil, qui devait se joindre au premier dans toutes les affaires de la ville; sauf aussi à convoquer l'assemblée générale de la Bourgeoisie dans les occasions qui seraient les plus importantes; ou, pour parler selon l'Acte de l'institution des Quarante, *dans les choses pesantes*, comme il se pratique aujourd'hui. De sorte que l'acte dont il s'agit ayant été passé par seize conseillers, c'est-à-dire par les deux tiers de tout le Conseil (les autres étant apparemment malades ou absents) les cinq premiers nommés, étant aussi les gouverneurs d'alors, revêtus de la même autorité que Messieurs les Quatre-Ministres d'aujourd'hui; l'acte étant fait au nom du Conseil et de la Communauté; se trouvant confirmé par le serment de ces conseillers pour eux et leur postérité, pour tous les bourgeois externes et internes; muni d'ailleurs du sceau du chapitre de l'Eglise collégiale et de celui de la Communauté: on peut assurer que rien ne manque à la solennité et à la validité de cet Acte, et que l'intérêt et la passion sont seuls capables de l'attaquer. On peut même

Preuve de  
l'authenticité de  
l'acte de 1406.

(\*) Voyez Tome IV page 354 le factum tout entier de l'avocat de Madame de Lesdiguières publié l'an 1699 contre le prince de Conti.



1707

assurer hardiment qu'on n'a jamais vu d'acte public dans une forme plus valable et plus authentique, et que si celui-ci, fait, comme on vient de le dire, par le Conseil et par la Communauté sous la direction de leurs chefs, armé du double sceau ecclésiastique et politique, n'était pas inviolable, et qu'on en pût contester l'authenticité, il n'y en aurait point dans les Régistres de la ville, qu'on ne fût en pouvoir de disputer avec autant de raison.

II. Il est vrai que Conrad de Fribourg, l'an 1409, porta ses plaintes à la République de Berne tant au sujet de cet hommage que pour divers autres cas; mais ce ne fut point à cause du règlement que cet acte contient touchant la succession du fief et la prohibition de l'aliéner hors de la famille. Les termes du procès-verbal des seigneurs de Berne donnent à entendre que Conrad ne se plaignait que de la reconnaissance même, prétendant que c'était lui qui, comme possesseur du fief, devait le reconnaître au seigneur dominant, et que les bourgeois avaient agi contre l'ordre en prêtant eux-mêmes cet hommage immédiat.

Conrad voulait reconnaître lui-même.  
  
Différence entre la reconnaissance de la ville et celle de Conrad.

III. Conrad n'aurait pas pu en 1409 se plaindre du règlement pour la succession, contenu dans l'acte de 1406, puisqu'il l'avait lui-même expressément approuvé par son hommage à Jean de Châlons de l'an 1407, un an précisément après celui de la ville de Neuchâtel. L'un et l'autre restreignent la succession et la reprise du fief à la seule descendance masculine de Conrad de Fribourg; et la seule différence qu'on peut y remarquer est des plus petites : c'est que par l'acte de 1406 les hoirs seuls de Conrad, habiles par le droit des fiefs de l'Allemagne, c'est-à-dire ses enfants mâles, peuvent lui succéder; et par l'hommage de 1407, outre les mâles, il y a aussi les filles du Cheseau de Neuchâtel qui sont appelées. Mais par l'un et l'autre, il n'y a que les seuls descendants agnatiques qui puissent avoir droit au fief, à l'exclusion des descendants cognatiques, et à plus forte raison des collatéraux.

On ne peut s'empêcher ici de remarquer combien peu l'auteur de la Réponse se pique de rapporter au juste le contenu des actes qu'il emploie, puisqu'il ose avancer que *Louis de Châlons s'était désisté de celui de 1406 par l'hommage qu'il avait reçu en 1407 de Conrad, en appelant la postérité de Varenne, et par conséquent Rodolphe de Hochberg qui la représentait.*

Comment oser soutenir et publier un fait si formellement contraire à l'Acte même? En voici la clause qu'on est obligé de répéter :

„Encore est à savoir, que si nous Conrad et nos hoirs, défaillassons sans hoirs mâles, que nos filles, ou les filles de nos hoirs, une ou plusieurs du Cheseau de Neuchâtel puissent et doivent reprendre, etc.“

Il est évident, sans l'aide d'aucun commentaire, que Conrad ne stipule la reprise du fief que pour ses enfants mâles, et, à leur défaut, que pour ses filles, et les filles de ses mâles, et qu'aussi les autres descendants de Varenne, qui n'étaient que ses collatéraux, ne pouvaient pas, par les clauses de cet acte, avoir aucune vocation à ce fief. Cela est si formel et si démonstratif, qu'on n'aurait besoin que de cet acte et de l'argument qu'on en tire, pour le soutien des droits de S. M.

Selon cet acte, les descendants seuls de Conrad sont appelés à la reprise du fief. Conrad n'a laissé qu'un fils nommé Jean, qui est mort sans postérité. Par conséquent le fief, faute de successeur féodal, est revenu au seigneur, sans que Rodolphe de Hochberg, qui n'était qu'un collatéral, ait pu empêcher l'effet de cette réunion.

Il faut être bien prévenu par son intérêt ou par sa passion pour résister à la force de cette démonstration.

Des sentences de l'archevêque de Besançon et

Page 308. (Page 15 de la Réponse.) Art. 5. „Mais ce qui achève de détruire cet acte de 1406, c'est qu'en 1457 il fut produit dans le



„procès qu'il y eut devant l'official de Besançon entre Louis de Châlons et Rodolphe d'Hochberg au sujet du Comte de Neuchâtel, et malgré cela Louis fut condamné, etc.“

1707

du Pape contre  
Louis de Châlons.

L'avocat de Madame de Lesdiguières fait ici parade de deux jugements qu'il appelle authentiques : l'un de l'Official de Besançon en première instance, et l'autre du Pape par appel l'an 1458. Pour préparer les esprits à l'authenticité de ces jugements, touchant lesquels on a semé des écrits avantcoureurs il y a longtemps, il prétend qu'ils ont été rendus après une longue contestation, et il avance un paradoxe nouveau qui paraît singulier. *Le pape* (dit-il, page 16 de l'art. 5) *était en ce temps là co-seigneur de l'Empire; c'était au nom de lui et de l'Empereur que la justice se rendait, etc.* Si un pareil écrit paraissait à la Diète de Ratisbonne, il n'est aucune indignité qu'on ne lui fit souffrir.

On sait bien que pour s'attirer la connaissance des causes, la Cour de Rome a eu l'adresse de créer des *notaires clercs ou apostoliques*, et de faire fourrer dans les actes les moins importants des clauses sermentales, afin qu'on fût obligé de recourir à la dispense. Mais que le Pape fût le *co-seigneur de l'Empire*, et que la justice s'y rendit au nom de lui et de l'Empereur, on n'en produira jamais de preuve valable. Cet habile avocat prévoyait qu'on lui proposerait l'incompétence du juge, et il n'a pas tort; c'est pourquoi, à la raison du *co-seigneurage de l'Empire*, il ajoute que quand on considérerait le Pape et l'Official de Besançon comme de *simples arbitres choisis, l'autorité de leurs jugements serait hors d'atteinte par la longue possession qui a suivi* (p. 16 et 17).

Ce préambule devrait être accompagné de la citation des deux jugements; cependant ce n'est pas cela. On ne rapporte le texte ni de l'un ni de l'autre, mais bien un extrait des Régistres de la Chambre des Comptes de Dôle, *sans tête, sans queue, sans date, sans désignation des lieux, et sans exprimer quels sont les juges qui parlent et les seigneurs dont ils avaient pris conseil.* Ces tronctions et ces obscurités ne sont pas dans l'ordre : Sa Majesté agira de meilleure foi et plus à découvert avec ses compétiteurs et avec le public.

Il n'est pas vrai que le prince de Châlons ait usé d'*artifices et de violences* (\*) pour avoir le Comté après la mort de Jean de Fribourg. Il a procédé franchement et de la manière qu'il convenait à un seigneur qui se voyait supplanté par les artifices de son vassal défunt. On le soutient et on le prouvera malgré les expressions de l'extrait qu'on a fait imprimer. D'ailleurs que n'aurait-il pas été permis à un seigneur circonvenu, frustré et dépouillé d'un bien qui lui devait revenir?

Voyons le fait.

Jean de Fribourg succéda à son père Conrad l'an 1424. Comme il était beau-frère de Louis de Châlons surnommé le Bon, et que n'ayant pas d'enfants, sa mort ne pouvait pas manquer de donner ouverture à la réversion du fief, celui-ci ne le pressa point à faire la reprise; mais comme il s'aperçut qu'en l'an 1450 Jean de Fribourg s'était avisé de dresser un testament pour transmettre le Comté à son cousin, Rodolphe de Hochberg; qu'il avait commencé à captiver le pays en faveur de son héritier testamentaire, et avait sollicité Berne à le recevoir bourgeois après sa mort, Louis le Bon trouva à propos de faire ressouvenir son vassal, de qui et à quelles conditions il tenait le Comté.

(\*) Cette sentence porte: „Nous déclarons téméraires, illicites, déraisonnables, injustes et iniques les oppositions, chicanes, vexations troubles et empêchements faits de la part d'illustre seigneur de Châlons prince d'Orange au dit seigneur Rodolphe marquis d'Hochberg au sujet de la prétendue nullité, de l'ouverture et de la publication du testament du seigneur Jean de Fribourg, comte de Neuchâtel et du décret donné par l'official de Besançon pour la mise en possession, sur lesquelles contestations et poursuites, nous imposons pour toujours silence au dit seigneur Louis de Châlons et le condamnons aux dépens.“ Voyez Tome II. page 57.



1707

Ce fut donc à la sommation du seigneur, (qui se réserva toujours ses droits) que Jean, comte de Fribourg et de Neuchâtel, étant au lieu de Grandson, l'an 1453, reprit de lui en fief lige le Comté de Neuchâtel, de la même manière que ses devanciers. Ce qui ne détourna point ce vassal du dessein qu'il avait formé de faire parvenir le Comté à son cousin le marquis de Hochberg, seigneur de Rothelin, et de lui en aplanir les difficultés.

Il y avait d'autant plus d'ingratitude dans la conduite de Jean de Fribourg, que son père Conrad n'avait été qu'un vassal *de pure grâce*; ce qui a fait dire au prince Louis, par ses ambassadeurs à Berne, que Jean de Fribourg *tenait à son vivant le Comté*, mais seulement *à la conservation de celui que droit il aurait*.

Réfutation des violences imputées à Louis de Châlons.

Jean de Fribourg mourut sans postérité l'an 1457. Louis de Châlons, prince d'Orange, fit aussitôt réduire sous sa main le Comté de Neuchâtel comme lui étant revenu de plein droit. Il signifia cette réduction à Rodolphe. Il envoya pour cet effet à Neuchâtel le seigneur de Châtelvilain, son parent, et maître Jean Vieux, son conseiller, pour y notifier la main-mise, avec Messire Pierre de Jougne, pour en être gouverneur. Sont-ce là des *oppositions, molestations, vexations, perturbations, empêchements téméraires, illicites, iniques, indus et injustes*? Ou plutôt ne sont-ce pas là des démarches d'honneur et de justice dans la dernière régularité?

Rodolphe de Hochberg fit ouvrir le testament de Jean de Fribourg; mais par devant qui? Par devant l'Official de l'Archevêché de Bourgogne que le testateur avait déjà pratiqué de longue main, et auquel dans son testament il soumettait tous débats qui s'ensuivraient.

L'Official de Besançon ordonna donc que Rodolphe serait mis en possession du Comté. Louis de Châlons opposa l'incompétence de l'Official, le traita de suspect, appela subsidiairement de son ordonnance, tâcha de porter le marquis à se servir des voies de droit que la coutume féodale et ses propres engagements lui prescrivaient. Il lui bailla *une déclaration de ses titres*. Il lui offrit *qu'il en fût connu par gens de leurs Conseils, ou autres gens notables, ou bien par Monseigneur de Bourgogne ou par Monseigneur de Savoie*.

Comment le marquis de Hochberg se mit en possession.

Voilà derechef quelles ont été les *perturbations et les vexations* de Louis de Châlons. Mais le marquis de Hochberg ne fit *aucune réponse raisonnable*; il avait déjà levé du monde, fermé les passages, contraint les habitants du pays de lui prêter serment; en un mot, *invadi et rompu le Comté, sans vouloir obtempérer à la main-mise du Prince*. Ce sont des faits contenus dans un manuscrit du temps d'alors, qui ne peut être suspect. C'est de plus le reproche qu'a fait Louis de Châlons aux députés qui, de la part de Rodolphe de Hochberg, lui offrirent l'hommage le 25 avril 1548. Ce sont les termes de l'écrit que le prince Louis en a fait faire par ses ambassadeurs à la République de Berne, avec instante prière de s'aider à faire désister le marquis de *ses occupations, invasions, méprisements et désobéissances, par tous remèdes de droit et autres; et si ainsi ne le faire voulaient, à tout le moins de ne pas contrarier, et eux se constituer adversaires au bon droit du Prince*. A qui en faut-il croire aujourd'hui? à ces actes du tout irréprochables, ou aux expressions d'un juge taxé de partialité et d'ailleurs notoirement incompétent?

Quel était le véritable juge où le procès devait être porté.

En effet, ce n'était pas à Jean de Fribourg à choisir un juge pour décider les débats qu'il savait bien devoir naître de son testament. Son juge était le seigneur du fief, de qui lui et ses prédécesseurs avaient promis de *prendre droit, d'ester en droit*. Le seigneur se trouvant intéressé au fait, il fallait aller à sa Cour féodale (*Pares curiæ*) ou enfin à l'Empereur. Au moins, s'il voulait un juge ecclésiastique, il ne devait pas négliger outrageusement son diocésain, l'Evêque de Lausanne, au tribunal duquel Rolin, le premier feudataire, s'était



volontairement soumis l'an 1288; quoiqu'à cet égard le prince de Châlons n'eût pas été obligé de suivre les engagements de son vassal.

Quant au pape et à la sentence de condamnation par appel qu'il doit avoir portée contre ce prince, il faut distinguer entre un *juge arbitral* et un *juge nécessaire*, soit personnel, soit réel. Il ne dépendait ni du marquis de Hochberg, ni du prince de Châlons de se dévoyer du juge réel et suprême de ce fief, je veux dire l'Empereur, qui même s'en était réservé la connaissance par exprès l'an 1415 (\*).

Tout autre jugement que celui qui pouvait partir de ce sur-souverain d'alors, n'était d'aucune force, et portait avec soi le caractère indébile d'incompétence.

Après cela, il est peu nécessaire de s'informer de l'histoire des procédures faites à Rome entre Châlons et Hochberg en 1458, puisque, quelles que soient ces procédures, il y a deux choses également sûres.

La première qu'en l'an 1462 (\*\*) le pape Pie II ne crut pas la cause décidée par les prétendus jugements qu'on objecte, puisqu'il la renvoya à l'empereur Frédéric. Tout ou moins cela découvre que le pape ne crut pas que ni lui ni d'autres juges que l'Empereur fussent compétents, puisqu'autrement il n'aurait pas fait ce renvoi.

La seconde chose est, qu'en l'an 1463, cet empereur manda à Rodolphe de Hochberg que „le St-Père lui avait renvoyé l'affaire touchant Neufchâtel pour „la terminer juridiquement en qualité d'Empereur et de juge des fiefs; et que „pour cet effet, il avait mandé à Louis de Châlons, prince d'Orange, de rien „innover ni attenter jusques à ce qu'il en eût jugé.“

A la vue de ces pièces si parlantes, le public n'est-il point indigné de l'ostentation avec laquelle on a produit ces lambeaux d'histoires et de jugements? Qu'on se récrie désormais tant qu'on voudra; *jugement de Besançon; jugement du pape de l'an 1458; jugement authentique, jugement hors d'atteinte par la longue possession qui a suivi etc.* Tout cela s'évanouit, dès qu'il paraît que le Pape a lui-même renvoyé la cause à la décision de l'Empereur, et qu'en l'an 1463 l'Empereur s'est réservé cette décision.

Après ces deux faits, on peut ajouter le compromis postérieur, quoiqu'infructueux, que Rodolphe de Hochberg lia avec Jean de Châlons V, et surtout celui qui (\*\*\*) fut lié entre le prince de Nassau et le duc de Longueville le 16 mai 1533 (où Neufchâtel est entré nommément), afin que René de Nassau, se confiant en son bon droit, pût avoir sa raison de sa Comté de Neufchâtel et des quatre Baronnie dont le duc de Longueville était occupateur (†).

Mais quand le pape Pie II aurait donné ou pu donner, au mépris de l'Empereur, une sentence définitive; quand le prince de Châlons aurait pu s'y soumettre; quand le pape n'aurait pas renvoyé cette cause à S. M. Impériale; quand Elle ne l'aurait pas retenue par devers soi; on dit plus: quand l'Empereur aurait décidé en faveur de Rodolphe de Hochberg; quand il n'y aurait point eu de compromis nouveau entre Jean de Châlons V et Rodolphe de Hochberg; quand Châlons aurait acquiescé à une sentence ou romaine ou impériale pendant tout ce temps; quand enfin quelqu'un des prédécesseurs de René aurait formellement renoncé à ses droits sur Neufchâtel, et que ces circonstances seraient aussi certaines que leur contraire se trouve vérifié: n'est-il pas vrai

(\*) Cet acte se trouve dans les Archives de Neuchâtel.

(\*\*) Cet acte a été envoyé avec d'autres en France en 1534. Il y en a un récépissé de l'avocat Sené de Dijon dans les Archives de Neuchâtel.

(\*\*\*) L'avocat Sené a aussi envoyé un double de ce compromis en France l'an 1534, et il y en a un récépissé du dit avocat dans les Archives de Neuchâtel.

(†) Ce sont les termes contenus dans les lettres de l'Empereur Charles V de Bins en Hainaut du 14 mars 1541, narratives du cours de ce procès dès l'an 1532 jusqu'en l'an 1541.



1707 que les comtes de Neuchâtel seraient déchus de tous ces avantages et de toutes ces fins de non recevoir, dès qu'ils ont consenti, comme ils firent en l'année 1533, que la controverse pour le Comté de Neuchâtel fût soumise avec d'autres articles à un arbitrage absolu, par eux *requis et depuis ratifié et agréé par les parties* (\*), sous l'approbation de l'empereur Charles V, ayant de plus demandé et obtenu du dit empereur que cette cause fût renvoyée au Grand Conseil de Malines?

D'ailleurs ce qui met la chose dans une évidence parfaite, c'est que, dans tout le cours des procédures tenues devant les arbitres de Dôle, et ensuite devant le Grand Conseil de Malines, les ducs de Longueville n'ont jamais opposé ce jugement papal, ni aucun autre, à la demande faite par les princes de Nassau du Comté de Neuchâtel, ce qu'ils n'auraient pourtant pas manqué de faire, s'il y eût eu lieu à opposer l'exception de la chose jugée: preuve qu'il faut faire peu de cas de ces jugements tronqués, dont les adversaires se font aujourd'hui une matière de triomphe (\*\*).

Mais les avocats des prétendants français prévoient-ils bien jusqu'où pourraient porter les conséquences de ce qu'ils disent, quand ils osent soutenir que le Pape était co-seigneur de l'Empire? Si cela était vrai, le Comté de Neuchâtel pourrait être regardé comme un fief du Pape, de même qu'il l'a été de l'Empereur; et ainsi, il ne tiendrait pas à ces Messieurs que la Cour de Rome, habile, comme on sait, à tirer avantage de tout, ne fit de ce pays une *Vice-Légature in partibus*, en attendant que par, le moyen d'un prince catholique, on pût y rétablir la religion romaine, comme s'en est expliqué assez clairement le nonce du Pape, résidant à Lucerne, par sa lettre à M. le comte de Trautmandorf, laquelle a été rendue publique.

Une autre considération aurait dû porter l'avocat de Madame de Lesdiguières, qui se fonde sur la linéarité, à ne pas faire grand cas des sentences papales, puisque M. le comte de Matignon pourrait lui opposer celle de Clément V, qui, dans la succession d'un royaume, a donné la préférence à l'oncle, contre le neveu, fils du frère aîné prédécédé.

S'il y avait d'autres jugements à considérer que ceux qui peuvent venir de la part des Etats de Neuchâtel, quelle réflexion ne mériterait pas le rescrit de l'Empereur de l'an 1463, par lequel il s'est retenu le jugement de cette dispute, sans l'avoir rendu jusqu'à maintenant? Il est vrai qu'en considération de S. M. P. et de l'Union Helvétique, on peut s'assurer que l'Empereur laissera toujours la liberté de Neuchâtel en parité avec celle des XIII louables Cantons; mais il ne faudrait pourtant pas que cela tournât au préjudice du Roi, cet auguste membre de l'Empire.

Quelles réflexions aussi ne mériteraient pas trois Actes qui regardent la République de Berne? Celui du jeudi avant la St-Jean 1409, par lequel Berne s'est réservé de juger quand il lui plairait sur la plainte du comte Conrad, à cause de la reconnaissance immédiate que la ville avait prêtée à Jean de Châlons l'an 1406. Celui de l'an 1457, contenant les ambassades réitérées de Louis de Châlons, qui ont donné lieu à cette République de s'attribuer le droit d'y faire *une réponse certaine et absolue de sa part*: réponse qui n'a pas été faite, la Providence ayant voulu qu'elle fût encore à faire de nos jours, afin que la satisfaction d'être justes, pût se rencontrer avec le bonheur d'acquiescer un voisin, moins suspect et plus convenable que n'étaient alors les Princes Bourguignons. Enfin celui de 1557, par lequel Messieurs de Berne ont décidé pour

(\*) Lettres narratives de l'Empereur susdites.

(\*\*) Voyez ce qui est rapporté sur ces procédures aux années 1534, 1538, 1540 et 1542.



1707

Léonor d'Orléans contre Jacques de Nemours, que les Etats avaient investi de la moitié du Comté.

Mais si l'on examine la qualité des *prétendus jugements* qu'on objecte, les réflexions qu'ils fourniront seront : 1. Que celui de l'Official de Besançon n'est pas même un jugement, n'étant simplement qu'une mise en possession, ou un décret qui n'emporte aucune décision à l'égard du fond. 2. Que toute la force qu'aurait pu avoir le jugement du Pape serait tombée à terre, non seulement s'il n'a pas été signifié, mais encore, si étant signifié, le marquis de Hochberg n'a pas offert de nouveau l'hommage à son prince; surtout vu le changement de seigneur direct qui arriva par la mort de Louis-le-Bon (\*). D'ailleurs il est très vrai qu'il s'agissait de la propriété utile du Comté, et nullement de la seigneurie directe, laquelle Rodolphe de Hochberg aurait été bien aise de reconnaître, si le prince de Châlons avait daigné le regarder comme son vassal. Ainsi quel usage peut-on tirer de ces deux prétendus jugements, puisque même aujourd'hui la Providence donnerait un nouveau cas d'ouverture de ce fief, supposé qu'il ne fût déjà pleinement réuni et consolidé à la directe depuis le décès de Jean de Fribourg. Enfin il ne s'agissait que du *pessessoire* et nullement du *pétitoire*. Le prince de Châlons voulait qu'avant toute œuvre le marquis de Hochberg désemparât le Comté, qu'il avait forcé et envahi au mépris de la main-mise du seigneur. Et, en effet, les termes de la sentence que l'on cite, et dont il y a eu appel, ne permettent pas qu'on leur donne un autre sens.

Qualités des  
prétendus juge-  
ments.

C'est mal à propos que l'avocat de Madame de Lesdiguières voudrait animer LL. EE. de Berne, comme si on leur faisait *un reproche injurieux d'avoir protégé injustement la possession de Rodolphe de Hochberg*. L'Etat de Berne ayant voulu se tenir neutre, et n'employer *ni remède de droit ni autres*, dans la querelle de Châlons contre Hochberg, il lui était libre (ainsi qu'à Soleure) de renouveler la combourgeoisie avec celui qui se trouvait actuellement détenteur du Comté : circonstance qui n'ôte ni ne donne rien au droit de ces deux contendants.

(Page 17 et 18 de la Réponse, art. V.) „Il y a d'ailleurs des Actes „publics qui donnent à cette possession uniforme une autorité invincible : ce sont les traités de paix conclus en différents temps „entre les princes, etc.“

L'auteur de la Réponse fait ici une énumération de divers Traités de paix dans lesquels se trouve compris le Comté de Neuchâtel nommément ou tacitement, d'où il veut conclure que les marquis de Hochberg et les ducs de Longueville ont possédé le Comté de Neuchâtel en toute souveraineté et indépendance.

On a déjà montré, dans l'*Addition à l'Information sommaire*, le peu de justesse de cette conséquence, que l'avocat de M. le comte de Matignon avait aussi voulu établir; à quoi l'on ajoute les observations suivantes :

La première, que de la manière que l'auteur s'énonce en citant la paix de Vervins, il semble que le Comté de Neuchâtel y soit compris nommément *comme souverain*, et son expression peut naturellement recevoir ce sens. Mais il est bon d'avertir les lecteurs qui, s'en rapportant à sa bonne foi, ne prendraient peut-être pas la peine de vérifier la situation, que ces mots *comme souverain* ne sont nullement dans ce Traité.

La seconde, qu'à l'égard de celui de Munster, on a d'autant moins de raison de regarder la qualité de Comte souverain de Neuchâtel que Henri de Longueville, chef de l'ambassade de France, s'est donnée, et dont il a voulu grossir

Paix de Munster.  
Henri ne fut  
pas reconnu  
prince souve-  
rain de Neu-  
châtel et de Va-  
langin.

(\*) Struv. Synt. J. F. Cap. 10. aph. 1. ex lib. 2. de feud. tit. 3.



1707

ses titres, comme une preuve qu'il avait été reconnu tel par les ministres de l'Empereur et de l'Empire, qu'au contraire il ne put jamais bien réussir à se faire traiter d'Altesse, quelque adresse qu'employât pour cela le secrétaire de son ambassade, très habile en cette fonction.

Le comte de Nassau, premier plénipotentiaire de S. M. Impériale, fut inflexible là-dessus, aussi bien que plusieurs autres ministres publics, et la cour de Vienne désavoua celui de ses plénipotentiaires qui, oubliant ce qu'il devait à son caractère, avait eu la facilité de donner le titre d'Altesse à l'ambassadeur français.

Le Corps Helvétique compris dans la paix de Westphalie.

La troisième observation est que l'auteur, qui veut tirer avantage de ce Traité de Westphalie, et qui ne peut par conséquent pas ignorer qu'il contient un article exprès en faveur de la liberté absolue des Louables Cantons suisses, n'est pas excusable d'avoir osé avancer avec si peu de ménagement pour le pays où il est, *que le Corps Helvétique n'avait point d'autre titre que la possession, pour conserver sa liberté et son indépendance.* On ne sait si les Etats

On ne sait si les Etats de la Suisse ne demanderont pas une réparation.

souverains de la Suisse, reconnus tels par tant de titres et en tant de manières, avant et après le Traité de Munster, ne se porteront pas à demander une réparation convenable de cette allégation si injurieuse à leur autorité; mais on

Le pape co-seigneur de l'Empire.

peut bien assurer qu'à l'égard de l'Empire, dont l'auteur veut que le Pape ait été co-seigneur du temps de Rodolphe de Hochberg, il n'en serait pas quitte pour une rétraction publique. On a déjà insinué ailleurs que dans les tribunaux

En France la prescription des souverainetés n'est pas reçue.

de France, on imposait silence à un avocat qui aurait la témérité de soutenir que les souverainetés sont sujettes à la prescription, comme les domaines de simples particuliers. Qu'on juge après cela du cas qu'on doit faire d'un ouvrage qui contient des maximes également outrageantes contre l'Allemagne, la France et la Suisse.

Les alliances ne prouvent pas l'indépendance.

La quatrième observation, c'est qu'on a remarqué dans l'*Addition*, que les alliances faites par les détenteurs du Comté de Neuchâtel ne sauraient être des preuves de leur liberté et allodialité, puisqu'il y a bien des alliés du Corps Helvétique qui sont cependant vassaux de l'Empereur, et que la ville de Neuf-

Alliance de Henri, duc de Longueville, comte de Neuchâtel, avec la France.

châtel a une alliance particulière avec le Canton de Berne, quoique soumise à la domination de ses comtes. Mais on a lieu d'être surpris que l'auteur de la Réponse ait voulu alléguer, entre les preuves de l'indépendance des ducs de Longueville, le Traité d'alliance de Henri avec le Roi Très-Christien de l'année 1657, puisque si, d'un côté, il s'y qualifie de *souverain*, on voit d'autre part qu'il y agit en véritable sujet de ce Prince; qu'il lui fait un absolu sacrifice des droits les plus essentiels de sa prétendue souveraineté, et que sans aucun égard aux privilèges et franchises des habitants du Comté de Neuchâtel et Valangin, il les a servilement attachés, autant qu'il a dépendu de lui, et les a honteusement assujettis au service de cette couronne.

Enfin, on peut dire à l'égard de tous les traités de paix énoncés dans la Réponse de Madame la duchesse de Lesdiguières, que non seulement l'inclusion expresse ou tacite qui y est faite du Comté de Neuchâtel, ne saurait servir à prouver la souveraineté de ses comtes intrus, mais qu'au contraire la mention qui y est faite du *Comté* sans jamais parler de *comte*, doit fournir un argument bien plus concluant contre cette souveraineté usurpée, étant certain qu'à l'égard des autres Etats, on a toujours accoutumé de nommer les princes sous la domination desquels ils se trouvent.

Art. 6 du Traité sommaire.

Le *Traité sommaire des droits de S. M. le Roi de Prusse* que la *Réponse de Madame de Lesdiguières* avait entrepris de combattre porte : Art. 6. „Que la possession de ce comté qu'a continuée la „maison de Longueville n'a pas été moins vicieuse, et que la pré-



„tention de cette maison à la succession de celle de Châlons a été 1707  
„notoirement injuste.“

L'auteur de la Réponse de Madame la duchesse de Lesdiguières n'a pas trouvé à propos de réfuter la dernière partie de ce sixième article, savoir : „que la prétention de la maison de Longueville à „celle de Châlons a été notoirement injuste.“ Il s'est dispensé d'y répondre, „parce que, dit-il, comme ce n'est qu'une suite et pres- „qu'une répétition de l'article précédent, on y a déjà satisfait par „avance.“

Mad. de Les-  
diguières ne ré-  
pond pas à la  
question des  
prétentions à la  
succession de  
Châlons, qu'elle  
avait soutenues  
en faveur des  
descendants  
d'Alix de Châ-  
lons.

Mais tant s'en faut que ce soit une répétition de l'art. V précé-  
dent, que c'est un article capital qui condamne les prétentions de  
tous les prétendants par la succession à la maison de Châlons, tels  
que sont le comte de Montbéliard, la marquise de Mailly, le mar-  
quis d'Allègre, Madame de Sergy, qui manifeste l'injuste prétention  
du prince de Conti et de la maison de Longueville à la principauté  
d'Orange, et qui plus est prouve invinciblement que c'est en vain  
que les héritiers du sang de feu Madame de Nemours, dame de  
Neuchâtel, veulent se prévaloir en quelque manière de ce qu'ils  
sont descendus d'Alix de Châlons; en conséquence de quoi, ils pré-  
tendaient être du nombre des substitués dans le testament de Jean  
de Châlons IV, son père.

Voici l'histoire des prétentions des prétendants tirées du testa-  
ment de Jean de Châlons IV, premier prince d'Orange, duquel sont  
descendus par Jean V, son fils, et par Alix de Châlons, sa fille,  
savoir : 1. Madame la marquise de Mailly, 2. le marquis d'Allègre,  
3. la maison de Hochberg, et conséquemment la maison de Longue-  
ville, par le mariage de Jeanne de Hochberg avec Louis d'Orléans  
Longueville (Voyez la Généalogie ci-dessous, dans laquelle on  
ne trouvera pas le comte de Montbéliard, parce qu'il n'est pas  
descendu de Jean de Châlons, prince d'Orange, mais bien de Jean  
de Châlons II, seigneur d'Arlay, auquel l'inféodation de Neuchâtel  
fut faite par l'empereur Rodolphe l'an 1288). Ce Jean II fut père  
de Hugues, grand-père de Jean III, bisaïeul de Louis et trisaïeul  
de Jean IV, prince d'Orange. (Voyez les généalogies de la maison  
de Châlons imprimées et qui se trouvent à la suite des Mémoires  
publiés de la part du roi de Prusse.)

Généalogie de  
Châlons.

Jean de Châlons IV fut le premier de ce nom prince d'Orange,  
en vertu de son mariage de l'an 1386 avec dame Marie des Baux,  
princesse d'Orange, comtesse de Genève (par où on voit que le  
droit sur le comté de Genevois devait aussi être acquis à la mai-  
son de Châlons). Dans le susdit contrat de mariage qui fut arrêté  
en présence du pape, Clément VII, siégeant à Avignon, l'institution  
universelle fut réglée en faveur de l'aîné, et l'une et l'autre des  
parties contractantes s'y lièrent les mains, ensorte que leurs biens

Mariage de  
Jean de Châ-  
lons IV avec  
Marie des Baux,  
devenu prince  
d'Orange par ce  
mariage.

Teneur du  
traité de ma-  
riage de Jean  
de Châlons.



1707 devaient passer libres au dit aîné et aux autres enfants; qui plus est, Jean et Marie, après avoir suffisamment doté leur fille, Alix prirent soin de la faire renoncer à toute succession de père et mère, frères et sœurs, dans son contrat de mariage avec Guillaume de Vienne. Cependant l'une et l'autre des parties contrevinrent et à l'intention de Reymond V, père de Marie, et aux deux conventions matrimoniales, et aux serments y contenus, par leurs testaments des années 1416 et 1417. C'est sur ces testaments et sur les substitutions y apposées en faveur d'Alix que se sont fondés les ducs de Longueville lorsque, pour se maintenir dans la possession du comté de Neuchâtel et se soustraire en même temps à la souveraineté de René de Nassau, dit de Châlons, ils commencèrent leur procédure contre ce dernier l'an 1531 en demandant toute l'hoirie de Châlons à eux dévolue en tant que descendus d'Alix, fille de Jean de Châlons IV et de Marie de Baux.

Alix sa fille, par son traité de mariage, renonce aux biens au moyen de sa dot.

Fondement de la prétention des ducs de Longueville à la succession de Châlons.

Il aurait importé à Mad. de Lesdiguières de soutenir cette prétention qu'elle renouvelle dans son Mémoire.

Il était donc important que Madame la duchesse de Lesdiguières, descendue de la dite Alix, de même que Madame la duchesse de Nemours et M. le comte de Matignon, réfutât ce sixième article du *Traité sommaire* où il est question de la prétention de la maison de Longueville à la succession de celle de Châlons, et où de la part du Roi on prétendait avoir prouvé que cette *prétention était notoirement injuste*, surtout après que l'auteur des Réponses avait si fort exalté les droits que les héritiers de Madame la duchesse de Nemours tiraient de cette descendance de Châlons et des substitutions faites par Jean de Châlons IV, et Marie de Baux, père et mère d'Alix, d'où sans contredit la maison de Longueville descendait par les femmes. (Voy. la susdite Généalogie.)

Voici de quelle manière on parle de cette prétention à la succession de Châlons en la page 36 du grand *Mémoire de Madame de Lesdiguières pour établir ses droits à la souveraineté de Neuchâtel et Valangin*.

Extrait du Mémoire de Mad. de Lesdiguières où elle fonde son droit à la succession de Châlons.

En 1530 toutes les contestations qu'il y avait eu entre la maison de Châlons et celle de Hochberg au sujet du Comté de Neuchâtel furent terminées par la mort de Philibert de Châlons qui n'avait point d'enfants : car par là les biens de la maison de Châlons, aussi bien que le droit de fief qu'elle avait sur le Comté, passèrent à la maison de Longueville, soit en vertu du contrat de mariage de Guillaume de Vienne avec Alix de Châlons, par lequel il fut stipulé qu'au défaut d'enfants mâles Alix de Châlons succéderait, soit en exécution du testament de Marie de Baux, sa mère, et de celui de Jean de Châlons, son père, qui l'appelaient aussi, elle et ses enfants. Or, dans le même cas du défaut de mâles, Philibert de Châlons, dernier mâle de cette maison, étant mort sans enfants, il est visible que, sur le fondement du contrat de mariage et des testaments dont on vient de parler, les biens de la maison de Châlons qui, au défaut d'enfants mâles, devaient appartenir à Alix de Châlons et à ses descendants, ont appartenu par conséquent à Anne de Hochberg, sa petite fille.

Et voici encore quelque chose qui paraît fort décisif en faveur



des héritiers ab intestat de Madame la duchesse de Nemours. L'auteur du dit Mémoire continue de parler ainsi : 1707

Mais indépendamment de cette succession, échue à Jeanne de Hochberg, la maison de Châlons n'était pas en droit de disputer à Rodolphe de Hochberg le Comté de Neuchâtel, puisque Conrad de Fribourg en mariant Jean de Fribourg, son fils, à Marie de Châlons, fille de Jean de Châlons et sœur d'Alix, lui donna le Comté de Neuchâtel et ses dépendances, pour en jouir librement, lui et ses héritiers. Et comme Jean de Châlons, père de Marie de Châlons, était présent au mariage de sa fille et qu'il consentit à ce don, sans protestations ni réserve pour ses prétendus droits de foi et hommage et de fief, on peut dire que par là il y a hautement renoncé, et qu'ainsi Jean de Fribourg ayant possédé de son propre aveu, en pleine souveraineté le Comté de Neuchâtel, Rodolphe de Hochberg, son héritier naturel et son héritier institué, ne pouvait pas être troublé légitimement dans une possession semblable.

Les prétendants français soutiennent en outre que Jean de Châlons IV en mariant sa fille a renoncé au droit d'arrière fief sur Neuchâtel.

Tels sont les deux principaux points dont l'auteur de la Réponse a abandonné la réfutation. Par cette raison, il est à propos de rapporter ici ce qui est contenu dans l'*Information sommaire* et dans le *Traité sommaire des droits de S. M. le roi de Prusse*.

1. On doit observer que Jean de Châlons et Marie de Baux ne pouvaient faire aucune disposition de leurs biens, en contravention aux deux traités de mariage arrêtés et jurés ainsi qu'il a été observé ci-dessus.

Incapacité de Jean de Châlons et de Marie à contrevenir aux traités jurés sans relief, et de Louis de Longueville à prétendre à toute la succession de Châlons.

2. Quand Louis, duc de Longueville, et Jeanne de Hochberg s'avisèrent de prétendre à la succession universelle de la maison de Châlons-Orange après la mort de Philibert de Châlons, en vertu de certaines substitutions faites en 1416 et 1417, on établit contre eux :

1) Qu'ils ne faisaient paraître d'aucun testament légitime, ni d'aucun extrait qui pût faire foi en jugement ; 2) Parce que, quand l'extrait produit serait trouvé aussi probant qu'il ne l'était pas, le duc de Longueville ne serait point trouvé appelé par aucune substitution.

Vices et fautes du testament de Jean de Châlons et de Marie.

Et même le prince René, en rejetant ce prétendu extrait de testament, ajouta qu'il était visiblement défectueux et suspect : 1) Parce qu'il n'était qu'une simple copie, nullement probante ; 2) Parce qu'il faisait mention de deux notaires qui devaient avoir reçu ce testament, qui toutefois ne l'avaient ni reçu ni signé, n'apparaissant pas même de leurs noms et surnoms ; 3) Qu'il était plein de ratures et de *délétions* impossibles à lire en plusieurs lignes et clauses tant substantielles que solennelles ; 4) Qu'il y paraissait quelques *macules* de nouvelle encre en divers endroits, principalement à la lettre S ajoutée au commencement d'un mot essentiel à la substitution ; 5) Parce que cette lettre S paraissait d'autant plus suspecte qu'elle ne se trouvait point dans un livre d'ancienne écriture que l'on avait produit ; et de plus qu'elle renversait tout le bon-sens de cette substitution, comme on va le voir. Et enfin parce que cet extrait n'était point conforme à une copie précédemment employée de ce testament.

Falsification.

Il était donc très surprenant que pour obtenir une succession si considérable, et pour en dépouiller le prince René, qui en était l'héritier naturel et testamentaire et à qui cette succession avait été juridiquement et solennellement remise, même sans opposition de qui que ce fût, il était, dis-je, très surprenant que le duc de Longueville entreprit une affaire si importante sur une méchante copie



1707  
Preuve de la  
falsification.

d'un testament, sur une carte volante, sur une pièce informe et défectueuse, et en un mot sur un extrait visiblement informe, altéré et suspect. Cela est si vrai que l'ancienne écriture du livre dont on a parlé portait en la sixième substitution ce qui suit en propres termes :

„Item et au cas que jiroye de vie à trépassiment, sans laisser enfants masles, „ou les dits enfants masles sans laisser enfants masles, procréés de leurs corps „en loyal mariage, je fais, nomme et ordonne mon héritier et *esdits enfants* „*substitue* et institue mon Hoir en tous mes biens quelconques, étants et séants „au Royaume de France, la dite Alix ma fille par telle manière.“ (\*)

Le sens de cette écriture est clair, mais celui de ce prétendu extrait est bien éloigné de l'être, vu que l'on y avait ajouté de nouvelle encre la lettre S au commencement du mot *Esdits* pour faire *Sesdits*, afin d'étendre aux enfants d'Alix la substitution qui était bornée à la personne d'Alix même. Mais le moyen de parvenir à ce but n'était pas seulement des plus grossiers, il était encore très inutile, parce que cette altération changeait toute la forme et le sens de cette substitution : car d'un côté elle mettait ceux que le testateur substituait, en place de ceux auxquels il avait substitué, *seu, ex iis quibus substituitur, facti sunt substituti*; et de l'autre, elle rendait cette substitution si ridicule qu'il était impossible de la comprendre, puisqu'elle faisait dire au testateur : 1) *Je nomme mon héritier*, qu'il ne nommait pas ; 2) *Je nomme mon héritier et SESDITS enfants*, quoiqu'il n'eût point encore parlé des enfants de son héritier, et 3) qu'elle mettait ce passage : *Je nomme mon héritier et SESDITS enfants*, et immédiatement après *substitue et institue Alix ma fille*. Or par les mots : *Je nomme mon héritier et SESDITS enfants, substitue et institue Alix ma fille*, l'on demande ce que l'on a voulu dire ? Mais c'est ce que nul ne saurait comprendre ; car cette construction de mots n'est pas seulement pitoyable, elle est de plus sans aucun bon sens, et par là elle dénote visiblement la fausseté du mot : au lieu qu'en retranchant cette lettre S et en retenant le surplus du mot *ESDITS*, l'on trouvait un sens clair, parce que ce mot *ESDITS* est joint au mot suivant *SUBSTITUE, quibus substituo ET SESDITS ENFANTS SUBSTITUE*

Et, en effet, la fausseté était si palpable que les arbitres, par devant qui les parties procédaient, n'hésitèrent pas d'ordonner que l'extrait produit serait confronté à l'original et sur celui collationné, comme l'on le voit par leur procès-verbal expédié en octobre 1534.

Sur les substi-  
tutions de Jean  
et de Marie de  
1416 et 1417.

Mais qui l'aurait cru ? Le duc de Longueville refuse cette confrontation et ne voulut pas même que cet extrait restât entre les mains des arbitres. On dit plus : cet extrait est resté dans cet état et sans collation dès lors jusqu'à nos jours. Cependant tout informe, tout suspect et tout altéré qu'il est, c'est le seul instrument qui a servi aux ducs de Longueville pour se maintenir dans leur injuste possession de Neufchâtel et pour exercer leurs vexations contre les princes d'Orange de la Maison de Nassau. Il est donc évident que la corruption de cet extrait, l'ayant rendu entièrement rejetable, il n'a pu être reçu ni pour le passage d'une substitution, ni pour celui d'un autre : car toute substitution doit être pleinement prouvée par des actes ou instruments clairs, nets et authentiques, bien loin de pouvoir l'être par une copie de néant, comme est l'extrait dont il est question.

L'application  
de ces  
substitutions en  
faveur des ducs  
de Longueville  
ne pouvait se  
faire à leur  
profit.

Mais si le prince René fut bien fondé à opposer de l'invalidité de l'extrait du testament de Jean de Châlons IV, il ne le fut pas moins à faire connaître que l'application qu'en voulaient faire les ducs de Longueville n'était ni juste ni légitime. Et en effet ce prince soutint dans l'article 8 de ses écritures, que

(\*) Voyez la copie que le comte de Montbéliard en a produite, qui est relative à celle portée à la date de 1417, Tome I.



1707

quand cet extrait serait trouvé aussi probant qu'il était reconnu altéré et insuffisant (dont il protestait), que toutefois les substitutions qu'il contenait ne se trouveraient point appeler la Maison de Longueville à la succession de la Maison de Châlons-Orange.

Et pour bien comprendre la défense de ce prince, il est à propos que l'on sache : 1) Quels ont été les enfants du testateur Jean de Châlons IV ; 2) auxquels de ces enfants les ducs de Longueville ont prétendu d'être substitués.

*Jean de Chalon IV, Prince d'Orange*

*mourant en 1418, laissa cinq Enfants,*

*Savoir*

Généalogie depuis Jean de Châlons IV à la maison de Longueville.

<i>Louis de Chalon,</i> <i>Pere</i>	<i>Jean, Huguenin,</i> <i>morts sans enfans</i>	<i>Alix,</i> <i>Mere</i>	<i>Marie</i> <i>morte sans enfans</i>
<i>De Guillaume de Chalon</i> <i>Pere</i>		<i>De Marguerite de Vienne</i> <i>Mere</i>	
<i>De Jean de Chalon V</i> <i>Pere</i>		<i>De Philippe de Hochberg</i> <i>Pere</i>	
<i>De Philibert</i> <i>mort sans enfans en 1530.</i>	<i>de Claude de Chalon</i> <i>Mere</i>	<i>De Jeanne de Hochberg</i> <i>Mere</i>	
	<i>De René de Nassau,</i> <i>Dit de Chalon.</i>	<i>De Louis d'Orleans</i> <i>Duc de Longueville.</i>	

Après cette connaissance, il fut question de voir, si 112 ans après la mort de Jean de Châlons IV, il se trouvait une substitution de sa part ouverte à une descendance trois fois féminine, au préjudice de ses mâles et d'une propre fille de ses mâles, c'est-à-dire qu'il fut question de voir si Jeanne de Hochberg et les ducs de Longueville se trouvaient appelés au préjudice de Jean de Châlons V, de Philibert, et de Claude de Châlons, mère du prince René de Nassau. C'est ce que les ducs de Longueville n'ont jamais pu faire voir, nonobstant leur alléguée substitution en ces termes :

*Si je meurs sans laisser des enfans mâles, premier cas de la substitution; ou mes enfans mâles sans laisser des enfans mâles, second cas; ou leurs dits enfans sans laisser enfans mâles, troisième cas; procréés de leurs corps en loyal mariage, c'est à dire, au cas que mes petits fils décèdent sans laisser enfant mâle, je substitue Alix et ses enfans mâles.*

Or de ces trois cas qui faisaient les trois membres de la condition, sous laquelle cette prétendue substitution était faite, il fut notoirement connu, qu'aucun de ces cas n'était arrivé, et, qui plus est, on fut certain qu'il n'arriverait jamais, parce que la condition de la substitution ayant une fois manqué, il n'y avait pas lieu à substitution.

La condition avait manqué au premier cas, puisque Jean de Châlons, le testateur, n'était pas décédé sans enfans mâles : il avait laissé Louis-le-Bon et quelques autres.

Elle avait aussi manqué au second cas, puisque Louis-le-Bon n'était pas décédé sans enfans mâles : il avait laissé Guillaume et deux autres.

Et enfin cette condition avait manqué au troisième cas, puisque Guillaume n'était pas décédé sans enfans mâles : il avait laissé Jean de Châlons V, entre

Question de fait et de droit.

Conditions dans les substitutions de Jean de Châlons IV.



1707

les mains de qui, par conséquent, tous les biens de la Maison étaient parvenus libres.

Aucune de ces conditions n'est arrivée pour l'ouverture des substitutions.

Par les termes de cette alléguée substitution on voit encore, que Jean de Châlons IV n'a pas substitué sa fille Alix au dernier de ses enfants mâles, au contraire l'on voit qu'il n'a fait que deux degrés de ses enfants mâles, auxquels seuls il a substitué sa fille assavoir, le degré des fils et celui des petits fils, *filiorum et nepotum*; car c'est ainsi qu'il dit : *Si mes enfants mâles* (ce sont les fils) *meurent sans enfants mâles, ou leurs dits enfants* (ce sont les petits fils), *je substitue Alix*. Il est donc hors de doute qu'Alix n'était substituée qu'au fils du testateur, assavoir à Louis-le-Bon : et qu'au petit fils, assavoir à Guillaume de Châlons. Par où l'on reconnaît avec certitude que ces deux substitutions n'ont jamais eu lieu, parce que le fils et le petit fils ayant laissé des enfants mâles, l'existence de ces enfants a fait évanouir ces substitutions, vu que leur condition a manqué au troisième et au quatrième degré, c'est-à-dire qu'Alix n'a pas été substituée à Jean de Châlons V *pronepoti* et à Philibert de Châlons *abnepoti*, de la succession duquel il s'agit. D'où l'on conclut pour certain que jamais Alix ne s'est trouvée dans le cas de ces substitutions, ses descendants n'ayant jamais produit aucuns termes de ce prétendu testament, que ceux qui admettent seulement les deux degrés de substitution dont on vient de parler.

Cela étant, ce serait n'avoir pas le sens commun, de dire en ce cas, que par les enfants on dût entendre tous les descendants, puisque le testateur règle par exprès quels doivent être ces enfants, car il distingue *ses enfants* d'avec *les enfants de ses enfants*. Or par cette distinction il est sensible que par le mot d'*enfants* il n'entend qu'un degré et nullement tous les descendants. Cela est si vrai, que le testateur, pour mieux se faire entendre, répète quelquefois le degré et le borne au deuxième, et même il limite encore le mot d'*enfants*, quand il ajoute *procrées de leurs corps*, ce qui marque proprement le premier degré.

Les seuls degrés n'ont pas seulement été bornés, mais aussi la personne.

De plus, le testateur n'a pas seulement borné les degrés auxquels il a substitué, il a encore borné à la personne d'Alix les degrés qu'il a substitués; car quant aux biens de France, l'on a vu qu'Alix est nommée toute seule et nullement ses enfants, en rejetant *comme l'on doit* la lettre S grossièrement ajoutée au mot *Esdis*. Et quant aux biens situés en Bourgogne et dans l'Empire, la substitution alléguée nomme bien Alix et ses enfants mâles, mais en vain, car elle n'a point eu d'enfants mâles. De sorte qu'il est d'un fondement certain qu'Alix, ni ses filles, ni leurs descendants n'ont pu succéder aux biens du prince Philibert de Châlons. Alix n'a pu y succéder parce qu'elle mourut avant ceux à qui elle était substituée, *substituto autem ante institutum mortuo, deficit substitutio*, et que par droit de nature, celui là ne peut succéder qui n'est plus en vie au moment de la succession. Et les filles d'Alix ni leurs descendants n'ont pu aussi y succéder, parce que ces filles n'ont point été nommées ni substituées par le testament, et qu'ainsi elles n'ont pu s'attribuer un droit que le testateur ne leur a pas donné, et que leur mère n'a pu aussi leur donner, puisqu'elle même ne l'a jamais eu.

Exception péremptoire. Jean de Châlons ne pouvait faire aucune substitution au préjudice de son aîné.

Ces fondements qui ne peuvent être contestés manifestent pleinement le défaut de la prétention des ducs de Longueville, par le défaut de la condition de cette prétendue substitution. Mais on dit plus, et on soutient que quand ce défaut n'aurait pas existé aussi certainement que l'on vient de le prouver, que néanmoins cette substitution n'aurait eu aucun effet, parce que le prince Jean de Châlons IV ne pouvait point substituer ses biens (*comme le prétendaient les ducs de Longueville*) au préjudice des clauses de son contrat de mariage avec dame Marie des Baux passé en 1386 en présence du pape Clément VII qui siégeait à Avignon, vu que par ces clauses irrévocables, les biens constitués



1707

devaient parvenir francs et libres à l'aîné de leurs enfants, à savoir à Louis-le-Bon, et à ses descendants. Et ce d'autant plus que leur contrat de mariage fut des plus authentiques, que les clauses en furent confirmées par serment prêté sur les Saints Evangiles, et que l'inobservation en fut soumise à l'excommunication du pape, qui même la fulmina, du consentement des parties, contre celle qui contreviendrait à ces clauses.

D'ailleurs il était constant que bien loin que Jean de Châlons IV ait voulu faire passer les biens de sa Maison à Alix sa fille, ou aux siens, il prit soin de les conserver à ses enfants mâles et à leurs descendants, par la renonciation qu'en fit Alix dans son contrat de mariage avec Guillaume de Vienne, au moyen de la dot considérable que lui constitua son père. Cette renonciation fut positive, solidaire et sermentale. Alix et son époux, ayant ainsi renoncé à *tous suppléments de légitime, à successions, à substitutions, et à loyales echutes qui pourraient avenir à Alix tant de la part de son père, que de celle de sa mère, de ses frères et de sa sœur*; ainsi que plus amplement il est contenu dans leur contrat de mariage de l'an 1405, qui fut même ratifié l'an 1410. Et cette renonciation a été si formelle, qu'Alix n'a jamais pu (moins encore ses descendants) se faire relever par le pape du serment dont elle l'avait autorisée, quoique le parlement de Dôle eût connu qu'elle devait l'être pour être reçue à plaider (comme elle le voulait) contre sa renonciation. De sorte que les ducs de Longueville, qui n'ont point prétendu d'autre droit que celui d'Alix, n'ont pu demander ni posséder des biens auxquels Alix avait si solennellement renoncé et dont elle n'a jamais pu être relevée. (Voyez le reste dans le Traité sommaire, pag. 84 et suivantes.)

Il n'est pas à présumer que Jean de Châlons ait voulu faire aucune substitution au préjudice des mâles.

On a dit, à la page 43, que le second moyen de la maison de Longueville pour mettre le Comté à l'abri de toute relevance de fief était le traité de mariage de Marie de Châlons, sœur d'Alix, avec Jean de Fribourg, dans lequel Jean de Châlons, leur père, avait permis que Conrad de Fribourg donnât à son fils (qui épousait Marie) le Comté de Neuchâtel en toute propriété, etc. (Voyez page 43.) Sur quoi dans le Traité sommaire, page 58 et suivantes, on réfute ce que Madame de Lesdiguières avait dit dans son Mémoire à cet égard :

Sur le prétendu consentement de Jean de Châlons, en mariant sa fille Marie à Jean de Fribourg.

L'on va voir, dit-il, que le troisième (c'est-à-dire des moyens qu'emploie Madame de Lesdiguières) était absolument injuste: car comment le marquis (de Hochberg) pouvait-il inférer une concession d'aliénabilité de ce fief de la présence de Jean de Châlons IV au contrat de mariage de Jean de Fribourg (avec sa fille Marie), que Jean de Fribourg lui-même n'avait jamais prétendue? Et, en effet, quoique Conrad par cet acte remit pendant sa vie le Comté de Neuchâtel à Jean son fils, sa remise ne touchait point au Seigneur direct, elle ne touchait qu'à Conrad, c'est-à-dire qu'elle ne touchait qu'au fief servant ou domaine utile; et quoique le marquis soutint qu'elle était faite à Jean de Fribourg, pour en jouir comme de son héritage, elle ne préjudiciait point au Seigneur, parce qu'elle ne conférait à Jean de Fribourg que l'héritage feudal qu'il devait avoir après la mort de son père, et qu'elle ne lui conférait ce fief que pour en jouir et nullement pour l'aliéner et pour le ravir au Seigneur. N'est-il pas connu qu'au fief le fils est toujours l'hoir du père, et que comme tel, il en peut jouir comme de son héritage. Que pouvait donc opposer à cette remise le prince de Châlons, et quelle conséquence pouvait légitimement tirer le marquis de son silence? L'on dit plus: quand même Conrad aurait eu l'intention de préjudicier au Seigneur par cet acte, il ne l'aurait pu faire, quoique ce Seigneur eût su



1707

sa pensée et qu'il n'y eût pas opposé : la raison en est, qu'il n'était pas obligé de contredire à cet acte, tant qu'il l'y voyait pas son droit altéré. *Nunquam autem tacens intelligitur consentire, quoties scit jus suum salvum esse. L. 8. § 15. ff. Quibus mod. pign. solv.*

Mais ce qui rend l'absurdité de ce troisième moyen sans réplique est, que, bien loin que Jean de Fribourg ait prétendu aucune concession d'aliénabilité de ce fief, par la présence du Seigneur direct à son contrat de mariage, il prêta à Louis, fils de Jean de Châlons IV, 37 ans après ce contrat, le même hommage qu'avait prêté Conrad, son père, et sous les mêmes adstrictions et clauses d'inaliénabilité qui avaient été imposées à leurs devanciers. Sur quoi l'on fera deux remarques : l'une, que Jean de Fribourg avait prêté le même hommage que Conrad, son père, et que Conrad avait prêté le même que Louis, comte de Neuchâtel. Or Louis, par son hommage de l'an 1357, avait positivement reconnu cet arrière-fief inaliénable; il en avait même excepté et réservé les choses qu'il possédait en propre, de pur et franc alleu, comme les seules dont il pouvait disposer; par où l'on voit clairement que de celles de l'arrière-fief, il ne lui était pas libre de disposer, ni par conséquent à Jean de Fribourg qui l'avait ainsi reconnu par son hommage. Et l'autre, que le marquis de Hochberg (qui ne pouvait espérer d'autre droit que celui de Jean de Fribourg) offrit au prince Louis de lui prêter le même hommage de ce dernier comte, qui était le même des précédents vassaux. Or, par cette offre, le marquis reconnaissait cet arrière-fief inaliénable, en même temps qu'il alléguait le contraire pour soutenir le testament de Jean de Fribourg. Peut-on voir plus d'absurdité et plus d'injustice ?

C'est par où on finit l'art. 6 du *Traité sommaire des droits du roi de Prusse* et de la réfutation qu'en a faite Madame la duchesse de Lesdiguières.

Art. 7 sur la prescription.

L'article 7 de ce *Traité sommaire* a pour titre : „Que l'usurpation du Fief et Comté de Neuchâtel n'a pu prescrire „ni valoir contre le seigneur dominant et souverain, ni pu par conséquent préjudicier au droit de Sa Majesté le roi de Prusse.“

Mémoire particulier contre la prescription de la directe.

Il y a, dans tous les mémoires qui furent imprimés et publiés de la part du roi de Prusse, un article séparé pour combattre la prescription que les prétendants français lui opposaient sur la réversion du fief. 1. Dans l'*Information sommaire*, quatrième proposition, page 9 et suiv. 2. Dans le *Traité sommaire*, art. VII. 3. Dans un mémoire intitulé : *Addition à l'information sommaire des droits de S. M.*, quatrième proposition, page 13. 4. Dans un autre mémoire, intitulé : *Réponse à quelques préjugés contre le droit de S. M. sur le Comté de Neuchâtel et Valangin*. 5. Et dans un autre mémoire, qui est, de tous les écrits sur la matière de la prescription, le plus juridique qu'il soit possible de composer pour le seigneur suzerain et souverain, contre un vassal félon qui veut se soustraire par la prescription aux devoirs de son fief et s'en arroger l'indépendance.

Dans tous ces mémoires, il est traité de la prescription suivant le *droit des gens*, suivant le *droit canon*, suivant le *droit féodal*, suivant le *droit des souverains* et de la souveraineté, suivant le



1707

droit civil. D'ailleurs l'auteur de ces mémoires fait voir que s'il s'agissait de la prescription d'un arpent de terre, jamais il ne s'est écoulé le terme de 30 à 40 ans que les princes de Châlons et de Nassau n'ayent réclamé leurs droits pour interrompre la prescription, dans tous les temps qu'ils ont pu agir, hors des guerres, des violences et des prisons, tantôt en France et tantôt en Espagne, et hors des minorités; et ce qui devrait mettre de côté cette matière de la prescription est que la maison de Nassau a été généralement reconnue par tous les princes de l'Europe, par la France, par l'Empire et l'Espagne, pour être l'héritière générale de tous les biens de la maison de Châlons, éteinte par la mort de Philibert de Châlons et dont René de Nassau, son neveu, fils de sa sœur Claude, a été le premier héritier; auquel il n'a manqué pour s'en mettre en réelle possession que la volonté des rois, par suite de l'état fâcheux où se trouvaient les princes de l'Europe à l'égard de cette maison de Nassau, comme ils l'avaient été à l'égard de la maison de Châlons: ces biens étant dispersés en France, en Bourgogne et dans les Pays-Bas, qui étaient les théâtres de la guerre (\*); et à l'égard du Comté de Neufchâtel, qui était en Suisse, quoique la question de réversion eût été portée au Grand Conseil de Malines où la maison de Longueville avait été évoquée, la désertion que fit cette dernière maison de ce tribunal indiqué par l'Empereur, à la requête de celle de Longueville (\*\*), ne laissait plus aux princes de la maison Nassau que le parti de la patience, ou de l'attente des circonstances propres à revendiquer ses droits. Voici ce qui est dit à cet égard dans celui des susdits mémoires de S. M. le roi de Prusse qui est intitulé : *Réponses à quelques préjugés (p. 11) contre le droit de S. M., etc.*

A qui s'adresser alors pour le recouvrement de ces choses (les biens de la maison de Châlons et ses droits sur Neufchâtel)? Était-ce aux rois de France? Mais les rois de France n'avaient rien à y voir; ils étaient d'ailleurs les parents des ducs de Longueville, et même dans le temps des plus grandes démonstrations de leur amitié envers les princes d'Orange, le cœur n'a jamais été de la partie. Était-ce à l'Empereur, le véritable juge de ces fiefs? Mais l'Empereur n'eût pas voulu fortifier les ennemis de sa maison. Était-ce à Philippe II? Mais ce prince agissait contre eux par guerre ouverte, par prisons et par d'autres voies (\*\*\*). Était-ce aux cantons évangéliques? Mais ces cantons ménageaient si fort la redoutable maison d'Autriche, qu'ils se crurent obligés de refuser à Guillaume le Belgique 80,000 gouldes qu'il demandait à emprunter. Était-ce enfin à Neufchâtel même? C'aurait été s'adresser à sa partie. Louis de Châlons avait déjà eu l'honnêteté l'an 1458 d'inviter Rodolphe de Hochberg, de

(\*) Il fallait attendre le retour de la paix pour s'en procurer la restitution.

(Note de J.-F. Boyve.)

(\*\*) Qui ne laissait pas nonobstant que de jouir du comté.

(Note du même.)

(\*\*\*) Le prince Philippe a tenu la prison à Madrid près de vingt ans; Guillaume le Belgique, le père de Philippe, a été assassiné deux fois; Philippe II s'était rendu si formidable que Henri IV dans le Traité fait avec la Hollande l'an 1596 lui donnait la qualité d'ennemi commun.



1707

soumettre la cause d'entr'eux aux gens de leur Conseil respectif; Rodolphe le refusa. Antoine, duc de Lorraine, parent du duc de Longueville, et beau-frère du prince d'Orange, voulut apaiser leur différend; l'Empereur lui en avait donné la commission par lettres du 4 juillet 1541. Mais le Conseil du duc de Longueville ne voulut goûter la proposition, de quoi Antoine se plaignit à l'Empereur par lettres du 24 février 1542.

La France de son côté, malgré ses Edits de pacification et ses réintégrandes dès l'an 1570, malgré les promesses faites au Traité de Cambresis en 1559 entre Henri II et Philippe II, et de la Haie en 1596, leur détenait encore le Comté de Tonnere, celui de Charni, les quatre Baronnie en Dauphiné, etc. (Voyez la suite du susdit Mémoire.)

Madame la duchesse de Lesdiguières, ayant donc entrepris de réfuter l'art. 7 du *Traité sommaire*, où de la part du roi de Prusse on avait démontré qu'on ne pouvait pas avec justice opposer la prescription à ses droits, s'est acquittée de sa tâche dans les dernières pages de sa Réponse. On va parcourir cette réponse, qu'on a partagée en douze paragraphes, en réfutant brièvement chaque article. Mais il faut se souvenir que de la part de S. M. on avait fondé l'imprescriptibilité de ses droits d'arrière-fief sur quatre points : 1. Sur le *vice de la possession*. 2. Sur la *faveur des minorités*. 3. Sur l'*obstacle des guerres*. 4. Sur l'*imprescriptibilité* du droit de directe.

RÉPONSE DE MADAME DE LESDIGUIÈRES. § 1. Le prétendu vice de la possession (dit Madame de Lesdiguières) est une allégation démentie par tout ce qui a été montré jusqu'à présent, et surtout par les jugements rendus et les reconnaissances faites en faveur des possesseurs.

RÉFUTATION. Les réflexions qu'on a faites jusqu'ici, démontrent évidemment le faible et le néant des réflexions que l'avocat de Madame de Lesdiguières a voulu faire pour légitimer la possession vicieuse de Rodolphe de Hochberg et de ses successeurs. Et tous les faits qu'on a employés pour cela font voir clairement que jamais il n'y eut de possession accompagnée de plus d'injustice, de violence et de mauvaise foi.

RÉPONSE. §. 2. Quand, en supposant ce qui n'est pas, on accorderait qu'il y aurait eu originairement quelque défaut dans la possession, il serait couvert par le temps. On présume toujours que ce qui a été possédé d'une manière uniforme, durant plus de deux cents ans, l'a été dans les règles et à juste titre; ou pour mieux dire, une si longue possession empêche tout examen et toute recherche. *Malo fidei quæstio, ipso temporis tractu sublata censetur* (Obrect in Grot. lib. II, cap. 3, § 11. Bechn., § 10).

RÉFUTATION. La possession dont il s'agit étant vicieuse dans son origine, c'est une tache indélébile, et qu'aucun laps de temps n'a pu emporter; d'autant plus que tous ceux qui depuis Rodolphe de Hochberg ont détenu le Comté de Neufchâtel, ont été des successeurs à titre universel de ces premiers occupants. L'autorité objectée n'est de nul poids en cette occasion, puisqu'elle ne sert que pour les cas d'une possession dont on ne connaît pas l'origine, et que pour des tiers acquéreurs de bonne foi; alors la longueur du temps fait présumer juste la possession; mais elle est inutile pour un cas comme celui-ci, où l'on démontre évidemment la mauvaise foi du premier possesseur, le vice de sa possession et la défectuosité de son titre.



1707

RÉPONSE. § 3. La qualité féodale n'est pas un obstacle à la prescription, parce que comme les fiefs peuvent s'acquérir par la possession, ils peuvent se perdre aussi par la même voie. *Amittit dominus jus suum feudo, si Vassallus rei feudalís libertatem præscribat; cum enim triginta annorum præscriptione feudum acquiri possit : cur non eodem tempore libertas feudi præscribi posset* (Bocer disput. 20, n. 167. Vultej. cap. 11, n. 10).

RÉFUTATION. C'est contre toute apparence de droit et de raison qu'on avance qu'un fief peut être acquis par la prescription, comme un bien allodial, dans l'espace de trente ans. Car cela ne peut être vrai qu'à l'égard d'un tiers possesseur, qui aurait pu prescrire contre le véritable vassal, par la jouissance d'un temps suffisant, ou à l'égard d'un vassal même, contre son seigneur, lorsqu'il a interverti sa possession; ce qui ne peut être dit de Rodolphe de Hochberg, comme on l'a déjà remarqué dans l'Addition à l'Information sommaire, qu'on reproduit ici.

Il s'agissait de revenir aux deux principes, l'un du *droit féodal* et l'autre du *droit public* dont l'auteur de la Réponse faisait les plus solides appuis de la prescription qu'il objectait.

Par rapport au premier (Addition, page 15), comme la prescription en fait de fief ne peut avoir lieu qu'en faveur d'un tiers possesseur, on a lieu d'être surpris que cet auteur veuille considérer Rodolphe de Hochberg comme un tiers possesseur étranger, qui se serait mis en possession du Comté de Neuchâtel et qui l'aurait possédé comme un bien allodial. Comment concilier cette allégation avec le contenu des actes que l'on produit en faveur de S. M.? Avec quelle apparence de raison peut-on soutenir que ce Rodolphe de Hochberg ait été un possesseur de bonne foi et qu'il ait pu prescrire le Comté comme un bien allodial, puisqu'il n'en est entré en possession qu'en vertu d'un titre universel, qui fait que l'héritier est censé non une tierce personne, mais une seule et même personne avec le défunt; qu'outre cela il a offert l'hommage pour ce même Comté à Louis-le-Bon, lequel lui en a refusé l'investiture, après avoir mis le fief sous la main; qu'il a dans son renouvellement de bourgeoisie avec le canton de Berne réservé ses Seigneurs directs; qu'il a été en procès avec eux sur la réunion du fief; et qu'il a eu une connaissance distincte de leurs droits et de leurs raisons? Dire après cela qu'un détenteur comme Rodolphe de Hochberg a pu prescrire, c'est en vérité vouloir confondre et renverser toutes les idées que l'on a communément sur cette matière.

Il est vrai que si cet occupateur du fief l'avait possédé comme un bien allodial et qu'un autre l'eût acquis de lui de bonne foi, le croyant tel et à titre particulier, ce dernier aurait pu être regardé comme un tiers possesseur, et en ce cas il serait question de voir si le principe qu'on tire du droit féodal, et de l'autorité de Vultéjus, pourrait lui être appliqué. Mais de donner cette qualité de tiers possesseur à Rodolphe lui-même, c'est un paradoxe des plus étranges.

Et quant au second point qui concerne le droit public, qui est une matière très-ample et souvent en controverse entre les publicistes, on en touchera autant qu'il sera nécessaire dans le paragraphe suivant.

RÉPONSE. § 4. Les princes n'ont pas moins de droit que les particuliers de se prévaloir de la possession. Il semble que l'Écriture nous le marque dans la réponse que fit Jephté au roi de Hammon, qui voulait troubler les Israélites dans ce qu'ils possédaient entre Aron et Jabbok. *Pourquoi, lui dit-il, ne l'avez-vous pas recouvré depuis 300 ans?*

RÉFUTATION. On ne répétera pas ici ce que l'on a déjà remarqué dans la Réponse particulière pour démontrer l'imprescriptibilité des souverainetés, et



1707

pour faire voir le peu de justesse de l'application qu'on pense faire de l'exemple de Jephté qu'on prend dans un sens tout contraire à celui du texte sacré, ainsi qu'on l'a fait voir dans la Réponse particulière sur la prescription.

Cette pièce, qui a été vue dans les principales cours de l'Europe et qui a même été envoyée à Constantinople au grand Visir, est d'une telle importance que j'ai pris la peine de la copier toute entière ici. Voici son titre :

### RÉPONSE PARTICULIÈRE DE S. M. LE ROY DE PRUSSE

à l'objection contre ses droits à la pleine Souveraineté de Neufchâtel et Valangin, prise de la prétendue Prescription.

Réponse pour  
le roi de Prusse  
à l'objection  
contre ses droits  
prise de la pres-  
cription.

Monsieur le prince de Carignan, Madame la duchesse de Lesdiguières, Monsieur le duc de Villeroy, et Monsieur le comte de Matignon, prétendants au Comté de Neufchâtel, sont issus, le premier de la sœur de Léonor d'Orléans, et les trois autres des filles du même Léonor, qui l'an 1551 succéda à son cousin germain, François d'Orléans, duc de Longueville. Cette même année Guillaume de Nassau, héritier des biens et des querelles de René de Nassau, reprit ses poursuites devant le Grand Conseil de Malines contre ce nouveau comte de Neufchâtel, par des exploits d'ajournements qu'il lui fit donner tant en Brabant qu'en Franche-Comté et à Fontainebleau, en la personne du cardinal de Lorraine et de François, duc de Guise, ses tuteurs. On voit néanmoins que les descendants de Léonor opposent la prescription aux descendants de Guillaume, et que ceux-là par leurs avocats affectent de faire retentir aux oreilles les mots de *surannés*, *d'antiques*, *d'invétérés* (\*). L'entreprise est hardie de vouloir détruire par une fiction du droit civil l'ouvrage le plus réel, le plus supérieur et le plus impérissable du droit des gens et de la nature, je veux dire la Souveraineté et ses dépendances.

Avant toutes choses il y a lieu de s'étonner de ce que les prétendus héritiers du sang s'appuyent sur la prescription, ne s'apercevant pas qu'ils s'appuyent sur un roseau qui leur perce la main. La prescription est une de ces espèces de l'aliénation, *alienationis, verbum etiam usucapionem continet L. 28 ff. de V. S.*, et par conséquent une chose ne peut pas être prescriptible sans être aliénable. Les choses sacrées sont imprescriptibles parce qu'elles sont inaliénables (Arg., § 7. *Instit. de R. D.* et § 2. *Instit. de inutil. stipul. junct.*, § 1. *Instit. de Usucap.* et L. 9 ff. d. t.). En tant qu'on objecte la prescription, on prétend de pouvoir posséder sans l'aide d'aucun autre titre, au préjudice du véritable seigneur.

Mais il faut entrer en matière et discuter deux questions qui se présentent à examiner. L'une est, si la souveraineté (soit seigneurie directe) de S. M. le roi de Prusse sur Neufchâtel et Valangin est prescriptible et prescrite en effet?

La seconde question regarde le cas de la réversion, qui arriva à la mort de Jean de Fribourg, et il s'agit de savoir si l'action qu'intenta le seigneur direct, Louis de Châlons, contre Rodolphe de Hochberg, vassal intrus, est périe et prescrite?

(\*) Tacite vivant sous Trajan, introduit dans son Dialogue des Orateurs, un nommé Aper, qui ne veut pas souffrir qu'on traite Démosthène d'antique, bien moins encore Cicéron, mort vingt ans auparavant. *Nec dividatis sæculum et antiquos, ac veteres vocetis, quos eorundem hominum aures agnoscere et velut conjungere, ac copulare potuerunt.* Guillaume le Belge qui a encore fait citer Léonor d'Orléans pour avoir sa raison touchant Neufchâtel et les quatre Baronies (ce sont les propres termes de l'empereur Charles V.) a été tué l'an 1584. Il y a donc des milliers d'hommes qui ont pu joindre, c'est à dire voir et connaître en même temps feu Guillaume le Belge et Frédéric Ier aujourd'hui roi de Prusse.



1707.

Quand il ne s'agirait que d'un pied de terre, il faut que celui qui veut prescrire ait de son côté la bonne foi, le titre et le temps défini par la loi; mais eût-il tout cela en sa faveur, il y a des choses qu'on ne saurait posséder sans vice, et qui par une qualité inhérente sont imprescriptibles. *Bona fides sine qua omnis possessio improba. Titulus à non domino. Possessio civilis continua per tempus à lege definitum. Res non vitiosa seu vitio carens h. e. talis quæ neque naturâ neque lege usucapionis sit exempta. (Jul. Pac. anal Instit., § 10 de Usucapionibus.)*

Posé que l'excellence de la seigneurie directe ne la mît pas dans ce dernier rang, le possessoire des ducs de Longueville, successeurs des marquis de Hochberg, ayant toujours été accompagné de mauvaise foi, ne pourrait tourner qu'à leur propre condamnation (\*). Ils voudraient prescrire le domaine direct contre le seigneur, et ils ont dans leurs archives les actes des investitures qu'ils en ont reçus, et des hommages, qu'ils lui ont prêtés pendant quelques siècles (\*\*).

Si depuis l'année 1532 leur conduite contre René de Nassau et ses successeurs avait été l'effet d'une première persuasion de quelque droit véritable, et fondée dans les substitutions par eux alléguées, cette persuasion leur procurerait peut-être l'honneur de la bonne foi, mais non point le bénéfice de la prescription. *Error falsæ causæ usucapionem non parit.* On dit peut-être, parce qu'un titre putatif, ou une erreur de droit concernant la juridiction, la régale et choses semblables ne produit point la bonne foi, bien qu'il y soit intervenu un long espace de temps (\*\*\*). Mais la justice que l'Europe entière a rendue à la maison de Nassau-Orange dans tous les traités de paix, en la reconnaissant héritière universelle de la maison de Châlons: même le propre fait des ducs de Longueville ne laisse aucun échappatoire à leur mauvaise foi. Car à mesure qu'ils ont usurpé la qualité de souverains, et qu'ils ont poursuivi la prétendue substitution à l'hoirie de Châlons, ils n'ont pas laissé de confirmer à plusieurs reprises la réserve de leurs seigneurs de fiefs. Contrariété de conduite excusable et incompréhensible.

On pourrait donc déjà finir la dispute par cet endroit de leur mauvaise foi; mais voyons leur titre.

Aucun des ducs de Longueville n'a eu l'avantage de succéder qu'à titre successif universel, c'est-à-dire qu'en vertu du même titre défectueux qui a servi à Rodolphe de Hochberg pour usurper le fief, et à François ou plutôt à Léonor d'Orléans, pour usurper la souveraineté. Or selon la disposition des lois civiles (†) la longueur du temps ne sert de rien pour rectifier le vice d'un pareil titre. Usurper et prescrire sont deux choses contradictoires.

(\*) Ubi subest malafides, non procedit præscriptio, etsi per multa annorum millia continuetur possessio. Ziegler ex Franzkii l. 3. resol. 1. n. 270. seq. et Goll. p. 46. Le Bret. l. V. Des Décis. de plus. questions not. p. 548. Item. de la souver. du Roi l. 3. C. 2. p. 173 et suiv. Adde Arnold. Vinnii Comm. in Inst. l. 2. tit. 6. p. 234 et 235. Struv. Exerc. 43. th. 23. Puffend. de Jur. nat et gent. l. 4. toto Cap. 12. Gratian. Discept. for. Cap. impr. 441, item 405, 14 etc. Nemini malitia debet esse lucrosa ff de dol. malo. Vitandum, dit le jurisc. dans la loi. 1 ff de dol. mal., ne cui dolus suus per occasionem juris civilis contra naturalem æquitatem prosit. La France nous rapporte un exemple confirmant cette doctrine. Le comte de Clermont et ses prédécesseurs avaient possédé le comté de ce nom paisiblement près de 350 ans. Néanmoins il fut condamné à rendre le comté à la reine Catherine de Medicis, parce qu'il fut jugé que le cours des années de cette possession n'avait pu purger le vice qu'elle avait dès son principe.

(\*\*) § XI. Instit. de Usucap. Henr. à Rosenth., quib. mod. feud. acquir. c. 6. — Concl. 82. 9 et gloss. m.

(\*\*\*) Imò titulus putativus, seu error juris circa jurisdictionem regal. et similia ne quidem bonam fidem parit, etiamsi adsit spatium longissimi temporis. Gratianus Discept. forens Cap. 441, p. 87, 88. tom. III.

(†) Quod initio non valet ex postfacto convalescere naquit. Vitia à majoribus contracta perdurant et



1707

Il y a plus : non seulement la maison de Longueville n'a pas de titre spécial pour elle, mais elle a des titres contraires à sa possession. Or la maxime est généralement reçue que nul ne prescrit contre son propre titre, et que nul ne peut changer la cause de sa possession, pas même pendant l'espace de mille ans. *Nemo potest contra proprium titulum præscribere, ne quidem per mille annos sibi mutare causam possessionis.* (Carol Molinæ cons. 10. Cujac. ad leg. *cum nemo* 5. *Cod. de acquir. et retin. possess.*)

Quel temps assigner à la souveraineté et au fief de Neuchâtel pour être prescrit en faveur des ducs de Longueville ou de leurs prétendus successeurs, puisque le droit civil, ce père de la prescription, refuse à perpétuité de légitimer une possession dénuée de titre et de bonne foi? Cependant il se trouvera qu'à tout rompre et à réduire cette matière sur le pied des choses communes et vulgaires, il n'y a pas même de prescription ni de vingt, ni de trente, ni de quarante ans, bien loin d'une prescription de cent ans ou immémoriale.

Mais avant que d'en venir là, il faut faire justice à la souveraineté; car à dire vrai, elle n'a besoin d'aucun des moyens ordinaires, d'aucune exception, d'aucune défalcation pour se sauver de la calomnie du temps. Les jurisconsultes enseignent que les choses qui consistent dans un simple droit, dans une pure faculté, sont absolument imprescriptibles suivant la loi *viam publicam* (ff. *de via publica*) et ne se perdent par aucun temps, pas même par le non usage de plus de mille ans (\*). Mais outre cette raison commune, il en est une particulière pour la souveraineté: son origine et son élévation la mettent au-dessus de l'empire de la prescription.

La souveraineté est aussi ancienne que la pluralité des hommes qui, pour leur sûreté commune, ont conféré à un ou à plusieurs la puissance législative et coercitive, que l'auteur de la nature avait donné à chacun d'eux sur sa propre famille. La prescription, au contraire, n'a aucun fondement ni dans le droit de la nature, ni dans le droit des gens.

Elle n'est pas fondée dans celui de la nature, parce que le temps d'où elle prend sa force, *n'a en soi-même aucune vertu productrice, et rien ne se fait par le temps, quoique tout se fasse dans le temps.* (Grotius de *jure belli et pac.* L. 2. Ch. 4.)

Elle n'est pas fondée dans le droit des gens, selon Vasques et Grotius, qui le cite. Car comme les souverains et les peuples de leur obéissance sont indépendants les uns des autres, où serait cet accord, cette convention générale, par laquelle ils auraient voulu s'assujétir à une loi d'usucapion? Où sont les juges et les tribunaux communs pour faire valoir ou pour interrompre les prescriptions? Au contraire, il n'est point de magistrat qui n'ait le pouvoir de bannir la prescription, ou plutôt de ne la pas admettre dans les terres de son ressort, sans que les autres y puissent trouver à redire. Il est même loisible aux particuliers d'y renoncer par une convention mutuelle. C'est l'opinion des jurisconsultes (\*\*), opinion téméraire s'il était vrai que la prescription fût du droit des gens.

Enfin la prescription n'est fondée que dans le droit civil *Quædam* (si credis

*successorem auctoris sui culpa comitatur.* L. 11, *Cod. de Acq. et retinenda posses.* Nullo justo titulo precedente possidentes ratio juris quærere dominium prohibet. l. nullo 24. *Cod. de rei vindicat* et Dionys. Gothofr. concl. confr. gl. ad. l. 2. *Cod. dict. tit. de acq. et retin. possess.* Et. l. *quædam* Mulier 77 ff de rei vindic. Vid etiam Gratian discept for. Tom. 3. toto Cap. 441. Cum auth. ibid. cit. Besold. Thes. prat. adauct. lit. V. p. 957. Frachin. I. cons. num. 66 etc. Cancer. variar. resol. tom. 1 l. 3 ch. 3 n. 124.

(\*) Non utendo mille annis non amittuntur ea quæ sunt meræ facultatis. (Ant. Gabril. l. 5. concl. 10. Ferdin. Vasquius l. 1. contr. c. 4. Matth. Burat. decis. Roto. Rom. decis. 43. n. 7. Klockius passim.)

(\*\*) Vid. Hahn ad Wesenb. de Usuc. n. 14. Confr. Henniges observat. in Grot. p. 305.



Consultis) *mancipat usus*, dit Horace (*Epist. II., liv. 2.*), n'osant pas s'en rapporter à un droit plus efficace. En un mot, c'est une pure invention des jurisconsultes pour fixer la possession des choses. Or si le droit civil n'empiète point sur le droit des gens, combien moins sur l'ouvrage le plus exquis et le plus éminent de ce droit, qui est la souveraineté? Si le droit civil n'emprunte son autorité que de l'autorité souveraine, comment pourrait-il servir à combattre son propre principe et à détruire son auteur? (\*) *Grotius, lib. II., cap. 4., § 12.*, qui sait d'ailleurs si bien discerner les choses, est très exprès là dessus et assure *qu'il n'a jamais vu de loi civile* (traitant de la prescription) *qui ait compris la souveraineté, ou que l'on puisse probablement croire avoir eu dessein de la comprendre*; et de là il conclut *que le temps prescrit par la loi civile ne suffit pas pour acquérir la souveraineté ou une de ses parties essentielles.*

D'autres jurisconsultes vont plus loin et prétendent que la souveraineté et ses droits trouvent leur sûreté contre la prescription, même dans la loi civile, ou du moins que la loi civile, traitant de la prescription, les en excepte clairement comme choses qui sont hors du commerce ordinaire des hommes. (*Henning in Grot. de jur. bell et pac. lib. 2. Cap. 4. pag. 4 et 7. Confr. Struv. exercit 43. th. 10.*)

Cependant Grotius se met terriblement en peine pour le repos des Etats, si la prescription n'a pas lieu contre la souveraineté. *Si l'on admet cette maxime, dit-il, il s'ensuivra un très grand inconvénient : on ne pourra par aucun temps assoupir les différends qui s'élèveront touchant les Etats et les limites de ces Etats, ce qui non seulement est capable de jeter le trouble dans les esprits et d'allumer la guerre; mais est même contraire au commun sentiment des peuples.* Comme si tout était perdu sans la prescription, et s'il ne fallait compter pour rien les autres moyens d'éteindre les disputes au sujet des royaumes et de leurs limites : comme si l'imprescriptibilité des souverainetés et de leurs dépendances n'était pas un moyen plus honnête et plus efficace pour assoupir et même pour prévenir les différends, que n'est la prescription, cette mère de l'injustice et des chicanes (\*\*).

En conséquence de son appréhension pour le repos des Etats, Grotius fait tous ses efforts pour montrer par un bon nombre d'exemples et de témoignages, qu'il est moins probable que la prescription est une loi introduite par le droit des gens volontaire, etc. *Qu'il est vraisemblable que les Etats en sont ainsi demeurés d'accord, puisque c'est une chose qui contribue grandement à maintenir la paix commune.*

On croyait que le droit des gens ne pouvait être que volontaire. Quoiqu'il en soit, les probabilités et les vraisemblances dont parle Grotius laissent une entière liberté de les suivre ou de les rejeter. *Mais si pour maintenir la paix commune, il faut admettre la prescription même au préjudice de la souveraineté, ou d'une de ses parties essentielles, nous y voyons un très grand inconvénient (\*\*\*)*, c'est que cette fin là, de même que les autres, que les jurisconsultes attribuent à la prescription, militera non seulement pour la bonne foi, mais aussi pour la mauvaise, et servira à autoriser l'usurpation de ce que Dieu a donné de plus précieux aux hommes, qui est la souveraineté, cette image de la Divinité, par laquelle les mortels sont appelés des Dieux en terre. Or c'est ce qui répugne au commun sentiment des peuples, dont pas un ne voudrait avoir le nom de prêter son consentement, surtout dans un cas si important, au soutien de la mauvaise foi.

(\*) *Nusquam effectus tantarum virium deprehensus est, ut in ipsam causam effectricem valeat.* Henning in Grot, p. 417.

(\*\*) Confr. Hennius observat. in Grot. p. 4, 6. lin. 30, 31.

(\*\*\*) Vid. Osiand. in Grot. p. 707, liv. 28.



1707

L'exemple de Jephté, qui est le seul que Grotius ait pu trouver dans la Sainte Ecriture (Jug. ch. 11.) ne fait rien au but de cet auteur; puisque ce n'est pas sur la prescription de 300 ans des pays conquis sur les Hammonites que Jephté prétend se fonder. Il fait répondre par ses messagers : *qu'Israël n'avait rien du pays de Moab, ni du pays des enfants de Hammon, mais que la contrée depuis Arnon jusques à Jabock, et depuis le désert de l'Arabie jusques au Jourdain, avait été prise sur les Amorrhéens.* Ainsi, quand ces messagers disaient au roi des Hammonites : *Pourquoi ne les avez-vous pas recouvrées durant ce temps là?* c'était pour lui dire qu'il fallait bien que ces terres n'eussent jamais appartenu aux Hammonites, puisqu'ils avaient été 300 ans sans les revendiquer.

La raison fondamentale de Jephté contre les Hammonites ne fut donc pas celle de la prescription; mais la voici : *N'aurais-tu pas, disent ces messagers au roi des Hammonites, la possession de ce dont Kemos ton Dieu t'aurait donné la possession? Ainsi nous posséderons le pays de tous ceux que l'Eternel notre Dieu aura déchassés de devant nous.* On voit par là manifestement que Jephté ne légitimait sa possession que par le don que Dieu en avait fait aux Israélites.

On pourrait aisément faire voir que les autres exemples rapportés par Grotius sur ce sujet ne sont pas plus concluants que celui qu'on vient d'examiner. Mais comme cela engagerait à une trop grande prolixité, on se contentera d'observer, que dans chacun de ces exemples il y a deux parties, l'une qui prétexte et l'autre qui rejette la prescription. Le sieur Le Bret (\*) avait déjà tourné celui d'Antiochus et d'Artaban dans un sens opposé à celui de Grotius, pour montrer que par le droit des gens la prescription n'a pas lieu entre les princes souverains, et pour encourager Louis XIV à reprendre sur l'Empire le royaume d'Austrasie tenu autrefois par les rois des deux premières races. On laisse aux Allemands le soin de se récrier sur l'application qu'il en fait à la race Capévingienne, dont les rois ont même transigé du royaume d'Austrasie avec les empereurs (Philippe le Bel avec l'empereur Albert). Il s'en faut bien que le roi de Prusse n'ait à se défendre d'une si longue prescription, et elle serait d'autant plus odieuse qu'elle serait d'un vassal contre son souverain. Pour achever de battre Grotius avec ses propres armes, il n'y a qu'à tourner la médaille de ses autres exemples, comme Le Bret l'a fait de ceux d'Artaban et d'Antiochus; ainsi on sera dispensé d'aller plus loin, et de chercher chez les Africains un Mansinissa, qui, au sentiment de Tite Live, prétendit à juste titre l'empire des Carthaginois, encore qu'ils en fussent en possession depuis plusieurs siècles. Chez les Asiatiques, ces rois de Perse qui, appuyés sur cette maxime, représentèrent à Alexandre Sévère, à Constantin le Grand, et à son fils le droit qu'ils avaient sur les terres de Cyrus et d'Alexandre. Chez les Européens, un roi de France, et ses prétentions sur l'Austrasie; un roi d'Espagne, qui rentra gravement dans les terres usurpées par les Sarrazins; un empereur et sa prétention sur le royaume d'Arles; un roi d'Angleterre et sa prétention sur le royaume de France: tant il est incertain et même faux qu'en aucun siècle les Etats soyent demeurés d'accord d'une prescription. (Vid. l'avocat condamné, l. 3, c. 3, p. 76.) Mais le titre d'archi-chancelier du royaume d'Arles que porte un des Electeurs de l'Empire, et le titre de roi de France que porte celui d'Angleterre, semble assez prémunir ces derniers contre toute prescription.

Voici donc la prescription de la souveraineté bannie de tous les droits divins et humains. Aus i de tous les commentateurs (Henniges, Hornius, Osiander, etc.) de Grotius le seul scholastique Velthen ose en cet endroit raisonner pour lui.

(\*) Décisions de plusieurs not. quest. l. 15. décis. 2, p. 548. Conf. son Traité de la souveraineté du Roi, l. 3, ch. 2, p. 173 et suivantes.



Supposons maintenant contre la vérité, que la prescription soit du droit des gens, et qu'elle influe sur *la souveraineté et sur toutes ses parties essentielles*. Le droit des gens fait naître l'idée d'un droit qui a lieu entre nation et nation, entre souverain et souverain, ou entre souverain et nation, c'est-à-dire entre les puissances diverses et étrangères. Et par conséquent un vassal qui n'est qu'un particulier, le premier des sujets, le plus obligé à reconnaître celui de qui il tient ce qu'il a et ce qu'il est, ne peut aucunement se prévaloir d'un pareil droit contre son seigneur de fief (Vid. Henning in Grot., p. 415. Ziegl., p. 263). Car c'est précisément le cas entre S. M. et les Comtes, qui ont usurpé non seulement le fief de Neufchâtel, mais aussi la souveraineté.

Sur ce cas là Grotius n'a pas manqué de sentir le faible de ses raisonnements, de ses *probabilités* et de ses *vraisemblances* : c'est pourquoi il n'y touche point, non plus que le célèbre Puffendorff, (Puffendorff de Jur. gent. et nat., lib. 4, ch. 12, § 9, p. 573 et 574) qui d'ailleurs convaincu *que le droit de la nature et des gens ne désigne aucun terme au bout duquel le possesseur de bonne foi* (notez de bonne foi) *puisse prescrire*, se voit obligé de recourir à l'arbitrage de l'homme de bien, guidé par la raison et par sa conscience.

En effet, il n'y a rien que de choquant et de contradictoire dans la prescription, qui est d'un vassal à son seigneur dominant. Tout y manque pour opérer une prescription valable et qui ait les conditions requises, je veux dire la *possession*; la *bonne foi*; la *qualité de la chose*; le *titre translatif*; la *forme*; l'*effet*; la *loi*; le *juge* et la *fin même* de la prescription.

Huit principes sur lesquels la prescription doit être fondée.

Un vassal veut prescrire la souveraineté, et en tant que vassal, il est inhabile à posséder. Cela est si vrai qu'un tel possesseur *ayant contre lui la disposition du droit commun, peut pendant le procès être expulsé de l'exercice d'une telle juridiction, tanquam is qui possideret vi, clam vel precario*. (Grot. Discept. for, tom. 3., c. 441 de *præscript. Jurid. regal.*) Il veut posséder la souveraineté pour prescrire, et en tant que vassal, il ne saurait commencer cette possession sans mauvaise foi. Il veut prescrire la souveraineté, et la souveraineté n'entre pas dans le commerce des hommes privés. Il veut prescrire la souveraineté au temps requis par la loi; mais cette loi ne peut émaner que du souverain même, et aucun souverain fut-il jamais prodigue de ses droits jusqu'au point de les assujettir à une pareille loi en faveur de ses vassaux? (Henning in Grot., p. 415 etc. *summa potestas extra omne hominum privatorum commercium posita est*.) Il veut prescrire contre son souverain, et qui en sera le juge? Entre toutes les nations, on ne voit que les Grecs, qui aient eu des amphictyons, c'est-à-dire des juges ordinaires et expressément établis pour accorder les disputes qui pouvaient survenir à l'occasion de la souveraineté; mais ce n'était qu'entre les cités libres de la Grèce.

Après tout, quel serait le fruit et le but de cette prescription? serait-ce de punir le souverain par l'endroit qu'il aurait péché, en négligeant sa souveraineté? Une telle peine pourrait bien être proportionnée à la désertion d'un prince qui quitterait son pays, comme autrefois cet Antiochus (\*), lequel, au lieu de tenir ferme contre Tigranes, que les Syriens rebutés par les désordres de leurs princes, avaient prié d'accepter la couronne, courut se cacher en Cilicie durant la guerre, et fut jugé indigne par Pompée d'être replacé sur le trône (Vid. Osiand. in Got., p. 707. lin. 18. 19., etc.). Mais cette peine ne serait pas proportionnée à une simple inaction, qui pourrait être fondée sur de bonnes raisons. Et puisque ce n'est pas à un vassal de rétorquer contre le prince une peine que le prince n'a introduite que pour le bien des sujets et des parti-

(\*) Antiochus 13. surnommé par raillerie l'Asiatique. App. de bel. syr. Justin l. 40, C. 2. Guillaume III. a été Tigranes, Jaques II. Antiochus, et Louis XIV. aurait dû être Pompée.



1707

culiers; serait-ce pour donner un maître plus soigneux à un état qui périlite par la nonchalance du premier? Le remède est facile sans recourir à aucune prescription : il n'y a qu'à advertir celui-là de son devoir. S'il le refuse sous de mauvais prétextes (\*), on sera en liberté, par la raison de son abandonnement, de procéder à l'établissement d'un autre souverain. Serait-ce pour autoriser la mauvaise foi du vassal? mais il sera trop heureux s'il a joui impunément de ce qui était à son seigneur. Serait-ce enfin pour récompenser son ingratitude; pour assurer la possession de l'usurpateur, et pour légitimer, s'il faut ainsi dire, un crime de lèse-majesté par une injustice? A Dieu ne plaise! Il faudrait avoir renoncé aux lumières de la raison pour être capable d'un tel sentiment.

Nous concluons donc avec le savant Henniges (liv. 2, ch. 4, p. 422) que *jurisdictio, imprimis suprema, præscriptionis vires tutò despicit*. Et que pour obtenir la fin que les jurisconsultes proposent, l'imprescriptibilité sera un moyen et plus honnête et plus infaillible que la *prescriptibilité des souverainetés et de leurs parties essentielles*. C'est une conclusion qu'on peut avancer sans risque, s'agissant surtout d'un vassal à un souverain, puisque soutenue du suffrage de tous les peuples polices et des jurisconsultes allemands, français, italiens, bourguignons, suisses et même neuchâtelois, par la citation desquels on n'a pourtant pas envie d'ennuyer le lecteur.

(Aux auteurs allégués ci-dessus, on peut ajouter par exemple *Peregrinus*, *Fachinæus*, *Fusarius*, Italiens; *Cancerius*, Espagnol; *Treutlerus*, Allemand, et ceux que celui-ci cite *Selectæ disput.*, 3 vol. 1 th. 7 de *Jurisd.*)

Rien n'est plus trivial, rien n'est mieux établi en France, que la maxime qu'un sujet ne peut pas prescrire contre le souverain, en tant que souverain, ni un vassal contre son seigneur de fief. La France si habile à dresser des Chambres de réunion (à Metz et à Brisac), si chagrine contre les prescriptions que, dans les traités de paix (Traité des Pyrénées, article 89), elle se réserve expressément de n'y être pas sujette : la France, dis-je, n'a eu garde de permettre à ses propres sujets de se servir de cette sorte d'armes contre la Couronne et ce qui en dépend. *Il y a des choses*, dit d'Espeisses, *qui ne peuvent être prescrites par aucun temps; par exemple les choses qui appartiennent au Prince souverain en cette qualité.* (\*\*)

La Bourgogne est dans les mêmes sentiments. *Nec mortales adversus Deum immortalem, nec privatos adversus Rempublicam præscribere.* (*Dict. Themist. et Catonis.*) „L'homme ne prescrit point contre Dieu, ni le sujet contre la république.“ Ce qu'est fort prudemment avisé, dit Gollut, afin de rompre cette opinion qui est entre quelques jurisconsultes, que la prescription centenaire vaut contre le Prince.

La prescription, ce dernier refuge de la mauvaise foi, pourrait-elle avoir lieu chez les Suisses, et s'allier avec la candeur helvétique? Elle n'a guère de crédit dans la République de Berne. *Un particulier ne prescrit pas contre une commune, ni une commune contre un particulier. Les droits seigneuriaux ne se prescrivent point.* (V. au *Coutumier de Vaud les lois 2 et 3 des prescriptions § 299.*) Combien à plus forte raison, les droits du souverain et la souveraineté même sont-ils à l'abri de pareille prescription, qui en éteignant les droits de régale et les revenus de l'Etat, abattrait l'Etat?

Mais que veut-on de plus, si le cas présent est déjà décidé par les Cantons

(\*) Comme l'Empire refusa du secours à la Prusse contre la Pologne, videant quomodo se conservent. Ce qui a fait que dès lors la Prusse a été détachée de l'Empire. (Vid. Henniges *Observat. in Hug. Grot. pag. 405.*)

(\*\*) Tom des contrats part. IV. Tit. 4 de la prescription p. 729 et 730, où il fortifie son sentiment par un grand nombre d'autorités. Confr. Papon dans ses arrêts notables, l. 1. pag. 105



au profit de S. M. ? Claude d'Arberg, le dernier mâle, seigneur de Valangin, n'eut qu'une fille, qui de son mari, le comte de Challant, laissa un fils, René, comte de Challant, baron de Boffremont, père de deux filles, Philiberte et Isabelle, la dernière mariée à Jean-Fredrich de Madruz, comte d'Avy, et Philiberte, l'aînée, au comte de Tourniel et de Solerolla. Claude, en qualité de seigneur de Valangin, avait déjà évité de rendre hommage *au comte de Neuchâtel*, et ses descendants refusèrent ouvertement de rendre ce devoir. L'an 1576 les Quatre Cantons rendirent là-dessus un jugement qui fut approuvé par les IX Cantons à Baden l'an 1584. Les comtesses Philiberte et Isabelle eurent beau alléguer la prescription, et de plus une prescription fortifiée d'un contrat de vente fait par Claude Collier, prévôt de Valangin, l'an 1542, fondé en procure de Dame Jeanne de Hochberg; leurs raisons de refus d'hommage furent trouvées invalides, et les comtesses condamnées à reconnaître la vassalité envers Marie de Bourbon, veuve de Léonor d'Orléans, sur titres produits des années 1303, 1316 et autres.

On ne peut avoir droit sur ce qui est à autrui sans sa volonté, comme le dit Grotius. Or la volonté se manifeste par les paroles ou par les actions. Celui qui jette une chose de propos délibéré l'abandonne. Qui rend une obligation remet la dette. Qui sciemment traite avec le possesseur d'une chose comme s'il en était le maître légitime lui remet son droit. Qui commande ou permet à son inférieur d'agir contre la teneur de la loi, le dispense de cette loi. Tout cela est vrai et peut bien faire présumer, comme le veut Grotius, *un abandonnement*; mais il se trompe de l'inférer du silence, *scientis et liberè volentis*, puisque le silence ne participant ni de l'action ni de la parole, on ne peut lui attribuer l'effet ni de l'une ni de l'autre, qui est la signification des pensées. *Non entis nullæ sunt affectiones*. Une inaction, un silence, un néant ne peut pas produire un effet aussi réel que l'abandon, et surtout l'abandon d'un fief de dignité, ou d'une souveraineté. L'élégant Osiander dit que *silentium est hærentis inter assensum et dissensum*. Ainsi ce qu'il est permis d'en tirer n'est tout au plus que le doute ou l'indétermination. D'ailleurs un homme qui se tait librement et avec connaissance, peut pourtant avoir des motifs très louables pour ne pas rompre son silence, comme sont par exemple l'appréhension de se commettre et celle de commettre un pays en le réclamant hors de saison; un silence si généreux doit moins faire présumer un abandonnement, que l'intention de profiter d'une conjoncture plus favorable. Et ce n'est pas contre des personnes qui se gouvernent par des motifs pleins d'honneur que l'on a inventé la prescription, mais *contra desides et sui juris contemptores*.

En un mot les preuves négatives ne concluent rien, et moins en matière de souveraineté qu'en toute autre chose. Il n'est pas besoin d'outrer le désir de régner au point que l'a fait Oedipoclà dans Senèque, *Pro regno velim patriam, penates, conjugem, flammis dare. Imperia pretio, quolibet constant benè* (Seneca in Thébaïde). Mais aussi qu'un prince s'avise de quitter ses prétentions pour n'être pas en obstacle à un injuste possesseur de gagner le paradis (\*), c'est une spéculation trop recherchée. Il vaut mieux (*cæteris paribus*) s'en tenir à la conclusion du Sieur Le Bret. Voici ce qu'il dit : *De soutenir que la possession d'un long espace de temps fait présumer qu'on a abandonné le droit à ceux qui le possèdent, cela ne se peut dire des princes généreux comme ont été les rois T. C. qui ont toujours mis au plus haut point de leur gloire de conserver en leur entier les droits de leur Couronne*. Cela aussi ne se peut dire des princes gé-

(\*) Benè sperandum de hominibus, ac propterea non putandum eos hoc esse animo, ut rei caducæ causâ hominem alterum vellint in perpetuo peccato versari. Grot. de J. bel. et pac. l. 2. c. 4, §. 8. Par ce moyen le péché d'un homme dépendrait de l'intention d'un autre: Opus operatum.

1707  
Exemple de la  
condamnation  
des filles de  
René de Chal-  
lant.



1707

néreux comme ont été les princes d'Orange, si impénétrables en leur taciturnité, si égaux en leur conduite et si constants en la défense de leurs droits : *præliis quidem ambigui, bello invicti*. (C'est l'éloge que donne Tacite à Armenius.)

La souveraineté des princes d'Orange sur Neufchâtel n'ayant pu se prescrire, c'est en vain que les Ministres de Longueville se sont travaillés à fixer l'époque de leur souveraineté imaginaire et de la *purification* du fief. Néanmoins pour cumulation de droit, quand cette souveraineté ne serait pas au rang des choses imprescriptibles, il suffirait de prouver qu'en effet elle n'a pas été prescrite.

Ce point n'est pas trop difficile. L'Europe, la France et même les prétendus comtes de Neufchâtel y ont mis ordre. L'Europe, par ses traités de paix, en y renouvelant à la maison de Nassau la qualité d'héritière universelle des biens et droits de la maison de Châlons. La France, par ses édits de pacification de réintégrande, et encore plus par ses arrêts rendus par défaut contre les princes de Nassau : puisque faisant revivre les prétentions de la maison de Longueville sur l'universalité, elle perpétuait l'action de ces princes sur Neufchâtel. Enfin les prétendus comtes eux-mêmes, par leurs traités de bourgeoisie avec les Cantons, où la réserve des seigneurs de fiefs n'a jamais été obmise. Et comme depuis l'an 1562 jusques en 1693 on ne les a pas renouvelés, l'acte de 1562, avec sa réserve des seigneurs féodaux, a été un acte d'un effet permanent, et d'autant plus que le Traité primordial porte, que si bien on manquait à le renouveler, *il doit demeurer en perpétuelle vigueur*.

D'ailleurs la réversion du fief n'est qu'une suite et un écoulement de la directe seigneurie. Or depuis le tort insigne arrivé à Louis de Châlons, lui et ses successeurs ne se sont attachés qu'à demander cette réversion, et on ne saurait avec justice leur reprocher d'avoir laissé prescrire leur première action contre Rodolphe de Hochberg, laquelle demeure entièrement sauve à S. M. I. Et c'est ce qui fait la seconde question posée ci-dessus. Mais comme il est à propos d'éviter les redites, et qu'elle se trouve déjà vidée par les raisons de l'article précédent, par celles du défaut de titre et de bonne foi, et par tous les faits qu'on peut recueillir du récit chronologique de ce qui s'est passé dès la mort de Jean de Fribourg jusques à Madame de Nemours, on se contentera de prier le lecteur de se souvenir de ce qui en a été rapporté ailleurs (*Voy. le commencement de l'art. 7*) et de rappeler principalement dans sa mémoire l'ambassade réitérée à Berne et les autres actes que fit le seigneur direct l'an 1458; le mandement impérial de l'an 1463, lequel n'ayant été suivi d'aucune décision, subsiste toujours et arrête invinciblement le cours de toute prescription; le compromis de l'an 1486; la troisième ambassade de l'an 1504; les procédures de 1532 jusques en 1551, qui seules redresseraient les irrégularités et les négligences du passé s'il y en avait; les guerres, les prisons, les minorités des princes de Châlons et de Nassau; la dispersion de leurs droits et la détention de leurs biens en Franche-Comté; le flux et le reflux des vexations qu'ils ont souffertes pour Orange, etc. En sorte qu'il est constant qu'à user à toute rigueur du droit civil de la prescription, qui est de 30 ou 40 ans (car Justinien n'en admet pas de plus brièves contre les actions, quoique personnelles seulement, pourvu qu'il y ait eu litis-contestation. (*L. ult. Cod. de præscript. XXX vel. XL annorum.*) Mais aussi à user de tout le bénéfice et de toutes les exceptions de ce droit, il n'y a pas (ainsi qu'on l'a dit dans un autre écrit), de quoi prescrire une action réelle pour un arpent de terre, bien loin de prescrire une souveraineté et le retour d'un fief de cette importance.

Ajoutons pourtant deux réflexions : L'une est prise de la disposition du droit féodal et s'applique au testament de Jean de Fribourg fait en faveur de Rodolphe de Hochberg. Ce testament n'étant qu'une aliénation formelle du fief, à quoi sert-il d'opposer une prescription d'action ni de cent ans ni de mille



ans? car la loi *Imperialem* de Frédéric (\*) ne se borne pas à un *perpetuum* limité, comme à un siècle ou moins : elle veut et elle ordonne à tous les siècles avenir qu'un fief aliéné retourne librement au seigneur, sans que la prescription d'aucun temps, quel que ce soit, y puisse mettre un empêchement. L'autre réflexion est que si la directe seigneurie n'est ni prescrite, ni prescriptible, il s'ensuit que si même l'action que Louis de Châlons et ses successeurs jusques à Guillaume le Belgique ont vivement poussée contre les marquis de Hochberg et les ducs de Longueville, avait pu s'éteindre, la réunion du fief, qui s'est déjà faite lors du décès de Jean de Fribourg, n'en serait pas moins acquise à S. M., vu les cas de commise qui sont arrivés par plusieurs délits féodaux dont le public a déjà été informé, et l'ouverture très ample qui se présente encore aujourd'hui par la mort de Madame de Nemours.

On pourrait finir ici cette matière, et s'en remettre au jugement non seulement *Orbis eruditi*, mais de tout homme impartial et non prévenu; car pour ce qui est des autres, on n'en peut espérer au plus qu'une conviction intérieure qu'ils chercheront à chasser de leur esprit et de celui du public, par quelques raisons, ou plutôt quelques verbiages, que l'intérêt et la faction ne manquent jamais de fournir.

Mais quand par quelque effort d'esprit, on pourrait faire de la prescription une objection spécieuse contre les droits du feu roi Guillaume III, S. M. le roi de Prusse trouve dans les titres sur lesquels elle se fonde, deux moyens décisifs pour s'en mettre à couvert.

Le premier est l'investiture du fief de Neufchâtel donné par les sur-souverains l'an 1288 à Jean de Châlons et à ses héritiers légitimes pour tenir à perpétuité. Peut-on douter que le roi de Prusse ne soit maintenant en son rang un de ces héritiers légitimes pour le tenir à perpétuité, vu les testaments de Philibert et de René, confirmés par l'empereur Charles V? Il n'appartient donc à qui que ce soit de forger ici une prescription. Le sur-souverain inféodant a parlé : Le fief doit être tenu à perpétuité par les héritiers légitimes de Jean de Châlons II; et quand depuis ce premier vassal dominant ou souverain subalterne, les princes ses successeurs auraient toujours dormi, ce titre primitif a toujours veillé pour le roi de Prusse, et veillera à perpétuité pour ses successeurs. En un mot, Jean de Châlons II ayant généreusement inféodé ce comté à Rolin, qui plusieurs années auparavant l'avait résigné entre les mains de l'Empereur, ce bienfait rend d'autant plus injuste la prescription contre la souveraineté, et contre le fruit de réversion qui en dépend.

Le second moyen est pris des fideïcommis. Ce n'est point si l'on veut en qualité d'héritier testamentaire du feu roi Guillaume ni d'héritier ab intestat, ni simplement de son donataire ou cessionnaire que S. M. demande aujourd'hui Neufchâtel et Valangin : c'est principalement comme héritier substitué à Nassau-Châlons-Orange, en vertu des fideïcommis apposés aux testaments de ses devanciers, de celui surtout de René de Nassau, dont la validité a été si généralement reconnue.

S'il était question de remonter plus haut, on tirerait usage du fideïcommis, dont Philibert de Châlons, par son codicile de 1521, chargea sa sœur Claudine en faveur du dit René; du testament de Jean V de 1501 substituant Philibert et Claudine l'un à l'autre, et des substitutions mêmes de Jean IV de 1417, si mal employées par les ducs de Longueville.

(\*) De prohib. feud. alien. Hac Edictali lege in omne ævum. Deo propitio Valitura discernimus, nemini licere beneficia, quæ a suis senioribus habeat sine ipsorum licentia distrahere, pænâ auctoritate nostrâ imminente, ut qui tam illicitas alienationes reperti fuerint contraxisse feudum amittant, et ad dominum liberè revertatur, nullius temporis præscriptione impediante.



1707

L'héritier fidei-commissaire n'est qu'un héritier interposé, dont le fait ni la négligence n'enlève point le droit de celui auquel il est chargé de rendre la succession.

La règle *non valenti agere non currit præscriptio*, est ici très bien placée. Tout et un chacun des fidei-commissaires, ayant de leur chef aux biens du fidei-commis un droit acquis par leur naissance, ils n'en peuvent être privés par le fait, et moins encore par l'inaction de ceux qui les ont précédés en degré. Et comme il leur est permis de révoquer les ventes, donations et aliénations quelconques des biens fidei-commissés, ils peuvent à plus forte raison invalider la prescription que les premiers fidei-commissaires n'auraient pas voulu relever, cela d'autant plus que la prescription n'est qu'une aliénation tacite et présumée, qui n'a aucun fondement réel et positif, *quæ nihil ponit in esse, nec est facti*.

Pour ces raisons et autres, les jurisconsultes ont décidé que les droits et biens dépendants d'un fideicommiss ne peuvent par aucun laps de temps se prescrire au préjudice du fidei-commissaire, *ita ut nec ipse gravatus, nec vel tertius possessor, etiam cum titulo non præscribat, nec spatio centum annorum*, (Alex. Cons. 101, n. 21. l. 7 Alciat ad tit. de leg. 1, n. 48. Menoch Cons. 904. Molin, de primog. Hisp., lib. 4, c. 10. Fusar. quæst. 528 et alii); et Peregrinus (Art. 21, n. 16, vid. Franc. Censal. in dict. art Peregrini) ajoute, *quod nec etiam currat millenaria præscriptio*.

Cette décision est confirmée par la pratique de tous les pays où les substitutions fidei-commissaires sont autorisées; et l'on y voit fréquemment des exemples de terres et de seigneuries enlevées à des tiers possesseurs, après la jouissance de plusieurs siècles par des héritiers substitués.

Si donc on joint à tous les autres moyens par lesquels on a déjà détruit la prescription, celui de l'acte primordial et celui du fideicommiss, qui est le principal titre pour établir la qualité en laquelle S. M. prussienne agit, il en résultera contre cette prétendue prescription, un composé de preuves et de démonstrations qu'il n'appartiendra qu'à la passion, à la violence et à la mauvaise foi d'éluder. On doit être certain que ce n'est qu'après connaissance de cause et un examen digne de la sagesse du feu roi d'Angleterre, qu'il a voulu manifester ses prétentions au Traité de Riswyck, et qu'en l'an 1699 il a fait déclarer à Madame de Nemours et à Monsieur le prince de Conti „que s'il différait de „faire valoir ses droits quoique très légitimes, jusques après la mort de Madame „la duchesse de Nemours, ce n'était que pour d'autant mieux assurer la tranquillité de ce pays, lequel il a bien voulu faire comprendre expressément dans „le Traité de paix.“

Que si, à tous les motifs de justice résultant des titres de S. M. le peuple évangélique de Neuchâtel et Valangin ajoute celui de la religion, la Suisse catholique, la France même, l'en pourra-t-elle blâmer, et en craindre des suites fâcheuses? Un prince réformé à Neuchâtel n'ira pas troubler ses voisins dans leur croyance; mais Neuchâtel que n'aurait-il pas à craindre d'un prince catholique? Il serait trop tard de vouloir se flatter à cet égard ou de flatter les autres. Les lettres du nonce écrites au nom du pape à Monsieur le comte de Trautmansdorf sont claires sur le dessein de la Cour de Rome touchant Neuchâtel. D'ailleurs ne voit-on pas que dans l'Europe chrétienne, il n'y a plus ni royaume, ni principauté, ni comté, ni ville, ni village protestant, qui, ayant été sous un prince catholique, ne se voie ou détruit ou sur le point de l'être en sa liberté spirituelle, qui enveloppe toujours la temporelle. Il n'est pas jusques à un Tokenbourg sous l'abbé de St-Gall, et à un Munsterthal sous l'évêque de Bâle qui n'ayent été en danger d'être entièrement opprimés, n'en ayant été garantis que par la protection de quelques cantons évangéliques. Quelle réflexion ne doit pas faire Neuchâtel sur tous ces exemples, se voyant le seul qui, à la



1707

faveur des conjonctures que la Providence a ménagées, ait pu subsister tranquillement avec une religion contraire à celle des princes ?

On ne peut s'empêcher de remarquer ici, sur les menaces de M. le marquis de Puisieux, qu'elles ne peuvent servir qu'à intimider les faibles, et qu'à fournir un prétexte à la mauvaise foi et à la corruption.

Il est vrai que les prétendants français prennent soin d'insinuer que si le roi de Prusse est reconnu souverain de ce pays, Neuchâtel doit s'attendre au même sort que la Principauté d'Orange. Mais afin que ce parallèle fût juste, il faudrait premièrement que Neuchâtel fût de même qu'Orange enclavé dans la France, et tout à fait dénué de voisins et alliés, intéressés à sa conservation.

Il faudrait aussi que les princes français fussent capables de conserver des souverainetés. Les ducs de Bouillon purent-ils l'an 1642 empêcher la Principauté de Sedan d'être annexée à la Couronne de France et de perdre enfin son spirituel ? Mademoiselle de Montpensier a-t-elle pu refuser à son roi de donner la souveraineté de Dombes au duc du Maine ? le prince de Conti a-t-il pu éloigner d'un moment l'exil des réformés d'Orange, la privation de leurs biens, la cassation du parlement et l'incorporation de ce petit pays à la Provence ? Si pour Orange il y a quelque espérance de retour, n'est-ce pas à cause de S. M. le roi de Prusse ? L'alliance inégale que Henri de Longueville a été obligé de contracter avec Louis XIV l'an 1658 n'était-elle pas un prélude et un acheminement à la servitude, que l'assiette des affaires générales a jusques ici détourné comme par miracle ?

On demanderait volontiers à ceux qui veulent, qu'en temps de guerre Neuchâtel, s'il était entre les mains du roi de Prusse, aurait à craindre la destinée d'Orange, ce qu'ils pensent du temps de paix ? Si ce temps ne serait point à leur avis plus dangereux pour la Suisse, surtout pour la Suisse évangélique, et si Neuchâtel n'aurait rien à craindre s'il était alors, entre les mains d'un prince français ? Quand par des voies indirectes, qui sont infinies, ce prince français voudra agir selon les principes d'un gouvernement despotique, ou selon les maximes de sa religion ; quand (par exemple) il dira que Jeanne de Hochberg a stipulé la réversion des biens de l'hôpital pour la grande Eglise, lorsque la religion romaine serait réintroduite *par concile ou autrement* ; quand par des motifs de politique le roi T. C. voudra être l'allié des Suisses, en qualité de comte de Neuchâtel, et qu'il proposera à un prince son sujet d'en faire un échange ; quand par des motifs de conscience il voudra l'avoir en sa disposition pour quelques mois, afin d'y rétablir le clergé romain et son culte (car c'est ce qui est arrivé à Orange) ? Qui alors se mettra à la brèche ? Sera-ce le prince français ; ou bien l'Europe désarmée et en pleine paix ? S'armerait-elle pour un pays qui aurait préféré un prince de cette nation ? Les protestants se mettraient-ils en peine au sujet d'un peuple qui n'aurait pas seulement témoigné du penchant pour avoir un souverain de sa religion ?

Il est à souhaiter que, contre un pareil malheur, l'alliance avec trois cantons catholiques et un canton réformé soit toujours un remède suffisant ; mais quand il le serait, cette alliance cessera-t-elle quand le roi de Prusse posséderait Neuchâtel ? Si dans un temps de paix générale, cette même alliance peut être une digue suffisante pour arrêter toutes les entreprises de la France, ne le sera-t-elle pas quand, au temps de ses guerres, la France aura, comme elle a aujourd'hui, d'autres puissances ennemies à combattre.

Guerre ou paix, la vérité est que pendant que la France voudra ménager la Suisse, cette alliance conservera Neuchâtel, quel que soit son seigneur immédiat. Si c'est S. M. le roi de Prusse, il pourra bien en qualité d'Electeur et de membre de l'Empire avoir guerre avec la France, mais il ne l'aura pas en qualité de comte de Neuchâtel ni d'allié des Suisses. Que si au contraire la

Menace que Neuchâtel sera traité comme Orange.

Les prétendants français ne sauraient conserver une souveraineté.

De l'alliance du duc de Longueville avec Louis XIV.

Questions sur le sort de cet Etat, qu'on reconnaisse soit un prince français soit un prince allemand.



1707

France voulait entreprendre les Suisses, n'est-il pas vrai qu'on aurait plus à espérer du roi de Prusse que d'un souverain sujet du roi T. C.

Motifs de religion à part, Neuchâtel entre les mains de S. M. prussienne vaudra à coup sûr dix mille hommes à l'union Helvétique, sans compter la puissance et les influences d'un allié de ce rang, si peu en état de nuire, si propre à faire du bien. Et si les cantons catholiques, qui ont combourgeoisie avec Neuchâtel, veulent bien expérimenter la grandeur d'âme de ce prince, loin de ressentir la perte d'aucun avantage, ils auront à se louer de l'acquisition d'un bon et généreux combourgeois, après qu'on aura reconnu son droit, qu'il maintient être juste et légitime, à la face du ciel et de la terre.

Continuation  
de la réfutation  
du mémoire de  
Madame de  
Lesdiguières.

Je reviens aux articles de la *Réponse de Madame de Lesdiguières* en les faisant suivre des *Réflexions* auxquelles ces articles donnent lieu de la part du roi de Prusse.

Grotius, dit Madame de Lesdiguières, article VII, § 5, remarque que si ce secours de la prescription est utile pour tous les biens des particuliers, il ne l'est pas moins pour les Etats souverains. *Si id ergo salubre est quoad patrimonium privatorum, quid ni quoque quoad rem publicam.* Il est même bien aisé de voir qu'il est plus important de maintenir la possession d'un souverain que celle d'un particulier, parce que de la possession tranquille d'un souverain dépend la tranquillité de tout un Etat. Il y a dans le savant Traité du droit de la guerre et de la paix, liv. II, ch. 4, une foule de raisons solides, qui persuadent la nécessité de s'en tenir en pareil cas à la possession.

Sentiment  
qu'on a eu de  
la religion de  
Grotius.

RÉPONSE. Les lois de la prescription qui ont été établies pour les particuliers ne peuvent (quoi qu'en dise Grotius) avoir lieu pour les souverainetés, puisque ces lois n'ont d'autre source et autorité que celle du droit civil, qui ne peut avoir d'effet que sur les particuliers de chaque Etat où ce droit est introduit, et nullement à l'égard de la souveraineté même de l'Etat, qui est fort au-dessus des lois positives et civiles. Aussi Grotius ne propose son sentiment que comme une simple probabilité, qu'il laisse à la liberté de chacun de suivre ou de rejeter, comme en effet il a été rejeté par presque tous les auteurs qui ont écrit là-dessus après lui, et qui ont remarqué qu'il s'était rendu partisan si outré de la prescription qu'Osiander dit que dans son Traité de l'Ante-Christ il a employé la doctrine de la prescription en faveur de la monarchie spirituelle et temporelle du pape, ce qui a porté Voëtius à croire qu'il était *homo dubius ac variæ religionis*. On peut voir sur cette matière ce qui en a été touché dans la Réponse particulière copiée dans le paragraphe précédent.

Si on a réservé  
dans les actes  
de combour-  
geoisie les  
seigneurs de  
fief, on ne l'a  
plus fait depuis  
les jugements  
qu'a obtenus  
Rod. de Hoch-  
berg.

§ 6. Madame de Lesdiguières oppose que s'il y a eu par les actes de combourgeoisie passés avec les cantons alliés quelques réserves des seigneurs de fief en faveur des comtes de Châlons, les actes qui ont été faits depuis les jugements obtenus par Rodolphe de Hochberg ne parlent plus des comtes de Châlons. Et si on y réserve en général des seigneurs de fief, cette réserve générale dans des actes qui ne sont point passés avec la maison de Châlons, ne saurait y avoir rapport, et a bien plutôt son application aux évêques de Lausanne et de Bâle, de qui les comtes de Neuchâtel tenaient des fiefs. En tout cas, dans le doute, la possession immémoriale explique tout et ôte l'embarras des recherches.

Mais, dit-on, ce qui ne peut s'aliéner ne peut se prescrire, et par conséquent le Comté de Neuchâtel que Madame la duchesse de Lesdiguières soutient inaliénable est imprescriptible.



1707

Ce prétendu principe n'a point lieu contre la prescription, qui est fondée sur une possession immémoriale, rien n'empêche, dit Grotius, que ce qui ne peut pas être aliéné par un acte puisse se perdre par la négligence du propriétaire. Tiraqueau dans son *Traité de la Primog.* quest. 30, n. 3, rassemble tous les cas où les choses inaliénables de leur nature sont sujettes à la prescription, et il met les fiefs de ce nombre, *præterea feudum quod alienari non potest præscribi, tamen potest*. Il n'est pas extraordinaire que le temps immémorial, qui tire toute sa force de sa durée, ait plus de pouvoir à cet égard que la volonté inconstante de l'homme.

Argument pour la possession immémoriale.

RÉPONSE. Les traités de bourgeoisie faits, tant par Rodolphe de Hochberg que par ses successeurs, portent la réserve non seulement des seigneurs de fief en général, mais par exprès des seigneurs de qui ils tenaient en fief à cause du Comté de Neufchâtel. Et on veut manifestement faire illusion aux lecteurs, quand on dit que ces seigneurs doivent être entendus des évêques de Lausanne et de Bâle; car il n'y avait que quelques dîmes possédées par les comtes de Neufchâtel qui relevassent du premier de ces évêques; et pour l'autre il avait déjà libéré les comtes de Neufchâtel de sa féodalité et de sa mouvance, par un acte authentique qui sera produit de la part de S. M. Ainsi il n'y a nul doute sur ce sujet, et on se retranche vainement sur une prétendue possession qu'on appelle immémoriale, qui ne peut jamais avoir l'efficace de légitimer une détention aussi vicieuse que celle de la maison de Hochberg, dont le premier moment a commencé par la violence et la mauvaise foi, quand même il y aurait une suite de plusieurs milliers d'années : *Nec quidem per decem millia millium*, comme le disent les docteurs (entre autres Zasius, liv. II, Cons. 16, et Klockius II, vol. 1, Cons. 1); d'autant plus qu'il s'agit ici d'un fief de dignité qui, ayant été occupé par la violence, fait présumer la mauvaise foi dans tous ses successeurs, et leur est un obstacle invincible à la prescription, comme on l'a établi dans l'Information sommaire, et mieux encore dans le § 4 ci-dessus.

Ces réserves regardent nécessairement les seigneurs de Châlons.

§ 7. En effet, y a-t-il un seul Etat au monde qui sans cela puisse se croire en sûreté? Quels princes, à regarder la chose dans l'origine, n'ont pas des prétentions les uns contre les autres? Il y en a peu qui ne soient reconnus vassaux en certains temps de ceux qui avaient la force en mains. L'Empereur ne pourrait-il pas sur le même prétexte réclamer divers Etats qui ont été autrefois des fiefs de l'Empire? Le Corps Helvétique a-t-il d'autre titre que sa possession pour conserver sa liberté et son indépendance? La Prusse n'était-elle pas un fief de la Pologne, et M. l'Electeur de Brandebourg trouverait-il son compte à vouloir qu'on remît les choses dans leur premier ordre?

RÉPONSE. L'inconvénient que l'auteur fait appréhender pour le prince, au cas que la prescription n'ait pas lieu, est une pure chimère. Tous les princes sont dans l'intention et dans le droit de faire valoir leurs prétentions, quelque ancienne qu'en soit l'origine, lorsqu'ils n'y ont point renoncé par quelque traité; et il est sûr, comme on l'a dit ailleurs, que l'imprescriptibilité des souverainetés et de leurs dépendances sera toujours un remède plus convenable, plus conforme à la justice, et plus propre à empêcher la confusion des Etats que ne le peut être la prescription, qui ne sert qu'à colorer et à favoriser l'injustice et la mauvaise foi.

Avantage de l'imprescriptibilité des souverainetés.

L'auteur montre qu'il est peu instruit et dans le droit public et dans l'histoire de l'Empire et de la Suisse, quand il demande si le Corps Helvétique a d'autre titre de sa liberté que la possession, et si la Prusse n'était pas un fief de la Pologne, etc. On n'a qu'à le renvoyer au petit livre du Sieur Bucler, secrétaire de Baden, où il verra sur quels titres la souveraineté du Corps Helvétique

Titre de la Suisse pour son indépendance.



1707

Titre de la  
Prusse.

est fondée et a été reconnue par l'Empereur et l'Empire. D'ailleurs l'auteur n'a pas pu ignorer ce qui est porté dans le Traité de Munster en faveur de la liberté helvétique, puisqu'il cite et emploie ce même Traité pour justifier la prétendue indépendance des détenteurs du Comté de Neuchâtel. A l'égard de la Prusse, c'est une témérité inexcusable, d'oser dire que son indépendance de la Pologne n'a d'autre fondement que la possession. Tout le monde sait qu'elle est fondée sur un traité formel, et c'est très mal à propos que l'auteur veut mettre à cet égard en parité S. M. prussienne avec les comtes intrus de Neuchâtel, qui, bien loin d'avoir des titres pour légitimer leur détention, en ont de tout opposés qui la détruisent.

§ 8. Il est de l'intérêt commun de tous les peuples que les anciennes possessions soient conservées; que ce qui a été approuvé et exécuté pendant un temps immémorial, le soit de même dans la suite, et qu'il ne se fasse point de vieilles recherches sur le passé, de peur de tout remettre dans l'incertitude.

RÉPONSE. Il est de l'intérêt commun qu'on rende à chacun ce qui lui appartient, et qu'on ne soutienne pas la mauvaise foi d'un injuste détenteur contre le véritable seigneur et propriétaire, qui produit des titres légitimes et évidents de son droit.

§ 9. Il n'y eut peut-être jamais de possession plus constante ni plus favorable que celle de la parfaite indépendance où est le Comté de Neuchâtel; elle a toujours marché, si on l'ose dire, sous les yeux de la bonne foi et de la justice. Dès l'année 1458 un jugement contradictoire, rendu sur une longue et opiniâtre contestation, a maintenu les titres de la maison de Hochberg. Tous les descendants de cette maison, et après eux ceux de la maison de Longueville, ont depuis joui de ce Comté, comme d'un Etat pleinement souverain. Les princes de la maison de Châlons ou de Nassau l'ont reconnu tel par leur silence. Jamais, pendant l'espace de plus de 200 ans, ils n'ont fait aucune démarche contraire à cette reconnaissance. Ils ne sauraient excuser leur inaction ni sur les troubles de la guerre ni sur la faiblesse des minorités : l'Etat de Neuchâtel a toujours été tranquille, et la guerre allumée ailleurs n'empêchait pas le cours de la prescription. Ces minorités et ces guerres sont alléguées en l'air et sans preuves. En tout cas elles n'auraient pas été perpétuelles, et de plus elles ne sont d'aucune considération dans la possession immémoriale, qui surmonte tout; et encore moins dans celle qui est presque deux fois aussi longue que la possession immémoriale. Tout cela se trouve fortifié du témoignage public et successif de plusieurs Traités de paix, qui ont mis la chose hors de doute.

On soutient la  
possession vicie-  
use.

RÉPONSE. L'auteur osant soutenir qu'il n'y eut jamais de possession plus constante ni plus favorable que celle de ces prétendus comtes, fait bien d'y joindre *un peut-être*; car on peut assurer au contraire qu'il n'y eut jamais de possession plus vicieuse ni plus contredite. Les écrits qui ont été faits pour l'établissement des droits de S. M. ont mis cette vérité dans une parfaite évidence.

On a fait voir ci-dessus le peu de cas qu'on doit faire du prétendu jugement ecclésiastique qu'on allégué, supposé qu'il y en ait un; et si les adversaires du Roi font quelque production à ce sujet, on se réserve de la réfuter encore plus amplement quand on l'aura vue.

Les descendants de la maison de Hochberg et ceux de la maison de Longueville n'ont pu jouir du Comté de Neuchâtel comme d'un état pleinement souverain; car outre qu'ils ont toujours réservé eux-mêmes leurs seigneurs de fief



1707

dans leurs Traités avec les Cantons, la pleine souveraineté de ce Comté appartenant déjà aux princes de Châlons depuis le décès de Jean de Fribourg, ils n'avaient jamais pu l'acquérir par la prescription, puisque de sa nature elle était imprescriptible, comme on l'a fait voir dans la Réponse particulière.

Récapitulation de tout ce qui a été dit contre la prescription.

Les princes de Châlons n'ont jamais abandonné leurs droits à cet égard, et l'on a pleinement justifié que de temps en temps ils ont fait leur diligence contre les maisons de Hochberg et de Longueville, autant que les conjonctures publiques et particulières le leur ont permis. On sait les guerres continuelles où ces princes ont été enveloppés; et quoique le Comté de Neuchâtel n'y ait pas toujours été intéressé, il n'est pas moins certain que ces princes ont été par là empêchés de faire valoir leurs droits. Car, en effet, comment auraient-ils pu agir pendant qu'ils étaient actuellement engagés dans ces guerres, et à qui auraient-ils pu s'adresser pour avoir justice, puisque ni l'Empereur, ni le Roi de France, ni les Cantons n'étaient pas alors en état ni dans la disposition de favoriser leurs poursuites, et que d'ailleurs leurs titres et leurs archives étaient au pouvoir de leurs ennemis?

Question difficile à résoudre.

On a déjà montré ci-dessus que la possession immémoriale, non plus que les traités de paix, ne servent de rien pour autoriser la prescription que l'on combat; et l'on n'y insistera pas davantage pour éviter les redites.

§ 10. Dans ces circonstances, est-il permis d'attaquer une possession qui rassemble tant d'avantages? Si les descendants de la maison de Longueville sont traités d'usurpateurs pour avoir possédé la souveraineté de Neuchâtel, Messieurs des Trois-Etats qui les ont investis sont donc complices de l'usurpation. On ne saurait combattre leurs investitures, qu'on n'accuse en même temps d'injustice ceux de qui ils les tenaient. L'auteur du Mémoire de M. l'Electeur de Brandebourg dit que le droit de ce prince a toujours été déposé entre les mains de Messieurs des Trois-Etats. Il faut donc, selon lui, que ces Messieurs soient des dépositaires infidèles qui aient abusé de ce dépôt. Mais plutôt ne sont-ce point des juges éclairés, qui n'ont pu reconnaître de droit où il n'y en avait pas, et qui encore aujourd'hui sont disposés à oublier le rang, la qualité, les promesses spécieuses des parties, pour ne s'attacher qu'à l'examen de leurs prétentions?

Si les Comtes de Neuchâtel ont été des usurpateurs, les Etats sont leurs complices.

RÉPONSE. La détention des marquis de Hochberg et des ducs de Longueville étant accompagnée de circonstances toutes différentes de celles que l'auteur suppose, et ayant une origine évidemment vicieuse, rien n'empêche qu'on ne puisse justement soutenir qu'elle ne saurait servir de fondement à la prescription. Quoiqu'ils aient été des détenteurs injustes d'un Comté qui ne leur appartenait par aucun titre, on n'a garde d'envisager les Etats du Pays comme complices de cette usurpation. Ces Etats n'ont pas eu la liberté, dans les commentements, de suivre les engagements de leurs pères portés dans l'acte de 1406, parce qu'étant contraints de céder au temps et à la loi du plus fort, ils n'ont pas été en état de s'opposer à l'intrusion de Rodolphe de Hochberg; et si, dans la suite, ils ont investi ses descendants, ça été, ou parce qu'ils ont ignoré les droits des véritables seigneurs, empêchés alors par des obstacles invincibles de se présenter pour les faire valoir, ou parce qu'ils ont voulu se porter comme dépositaires et conservateurs de ces mêmes droits. Il n'y a rien que de naturel et de régulier dans cette conduite, dont les adversaires ne sauraient tirer aucune conséquence préjudiciable à S. M. Elle est persuadée que se présentant aujourd'hui revêtue de tous les droits des anciens Princes de Châlons, et en faisant sentir toute l'évidence, Messieurs des Trois-Etats seront très-disposés à en reconnaître la justice, et à lui donner l'investiture que ce monarque leur demande; ce qui sera l'acte le plus légitime, le plus solennel, et le plus glorieux

Les Etats n'ont pas eu la liberté de soutenir l'acte de 1406.



1707

Réfutation que  
fait Mad. de  
Lesdiguières  
du manifeste du  
roi rapportant  
les avantages  
attachés à sa  
domination.

pour eux, de cette autorité qu'ils ont exercée jusques ici, et que S. M. consent qu'ils exercent toujours à l'avenir.

§ 11. S. A. E. M. l'Electeur de Brandebourg, ou du moins ceux qui agissent sous son nom, ne paraissent pas avoir ces sentiments de Messieurs des Trois-Etats; car se défiant du premier Mémoire donné pour ce prince, qui est le Mémoire qu'on vient de combattre, ils en ont encore hasardé deux depuis peu: l'un, qui est un abrégé de celui-ci, et l'autre un long tissu d'offres artificieuses qu'ils ont cru propres à imposer. On s'est imaginé qu'il fallait que la magnificence des promesses répondît à la faiblesse du droit, et qu'on essayât d'éblouir par des paroles ceux qu'on ne pouvait convaincre par des raisons. Etablissements nouveaux pour la religion, pour la guerre, pour le commerce; abondance et tranquillité parfaite dans le pays, on promet tout; et si le cœur était à la portée des yeux, et qu'on y pût voir si ces discours sont bien sincères, rien ne serait plus séduisant pour un Etat électif, qui aurait droit de se choisir un maître à son gré.

Mais dans un Etat successif, comme le Comté de Neuchâtel, où la loi de l'Etat indique un ordre fixe et réglé parmi les héritiers du sang, rien ne marque mieux le peu d'espérance qu'on a de réussir par la bonne voie, que la nécessité où l'on se trouve d'en employer de si mauvaises. Et s'il était question de comparer les avantages qui pourraient se trouver de part et d'autre, il est naturel de croire que la tendre vénération qu'ont les peuples de cet Etat pour la Maison de Longueville, le souvenir précieux du repos et de la liberté dont ils ont joui de toute manière sous son règne, de l'attention généreuse qu'elle a eue de prévenir leurs besoins et leurs souhaits, donnerait encore la préférence de ce côté là à Madame la duchesse de Lesdiguières, comme elle l'emporte d'ailleurs par la supériorité de son droit.

Apologie du  
manifeste du  
roi contre la  
réfutation qu'en  
a faite Mad.  
de Lesdi-  
guières.

RÉPONSE. On a déjà marqué dans le Manifeste qui donne lieu à la maligne réflexion de l'auteur, les vues qu'on a eues en le publiant. On y a fait des déclarations si expresses du contraire de ce que cet auteur impute, qu'il y a lieu d'être surpris qu'il ose donner une si fausse explication aux offres qu'on y a faites, et qui ont été précédées d'un parfait établissement de la justice des droits de S. M. Ces offres ne sont point *artificieuses*, mais très réelles; et l'on ne saurait douter de leur sincérité, après l'acte de confirmation qu'il a plu à S. M. d'en donner, muni de son sceau et de sa signature royale. *Sanctius vivitur ad Oceanum*. Ce n'est pas aux princes de l'auguste Maison de Brandebourg qu'on peut reprocher de ne faire des engagements que pour les rompre; et les sujets de S. M., réformés et catholiques, trouvent dans sa parole royale une si parfaite assurance pour la conservation de leurs privilèges, qu'il n'est pas permis d'entrer dans la moindre méfiance à cet égard. Il est certain que comme le droit des autres prétendants ne pourra jamais atteindre à la force et à l'évidence de celui de S. M., aussi sa générosité et sa puissance à remplir ses promesses seront toujours infiniment supérieures à celles de ses adversaires.

Voilà toute la procédure tenue entre le roi de Prusse et les héritiers ab intestat de feu Madame la duchesse de Nemours, et qui comprend spécialement Madame la duchesse de Lesdiguières et Monsieur le comte de Matignon.

Le prince de  
Carignan pré-  
tendant à la  
souveraineté de  
Neuchâtel.

Il y avait encore un autre prétendant qui tirait son droit à la succession ab intestat de feu Madame la duchesse de Nemours, c'était Mgr. Emmanuel-Philibert-Amédée de Savoie, prince de Ca-



*rignan*, qui assurait, qu'étant doublement parent de Madame de Nemours, du côté paternel par Françoise d'Orléans, sa bisaïeule, et étant son cousin germain du côté maternel (leurs deux mères étant sœurs), il devait avoir la succession préférablement à ceux qui n'étaient parents que d'un côté. (V. les ans 1548 et 1630.) Il donnait bonne espérance d'avoir des successeurs, ayant deux fils, savoir Amédée de Savoie et Thomas de Savoie.

1707

Le prince de Carignan mit au jour trois mémoires. Le premier avait pour titre : *FACTUM pour justifier que S. A. S. Monseigneur le Prince de Carignan est le seul qui soit appelé à la Souveraineté de Neuschâtel et Valangin par le décès de S. A. S. Madame la Duchesse de Nemours, dernière Souveraine du dit Neuschâtel.* Ce qu'il prétend de prouver en disant que les lois, les coutumes et les usages, les constitutions de Neuschâtel exigeant deux qualités pour pouvoir succéder au trône : la première, d'être descendant des anciens souverains ; la seconde, d'être le plus proche parent et héritier du dernier décédé ; qu'il est ainsi le seul de tous les prétendants à qui ces deux qualités conviennent, étant l'arrière petit-fils de Charlotte, fille de Jeanne de Hochberg, et étant d'autre côté cousin germain et le plus proche parent de Madame la duchesse de Nemours.

Les trois mémoires publiés en son nom.

Le second écrit que le même prince fit encore imprimer, a pour titre : *MÉMOIRE pour établir le droit de Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince de Carignan sur la Souveraineté de Neuschâtel et Valangin, contenant une Réponse succincte aux Raisons de la plus considérable Partie des autres Prétendants à cette Souveraineté.* L'auteur établit d'abord le droit de ce prince sur sa qualité de seul cousin germain de S. A. S. Madame la princesse de Neuchâtel, et que conséquemment il doit lui succéder comme étant le plus proche. Il répond ensuite à Monsieur le prince de Conti au sujet du testament fait en sa faveur. Il réfute les raisons de Madame de Lesdiguières, celles de Monsieur de Matignon, et enfin il s'efforce encore d'établir son droit de succéder à Madame de Nemours, sa cousine germaine.

Le dernier mémoire que le prince livra au public est intitulé : *ÉCRITURE pour S. A. S. Monseigneur le Prince de Carignan.* L'auteur entreprend de réfuter cette maxime du droit en fait d'héritage : *paterna, paternis; materna, maternis*, voulant faire voir par là que les héritages, nonobstant cette règle, doivent toujours passer aux plus proches parents en degré, sans égard à la source d'où les biens meurent, ou du père, ou de la mère, ou des acquêts.

Madame la duchesse de Lesdiguières ni M. le comte de Matignon n'ont point réfuté tous ces mémoires, parce qu'en établissant leurs degrés de parenté du côté paternel, c'est-à-dire de Henri I et II,



1707

ducs de Longueville, père et grand-père de Jean-Louis-Charles d'Orléans et de Charles Paris d'Orléans et de Marie d'Orléans, ils prétendaient avoir donné l'exclusion au prince de Carignan, cousin germain maternel de cette dernière princesse, d'autant plus que le Comté de Neuchâtel, en fait de succession, n'était pas régi par les coutumes locales de certains pays, où le plus proche parent enlève toute la succession au préjudice des héritiers légitimes, que le fief et la seigneurie appellent nécessairement à gouverner et à régner. D'ailleurs si, en fait de succession à la souveraineté, on devait suivre la coutume de Neuchâtel, M. le prince de Carignan n'y pouvait jamais prétendre, vu qu'on y observe constamment la règle *paterna paternis et materna maternis*, nonobstant toutes les explications qui sont consignées dans le dernier mémoire de ce prince.

Mémoire  
de S. A. S.  
Léopold-Eber-  
hard, duc de  
Wurtemberg-  
Montbéliard.

S. A. S. *Mgr. Léopold Eberhard, duc de Wurtemberg-Montbéliard*, tirait tous ses droits, comme on l'a dit ci-devant, des substitutions et fideïcommis perpétuels qu'il supposait établis d'ancienneté dans la maison de Châlons, comme aussi, dans le testament, les dispositions, substitutions et fideïcommis de Jean de Châlons IV, prince d'Orange par Marie de Baux, son épouse, princesse d'Orange au profit de tous leurs descendants. Ce prince fit publier un factum, intitulé : *MÉMOIRE des droits de Son Altesse Sérénissime Monseigneur Eberhard, duc de Wurtemberg-Montbéliard, sur la Souveraineté de Neufchâtel et de Valangin*. Il fit imprimer et publier un second mémoire, intitulé : *RÉPONSE de S. A. S. Monseigneur Léopold Eberhard etc. etc., aux Mémoires et objections fournies contre lui sur la succession qu'il prétend aux Comtés de Neufchâtel et Valangin et dépendances*.

L'auteur qui a écrit pour ce prince, fonde son droit à la souveraineté de Neuchâtel sur *trois raisons principales* :

Fondement des  
prétentions du  
comte de Mont-  
béliard.

La première, que depuis plusieurs siècles il y a substitution et fideïcommis perpétuel de la dite souveraineté au profit de tous les descendants de la maison de Châlons.

La seconde, que par la mort de Madame la duchesse de Nemours, le cas est arrivé par lequel la succession à la dite souveraineté est ouverte à la maison de Châlons.

La troisième, que le duc de Wurtemberg-Montbéliard descend en droite ligne de Jean de Châlons II, seigneur d'Arlay, revêtu des trois prérogatives suivantes : 1. Que sa dite Altesse est de tous les descendants du dit Jean de Châlons dans le plus prochain degré. 2. Que préférablement à tous les prétendants, elle participe le plus au sang de Châlons III. 3. Qu'elle a conservé ce sang, sans qu'il soit passé à d'autres familles, ce qui ne se trouve dans aucune autre.

La fin de son mémoire contient une généalogie de la maison de



1707

Châlons, dans laquelle il est établi que Marguerite de Châlons, fille de Jean de Châlons II, avait épousé Etienne de Montfaucon, comte de Montbéliard, duquel est issu Henri de Montfaucon, comte de Montbéliard, qui n'avait laissé qu'une fille unique, nommée Henriette, héritière de Montbéliard, laquelle avait épousé Eberhard V, comte de Wurtemberg, depuis lequel jusqu'au comte Léopold-Eberhard, prétendant au comté de Neuchâtel, il y a eu sept générations de père en fils. Par un second extrait de généalogie, il prouve que ce même Etienne de Montfaucon était descendu par les femmes de Jean de Châlons, comte de Bourgogne et sire de Salins, quatrième aïeul de Jean de Châlons IV, prince d'Orange; et par un dernier extrait, il justifie que S. A. S. est du sang des anciens comtes de Neuchâtel, d'autant que le prédit Etienne de Montfaucon, qui avait épousé Marguerite de Châlons, était le petit-fils de Guillemette de Neuchâtel, fille d'Amédée, comte de Neuchâtel en l'an 1270. „Voilà, comme il est dit, une double parenté qui le rend „héritier des seigneurs vassaux tout à la fois, prérogative qui n'appartient à aucun prétendant.“ Enfin il produisit l'extrait du prétendu testament de Jean de Châlons IV, lequel se trouve conforme à ce qui en est reproduit au long à la date de l'an 1417.

Double parenté  
du comte de  
Montbéliard.

PREMIÈRE RAISON pour prouver que depuis plusieurs siècles il y a substitution et fideïcommis perpétuel de la souveraineté de Neuchâtel et Valangin au profit de tous les descendants de la maison de Châlons.

La maison de Châlons, dit l'auteur, dès un temps immémorial a tenu et possédé le comté de Neuchâtel et Valangin, tous ses biens et seigneuries, non seulement en franc aleu, mais en souveraineté et sans le reconnaître de personne. Car il est connu par l'histoire qu'avant l'empereur Rodolphe I<sup>er</sup> du nom, les seigneurs de la maison de Châlons régissaient et gouvernaient tous leurs Etats en souverains, avec plein-pouvoir d'en disposer comme de leurs biens propres et patrimoniaux. Et il est très certain que les anciennes seigneuries patrimoniales des Grands de Bourgogne ont toujours été affectées d'une espèce de fideïcommis perpétuel envers tous leurs descendants. Et quoiqu'en 1288 il soit arrivé que le Comté de Neuchâtel ait été fait fief de l'Empire, cela ne peut faire aucun préjudice à la maison de Châlons 1. parce que Jean de Châlons, en reconnaissant le Comté de Neuchâtel fief d'Empire, l'a sous-inféodé à Rolin de Neuchâtel, ce qui lui assuré un droit de suzeraineté et de retour dans le cas où l'ouverture du fief peut avoir lieu, comme dans le cas présent.

SECONDE RAISON. L'auteur appuie le droit de la maison de Châlons sur la reconnaissance du Conseil de ville de l'an 1406 et la réunion du Comté à la directe de cette maison; sur les contraventions des



1707 vassaux en disposant du Comté au mépris des souverains, ainsi que l'ont fait Conrad et Jean de Fribourg, Jean-Louis-Charles d'Orléans, et Madame la duchesse de Nemours, dernière possesseuse du Comté. Or, par la mort de cette dernière princesse, la succession au Comté de Neufchâtel est ouverte à la maison de Châlons.

TROISIÈME RAISON. Que sa dite Altesse descend en droite ligne de Jean de Châlons II, Seigneur d'Arlay, revêtu des trois prérogatives suivantes : 1. Qu'elle est de tous les descendants du dit Jean de Châlons dans le plus prochain degré. 2. Qu'elle participe plus que tous les autres prétendants au sang de Châlons. 3. Que S. A. a conservé ce sang sans interruption dans sa maison, etc., d'où il conclut que S. A. S. doit être reconnue prince souverain de Neufchâtel et Valangin.

Le plan du mémoire du comte de Montbéliard.

Contre le prince de Conti, et Mad. de Soissons.

L'auteur du Mémoire prend à tâche d'exclure chaque prétendant l'un après l'autre pour rester le dernier sur les rangs; et voici comment il s'y prend :

„Il ne s'agit pas, dit-il, de savoir si ceux qui ne sont pas de la ligne de Châlons et en faveur desquels l'aliénation de la souveraineté a été faite y doivent succéder, parce que cela tombe de soi-même.“

Ainsi, voilà S. A. S. le prince de Conti et Madame de Soissons mis de côté par ces deux lignes.

Il ne s'agit pas non plus de savoir si ceux qui ont fait ces aliénations sont déchus de leurs droits parce qu'ils sont morts et n'ont point laissé d'héritiers de leurs corps : mais il s'agit de savoir si ceux qui sont de la descendance de la ligne collatérale de Conrad et de Jean, qui sont les descendants de Hochberg, sont déchus de leurs droits de succession ?

L'auteur décide pour l'affirmative, et voici l'argument qu'il emploie :

Argument contre les descendants de Longueville.

L'aliénation du dit Comté, dit-il, est un délit féodal, qui prive le vassal du fief, et de plus c'est une contravention formelle à la reconnaissance de 1406 qui a dû priver Conrad et Jean son fils du fief; par conséquent la seigneurie utile était dévolue *ipso jure* à la maison de Châlons. Or, il est impossible que cette dévolution, prise comme il faut, par opposition entre la maison de Châlons et celle de Fribourg, puisse être ouverte et dévolue à la maison de Châlons, et cependant rester dans celle du dit Conrad, parce que ce serait une réunion sans effet, et une convention féodale illusoire.

Voilà donc, par ce raisonnement, les deux prétendants de Lesdiguières et de Maignon exclus :

Il se présente une objection : on dira que ces deux prétendants se présentent aussi comme descendants d'Alix de Châlons substituée par Jean de Châlons, son père; et qu'ils viennent pour cueillir le fruit de la réunion du fief ouvert, et dont ils ont déjà profité en la personne de leurs ancêtres pendant deux siècles; à quoi on répond que cette objection est vaine, parce que ces ancêtres ont mal possédé et sans droit; car Jean de Châlons ou Louis, son fils, était censé, dès la mort de Jean de Fribourg, le seul et vrai propriétaire du fief, tant de la directe que de l'utile.



1707

Présentement il s'agit de donner la forclusion générale à tous les prétendants du chef de la maison Châlons quels qu'ils soient et même à ceux qu'on vient de forclure et qui comme des agonisants viennent au dernier remède de la descendance d'Alix.

Pour cet effet l'auteur reprend la supposition qu'il a faite ci-dessus, savoir, qu'il y avait dans la maison Châlons et de toute ancienneté un fideïcommis perpétuel, en faveur des mâles, et à leur défaut en faveur de l'aînée des filles. Sur ce fondement, voici ce qu'il dit :

Qu'il y a un concours des filles, savoir d'Alix et de Marguerite, filles à la vérité de différents pères, (\*) mais toutes deux de la même famille de Châlons.

Pendant qu'il y avait des fils et de leurs descendants mâles, les filles ne pouvaient point succéder; sitôt que les mâles sont venus à manquer, la succession des filles a eu lieu, toutefois selon le droit d'aînesse, de sorte que la puînée ne peut porter aucun préjudice à son aînée.

Présentement tous les mâles sont morts, et Marguerite de Châlons, femme d'Etienne de Montfaucon, est de trois degrés plus proche de Jean de Châlons (la tige de la maison), que la dite Alix; ainsi il n'y a nulle apparence de raison pourquoi Marguerite dût se relâcher de ses droits et les céder à la dite Alix. Si cette dernière était immédiatement descendante du même père que Marguerite et qu'elle fût l'aînée, cette dernière serait obligée de céder à Alix selon le droit d'aînesse établi dans la maison, ce que le père de la dite Alix a reconnu et confirmé par son testament; et bien spécialement et conformément à cela il a substitué ses trois fils et leurs descendants mâles les uns aux autres, tant et si longtemps qu'il y aura des mâles. Mais quand les enfants mâles de ses fils viendraient à manquer, et qu'il ne demeurerait que des filles de ses enfants mâles, il se conforme à l'ancien droit de la maison et substitue les filles et leurs descendants à ses fils et à leurs descendants mâles préférablement aux filles descendantes de ses fils et de leurs enfants, lesquelles filles immédiates sont à considérer ici, où il y a concours pour la succession, comme les aînées de la famille, et ainsi comme celles qui sont les plus habiles à la succession. Et quoiqu'on pourrait répliquer pour les descendants d'Alix, qu'en vertu de la disposition de leur père, ils doivent succéder préférablement aux descendants de la dite Marguerite ou autres quels qu'ils soient; cela n'est pourtant d'aucun secours, vu qu'aucun testament ne peut être valable au préjudice du droit de la famille, (\*\*) que le père même de la dite Alix a reconnu, ainsi qu'il a déjà été observé. (\*\*\*)

L'auteur prétend qu'après la mort du dernier mâle, il faut remonter à l'aînée de toutes les filles, quoique morte.

Et qu'il n'y ait point présentement de descendants de la maison de Châlons par mâle soit femelles procréées par les frères de la dite Alix, cela est certain.

On lit dans un traité historique de la succession à la Principauté d'Orange, imprimé à Paris l'an 1702, qui provoque à des actes avérés et à des preuves publiquement reçues, qu'outre les descendants de la dite Alix, il n'y en a aucun autre soit mâle, ni femelle. On lit entre autres dans ce traité les paroles suivantes : „Dans la suite la descente des trois mâles a manqué, savoir celle de „Louis l'aîné, pour les enfants et descendants mâles, par le décès de Philibert „de Châlons, arrivé en 1530, mort sans enfants, et pour les enfants et descendants des filles, par le décès de René de Nassau, fils de Claudine de Châlons.

(\*) Marguerite était fille de Jean III, et Alix fille de Jean IV, petit-fils de Jean de Châlons III.

(\*\*) Ce droit de la famille n'a pas été connu.

(\*\*\*) Jean de Châlons IV a fait un testament suivant sa volonté.



1707

„sœur de Philibert, qui avait épousé Henri de Nassau, le dit René mort dès 1544 sans enfants.“

Celle de Jean, puîné par le décès d'un fils, né d'une fille, sans enfants, arrivé dès 1528. (\*)

Et celle d'Huguenin, troisième mâle, parce qu'il est décédé sans enfants.

Et à la page 5 l'auteur de ce traité dit non seulement *la postérité masculine* des trois enfants mâles, à laquelle la substitution était attachée sont morts, mais même leur ligne s'est trouvée totalement éteinte, en ce que depuis plus d'un siècle il n'est resté aucun enfant d'aucun d'eux, non pas même descendants des filles (\*\*)

Au moyen de quoi on doit espérer avoir prouvé qu'il n'y a aucune ligne des descendants de Jean de Châlons qui puisse apporter de l'empêchement aux descendants de Marguerite de Châlons, comme fille aînée de la maison, parce qu'elles sont toutes plus éloignées du dit Jean de Châlons, qui est regardé aujourd'hui pour la souche commune de toutes.

La dernière raison de S. A. est qu'elle descend en droite ligne de Jean de Châlons avec une triple prérogative par devant tous les autres descendants; cela se justifie par la généalogie par laquelle il paraît que depuis Jean de Châlons, père de Marguerite, jusqu'à sa dite Altesse il n'y a que dix degrés, au lieu que dans les autres descendants il s'y en trouve onze, douze et jusqu'à treize.

Le sang de  
Neuchâtel mêlé  
avec Chalons et  
Montbéliard.

Il se prouve aussi que sa dite Altesse participe plus au sang de Châlons qu'aucun autre, en ce que Marguerite de Châlons, épouse du comte Etienne de Montbéliard, était fille de Jean de Châlons, et que le dit Etienne descendait aussi dans le même degré que son épouse de Jean de Châlons Ier; et outre cela S. A. participe au sang de Neuchâtel par le moyen de Guillemette de Neuchâtel, épouse de Renaud de Bourgogne, fille de Rodolphe de Neuchâtel (\*\*\*) et petite-fille et héritière du comte Thiery de Montbéliard.

Après tous ces avantages du double sang de Châlons et de Neuchâtel, l'auteur du Mémoire entreprend de prouver que les comtes de Montbéliard sont substitués par Jean de Châlons IV, abstraction de l'antique règle de la maison de Châlons dont il s'est servi jusques ici.

Il dit d'abord que la disposition et les substitutions faites par Jean de Châlons IV font une séparation des biens situés en France de ceux situés en Bourgogne et en Suisse.

Pour ceux qui sont situés en France, il en a ainsi disposé, (†) savoir :

Qu'après le décès des descendants de ses enfants mâles, s'il y restait des filles issues de ses fils, qu'elles devaient concourir en la succession avec Alix sa sœur et ses descendants, et qu'à l'égard des biens situés en Bourgogne, en Suisse ou dans l'Empire, il substitue immédiatement après le décès de ses enfants mâles et des enfants de ses enfants mâles : 1. Les enfants mâles de ses cousins,

(\*) Il y aurait dû ajouter que ce fils de Jean puîné avait laissé une fille, qui a été la tige de la maison de Mailly et d'Allègre.

(\*\*) Il restait des descendants des filles à Alix et à Jean. Ainsi le traité historique n'était pas fidèle.

(\*\*\*) C'est sans doute une faute de l'imprimeur, car elle est fille d'Amédée, père de Rodolphe ou Rollin.

(†) Voyez l'extrait de ce prétendu testament, an 1417, Tome Ier, pages 467 et 468.



1707

les comtes de Tonnerre, Hugues et Louis, et après eux leurs enfants mâles successivement; et après le décès de ceux-ci il substitue 2. les enfants mâles de ses filles Alix et Marie, et à défaut de ceux-ci, il substitue 3. Jeanne de Montbéliard et les héritiers de son corps; et enfin après le décès de ceux-ci, il substitue les descendants de Henri de Montbéliard, beau-père de son fils, de l'un et de l'autre sexe, sous cette réserve que celui ou celle qui aurait la succession devait être comte ou comtesse de Montbéliard.

Après quoi il établit cette substitution en sa faveur:

On ne peut nier, dit-il, que les fils du testateur et ses descendants mâles ne soient morts sans héritiers de leurs corps. Il est certain aussi que ses filles n'ont point laissé de descendants mâles. Il est de même que les cousins du testateur, savoir les comtes de Tonnerre, Hugues et Louis, sont décédés sans héritiers légitimes de leur corps.

Et quant à Jeanne de Montbéliard, sa substitution et celle de ses héritiers procréés de son corps, a eu lieu en la personne de Claude de Châlons, épouse de Henri de Nassau, par le défaut d'enfants mâles des trois frères, et par le décès d'Alix et de Marie sans enfants mâles; et de Marie sans enfants: mais elle a pris fin en la personne de René de Nassau (fils de la dite Claude de Châlons), mort sans enfants. (\*)

Par cette déduction, il paraît, ajoute l'auteur, que cette succession est ouverte et dévolue aux descendants d'Henri, comte de Montbéliard, et en particulier à celui qui est comte de Montbéliard, ce qui ne se rencontre que dans la personne de S. A. S. Monseigneur Léopold Eberhard, duc de Wurtemberg, Prince et comte régnant de Montbéliard, qui sans cela est habile à succéder par le droit du sang.

Sa dite Altesse fit encore imprimer un manifeste qui est intitulé: RÉPONSE DE S. A. S. LÉOPOLD-ÉBERHARD, etc., aux Mémoires et Objections fournies contre lui sur la succession qu'il prétend aux Comtés de Neuchâtel et Valangin et dépendances.

Second mémoire du comte de Montbéliard.

L'auteur de cette réponse s'attache particulièrement à réfuter Madame de Mailly et sa généalogie qu'il soutient erronée. Il assure qu'elle en a produit deux différentes: la première lorsqu'elle plaidait à Paris pour la Principauté d'Orange, contre M. le prince de Conti, Madame la duchesse de Nemours et autres, et où elle soutient qu'elle est descendue de Jean de Châlons, seigneur de Cuisel et médiatement d'une Louise de Ste-Maure, qu'elle suppose fille de Jean et sœur de Louis de Ste-Maure; et dans la seconde généalogie elle se dit descendante d'une Louise, fille d'Adrien de Ste-Maure et de Charlotte de Châlons, petite-fille de Jean de Châlons, qu'elle nomme tantôt seigneur de Cuisel, et tantôt seigneur de l'Isle, et qu'elle suppose toujours être le fils puîné de Jean de Châlons d'Orange. L'auteur fait voir que son Altesse de Montbéliard descend en droite ligne de Marguerite de Châlons, petite-fille de Jean de Châlons I<sup>er</sup>, seigneur d'Arlay et donataire de la suzeraineté des comtés de Neuchâtel et Valangin par la concession

Réfutation de la généalogie de Mad. de Mailly.

(\*) Ergo, voilà le Roi de Prusse privé de ses prétentions par la mort de René sans enfants. Voyez plus haut la réfutation.



1707 de l'empereur Rodolphe I<sup>er</sup> de Habsbourg de l'an 1288. Il allègue le testament de Jean de Châlons du 22 octobre 1417, par lequel il substitue à ses filles Alix et Marie, les descendants de Henri de Montbéliard. Enfin il réfute les raisons de S. M. le roi de Prusse par rapport à la succession de Châlons.

Comment on  
a envisagé à  
Neuchâtel les  
prétentions de  
S. A. S. le  
prince de Mont-  
béliard.

Les prétentions de S. A. S. le prince de Montbéliard ont en général été envisagées, ainsi que celles de quelques autres, comme des actes de précaution, en cas d'autres ouvertures. Il ne se trouve aucun fondement dans les faits que l'auteur du mémoire de ce prince rapporte. 1. Il ne conste pas que jamais la maison de Châlons ait régi Neuchâtel avant l'an 1288, et qu'il y ait eu un fideïcommis ou règle établie dans cette maison; car il n'y en a ni preuve, ni présomption. Si cela était, Jean de Châlons d'Orange n'avait point à faire de testament, ou pour mieux dire il n'en pouvait faire aucun. 2. Mais ce qui est étonnant et que personne n'a pu comprendre, c'est que cette *Marguerite de Châlons*, qui a épousé Etienne de Montbéliard, n'est point de la descendance du testateur, qui était le petit-fils de ce Jean de Châlons, père de cette Marguerite; ce qui fournirait cette idée ridicule que ce Jean, prince d'Orange, aurait disposé en faveur de ses aïeux, de ses collatéraux défunts, et enfin pour les morts et les vivants. Aussi je ne sache aucun prétendant qui ait pris sur lui de réfuter le mémoire de S. A. S. que Madame la marquise de Mailly, conjointement avec le marquis d'Alègre, tirant leur droit de la même source que sa dite Altesse. On verra comment de la part de S. M. le roi de Prusse on a réfuté ces trois prétendants, dans un petit mémoire séparé, qui sera rapporté ci-après à la suite des mémoires de Madame de Mailly et de M. le marquis d'Alègre. En attendant pour donner une idée du cas qu'en faisait l'auteur des écritures de S. M., c'est qu'il pensait que ces trois compétiteurs *n'étaient que des intervenants que les prétendants français n'avaient fait paraître sur la scène que pour traverser le succès des justes prétentions de S. M. et le rendre plus difficile.*

Entre les diverses contradictions qu'on trouve dans les écritures de S. A. S. de Montbéliard, on ne peut s'empêcher de relever entre autres celle-ci : il veut que dame Marguerite, fille de Jean II et femme d'Etienne de Montfaucon, dût précéder les filles de Jean IV le testateur : cela étant, il ne fallait pas convenir que cette Marguerite et ses descendants fussent substitués à Alix et à sa descendance; car le substitué en second degré ne peut hériter quand le premier hérite.

Madame de  
Mailly, préten-  
dante.

JEANNE DE MOUCHY, *princesse de l'Isle, fille de Bertrand-André de Mouchy et de Madelaine Delaval, princesse de l'Isle et marquise de Nesle, épouse de Louis, marquis DE MAILLY*, fut une des prétendantes au comté de Neuchâtel; on a donné sa généalogie plus



1707

haut. Elle tirait son droit de Charlotte de Châlons, arrière petite-fille de Jean de Châlons IV, prince d'Orange. Elle publia un écrit dans lequel elle arrange fort bien ses prétentions, et contre le roi de Prusse, et contre le marquis d'Alègre son compétiteur, étant descendu de la même Charlotte de Châlons. Cet écrit est intitulé : *Elle publie un mémoire.* MÉMOIRE DE MADAME LA MARQUISE DE MAILLY ET DE NÉELLE, *Princesse d'Orange, qui demande l'investiture de la Souveraineté et Comté de Neufchâtel et Valengin.*

Le début de ce Mémoire est pompeux et éloquent; il annonce le droit de Madame la marquise comme triomphant, de manière qu'il ne reste plus à faire que de la couronner.

Ce qui se passe aujourd'hui à Neufchâtel, dit l'auteur, relève de la manière du monde la plus éclatante le ministère de la justice; on y dispute selon ses règles paisibles le droit de régner. Le tribunal établi pour un sujet si important voit d'un œil tranquille les artifices dont on se sert pour l'éblouir ou pour l'ébranler; plus on s'efforce d'en altérer la liberté et l'intégrité, plus il a d'attention à tenir la balance d'une main ferme. Un prétendant a beau se donner tous les mouvements imaginables, mettre en campagne les plus grands politiques, faire parler les meilleurs orateurs, en un mot ne rien épargner pour réussir, il travaille en vain, si sa prétention n'est pas appuyée des lois de l'Etat. Celle de Madame la marquise de Mailly y est conforme. C'en est assez. En éclaircissant cette vérité, et sans autre démarche, elle fera en un moment tout le progrès nécessaire dans le Conseil. C'est le seul moyen efficace, et l'unique qu'il soit permis de tenter pour y gagner des suffrages.

Eloge des  
Trois-Etats.

Le sceptre de Neufchâtel qui fait la matière de cette célèbre contestation ne peut être donné qu'à un seul des illustres contendants; ils sont pourtant neuf qui le demandent à différents titres. On peut les ranger en trois classes :

Les préten-  
dants divisés en  
trois classes.

De la première sont ceux qui soutiennent que la souveraineté est aliénable, et qu'ils y sont appelés par testament ou par donation. S. A. S. M. le prince de Conti, comme héritier immédiat de M. l'abbé d'Orléans. M. l'Electeur de Brandebourg, comme héritier médiat et fidei-commissaire de René de Nassau. Mademoiselle de Soissons, comme étant aux droits de feu M. le chevalier de Soissons, son père, donataire de Madame la duchesse de Nemours.

Première  
classe.

De la seconde classe sont ceux qui se fondent sur l'inaliénabilité, et qui prétendent que la Principauté de Neufchâtel appartient à la Maison de Châlons qu'ils représentent, savoir : M. le prince de Montbéliard, Madame la marquise de Mailly, et M. le marquis d'Alègre.

Seconde classe.

De la troisième classe sont encore ceux qui soutiennent, ou qui ont pour principe l'inaliénabilité, mais qui supposent que Neufchâtel est incontestablement à la Maison de Longueville, dont ils sont les successeurs légitimes. M. le prince de Carignan, Madame la duchesse de Lesdiguières, M. le comte de Matignon. (\*)

Troisième  
classe.

Voilà l'état présent de la question, et une idée générale de ce qui s'agite entre les concurrents, d'où l'on s'aperçoit déjà que le but de cet écrit est de montrer que la Souveraineté de Neufchâtel est un bien de la maison de Châlons, qui y doit être rétablie dans la personne de Madame la marquise de Mailly à l'exclusion de tous autres.

L'auteur entre ensuite en matière; il établit les droits de la maison de Châlons sur Neuchâtel, et sans remonter plus loin, il s'en tient

(\*) L'auteur ne daigne faire aucun cas des six autres prétendants.



1707 à l'an 1288. Il fixe la souveraineté de cette maison sur Neuchâtel à cette époque, et il regarde le comté de Neuchâtel comme un fief relevant des princes de cette maison et dès lors jusqu'à présent, sans qu'aucun comte pût être admis à la possession de l'utile qui ne fût du *Chezau* de Neuchâtel.

Il établit en peu de mots le droit de la maison de Châlons.

Or personne n'ayant eu cette qualité requise après la mort de Jean de Fribourg (dont le père Conrard avait été dispensé par une grâce singulière de son souverain), et personne dès lors n'ayant été investi du Comté, il s'ensuit que la réunion s'en est faite de plein droit à la souveraineté, qui est inhérente aux descendants de la maison de Châlons. Dès là cette distinction de fief servant et de fief donnant a été entièrement éteinte, et le domaine utile et le direct n'ont fait qu'un tout. Mais ce tout a été possédé injustement par Rodolphe de Hochberg et ses successeurs.

On ne peut rien de plus clair, ni de plus fort pour le démontrer, que la loi portée en 1406 par communauté de la Ville et Comté de Neuchâtel. Elle leva toute l'obscurité et toutes les difficultés qui pourraient se rencontrer à l'avenir, en interprétant l'ordre qui était à observer touchant cette succession; elle le régla en termes formels et pour toujours. Premièrement elle reconnut Jean de Châlons, (\*) premier prince d'Orange, pour seigneur souverain et conservateur des privilèges de Neuchâtel. Secondement elle statua que Conrard de Fribourg, qui en était alors comte, non plus que ses hoirs, ne pourraient point disposer de ce Comté par testament, donation ou vente. Troisièmement elle déterminait que si Conrard de Fribourg décédait sans enfants, ou que si ses hoirs et les hoirs de ses hoirs mouraient sans enfants, elle ne recevrait pour seigneurs et successeurs de ce Comté que Jean de Châlons ou ses hoirs.

Le cas est arrivé. Conrard n'a laissé qu'un fils, Jean de Fribourg, qui est mort sans postérité, et qui par conséquent a transmis le Comté de Neuchâtel aux princes de Châlons relativement aux conditions des investitures, conformément aux constitutions et aux engagements solennels de l'Etat.

Cependant, on les a violés : Jean de Fribourg a disposé par testament de ce fief, il l'a donné à Rodolphe de Hochberg, qui sous ce prétexte s'en est emparé, et qui, non content de se mettre en possession d'un bien auquel il était inhabile à succéder, a encore usurpé la souveraineté qui ne lui avait jamais été, et qui ne lui avait jamais pu être transférée par aucun acte. Ses descendants ont continué cette injuste détention. Les princes de Châlons ont réclamé là contre, ils ont fait leurs efforts pour que les règles et les conventions publiques soient exécutées; les conjonctures ne leur ont pas été favorables, il a fallu céder à la nécessité des temps; jusques ici leur action est demeurée dans son entier et sans effet. Mais Madame de Mailly se flatte qu'il ne s'y rencontrera maintenant aucun obstacle. L'inobservation des lois, des contrats féodaux et des promesses n'en fait pas l'anéantissement, loin de là : la durée de leur inexécution est un motif pressant pour obtenir qu'on la répare par une attention scrupuleuse à les garder quand on en est requis, que l'occasion s'en présente, et qu'on le peut aisément.

La droite raison, la politique, l'équité, l'usage ont formé ces lois à Neuchâtel. C'est à elles qu'il faut recourir. C'est selon leurs vues que toutes les diverses prétentions qui s'exercent actuellement doivent être décidées; c'est la seule doctrine nécessaire pour en bien juger. Toute l'érudition puisée ailleurs n'est bonne qu'à l'ostentation ou à l'obscurcissement.

(\*) Mais Mad. de Mailly n'est pas sortie de ce Jean de Châlons IV d'Orange.

(Note de J.-F. Boyve.)



La souveraineté est inaliénable, c'est une loi certaine; quiconque a été à Neuchâtel sait qu'elle n'est pas révoquée en doute; les esprits mêmes s'y soulèvent, lorsqu'on entreprend de la combattre; ils pénètrent les dangereuses conséquences qui suivraient de l'admission du contraire.

L'aliénabilité entraînerait avec soi la vénalité, l'autorité souveraine s'achèterait à prix d'argent. En faut-il davantage pour que des peuples aient une répugnance invincible à recevoir une maxime qui tend à les avilir et à les rendre malheureux? Comment peut-on trouver étrange qu'ils se révoltent, ou qu'ils refusent d'écouter lorsqu'on veut leur faire croire qu'ils l'ont reçue?

Ce principe une fois posé, il est très difficile de voir par quel endroit la souveraineté a pu être enlevée à la Maison de Châlons. Il est écrit dans l'acte de 1288 qu'elle lui appartient; en conséquence l'Etat et les Comtes de Neuchâtel ont reconnu pendant deux siècles les princes de Châlons pour seigneurs souverains du fief; la validité du titre n'est pas contestée; il faut donc convenir qu'il n'a rien perdu de sa force, et que les successeurs de ce prince n'ont pu être dépouillés de leurs droits; autrement le principe tombe, et la souveraineté est aliénable.

A l'égard du Comté, il a été consolidé à la directe, et il en est inséparable depuis 1457, que Jean de Fribourg mourut sans enfants. Aux termes des investitures, et suivant la nature de ce fief, la réversion s'en fit, parce que n'y restant que ce soit du Chéreau de Neuchâtel, dont il fallait être pour le recueillir, le Comté était dévolu et retournait nécessairement au seigneur suzerain.

Qu'il n'y ait eu personne du Chéreau de Neuchâtel après Jean de Fribourg, cela est sans difficulté, la signification simple de ce mot et l'application des premiers éléments de jurisprudence aux circonstances du fait le vérifient, et détruisent toutes les dissertations subtiles qui ont paru pour obscurcir cette vérité. Mais ce qui la met dans tout son jour sans tant de discussion, c'est le même acte de 1406, qui, prévoyant le cas dont il s'agit, semblable à celui où s'était trouvé Conrad de Fribourg après la mort d'Isabelle, ôta l'incertitude et condamna les mauvais incidents qu'on pourrait encore faire naître sur ce sujet. Les expressions de cet acte n'ont rien d'équivoque ni d'ambigu; elles décident expressément qu'après le décès de Conrad de Fribourg et de ses hoirs, personne ne pourra être comte de Neuchâtel que les descendants de la maison de Châlons. Or en 1457 il ne restait ni Conrad de Fribourg, ni aucun de ses hoirs, par conséquent le Chéreau de Neuchâtel, rétabli et limité dans leurs personnes, était fini; par conséquent il n'y pouvait avoir dès ce moment d'autre souverain, ni d'autre comte légitime de Neuchâtel que les héritiers du sang de Châlons. C'est l'exécution de l'acte de 1406, et particulièrement celui de 1288, qui porte que Jean de Châlons IV, prince d'Orange et ses descendants à perpétuité doivent être souverains et comtes de Neuchâtel.

Mais avant toute œuvre, l'on doit examiner si celui qui demande l'investiture y est appelé par ordre de la naissance, s'il descend des anciens souverains, et dans l'espèce, si le sang de Châlons coule dans ses veines. Tant de princes sortis de cette source pure ont fait la félicité de l'Etat de Neuchâtel, que c'est un effet de sa gratitude, de son discernement et de sa sage prévoyance de s'être imposé l'obligation de laisser éternellement le droit de dominer sur ses peuples dans une Maison dont le lustre et la grandeur annoncent les éminentes vertus de tous ceux qu'elle produit.

Madame la marquise de Mailly revendique ce droit, qui a été enlevé à ses ayeux. La justice exige que sans balancer on lui rende la place qu'ils ont occupée si dignement. (\*) On la verra toujours animée de leurs sentiments, ne

(\*) On a cru que cet article avait été pris du factum qui avait été fait pour la principauté d'Orange.

(Note de J.-F. Boyve.)

1707

La souveraineté est inaliénable.

Inconvénient de l'aliénabilité.

Argument contre l'aliénabilité de la souveraineté.



1707

rien omettre pour conserver le repos et la liberté publique. Après elle viendra à la souveraineté, selon le cours ordinaire de la nature, Louis de Mailly, marquis de Neelle, son petit-fils, qui commande actuellement la gendarmerie de France, où il se signale et où il marche glorieusement dès ses plus tendres années, sur les traces de ses ancêtres; comme eux il s'attirera toujours cet amour et cette vénération profonde qu'on ne peut refuser aux princes qui joignent à la valeur une humeur douce et bienfaisante.

L'intérêt de l'Etat, qui est la suprême loi, en demande un de ce caractère, et comme celui-ci se présente appelé par les règles anciennes et fondamentales, on ne doit pas hésiter de les suivre, et de le désigner, en restituant à Madame la marquise de Mailly son propre bien qu'elle répète.

Huit prétendants le lui disputent, et se le disputent encore entre eux. Chaque action prend son origine ou dans la maison de Longueville, ou dans la maison de Châlons; les uns s'en disent les plus successibles en qualité d'héritiers du sang, les autres en vertu de donation ou de testament. Il n'y a qu'à parcourir les titres dont ils se servent pour se persuader qu'aucun ne peut l'emporter sur Madame de Mailly. L'on commence par ceux qui veulent exclure les héritiers du sang.

L'auteur du Mémoire en conséquence commence ses réfutations contre les héritiers testamentaires et donataires de la maison de Longueville. Voici le titre de ce chapitre :

MAISON DE LONGUEVILLE. *Son Altesse Sérénissime, M. le prince de Conti, légataire universel de Monsieur l'abbé d'Orléans, pénultième Souverain de Neufchâtel,*

*Mademoiselle de Soissons, donataire de Madame la duchesse de Nemours, dernière souveraine (\*).*

On supprime tout ce que dit ici l'auteur du Mémoire contre le legs universel en faveur de S. A. S. Monsieur le prince de Conti et contre Mademoiselle de Soissons; la discussion de cette matière est assez connue par les écritures de tous les autres prétendants. Les prétentions de ce prince et de cette dame étant fondées sur des principes opposés aux constitutions de l'Etat, comme on le verra encore lorsqu'on entamera la controverse d'entre les héritiers ab intestat de Madame la duchesse de Nemours et les susdits légataires et donataires, on passe à un autre article du Mémoire, celui où il combat les prétentions de S. M. le roi de Prusse, ce qu'il fait avec peu de ménagement et de retenue.

Suite du Mé-  
moire de Mad.  
de Mailly.

MAISON DE CHALONS. *Monsieur l'Electeur de Brandebourg sous la qualité d'héritier fidei-commissaire de René de Nassau, mort en 1544.*

Le système de Monsieur l'Electeur de Brandebourg (\*\*) ne saurait être ni plus mal suivi ni plus contradictoire en soi. Il est impossible qu'il arrive à son but par ses raisons, car certainement elles sont peu propres à lui faire obtenir l'investiture. Aussi ne compte-t-il pas beaucoup sur elles; il y supplée par des

(\*) Il paraît que suivant le système des héritiers de Châlons, l'auteur ne devait donner ni à l'un, ni à l'autre le titre de souverain.

(\*\*) Il paraît qu'il y avait une affectation despectueuse de ne donner jamais de titre, au moins celui d'Altesse, à un si grand prince que Monsieur le prince de Conti et autres prétendants lui ont donné; quoique fort au dessus de la marquise de Mailly.

(Note de J.-F. Boyve.)



1707

prédictions heureuses ou funestes pour l'Etat; selon le bon ou mauvais succès qu'aura sa négociation, il promet ou il menace; les alliés ennemis de la France viennent à son secours; ils jugent sa prétention légitime sur ce que des Français la combattent; et sans autre réflexion, ils imitent son Altesse Electorale. Mais ces ressorts sont injurieux à la justice; elle ne se conduit ni par l'espérance ni par la crainte; l'observation de ses lois est la première règle de politique et le meilleur expédient à proposer pour rendre un Etat paisible et florissant.

Monsieur l'Electeur veut représenter la maison de Châlons; il commence par en établir les droits, et il y réussit parfaitement. Il montre par des preuves invincibles que la Souveraineté et le Comté de Neufchâtel ont été transmis au seizième siècle à René de Nassau, qui était du sang de Châlons. La base et le fondement de ses preuves sont la concession de 1288, les actes des investitures et l'engagement des Etats de 1406. (\*) Avec ces pièces il vérifie que personne ne peut être souverain et comte de Neufchâtel qu'il ne soit descendu des Princes de Châlons. Chaque jour il donne de nouveaux mémoires pleins de doctrines et de raisonnements solides pour faire voir que la possession de Rodolphe de Hochberg, continuée par la maison de Longueville, n'a pu nuire à la maison de Châlons; et après bien des soins et du travail, il se trouve que son Altesse Electorale ne descend point de celle-ci.

Monsieur l'Electeur se croit héritier fidei-commissaire de la maison de Châlons, par le testament de René de Nassau; mais en cela il se trompe, et on le tirera de son erreur quand il sera question de biens aliénables. (\*\*) Pour aujourd'hui il ne s'en agit point, et il n'y a qu'à lui répondre qu'un testament en matière de souveraineté inaliénable, est un papier blanc qu'on ne daigne pas même regarder: témoin, celui de l'abbé d'Orléans. (\*\*\*)

Son Altesse Electorale est contrainte de soutenir ce principe, puisque c'est par la voie seule de l'inaliénabilité que les droits de la maison de Châlons sont incontestables; tout ce qu'il y a de fâcheux pour elle, c'est qu'après l'avoir soutenu, elle est obligée de l'abandonner. René de Nassau était propriétaire de la Souveraineté et Comté de Neufchâtel en 1544: c'est la proposition que Monsieur l'Electeur a mis dans la dernière évidence; elle dérive de la concession de 1288 et de l'acte de 1406; il en avoue la force, et tout le monde doit l'avouer. Cette propriété lui était échue, parce qu'elle était inaliénable, et qu'elle devait passer aux descendants de la maison de Châlons, dont il était, par sa mère Claude de Châlons.

Cependant quelle est la conséquence qu'en tire son Altesse Electorale: c'est qu'au préjudice de ces descendants, dont il restait quantité à la mort de René de Nassau, (†) il a disposé valablement au profit des étrangers et par fidei-commis de la Souveraineté et Comté de Neufchâtel. C'est-à-dire *qu'elle est aliénable et inaliénable*, à mesure que Monsieur l'Electeur a besoin qu'elle le soit. C'est-à-dire encore que les actes de 1288 et 1406 sont authentiques et doivent subsister éternellement quand on parle aux représentants de la maison de Longueville, et qu'ils sont effacés et détruits, quand on prend en particulier les descendants de Jean de Châlons postérieurs à René de Nassau.

Est-ce ainsi que l'on se joue des lois d'un Etat? Est-il permis de les mé-

(\*) Ce n'était pas les Etats.

(Note de J.-F. Boyve.)

(\*\*) S. A. a hérité le comté de Neuchâtel par succession légitime; les royaumes et les souverainetés s'héritent aussi.

(Note du même.)

(\*\*\*) Parce que le prince de Conti ne pouvait pas parvenir à la principauté en qualité d'héritier ab-intestat.

(Note du même.)

(†) Il n'en restait pas un que des filles; or la dernière fille (Claudine de Châlons) ayant hérité après tous les mâles, il n'y a plus de substitutions de filles en filles.

(Note du même.)



1707

priser après qu'on les a fait servir à son intérêt, d'en étaler avec prolixité et avec emphase le pouvoir et la respectueuse déférence qu'on leur doit, et tout d'un coup tenir un langage et une conduite qui y sont diamétralement opposés? dans la persuasion présomptueuse et téméraire qu'on ne s'apercevra pas de l'artifice, et qu'on en imposera en faisant semblant de se prévaloir de l'autorité des constitutions, au moment même qu'on met tout en œuvre pour les enfreindre.

Si l'acte de 1288, si celui de 1406 ont réglé, comme on n'en peut pas douter, que les descendants de la maison de Châlons seraient à perpétuité souverains et comtes de Neufchâtel; si, comme il est vrai et comme son Altesse Electorale en demeure d'accord, on doit exécuter à la lettre ces deux actes, par quelle conciliation inconcevable veut-elle que René de Nassau ait eu la liberté de disposer de cette souveraineté, et de changer en faveur de ceux de son nom un fideïcommis qui ne pouvait jamais être éteint que par les manquements de tous les descendants de Jean de Châlons? Est-ce que la même démonstration qui convainc que ce fideïcommis a été recueilli par René de Nassau ne condamne pas Monsieur l'Electeur? Est-ce que les armes qui ne sont destinées et qui ne sont propres qu'à la maison de Châlons, dont il n'est pas, peuvent lui servir? Tout au contraire, on les tourne contre lui, et en l'arrêtant à René de Nassau, qui est son auteur, on continue de les employer à maintenir des droits inaliénables et inséparables du sang de Châlons.

Il faut ici en être héritier par l'ordre de la nature, et non point par testament. Son Altesse Electorale constamment n'est ni l'un ni l'autre; il suffit qu'elle convienne et qu'elle soit forcée de convenir en cet endroit de cette première vérité, pour que son action soit insoutenable. Toute cette multitude d'écrits répandus de sa part semblent avoir été composés principalement pour Madame de Mailly : elle lui coupe chemin, et rentre en son lieu et place depuis René de Nassau, parce qu'après ce prince la souveraineté passa dans la branche cadette de Jean de Châlons dont elle descend directement; ou bien, si elle alla aux princes de Nassau, héritiers de René, il faut dire qu'on a trouvé le secret d'accorder ce qu'il y a de plus incompatible, et de rendre une chose inaliénable et aliénable en même temps.

C'est cependant à l'ombre de ce paradoxe, aussi peu vrai que vraisemblable, que Monsieur l'Electeur fait tant de bruit, et qu'il a des partisans si vifs et si empressés : il n'a pas tort de vouloir qu'on prononce précipitamment sur une prétention si inouïe; mais quand, au moindre délai qu'on y apporte, il proteste de dommages et intérêts contre l'Etat, (\*) assurément il se découvre trop tôt et confirme bien vite l'idée qu'on avait de la magnificence de ses discours.

Ils portent également à faux en ce qui concerne la politique et la justice; les menaces et les promesses de son Altesse Electorale ne sont ni plus réelles ni plus sincères que ses raisons : elle cherche son utilité particulière et point du tout celle de l'Etat; son action ne se colore qu'en détruisant le principe d'où elle dérive, et qu'en abolissant la loi qui est si chère à tous les peuples; il faut admettre que la souveraineté est aliénable, et quand on l'admettrait, sa cause n'en serait pas meilleure.

M. l'Electeur n'est ni représentant de la maison de Châlons, ni l'héritier testamentaire de cette maison.

On doit donc conclure que Monsieur l'Electeur est mal fondé à représenter la Maison de Châlons comme en étant héritier testamentaire, et qu'il en est exclu formellement par tous les moyens dont il a établi le droit de René de Nassau à la souveraineté, lesquels militent en faveur des héritiers du sang et des descendants de Jean de Châlons IV, de qui la marquise de Mailly est la plus successible par toutes sortes d'endroits.

(\*) Son avocat le fit à l'audience du 26 Août.



On s'arrête ici pour donner place à la réfutation qui de la part du roi de Prusse, se trouve imprimée à la fin des *Réflexions sur la Réponse de Madame de Lesdiguières*, sous la rubrique de *Remarques sommaires sur le Mémoire de Madame de Mailly*. Voici ce que contient ce chapitre :

1707

Réfutation du chapitre concernant les droits du Roi.

La première remarque qu'on pourrait faire en général sur cet écrit, est que si l'auteur, qui fait paraître beaucoup d'érudition, de netteté, d'ordre et d'élégance dans son style, avait été instruit de la manière dont il faut parler des têtes couronnées, il aurait mieux ménagé qu'il n'a fait ses expressions touchant les droits de S. M. Mais comme il ne conviendrait pas à la haute élévation du Roi qu'on fit beaucoup d'attention là-dessus, on abandonne les termes mal-séants et peu respectueux qui se trouvent en quelques endroits de cet écrit au jugement du public sensé et équitable, qui ne manquera pas de les condamner par des suffrages unanimes, et de rendre de lui-même à cet égard la justice qui est due à S. M.

Censure contre le manquement de respect dû au roi.

Pour ce qui regarde le Mémoire en lui-même, s'il était question de faire une réponse régulière aux endroits qui regardent les hauts intérêts de S. M., il serait aisé de convaincre l'auteur qu'il pose pour principe des faits et des maximes qui ne sont que des assertions fausses et erronées.

L'auteur du Mémoire n'a proposé que des assertions fausses.

On lui ferait voir que c'est mal à propos, et par un artifice incompatible avec la bonne foi, qu'il place le Roi de Prusse parmi les prétendants qui soutiennent que la souveraineté est aliénable. Cela ne se peut induire ni par des termes exprès, ni par des conséquences raisonnables d'aucun écrit de S. M.

On lui pourrait montrer que la Principauté de Neuchâtel ayant appartenu à la Maison de Châlons, Madame de Mailly, quand même, après un sérieux examen, on ne trouverait aucune défectuosité dans sa généalogie, quatre ou cinq fois féminine, n'y pourrait absolument rien prétendre. Il y a de la différence du tout au tout entre être d'une maison, et être descendu de cette maison. Celle de Châlons se trouve éteinte depuis l'année 1530.

On ne manquerait pas de relever le faux de l'allégation que fait l'auteur lorsqu'il avance que Madame de Mailly descend directement par mâles de la maison de Châlons. On peut dire, sans crainte d'exagérer, que c'est vouloir en imposer au lecteur, sans honte et sans retenue. Comment oser assurer que cette dame descend directement par mâles de la maison de Châlons, tandis que, par la généalogie qu'on produit, on n'y peut remonter que par quatre ou cinq autres maisons qui se sont alliées à celle-là? Mailly, Mouchi, Monluc, Laval, Ste-Maure sont les divers ruisseaux féminins par où l'on peut parvenir à cette source illustre de la Maison de Châlons. Ainsi rien de plus absurde que d'appeler cela une *descendance directe par mâles*.

Il n'est pas vrai que Mad. de Mailly descende par mâles de Jean de Châlons.

On développerait sans peine l'artifice caché dans le mot de *descendants de la maison de Châlons*, comme si la souveraineté de Neuchâtel était *inhérente* aux descendants de la Maison de Châlons : s'il y avait quelque *inhérence*, elle ne pourrait être qu'en faveur des mâles de cette maison.

On lui prouverait que le système de S. M. le roi de Prusse n'est ni mal suivi, ni contradictoire; que celui que l'auteur a eu besoin de forger pour l'adapter à ses vues et aux intérêts de Madame de Mailly ne peut se soutenir qu'en confondant les temps, les droits du seigneur direct avec ceux du vassal, les premières investitures avec les sous-inféodations, et en appropriant à la descendance féminine de Jean de Châlons ce qui n'appartient qu'à sa postérité masculine, qu'à ses légitimes héritiers.

Le système de l'auteur ne peut se soutenir.

On le convaincrerait d'imposer à la vérité, lorsqu'il assure que S. M., dans les



1707

écrits faits en son nom, vérifie que personne ne peut être souverain et comte de Neuchâtel qu'il ne soit descendant des princes de Châlons; cela ne se trouvera dans aucun endroit de ses écrits.

Auquel titre René de Nassau a été comte de Neuchâtel.

On lui démontrerait que si René de Nassau a été propriétaire de la souveraineté de Neuchâtel, ce n'est point précisément parce qu'il était descendu de la maison de Châlons par sa mère Claude, dont il était héritier, mais principalement parce que Philibert de Châlons, son oncle, dernier mâle de cette maison, en avait disposé en sa faveur, et que l'Empereur, qui était le seigneur sur-souverain, et le premier auteur du fief, avait approuvé cette disposition, comme il approuva ensuite celle de René de Nassau en faveur de son héritier cousin germain, Guillaume de Nassau, et de sa descendance.

Sur la protestation contre un délai.

On lui pourrait faire voir que sa maligne réflexion sur la protestation que fit l'avocat de S. M. dans l'audience du 26 d'août est une mauvaise plaisanterie qui ne signifie rien. Si la protestation avait été faite pour les frais et dépens, comme il semble que l'auteur le veut faire entendre, il pourrait trouver matière à répandre là-dessus sa petite critique. Mais comme le retardement que Monsieur le prince de Conti avait sollicité, pouvait causer du préjudice au fond des droits et des prétentions de S. M., rien n'empêche qu'on n'ait pu protester pour cela, quoique l'on n'ait pas demandé que ces protestations fussent écrites, ni insérées dans le Registre.

On ne veut pas contester avec de Mailly, Montbéliard et d'Alègre.

Mais on n'est pas d'intention de s'engager dans aucune contestation avec Madame de Mailly, non plus qu'avec M. le prince de Montbéliard et avec M. le marquis d'Alègre, pour savoir à qui les droits de la maison de Châlons appartiennent légitimement. C'est une question dans laquelle on ne veut nullement entrer, et de laquelle on ne pense pas que Messieurs les Etats se voulussent porter pour juges. Elle a été déjà jugée par les suffrages de presque toutes les Puissances de l'Europe, je veux dire par l'Empire, l'Angleterre, la France, les Etats Généraux, et qui ont tous reconnu non seulement René, mais Guillaume de Nassau et ses descendants pour les héritiers universels de la maison de Châlons-Orange, en sorte qu'il n'est plus permis de former aucun doute là-dessus.

La maison de Longueville a déjà voulu contester sur l'héritage de Châlons, mais elle a abandonné la cause.

Il est vrai que la maison de Longueville, qui est présentement éteinte, a formé autrefois là-dessus des prétentions, dont le jugement, sur sa propre réquisition, ayant été renvoyé par l'empereur Charles-quin au Grand Conseil de Malines, elle en a abandonné volontairement la poursuite (\*), dans laquelle les auteurs de Madame de Mailly ni aucun autre n'étaient jamais entrés.

Les trois prétendants français ne sont venus à Neuchâtel que pour traverser le roi.

Les ducs de Longueville se sont bien pourvus depuis incompetamment au Grand Conseil de Paris, où ils ont obtenu quelques arrêts par défaut contre les princes de Nassau-Orange; mais ces arrêts ont été entièrement cassés et annulés par divers Traités de paix énoncés dans la production de S. M. Ainsi il ne faut pas davantage pour écarter ces nouveaux intervenants qui prétendent tirer leurs droits de la Maison de Châlons, et que les prétendants français n'ont fait paraître sur la scène que pour traverser le succès des justes prétentions de S. M. et le rendre plus difficile.

Dilemme.

On se contentera pour toute réponse au Mémoire de Madame de Mailly, de lui opposer un dilemme, qui ruine absolument tout le fondement de sa de-

(\*) Voyez plus haut comment la maison de Longueville fut détournée de poursuivre son procès sur les prétentions qu'elle avait formées sur la maison de Châlons, les substitutions ou fideicommiss de Jean de Châlons IV et de Marie de Baux de l'an 1416 et 1417, dont on ne montrait que des copies qui étaient falsifiées, sans signature de notaire, et il était impossible d'y trouver les cas d'aucune ouverture en faveur des filles; en sorte qu'à la mort de Philibert de Châlons toute la succession châlonnaise était purifiée de substitutions et de fideicommiss.

(Note de J.-F. Boyve.)



1707

mande, sans que son avocat puisse le rétorquer contre les droits du Roi, comme on l'a fait voir ci-dessus dans les Réflexions sur la Réponse de Madame de Lesdiguières.

On pose donc, que de quelque nature que l'on veuille assurer qu'ait été le fief de Neufchâtel, concédé par l'empereur Rodolphe à Jean de Châlons II l'an 1288, et soit qu'on en fasse un fief masculin ou un fief purement héréditaire, il faudra toujours que l'on convienne que Madame de Mailly ne peut jamais y être admise.

Si le fief était masculin, il serait retourné à l'Empereur par la mort de Philibert de Châlons, et cette dame s'en trouverait toujours formellement excluse, puisqu'il faut être nécessairement enfant mâle, descendu par mâles du premier vassal, pour avoir une vocation légitime à un fief masculin. Si le fief était purement héréditaire ou patrimonial, cette dame en serait pareillement excluse, puisque Philibert en aurait pu disposer en faveur de René, et René en faveur de Guillaume de Nassau et de sa descendance.

Il n'est pas nécessaire de remarquer que ce fief ne peut jamais être considéré comme féminin, puisque, pour le rendre tel, il faudrait ou qu'il eût été concédé premièrement à une femme, ou que du moins il y eût quelque pacte exprès dans les investitures qui le déclarât transmissible aux descendants féminins. En Allemagne il n'y a originairement que des fiefs masculins, et en l'ancienne Bourgogne que des fiefs patrimoniaux ou héréditaires.

En voilà sans doute assez et peut-être plus qu'il n'en faut sur ce sujet. On ne doit pas craindre que par rapport aux droits de S. M. l'ouvrage qu'on examine en cet endroit soit capable de faire aucune impression essentielle sur les esprits des lecteurs, quoique la lecture soit propre à leur faire passer quelques moments agréables, par les tours ingénieux que l'auteur sait donner à ses pensées et à ses expressions.

L'auteur du Mémoire de Madame de Mailly, après avoir combattu les prétentions de S. M., entreprend la réfutation de ses concurrents, qui, comme Madame la marquise, fondaient leurs réclamations sur les prétendues substitutions de Jean de Châlons IV de l'an 1416 et 1417, lesquelles ont déjà été réfutées par la maison de Nassau lorsque la maison de Longueville, descendue par femmes d'Alix de Châlons, fille de ce Jean de Châlons, en voulut faire usage. Voici comment raisonne l'écrivain de Madame de Mailly, page 8 de son Mémoire :

Suite du Mémoire de Madame de Mailly contre le prince de Montbéliard et le marquis d'Alègre.

Madame la marquise de Mailly trouve encore des adversaires dans le sang même de Châlons, Monsieur le prince de Montbéliard et Monsieur d'Alègre, qui en sont issus prétendent la souveraineté. Comme elle, ils se fondent sur l'inaliénabilité et sur les actes de 1288 et 1406.

Madame de Mailly arrête Monsieur de Montbéliard dès le premier pas, en montrant l'erreur de fait dans laquelle il est tombé. Les motifs qui l'ont engagé à croire qu'il n'y avait point de descendants des enfants mâles de Jean de Châlons IV, ne peuvent être plus imaginaires ni plus légers; il en allègue trois.

Le premier qu'il n'en a paru aucune généalogie autorisée. Celle qui est à la tête de ce mémoire a paru plus d'une fois; elle vérifie que Madame de Mailly descend en droite ligne de Jean de Châlons; elle est en bonne forme; on est prêt d'en produire les actes justificatifs, qui détromperont sans doute Monsieur de Montbéliard. (\*)

(\*) Il y avait encore les descendants d'Alix de Châlons d'où sont sortis les ducs de Longueville. (Note de J.-F. Boyve.)



1707

Le second motif est que *s'il y a eu de ces descendants, ils auraient fait connaître leur droit pendant le procès qui a duré si longtemps entre la maison de Nassau et celle d'Orléans-Longueville au sujet de la succession de Jean de Châlons IV.* Si Monsieur de Montbéliard était bien instruit de la procédure tenue à cet égard, il n'avancerait pas que les enfants des mâles (\*) sont demeurés dans l'inaction : il saurait que Louis de Ste-Maure intervint dans ce procès en 1559 ; qu'il y a toujours été censé partie, et qu'ayant été repris et poursuivi en dernier lieu au Grand Conseil entre Monsieur le prince de Conti, Madame la duchesse de Nemours, Monsieur le prince d'Isenguien, etc., Madame de Mailly y a représenté ses ayeuls, et aurait déjà obtenu la justice qui lui est due sans la mort de Madame de Nemours, qui arriva dans le temps qu'il n'y avait plus qu'à opiner.

Le troisième motif de Monsieur de Montbéliard est *qu'il a lu dans un Traité historique de la succession à la Principauté d'Orange imprimé à Paris en 1702 qu'il n'y restait point de ces descendants des mâles de Jean de Châlons.* Tout lecteur qui aura lu le Mémoire de S. A. S. Monsieur le prince de Montbéliard et la réfutation qu'en fait ici Madame la marquise de Mailly, sera étonné que ce prince se soit présenté pour succéder à Madame la duchesse de Nemours avec si peu de précaution et d'examen préalable.

M. le marquis  
d'Alègre.

Madame de Mailly passe ensuite à la réfutation du mémoire de M. le marquis d'Alègre. Mais comme le mémoire réfuté doit précéder la réfutation, il convient par conséquent de faire ici l'analyse de ce Mémoire, qui est d'ailleurs digne d'être lu tant par sa clarté que par la solidité des raisonnements sur les principes qu'il pose (s'ils étaient justes).

Comme ce marquis est le concurrent de Madame de Mailly ; qu'ils emploient tous deux les mêmes moyens, et qu'ils ne diffèrent qu'en la proximité du degré, ainsi que cela avait lieu entre Madame la duchesse de Lesdiguières et M. le comte de Matignon, s'attribuant chacun la principauté de Neuchâtel, M. d'Alègre a aussi trouvé à propos, à l'imitation de Madame de Mailly, de se donner dans son mémoire le titre de prince d'Orange.

Tous les  
prétendants de  
Châlons sont  
d'accord  
que la mort de  
Jean de Fri-  
bourg décédé  
sans enfants a  
fait ouverture  
à la réunion.

Il est d'accord avec le roi de Prusse et Madame de Mailly que la mort de Jean de Fribourg sans enfants a ouvert le fief en faveur de la maison de Châlons ; il décide aussi que ce Jean de Fribourg n'a pas pu disposer du comté de Neuchâtel en faveur de Rodolphe de Hochberg, son cousin, vu que le comté était inaliénable. Il condamne la voie de la prescription, que les héritiers ab intestat et testamentaires de Madame la duchesse de Nemours opposent à la maison de Châlons, par les mêmes raisons qui se trouvent dans les écritures de son Altesse Electorale.

Mémoire  
du marquis  
d'Alègre.

On convient, dit l'auteur du Mémoire, que René de Nassau a été successeur légitime des biens et des droits de la Maison de Châlons, et par conséquent du droit de propriété qui lui appartenait sur Neufchâtel. René de Nassau était fils unique et seul héritier de Claudine de Châlons, fille de Jean de Châlons, qui

(\*) Il ne doit pas dire des mâles, mais d'un mâle, car il n'y en a eu qu'un qui ait laissé une fille, qui est la tige féminine de Mad. de Mailly. (Note de J.-F. Boyve.)



1707

était petit-fils de Louis de Châlons, prince d'Orange, héritier universel institué de Jean de Châlons IV et de Marie Des Baux, princesse d'Orange, par leurs testaments de 1416 et 1417. Il avait recueilli à ce titre, c'est-à-dire en vertu du testament de Jean de Châlons IV, tous les biens et droits compris dans l'institution d'héritier faite au profit de Louis de Châlons, son trisaïeul.

Réfutation des  
droits de S. M.  
le roi de Prusse.

Mais il n'a pas été au pouvoir de René de Nassau de se donner par testament et par une institution d'héritier un successeur pour les biens de la maison de Châlons, ni en particulier pour la Principauté de Neufchâtel.

Premièrement : l'inaliénabilité de la souveraineté de Neufchâtel, qui était expressément établie par le Traité de 1406, était aussi insurmontable à l'égard des descendants de la Maison de Châlons, qu'à l'égard de Conrard et Jean de Fribourg, que les princes de la Maison de Châlons en avaient investi.

René de Nassau n'a pas pu contrevenir valablement et avec effet contre cette loi. Le droit de propriété sur le Comté de Neufchâtel, qu'il avait trouvé dans la succession de Claudine de Châlons, sa mère, a passé de plein droit, par son décès sans enfants, à ceux qui restaient alors de la maison de Châlons. Il ne pouvait ni le céder, ni en disposer en faveur d'un étranger de cette Maison, tel qu'était Guillaume de Nassau, qui ne descendait par aucun endroit de la Maison de Châlons.

La même ob-  
jection faite par  
Mad. de Mailly.

Tout ce que S. A. E. a opposé aux héritiers, donataires et légataires de la maison de Longueville, pour prouver que Rodolphe de Hochberg n'avait pu devenir possesseur légitime du Comté de Neufchâtel en vertu du testament et de l'institution d'héritier de Jean de Fribourg, se rétorque ici contre lui-même. Guillaume de Nassau n'était pas plus de la maison et Chezau de Châlons que Rodolphe de Hochberg de celui de Neufchâtel; et les mêmes principes qui établissent que Jean de Fribourg n'était pas en pouvoir de transmettre la succession au Comté de Neufchâtel dans une maison étrangère au préjudice des seigneurs directs, à qui il appartenait au défaut de la postérité de ceux qui en avaient été investis, prouvent que René de Nassau, dernier descendant de la branche aînée de Châlons, n'a pu le transporter dans la maison de Nassau au préjudice des descendants de la seconde branche de celle de Châlons.

En second lieu René de Nassau n'a possédé les biens de la maison de Châlons que comme héritier substitué et en vertu du testament de Jean de Châlons quatrième du nom prince d'Orange, du mois d'octobre 1416; comme il résulte d'un arrêt du Parlement de Grenoble du 15 décembre 1543, par lequel René de Nassau fit déclarer la substitution portée par le testament de Jean de Châlons, ouverte à son profit.

Il est certain que la substitution établie par le testament de Jean de Châlons pour tous les biens et droits dans lesquels il avait institué Louis de Châlons, son fils aîné, son héritier, était graduelle et perpétuelle; il substituait à Louis ses enfants et descendants à l'infini; à leur défaut il appelait Jean de Châlons, son fils puîné et ses descendants; et au défaut de la postérité de Jean, celle d'Alix et Marie de Châlons, ses filles.

C'est une loi inviolablement attachée aux substitutions, que les biens qui y sont sujets ne peuvent être aliénés par ceux qui sont chargés de les conserver et de les transmettre, soit à leur postérité, ou à ceux qui y sont appelés à leur défaut; ils ne peuvent par conséquent en disposer par testament, ni y établir une nouvelle succession fidei-commissaire, parce que pour cela il faut être propriétaire libre, et que celui qui est chargé de restituer le bien qu'il possède, ne l'est pas.

Voilà en peu de mots les principes qui font obstacle à la prétention de S. A. E. de Brandebourg, et que l'on croit pouvoir dire qui ne peuvent recevoir de bonnes répliques. Il est certain (ainsi qu'il l'établit lui-même) que le Comté



1707

de Neufchâtel, après le décès de Jean de Fribourg sans enfants, a dû, au terme des investitures de 1288, 1357, 1407 et autres, et du Traité solennel de 1406, rentrer dans la Maison de Châlons, au préjudice de laquelle Jean de Fribourg n'a pu en disposer, ni la transmettre à Rodolphe de Hochberg par une institution d'héritier; S. A. E. de Brandebourg n'est point de la maison de Châlons. Il se fonde sur le testament de René de Nassau, dernier descendant de la branche aînée de Châlons-Orange. Mais René de Nassau, qui ne possédait les biens de la maison de Châlons qu'à titre de substitution, qui continuait encore dans sa personne, n'a pas été en pouvoir de disposer de ces mêmes biens, ni de les transmettre par testament dans une maison étrangère de celle de Châlons.

C'est ce qu'il aurait pu faire, si (comme on l'a présumé dans les Mémoires de S. A. E. et dans la généalogie que l'on y a donnée de Jean de Châlons quatrième et de Marie Des Baux, princesse d'Orange) la Maison de Châlons s'était trouvée éteinte par le décès de René de Nassau sans enfants, et qu'il n'y eût point eu de postérité de Jean de Châlons cinquième, fils puîné du testateur.

Mais il est certain que cette présupposition est erronée. Jean de Châlons V a laissé plusieurs enfants, dont la postérité subsiste aujourd'hui dans les personnes de Monsieur le marquis d'Alègre et de Madame la marquise de Mailly; elle subsistait du temps du décès de René de Nassau, en 1544, dans la personne d'Anne d'Alègre, fille de Charlotte de Châlons, (\*) qui n'est décédée qu'en 1568.

Si la substitution établie par le testament de Jean de Châlons IV, de 1416, n'avait été qu'en faveur des enfants et descendants de Louis, son fils aîné, elle se serait trouvée finie en la personne de René de Nassau, et il aurait pu disposer librement des biens de la Maison de Châlons; mais dès lors que Jean IV a porté sa substitution plus loin, et qu'au défaut de la branche aînée il a appelé les descendants de son fils puîné, et même ses filles et leur postérité au défaut des mâles, il est vrai de dire que les biens de Jean de Châlons IV n'ont jamais été libres entre les mains de ceux qui les ont recueillis; et par conséquent que René de Nassau n'a pu en disposer par testament au préjudice de ceux qui étaient appelés après lui à la substitution.

Réfutation du  
mémoire du  
comte de Mont-  
béliard.

Monsieur le prince de Montbéliard demande l'investiture du Comté de Neufchâtel du chef de la Maison de Châlons, et comme en étant descendu par Jean de Châlons, second ayeul de Jean IV.

Il prétend être le plus proche héritier de la maison de Châlons, parce qu'il présume que la postérité de Jean IV et de Marie Desbaux est finie, et qu'il n'en reste plus aucuns descendants.

Les généalogies qui sont en tête des Mémoires de Madame de Mailly, et celle jointe à ce Mémoire prouvent démonstrativement le contraire. La postérité de Louis de Châlons, prince d'Orange, fils aîné de Jean IV et de Marie Desbaux, a fini, comme on l'a dit, par le décès de René de Nassau sans enfants; mais celle de Jean V, fils puîné de Jean IV, a subsisté et subsiste encore aujourd'hui. (\*\*) C'est de lui que descend Monsieur le marquis d'Alègre par Charlotte de Châlons, petite-fille de Jean V.

Il est certain que la postérité de Jean V est dans un degré plus proche de Jean IV que celle de Jean II, jusques auquel Monsieur le prince de Montbéliard remonte pour établir sa filiation et son droit de recueillir les biens de la maison de Châlons.

Mais d'ailleurs Jean IV de Châlons, qui était propriétaire libre des biens de

(\*) Charlotte de Châlons est décédée en 1528 selon la généalogie du prince de Montbéliard.

(\*\*) En la personne des filles des filles.



1707

sa Maison, a établi par son testament de 1416 une substitution graduelle et perpétuelle en faveur de ses enfants et descendants qu'il a appelés successivement et au défaut les uns des autres.

Il s'ensuit naturellement de là, que tant qu'il restera des descendants de Jean IV, ils excluront pour la possession des biens substitués tous autres prétendus héritiers de la Maison de Châlons, étant des principes les plus certains que tous les degrés de la substitution doivent être épuisés et finis avant que les biens substitués puissent devenir transmis à d'autres héritiers du sang par la voie de la succession naturelle et légitime.

Après avoir, dit l'auteur, détruit les prétentions de la Maison de Longueville, de S. A. E. de Brandebourg et de Monsieur le prince de Montbéliard, il reste à examiner celle de Madame la marquise de Mailly, qui descend aussi bien que Monsieur le marquis d'Alègre de Jean de Châlons IV par Charlotte de Châlons.

Réfutation du  
Mémoire de M.  
de Mailly.

Les faits sont ici certains. Madame de Mailly est issue par les femmes de Jean de Châlons, en tant qu'elle est issue de Jean de Sainte-Maure, fils du premier lit de Charlotte de Châlons avec Adrien de Sainte-Maure; et Monsieur le marquis d'Alègre descend d'Anne d'Alègre, fille du second lit de Charlotte de Châlons avec François d'Alègre.

Mais il est constant dans le fait, et justifié par les propres titres de Madame de Mailly, que Jean de Sainte-Maure, fils du premier lit de Charlotte de Châlons, est décédé avant René de Nassau, dernier descendant de la branche de Louis de Châlons, qui est mort en 1544.

Il résulte de là qu'Anne d'Alègre, qui était lors vivante, et de la Maison de Châlons, était la plus proche héritière de cette Maison, et la plus capable de recueillir les biens qui s'y trouvaient dévolus par le décès de René de Nassau, soit à titre de succession, ou en vertu de la substitution établie par le testament de Jean de Châlons IV.

Raison de pré-  
férence entre  
Alègre et  
Mailly.

Madame de Mailly prétend cependant qu'elle doit avoir la préférence sur Monsieur le marquis d'Alègre; et il se voit par son dernier Mémoire qu'elle fonde sa prétention sur ce que Jean de Sainte-Maure, étant l'aîné d'Anne d'Alègre, ses enfants, quoique d'un degré plus éloigné que leur tante, ont dû l'exclure de la succession des biens de Jean de Châlons IV, et par conséquent du Comté de Neuchâtel.

Les principes dont elle tire cette conséquence sont, d'un côté, que la Souveraineté de Neuchâtel étant un bien inaliénable, il se transmet de degré en degré et de ligne en ligne; que l'on y suit le même ordre que l'on garde dans un fideïcommis réel, graduel et perpétuel, et que les aînés le recueillent préférentiellement aux cadets; que cette maxime est conforme à l'usage et aux coutumes qui s'observent à Neuchâtel.

De l'autre, que la substitution établie par le testament de Jean IV de Châlons est linéale; que ceux de la ligne aînée y sont appelés préférentiellement aux descendants de la branche puînée, qu'ainsi, quoique Jean de Sainte-Maure, fils du premier lit de Charlotte de Châlons, soit décédé avant René de Nassau, avec lequel a fini la branche de Louis de Châlons, son droit à la succession et substitution a passé à Louis de Sainte-Maure, son fils, qui, comme représentant la ligne aînée des enfants de Charlotte de Châlons, a dû recueillir la substitution préférentiellement à Anne d'Alègre, qui n'était que puînée et fille du second lit.

Contre ces deux principes on va établir sommairement deux propositions: la première, qu'il n'est pas véritable que le Comté de Neuchâtel soit de soi-même et de droit une Principauté héréditaire et linéale, c'est-à-dire, qui se transmette par le canal de la succession de ligne en ligne, sans égard à la proximité du degré.



1707

La seconde, qu'en regardant le Comté de Neuchâtel comme un bien qui fait partie de ceux compris dans la substitution ordonnée par le testament de Jean IV de Châlons, il n'a pu être transmis par Jean de Sainte-Maure, décédé avant René de Nassau, à Louis de Sainte-Maure, son fils, parce que de droit les fideïcommis ne se transmettent pas, et que le testament de Jean IV de Châlons ne contient aucune disposition qui rende la substitution linéale.

PREMIÈRE PROPOSITION. *Que le Comté de Neuchâtel n'est pas une Principauté héréditaire linéale.*

Le Comté de Neuchâtel est une Souveraineté héréditaire, inaliénable et indivisible; toutes les parties en conviennent, et c'est une vérité incontestablement établie par le Traité de 1406, qui en a assuré la succession d'abord à la postérité de Conrard et Jean de Fribourg, ensuite et à son défaut, à Jean de Châlons.

Mais il n'en suit nullement de là qu'elle soit linéale, et qu'elle doive passer par succession aux descendants d'une branche aînée, au préjudice de ceux d'une autre branche, s'ils se trouvent les plus proches héritiers.

L'indivisibilité fait qu'elle doit totalement appartenir à un seul des héritiers, sauf à lui à récompenser son cohéritier en d'autres biens, et que par cette raison l'aîné de sa branche y doit succéder; mais non qu'elle se transmette perpétuellement à ceux de la branche aînée quand la succession tombe en collatérale, et que ceux de cette branche ne se trouvent pas les plus proches.

Pour établir cette sorte de succession particulière, et qui est contraire au droit commun, il faut une loi expresse et spéciale, ou un usage certain et de tout temps observé, qui ait passé en forme de loi.

Il y a des Etats, où l'usage de plusieurs siècles a introduit cet ordre de succéder et dans lesquels, par cette raison, il doit être inviolablement observé, tels que sont les royaumes de France et d'Espagne. Mais on ne doit pas conclure de là, que toutes les souverainetés héréditaires soient successives linéales, et que la nature d'une souveraineté exclue d'elle-même et de plein droit l'ordre ordinaire des successions: ce serait tirer de quelques exemples particuliers une conséquence générale et universelle, ce qui ne peut jamais être autorisé.

C'est donc à Madame de Mailly à prouver ce qu'elle se contente d'alléguer sans l'appui d'aucune autorité et d'aucun exemple; et tant qu'elle ne le prouvera pas, on doit s'en tenir au droit commun, suivant lequel les successions se défont au plus proche parent par le sang, et non à ceux d'une branche au préjudice de l'autre.

Le droit qui régit les peuples d'un Etat, doit s'observer aussi bien à l'égard de la succession du prince que de celles de ses sujets, à moins qu'il n'y ait été expressément dérogé par une loi spéciale ou par un usage fondé sur une possession certaine et immémoriale. C'est ce qu'établissent tous les auteurs qui ont traité ces importantes questions, et entre autres le savant Grotius dans son *Traité de jure belli et pacis* (lib. II, cap. 7, n. 11 et 20), où il décide que la succession à un Etat héréditaire doit se régler suivant les lois ou la coutume du pays, s'il n'y a point de loi ou d'usage contraire, parce qu'on doit présumer que les princes ont admis pour eux-mêmes et pour leurs héritiers les lois qu'ils ont faites ou les coutumes qu'ils ont autorisées, comme les ayant trouvées les plus justes dans leurs dispositions.

La loi qui régit le Comté de Neuchâtel est celle du Duché de Bourgogne, ainsi qu'il résulte des investitures de 1311 et 1357 accordées à Roisin. Or il est certain qu'en Bourgogne la succession par lignes n'a pas lieu, même à l'égard des fiefs, le plus proche parent y succédant à l'exclusion du plus éloigné quoique de la ligne de l'aîné; ce qui s'observe aussi à l'égard des fiefs mouvants



1707

de Neufchâtel, et d'où il résulte que la loi commune et générale qui s'y observe est celle de Bourgogne, conforme en ce point comme en plusieurs autres au droit romain, suivant lequel toutes successions du moins en collatérale se règlent par la seule proximité du degré.

Il n'y a ni loi particulière ni usage différent pour la succession au Comté de Neufchâtel. Le Traité de 1406, dont l'autorité revient et s'applique dans toutes les parties de la présente contestation, établit (comme on l'a déjà dit) le droit de tous les descendants et successeurs de Jean IV de Châlons pour posséder le Comté de Neufchâtel au défaut des hoirs de Conrard et Jean de Fribourg que le même Jean IV n'en avait investi que pour eux *et leurs hoirs de leurs corps*. Mais il n'y a aucune disposition ni dans cette loi, ni dans aucune autre, qui affecte ce bien à une branche ou ligne des descendants de Jean de Châlons IV plutôt qu'à l'autre.

L'unique objet du Conseil et des Peuples de Neufchâtel dans ce Traité a été d'exclure l'aliénation et le partage du Comté de Neufchâtel, et d'en assurer la succession naturelle et légitime d'abord à Conrard et à Jean, ensuite, à défaut d'hoirs, à la Maison de Châlons. Ils n'ont pas entrepris de régler de la succession dans ces Maisons et encore moins de l'intervertir, et en dérogeant au droit commun et à la loi générale qui s'observait à Neufchâtel, de déclarer ceux d'une ligne préférables à l'autre; et l'on peut même dire qu'ils n'étaient pas en pouvoir de le faire.

On a regardé Neufchâtel comme un ancien bien de la Maison de Châlons, qui, avant qu'il fût devenu souveraineté indépendante, était un Comté héréditaire de cette Maison. (\*) La qualité de souveraineté n'a point dû en changer la nature ni le droit de succéder à l'égard des héritiers de ceux auxquels il appartenait; il se régissait comme Comté par les lois générales de Bourgogne, qui déferent la succession au plus proche. On n'y a pas établi de nouvelles lois ou un nouvel ordre de succéder, depuis qu'il est devenu un Etat souverain.

Bien loin qu'il y ait un usage et des exemples de la succession linéale pour le Comte de Neufchâtel, il y en a qui y sont absolument contraires.

Le premier et le plus important se trouve dans ce qui se passa après le décès de François d'Orléans, duc de Longueville, qui était mort en possession du Comté de Neufchâtel par une suite de la possession que ses auteurs depuis Jeanne de Hochberg en avaient eue.

Comme il n'avait pas laissé d'enfants, la succession tombait en ligne collatérale. Léonor d'Orléans, et Jacques de Savoie, duc de Nemours, ses cousins germains, demandèrent l'un et l'autre l'investiture de Neufchâtel, savoir, Léonor d'Orléans pour la totalité, comme étant de la branche aînée, et Jacques de Savoie pour moitié, sur le fondement que tous les biens de la succession de François d'Orléans se devaient partager par moitié entre Léonor d'Orléans et lui, puisqu'ils étaient ses héritiers en pareil degré.

Ils obtinrent l'un et l'autre l'investiture chacun pour moitié, par un jugement des Etats du 6 mai 1552; mais, parce que la souveraineté est indivisible, ce ne fut qu'à condition qu'ils s'accorderaient entre eux pour donner un seul chef au Comté de Neufchâtel. Ils s'adressèrent à Messieurs du Canton de Berne, juges des différends qui naissent entre le Comte et la Ville de Neufchâtel, pour se plaindre de cette inexécution; et les deux princes s'étant soumis au jugement de Messieurs de Berne, Léonor d'Orléans demeura seul comte de Neufchâtel, mais à la charge d'une récompense qui fut réglée pour Jacques de Savoie.

(\*) Jamais Neuchâtel n'a été un Comté héréditaire de Châlons, mais seulement arrière-fief de cette maison dès l'an 1288. (Note de J.-F. Boyve.)



1707

L'investiture accordée à l'un et à l'autre comme héritiers en collatérale dans le même degré, leur possession indivise pendant quelques années, et enfin la récompense que Léonor d'Orléans fut obligé de donner à Jacques de Savoie pour demeurer seul propriétaire du Comté, font connaître que la succession se réglait suivant le droit ordinaire et général, avec cette seule différence que le Comté devait demeurer à un seul, comme étant une souveraineté indivisible.

SECONDE PROPOSITION. *Qu'en regardant Neufchâtel comme faisant partie des biens substitués par le Testament de Jean IV de Châlons, il ne peut appartenir qu'à Monsieur le Marquis d'Alègre.*

Monsieur le marquis d'Alègre descend (comme on l'a déjà dit) d'Anne d'Alègre, fille du second mariage de Charlotte de Châlons. Madame de Mailly est issue de Jean de Sainte-Maure, fils du premier mariage de la même Charlotte de Châlons; mais Jean de Sainte-Maure était décédé avant 1536, plus de huit années avant René de Nassau, qui n'est mort qu'en 1544, et par conséquent longtemps avant que la substitution établie par Jean IV de Châlons en faveur des descendants de Jean V, son fils puîné, au défaut de la branche aînée, fut devenu ouverte pour ceux de cette branche.

L'induction naturelle qui se tire de là, est qu'Anne d'Alègre, qui était de la branche de Jean V de Châlons, et qui a survécu René de Nassau, a seule été en état de recueillir les biens substitués.

Madame de Mailly oppose que Louis de Sainte-Maure, fils de Jean, formait la branche aînée de Charlotte de Châlons, et elle prétend qu'il représentait son père pour recueillir les biens de la substitution.

Mais on lui répond qu'il est des principes les plus certains en matière de substitution, suivant le sentiment presque général des docteurs, que la représentation n'y a pas lieu, et que les biens substitués appartiennent, le cas du fideïcommis arrivant, à celui qui étant dans le nombre de ceux qui sont appelés à le recueillir, se trouve lors vivant, et non au fils ou descendant de l'ainé décédé, quoique cet aîné, s'il avait survécu l'institué ou le dernier substitué, fût celui qui aurait été préféré.

Cette maxime est fondée sur deux raisons très solides, et puisées dans les décisions des lois.

La première est que la substitution dont le droit n'est pas encore acquis, ne peut pas être regardée comme un effet ou un droit qui existe, et qui soit *in bonis* de celui qui décède avant que de l'avoir acquis : *Substitutio* (dit la Loi 42 ff. de *acquir. rer. domin.*) *quæ nondum competit, extra bona nostra est*. D'où il résulte que celui qui est décédé avant que d'avoir recueilli et pu recueillir la substitution à laquelle il était appelé, ne peut pas la transmettre à ses enfants ou descendants.

La seconde est que le fideïcommis auquel on n'est appelé que sous une condition, tant que l'événement de la condition est incertain, appartient à l'institué ou au premier substitué, qui n'en deviennent désaisis que dans le cas dans lequel le testateur a appelé un autre à le recueillir. Or si le fideï-commissaire décède avant l'échéance de la condition, il est vrai de dire qu'il n'a jamais eu aucun droit au fideïcommis, mais une simple espérance d'y succéder, laquelle ne se transmet point, parce qu'il est des maximes que *spes fideicommissi non transmittitur*.

Cette décision est celle qu'établissent tous les auteurs qui ont le plus approfondi la matière des substitutions, entre autres Peregrinus, dans son *Traité de fideicommissis*, articles 31 et suivants; Menochius, dans son *Conseil* 132; et Censualius, dans ses *Observations sur Peregrinus*, art. 31.



1707

Ces mêmes auteurs ont traité la question de savoir si le plus proche, pour recueillir les biens substitués, doit s'entendre celui qui est le plus proche parent du testateur, ou celui qui est le plus proche du dernier possesseur des biens substitués, et ils s'accordent presque tous dans la décision que la proximité doit se régler par rapport au dernier possesseur, et non pas en remontant jusqu'au testateur, à moins qu'il n'en ait autrement disposé; par la raison que lorsque le testateur ne s'est pas expressément expliqué, ou du moins par quelque désignation certaine sur le choix d'un successeur, entre ceux qu'il a appelés à la substitution, l'on doit présumer qu'il s'en est rapporté à la loi et à l'ordre qu'elle a établi pour les successions, duquel on ne doit s'écarter que dans le cas d'une disposition du testateur.

Cette dernière question devient en quelque manière inutile ici pour la préférence que Monsieur d'Alègre prétend sur Madame de Mailly, parce qu'il a l'avantage qu'Anne d'Alègre qu'il représente, était tout ensemble et plus proche de Jean IV de Châlons, testateur, et de René de Nassau, dernier possesseur des biens substitués, ayant, par rapport à l'un et à l'autre, un degré de proximité sur Louis de Sainte-Maure, son neveu.

Madame de Mailly ne peut pas prétendre qu'aux termes du testament de Jean IV de Châlons, le fideïcommis, par lequel il a appelé la branche de Jean V, son fils puîné, au défaut de la postérité de Louis, son fils aîné, est linéale, et qu'ainsi elle se trouve dans le cas de l'exception à la maxime qui exclut la représentation en matière de substitution, comme y ayant disposition du testateur pour préférer les aînés.

Car il est certain que Jean IV de Châlons n'a point établi de préférence d'aînesse et de primogéniture entre ceux qu'il a appelés au défaut de la postérité de Louis de Châlons, son aîné, à recueillir les biens dans lesquels il l'avait institué son héritier.

Il est vrai que dans le partage qu'il a fait de ses biens par son testament, il a préféré son aîné aux puînés; il n'instituait les derniers que ses héritiers particuliers de certains biens, qu'il leur assignait pour leur partage, au lieu qu'il instituait Louis de Châlons, son aîné, son héritier universel.

Il est vrai encore que dans les substitutions qu'il a ordonnées tant en faveur des descendants de chacun de ses enfants que de la postérité des uns, au défaut de celle des autres, il a préféré les mâles, tant qu'il y en aurait, aux filles, qu'il n'appelle à recueillir les biens substitués que lorsqu'il n'y aura plus de mâles.

Mais dans toutes ces dispositions il appelle les mâles, ou à leur défaut les descendants des filles, confusément, sans aucune préférence pour les aînés ou ceux de leur ligne; d'où il s'ensuit qu'il n'a point prétendu changer ni intervertir le cours ordinaire de la succession à l'égard de ceux qu'il a appelés à la substitution.

Il n'est point question ici de la préférence de masculinité que l'on convient être établie par le testament de Jean IV de Châlons; la ligne masculine de Jean V, fils puîné du testateur, est finie dans la personne de Charles de Châlons; Monsieur d'Alègre et Madame de Mailly ne viennent à la substitution que du chef de Charlotte de Châlons, par le décès de René de Nassau, dernier descendant de Louis de Châlons.

Ainsi il est vrai de dire que, suivant le testament de Jean IV de Châlons, qui est le titre et la loi commune des parties, il ne peut y avoir de préférence, soit de ligne ou de masculinité, entre Monsieur le marquis d'Alègre et Madame la marquise de Mailly; point de préférence de ligne, parce qu'elle n'est pas établie par le testament; point de préférence de masculinité, parce que Monsieur



1707

d'Alègre et Madame de Mailly viennent l'un et l'autre d'une arrière petite-fille du testateur.

Et il s'ensuit de là que la contestation doit être décidée entre eux sur les seuls principes du droit général et ordinaire, suivant lequel les biens substitués par Jean IV de Châlons aux descendants de Jean V, dans le cas qui est arrivé de la défaillance de postérité de Louis de Châlons, aîné, ont dû appartenir à Anne d'Alègre, qui était lors vivante, et la plus proche en degré, tant par rapport au testament, qu'à René de Nassau, dernier possesseur des biens substitués.

Il est donc vrai de dire, suivant les deux propositions qui viennent d'être établies, que si la succession au Comté de Neufchâtel se règle par le droit des successions ordinaires et indépendamment du fideïcommis porté par le testament de Jean de Châlons, il appartient à Monsieur le marquis d'Alègre, comme descendant de l'héritière la plus proche au jour du décès de René de Nassau: et si on le regarde comme substitué aux descendants de Jean de Châlons, il lui appartient encore à l'exclusion de Madame de Mailly comme représentant Anne d'Alègre, au profit de laquelle seule la substitution a été ouverte en 1544.

Le Mémoire est signé : M. GUYOT DE CHESNE, *avocat*.

Après que Madame la marquise de Mailly a établi son droit, (page 79), réfuté les prétentions de S. A. S. le prince de Conti et de Madame de Soissons, celles de S. M. le roi de Prusse, (pages 82 à 84), celles de Monsieur le prince de Montbéliard, elle en vient à la réfutation du Mémoire de Monsieur le marquis d'Alègre en ces termes :

Mad. de Mailly  
soutient contre  
M. d'Alègre le  
dilemme de  
Mad. de Lesdi-  
guières sur la  
primogéniture.

Monsieur d'Alègre vient à la Souveraineté par le même canal que Madame de Mailly : comme elle, il descend de Jean de Châlons, et les mêmes raisons leur sont communes. Mais Madame de Mailly a sur lui l'avantage de la primogéniture. Un bien qui est inaliénable, comme la souveraineté de Neufchâtel, se transmet de degré en degré et de ligne en ligne; on y suit le même ordre qu'on garde dans un fideïcommis qui est réel, graduel, perpétuel et sans distinction de sexe. Les aînés le recueillent préférentiellement aux cadets; la branche de ceux-là doit être épuisée avant que ceux-ci aient rien à y voir. Tout concourt à l'admission de cette maxime; les lois divines, naturelles et humaines l'autorisent. Et il n'est permis à personne de la contester à Neufchâtel, puisque l'usage et les coutumes y sont conformes. Cela prémis, il n'y a qu'à jeter les yeux sur la généalogie qui est au frontispice de cet écrit, on y reconnaîtra que Monsieur d'Alègre descend seulement du second mariage de Charlotte de Châlons, arrière petite-fille de Jean de Châlons IV; au lieu que Madame de Mailly descend du premier, et que par là elle l'emporte sur lui en vertu du droit d'ainesse. La prérogative de la ligne est attachée sans contredit aux descendants des premières noces. C'est par cette raison qu'à la mort de René de Nassau la propriété de Neufchâtel passa à Louis de Sainte-Maure, et que par le décès de Charles de Sainte-Maure, son fils, sans postérité, elle fut transmise aux descendants de Louise de Sainte-Maure, et que tant qu'il y en aura, ceux qui proviennent des secondes noces de Charlotte de Châlons avec François d'Alègre, ne se trouveront point dans la vocation du fideïcommis, ni appelés à la souveraineté de Neufchâtel. Ainsi la demande de Monsieur d'Alègre est prématurée, et c'est Madame de Mailly seule qui exerce aujourd'hui légitimement les justes prétentions de la Maison de Châlons, puisqu'elle en descend direc-



tement par les mâles, puisqu'elle est l'aînée, et puisque la succession dont on dispute est linéale et inaliénable. (\*)

1707

L'auteur du Mémoire de Madame de Mailly ayant réfuté tous les prétendants du chef de Châlons qui étaient les légataires et donataires de la maison d'Orléans, a ensuite entrepris de réfuter les héritiers ab intestat de feu Madame la duchesse de Nemours, dernière possesseuse de Neuchâtel; et c'est ce qu'il a on ne peut mieux fait, en comprenant dans sa réfutation Monsieur le prince de Carignan, Madame la duchesse de Lesdiguières et Monsieur le comte de Matignon.

Avant de donner la réfutation que Madame de Mailly a faite du Mémoire de Madame la duchesse de Lesdiguières et de Monsieur le comte de Matignon, il est à propos de faire une analyse de l'un et de l'autre de ces Mémoires, d'autant plus qu'ils sont rédigés de mains de maîtres.

L'écrit publié par Madame la duchesse de Lesdiguières a pour titre : *MÉMOIRE pour établir le droit de Madame la duchesse de Lesdiguières sur les Souverainetés de Neufchâtel et Vallengin*. Il contient 49 pages folio. (\*\*)

Titre du grand  
Mémoire de  
Mad. de Lesdi-  
guières.

Le but de ce Mémoire est de faire voir que la mort de Madame la duchesse de Nemours transmettait de plein droit à Madame la duchesse de Lesdiguières les souverainetés de Neuchâtel et Vallengin.

But de ce Mé-  
moire.

Avant d'en venir à la question, elle établit la prétention de chacun des compétiteurs connus à l'époque de la publication de son Mémoire.

L'auteur, qui est un des plus judicieux écrivains qui aient été employés en ce temps là, dit, page 2, „que l'ordre le plus naturel „de placer les concurrents, est de commencer par ceux dont le „droit, s'il était certain, ferait cesser celui des autres.“

Analyse de ce  
Mémoire.

Suivant cet ordre, dit l'auteur, Monsieur l'Electeur de Brandebourg doit être nommé le premier. Il se prétend héritier des anciens comtes de Châlons, qu'il suppose avoir possédé autrefois la souveraineté de Neufchâtel. Il réclame en qualité de leur héritier le lien féodal, qui a réuni, selon lui, le domaine utile au direct, soit en 1457, par la mort de Jean de Fribourg sans postérité, soit depuis ce temps-là par le défaut d'enfants en la personne de Madame la duchesse de Nemours.

1. Le roi de  
Prusse placé  
comme princi-  
pal prétendant.

Après Monsieur l'Electeur de Brandebourg, la qualité des prétentions place naturellement ici Messieurs les princes de Baden- Baden et Baden d'Ourlach. Leur titre est un traité fait en 1490 entre Rodolphe de Baden et Philippe de

2. Le prince de  
Baden- Baden.

(\*) Il ne paraît pas par cette réfutation que l'auteur du Mémoire de Mad. de Mailly ait vu celui de M. d'Alègre, ni que M. d'Alègre ait vu celui de Mad. de Mailly.

(\*\*) Ce Mémoire a naturellement précédé la Réponse que Madame de Lesdiguières fit au *Traité sommaire du droit de S. M. le roi de Prusse*, et qui se trouve reproduit presque in extenso au commencement de ce volume.

(Note de G. P.)



1707

Hochberg pour succéder réciproquement aux biens l'un de l'autre, en cas qu'ils mourussent sans enfants mâles.

Jusqu'ici les concurrents qu'on a nommés allèguent des titres anciens, indépendants en quelque sorte de la loi de la nature et des dispositions de l'homme. Ceux qui viennent après se fondent ou sur les droits du sang ou sur la volonté des derniers possesseurs; et dans l'ordre de la succession du sang, les uns ont pour eux la proximité du degré, et les autres l'avantage de la ligne.

3. Le prince de Conti. Parmi ceux qui soutiennent que les derniers possesseurs de la Souveraineté de Neufchâtel en ont pu disposer à leur gré; d'un côté Monsieur le prince de Conti a en sa faveur le testament de Monsieur l'abbé d'Orléans qui l'a institué son héritier universel. Il prétend que la Souveraineté de Neufchâtel est comprise dans cette institution universelle, comme le reste des biens de la succession. D'un autre côté Monsieur le chevalier de Soissons a pour lui la donation qui lui en a été faite par Madame la duchesse de Nemours qui en a été investie la dernière.
4. Le chevalier de Soissons.
5. Le comte de Matignon. Monsieur le comte de Matignon, qui tient aujourd'hui à Léonor d'Orléans Longueville par le degré le plus proche, à cause d'Eléonore d'Orléans, sa seconde fille, qui n'a formé que la ligne puînée, soutient que cette proximité de degré l'appelle à la Souveraineté de Neufchâtel préférablement aux descendants qui, quoique dans la branche aînée, se trouvent plus éloignés que lui.
6. Le prince de Carignan. Monsieur le prince de Carignan a les mêmes prétentions, par la considération du degré.

Madame la duchesse de Lesdiguières, au contraire, qui descend aussi de Léonor d'Orléans, mais qui en descend par Antoinette d'Orléans, laquelle en qualité de fille aînée, a formé la première ligne, soutient qu'il faut une fois épuiser cette ligne, et que tant qu'il y restera quelque personne capable de succéder, la Souveraineté ne peut passer dans une autre ligne de la même famille : en un mot, elle a pour elle l'ordre de primogéniture et la règle des successions linéales.

Madame de Villeroy. Madame la maréchale de Villeroy vient immédiatement après dans la même ligne; leur droit est commun par cet endroit. Le jugement qui élèvera Madame la duchesse de Lesdiguières à la Souveraineté de Neufchâtel, servira de degré à Madame la maréchale de Villeroy pour y arriver.

Division du Mémoire. Après cette idée générale que l'auteur du Mémoire donne des prétendants, il divise sa matière en trois points.

Premier point. Dans la première Partie, on examinera quel est le droit le plus sagement établi et le plus communément suivi pour les successions des souverainetés; on fera voir que c'est de ne s'écarter jamais de la suite des lignes et d'appeler tous les descendants de la première avant ceux des lignes suivantes.

Second point. Dans la seconde Partie, on montrera que c'est là en particulier l'usage et le droit du Comté de Neufchâtel, et que suivant cet ordre, l'investiture n'en peut être légitimement refusée à Madame la duchesse de Lesdiguières.

Troisième point. La troisième éclaircira les faits et les exemples que l'on oppose contre cette règle, et détruira tous les titres sur lesquels les différentes prétentions des concurrents sont appuyées.

#### PREMIÈRE PARTIE.

Il faudrait être bien étranger dans ces matières pour croire que les successions des souverainetés suivent le même ordre que les successions ordinaires. Elles se règlent, comme on sait, par des droits différents : les unes par le droit public, et les autres par le droit privé.



Inutilement aurait-on introduit à leur égard cette division ancienne et connue, si on eût voulu les assujettir aux mêmes lois. Les souverainetés sont autant distinguées des autres biens que les souverains le sont eux-mêmes des autres hommes. Les biens des particuliers entrent dans le commerce, et sont susceptibles de toutes sortes de conventions et de changements; ceux, au contraire, du souverain, sont par eux-mêmes inséparables de la Couronne; ainsi, comme ce sont deux sortes de biens fort différents dans la manière de les gouverner, on ne doit pas trouver étrange qu'ils le soient aussi dans la manière de les acquérir. Il faut donc écarter d'abord les idées communes de l'ordre naturel de succéder dans le monde entre particuliers, pour ne perdre jamais de vue qu'il s'agit ici d'une souveraineté dont la succession se doit régler par des lois supérieures qui lui sont propres.

On convient que, suivant la division la plus ordinaire des auteurs qui ont traité cette matière, les Etats sont patrimoniaux ou successifs. Les patrimoniaux ressemblent aux biens libres, aux possessions propres des particuliers; le possesseur en est entièrement le maître; il peut les donner, les vendre, les diviser par testament, par contrat, de telle manière, en un mot, qu'il lui plaît.

Les Etats successifs sont semblables à des biens substitués, sur lesquels ceux qui les possèdent actuellement ou qui les doivent posséder un jour, ne peuvent faire aucuns traités, aucunes dispositions au préjudice de leurs descendants et de leurs successeurs, institués comme eux par la même substitution.

Comme les jurisconsultes distinguent deux sortes de principautés, ils distinguent aussi deux sortes de successions : l'une est héréditaire, et l'autre linéale. Dans la succession héréditaire tout dépend de la volonté du dernier possesseur; dans la succession linéale celui qui succède ne tient rien de celui qui l'a précédé; il n'est point héritier, mais successeur. Il tient tout de lui-même, de son sang et de la loi. Cette succession est proprement un fideïcommis perpétuel, en vertu duquel ceux qui possèdent ne sont qu'usufruitiers, et ne font que transmettre ce qui leur a été confié à cette condition. Ils ne peuvent nuire à leurs descendants, ni les priver du bénéfice de la loi qui les appelle après eux dans leur ordre linéal.

Par l'explication de cette seconde manière de succéder, il est facile de juger qu'il n'y en a point qui convienne mieux à la nature des souverainetés.

Le pouvoir souverain doit son premier établissement à la confiance des peuples. Dans les jours d'innocence tout était égal et commun entre les hommes : les passions inconnues alors ou dociles ne causaient point de désordre; chacun possédait son bien sans inquiétude, et regardait celui des autres sans envie. Cet heureux état dura peu; bientôt l'ambition et l'intérêt se répandirent dans le monde, et y introduisirent l'inégalité des fortunes et des conditions : on ne songea plus qu'à usurper ou à se défendre contre l'usurpateur; il fallut que la multitude faible et opprimée cherchât un asile dans la protection de quelque homme puissant et vertueux, qui sût contenir également les grands et les petits, et faire subir à tous la même loi.

De là l'on infère avec fondement la nécessité d'un commerce de soins et de devoirs différents entre les souverains et les sujets; de là encore on infère que l'établissement des souverains est introduit par convention, par choix; de là viennent les principautés successives et électives, et si elles ne sont déclarées telles par la convention primitive, elles se sont formées par le temps et par l'usage ou par des conventions ou des reconnaissances postérieures.

L'auteur montre ensuite qu'entre les différentes manières de succéder à la Principauté, est celle que la loi appelle la *succession légitime*, et elle s'appelle ainsi pour marquer qu'il n'y a proprement

1707

La succession à la souveraineté est toute autre qu'aux biens privés.

Division des Etats.  
Patrimoniaux.

Successifs.

Deux sortes de principautés.  
Admirable différence entre la succession héréditaire et la succession linéale.

Comment se forment les espèces différentes de souverainetés.



1707 que celle-là qui soit juste, et que les autres ne le peuvent être qu'autant qu'elles en approchent et qu'elles l'imitent.

Après cela l'auteur fait voir les inconvénients qui résultent des ventes des aliénations des principautés; et que c'est une espèce d'aliénation que d'en disposer, ou de la transférer sur une tête sur laquelle elle ne doit pas encore être posée.

Contre l'aliénabilité des souverainetés par achat, vente ou testament.

Les sceptres, les couronnes, les premiers rangs de la terre ne sont pas faits pour tomber dans le commerce, ni pour devenir le jouet de l'intérêt et de l'inconstance. Comment s'imaginer que le droit de commander aux hommes puisse dépendre de la volonté d'un seul homme? Les bonnes règles nous apprennent que ce droit sacré, qui est une émanation précieuse de la divinité, se sent de l'immutabilité de son principe, et qu'il ne doit jamais sortir de l'ordre établi par la Providence. Quel avantage même pour les sujets de se persuader que le souverain auquel ils sont soumis leur vient de la main de Dieu même? Ce qu'ils ne pourraient guère se persuader s'ils voyaient que la dignité de souverain était mise au plus offrant et dernier enchérisseur, ou que, par la volonté d'un homme, la couronne fût posée sur une autre tête que sur celle qu'ils ont prévu qu'elle devait naturellement et légitimement tomber.

Le droit d'aînesse reconnu.

Cela présupposé, on ne saurait disconvenir que par un usage presque universel les souverainetés n'appartiennent aux fils aînés des derniers possesseurs. Le droit d'aînesse a été reconnu dans tous les siècles, par différentes nations, comme l'appui des familles, et le moyen le plus propre pour en soutenir l'éclat et le nom. Le premier exemple qu'en fournit l'antiquité se tire des Livres saints. Il est dit dans la Genèse, que le droit d'aînesse transféré en la personne de Juda, lui attirera de la part de ses frères des honneurs et des respects qui iront jusqu'à l'adoration : *Adorabunt te filii patris tui*; et par la même raison la tribu de Juda fut appelée la *tribu royale*, pour marquer son excellence, et la supériorité que lui donnait le droit d'aînesse. (\*)

De ce que l'on vient de dire pour les aînés en général, il est facile d'en tirer des conséquences pour les aînés des souverains en particulier, qui sont à plus forte raison regardés comme les successeurs légitimes de la Couronne, et comme des têtes précieuses formées pour le même diadème que portent leurs pères.

Nulle prédilection ne peut ôter le droit à l'aîné.

L'ordre qui transmet la souveraineté aux aînés est si inviolable que nul prétexte, nul motif n'en autorise le changement : ni penchant de prédilection, ni supériorité de mérite ne peut faire donner aux cadets un avantage que la nature leur a refusé. En vain tiendraient-ils le premier rang dans le cœur des pères, ils ne peuvent tenir dans l'Etat que celui qui leur est assigné par la naissance. En vain paraîtraient-ils plus dignes du gouvernement que ceux qui seraient nés avant eux, une raison plus sûre que ces préjugés ne leur permet d'y arriver qu'à leur tour. Inclination, goût, utilité même apparente, tout doit être sacrifié à la loi de la nature, parce que c'est par cette loi que se déclare et que s'explique la volonté de Dieu même.

S'il était besoin d'autorités pour établir une maxime si connue, tous les docteurs qui ont écrit sur cette matière en fourniraient un grand nombre.

Palaës, dans son Traité des Majorats d'Espagne, dit (Part. 2. 9. 1. n. 57 et 58) qu'il serait contre le droit et l'usage de toutes les nations, de penser qu'un souverain pût se choisir à son gré un héritier au préjudice de son fils aîné, ou d'un autre successeur légitime. Covarruvias dit la même chose en différents termes, il soutient, comme une règle incontestable, qu'un souverain ne peut rien

(\*) Le chapitre 21 du Deutéronome donne une double portion de biens aux aînés.



changer dans l'ordre de succéder à la Couronne, ni dans les droits de primogéniture.

Barthole, dans sa Préface sur le Code *Butrigarius* sur la loi *legatus*, au dig. *De offic. Procons.*; Vasquius, dans ses Controverses illustres, posent sans balance la même maxime comme le fondement de l'ordre public et de la tranquillité des Etats.

Peregrinus, dans son Traité *De jure fisci*, lib. 1, n. 48, assure que cela a toujours été pratiqué ainsi par le passé, et ne croit pas que l'avenir y apporte jamais aucun changement. Tiraqueau, dans sa Préface *De jure primogenituræ*, parle de cet ordre comme d'un établissement qui a son origine dans le droit des gens, dans la loi divine, et dans l'usage de toutes les nations.

Aussi un ancien historien (Tite Live, liv. 40, c. 11) rapporte que les deux fils de Philippe, roi de Macédoine, plaidant leur cause devant leur père, Persée, qui était l'aîné, dit à Démétrius, son cadet : „Il ne faut pas douter que vous n'employiez „toutes sortes de moyens pour régner, mais mon âge et le droit des gens s'y „opposent. Celui-là aspire criminellement à la Couronne qui se hâte de passer „par dessus les degrés de l'âge et les ordres de la nature.“

L'auteur vient ensuite à des exemples plus rapprochés de nos mœurs, entre autres celui de Ferdinand, roi d'Espagne, qui voulant disposer de ses Etats en faveur de Ferdinand, son petit-fils, préféralement à Charles, son frère aîné, en fut empêché par les Grands de son Conseil. De là il en vient à ce qui se passe à l'égard des Electeurs et des autres Princes de l'Empire, et il fait observer que l'on suit constamment les mêmes règles dans ces Principautés particulières et dans tous les fiefs de dignité.

Il est certain que par les constitutions féodales (§ *Præterea de feud. non alienand.*) les fiefs de dignité, tels que sont les duchés, les marquisats, les comtés, sont naturellement indivisibles. L'Empereur Frédéric en a fait une loi expresse en ces termes : *præterea Ducatus, Marchia, Comitatus de cætero non dividantur*. Et de là tous les docteurs (*Ludwel de success. feud., cap. 3, p. 189*) tirent une conséquence indubitable, que ces fiefs appartiennent nécessairement à l'aîné, parce que l'indivisibilité ne souffrant qu'un seul successeur, il n'y a que l'aîné qui puisse être appelé à cette succession. (\*)

Heser (*de divis. feud. part. 2, cap. 21, n. 24 et seq.*) soutient de même que l'indivisibilité est le principe de la primogéniture, et que l'usage a confirmé cette opinion. *Hoc casu ubi feudum dividi prohibetur, ex recepta interpretum sententia, in feudi successione unum tantum, et eum quidem primogenitum solum agnoscimus successorem.*

Helvic, en parlant des fiefs de hautes dignités, rejette comme inutile la succession de ceux où l'on succède par le droit des Français, et de ceux où l'on succède par le droit des Lombards; il dit qu'ils suivent tous la même loi de l'indivisibilité, et par conséquent celle de la primogéniture.

Enfin tous les docteurs sont d'avis que la même loi qui défend la division de certains fiefs dans les familles, établit par conséquent la nécessité de les laisser aux aînés seuls.

L'induction de l'une à l'autre est si indispensable et si naturelle que Charles IV voulant prévenir les troubles que l'ambition des cadets excitait dans les Electorats, commence dans le chapitre 25 de la Bulle d'Or par déclarer les Elec-

(\*) Si dans une petite souveraineté comme Neuchâtel, les successeurs partageaient, il y aurait dans ce pays là, en moins d'un siècle, autant de souverainetés que de villages.



1707

torats indivisibles; *si cæteros principatus congruit in integritate servari ut corroboretur justitia, multi magis magnifici principatus*. Et ensuite il ordonne sur ce fondement que les aînés seuls y succéderont.

Les commentateurs de la Bulle d'Or remarquent que cette Constitution de l'Empereur Charles IV a été formée sur celle de Frédéric, et qu'elle a eu plutôt en vue de rétablir un ancien usage que d'en introduire un nouveau. (*Arum. in aur. Bull. discurs. 6. Rumelin. ibid. part. 1. Dissert. 6.*)

Usage du  
royaume de  
France.

Ce que c'est  
qu'un apanage.

La France n'est pas moins favorable que l'Allemagne à l'indivisibilité des Principautés et des autres fiefs de haute dignité. Tous les Parlements ont pour maxime que ces grandes seigneuries appartiennent entièrement aux aînés seuls, et que la légitime des autres enfants n'en peut rien retrancher. Il n'est dû aux cadets pour leurs droits qu'une récompense qui prend le nom d'apanage à l'égard des souverains; c'est ce que remarque Bouchel sur le mot *legitime*, Legendre sur l'article 95 de la Coutume de Troyes, Guy Pape *quæst. 606*, Expilli, chap. 12. Et sur cela il est à propos d'ajouter que la Loi des apanages, comme celle de l'indivisibilité, est encore une autre preuve du droit d'aînesse, parce que l'apanage, qui est à peu près semblable à ce que les Romains appelaient *Panes civiles*, dont il est parlé dans la Loi dernière au Code *De jure dotium*, n'est proprement qu'une provision alimentaire pour les puînés des Rois, laquelle se prend sur le domaine de la Couronne réservé tout entier à l'aîné.

Rien ne marque donc mieux, dit Tiraqueau (*De jur. primog. q. 5 et 53*), l'exclusion des cadets dans la succession d'une souveraineté que les portions particulières qu'ils ont reçues pour leur subsistance. Et quand même, au lieu d'une somme fixe ou de quelques biens indépendants de la Souveraineté, on leur assignerait des seigneuries qui y seraient annexées, cela passerait toujours pour un apanage, et plutôt pour une pension sur le domaine que pour une portion même du domaine, *potius tantum appanagium quam veram divisionem*. (*Rumel. in aur. Bull. part. 3. dissert. 5. Thes. 5. 12 et 13.*)

De l'avantage qui se trouve à rendre indivisibles et inaliénables les dignités souveraines, il s'ensuit évidemment que de droit commun elles appartiennent aux aînés seuls, et de là il résulte aussi qu'elles sont tellement attachées à l'aînesse qu'elles en suivent perpétuellement la ligne, indépendamment de la proximité du degré.

Cette conséquence est fondée sur deux propositions communément reçues parmi les docteurs. La première, que le droit d'aînesse, formé et acquis en la personne de l'aîné, se transmet aussi dès ce moment là à ses enfants par une espèce de représentation, c'est-à-dire par une fiction de la loi qui les rapproche successivement, pour les mettre en la place de leur père et les faire succéder au privilège dont il aurait joui s'il eût vécu. *Et ita*, dit Du Moulin sur l'art. 13 de la Coutume de Paris, (*Glos. 3, n. 6*) *spes illa expectationis futuræ successionis cum omnibus suis modis, conditionibus et qualitatibus, videlicet unâ cum jure primogenituræ et spe hujus præcipui in descendentes transmittitur*. C'est le sentiment de tous les docteurs qui ont traité cette matière, et principalement de Molina, célèbre docteur espagnol. (*Betius de deff. et div. jur. primog. cap. 8. § 48. Molin. de Hisp. primog. lib. 1. cap. 1. 5 et 6.*)

La seconde maxime est que cette transmission qui se fait de l'aîné à ses descendants est perpétuelle; soit que chacun d'eux ait pris possession à son rang, ou que quelques-uns prévenus par la mort aient laissé des enfants qui aient pris possession pour eux, tous les enfants du dernier possesseur forment autant de lignes qui sont appelées les unes après les autres: de sorte que celui qui a acquis le premier par l'âge le droit d'aînesse, en transmet au même instant les avantages à sa race, toujours d'aîné en aîné, tant que la ligne subsiste.



1707

(Gommer de repræsent. cap. 11. n. 3. Molina de Hisp. primog. 3. cap. 6. n. 48.) Quand cette première ligne est éteinte on passe à la seconde, et de celle-ci successivement à toutes les autres, en observant toujours le même ordre. Voilà quel est le progrès du droit d'aînesse en matière de souveraineté.

Il n'y a qu'à consulter les docteurs pour se convaincre de ces principes. Ils déclarent tous que c'est au moment de la naissance que s'imprime le droit d'aînesse en la personne du premier enfant; et que, quoique ce droit soit attaché à un seul par l'exercice actuel, il se communique néanmoins à tous les autres par le lien de l'espérance. Ils ajoutent que cette communication générale qui se fait alors, tient lieu dans la suite de possession actuelle à ceux qui n'ont pu exercer le même droit à leur tour : ensorte que leur postérité tire autant d'avantage de la capacité seule qu'ils ont eue, qu'elle en tirerait de la réalité effective dont la mort les a privés (*Arum. in aur. Bull. disc. 4. Molin. de Hisp. primog. lib. 1. cap. 1. et lib. 3. c. 6. Rum. in. aur. Bul. part. 1. dist. 6. Besold. Amat. Grass. etc.*)

C'est ce que le savant Grotius exprime parfaitement bien dans le chap. VII du second livre, § 22, où il fait voir qu'il ne faut pas s'attacher scrupuleusement aux règles ordinaires de la représentation, dont la Loi civile a borné le cours en collatérale; mais qu'il faut juger des successions linéales par le droit qu'on a de les transmettre à l'infini, quoiqu'elles ne soient pas échues du vivant de ceux qui y étaient appelés : et cela, sur le fondement seul de l'espérance qu'ils avaient; espérance qui, toute impuissante qu'elle est d'elle-même, ne laisse pas de produire un droit certain en faveur de leurs descendants : à peu près comme la stipulation conditionnelle en produit un à des héritiers, par l'événement d'une condition qui n'a pas eu lieu durant la vie de leur auteur.

En cette matière, l'aînesse est un fideïcommis perpétuel et indivisible, dont tous les degrés se rapprochent et se ressemblent : la même loi qui préfère les aînés dans la postérité du souverain, conserve cette préférence dans toute la suite de sa succession : *quantum*, dit Grotius, *prima electio tribuit, tantum defert successio*; le dernier degré doit être une imitation parfaite du premier, et par conséquent il faut trouver dans chaque successeur les conditions essentiellement exigées dès l'origine. La nécessité de ce progrès uniforme suit si naturellement des principes de Grotius, que ses commentateurs ont cru ne pouvoir mieux l'établir qu'en disant que le caractère propre pour succéder était de suivre les traces des prédécesseurs, *proprium est successorum imitari vestigia prædecessorum*.

Telle est l'idée de la succession en primogéniture, qui n'est autre chose que la succession linéale; ces deux expressions différentes présentent à l'esprit le même sens. Car il n'est pas possible de concevoir une transmission à l'infini d'aîné en aîné, sans se représenter en même temps une suite perpétuelle de lignes. Aussi un auteur moderne, dans un traité qu'il a fait sur cette matière, confond ces deux manières de s'exprimer, et dit précisément qu'elles sont les mêmes : *successio linealis aut primogenituræ eadem sunt ex omnium consensu*. (*Schilter de success. lineali. § 1. pag. 83 et in Mantissa § 2, pag. 142 et 147.*)

Cette succession, dit Puffendorf, consiste en ce que tous ceux qui descendent du premier chef de la famille régnante, sont censés former autant de lignes perpendiculaires, dont chacune a droit de succéder, selon qu'elle est à un degré plus proche; et dans le même degré, selon que le sexe premièrement, et ensuite l'âge lui donne la préférence : ensorte que la souveraineté ne passe point d'une ligne à l'autre que la première ne soit épuisée. On ne compte pas dans cette succession à quel degré on est parent du défunt; on n'y est pas assujéti au cours ordinaire et borné de la représentation; mais chacun acquiert en vertu



1707

de la loi un plein droit d'y venir à son tour, et ce droit il le transmet à sa postérité avec le même ordre. Ainsi (continue toujours Puffendorf) on appelle d'abord les enfants du dernier possesseur, avec cette circonstance que s'il y en a de morts qui aient laissé des enfants, ces enfants et leurs descendants prennent aussitôt la place du défunt; et sa ligne, si elle a le pas devant celle des enfants vivants, les exclut, sans autre différence entre les successeurs, qui sont en pareil degré dans la même ligne, que la prérogative du sexe et puis de l'âge.

Le droit de  
primogéniture  
conduit à la  
succession  
linéale.

On ajoutera que Grotius et ses commentateurs sont si persuadés que la primogéniture conduit inévitablement à la succession linéale, qu'ils ne mettent le royaume de Juda au rang des successions linéales que sur le fondement de ces paroles de l'Écriture : *Josaphat donna le Royaume à Joram parce qu'il était l'aîné*. Donc c'est le titre d'aîné qui introduit l'ordre des lignes dans les successions des souverainetés. Et quand les historiens veulent marquer les États de l'Europe qui suivent cet ordre, ils ne font que le dénombrement de ceux qui se règlent par le droit d'aînesse, comme la France, l'Espagne, la Hongrie, la Sicile, la Savoye, l'Autriche, la Bavière, etc. Ils ne se servent pas à cet égard du terme de succession linéale, qui était un terme peu connu autrefois, mais de celui de succession en primogéniture, qui signifie la même chose, *primogenitura apud multos viget, ut apud Gallos*, etc., dit Gastel, pag. 1385.

L'auteur du Mémoire s'étend encore beaucoup au delà dans cette première partie, en citant d'autres autorités, et même des exemples et des décisions; mais comme elles ne prouvent pas au delà de ce qui a été rapporté jusqu'ici, on les supprime pour abréger les écritures.

#### SECONDE PARTIE.

Après avoir établi dans la première partie que dès qu'une souveraineté était indivisible, elle appartenait par préférence aux aînés, et que cette préférence transmettait de ligne en ligne le droit de primogéniture, l'auteur veut, dit-il, dans cette seconde partie démontrer, en suivant toujours le même ordre, que la Souveraineté de Neuchâtel est indivisible de sa nature, qu'elle est affectée à l'aînesse, et que cette affectation conduit essentiellement à l'ordre des lignes.

Ces questions sont toutes de fait, et dépendent de l'examen de ce qui s'est passé dans l'histoire du Comté de Neuchâtel.

Familles qui  
ont possédé le  
Comté de Neu-  
châtel.

Rodolphe IV  
étant mort ab  
intestat, la sou-  
veraineté passe  
à Amédée son  
fils aîné.

Ce Comté a été possédé successivement par quatre familles. La première s'appelait proprement la famille de Neuchâtel; la seconde, celle de Fribourg; la troisième, celle de Hochberg; et la quatrième, celle de Longueville.

Dans la première, Rodolphe IV, comte de Neuchâtel, mourut ab intestat en l'année 1277, et laissa quatre enfants mâles : Amédée, Henri, Jean et Richard. Sa mort fit naître des contestations entre ses fils. La décision en fut remise à Thierry, comte de Montbéliard, leur grand-père maternel par leur mère, leur tutrice, et fille de Thierry. Il décida en faveur d'Amédée, l'aîné.

On voit dans cette décision : 1. que le titre de *Comte*, auquel la souveraineté est attachée, a été donné uniquement à l'aîné; et 2. que les cadets ni les filles n'ont eu quelques parties du domaine en partage que sous la foi et la relevance du frère aîné, et même sous le droit de réméré.

Amédée ne fit point de testament, et quoiqu'il eût quatre filles, Rodolphe,



1707

son fils, demeura seul comte de Neuchâtel, et fut reconnu pour tel dès son bas âge par ses oncles.

L'auteur du Mémoire fait au reste ici une faute dans l'histoire ; car ce Rodolphe appelé Rollin eut un frère nommé Amédée, qui fut chevalier et qui mourut l'an 1304, dix-huit ans après que Rollin eut été reconnu seul comte de Neuchâtel.

Après Rodolphe, Louis de Neuchâtel, son fils, succéda à la souveraineté, et ne laissa que deux filles, Isabelle et Varenne. Si le Comté avait été divisible, ces deux sœurs auraient partagé, au lieu que l'aînée eut tout le Comté, et que sa sœur Varenne n'eut pour apanage que la Terre du Landeron, dont elle dut faire hommage à sa sœur aînée, qui conserva seule le titre de Comtesse de Neuchâtel.

Isabelle n'ayant point d'enfants du comte Rodolphe de Nidau, fut obligée de chercher son successeur dans la ligne de sa sœur Varenne, laquelle était mariée à Egon, comte de Fribourg, et trouva dans cette ligne Conrard de Fribourg, son neveu, qui, quoique institué héritier par sa tante, n'aurait pas laissé, comme héritier légitime, d'être Comte de Neuchâtel. Voilà comment par la voie de la ligne et de la primogéniture, le Comté de Neuchâtel a passé dans la seconde maison.

La ligne d'Isabelle éteinte, on a remonté à la ligne de Varenne, sa sœur.

Conrard de Fribourg ne laissa qu'un enfant mâle, savoir Jean de Fribourg, lequel étant mort sans enfants, on recourut à la ligne d'Anne de Fribourg, sœur de Conrard, laquelle aurait été appelée à la souveraineté, si elle avait vécu, mais elle était morte, ayant laissé de Rodolphe de Hochberg, son mari, Guillaume Ier, qui eut deux enfants mâles, Rodolphe II et Guillaume II.

Ensuite à la ligne d'Anne de Fribourg, mariée à Rodolphe de Hochberg.

Rodolphe II, pendant la vie de son père, fut institué héritier par Jean de Fribourg, son cousin. Cette démarche anticipée, qui troublait et renversait en apparence le droit de primogéniture, l'a établi et confirmé en effet par les circonstances dont elle a été accompagnée. Si on eût regardé Neuchâtel comme un Etat héréditaire, on aurait pu, sans formalités et sans précaution, faire passer la souveraineté au fils préférablement au père. Le caractère propre d'un royaume patrimonial et héréditaire, est de dépendre de la volonté du possesseur, et de n'être point assujéti à une suite certaine et uniforme de successeurs : cependant lorsque Rodolphe II fut préféré à Guillaume, son père, il fallut, pour rendre cette préférence valable, un consentement exprès de Guillaume ; consentement, qui, n'intéressant que le père, était permis de sa part : *potest enim cessio, seu donatio primogenituræ fieri in personam illius qui post cedentem immediate succedit, non autem in personam ulterioris*, disent les docteurs.

Depuis ce temps là, il n'y a rien de changé dans la succession de la souveraineté : l'indivisibilité y a toujours eu lieu ; et par l'indivisibilité, la primogéniture. Philippe de Hochberg succéda à Rodolphe II, son père, et laissa cette souveraineté à Jeanne de Hochberg, sa fille, qui fut mariée à Louis d'Orléans-Longueville, comte de Dunois. C'est par ce mariage que le Comté de Neuchâtel est entré dans la maison de Longueville, qui est la quatrième et la dernière famille de celles qui l'ont possédé.

Louis d'Orléans mourut en 1515, et laissa trois enfants, Claude, Louis et François. En 1519, Jeanne de Hochberg, leur mère, leur fit une donation entre vifs de tous ses biens, et entre autres du Comté de Neuchâtel, avec réserve d'usufruit.

Claude d'Orléans, qui était l'aîné, mourut avant sa mère en 1524, sans avoir été marié. Louis d'Orléans, qui était le second, mourut aussi avant sa mère en 1536. Mais de son mariage avec Marie de Lorraine, il eut François d'Orléans II,



1707

ainsi appelé pour ne pas le confondre avec François d'Orléans, son oncle, troisième fils de Jeanne de Hochberg, le seul qui survécut à sa mère.

Après le décès de Jeanne de Hochberg, arrivé en 1543, on voulut faire un partage des biens compris dans la donation, qui, comme on a observé, ne devait avoir son effet qu'en ce temps là. Les seuls partageants étaient François d'Orléans Ier, fils de Jeanne de Hochberg et François d'Orléans II, petit-fils de Jeanne, lequel représentait son père, Louis d'Orléans, qui, par le décès de Claude sans enfants, était devenu l'ainé.

Contestation  
entre les fils de  
Jeanne de  
Hochberg.

François d'Orléans Ier du nom, qui, du vivant même de sa mère, s'était donné le titre de souverain de Neuchâtel, n'avait garde d'abandonner légèrement la part que la donation lui donnait à cette souveraineté.

D'un autre côté le tuteur de François II soutenait que la donation, qui mettait la souveraineté en partage, était nulle; que cette souveraineté était indivisible, et que par conséquent elle appartenait à l'ainé, ou à celui qui le représentait dans le droit d'ainesse. Il s'agissait donc de savoir qui du fils cadet, ou du petit-fils, représentant l'ainé, aurait la préférence à cet égard. La question fut jugée à l'avantage du petit-fils; le neveu fut préféré à l'oncle; on commença par mettre à part la souveraineté comme ne devant point entrer dans le partage, ensuite on fit deux lots égaux des autres biens et terres données; mais en même temps on convint, qu'outre le lot échu à François II, la souveraineté lui appartiendrait toute entière. Ce partage est du 6 mars 1543; il faut en rapporter les termes : „Et pour ce que le Comté de Neuchâtel n'est „pas compris en ce présent partage, parce que il est indivisible, il a été accordé „que le dit Comté sera, compétera, et appartiendra à toujours au dit mineur, „ses hoirs, etc.

Partage entre  
les deux Fran-  
çois d'Orléans,  
oncle et neveu.

Circonstances  
qui distinguent  
les successions  
linéales d'avec  
les héréditaires.

Les véritables circonstances qui distinguent les successions linéales d'avec les successions héréditaires, se trouvent réunies dans cet exemple, savoir, l'indivisibilité et la préférence du neveu à l'oncle. C'est à ces deux marques que Grotius reconnaît l'ordre des lignes. La simple représentation, telle qu'elle a lieu entre particuliers, ne saurait produire le même effet; elle peut bien, dans une succession divisible, admettre le neveu avec l'oncle pour partager également, mais où il n'y a pas de partage, il n'y a point en un sens de concours. Ainsi, dès qu'il est question ou de posséder une souveraineté dans son entier, ou de n'en avoir rien du tout, la préférence du neveu à l'oncle ne peut trouver son fondement dans la proximité du degré, puisque l'oncle a le degré véritable, et le neveu seulement le degré feint. Il faut donc rapporter cette préférence à une autre cause, qui est l'avantage de la ligne; c'est-à-dire la représentation non pas du degré, mais de la personne et des droits de l'ainé, et de ses descendants à l'infini; c'est ce qu'on appelle plus proprement *transmission*.

La représenta-  
tion du neveu  
n'a eu lieu en  
ce pays que dès  
l'an 1655.

Une preuve bien évidente que cette contestation touchant la souveraineté de Neuchâtel, ne se décida pas par la Loi des particuliers, c'est que le partage fut fait en 1543; et alors la représentation établie par le droit civil, n'était point encore reçue dans ce pays là; elle n'y a été introduite qu'en 1655.

Dira-t-on que la complaisance de l'oncle eut plus de part que la loi de l'Etat à la préférence du neveu? Mais toutes les démarches que l'oncle fit pour s'y opposer après la mort de Jeanne de Hochberg, et celles qu'il avait même tenté de faire auparavant, pour se mettre par avance en possession de la souveraineté, écartent bien loin cette allégation.

Ce qui doit persuader que tout ce qui s'est passé en cette rencontre était fondé sur la coutume et le droit, c'est que dans la procédure qui fut faite en 1672 entre M. l'abbé d'Orléans et Madame la duchesse de Nemours, il est dit expressément que les droits ont été exactement discutés dans les partages; que



ces actes, en préférant les aînés, n'ont fait que suivre la coutume, et qu'en particulier dans le partage de 1543, François d'Orléans, premier du nom, y a reconnu le droit de François II, son neveu, parfaitement justifié. Voilà donc la souveraineté de Neufchâtel déclarée indivisible par les propres termes du partage de 1543. La voilà de plus reconnue inaliénable par la nullité de la donation de Jeanne de Hochberg, qui avait entrepris d'en disposer. Il faut passer à d'autres exemples.

En 1551, François d'Orléans II mourut sans enfants. Léonor d'Orléans, fils de François d'Orléans I, demanda l'investiture : c'était à lui que la souveraineté appartenait entièrement, comme au plus proche successeur mâle dans le droit d'aînesse; cependant Jacques de Savoye, duc de Nemours, fils de Charlotte d'Orléans, voulut y succéder par moitié, et il est vrai que du consentement de Léonor d'Orléans, l'investiture fut donnée à l'un et à l'autre conjointement, mais à condition que les deux invétus conviendraient entre eux de donner un seul chef à l'Etat; il fallut avoir cette condescendance en ce temps. Mais Léonor d'Orléans ayant réservé ses droits sur la totalité, Jacques de Savoye fut obligé de céder sa part au moyen de sa Terre de Sainte-Croix en Bourgogne, que Léonor céda à Jacques. Ainsi les accommodements que les troubles qui régnaient alors avaient rendu comme nécessaires pour un temps, finirent pourtant heureusement en reconnaissant l'indivisibilité de la souveraineté et les droits de Léonor.

Léonor d'Orléans, décédé ab intestat, laissa six enfants, Henri I, François III, Catherine, Marguerite, Antoinette et Eléonore; il n'y eut entre eux ni partage fait, ni investiture donnée, pendant la vie de Marie de Bourbon, leur mère, qui avait seule l'administration de tout; mais, après la mort de Henri I, il s'éleva entre Henri II, son fils, et François III son frère, la même contestation qu'il y avait eue entre François I et François II au sujet de la préférence du neveu à l'oncle, ou de l'oncle au neveu. Henri II, comme fils de l'aîné, demanda l'investiture de la souveraineté toute entière. François III, comme frère du même aîné, en voulut avoir la moitié; mais mieux instruit quelque temps après des lois de l'Etat, il souscrivit à sa condamnation. Henri II obtint seul l'investiture de tout le Comté de Neufchâtel, sans qu'il lui en coûtât ni apanage ni récompense pour son oncle; c'est la seconde fois que l'oncle, en concurrence avec le neveu, a été obligé de céder.

Henri II fut marié deux fois : l'une, à Louise de Bourbon, et de ce mariage il y a eu Madame de Nemours; l'autre, à Geneviève de Bourbon-Condé, et de ce second mariage sont nés M. l'abbé d'Orléans et M. le comte de Saint-Pol.

M. l'abbé d'Orléans, en vertu de son droit d'aînesse, se mit seul en possession de la souveraineté, et en fit une donation à M. le comte de Saint-Pol, son frère, en se réservant seulement le droit d'y rentrer, si le donataire mourait sans enfants. Cette donation se fit du consentement et en la présence des Etats. D'ailleurs elle n'avait rien en soi que de favorable, parce qu'elle était conforme au droit du sang.

M. le comte de Saint-Pol fut tué au passage du Rhin, en 1672. Sa mort donna lieu à l'exécution de la clause du retour : mais comme M. l'abbé d'Orléans, au profit de qui était cette clause, se trouvait lié par la prêtrise, et que de plus il était tombé dans une faiblesse d'esprit qui le rendait incapable du soin des affaires, Madame de Nemours, à qui le testament de M. le comte de Saint-Pol donnait aussi la qualité d'héritière, crut que toutes ces circonstances la mettaient en droit de succéder à la souveraineté de Neufchâtel. Madame de Longueville, au contraire, comme mère et curatrice de M. l'abbé d'Orléans, soutint que la maladie dont il était attaqué, lui ôtait l'exercice actuel de la souveraineté, mais qu'elle lui en laissait toujours la propriété et le titre; elle ajouta

1707

Contestation  
pour la succes-  
sion de Fran-  
çois d'Orléans  
II.

Descendance  
de Léonor.

Henri II investi  
seul.

L'abbé d'Or-  
léans, le Comte  
de St-Pol, Mad.  
de Nemours.

Mad. de Ne-  
mours préten-  
dait à la souve-  
raineté en 1672.  
Mad. de Lon-  
gueville s'y op-  
posait.



1707

Mad. de Nemours fut condamnée.

Le Mémoire de Mad. de Lesdiguières était principalement dirigé contre M. de Matignon.

Ecrits publiés pour M. le comte de Matignon.

qu'en égalité de degré les mâles excluaient les filles, et les aînés les cadets; qu'enfin la souveraineté de Neuchâtel était indivisible, et que par conséquent elle appartenait à l'aîné seul, etc.; et l'aliénabilité n'ayant pas lieu, tout ce qui pouvait résulter des clauses du comte de Saint-Pol ne pouvait enlever le droit de primogéniture de M. l'abbé, etc. Madame de Longueville l'emporta; M. l'abbé d'Orléans, son fils, pour qui elle plaidait, fut maintenu dans le titre et dans l'état de souverain, quelque incapable qu'il fût d'en exercer les fonctions par lui-même. La prétention de Madame de Nemours fut condamnée par les Trois Etats; et leur jugement porte en termes exprès : „Que Madame de Nemours ne „peut prétendre aucune part à cette Souveraineté ni à ses dépendances, *parce „qu'elle est indivisible, et que les mâles y succèdent à l'exclusion des filles, et les „aînés à l'exclusion de leurs cadets, suivant l'ordre observé depuis plusieurs siècles, „qui doit être suivi comme une coutume inviolable.*“

L'auteur du grand Mémoire de Madame de Lesdiguières finit en exposant diverses raisons considérables tirées de tous ces faits pour prouver que la souveraineté de Neuchâtel est indivisible et inaliénable, et qu'elle ne peut jamais tomber que dans la primogéniture; par où l'on voit que ce Mémoire n'est dressé absolument que contre M. le comte de Matignon, qui, à son tour, publia aussi le sien, avec une Consultation préparée depuis l'an 1701 par M. Obrecht. On y voit encore d'autres raisons et d'autres arguments contre la primogéniture et contre la succession linéale que celles et ceux que M. le marquis d'Alègre a allégués pour réfuter Madame de Mailly, laquelle, comme Madame de Lesdiguières, soutenait la succession linéale.

Ce serait une grande tâche de copier ici toutes les écritures publiées de la part de M. le comte de Matignon.

Le premier Mémoire qui parut est intitulé : *MÉMOIRE pour justifier que Monsieur le Comte de Matignon, petit-fils d'Eléonore d'Orléans, et en cette qualité plus proche parent paternel de S. A. S. Madame la duchesse de Nemours, a droit de demander l'investiture de la Souveraineté de Neuf-Châtel et Valengin, à l'exclusion de Madame de Lesdiguières, plus éloignée d'un degré, puisqu'elle est arrière petite-fille d'Antoinette d'Orléans, sœur d'Eléonore.*

La seconde pièce est une CONSULTATION DE FEU M. OBRECHT, exposant l'état du fait et de la question touchant la nature de la succession au Comté de Neuchâtel. Cette Consultation contient 26 pages in-4.

Le troisième écrit est intitulé : *RÉPONSE DE MONSIEUR LE COMTE DE MATIGNON, petit-fils d'Eléonore d'Orléans, et en cette qualité héritier et plus proche parent paternel de S. A. S. Madame la Duchesse de Nemours, Princesse Souveraine de Neuf-Châtel en Suisse, aux Ecrits de Son Altesse Electorale de Brandebourg sur sa prétention à cette Souveraineté.* Ce Mémoire contient 46 p. in - 4.



Ces trois écrits (\*) sont de la façon de M. Le Roi, un des plus fameux avocats de Paris. Nous allons en donner un extrait.

D'abord l'auteur du premier Mémoire établit que M. le comte de Matignon est descendu d'Eléonore d'Orléans, la cadette des filles de Léonor d'Orléans, duc de Longueville, prince de Neuchâtel, et qu'il est le plus proche parent de feu Madame la duchesse de Nemours, étant avec elle issu de germains. Cette qualité ne lui est point contestée. Mais il fait rouler tout le mémoire sur la question de savoir si Madame la duchesse de Lesdiguières, pour être descendue d'Antoinette d'Orléans, l'aînée d'Eléonore, et se trouvant dans un degré plus éloigné que M. le comte de Matignon, doit être préférée sous le prétexte qu'elle se trouve dans la première ligne. Cette question est traitée dans toute son étendue.

L'auteur présente d'abord les moyens de Madame de Lesdiguières, pour les réfuter ensuite. Elle a, dit-il, employé *trois moyens* :

Le *premier*, que dans tous les royaumes et dans toutes les souverainetés, on suit pour la succession l'ordre des lignes et non pas la proximité du degré.

Le *second*, que les souverainetés qui ont été originairement féodales, suivent dans l'ordre de la succession les mêmes règles qu'elles suivaient dans l'état féodal; qu'ainsi lorsque dans l'état féodal on y a suivi l'ordre des lignes, on doit suivre l'ordre des lignes dans l'état souverain. Que le Comté de Neuchâtel a toujours été déferé suivant l'ordre des lignes et non pas par la proximité du degré, soit dans le temps que ce Comté était un fief régi suivant la nature des fiefs d'Allemagne, soit depuis qu'il est devenu souverain.

Le *troisième*, que les lois et les coutumes qui règlent la succession à la souveraineté de Neuchâtel et Valengin, ne sont pas celles qui règlent la succession des biens des particuliers; que la souveraineté a d'autres règles que les biens communs, qu'elle est inaliénable, indivisible, et déferée aux aînés par ordre de *primogéniture*.

Chaque réponse de Monsieur de Matignon contre les moyens de Madame de Lesdiguières établira la justice du droit de M. de Matignon.

Contre le *premier moyen*, M. de Matignon fera voir :

1. Qu'il y a des souverainetés différentes, des souverainetés patrimoniales, des souverainetés héréditaires, et des souverainetés successives ou linéales; que la différence des souverainetés détermine l'ordre différent d'y succéder.

2. Que dans les souverainetés on ne succède point par lignes, s'il n'y a une loi écrite ou une coutume particulière de succéder.

3. Que la souveraineté de Neuchâtel est héréditaire; qu'on n'y a jamais succédé par lignes, mais suivant la proximité des degrés, hors les termes de la représentation qui a lieu en ligne directe à l'infini.

Contre le *second moyen*, M. de Matignon conviendra de la règle qui y est proposée, mais il prouvera :

1. Que dans tout le temps que le Comté de Neuchâtel était un fief, on ne saurait trouver un seul exemple où il ait été déferé par lignes.

2. Que la succession par lignes n'avait point alors, et n'a point encore à présent lieu, ni pour les fiefs d'Allemagne, comme Madame de Lesdiguières l'insinue dans un endroit, ni pour ceux de Bourgogne, comme elle le prétend dans un autre, ni même pour les fiefs qui sont mouvants du Comté de Neuchâtel.

(\*) Ces Mémoires se trouvent déjà indiqués Tome IV, page 463.

1707

Analyse du  
premier Mé-  
moire de M. de  
Matignon.

Trois moyens  
employés par  
Mad. de Les-  
diguières.

Contre le pre-  
mier moyen.

Contre le se-  
cond moyen.



1707  
Contre le troi-  
sième moyen.

*Contre le troisième moyen, M. de Matignon établira :*

1. Que quand il n'y a ni loi ni coutume particulière pour la succession à la souveraineté, il faut suivre les lois et les coutumes générales qui s'observent pour les successions ordinaires dans l'étendue de la souveraineté. Qu'à Neufchâtel il n'y a point de loi ou de coutume particulière pour la succession à la souveraineté; que la succession par lignes y est inconnue, et pour les biens allodiaux et pour les fiefs du Comté; qu'ainsi on y doit suivre les lois et les coutumes ordinaires du Comté, qui défèrent les biens au plus proche, hors les termes de représentation.

2. Que le Prince est soumis aux lois et aux coutumes du Comté comme les particuliers; qu'il y est assujetti aux mêmes règles et aux mêmes formalités; qu'il y doit demander la mise en possession dans le même délai que les particuliers.

3. Que si la souveraineté est inaliénable et indivisible, parce qu'il est de l'intérêt du peuple qui a consenti à la souveraineté qu'elle ne soit ni divisée ni aliénée, cela est commun à toutes les souverainetés héréditaires qui ne laissent pas que d'être déferées suivant la proximité du degré; l'indivisibilité faisant qu'un seul succède, mais ne faisant pas que le plus éloigné doive succéder à l'exclusion du plus proche; qu'ainsi, quoique la manière de succéder soit différente, l'ordre de succéder est le même.

Que si la souveraineté de Neufchâtel est déferée à un seul, parce qu'elle est indivisible, et par conséquent à l'aîné à l'exclusion des puînés; et au défaut des mâles à l'aînée des filles à l'exclusion des puînées, soit lorsqu'en ligne directe le souverain laisse des enfants, soit lorsque n'ayant point d'enfant la souveraineté passe en ligne collatérale, et que plusieurs frères ou sœurs sont les plus proches parents du souverain, comme il a été décidé en 1672 par le jugement souverain des Trois Etats, suivant l'ordre observé depuis plusieurs siècles; cela est encore commun aux souverainetés héréditaires, qui, parce qu'il est de l'intérêt du peuple qu'elles soient indivisibles, sont déferées à un seul, et entre plusieurs enfants d'un même père, à l'aîné à l'exclusion des puînés, et au défaut des mâles à l'aînée des filles à l'exclusion des cadettes.

Que lorsque la souveraineté de Neufchâtel a été prétendue par deux parents qui n'étaient point frères, mais cousins en égal degré, en ce cas les Etats les ont investis chacun pour moitié, parce qu'alors leur droit est égal à la succession; mais, que comme il est de l'intérêt de la souveraineté de n'être point divisée, les Etats ne les ont investis qu'à condition de convenir d'un seul pour souverain en donnant récompense à l'autre, comme il a été décidé par les Etats en 1552, ce qui seul prouverait évidemment que l'on ne succède pas à cette souveraineté par l'ordre des lignes, mais par la proximité du degré.

Après avoir répondu aux moyens proposés pour Madame de Lesdiguières, et en répondant avoir établi le droit pour M. de Matignon, on finira par une dernière réponse, et on fera voir que si l'ordre de succéder à la souveraineté de Neufchâtel n'était pas aussi clairement établi par l'usage et les règles observées pour la succession à la souveraineté, si, au défaut des règles et de l'usage observé pour la succession à la souveraineté, les lois et les coutumes générales du Comté qui doivent être suivies, n'avaient pas prévu le cas qui se présente à juger, et qu'il fallût avoir recours à ce qui a été pratiqué en cas semblables dans les souverainetés voisines, comme le Comté et le Duché de Bourgogne, que l'on a proposés dans un des écrits pour Madame de Lesdiguières, comme le modèle de ce qui devait être suivi dans la succession à la souveraineté de Neufchâtel, parce que le Comté de Neufchâtel faisait autrefois partie de la Bourgogne, on a toujours suivi dans le Comté et le Duché de Bourgogne l'ordre et la proximité du degré sans avoir égard à l'ordre des lignes; et que la question s'en étant pré-



sentée pour la succession au Duché dans une espèce semblable à celle qui se présente, le descendant d'une sœur cadette a été préféré comme plus proche au descendant d'une sœur aînée qui était plus éloignée.

1707

Trois réponses au premier moyen de Madame de Lesdiguières : que toutes les souverainetés sont déferées par lignes.

Trois réponses  
au premier  
moyen.

## PREMIÈRE RÉPONSE.

Quoiqu'il y ait des royaumes et des souverainetés où la succession par lignes ait été introduite par une loi positive ou par une coutume ancienne, comme la France et l'Espagne, il ne fallait pas conclure de ces exemples particuliers que dans toutes les souverainetés on succédât par lignes; c'est tirer d'une proposition particulière une conclusion universelle contre les règles les plus communes et les plus certaines.

On a toujours distingué trois sortes de souverainetés auxquelles on peut succéder : les souverainetés *patrimoniales*, les souverainetés *héréditaires*, et les souverainetés *successives* ou *linéales*. Cette division est établie par Grotius, cité plusieurs fois dans les écrits de Madame de Lesdiguières, dans l'excellent Traité qu'il a fait *De jure belli et pacis*, Liv. II, chap. 7.

Division des  
souverainetés.

**SOUVERAINETÉS PATRIMONIALES.** Les souverainetés patrimoniales sont celles que le souverain possède en pleine propriété, *quæ pleno jure possidentur et in patrimonio sunt*; telles sont les souverainetés acquises par une juste guerre, ou que le peuple a transférées au souverain pleinement et sans réserve, *quidam habent pleno jure proprietatis, ut qui justo bello imperium quæsierunt, aut in quorum ditionem populus aliquis majoris mali vitandi causa ita se dedidit ut nihil exciperetur*. C'est la définition qu'en donne Grotius au Liv. I, chap. 3, n. 11.

Souverainetés  
patrimoniales.

Il dit au n. 12 que les souverainetés patrimoniales sont aliénables par vente, donation, ou autrement; et, en rapportant un très grand nombre d'exemples, il dit au même endroit, et au Liv. II, chap. 7, n. 12, qu'elles peuvent être divisées entre les enfants : en un mot, on y succède et on les partage comme les autres biens, à moins que celui qui les ait acquis n'ait ordonné que la souveraineté ne serait point divisée.

L'auteur cite encore Puffendorf, *De jure naturæ et gentium*, liv. VII, chap. 7, § 11.

**SOUVERAINETÉS HÉRÉDITAIRES.** Les souverainetés héréditaires sont celles qui n'ont point été acquises, dans lesquelles le plus proche héritier succède comme dans les successions ordinaires; mais comme ces souverainetés n'ont été faites héréditaires que par le libre consentement du peuple, elles sont déferées suivant la volonté présumée du peuple, et l'on présume que le peuple a voulu ce qui est de plus avantageux. *Ea regna quæ populi libero consensu facta sunt hæreditaria ex præsumpta populi voluntate deferuntur præsumitur autem populus id voluisse quod maxime expedit*. Grotius, Liv. II, chap. 7, n. 14.

Souverainetés  
héréditaires.

Il conclut de là qu'une souveraineté héréditaire et indivisible est inaliénable, parce qu'il est de l'intérêt du peuple qu'elle ne soit ni divisée ni aliénée, C'est ce qu'il dit au n. 13, chap. 3 du Liv. I, et au Liv. II, chap. 7 n. 25, qu'il n'y a que ceux qui descendent du premier souverain qui y puissent succéder, parce qu'on présume que le peuple a fait choix de sa famille. *Ea enim familia ob nobilitatem electa censetur eaque finita regnum redire ad populum; \**);

(\*) Dans l'embarras où l'on était déjà de juger de la souveraineté entre quinze prétendants, il y eut quelques particuliers qui firent imprimer un Mémoire intitulé : LE TOMBEAU DES PRÉTENDANTS, fondé sur ce que la souveraineté était retournée au peuple. On donnera ci-après un extrait de ce Mémoire. (Note de J.-F. Boyve.)



1707

qu'entre les mâles l'ainé est appelé, et au défaut des mâles l'ainée des filles; et parce que les aînés sont présumés avoir plus d'expérience pour gouverner, et parce qu'il est de l'intérêt du peuple que la souveraineté ne soit pas divisée. C'est ce qu'il dit au n. 14, 17 et 18.

Enfin il établit sur le même fondement de l'intérêt et de l'utilité du peuple, que celui qui succède à une souveraineté héréditaire, a la liberté de n'être héritier que de la souveraineté, sans se porter héritier dans les autres biens qui ne sont point de la souveraineté. *Unde sequitur ut regnum ad eum pertineat qui et bonorum heres esse possit, si velit, sed ita ut etiam sine bonis et eorum onere possit adiri.* La raison qu'il en rend est que le peuple est présumé avoir voulu que la souveraineté fût déferée de la manière la plus avantageuse au peuple, et qu'il importe peu au peuple que le souverain se porte héritier dans les autres biens, puisque ce n'est pas pour cela qu'il a choisi l'ordre héréditaire dans la succession à la souveraineté, mais pour mieux affermir la succession, et pour attirer du respect au successeur par la proximité du sang, dans l'espérance même que cette proximité l'engagerait à prendre un soin plus particulier de l'Etat, s'il avait à le laisser à ses parents les plus proches en degré, que l'on présume naturellement lui devoir être les plus chers. *Ratio est quia populus regnum voluisse creditur quam optimo jure deferri,* etc. Liv. II, chap. 17, n. 19. Puffendorf, Liv. VII, chap. 7, n. 12 suit le même sentiment.

Souverainetés  
linéales.

**SOUVERAINETÉS LINÉALES.** Les souverainetés successives ou linéales sont celles où l'on ne suit pas l'ordre des degrés, mais l'ordre des lignes, en sorte que tant qu'il y a des descendants de la première ligne, ceux de la seconde ligne ne sont point admis, et tant qu'il y a des descendants de la seconde ligne, ceux de la troisième ne sont point pareillement admis, contre l'ordre observé dans les successions ordinaires et héréditaires, où le plus proche du défunt, quoique dans la troisième ligne, exclut le descendant de la seconde ligne, s'il est plus éloigné. Grotius au même Liv. II, chap. 7, n. 22 rapporte les exemples des souverainetés successives ou linéales.

Cette différence ainsi établie entre les souverainetés qui sont patrimoniales, celles qui sont héréditaires, et celles où on succède par lignes, détruit entièrement le premier moyen avancé dans les écrits de Madame de Lesdiguières, que dans les royaumes et dans les souverainetés on succède toujours par lignes. \*)

(\*) Les rapports que l'on fait des autorités (dans les Mémoires des prétendants) se trouvent souvent tronqués, soit en omettant, ou en traduisant ou en ajoutant. Voici ce que contient ce § 22 de Grotius, dans la traduction qu'en a faite Barbeyrac (Imp. d'Amsterdam, édition de 1724). „Il y a, dit-il, une autre manière de succéder à la couronne fort en usage „et qui n'est point héréditaire, mais linéale, comme on parle. Voici en quoi elle consiste, „On n'y observe pas ce que l'on appelle ordinairement droit de représentation, mais le „droit de transmettre la succession à venir, comme si elle était actuellement échue, une „simple espérance qui par elle-même et naturellement n'a aucun effet, donnent ici un vrai „droit en vertu de la loi qui règle la succession. Ce droit se transmet donc nécessairement „aux descendants du premier roi, en sorte qu'on appelle d'abord à la succession les enfants „du dernier possesseur de la couronne, tant morts que vivants, et qu'entre les vivants et les „morts, on a égard premièrement au sexe et ensuite à l'âge. Que si le droit des morts „prévaut, il passe à leurs descendants, avec la même condition de donner toujours entre „ceux qui sont au même degré la préférence aux garçons et puis à l'ainé, et de faire „passer le droit des morts aux vivants et des vivants aux morts. Si le dernier possesseur „de la couronne meurt sans enfants, on vient au plus proche parent, ou à ceux qui le „seraient s'ils étaient en vie. Ceux-ci transmettent leur droit de la même manière, c'est-à-dire qu'on a toujours égard, entre égaux dans la même ligne, à la différence du sexe „et de l'âge, et qu'à l'égard du sexe et de l'âge on ne passa jamais d'une ligne à l'autre. D'où „il s'ensuit que la fille d'un fils est préférée au fils d'une fille, et la fille d'un frère aux „fils d'une sœur, comme aussi le fils d'un frère aîné au frère cadet, et ainsi du reste. Il „paraît que cette succession linéale est la cognatique, parce que les femmes et leurs lignées „n'en sont point exclues, elles sont seulement après les mâles dans la même ligne, en



On convient qu'il y a des souverainetés où on succède par lignes (\*), dans lesquelles ce n'est pas toujours le plus proche du dernier possesseur qui succède; qu'il y a d'excellents Traités qui établissent l'ordre et la manière de succéder dans ces sortes de souverainetés, que Molina l'a expliqué dans son *Traité De Primogeniis Hispanorum*, et Hotman dans la Controverse de l'oncle et du neveu, qu'il fit à l'occasion du différend du cardinal de Bourbon et de Henri IV. Mais ces Traités, et toutes les raisons que l'auteur des écrits pour Madame de Lesdiguières en a recueillis avec soin, sont bons pour la succession aux Royaumes de France et d'Espagne, où l'on succède par lignes, mais ils ne peuvent avoir application dans les souverainetés héréditaires où on ne succède point par lignes (\*\*).

Ce n'est pas sur la seule autorité du Grotius que la différence des souverainetés héréditaires et linéales est établie; il y plusieurs exemples de souverainetés héréditaires anciens et modernes; on en rapportera trois principaux, dans lesquels le plus proche, quoique dans la ligne cadette, a été préféré au descendant de la ligne aînée parce qu'il était plus éloigné.

*Premier exemple.* Le royaume de Portugal est un royaume héréditaire, on n'y succède point par lignes. Emanuel Costa dans le savant *Traité* qu'il a fait de la succession au royaume de Portugal, imprimé en 1558, plus de trente années auparavant le différend arrivé en 1578, par la mort de Don Sebastien, roi de Portugal, dit à la page 90 que le royaume de Portugal est héréditaire.

Après la mort de ce prince, Henri son grand oncle lui succéda; il mourut peu de temps après. Sa mort donna lieu à une contestation célèbre pour la succession au royaume de Portugal, entre *Philippe II*, son neveu, descendu d'Isabelle, sa sœur aînée, qui était née le 4 octobre 1503; *Catherine, duchesse de Bragance*, pareillement nièce de Henri, fille puînée d'Edouard, infant de Portugal, frère cadet de Henri; le *duc de Parme*, petit-neveu de Henri, et fils de Marie, sœur aînée de Catherine, duchesse de Bragance, et le *duc de Savoie*, neveu de Henri, et fils de Béatrix.

Dans ce différend, au sujet duquel les plus savants jurisconsultes de l'Europe furent employés pour soutenir le droit de chacun des prétendants, la prétention de la duchesse de Bragance a été trouvée la plus juste, comme fille d'Edouard, infant de Portugal; elle a exclu Philippe II, quoique né de la sœur aînée d'Edouard; elle a exclu le duc de Savoie, quoique né de la seconde fille; enfin, elle a exclu le duc de Parme, son neveu, quoique né de Marie, fille aînée d'Edouard.

Si l'on avait eu égard aux lignes, Philippe II et le duc de Savoie étant « sorte néanmoins qu'on revient à elles si les mâles plus proches viennent à manquer avec tous leurs descendants. »

« Mais, dit Grotius § 23, il y a une autre sorte de succession linéale, nommée agnatique, selon laquelle, il n'y a que les mâles et nés des mâles qui succèdent. On l'appelle aussi succession à la française, parce qu'elle est en usage dans le royaume de France, un des plus considérables: l'exclusion des femmes et de tous ceux qui sortent d'elles. Cette sorte de succession a été établie principalement pour empêcher que la couronne ne parvienne à une race étrangère par les mariages des princesses. Il est à remarquer sur ce § 23, qu'on trouve dans Agathias, liv. 2, une preuve de cette coutume parmi les anciens Francs. Chap. 7. Le même ordre de succession s'observe dans les descendants de David depuis Salomon. Voyez II Chroniques, chap. 2, vers. 3. » (Note de J.-F. Boyve.)

(\*) Il paraît qu'entre Mad. de Lesdiguières et M. de Matignon, ils devaient premièrement prouver que Neuchâtel est une souveraineté et depuis quand il l'était, avant que de prouver comment on succède aux souverainetés. (Note du même.)

(\*\*) Si Neuchâtel n'a jamais été souveraineté, comment M. de Matignon peut-il lui donner une qualité, de même que Madame de Lesdiguières? (Note du même.)



1707

exclus, le duc de Parme aurait été préféré, comme fils de Marie, sœur aînée de la duchesse de Bragance. (\*)

*Second exemple.* Le second exemple, entre le roi de Danemark, le duc de Holstein-Gottorp et le duc de Holstein-Ploën, touchant la succession des comtés d'Oldembourg et d'Elmenhorst, vacante par la mort d'Antoine Gunther, dernier comte d'Oldembourg, arrivée en l'année 1657.

Le duc de Holstein-Ploën, descendu de Joachim-Ernest Ploën, quatrième fils de Jean le Jeune de Sonderbourg, second fils du roi Christian III de Danemark, a été préféré dans la succession de ces deux comtés, au roi de Danemark et au duc de Holstein-Gottorp, quoique le roi de Danemark et le duc de Holstein-Gottorp fussent descendus de la branche aînée, par jugement rendu dans le Conseil aulique de l'Empereur en l'année 1676. La généalogie de ces princes est expliquée par le sieur Heisse au liv. 6 de l'Histoire de l'Empire. Les preuves concernant ce différend sont rapportées dans le livre intitulé *Diarium Europæum*, qui s'imprime à Francfort sur le Mein, et le jugement du Conseil aulique de l'Empereur est rapporté au liv. IV, chap. 9, n. 10 du livre fait par ImHoff, intitulé : *Imperii Procerum notitia*, imprimé à Tubingen en 1693. (\*\*)

*Troisième exemple.* Le troisième exemple dans la Maison de Saxe, pour les Principautés d'Altembourg et de Cobourg. Ces deux principautés ayant vaqué en l'année 1672 par la mort de Frédéric-Guillaume III, dernier mâle de la branche de Saxe-Altembourg, le prince Ernest de Saxe-Gotha y a succédé, à l'exclusion de ses neveux, enfants de Guillaume de Weimar, son frère aîné. La généalogie de ces princes est rapportée par le sieur Heisse, liv. VI de l'Histoire de l'Empire, et par ImHoff, dans le livre intitulé *Notitia Imperii*, liv. IV, chap. 2, n. 26. (\*\*\*)

Voilà trois exemples formels de souverainetés héréditaires dans des espèces semblables à celles qui se présentent, où l'on a suivi l'ordre des degrés, et où l'on n'a point eu égard aux lignes. On rapportera des exemples semblables, dans la dernière réponse au troisième moyen, de souverainetés voisines de Neufchâtel.

#### SECONDE RÉPONSE.

Les souverainetés sont présumées héréditaires, on n'y succède pas par lignes, s'il n'y a une loi expresse ou une coutume particulière qui l'ait introduite.

Cette règle est établie par le sentiment des plus savants jurisconsultes et par les auteurs qui ont le plus approfondi le droit public.

(\*) N'en déplaise à l'auteur, la préférence de la duchesse de Bragance ne démontre point que la succession au royaume de Portugal se donnât au plus proche parent; il faut plutôt voir qu'on suivait les lignes; car on laissa la ligne d'Isabelle, parce qu'elle était une femme qui, selon les lois du royaume, ne pouvait pas en porter la succession à un roi étranger, et on préféra la ligne d'Edouard, père de Catherine de Bragance.

(Note de J.-F. Boyve.)

(\*\*) Il paraît que l'auteur aurait mieux fait de rapporter les propres paroles de la sentence rendue par le Conseil aulique; on aurait vu l'espèce de différence qu'il y avait entre ces princes, quelles étaient leurs raisons. Cela était d'autant plus nécessaire, que M. Heiss, qui est ici cité, ne convient pas de ce qui est allégué.

(Note du même.)

(\*\*\*) Un des auteurs ici cités fait effectivement la généalogie des ces princes de Saxe, assez difficile à développer, aussi bien que les cas, les réserves, les concordats et les pactes qu'il y a entre toutes ces branches de Saxe lorsqu'elles se sont formées. Il faudrait pour juger sainement de la nature de leur succession, si elles sont de réunion, de retour, si elles sont purement héréditaires, successives, linéales, etc. avoir sous les yeux leur Pacte de confraternité, etc. Aussi M. Heiss, dans son Histoire, Tom. VI, liv. 5, page 547, se contente de dire que Frédéric Guillaume III étant mort, la branche de Saxe Altembourg étant éteinte, la branche de Weimar lui a succédé en ses fiefs masculins.

(Note du même.)



1707

Théodor Reinking, vice-chancelier du Landgraviat de Hesse, dans un excellent *Traité De regimine seculari et ecclesiastico Imperii rom.*, au liv. I, class. 4, chap. 17, n. 58, après avoir parlé des souverainetés auxquelles on succède par lignes, et avoir expliqué les règles que l'on y observe, apporte une exception à tout ce qu'il a dit, et pose pour principe que l'on ne succède point par lignes à une souveraineté, s'il n'y a une loi, une convention ou une coutume particulière qui l'ait ainsi établi. *Limita tamen præcedentia omnia quæ de regnis et principatibus hæreditario et communi jure non obvenientibus dicta sunt, catenus procedere, quatenus regnorum vel ducatum successioni, singularia quædam jura, leges, pacta et statuta ejusmodi annexa sunt, alias secus.* Il appuie son sentiment de plusieurs autorités.

L'auteur du Mémoire continue sur ces principes. Il conclut :

Que la succession linéale étant une exception à la règle ordinaire, il s'ensuit que la Principauté de Neuchâtel est une souveraineté héréditaire, à moins que Madame de Lesdiguières ne prouve qu'il y a une loi ou une coutume particulière à Neuchâtel qui ait établi le contraire. C'est donc à elle à prouver, c'est à elle à faire voir qu'il y a une loi ou une coutume particulière à Neuchâtel, par laquelle la souveraineté doit être déferée par lignes.

Les exemples qu'elle allègue pour prouver que la succession par lignes a été observée dans la succession au Comté de Neuchâtel ne peuvent servir en aucune manière à établir sa prétention.

Dans le premier, lorsque François d'Orléans, petit-fils de Jeanne de Hochberg et de Louis de Longueville, succéda à Jeanne de Hochberg en 1543, par représentation de Louis d'Orléans, son père, à l'exclusion de François d'Orléans, marquis de Rothelin, son oncle paternel, on suivit les règles de la succession commune et ordinaire. (\*)

Ceux qui ont écrit pour Madame de Lesdiguières confondent les effets et les exemples de la représentation, avec les effets et les exemples de la succession par lignes, et c'est ce qu'il faut absolument distinguer.

Dans la ligne directe dans laquelle la représentation a lieu à l'infini, et dans les lignes collatérales dans les lieux où elle a lieu (\*\*) jusqu'au premier degré, c'est-à-dire jusqu'aux enfants des frères, l'oncle, quoique plus proche, n'exclut pas son neveu; ainsi il faut retrancher tous les exemples dans lesquels l'oncle, quoique plus proche, n'a pas exclu son neveu dans les termes de la représentation, soit en ligne directe, soit en collatérale dans les lieux où elle est admise; car tous ces exemples n'établissent point la succession par lignes.

Le second exemple n'est pas plus favorable à la prétention de Madame de Lesdiguières.

Léonor d'Orléans a eu deux enfants mâles, Henri, aîné, et François, puîné.

Après la mort de Léonor d'Orléans, Henri, son fils aîné, lui a succédé au Comté de Neuchâtel, à l'exclusion de François, comte de Saint-Pol, qui était le puîné.

Henri, premier du nom, étant mort en 1595, Henri, second du nom, son fils, lui succéda, à l'exclusion de François, comte de Saint-Pol, son oncle. Quelle induction peut-on tirer de cet exemple, sinon que le fils succède à son père, à l'exclusion de son oncle, parce que l'ordre des descendants est toujours préféré à l'ordre des collatéraux. (\*\*\*)

(\*) Il y a à observer: 1. Que François de Rothelin était d'un degré plus près que son neveu. 2. Qu'il devait par conséquent prendre le Comté de Neuchâtel avant son neveu. 3. Que ce n'est qu'à cause de la primogéniture que le Comté fut déferé au neveu par préférence à son oncle de Rothelin. (Note de J.-F. Boyve.)

(\*\*) Elle n'avait pas lieu à Neuchâtel en 1543. (Note du même.)

(\*\*\*) Mais on en tire cependant cette induction, c'est que la primogéniture a toujours lieu, et que la primogéniture suppose la succession linéale. (Note du même.)



1707

## TROISIÈME RÉPONSE.

On vient de prouver dans les deux premières réponses qu'il y a des souverainetés héréditaires; que de droit les souverainetés sont présumées telles, et que la succession par lignes n'y est point observée s'il n'y a une loi spéciale ou une coutume particulière qui l'ait introduite; qu'ainsi la succession par lignes étant inconnue dans le Comté de Neuchâtel, on y doit succéder suivant l'ordre et la proximité des degrés.

On prouvera dans cette troisième réponse de fait et par des actes publics, et par des jugements, et par des exemples, que la souveraineté de Neuchâtel a toujours été regardée comme une souveraineté héréditaire, que l'on y a toujours suivi l'ordre et la proximité des degrés, hors les termes de la représentation qui a lieu en ligne directe à l'infini, comme dans les successions ordinaires.

Dans l'Acte de confirmation des franchises des bourgeois de la ville de Neuchâtel par Rodolphe de Hochberg, comte de Neuchâtel, en recevant leur serment le 10 avril 1458, il déclare qu'il confirme leurs franchises *comme vrai héritier* de Jean, comte de Fribourg et de Neuchâtel, son oncle.

Le même Rodolphe de Hochberg, dans l'Acte de Combourgeoisie fait entre lui et Messieurs de Berne à Pâques de l'année 1458, expose que Jean, Comte de Fribourg et de Neuchâtel, son oncle, lui a légué le Comté de Neuchâtel *comme à son proche héritier*.

Ce qui se passa après le décès de François d'Orléans, duc de Longueville et comte de Neuchâtel, mort sans enfants en 1551, prouve invinciblement que les Comtes de Neuchâtel, les Etats et Messieurs de Berne, seuls juges des différends qui naissent entre les comtes et la ville de Neuchâtel, ont jugé que la souveraineté de Neuchâtel était une souveraineté héréditaire, qui devait être par conséquent déferée suivant l'ordre et la proximité des degrés, et non pas suivant l'ordre des lignes.

Léonor d'Orléans et Jacques de Savoye, duc de Nemours, fils de Charlotte d'Orléans, cousins germains de François d'Orléans, envoyèrent leurs procureurs pour prendre possession du Comté; Léonor d'Orléans pour la totalité, Jacques de Savoye pour la moitié. Mais elle fut accordée par les Etats à l'un et à l'autre de ces princes par moitié, par jugement du 6 mai 1552. (\*)

Les agents de Madame de Lesdiguières, pressés par la force de cet exemple, disent que la faiblesse de la récompense qui fut adjugée par Messieurs de Berne au duc de Nemours pour la cession qu'il fit de sa moitié dans le Comté de Neuchâtel à Léonor d'Orléans, son cousin, fait assez connaître qu'on ne croyait pas que le duc de Nemours y eût beaucoup de droit.

La réponse à cette objection est que la récompense qui fut réglée par Messieurs de Berne était lors fort proportionnée à la moitié que cédait le duc de Nemours.

Le prix du bail des revenus de toute la Souveraineté, qui fut fait le 1er juillet 1558, peu de temps après ce jugement arbitral, n'est que de 1500 écus d'or sol., qui ne valait alors que 46 sols, comme on peut le voir dans le Glossaire de DuCange, tome II, page 631. La moitié n'était que 750 écus d'or sol. de rente, ce qui est moins fort que la valeur de la Terre de Sainte-Croix en Bour-

(\*) On a regardé ce jugement comme l'effet des intrigues du gouverneur, George de Rive, qui favorisait le Savoyard, et qui vint facilement à bout de gagner les vassaux étrangers. On a si bien reconnu le danger d'admettre des étrangers dans les Audiences qu'on ne les a plus voulus aux Trois-Etats dès qu'il s'agissait de la souveraineté.

(Note de J.-F. Boyve.)



gogne donnée pour récompense, puisque cette Terre était de deux mille livres de rente, et qu'il y eut encore deux mille écus d'or au soleil qui furent payés au duc de Nemours outre cette Terre.

Si l'on est surpris que le revenu du Comté de Neuchâtel fut lors si modique, il faut remarquer :

1. Que le Comté de Valangin, dont le revenu est aussi considérable que celui du Comté de Neuchâtel (\*) n'appartenait pas alors à la maison de Longueville; l'acquisition n'en fut faite qu'en 1592.

2. Que la Terre de Colombier, qui est considérable, n'appartenait point encore à la maison de Longueville; elle ne fut acquise qu'en 1664.

3. Que lors du bail à ferme fait le 1er juillet 1558, les Montagnes de la Souveraineté n'étaient presque d'aucune valeur, au lieu qu'elles sont présentement d'un revenu considérable.

4. Que les biens sont augmentés considérablement depuis 1558.

Le dernier jugement rendu par les Etats en 1694 en faveur de S. A. Madame la duchesse de Nemours, sert encore à prouver que la Souveraineté de Neuchâtel est toujours déférée suivant l'ordre et la proximité des degrés. Par ce jugement les Etats donnent à S. A. S. Madame la duchesse de Nemours l'investiture de la souveraineté comme étant *la plus proche héritière* de S. A. S. Monsieur le duc de Longueville, dernier décédé. Il est dit par ce jugement qu'il est fondé sur la Loi et sur la Coutume inviolablement observée jusqu'à présent.

La succession à la souveraineté est donc déférée au plus proche héritier de la maison de Longueville, soit qu'il descende de l'aînée ou de la cadette; la loi et le jugement donné suivant la loi ne distinguant point, on ne doit pas non plus distinguer. Monsieur de Maignon est constamment le plus proche héritier de la maison de Longueville; personne n'en peut disconvenir, et par conséquent il est, suivant ce jugement irrévocable, l'héritier plus proche habile à succéder au Comté souverain de Neuchâtel. (\*\*)

#### RÉPONSE AU SECOND MOYEN DE MADAME DE LESDIGUIÈRES.

Il est vrai, comme on l'avance dans ce moyen, que quand qu'il n'y a ni loi ni coutume particulière qui régle l'ordre de succéder à la souveraineté, quand on ne peut connaître quelle est la nature et la qualité de la souveraineté, il faut examiner quelle était la nature du Comté auquel il s'agit de succéder avant qu'il fut souverain; s'il était allodial ou féodal, parce qu'alors il faut suivre l'ordre dans lequel on y succédait avant qu'il ait été souverain; c'est ce qu'établit Grotius, au liv. II, chap. 7, §§ 20 et 21.

Mais l'application que l'on fait de ce principe pour Madame de Lesdiguières n'est pas juste; car, quoique le Comté de Neuchâtel ait été un fief avant de devenir souverain, il est certain que dans tout le temps qu'il a été fief on n'y a jamais succédé par lignes. Cette première réponse dans le fait suffirait seule pour faire voir que Madame de Lesdiguières ne peut tirer aucun avantage de la règle établie par Grotius. (\*\*\*)

La seconde est, que la succession par lignes n'avait point alors lieu, ni pour les fiefs d'Allemagne, ni pour ceux de Bourgogne, ni même pour les fiefs qui sont mouvants du Comté de Neuchâtel.

(\*) Les revenus de la seigneurie de Valangin n'allaient au contraire pas alors à la huitième partie des revenus de Neuchâtel. (Note de J.-F. Boyve.)

(\*\*) Il n'y avait pas à distinguer, tandis que la ligne de Henri II n'était pas épuisée. (Note du même.)

(\*\*\*) Il n'y a pas eu occasion de faire les distinctions de ligne dans les successions au Comté autres que celles rapportées par Mad. de Lesdiguières. (Note du même.)



1707

Elle n'avait pas lieu pour les fiefs d'Allemagne, puisqu'elle n'a été introduite que par la Bulle d'Or de l'empereur Charles IV, de l'année 1356, pour les Electeurs, et non pas pour les autres fiefs d'Allemagne, comme il est remarqué par les plus célèbres jurisconsultes, savoir Scanderus, Part. 7, n. 6, 7 et 19; Vultejus, *de feudis*, lib. I, cap. 6, n. 227, et Struvius, cap. 9, *de feudis*, aphorism. 7, n. 4. (\*)

Johannes à Sande (*ad Consuetud. feudales Gelricæ*, § 6, n. 5.) *Speciale in feudis imperii quod collaterales defuncti, sola graduum, non stirpium ac linearum succedant prerogativa, quodque respectu postremi defuncti in propinquiore gradu constitutus, excludat ab illo remotiorem quamvis propinquiore linea constitutum, quamvis item primo beneficiario propinquiorem.* Il cite encore un grand nombre d'auteurs d'Allemagne qui établissent cette règle.

C'est ce qui a encore été jugé par les deux exemples d'Oldembourg et d'Altembourg, allégués ci-dessus.

Et encore est-ce une question douteuse entre les jurisconsultes du Droit public d'Allemagne, de savoir si dans les Electorats la succession par lignes a lieu au-delà des enfants des frères. Les uns, comme Marquard Freher, sur le chap. 7 de la Bulle d'Or, soutiennent qu'en ce cas le plus proche est appelé; (\*\*) d'autres, comme Rumelinus (*Dissertation 5*, thèse 17), Buxtorf (sur le chap. 7, thèse 85, lettre F) et Dieterich (sur le chap. 7 de la Bulle d'Or) disent que la question est très difficile; et tous ceux qui décident que la succession linéale a lieu en ce cas, ne se fondent que sur la vocation expresse de la Loi faite par l'empereur Charles IV dans la Bulle d'Or, et prétendent qu'en ce cas, pour les Electorats, la seconde ligne est appelée avant la troisième, par le texte de la Bulle d'Or. C'est ce qu'on peut voir dans le *Traité d'Engelbrect de la succession dans les Electorats*, Thèse 100, et dans *Iterus, Des fiefs de l'Empire*, chap. 15, n. 7 et 8.

Ce n'était pas même suivant la nature des fiefs d'Allemagne que le Comté de Neufchâtel était régi dans le temps qu'il a été fief. Il y en a deux raisons convaincantes, l'une de fait, l'autre de droit : dans le fait, quoique par l'investiture de l'empereur Rodolphe en 1288 il soit dit que ce soit un fief de l'Empire, il est dit, dans l'investiture de 1311 et de 1357, que ce fief était tenu suivant les us et coutumes de Bourgogne, et que les filles y succédaient; ce qui n'a pas lieu suivant l'usage commun des fiefs d'Allemagne : dans le droit, c'est un principe certain que les fiefs de l'Empire se règlent suivant les coutumes du lieu où ils sont situés : *Imperii feuda reguntur et data esse intelliguntur secundum consuetudinem Provincie in qua sita sunt.* Colerus, *De jure imperii*, art. 63, imprimé dans le second tome du *Droit public de l'Empire*. Arumæus sur la Bulle d'Or, *discursu* 3, n. 30, établit la même règle. (\*\*\*)

La succession par lignes n'avait pas non plus lieu pour les fiefs de Bourgogne, elle a toujours été et est encore absolument inconnue dans la succession des fiefs qui sont mouvants du duché ou du comté de Bourgogne.

La succession par lignes était pareillement inconnue et pour le duché et pour le comté de Bourgogne : il y en a deux preuves authentiques.

(\*) Struvius discute cette question pour et contre, sans faire aucune mention de la Bulle. (Voyez tout l'aphor. 7.)

(Note de J.-F. Boyve.)

(\*\*) Il n'y a rien dans ce chapitre 7 qui puisse autoriser cette prétention.

(Note du même.)

(\*\*\*) Jean de Châlons n'a pas donné la souveraineté à Rolin. Si bien il lui a concédé par l'hommage de 1311 quelques privilèges, c'est sans préjudice de la nature du fief qui était fief d'Empire. D'ailleurs il ne pouvait le faire sans le consentement de l'Empereur.

(Note du même.)



Il a fallu pour changer l'ordre observé dans la succession du comté de Bourgogne, et y introduire la succession par lignes, que l'Empereur Charles-Quint assemblât les Etats du comté de Bourgogne, et qu'après avoir pris leur consentement, il ait ordonné par une Ordonnance ou Pragmatique publiée au mois de novembre 1549, tant comme souverain de ce comté que comme empereur, qu'à l'avenir, dans la succession de cette souveraineté, la représentation aurait lieu à l'infini en ligne collatérale de même qu'en ligne directe, ainsi que dans la succession au royaume de l'Espagne, afin que les dix-sept Provinces des Pays-Bas et le comté de Bourgogne fussent toujours possédés par un même souverain.

Pour la succession au duché de Bourgogne, il y a un exemple célèbre qui prouve que la succession par lignes n'y avait pas lieu, puisque, après la mort de Philippe de Bourgogne, dernier duc de la première branche, arrivée en 1361 (dans le temps que le Comté de Neuchâtel était encore fief régi suivant les us et coutumes de Bourgogne), le roi Jean succéda au duché comme plus proche parent de Philippe de Bourgogne, quoiqu'il ne fût que dans la troisième ligne, à l'exclusion de Charles II, roi de Navarre, quoique dans la seconde ligne, parce qu'il était plus éloigné d'un degré. Cet exemple et la généalogie seront expliqués plus au long à la fin de ce mémoire.

Il est encore certain que la succession par lignes n'avait point alors et n'a point encore lieu dans toute l'étendue du Comté de Neuchâtel pour les fiefs qui en sont mouvants, et qu'elle y a toujours été inconnue; cependant la règle commune est que les fiefs sont régis suivant la coutume du lieu où ils sont situés : Chassanée, sur la Coutume de Bourgogne, art. 1 des Fiefs, n. 16 (\*); Borcholten, *de feudis*, cap. 17, n. 64. Du Moulin, des Fiefs, art. 7, n. 35 et 36, et sur l'art. 20, n. 7; il dit que cela a lieu pour les duchés et les comtés, de même que pour les fiefs qui sont situés dans l'étendue des duchés et comtés, quoique la coutume du lieu ne parle point du duché ou du comté, mais des fiefs en général.

Zypæus, *Notitia Juris Belgici*, lib. 4, lit. *de feudis*, n. 27, va encore plus loin; car il soutient que si la coutume ordinaire du lieu où le fief est situé ne parle point de la manière de succéder aux fiefs, elle y doit être étendue.

Ainsi, appliquant ces faits constants au principe avancé pour Madame de Lesdiguières, qu'on doit suivre, dans la succession au Comté de Neuchâtel, les règles que l'on y suivait dans l'état féodal avant qu'il ait été souverain, on doit conclure avec raison que la succession par lignes n'y doit point être suivie.

#### RÉPONSES AU TROISIÈME MOYEN DE MADAME DE LESDIGUIÈRES.

Ce troisième moyen est que les lois et les coutumes qui règlent la succession à la souveraineté de Neuchâtel et Valangin ne sont pas celles qui règlent la succession des particuliers; que la souveraineté a d'autres règles que les biens communs; qu'elle est inaliénable, indivisible, et déférée aux aînés par ordre de primogéniture.

PREMIÈRE RÉPONSE. On fera voir dans cette réponse que, quand il n'y a ni loi ni coutume particulière pour la succession à la souveraineté, il faut suivre les lois et les coutumes générales qui s'observent pour les successions ordinaires dans l'étendue de la souveraineté; qu'à Neuchâtel il n'y a point de loi ou de coutume particulière pour la succession à la souveraineté; que la succession par lignes y est inconnue, et pour les biens allodiaux et pour les fiefs

(\*) Il y a des fiefs masculins dans le Comté de Neuchâtel, et les fiefs y sont de la nature qu'il a plu au comte de les établir. (Note de J.-F. Boyve.)



1707

du Comté; qu'ainsi on y doit suivre les lois et les coutumes ordinaires du Comté, qui défont les biens au plus proche, hors les termes de représentation.

Quoique le Prince soit le chef et le premier de l'Etat, il fait néanmoins partie de l'Etat, et est soumis aux lois générales de l'Etat, à moins que les mêmes lois ne portent une exception pour le Prince. Il y a des autorités précises et des exemples célèbres qui établissent la vérité de cette proposition.

Deux des auteurs cités dans les Ecrits de Madame de Lesdiguières l'ont établie pour règle certaine.

Le premier et le plus ancien est Vincentius Cabotius, dans le livre qu'il a intitulé : *Variarum disputationum Juris publici*, Liv. I, chap. 16. *Cum nihil de successione regni legibus publicis regni cautum alibi reperiamus controversia de regno secundum jus privatum regni non secundum jus privatum aliorum populorum dirimenda est, et jus successionis in regni constituendum.*

Le second qui a écrit depuis, est le célèbre Grotius dans le Traité *De jure belli et pacis*, liv. II, chap. 7, § 11, n. 2.

On peut appuyer ces autorités par trois exemples célèbres.

Le premier exemple, en 1309, pour la succession du comté d'Artois. Robert II, comte d'Artois, avait épousé Amicie de Courtenay; de son mariage il eut deux enfants, Philippe d'Artois et Mahault; Philippe fut marié avec Blanche de Bretagne, dont il eut entre autres enfants Robert d'Artois. Philippe mourut en 1298, auparavant Robert II, son père. Robert II ayant été tué en 1302 à la bataille donnée aux Flamands proche Courtray, Robert, son petit-fils, prétendit que ce comté d'Artois lui appartenait par représentation de Philippe, son père, et comme fils aîné; Mahault au contraire, fille de Robert II, mariée lors à Othon, comte de Bourgogne, soutint que Robert, son neveu, étant exclu par la coutume générale de l'Artois, qui n'admettait aucune représentation, pas même en ligne directe, elle était seule appelée à la succession d'Artois. Ce différend ayant été remis par les parties au jugement de Philippe le Bel, il adjugea ce comté le 9 octobre 1309 à Mahault, sans que la faveur de la ligne directe, ni la prérogative du sexe ait pu rien faire obtenir à Robert contre la disposition de la coutume d'Artois qui n'admettait point la représentation même en directe dans les successions ordinaires.

Le deuxième exemple, en 1341, pour le duché de Bretagne, après la mort de Jean, duc de Bretagne, décédé sans enfants. Jean, comte de Montfort, son frère puîné, prétendit le duché comme mâle plus proche; Jeanne de Bretagne, au contraire, qui avait épousé Charles de Blois, et qui était fille de Guy de Bretagne, aînée de Jean, comte de Montfort, soutenait que la représentation avait lieu dans la coutume de Bretagne en collatérale aussi bien qu'en directe, qu'ainsi comme représentant Guy, son père, qui aurait exclu Jean de Montfort s'il avait survécu, elle devait succéder à l'exclusion de Jean de Montfort par la force de la représentation. Par arrêt célèbre donné à Conflans le 7 septembre 1341, Jean, comte de Montfort, fut débouté, et le duché fut adjugé à Jeanne de Bretagne, sa nièce, femme de Charles de Blois, en présence du roi Philippe de Valois et des pairs de France qui assistaient au jugement. Cet arrêt fut rendu suivant la coutume de Bretagne.

Le troisième exemple, en 1334, pour la succession au duché de Lorraine, est un jugement célèbre rendu par l'empereur Sigismond, qui était lors au Concile de Bâle. Par ce jugement, Isabeau de Lorraine, fille aînée de Charles, duc de Lorraine, femme de René d'Anjou, roi de Sicile, fut préférée à Antoine de Lorraine, comte de Vaudemont, qui prétendait l'exclure en qualité de mâle. Les motifs de ce jugement se fondent sur les coutumes observées dans la succession des fiefs situés dans le duché de Lorraine, par lesquelles la fille (au



1707

défaut du fils ou du représentant le fils) succède à son père à l'exclusion de tous autres parents mâles; qu'ainsi le duché devait appartenir à Isabeau, fille de Charles, dernier duc, à l'exclusion d'Antoine, son cousin germain.

Il est donc vrai de dire que quand il n'y a ni loi ni coutume particulière pour la succession à la souveraineté, la loi est générale; elle ne distingue point; elle appelle le plus proche; il n'y a point d'exception pour le prince; il n'y a point de loi ou de coutume particulière qui préfère en succession collatérale les descendants de l'aînée, quoique plus éloignés, aux descendants de la cadette, quand ils sont plus proches, et par conséquent on doit suivre les coutumes générales de l'Etat, qui ont établi qu'en succession collatérale le plus proche excluait le plus éloigné.

SECONDE RÉPONSE. Rien n'établit mieux que la succession à la souveraineté de Neuchâtel se doit régler suivant les lois et les coutumes générales de l'Etat, que ce qui y a été observé dans tous les temps. On n'a jamais suivi à Neuchâtel d'autres lois ni même d'autres formes pour les princes que pour les particuliers; la même coutume qui fixe la majorité des sujets à dix-neuf ans sert de règle pour la majorité du prince; les différends touchant la souveraineté s'y sont toujours jugés par les mêmes juges et par les mêmes règles que ceux des particuliers; l'on y a toujours tenu la même rigueur pour l'observation des formalités; le prince est obligé de demander la mise en possession du Comté dans le même délai que les particuliers pour les autres biens, à peine d'en être exclu (comme l'on est forcé d'en convenir pour Madame de Lesdiguières), et comme il fut jugé par les Audiences générales le 5 mai 1552 contre la reine d'Ecosse qui prétendait à la souveraineté comme héritière de François d'Orléans, son fils.

TROISIÈME RÉPONSE. Ce n'est pas une bonne conséquence de dire que la souveraineté de Neuchâtel n'est pas héréditaire, parce qu'elle est indivisible et inaliénable.

Si elle est indivisible et inaliénable, ce n'est point une loi et une coutume particulière à la souveraineté de Neuchâtel; cela est commun aux souverainetés héréditaires et à celles qui sont déferées par lignes: c'est ce qu'établit Grotius à l'égard des souverainetés héréditaires au Liv. II, chap. 7, n. 14 pour l'indivisibilité, et au nombre 27 du même chapitre, et au Liv. I, chap. 3, n. 13 pour l'inaliénabilité.

Une souveraineté héréditaire est indivisible, parce qu'il est de l'intérêt et de l'utilité du peuple qui a consenti à la souveraineté d'empêcher la division qui affaiblirait la souveraineté, et qui est presque inséparable du trouble et du désordre.

Elle est inaliénable, parce que si le prince avait le pouvoir de l'aliéner, il pourrait donner au peuple des souverains étrangers et qui ne seraient point de la famille du souverain agréé par le peuple.

Mais quoiqu'une souveraineté héréditaire soit indivisible et inaliénable, parce qu'il est de l'intérêt du peuple qui a consenti à la souveraineté qu'elle ne soit ni divisée ni aliénée, elle ne laisse pas d'être déferée suivant la proximité du degré; l'indivisibilité fait qu'un seul succède, mais elle ne fait pas que le plus éloigné doive succéder à l'exclusion du plus proche; la manière de succéder est différente, mais l'ordre de succéder est le même.

DERNIÈRE RÉPONSE. Après avoir répondu aux moyens proposés pour Madame de Lesdiguières, et en répondant avoir établi le droit de M. de Matignon, il ne reste plus qu'à faire voir que si l'ordre de succéder à la souveraineté de Neuchâtel n'était pas aussi clairement établi par l'usage et les règles observées dans la succession à la souveraineté; si, au défaut des règles et de l'usage observé pour la succession à la souveraineté, les lois et les coutumes générales du Comté qui doivent être suivies n'avaient pas prévu le cas qui se présente à



1707

juger, il faudrait avoir recours à ce qui a été pratiqué dans les souverainetés voisines, comme le comté et le duché de Bourgogne, que l'on a proposés dans un des premiers écrits pour Madame de Lesdiguières comme le modèle de ce qui devait être suivi dans la succession à la souveraineté de Neuchâtel, et dans lesquels on a toujours suivi l'ordre et la proximité du degré, où la succession par lignes a été inconnue, comme il a déjà été prouvé dans la réponse au second moyen de Madame de Lesdiguières, et où la question s'en étant présentée dans une espèce semblable à celle qui se présente, le descendant d'une sœur cadette a été préféré comme plus proche, au descendant d'une sœur aînée qui était plus éloigné.

Trois raisons établissent cette dernière réponse.

La première est que, par les investitures du Comté de Neuchâtel des années 1311 et 1357, dans le temps que ce Comté était un fief, il est dit que ce fief était tenu suivant les us et contumes de Bourgogne.

La seconde est établie sur le sentiment de Dumoulin sur le titre des fiefs, § 7, n. 36, et de Boerius, Décision 263, n. 9. On présume que le même esprit et les mêmes usages règnent dans les provinces voisines : la loi 32, au digeste de *Legibus* décide la même chose dans un cas à peu près semblable.

La troisième raison est que cela doit être observé avec beaucoup plus de fondement lorsque les provinces voisines ont été gouvernées anciennement par les mêmes princes.

L'auteur du premier écrit de Madame de Lesdiguières ne disconvient pas de cette règle : car, après s'être servi de plusieurs exemples de souverainetés pour prouver que les femmes sont capables de succéder à la souveraineté de Neuchâtel, ce qui était très inutile à prouver, puisque cela n'a jamais été contesté, il finit par un dernier exemple, qu'il tire du duché de Bourgogne, dont il dit que l'autorité doit être d'autant plus considérable que le duché est voisin du Comté de Neuchâtel, et que ce Comté faisait autrefois partie de la Bourgogne Transjurane. On rapportera les termes dans lesquels il propose cet exemple :

„Le duché de Bourgogne, qui par son voisinage au comté de Neuchâtel, en „doit être un modèle plus parfait, puisqu'il faisait partie de la Bourgogne Trans- „jurane, qui comprenait les pays qui sont depuis le Rhin et entre le Mont Jura „et les Alpes de Savoye et des Grisons, où étaient les diocèses de Besançon, „Tarentaise, Genève, Lausanne, Berne, Soleure, Fribourg et autres lieux qui „sont comme l'enceinte de Neuchâtel, a été possédé par des mâles et par des „filles fort souvent.“

Cet exemple est inutilement allégué : mais, l'on convient avec l'auteur de l'écrit que ce qui s'est pratiqué dans la succession au duché de Bourgogne, devrait, s'il y avait du doute, servir de règle et de modèle pour la succession au Comté de Neuchâtel.

Sur ce principe, il faut examiner si la succession au duché de Bourgogne a été déferée par lignes, ou si le plus proche y a succédé.

Il y a un exemple célèbre dans la succession au duché de Bourgogne allégué ci-dessus, par lequel le roi Jean a succédé comme plus proche à Philippe de Rouvres, dernier duc de la première branche en 1361, à l'exclusion de Charles II, roi de Navarre, quoique Charles II, roi de Navarre, fût petit-fils de Marguerite de Bourgogne, qui était l'aînée, et que le roi Jean fût fils de Jeanne de Bourgogne, sa sœur, qui était la cadette. Voilà une preuve démonstrative que le duché de Bourgogne n'a point été déferé par lignes, mais par l'ordre et la proximité des degrés. Mais afin que la vérité de cet exemple paraisse encore plus clairement, il faut expliquer la Généalogie.



**ROBERT SECOND, Duc de Bourgogne, de son mariage avec AGNES de France a eu entr'autres enfants :** 1707

<b>EUDES IV</b> du nom, duc de Bourgogne, marié en 1318 à <b>JEANNE</b> de France.	<b>MARGUERITE</b> de Bourgogne épousa <b>LOUIS HUTIN</b> , fils de Philippe le Bel et roi de Navarre, et depuis roi de France. Elle mourut en 1313, avant que son mari succédât à la Couronne de France.	<b>JEANNE</b> de Bourgogne mariée à <b>PHILIPPE</b> de Valois en 1313, depuis roi de France en 1328.
<b>PHILIPPE</b> de Bourgogne marié à <b>JEANNE</b> de Bologne le 26 septembre 1338. Il décéda avant son père le 22 septembre 1346.	<b>JEANNE</b> reine de Navarre, mariée à Philippe, comte de d'Evreux. Elle mourut le 6 octobre 1349.	<b>JEAN</b> , roi de France, et duc de Bourgogne par la mort de Philippe de Rouvres en 1361, comme plus proche d'un degré que Charles de Navarre.
<b>PHILIPPE</b> de Bourgogne accordé à <b>MARGUERITE</b> de Flandres le 21 mars 1356. Mort à Rouvres en 1361.	<b>CHARLES II</b> roi de Navarre.	

Si toutes les preuves qui ont été rapportées ci-dessus pour établir que la souveraineté de Neuchâtel est héréditaire, et que la succession par lignes n'y doit point avoir lieu, n'étaient pas aussi certaines et aussi clairement établies, voilà un exemple formel dans la même espèce où le plus proche, quoique dans la troisième ligne, a exclu le descendant de la seconde ligne dans une souveraineté voisine, proposée par l'auteur des Ecrits pour Madame de Lesdiguières comme la règle et le modèle de la succession à la souveraineté de Neuchâtel.

M. LE ROY, Avocat au Parlement de Paris.

Le *Mémoire de Madame la duchesse de Lesdiguières* réfuta (page 47) les raisons de M. de Matignon en ces termes :

Tous les moyens de M. de Matignon consistent en ce qu'il est, dit-il, plus proche d'un degré que Madame la duchesse de Lesdiguières. Il fait valoir à cet égard le droit commun des particuliers, qui appelle sans distinction les plus proches, indépendamment de l'ordre des lignes.

On a montré dans la première Partie que les successions des souverainetés ne reconnaissent point cette loi; qu'elles se réglaient par une loi supérieure, qui était la suite des lignes; que tous les enfants d'un même père formaient autant de branches qu'il fallait épuiser l'une après l'autre sans jamais passer à la seconde que la première ne fût éteinte; que c'était là le droit commun des souverains, comme la proximité du degré était celui des particuliers; que dans cet ordre la proximité seule de la ligne avait lieu; et que c'était être vérita-

Réfutation du Mémoire de M. de Matignon par Mad. de Lesdiguières.



1707

blement le plus proche que de représenter l'aîné, à qui la souveraineté appartenait; que cette représentation se faisait par les filles comme par les mâles, dans les Etats où la loi les appelait également; et qu'enfin c'était une représentation perpétuelle, fondée sur la primogéniture, dont le bénéfice et les droits se transmettaient à l'infini. On a de plus établi que c'était l'ordre le plus général, le plus glorieux pour les souverains, et le plus utile pour les peuples; qu'enfin il devait nécessairement décider de la souveraineté de Neuchâtel, puisque tous les caractères qui le distinguent et qui l'indiquent, s'y trouvent réunis: savoir, l'indivisibilité, l'inaliénabilité, la préférence perpétuelle des aînés: caractères connus et avoués de M. de Matignon.

Qu'est-ce que l'on oppose contre des principes si conformes au droit public? La loi des particuliers, qui n'étend pas la représentation au delà des enfants des frères. (\*)

Mais M. de Matignon voudrait-il que la loi des particuliers fût suivie en tout à son égard? Si cela était, il faudrait conclure que la souveraineté de Neuchâtel pourrait être divisée, aliénée, suivre le sort des biens ordinaires, entre lesquels la loi civile ne met point de différence; et alors le fondement de la prétention de M. de Matignon serait détruit: la loi du sang céderait à la disposition de l'homme. Les héritiers testamentaires ou donataires l'emporteraient sur les parents les plus proches. Voilà où conduit cette objection.

La même conséquence se tire aussi de la qualité d'héréditaire que M. de Matignon donne au Comté de Neuchâtel; car toute souveraineté héréditaire, à prendre ce mot dans son étroite signification, est nécessairement divisible. Il n'y a point de docteurs qui n'en conviennent; Grotius dit en termes formels que le droit civil et le droit des gens permettent à chacun de disposer comme il lui plait, de ce qui est héréditaire. (Liv. I, chap. 4, § 10.) Il ne connaît que trois sortes de souverainetés: la souveraineté élective, la souveraineté patrimoniale ou héréditaire, et la souveraineté successive. Le défenseur de M. de Matignon a entrepris de son autorité privée d'en introduire une quatrième, et de distinguer la souveraineté héréditaire d'avec la souveraineté patrimoniale; mais cette distinction qui convenait à son intérêt ne se trouve nulle part; c'est le besoin qu'il en a eu qui la lui a fait imaginer; on peut le défier hardiment d'indiquer un seul auteur qui l'admette, ou de découvrir un seul Etat héréditaire qui ne soit pas patrimonial, à prendre le mot d'héréditaire dans le sens opposé à celui de successif. Et il est si vrai que les souverainetés patrimoniales et les souverainetés héréditaires sont les mêmes que Grotius, en les confondant, leur oppose la succession linéale: *Frequens est in Regnis alia successio non hæreditaria, sed quæ linealis dicitur.* (Grotius, ibid. § 22.) En un mot, il faut ou que M. de Matignon s'en tienne scrupuleusement à la loi des particuliers, et alors le Comté de Neuchâtel qu'il soutient aujourd'hui indivisible et inaliénable ne le sera plus: ou qu'il renonce absolument à cette loi, et en ce cas la souveraineté de Neuchâtel, indivisible déjà, et inaliénable, selon lui, suivra aussi par conséquent l'ordre des lignes. Mais, vouloir introduire dans la succession un mélange bizarre de droit public et de droit privé; la rendre d'un côté indivisible et inaliénable, comme les successions les plus distinguées des Princes, et de l'autre, soumise à la proximité des degrés, comme les successions vulgaires du reste des hommes: c'est une prétention qui blesse le bon sens et les grandes règles.

On objecte que la succession de la souveraineté de Neuchâtel est assujettie, comme les autres successions, au terme fatal des six semaines pour l'investiture.

(\*) Avant l'an 1655, il n'y avait en ce pays aucune représentation pour les enfants des frères.

(Note de J.-F. Boyve.)



1707

La seule conséquence qu'on peut tirer de ce fait, c'est qu'on a jugé qu'il était du moins aussi important de remplir dans un temps réglé la place d'un souverain mort que celle d'un simple particulier. Ce qui regarde le temps de se mettre en possession d'une souveraineté, n'a rien de commun avec ce qui concerne les règles et l'ordre de la succession. Et pour revenir toujours à opposer M. de Matignon à lui-même, pourquoi, si tout est égal sur ce point entre les lois du pays, laisser aux particuliers la liberté de disposer de leurs biens et ne la pas laisser aux souverains? Il ne peut répondre autre chose, sinon que l'indivisibilité et l'inaliénabilité sont la loi de l'Etat; et c'est aussi ce que répond Madame la duchesse de Lesdiguières, avec cette différence qu'elle veut exécuter la loi de l'Etat dans son étendue et dans sa perfection, au lieu que M. de Matignon met des bornes arbitraires qui conviennent peu à la grandeur de l'objet.

Mais, dit-on, Madame de Nemours a été investie du Comté de Neuchâtel comme plus proche héritière de M. l'abbé d'Orléans, qui le possédait avant elle : donc c'est la proximité du degré qui en décide.

Il n'est point parlé de *degré* dans le jugement qui a investi Madame de Nemours. On la déclare souveraine, comme plus proche héritière; mais cette proximité était celle de la ligne : c'est ainsi que l'explique un auteur (\*) célèbre qu'on a cité dans la première Partie; il dit que lorsque les successions des souverainetés se défèrent aux fils des aînés, par une substitution perpétuelle, le plus proche est toujours celui qui se trouve dans la branche aînée, *fût-ce au millième degré*, ce sont ses termes. Et pour faire encore mieux voir l'avantage de cette proximité de ligne, il ajoute que c'est par elle uniquement que se règle le rang des princes. Ainsi, les termes du jugement d'investiture qu'on oppose, loin d'être contraires à Madame de Lesdiguières, lui sont favorables, puisque dans le sens régulier et par rapport à l'ordre des lignes, elle est devenue, par le décès de Madame de Nemours, la plus proche héritière de la maison de Longueville.

Au reste, comme M. le prince de Carignan veut aussi faire valoir le simple avantage des degrés, au préjudice de l'ordre linéal, ses moyens trouvent leur réponse dans celle qu'on vient de faire aux moyens de M. de Matignon. (\*\*)

C'est sur ce fondement que Madame la duchesse de Lesdiguières demande l'investiture du Comté de Neuchâtel. Et, pour peu qu'on veuille comparer sans prévention son titre avec ce qui est allégué de la part des concurrents, il ne sera pas difficile de se déterminer sur la préférence. Les uns vont déterrer dans les premiers temps une féodalité suspecte dans son principe, injurieuse à l'Etat, et plus que détruite par la prescription. Les autres présentent un acte que, pendant deux cents ans, il ne se sont pas avisés de produire, et qui d'ailleurs ne dit pas un mot de Neuchâtel; il y en a qui, au mépris des droits du sang, se fondent sur des dispositions particulières et inutiles. Les derniers, enfin, confondent sous la même loi les successions des souverainetés et celles des biens ordinaires, veulent emporter par la proximité du degré, ce qu'on ne peut tenir que de l'avantage de la ligne. Madame la duchesse de Lesdiguières seule réunit en elle tout ce qu'il faut pour posséder cette Souveraineté. Elle est la plus proche dans la ligne qui suit immédiatement celle que Madame de Nemours vient de finir. Elle représente, par le progrès successif et perpétuel de l'aînesse, Antoinette d'Orléans, à qui nul des concurrents ne disputerait la place

(\*) Loiseau.

(\*\*) M. de Carignan en réclamant l'ordre de succéder entre particuliers suivant la coutume du pays, donnait à lui-même une forclusion absolue, puisqu'il n'était pas parent paternel de la maison de Longueville, et que la loi *paterna paternis, materna maternis* est suivie à Neuchâtel.

(Note de J.-F. Boyve.)



1707

Opinion d'un  
jurisconsulte.

si elle vivait. Voilà ce qui fonde son droit et ses espérances : la fermeté inflexible des Etats la rassure contre tout le reste.

RÉFLEXIONS. Un jurisconsulte qui a lu les écrits de Madame la duchesse de Lesdiguières et de M. le comte de Matignon, a observé que cette dame n'a pas encore assez mis à profit ses avantages sur son concurrent : 1. Il est certain que depuis qu'on a cru que le fief de Neuchâtel était tombé en souveraineté (ce qui au reste est assez difficile à fixer) il n'y a jamais eu occasion de décider si les princes devaient succéder par le degré ou par la ligne; par conséquent ni l'un ni l'autre de ces concurrents n'aurait pu prouver l'usage ni la coutume à cet égard. 2. Les peuples de ce pays, représentés par les Trois Etats, se trouvaient à même d'en décider pour la première fois; l'exemple des autres Etats, bons ou mauvais, les sentences bien ou mal rendues, par intérêt ou autrement, ne pouvaient pas leur servir de règle, s'ils ne les trouvaient pas convenables pour le bien et la sûreté de l'Etat. 3. Comme il est certain que les branches cadettes des princes ne sont pas si avantagées que les aînées, et que plus la descendance collatérale est éloignée de la couronne, plus aussi elle est moins titrée et qualifiée, et qu'enfin comme elles tombent dans des mésalliances, il importe de se conserver les aînés et les branches aînées, à cause du lustre, du pouvoir et des richesses qu'elles conservent, et qui par là sont aussi plus propres à se faire honorer, respecter et obéir. Et pourquoi d'ailleurs punirait-on la branche aînée pour prérogative la cadette, et précipiter plus facilement la souveraineté hors des descendants du trône, frustrer peut-être pour toujours la branche aînée pour favoriser la cadette, ordinairement moins titrée et moins puissante que l'aînée?

Réponse de M.  
de Matignon à  
l'Information  
sommaire du  
roi de Prusse.

La RÉPONSE DE M. LE COMTE DE MATIGNON, etc., aux *Ecrits de son Altesse Electorale de Brandebourg* n'a pas moins de 46 pages in-4. Elle réfute les quatre propositions de l'Information sommaire contenues Tome IV, pages 480 à 488.

Ces quatre propositions étaient, comme on l'a déjà fait connaître :

Les quatre  
propositions de  
l'Information  
sommaire.

1. Que le Comté de Neuchâtel est et a été un fief mouvant de la maison de Châlons et dépendant de l'Empire.

2. Que les droits de la maison de Châlons à ce fief ont passé à la maison de Nassau, et ont été transmis à S. A. E. de Brandebourg.

3. Que la seigneurie utile des comtes vassaux de Neuchâtel a été entièrement éteinte par la mort de Jean de Fribourg, arrivée en 1457, et que dès lors ce fief a été réuni et consolidé à la directe des princes de Châlons.

4. Qu'on ne peut opposer aucune prescription contre l'action



formée par ces princes et leurs légitimes héritiers pour la réversion du fief. 1707

M. le comte de Maignon répond à ces quatre propositions par quatre autres propositions différentes. Observations  
sur ces propositions.

La première, que depuis plus de 250 ans le Comté de Neufchâtel est une Souveraineté absolument libre et indépendante, et qu'ainsi il est inutile d'examiner si le Comté de Neufchâtel a été anciennement un fief de la Maison de Châlons à cause de la Baronnie d'Arlay, située au Comté de Bourgogne, et si les Barons d'Arlay le tenaient en arrière-fief de l'Empire.

La seconde, que s'il avait encore subsisté quelque prétention de la Maison de Châlons sur le Comté de Neufchâtel après la mort de Philibert de Châlons, arrivée en 1530, tous les biens, droits et prétentions de la maison de Châlons auraient appartenu aux ducs de Longueville, descendants d'Alix de Châlons, en vertu des substitutions graduelles et perpétuelles apposées aux testaments de Jean de Châlons, du 21 octobre 1417, et de Marie des Baux, princesse d'Orange, du 22 mai 1416; qu'ainsi Philibert de Châlons n'a pu en disposer par son testament en faveur de René de Nassau, fils de Claudine de Châlons, sa sœur, ni René de Nassau n'a pu par la même raison en disposer par son testament de l'année 1544 en faveur de Guillaume de Nassau, *au préjudice des substitutions graduelles et perpétuelles*, auxquelles Alix de Châlons et ses descendants était appelés.

La troisième, que le décès de Jean de Fribourg, comte de Neufchâtel, arrivé le 16 février 1457, n'a point fait d'ouverture à la réunion réversive de fief que S. A. E. de Brandebourg prétend avoir dû être faite au profit de Louis de Châlons, baron d'Arlay, puisque Rodolphe de Hochberg, que Jean de Fribourg qualifiait de son neveu et qui succéda après lui au Comté, était comme lui descendu de Louis, comte de Neufchâtel.

La quatrième, qu'une prescription de 250 années, fondée sur une possession paisible et sans trouble du Comté souverain de Neufchâtel par la maison de Hochberg et par celle de Longueville, possession reconnue et approuvée dans toute l'Europe depuis 1457 jusqu'à présent, aurait entièrement éteint cette prétendue réversion de réunion.

Comme toutes ces questions ont déjà été soulevées par Madame de Lesdiguières et qu'elles ont été réfutées par M. le comte de Metternich au nom du roi de Prusse (voir pages 18 et suivantes de ce volume), et qu'on ne pourrait rien dire de nouveau là-dessus, on renvoie le lecteur à recourir à ces pages, et au prétendu testament de Jean de Châlons (Année 1417, Tome I<sup>er</sup>, page 467); item et particulièrement à la réfutation que l'on a faite des substitutions contenues dans le dit testament, prouvant qu'elles ont été éteintes à la mort de Philibert de Châlons et de Claudine, sa sœur, et que toute la succession a passé libre en la personne de René de Nassau, neveu de Philibert et fils de Claudine (Voyez ci-dessus pages 49 et suivantes, où l'on fait voir que la présence de Jean de Châlons au traité de mariage de sa fille Marie avec Jean de Fribourg n'emporte point, ainsi que la maison de Longueville s'en glorifie, une concession ou une libération du fief en faveur du dit Jean de Fribourg et de la maison de Hochberg.)



1707

Et pour terminer ici les rapports des mémoires des prétendants à raison de la maison de Châlons et des héritiers ab intestat de Madame la duchesse de Nemours, je mettrai sous les yeux trois généalogies (voir quelques pages plus loin) : celle des Comtes de Neuchâtel de la première race, depuis Ulrich I<sup>er</sup>; celle de Châlons d'Arlay et de Bourgogne; celle de Montbéliard, celles d'Orange, de Mailly, d'Alègre, de Hochberg et d'Orléans-Longueville, etc. Mais au préalable, il est à propos de reproduire ici la réfutation que Madame la marquise de Mailly a faite (pages 10 et suivantes de son Mémoire) de la prétention de tous les héritiers ab intestat, savoir de Madame la duchesse de Lesdiguières, de M. le comte de Matignon et de M. le prince de Carignan, ainsi qu'il a été réservé plus haut de la donner.

Réfutation que  
fait Madame de  
Mailly des  
écrits des héri-  
tiers ab intestat.

## MAISON DE LONGUEVILLE.

*Héritiers du sang :*

M. le Prince de Carignan.

Madame la duchesse de Lesdiguières.

M. le comte de Matignon.

Ces prétendants se réunissent et travaillent de concert pour abattre la Maison de Châlons; en effet, c'est par là qu'ils doivent commencer, car si la Souveraineté n'appartient pas à la Maison de Longueville, en vain agitent-ils entre eux à qui l'aura.

Leur prétention a quelque chose de spécieux et capable de frapper; une longue possession parle et prévient en leur faveur; on aime naturellement ce qui détermine sans étude; et comme c'est plutôt fait de s'en rapporter à ce qui s'est pratiqué que d'approfondir ce qui a dû l'être, le commun des hommes ne va pas plus loin; il embrasse le parti le plus facile, et dès qu'on lui dit qu'un droit a passé pour légitime pendant 100 ou 200 ans, il s'en tient là, et le croit tel.

Mais des juges intègres, laborieux et éclairés ne s'apaisent pas ainsi; la prévention, cet écueil si dangereux de la justice, est bannie de leurs esprits; ils abandonnent la superficie; ils pénètrent jusqu'à la source; ils examinent l'origine de la possession; et si le titre qui en a été le prétexte, la rend vicieuse, ils condamnent tout ce qui s'est fait, et remettent les choses au même état où elles étaient, ils rendent au véritable propriétaire le bien dont ils connaissent qu'il a été dépouillé contre les règles de l'équité et les constitutions de l'Etat.

On peut donc ne rien craindre des apparences dont se pare la maison de Longueville; elles s'évanouissent dès que l'on remonte à Rodolphe de Hochberg, qui en est l'auteur, et en obligeant ses successeurs de rendre raison de ses droits sur la souveraineté et Comté de Neuchâtel, on les réduit à l'impossible; parce que, pour être reçus aujourd'hui à les exercer, ils sont forcés de poser des principes qui y sont contraires, et jamais l'imagination la plus subtile ne sauvera les contradictions qui suivent de l'établissement de leurs droits et de celui de leur action.

Les héritiers du sang de Longueville tiennent l'inaliénabilité; ils bâtissent sur les actes de 1288 et 1406; ils les opposent aux héritiers testamentaires de cette Maison. Mais lorsque celle de Châlons vient à la traverse, et qu'elle se sert de ce moyen et de ces actes pour soutenir que la souveraineté et le Comté n'ont pu lui être enlevés, ces mêmes héritiers du sang de Longueville lui ré-



1707

pendent que le Comté de Neuchâtel a passé à Rodolphe de Hochberg par le testament de Jean de Fribourg; que celui-ci en avait la libre disposition par son contrat de mariage; que la souveraineté ou la suzeraineté, comme ils l'appellent, a été prescrite; que la concession de 1288 est sans force; que Neuchâtel était un fief relevant d'Arlay, village de Franche-Comté; et que l'acte de 1406 est nul et de nul effet.

En quel temps faut-il croire ces héritiers? Ce qui est inaliénable se transmet-il par testament, par contrat de mariage, ou par prescription? Ce qui est personnel et attaché à perpétuité aux descendants d'une Maison, est-il réel et relève-t-il d'un fond? Des actes solennels et authentiques, reconnus tels, et dont on se sert, sont-ils détruits et sans vigueur, lorsque d'autres les emploient? De quelle doctrine mal appliquée et de quel raisonnement captieux pourra-t-on couvrir ces propositions? Qu'on y travaille tant qu'on voudra, on ne réussira jamais à les concilier. Après avoir disputé le terrain en recourant à des maximes générales, que les législateurs et les feudistes ont destiné à des matières ordinaires; après avoir bien battu la campagne, il en faudra toujours revenir à l'espèce qui est extraordinaire et singulière, et voir si ce que l'on avoue inaliénable peut être aliéné, si, ce qui est purement personnel, peut être réel, si ce qui est authentique, est défectueux.

Certainement la Maison de Longueville ne peut exclure la Maison de Châlons que par la voie de l'aliénabilité, et par cette voie elle s'exclut elle-même; on l'a déjà mise sur ce chef au terme de n'avoir rien à répliquer. C'est M. l'Electeur de Brandebourg qui en a pris soin, et qui s'en est acquitté de manière qu'on ne peut rien ajouter aux arguments nombreux et pressants dont il a soutenu les droits de la Maison de Châlons; il en a eu besoin jusqu'à René de Nassau, et il les a si fort affermis, il en a si bien montré la concordance avec les lois de l'Etat, que tout le monde doit conclure, avec Madame de Mailly, qu'on ne peut être l'observateur des unes sans être le conservateur des autres.

Si on en doute encore, il n'y a qu'à repasser et réfléchir un moment sur les objections principales que fait la Maison de Longueville à la Maison de Châlons; on trouvera qu'il n'y en a aucune qui soit opposée à l'inaliénabilité, que l'usage et les constitutions anciennes défendent, et que les Corps et Communautés de Neuchâtel ont tant à cœur.

**PREMIÈRE OBJECTION.** „Le Comté de Neuchâtel fut légitimement donné à Rodolphe de Hochberg par le testament de Jean de Fribourg, qui avait la liberté d'en disposer, puisque Conrad de Fribourg, son père, en le mariant, et en le lui relâchant, lui avait permis de le transmettre à ses héritiers et ayant cause; ce qui fut approuvé par Jean de Châlons IV lui-même, qui fut présent à ce contrat de mariage.“

**RÉPONSE.** A quoi bon se prévaloir d'un testament et d'un contrat de mariage, comme de titres transmissibles d'un domaine qu'on présuppose inaliénable? Est-ce l'entendre, que de faire consentir Jean de Châlons IV à une aliénation à laquelle il ne pensa jamais et qui ne dépendait pas de lui puisqu'elle était prohibée? Est-ce être d'accord avec soi-même que de la vouloir rendre valable, tandis que l'inaliénabilité est un préalable essentiel à l'action qu'on exerce? (\*)

(\*) Voici comment de la part du roi de Prusse, dans le Traité sommaire, page 58, il fut répondu à cette objection:

„Comment le marquis de Hochberg pouvait-il inférer une concession d'aliéner ce fief de la présence de Jean de Châlons IV au contrat de mariage de Jean de Fribourg avec sa fille Marie?“ (Voir la réponse à cette question dans la réfutation de la Réplique faite par Madame de Lesdiguières.)



1707

SECONDE OBJECTION. „Louis de Châlons, fils aîné de Jean de Châlons IV, „voulut déjà empêcher l'effet du testament de Jean de Fribourg, qui avait transmis à Rodolphe de Hochberg le Comté de Neuchâtel. Mais par sentence de „l'Official de Besançon, confirmée par le Pape, qui en 1458 était co-seigneur „de l'Empire, on imposa silence à Louis de Châlons, et le marquis de Hochberg „fut maintenu en vertu de ce testament.“

RÉPONSE. On le pardonnerait aux héritiers testamentaires de la Maison de Longueville. Mais des héritiers du sang sont inexcusables de déterrer gratuitement des actes confirmatifs de l'aliénabilité; des actes nuls, par le vice le plus radical des sentences émanées de juges incompétents, dont encore veulent-ils relever l'autorité en créant un point d'histoire. Sans voir ces jugements on les détruit par la seule considération qu'il n'appartenait ni au Pape, ni à l'Official de Besançon de décider de la validité ou de l'invalidité du testament de Jean de Fribourg, qui avait aliéné le Comté de Neuchâtel. Les lois de l'Etat y avaient pourvu : l'Acte de 1406 avait prononcé par avance irrévocablement la nullité de cette aliénation; il avait statué qu'après les descendants de Conrad de Fribourg personne ne pourrait être Comte de Neuchâtel que les descendants de Jean de Châlons. L'Official de Besançon n'avait-il pas bien du pouvoir à Neuchâtel, pour anéantir et casser ce règlement où l'Etat était intéressé, et au sujet duquel ni Louis de Châlons ni Rodolphe de Hochberg ne pouvaient de leur chef attribuer juridiction à qui que ce soit. Il fallait du moins que cet acte fût révoqué expressément ou par les juges nés de ces sortes de cas, ou par ceux même qui l'avaient fait. Le Pape n'avait pas plus de pouvoir à cet égard que l'Official, et les inductions que l'on tire de sa sentence sont aussi peu justes que la qualification de co-seigneur de l'Empire qu'on lui donne.

TROISIÈME OBJECTION. „L'Acte de 1406 est nul; il est passé en l'absence de „Conrad de Fribourg, qui y avait le principal intérêt. C'est l'ouvrage de seize „bourgeois gagnés ou surpris, qui se sont donné la liberté de traiter pour tout „l'Etat.“

RÉPONSE. Conrad de Fribourg n'avait aucun intérêt à l'Acte de 1406. On y renouvelait simplement la loi de l'inaliénabilité, elle ne concernait point ses descendants; et par conséquent il ne pouvait pas raisonnablement s'en plaindre. A la vérité on lui liait formellement les mains à l'égard des étrangers; on stipulait qu'il ne pourrait point disposer du Comté par testament, donation ou vente. Mais en cela il n'y avait rien de nouveau; on ne faisait que prévenir les difficultés, en interprétant en quoi consistait pour lors le Chezeau de Neuchâtel qu'on limitait, et qui était réduit de plein droit aux descendants de Conrad de Fribourg. Cependant cette explication si nette et si énergique de l'ordre de succéder au Comté, cette défense si claire d'aliéner, choqua Conrad de Fribourg; il s'en plaignit à Messieurs de Berne, et comme cette plainte était contraire aux anciennes constitutions d'inaliénabilité, LL. EE. n'en furent point touchés; ils ne dirent mot et laissèrent cet acte dans son entier. Conrad de Fribourg de son côté, qui en connut la justice, ne s'obstina pas à en poursuivre la réformation. A présent les héritiers du sang de Longueville, qui ne sont pas aussi zélés pour l'inaliénabilité qu'ils le paraissent, ne s'accommodent pas de cet acte qui la contient, et qui la prouve si expressément; tant qu'ils ont eu à faire à des testamentaires, ils l'ont trouvé bon; il doit donc être de même, et il ne peut avoir changé parce qu'il y paraît des descendants de ceux pour qui il a été fait. On ne saurait le mieux appuyer qu'en insérant ici ce qui se lit dans un Mémoire de Madame de Lesdiguières, distribué en 1699 :

„C'est un acte fait par serment entre des parties compétentes. On y voit,



1707

„d'un côté, le Prince intéressé à conserver son fief, et de l'autre les Bourgeois, „qui sont l'œil du peuple et les conservateurs de ses libertés, et qui par l'assistance aux Etats de quatre de leur Corps, représentent le tiers-état et ont „part à l'administration de la justice souveraine. Enfin, on ne peut rien alléguer contre cet acte de 1406 qui ne s'évanouisse par cette seule réflexion : „qu'en l'année 1409, le comte Conrard s'étant plaint à LL. EE. de Berne, juges „compétents en ce fait, prétendant que ni les bourgeois ni le seigneur de fief „ne pouvaient passer de telles conventions à son absence, il abandonna ses „plaintes *sciens et volens*, en sorte que cet acte a resté dans sa force depuis „près de trois siècles et dans une entière exécution à l'égard de l'ordre „de succéder, puisqu'on a rejeté en toutes occasions jusques aux dispositions „testamentaires et donations qui s'écartaient de la vocation établie entre les „descendants par les titres dont on vient de parler.“

Voilà comme s'expliquaient alors les héritiers du sang contre M. le prince de Conti et contre M. le chevalier de Soissons. Les bourgeois sont l'œil du peuple et les conservateurs de sa liberté, tandis qu'ils éloignent les héritiers testamentaires; mais, ils sont gagnés ou surpris, dès qu'ils appellent les héritiers du sang de Châlons pour succéder aux descendants de Conrard de Fribourg. N'est-il pas bien temps de révoquer en doute l'intégrité et le pouvoir des bourgeois qui stipulèrent en 1406 pour la communauté de la Ville et Comté de Neufchâtel? Est-ce que, s'ils n'avaient pas été chargés par l'Etat de faire ce traité, Conrard de Fribourg se fût plaint à Messieurs de Berne, et eût eu besoin de recourir à leur autorité? Non certainement, le tribunal était plus à portée à Neufchâtel, et il pouvait s'y faire écouter. *Enfin, on ne peut rien alléguer contre cet acte*, il est solennel, et si une utilité évidente, une urgente nécessité, des conjonctures difficiles, en ont suspendu jusqu'ici l'exécution, on ne peut la refuser à cette heure, sans enseigner à ceux qui viendront, à n'avoir pas plus d'égard pour ce que l'on contracte aujourd'hui.

QUATRIÈME OBJECTION. „Pendant que les princes de Châlons ont été les „seigneurs souverains du Comté de Neufchâtel, et avant qu'il fût purifié de „fief, il relevait de celui d'Arlay, situé en Franche-Comté; or, si la réunion à „la directe a dû avoir lieu, le fief servant a suivi le dominant, et la Maison de „Châlons n'ayant plus celui d'Arlay, n'a plus rien à prétendre à celui de Neufchâtel.“

RÉPONSE. C'est toujours se déclarer ouvertement contre l'inaliénabilité; ces faits la renversent entièrement; ils sont erronés et inadmissibles; il ne faut qu'un peu d'attention pour s'en convaincre. Mais, parce qu'ils rendent odieuse la prétention de la Maison de Châlons, on a été très ponctuel à les publier comme vrais, et il s'est trouvé des crédules.

Jamais l'on ne montrera aucun titre qui fasse seulement supçonner que les princes de Châlons aient été souverains de Neufchâtel à cause de leur seigneurie d'Arlay; il n'y a pas une seule expression dans la concession de 1288 d'où on puisse le conjecturer. Loin de là, on donne la souveraineté de Neufchâtel à Jean de Châlons II, pour en jouir et ses héritiers légitimes à perpétuité, ce qui signifie là, ses descendants. Par ce don la souveraineté est inaliénable, elle est attachée aux personnes de la Maison de Châlons, et point du tout à aucun fond; ou bien il faudrait que le fond soit aussi aliénable et inséparable des descendants à perpétuité. Est-il compréhensible que la souveraineté ne soit pas aliénable, et qu'elle soit inhérente à un fond qui l'est? Est-il possible que la souveraineté, ou si l'on veut la suzeraineté, et le Comté de Neufchâtel aient dû se réunir après les descendants de Conrard de Fribourg, selon l'acte de 1406, pour passer à ceux de la Maison de Châlons; et qu'en même temps



1707

la réversion se soit faite à d'autres qu'à eux ? On l'a déjà dit, il ne faut point raisonner sur les règles ordinaires et communes, l'espèce est tout-à-fait singulière. Le fief relève uniquement de la Maison de Châlons, c'est là le domaine direct, qui consiste dans les personnes et dans les descendants de ce sang; ou si l'on en disconvient, il faut abandonner l'inaliénabilité qui ne roule que sur la transmission personnelle.

Qu'on ne s'y méprenne pas, la Maison de Châlons, en demandant l'investiture, soutient, de même que la Maison de Longueville, que Neufchâtel est purifié de fief depuis le quinzième siècle. Elle prétend que le Comté et la souveraineté n'ont fait qu'un tout dès la mort de Jean de Fribourg sans postérité, mais que ce tout, au lieu d'appartenir à Rodolphe de Hochberg et à ses successeurs, a appartenu aux descendants de Jean de Châlons, qui ne pourront point perdre leur droit, tant que les actes de 1288 et de 1406 resteront comme authentiques dans les archives de Neufchâtel, et tant que la loi de l'inaliénabilité n'y sera pas anéantie.

CINQUIÈME OBJECTION. „La souveraineté de Neufchâtel est acquise à la „Maison de Longueville par la prescription; il y a deux siècles et demi qu'elle „est en possession.“

RÉPONSE. Voilà une atteinte mortelle à l'inaliénabilité. Ce qui est prescriptible est aliénable; les notions communes ne permettent pas de l'ignorer. Conçoit-on comment on prescrit ce qui ne peut être transporté par aucun acte, soit vente, donation, testament, échange, etc. Car pour prescrire, il faut un titre, et en cette occasion tous les titres transmissibles du domaine ne servent à rien. Si, les croyant valables, on se met en possession, c'est par erreur de droit, et l'erreur de droit ne se couvre par aucun temps, et ne profite jamais au possesseur. A quelle extrémité est-on réduit, lorsqu'on recourt à la prescription ? Cette ressource que les législateurs eux-mêmes ont appelée un refuge inique et impie, est-elle permise et honorable à des aspirants à la souveraineté ? Quel présage de leur domination ? Se retrancher sur la prescription, c'est convenir qu'on s'est emparé du bien d'autrui, et qu'on l'a fait sien par une longue jouissance; quelle idée les peuples prendront-ils de ceux qui veulent monter sur le trône par ce degré ?

Les souverainetés sont imprescriptibles, et celle de Neufchâtel plus qu'aucune autre. On en a vu la preuve dans un Mémoire particulier fait exprès et semé partout de la part de M. l'Electeur, qui plaide toujours la cause de Madame de Mailly. On s'y réfère, parce qu'on évite la longueur, et que l'on s'interdit les répétitions.

On ajoute seulement que quand même la prescription pourrait être proposée, elle ne serait pas censée complète contre Madame de Mailly, qui l'a toujours interrompue par le fait des princes de Châlons jusqu'à René de Nassau, et depuis sa mort, par le fait de Louis de Sainte-Maure, qui intervint au procès qui était entre la Maison de Nassau et celle de Longueville au sujet de la succession de Jean de Châlons IV; ce procès qui a été suivi et repris, et qui subsiste encore actuellement, a été un obstacle perpétuel à la possession opposée ici par les héritiers du sang de Longueville.

Il est vrai que les règles de Neufchâtel exigent que, quand la souveraineté vient à vaquer, ceux qui y prétendent demandent l'investiture dans six semaines; que le jour de leur expiration est fatal, et que dès qu'il est passé on n'est plus admis à justifier de ses droits. Mais cette règle n'autorise point la prescription; elle vérifie que, lorsque la vacance est arrivée et qu'on a laissé écouler le jour fatal, on ne peut plus troubler le souverain à qui ce sceptre a été confié, et non pas qu'on ne soit plus recevable à faire constater de ses droits dans toutes



1707

les vacances qui suivront. Madame de Mailly s'est présentée cette dernière fois à l'échéance des six semaines. Cela suffit pour qu'on doive l'écouter et examiner si la Maison de Longueville doit avoir la préférence, en se fondant sur l'aliénabilité, ou bien, la Maison de Châlons, en ne s'écartant pas un seul moment de l'inaliénabilité.

## MÊME MAISON DE LONGUEVILLE.

S. A. S. M. le Prince de Conti;

Mademoiselle de Soissons. (\*)

Monsieur l'abbé d'Orléans était souverain de Neufchâtel; il mourut en 1694. Il avait institué son légataire universel M. le prince de Conti. Ce prince vint, à la faveur de ce testament, demander l'investiture de la souveraineté. Madame la duchesse de Nemours se trouva sur les rangs, et s'y opposa : elle prétendit avoir la préférence comme étant sœur et la plus proche parente de Monsieur l'abbé d'Orléans, auquel elle devait succéder de plein droit, sans égard aux dispositions qui pouvaient avoir été faites à son préjudice. Sur cette contestation Messieurs des Trois-Etats donnèrent l'investiture à Madame de Nemours, déboutèrent M. le prince de Conti, et rendirent raison de leur jugement en ces termes : *Parce que la souveraineté ne peut être aliénée par testament ni autrement, suivant la nature et constitution de l'Etat, et l'usage toujours pratiqué touchant la succession de ce Pays.*

En conséquence Madame de Nemours a été tranquillement souveraine jusqu'à la fin de ces jours. Comme ils ont été terminés au mois de juin dernier, M. le prince de Conti retourne à la passe, et prétend remplacer Madame de Nemours en vertu de ce même testament qui fut rejeté en 1694; et Mademoiselle de Soissons reproduit une donation faite à son profit par Madame de Nemours de la Souveraineté de Neufchâtel.

Ces deux actes n'ont pas besoin d'être combattus; la chose est jugée, ils sont déclarés nuls, par sentence contradictoire, non seulement irrévocable d'elle-même, mais encore déclarée telle par tous les Corps et Communautés de Neufchâtel et Valengin. Madame de Nemours ne fut élevée à la souveraineté que parce que ce bien n'avait pu être donné par testament ni autrement; c'était précisément lui en interdire toute donation, et anéantir par avance celle qu'elle voudrait faire. En portant alors un jugement avantageux pour la donatrice, on a condamné nommément et sans ressource ses donataires.

Pour Monsieur le Prince de Conti, il est surprenant qu'il entreprenne et qu'il tente une seconde fois de renverser le jugement de 1694; tout y résiste. Il

(\*) L'auteur des *Annales*, ou plutôt son neveu et continuateur, M. J.-F. Boyve, dans le but sans doute de grouper plus logiquement certaines matières, transpose ici à la fin du Mémoire de Madame de Mailly, une rubrique qui dans le Mémoire imprimé de cette dame figure en tête de celles consacrées à chacun des aspirants à la souveraineté de Neufchâtel dont cet écrit discute et réfute les prétentions. C'est peut-être ici le cas de faire observer qu'en collationnant du reste avec soin le manuscrit même de l'auteur que j'ai eu à ma disposition avec les nombreuses publications auxquelles l'époque de 1707 a donné naissance, j'ai eu lieu de me convaincre qu'il existe, quoique rarement, des variantes assez sensibles entre le texte de certains passages des mémoires imprimés et le texte reproduit dans le manuscrit de Boyve, variantes que je ne me suis permis de faire disparaître dans le texte que je publie que là où la pensée des auteurs des différents mémoires me paraissait ne pouvoir se concilier avec celle qui résultait du texte imprimé, lequel pour le commun des lecteurs doit faire autorité.

(Note de Gonzalve Petitpierre.)



1707

faudrait pour qu'il en vienne à bout, qu'il eût le pouvoir de composer un autre tribunal, de changer absolument les esprits, de bouleverser ce qu'il y a de plus sacré et de plus inviolable à Neuchâtel. Les connaissances de ce grand prince sont trop étendues, il gagne trop universellement le cœur de ceux qui l'approchent pour qu'il ignore les obstacles insurmontables qui l'éloignent de la souveraineté où il aspire.

Enfin l'arrêt est prononcé contre lui depuis douze ans; le vouloir casser, c'est s'en prendre à l'autorité et à la liberté de l'Etat; c'est son affaire, plus que celle des parties de se défendre en cet endroit. Il y va de sa gloire de soutenir avec fermeté ce qu'il a fait en conformité de ses engagements et de ses lois. (\*)

Avant de donner les généalogies de Châlons, de Montbéliard, de Mailly et d'Alègre, il est à propos de rapporter ici les extraits des testaments de Philibert de Châlons et de René de Nassau, tous deux autorisés et confirmés par l'Empereur.

**EXTRAIT DU TESTAMENT DE PHILIBERT DE CHALONS, PRINCE D'ORANGE.**

*Du 3 mai 1520.*

Nous léguons à notre très honorée Dame et Mère Dame Philiberte de Luxembourg, Princesse d'Orange, Comtesse de Charny, etc., etc..... l'usufruit de tous et singuliers nos biens, Terres, Maisons, Forts, Seigneuries, Censes, Rentes, Héritages, Prérogatives, Droits, Actions présents et advenir,... et ce par dessus ses autres droits qu'elle a et peut avoir sur nosdits biens.

Nommons et instituons de notre propre bouche notre héritière universelle seule et pour le tout, notre très chère et très Amée sœur Dame Claude de Chalon, Femme et Espouse de Haut et puissant Seigneur Messire Henry, Comte de Nassau,... Et après le décès de notre dite sœur instituons, substituons et nommons de notre propre bouche notre héritier universel et pour le tout, notre très cher et très amé Neveu Fernand de Nassau, fils naturel et légitime de notre dite sœur, et en cas qu'il irait de vie à trépas sans hoirs masles de son Corps nés et procréés en loyal mariage, et notre dite Sœur délaissât autres Enfants masles qui la survéquit, Nous instituons et substituons notre héritier universel le dit fils survivant, et s'il y en a plusieurs, l'ainé d'iceux pourvu et parmi ce que le dit Fernand de Nassau, s'il est en vie au tems du trépas de notre dite sœur, ou sinon l'ainé de ses Fils masles qu'elle pourrait avoir, qui sera et demeurera notre héritier, sera tenu prendre et porter mes noms et armes, l'y substituant lesdits Fils les uns aux autres par degrés, préférant toujours l'ainé, etc.

**EXTRAIT DU TESTAMENT DE RENÉ DE NASSAU-CHALONS.**

*Du 20 juin 1544.*

Et pour venir au chef et point principal de Testament et ordonnance de dernière volonté, pourtant que ne pourrons avoir certitude et quel point et apparence d'avoir, étant notre très chère Compagne Anne de Lorraine à notre dernier département délaissée, sera par nous été ou pourroit cy après être délaissée, nous voulons et ordonnons en premier lieu, que si nous délaissions hoir masle légitime, il soit notre héritier universel, à la charge toutesfois que si nous en eussions plusieurs, l'ainé d'iceux notre héritier universel soit chargé de faire et donner héritages à autres ses frères un ou plusieurs jusques à la somme de

(\*) Ici doit se placer la Table généalogique A. contenant la Généalogie des comtes de Neuchâtel des trois premières races, ainsi que la Table B. contenant la Généalogie de la Maison d'Orléans-Longueville.



## I. Généalogie de Neuchâtel.

<sup>1</sup>  
**ULRICH Ier** de Neuchâtel en Bourgogne, général de l'armée de l'empereur Conrad contre le comte de Champagne qui lui disputait le royaume de Bourgogne, reçut de cet empereur l'inféodation de la Baronnie de Neuchâtel. † l'an 1070.

<sup>2</sup>  
**RODOLPHE Ier** succéda à son père l'an 1070. † l'an 1099.

<sup>3</sup>  
**ULRICH II** succéda à son père l'an 1099. † l'an 1132. Son fils Berthold fut le premier seigneur de Valangin.

<sup>4</sup>  
**RODOLPHE II** succéda à son père l'an 1132. † l'an 1164.

<sup>5</sup>  
**ULRICH III** succéda à son père l'an 1164. † l'an 1209.

<sup>6</sup>  
**RODOLPHE III** succéda à son père l'an 1209. † l'an 1213. Son frère fut évêque de Lausanne.

<sup>7</sup>  
**BERTHOLD** succéda à son père l'an 1213. † l'an 1260. C'est lui qui, sous la tutelle de son oncle Ulrich, donna une forme au Comté, et qui accorda les franchises aux Bourgeois.

<sup>8</sup>  
**RODOLPHE IV** succéda à son père l'an 1260. † l'an 1270.

<sup>9</sup>  
**AMÉDÉE** succéda à son père l'an 1260. † l'an 1286.

<sup>10</sup>  
**RODOLPHE V**, ou Rollin, succéda à son père. Ce fut lui qui résigna son fief de Neuchâtel à l'empereur Rodolphe en 1288, et qui le reprit de Jean de Châlons II. † 1342.

<sup>11</sup>  
**LOUIS** succéda à son père Rollin l'an 1342. † l'an 1373. Il laissa deux filles, Isabelle et Varenne. Isabelle épousa Rodolphe, comte de Nidau, et Varenne épousa Egon de Furstemberg, comte de Fribourg, landgrave de Brisgau.

<sup>12</sup>  
**ISABELLE**, veuve du comte de Nidau, succéda à son père Louis l'an 1374. † sans enfants le 3 septembre 1395.

## II. Généalogie de Fribourg et de Hochberg.

Varenne de Neuchâtel, fille de Louis, ayant épousé **Egon**, comte de Fribourg, en a eu un fils et une fille. † en 1376.

<sup>13</sup>  
**CONRAD** de Fribourg avait épousé Marie de Vergi; il succéda à sa tante Isabelle en 1396. † en 1424.

Anne de Fribourg épousa Rodolphe, marquis de Hochberg de la maison de Baden l'an 1387.

<sup>14</sup>  
**JEAN** de Fribourg succéda à son père, comte de Neuchâtel. Il avait épousé Marie, fille de Jean de Châlons IV, succéda à son père Conrad en 1424. Mourut sans enfants en 1457.

Guillaume, marquis de Hochberg, marié avec Elisabeth, fille de Guillaume, comte de Montfort. † 1444, a eu deux fils et deux filles.

<sup>15</sup>  
**RODOLPHE**, marquis de Hochberg, comte de Neuchâtel, en succédant à son cousin Jean de Fribourg en 1457, avait épousé Marguerite de Vienne. † en 1487.

Ursule, mariée à Jacob Truches de Waldbourg, et en secondes noces à Ulrich, comte de Montfort. — Une autre fille mariée au comte de Furstemberg et de Fribourg; et un fils nommé Hugo mort jeune.

<sup>16</sup>  
**PHILIPPE** de Hochberg, succéda à son père Rodolphe en 1481. Il épousa Marie, fille d'Amé IX, duc de Savoie et de Yolande de France, sœur de Louis XI. † l'an 1503. Il ne laissa qu'une fille.

<sup>17</sup>  
**JEANNE** de Hochberg, mariée à Louis d'Orléans, succéda à son père l'an 1503. Mais elle fut sous la tutelle de sa mère Marie de Savoie jusqu'à ce qu'elle fut mariée à Louis d'Orléans, duc de Longueville. Trois de ses enfants moururent avant elle. Elle mourut l'an 1543. Ses enfants furent:

Claude, tué au siège de Pavie l'an 1524 sans avoir été marié.

Louis, duc de Longueville, mourut l'an 1537; il ne laissa qu'un fils.

François, marquis de Rothelin, et Charlotte, mariée à Philippe de Savoie, duc de Nemours.

(Voyez la suite de cette généalogie dans le tableau suivant.)



### III. Généalogie de la maison d'Orléans de Longueville

depuis le mariage de Jeanne de Hochberg

avec Louis d'Orléans en 1504.



LOUIS D'ORLÉANS et JEANNE DE HOCHBERG, comtesse de Neuchâtel, mariés dès l'an 1504, eurent trois fils et une fille.

Charles, mort au siège de Pavie en 1524 sans avoir été marié. (C'est une erreur, il s'appelait Claude.)

Louis, duc de Longueville épousa Marie de Lorraine, fille du duc de Guise, laquelle après le décès de son mari se remaria à Jacques V, roi d'Ecosse. † 1536.

François, marquis de Rothelin, marié avec Jacqueline de Rohan. † en 1549.

Charlotte, mariée en 1528 à Jacques de Savoie, duc de Nemours.

FRANÇOIS, comte de Neuchâtel (\*) et duc de Longueville, succéda en 1543 à Jeanne de Hochberg, sa grand-mère. Il fut préféré à François, son oncle parce qu'il était le fils de l'ainé. Il était né l'an 1535. † 1551 sans enfants.

(\*) Il y eut encore une fille, savoir Françoise, mariée à Louis de Bourbon, prince de Condé, qui ne demanda aucune part au comté après la mort de François 1er son cousin. Elle était sœur de Léonor.

LÉONOR, comte de Neuchâtel, marquis de Rothelin, devint duc de Longueville par la mort de François son cousin germain; il épousa Marie de Bourbon; † l'an 1573 et Marie † en 1601. Il obtint en 1551 l'investiture du Comté de Neuchâtel conjointement avec Jacques de Savoie, mais ce dernier fut obligé de le laisser à Léonor, qui resta seul comte de Neuchâtel, au moyen d'une récompense.

Jacques de Savoie, duc de Nemours. (Voy. la sentence des Audiences de 1551, Tom. III, pages 9 et suiv.)

HENRI 1<sup>er</sup> comte de Neuchâtel, duc de Longueville; il épousa Marie de Gonzagues et de Clèves. † en 1595, avant Marie de Bourbon sa mère.

François, comte de Saint-Pol, marié à Anne de Caumont.

HENRI II, comte de Neuchâtel, duc de Longueville succéda à son père; il épousa en premières noces Louise, fille de Charles de Bourbon, comte de Soissons, dont il eut Marie; et en secondes noces Anne Geneviève fille de Henri de Bourbon, prince de Condé, † en 1663.

#### PREMIER LIT.

#### SECOND LIT.

MARIE d'Orléans mariée avec Henri de Savoie duc de Nemours l'an 1657. Après la mort de son frère, arrivée en 1694, les Etats l'investirent du Comté de Neuchâtel, nonobstant le testament fait par ce frère Jean-Louis-Charles en faveur du prince de Conti; ainsi elle fut le 24<sup>e</sup> comte de Neuchâtel, † en 1707. Voilà comment la maison de Longueville se trouva éteinte par Madame de Nemours, la dernière princesse de Neuchâtel, et 24<sup>e</sup> comte depuis Ulrich de Neuchâtel, premier invêtu.

CHARLES PARIS, le cadet, devint duc de Longueville par la mort de son aîné et par sa donation de l'an 1668. Il fut le 23<sup>e</sup> comte de Neuchâtel; il fut tué au passage du Rhin en 1672, et le comté retourna à son frère Jean-Louis-Charles, qui fut connu sur la fin de sa vie sous le nom d'abbé d'Orléans.

JEAN-LOUIS-CHARLES, 22<sup>e</sup> comte de Neuchâtel, duc de Longueville. Il donna le comté de Neuchâtel à son frère Charles Paris en 1668; et ce frère ayant été tué au passage du Rhin, il reprit le comté. † en 1694 sous le nom d'abbé d'Orléans.

Antoinette d'Orléans, mariée à Charles de Gondi, marquis de Belle Isle.

Henri de Gondy, duc de Rets et de Beaupreau; il épousa Jeanne de Scepaux, comtesse de Chemilli. Il a laissé deux filles.

L'une Catherine, mariée par dispense à Pierre de Gondy, duc de Rets, pair de France † le 20 avril 1676.

De ce mariage est née Madame la Duchesse de Lesdiguières, Paule-Françoise-Marguerite, duchesse de Rets. Et par la mort de Madame la duchesse de Nemours elle se trouve l'ainée de la ligne aînée d'à présent de la maison d'Orléans-Longueville de 1707.

L'autre fille de Henri de Gondy et soeur de Catherine était Marguerite-Françoise de Gondi, duchesse de Beaupreau qui avait épousé Louis de Cossé, duc de Brisach. † le 31 mai 1670.

Marie-Marguerite de Cossé a épousé François de Neuville, duc de Villeroi, pair et maréchal de France.

Louis Nicolas, duc de Villeroi, pair de France, qui s'était rendu à Neuchâtel pour soutenir les intérêts de sa tante Paule-Françoise de Gondi, duchesse de Lesdiguières.

Eléonore d'Orléans, mariée à Charles de Matignon, comte de Thorigny.

François de Goyon, comte de Matignon, de Thorigny et de Gassey, marquis de Lonré, marié en l'an 1632 avec Anne-Mallon de Bercy.

De ce mariage est né le 2 mai 1644 Jacques de Matignon; il a épousé Charlotte de Matignon, sa nièce; il se trouve le plus proche parent en degré de Madame la duchesse de Nemours, sa cousine au troisième degré.

Le différend entre ces deux concurrents était de savoir si on devait suivre la ligne la plus proche, ou le plus proche en degré quoique d'une seconde ligne.



## Généalogies des maisons de Châlons et de Montbéliard.

## CHALONS-BOURGOGNE.

## DE LA PREMIÈRE FEMME.

**Hugues**, qui fit la branche de Bourgogne, laquelle n'intéresse en rien les prétendants au Comté de Neuchâtel.

## DE LA DEUXIÈME FEMME a eu entr'autres :

**Jean de Châlons II**, seigneur de Rochefort, qui a eu trois femmes:

- 1) Elisabeth de Lorraine.
- 2) Alix de Bourgogne-Tonnerre.
- 3) Marguerite de Beaujeu.

**Guillaume**, issu de la deuxième femme, comte d'Auxerre et de Tonnerre. † 1304.

**Jean de Châlons III**, comte de Tonnerre. † 1346.

**Jean de Châlons IV**, comte de Tonnerre. † 1361.

**Louis de Châlons I**, Comte de Tonnerre, a épousé Marie de Partenay. † 1398.

**Jean de Châlons V**, comte de Tonnerre. † sans enfants.

**Hugues**, a épousé Catherine Dame de l'Isle-Bouchart.

**Louis II**, † sans postérité, quoiqu'il ait eut deux femmes.

## CHALONS-D'ARLAY.

**Jean Ier** du nom dit le sage, comte de Châlons. † 1267. Il eut trois femmes:

- 1) Mahaut, fille de Hugues III, duc de Bourgogne.
- 2) Elisabeau de Courtenay, fille de Robert Ier.
- 3) Laure de Comercy, de la troisième femme.

**Jean II**, comte de Châlons, seigneur d'Arlay, épousa Marguerite de Bourgogne, fille de Hugues IV, duc de Bourgogne.

**Hugues de Châlons**, seigneur d'Arlay, d'Arguel, de Cuisel et d'autres lieux, épousa Béatrix de Vienne, fille et héritière de Guido Dauphin de Viennois.

**Jean de Châlons III** d'Arlay, d'Arguel et de Cuisel, épousa Marguerite de Marle ou Mello, veuve du seigneur de Craon, et en secondes nocces, Marie de Genève, dont il n'eut point d'enfants. Il laissa plusieurs enfants de sa première femme. Il eut Hugues II, mort sans postérité en 1390.

Il eut **Louis de Châlons**, seigneur d'Arlay, d'Arguel et de Cuisel, † en 1366; il épousa Marguerite de Vienne, fille de Philippe, seigneur de Pymont. Il eut Jean de Châlons IV.

**Jean IV** de Châlons, quatrième prince d'Orange à cause de sa femme Marie de Baux, prince d'Orange. † 1418.

Par leur traité de mariage de 1386, ils arrêterent en présence du pape Clément VII, siégeant à Avignon, l'institution universelle en faveur de l'aîné; et cependant ils y contrevinrent par leurs testaments de 1416 et 1417 contre l'intention de Raymond, père de Marie, et malgré leurs conventions matrimoniales, quoique jurées en présence du Saint Père qui à ce les avait autorisés.

C'est sur ces prétendus testaments, dont les originaux n'ont jamais été produits, et sur les substitutions qu'on dit y être contenues en faveur d'Alix de Châlons, l'une des filles du dit Jean IV, que les ducs de Longueville se sont fondés en 1531 pour se soustraire de la relevance de René de Nassau, héritier de la maison de Châlons, en demandant, comme ils le firent, que toute la succession de Châlons leur fût accordée, comme descendus de la dite Alix.

Voy. la suite de cette généalogie ci à côté *Châlons-Orange*. Celle des cinq enfants de Jean de Châlons IV, prince d'Orange se trouve déjà page 47 du présent Tome V.

## MONTBÉLIARD.

**Thierry**, comte de Montbéliard, marié à la comtesse de . . . .

**Sibilette**, comtesse de Montbéliard, épousa Rodolphe, comte de Neuchâtel.

**Guillemette** de Neuchâtel, comtesse de Montbéliard, mariée à Renaud de Bourgogne.

**Agnès de Bourgogne**, comtesse de Montbéliard, mariée à Henri de Montfaulcon.

**Etienne de Montfaulcon** épousa Marguerite de Châlons, sœur de Louis et fille de Jean III. C'est de ce mariage que S. A. S. de Montbéliard tire ses droits sur Neuchâtel.

**Henri de Montfaulcon**, comte de Montbéliard, épousa Marie de Chatillon. † 1395.

**Henriette de Montfaulcon** a épousé Everard V, duc de Wurtemberg. † 1444 (seulement comte).

**Ulderich dit Horry**, comte de Wurtemberg-Montbéliard, a épousé Esabeau de Bavière.

**Henri**, comte de Wurtemberg-Montbéliard, a épousé Eve de Salms.

**George de Wurtemberg-Montbéliard**, a épousé Barbe de Hessen.

**Frédéric**, duc de Wurtemberg, comte de Montbéliard, a épousé Sybille d'Anhalt.

**Ludwig-Frédéric**, duc de Wurtemberg-Montbéliard, a épousé Anne-Eléonore de Nassau-Sarbruck.

**George**, duc de Wurtemberg-Montbéliard, a épousé Anne de Coligny.

**Léopold Eberard**, duc de Wurtemberg-Montbéliard, prétendant à la souveraineté de Neuchâtel en 1707 :

- 1) Comme descendu de Marguerite de Châlons, il prétend être compris dans les substitutions de la famille, aussi bien que dans celles contenues dans les testaments de Jean IV et de Marie de Baux.
- 2) Il prétend aussi succéder à la maison de Neuchâtel à cause du mariage de Guillemette de Neuchâtel avec Renaud de Bourgogne.

(Voy. ci-dessus.)







## Généalogies de Châlons-Orange, de Mailly, d'Alègre et de Hochberg.

**JEAN DE CHALONS IV.** et Marie de Baux sa femme, princesse d'Orange, ont eu cinq enfants, savoir: Louis, Jean V, Huguenin, Marie et Alix. Huguenin est mort sans enfants. Marie, épouse de Jean de Fribourg, n'ayant point eu d'enfants de leur mariage, il ne s'agit dans cette généalogie que de Louis, de Jean et d'Alix.

**Louis-le-Bon de Châlons**, fils de Jean IV de Châlons-Orange, souverain d'Orange et Neuchâtel, a épousé Jeanne de Montbéliard. † 1463.

**Guillaume de Châlons**, prince d'Orange épousa Catherine de Bretagne; fut fait prisonnier par Louis XI en 1473, † 1475.

Il eut deux frères: **Louis**, seigneur de Château-Guyon, qui mourut dans la guerre des Suisses, lesquels lui prirent son pays, Grandson, Orbe et Echallens; il mourut sans enfants. **Hugues** ou **Huguenin** mort sans postérité.

**Jean de Châlons V**, prince d'Orange, épousa Philiberte de Luxembourg. Il fut héritier de son père et de ses oncles; ayant été dépouillé de ses Etats, il n'y rentra que par la paix de 1483. Il fut prisonnier à la bataille de St-Aubin le Cormier; élargi en 1491, † en 1498.

**Philibert de Châlons**, prince d'Orange et de Melphes, duc de Gravine, comte de Tonnerre et de Penthièvre, souverain de Neuchâtel, fut tué au siège de Florence en 1530.

**Claudine de Châlons**, sœur de Philibert et son héritière, † 1531, a épousé Henri de Nassau, † 1538, fils de Jean III, comte de Nassau.

**René de Nassau-Châlons** succéda à son oncle Philibert de Châlons, à sa mère et à son père; † en 1544. Il avait épousé Anne de Lorraine. Il laissa la succession libre de toutes substitutions à son héritier légitime Guillaume de Nassau, fils de son oncle Guillaume de Nassau frère de Henri de Nassau son père.

Ainsi voilà Claudine de Nassau, dernière fille de la maison de Châlons-Orange, qui a transmis la succession de Châlons-Orange à son fils René, reconnu héritier de cette maison par l'Empereur et par tous les princes de l'Europe.

**Jean de Châlons V**, fils de Jean IV, prince d'Orange, qui a épousé Jeanne de la Tremouille. Il était seigneur de Cuisel et de Vitaux.

**Charles de Châlons**, seigneur de Cuisel et de Vitaux, il épousa Jeanne de Banquetin.

**Charlotte de Châlons**, dame de Cuisel, etc., elle a épousé en premières nocces Adrien de Ste-Maure et en secondes nocces François d'Alègre.

**Jean de Ste-Maure**, prince de l'Isle, comte de Neelle et de Joigny; il épousa Jeanne de Humières.

**Charles de Ste-Maure**, fils de Louis, petit-fils de Jean, mort sans postérité. De là on revient à sa grand-tante, sœur de Jean, qui a épousé Gil de la Val.

**Jean De la Val**, marquis de Neelle, fils de Louis, et qui a épousé Renée de Rohan.

**Guy De la Val**, marquis de Neelle, tué à la bataille de Livri, duquel la succession passa à sa tante Gabrielle, princesse de l'Isle, qui avait épousé François aux Epaulles de La Val, Elle était sœur du père du dit Guy De la Val, et c'est à cette Gabrielle que Madame la marquise de Mailly attache la succession de Philibert de Châlons.

**René De la Val**, fils de Gabrielle et de François De la Val, prince de l'Isle et marquis de Neelle; il épousa Marguerite de Montluc, fille de Jean, prince souverain de Cambray. † 1650.

**Madelaine De la Val**, princesse de l'Isle, marquise de Neelle, épousa Bertrand-André de Mouchi, marquis de Montcavrel.

**Jeanne de Mouchi**, princesse de l'Isle-sous-Montréal, a épousé Louis, marquis de Mailly en 1648.

**Louis de Mailly**, marquis de Neelle, tué au siège de Philisbourg; il avait épousé Marie de Coligny. † 1688.

**Louis de Mailly**, héritier présomptif de sa grand-mère Jeanne de Mouchi, douairière de Mailly, prétendante.

**Alix de Châlons**, mariée à Guillaume de Vienne l'an 1405. Elle renonça par son traité de mariage à la succession de père, de mère, frères et sœur.

**Marguerite de Vienne** épousa Rodolphe, marquis de Hochberg, † 1487.

**Philippe de Hochberg** épousa Marie de Savoie, fille d'Amédée, fut comte de Neuchâtel.

**Jeanne de Hochberg** épousa Louis d'Orléans en 1504, † 1543.

(Voyez ci-devant la généalogie de Longueville, page précédente.)

**Anne d'Alègre**, qui a survécu de plusieurs ans à Jean de Ste-Maure et à René de Nassau; mariée à Antoine du Prat. C'est à elle que M. le marquis d'Alègre attache la succession de Châlons.

**Antoinette du Prat** de Nantouillet épousa Christophe, premier marquis d'Alègre.

**Christophe**, deuxième du nom, marquis d'Alègre, épousa Louise de Flageac.

**Emanuel**, marquis d'Alègre, marié à Marie de Modène.

**Yves**, marquis d'Alègre, demandeur du chef d'Anne d'Alègre, fille de Charlotte de Châlons.



1707

quinze mille florins de rente par an en Terres, ou Seigneuries, ou autres bonnes rentes, telles que par nosdits exécuteurs testamentaires sera avisé : desquelles quinze mille livres le second aura les dix mille livres, et le troisième les cinq mille livres. Et s'il n'y en eut que deux filles, la seconde aura les quinze mille livres entières. Et si nous ne délaissions que filles, l'ainée sera notre héritière universelle, à la charge de donner à ses sœurs, une ou plusieurs, pareille somme de quinze mille livres par an, en la forme que dessous, comme nous aussy seroit tenu faire notre fils aîné, en cas qu'il fût seul fils et eût aucune sœur, ou qu'il eût deux fils, et le troisième fût fille.

Et s'il advient que nous allassions de vie à trépas sans délaissier Enfants légitime, nés ou apparens à naître, ou iceux nés Enfants décédassent sans hoirs légitimes procréés de leurs corps en léal mariage, nous avons audit cas institué et ordonné, instituons et ordonnons notre héritier universel ou substitué à nosdits Enfants le Fils aîné de notre bon Seigneur et oncle paternel, Monsieur le Comte Guillaume de Nassau, qui sera survivant au jour de notre trépas, sans enfant légitime, et si icelui fils aîné, après être venu en notre hoirie et succession, décédât sans Enfant légitime, le second Fils de mondit Sieur Comte Guillaume lui succédera, ou en faute de lui autre plus prochain masle, et *en faute de masles, la plus prochaine femelle issue de mondit Sieur le Comte Guillaume*. Et en défaillant la ligne masculine ou féminine du dit Sieur Comte Guillaume, nous voulons et ordonnons que tous nos Biens, Principautés, Fiefs, Terres, Seigneuries, Droits, Noms et Actions, pour quelque Terre et Seigneurie que ce soit, et en quelles Provinces ils soient gisans, succèdent et appartiennent au prochain hoir masle, que lorsqu'il seroit descendu de défunt le Comte Jean de Nassau et Dame Elisabeth Landgravine de Hessen nos Grands Père et Mère paternels. De tous lesquels biens, en telle qualité que dit est à nous venus, tant du côté paternel que maternel, nous sommes bien et duement informés pouvoir librement disposer, même y intervenant le bon vouloir et gré dudit Seigneur Empereur, tant en qualité d'Empereur que de Seigneur patrimonial des Pays et Provinces, esquelles la meilleure partie de nos biens sont gisans, sans que les dispositions de nos Prédécesseurs y puissent donner empêchement comme purifiés et évanoués. Et n'avons pris ce nom de Chalon, comme y tenu et soumis en vertu des dites dispositions; mais pour certains autres bons regards, que nous ne voulons icy déclarer, tout ce que dessus néanmoins bien entendu, si nous décédons sans Enfants légitimes nés ou apparens à naître, que notre dite Compagne jouisse comme usufruituaire, tant qu'elle demeurera en viduité, de tous nos dits biens, meubles et immeubles, sauf de ce dont nous aurons particulièrement disposé, en payant toutes dettes passives, et rendant chacun an à celui qui lors en vertu de cette disposition testamentaire sera notre héritier la somme de vingt mille florins carolus par an, etc., etc. (\*)

Avant que de passer à la procédure qui s'instruit entre les neuf prétendants restants, dont il est parlé ci-devant (pages 478 et 479 du Tome IV), il importe de reproduire le dernier mémoire du prince de Conti, qui combattait tous les autres prétendants en faisant valoir son droit à la succession universelle de feu S. A. S. l'abbé d'Orléans, prince de Neuchâtel.

S. A. S. M. le prince de Conti avait, comme on l'a remarqué ci-devant, un puissant parti à Neuchâtel. C'était pour la troisième fois

Démarches  
présentes et antérieures  
du prince de Conti  
pour se faire  
adjudger la souveraineté.

(\*) Ici doit se placer la Table C. contenant la Généalogie des Maisons de Châlons-Bourgogne, Châlons-Arley et de Monbéliard; ainsi que la Table D. contenant la Généalogie de Châlons-Orange, de Mailly, d'Alègre et de Hochberg.



1707

qu'il se présentait pour obtenir l'investiture de la souveraineté. Sa prétention avait d'abord été rejetée en 1694, et qui plus est, la souveraineté avait été déclarée inaliénable. Quand le testament de feu l'abbé d'Orléans eut été déclaré valable et exécutoire par le Parlement de Paris, le prince de Conti s'était rendu à Neuchâtel pour le faire valoir, et le mettre à exécution à l'égard du Comté. Il avait demandé un nouveau tribunal impartial. Le roi de France s'intéressait pour sa cause : il s'agissait de détrôner Madame la duchesse de Nemours. Les cantons suisses étaient intervenus ; le prince de Conti ne put réussir dans ses desseins. Mais comme le détrônement de Madame la duchesse de Nemours était alors le principal obstacle à l'octroi de sa demande, on lui réserva de faire valoir ses droits après la mort de cette princesse. C'est ce qui fit que Sa dite Altesse se rendit encore à Neuchâtel en 1707, pour y obtenir enfin ce qu'il croyait dû à la justice de sa cause.

Il répond au  
Manifeste du roi  
de Prusse invo-  
quant l'intérêt  
public.

Comme le principal antagoniste que le prince de Conti avait à combattre était S. M. le roi de Prusse, ce prince ne put voir avec indifférence le Manifeste par lequel Sa dite Majesté promettait tant d'avantages aux peuples de cet Etat, et où elle cherchait à faire voir qu'aucun des prétendants, ses compétiteurs, n'était capable d'y parvenir, nonobstant les bonnes dispositions qu'ils faisaient paraître en faveur de cet Etat et de ses sujets. (Voir le Manifeste prussien, Tome IV, pages 493 et suivantes.) C'est pourquoi le prince de Conti jugea à propos d'y faire une réponse, dans laquelle il fit voir à son tour que de la part du roi de Prusse on promettait plus qu'on ne pouvait tenir. Voici le contenu de ce Mémoire qui porte pour titre :

RÉPONSE DE SON ALTESSE SÉRÉNISSIME MONSIEUR LE PRINCE DE CONTI à un écrit intitulé : *Manifeste de Sa Majesté le Roy de Prusse pour faire voir que son droit à la Principauté de Neufchâtel est soutenu de l'intérêt public.*

Réponse du  
prince de Conti  
au Manifeste  
du roi  
de Prusse.

Le Manifeste qu'on a répandu depuis peu à Neufchâtel et dans tout le Pays sous le nom de M. l'Electeur de Brandebourg, contient deux parties.

La première est remplie des biens et des avantages qu'il promet aux Peuples de cette Souveraineté.

La seconde explique les moyens par lesquels il espère les garantir des malheurs dont ils sont menacés, s'ils choisissent pour leur souverain un ennemi déclaré de la France.

Mais il est presque également dangereux aux Peuples de Neufchâtel que M. l'Electeur de Brandebourg voulût tenir sa parole dans la première partie, ou qu'il ne pût la tenir dans la seconde.

L'Etat serait ruiné si l'on y faisait tous les établissements et toutes les dépenses qu'on promet. Il est indubitable que M. l'Electeur de Brandebourg ne tirerait pas des fonds de son propre pays pour les envoyer à Neufchâtel ; et qu'il ne voudrait pas accabler ses peuples, afin d'orner et d'enrichir une Souveraineté aussi éloignée.

Il faudrait donc tirer de Neufchâtel même, et de ses dépendances, tous les



1707

deniers qui seraient nécessaires, soit pour bâtir ou pour fonder des églises, des collèges et des académies; soit pour donner des pensions et des appointements aux nouveaux pasteurs, aux régents et aux maîtres; soit pour augmenter les revenus des anciens ministres et des officiers; soit pour lever des régiments dans ce Pays, et pour les entretenir; soit enfin pour subvenir à une infinité d'autres dépenses qu'on promet dans ce Manifeste, et auxquelles les revenus de la Seigneurie ne suffiraient pas, quand même M. l'Electeur de Brandebourg ne voudrait pas en profiter.

Croit-on que les habitants de Neufchâtel et ceux du voisinage ne fassent pas attention à ce qu'ils voyent tous les ans et à ce qui est encore arrivé au mois de juin dernier (1707)? Un ministre de l'Eglise de Brandebourg ne vient-il pas demander l'aumône pour les protestants de ce pays? Les libéralités et les richesses de M. l'Electeur de Brandebourg s'étendraient-elles jusques à Neufchâtel au préjudice de ses propres sujets, qui en ont tant de besoin?

Il n'y a pas de milieu dans les promesses que l'on fait sous le nom de M. l'Electeur de Brandebourg : ou elles n'auraient point d'exécution, ou le peuple serait ruiné si on les exécutait.

Il est de l'intérêt de M. l'Electeur de Brandebourg qu'on dise qu'il n'a pas dessein de tenir ce qu'il promet, et que l'auteur de son Manifeste a parlé sans son ordre; on ne veut pas rappeler ici l'histoire d'un ministre de ce Pays, on laisse le soin à ses amis de se plaindre pour lui du voyage qu'on lui a fait entreprendre en Brandebourg sous l'appas de promesses qui n'ont point eu leur effet.

Il faut donc commencer par retrancher la première partie du Manifeste et les avantages imaginaires dont l'auteur a tâché de flatter les peuples de Neufchâtel : passons à la seconde.

A l'égard des maux qui pourraient tomber sur l'Etat si l'on nommait pour souverain un ennemi de Sa Majesté, comment M. l'Electeur de Brandebourg pourrait-il les écarter?

On sait que le Roi a fait déclarer par M. le marquis de Puisieux, son ambassadeur, qu'il regarderait ce pays comme ennemi, si l'on déférait la Souveraineté à M. l'Electeur de Brandebourg, ou même à l'un des prétendants étrangers. Mais M. l'Electeur de Brandebourg est le principal objet de la lettre; on n'ignore pas qu'il est actuellement et presque toujours en guerre avec Sa Majesté.

M. l'Electeur de Brandebourg enverrait-il des troupes à Neufchâtel? Le Pays serait bientôt désolé par un tel secours; des Allemands mal payés ne sont pas moins à craindre comme troupes auxiliaires que comme ennemis.

Mais, s'il ne pouvait envoyer des troupes soit par la distance de 250 lieues, ou par le refus que feraient plusieurs souverains de leur donner passage; si ces troupes se trouvaient engagées au service et à la solde d'autres Princes; s'il en avait besoin lui-même pour sa défense; en un mot, s'il ne pouvait satisfaire à ses promesses, les peuples ne reprocheraient-ils pas aux magistrats d'y avoir ajouté foi, et de n'avoir pas suivi de meilleurs conseils? Le Roi n'aurait-il pas droit de se plaindre qu'au préjudice de son alliance avec cet Etat (\*), non seulement on n'aurait point écouté ses avis dans une occasion si importante, mais même qu'on se serait livré à son ennemi? N'aurait-il pas droit aussi d'en marquer son ressentiment?

Le Roi est le meilleur voisin, et en même temps le plus redoutable de toute l'Europe. Sa Majesté a bien voulu faire un Traité d'alliance particulier pour Neufchâtel avec feu M. Henri d'Orléans, duc de Longueville, qui en était Souverain; le Traité est du 12 décembre 1657. Depuis ce temps Messieurs de Neuf-

(\*) Voyez cette alliance du 12 décembre 1657, Tome IV, pages 92, 93 et 94.



1707

châtel ont vu toute l'Europe en feu sans rien craindre pour leur Pays : l'amitié de la France a fait leur sûreté; les guerres de la France ont procuré l'occasion à la jeunesse de leur Pays d'y porter les armes, et à la noblesse d'y trouver des emplois militaires, qui ne sont pas moins utiles qu'honorables.

Mais supposons pour un moment que M. l'Electeur de Brandebourg pût envoyer des troupes à Neufchâtel; supposons même, si l'on veut, qu'il envoyât aussi de l'argent pour les payer, du moins n'est-il pas certain qu'elles en banniraient ce qu'il y a de plus précieux, c'est-à-dire le repos et la tranquillité? Est-il quelque avantage dans les vaines promesses du Manifeste qui puisse compenser cette perte? N'est-ce pas là le véritable point de vue de la politique et de la sagesse de Messieurs de Neufchâtel?

Les troubles que la domination de M. l'Electeur de Brandebourg causerait, ne renferment-ils pas tout ce qui serait à craindre pour les peuples? La seule interruption du commerce avec la France peut produire des maux infinis. Le Pays de Neufchâtel est trop serré pour le nombre de ses habitants; non seulement il ne produit pas tout ce qui est nécessaire pour leur subsistance; mais d'ailleurs ses Montagnes sont si sujettes aux injures de l'air, que souvent l'espérance de toutes sortes de récoltes est trompée; la grêle ravage les grains, les fruits et les vignes. L'abondance de la Bourgogne offre pour lors tous les secours nécessaires. Sa proximité les facilite, en sorte que les pertes qui arrivent à Neufchâtel deviennent presque insensibles par le commerce de la France; on peut se souvenir des grêles et des gelées qu'on a souffertes depuis vingt ans.

Si, dans un temps de famine et de misère publique, l'entrée de la France était fermée, si on refusait à Neufchâtel du blé et du sel en France, et que tout commerce fût rompu, que deviendraient les peuples de ce Pays, puisque leurs autres voisins ferment leurs greniers aussitôt que le premier besoin commence à se faire sentir? La faim et la nécessité ne les armeraient-elles pas les uns contre les autres? Ecouterait-on les lois au milieu du désordre? Les magistrats seraient-ils en sûreté? Quel secours pourrait-on attendre de M. l'Electeur de Brandebourg dans un si grand éloignement? Mais de plus ce mal qui croît à chaque instant, et que chaque jour augmente sans proportion, ne serait-il pas irréparable avant que la nouvelle même en fût arrivée jusqu'à lui? A plus forte raison avant qu'il pût y remédier?

L'éloignement de M. l'Electeur de Brandebourg doit encore ouvrir les yeux sur bien d'autres inconvénients. Dans toutes les affaires, soit publiques, soit particulières, où l'on est obligé de s'adresser au Souverain, il faudrait traverser l'Allemagne à grands frais, passer par des pays qui appartiennent à différents princes, et où la guerre ne finit jamais, se ruiner en escortes et en passeports, ou s'exposer à tous les périls qui s'offrent naturellement à l'esprit.

M. l'Electeur de Brandebourg se flatte sans raison, quand il croit que les quatre Cantons alliés de Neufchâtel voudraient bien contracter des alliances avec lui contre le Roi. Ignore-t-on que Sa Majesté a des alliances très anciennes et très étroites, non seulement avec ces quatre Cantons, mais avec tout le louable Corps Helvétique? Ignore-t-on les engagements de la Suisse avec la France; les avantages que les Suisses trouvent dans l'amitié du Roi, les privilèges et les prérogatives dont ils jouissent en France? Croit-on que des peuples aussi sages, et qui ont une expérience aussi ancienne des avantages qu'ils tirent de la France, entreraient avec tant de facilité dans un parti contraire; qu'ils renonceraient aveuglement au bien de leur patrie; et, pour tout dire en un mot, qu'ils quitteront Sa Majesté pour s'attacher à M. l'Electeur de Brandebourg?

A l'égard des quatre Cantons alliés de Neufchâtel, ne feraient-ils pas de profondes réflexions sur leurs intérêts et sur les suites de leur engagement, si



1707

M. l'Electeur de Brandebourg leur proposait une nouvelle alliance qui fût contraire à l'intention de Sa Majesté? N'aimeraient-ils pas mieux laisser finir l'ancienne, qui deviendrait malheureuse, que de la renouveler sous de si tristes augures?

L'auteur du Manifeste ajoute que M. l'Electeur de Brandebourg est un prince si puissant que la France ne ferait pas difficulté (supposé, dit-il, qu'elle possède toujours la Franche-Comté) de contracter avec lui un Traité de neutralité perpétuelle pour la Principauté de Neufchâtel : ce sont ses termes.

On trouve dans cette parenthèse qui regarde la Franche-Comté le dessein formel de M. l'Electeur de Brandebourg; il souhaite ardemment de se rendre maître de Neufchâtel, pour faire quelque tentative du côté de la Franche-Comté : il a des vues sur cette Province qui le rendrait voisin de la France et formidable à l'Empire et à la Suisse. Ses prétentions sur la succession de la Maison de Châlons lui fourniraient tous les prétextes dont il aurait besoin.

Le Roi, qui par sa sagesse a prévu les desseins de son ennemi, pourrait-il manquer de s'y opposer? Tous les Princes et toutes les Puissances de l'Europe, sans excepter même les louables Cantons, pourraient-ils ne pas approuver les précautions que Sa Majesté prendrait pour empêcher que M. l'Electeur de Brandebourg ne vînt l'attaquer? N'est-il pas certain que, pour se défendre, soit des entreprises, soit des pratiques de ce Prince, et des passages qu'il pourrait faciliter, le Roi aurait besoin de troupes qui pourraient incommoder le Pays?

Comment peut-on dire que M. l'Electeur de Brandebourg obligerait la France de faire un Traité de neutralité pour Neufchâtel? Il y a une contradiction manifeste entre cette idée et les vues de M. l'Electeur de Brandebourg sur la Franche-Comté. Il devait donc se tenir plus caché et ne pas laisser voir ses desseins dans son Manifeste. Enfin Sa Majesté ne s'est-elle pas expliquée assez clairement sur cet article?

Après les vaines promesses et les illusions du Manifeste de M. l'Electeur de Brandebourg, l'auteur appelle à son secours l'uniformité de religion, pour engager les Peuples de Neufchâtel à lui déférer la Souveraineté. S. A. Electorale veut faire, dit-on, de tous les pays de sa domination une même Patrie avec Neufchâtel; elle veut que chaque habitant de Neufchâtel aille en Brandebourg goûter la même douceur et la même liberté que dans son pays natal, et même qu'on y trouve encore de plus grands avantages.

Il est vrai que l'uniformité de religion est le seul titre en vertu duquel M. l'Electeur de Brandebourg puisse prétendre à la Souveraineté de Neufchâtel, parce que ses autres droits sont purement imaginaires : ils sont injurieux à cet Etat, et même ils ne tendent qu'à l'oppression, comme on le verra dans la suite.

Mais l'uniformité de religion est un titre de bienséance qui conviendrait à plusieurs autres Princes de l'Europe, comme à M. l'Electeur de Brandebourg. On voit bien que, s'il était assez puissant, il alléguerait encore un autre titre, savoir le droit du plus fort. Ses prétentions ne sont ni plus justes, ni mieux fondées.

Enfin, n'est-ce pas une chimère que cette uniformité qu'on publie? Les Etats de M. l'Electeur de Brandebourg sont ou luthériens, ou catholiques. Les pays luthériens sont connus de tout le monde; à l'égard des catholiques, on cite dans son Manifeste la ville de Königsberg, capitale de la Prusse, le Duché de Magdebourg, le Duché de Clèves, la Principauté d'Halberstadt, la Principauté de Minden, et le Comté de Mark. Quelle est donc cette prétendue uniformité de religion avec la Principauté de Neufchâtel, qui est protestante réformée?

Il est vrai que M. l'Electeur de Brandebourg personnellement est aussi réformé; mais il est plus à craindre du côté de la religion qu'un Prince qui ne s'en mêlera point, et qui, étant héritier de la Maison de Longueville, se fera



1707

une loi d'en suivre les traces, et de promettre solennellement à tout le Pays la conservation de sa religion, de ses privilèges et de ses franchises.

Si une partie des sujets de M. l'Electeur de Brandebourg sont bons catholiques sous un prince protestant, pourquoi les peuples de Neufchâtel ne continueront-ils pas d'être bons protestants sous un prince catholique? Le passé ne doit-il pas répondre de l'avenir? N'est-ce pas la première règle de la prudence, de consulter ce qui s'est fait, pour savoir ce qui doit se faire. D'ailleurs l'exacte discipline des ministres de Neufchâtel, leur probité, leur érudition et leur zèle seront les premiers garants de la religion du Pays.

Les Peuples de Neufchâtel jouissent depuis deux cents ans, sous la Maison de Longueville, de toutes les douceurs de la paix et de la liberté. Pourquoi ne jouiront-ils pas du même bonheur sous un Prince qui en est héritier et très proche parent; sous un prince aussi connu par sa bonté que par sa valeur; plus en état encore que la Maison de Longueville de les protéger; incapable de faire ni de souffrir aucune entreprise?

C'est à Monseigneur le Prince de Conti de dire qu'il exécutera les promesses de M. l'Electeur de Brandebourg, non pas à la vérité dans tout ce qu'elles contiennent, mais dans ce qui est possible.

Le point principal, qui regarde la paix ou la guerre avec la France, est impossible à M. l'Electeur de Brandebourg; mais il est, pour ainsi dire, entre les mains de Monseigneur le Prince de Conti. L'un exposerait le Pays aux guerres continuelles qu'il entretient avec la France, et l'autre y conservera toujours la paix. Cette raison, qui est une raison d'Etat, ne suffit-elle pas pour en décider?

A l'égard des bâtimens, des fondations et des autres dépenses du Manifeste de M. l'Electeur de Brandebourg, ce sont des promesses vagues qui, étant sans bornes, sont aussi sans sincérité, et qui seraient sans exécution.

M. le Prince de Conti parle d'un ton plus simple, mais plus véritable. Il promet en général de ratifier et de confirmer tout ce qui a été fait jusqu'à présent; d'accorder de nouveau ce qu'on lui demandera de raisonnable, et de contribuer même aux dépenses nécessaires et utiles de la Ville et de la Souveraineté.

L'auteur du Manifeste avertit en finissant qu'il a fait un traité sommaire pour établir les droits de M. l'Electeur de Brandebourg, et qu'il ne faut pas séparer ce traité de son Manifeste, parce qu'ils se soutiennent mutuellement; il prétend, qu'indépendamment des avantages qu'il promet à tous les peuples, la justice et le fond du droit parlent en faveur de Son Altesse Electorale.

On peut dire que les prétentions de M. l'Electeur de Brandebourg sont semblables aux promesses qu'on fait sous son nom. Les unes et les autres sont sans fondement.

Le sieur Dupuy, avocat, qui est un des auteurs du Traité sommaire, ne comptait pas beaucoup sur le droit ni sur la raison de M. l'Electeur de Brandebourg; on a intercepté une lettre qu'il écrivait à un ministre d'Etat de Berlin pour lui rendre compte de sa conduite; on a eu soin de la faire imprimer; ainsi elle est publique. Le sieur Dupuy parle en ces termes : *Le droit et la négociation sont les deux moyens qui doivent, humainement parlant, conduire au succès les prétentions du Roi (de Prusse); le droit n'y est proprement requis que pour le DECORUM; au lieu que de la négociation doit absolument dépendre cette affaire.*

Voilà les sentiments naturels d'un défenseur des droits de M. l'Electeur de Brandebourg. Il ajoute qu'on était prévenu, que le ministre d'Etat même auquel il écrivait, n'avait pas bonne opinion de l'affaire.

Mais indépendamment de la reconnaissance formelle de l'avocat, et de la



mauvaise opinion du ministre d'Etat, un peu d'attention sur le Traité sommaire suffit pour en découvrir la faiblesse et pour en dissiper l'illusion.

1707

Premièrement M. l'Electeur de Brandebourg prétend à la souveraineté de Neufchâtel en qualité d'héritier de Guillaume III, roi d'Angleterre; mais cette qualité lui est contestée par plusieurs princes et par plusieurs seigneurs qui demandent la même succession. C'est un procès qui n'est pas terminé, et dont M. l'Electeur de Brandebourg ne doit pas être juge.

En second lieu M. l'Electeur de Brandebourg se dit héritier de la Maison de Châlons. Il y a encore plusieurs prétendants à cette succession, il y en a même qui sont dans des degrés plus proches que Son Altesse Electorale. Ces deux sortes de successions qui lui sont contestées, font néanmoins les deux premiers fondements de toutes ses prétentions.

Troisièmement M. l'Electeur de Brandebourg allègue en sa faveur des substitutions qui sont chimériques. L'auteur de son Traité sommaire a été réduit à la nécessité de faire valoir des erreurs grossières, en alléguant des substitutions qui n'existent pas.

En quatrième lieu, M. l'Electeur de Brandebourg se fonde sur une prétendue réunion qu'il dit avoir été faite du fief de Neufchâtel à la Maison de Châlons. Si cette réunion était véritable, et qu'elle pût s'être conservée en passant au travers de deux siècles et demi, elle se ferait à la terre d'Arlay (\*) qui est en Franche-Comté; et le Roi en profiterait. C'est un principe en matière de fiefs que tout est réel, que la réunion du fief servant est réelle, et qu'elle se fait, non pas à la personne du seigneur, mais à la chose, c'est-à-dire au fief dominant. Par conséquent le propre système de M. l'Electeur de Brandebourg (s'il pouvait réussir) ouvrirait un droit à la France; et M. l'Electeur de Brandebourg n'en profiterait pas.

Enfin les prétentions de M. l'Electeur de Brandebourg ne tendent qu'à subjuguer l'Etat de Neufchâtel, et à le traiter comme un arrière-fief de l'Empire. C'est le fondement principal du Traité sommaire de Son Altesse Electorale.

Mais l'auteur a-t-il oublié que la Souveraineté de Neufchâtel fait partie de la Suisse; que toute la Suisse a été reconnue libre par l'Empereur et par l'Empire dans plusieurs Traités de paix; que plusieurs princes de l'Europe y envoient des ambassadeurs? Il fallait choisir un autre prétexte pour prétendre à la Souveraineté de Neufchâtel. Celui qu'on a pris pour M. l'Electeur de Brandebourg est injurieux à l'Etat, odieux à toute la Suisse, et d'une conséquence très dangereuse, tant pour les peuples de la souveraineté de Neufchâtel que pour les voisins. On prétend que les ducs de Longueville, qui ont régné pendant plus de deux cents ans, n'ont été que des usurpateurs; que les peuples ont favorisé et même soutenu leur usurpation. Il n'est pas nécessaire de porter ses vues bien loin pour découvrir les suites de cette prétention. Tous les privilèges et toutes les franchises dont jouissent les habitants de Neufchâtel viennent des ducs de Longueville, qu'on traite hautement d'usurpateurs. (\*\*)

Il est donc vrai que M. l'Electeur de Brandebourg ne présente rien que de triste et de funeste à cet Etat. La qualité d'arrière-fief de l'Empire qu'il veut donner au Comté de Neufchâtel, en détruit la souveraineté, et met les peuples sous le joug. L'usurpation dont il accuse les ducs de Longueville et la complicité qu'il impute aux peuples, lui donneraient un prétexte pour révoquer ce qui s'est fait depuis deux cents ans; la guerre, qui le rend presque toujours

(\*) Le Comté de Neuchâtel n'a jamais relevé d'Arlay. C'est une erreur de fait où est tombé l'auteur du Mémoire de M. le Prince de Conti.

(\*\*) Les anciens comtes de Neuchâtel les avaient déjà accordés en 1214.



1707

ennemi de la France, exposerait ce Pays à tous les malheurs qu'elle entraîne avec elle. (\*)

M. le prince de Conti, prévenu d'affection pour les Peuples de Neuchâtel, a cru devoir leur ouvrir les yeux sur leurs véritables intérêts. Les plus sages du pays n'en ont pas besoin; mais il y a des personnes simples qui peuvent se laisser séduire par de belles promesses.

Les droits de M. le prince de Conti à la Souveraineté de Neuchâtel sont si bien établis, et les intérêts de l'Etat sont si unis aux siens, qu'il veille au salut des Peuples et qu'il ne veut pas souffrir qu'on les abuse. Il attend avec impatience qu'on lui rende justice, afin de donner au public et aux particuliers des marques essentielles de sa protection et de sa bienveillance.

La veuve  
du chevalier de  
Soissons pré-  
tendant.

Le quinzième prétendant des neuf qui restèrent sur les rangs fut, comme il a été indiqué Tome IV, page 479, Madame de Neuchâtel, douairière de Louis-Henri légitimé de Bourbon, chevalier de Soissons. Cette dame était Madame Angélique-Cunégonde de Montmorency, agissant comme tutrice de Mademoiselle, sa fille aînée, donataire substituée de S. A. S. Madame la duchesse de Nemours.

Elle publie un  
mémoire.

On ne rapporte pas ici le Mémoire qu'elle fit publier sur ses prétentions; mais on présume que c'est le même que M. le chevalier de Soissons, son époux, fit paraître à Neuchâtel lorsqu'il s'y rendit avec Madame la duchesse de Nemours en l'an 1699. (Un extrait de ce Mémoire se trouve Tome IV, pages 364 et 365.)

S. A. le prince de Conti fit une réponse à ce Mémoire, laquelle figure pages 366 et suivantes du même Tome IV, et que pour cette raison on ne reproduit pas ici, pas plus que l'écrit de la veuve du chevalier de Soissons, pour éviter des répétitions.

Quant aux prétentions du roi de Prusse que le prince de Conti n'avait pu attaquer ni en l'an 1694 ni en l'an 1699, puisque S. M. ne s'était pas mise au nombre des compétiteurs, M. le prince de Conti les réfute dans son grand Mémoire, qu'on ne peut se dispenser de faire connaître, pour compléter celui qu'il publia en 1699. Voici le titre et en grande partie le contenu de cet écrit :

**Mémoire pour justifier le droit de Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince de Conti sur les Comtés Souverains de Neuchâtel et Vallengin en Suisse** (144 pages in-4, sorti des presses de Jean Pistorius, Fondateur des lettres d'Imprimerie et Imprimeur à Neuchâtel).

Extrait du  
grand Mémoire  
du prince de  
Conti.

La question qui regarde Monseigneur le Prince de Conti est moins une question générale qu'une question particulière : il s'agit de savoir s'il peut succéder à feu M. l'abbé d'Orléans, son cousin germain, dans la Souveraineté de Neuchâtel. Si étant capable d'y succéder ab intestat (en cas que Madame la duchesse de Nemours ne l'eût pas précédé dans le degré) il sera inhabile à y succéder en vertu d'un testament solennel : testament confirmé par sentence et par arrêt contradictoire.

(\*) Voyez les réfutations etc. de divers points avancés ici qui se trouvent dans le Mémoire du Roi de Prusse sur l'objection à ses droits tirés de la prescription.



1707

La question de savoir si les Souverainetés en général sont aliénables, peut former un problème, et donner lieu à des dissertations plus curieuses que nécessaires. Il faut abandonner cette question à ceux qui aiment la spéculation, et qui ne cherchent qu'à occuper leur loisir.

Le mot d'*aliénation* est d'une grande étendue; il renferme le testament, la donation, la vente, l'échange, l'engagement, la prescription, et plusieurs autres voies par lesquelles un Bien passe d'une main dans une autre. Définition du mot aliénation et son étendue.

Il ne s'agit point ici de savoir si la vente, l'échange et les autres manières d'aliéner peuvent s'appliquer à la souveraineté, mais seulement si un prince peut succéder à son cousin germain dans une souveraineté par la voie du testament ?

Néanmoins M. le prince de Conti a cet avantage que toutes les différentes espèces d'aliénation qu'on vient de rapporter se sont pratiquées en différents temps dans les Souverainetés de Neuchâtel et Vallengin. L'histoire et les archives de Neuchâtel en fournissent les exemples et les preuves : on les expliquera dans la suite, mais ce n'est que par surabondance de droit.

Il faut commencer par faire six observations qui sont essentielles, et qui suffisent pour décider la contestation, sans avoir besoin de toutes les autres preuves.

#### PREMIÈRE OBSERVATION.

La Souveraineté de Neuchâtel a été possédée par quatre Maisons consécutives, savoir par celle de Neuchâtel, par celle de Fribourg, par celle de Hochberg, et par celle de Longueville.

Des quatre Maisons qui ont possédé cette Souveraineté, il y en a trois d'où elle est sortie par la voie du testament, et une d'où elle est sortie par le mariage et la dot d'une fille.

En l'année 1395, Isabelle de Neuchâtel institua par testament Conrard de Fribourg pour son héritier : par ce moyen la Souveraineté de Neuchâtel passa dans la Maison de Fribourg.

En 1457, Jean de Fribourg institua par testament Rodolphe de Hochberg pour son héritier : par ce moyen la Souveraineté passa dans la Maison de Hochberg.

En 1504, Jeanne de Hochberg fut mariée à Louis d'Orléans, duc de Longueville. Elle lui porta en dot la Souveraineté de Neuchâtel : par ce moyen la Souveraineté de Neuchâtel passa dans la Maison de Longueville.

En 1694, Jean-Louis Charles d'Orléans, dernier duc de Longueville, mourut. Il fit un testament le 1 août 1668, dans lequel il appelle M. le prince de Conti, son cousin germain, pour recueillir sa succession : par ce moyen la Souveraineté de Neuchâtel passe dans la Maison de Conti.

Il ne reste qu'à faire des vœux au Ciel pour lui demander une exécution aussi paisible de ce testament que des précédents; et que cette Souveraineté ne sorte jamais d'une domination si douce et d'une Maison si illustre.

#### SECONDE OBSERVATION.

Le testament n'est pas la seule voie d'aliéner qu'on ait pratiquée dans la Souveraineté de Neuchâtel. On trouve aussi plusieurs donations entre vifs.

Le 21 mars 1668, M. l'abbé d'Orléans fit une donation solennelle de la Souveraineté de Neuchâtel à M. le comte de Saint-Pol, son frère, en présence de Messieurs des Trois Etats; en vertu de cette donation, M. le comte de Saint-Pol fut reconnu souverain de Neuchâtel.

Par la mort de M. le comte de Saint-Pol, arrivée en 1672, la souveraineté revint entre les mains de M. l'abbé d'Orléans, suivant la clause de retour stipulée dans la donation.



1707

Par un acte du 18 février 1694, Madame la duchesse de Nemours, qui ne possédait cette Souveraineté que d'une manière provisoire, ne laissa pas d'en faire une donation entre vifs à feu M. le chevalier de Soissons. Et par le contrat de mariage du même chevalier de Soissons du 6 octobre 1694, Madame la duchesse de Nemours a réitéré la donation de la Souveraineté de Neufchâtel.

Quoique les deux donations faites par Madame la duchesse de Nemours ne puissent avoir d'effet au préjudice de M. le prince de Conti, dont le droit est antérieur et préférable sans contestation, néanmoins elles contribuent à prouver l'aliénabilité de Neufchâtel.

Les aliénations fréquentes qui en ont été faites, soit par testament ou par donation entre vifs, établissent un usage certain, et l'usage fait une loi non écrite de l'aliénabilité.

Non seulement il n'y a point de loi contraire; mais on peut dire que des différentes aliénations il en résulte une positive en faveur de l'aliénabilité.

Pour prouver que la Souveraineté de Neufchâtel est aliénable, il suffit de montrer qu'elle a été aliénée plusieurs fois. Les souverains l'ont voulu; ils l'ont fait. Les peuples ont exécuté leur volonté. Voilà ce qui fait une des lois non écrites de l'Etat.

#### TROISIÈME OBSERVATION.

Les Audiences générales autrefois, et les Trois Etats dans les derniers temps, ont reconnu dans la personne des souverains la faculté de disposer de la Souveraineté de Neufchâtel par testament.

Dans le fameux jugement des Audiences générales du 6 mai 1552, qui fut rendu pour le partage de Neufchâtel entre Léonor d'Orléans et Jacques de Savoie, après la mort de François d'Orléans, souverain de Neufchâtel, on adjugea moitié de la Souveraineté à l'un et moitié à l'autre, avec ces termes : *Attendu même que Monseigneur le duc de Longueville, de la succession duquel est question, était décédé ab intestat, et sans hoirs de son corps. (\*)*

Ces mots : *attendu qu'il était décédé ab intestat*, sont une reconnaissance publique et précise qu'il pouvait faire un testament, et disposer de la Souveraineté de Neufchâtel; autrement la clause serait absurde; mais il y aurait encore une plus grande absurdité de le dire.

Après la mort de M. le comte de Saint-Pol, arrivée au mois de juin 1672, Madame la duchesse de Nemours demanda l'investiture de la Souveraineté de Neufchâtel, en vertu du testament olographe du défunt en date du 11 avril 1672. Elle se fondait sur ce que M. le comte de Saint-Pol, après avoir légué la somme de 500,000 livres à Charles-Louis d'Orléans, son fils naturel, parlait en ces termes : *J'espère que Madame la duchesse de Nemours, ma sœur et mon héritière, ne désapprouvera pas cette disposition*. Madame la duchesse prétendit que ces mots : *mon héritière*, emportaient une institution d'héritier en sa faveur.

Madame la duchesse de Longueville, comme mère et curatrice de Monsieur l'abbé d'Orléans, son fils, demanda aussi l'investiture de la souveraineté, parce que, dans la donation que M. l'abbé d'Orléans en avait faite à M. le comte de Saint-Pol, son frère, au mois de mars 1668, il avait stipulé le retour, en cas que M. le comte de Saint-Pol mourût sans enfants légitimes; et le cas prévu était arrivé. Elle répondit au testament de M. le comte de Saint-Pol, dont Madame la duchesse de Nemours voulait se prévaloir, non pas que la souveraineté fût inaliénable par testament; elle convenait de l'aliénabilité, mais elle disait : 1. Que ces termes : *ma sœur et mon héritière*, n'étaient qu'une

(\*) L'auteur du mémoire aurait dû ajouter la clause que c'était à condition qu'ils s'accorderaient entr'eux par leur partage à donner un seul chef à l'Etat.



1707

simple énonciation qui ne disposait pas, mais qui supposait seulement que Madame la duchesse de Nemours pourrait être héritière de M. le comte de Saint-Pol ab intestat; et que le défunt n'avait eu aucun dessein de l'instituer héritière par son testament. 2. Madame la duchesse de Longueville ajoutait que quand même M. le comte de Saint-Pol aurait eu l'intention d'instituer Madame la duchesse de Nemours son héritière, il n'aurait pu disposer de la souveraineté de Neuchâtel, parce que M. l'abbé d'Orléans, en la lui donnant, avait stipulé qu'elle lui retournerait en cas que M. le comte de Saint-Pol mourût sans enfants; et que M. le comte de Saint-Pol avait accepté la donation avec cette condition.

Par la sentence du 17 octobre 1672, Messieurs des Trois Etats accordèrent l'investiture aux sieurs Fontenay et David, comme procureurs de Madame la duchesse de Longueville, au nom et comme mère et tutrice de M. l'abbé d'Orléans, son fils, à l'exclusion de Madame la duchesse de Nemours; mais ils prirent soin d'en rendre deux raisons qui supposent également que le souverain de Neuchâtel peut disposer de la souveraineté par testament. La première raison, écrite dans la sentence, est, *qu'il n'y avait aucune apparence que défunt Monseigneur le duc de Longueville, son frère, (c'est M. le comte de Saint-Pol, frère de Madame la duchesse de Nemours) ait eu intention de l'instituer son héritière dans le testament qu'elle a produit, n'y ayant qu'une simple énonciation, qui n'est pas accompagnée des formalités requises pour une institution d'héritier.* La seconde est, *que d'ailleurs il ne pouvait pas disposer de cet Etat par testament, puisque Monseigneur le duc de Longueville, son frère aîné, à qui seul il appartenait par la coutume, avait expressément réservé, en lui en faisant donation, qu'il lui retournerait de plein droit, si Monseigneur, son frère, qui l'accepta à cette condition, mourait sans enfants.*

La première raison suppose nécessairement que s'il y avait eu une institution d'héritier, en bonne forme et en termes expressifs dans le testament de M. le comte de Saint-Pol, la souveraineté de Neuchâtel serait tombée dans la disposition testamentaire. La seconde suppose que, sans la clause de retour stipulée dans la donation, M. le comte de Saint-Pol aurait pu valablement disposer de la Souveraineté de Neuchâtel par testament.

Ces deux raisons auraient été inutiles, et l'on peut dire ridicules, si la Souveraineté de Neuchâtel avait été absolument inaliénable, et qu'il eût été impossible d'en disposer par testament.

Madame la duchesse de Longueville, qui avait intérêt d'empêcher la disposition de la Souveraineté de Neuchâtel par testament, n'aurait pas manqué d'alléguer l'inaliénabilité générale de la souveraineté comme un moyen décisif, s'il avait été véritable : au lieu d'en rechercher plusieurs autres qui sont rapportés dans la sentence. Mais la maxime de l'aliénabilité, sous laquelle on avait vécu depuis l'origine de la Souveraineté de Neuchâtel, et la connaissance que tout le monde avait des différentes aliénations qui avaient été faites, soit du tout, ou de partie, soit par testament ou autrement, ne permettaient pas à Madame la duchesse de Longueville, ni à ceux qui avaient soin de sa défense, de penser à un moyen si contraire à la vérité.

Messieurs des Trois Etats eux-mêmes, bien instruits de leurs propres maximes, étaient fort éloignés de croire que la Souveraineté fût inaliénable. Les raisons qu'ils ont expliquées dans leur sentence établissent précisément et l'aliénabilité en général, et en particulier la faculté de disposer par testament.

## QUATRIÈME OBSERVATION.

Par le contrat de mariage de Madame la duchesse de Nemours de l'année 1657, Monseigneur le duc de Longueville, son père, la fit renoncer à sa suc-



1707

cession future, en faveur des enfants qu'il avait de son second lit, et pareillement à leur succession, moyennant une dot de 500,000 livres; il lui donna dans la suite un supplément de 90,000 livres pour ratifier cette renonciation.

Madame la duchesse de Nemours renonçait par ce moyen à la Souveraineté de Neufchâtel, qui devait lui appartenir, comme fille du premier lit de M. le duc de Longueville, son père; et elle y renonçait moyennant un certain prix, et en faveur d'une personne certaine.

Une renonciation de cette qualité est une espèce d'aliénation : elle participe même à la vente, dont la substance consiste dans la chose, le prix et le consentement.

Madame la duchesse de Nemours recevait dans sa renonciation le prix de la Souveraineté de Neufchâtel; ce prix, plus ou moins fort, ne change point la nature de l'acte, et n'empêche point l'aliénation en général. En effet, il paraît dans la sentence du 17 octobre 1672, que la renonciation de Madame la duchesse de Nemours fut un des moyens qui servit pour lors à décider contre elle.

## CINQUIÈME OBSERVATION.

Entre les concurrents de Monseigneur le prince de Conti pour la Souveraineté de Neufchâtel, il y en a plusieurs qui sont forcés de supposer l'aliénabilité, soit pour établir leurs prétentions, soit pour répondre les uns aux autres.

M. l'Electeur de Brandebourg prétend qu'en 1288 Rolin ou Raoul de Neufchâtel transporta la Souveraineté de Neufchâtel à Rodolphe d'Habsbourg, empereur, à la charge qu'il la donnerait à Jean de Châlons : il dit que Jean de Châlons l'ayant reçue de l'Empereur, il en investit dans la même année le même Rolin ou Raoul de Neufchâtel.

Il y a trois sortes d'aliénation dans ce trait d'histoire.

La première est le transport que Rolin de Neufchâtel fit de sa Souveraineté à l'empereur Rodolphe.

La seconde est la donation que l'Empereur en fit à Jean de Châlons.

La troisième est l'inféodation que Jean de Châlons en donna à Rolin de Neufchâtel.

Son Altesse Electorale employe dans son Mémoire plusieurs autres moyens, comme des testaments et des substitutions, qui dépendent tous de l'aliénabilité, et qui servent à l'établir.

M. le comte de Matignon a fait une réponse particulière à M. l'Electeur de Brandebourg. Entre les différents moyens qu'il lui oppose, il y en a deux principaux, qui sont très avantageux à M. le prince de Conti, et qui prouvent parfaitement l'aliénabilité.

Le premier est expliqué dans les pages 25 et 26 de sa Réponse. Il dit que si les droits de la Maison de Châlons sur le Comté de Neufchâtel subsistaient encore après la mort de Philibert de Châlons, ils ont appartenu aux ducs de Longueville, descendants d'Alix de Châlons, en vertu des substitutions graduelles et perpétuelles, apposées aux testaments de Jean de Châlons du 21 octobre 1417, et de Marie des Baux, princesse d'Orange, du 22 mai 1416.

M. de Matignon reconnaît ici la validité des dispositions testamentaires dans la Souveraineté même de Neufchâtel : les substitutions sont des manières d'aliéner; celles dont il parle sont faites par deux testaments consécutifs qui supposent l'usage et qui le prouvent en même temps. Par conséquent la Souveraineté de Neufchâtel est aliénable en général, et aliénable en particulier par testament.

L'autre moyen de M. de Matignon est expliqué dans les pages 39, 40 et suivantes de sa réponse. Il dit que la Maison de Châlons a perdu ses droits par



prescription; que la prescription a commencé en l'année 1457, et que depuis 250 années elle s'est accomplie plusieurs fois.

La réponse de M. de Matignon est péremptoire, et la prescription, sur laquelle il se fonde, est un moyen indubitable. Mais la prescription qu'il allègue avec tant de raison, établit le droit de Monseigneur le Prince de Conti, c'est-à-dire l'aliénabilité.

La prescription est une des voies d'aliéner suivant les lois; on perd et on aliène ses biens par prescription, de même que par une vente ou une donation. C'est pourquoi la loi 28 ff. *De verborum significatione*, dit: *Alienationis verbum etiam usucapionem continet: vix est enim ut non videatur alienare, qui patitur usucapi.*

C'est aussi une maxime que ce qui est inaliénable est imprescriptible, et que la prescription ne court point contre les mineurs, parce qu'ils ne peuvent aliéner.

Depuis la Réponse de M. de Matignon, Madame la duchesse de Lesdiguières en a fait une aussi à M. l'Electeur de Brandebourg; non seulement elle allègue la prescription, comme M. de Matignon, mais même elle a pris soin de fortifier ce moyen par des raisons, par des autorités et par des exemples.

Ces autorités et ces exemples se trouvant déjà dans le Mémoire de Madame de Lesdiguières, qui a été reproduit plus haut, il est inutile de les répéter. On indiquera seulement les exemples qui militent en faveur du prince. L'auteur du Mémoire cite l'exemple du testament de Jean, comte de Fribourg, qui, étant mort sans enfants, institua Rodolphe de Hochberg pour son héritier. Il ajoute les contestations qu'il y eut sur ce testament, la condamnation de Louis de Châlons par l'Official de Besançon, par le Pape et par l'Empereur. Puis il continue en ces termes:

Le dispositif de cette sentence renferme plusieurs circonstances qui sont très favorables aux droits de M. le prince de Conti. Il paraît:

1. Que Jean de Fribourg, comte de Neuchâtel, n'ayant point d'enfants, fit un testament en faveur de Rodolphe de Hochberg. M. l'abbé d'Orléans, dernier duc de Longueville et souverain de Neuchâtel, était dans la même situation quand il fit son testament du 1er octobre 1668 en faveur de M. le prince de Conti. Si l'on dit que Rodolphe de Hochberg était cousin issu de germain de Jean de Fribourg le testateur, M. le prince de Conti était cousin germain de M. l'abbé d'Orléans. Si l'on oppose que M. l'abbé d'Orléans avait une héritière présomptive plus proche que M. le prince de Conti, Jean de Fribourg avait aussi un héritier présomptif plus proche que Rodolphe de Hochberg, savoir un cousin germain; ainsi, ou les deux espèces sont égales, ou ce qu'il y a d'inégal tourne à l'avantage de M. le prince de Conti.

2. Le testament de Jean de Fribourg fut contesté. Louis de Châlons, prince d'Orange, prétendit que le testateur n'avait pu disposer de Neuchâtel à son préjudice; mais l'Official de Besançon, juge des parties, sans avoir égard aux prétentions de Louis de Châlons, accorda le décret de la possession, c'est-à-dire la pleine maintenue à Rodolphe d'Hochberg.

3. Rodolphe d'Hochberg fut maintenu non pas comme héritier ab intestat de Jean de Fribourg, mais en vertu de son testament, *in vim ejusdem testamenti*. Ce sont les termes de la sentence.

4. Il y eut appel de cette sentence, mais elle fut confirmée avec dépens par l'Empereur et le Pape.



1707

On peut dire qu'il n'y eut jamais un jugement plus solennel, mais en même temps on ne peut en souhaiter un ni plus précis, ni plus favorable pour M. le prince de Conti. Les lois disent que quand il s'agit de l'usage d'un pays, il faut voir si la question ne s'est point présentée, et si l'usage n'a point été confirmé par quelque jugement contradictoire. L. 34 ff. de *Legibus*.

M. le prince de Conti a le titre pour lui, ainsi la présomption de la loi est en sa faveur. L'effet de la présomption est de dispenser de la preuve, et d'en rejeter la nécessité sur les adversaires. M. le prince de Conti pourrait donc en sûreté attendre qu'on l'attaquât par des exemples contraires; mais son droit est si bien fondé qu'il n'a pas voulu se retrancher dans une pure défense: il trouve même des armes chez ses ennemis. M. l'Electeur de Brandebourg, M. de Malignon et Madame la duchesse de Lesdiguières lui en fournissent: ils supposent tous l'aliénabilité comme une maxime certaine, et même ils l'établissent malgré eux dans leurs écrits. Il suffit de les employer contre eux-mêmes. Ils ont travaillé tous pour M. le prince de Conti.

M. le prince de Bade-Dourlach a fait la même chose. Il envoya un de ses ministres en 1694 à Neufchâtel, pour alléguer son droit et ses prétentions sur la Souveraineté de Neufchâtel. Il se fondait sur un ancien pacte de confraternité de l'année 1490, fait entre Christophe de Bade et Philippe d'Hochberg, pour succéder les uns aux autres, et pour transférer les biens d'une maison dans l'autre au défaut d'enfants mâles.

On ne peut douter que ces sortes de pactes n'emportent aliénation, et qu'ils ne soient semblables à des dispositions de dernière volonté.

Ainsi, M. le prince de Bade-Dourlach convient aussi de l'aliénabilité. C'est le fondement de son système. On peut dire qu'une proposition est bien certaine, quand ceux qui ont intérêt de la combattre sont néanmoins forcés d'en convenir.

## SIXIÈME OBSERVATION.

Le testament de feu M. l'abbé d'Orléans, dernier duc de Longueville, souverain de Neufchâtel, fait en faveur de M. le prince de Conti, est un testament solennel, passé à Lyon, en présence d'un notaire, et de huit témoins, le 1er octobre 1668.

L'exécution de ce testament a été ordonnée par sentence contradictoire rendue avec Madame la duchesse de Nemours, aux Requêtes du Palais à Paris, le 1er août 1697. Cette sentence a été confirmée par un arrêt contradictoire du Parlement de Paris, du 13 décembre 1698.

Or, suivant les Traités d'alliance faits entre la France et le louable Corps Helvétique, on exécute réciproquement dans un pays les jugements rendus dans l'autre.

M. le prince de Conti a même obtenu des lettres du grand sceau du Roi, en date du 9 janvier 1699, qui sont attachées au testament, à la sentence et à l'arrêt, et qui, après en avoir ordonné l'exécution dans toutes les terres de l'obéissance du Roi, portent cette clause:

„Prions et requérons tous Princes et Seigneurs étrangers de permettre et „favoriser en leurs Principautés, Terres et Seigneuries de leur obéissance, l'ex- „cution de la dite sentence et arrêt, et faire en cette occasion tout ce que „nous ferions en pareil cas, s'ils nous en requéraient.“

La sagesse de Messieurs de Neufchâtel ne permettra pas sans doute qu'on rejette les Arrêts du Parlement de Paris, et les Lettres du grand sceau de Sa Majesté; ce serait déroger à une des principales clauses de notre alliance:

La raison de réciprocité ferait qu'on ne reconnaîtrait plus en France les jugements de Neufchâtel.



1707

M. le prince de Conti pourrait se renfermer avec confiance dans les observations qu'on vient de faire; mais comme son droit est indubitable, de quelque côté qu'on l'examine, il veut approfondir la question de l'aliénabilité. Il ne se contente pas de persuader ses juges, il veut encore convaincre ses propres adversaires, si leur intérêt laisse place à la raison.

M. le prince est fondé dans le droit commun, suivant lequel tout ce qui fait partie de nos biens peut être aliéné, donné et légué par nous. C'est sur ce principe que se sont formées ces grandes règles du droit, *Unusquisque rei suæ moderator et arbiter; Uti paterfamilias super re familiarè sua legasset, ita jus esto.*

Ce droit commun a même son fondement dans le droit naturel, c'est-à-dire, dans la liberté, qui est née avec nous, de disposer de ce qui est à nous. Nos héritiers peuvent bien succéder aux domaines que nous laissons; mais ils ne peuvent nous obliger, malgré nous, à les leur laisser. Les successions sont du droit civil, la liberté est du droit naturel, et les lois ne disposent de nos biens que quand nous n'en avons pas disposé nous-mêmes; ou, pour mieux dire, la loi n'en dispose dans les successions ab intestat que suivant la présomption de notre volonté.

C'est pourquoi le savant Grotius, dans son traité *De jure belli et pacis*, liv. II, chap. 7, § 3, dit que la succession ab intestat tire son origine de notre volonté. *Successio ab intestato remotâ omni lege civili, ex conjecturâ voluntatis naturalem habet originem.*

Contre cette liberté naturelle, il faut une loi qui défende d'aliéner, comme le remarque très bien Bæclerus dans son Commentaire sur Grotius, en parlant des royaumes patrimoniaux dont le Roi ne peut pas disposer de plein droit. „Il faut, dit-il, qu'il y ait une loi fondamentale qui dise, *par exemple*, le Roi „a toute autorité et tout pouvoir dans le royaume, excepté la faculté de l'aliéner; *ou bien*, le Roi ne pourra l'aliéner sans le consentement du Peuple; *ou bien encore*, le Roi jouira des droits royaux, et la faculté d'aliéner le royaume „appartiendra au Peuple.“ Mais, où est cette loi fondamentale dans Neuchâtel? C'est une exception contre le droit commun; c'est donc à ceux qui l'allèguent à la prouver et à montrer la prohibition: car, comme disent les docteurs, *Posito dominio positur alienatio, nisi res alienari sit prohibita.*

Qu'on nous montre donc une loi générale qui dise que toute souveraineté est inaliénable, ou une loi particulière qui dise que celle de Neuchâtel ne peut être aliénée.

Quelques efforts que puissent faire les adversaires de M. le prince de Conti, ils ne feront voir ni cette loi générale, ni cette loi particulière. Il faut donc qu'ils cèdent au droit commun, et cet argument suffirait seul pour la défense de M. le prince de Conti.

Mais ce prince n'en veut pas demeurer là; et comme on a affecté de prévenir le public, en publiant l'*inaliénabilité* prétendue, sans la prouver, il espère, par une conduite toute opposée, convaincre le public de la vérité de l'*aliénabilité* en la prouvant.

Pour faire cette preuve avec ordre, on fera voir premièrement qu'il n'est point vrai (comme on a voulu le persuader dans beaucoup d'écrits répandus) que toute souveraineté en général et par sa nature soit aliénable. (\*)

(\*) Dans le Mémoire du prince de Conti, imprimé en 1707, trente-cinq pages se trouvent supprimées. Ce sont sans doute les plaintes élevées contre la sentence de 1694 et qui figurent dans le Mémoire de l'an 1699, plaintes qui n'avaient alors plus d'objet.

(Note de Gonzalve Petitpierre.)



1707

Après ces six observations transcrites ici à peu près mot à mot, le prince de Conti introduit toutes ces preuves dans le corps de deux propositions.

La première (page 65 de son Mémoire) est conçue en ces termes : *Qu'il n'est point vrai en général que toute Souveraineté soit inaliénable.*

La seconde (page 85) : *Que la Souveraineté de Neufchâtel est aliénable, et qu'elle a été souvent aliénée par toutes sortes de dispositions.*

C'est pour parvenir à ces preuves qu'il emploie 80 pages de papier; mais la plupart de ces preuves et des exemples qu'il en donne ont déjà été amplement réfutées. On ne laissera cependant pas de les parcourir.

## PREMIÈRE PROPOSITION.

*Qu'il n'est point vrai en général que toute souveraineté soit inaliénable.*

Dire qu'en général toute souveraineté est inaliénable, c'est un paradoxe qui se réfute par les principes et par les exemples.

Quant aux principes, toutes les souverainetés ne sont pas de même nature, et par conséquent, les unes peuvent être inaliénables, et les autres ne l'être pas.

Pour en faire le discernement, il faut supposer d'abord la division générale et vulgaire des souverainetés en *électives* et *successives*.

Il y a deux sortes de souverainetés *électives*. Les unes, où l'élection est libre et absolue, que les docteurs appellent *voti liberi*, où le choix n'est astreint ni à certaine nation, ni à certaine famille, et où les élisants font choix de telle personne qu'ils en trouvent digne, soit dans le pays même, soit au dehors. Telle était autrefois la royauté chez les Carthaginois; tel a été et tel est encore à présent le royaume de Pologne. Les autres, que les docteurs appellent *voti restricti*, où l'élection est restreinte à la nation même, comme la royauté des Romains.

Quant aux souverainetés *successives*, il faut en distinguer de deux sortes. Les unes sont appelées par les docteurs purement *successives* et *usufructuaires*; les autres *héréditaires* et *patrimoniales*. Celles-là sont déferées par le seul droit du sang, par une espèce de succession nécessaire et de substitution perpétuelle, soit en faveur des mâles seuls, comme le royaume de France, soit en faveur des filles au défaut des mâles, comme l'Espagne, l'Angleterre et la Suède. Celles-ci, au contraire, se déferent et se transmettent par droit d'hérédité, comme tout autre patrimoine; et c'est par cette raison qu'on les appelle *héréditaires* et *patrimoniales*, comme le royaume d'Aragon, celui de Majorque, et plusieurs autres dont il sera parlé dans la suite.

La souveraineté purement successive est inaliénable, différente de l'héréditaire et patrimoniale qui est susceptible de toute aliénation, par donation, par testament, par toute autre disposition, de même que les autres patrimoines : le souverain peut se donner un successeur, même entre les étrangers; il peut, à plus forte raison (et surtout quand il n'y a point d'enfants), préférer dans sa famille un parent plus éloigné à tous les autres, quoique plus proches. „Si c'est „(dit du Moulin, § 8, gloss. 3, n. 8) un royaume héréditaire, tels que sont les „royaumes d'Aragon et de Majorque, etc., j'estime que le Roi pourrait en „disposer au préjudice de tous parents collatéraux, comme d'un bien patri- „monial.“



1707

Grotius, qui a plus approfondi qu'aucun autre les matières du droit public, établit partout la même distinction, comme un principe non contesté. „De même (dit ce savant homme), *qu'un domaine, un droit de servitude, et toute autre espèce de biens peut être possédé par les uns en pleine propriété, par les autres en usufruit, et par d'autres pour un temps limité, ainsi la souveraineté peut être possédée ou pour un temps, comme autrefois la dictature chez les Romains, ou en usufruit, comme tous les royaumes électifs et purement successifs, ou en pleine propriété, comme un grand nombre d'Etats, dont les exemples seront rapportés dans la suite.*“ (Liv. I, chap. 3, § 22.)

Cet auteur marque deux cas où les royaumes et les souverainetés sont tenues *pleno jure*, en pleine propriété.

L'un, *quand les rois ont acquis la souveraineté par droit de conquête*, parce qu'alors ils en font leur propre bien; et comme ils ne la tiennent que d'eux-mêmes, ils ne reçoivent point de loi ni de condition d'autrui.

L'autre, *quand les peuples mêmes, obligés de se rendre au conquérant, se soumettent à lui sans aucune exception, ni condition*; parce qu'en ce cas on présume, ou que le peuple qui s'est rendu à la discrétion du conquérant, n'a pas demandé la condition, ou que le conquérant n'a pas voulu l'accorder. (Grot. sup.)

De cette distinction, comme d'un principe universel, Grotius tire, dans tout le cours de son Traité, les divers caractères et les différents effets des *Souverainetés patrimoniales et des usufruitaires*. On peut les réduire à quatre différences essentielles pour notre sujet, et qui s'appliqueront parfaitement aux usages particuliers de la Principauté de Neuchâtel.

La première différence, si le royaume peut être partagé entre les enfants ou autres héritiers? Et voici comme il la décide: „Si le royaume est patrimonial, il est de droit divisible, et les filles mêmes y ont part, s'il n'y a une loi spéciale qui s'y oppose: s'il n'est pas patrimonial, il n'est pas divisible.“

Or, dans ces Etats patrimoniaux, si par une loi particulière il a été arrêté que le royaume ne serait pas divisé, en ce cas l'aîné mâle, et au défaut de mâles la fille aînée y succède; mais à la charge de récompenser ses cohéritiers par estimation de la valeur de leurs parts; de même à peu près que nous en usons dans nos fiefs de dignité, que nous appelons impartables, et dans lesquels néanmoins l'aînée doit donner aux puînés leur part, ou en nature, ou en estimation.

Si le royaume n'est pas patrimonial, bien qu'il ait été fait successif, par le libre consentement du peuple, *ex præsumptâ populi voluntate*, le royaume est indivisible, parce que le peuple, en déférant le royaume, est censé avoir voulu ce qui était le plus avantageux, et que le royaume non divisé subsiste mieux.

La seconde question proposée par Grotius (Liv. II, chap. 7, §§ 25 et 26): „si le fils qui devrait succéder au royaume, peut en être exclu par exhérédation?“ Et voici la résolution: „Si c'est un royaume patrimonial ou aliénable, l'exhérédation aura lieu; si c'est un royaume inaliénable et non patrimonial, l'exhérédation sera nulle.“

La raison en est bien naturelle: dans les royaumes patrimoniaux, comme on peut instituer un successeur par testament, on peut aussi l'exhérer. Dans les royaumes non patrimoniaux, au contraire, comme c'est la loi seule, ou la volonté du peuple qui dispose, on ne peut exhérer le successeur, de même qu'on ne peut l'instituer.

La seconde différence regarde *la régence ou la tutelle*; lorsque le roi, ou le prince, soit par sa minorité, ou par son infirmité, est hors d'état de s'acquitter du gouvernement: à qui, dans cette occasion, appartiendrait-il de donner la tutelle, ou au peuple, ou à la famille? Il faut distinguer les royaumes patri-



1707

moniaux de ceux qui ne le sont pas. „Dans les royaumes non patrimoniaux, „la régence appartient à ceux à qui la loi du pays ou le choix des peuples la „défère; mais dans les royaumes patrimoniaux, la tutelle se donne à celui que „le père ou les parents auront choisi.“ (Liv. I, chap. 3, § 15.)

La troisième différence concerne *les contrats et les hypothèques du prince*. On demande si le prince peut, en contractant, engager ses successeurs? Grotius y répond par la même distinction (Liv. II, chap. 14, § 10): „Si c'est un royaume „héréditaire et patrimonial, l'héritier, soit testamentaire soit ab intestat, qui „succède au royaume comme au patrimoine, est chargé des dettes du prince „prédécesseur. Si c'est un royaume purement successif, comme le successeur ne „tient pas son droit du prédécesseur, mais de cette substitution légale et perpétuelle que le peuple y a attachée, il n'est point tenu de ses dettes ni de „ses faits.“

La quatrième différence regarde *la faculté même d'aliéner et de disposer*. Si le royaume n'est pas patrimonial, comme le prince en ce cas ne le tient que du choix et du consentement du peuple, l'aliénation ne lui en est pas permise; et, pour en disposer, il faut que deux consentements concourent.

Celui du peuple, parce que „dans les royaumes que l'on ne tient que de la „volonté et du choix du peuple, on ne présume pas que le peuple ait voulu „permettre au roi la libre aliénation de son royaume.“ (Liv. I, chap. 3, § 13.) Et celui du roi même, parce que „il a intérêt du moins comme usufruitier, que „son usufruit ne lui soit pas ôté malgré lui. (*Ibid.*) „Mais si le royaume est „patrimonial, le prince qui le tient *jure proprio*, a la pleine liberté de l'aliéner „comme son patrimoine. (Liv. II, chap. 6, § 3.)“

L'auteur du Mémoire continue à rapporter d'autres autorités sur ces questions abstraites, comme Puffendorf *De jure nat. et gent.*, lib. VII, cap. 7, § 11, sur le partage du royaume patrimonial; Besolde, sur les royaumes héréditaires et patrimoniaux. Diss. polit. 2, § 2; Cabot, dans ses disputes du droit public, liv. II, chap. 14; Zypæus, *ad Cassanum*, cap. 4, p. 17 ad 33; Hornius, dans son traité *de Civitate*, lib. II, cap. 9, § 18; Schonborn, dans ses *Politica*, lib. II, cap. 18; Grégoire Thoulouzain, *De Republ.*, lib. VII, cap. 12, § 1, lequel cite plusieurs exemples.

Crantzius, comme ces auteurs l'ont remarqué, a donc été le seul, qui, prévenu des mœurs de son pays, ne faisant attention ni aux principes généraux, ni aux exemples étrangers, a trouvé extraordinaire que Unguinus, roi de Norvège, eût disposé de son Etat par testament. Et comme cet auteur est le seul que les adversaires de M. le prince de Conti puissent citer pour partisan de l'inaliénabilité prétendue de toute souveraineté en général, on peut aussi leur faire le même reproche que les autres auteurs faisaient à Crantzius: que pleins de l'idée du royaume de France, et de la manière presque unique d'y succéder, ils veulent juger de même de tous les autres. Ils voudraient que la Loi Salique fût la loi de tout le monde.

Ils se font sur cela des difficultés qui ne consistent que dans de grands mots, dans des lieux communs. *Quoi! une principauté aliénable! On nous vendra donc, on nous fera passer dans des familles que nous craignons!*

Cette objection, plus pathétique dans les termes que solide dans le raisonnement, n'a pas été oubliée par nos auteurs politiques.

„Quand un Etat est aliéné, dit Grotius (lib. I, cap. 3, § 12, n. 2), ce ne „sont pas les hommes que l'on aliène, mais le droit de les gouverner; de même „à peu près qu'un seigneur vendant son fief, ne vend pas ses vassaux, mais le



1707

„droit de féodalité qu'il a sur eux.“ Quel inconvénient donc, quel mal arrive-t-il de l'aliénabilité? Par là, le peuple change de souverain malgré soi, on lui en donne un sans sa participation et sans son choix, cela est vrai; mais ce même changement n'arrive-t-il pas par la succession ab intestat, comme par la succession testamentaire! L'héritier ab intestat n'est-il pas souverain malgré le peuple, sans son consentement et sans son choix, de même que l'héritier par testament? Et l'héritier que donne la loi, n'a-t-il pas souvent des qualités moins convenables au bien de l'Etat que celui dont le prince prédécesseur a fait choix? Dans la succession ab intestat, c'est le hasard qui fait le souverain; dans la succession testamentaire, au contraire, c'est le discernement du testateur qui agit; il préfère, soit dans sa famille, soit dans ses amis, celui qu'il croit le plus digne de remplir sa place.

On nous fera passer, dit-on, par un testament dans des familles que nous craignons; mais ce mal n'arrive-t-il pas par les mariages et par les alliances, dans tous les royaumes où la Gynécocratie a lieu? Que la fille héritière de la couronne se marie, ou qu'après être mariée elle succède à la couronne, ne la transmet-elle pas, malgré elle-même et malgré son peuple, à ses enfants? Ne passe-t-elle pas par eux à la famille de son mari, soit amie, soit opposée à cet Etat? Si Madame de Nemours avait des enfants de son mariage, et que M. l'abbé d'Orléans n'eût point testé, Neufchâtel ne passerait-il point dans la Maison de Savoye, malgré le peuple?

Au contraire, si la succession des filles est regardée comme un mal dans les royaumes successifs, la liberté de disposer en est le remède assuré dans les royaumes patrimoniaux. Et, de bonne foi, n'est-il pas plus avantageux à un peuple, de recevoir un prince, capable de le gouverner, de la main du prédécesseur, qu'une princesse, quelques grandes qualités qu'elle puisse avoir, de la main de la loi?

Enfin, pour passer des principes aux exemples, peut-on douter qu'il n'y ait des souverainetés qui peuvent être aliénées, données entre vifs et léguées par testament, quand on en voit plusieurs qui l'ont été?

Les exemples dans l'antiquité en sont infinis; Grotius (lib. I, cap. 3, n. 3, 4, 5 et 6) en ramasse plusieurs; entre autres les royaumes conquis par Alexandre, donnés à ses favoris; le royaume de Pergame, donné par Attalus au peuple romain. Il rapporte sur cela ce passage mémorable de Florus : *Addita igitur hæreditate provinciam populus romanus, non quidem bello nec armis, sed quod est æquius, testamenti jure retinebat.*

Le royaume d'Egypte, légué pareillement par le roi Appion au peuple romain. *Quis ignoret* (dit Tacite, Annal 14) *regnum Aegypti, testamento regis Alexandrini populi romani esse factum.*

Mais, sans rechercher l'antiquité la plus éloignée, n'avons-nous pas devant nos yeux, dans nos provinces mêmes, et dans les temps qui approchent plus près de nous, des exemples de royaumes et de souverainetés aliénées par toutes sortes de dispositions.

On en peut rapporter de trois espèces toutes également considérables.

La première, de différentes souverainetés voisines ou de pareille qualité que celle de Neufchâtel.

La seconde, des aliénations du royaume de la petite Bourgogne, dont le Comté de Neufchâtel faisait autrefois partie, et du royaume d'Arles, auquel celui de la petite Bourgogne avait été incorporé.

La troisième, de plusieurs Provinces et Etats qui étaient des membres de la petite Bourgogne, et qui en ont été distraits comme Neufchâtel.



1707

*Aliénations de plusieurs Souverainetés voisines ou de pareille qualité que Neuschâtel.*

La donation entre vifs, qui fut faite le 23 avril 1343 par Humbert, dernier dauphin de Viennois, à Philippe, fils du roi Philippe de Valois, du Dauphiné, etc.

En 1329 Jeanne de Savoye, veuve de Jean III, duc de Bretagne, n'ayant point d'enfants, donna, par donation entre vifs, à Philippe, duc d'Orléans, comte de Valois, son cousin, les droits qui lui étaient échus sur la Savoye, par la mort d'Edouard, comte de Savoye, son père, arrivée en 1329.

En 1346, le 25 février, Philippe de Valois, au nom du duc d'Orléans, son fils, céda ses droits à Amé VI, comte de Savoye, en échange de quelques terres qu'il avait en France, et de deux mille livres de rente sur le trésor royal.

En 1343, le 14 septembre, Thomas II, marquis de Saluce, fit donation entre vifs de ce marquisat à Humbert, dauphin de Viennois.

En 1475, Guillaume, fils de Louis de Châlons, vendit le droit de souveraineté de la Principauté d'Orange au roi Louis XI pour le prix de quarante mille écus; le roi lui permit néanmoins de conserver le nom et de s'intituler: *Par la grâce de Dieu, Prince d'Orange*; même de donner grâce, battre monnaie, et autres privilèges, sans préjudice de l'hommage lige.

En 1481, René, dernier comte de Provence, donna ce comté à Louis XI. Et c'est par cette donation que la Provence a été unie à la Couronne.

La principauté de Monaco est entrée dans la maison de Grimaldi par une donation de l'empereur Othon à Grimaldus Ier, tant en reconnaissance des signalés services qu'il avait rendus à cet empereur en France, lorsqu'il y vint au secours de Louis IV, roi de France, que pour avoir chassé de cette forteresse les Sarrasins qui l'avaient occupée.

La principauté de Sedan appartient aujourd'hui à la France, par l'échange fait entre le roi et feu M. le duc de Bouillon, en 1651.

La souveraineté de Dombes est passée à M. le duc du Maine en vertu de la donation de Mademoiselle de Montpensier.

Et, pour nous approcher encore plus de Neuschâtel, voici des exemples voisins de cette principauté.

Les villes et seigneuries qui composent aujourd'hui le Pays de Vaud, contigu au Comté de Neuschâtel, furent acquises dans le treizième siècle par Pierre de Savoye, comte de Romont, qui les acquit en divers temps de plusieurs seigneurs, et en forma le corps de la seigneurie de Vaud, dont il fut le premier seigneur.

Amé VI, comte de Savoye, surnommé le Verd, acheta au mois de juillet 1359, de Catherine de Savoye, comtesse de Namur, la baronnie de Vaud, tenue aujourd'hui en toute souveraineté par Messieurs de Berne, et en partie par Messieurs de Fribourg, pour le prix de soixante mille florins d'or.

Odo de Villars, seigneur de Baux, comte de Genève, vendit, le 5 août 1401, son comté de Genève à Amé VIII, comte de Savoye, pour la somme de quarante-cinq mille francs d'or, qui de plus lui donna en échange la seigneurie de Châteauneuf.

Le roi Henri IV acquit, le 17 janvier 1607, de Charles-Emanuel, duc de Savoye, la Bresse, le Bugey, le Verromey, et la baronnie de Gex en toute souveraineté, par échange contre le marquisat de Saluce.

*Aliénation du Royaume de la Petite Bourgogne et du Royaume d'Arles.*

La Petite Bourgogne, autrement appelée Bourgogne Transjurane, a été plusieurs fois aliénée, tant par donation que par testament. En voici trois exemples non contestés.



1707

Lothaire, roi d'Australie et de Bourgogne, la donna en 860 à Hugues, abbé de Saint-Richer, son beau-frère, qui en jouit jusqu'en 867, qu'il fut tué près d'Orbe en Suisse.

Rodolphe III, surnommé le Fainéant, descendant de ce même Hugues, n'ayant point d'enfants, la donna en 1029 à Henri III, fils de l'empereur Conrard le Salique, et lui envoya tous les ornements royaux. *Eâ tempestate* (dit Otto Frisingen, qui écrivait en ce temps) *Rodolphus, Burgundiæ et Lugdunensis Galliæ rex, moriens, Henrico filio regis, nepoti suo, regnum cum diademate aliisque insignibus, sub testamento misit.* En conséquence de quoi les évêques de Lyon, de Vienne, d'Arles, de Besançon, de Genève, de Lausanne et de Bâle, jurèrent la fidélité entre les mains de l'empereur Conrard au nom de son fils Henri.

Lothaire, empereur, petit-fils d'Henri III, indigné du refus que fit Renaud, comte de Bourgogne, de lui faire hommage de ce Comté, le reprit et le donna, en 1127, à Conrard, duc de Zeringhen, gouverneur de Zurich; ce qui ayant causé de grandes guerres entre Renaud et Conrard, elles furent terminées par le mariage de l'empereur Frédéric Barberousse avec Béatrix, fille unique de Renaud. On lui rendit la Franche-Comté, et elle céda par accommodement à Berthold de Zeringhen, fils de Conrard, la Bourgogne Transjurane, comprise sous les Evêchés de Lausanne, Genève et Sion.

Les historiens remarquent que la Provence et le Viennois, ayant été joints au royaume de la Bourgogne Transjurane, il fut appelé royaume d'Arles; et ce royaume a été aussi souvent aliéné par différentes dispositions.

1. En 1224, l'empereur Frédéric Ier, surnommé Barberousse, donna le royaume d'Arles à Guillaume de Baux, prince d'Orange.

2. En 1257, Raymond de Baux, prince d'Orange, et Ermengarde, sa femme, cédèrent par transaction à Charles, duc d'Anjou, de Provence et de Forcalquier, frère du roi Saint-Louis, les droits qu'ils avaient sur le royaume d'Arles.

3. Ensuite Charles IV, empereur, donna entièrement le royaume d'Arles à Louis d'Anjou, frère du roi Charles V, pour lui et ses héritiers, le démembrant à perpétuité de l'Empire, ainsi que l'écrivit Théodoric à Niem, auteur de ce temps là.

Voilà les exemples d'aliénation, tant du royaume d'Arles en général que de la Bourgogne Transjurane en particulier, de laquelle le Comté de Neuchâtel faisait autrefois partie. Voyons maintenant de quelle nature étaient les membres de ce royaume de la Petite Bourgogne, et comment ils ont été plusieurs fois aliénés.

**Aliénations des Provinces et Etats qui faisaient autrefois partie de la Petite Bourgogne, comme Neuchâtel.**

Berne et Fribourg, qui sont aujourd'hui les deux villes les plus considérables de cette contrée, et qui, comme Neuchâtel, dépendaient de la Petite Bourgogne, ont été aliénées. Celle-là, au rapport de Munster en sa *Cosmographie universelle*, fut donnée à l'Empire en 1218, avec toutes ses dépendances, par Berthold V, petit-fils de Conrard, duc de Zehringen, et dernier duc de cette maison. Celle-ci, selon le témoignage du même auteur et d'autres historiens, fut vendue en 1278, par Eberhard, comte d'Habsbourg, à Rodolphe d'Habsbourg pour quatre mille marcs d'argent. Dans la suite Fribourg se rédima à force d'argent de la Maison d'Autriche, et s'établit dans la forme de République, où nous la voyons aujourd'hui. (\*)

(\*) Berne et Fribourg n'ont jamais dépendu du royaume de Bourgogne; elles n'ont été bâties que depuis que, par le traité de paix de 1156, la partie de la Bourgogne mineure, qui faisait partie de l'Helvétie, a été cédée au duc de Zeringuen, qui s'en mit en possession comme prince d'Empire et pour l'Empire. Aussi, à la mort du dernier duc, il remit



1707

La ville de Payerne a été donnée par testament, en 922, par la reine Berthe, du consentement du roi Conrard et du duc Rodolphe, son fils, aux religieux bénédictins de la même ville. (\*)

Le comté d'Arberg fut vendu par Pierre, comte d'Arberg, à Messieurs de Berne avec faculté de reméré; mais ce même comté étant atteint de la lèpre, il leur en fit une vente pure et simple en 1351. (\*\*)

La ville de Berthoud fut pareillement vendue en 1385 par Hartman de Kibourg à Messieurs de Berne, avec ses dépendances, pour le prix de quarante mille écus.

La souveraineté d'Erlach, appartenant à la maison de Châlons, fut acquise de même par Messieurs de Berne, en 1474.

Le comté de Nidau fut vendu par Rodolphe, comte de Kibourg, à Léopold III d'Autriche; et, en l'année 1387, ce comté tomba sous la domination de Berne.

Le comté de Gruyères eut le même sort en 1554. Michel, comte de ce lieu, fut obligé pour ses dettes, de remettre son comté en discussion. Messieurs de Berne et de Fribourg ayant acquis les droits des créanciers pour quatre-vingt-cinq mille écus, acquirent par ce moyen ce comté, et le partagèrent entre eux. Les Bernois eurent pour leur part Sanen, Rougemont, le Château d'Oex et la Rossinière; et les Fribourgeois toute la basse Gruyère.

La vallée de Schwarzbouurg, Grashouurg et Guggisberg fut acquise par Messieurs de Berne de la maison de Savoie, en 1424.

Ce ne sont pas les seuls exemples des portions de l'ancien royaume de la Petite Bourgogne, qui ont été aliénées; mais en voilà plus qu'il n'en faut pour prouver que ces comtés et ces seigneuries, qui étaient originellement membres du même royaume et de même nature que Neuchâtel, étant aliénables, Neuchâtel l'est aussi, par une conséquence doublement juste, non seulement de la partie à la partie, mais du tout même aux parties qui le composent.

la première de ces villes à l'Empire, dont elle releva immédiatement dès lors, comme auparavant elle était tenue par les ducs de Zeringuen sous l'arrière fief de l'Empire. Et quant à Fribourg, bâtie dans le Neuchtland, elle resta à Vernard, comte de Kibourg, héritier du dernier duc de Zeringuen, dont il avait épousé la sœur. Hartman, son fils, lui succéda; et cet Hartmann étant mort sans enfants, son oncle Hartman de Kibourg lui succéda, qui ne laissa par sa mort qu'une fille, laquelle fut mariée à Eberhard IV, fils de Rodolphe IV de Habsbourg; et par ce mariage Fribourg entra sous la domination des comtes de Habsbourg. Cet Eberhard préféra de remettre cette ville à Rodolphe V, qui fut empereur plutôt qu'au comte de Savoie, qui y conservait des prétentions, du chef d'Isabelle de Savoie, femme du dernier comte Hartman, et mère d'Elisabeth, femme d'Eberhard de Habsbourg. Il est vrai qu'Eberhard, en remettant Fribourg à l'Empereur en reçut une somme modique, mais ce n'était pas en considération d'une rente proprement dite, mais comme un dédommagement des rentes qu'Eberhard perdait par la remise actuelle de Fribourg, dont il se privait pendant sa vie. D'ailleurs la remise d'un vassal à son souverain n'est jamais considérée comme une aliénation, mais comme une consolidation.

(Note de J.-F. Boyve.)

(\*) Voici l'histoire de Payerne, qui n'influe non plus sur Neuchâtel que tous les exemples précédents. Marius, évêque d'Avenches, ayant quitté cette ville pour aller faire sa demeure à Lausanne, il bâtit le village de Payerne, où il y avait déjà auparavant quelques maisons, et un pont qui portait ce nom; il y bâtit aussi un temple l'an 595 qu'il consacra le 24 juin. Il le fit construire sur un fond qui lui appartenait, et il le donna à l'Eglise ou au clergé (Voyez Tome I, page 64). La reine Berthe fit encore construire le grand temple de Payerne l'an 932, à mesure qu'elle réduisit Payerne en ville; car auparavant ce n'était qu'un village, comme il a été dit. Et dans la suite elle y fonda et bâtit une abbaye, où elle mit des moines de l'ordre de St-Benoît, auxquels elle assujétit cette ville par le consentement de son fils Conrard. L'abbaye fut commencée à bâtir l'an 961 (Voyez Tome I, pages 103 et suiv.). Les deux églises subsistent encore aujourd'hui à côté l'une de l'autre.

(Note du même.)

(\*\*) Le reméré ne fut renoncé par Pierre qu'en 1368 (Voyez Tome I, page 351); de sorte que ce fut seulement en 1351 que la vente se fit sous la faculté de reméré.

(Note du même.)



1707

Mais, après avoir établi l'aliénabilité de la souveraineté en général par des exemples de tous les lieux, de tous les temps, et surtout par l'exemple des souverainetés voisines et de pareille condition, M. le prince de Conti aura encore l'avantage de montrer celle de Neuchâtel en particulier par des titres incontestables. (\*)

## SECONDE PROPOSITION.

*Que la Souveraineté de Neuchâtel est aliénable, et qu'elle a souvent été aliénée par toutes sortes de dispositions.*

Le Comté de Neuchâtel n'est point une souveraineté *élective*, ni dans son origine, ni dans son progrès; car on ne peut faire voir soit dans l'histoire du pays, soit dans les titres des archives, ni que cette souveraineté ait jamais été établie par la volonté des peuples, ni qu'elle ait jamais été déferée par élection.

Ce n'est point non plus une souveraineté *purement successive et usufructuaire*; car on ne peut faire voir, ni que le peuple ait imposé cette condition à son prince en le recevant, ni que le prince se la soit imposée lui-même, ni que par une loi, ou par un concordat entre le prince et les peuples, cette succession nécessaire, cette subrogation ou substitution perpétuelle ait jamais été établie.

Si le Comté de Neuchâtel n'est ni une souveraineté *élective*, ni une souveraineté *purement successive et usufructuaire*, la conséquence est claire que c'est une souveraineté *héréditaire et patrimoniale*.

Pour en être convaincu par une preuve positive, il faut reprendre (ce qui a été ci-dessus touché en passant) que les comtés de Neuchâtel et Valangin, aussi bien que ceux de Nidau, d'Arberg, de Gruyères et autres, qui ont souffert l'aliénation, étaient anciennement membres de la Petite Bourgogne ou Bourgogne Transjurane, qui fit dans la suite partie du royaume d'Arles. (\*\*)

(\*) L'auteur du Mémoire de S. A. S. le prince de Conti qui donne ces exemples pour servir à la preuve de l'aliénabilité du Comté de Neuchâtel, n'était pas instruit des différences qu'il y a entre Neuchâtel et les autres lieux qu'il indique. 1. Aucun de ces lieux n'avait été donné en fief par l'Empereur, et ne relevait anciennement de l'Empire. 2. Neuchâtel n'était pas de la portion cédée au duc de Zeringhen en 1156. 3. D'ailleurs le comte Pierre d'Arberg ne vendit son comté que par force, dans la crainte que les Bernois ne vinssent assiéger pour la seconde fois Arberg, et l'en chasser, comme ils en avaient le dessein, parce qu'il était leur ennemi constant, et qu'il leur importait d'éloigner un ennemi si près de la ville et si dangereux, et d'un autre côté il était pressé par ses créanciers les comtes de Nidau, de Kibourg, de Thierstein et autres. Ainsi dès que Messieurs de Berne surent l'état de leur ennemi, et la résolution où il était de vendre pour s'acquitter de ses dettes et éviter que son pays ne fût encore dévasté, comme il avait déjà été par les Bernois, il le leur remit sous réserve de réachat, dans l'espérance de se rétablir, ce qu'il ne put pourtant faire, car il le leur vendit irrévocablement l'an 1368.

Berthoud était dans de pareilles crises. Le comte craignait la puissance des Bernois; il avait déjà risqué plusieurs fois d'être chassé; en sorte qu'il aimait mieux retirer quelque argent de son côté plutôt que d'en être expulsé comme un ennemi que les Bernois ne pouvaient souffrir.

Nidau tomba sous la domination de Berne et de Soleure comme une conquête qu'ils firent sur M. de Coucy qui était venu en Suisse avec une armée d'Anglais et de Normands.

A l'égard de Gruyères, comme le comte était pressé par ses créanciers, il aurait eu beau alléguer que son Comté (supposé qu'il eût été de la nature de celui de Neuchâtel) était inaliénable, les cantons et les créanciers qui avaient la force et l'autorité en mains, ne se seraient pas contentés de cette raison.

Il est étonnant qu'on ait pris ces exemples pour prouver que Neuchâtel était aliénable. Aussi il ne paraît pas que l'auteur du Mémoire en ait fait grand cas, car c'est sur sa seconde proposition qu'il compte pour compléter sa preuve. (Note de J.-F. Boyve.)

(\*\*) Jamais les comtés de Nidau, Arberg et Gruyères n'ont fait partie de l'inféodation de l'Empereur à Jean de Châlons en 1288. Et tant s'en faut qu'il soit inutile de s'informer comment le comté de Neuchâtel a été démembré de la Petite Bourgogne, comme l'auteur le dit dans le § suivant, qu'au contraire il importe de retenir pour toujours, qu'il a été



1707

Quoiqu'il soit assez inutile de rechercher comment le comté de Neuchâtel fut séparé et rendu indépendant du Royaume de la Petite Bourgogne, on peut toutefois remarquer avec Duchesne, que la lâcheté de Rodolphe III, surnommé le Fainéant, dernier roi de Bourgogne, et les troubles survenus après sa mort pour ce royaume, donnèrent lieu aux comtes, qui n'étaient alors que les gouverneurs de leurs provinces, de s'en rendre les propriétaires.

Il y a tout sujet de croire que ce fut par cette voie que le Comté de Neuchâtel fut distrait de la Bourgogne Transjurane; nous en trouvons un témoignage dans Gollut en ses *Mémoires de la République Séquanoise*, en ces termes : „Dans lequel Montjoux, nous devons avoir d'autres Terres et Seigneuries, qui „vrayement de nostre Comté, et qui estoient appelées aux Etats, comme Orbe, „Neuschastel, Vallangin, Grandson, Romans-Moùtier, Esclées et autres, des- „quelles nos Titres font mention, Voire nous trouverons que les Seigneurs de „ces lieux se trouvoient en la Congrégation des Etats, même le Seigneur „de Neuschastel pour le second, et celui de Grandson pour le quatrième.“ (\*)

Quoi qu'il en soit, il est certain que Neuchâtel, ainsi distrait de la Petite Bourgogne, s'est maintenu dans sa souveraineté.

De ce fait non contesté, se tirent trois arguments considérables.

Le premier, que le Comté de Neuchâtel ne doit point son établissement, ni sa souveraineté au choix de ses peuples. On sait même, par les histoires et par les titres, qu'anciennement le pays de Neuchâtel était une espèce de désert, qui n'était presque habité que de quelques pêcheurs, et d'un petit nombre de personnes. Dans la suite, les seigneurs de Neuchâtel ayant formé le dessein de peupler ce pays et de le rendre meilleur, trouvèrent à propos d'accorder à leurs sujets les franchises et les privilèges dont il sera parlé dans son lieu.

Ainsi, tant s'en faut que les peuples de Neuchâtel fussent en état par leur constitution originaire, ni d'instituer leur prince par leur autorité, ni de lui imposer des conditions, qu'au contraire ils ont reconnu dans tous les temps (comme on le fera voir) qu'ils devaient eux-mêmes à l'autorité et à la grâce de leur prince, les franchises et les privilèges dont ils jouissent.

Le second argument est que, si le royaume de la Petite Bourgogne, dont le comté de Neuchâtel était originairement un membre, était aliénable, et s'il a été aliéné en effet plus d'une fois dans sa totalité, comme on l'a fait voir; la conclusion est infaillible que Neuchâtel était pareillement aliénable; que le membre n'était pas d'une autre condition que le chef, ni la partie que le tout.

Le troisième argument est, que comme plusieurs autres comtés et seigneuries qui composaient le royaume de la Petite Bourgogne en ont été aliénés, celle de Neuchâtel peut l'être de même. Car il serait absurde de proposer que les

reconnu pour fief d'Empire, et inféodé sur ce pied. Et au reste on ne sait pas pourquoi l'auteur du Mémoire veut que ce pays ait fait partie du royaume d'Arles où il ne fut jamais compris, non plus que la Suisse, sinon lorsque les rois de Bourgogne eurent conquis ou acquis ce royaume d'Arles, et que des deux royaumes ils n'en eurent fait qu'un. Quoiqu'il en soit, ce trait d'histoire n'importe nullement ici. (Note de J.-F. Boyve.)

(\*) Le comte de Neuchâtel n'a jamais assisté aux Etats de Bourgogne pour le comté de Neuchâtel, mais bien pour d'autres terres qu'il avait en Bourgogne. Ulrich, oncle de Berthoud, comte de Neuchâtel, acquit la Baronnie du Vauxtravers l'an 1218, de Girard de Vienne, seigneur d'Orbe et baron de Grandson, comme d'autres terres que le dit Ulrich avait en Bourgogne le long de la Saône; ce qui, comme le rapporte Gollut, liv. 2, chap. 12, lui procura le droit d'assister aux Etats; et comme les droits de l'Empereur furent réservés dans cet acte d'échange, les hommages ont été observés par les comtes de Neuchâtel (v. les ans 1236 et 1237), comment et pourquoi Louis, comte de Neuchâtel, tenait encore le second rang dans les Etats, à raison des seigneuries qu'il possédait en Bourgogne, Orbe, Grandson. Les Clefs sont restés dans le domaine des princes bourguignons de Châlons, jusqu'à la conquête qui en fut faite par les Suisses en 1474. (Note du même.)



parties d'un même corps fussent de nature différente entre elles, et différentes même de celles du corps.

Mais, il faut aller encore plus loin : ce n'est pas assez de prouver l'aliénabilité de Neuchâtel par celle du royaume de la Petite Bourgogne, dont il était membre, et par celle des autres membres qui composaient autrefois un même corps ; il faut chercher la condition de Neuchâtel dans Neuchâtel même, et juger de ce qui se peut faire aujourd'hui dans la succession de ce comté, par ce qui s'est fait dans tous les temps.

C'est en vain que dans les écrits répandus contre le droit de M. le prince de Conti, l'on a voulu persuader que Neuchâtel dans son origine était un fief de l'Empire, et conclure de ce faux principe qu'il était inaliénable.

Il n'est point vrai que Neuchâtel, ni dans son origine, ni dans aucun temps, ait été un fief de l'Empire ; il n'est point vrai qu'il en ait été démembré, moins vrai encore qu'il y ait jamais rendu l'hommage.

Nous trouvons à la vérité, qu'en l'année 1288, Rodolphe de Neuchâtel, voulant se procurer la protection de l'Empereur et de la Maison de Châlons, contre la violence de ses voisins, fit un don de son comté de Neuchâtel à l'empereur Rodolphe de Habsbourg, non pas pour l'unir à l'Empire, ni pour le retenir dans sa main, mais par forme de fideïcommis, et pour le remettre à Jean de Châlons, seigneur d'Arlay.

Cela fut ainsi exécuté : l'empereur Rodolphe remit incontinent après le comté de Neuchâtel à Jean de Châlons, et c'est par ce moyen que ce comté a été pendant un assez long temps sous l'hommage de la maison de Châlons.

Mais quelle conséquence peut-on tirer d'un tel fait ? Il est très certain qu'avant ces actes le comté de Neuchâtel était indépendant, et ne relevait de personne. Cette donation même faite par Rodolphe de Neuchâtel à l'Empereur Rodolphe d'Habsbourg, est une preuve de cette indépendance absolue et de la liberté parfaite qu'il avait de disposer de son comté. Si ce comté avait été inaliénable, ni Rodolphe de Neuchâtel n'aurait pu en faire le don à l'Empereur, pour le remettre à Jean de Châlons, ni Jean de Châlons le redonner en fief à Rodolphe de Neuchâtel.

On ne peut pas dire que par là le comté de Neuchâtel soit devenu un moment fief de l'Empire, puisque ce n'était pas, à proprement parler, à l'Empereur qu'il était donné, mais à Jean de Châlons, par le canal de l'Empereur, qui n'en était qu'un donataire fiduciaire. Aussi ne fera-t-on point voir que les Empereurs aient jamais donné aucune investiture aux comtes de Neuchâtel, ni que ceux-ci aient jamais fait hommage aux Empereurs.

Il serait inutile après cela d'entrer en dissertation, pour faire voir que s'il y a des fiefs de l'Empire qui sont inaliénables, il y en a plusieurs qui ne le sont pas ; que même la plupart des fiefs de dignité sont de libre disposition, et que par conséquent le comté de Neuchâtel, patrimonial dans son origine, aurait pu devenir fief de l'Empire, sans devenir inaliénable, et sans cesser d'être patrimonial : mais on n'a pas besoin de rechercher la nature des fiefs impériaux, pour juger de celle d'un Etat, qui n'est point et n'a jamais été fief impérial.

Le comté de Neuchâtel a été véritablement fait pour un temps et contre son origine, fief de la maison de Châlons ; mais, tant s'en faut que cette féodalité passagère et précaire, pour ainsi dire, ait changé la nature de ce comté, ni que de patrimonial qu'il était, elle l'ait rendu inaliénable, qu'au contraire il en résulte dans ce temps là même une preuve de son aliénabilité, reconnue même par l'Empereur.

Pour cela il ne faut que voir le traité d'alliance qui fut fait le 7 février 1511 entre l'empereur Maximilien et tout le Corps Helvétique, dont Neuchâtel fait



1707

partie; il y a un article dans ce traité qui porte : „Pour ce qui regarde les „querelles, procès, fiefs et héritages, bien-fonds, infractions, conventions, dettes „et semblables choses, il sera procédé, savoir pour les fiefs, par devant le „seigneur direct selon le droit des fiefs, etc.“

De là s'ensuit en premier lieu, que de l'aveu même de l'empereur, toutes les fois qu'il serait question du comté de Neuchâtel, il faudrait procéder *par devant le seigneur direct selon le droit des fiefs*. Et suivant ce principe (si l'état présent de ce comté se devait régler par celui de ce temps là) ce serait au roi, comme comte de Bourgogne, et seigneur direct de la seigneurie d'Arlay et de tous les fiefs mouvants de la maison de Châlons qu'appartiendrait la décision du différend.

En second lieu ce différend se jugerait par la coutume du comté de Bourgogne, dans laquelle les fiefs, sans aucune distinction, comme les autres biens, sont de libre disposition : „Si le vassal, dit cette coutume, par testament, donation à cause de mort, ou par autre ordonnance de dernière volonté, dispose „ou ordonne en forme due de choses qu'il tient en fief, celui ou ceux au profit „desquels le dit vassal en aura disposé ou ordonné, ne seront tenus de requérir „au seigneur féodal son consentement pour en prendre possession; et s'ils le „prennent, le dit seigneur à cette cause n'y pourra prétendre aucun droit de „commise.“

Il n'y a rien de plus formel pour l'aliénabilité, et cet article serait d'autant plus considérable, qu'effectivement Neuchâtel (comme il a été expliqué) faisait anciennement partie du comté de Bourgogne, et que les comtes de Neuchâtel étaient obligés alors d'aller en Franche-Comté faire la reprise du fief des comtes de Châlons, qui étaient cadets des comtes de Bourgogne. Nous voyons même que dans les concessions des franchises accordées par les comtes de Neuchâtel à leurs peuples, il est dit expressément que c'est *selon les coutumes de Besançon*.

Ainsi, tant s'en faut que de cette donation fiduciaire faite à l'Empereur, et de cette féodalité momentanée de la maison de Châlons, on pût induire aucun argument d'inaliénabilité, qu'il en faudrait tirer une conséquence toute contraire.

Mais, à parler de bonne foi, ce n'est point par ces temps là qu'il faut juger de la nature du comté de Neuchâtel, indépendant dans son origine et dans l'établissement de sa souveraineté; il a repris dès l'an 1530 sa nature primitive; il a été purifié de cette tache de féodalité, que la nécessité des conjonctures lui avait imprimée pour un temps.

Soit qu'on le regarde dans cet état naturel d'indépendance et de souveraineté absolue; soit qu'on le considère dans ces temps où il a été soumis à une féodalité étrangère, on va faire voir qu'il a toujours également conservé sa nature patrimoniale et de libre disposition.

Pour le faire avec quelque ordre, il faut rappeler ici les quatre marques tirées de Grotius, d'un Etat patrimonial, et en faire l'application au comté de Neuchâtel.

Ces quatre marques sont : Que l'Etat patrimonial est divisible; que la tutelle en appartient à la famille; qu'il peut être hypothéqué aux dettes du prince; et enfin qu'il peut être aliéné par toutes sortes de dispositions.

Nous allons faire voir, non seulement que Neuchâtel a été divisé, que la tutelle en a été déferée à la famille ou par la famille, qu'il a été plusieurs fois aliéné, vendu et hypothéqué, et qu'enfin il a été encore plus souvent donné, soit entre vifs, soit par testament; mais nous ferons voir de plus que cette liberté d'aliéner et de disposer a été reconnue par les rois et princes voisins, par les cantons alliés et non alliés, et par les peuples mêmes de Neuchâtel.



*Que le Comté de Neuchâtel a été plusieurs fois divisé.*

Avant d'entrer dans la preuve de ce fait, il est bon de faire deux observations.

La première, pour prouver que le Comté de Neuchâtel est patrimonial, et que comme tel il peut être aliéné, on ne serait pas obligé de prouver qu'il est divisible, et qu'il a été plusieurs fois divisé. Tout ce qui est divisible est patrimonial, et par conséquent aliénable; mais tout ce qui est patrimonial et aliénable, n'est pas toujours divisible, ou par une loi spéciale comme parmi nous, par la disposition de nos coutumes, les grands fiefs sont impartables; ou par une paction particulière entre les co-propriétaires.

Mais ce bien, quoique indivisible, soit par la coutume, soit par la convention, n'en est ni moins aliénable, ni moins patrimonial; le duc, vivant, aura toute liberté de vendre le duché, que ses enfants après sa mort n'auraient pas droit de partager.

Ainsi, quand nous ferons voir que le comté de Neuchâtel est divisible, et qu'il a été souvent divisé, nous ferons voir à plus forte raison, et par une conséquence nécessaire, qu'il peut être aliéné.

La seconde observation, quand on recherche si un bien est divisible, et s'il a été partagé ou non, il faut distinguer deux sortes de partage. L'un par division réelle, c'est-à-dire, par une séparation et une distribution actuelle du tout en plusieurs parts. L'autre par équivalence, en laissant à l'un des co-partageants le tout en son intégrité, et donnant aux autres la récompense de leurs parts, en autres biens, ou en argent.

C'est dans le premier de ces deux sens (c'est-à-dire de la division réelle et actuelle) que dans nos coutumes, les fiefs de dignité sont indivisibles et impartables; on ne souffre pas qu'ils soient morcelés en plusieurs parties, parce qu'une telle dissection en détruirait la dignité. Mais, dans le second sens, c'est-à-dire de la division par équivalence, nos fiefs de dignité sont véritablement divisibles et partageables; ils entrent dans la masse des biens sujets à partage, soit pour fixer à chacun la récompense de sa portion, soit pour faire la compensation de la légitime, et tout cela s'appelle indifféremment un partage.

Ainsi, quand nous n'aurions point de partages du Comté de Neuchâtel par division réelle et actuelle, ce serait assez pour la preuve de notre proposition; d'y trouver des partages faits par équivalence et par récompense des portions. A plus forte raison, rapportant des partages de l'une et de l'autre espèce, la conclusion sera certainement que le comté de Neuchâtel a été divisé, que par conséquent il est divisible, par conséquent patrimonial, par conséquent et à plus forte raison aliénable.

Nous trouvons neuf preuves fameuses de notre proposition.

La première dans un acte de 1214, intitulé : *Les Franchises de Neuchâtel*, où Ulrich, comte, et Berthold, son neveu, sont appelés „Coseigneurs de Neuchâtel” et accordent conjointement les franchises aux Bourgeois de Neuchâtel, „selon les coutumes de Besançon.” Preuve formelle de la divisibilité; car la possession indivise entre plusieurs suppose de nécessité que plusieurs y ont part; ce sont des parts potentielles, qui ne sont pas séparées, mais qui peuvent l'être; c'est un oncle qui a la moitié de son chef, et un neveu qui a l'autre moitié par représentation de son père. (\*)

(\*) Ulrich n'était point réellement de fait coseigneur de Neuchâtel, car il ne pouvait y avoir aucune concurrence entr'eux pour le Comté, attendu que Berthold 1<sup>er</sup> le tenait du chef de son père Rodolphe III, auquel Ulrich ne pouvait pas succéder; mais il prit le titre de coseigneur pendant qu'il était le tuteur de son neveu; d'ailleurs c'est un titre que les collatéraux, ainsi que les comtes d'Arberg, de Nidau, de Strasberg, baillifs de Bienne, etc. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'aussitôt que la tutelle fut finie par la majorité de



1707

La seconde preuve, dans une sentence arbitrale de 1278, dont voici le sujet : Rodolphe de Neuchâtel avait de Sibille de Montfaucon, sa femme, fille de Thierry, de Montbéliard, quatre fils et deux filles ; ils se rapportèrent pour leur partage à Thierry de Montbéliard, leur ayeul maternel, qui, par son jugement arbitral, pour ne pas démembrer le comté, l'adjudgea à Amédée, fils aîné, donna aux trois autres fils des domaines du comté même pour leurs parts, et assigna aux deux filles d'autres fonds et des sommes d'argent pour les leurs. (\*)

La troisième preuve se tire de ce qui arriva après la mort de Rodolphe, comte de Neuchâtel, lequel ayant disposé du comté par son testament, Louis de Neuchâtel, son fils, eut Neuchâtel avec le titre de comte, et Marguerite, sa sœur, la ville de Boudry, la mairie de Boudevilliers et Montesillon, qui font partie du comté, et cela *conformément à la disposition de leur père*. (\*\*)

La quatrième preuve résulte des deux testaments de Louis de Neuchâtel, dernier comte de cette maison, et du partage fait en conséquence.

Par le premier de 1354, ce seigneur avait institué tous ses fils, ce qui prouve

Berthold 1er, celui-ci prit seul le titre de comte de Neuchâtel, comme il se voit dans les hommages qu'il rendit à Jean de Châlons pour le Val-de-Travers en 1237 (Tom. 1er, pag. 188). Il en est de même dans tous les autres actes, concessions et octrois accordés par Berthold, entr'autres dans la ratification qu'il fit des franchises accordées aux bourgeois de Neuchâtel conformément à celles que l'Empereur avait accordées à la ville de Besançon (v. l'an 1177) de même que dans la concession de la pêche à l'abbaye de St-Jean, et plusieurs autres. Ulrich était plus gros seigneur que Berthold. Quoi qu'il en soit, ce ne serait pas une preuve de l'aliénabilité du Comté, quand Ulrich aurait été pendant quelque temps coadministrateur ou coseigneur de Neuchâtel avec son neveu Berthold, par la raison que les transports ou les indivisions qui se font ou se forment entre agnats, ne sont pas des aliénations, parce que les comtés et les seigneuries restent toujours relevantes de l'aîné et du chef et retournent toujours à leur centre. (Voyez la donation faite à l'hôpital par Berthold l'an 1231. Voyez le compromis fait entre les mains de l'évêque pour la sûreté des bourgeois, où Ulrich ne prend point cette qualité de coseigneur de Neuchâtel, quoique peu de jours après la concession des franchises. (Note de J.-F. Boyve.)

(\*) Cette seconde preuve signifie bien moins l'aliénation que le pauvre état où se trouvait la succession de Rodolphe IV. Il laissa quatre fils et deux filles, l'une desquelles fut mariée à un chanoine de l'église collégiale de Neuchâtel. Les quatre frères ne pouvaient pas s'accorder ; Sybille de Montfaucon, leur mère tutrice, ne pouvant les concilier, ils recoururent à leur aïeul maternel, Thierry de Montbéliard. Il décida qu'Amédée l'aîné aurait le comté, et qu'Henri aurait une portion des terres et des droits seigneuriaux, à condition qu'il en ferait hommage à Amédée, et que les deux filles auraient chacune mille livres lausannoises pour leur partage, assignées sur Boudry et La Côte et rédimables. On dit ordinairement que nécessité n'a point de loi : fallait-il donc qu'Henri n'eût pas de quoi subsister ? C'était déjà beaucoup que Jean et Richard eussent pris le parti de l'église, à la décharge de l'hoirie. Or, on soutient de la part des héritiers ab intestat que cette portion donnée à Henri, et à condition de relevance au fief, ne désigne absolument aucune espèce d'aliénabilité, d'autant plus que ce secours de subsistance est dû aux enfants du seigneur sur le fief, tel qu'il soit ; et d'ailleurs quand on lui aurait donné sa juste portion, le partage fait entre agnats sans division de féodalité ne préjudicie point à l'arrière fief ; la reintégrande y pourvoit toujours. Mais ici le comté entier est remis à Amédée ; ce qui est laissé à Henri est toujours du fief, et ne fait pas une seigneurie distraite du Comté. (Note du même.)

(\*\*) Le testament de Rollin ne prouve aucune aliénation, car il a suivi l'ordre de la succession légitime ; son fils n'a pas eu seulement le titre de comte, mais il a eu le comté, et il a donné à sa fille Marguerite pour sa dot non la propriété de la ville de Boudry, ni la mairie de Boudevilliers, ni Montesillon, mais seulement la somme de 5000 livres sur Boudry et la dite mairie, rédimables, sans en pouvoir disposer sinon de 1000 livres ; et aussi la dite Marguerite, mariée au comte Hartmann de Kibourg et en secondes nocés au comte de Bocca, ne fut jamais en possession ni de Boudry ni de La Côte ; car Louis paya d'abord les 5000 livres après la mort de son père (voir Tome I, page 302). Mais quand même la dite Marguerite aurait eu réellement Boudry et La Côte, à condition de relever du Comté, comme cela s'est constamment pratiqué, ce ne serait point à raison de l'aliénation du Comté, mais à raison de la nécessité de doter les filles, même sur une partie du fief, et surtout lorsque par la nature elles y peuvent succéder, et qu'il n'y a pas d'autres biens de quoi on puisse leur faire une dot. (Note du même.)



1707

que le comté de Neuchâtel pouvait être possédé par plusieurs, soit divisément ou par indivis.

Par le second de 1373, tous ses fils étant morts, il institua Isabelle et Varenne, de Neuchâtel, ses filles, conjointement héritières.

Ces deux sœurs firent entre elles le partage des biens de leur père; le comté de Neuchâtel échut à Isabelle; Varenne eut entre autres la baronnie de Landeron, qui fait partie du comté.

Ces exemples sont d'autant plus considérables, qu'ils prouvent tout à la fois la division du comté de Neuchâtel, et la disposition du même comté par testament. (\*)

La cinquième preuve se trouve dans un acte du mois d'avril 1531, qui contient le serment prêté par les bourgeois de Neuchâtel, à François d'Orléans, *tant en son nom que de Jeanne de Hochberg, sa mère, et de Louis d'Orléans, son frère.*

On voit plusieurs concessions faites, et plusieurs actes passés par ce même prince au nom des trois, comme conjointement seigneurs. Preuve infailible de notre proposition, puisque, comme il a été dit, la possession de plusieurs par indivis ne prouve pas moins la divisibilité, que la division même. (\*\*)

La sixième preuve résulte du partage qui fut fait ensuite, entre le même Louis d'Orléans et François, son neveu, fils de son frère. Ce partage n'est pas rapporté, mais il est énoncé dans le jugement solennel des Audiences générales du 6 mai 1552, dont on va parler. (\*\*\*)

(\*) Louis de Neuchâtel fit même trois testaments: le premier l'an 1354. Il institua ses trois fils, Jean, Louis et Rodolphe, ses héritiers, à l'exclusion de ses filles, et les substitue les uns aux autres, à condition que les puînés rendraient hommage à l'aîné, et il ordonne qu'une certaine somme d'argent serait payée aux filles. (V. Tome I, p. 324.) Mais comme ce testament n'a eu aucun effet, il est inutile de s'y arrêter.

Les deux puînés, Louis et Rodolphe, étant morts, le comte Louis fit un second testament par lequel il instituait Jean l'aîné pour son héritier universel, mais s'il mourait sans hoirs, sa sœur Isabelle lui succéderait (V. l'an 1359, Tome I, page 335). Le testateur fit un codicile par lequel il donnait à Varenne, sa fille, le château de Joux, qui provenait de Catherine de Neuchâtel en Bourgogne.

Jean, fils du comte Louis, étant mort prisonnier de guerre en Alsace, sans qu'il eût pu être racheté, faute de finance, Louis fit son troisième testament le 10 mai 1373, par lequel il institue ses deux filles, Isabelle et Varenne, pour ses héritières, en telle sorte cependant qu'Isabelle l'aînée aurait le comté de Neuchâtel, et il est ajouté que Varenne, pour les choses de son partage, devra entrer en la foi et hommage de sa sœur Isabelle, etc. (Voir Tome I, pag. 361.) Et après la mort de Louis, Varenne eut la baronnie du Landeron à condition de la relevance (même tome p. 365).

De la part des héritiers ab intestat de Madame la duchesse de Lesdiguières on ne voyait dans ces testaments aucune preuve de l'aliénation du Comté, sans le secours d'aucune disposition: au contraire il leur paraissait plutôt que le dispositif de ces testaments tendait à marquer l'inaliénabilité, en tant que l'aînée devait toujours avoir le Comté, et que s'il en échecait quelques parties aux enfants puînés, elle demeurerait inséparable du Comté, tant par les rémérés que par la ligité imposée à leurs possesseurs. (Note de J.-F. Boyve.)

(\*\*) On ne trouve pas ce serment dans les présentes Annales, mais qu'importe que le serment ait été prêté à François d'Orléans au nom de Jeanne de Hochberg et de Louis d'Orléans? Ces deux frères étaient sans doute préposés de la part de leur mère, comtesse de Neuchâtel, et cela pour montrer aux Suisses qui étaient en guerre avec la France, que le comté de Neuchâtel n'appartenait pas à Louis de Longueville, mari de Jeanne, et pour les détourner du dessein qu'ils avaient de s'en saisir. Mais les Suisses ne prirent pas le change, car ils exécutèrent leur dessein, et s'emparèrent du comté pour leur sûreté et pour celle du pays. (Voyez la Députation de Berne à Neuchâtel en 1511, tome II, page 218.)

(Note du même.)

(\*\*\*) Cet acte a été cherché dans les archives par ordre des Audiences, mais il ne paraît pas qu'il ait été trouvé, quoi qu'on ne puisse pas nier qu'il n'y ait eu un partage entr'eux, car la maison d'Orléans-Longueville avait beaucoup d'autres seigneuries, comtés et duchés que le comté de Neuchâtel; mais il suffit que le comté de Neuchâtel soit parvenu à François d'Orléans, duc de Longueville, héritier de son père Louis, duc de Longueville, fils aîné de Jeanne de Hochberg.



1707

La septième preuve, plus authentique encore, et plus illustre que les autres, est écrite dans ce jugement célèbre des Audiences générales du 6 mai 1552. François d'Orléans, comte de Neufchâtel, dont on vient de parler, étant mort sans enfants, sa succession échut *ab intestat* à Léonor d'Orléans, duc de Longueville, et à Jacques de Savoie, ses cousins germains. (\*)

Contestation entre ces deux princes pour le comté de Neufchâtel; Léonor d'Orléans le prétendait en entier comme indivisible; Jacques de Savoie au contraire y prétendait sa moitié, comme divisible, et comme étant avec Léonor d'Orléans en parité de degré. La question roulait précisément sur la divisibilité ou indivisibilité de la souveraineté. Les gens tenant les Audiences générales, qui furent juges de la contestation, prirent soin de faire chercher, au trésor de Neufchâtel, les partages précédemment faits; et, enfin, bien instruits de la constitution de cette souveraineté, et de l'usage observé de tout temps, ils adjugèrent définitivement (\*\*) à Jacques de Savoie la moitié de ce Comté, comme héritier *ab intestat*, conjointement avec Léonor d'Orléans.

Ce jugement est si fort, et sa décision si expresse, qu'on ne peut mieux faire que d'en transcrire le dispositif de mot à mot :

„Après avoir ouï et bien au long entendu lesdites demandes, réponses, allégations et répliques desdites Parties; après avoir aussi vu tous les Titres et Attestations par elles produites et exhibées par icelles, a été couché en droit, lequel nous avons demandé auxdits Seigneurs des Audiences, lesquels après avoir pris avis et conseil par ensemble, ont préalablement dit, que par les réponses faites de la part des Sieurs Procureurs et Ambassadeurs de mondit Seigneur le Duc de Nemours, est apparu à mes dits Seigneurs des Audiences, qu'ils avaient allégué, que partage avait autrefois été fait de cedit Comté ensemble de la Souveraineté; a été connu, que l'on devait faire chercher au Trésor de céans, lesdits partages et autres pièces de ce faisant mention, ce qui a été fait; tellement que cejourd'hui a été trouvé le Testament de feu, de très noble recordation, Monseigneur le Comte Louis, dernier de ce nom, de Neufchâtel, duquel a été fait lecture en présence d'ambes parties, et icelles finalement ouïes, et avoir derechef sur le tout couché en droit, déclarant qu'ils n'avoient plus autre chose à produire ni débattre d'une part, ni d'autre, fors qu'ils persistoient toujours à leurs fins et conclusions; à sçavoir les dits Sieurs Procureurs et Ambassadeurs de mondit Seigneur de Longueville, à ce que la totalité de ce Comté leur fût adjugée, pour les raisons par eux amplement déduites et mises en avant; et les dits Sieurs Procureurs et Ambassadeurs de mondit Seigneur le Duc de Nemours aussi persistoient que la moitié de cedit Comté leur fût adjugée pour les causes prédites; Sur quoi mesdits Sieurs des Audiences se sont retirés à part; et après avoir sur le tout avisé et bien pesé ladite matière, à grande et mûre délibération de Conseil sur ce que, considéré tout ce qui faisoit à considérer, signamment la Coutume de tout temps observée et gardée en ce Pays, ont adjugé et adjugent définitivement, la moitié de cedit Comté de Neufchâtel, avec ses appartenances et dépendances à mondit Seigneur le Duc de Nemours, attendu mémement que Monseigneur le Duc de Longueville (de la succession duquel est question) étoit décédé *ab intestat*, et sans hoirs de son corps, et qu'avant son décès partage avoit été fait entre lui et feu Monseigneur le Marquis, jadis son oncle; aussi parce que Mon-

(\*) Si la succession de François, mort sans enfants devait aussi appartenir à Jacques de Savoie, pourquoi n'appartenait-elle pas aussi à Françoise d'Orléans, mariée à Louis de Bourbon, prince de Condé, sa sœur, c'est-à-dire de Léonor d'Orléans, et par conséquent aussi germaine de François d'Orléans; et à Jeanne de Savoie, sœur de Jacques, mariée à Nicolas de Lorraine, aussi sa cousine germaine? (Note de J.-F. Boyve.)

(\*\*) Ce mot définitivement ne se trouve point dans la sentence. (Note du même.)



„seigneur le Duc de Nemours s'est trouvé être dans un même degré de consanguinité avec Monseigneur le Duc Léonor, son cousin germain.“ (\*)

Trois réflexions importantes sur ce jugement solennel.

La première, ce n'est pas seulement une chose faite entre les parties intéressées; mais c'est une chose jugée (et ce qui est surtout à remarquer) jugée par les Audiencias générales de Neuchâtel.

La seconde, chose jugée sur le fondement de la Coutume de tout temps observée et gardée en ce pays, (\*\*) et après avoir vérifié qu'avant le décès de François d'Orléans (de la succession duquel il s'agissait) partage (\*\*\*) avait été fait de ce Comté entre lui et feu Monseigneur le Marquis (Louis d'Orléans), jadis son oncle.

La troisième, les Audiencias générales, en adjugeant à Jacques de Savoye cette moitié du comté de Neuchâtel, ajoutent ces termes : *Attendu même que Monseigneur de Longueville, de la succession duquel est question, est décédé ab intestat, et sans hoirs de son corps.* Ce qui prouve qu'au jugement même des Audiencias générales, s'il y avait eu un testament, on aurait suivi sa disposition et que l'on n'ordonnait le partage par moitié que parce que le prince prédécesseur était mort ab intestat. En effet, il aurait été non seulement inutile, mais absurde, de donner pour raison, dans une sentence, que la succession de ce comté était ouverte ab intestat, s'il eût été vrai qu'elle ne pût être déférée par testament ni autrement qu'ab intestat. (†)

L'exécution de ce jugement ne mérite pas moins de considération que le jugement.

On voit par un acte de l'an 1554, que les quatre ministres de Neuchâtel adressaient leurs requêtes à Jacques de Savoye, de même qu'à Léonor d'Orléans.

On voit par un autre de l'année 1556, que Jacques de Savoye renouvela les traités d'alliance et de combourgeoisie, avec les cantons de Berne et de Fribourg pour sa moitié du comté. (††)

On voit dans le même temps, qu'il accorda plusieurs droits aux bourgeois de Neuchâtel, en qualité de souverain de la moitié de ce comté.

Il n'est pas moins important d'observer que, par ce même jugement, les Audiencias générales avaient sagement ordonné que *suivant la pratique du temps passé, les deux comtes donneraient un seul chef* ou gouverneur au Comté; (†††) mais la difficulté de convenir du choix de ce gouverneur, et les différends que

(\*) L'auteur du Mémoire du prince de Conti, n'a rapporté qu'une partie de la sentence, en supprimant le reste, qui fait beaucoup à la question, en ce qu'elle ordonnait la réunion du Comté sous un seul chef. Voici le passage omis :

„Et pour ce que de tout temps passé par feu les seigneurs Comtes de Neuchâtel ont gardé et entretenu en tous partages, un chef à cause de la souveraineté, fût-ce masculin ou féminin, en étant apparu tant par le Testament de feu Monseigneur Louis ci-dessus mentionné, qu'autrement, lequel a prêté foy et serment à tous les Etats de ce Comté de les entretenir en leurs Libertés et Coutumes, écrites et non écrites, avant que le dit Etat et sujets lui aient fait serment de fidélité; pour obvier aux troubles qui en pourraient advenir, en suivant la remise du dit Comté faite par Messieurs des Lignes, les dits seigneurs Comtes s'aviseront entr'eux de donner un Chef à l'Etat, ainsi que de tout temps passé en a été usité.“

(Note de J.-F. Boyve.)

(\*\*) Il n'y eut jamais de pareille coutume.

(Note du même.)

(\*\*\*) Jamais partage de ce comté n'a été fait; cela n'a jamais été prouvé.

(Note du même.)

(†) Quand même il y aurait un testament qui eût ordonné le partage du comté, il n'aurait pas été suivi par le motif qui porte qu'il ne faut qu'un seul chef.

(Note de J.-F. Boyve.)

(††) Était-elle délimitée cette moitié du Comté?

(Note du même.)

(†††) On n'entendait pas un gouverneur, mais un seul comte, car il est dit dans la sentence : fût-ce un chef féminin ou masculin. Or, il n'y eut jamais chef féminin qui fut gouverneur.

(Note du même.)



1707

la société de la souveraineté pouvait faire naître entre ces deux princes leur ayant fait désirer l'accommodement, Messieurs de Berne s'interposèrent, et, par leur médiation Jacques de Savoye céda sa moitié à Léonor d'Orléans, qui, pour le prix de cette cession, lui donna une somme d'argent et d'autres terres en Bourgogne. L'acte est du 15 août 1557. (\*)

Ainsi l'on voit dans cet exemple le Comté divisé non seulement par équivalent et par estimation de la moitié, mais par la jouissance réelle et actuelle que chacun des copartageants eut de sa moitié. (\*\*) On y voit cette même moitié vendue à Léonor d'Orléans par Jacques de Savoye, comme un bien dont il était saisi, et dont il disposait en propriétaire, en vertu de la sentence de partage; exemple par conséquent d'autant plus considérable pour notre question, qu'il contient la preuve de la divisibilité et de l'aliénabilité ensemble.

### RÉFLEXIONS SUR L'ARRÊT DES AUDIENCES GÉNÉRALES DU 6 MAI 1552 ET SUR LES CONSÉQUENCES QU'EN TIRE L'AUTEUR DU MÉMOIRE.

On n'a jamais approuvé la sentence rendue par les audiences sur la succession de François d'Orléans; car Léonor d'Orléans, agnat, devait incontestablement être préféré à Jacques de Nemours, quoiqu'il fût au même degré, par la règle que, quand un mâle se trouve au même degré que le fils d'une fille, le mâle est préféré.

Les uns ont attribué cette sentence, ainsi notoirement mal rendue, au crédit et aux sollicitations du gouverneur George de Rive, qui appuyait fortement le parti du duc de Nemours, Jacques de Savoye. (V. les plaintes portées à Berne contre le gouverneur, Tome III, pages 62 et suiv.) D'autres ont cru peut-être, avec quelque fondement, que c'était l'effet d'un parti pris pour se mettre à couvert des poursuites de la reine d'Ecosse, qui prétendait au Comté de Neuchâtel, et pour lequel elle faisait alors des instances par devant le Parlement de Paris. Léonor d'Orléans étant mineur, et sa mère Jacqueline de Rohan étant, comme lui, de la religion réformée, n'avait aucun crédit en Cour; bien loin de là: au lieu que Jacques de Savoie y était tout-puissant, étant un grand général à la tête des armées. Aussi, par son appui, et en suite des lettres de LL. EE. de Berne, on parvint à obtenir du roi de France que cette reine serait renvoyée aux audiences de Neuchâtel, où elle fut déboutée de ses prétentions par sentence du 15 août 1553. (V. Tome III, page 35.)

Si tel a été le but du gouverneur du comté, il est à présumer

(\*) Jacques de Savoye ne désira jamais de satisfaire à la sentence, car après y avoir été sollicité, et que LL. EE. de Berne, le recevant dans leur alliance, lui firent promettre de l'exécuter (Voyez Tome III, pages 69 et suiv.) il fallut en fin en venir à des lettres citatoires devant LL. EE. de Berne, non pour établir un gouverneur de concert, comme l'auteur du Mémoire voudrait l'insinuer, mais pour des deux princes n'en faire qu'un.

(Note de J.-F. Boyve.)

(\*\*) Elle ne dura pas longtemps, car les audiences et les Etats obligèrent Jacques de Savoie à effectuer la sentence en prenant sa récompense sur d'autres biens de la succession.



qu'on a cherché quelques raisons apparentes pour donner un air de consistance à la décision qui fut rendue. 1707

Le premier motif énoncé est pris du partage que, de la part de Jacques de Savoie, on prétendait avoir été fait de la souveraineté entre l'oncle et le neveu (le premier fils puîné de Louis, duc de Longueville et de Jeanne de Hochberg, et le dernier petit-fils, mais issu du fils aîné). Mais c'est précisément ces partages qui devaient produire la condamnation de Jacques de Savoie, vu qu'il y est dit et statué : *que le Comté de Neuchâtel était indivisible*, et qu'il appartenait entièrement au neveu comme étant le fils du fils aîné. (Voir Tome II, pages 442 et suiv.; ce partage, dans lequel il est entré environ 35 à 36 seigneuries et fiefs, etc.)

Le second motif tiré du testament de Louis, dernier de la maison de Neuchâtel, où, dit le juge, on voit *comme par le passé les Comtes ont gardé et entretenu en tous partages un chef à cause de la souveraineté* : c'est ce que le juge aurait dû observer; il aurait dû donner un chef et non pas deux, comme le porte la sentence, car quelque testament que les seigneurs aient fait, il n'y a jamais eu qu'un comte régnant, et c'est ce que démontrait le testament de Louis de Neuchâtel (que le juge eut devant ses yeux), vu que Varenne, sœur d'Isabelle, fut réduite, par le partage qui eut lieu entre elles, à la baronnie du Landeron, sous la condition de la relevance. Et quand on dit *partage*, on doit se souvenir que les comtes avaient des autres biens, tant féodaux qu'allodiaux, qu'il fallait partager, et quoique le Comté de Neuchâtel y entraît, jamais il ne fut partagé; il resta toujours dans son intégrité à celui à qui la féodalité le destinait, et c'est ce que veut dire la sentence par les termes : *garder et entretenir un chef*.

Le troisième motif est tiré de la coutume *constamment observée en ce pays*. Mais les juges ont-ils allégué quelque exemple, qu'en fait de succession collatérale, dont il s'agissait ici, on ait suivi la coutume de Neuchâtel, de donner à tous les collatéraux un morceau du comté ou de la souveraineté? Ici ils ne l'ont donnée qu'à deux, à Léonor et à Jacques, quoiqu'il en eût quatre, tous dans le même degré, savoir Louis de Bourbon Condé et Nicolas de Lorraine. (Voyez une note dans une page précédente). Ont-ils donc suivi la coutume à cet égard? mais comment ont-ils pu imaginer *une coutume constamment pratiquée en fait de succession collatérale des Comtés de Neuchâtel*; tandis que jamais jusques là il n'y en a eu, depuis l'inféodation du Comté accordée par l'Empereur l'an 1034 (voyez cette année); au contraire la succession a toujours passé de père en fils, comme le prouve la généalogie des comtes publiée plus haut.

C'est encore sans discernement que la sentence observe que



1707 Jacques de Savoie, duc de Nemours, s'est trouvé en même degré que Léonor d'Orléans ; mais, ignorait-on qu'en fait de succession féodale, on distingue le sexe, et conséquemment que Léonor devait exclure Jacques, qui était descendu d'une fille, c'est-à-dire de Charlotte d'Orléans ? Ce qui s'était toujours pratiqué, même en ligne directe.

Après cela l'auteur du Mémoire tire à son aise des conséquences pour la preuve non seulement de la divisibilité, mais de l'aliénabilité. Il dit que c'est un jugement exécuté ; que les Quatre Ministres ont adressé leur requête à Jacques de Savoie ; qu'il leur a accordé plusieurs droits en qualité de souverain de la moitié du Comté ; qu'il a renouvelé les alliances avec les Cantons ; que les Audiences avaient jugé suivant la pratique du temps ; que les deux princes donneraient un seul chef, c'est-à-dire, un gouverneur ; que les différends que la société de la souveraineté pourrait faire naître entre ces deux princes, leur ayant fait désirer un accommodement, Messieurs de Berne s'interposèrent, et par leur médiation Jacques de Savoie céda, etc.

Réflexions  
qui font voir  
que le jugement  
des Audiences  
de 1552 serait  
préjudiciable  
au prince de  
Conti.

Par un préliminaire aux réflexions de l'auteur, il convient de lui faire remarquer, que ce jugement qu'il exalte tant, donnerait absolument au prince de Conti l'éconduction de toutes ses prétentions ; car si, en jugeant, comme les Audiences prétendent l'avoir fait, suivant les coutumes de Neuchâtel et la pratique usitée de tout temps, il est certain que l'abbé d'Orléans, auquel il ne serait parvenu que la moitié de la souveraineté, du chef de Léonor, son bisaïeul, n'aurait pu disposer que de cette moitié, et qu'il n'aurait pu (c'est-à-dire le prince de Conti) aujourd'hui exiger la totalité de la souveraineté. En second lieu, si on devait suivre cette coutume de Neuchâtel, le testament de l'abbé d'Orléans n'y pouvait jamais valoir, quand même l'Etat aurait été aliénable, par la raison que les substitutions fideïcommissaires, contenues dans ce testament, n'y sont pas admises.

Mais outre cela, et pour répondre directement aux réflexions de l'auteur du Mémoire, on peut dire que celles-ci donnent complètement à gauche ; car : 1. Il n'y eut jamais de sentence exécutée qu'après que LL. EE. de Berne eurent condamné le duc de Nemours à l'exécuter ; ce qui fut ordonné le 19 août 1557 (voyez la procédure et la sentence, Tome III, de la page 57 à la page 73) ; qu'alors le duc de Nemours fut obligé de laisser un seul chef à l'Etat, qui fut Léonor, auquel seul la souveraineté était due, et par là l'arrêt des Audiences fut pleinement accompli. 2. C'était en vain que Jacques de Savoie crut se maintenir prince souverain pour la moitié, en se hâtant de renouveler les alliances ; car LL. EE. de Berne, en le recevant, réservèrent expressément qu'il conviendrait



avec Léonor, pour ne donner qu'un seul chef au Comté. 3. Tout ce qui s'est passé depuis 1552 à 1557, pendant que le duc de Nemours faisait refus de donner un seul chef à l'Etat, a été regardé comme un interrègne : ce qui était accordé par un prince, était révoqué par l'autre. Un royaume gouverné par deux rois ne peut subsister ; aussi le droit accordé à la ville de Neuchâtel de pouvoir acquérir fief noble, pour la moitié du Comté par le duc de Nemours sans le concours de l'autre moitié, fut regardé comme une pancarte, et cette concession ne fut jamais envisagée comme valable ; et c'est de quoi on se souciait peu, vu qu'elle ne procurait à la ville que ce qu'elle avait déjà, savoir l'admission aux Audiences. 4. Dire que les Quatre Ministraux ont présenté une requête au duc de Nemours, c'était par nécessité dans cet interrègne, parce qu'il gardait la moitié du Comté malgré les sujets, malgré le conseil d'Etat, malgré la sentence des Audiences. C'était une force majeure. Le duc de Nemours n'avait fait aucune attention aux sollicitations que les Corps de l'Etat lui avaient adressées de donner un chef à l'Etat, et non un gouverneur, comme il plaît à l'auteur du Mémoire de le supposer ; car il y en avait déjà un, et il ne s'agissait pas d'en nommer un autre. 5. C'est mal à propos que le même auteur ajoute *que les différends qui naissent d'une société de souveraineté firent désirer un accommodement* ; car, quoique Jacqueline de Rohan, tutrice de son fils Léonor, souhaitât ardemment d'exécuter la sentence des Audiences, et même de faire droit à Jacques de sa moitié de Neuchâtel sur les terres et seigneuries de Bourgogne qu'ils avaient à partager, le duc de Nemours ne voulut jamais y consentir ; il méditait de perdre le pays, en vendant sa moitié, comme il est démontré dans la procédure ci-dessus indiquée ; de quoi l'Etat, la ville et les autres Corps ayant donné connaissance à LL. EE. de Berne, elles adressèrent à ce duc une citation de paraître devant Elles avec Jacqueline de Rohan, et après plusieurs plaidoyers et divers délais que ses ambassadeurs et procureurs obtinrent, il fut enfin obligé de prendre pour son dédommagement la terre de Sainte-Croix en Bourgogne, et quelques finances ; au moyen de quoi il renonça à sa moitié de souveraineté. Voilà comment LL. EE. de Berne nous délivrèrent de la crise où les Audiences, composées d'étrangers, nous avaient mis par leur sentence. Et c'est pourquoi dès lors on n'a plus voulu souffrir d'étrangers dans les jugements, lorsqu'il s'agissait de la souveraineté.

On ne conçoit pas après tout quelle preuve de la divisibilité et de l'aliénabilité l'auteur du Mémoire peut inférer de cet arrêt des Audiences, car d'un côté il ordonna la réunion du Comté sous un seul chef entre deux agnats et cognats, et de l'autre il se fonde sur un partage de tous biens dans lequel le Comté de Neuchâtel



1707 est déferé à un seul copartageant comme un *fief indivisible*, ce qui seul éloigne toute idée de division et d'aliénation.

Mais reprenons la suite du Mémoire du prince de Conti :

Suite du mémoire du prince de Conti.

La huitième preuve de la divisibilité de Neuchâtel se tire de tous les actes passés sous la régence de Marie de Bourbon, veuve de Léonor d'Orléans, avec les Quatre Ministraux et le Conseil de la ville de Neuchâtel; dans lesquels il est dit que c'est *au nom et sous l'autorité de Madame Marie de Bourbon, comme mère et tutrice de Messieurs ses fils*, nos souverains seigneurs.

RÉFUTATION. Cette huitième preuve que l'auteur rapporte ici de la prétendue division du Comté, est assurément imaginaire; car, à supposer, sans le nier ni l'affirmer, que les Quatre Ministraux, en écrivant à Marie de Bourbon, ou en contractant avec elle, eussent par respect et pour la tutrice et pour les enfants (Henri I<sup>er</sup> tué à l'entrée de la ville de Douvens le 27 mars 1595) qualifié les deux jeunes princes, savoir, celui qui était véritablement souverain comme fils aîné de Léonor, et son cadet François, comte de Saint-Pol, de l'épithète de *nos Princes souverains*, en résulterait-il que la souveraineté eût été partagée entre ces deux pupiles? Non sans doute; car, il était connu en France, comme dans le Comté de Neuchâtel, qu'ils étaient sous la curatelle et tutelle de leur mère, Marie de Bourbon, à laquelle Charles IX avait de plus accordé la gardenoble de tous ses enfants, par patente du 28 décembre 1573. (\*) Henri, devenu majeur, se dévoua aux armes, et laissa le gouvernement du comté et de ses autres duchés et seigneuries à sa mère, ne retenant que ses titres de duc de Longueville et de comte souverain de Neuchâtel, pendant que son frère François ne portait que celui de comte de Saint-Pol. Henri I<sup>er</sup> étant mort, comme il a été dit, Henri II, né le jour avant la mort de son père, revêtit dès ce moment les qualités, les titres, les comtés, en un mot, tous les biens de sa succession (le mort revêtit le vif). Il fut tenu sur les fonts par le roi Henri IV, qui lui confirma le gouvernement de Picardie qu'avait le défunt son père; mais, comme il était incapable d'exercer cette charge importante, François d'Orléans, son oncle, comte de Saint-Pol, fut nommé son tuteur par rapport à ce gouvernement, jusqu'à ce que l'enfant eût atteint l'âge de dix-huit ans. Catherine de Gonzague, sa mère, fut nommée tutrice, par rapport à tous ses autres biens, même à ceux du Comté de Neuchâtel (preuve que François, son oncle, n'en avait jamais eu aucune

(\*) Gardenoble est un droit qu'ont les rois de France sur les enfants orphelins de leurs vassaux, pendant qu'ils sont mineurs, et surtout sur les enfants des princes, et suivant lequel droit le roi jouit de leurs biens jusqu'à leur majorité, et cela sans rendre compte des revenus, à condition cependant de subvenir aux dépenses nécessaires à leur éducation, telle qu'elle est convenable à leur naissance et à leur qualité.



1707

portion). Cependant, comme Marie de Bourbon, son aïeule, avait une exacte connaissance des affaires de Neuchâtel, et qu'elle s'était distinguée dans le gouvernement qu'elle en avait eu jusques là, elle fut priée de continuer ses soins pour son petit-fils Henri II, qui avait succédé à Henri I<sup>er</sup>, son père, sans que l'oncle, ni aucun parent, eût formé aucune prétention sur le Comté.

Il est vrai qu'après la mort de Marie de Bourbon, arrivée le 7 avril 1601, François, comte de Saint-Pol, et ses deux sœurs, Catherine et Marguerite, quoique religieuses, se flattant sans doute d'avoir le même heureux succès qu'avait eu Jacques de Savoie, duc de Nemours, se présentèrent devant les Trois-Etats pour y obtenir l'investiture de leurs parts et portions de la Souveraineté, et le jour fixé au 6 janvier 1602 pour dire droit sur leurs demandes; mais ayant été renvoyés pour n'avoir pas encore tous leurs titres, traités et autres accords dont ils faisaient mention, et le jour ayant été pris et fixé au 17 octobre, Monseigneur de Saint-Pol et Mesdames les religieuses ne revinrent pas.

Il faut bien que l'auteur du Mémoire du prince de Conti ait ignoré tous ces faits qu'on a été obligé de rappeler; car, sans cela, il y a lieu de présumer qu'il n'aurait pas hasardé de mettre en avant cette huitième preuve.

Voyons la neuvième preuve :

Enfin, pour dernière preuve de notre proposition, on se servira de la donation faite par M. l'abbé d'Orléans à M. le comte de Saint-Pol, le 21 mars 1668 : il ne lui donne pas les souverainetés de Neuchâtel et de Valengin, mais seulement *les droits qui lui appartenaient dans ces souverainetés*; parce M. le comte de Saint-Pol y ayant sa part naturelle, M. l'abbé d'Orléans ne lui donnait et ne pouvait lui donner que la sienne. Les termes sont très remarquables :

Suite du mémoire du prince de Conti.

„Fait don à M. le Comte de Saint-Pol, son frère puîné et cohéritier, de tous „et tels droits, qui appartiennent et sont acquis à mondit Seigneur le Duc de „Longueville en la dite qualité de principal héritier de ces souverainetés de „Neuchâtel et de Valengin, leurs circonstances et dépendances, sans aucune „chose en excepter; au moyen de quoi les dites Souverainetés et Principautés „de Neuchâtel appartiendront pour le tout à mondit Seigneur le Comte de „Saint-Pol.“

Dans la seconde donation, qui fut faite par M. l'abbé d'Orléans à M. le comte de Saint-Pol, son frère, de ses autres biens, le 19 février 1672, il s'explique en ces termes : „Pour les mêmes motifs, pour lesquels lui a ci-devant fait don et „délaissement des parts et portions qui lui appartenoient dans les Comtés souverains de Neuchâtel et Valengin en Suisse.“

Ces souverainetés appartenaient donc pour partie à M. le comte de Saint-Pol, comme cohéritier, et elles lui appartiennent pour le tout par la donation de son cohéritier.

Cet exemple reviendra dans son lieu, comme une preuve authentique de la liberté de disposer, mais il sert en cet endroit pour une preuve, qui n'est pas moins authentique, de la divisibilité.



1707

**RÉFUTATION.** Cette neuvième et dernière preuve aidera encore moins que toutes les autres, à établir le système de la divisibilité et par conséquent de l'aliénabilité du Comté de Neuchâtel.

En effet, les deux princes, Jean-Louis-Charles et Charles-Paris étaient mineurs à la mort de leur père Henri II; le premier n'avait que dix-sept ans, et son puîné encore moins. Ils furent tous deux remis sous la tutelle de leur mère, sans partage dans l'indivision, et quoique sans partage, l'aîné portait le titre de duc de Longueville et de prince de Neuchâtel, pendant que le puîné ne portait que celui de comte de Saint-Pol. Mais l'aîné ayant atteint, au mois de mars 1668, sa vingt-deuxième année qui était plus que l'âge de majorité de nos princes pour le comté de Neuchâtel, se rendant à Neuchâtel, fut reconnu seul pour souverain prince de ce Comté, quoique son frère, le comte de Saint-Pol, fut avec lui. Entre toutes les reconnaissances publiques qui en furent faites, voici les plus solennelles. A l'entrée de la ville, le magistrat qui s'y trouvait pour recevoir S. A. S., et qui était le banderet Jean-Jacques Merveilleux, couvert d'une cuirasse, lui ayant présenté la bannière de la ville, lui dit : „Voici, Monseigneur, la bannière de votre ville de Neuchâtel que je vous présente en signe d'hommage, etc., etc.“ (Voir Tome IV, page 147.) A quoi le prince répondit : „Il est en bonnes mains, je vous le confie.“ Il exerça seul l'autorité souveraine, accorda des grâces, des légitimations, des dispenses de mariage, donna des audiences en qualité de prince souverain, entre autres à S. A. le prince-évêque de Bâle. Il ordonna l'assemblée du Conseil d'Etat, y présida, convoqua les Trois Etats, y tint le sceptre, et après avoir parlé à l'assemblée et articulé les motifs pour lesquels ils étaient réunis, il répéta en ces termes la donation qu'il faisait à son frère, le comte de Saint-Pol, de la souveraineté :

„Messieurs,

„J'ai eu depuis longtemps le dessein de donner ces souverainetés à mon frère; aussi, je me déclare en votre présence que je lui en fais une remise absolue, et je les lui donne pour marque d'amitié.“ (V. Tome IV, p. 149.)

Les termes que l'auteur du Mémoire rapporte de l'acte passé par devant les deux notaires de Neuchâtel, ne sont d'ailleurs pas tout-à-fait conformes à l'original. (Voir cet acte Tome IV, p. 148.)

Il n'y a donc en tous ces faits aucune preuve d'une division du Comté entre les deux princes.

L'on doit au reste observer que le prince donateur a pu prendre la qualité de principal héritier de la souveraineté, à raison de ce qu'il n'y avait point eu de partage jusqu'alors entre lui et le comte de Saint-Pol, son frère, donataire, et de ce que, malgré l'indivisibilité du Comté, le dit frère n'avait pas moins le droit de prétendre



1707

à un équivalent pour sa part à la dite souveraineté. Cela provient de ce que les enfants qui ne pouvaient prétendre à aucune portion héréditaire dans le Comté, avaient néanmoins le droit d'en retirer une récompense sur les autres biens, ainsi que l'a remarqué M. le chancelier George de Montmollin dans l'ample réponse qu'il fit par ordre du gouvernement à Madame mère et tutrice. (Voyez cette pièce, Tome IV, page 116 à 137.) Ainsi ces partages qui devaient se faire, et cette récompense due au comte de Saint-Pol n'ayant pas été arrêtée, c'est par cette raison que le prince duc de Longueville prenait la qualité d'héritier principal du Comté de Neuchâtel.

Le grand Mémoire de S. A. S. Mgr. le prince de Conti donne lieu nécessairement, en le réfutant, de reprendre l'histoire de Neuchâtel dès son origine; et puisqu'on a commencé de transcrire ce Mémoire dès la première page, et de rapporter les raisons qui y ont été opposées de la part des autres seigneurs prétendants, il faut achever la tâche et reprendre la suite de ce Mémoire.

S'il faut encore ajouter quelque chose à ces exemples, les démembrements qui ont été faits, dans divers temps, du comté de Valangin, de la baronnie de Gorgier, de celle de Vaumarcus, de celle du Landeron, de la seigneurie de Travers, de celle de Colombier, de la châtellenie de Boudry, de l'abbaye de Fontaine-André, de celle de l'Ile de St-Jean, et du prieuré du Vautravers, qui composaient plus des trois quarts de la Principauté de Neuchâtel, ne sont-ce pas autant de preuves de la divisibilité de ce Comté? et soit qu'il soit divisé par des partages, soit qu'il soit démembré par des aliénations, pouvait-il l'être, s'il n'était qu'usufructuaire, et s'il n'était pas patrimonial? C'est ce qui s'expliquera plus particulièrement dans la suite.

Suite du mémoire du prince de Conti.

*Que l'administration du Comté pendant les minorités, ou autres cas où la Régence a lieu, appartient aux tuteurs élus par la famille ou dans la famille.*

„Dans les royaumes non patrimoniaux, dit Grotius, la régence, en cas de „minorité, maladie, ou autre cause qui mette le prince hors d'état de gouverner, appartient à ceux à qui elle est déférée par une loi publique, ou par „l'élection du peuple; mais dans les royaumes patrimoniaux, elle appartient au „tuteur que le père ou les parents auront choisi.“ (Liv. I. c. 3, § 15.)

La raison de cette différence est naturelle; c'est que dans les royaumes non patrimoniaux, le royaume n'appartient point ni à celui qui le possède, ni à sa famille; s'ils sont électifs, ils appartiennent à l'Etat; s'ils sont successifs et usufructuaires, ils passent de successeur en successeur, et n'appartiennent en propre à personne; ainsi, ni le père, ni les parents, qui n'ont aucun droit, soit réel, soit présomptif à la propriété, n'en peuvent avoir aucun à l'administration et à la régence.

Dans les royaumes patrimoniaux au contraire, comme le possesseur est propriétaire, cette propriété regarde héréditairement sa famille. Et c'est par conséquent à sa famille que la tutelle en appartient, comme celle de son patrimoine.

Cette seconde marque de patrimonialité est parfaitement vérifiée à Neuchâtel dans tous les temps.

En 1543, Marie de Lorraine, mère de François d'Orléans, et Claude de Guise, son aïeul maternel, ont eu l'administration du comté comme tuteurs de ce prince.



1707

En 1552, Jacqueline de Rohan, comme tutrice de Léonor d'Orléans, son fils, a régi la moitié du comté qui lui fut adjugée par le jugement des Audiences générales du 6 mai 1552, dont il a été ci-dessus parlé. Et depuis 1557, elle eut l'administration du total en conséquence de la vente que Jacques de Savoye lui fit de sa moitié. (\*)

En 1573, Marie de Bourbon, mère de Henri d'Orléans, premier du nom, a eu la même administration en qualité de tutrice de son fils.

En 1595, Catherine de Gonzague, mère de Henri II, et aïeule de Madame de Nemours, a pareillement administré le comté de Neufchâtel comme tutrice de son fils.

En 1663, Madame de Longueville a eu la tutelle tant de feu M. l'abbé d'Orléans, que de M. le comte de Saint-Pol, et en cette qualité l'administration du comté.

Enfin, depuis la mort de M. le comte de Saint-Pol, la même Madame de Longueville, Madame de Nemours après elle, et Messieurs les princes de Condé après Madame de Nemours, ont eu successivement la curatelle de M. l'abbé d'Orléans, et, en vertu de la curatelle, la régence de Neufchâtel, qu'ils ont continuée jusques à la mort de ce prince.

On ne peut coter de loi à Neufchâtel, ni qui défère à qui que ce soit la régence pendant la minorité du prince, ni qui l'attribue au peuple; et on n'y trouvera point d'exemple où la tutelle ait été donnée autrement que par le choix de la famille, ou par la nomination du roi. Tous ces tuteurs et toutes ces tutrices qu'on vient de citer, n'ont point eu besoin, ni du consentement des peuples de Neufchâtel, ni d'autre suffrage que celui des parents, ni d'autre titre que de la même tutelle, qui leur commettait l'administration des autres biens; marque infailible d'un bien véritablement patrimonial, et qui ne diffère en rien des autres patrimoines.

Il est bon même de marquer en cet endroit la manière dont s'expliquent sur ce point les Lettres patentes des rois Charles IX et Henri III, accordées à Marie de Bourbon, duchesse de Longueville, pour la tutelle de ses enfants.

Celles de Charles IX, du 28 septembre 1573, sont conçues en ces termes : „Créons, faisons et décernons par ces présentes, Tutrice et Curatrice, aux personnes et biens de nos dits Cousin ses enfans, et à icelle donnons tout pouvoir de régir, administrer et gouverner leurs personnes et biens, etc., tant en celui nostre Royaume, que hors d'iceluy.“

Celles de Henri III, du 10 décembre 1577, contiennent ces termes remarquables : „C'est encore un droit qui appartient à nostre Autorité Royale que celui de donner, sans information précédente, des Tuteurs et Curateurs aux grands Seigneurs de nostre Royaume, et principalement aux Princes qui sont du Sang Royal, selon lequel droit ledit Seigneur nostre frère et prédécesseur, a donné à sesdits cousins; qui sont du Sang Royal, nostre dite cousine Marie de Bourbon, leur mère, pour Tutrice et Curatrice; et comme ces droits regardent l'état des personnes, et que ce sont des droits certains, manifestes, notoires et indubitables dans le lieu de la naissance des dits pupilles, ils doivent estre reçus dans tout le reste du monde, et y avoir la mesme autorité en ce qui concerne la tutelle et la curatelle.“ Suivant ces principes le roi déclare d'abondant : „Qu'il nomme et institue Marie de Bourbon tutrice et curatrice, etc., pour gérer et administrer cette tutelle tant dedans que dehors ce Royaume, et en quelque Pays que ce soit.“

On ne peut désirer de preuves plus authentiques, ni d'exemples plus illustres,

(\*) Ce ne fut pas une vente, mais une réunion ordonnée par les mêmes Audiences.

(Note de J.-F. Boyve.)



pour montrer que le comté de Neuchâtel se régit, en tutelle et en curatelle, comme un bien véritablement patrimonial.

1707

RÉFUTATION. Les inductions que l'auteur de ce Mémoire tire de la nature des tutelles données aux comtes mineurs de Neuchâtel, ne paraissent pas concluantes pour établir que de ces tutelles il en résulte que le Comté de Neuchâtel soit une souveraineté patrimoniale.

Il est d'abord à remarquer que l'auteur, avant de former son argument, devait en établir la majeure, savoir que le Comté de Neuchâtel fût de droit une souveraineté, contre la négative qui en a été faite de la part de S. M. le roi de Prusse et des autres prétendants au Comté du chef de la maison de Châlons.

Mais à supposer, sans le décider, que le Comté de Neuchâtel fût devenu une souveraineté de fait et de droit entre les mains de la maison d'Orléans-Longueville, il ne s'ensuit pas de ce que dans les royaumes patrimoniaux la tutelle appartient aux possesseurs du royaume, et que dans les royaumes non patrimoniaux la tutelle soit et est déferée par une loi publique ou par l'élection du peuple, il ne s'ensuit pas, dis-je, que lorsque dans les royaumes patrimoniaux on trouve à propos d'élire un oncle ou la veuve du roi, ou que les parents en fassent l'élection et que les Etats et les sujets l'acceptent, que dès là le royaume, qui était patrimonial, devienne patrimonial par cette élection.

C'est précisément une pareille élection qui a été faite à Neuchâtel. Les parents ont nommé les princesses mères tutrices de leurs fils, comtes de Neuchâtel; les peuples, représentés par les Etats, les ont agréées et reçues, même en suite d'une loi publique qui admet les mères et les grands-mères à la tutelle de leurs enfants. Et, lorsque de la part de Madame la duchesse de Nemours on s'est opposé à la tutelle conférée à Madame la duchesse de Longueville, sa belle-mère, les Trois-Etats ont confirmé la tutelle; et, qui plus est, cette question ayant été portée par ces deux dames à l'arbitrage de S. M. T. C. et remise à l'examen de quatre Maîtres des Requêtes du Palais, auxquels on fit tenir le certificat de la loi publique de Neuchâtel, le Roi, sur le vu des pièces et sur le rapport des Maîtres des Requêtes, confirma la sentence des Trois-Etats de Neuchâtel. (On peut voir tout au long cette procédure, les raisons pour et contre, dans le Tome IV du *Journal du Palais*, dès la page 184 à la page 265.)

*Que le Comté de Neuchâtel a été plusieurs fois vendu et hypothéqué.*

On joint ensemble la vente et l'hypothèque, parce que ces deux genres de contrats supposent également la propriété : *Ce qui ne peut être vendu, ne peut non plus être hypothéqué.* Et, par la même raison, *tout ce qui est capable d'hypothèque, est aussi susceptible de vente.*

Suite du mémoire du prince de Conti,



1707

Pour commencer par les hypothèques, nous voyons que le comté de Neuchâtel a été spécialement hypothéqué par ses princes, non seulement pour dettes de l'Etat, mais pour leurs dettes particulières.

Rodolphe d'Hochberg mariant Philippe d'Hochberg, son fils, à Marie de Savoie, en 1476, donne à la future épouse, en cas de viduité sans enfants, soixante-douze mille florins d'or du Rhin; et pour assurance de cette somme, „il lui „assigne et oblige sa Ville et son Comté de Neuchâtel, pour en jouir jusques à „l'entier paiement de cette somme.“ Et, ce qui est à considérer, cet acte est fait à Neuchâtel par avis des gens du Conseil d'Etat.

Le roi Henri II, empruntant en 1551 du canton de Soleure, la somme de cinquante mille écus, Léonor d'Orléans et Jacques de Savoie, héritiers présomptifs de François d'Orléans, comte de Neuchâtel, *donnèrent, conjointement, pour sûreté de cette somme et pour hypothèque spéciale, le Comté de Neuchâtel et ses dépendances.*

Dans cet acte, il y a une clause très remarquable; les contractants : „Que, „pendant huit ans, le Comté de Neuchâtel ne sera point davantage chargé, „engagé ni vendu; que toutefois si l'occasion se donnait que le Comté de „Neuchâtel fût à vendre ou à engager durant ledit temps de huit ans, que la „dite vendition ou engagère devra être présentée aux chers alliés de Soleure, „qui devront être préférés à tous autres.“ Convention qui prouve que non seulement dans l'esprit des comtes de Neuchâtel, mais dans celui du roi de France et du canton de Soleure, le comté était reconnu non seulement comme sujet aux hypothèques, mais encore comme très capable et très susceptible d'aliénation.

Jacqueline de Rohan, empruntant, en 1558, de Messieurs de Berne, la somme de trente mille écus, pour la rançon de Léonor d'Orléans, son fils, qui avait été fait prisonnier de guerre par le comte de Horn, leur hypothéqua le comté de Neuchâtel.

Léonor d'Orléans acquérant, en 1564, de Guerard de Watteville et ses frères la seigneurie de Colombier avec les dépendances de Bevaix, Cortaillod et Corcelles, pour le prix de soixante mille écus d'or (outre le privilège réservé de droit sur les choses vendues), leur oblige, par hypothèque spéciale, le comté de Neuchâtel. La clause est conçue en ces termes : „Sous l'obligation de tous „et chacun nos biens, les Terres et Seigneuries de Colombier, nostredit Comté „de Neuchâtel, ses appartenances et dépendances, que pour cet effet nous „avons soumis, affectés et hypothéqués par ces présentes.“

Cet acte est fait en présence des sieurs Nâguely et Steiguer, advoyers de Berne, et des sieurs de Graffenried et Manuel, trésoriers et Sénateurs du même Canton, qui autorisaient les sieurs de Watteville pour cette vente, et qui n'auraient pas accepté le comté de Neuchâtel pour hypothèque, s'ils n'avaient été persuadés qu'il pouvait être aliéné, puisque l'hypothèque d'un bien inaliénable aurait été inutile.

Marie de Bourbon acquérant pour ses fils, en 1592, de Frederic de Wurtemberg, prince de Montbéliard, le comté de Valangin, qu'il avait acquis du comte de Tourniel, tant pour s'acquitter envers cette princesse des sommes qui lui étaient dues, que pour le paiement de la somme de soixante-dix mille écus d'or, payable au vendeur; *elle lui donna pour hypothèque spéciale tout le Comté de Neuchâtel, avec les Seigneuries de Valangin et de Colombier, pour être saisis par justice à défaut de paiement.*

Mais quoique l'argument soit certain de l'hypothèque à la vente, nous avons de plus des exemples en foule de ventes expresses en divers temps, tantôt de différentes parties du comté, tantôt même de la totalité.



Quant aux ventes des parties, le comté de Valangin, qui est une souveraineté séparée de Neuchâtel, qui a ses Trois Etats particuliers, et qui a presque autant d'étendue que le Comté de Neuchâtel, a été plus d'une fois vendu, tant par contrat volontaire que par décret.

René de Challant, comte de Valangin, ayant engagé ce comté à Messieurs de Berne pour sûreté d'une somme de trente mille écus, dont ils s'étaient rendus cautions pour lui, Messieurs de Berne le firent saisir le 2 mars 1579 par autorité de justice; ils en furent mis en possession réelle et actuelle, comme de leur hypothèque, par acte authentique fait en présence du gouverneur et des gens du conseil d'Etat de Neuchâtel.

Dans la suite Marie de Bourbon, veuve de Léonor d'Orléans, ayant remboursé Messieurs de Berne, ils lui remirent les droits d'hypothèque qu'ils avaient sur ce comté; et c'est en conséquence de cette remise que Messieurs de Berne prétendent avoir droit de retrait (\*) sur ce comté : prétention qui serait ridicule sans doute, si ce comté était inaliénable, puisque le droit de retrait suppose de nécessité une aliénation qui précède, et que Messieurs de Berne n'y ont jamais eu de droit que par l'engagement et l'adjudication qui en avait été faite à leur profit.

En 1589, Joseph de Tourniel et son fils, comte de Valangin, vendirent ce comté à Frédéric de Wurtemberg, comte de Montbéliard, moyennant 57,846 écus d'or, et à la charge de payer à son acquit à Marie de Bourbon, comtesse de Neuchâtel, la somme de 68,154 écus d'or, pour laquelle le comté de Valangin lui était spécialement hypothéqué.

En 1592, le même Frédéric de Wurtemberg revendit à la même Marie de Bourbon, comme tutrice de ses enfants, le comté de Valangin, avec la mairie de Boudevilliers, pour la somme de soixante-dix mille écus d'or, outre les sommes dues à cette princesse, pour lesquelles ce Comté lui était auparavant engagé.

La baronnie de Gorgier fut vendue, en 1433, par Jacques de Stavay à Jean de Neuchâtel pour le prix de onze cents florins d'or.

La seigneurie de Colombier, avec les dépendances de Bevaix, Cortaillod et Corcelles, ont été vendues en 1564, par Gerard de Watteville et ses frères, pour la somme de soixante mille écus d'or.

Les domaines de l'abbaye de Fontaine-André et du prieuré du Vautravers, furent vendus, en 1558, par Jacqueline de Rohan, comme tutrice de Léonor d'Orléans, son fils, aux Quatre Ministraux et Communauté de Neuchâtel, moyennant le prix de 25,245 écus d'or, avec faculté perpétuelle de reméré. Cette vente fut ratifiée par Léonor d'Orléans, au mois de décembre de la même année 1558.

L'Abbaye de l'Île de Saint-Jean, dépendante du comté de Neuchâtel, fut vendue en 1517 par Jeanne d'Hochberg à Messieurs de Berne, qui en ont fait un bailage, sur lequel ils ont toute souveraineté.

Il faut ajouter à toutes ces ventes particulières celle que Jacques de Savoye, duc de Nemours, fit à Léonor d'Orléans, en 1557, de sa moitié du comté de Neuchâtel, qui lui avait été adjugée par sentence des Audiences générales de 1552, et dont il avait joui pendant cinq ans.

De toutes ces aliénations des membres et des parties, la conclusion est infaillible à l'aliénabilité du tout, par deux raisons sensibles.

La première, que les parties, en matière de royaume et de souverainetés, sont de même qualité et condition que le tout, puisque le tout n'est autre

\*) On n'a jamais entendu parler de ce droit de retrait de LL. EE. de Berne.

(Note de J.-F. Boyve.)



1707 chose qu'un assemblage et une union des parties qui le composent. En effet, si le comté de Neuchâtel était simplement usufructuaire et non patrimonial, les princes n'auraient pu, par vente ni autrement, le démembrer au préjudice de leurs successeurs. Argument d'autant plus considérable dans le fait, que toutes ces ventes particulières (sans compter même celle de Jacques de Savoye) font presque les trois quarts de la souveraineté de Neuchâtel.

Or, s'il est vrai que la plus grande partie de la souveraineté soit entrée dans le commerce, peut-on douter que la totalité n'en soit aussi capable ? Et l'argument n'est-il pas infaillible de la plus grande partie au tout ?

Mais, ce qui souffre encore moins de réplique, est la vente faite par Jacques de Savoye à Léonor d'Orléans ; ne prouve-t-elle pas invinciblement l'aliénabilité du total ? Nous jugeons, en termes de droit, des quotités comme du tout, le donataire ou légataire d'une moitié, d'un tiers ou d'un quart, et toute autre portion indivise et indéterminée, est considéré comme un donataire ou un légataire universel.

Jacques de Savoye, seigneur souverain pour moitié de Neuchâtel, pouvait vendre sa moitié à un étranger, comme il a pu la vendre à Léonor d'Orléans, son cousin ; car, ce qui peut être aliéné, peut l'être indifféremment à tous, de même que ce qui est inaliénable l'est pour tous.

Et, ce qui est encore plus précis, Léonor d'Orléans pouvait vendre sa moitié, comme Jacques de Savoye la sienne ; l'aliénation des deux moitiés aurait fait manifestement l'aliénation du tout.

Ainsi cette vente de Jacques de Savoye, qui a été mise au nombre des ventes particulières des membres et des parties, se place une seconde fois, et plus à propos même, entre les ventes du total.

Les prétendants à la souveraineté par le droit à la succession *ab intestat* qui avaient le plus d'intérêt à écarter S. A. S. Mgr. le prince de Conti, ont paru surpris de ce que l'auteur du Mémoire de ce prince était si peu instruit des faits qu'il expose, vu qu'il était fort aisé de lui en signaler les circonstances, et conséquemment de lui prouver que les prétendues aliénations qu'il rapporte, ont été *dissimulées*, et que d'ailleurs il erre dans la plupart de ses décisions de droit. (\*) Le mémoire du prince de Conti continue en ces termes :

(\*) A l'opposé du système adopté par l'auteur du manuscrit primitif des ANNALES DE NEUCHÂTEL, M. le pasteur Jonas Boyve, qui, à très peu d'exceptions près, s'était borné à reproduire les écrits des divers prétendants à la souveraineté de Neuchâtel en 1707, soit *in extenso*, soit par fragments, mais sans aucun commentaire ; à l'opposé de ce système, le neveu du pasteur Boyve, M. Jean-François Boyve, maire de Bevaix, qui vivait à une époque où la domination de la Maison de Brandebourg sur Neuchâtel était un fait acquis et dans son plein développement, et qui, à un double point de vue, se trouvait sous l'empire de préoccupations politiques toutes différentes de celles de son oncle (lequel, comme j'ai déjà eu l'occasion de le faire remarquer, figurait parmi les nombreux partisans du prince de Conti), a cru devoir, dans l'exposé des incidents de cette époque mémorable, faire étalage de ses sympathies, notamment en se livrant, à propos de la plupart des mémoires des prétendants, à une polémique tout en faveur de la maison de Prusse, polémique où il fait preuve du reste d'une grande érudition historique et de connaissances approfondies en jurisprudence, mais qui laisse beaucoup à désirer sous le rapport de la correction et de l'élégance du style. C'est surtout contre le prince de Conti,



Mais ce n'est pas la seule preuve de l'aliénabilité totale; en voici deux autres considérables.

La première, de l'an 1288, dont le fait est mémorable.

Rodolphe de Neufchâtel, recherchant la protection de l'Empereur Rodolphe de Habsburg, lui remit entre les mains son comté de Neufchâtel, avec prière d'en investir Jean de Châlons, seigneur d'Arlay; cela fut exécuté.

Dans la suite, Rodolphe de Neufchâtel reprit son comté de Jean de Châlons, et lui en fit la foi et hommage. Ainsi la souveraineté de Neufchâtel revint à la maison de Neufchâtel, mais chargée de l'hommage envers la maison de Châlons.

Les choses subsistèrent en cet état jusques dans le seizième siècle; alors la maison de Châlons ayant pris fin en la personne de Philibert de Châlons, mort sans enfants au siège de Florence, en 1530, les biens de cette maison passèrent aux descendants d'Alix de Châlons, et par eux à la maison de Hochberg, qui possédait le comté de Neufchâtel. Par ce moyen, cette mouvance réunie avec le Comté s'éteignit, et, depuis ce temps là, le comté de Neufchâtel, revenu à son premier état, n'a plus fait hommage à personne.

Si la principauté de Neufchâtel n'avait pas été patrimoniale, il n'aurait pas été au pouvoir de Rodolphe de Neufchâtel de la remettre dans les mains de l'empereur Rodolphe, ni dans celles de Jean de Châlons, et moins encore, en la reprenant des mains de Jean de Châlons, d'en changer la nature, et d'en avilir la dignité, en la soumettant à l'hommage de la maison de Châlons. Car, comme dit Grotius (liv. 2, chap. 6, § 9) : „Sous le terme d'aliénation, l'inféodation est véritablement comprise, puisque la commise, soit dans le cas de „félonie, soit dans les autres cas, qui emportent l'extinction ou la réversion du „fief, est une véritable aliénation; c'est pourquoi (ajoute ce grand homme) on „a vu dans plusieurs Etats, ces sortes d'inféodations réputées nulles, de même „que les aliénations, comme n'ayant pas été faites par le consentement des „peuples.“

La seconde preuve résulte du traité de l'an 1548, conclu entre Claude Collier, au nom de Jeanne de Hochberg, comtesse de Neufchâtel, avec Messieurs de Berne ou de Fribourg pour la vente du comté de Neufchâtel.

Il est vrai que cette vente n'eut pas d'exécution; il est pareillement vrai qu'une autre vente faite par ce même Collier, pour la même Jeanne de Hochberg, à René de Challant de la souveraineté du Comté de Valangin, n'eut aucun effet. Mais la nullité de ces ventes ne venait point de la part du sujet, ni de l'inaliénabilité prétendue; l'unique cause était que, dès l'année 1519, Jeanne de Hochberg avait fait donation à ses fils des comtés de Neufchâtel et de Valangin, dont elle s'était seulement réservé l'usufruit; et qu'au préjudice de cette do-

comme on vient de le voir, qu'il a dirigé les armes les plus acérées de son arsenal; et il avait assurément beau jeu sur le terrain qu'il défendait, celui de l'inaliénabilité du comté de Neufchâtel. J'ai cru devoir néanmoins, tout en me faisant une impérieuse loi de ne jamais altérer la pensée du continuateur des *Annales*, limiter ici des remarques et des appréciations de sa part qui, par leur prolixité, sont hors de toute proportion avec le travail de l'avocat consultant du principal des prétendants français; et j'ai fait cette élimination partielle avec d'autant moins de scrupule que l'auteur des *Annales*, tout en transcrivant dans son manuscrit la majeure partie du grand *Mémoire du Prince de Conti*, le fait suivre de la reproduction intégrale de la Réfutation de ce Mémoire de la part du roi de Prusse, réfutation qui figure à la suite des *Réflexions sur la Réponse de Madame de Lesdiguières*.

(Note de Gonzalve Petitpierre.)



1707

nation faite à ses propres fils, il n'était plus à son pouvoir d'en disposer, par vente, ni autrement, au profit d'autres personnes.

Ce fait n'est pas seulement certain par la donation de 1519, qui servira dans la suite, comme un titre et une preuve de la libre disposition, mais encore par la sentence des Cantons qui fut rendue sur ce sujet le 25 octobre 1584, dont la prononciation explique les motifs. Voici les termes : „Prononçons que la dite „Jeanne d'Hochberg, ayant fait donation à ses fils les jeunes princes, du dit „Comté et de ses autres Seigneuries en 1519, de sorte qu'elle s'est dessaisie de „toutes leurs droitures jusqu'à l'usufruit et jouissance d'iceux seulement; ce „qu'elle a non-seulement approuvé en due forme, mais aussi a été ratifié par „le Roi : En quoi donc Claude Collier, qui sans doute était bien et duement „informé de tout ceci, n'avait aucun pouvoir ni autorité de vendre par après à „personne, au nom de Madame Jeanne d'Hochberg la Souveraineté de Va- „langin.“

Cette prononciation fait bien connaître que ce Comté par sa nature pouvait être aliéné, et que sans la donation entre vifs qui précédait, et qui avait transféré la propriété aux enfants, rien n'aurait pu faire obstacle à la vente, ni en empêcher l'effet. Ce fut aussi par cette raison, que Messieurs de Berne, délibérant en leur conseil en 1543, s'ils accepteraient le comté de Neuchâtel que Jeanne de Hochberg offrait de leur vendre, déclarèrent *qu'elle n'était plus en droit d'aliéner ce Comté, sans l'exprès consentement de ses fils et l'agrément du Roi.*

Quand on n'aurait que ces aliénations, ces engagements et ces hypothèques pour toute preuve, quand on ne rapporterait ni testaments, ni donation, la conclusion ne serait-elle pas juste ? *Neuchâtel peut être vendu, engagé, hypothéqué; il peut donc être donné et légué.*

Mais M. le prince de Conti a l'avantage de prouver l'aliénabilité par toutes sortes de titres, et par toutes sortes de dispositions. Si nous voyons des ventes, des engagements, tantôt des parties, tantôt du tout, nous trouvons beaucoup plus de donations, d'institutions et de legs; et l'on va voir, par nombre d'exemples, que presque tous les souverains de Neuchâtel de l'un et de l'autre sexe, ont disposé de cette souveraineté; les uns entre vifs, les autres par testament, sans que les donataires et les légataires aient souffert aucune contradiction dans leur droit, et sans qu'avant l'année 1694, on ait seulement eu la pensée d'en faire un doute.

*Que le Comté de Neuchâtel a été très souvent donné, soit entre vifs, soit par testament.*

En 1337, Rodolphe II, comte de Neuchâtel, fit son testament, par lequel il institua Louis de Neuchâtel, son fils, pour son seul et unique héritier, qui jouit du comté de Neuchâtel en vertu de cette institution.

En 1354, le même Louis de Neuchâtel, dernier comte de cette maison, qui avait fait son testament en faveur de ses fils, en fit un autre, après leur mort, au profit d'Isabelle et de Varenne de Neuchâtel, ses filles, qu'il institua conjointement héritières, et qui en conséquence de ce testament partagèrent entre elles la succession de leur père. Par ce partage la plus grande partie du comté de Neuchâtel échut à Isabelle; Varenne eut pour son lot le surplus avec d'autres terres, ainsi qu'il a été ci-dessus expliqué.

En 1394, Isabelle de Neuchâtel n'ayant point d'enfants, institua Conrad de Fribourg son héritier, et ce fut par cette institution que le comté de Neuchâtel entra dans la maison de Fribourg.

En 1416, Conrad de Fribourg, mariant son fils unique, nommé Jean, lui donna par son contrat de mariage avec Marie de Châlons le comté de Neuf-



1707

châtel, ses appartenances et dépendances, „pour en jouir par lui comme de son „propre héritage, pour lui et ses héritiers, et qui de lui auront cause perpétuellement.“

En 1450, Jean de Fribourg mourut sans enfants; il institua par son testament Rodolphe d'Hochberg, son cousin; et par ce moyen le comté de Neuchâtel passa dans la maison d'Hochberg.

En 1465, Rodolphe d'Hochberg légua par son testament le comté de Neuchâtel à Philippe d'Hochberg, son fils.

En 1519, Jeanne d'Hochberg (à qui le comté était venu par la succession de Philippe, son père) en fit donation entre vifs à Louis et François d'Orléans, ses fils, ainsi que de ses autres biens, avec réserve d'usufruit sa vie durant.

Cette donation fut autorisée par le roi François Ier, et l'on a vu ci-dessus comment elle fut reconnue si valable et si légitime qu'elle servit de fondement au jugement des Cantons du 28 novembre 1584, par lequel ils déclarèrent la vente faite par Jeanne d'Hochberg, ou par Claude Collier en son nom, de la souveraineté du comté de Valangin, nulle, comme n'ayant pu être faite au préjudice de cette donation entre vifs.

On a expliqué ci-dessus, comment après le décès de François d'Orléans, fils de Louis, le comté fut adjugé par le jugement des Audiences générales de 1552, à Léonor d'Orléans et à Jacques de Savoye, ses cousins et ses héritiers par moitié; comment Jacques de Savoye, par l'entremise de Messieurs de Berne, céda sa moitié à Léonor d'Orléans, et comment, par ce moyen, le comté demeura en entier à la maison d'Orléans.

Enfin, en 1668, M. l'abbé d'Orléans étant à Neuchâtel, fit donation entre vifs à M. le comte de Saint-Pol, son frère, de tous ses droits dans les comtés de Neuchâtel et de Valangin, avec charge de reversion en cas de prédécès du donataire.

La donation fut faite à Neuchâtel, reçue par deux notaires de Neuchâtel, en présence de tous ceux qui composent le conseil d'Etat, et qui en signèrent l'acte, non pas comme personnes nécessaires pour l'autoriser, mais en qualité de simples témoins, pour en attester la foi d'une manière plus authentique. Cette donation est si remarquable dans toute sa disposition et dans toutes ses circonstances qu'elle suffirait seule pour toute preuve, contre le faux système d'inaliénabilité, inventée par l'assemblée de 1694. Voici les termes de cet acte solennel :

„Pour ces causes et autres considérations à ce le mouvant, de sa libre et „franche volonté, a fait et fait don par ces présentes, par donation entre-vifs, „pure, simple et irrévocable, en la meilleure forme que donation de cette qualité se peut faire et être faite, à mondit Seigneur Comte de Saint-Pol, son „frère, à ce présent et acceptant, pour lui, ses hoirs, successeurs et ayant cause, „étant aussi présent au dit Château de Neuchâtel, de tous et tels droits de „Souveraineté, de propriété et autres qui appartiennent et qui sont acquis à „mondit Seigneur donateur en la susdite qualité de principal héritier esdites „Souverainetés de Neuchâtel et Valangin, leurs appartenances, dépendances et „annexes, sans aucunes choses en excepter, retenir ni réserver en quelque „sorte et manière que ce soit; au moyen de quoi lesdites Souverainetés et Principautés de Neuchâtel et Valangin, appartiendront pour le tout à mondit Seigneur le Comte de Saint-Pol, qui entrera dès à présent en possession et jouissance actuelle des choses à eux appartenantes en pleine propriété; sous cette „condition toutefois acceptée par Monseigneur le Comte de Saint-Pol, qu'arrivant son décès sans enfants, ou celui de ses enfants sans enfants, mondit „Seigneur donateur étant encore vivant, en ce cas et non autrement les dites „choses retourneront de plein droit à mondit Seigneur donateur.“



1707

Il n'y a pas un mot dans cet acte qui ne soit une preuve.

1. M. l'abbé d'Orléans donne à M. le comte de Saint-Pol, son frère, *par donation entre vifs pure, simple et irrévocable, pour lui, ses hoirs et ayant cause*; rien n'exprime plus la pleine translation de propriété, et la liberté perpétuelle d'aliéner. Par là M. le comte de Saint-Pol n'acquiert pas seulement pour lui-même ni pour ses héritiers légitimes, mais *pour ses ayant cause*, c'est-à-dire pour ses créanciers, ses donataires, ses légataires ou autres successeurs, en un mot pour quiconque aura droit de lui, à quelque titre que ce soit.

2. M. l'abbé d'Orléans donne, non pas les comtés de Neufchâtel et Valangin, mais *seulement les droits qui lui étaient acquis, comme héritier principal, tant dans l'un que dans l'autre*, parce que ces comtés, ainsi qu'on l'a fait voir, étant divisibles, comme tout autre patrimoine *entre les deux frères*, M. l'abbé d'Orléans ne pouvait céder à M. le comte de Saint-Pol que les droits qu'il y avait.

3. M. l'abbé d'Orléans donne *tous droits de souveraineté, propriété et autres qui lui appartiennent*. Ces deux termes de *souveraineté* et *propriété* joints ensemble, dénotent parfaitement que la souveraineté était tenue en propriété, et que c'était en un mot une souveraineté patrimoniale. En effet, la clause ajoute : *pour entrer dès à présent en possession et jouissance actuelle des dites choses A EUX APPARTENANTES EN PLEINE PROPRIÉTÉ.*

4. Le donateur réserve la clause de reversion en sa faveur, en cas de prédécès du donataire sans enfants; clause qui marque clairement la liberté d'aliéner, acquise de droit au donataire, et qui aurait été une précaution très inutile, si la souveraineté par sa nature avait été inaliénable.

Ce qui a suivi cet acte n'est pas moins considérable que l'acte même.

Deux jours après M. l'abbé d'Orléans ayant fait convoquer les Etats, il leur déclara le sujet de l'assemblée, et leur *commanda de reconnaître M. le comte de Saint-Pol, son donataire, pour leur souverain, et de lui obéir à l'avenir.*

La lecture de la donation ayant été faite aux Trois Etats, en présence du peuple, le sieur de Molondin répondit à M. l'abbé d'Orléans au nom des Trois Etats qu'ils *exécuteraient ses volontés avec respect et soumission*; il protesta à M. le comte de Saint-Pol qu'ils *auraient pour lui l'obéissance et la fidélité qu'ils devaient à leur souverain*. Après quoi M. l'abbé d'Orléans, remettant le sceptre entre les mains de M. le comte de Saint-Pol, dit à l'assemblée : *qu'il ne se réservait d'autorité sur eux que pour leur commander d'obéir à M. le comte de Saint-Pol, et de lui être fidèle.*

Une réflexion importante! On assemble les Etats, non pas pour délibérer si l'on avait droit de faire cette donation, car elle était faite deux jours auparavant; non pas pour les consulter si la souveraineté était aliénable, et si le souverain pouvait transférer son droit à son cadet, car on n'en avait jamais douté; non pas même pour demander l'approbation des Etats ni le consentement du peuple, car ni les Etats ni le peuple ne prétendaient y avoir droit; mais pour rendre la donation plus éclatante et plus solennelle. Les Etats ne prononcent aucun jugement, ils assistent simplement à la lecture publique de la donation; ils ne donnent pas même l'investiture à M. le comte de Saint-Pol; c'est M. l'abbé d'Orléans lui-même qui remet le sceptre entre les mains de son frère. Tout se fait par la seule volonté de ce prince; il ordonne, il commande; les Etats reçoivent le commandement avec soumission, ils promettent de l'exécuter, ils reconnaissent pour souverain le successeur que ce prince leur donne, ils protestent de lui obéir et de lui être fidèles.

Enfin, si, après tant d'exemples, et surtout après celui dont on vient d'expliquer les circonstances, on peut encore en désirer quelque autre, peut-on mieux couronner l'œuvre, et citer un meilleur exemple que celui de Madame de Nemours même? La donation qu'elle a faite au chevalier de Soissons le



1707

18 février 1694, renouvelée par son contrat de mariage du 6 octobre de la même année, ne peut valoir sans doute par défaut de droit en la personne de cette duchesse; car si l'héritier testamentaire exclut l'héritier ab intestat, elle n'a pu donner au chevalier de Soissons un bien qu'elle même n'avait pas, et que le testament lui ôtait.

Mais cette donation, toute nulle qu'elle est, ne sert pas moins à prouver, contre celle qui l'a faite, que la Principauté de Neuchâtel peut être aliénée, donnée et léguée : c'est une preuve qu'elle n'a pu ni désavouer, ni contredire; on a même remarqué dans le fait comment cette princesse, bien instruite de la nature et de la condition de cette souveraineté, en obtenant l'investiture par le jugement du 18 mars 1694, s'éleva contre la prononciation qui déclarait le comté de Neuchâtel inaliénable par testament, ni autrement, et comment elle-même, désavouant et condamnant comme une erreur cette inaliénabilité chimérique (qui avait pourtant servi de fondement à son investiture) fit tout de nouveau la donation de ce comté au chevalier de Soissons par son contrat de mariage; en conséquence duquel il prit le nom et les armes de Prince de Neuchâtel, que Madame sa veuve et Mademoiselle sa fille portent encore aujourd'hui.

On ne peut pas dire, pour diminuer la force de ces preuves, que ces donations rapportées en nombre, étaient faites en faveur des plus proches, qui sans ces dispositions mêmes, auraient succédé ab intestat.

Il paraît difficile d'accorder cette objection avec la donation de Madame de Nemours au chevalier de Soissons, qui n'était certainement ni l'héritier présomptif de Madame de Nemours, ni le successeur légitime de la Principauté de Neuchâtel. Mais l'objection n'est ni plus véritable, ni plus considérable par rapport à ces autres dispositions qu'on vient de citer.

Premièrement, dans le nombre de ces donations, il y en a qui sont faites à un parent plus éloigné, au préjudice du plus proche.

Quand Isabelle de Neuchâtel institua Conrard de Fribourg, son neveu, ce fut à l'exclusion de Varenne de Neuchâtel, sa sœur et son héritière présomptive.

Quand Jean de Fribourg fit son testament en faveur de Rodolphe d'Hochberg, son cousin, ce fut au préjudice de Guillaume d'Hochberg, qui avait *ab intestat* le même droit que son frère, puisqu'ils étaient en parité de degré, de même que par la sentence des Audiences de 1552, Jacques de Savoye en eut la moitié avec Léonor d'Orléans.

Quand François d'Orléans, second du nom, succéda au Comté de Neuchâtel, ce fut en vertu de la donation de Jeanne d'Hochberg, son aïeule, et préférablement à François d'Orléans, son oncle, quoique plus proche et propre fils de la donatrice; et bien que François d'Orléans fût fils de Louis, qui était l'aîné des fils de Jeanne d'Hochberg, les actes font mention que ce ne fut pas par ce titre de représentation, mais par celui de donataire qu'il succéda.

En second lieu, il ne faut pas considérer si ces différents successeurs auraient pu posséder le comté de Neuchâtel à un autre titre, mais à quel titre ils l'ont possédé. En effet, quoique aucuns d'eux pussent en être les héritiers présomptifs (outre que plusieurs de ces donataires n'auraient pas été les seuls héritiers) la donation, ayant un effet présent, irrévocable et certain, était un titre plus avantageux pour eux, que l'espérance douteuse et incertaine de la succession future. La donation de Jeanne d'Hochberg à ses fils en 1519, en est un exemple; elle aurait dépouillé ses enfants du comté de Valangin par la vente qu'elle en fit en 1542, et de celui de Neuchâtel, par la vente qu'elle projetait de faire à Messieurs de Berne et de Fribourg, si elle n'avait pas eu les mains liées par la donation antérieure de 1519.



1707

Les autres seigneurs, légataires ou donataires, du comté, quoiqu'ils pussent réunir en leurs personnes le double droit de donataire et d'héritier, ont toujours préféré le premier, comme plus assuré. Dans tous les actes qu'ils ont faits, ils n'ont pas agi comme héritiers, mais comme donataires, légataires ou institués; cela se remarque entre autres dans le renouvellement d'alliance que Rodolphe d'Hochberg fit avec Messieurs de Berne, en 1458, où il se nomme *donataire du Comté de Neuchâtel, en vertu de la donation à cause de mort, que Jean de Fribourg lui en a faite par singulière amitié*. Et enfin, tant de princes et de princesses de Neuchâtel se seraient-ils avisés de disposer de ce comté, les uns par donations entre vifs, les autres par des testaments, soit au profit de leurs héritiers présomptifs, soit au profit de ceux qui ne l'étaient point, si la disposition n'en avait pas été notoirement libre? Ceux qui auraient eu quelque intérêt comme héritiers présomptifs en tout ou en partie, ne se seraient-ils pas élevés contre ces donations, et contre ces testaments? Les peuples mêmes ne s'y seraient-ils pas opposés par des remontrances ou autrement, si la constitution de l'Etat et les lois de la nation y avaient résisté? Les cantons alliés et les princes voisins ne se seraient-ils pas intéressés pour les appuyer? Mais loin de s'opposer à cette liberté, tous l'ont reconnue comme un droit naturel, héréditaire et patrimonial; c'est ce qui reste en peu de paroles à expliquer.

*Que la faculté d'aliéner et de disposer de Neuchâtel a été reconnue de tous temps dans le public, par les princes voisins, par les cantons alliés et par les peuples mêmes de Neuchâtel.*

Le roi François Ier écrivant en 1528 aux cantons, pour les engager de rendre à Jeanne d'Hochberg le comté de Neuchâtel, dont ils s'étaient emparés en 1512, leur parle en ces termes : „Très chers et grands Amis, Alliés, Confédérés et „bons Compères, Vous sçavez les grandes et longues poursuites et insupportables fraix que notre très-chère et très-sage Cousine la Duchesse de Longueville, a fait pour le recouvrement de son Pays et Comté de Neuchâtel, *qui „est son vrai et ancien héritage et patrimoine.*“

Jeanne d'Hochberg ayant disposé de ce comté comme de son patrimoine, en faveur de ses fils, par la donation de 1519 ci-dessus rapportée, cette donation fut confirmée par le même roi François Ier en 1520.

Le roi Henri II reconnut bien l'aliénabilité du comté de Neuchâtel, puisque, ayant emprunté de Messieurs de Soleure une somme d'argent en 1551, il leur donna pour caution Léonor d'Orléans et Jacques de Savoie, qui, pour sûreté de cette somme, donnèrent le comté de Neuchâtel pour hypothèque spéciale.

Frédéric de Wurtemberg, prince de Montbéliard, ne doutait point de l'aliénabilité du comté de Neuchâtel, lorsque, vendant à Marie de Bourbon en 1592 le comté de Valangin, qu'il avait acheté du comte de Tourniel, il accepta pour hypothèque du prix de la vente le comté de Neuchâtel, pour être saisi par justice à défaut de paiement.

Peut-on désirer une reconnaissance plus authentique que celle du roi Louis XIII dans le traité qui fut fait à Turin entre S. M. et Victor-Amédée, duc de Savoye, le 5 juillet 1632. Par ce traité, le duc de Savoye, cédant au feu roi la ville de Pignerol et autres terres jusqu'à la rivière de Cluson, moyennant l'estimation qui en devait être faite, il fut stipulé que le prix serait employé à l'acquisition que le duc de Savoye avait le dessein de faire, du comté de Neuchâtel et de Valangin. On ne peut rien faire de mieux que d'en rapporter les mêmes termes :

„Et parce que M. le Duc de Savoye prétend, par l'interposition de Sa Majesté, „employer l'argent en l'acquisition de Neuchâtel et Valangin, le Roy fera toute „sorte d'office, et procurera avec le Duc de Longueville autant qu'il lui sera „possible, que cette vente de laquelle a été ci-devant parlé, soit effectuée, de



1707

„sorte toutefois, que soit que le Traité d'entre lesdits Sieurs Ducs de Savoye et de Longueville, pour raison de ladite vente de Neufchâtel et Valangin ait lieu ou ne l'ait pas, la présente cession ou délaissement de Pignerol et autres lieux ci-dessus mentionnés, ne laissera pas de sortir son plein et entier effet. Et en cas que l'achat dudit Neufchâtel et Valangin n'ait lieu, le dit Sieur Duc de Savoye, voulant employer cet argent en achat d'autres Terres Souveraines, où l'entremise de Sa Majesté puisse être utile, promet d'y contribuer tout ce qui en dépendra.“

Suivant ce projet, les comtés de Neufchâtel et de Valangin auraient été acquis par le duc de Savoye, si le duc de Longueville avait voulu les vendre; mais il ne trouva pas à propos de s'en défaire, et son seul refus empêcha l'aliénation.

Enfin le roi a reconnu, comme les rois ses prédécesseurs, la souveraineté de Neufchâtel patrimoniale, dans le jugement que S. M. prononça au mois d'avril 1674 sur les différends de Mesdames les duchesses de Longueville et de Nemours, qui porte en termes formels : „Que la propriété de la Souveraineté et Comté de Neufchâtel et Valangin, ses annexes et dépendances, appartient à notre cousin Jean-Louis-Charles d'Orléans, Duc de Longueville, et l'administration à notre cousine, Duchesse de Longueville, en qualité de Curatrice.“ Ce jugement du roi fut publié au prône de toutes les Eglises des Comtés de Neufchâtel et Valangin le 26 du mois d'avril, afin que chacun eût à s'y conformer à peine d'être châtié exemplairement.

On a donc eu raison de dire que la patrimonialité de Neufchâtel a été reconnue dans tous les temps par les princes voisins comme un droit constant et non contesté, puisque les rois de France, les duc de Savoye et prince de Montbéliard, qui sont les princes les plus voisins de Neufchâtel, l'ont reconnu très aliénable.

Les Cantons suisses, qui avaient conquis ce comté par les armes, l'ont reconnu de même, lorsqu'ils l'ont remis à Jeanne d'Hochberg par l'acte du 30 juin 1529, dont voici les termes :

„Avons remis ladite Ville et Comté de Neufchâtel en l'état qu'il est maintenant à la dite Dame Jeanne d'Hochberg, ses enfants légitimes, hoirs et successeurs pour les posséder, dominer, en jouir et user, elle et ses enfants et hoirs, pour en ordonner et disposer à son plaisir avec pleine puissance, et tous droits, fruits, appartenances et dépendances, de la même manière qu'ils l'avaient tenu et dominé jusqu'alors.“ Ces termes n'ont besoin ni de commentaire, ni de réflexion, pour confirmer la patrimonialité de la manière la plus expresse.

Quand les cantons de Berne et de Fribourg ont été en marché d'acheter le comté de Neufchâtel de Jeanne d'Hochberg, ou de Claude Collier, son procureur, en 1543 et 1548, ils en reconnaissaient bien l'aliénabilité. Ils l'auraient effectivement acheté, si Jeanne d'Hochberg en avait eu la propriété; mais elle s'en était auparavant dessaisie par la donation entre vifs qu'elle en avait faite à ses fils en 1519, sans laquelle rien n'aurait empêché la vente de ce Comté.

Quand le canton de Soleure prêta au roi Henri II, en 1551, cinquante mille écus, sous le cautionnement de Léonor d'Orléans et de Jacques de Savoye (ainsi qu'il a été dit ci-dessus), il n'exigea pas seulement pour sûreté l'hypothèque spéciale du comté de Neufchâtel, mais il stipula de plus : „Que ce Comté ne serait point davantage chargé, engagé, ni vendu pendant huit ans, que toutefois si l'occasion se donnait, que le dit Comté fut à vendre ou engager durant le dit temps de huit ans, que la dite vendition ou engagère devra être présentée à ses chers alliés de Soleure, qui devront être préférés à tous autres.“

Quand Léonor d'Orléans acquit en 1564, des sieurs de Watteville la seigneurie



1707

de Colombier, il hypothéqua pour sûreté du prix, son comté de Neuchâtel, ses appartenances et dépendances. L'acte fut fait en présence et sous l'autorité des advoyers et boursiers du canton de Berne, qui en sont les chefs.

Quand les neuf cantons non alliés de Neuchâtel déclarèrent en 1584 la vente faite par Jeanne d'Hochberg nulle, ils donnèrent pour fondement de leur décision, la donation entre vifs qu'elle en avait faite précédemment, aussi bien que du comté de Neuchâtel en 1519.

Peut-on rien désirer de plus authentique et de plus précis que ces reconnaissances des cantons?

On a été surpris de voir que ceux qui ont écrit en 1699 contre le droit de M. le prince de Conti, ayent voulu se prévaloir d'un acte qui fut fait en 1406 par seize bourgeois conseillers de la ville de Neuchâtel, en faveur de Jean de Châlons, dans le temps laquelle cette féodalité accidentelle, dont a vu ci-dessus l'histoire, durait encore.

Il est aisé de combattre nos adversaires avec leurs propres armes, et de retorquer cet acte, quoique nul, contre eux-mêmes, comme une première preuve de la reconnaissance des Neuchâtelois : que le Comté de Neuchâtel par sa nature est patrimonial et de libre disposition.

Par cet acte ces seize particuliers déclarent : „Qu'au cas que Conrard de „Fribourg (pour lors comte de Neuchâtel) décédât sans enfants nés en légitime „mariage, ou ses enfants sans enfants, ils reconnaîtront Jean de Châlons pour „leur légitime seigneur, et s'il arrivait que le dit Conrard ou ses héritiers „vinssent à donner, vendre ou transférer par testament, institution d'héritier ou „autrement, le dit comté ou partie d'icelui à d'autres qu'aux enfants qui lui „doivent succéder, ils promettent par serment qu'ils ne tiendront pour leurs „Seigneurs, et ne rendront obéissance à ceux auxquels la dite translation aura été „faite, mais rendront à Jean de Châlons et aux siens toute obéissance, et le „recevront lui et les siens pour Prince et Seigneur dudit Neuchâtel.“

On prétend induire de cette déclaration que Neuchâtel est inaliénable.

Si cet acte pouvait faire une ombre de preuve contre M. le prince de Conti, il serait aisé d'en faire voir la nullité par le défaut de pouvoir, et l'inutilité par l'inexécution.

De quel droit seize personnes du conseil de la ville de Neuchâtel auraient-ils pu se donner l'autorité de disposer de la propriété du comté, d'en transférer le domaine utile au seigneur direct, d'imposer des lois à leur prince et de limiter son pouvoir, eux qui n'en pouvaient avoir qu'autant qu'il avait plu à leur prince même de leur en donner, et qui ne tenaient tout leur caractère que de sa grâce? La direction du conseil de ville ne regarde de droit que les affaires publiques de la bourgeoisie et de la police; elle ne s'étend que dans la banlieue de la ville, et n'a aucune puissance sur tout le reste du comté, encore moins sur les droits du prince.

Cet acte était donc un attentat aux droits de leur seigneur naturel, qui était alors éloigné de son pays et engagé dans les guerres des Croisades. Si même Neuchâtel avait été un Etat électif, et qu'il eût été au pouvoir de ces peuples d'élire leur prince, de le destituer, et de lui imposer des lois, il n'aurait pas appartenu à quelques conseillers de la ville d'exclure Conrard de Fribourg, et de choisir Jean de Châlons; il aurait fallu en ce cas convoquer les Etats du pays, les Audiences générales, les députés de chaque corps et communauté.

Mais à plus forte raison cet Etat étant patrimonial de sa nature, comment pourrait-on soutenir que la déclaration de quelques sujets eût été capable de la changer, et d'ôter à leur prince le droit de l'aliéner?

Cet acte était d'autant plus nul, qu'il ne tendait pas seulement à priver le prince de la liberté, qui lui était acquise de droit commun, de disposer de son



comté comme de son bien, mais encore d'en exclure les héritiers légitimes autres que ses enfants, et de le transférer à leur préjudice à ce seigneur féodal, qui ne l'était pas même de droit, comme il a été dit, mais par occasion et par précaire. Rodolphe de Neuchâtel s'était mis sous l'hommage de Jean de Châlons par forme de protection, et le protecteur serait demeuré lui-même, par la cabale de seize particuliers l'usurpateur de ce comté.

Il ne faut donc pas s'étonner si un acte si vicieux et si téméraire tomba de lui-même, et s'il demeura sans effet. A peine Conrard de Fribourg fut de retour en 1409, qu'il se plaignit au canton de Berne de la conduite de ses sujets, et cet acte fut anéanti dès lors.

Nous avons deux preuves authentiques de cette vérité.

La première tirée du traité de mariage de Jean de Fribourg, fils de Conrard, avec Marie, fille de Jean de Châlons, du 3 juillet 1416.

Par ce traité il est convenu entre Conrard de Fribourg et Jean de Châlons, père des futurs époux, que Jean de Fribourg aurait le comté de Neuchâtel et toutes ses appartenances et dépendances „pour en jouir comme de son propre „héritage pour lui, ses hoirs et ayants cause perpétuellement.“

Jean de Châlons ne pouvait reconnaître plus formellement la nullité de l'acte de 1406. 1. Loin de se prévaloir d'un tel acte, qui privait Conrard de Fribourg et ses descendants de la libre et absolue propriété pour la transférer au défaut d'enfants à Jean de Châlons, Jean de Châlons reconnaît lui-même que cette propriété doit appartenir pleinement à Jean de Fribourg, comme de son propre héritage, pour lui, ses hoirs et ayants cause perpétuellement. 2. La propriété n'est pas *seulement pour Jean de Fribourg et ses héritiers*, mais *pour ses ayants cause* : terme important, qui exprime la liberté de disposer par vente, par donations, et par tout autre genre de contrat ou de disposition, du comté de Neuchâtel, comme de tous ses autres biens. 3. Jean de Châlons ne se réserve pas même la seigneurie directe, qui ne lui avait été accordée que par forme de protection.

La seconde preuve se tire du testament de Jean de Fribourg. Persuadé du droit qu'il avait (suivant la clause même de son contrat de mariage qui vient d'être expliquée) de disposer du comté de Neuchâtel par testament, il institua Rodolphe d'Hochberg, son cousin, qui lui succéda. Et quoique les deux cas prévus par l'acte de 1406 fussent arrivés, c'est-à-dire, le défaut d'enfants et la disposition par testament, les conseillers et bourgeois de Neuchâtel, loin d'appeler Jean de Châlons, ou son successeur, en vertu de cet acte téméraire de 1406, reconnurent au contraire Rodolphe d'Hochberg comme héritier institué par le testament du prince.

Cet acte fait en faveur de Jean de Châlons, dans un temps auquel il s'était fait seigneur dominant et suzerain de Neuchâtel, est donc d'autant moins considérable que cette suzeraineté, qui en était le fondement, a cessé, et que le comté de Neuchâtel est revenu à son premier état.

Mais cet acte, tout nul, tout vicieux et tout abandonné qu'il est, loin de prouver l'inaliénabilité, prouve tout le contraire. Par là ces conseillers reconnurent formellement que le comté pouvait être vendu, donné, légué par testament et autrement; ils ne firent cette déclaration (comme l'acte même le marque) que dans la vue d'empêcher que le comte ne disposât du comté en faveur d'un étranger, au préjudice de ses enfants. Inutilement les Neuchâtelois auraient fait cet acte de précaution, si Neuchâtel avait été inaliénable, et si le prince n'avait pas la liberté d'en disposer par donation, testament ou autrement.

Aussi est-il certain, comme on va le faire voir, que dans tous les temps, et par toutes sortes d'actes, les Neuchâtelois ont reconnu la patrimonialité de



1707

Neufchâtel, et la faculté acquise de droit à leurs princes d'en disposer, comme d'un bien patrimonial et de libre disposition.

Nous avons dans les monuments publics trois sortes de preuves de cette reconnaissance.

La première, tirée des actes, soit de partage, soit d'hypothèque, soit de donation de cette souveraineté, faits dans Neufchâtel même, et par l'avis des Etats de Neufchâtel.

Quand Rodolphe d'Hochberg, mariant Philippe, son fils, en 1476, à Marie de Savoye, donne à la future épouse soixante douze mille florins d'or, en cas de survie sans enfants, et lui assigne par engagement sa ville et comté de Neufchâtel, jusqu'à l'entier payement; le contrat en est fait *par l'avis des Gens du Conseil d'Etat de Neufchâtel*.

Quand il s'agit en 1552 de décider du partage de la souveraineté de Neufchâtel entre Léonor d'Orléans et Jacques de Savoye, cela se fait *par le ministère des Audiences générales de Neufchâtel*.

Quand M. l'abbé d'Orléans fait donation en 1668 à M. le comte de St-Pol, son frère, de ses droits dans les comtés et souverainetés de Neufchâtel et Valangin, on a vu comme l'acte en est fait *en présence des Gens du Conseil d'Etat, comme témoins, et la donation publiée et enregistrée en présence des Trois Etats et du Peuple*.

S'il était vrai que par les lois et constitutions de l'Etat, la souveraineté de Neufchâtel ne pût être ni divisée, ni hypothéquée, ni donnée, les officiers de Neufchâtel, les Trois Etats, les Audiences générales auraient-ils non seulement souffert, mais autorisé par leur présence, par leur avis et par leur enregistrement, des dispositions qui auraient été autant de contraventions à leurs constitutions et à leurs lois? Et n'en faut-il pas conclure, au contraire, qu'ils ont reconnu dans tous les temps la patrimonialité et l'aliénabilité de Neufchâtel, comme conforme au droit commun, et à la constitution même de cet Etat?

La seconde preuve se tire des chartes des franchises de Neufchâtel : on y remarque qu'en 1454, après une incendie arrivée à Neufchâtel, les bourgeois présentèrent leur requête à Jean de Fribourg, comte de Neufchâtel, le suppliant très humblement : „Que comme dans cette incendie le Livre de leurs Franchises et Libertés à eux accordées par ses prédécesseurs avait été brûlé, il lui plût „de vouloir les lui renouveler au plus près de ce que l'on pourroit s'en souvenir.“ Jean de Fribourg accorda leur demande, et souscrivit à une liste de soixante articles qu'ils lui présentèrent. Ils n'omirent rien dans cette liste de tout ce qui était de leurs droits contre leur prince; leur attention va jusqu'au point de n'y pas omettre un article *de quatre sols*. Ils n'auraient pas oublié, sans doute, celui de l'aliénabilité de la souveraineté, comme le plus considérable et le plus important de tous, s'ils eussent cru avoir le droit d'empêcher leur prince d'aliéner.

Ces franchises et libertés sont confirmées par Rodolphe d'Hochberg en 1458, par Philippe d'Hochberg en 1487, „conformément et selon le contenu des franchises à eux confirmées et innovées par Jean de Fribourg.“

Elles sont de nouveau confirmées et augmentées par Jeanne d'Hochberg en 1537. Les Lettres commencent en ces termes : „Sur l'humble Requête des Quatre „Ministres, Conseil et Communauté de notre Ville de Neufchâtel, Nous suppliant „très humblement, et nous faisant remonter en toute humilité et révérence, „qu'il nous plaise avoir pitié d'eux, en leur impartissant don et élargissement „sur les restrictions de leurs Franchises et Chartes, afin qu'en toute humilité, „fidélité et sûreté, ils puissent sûrement demeurer dans notre Ville, etc.“

Ainsi, les franchises dont jouissent les peuples de Neufchâtel, ne leur ont été accordées qu'à leurs très humbles supplications, et ils ne les tiennent que de la



1707

pure grâce des princes. Et bien loin que dans toutes ces concessions et confirmations de franchises, il y ait rien qui lie les princes à ne pouvoir pas disposer de la souveraineté, il paraît au contraire que c'est le prince qui permet aux bourgeois et aux peuples de Neufchâtel de disposer de leurs propres biens, sans quoi ils n'auraient point aujourd'hui la liberté de les aliéner, ni de tester de leurs héritages, comme on le remarque dans l'article 24 et 28 de ces mêmes franchises. Dans le premier il est dit : „Etablissons et octroyons que nos dits „Bourgeois vendent et engagent à qui il leur plaira leurs maisons, vignes, prés, „champs, et autres choses, sauf nos droits et requise de nous la licence.“ Et dans l'autre : „Pourrons nos dits Bourgeois faire testaments de leurs biens et „possessions sans notre sçu, sauf nos dits droits, et donner à qui bon leur „semblera, excepté à Moines blancs.“

La troisième preuve résulte des concessions et confirmations qui ont suivi; elle est encore au-dessus de toutes les autres. Ces concessions contiennent les reconnaissances les plus formelles et les plus authentiques de l'aliénabilité.

Par les Lettres du 8 mai 1537, intitulées : *Reconfirmation et augmentation des Franchises*, accordées par Jeanne d'Hochberg aux bourgeois de Neufchâtel, il paraît que les bourgeois de Neufchâtel étaient chargés envers leur souverain, de cinq aides en cinq cas : savoir, pour mariage de fille, voyage d'outre-mer, l'ordre de chevalerie, rachat de prison et acquisition de terre; que pour chacun de ces cas, ils s'obligent de payer à la princesse, et à ses descendants en ligne directe, la somme de cinq-cents livres, monnoye faible courante dans le comté, avec cette réserve, dont les termes sont essentiels à remarquer : „Et en outre „avons ordonné, voulons, ordonnons et entendons, qu'en cas que notre dit Comté „tombe en d'autres mains qu'ès nôtres, ou de descendants de Nous en droite „ligne, soit par vendition, échange, permutation ou autrement, en quelque ma- „nière que ce soit, Nous, dès maintenant pour lors, et dès lors pour maintenant, „avons quitté et remis, quittons et remettons à nos dits Bourgeois et à leurs „successeurs lesdits cinq aides, les en déchargeant dès maintenant, lesdits cas „arrivant, et non autrement.“

Par Lettres du 26 janvier 1552, François d'Orléans recevant le serment de fidélité des bourgeois de Neufchâtel, les confirma dans leurs franchises, et notamment dans celle de la modification des cinq aides, avec la même clause répétée en ces termes : „Voulons et entendons qu'au cas que notre dit Comté „tombe en d'autres mains qu'ès nôtres ou ès descendants de Nous en droite „ligne, soit par vendition, échange ou autrement, de quelle manière que ce „soit : Voulons, etc.“

Par autres Lettres du 3 mars 1567, on voit que Léonor d'Orléans ayant accordé en 1566 aux bourgeois forains, qui habitent hors la ville, la même modification des cinq aides à la somme de cinq-cents livres, sans avoir ajouté la clause d'exemption et décharge en cas d'aliénation du comté, ils firent de très humbles remontrances à Léonor d'Orléans, qui voulut bien leur en accorder l'exemption, de même qu'aux bourgeois internes de Neufchâtel, „au cas qu'au- „jourd'hui ou demain le Comté de Neufchâtel fût aliéné ou transporté par son „Excellence, ses hoirs ou successeurs.“

Deux observations sur ces trois actes :

La première, on aurait en vain prévu le cas d'aliénation du comté par vente, échange ou autrement, en quelque manière que ce soit; en vain les bourgeois forains de Neufchâtel se seraient mis en peine de faire rétablir, par de secondes Lettres, la clause d'exemption, omise dans les premières en cas d'aliénation du comté, si l'on n'avait pas été notoirement convaincu, qu'il pouvait être aliéné par vente, par échange, et par toutes sortes de dispositions.

La seconde, en vain même les bourgeois de Neufchâtel, tant internes que



1707

forains, auraient demandé et obtenu, soit de Jeanne d'Hochberg, soit de Léonor d'Orléans, cette exemption des cinq uides, si le comté n'avait pas été purement patrimonial; car, en supposant le comté inaliénable, les droits qui en dépendent, et surtout des droits aussi éminents que ceux des cinq aides, auraient été pareillement inaliénables.

Par Lettres du 7 septembre 1558, intitulées : *Octroy de l'Hôpital*, Jacqueline de Rohan, comtesse de Neufchâtel, concède aux députés du Conseil et Communauté de Neufchâtel, la direction de l'hôpital de la ville et des dîmes qui en dépendent, „à moins (dit l'acte) que la Religion Romaine vint à être rétablie, „auquel cas les Bourgeois seraient contraints de rendre cette direction au Chapitre, dans quelque temps que ce soit; sinon au cas que notre dit Comté „tombât en d'autres mains que de nos hoirs et successeurs, tant mâles que femelles, en droite ligne, soit par guerre, vendition, échange ou autrement; „auquel cas ce présent article n'aura et ne sortira son effet; et demeurera tout „le dit bien du Chapitre, ainsi présentement baillé, au dit Hôpital aussi perpétuellement.“

Peut-on reconnaître plus clairement et plus formellement la faculté d'aliéner?

Par Lettres de l'an 1539, contenant la remise faite par Jeanne d'Hochberg aux bourgeois de Neufchâtel, il est dit : „Que les dits de Neufchâtel jouiront „et gaudiront incontinent de tous et chacun les articles ci-dessus mentionnés „et déclarés, sans empêchement quelconque : et Nous et nos dits hoirs, de tous „autres biens d'Eglise et autres, étant de nôtre dit Comté, en pourront faire „notre bon plaisir, sans que les dits Bourgeois y puissent mettre empêchement „quelconque.“

Par Lettres du 1 juillet 1558, les bourgeois de Neufchâtel, qui avaient acquis de Jacqueline de Rohan, comtesse de Neufchâtel, l'Abbaye de Fontaine-André et le Prieuré de Vautravers, accordèrent à cette princesse la faculté de retirer ces domaines aliénés, mais avec cette réserve expresse : „Que si le Comté tombait „ci-après en d'autres mains que celles de madite Dame, Monseigneur le Duc „son fils, ou Mademoiselle sa fille, et de leurs successeurs perpétuels descendants d'eux en droite ligne, soit par vendition, échange, guerre ou autrement, „la dite faculté de rachat sera et demeurera nulle, et de nulle force et valeur „à perpétuité.“

Que peut-on désirer de plus précis.

#### CONCLUSIONS DU MÉMOIRE DU PRINCE DE CONTI.

On ne finirait point si l'on voulait rapporter tout ce qui s'est fait au sujet de la souveraineté de Neufchâtel et Valangin, et tout ce qui en prouve l'aliénabilité.

On se contentera d'ajouter trois distinctions qu'on peut faire dans la question particulière dont il s'agit.

La première entre un proche parent du testateur, qui par sa proximité peut espérer de succéder à la souveraineté, et un étranger ou un inconnu, au profit de qui le souverain voudrait disposer de l'Etat.

Or, M. le prince de Conti n'était pas un étranger par rapport à M. l'abbé d'Orléans, puisqu'il était son cousin germain.

La seconde entre un prince digne de porter une couronne, capable de l'honorer, en état de protéger ses sujets et de se faire craindre à leurs ennemis, et un simple particulier dénué de toutes ces qualités au profit de qui l'aliénation d'une souveraineté serait faite.

La modestie de M. le prince de Conti ne permet pas de rien dire de sa personne dans un mémoire qui porte son nom. La contrainte que souffre l'auteur en cet endroit, l'oblige d'avoir recours au témoignage de toute l'Europe.



1707

La troisième distinction se tire de la nature des Etats.

On peut mettre dans le même rang d'inaliénabilité ceux qui sont électifs, et ceux qui suivent la loi salique; c'est-à-dire, qui n'admettent que les mâles à la couronne, et qui excluent les femelles.

Pour les électifs ils sont inaliénables, parce que le peuple veut se choisir un souverain, et honorer plusieurs familles, afin d'empêcher le trop grand crédit d'une seule.

A l'égard de ceux qui suivent la loi salique, ils sont pareillement inaliénables, parce que les peuples ne veulent être gouvernés que par la même famille, qui ne se conserve que dans les mâles et qui change dans les femelles.

Mais les Etats qui passent sous la domination des femmes, sont aliénables, parce que, quand une femme les porte en dot à son mari, elle les aliène et les met dans une autre famille, qu'elle commence de former avec lui sous un autre nom. Celle de la femme finit où celle du mari commence; c'est pourquoi les lois disent que *Mulier familiæ suæ et caput et finis est*; la femme est la fin et le commencement de la famille.

Tous les inconvénients qu'on peut appréhender de l'aliénation d'un Etat se rencontrent dans le mariage des filles qui succèdent à un Etat, et dont les maris deviennent souverains.

Il est quelquefois de l'intérêt de l'Etat que le souverain puisse l'aliéner, soit pour procurer à ses peuples une protection nécessaire après lui, soit pour leur faire éviter une domination dangereuse et désagréable.

Si un souverain voit que son héritier présomptif est indigne de porter la couronne, n'est-il pas du bien de l'Etat, qu'il puisse la mettre sur la tête d'un autre?

On a vu des princes dans les plus illustres maisons de l'univers, refuser de prendre le sceptre de leurs ancêtres, parce qu'ils ne se croyaient pas capables d'en soutenir le poids. Le nombre de concurrents qui se présentent pour demander celui de Neuchâtel fait bien voir qu'on est revenu de ces anciens rentiments. Mais la sagesse de ceux qui doivent décider de la contestation, ouvrira les yeux sur les intérêts de l'Etat.

Si la liberté indéfinie d'aliéner la souveraineté a trop d'étendue, voilà l'occasion de faire une loi avantageuse à l'Etat, et honorable aux peuples de Neuchâtel. Il faut donner l'investiture à M. le prince de Conti, et renouveler les anciens serments du souverain et des sujets. Il faut y comprendre que les comtés de Neuchâtel et de Valangin seront inaliénables dans la suite, si l'aliénation n'est faite du consentement des Trois Etats, en sorte qu'il faudra le concours de la volonté du souverain et de celle des peuples tel qu'il est nécessaire pour faire d'autres lois dans le pays.

M. le prince de Conti offre son consentement pour établir cette loi. Mais il est de principe que les lois ne sont que pour l'avenir, et qu'elles n'ont point d'effet retroactif pour le passé : *Leges et constitutiones futuris certum est dare formam negotiis, non ad facta præterita revocari.*

Ainsi la loi qu'on fera pour déclarer la souveraineté de Neuchâtel inaliénable, bien loin de donner atteinte au droit qui est acquis à M. le prince de Conti, ne peut servir au contraire qu'à le confirmer.

Quoique de la part du roi de Prusse on eût déjà suffisamment combattu, par les divers imprimés dont il a été rendu compte, les prétentions du prince de Conti et des autres prétendants, cependant au moment que les préposés aux intérêts de S. M. achevaient le mémoire qui a pour titre : *Reflexions sur la Réponse de Madame*



1707 *la duchesse de Lesdiguières*, ayant eu communication du grand Mémoire de S. A. S. le prince de Conti que l'on vient de transcrire, ils trouvèrent à propos d'y ajouter un chapitre sur le *Mémoire de M. le Prince de Conti à l'égard de sa prétendue aliénabilité*. Voici ce que contient cet écrit :

Réfutation du grand Mémoire du prince de Conti par le roi de Prusse sur la prétendue aliénabilité du Comté.

Dans le temps que cet écrit s'achevait, et que les premières feuilles étaient déjà entre les mains de l'imprimeur, on a eu communication du Mémoire de M. le prince de Conti. Et comme ce qu'il contient de particulier contre les droits de S. M. qui ne se trouve pas dans les réponses de Madame la duchesse de Lesdiguières et de M. le comte de Matignon, se réduit à peu de choses, on ne croit pas nécessaire d'en faire une réfutation séparée; mais on se contentera d'y faire quelques réflexions.

On proteste cependant par exprès, au nom de S. M. le roi de Prusse, qu'on ne reconnaît pas M. le prince de Conti pour partie légitime en cette affaire, et qu'on n'entend nullement entrer en contestation avec lui, exclu comme il est déjà par plusieurs endroits à former aucune prétention sur cet Etat, dont aussi on ne consentira jamais que l'inaliénabilité établie par tant de titres incontestables soit mise en question.

On convient avec l'auteur du Mémoire qu'il est assez superflu, pour la question présente, d'examiner si les souverainetés en général sont aliénables ou non. L'on doit aussi demeurer d'accord qu'il ne s'agit pas de savoir quelle a été à cet égard la nature de cet Etat dans sa première origine. Outre l'inutilité de cette recherche, on ne trouverait que de l'incertitude et de l'obscurité dans l'histoire de ce temps là. Mais il est question de savoir si depuis quatre ou cinq-cents ans que le Comté de Neuchâtel, qui avant cela était un fief relevant de l'Empire, et qui, de l'aveu de tous les prétendants, est devenu un fief de la Maison de Châlons, a pu être aliéné sans l'aveu des seigneurs dominants, et contre les intérêts et les défenses expresses des Corps de cet Etat? On peut assurer que le Mémoire de M. le prince de Conti ne contient ni raison, ni exemple qui puisse servir de preuve à autoriser une pareille aliénabilité. On a d'autre part, pour la combattre et pour empêcher même qu'elle ne soit plus mise en question, la nature propre du fief; les lois prohibitives de l'aliéner; les clauses des investitures, qui en bornent la succession aux descendants agnatiques du vassal; les défenses expresses contenues dans l'acte de 1406 du Conseil et de la Communauté de Neuchâtel; les résolutions prises du temps de Léonor d'Orléans et de Jacques de Savoye pour s'opposer à la divisibilité et à l'aliénabilité de cet Etat; les associations de tous les Corps du Pays, faites en 1699 et en 1703, pour maintenir le règlement de l'an 1694, touchant cette aliénabilité : tout cela soutenu par plusieurs autres moyens de fait et de droit, donne lieu d'espérer que Messieurs les Etats, et les Corps qu'ils représentent, ne permettront jamais qu'on porte la moindre atteinte à des fondements si solides du plus précieux de leurs privilèges, et aux droits les plus indispensables de S. M.

Dans la page 17, l'auteur du Mémoire prétend prouver que cette souveraineté est aliénable, parce qu'elle est prescriptible.

Cet argument est concluant contre Madame de Lesdiguières et contre M. de Matignon, qui supposent la prescriptibilité de cet Etat. Mais il n'est d'aucune force contre S. M., et il pourrait même être employé avec succès en sa faveur, puisque, comme on l'a démontré ci-dessus, (\*) et dans d'autres écrits, ses droits sont d'une nature qui les met entièrement à couvert de la prescription.

(\*) C'est dans la réfutation du Mémoire de Mad. de Lesdiguières.



1707

On a déjà répondu à la prétendue sentence de l'an 1458, qui, selon qu'elle est énoncée dans la Réponse de Madame de Lesdiguières et dans le Mémoire de M. le prince de Conti, laisse à deviner si c'est un arrêt de la Chambre des Comptes de Dôle, ou une sentence de l'Official de Besançon, ou un jugement du Pape seul, ou un jugement de l'Empereur et du Pape conjointement. Quoi qu'il en soit, une pareille Sentence, dont on ne rapporte ni la date, ni le commencement, ni la fin, ni la qualité des parties, ni le sujet positif de leur contestation, et qui ne fait même aucune mention du cas de la réunion de Neuchâtel; une telle sentence, dis-je, nulle d'elle-même, et qui aurait été anéantie depuis par une infinité d'actes contraires, peut-elle mériter la moindre attention?

On ne peut s'empêcher de relever en cet endroit le peu de fidélité de la traduction faite en français dans le Mémoire de M. le prince de Conti, de la citation qui est en latin dans la Réponse de Madame de Lesdiguières. Comme les termes latins de *Dominorum nostrorum consilio*, qui, rendus exactement, signifient *de l'avis de nos Seigneurs*, ne sauraient convenir à un jugement donné par le Pape et par l'Empereur, on a mis dans le Mémoire, *après avoir pris conseil*, ce qui a un sens tout différent.

L'énumération que l'auteur du Mémoire fait en la page 79 et suivantes, de divers exemples de plusieurs souverainetés aliénées, ne peut servir de rien pour légitimer l'aliénation du Comté de Neuchâtel, qui est d'une nature toute différente. Mais il est bon de faire remarquer sur la donation du Dauphiné le danger infaillible qu'il y a pour les souverainetés cédées à des princes français d'être unies pour toujours à la Couronne de France, quelques mesures qu'on puisse prendre pour prévenir cette union. Le Dauphiné, par une des clauses expresses de cette donation, devait être toujours possédé par le fils aîné du roi de France, indépendamment de son père, sans qu'il pût jamais être uni à la Couronne, à moins que l'Empire Romain ne fût annexé au Royaume de France; ce qui n'a pas empêché que depuis deux ou trois siècles cette province n'ait été incorporée incommutablement à la Couronne, et gouvernée despotiquement, comme les autres, par le prince régnant.

En la page 80 du Mémoire, l'auteur, qui rapporte la vente qui fut faite l'an 1475 de la Principauté d'Orange par Guillaume de Châlons au roi Louis XI, ne devait pas omettre deux circonstances assez essentielles : l'une, que cette vente fut faite par ce prince de Châlons pour recouvrer la liberté qu'il avait perdue il y avait environ deux ans, pendant les guerres entre la France et la Bourgogne; et l'autre, que cette vente fut cassée et annulée par des Lettres patentes du roi Louis XII de l'an 1499.

L'avocat de M. le prince de Conti aurait dû aussi, pour d'autant plus lui concilier l'affection des peuples de Neuchâtel, rapporter la cession faite l'an 1702 par ce prince au Roi T. C. de la Principauté d'Orange, quelques mois après qu'il en eut été injustement et incompétemment mis en possession en vertu d'un arrêt du Conseil d'Etat, comme aussi le motif pieux qui engagea ce monarque à témoigner tant d'empressement pour cette acquisition. (\*)

Les exemples de la Principauté de Sedan, cédée par échange au roi de France par le duc de Bouillon, et de la Souveraineté de Dombes, donnée par Mademoiselle de Montpensier au duc de Maine, fils naturel légitimé de ce même roi, sont propres à faire voir combien peu les princes et les seigneurs français sont en état de refuser à leur souverain la cession des Etats qui sont dans leur dépendance, et la soumission absolue et illimitée de leurs volontés à la sienne. Il n'est pas nécessaire de faire sentir à Messieurs de Neuchâtel l'application qui s'en peut faire au cas présent, non plus que de l'attention qu'ils doivent

(\*) C'est afin d'y rétablir par ce moyen l'uniformité de religion.



1707

donner au soin que l'avocat de M. le prince de Conti a pris d'insinuer, dans divers endroits de son Mémoire, que les franchises, immunités et privilèges dont ils jouissent, ne sont que des pures grâces reçues de leurs souverains et révoquables par conséquent selon son bon plaisir; au lieu que ce sont de véritables conventions, qualifiées telles par les vieux titres, obligatoires de part et d'autre, et qu'il n'a pas été au pouvoir des comtes de révoquer ni d'enfreindre en aucun point.

Les divers actes d'aliénation que cet avocat rapporte, servent seulement à prouver que les comtes vassaux ont quelquefois tenté *de fait* une chose qui leur était prohibée *de droit*, et on ne les peut considérer que comme autant de cas de commise et d'ouverture du fief au profit du seigneur dominant; de sorte qu'on peut même tirer avantage du parallèle qu'il fait entre le testament de Jean de Fribourg en faveur de Rodolphe de Hochberg, et celui de l'abbé d'Orléans en faveur du prince de Conti. L'un est aussi peu valable que l'autre, et ce dernier fournirait un nouveau cas de réunion du fief, s'il n'était déjà de droit pleinement réuni et consolidé à la directe, depuis le décès de Jean de Fribourg en 1457.

L'auteur, dans la page 86, soutient que si le Comté de Neuchâtel n'est ni une souveraineté élective, ni une souveraineté purement successive, la conséquence est claire, que c'est une souveraineté héréditaire et patrimoniale. Mais ce raisonnement n'est pas juste, et ne contient pas une énumération exacte des parties, pour parler avec les logiciens. Il y a une autre espèce qui est omise, c'est que par rapport aux comtes seigneurs immédiats de Neuchâtel, ce Comté n'a été ni une souveraineté successive, ni une souveraineté héréditaire et patrimoniale; mais ça a été un véritable fief, relevant de la Maison de Châlons, et qui lui est retourné de droit par l'extinction des successeurs féodaux.

On a un juste sujet d'être surpris que l'avocat de M. le prince de Conti, en corrigeant, par une seconde édition, divers endroits de son Mémoire qui se trouvent dans la première, n'en ait pas retranché ceux où il nie que Neuchâtel ait été jamais, avant l'acte de 1288, un fief de l'Empire; qu'il persiste à soutenir que c'est un faux principe, et que ce Comté était auparavant indépendant sans relever de personne; car, pour démontrer avec évidence combien cette assertion est peu conforme à la vérité, on n'a qu'à s'en rapporter aux deux actes mêmes de l'an 1288, comme on l'a déjà remarqué sur la Réponse de Madame de Lesdiguières et dans l'Information sommaire.

On ne répètera pas ici ce qu'on a observé ci-dessus avec quelque étendue, sur la nature de ce fief, pour faire voir que c'était un fief véritable et proprement dit de la Maison de Châlons; mais on n'a pu lire sans étonnement, que l'auteur du Mémoire, en la page 92, traite non seulement de passagère et de précaire cette féodalité des comtes de Neuchâtel, mais qu'il la qualifie aussi de momentanée dans le même endroit où il prétend que ce fut seulement l'an 1530 que ce Comté fut *purifié de cette tache* (comme il lui plaît de s'énoncer) et qu'il reprit sa nature primitive. Comment appeler momentanée une vassalité qui, de son aveu, a duré deux siècles et demi? C'est faire des moments bien longs, et à ce compte on pourrait dire que les monarchies qui ont le plus longtemps subsisté dans le monde, n'ont eu que quelques heures de durée.

L'auteur, dans la page 88, fonde l'un de ses arguments pour l'aliénabilité du Comté de Neuchâtel sur ce que la Petite Bourgogne, dont il était un membre, était aliénable et aurait été effectivement aliénée, prétendant que la conclusion est infaillible, que Neuchâtel était pareillement aliénable, le membre n'étant pas d'une autre nature que le chef, ni la partie que le tout.

La conséquence n'est pas tant infaillible qu'il le suppose, et il n'y a nulle incompatibilité que le total d'une souveraineté soit aliénable, et que cependant



1707

il y ait des fiefs qui en dépendent qui ne le sont pas. Sans chercher des exemples fort loin, on en peut trouver dans Neuchâtel même, qui dans la supposition de l'auteur, est une souveraineté aliénable, et qui a cependant des fiefs de sa mouvance (\*) qui ne sont pas patrimoniaux, ni par conséquent aliénables sans le consentement du seigneur.

Ce même auteur, après avoir cité en la page 91 le Traité d'alliance du 7 février 1511 entre l'empereur Maximilien et tout le Corps Helvétique, ajoute : „De là il suit, etc.“

Mais rien n'est si mal établi que le contenu de ce paragraphe.

I. *S'il fallait procéder pour raison de Neuchâtel devant le seigneur direct selon le droit des fiefs*, ce ne pourrait jamais être devant le roi de France, qui n'a jamais été seigneur direct de Neuchâtel, et à qui la possession où il est de sa Franche-Comté, ne saurait attribuer ce droit, puisque Neuchâtel n'en a jamais dépendu ni relevé, comme l'a su si bien soutenir le comte Conrard de Fribourg dans son procès contre Vautier, seigneur de Rochefort, et comme cela est incontestable.

II. C'est un fait qui ne se pourra jamais prouver par aucun endroit, et qui est absolument faux, que Neuchâtel ait dépendu de la baronnie d'Arlay. Il a été de la mouvance des comtes de Châlons, princes d'Orange, barons d'Arlay; mais il n'a pourtant jamais relevé ni de cette baronnie, ni de cette principauté.

III. Si le roi de France est présentement possesseur de la baronnie d'Arlay et des autres terres qui ont autrefois appartenu à la Maison de Châlons, il ne l'est que de fait, et nullement de droit. La fin de la guerre sera aussi la fin de cette possession, à laquelle elle a donné l'occasion et la naissance.

Le même auteur dit : „que la Maison de Châlons ayant fini en la personne de Philibert de Châlons, mort sans enfants au siège de Florence, en 1530, les biens de cette Maison passèrent aux descendants d'Alix de Châlons, et par eux à la Maison de Hochberg.“

Il ne peut supposer ce passage aux descendants d'Alix de Châlons, à l'exclusion de René de Nassau, neveu et héritier testamentaire de Philibert, et ensuite de Guillaume de Nassau, héritier de René, qu'en vertu des prétendues substitutions graduelles et perpétuelles de 1416 et 1417.

Mais il ne s'aperçoit pas que si elles subsistaient, qu'elles appellassent tous les descendants d'Alix de Châlons, et qu'elles annullassent les dispositions testamentaires faites à leur préjudice, elles ruineraient toutes les prétentions de M. le prince de Conti contre les parents collatéraux de feu Madame de Nemours, descendus de cette même Alix, et le mettraient hors d'état de leur disputer le Comté de Neuchâtel, non plus que les autres biens de la succession de Châlons.

La page 129 du Mémoire, et les cinq suivantes sont employées à disputer la validité de l'acte de 1406, passé par Conrard et la Communauté de Neuchâtel. On a fait voir ci-dessus, en répondant à l'Ecrit de Madame de Lesdiguières, que cet acte est d'une authenticité au-dessus de toute atteinte.

On se contentera ici de faire remarquer la vanité de l'argument que l'auteur veut tirer de cet acte pour prouver sa prétendue aliénabilité. „Inutilement, dit-il, les Neuchâtelois auraient fait cet acte de précaution, si Neuchâtel avait été inaliénable. Par là ces conseillers reconnurent formellement que le Comté pouvait être vendu, légué, etc.“

Cette manière de raisonner est assurément toute nouvelle, et si elle était reçue, on pourrait aisément tirer des preuves avantageuses des titres les plus contraires.

(\*) Tel est le fief de Gorgier, dont on n'oserait soutenir que Madame d'Achey qui en jouit aujourd'hui pût disposer à sa volonté.



1707

Quand on n'aurait point d'autre fondement de l'inaliénabilité du Comté que cet acte de 1406, il suffirait seul, sans doute, pour l'établir, bien loin de pouvoir servir à la détruire. Mais on en a tant de preuves antérieures et subséquentes, que cet acte, soutenu de ce qui l'a précédé et suivi, doit être considéré comme un appui très ferme et entièrement inébranlable de cette inaliénabilité. En effet, la qualité de fief qui, par les lois féodales, ne peut jamais être aliéné sans le consentement du seigneur; les investitures de 1311 et 1357, qui ne permettent la reprise du fief qu'aux descendants agnatiques; les propres reconnaissances de Conrad et de Jean de Fribourg; en un mot, tout ce qu'on a déjà relevé ci-dessus, mettent cette inaliénabilité hors de doute et de dispute. On n'a jamais ouï dire jusques ici, que les précautions prises en cas qu'une chose vienne à se faire, soient une preuve qu'on reconnaît que la chose était auparavant permise et licite. Cela prouve seulement qu'on la croit possible de fait, mais non pas de droit, et cela exprime le désir qu'on en a d'en prévenir et empêcher l'exécution. *Abundans cautela non nocet.* (*Arg. leg. 94 ff. de Reg. jur. l. 17. c. de Testam. Klock. Cons. 150. n. 37 et Cons. 182. n. 197.*)

Cette clause de l'acte de 1406 marque la juste défiance où était le Conseil et la Communauté de Neufchâtel des desseins de Conrad de Fribourg, qui, par les entreprises sur les franchises et immunités des bourgeois, faisait craindre avec raison qu'il ne voulût porter ses attentats plus avant. Elle marque la disposition des Neufchâtelois à remplir leurs naturels engagements envers leur Seigneur souverain; au cas que Conrad, manquant à ses devoirs féodaux, vint à vouloir transporter son fief à des personnes non habiles à le posséder, et au préjudice du droit de réversion du prince de Châlons. C'est tout ce qu'on en peut raisonnablement inférer.

Il reste à répondre à la conséquence que l'avocat de M. le prince de Conti veut tirer, en la page 131 et suivantes de son Mémoire, de l'acte de 1416. Mais pour ne pas répéter ce qu'on a déjà dit sur ce sujet dans l'Addition à l'Information sommaire, il suffira de faire remarquer ici :

1. Que cet avocat ne devait pas avancer que, par ce traité, *il a été convenu* entre Conrad de Fribourg et Jean de Châlons que Jean de Fribourg aurait le Comté de Neufchâtel et toutes ses appartenances, pour en jouir *comme de son propre héritage, pour lui, ses hoirs et ayants cause perpétuellement*. Ce n'est pas ainsi que la chose est énoncée dans cet acte, et on n'y trouvera point que ce soit par une convention entre Jean de Châlons et Conrad de Fribourg que le Comté de Neufchâtel a été donné à Jean de Fribourg avec la clause dont il s'agit. On voit bien que Jean de Châlons fut présent au contrat; qu'il y intervint pour donner son consentement au mariage et pour constituer la dot à sa fille, comme il était nécessairement requis; mais, après cela, il ne paraît ni comme permettant, ni comme stipulant ni intervenant dans la donation que Conrad fait à son fils de ce Comté de Neufchâtel, et l'on ne peut, dans la plus grande rigueur, le considérer que comme présent, et non contredisant, ce qui fait une notable différence.

2. Dans la question, si la simple présence d'une personne dans un acte, emporte son consentement, on a accoutumé de distinguer si ce qui se passe en sa présence serait valable sans cela, ou s'il ne le serait point? Au premier cas la présence ne peut pas être prise pour un consentement de sa part, mais bien au second de ces cas; encore faut-il qu'il s'agisse de son avantage, et non de son préjudice.

Conrad de Fribourg aurait pu, sans l'intervention et la présence de Jean de Châlons, son seigneur, donner et transférer le Comté de Neufchâtel à Jean, son fils, à qui il devait passer après lui infailliblement. Ce n'était là qu'un avancement et une anticipation de son hoirie féodale, que le seigneur direct ne



1707

pouvait lui prohiber. Ainsi, sa présence ne peut point être regardée comme un consentement qui doive lui être préjudiciable, et le priver de ses légitimes droits.

3. A l'égard de la clause que *Jean de Fribourg pourrait jouir de Neufchâtel comme de son propre héritage*, etc., outre qu'il n'est pas dit qu'il en pourrait disposer, mais seulement *en jouir*, comme de son propre héritage, c'est-à-dire de son héritage féodal, les termes devant toujours s'entendre *secundum subjectam materiam*, on doit observer qu'à la vérité, lorsque le seigneur concède un fief à quelqu'un pour le posséder et en faire ce qu'il voudra, *ad id habendum et faciendum quidquid voluerit*, le vassal peut en ce cas, selon le sentiment de plusieurs feudistes, disposer du fief à sa volonté, et l'aliéner en faveur de qui il lui plaît. Mais il faut faire une grande différence entre la concession d'une chose et le consentement donné par un tiers à cette concession. Dans le cas présent, ce n'est point le seigneur qui fait la donation avec la clause *d'en jouir*, etc.; c'est le vassal qui donne le fief à son fils, du consentement de son seigneur, supposé qu'il faille regarder sa présence et son silence pour un consentement (ce qu'on a montré ailleurs ne se pouvoir avec justice; celui qui donne son consentement pour faire une chose, n'est jamais censé la faire lui-même, à moins qu'il n'ait seul le pouvoir et la liberté de la faire. (*Rosenth. cap. 9, conclus. 47.*))

Or, il est constant que Jean de Châlons, présent au mariage de Marie, sa fille, et de Jean de Fribourg, n'aurait pas pu seul et de son chef, donner à celui-ci le Comté de Neufchâtel, au préjudice et sans la volonté de Conrad, qu'il en avait déjà investi par grâce.

D'ailleurs, et voici une chose qui est bien à observer, le mot de *héritage*, et les autres que le donateur emploie ici, n'ont du rapport qu'à la renonciation plénière que le père fait de son droit au Comté en faveur du fils, afin que, s'il avait *des enfants d'autres femmes ou autrement*, ils n'y eussent aucune part.

Outre cela, il faut bien distinguer entre les clauses insérées dans l'acte primordial d'une investiture ou de quelque autre concession, et les clauses qui s'ajoutent dans la suite du temps, du consentement mutuel des parties, pour restreindre, amplifier ou autrement modifier la jouissance des choses concédées. Les premières clauses faisant partie du contrat originaire (lorsqu'elles sont dans les articles dispositifs, et non dans ceux qui ne marquent que l'exécution) lui donnent sa véritable forme, en constituent la véritable essence, et lui impriment une qualité permanente et perpétuelle; au lieu que les pactes qui s'ajoutent depuis, *ex post facto*, ne peuvent point changer la nature du contrat, ni de la chose, et moins encore de féodale, la rendre libre et allodiale (*Rosenth. Conclus. 35, n. 37, cap. 9*), comme on ose le prétendre.

4. On a déjà remarqué que le prétendu consentement de Jean de Châlons, induit de sa présence au mariage de sa fille avec Jean de Fribourg, ne pourrait jamais être présumé fait qu'en contemplation de sa fille et des enfants à naître de son mariage; de sorte que sa mort sans enfants aurait fait cesser l'effet de ce consentement. *Cessante personâ cujus contemplatione consensus fuit, is consensus amplius consentienti, aut ejus hæredibus, non adversatur.* (*Id. Conclus. 80, n. 1.*)

Enfin, on ne peut s'empêcher de rappeler ici, ce qu'on a observé ailleurs : que toutes les conséquences qu'on voudrait tirer de cet acte de 1416, sont entièrement anéanties tant par l'hommage que prêta Jean de Fribourg lui-même à son seigneur l'an 1453, en la même manière que ses prédécesseurs l'avaient fait, que par les offres de Rodolphe de Hochberg à Louis le Bon, en vue de légitimer l'occupation de son fief.



1707

On laisse aux avocats des autres prétendants à faire des réfutations plus suivies et plus étendues de ce Mémoire, qui porte sur eux ses plus grands coups; mais on se persuade surtout que les Etats et les Peuples de Neuchâtel et Valangin se trouveront les plus intéressés à le rejeter et à le combattre, comme un écrit rempli d'expressions et de maximes contraires à leurs libertés et à leurs franchises, et capables d'en ruiner entièrement la constitution.

Ici finit la réfutation du Mémoire de M. le prince de Conti, faite au nom de S. M. le roi de Prusse. L'auteur de cette réfutation n'a pas jugé à propos de reproduire ce qu'il avait écrit précédemment au sujet des prétendues substitutions de 1416 et 1417, en s'y rapportant sans doute; mais comme ce qu'il dit à cet égard, bien que figurant dans les imprimés de l'époque, n'a pas encore paru dans ce manuscrit, on complétera la matière en transcrivant ce que contient l'*Addition à l'Information sommaire* (pages 7 et suivantes de l'imprimé) en ces termes :

Extrait de l'Addition à l'Information sommaire du droit de S. M. le roi de Prusse sur les substitutions.

D'ailleurs pour peu qu'on examine avec attention ces substitutions en elles-mêmes, on sera aisément convaincu que les ducs de Longueville n'en ont pu, et que ceux qui prétendent aujourd'hui tenir leurs places n'en peuvent tirer aucune conséquence qui leur soit favorable.

Pour la substitution faite par Marie de Baux qui regarde la Principauté d'Orange, de quoi il n'est pas question présentement, cette princesse avait les mains liées par les clauses expresses de son mariage de l'an 1386, qui adjugeait nommément et irrévocablement la Principauté au fils aîné qui en devait provenir.

A l'égard de la substitution de Jean de Châlons de 1417, on ose assurer, que toute personne raisonnable et désintéressée découvrira sans peine que les concurrents de S. M. n'en sauraient tirer aucun avantage.

1. La condition sous laquelle cette substitution avait été faite ayant manqué, la substitution est devenue *eo ipso* caduque et de nul effet. L'extrait généalogique, inséré dans le Traité sommaire, montre sensiblement que des trois cas, qui font les trois membres de la condition sous laquelle la substitution est faite, il n'en est aucun qui soit arrivé, et que par conséquent les biens sont parvenus libres entre les mains de Jean de Châlons V, et ensuite à René de Nassau-Châlons, son petit-fils, comme il le déclare lui-même dans son testament.

2. On remarque qu'à l'égard des biens de France, Alix de Châlons est par le testament de 1417, appelée seule pour sa personne sans aucune mention de ses enfants. Ainsi Alix étant morte avant les mâles institués, n'a pu transmettre à ses descendants aucun droit, ni aucune espérance de substitution.

3. Enfin, pour couper court sur une matière qui est déjà traitée ailleurs assez au long, il faut observer comme une chose décisive qu'à l'égard des biens hors de France, Alix et Marie de Châlons et leurs enfants mâles seulement sont appelés à cette substitution; de sorte que les ducs de Longueville n'étant venus d'Alix que par une descendance doublement féminine, on voit clairement qu'ils n'ont pu avoir aucune vocation à cette hoirie de Châlons.

On se jeterait dans une prolixité ennuyeuse, si l'on voulait ramasser ici toutes les raisons propres à ruiner les vaines conséquences qu'on a prétendu tirer de ces substitutions, sur lesquelles on n'a pas même osé beaucoup insister. On se contentera donc de faire deux réflexions sur cette matière avant que de la quitter.

La première, que puisque c'est sur le fondement de ces substitutions qu'on veut établir la nullité des droits de S. M., et que c'est cependant sur ces mêmes



1707

actes que les ducs de Longueville ont appuyé leurs prétentions sur l'hoirie de Châlons, et obtenu des actes du Grand Conseil de Paris en divers temps jusqu'à nos jours, il faut qu'ils reconnaissent eux-mêmes qu'ils n'ont point de prescription légitime à opposer contre ces droits; qu'ils ne tâchent de détruire que par les mêmes titres dont ils ont poursuivi jusqu'à notre temps une confirmation décisive.

La seconde, que comme tous les actes qu'ils ont obtenus par défaut et qui n'avaient d'autre fondement que ces substitutions ont été cassés et annulés par les divers traités de paix qu'on rapporte, il s'ensuit nécessairement que ces substitutions ne peuvent plus être opposées sans donner une atteinte manifeste à l'autorité publique des traités, et sans violer par là ce que le droit des gens a de plus sacré.

L'auteur de la Réponse se trompe, ou veut tromper le public, en restreignant, comme il fait, l'octroi de l'Empereur Charles-Quint à René de Nassau, daté du 14 mai 1544, aux seuls fiefs qu'il possédait aux Pays-Bas.

1. Les Lettres d'octroi parlent généralement de tous les fiefs, terres et héritages gisants aux Pays de par deçà, ce que cet Empereur entend sans doute par rapport aux royaumes d'Espagne, qui étaient ses Pays de par delà.

2. René de Nassau, bien instruit du sens de cet octroi, dispose généralement et sans aucune restriction de ses principautés, comtés, fiefs, terres et seigneuries et autres biens quelconques; en quoi il ne faut pas douter qu'il n'ait voulu comprendre ses droits sur Neufchâtel, puisqu'il était actuellement en procès sur ce sujet avec les ducs de Longueville.

3. Les Lettres de confirmation du 14 juillet 1544 montrent évidemment que l'octroi ne se bornait pas aux seuls fiefs des Pays-Bas, puisqu'elles font une mention générale des comtés, baronnies, terres et seigneuries, fiefs nobles, testaments et autres biens quelconques de René, voulant, dit l'Empereur, que ce testament soit valable en et par tous les pays, terres et seigneuries, tant de ses Pays-Bas qu'en la Franche-Comté, comté de Bourgogne, etc.; ce qui, bien loin de contenir une restriction, marque tous les pays sujets à la domination impériale dans l'étendue desquels René de Nassau pouvait avoir laissé des fiefs et autres biens: après quoi, il serait absurde de faire ici exception par rapport au Comté de Neufchâtel.

4. Les Lettres patentes du même Empereur, du 9 décembre 1544, contiennent aussi une confirmation générale et illimitée du testament de René de Nassau.

L'auteur de la Réponse allègue trois raisons pour montrer que les Lettres de confirmation du testament de René de Nassau par l'Empereur ne peuvent être d'aucune considération; mais ces raisons sont toujours si faibles qu'on ne craint point qu'elles aient fait la moindre impression sur les esprits.

La première est que ces Lettres de confirmation ont été données uniquement pour rendre valable le testament de René, comme s'il avait été fait devant les hommes de fief. Mais sur quel fondement cet auteur prétend-il que ce soit là l'unique but de ces Lettres de confirmation? Il est vrai qu'elles contiennent cette clause, que la disposition vaudra tout autant que si elle avait été faite devant les hommes de fief, mais c'est pour signifier qu'elle doit être censée faite dans toutes les formes requises, et cela même, bien loin de diminuer le poids et la force de ces Lettres de confirmation, ne sert qu'à les augmenter.

La seconde raison se rapporte aux substitutions desquelles on a déjà parlé, et dont on ne dira plus rien ici pour éviter les répétitions.

La troisième raison n'étant qu'une dépendance de la seconde, on ne s'y arrêtera pas non plus, puisque le fondement a été détruit.

L'avocat de M. le comte de Matignon ajoute que les traités de paix qui ont rétabli les princes de Nassau dans leurs premiers droits, qui leur appartenaient

Réponse à  
l'avocat de M.  
de Matignon.



1707

avant la guerre, ne contiennent rien de décisif en leur faveur, les remettant seulement au même état et en la même possession où ils étaient, et il allègue pour une preuve convaincante l'article treizième du dernier Traité de Riswyck, où il est dit, que pour terminer sans retour toutes les difficultés, etc., les deux Rois nommeront des commissaires de part et d'autre; de sorte que jusqu'à ce qu'il ait été nommé des commissaires, et qu'ils aient décidé la contestation, S. M. P. ne peut point prétendre d'être réintégrée dans les biens de la Franche-Comté dépendants de la succession de Châlons.

Mais rien n'est si peu relevant, car :

1. Les traités dont il s'agit sont si formels et si décisifs pour les princes d'Orange, que non seulement ils sont restitués et réintégrés comme héritiers de la Maison de Châlons dans la possession pleine et entière de la principauté d'Orange, et en tous les autres biens, terres et droits dépendants de la même succession de Châlons, mais tous les arrêts, sentences et procédures contraires sont cassées, révoquées et annulées, ce qui marque bien une restitution complète et décisive.

2. C'est une illusion manifeste de soutenir que, sous prétexte que dans l'article 13 du Traité de Riswyck, il est dit qu'il sera nommé des commissaires pour terminer sans retour les difficultés, la restitution ou la réintégration n'a point été absolument et définitivement accordée au feu Roi d'Angleterre, et que par conséquent S. M. Prussienne ne peut point prétendre de réintégrer, avant que les commissaires aient été nommés et qu'ils aient prononcé. Il y est formellement dit que „quant à la Principauté d'Orange et autres Terres et Seigneuries appartenants au feu Roy Guillaume, l'article séparé du Traité de „Nimwègue sera entièrement exécuté selon sa forme et teneur, et tous les „Arrêts, Edits et autres actes contraires demeureront nuls et de nul effet, et „les biens rendus au même état, et en la manière qu'il les possédait, avant „qu'il en eut été dépossédé.“ Pouvait-on s'exprimer en des termes plus significatifs et plus propres à marquer une restitution pleine et entière!

La clause qui est ajoutée ensuite touchant la nomination des commissaires ne regarde nullement la restitution elle-même, puisqu'elle était déjà réglée et accordée, mais seulement les difficultés qui pouvaient naître, tant par rapport à l'état passé et présent des biens dont il s'agissait, aux détériorations qui pourraient s'y être faites qu'aux restitutions des fruits et autres accessoires.

Mais ce qui ne souffre point de réplique, c'est que le feu roi Guillaume fut réellement et entièrement rétabli dans la Possession de la Principauté d'Orange et des Terres de Bourgogne, et qu'il en a toujours joui tranquillement dès lors.

Après avoir exposé les raisons des prétendants, avant d'en venir à la procédure qu'ils ont tenue devant les Trois-Etats, j'estime qu'il est à propos de rapporter le contenu de quelques pièces produites de la part de l'ambassadeur de S. M. Prussienne, et avant tout les deux pleins-pouvoirs généraux donné par le roi au comte de Metternich. (\*)

**Plein-pouvoir Général donné par Sa Majesté le Roi de Prusse à Son Excellence M. le Comte de Metternich, Ministre d'Etat, Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire de Sa dite Majesté.**

Plein-pouvoir  
donné au comte  
de Metternich  
par le roi de  
Prusse.

FRÉDÉRIC, par la grâce de Dieu Roy de Prusse, Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan et Prince Electeur du Saint Empire, Souverain Prince d'O-

(\*) Ces deux pleins-pouvoirs ainsi que quelques-uns des autres documents qui figurent à la suite, sont compris dans une publication de l'époque intitulée :



1707

range, etc., etc. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou à qui il appartiendra, de quelle manière que ce puisse être, Salut.

Feu le Roy de la Grande Bretagne, notre bon Frère et Cousin, n'ayant pas voulu, pour son intérêt particulier, différer la Paix de Ryswick au sujet de son légitime Droit sur la pleine Souveraineté de Neufchâtel et de Valangin, consentit à différer de le faire valoir à la mort de Madame la Duchesse de Nemours; Et ce Droit nous étant dévolu par le décès de ce Monarque sans enfants, Nous avons bien voulu aussi, à son exemple, ne point altérer la tranquillité de ceux de cette souveraineté, pendant la vie de cette Princesse. Mais comme aujourd'hui Elle n'est plus, et que Nous ne pouvons ni ne voulons plus différer d'user de notre droit, Nous avons commis, ordonné et député, et par les présentes commettons, ordonnons et députons le Sieur Comte de Metternich, notre Conseiller privé, qui a notre plus particulière confiance, pour se transporter incessamment à Neufchâtel avec plein-pouvoir de notre part, autorité et mandement général et spécial (l'une des qualités ne dérogeant à l'autre) d'y manifester notre dit droit sur la pleine Souveraineté de Neufchâtel et Valangin, l'établir et le faire valoir par toutes les voyes justes et requises, et pour en qualité de nôtre Plénipotentiaire et Ambassadeur Extraordinaire requérir, et prendre en notre nom la possession de la dite pleine Souveraineté de Neufchâtel et de Valangin, ensemble des autres appartenances, dépendances et annexes dedit Comtés, en retirer tous actes, et généralement faire en notre nom, pour raison de la dite prise de possession, et en conséquence d'icelle tout ce qu'il connaîtra être bon et avantageux à notre service, de même que Nous pourrions faire si Nous y étions en personne: Comme aussi de faire toutes les déclarations et protestations, et se servir de tous les moyens et voyes qu'il jugera nécessaires pour conserver et faire valoir nos Droits, et substituer une ou plusieurs personnes au pouvoir porté par ces présentes, ou en quelques-unes de ses parties s'il le trouve à propos; Et généralement faire tout ce que Nous pourrions faire Nous-même, si nous y étions présent en personne, et nonobstant qu'il y eût quelque chose, qui requît un mandement plus spécial qu'il n'est contenu en ces présentes. Promettant en parole de Roy d'approuver et d'avoir pour agréable tout ce que notre dit Plénipotentiaire et Ambassadeur Extraordinaire fera, et de le tenir ferme, observer, et accomplir dans tous ses points. Et pour donner plus de foy et de créance à tout ce qui est contenu en ces présentes, Nous les avons signées de notre Main Royale, et à icelles fait apposer notre grand sceau. Donné à Cologne sur la Sprée ce 23 de Juin 1707.

(L. S.) FRÉDÉRIC R.,  
Comte de Wartenberg.

**Autre pouvoir ultérieur donné au même  
plus spécial que le précédent.**

FRÉDÉRIC, par la Grâce de Dieu Roy de Prusse, Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan et Prince Electeur du Saint Empire, Souverain Prince d'Orange, etc., etc. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou à qui il appartiendra, de quelle manière que ce puisse être, Salut.

Quoique Nous ayons donné pouvoir, autorité et mandement au Sieur Comte de Metternich, nôtre Conseiller privé, Plénipotentiaire et Ambassadeur extraordinaire d'aller incessamment à Neufchâtel requérir, et prendre possession de

Autre Plein-pouvoir donné à M. le comte de Metternich.

RECUEIL DE DIVERSES PIÈCES QUI ONT PARU A NEUFCHÂTEL et qui ont du rapport à la conjoncture présente.



1707

la pleine Souveraineté dudit Neuchâtel et Valangin, ensemble des auprès appartenances, dépendances et annexes, etc. Cependant comme dans sa commission il lui incombera peut-être de négocier, de traiter, de convenir, et d'accorder soit avec les habitants du Pays, soit avec les louables Cantons Suisses, ou soit avec d'autres personnes, pour cette matière ou sur toutes autres, pour lesquelles on pourrait demander un pouvoir plus spécial et plus spécifique de notre part. Nous confiant pleinement en la fidélité, capacité, suffisance, prudence et expérience du dit Sieur Comte de Metternich, notre Plénipotentiaire et Ambassadeur Extraordinaire, dont il Nous a donné des preuves en diverses occasions importantes. Nous lui avons donné et donnons par ces présentes, la charge, direction et conduite de toutes nos affaires, tant en la susdite Souveraineté de Neuchâtel et Valangin, que dans les cantons et autres Etats de la Suisse, avec plein-pouvoir, puissance, autorité et mandement général et spécial, sans que la généralité déroge à la spécialité, ni la spécialité à la généralité, de négocier, traiter, convenir, accorder, et faire de notre part généralement tout ce qu'il connaîtra être le bien, et l'avantage de notre service, tant avec les dits Habitants de la Souveraineté de Neuchâtel et Valangin, qu'avec les Louables Cantons et les autres Membres du Corps Helvétique, ou avec d'autres personnes, ainsi et comme Nous pourrions faire Nous-mêmes si Nous étions présent en personne et nonobstant quelque chose qui requit un pouvoir et mandement plus spécial qu'il n'est contenu es présentes. En outre nous lui permettons de substituer une ou plusieurs personnes au pouvoir porté dans les présentes, ou en quelqu'une de ses parties, s'il le trouve à propos. Promettant en parole de Roy d'avoir agréable, de tenir ferme, et d'accomplir tout ce que par notre dit Plénipotentiaire et Ambassadeur Extraordinaire sera négocié, traité, convenu, fait et accordé. Et pour donner plus de foy et de créance à tout ce qui est contenu en ces présentes, Nous les avons signées de notre Main Royale, et Nous y avons fait apposer notre sceau. Donné à Cologne sur la Sprée ce 23 de Juin 1707.

(L. S.) FRÉDÉRIC R.,

Comte de Wartenberg.

**Traité de la cession de la Souveraine Principauté d'Orange faite par M. le Prince de Conti au Roi de France.**

(Du 25 novembre 1707.)

Acte de cession  
par le prince de  
Conti de la  
Principauté  
d'Orange à  
Louis XIV.

LOUIS, par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, à notre très cher et féal Chevalier le Sieur Phelipeaux, Comte de Pontchartrain, Chevalier garde des Sceaux de France et Commandeur de nos Ordres. A nos Amés et Feaux Conseillers en nos Conseils, les Sieurs le Peletier et d'Aguesseau, Conseillers ordinaires dans notre Conseil Royal, Chamillard, aussi Conseiller ordinaire dans notre Conseil Royal, Contrôleur-général de nos Finances, Fleurian d'Armenonville et Rouillé de Coudray, Conseillers ordinaires dans notre Conseil Royal, Directeurs de nos Finances, Salut. Quelques précautions que nous ayons prises par nos déclarations du 23 Novembre 1697 et 13 Janvier 1698 *pour empêcher les désordres que cause dans nos Provinces de Languedoc, Dauphiné et Provence le libre exercice de la religion protestante dans la Ville et Principauté d'Orange*, nous recevons néanmoins différentes plaintes, qui nous font connaître la *nécessité de couper la racine à un mal si dangereux à la Religion, et d'embrasser l'occasion qui se présente de nous rendre maître de cette Principauté par le Traité que nous avons résolu de faire avec notre très cher et amé Cousin le Prince de Conti*, qui en a été envoyé en possession par Arrêt de notre Grand Conseil



1707

du 28 Mars dernier 1702, en vertu du legs universel fait en sa faveur par feu notre très cher et amé Cousin le Duc de Longueville, dont la délivrance lui en a été faite par Sentence des Requêtes du Palais et confirmée par Arrêt de notre Parlement de Paris, *afin d'y rétablir par ce moyen l'uniformité de la Religion et d'ôter à nos sujets des Provinces voisines nouvellement convertis, tout ce qui leur pourroit servir d'occasion et d'attrait pour retomber dans leurs anciennes erreurs*, Joint d'ailleurs qu'il est du bien de notre Etat, que nous réunissions à notre Comté de Provence cette partie de son domaine, qui en a été démembrée et qui en relève à foi et hommage, et dont les appellations doivent ressortir du Parlement d'Aix. C'est dans ces vues que Nous avons fait témoigner à notre dit Cousin le Prince de Conti, au Sieur et Dame de Mailly, prétendans droit, en vertu de la substitution apposée au Testament de Dame Marie de Baux, princesse d'Orange, du 22 Mai 1416, et autres qui prétendent y avoir droit, *notre dessein de faire un échange de cette Principauté avec d'autres domaines. Et notre dit Cousin le Prince de Conti a acquiescé avec soumission à notre volonté, et notre dite Dame de Mailly, pour tout et quel droit elle y peut avoir*. Mais attendu qu'il y a procès entre notre dit Cousin, les Sieur et Dame de Mailly et autres Prétendans à la dite Principauté d'Orange, et que par ce moyen le dit échange ne peut être consommé jusques à ce que les dits procès soient terminés, et que cependant *il est de notre intérêt de nous mettre dès à présent en possession de la dite Ville et Principauté d'Orange*. A ces causes, de l'avis de notre Conseil, Nous vous avons commis et députés, commettons et députons par les présentes signées de notre main, nos Procureurs spéciaux pour ensemble, ou trois de vous en absence des autres, passer un ou plusieurs Traités avec notre dit Cousin le Prince de Conti, les Sieur et Dame de Mailly et autres, qui sur le fondement de leurs prétentions y voudront intervenir, et y donner leur consentement conjointement ou séparément, *accepter à notre profit et de nos successeurs Roys, la cession qui nous sera faite par notre dit Cousin dès à présent de la dite Ville et Principauté d'Orange* (de laquelle il est en possession en vertu du dit Arrêt du 28 Mars dernier *en qualité de Légataire du dit Duc de Longueville*), de ses annexes, appartenances et dépendances sans en rien excepter ni réserver, comme aussi pour être procédé par vous avec notre dit Cousin, les Sieur et Dame de Mailly et autres prétendans, aux évaluations tant de la dite Principauté d'Orange que des domaines qui seront donnés par vous en contr'échange, et passer avec lui, ou tel autre à qui la propriété pourroit être adjugée, le contrat d'échange et tous autres actes nécessaires, aux clauses et conditions que vous jugerés raisonnable, et en attendant que le dit échange puisse être consommé, et notre dit Cousin mis en possession actuelle et réelle des revenus des dits domaines, qui seront cédés par le dit échange, il jouira, comme il a fait ci-devant, de tous les fruits et revenus de la dite Principauté d'Orange, et en fera les baux, si ce n'est que sur les contestations qui sont pendantes entre lui et les autres prétendans, il en fut autrement ordonné, sans préjudice néanmoins à notre dit Cousin, ou à celui à qui la propriété en pourroit être adjugée, de rentrer dans la propriété, possession et jouissance de la dite Principauté d'Orange, droits, dignités, prérogatives, privilèges d'icelles, au cas que l'échange n'eût pas lieu. De ce faire et accomplir, Nous vous avons donné et donnons pouvoir, puissance, autorité, commission et mandement spécial; Promettant en foi et parole de Roy d'avoir agréable, et tenir ferme et stable, tout ce que par vous aura été fait et passé, et d'en faire expédier et délivrer toutes Lettres de ratification, ou autres sûretés nécessaires, sans néanmoins que ces présentes puissent nuire ni préjudicier aux droits et intérêts des Parties qui sont en procès avec notre dit Cousin pour raison de la dite Principauté. Car tel est notre plaisir.



1707

Donné à Versailles le 25 jour de Novembre, l'an de grâce 1702, et de notre règne le soixantième.

LOUIS.

Et plus bas par le Roy :

PHELIPPEAUX, et scellé.

**Cession faite par Guillaume, Roi de la Grande Bretagne, au Roi de Prusse, Frédéric I. de ses droits sur le Comté de Neuchâtel.**

(Le 23 octobre 1694.)

Acte de Cession  
du roi Guil-  
laume de la  
Grande Bre-  
tagne de ses  
droits sur Neu-  
châtel au roi de  
Prusse.

GUILLAUME-HENRY, par la grâce de Dieu Roy de la Grande Bretagne, Prince d'Orange, Comte de Châlons, Vicomte de Besançon, Baron d'Arlay, Comte de Nassau, etc., etc. A tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Sçavoir faisons, comme par la grâce de Dieu dans toutes nos actions, Nous n'avons en vue que le repos et la tranquillité du Public, et surtout des Pays qui nous touchent par des liens plus particuliers que les autres; Nous n'avons pas jusques ici trouvé à propos de mettre en avant notre qualité de Seigneur de fief et nos droits de souveraineté et de retour sur les Comtes et Comtés de Neuchâtel et Valangin à nous échus et dévolus par les Sérénissimes Prince d'Orange, Philibert de Châlons, René de Nassau et Guillaume de Nassau, notre ayeul, en considération que ce Pays, quoique contigu à notre portion héréditaire de Châlons gisante en Franche-Comté, n'ayant pu jouir de notre protection, ni avant ni pendant cette guerre, aurait couru risque d'être exposé avec la Suisse voisine aux démarches violentes de la France, si nous découvrions prématurément notre intention à cet égard; toutesfois réfléchissant non seulement sur l'âge de Madame la duchesse de Nemours, qui est la dernière de Longueville, mais aussi sur les dangers extraordinaires auxquels Nous pouvons être exposé pendant le cours de cette guerre; Nous avons trouvé à propos de prendre d'ores et avant des mesures convenables pour le maintien et la conservation de nos droits concernant la souveraineté et la réversion des dits Comtés dans notre maison d'Orange ou dans celle de nos héritiers, et pour en prévenir et en empêcher l'aliénation et le transport dans d'autres familles : Pour ces causes et autres à ce nous mouvants, après une mûre délibération, Nous avons cédé et transporté, cédon et transportons par les présentes à notre Cousin FRÉDÉRIC, le troisième de ce nom, Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan et Electeur du Saint Empire, Duc de Prusse, de Magdebourg, de Juliers, de Clèves, de Berg, de Stettin, de Poméranie, etc., etc., les prérogatives, droits et actions, de quel nom et quelle nature qu'ils puissent être sur les Comtes et Comtés de Neuchâtel et Valangin en Suisse; en telle sorte que s'il plaît à Dieu de disposer de nôtre Personne avant la conclusion de la paix, ou bien avant la mort de Madame la Duchesse de Nemours, le dit Electeur, notre Cousin, se peut servir de nos droits et actions en la même forme que si nous les avions produits et fait valoir de notre vivant. Mais s'il plaît à Dieu de nous conserver, et par sa grâce, alors nous travaillerons de concert et de bonne amitié avec le dit Electeur notre Cousin, à bien établir nos droits et actions, et en vertu d'iceux nous assurer (\*) la succession aux dits Comtés par un Traité de paix, et la possession immédiate après Madame la Duchesse de Nemours. Bien entendu que quand Nous aurons été reconnus légitimes souverains et successeurs, dès alors la présente cession aura

(\*) Cette cession ne servait au roi de Prusse que pendant la vie du roi d'Angleterre, car après sa mort il était héritier nécessaire des droits de Châlons par sa mère Louise de Nassau. Aussi il faut observer que le roi de Prusse ne s'est pas servi de cette cession pour fondement de ses prétentions. (Note de J.-F. Boyve.)



1707

(après notre décès) aussi sa force et vigueur, non seulement eu égard en la souveraineté et au droit de seigneur direct, mais aussi pour ce qui fait et regarde l'usufruit et la possession immédiate des dits Comtés, quand pour icelles il y aura ouverture, soit par accord, soit après le décès de Madame la Duchesse de Nemours; et partant le dit Electeur notre Cousin pourra se servir de notre présente cession et transport, en la faisant avouer et confirmer par les Etats des dits Comtés, et tous ceux à qui il appartiendra d'en prendre connaissance. Ainsi fait et passé à La Haye le 23 Octobre 1694.

GUILLAUME, *Rex.*

Les têtes couronnées commencèrent à s'intriguer pour faire réussir ceux qu'elles auraient souhaité qui parvinssent à l'investiture de la souveraineté de Neuchâtel.

Intérêt des têtes couronnées à l'affaire de la succession de Neuchâtel.

M. le marquis de Puisieux, ambassadeur de France en Suisse, écrivit, par ordre du Roi, son maître, une lettre adressée au gouvernement de Neuchâtel pour l'exhorter à faire justice aux prétendants de France qui seuls avaient qualité pour se mettre sur les rangs. Il déclare qu'il laisse la liberté aux juges de prononcer en faveur de celui d'entre eux qui aurait le plus de droit, qu'il serait content pourvu qu'on en choisît un de leur nombre; mais que si on en choisissait ou si on en élisait un autre, S. M. T. C. ne manquerait pas d'en avoir du ressentiment, etc. Il écrivit encore le 4 juillet une lettre qu'il adressa aux quatre Cantons alliés de Neuchâtel par laquelle il les prie d'exhorter leurs alliés de cet Etat de faire justice aux prétendants français, et que s'ils n'en choisissaient pas un d'entre eux pour leur souverain, le roi, son maître, ne manquerait pas d'en avoir du ressentiment.

L'ambassadeur de France écrit deux lettres en faveur des prétendants français.

D'un autre côté M. de Stanian, envoyé de la reine de la Grande Bretagne en Suisse, se rendit à Neuchâtel par ordre de sa souveraine pour recommander S. M. prussienne. Il présenta à cet effet un écrit qui avait pour titre : *MÉMOIRE DE MONSIEUR DE STANIAN, Envoyé extraordinaire de S. M. la Reine de la Grande Bretagne vers les Louables Cantons Réformés, présenté le 25 Juillet 1707 à Messieurs du Conseil d'Etat de Neufchâtel, de même qu'à Messieurs les Quatre Ministres, Conseil et Communauté de la Ville de Neufchâtel; et communiqué le même jour à Messieurs les Maîtres-bourgeois et Conseil de la Bourgeoisie de Vallangin; et enfin remis aussi à Messieurs le Doyen et Pasteurs des Eglises de l'Etat du dit Neufchâtel.*

Démarche de l'envoyé britannique M. de Stanian en faveur du roi de Prusse.

Voici un précis de ce Mémoire, qui a 12 pages in-fol. d'impression.

M. de Stanian déclare d'abord que S. M. Britannique s'intéresse fort à ce que le roi de Prusse soit reconnu souverain de cette Principauté conformément à la justice; que cette reine a pour les habitants de cet Etat des affections cordiales; qu'elle espère qu'on se conformera à ses conseils qui ont toujours été salutaires à ceux

Précis du mémoire de cet envoyé.



1707

qui les ont suivis. Que la situation où se trouve le Comté de Neuchâtel est très délicate; que si on prend un mauvais parti la perte est inévitable, et qu'on n'en pourra plus revenir. Que tous les prétendants français sont également dangereux pour l'Etat; que si on choisissait M. le prince de Conti, le pays deviendrait aliénable; que ce prince, d'abord qu'il aurait été reconnu, pourrait par ce moyen le remettre entre les mains du roi de France; que la possession de ce Comté accommoderait ce monarque pour avoir une entrée en Suisse, et de là dans l'Empire et en Italie, etc. Que pour ce qui est des autres prétendants français, ils ne pourraient pas refuser au roi de faire un échange avec lui du Comté de Neuchâtel contre un équivalent qu'il leur présenterait, et que si on en choisissait un d'entre eux, M. le prince de Conti ne manquerait pas de faire des protestations contre celui qui aurait été choisi, pour faire un jour de nouvelles instances et pour troubler l'Etat, comme il le fit en 1699. En un mot l'envoyé britannique s'efforce, dans son Mémoire, de rendre la France odieuse, pour en détourner les cœurs des habitants du Comté. Que pour ce qui regarde S. M. prussienne, outre que tous les plus habiles jurisconsultes de l'Europe ont unanimement trouvé ses droits solides et établis sur les règles féodales les plus évidentes et les plus incontestables.

Ce qu'il dit en  
faveur du roi  
de Prusse.

Vous trouverez, dit-il, dans ce prince tous les avantages que vous pouvez souhaiter, sans y rencontrer le moindre inconvénient qui mérite quelque attention. Je ne m'attacherai pas à vous indiquer tous ces avantages, vous en pouvez voir une partie dans le Manifeste qui a été publié de sa part; j'y ajouterai cependant quelques réflexions que vous trouverez, à ce que je m'assure, très décisives.

Quoique le Roi de Prusse soit très puissant, néanmoins son éloignement empêche que vous ne puissiez jamais craindre de sa part aucune oppression. Je sais que bien loin qu'il ait la volonté de vous en faire, il cherchera toujours à vous combler de ses grâces et de ses faveurs, et si vous voulez même envisager les affaires au pis, et ne vous confier ni à la générosité si connue de ce prince, ni aux assurances authentiques qu'il vous donne de sa bienveillance, de son affection pour vous, et de la bénignité avec laquelle il vous gouvernera, et quand même sa conformité de religion avec vous, ne ferait point dans vos esprits et dans vos cœurs l'impression naturelle qu'elle y doit produire, il reste toujours vrai que S. M. le Roi de Prusse, quoique si puissant prince, aurait moins que tous les autres prétendants, le pouvoir de donner des atteintes à vos Droits, Libertés, Immunités et Privilèges, et son éloignement empêcherait qu'il ne pût trouver aucun moyen pour y parvenir.

Mais ce même éloignement ne l'empêcherait pas de vous pouvoir soutenir et de pouvoir soutenir toute la Suisse efficacement et puissamment, et cela en diverses manières; par des troupes, soit des siennes propres, soit de celles des princes protestants d'Allemagne; par de l'argent; par son étroite alliance avec les Puissances les plus considérables de l'Europe; par son crédit, et par son influence dans l'Empire; et en suppléant, par les ministres publics qu'il tient dans toute l'Europe, à ce que les Louables Cantons ne jugent pas à propos d'y entretenir personne pour y ménager les intérêts de la nation. Et comme il



1707

peut être si utile à toute la Suisse, et principalement aux Louables Cantons Réformés, celui de Berne aura toujours une condescendance pour lui par rapport aux explications de vos Droits de Combourgeoisie, et de toutes les alliances si étroites que vous avez ensemble, que tous les différends survenus à ces égards, seront, par son moyen et par son intercession, terminés d'une manière autant avantageuse pour vous que vous le pouvez raisonnablement demander, et que l'union et la confiance, si nécessaires entre le Louable Canton de Berne et vous, seront par son moyen parfaitement rétablies.

Le fidei-commis fait par le prince René de Nassau, en vertu duquel le roi de Prusse est légitime héritier de sa succession, pare à ce que vous puissiez jamais être aliénés par ce prince, ni par sa famille; au lieu que sur le pied que Madame de Lesdiguières et M. de Matignon entendent que la succession de votre Etat doit se considérer, vous pourriez successivement tomber entre les mains des familles souveraines catholiques, par le moyen des filles, et même être annexés dans la Monarchie de France, supposé, contre toute apparence, que cette puissance voulût même attendre cela pour s'emparer de vous. Au lieu que vous ne pouvez rien envisager, dans l'avenir le plus éloigné, de dangereux à cet égard, par rapport au Roi de Prusse; vu la qualité de la substitution sur laquelle il se fonde, et vu la quantité de mâles de la religion protestante qui vivent, et lesquels, en conformité de cette substitution, doivent toujours être préférés aux filles, etc.

M. de Stanian et M. de Runckel, secrétaire d'Etat de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs des Etats Généraux des Pays-Bas, présentèrent aussi, conjointement et séparément, des mémoires dont il sera parlé dans la suite.

Démarche collective de MM. de Stanian et de Runckel.

Les menaces de l'ambassadeur de France alarmaient le peuple, et on craignait que les troupes qui étaient sur la frontière ne vinssent à faire quelque irruption dans le pays. Un officier suisse au service de France écrivit assez positivement à ce sujet à un sien ami de ce pays, qui lui fit une réponse, laquelle fut imprimée. Voici ce que contient en substance cette réponse, datée de N. du .... juillet, adressée à M\*\*\* à Paris.

Appréhensions dans le pays d'une invasion française.

L'auteur s'attache d'abord particulièrement à combattre le sentiment de ceux qui craignaient les effets du ressentiment du roi Louis XIV, si on choisissait un autre prince qu'un prétendant français, et que même ce monarque ne le souffrirait jamais sur le trône de Neuchâtel; qu'on avait tout à craindre à cet égard. Il dit donc dans cet écrit :

Extraits d'une lettre d'un anonyme qui rassure contre les menaces de la France.

Que les magistrats et les peuples ayant dessein de faire une exacte justice ne se laissent point ébranler; qu'ils avaient trop de bon sens et trop de zèle pour la justice, et trop ensemble trop de fermeté pour se détourner de leur devoir en se laissant surprendre par de pareils motifs de crainte; que ce ne serait point un sentiment digne d'aucune des puissances qui s'intéressaient pour les prétendants, ni de S. M. T. C., ni des hauts alliés, que de leur attribuer le dessein d'opprimer la liberté des Etats du Pays, et d'empêcher le cours de la justice.



1707

Ils ne sauraient, dit-il, pour leur propre gloire trouver mauvais qu'on suive les règles que le droit et les lois prescrivent, dont la première de ces règles est d'écouter tous les prétendants sans exception, d'examiner et de peser exactement tous leurs droits, et ensuite de prononcer suivant le droit en faveur de celui qu'on trouvera le mieux fondé, quel qu'il soit, Français, Italien ou Allemand. Je ne conçois pas qu'un tel jugement rendu avec une parfaite intégrité puisse fournir à aucun souverain la matière ou seulement le prétexte de s'en dire offensé, encore moins d'exercer son ressentiment. Il faut mieux juger des têtes couronnées, et en avoir une opinion qui réponde à la dignité de leur personne sacrée et au respect qui est dû au trône. Je suis toujours plus confirmé dans mes sentiments, lorsque je me rappelle toutes les sages mesures et toutes les précautions qu'on a prises pour prévenir et empêcher tant de cabales, de brigues et de corruptions; car, après tous les serments prêtés là dessus, il ne peut pas rester le moindre soupçon, ni le plus petit ombrage contre la probité et le désintéressement de tous les Juges, même de tous les Corps de l'Etat qui pourraient avoir quelque influence dans la décision qui sera prononcée. Et par conséquent quelle raison aurait-il d'inquiéter et de troubler tout un pays, parce que les Juges n'auraient pas acquiescé ni pu acquiescer à la volonté et au désir d'un prince.

L'auteur de la Réponse ajoute que les ressentiments de la France seraient contraire aux règles de la politique, parce qu'ayant déjà de puissants ennemis à combattre, elle ne doit pas s'en attirer de nouveaux; que Neuchâtel étant compris dans le Corps Helvétique, allié avec quatre Cantons, et étant la porte de la Suisse, tous les Cantons ont autant d'intérêt à sa conservation qu'à la leur propre. Enfin il répond à des objections qu'on lui a faites, 1. à l'égard de la Principauté d'Orange, qui, à toutes les guerres, a toujours été subjuguée par la France; il fait observer qu'outre l'extrême différence qu'il y a entre Orange et Neuchâtel, ces deux Principautés sont dans des circonstances si opposées, soit par rapport à la situation et aux alliances, soit à tous autres égards, qu'il n'y a aucune conséquence à tirer de l'une à l'autre sur le fait des invasions. 2. Il répond à l'égard de la Savoie, qui, *quoique alliée des Suisses, a cependant été subjuguée par la France, et réduite à la dernière extrémité*, que la Savoie n'était pas dans les mêmes circonstances à l'égard de la Suisse que la Principauté de Neuchâtel, qu'il n'y a pas la même contiguïté de lieux, ni des engagements si intimes, ni des intérêts si pressants du côté de la Savoie, que du côté de Neuchâtel, par rapport aux Cantons, qui, par leurs alliances avec la France, lui donnent des troupes; et que si la médiation n'a pas réussi pour la neutralité, c'est parce qu'on ne se contentait pas d'y comprendre les Etats pour lesquels les Cantons étaient obligés de s'intéresser par leurs alliances avec S. A. R., mais qu'on voulait donner plus d'étendue à cette neutralité; et qu'enfin les Parties principales n'ayant pu en convenir, toutes choses à cet état demeurèrent, de leur consentement, au même état que si elles n'étaient pas advenues; de sorte qu'on n'en pouvait rien conclure contre



l'efficacité des alliances, qui font la sûreté de l'*Etat de Neuchâtel et Valangin*. 3. Pour ce qui est de l'Evêque de Bâle, qui est dans les mêmes circonstances que nous, la France n'a jamais osé l'attaquer, ni faire sur ses terres la moindre hostilité dans aucune guerre, quoique cet Evêque soit Prince d'Empire, et en cette qualité ennemi de la France en temps de guerre entre ces deux Monarchies, et que l'alliance qu'il a avec une partie des Suisses est même respectée jusques dans les fiefs d'Empire qu'il possède hors de la Suisse; et que la France ne se brouillera jamais avec les Etats et les Princes qui sont alliés des Suisses. 4. Enfin il allègue l'exemple de la Franche-Comté, qui est toujours demeurée dans la paix, pendant qu'elle a ménagé la garantie des Suisses pour sa neutralité.

J'avoue, dit-il, que la Franche-Comté est enfin tombée sous la domination de la France, mais ce n'est que par la faute du ministère de l'Espagne, qui n'a pas continué de ménager les Suisses comme il convenait. Je pourrais encore alléguer le propre exemple de Neuchâtel, qui est aussi demeuré en paix avec ses voisins, quoique les princes de part et d'autre se fissent la guerre. Je pourrais parler des refuges que nous avons même donnés aux Bourguignons de l'aveu de nos princes, pendant que ceux-ci, à la tête des troupes de France, conquerraient le pays de ceux-là. Enfin je pourrais citer pour raisons de tout cela le texte de notre Franchise qui ne nous engage dans aucune des querelles de nos Princes qu'autant qu'il s'agit de leur propre guerre, c'est-à-dire de la défense même de notre Patrie, et non de leurs autres Etats, etc., etc.

Cependant comme les Souverains ne se déterminent pas toujours par la règle de la bonne politique qui ne devrait être que celle de la justice, laquelle seule fait régner, et qu'ils préfèrent quelquefois leur penchant pour la vengeance, en en tirant même de la gloire, on continuait à n'être pas sans inquiétude à Neuchâtel; les parties ébranlaient l'Etat. On s'avisa alors de composer avec les prétendants; quelques personnes pensèrent à démontrer que nous n'étions plus obligés de reconnaître aucun d'eux pour notre prince. Ils composèrent même un petit traité dans ce sens, en établissant qu'il ne dépendait que de nous de déclarer cet Etat libre et de nous ériger en République. Un particulier fit même imprimer l'écrit sur cet objet en 12 pages in-4°. Il l'intitula : *LE TOMBEAU DES PRÉTENDANTS A LA SOUVERAINETÉ DE NEUFCHÂTEL ET VALANGIN, ou Mémoire par lequel on prouve que la dite Souveraineté est dévolue aux Peuples après la mort de S. A. S. Madame la Duchesse de Nemours*.

L'auteur entreprend de prouver, dans cet écrit, que la prétention des peuples de Neuchâtel à la souveraineté, après la mort de la dite princesse, est fondée sur l'origine et la nature des souverainetés en général, et sur les constitutions de cette souveraineté en particulier.

A l'égard de l'origine des souverainetés il fait observer que

Continuation  
des inquiétudes  
à Neuchâtel.

Existence d'un  
parti qui incline  
pour la Répu-  
blique.

Ce parti publie  
un écrit intitulé:  
Tombeau des  
prétendants.

Substance de  
cet écrit.



1707

chacun convient que les hommes ne sont sortis de leur état naturel de liberté et d'indépendance que pour s'unir en un Corps politique, et être plus à couvert des maux qui pourraient les menacer.

Cette union, dit-il, est toute libre, et leur succession au pouvoir politique toute volontaire; elle n'a d'autre vue que la sûreté de la tranquillité de leur vie, et elle n'est fondée que sur leur propre volonté, et sur leur libre consentement. Ainsi les premiers engagements qui se sont formés entre le prince et ses sujets par ce choix libre et animé des qualités personnelles, déterminent les uns et les autres aux devoirs particuliers qu'ils sont censés s'être prescrits, et ainsi ces engagements se renouvellent et se perpétuent à chaque changement, et chacun est censé avoir consenti au gouvernement d'une personne, et avoir déposé tout ce qu'il a de plus précieux, c'est-à-dire sa liberté entre ses mains tant qu'il ne fera rien contre cette liberté, ou du moins rien qui puisse altérer son véritable bonheur, etc.

L'auteur applique ensuite ce que dessus à la Souveraineté de Neuchâtel; il allègue pour preuves les conventions faites entre les comtes et les bourgeois de Neuchâtel aux années 1214 et 1454. Les comtes s'engagent à jurer les premiers; ils soumettent les terres à l'interdit s'ils n'observent pas leurs promesses, et qu'en ce cas leurs sujets ne seront plus obligés de leur obéir. L'auteur allègue encore les franchises accordées par les souverains; sur quoi il fait plusieurs observations : 1. Que ces franchises ou constitutions doivent être envisagées comme des lois fondamentales, qu'on doit observer du côté du prince et du côté des sujets : 2. Que les princes ne jurent pas seulement de maintenir les libertés, mais aussi les anciennes coutumes; que maintenir une coutume, c'est se conformer au peuple et à ses mouvements qui confirment cette liberté; c'est se soumettre à une chose qui a existé avant le prince, à la charge de laquelle il a été reçu, et pour le secours de laquelle il a été appelé à gouverner. Cette observation, dit-il, est conforme à l'usage, car les Etats du Pays ayant radicalement la justice souveraine, ils en ont l'exercice sur le prince même quant au droit de succession. 3. Que le seigneur de Neuchâtel ne le devient ni par l'ordre de la naissance ni par aucune disposition; ces deux choses ne leur donnant qu'une espèce de recommandation.

Les Comtes de Neuchâtel ayant stipulé que leurs successeurs seront obligés de prêter serment aux Bourgeois les premiers, les Bourgeois avant cela ne sont pas obligés de le faire. Il se fait donc une convention tacite entre le Prince et les Peuples. Ce n'est donc point le sang seul, ni la disposition seule qui lui donne le titre de souverain, car avant le serment et la reconnaissance des Peuples, les prétendants n'ont aucun droit de faire la fonction de souverain; et on voit de plus que, durant l'inter règne, lorsque les Etats s'assemblent, c'est à eux à disposer des affaires de la souveraineté, etc.

C'est encore un privilège que l'Etat de Neuchâtel a par dessus les autres souverainetés, savoir que, par la mort du Prince, la Principauté est vacante.



1707

Les anciens Etats ont statué par une loi perpétuelle et qui s'observe inviolablement qu'il y aura six semaines entre la mort du dernier et l'investiture de l'autre. En France la royauté se continue de roi en roi; et dès que le roi a fermé les yeux, aussitôt il y a un seigneur et roi. Le grand Maître rompt son bâton sur la fosse du défunt roi sans attendre un couronnement, ni onction, ni sacre; la preuve de cela est qu'aux obsèques des rois, après le rompement de ce bâton, après avoir crié par trois fois *le roi est mort*, on commence à crier *vive le roi*. Ainsi la puissance royale réside encore en la personne du roi mort, mais elle se communique à l'instant à son successeur. La manière d'être appelé à la souveraineté de Neuchâtel est si différente que les enfants mêmes du souverain sont obligés d'attendre le jour fatal, à peine d'en être exclus. La coutume donne encore aux particuliers plus de privilèges; car ils ne sont pas obligés de réclamer la succession de leurs pères devant aucun tribunal; mais les enfants des souverains sont obligés d'en demander la possession et l'investiture aux Etats. Les enfants de Léonor d'Orléans la demandèrent l'an 1601, etc.

D'ailleurs, sans remonter à l'origine de l'établissement des princes, ni aux raisons qui ont porté les peuples à élire des princes pour les gouverner, et sans tirer aucune conséquence des formalités des investitures que les princes sont obligés de demander aux Etats, il paraissait à l'auteur du *Tombeau des Prétendants* que les Etats, ainsi que les Corps et Communautés de l'Etat étaient autorisés à se choisir un Prince où à se rendre libres et à s'ériger en Républiques, à l'instar des autres Suisses, vu que dans le nombre des quinze prétendants il n'y en avait pas un dont le droit ne fût contestable et contesté.

Premièrement tous les donataires et légataires ne pouvaient être admis, vu que notre Etat n'est ni à donner ni à vendre. M. le prince de Conti a déjà été condamné en 1694. La veuve du chevalier de Soissons, donataire de Madame de Nemours, ne peut être reconnue par la même raison que le prince de Conti ne l'a pas été en 1694. Le margrave de Baden et de Hochberg encore moins, vu que le contrat ou pacte de famille fait avec Philippe de Hochberg ne comprend point le Comté de Neuchâtel, et que d'ailleurs il s'était passé une transaction sur ce sujet.

Les héritiers ab intestat, savoir le prince de Carignan, la duchesse de Lesdiguières et le comte de Matignon sont sans droit. Le premier n'est pas parent de Madame de Nemours du côté d'où venait la Principauté de Neuchâtel; le conflit qu'il y a entre Madame de Lesdiguières et le comte de Matignon sur le degré et sur la ligne rend la décision si douteuse entre eux qu'il vaut mieux les renvoyer l'un et l'autre que de s'exposer de faire tort à l'un ou à l'autre, outre qu'il n'est pas bien sûr que la Maison de Longueville, dont ils sont descendus par les femmes, ait pris légitimement possession du Comté de Neuchâtel; et d'ailleurs à supposer que cette possession, qui venait du chef de la Maison de Hochberg, et qui depuis l'extinction de la Maison de Neuchâtel jusqu'à ces deux prétendants aurait passé par six femmes, soit en succession convenable et légale, il s'agirait de savoir si elle serait encore assez de force aujourd'hui jusqu'à obliger le Peuple à s'y soumettre.

Enfin, quant aux héritiers du chef de la Maison de Châlons, qui sont aussi au nombre de trois, savoir, S. M. le roi de Prusse, Madame la marquise de Mailly et M. le marquis d'Alèpre, on objecte contre eux en général: Que l'empereur Albert ayant libéré tous ses vassaux de la Suisse de son droit de feu-



1707

dalité en l'an 1439, et l'empereur Maximilien en ayant encore fait de même en 1566, à l'instance des Suisses, à la Diète d'Augsbourg, et Jean de Fribourg, vassal, étant mort sans enfants en 1457, de même que Philibert de Châlons en 1530, n'y ayant plus ni de vassaux ni de seigneurs suzerains, les Peuples de cet Etat ont repris leur première et entière liberté.

Cependant comme on ne pouvait disconvenir que l'empereur Albert, en renvoyant à la féodalité de ses vassaux, n'y eût renoncé qu'en faveur de ceux qui tenaient le fief, il en résultait que Louis, fils de Jean de Châlons, qui vivait en 1439, ne fût par là confirmé suzerain, et que Philibert, dernier mâle de la famille, n'eût transmis le droit à René de Nassau par consentement de l'empereur Charles V, et que René par le même consentement ne l'eût aussi transmis à Guillaume de Nassau, son cousin et son héritier ab intestat par le même consentement impérial; de sorte que par ces raisons on aurait pu s'arrêter au roi de Prusse, héritier légitime de René par sa mère Louise de Nassau; mais ceux qui partageaient l'opinion de l'auteur du *Tombeau des Prétendants* espéraient de pouvoir composer avec M. le comte de Metternich, qui aurait sans doute plutôt rendu libres les peuples de l'Etat de Neuchâtel que de le voir tomber entre les mains du prince de Conti, qui, de tous les prétendants, avait alors le plus fort parti.

Difficultés qui firent abandonner l'idée d'une République.

Toutefois les difficultés qu'il y aurait eu à surmonter pour établir une République dans cet Etat, où tous les Corps auraient voulu avoir part au Gouvernement, firent craindre une anarchie, de sorte que les auteurs du *Tombeau* abandonnèrent leurs idées aussitôt qu'ils les eurent bien pesées et mûries.

Le roi Louis XIV envoie au pays M. de Closure, résident à Genève.

On sentit sans doute en France que les menaces précédentes de M. le marquis de Puisieux n'avaient pas produit un bon effet; c'est pourquoi S. M. T. C. renvoya au Pays un autre ministre pour ramener les esprits : ce fut M. de la Closure, Résident du Roi à Genève, qui fit imprimer un MÉMOIRE qu'il présenta à *Messieurs le Gouverneur et les gens du Conseil d'Etat, et à Messieurs les Quatre-Ministres et Conseil de la Ville de Neuchâtel*, dont voici le contenu :

Messieurs,

Mémoire qu'il présente au Conseil d'Etat et au Conseil de ville.

L'ordre le plus positif que j'aie reçu du Roi mon maître, lorsque S. M. m'a commandé de me rendre auprès de vous, a été celui de vous assurer de la continuation de la même bienveillance dont Elle, et les Rois ses prédécesseurs, vous ont donné des marques particulières depuis tant de siècles. Les effets présents ne vous permettent pas de perdre le souvenir de ceux des temps passés; tous ensemble vous répondent des mêmes bienfaits pour l'avenir. Vous les ressentirez toujours, Messieurs, car il n'est pas permis de croire qu'un Conseil aussi sage et aussi éclairé que le vôtre, dont la justice règle les décisions, se laisse détourner présentement de ses anciennes et constantes maximes; et que séduits par des propositions dont vos lumières découvriront le venin, vous



soyez ébranlés ou par des offres trompeuses, ou par des menaces offensantes à un Etat souverain comme le vôtre. (\*)

Les ennemis du Roi mon maître ont employé ces deux moyens, pour vous faire écarter les voies de la justice. Ils vous exhortent à réfléchir sur vos intérêts; ils vous dépeignent l'état où vous êtes comme un pas dangereux dont vous ne pouvez sortir sans leur secours. Mais le seul expédient qu'ils vous proposent pour vous délivrer de ce péril imminent, est d'accepter aveuglement le souverain qu'ils vous destinèrent il y a près de trois ans, et de recevoir pour maître un Prince dont ils ne veulent récompenser les importants services qu'en vous forçant de le préférer à ceux que vos Lois doivent appeler à recueillir l'héritage de vos Souverains légitimes. C'est ainsi qu'autrefois la République de Rome donnait des maîtres aux Nations. Aujourd'hui le sieur Stanyon vous présente celui que l'Angleterre et ses Alliés vous ont choisi. Examinez, Messieurs, s'il vous convient de l'accepter, et si vous pouvez croire que la nécessité qu'on veut vous imposer, soit une preuve de l'affection sincère d'une Princesse, uniquement attentive à vos intérêts, et à la conservation de votre liberté, comme son Ministre vous en a assuré.

Vous avez jusqu'à présent maintenu cette liberté, sans le secours de l'Angleterre : il vous a suffi de vos Lois. Continuez à les observer fidèlement; elles vous sont trop chères, trop nécessaires à votre repos; elles sont gravées trop profondément dans le cœur de ceux qui composent vos Conseils, pour laisser croire que les abandonnant vous consentiez à vous soumettre à la décision que des Puissances étrangères ont prononcée sans vous, sur votre Etat, sur vos biens et sur vos coutumes.

Vous savez si jamais le Roi mon maître a tenté de les altérer. Le voisinage du Royaume ne sert qu'à vous faire goûter plus aisément les fruits de son alliance, et les effets de son affection pour cette Principauté. Vous n'avez entendu parler que dans des écrits injurieux que les ennemis répandent, de ces ambitieux desseins que le sieur Stanyon ose vous étaler, avec tant de contradiction dans les faits que d'ignorance dans les affaires publiques. Votre expérience ne vous instruit que de la bienveillance d'un Prince aussi puissant pour vous défendre que porté à procurer vos avantages. Et si la Maison de Longueville n'avait dû son éclat principal à son origine, vous auriez pu ignorer que tant de Princes qu'elle vous a donnés pour maîtres pendant plus de deux siècles, étaient sujets de S. M. et des Rois ses prédécesseurs.

Le seul intérêt qu'elle connaît par rapport à vous est que l'ordre de votre Gouvernement soit conservé. Les invectives du sieur Stanyon, dont vous devez être plus indignés qu'alarmés, ne donneront point à S. M. des vues qu'elle n'a jamais eues à votre préjudice : l'exemple du passé sert de règle pour juger de l'avenir, et votre expérience doit vous assurer que S. M. usera toujours à l'égard de celui de Messieurs les Prétendants français que vous investirez comme elle en a usé à l'égard de Messieurs de Longueville.

Vous ne devez la tranquillité dont votre Etat a joui ni aux ménagements de S. M. pour les autres Puissances de l'Europe, ni à l'embarras des guerres différentes que la France a été contrainte de soutenir : vous la devez à l'équité de S. M., à son affection pour vos Princes, pour vous-mêmes et à l'empressement que vous avez eu de la mériter. Si le sieur Stanyon ne confondait pas les temps, il en trouverait où S. M. débarrassée des soins de la guerre, crainte et respectée de ses voisins, pouvait aisément exécuter les desseins qu'elle lui attribue faussement sur Neuchâtel, si jamais elle les avait formés.

(\*) Quelle différence de langage avec celui de M. de Puyseulx.



1707

Ses intentions, son intérêt même, sont de contribuer autant qu'il dépend d'elle au repos du Louable Corps Helvétique et de ses alliés, et non de pénétrer dans le cœur de la Suisse. S. M. n'a jamais formé de prétention sur le territoire d'aucun des Louables Cantons; elle les regarde comme ses bons et anciens amis; le sieur Stanyon confond les idées; il fait une fausse application à S. M. des projets qu'il aura plusieurs fois entendu attribuer à d'autres Princes.

Je ne disconviens pas, Messieurs, et les effets ont fait voir que les Louables Cantons, persuadés des sentiments que le Roi mon maître a pour eux, ont eu recours à sa bienveillance, et que leur intercession a préservé des maux de la guerre les villes ennemies de S. M. parce qu'elles étaient situées dans le voisinage de la Suisse. Ils sauront certainement peu de gré au sieur Stanyon d'interpréter comme il fait les égards qu'elle a bien voulu avoir en cette occasion pour les offices du Louable Corps Helvétique.

Lisez, Messieurs, sans la prévention que le Ministre d'Angleterre tâche de vous inspirer, la lettre que M. le marquis de Puysieux a écrite aux Louables Cantons; vous découvrirez, au lieu de menaces, la suite des égards et de l'affection que S. M. a toujours eus pour vous. Si elle voulait envahir votre Etat, quel prétexte plus spécieux pouvoit s'offrir pour l'exécution de cette idée chimérique que celui de le voir passer entre les mains d'un Prince son ennemi, dont vous ne pouvez admettre la prétention, sans déclarer que le Comté de Neuchâtel est un arrière-fief de la Franche-Comté; par conséquent, votre nouveau souverain tombé dans le crime de félonie envers S. M. et vous-mêmes déchus de tous les Privilèges que les Comtes de Neuchâtel vous ont accordés depuis plus de deux siècles?

Est-ce vous menacer que de vous montrer le péril où l'on veut vous conduire sous une feinte apparence d'amitié? M. le marquis de Puysieux vous exhorte à persévérer constamment dans les voies de la justice: si vous trouvez ses expressions menaçantes, que dites-vous, Messieurs, du style impérieux du sieur Stanyon? Il vous prescrit le souverain que vous devez reconnaître, sans examiner le droit du Prince qu'il vous propose; car il ne vous est plus libre, selon lui, depuis que les Alliés sont engagés solennellement à votre insu, de vous contraindre à le recevoir pour maître.

Il vous menace déjà d'une guerre éternelle si vous osez trouver que quelqu'un de Messieurs les Prétendants français ayant une ombre de justice: de juges que vous étiez, vous n'êtes plus, suivant le sieur Stanyon, que les simples exécuteurs des décisions faites par les Alliés pour le bien de leurs affaires. On craint la présence des Princes injustes et malfaisants, on évite ceux qu'on ne peut voir, sans se reprocher d'avoir commis une injustice. Le sieur Stanyon n'a pas apparemment eu dessein de vous donner ces idées de M. l'Electeur de Brandebourg; il vous représente cependant l'éloignement de ce Prince comme un des principaux avantages que vous trouverez sous sa domination. En même temps qu'il élève la puissance de cet Electeur, la vérité le force de vous laisser envisager, malgré lui-même, les guerres et les malheurs dont votre Etat serait menacé, si vous préféreriez les injustes prétentions de l'Etranger à celui que vos Lois et vos Coutumes doivent vous donner pour souverain.

Vous n'avez jamais eu besoin, Messieurs, ni de troupes protestantes, ni d'argent des Princes d'Allemagne, pendant que la Maison de Longueville vous a gouvernés. Vous pouvez savoir si les soldats allemands portent avec eux l'abondance dans les pays où ils pénètrent; votre expérience vous apprend qu'un commerce libre avec les Etats voisins enrichit sans peine et sans danger ceux qui veulent l'exercer. Jamais il n'avait été proposé aux L. Cantons d'appeler chez eux les troupes de l'Empire, comme un moyen d'augmenter la richesse et d'assurer la liberté du Louable Corps Helvétique. Les nouveaux conseils



qu'on vous donne ne lui persuaderont pas apparemment de changer cette ancienne maxime.

Ils ne vous persuaderont pas aussi, que la différence de religion soit un obstacle qu'on puisse raisonnablement alléguer contre Messieurs les Prétendants français. L'exemple des temps passés vous assure de jouir de la même liberté et des mêmes usages pour l'avenir.

Comparez donc, Messieurs, la conduite du Roi à votre égard, avec celle de ses ennemis. S. M. vous demande l'observation de vos Lois; ses ennemis en sollicitent le renversement. Elle vous exhorte à maintenir le plus ancien et le plus glorieux de vos Privilèges, à conserver le droit de nommer votre souverain. Ses ennemis veulent vous en priver; ils prétendent vous forcer à recevoir le Prince qu'il convient à leurs intérêts de vous donner pour maître.

S. M. continue de vous regarder comme un Etat véritablement souverain; ses ennemis emploient leurs veilles à prouver que Neuschâtel est un arrière-fief de la Comté de Bourgogne.

Ce sont, Messieurs, les premières preuves que vous recevez de l'amitié récente dont la Princesse du Danemark vous fait assurer par un Ministre très mal instruit du respect dû aux plus grands Rois.

C'est à vous d'examiner si la protection qu'il vous promet, si les assistances éloignées, peut-être incertaines, de la part d'un royaume sujet à de grandes révolutions, vous seront plus utiles que les fruits que vous avez retirés jusqu'à présent de l'affection constante du Roi mon maître, et de votre commerce avec ses sujets.

Si ces considérations, et le désir de conserver vos Lois cèdent aux efforts que l'Electeur de Brandebourg fait agir, songez, Messieurs, qu'en vous donnant à ce Prince, vous vous préparez de nouveaux embarras pour l'avenir, de la part de ceux mêmes qui vous sollicitent aujourd'hui le plus vivement en sa faveur; il y a encore en Hollande des prétendants à la succession du feu Roi d'Angleterre Guillaume III. Cette même République qui vous presse de commettre une injustice qui décidera de votre état, n'ose la faire à l'égard des biens situés sous sa domination, quelque intérêt qu'elle ait de ménager le Prince qu'elle vous prescrit, de concert avec ses Alliés, de reconnaître pour votre souverain.

Tout ce que je vous représente, Messieurs, dans ce Mémoire de la part du Roi mon maître, est digne de toute votre attention; je ne cesserai point de vous répéter toutes les vérités qu'il contient. Je me flatte qu'elles feront sur vous tout l'effet que S. M. en attend, et que vous lui donnerez lieu de faire connaître la part qu'elle prend à votre repos et à votre tranquillité. En mon particulier, Messieurs, je ne souhaite rien tant que de vous marquer en toutes sortes d'occasions la parfaite considération que j'ai pour vous.



1707

## CHAPITRE XVI.

**Contenant ce qui s'est passé entre les illustres prétendants dès le jour des six semaines de la mort de S. A. S. Madame la duchesse de Nemours.**

## PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES TROIS-ETATS.

Convocation et  
assemblée des  
Trois-Etats.

Les Trois Etats ayant été convoqués sur le jour des six semaines, qui échéait le 28 juillet 1707, sous la présidence de noble, généreux et puissant seigneur François-Henri de Stavay, seigneur de Mollondin, conseiller d'Etat de la Ville et Canton de Soleure, gouverneur et lieutenant-général de cette Souveraineté, lequel ayant pris son siège, a ordonné au sautier d'aller à la porte du Château appeler Messieurs des Trois Etats en la manière ordinaire.

Ce qu'ayant été exécuté suivant l'attestation qu'il en a rendue, Mgr. le gouverneur a ordonné à M. le procureur-général de faire prendre place à Messieurs des Trois-Etats; ce qu'il a fait en appelant les nobles et officiers ci-après nommés et en ordonnant au premier maître-bourgeois d'appeler le tiers Etat.

JUGES NOBLES POUR LE 1<sup>er</sup> ETAT.

Juges pour la  
noblesse.

*Louis Guy*, maire de Rochefort.

*Jean-Jaques Sandoz*, commissaire-général.

*Samuel Chambrier*, chancelier.

*Samuel Marval*, ancien maire de Neuchâtel.

Tous les quatre conseillers d'Etat.

OFFICIERS POUR LE 2<sup>me</sup> ETAT.

Pour les offi-  
ciers.

*Jonas Hory*, châtelain de Boudry.

*Simon Chevalier*, châtelain de Thielle.

*François Chambrier*, maire de Neuchâtel.

Tous trois conseillers d'Etat.

*François Perroset*, lieutenant et receveur du Landeron.

## CONSEILLERS DE VILLE POUR LE TIERS ETAT.

Pour le conseil  
de ville.

*David Bullot*.

*Frédéric Chambrier*, lieutenant en la Justice de la ville.

*Henri Petitpierre*.

*Jean-Henri Depierre*.



Tous quatre modernes maîtres-bourgeois et du conseil étroit  
de la ville de Neuchâtel et composant les Quatre Ministraux. 1707

Aussitôt que Messieurs des Trois Etats ont été sur leur siège, M. de Montet, lieutenant et premier conseiller d'Etat en cette souveraineté, a prié Mgr. le gouverneur que lecture fut faite de la protestation qu'il avait rédigée par écrit tant en son particulier que comme chargé de la procuration de LL. EE. de Soleure, qui lui ont remis un revers que S. A. S. Madame notre souveraine Princesse de glorieuse mémoire leur donna en 1695, lequel sert à fonder sa dite protestation, qui a été lue aussi bien que le dit revers, contenant comme s'ensuit :

Protestation de  
M. de Stavay-  
Montet contre  
son élimination  
du siège de  
juge.

Je soussigné, lieutenant des Souverainetés de Neuchâtel et Valangin, et premier conseiller d'état, reconnaissant que l'on n'a eu égard à la protestation que j'ai faite le 26 du présent mois de juillet, enregistrée sur le Manuel du Conseil d'état, et qu'au préjudice de la dite protestation, le premier siège du Tribunal des Trois Etats se trouve rempli, sans que l'on ait trouvé à propos de me nommer pour être l'un des juges de l'ordre de la noblesse, ainsi que de droit m'appartient, et suivant l'ancien usage et pratique, proteste de nouveau et tant que besoin est ou serait contre l'établissement du présent Tribunal, me réservant, tant en mon nom qu'aux noms de Leurs Excellences de Soleure mes seigneurs, et aux termes de l'arrêt du Conseil d'Etat rendu le même jour 26 juillet, de rester dans tous mes droits à tous égards, pour raison du droit de judicature qui m'appartient en la dite qualité, et de le faire valoir, ainsi qu'il appartiendra, au jour auquel la séance sera renvoyée, en la même manière que je l'aurais pu faire aujourd'hui, jour des six semaines après le décès de feue S. A. S. de glorieuse mémoire; Persistant en ma précédente protestation et en tous mes droits et prétentions en la dite qualité, et requérant que la présente proteste soit enregistrée. Fait au Château de Neuchâtel le 28 juillet 1707.

(Signé) P. DE STAVAY-MONTET.

*Revers produit par M. de Stavay-Montet et lu aux Etats.*

NOUS, MARIE D'ORLÉANS, DUCHESSE DE NEMOURS, par la grâce de Dieu Princesse souveraine des Comtés de Neuchâtel et Vallengin, appartenances et dépendances, ayant fait nos réflexions sur les plaintes qui nous ont été faites de la part des souverains seigneurs des Cantons de Fribourg et de Soleure, comme quoi l'on cherchait à donner des atteintes dans le Comté de Neuchâtel au droit et privilège et accès que leurs Bourgeois, comme Combourgeois dans le dit Comté, avaient eu de tous temps immémoriaux par les charges et fiefs qu'ils possèdent, tant dans les séances des audiences des Trois Etats du Conseil d'état que d'autres emplois considérables dans nos Comtés, et cela sous prétexte que nos dits Combourgeois étaient des étrangers et par ainsi inhabiles à ces sortes de prérogatives, Nous avons jugé nécessaire de déclarer nos intentions et volontés sur leurs justes sujets de plaintes; Et après avoir considéré combien nos Prédécesseurs ont tiré des avantages des Alliances et Combourgeoisies des quatre Cantons et les bons services qui nous ont été rendus par les Combourgeois dans les charges, fiefs et autres emplois qui leur ont été confiés de tout temps dans nos Comtés, Nous voulons et entendons que nos dits Combourgeois des quatre Cantons de Berne, Lucerne, Fribourg et Soleure ne soient pas moins favorablement traités pendant notre règne, que Dieu nous a donné dans cette

Acte par lequel  
Mad. de Ne-  
mours accorde  
aux quatre can-  
tons alliés le  
droit de Séance  
aux Etats.



1707

souveraineté, que dans les temps de nos Prédécesseurs, les Princes et Comtes de Neuchâtel et Vallengin. Ainsi déclarons pour nous et nos successeurs perpétuels, pour présent et avenir, que personne de nos bourgeois et sujets ayant à les inquiéter, ni donner les moindres atteintes aux charges, droits et prérogatives, séances dans nos Chambres des Audiences et Trois Etats, ou autres Justices dont nous les avons pourvus et voudrons encore les pourvoir, selon nos bons plaisirs et pouvoirs souverains : mais les laisser paisiblement jouir, non comme des étrangers, mais comme bien aimés Combourgeois de tous les droits, avantages et honneurs qu'ils ont eus jusques ici et pourront avoir selon nos dispositions. Ordonnons pour ce sujet très expressément par notre autorité suprême, pour nous et nos successeurs, que si quelqu'un entreprenait de vouloir troubler nos Combourgeois à l'avenir à l'absence des Princes, Interrègnes et autres cas, que les Audiences aient à les maintenir s'il est requis. Car tel est notre plaisir et souveraine volonté. Et pour corroborer notre déclaration, nous avons signé ce présent Ecrit de notre main, fait contresigner par notre secrétaire ordinaire de nos commandements, et à icelui apposé le cachet de nos armes. Donné à Paris le huitième jour d'Octobre 1695.

(Signé) MARIE D'ORLÉANS.

Par Madame Fossard.

Le procureur-général Chambrier contre proteste pour la nullité de la protestation de M. de Montet.

Lecture ayant été faite de ces deux pièces, M. Chambrier, procureur-général, a dit : Qu'il se croyait obligé par le devoir de sa charge non seulement de contreprotester pour la nullité de la dite protestation, mais même de s'opposer à ce qu'elle soit enregistrée, puisqu'elle intéresse les droits et autorités de ce souverain Tribunal. Que Messieurs du Conseil d'Etat, en ne nommant pas M. de Montet pour occuper une place au rang de la noblesse, se sont conformés à la sentence souveraine des Trois Etats de 1694, et à ce qui fût pratiqué en 1672, puisque mon dit sieur de Montet, quoique premier conseiller d'Etat, n'est ni régnicole, ni originaire du Pays, et est même, à cause de ses emplois, lié à un autre souverain. Qu'à l'égard du revers qui a été lu, il ne peut rien faire en sa faveur, puisque c'est une pièce inconnue jusques ici, et qu'il n'a pas enteriné, ni enregistré, comme cela aurait dû être suivant la pratique et l'usage constant à l'égard des actes émanés des souverains de cet Etat. Que pour ce qui regarde LL. EE. de Soleure, dont M. de Montet fait mention dans sa protestation, M. le procureur-général ignore en vertu de quoi elles pourraient intervenir dans cette affaire, ni prétendre pouvoir prendre séance dans ce Tribunal, puisqu'en qualité de possesseurs d'un fief relevant de cette souveraineté, elles n'y ont aucun droit, non plus que les autres vassaux, à moins que d'y être expressément appelés pour y être juges quand on le trouvera à propos. C'est pourquoi M. le procureur-général conclut à ce que la dite protestation soit rédigée par écrit, et en faisant toutes les contreprotestations nécessaires pour la nullité d'icelle. Priant Messieurs des Trois Etats de vouloir par leur Sentence relever convenablement ce qu'elle peut contenir



1707

de capable de donner quelque atteinte à l'autorité de ce Tribunal souverain, lequel se trouve légitimement et régulièrement convoqué; laissant toutefois au dit M. de Montet la liberté de pouvoir présentement avancer ses raisons par devant le Tribunal, qui étant souverain, est le seul en droit d'en juger.

Le sieur de Montmollin, banneret, tant au nom du Conseil de Ville, de la vénérable Classe et de la Bourgeoisie de Valangin ont adhéré aux conclusions et contreprotestes de M. le procureur-général, ne pouvant reconnaître le revers allégué et produit par M. de Montet, comme étant incompatible avec les lois et constitutions de cet Etat.

Le banneret de Montmollin adhère aux contreprotestations.

Ensuite M. de Stavay-Lully, conseiller d'Etat, capitaine et châtelain du Vautravers, a aussi prié Mgr. le gouverneur, tant en son nom qu'en celui de LL. EE. de Fribourg, dont il a procuration, que l'on fit lecture de ce qu'il avait mis par écrit sur un papier, lequel il a remis, et qui ayant été lu contient ce qui suit :

M. de Stavay-Lully fait une protestation dans le sens de de celle de M. de Montet.

„Je soussigné, capitaine et châtelain du Vautravers, reconnaissant „qu'on n'a eu aucun égard à la protestation que j'ai faite, le 26 juillet, „enregistrée sur le Manuel du conseil d'Etat, etc.“ Cette proteste est semblable à la précédente, mais c'est pour la place du châtelain du Vautravers, donnée à M. le maire François Chambrier, et il a produit un revers en faveur de LL. EE. de Fribourg, semblable au précédent.

Sur quoi sont intervenues les mêmes contreprotestes et conclusions de M. le procureur-général et de M. le banneret de la ville au nom des trois corps, pour lesquels il avait déjà parlé.

Mêmes contreprotestations.

M. de Buren, sénateur et banneret de la Ville et Canton de Berne, baron de Vaumarcus, tant en son nom qu'en celui de son fils, lequel a obtenu l'investiture de la baronnie de Vaumarcus, comme aussi au nom de Madame la baronne de Gorgier et du sieur de Bonstetten, seigneur de Travers, a représenté qu'ayant tous l'honneur de posséder des fiefs considérables de Juridictions, en vertu desquels leurs prédécesseurs assistaient et siégeaient anciennement aux Etats et audiences de ce pays, et voyant avec surprise qu'on ne leur donne point de séance aux présents Etats, ils ne peuvent se dispenser de faire des protestations, que cela ne puisse point préjudicier à leurs droits.

MM. de Buren, de Vaumarcus protestent aussi en leur nom et en celui des seigneurs de Gorgier et de Travers.

Sur quoi, M. le procureur-général a dit, qu'il n'aurait pas cru que Messieurs les vassaux, après ce qui se passa en 1694, vou- lussent plus faire de protestations en semblables occasions, puisqu'on leur avait fait comprendre alors que leur prétention est contraire à la pratique de 1668 et de 1672. Que ce qu'ils croient être un droit de leurs fiefs en est plutôt un devoir et une charge; et qu'ainsi il ne pouvait de moins que de contreprotester pour la nullité de leur

Le procureur-général réfute la protestation en s'appuyant sur des précédents.



1707 protestation, et de prier Messieurs des Trois Etats de pourvoir par leur sentence à la conservation des droits du souverain qui sera reconnu contre les prétentions de ces Messieurs, et ce d'autant plus que, par le résultat des Audiences de 1618, il y est dit que le Prince y appellera tel nombre de ses vassaux qu'il avisera nécessaire et trouvera à propos.

Le banneret adhère aux conclusions du procureur-général.

Le dit sieur banneret de Montmollin, toujours au nom des trois Corps pour lesquels il a déjà parlé ci-dessus, a continué d'adhérer à la susdite contreprotestation de M. le procureur-général.

Sur quoi mon dit sieur de Buren a déclaré que ni lui, ni ceux au nom desquels il a parlé ci-dessus, n'entendent nullement par leur protestation faire aucun préjudice au droit du souverain ni à la compétence de Messieurs des Trois Etats, mais simplement conserver leurs droits dans leur entier.

Sur tout ce que dessus Mgr. le gouverneur ayant demandé sentence à Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre de consultation, où, après avoir fait rédiger leur sentence, ils ont prié Mgr. le gouverneur que lecture en fût faite; ce qui a été exécuté et contient :

Sentence sur l'incident de forme relatif au siège des vassaux.

„Messieurs des Trois Etats ayant mûrement examiné les deux protestations, l'une de M. de Montet et l'autre de M. de Lully, et „remarqué qu'elles tendent à contester l'établissement du présent „tribunal, quoique légitimement convoqué et assemblé, donnant par „ce moyen atteinte formelle aux lois, coutumes et constitutions de „cet Etat; pour ces raisons ils mettent les susdites protestations à „néant comme nulles, injurieuses et téméraires, remettant à la diligence de M. le procureur-général de prendre telles conclusions „qu'il trouvera à propos pour relever cette entreprise. Et pour ce „qui est des procurations par eux exhibées de LL. EE. de Fribourg „et de Soleure, qui sont conçues en langue allemande, dont on n'a „pas fait la lecture ni produit aucune traduction, Messieurs des Trois „Etats se réservent d'y avoir tel égard que de raison, quand elles „seront traduites et qu'on les aura lues publiquement à l'audience.

„Quant à la protestation faite par M. le banneret de Buren, au „nom des vassaux de cet Etat, qui ont juridiction et qui ont été „appelés, elle sera portée sur le Manuel des Etats, de même que „les protestations et contreprotestations faites par M. le procureur-général et par le sieur banneret au nom de qui il agit.“

Le gouverneur ouvre l'assemblée par un discours sur le sujet.

En suite de quoi, Mgr. le gouverneur fit un éloquent discours sur le sujet de cette assemblée, où il fit connaître la grandeur de la perte que cet Etat faisait par la mort de S. A. S. Madame la duchesse de Nemours, l'importance du sujet qui se présentait devant ce Tribunal, et combien l'intérêt de l'Etat exigeait que l'on y administrât une exacte justice, en mettant à part toute prévention



et tout intérêt propre, puisque de là dépend le salut du général et celui des particuliers. Après quoi il ordonna à M. le procureur-général de faire les représentations auxquelles sa charge l'engageait.

Sur quoi, mondit sieur le procureur-général a requis que lecture fût faite du certificat de la mort de S. A. S. dont la teneur suit :

*Extrait des Registres des Inhumations de l'Eglise paroissiale de St-Eustache à Paris.*

L'an Mille sept cent sept, le Mardy 20 Juin, Très haute et très puissante et sérénissime Princesse, Madame MARIE D'ORLÉANS, par la grâce de Dieu souveraine de Neuchâtel et Vallengin en Suisse, Duchesse de Nemours et d'Etouteville, veuve de très haut, très puissant et sérénissime Prince Monseigneur Henry de Savoye, Duc de Nemours et d'Aumale et de Genevois, Pair de France, âgée de quatre-vingt-deux ans trois mois et onze jours, demeurant en son Hôtel, Rue des deux écus, décédée du seizième du présent mois, a été transportée en carosse par la permission de Son Eminence Monseigneur l'Archevêque de cette Eglise, en celle des Dames Religieuses Carmelite de la Rue Chapon, pour y être inhumée en présence d'Illustrissime et Reverendissime Père en Dieu Messire Jaques de Matignon, ancien Evêque de Coudom, et de très haut et très puissant Seigneur Monseigneur François de Neuville, Duc de Villeroy, Pair et Mareschal de France et ont signé.

Extrait du Registre mortuaire de l'Eglise de St-Eustache à Paris constatant le décès de Mad. la duchesse de Nemours.

Collationné à l'original et delivré par moi Prestre commis de Monsieur le Curé le 22 Juin 1707.

(Signé) GASSE.

Légalisé le même jour par sieur Le Camus, Chevalier Lieutenant de la Ville, Prévôté et Vicomté de Paris.

(Signé) LE CAMUS.

Et plus bas

GAURET.

Avec paraphe et le sceau en placard sur cire rouge.

Après la lecture du certificat ci-dessus, mondit sieur le procureur-général aurait représenté à Mgr. le gouverneur et à Messieurs des Trois Etats que, suivant la loi et la coutume usitée, tous prétendants à cette souveraineté doivent se présenter aujourd'hui pour en demander la mise en possession et l'investiture et faire conster de leurs droits pour cela; néanmoins, comme des raisons très importantes obligèrent mon dit seigneur le gouverneur et Messieurs du Conseil d'Etat de rendre un arrêt le 26 de ce mois, et d'y ajouter une explication au pied, qui ordonne de quelle manière on devra procéder aujourd'hui, il requiert qu'il en soit aussi fait lecture. Ils contiennent ce qui suit :

Ordre de procéder établi par le conseil d'Etat.

*Arrêt du Conseil d'Etat du 26 juillet, qui ordonne la manière de procéder.*

Les réflexions qui ont été faites par Mgr. le Gouverneur et Messieurs du Conseil d'Etat sur certaines affaires importantes qui se sont présentées par devant eux, leur ayant fait connaître que le repos et la tranquillité de cet Etat pouvait être exposé et mis en danger s'il n'y était pourvu, ils ont jugé à propos d'avertir tous les hauts et illustres Prétendants de ne pas se présenter jeudi

Arrêt y relatif.

Les prétendants ne doi-



1707  
vent pas com-  
paraître en per-  
sonne.

prochain 28 de ce mois par devant l'assemblée des Trois Etats; néanmoins, comme ce jour là les appelle tous à faire l'ouverture de leurs droits, ils remettront dans tout le jour de demain à la Chancellerie chacun un mémoire signé, qui établira leur qualité, et contiendra sommairement leur demande et réquisition par devant Messieurs des Trois Etats, auxquels ils seront produits et lus publiquement le lendemain, pour, sur iceux et sur ce qui leur sera représenté, donner telle déclaration qu'ils jugeront à propos : Déclarant que moyennant la remise que les dits hauts et illustres Prétendants feront à la Chancellerie de leurs mémoires, comme il est dit ci-dessus, leur non comparaisance aux Etats jeudi prochain ne pourra leur être préjudiciable, mais que les droits d'un chacun demeureront dans leur entier pour les pouvoir exercer et faire valoir au jour qui sera déclaré par Messieurs des Trois Etats, de même qu'ils le pourraient faire le susdit jour 28 Juillet.

Pour plus grande explication portée par l'arrêt ci-dessus, Mgr. le Gouverneur et Messieurs du Conseil d'Etat ont déclaré que les hauts et illustres Prétendants (nonobstant la production qui sera faite de leurs mémoires jeudi prochain par devant Messieurs des Trois Etats) seront dans les mêmes droits et pouvoirs dans la suite de faire telles récusations et demandes que par droit ils pourraient faire sur le dit jour de jeudi prochain.

Protestation  
des trois Corps  
mentionnés ci-  
dessus.

Après la lecture de cet arrêt, le sieur de Montmollin, banneret de cette ville, au nom du Petit et Grand Conseil d'icelle, aussi bien qu'à celui des sieurs doyen et ministres de la vénérable Classe, et des sieurs Maîtres-bourgeois et Conseil de la Bourgeoisie de Valangin, a fait proteste, en tant que de besoin, sur ce qui vient d'être lu; en telle sorte que ceux pour qui il parle, se réservent pour le jour auquel cette auguste assemblée pourra être renvoyée, le même droit et faculté qu'ils pourraient avoir aujourd'hui à l'égard de toutes récusations ou oppositions à récusations.

Contreproteste  
du procureur-  
général.  
Ordre de lire  
les mémoires  
des préten-  
dants.

En suite de quoi M. le procureur-général ayant contreprotesté pour le maintien des droits de la Seigneurie et de l'autorité du Tribunal, a demandé que les papiers et mémoires qui ont été remis hier à la Chancellerie par tous les hauts et illustres Prétendants à cette Souveraineté, suivant l'arrêt ci-dessus, fussent lus ouvertement, ce qui a été exécuté en la manière qui suit :

En premier lieu, suivant l'arrêt du Conseil d'Etat du 23 de ce mois, qui renvoie S. A. S. Monseigneur le Prince de Conti, à former sa demande en relief à l'ouverture de ce Tribunal, on a lu le mémoire que l'avocat de sa dite Altesse a remis pour cela à la Chancellerie, contenant :

*Mémoire de S. A. S. le Prince de Conti pour obtenir le relief de la sentence de 1694.*

Mémoire du  
prince de Conti  
pour obtenir le  
relief de la sen-  
tence de 1694.

Aujourd'hui vingt-septième Juillet 1707, Maître Benoist de Bouchevret, avocat au Parlement de Paris et de S. A. S. Monseigneur le Prince de Conti, héritier testamentaire de défunt S. A. Monseigneur Jean-Louis Charles d'Orléans, Duc de Longueville, Souverain de Neufchâtel et Valengin, en exécution des arrêts du Conseil d'Etat des 23 et 25 Juillet dernier, s'est présenté à la Chancellerie pour y remettre le présent mémoire de la part de sa dite Altesse, par lequel il conclut à ce que, par préalable et avant que de demander la mise en pos-



1707

session et l'investiture des dites souverainetés de Neuchâtel et Valengin le relief contre la dernière partie de la sentence du 8/18 Mars 1694, par laquelle on a déclaré la souveraineté de Neuchâtel inaliénable par testament, et en tant que besoin est ou serait, contre le laps des six semaines qui se sont écoulées depuis la mort de feu Mon dit seigneur le Duc de Longueville; Et encore à ce que le testament de Mon dit seigneur le Duc de Longueville du 1er Octobre 1668 soit lu en présence de Messieurs des Trois Etats avec la sentence de Messieurs des Requêtes du Palais du 1er Août 1697, l'arrêt du même Parlement du 13 Décembre 1698, et les Lettres du grand sceau du Roi en date du 9 Janvier 1699. Et que le tout soit transcrit dans le Régistre ou Manuel des Trois Etats; et lui donner acte des offres que fait Sa dite Altesse sérénissime Mgr. le Prince de Conti de payer et effectuer les légats qui sont portés dans le testament de Mon dit seigneur le Duc de Longueville, suivant les us et coutumes de Neuchâtel, si fait n'a été.

(Signé) DE BOUCHEVRET.

En deuxième lieu, on a lu de la part de S. M. le Roi de Prusse la pièce suivante :

Les considérations qui avaient jusques ici porté Sa Majesté le Roi de Prusse de faire valoir ses droits à la pleine souveraineté de Neuchâtel et Valengin ayant cessé par la mort de Madame la Duchesse de Nemours, Sa Majesté a envoyé dans ce Pays S. E. Mgr. le Comte de Metternich, l'un de ses Ministres d'Etat, avec le caractère de son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, pour vous exposer le fondement de ses droits, et pour vous porter à en reconnaître la justice.

Mémoire de M.  
le comte de  
Metternich.

S. E. profite, Messieurs, de l'occasion de cette Illustre Assemblée pour exécuter les ordres dont Elle est chargée; et Elle le fait d'autant plus volontiers qu'Elle compte que la liberté de ces Etats n'est et ne sera point gênée de quelque manière que ce soit.

Dans cette conjoncture, et sous toutes les réserves convenables aux droits du Roi, Elle est en état, Messieurs, de vous faire l'exhibition des principaux titres qui établissent et qui font voir que cette Principauté lui appartient incontestablement en vertu de la réunion et consolidation qui s'est faite de l'utile à la directe même déjà depuis longtemps.

Outre ces titres S. E. a ordre, Messieurs, de vous demander l'ouverture de vos Archives pour avoir la communication de ceux qui pourront lui être d'usage, afin qu'on ne laisse rien en arrière de ce qui pourra servir à votre conviction et à celle du Public. Mais Elle vous demande principalement, au nom de Sa Majesté, la mise en possession et l'investiture de la pleine souveraineté de cet Etat de Neuchâtel et Valengin, avec toutes ses appartenances et dépendances.

Au reste, Messieurs, comme S. E. a appris que M. le Prince de Conti, par sa demande en relief, voudrait donner atteinte à l'inaliénabilité de cet Etat, Elle ne saurait croire qu'on mette ce point en question, après les résolutions que les divers Corps que vous représentez ont déjà prises sur ce sujet au vu et su de toute l'Europe. A Neuchâtel ce 27 de Juillet 1707.

(Signé) J.-S. PEYROL,

Conseiller et avocat-général de S. M.

En troisième lieu, on a fait lecture de la pièce suivante de S. A. S. Mgr. le Prince de Carignan :

Ont comparu par devant Messieurs des Trois Etats de Neuchâtel cejourd'hui 28 du mois de Juillet 1707, jour des six semaines à compter dès celui de la

Mémoire du  
prince de Ca-  
rignan.



1707

mort de haute et puissante Dame Marie d'Orléans, etc., etc. le Seigneur Comte de Barrata St-Agnès, Commandeur Chevalier Grand'Croix de la Religion de St.-Maurice et Lazare, Gentilhomme de la Chambre, et Envoyé de haut et puissant Prince Emanuel-Philibert Amédé de Savoye, Prince de Carignan, et le Seigneur Marin de Loisinge, Conseiller de S. A. R., Sénateur au souverain Sénat de la dite Savoye, et Procureur-général du dit haut et puissant Seigneur le Prince de Carignan, en vertu de sa procuration en date du 24 Juin dernier, reçue et signée par le Notaire Durand de la ville de Turin, dûement légalisée, dont il joint ici une copie et fait voir l'expédition originale, qu'il est même prêt de remettre s'il est requis; Et c'est pour représenter, comme ils font, au nom de sa dite Altesse sérénissime : Qu'ayant plu à Dieu d'appeler de vie à trépas la dite Dame de Nemours, le dit haut et puissant Prince de Carignan a droit de succéder à la souveraineté de Neuchâtel et Valangin préférablement à tout autre, parce qu'il a lui seul toutes les qualités qui sont requises pour ce sujet, par les lois, les anciens usages, les coutumes du Pays et constitutions de l'Etat, qui sont d'être descendant des anciens souverains de Neuchâtel, comme sa dite Altesse l'est par Françoise, fille de François, qui était fils de Louis d'Orléans et de Jeanne de Hochberg, et d'être outre cela le plus proche parent et le plus proche héritier de Madame la Duchesse de Nemours, dernière souveraine, dont il est cousin germain, ce qui est notoire à chacun, et ce qui a été établi par les factums qui ont été remis à Messieurs des Trois Etats au nom de Sa dite Altesse, et ce qu'établira encore au besoin de nouveau le sieur Charles Fortis, Avocat au Souverain Sénat de Savoye, au cas qu'il plaise aux Seigneurs des Trois Etats de l'entendre : Au moyen de quoi ils demandent la mise en possession et investiture de la Souveraineté du dit Neuchâtel et de ses dépendances pour et au nom de Sa dite Altesse Mgr. le Prince de Carignan. De tout quoi ils demandent acte, et qu'il soit enregistré dans la Chancellerie, suivant les usages et coutumes de l'Etat, pour y avoir recours ainsi que de raison.

(Signé) Le Comte BARRATA DE ST-AGNÈS,  
Envoyé de S. A. S. Mgr. le Prince de Carignan,  
L. MARIN DE LOISINGE,  
Procureur-général de S. A. S. le Prince  
de Carignan.

C. FORTIS,  
Avocat de S. A. S. Mgr. le Prince de Carignan.

En quatrième lieu, on a lu de la part de S. A. S. Monseigneur le Duc de Wurtemberg-Montbéliard la pièce suivante :

Mémoire de  
M. le prince de  
Montbéliard.

Monsieur le Gouverneur de Neuchâtel  
et Messieurs des Trois Etats,

Jules-Guillaume Siegmänn et George Brisechoux, Conseillers de son Altesse sérénissime Monseigneur Léopold-Eberhard, Duc de Wurtemberg-Montbéliard, et ses Envoyés à l'Illustre Assemblée des Trois Etats, en vertu de leurs lettres de créance portant leur plein-pouvoir, qu'ils ont eu l'honneur de remettre à chaque Corps particulier qui compose l'auguste Tribunal des dits Etats, demandent pour sa dite A. S. la mise en possession et l'investiture de la souveraineté de Neuchâtel et Valangin avec leurs dépendances, qui se trouve ouverte et vacante par le décès de feu Illustrissime Dame Madame la Duchesse de Nemours, votre bonne Princesse souveraine, et à laquelle succession de souveraineté et de dépendances Sa dite Altesse se trouve le plus habile, comme le plus proche parent et descendant de la maison de Châlons, ainsi qu'il paraît par le Mémoire qu'ils ont remis à M. le procureur-général, et qu'ils le justi-



1707

fieront : Requérant les dits Envoyés qu'il leur soit octroyé acte de ce qu'au nom de sa dite Altesse Sérénissime leur Maître, ils se sont présentés et ont demandé la dite mise en possession et prédite investiture dans le jour fatal et le terme prescrit par les lois et coutumes de cet Etat, et conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 26 du courant, et que le tout soit inséré dans le Manuel des dits Trois Etats. Fait à Neuchâtel le 27 Juillet 1707.

(Signé) JULES-GUILLAUME SIEGMANN.

GEORGE BRISECHOUX.

En cinquième lieu, lecture a été faite de la pièce suivante de la part de Madame la Duchesse de Lesdiguières :

Aujourd'hui vingt-huitième du mois de Juillet de l'année 1707 se présente Matthieu Terrasson, Avocat au Parlement de Paris, lequel, au nom de Monsieur le Duc de Villeroy, chargé de la procuration de Madame la Duchesse de Lesdiguières, pour satisfaire à l'arrêt rendu le 26 du présent mois par Mgr. le Gouverneur et Messieurs du Conseil d'Etat, par lequel les seigneurs prétendants à la souveraineté de Neuchâtel sont avertis qu'au lieu de comparaître en personne ou par avocat au jour fatal des six semaines par devant Messieurs des Trois Etats, pour y requérir la mise en possession et l'investiture de la souveraineté de Neuchâtel et Vallengin et y prendre les conclusions nécessaires, ils remettront le parécrit des dites réquisitions et conclusions signées, et que cela sera regardé comme une entière observation des formalités prescrites par la coutume, le dit Terrasson au dit nom demande la mise en possession et l'investiture de la dite souveraineté de Neuchâtel et Vallengin avec ses appartenances et dépendances pour Madame la Duchesse de Lesdiguières, comme étant l'aînée de la Maison d'Orléans-Longueville par le décès de S. A. S. Madame la Duchesse de Nemours, et en cette qualité appelée à la dite souveraineté par l'ordre de primogéniture, loi fondamentale de l'Etat, observée de tout temps dans la descendance de ses souverains. Déclare en outre le sieur Terrasson qu'il s'oppose au dit nom au relief demandé par S. A. S. le Prince de Conti contre la sentence donnée le 8 de Mars 1694, se réservant de proposer et d'établir ses moyens d'oppositions lors de la plaidoirie, au jour qui sera donné par Messieurs des Trois Etats. Et afin qu'il paraisse que le sieur Terrasson s'est présenté pour Madame la Duchesse de Lesdiguières dans le temps porté par la coutume, il supplie Messieurs des Trois Etats de lui donner acte de ce que le présent Mémoire a été remis à la Chancellerie, aujourd'hui 28 Juillet 1707 à sept heures du matin.

Mémoire de  
Mad. la Du-  
chesse de Les-  
diguières.

(Signé) Le Duc de VILLEROY.

TERRASSON.

En sixième lieu, on a lu de la part de M. le Comte de Matignon la pièce qui suit :

Aujourd'hui vingt-huitième de Juillet de l'an 1707, sur l'avis qui fut donné avant-hier aux seigneurs Prétendants à la souveraineté de Neuchâtel par Mgr. le Gouverneur et Messieurs du Conseil d'Etat, et en particulier à Monsieur de Matignon par Monsieur le Conseiller de Marval, que le dit Conseil avait jugé à propos, pour des raisons particulières, de faire savoir aux dits seigneurs Prétendants, qu'au lieu de comparaître en personne ou par avocat, au jour fatal et précis des six semaines qui est aujourd'hui, par devant Messieurs des Trois Etats pour y requérir la mise en possession et l'investiture de la Souveraineté de Neuchâtel et Valangin et y prendre les conclusions qu'ils jugeraient nécessaires et convenables, les dits seigneurs Prétendants remettraient

Mémoire de M.  
de Matignon.



1707

par écrit les dites réquisitions et conclusions, signées par eux et leurs avocats, en Chancellerie ce même jour, et que cela serait regardé comme une parfaite observation des formalités requises par la coutume en tel cas.

C'est pourquoi, et pour satisfaire ce que dessus, le sieur Louis De Fort, Docteur ès droit de la ville de Genève, soussigné, au nom de Monsieur de Matignon, Chevalier des ordres du Roi, soussigné, s'oppose au relief demandé par S. A. S. Mgr. le Prince de Conti contre la sentence donnée par Messieurs des Trois Etats le 8 Mars 1694, se réservant d'établir ses moyens d'opposition lors de la plaidoierie au jour qui sera donné par Messieurs des Trois Etats. Et comme S. A. S. Madame Marie d'Orléans, Duchesse de Nemours, Princesse de Neufchâtel de glorieuse mémoire, mourut le 16 de Juin dernier et fut inhumée le 21 suivant, comme il en conste par le certificat et extrait des inhumations de l'Eglise Saint-Eustache de Paris, dûment légalisé ci-joint et remis avec les présentes en la dite Chancellerie, et que c'est aujourd'hui le jour fatal des six semaines après son décès auquel la succession de cette Souveraineté se doit requérir, le dit sieur avocat de Fort, au même nom de Monsieur de Matignon, Chevalier des Ordres du Roi, demande à Messieurs des Trois Etats la mise en possession et l'investiture de la dite Souveraineté de Neufchâtel et Valangin, avec ses appartenances, dépendances et annexes, comme le plus proche parent paternel de feu S. A. S. Madame la Duchesse de Nemours, Princesse de Neufchâtel de glorieuse mémoire.

(Signé) MATIGNON.

DE FORT, Avocat.

En septième lieu, au nom de Mademoiselle Louise Léontine Jaqueline de Bourbon, mineure, agissant sous l'autorité de Madame sa mère et tutrice et de Messieurs ses tuteurs adjoints, par le sieur Tribolet, avocat au Parlement de Paris, on a lu ce qui suit :

Mémoire de  
Mademoiselle  
de Bourbon-  
Soissons.

Maître Jaques Tribolet, advocat au Parlement de Paris, chargé de la procuration de Madame Angelique Cunégonde de Montmorency de Luxembourg, veuve de défunt Monseigneur Louis-Henri de Bourbon, au nom et comme tutrice honoraire de Mademoiselle Léontine-Jaqueline de Bourbon, sa fille aînée et du défunt seigneur Louis-Henri légitimé de Bourbon, donataire et héritière substituée par les donations et actes qui seront produits et expliqués, suivant qu'il plaira à Mes dits Sieurs des Trois Etats de l'ordonner.

Et le dit sieur Tribolet, chargé pareillement de la procuration tant de Maître Henri Doremieux, advocat en Parlement, au nom et comme subrogé tuteur honoraire de ma dite Demoiselle Léontine-Jaqueline de Bourbon, que du pouvoir et procuration de Maître Florentin De Vaux, bourgeois de Paris, tuteur onéraire de la dite Demoiselle Léontine-Jaqueline de Bourbon; les dites procurations reçues par Dupuis et Durand, Notaires au Châtelet de Paris.

Pour satisfaire à l'ordonnance du Conseil d'Etat du 26 Juillet dernier, remontre :

Que Madame la Duchesse de Nemours, dont la mémoire est si précieuse à cet Etat, a choisi dans tous les temps Monseigneur Louis-Henri légitimé de Bourbon et sa postérité d'ainé en aîné, soit mâles ou filles, et à leur défaut la Maison de Rothelin pour succéder à la souveraineté de Neufchâtel et Valangin.

Et pour mieux en assurer la jouissance, propriété et possession, a donné, par différents titres et actes, la souveraineté des dits Comtés de Neufchâtel et Valangin au dit seigneur Henri-Louis légitimé de Bourbon et à ses descendants, et entr'autres actes, par le contrat de mariage en date du 6 Octobre 1694, ainsi que le dit sieur Procureur au dit nom se réserve de faire voir, lorsqu'il plaira à Mes dits Sieurs des Trois Etats de l'entendre ou de lire les dits actes.



1707

Mais comme le dit seigneur donataire et Madame la Duchesse de Nemours sont décédés, les dits Comtés de Neuchâtel et Valengin ont passé en la personne de Ma dite Demoiselle Léontine-Jacqueline de Bourbon, tant en vertu des susdites dotations que d'autres actes portant substitutions.

Pour quoi le dit Maître Jaques Tribolet, pour et au nom de la dite Demoiselle Louise-Léontine-Jacqueline de Bourbon, et au nom de Madame sa mère et de ses tuteurs, en vertu des dites procurations énoncées ci-dessus, requiert acte de ce qu'il s'offre de représenter les dits titres, et en vertu d'iceux d'être investi et mis en possession par Mes dits Sieurs des Trois Etats des dites souverainetés et Comtés de Neuchâtel et Valengin, leurs annexes et dépendances suivant et au désir de la coutume.

Le tout sans préjudice des autres titres, droits, mémoires, moyens et raisons dont il est muni, sans préjudice aussi de se pourvoir par toutes les voyes que le dit Procureur jugera nécessaires pour établir son bon droit envers et contre tous de telle manière qu'il avisera bon être, de s'opposer à des reliefs ou d'en demander, et généralement de faire requérir et demander tout ce qui conviendra de droit et d'équité, moyens, fins de non recevoir pour la dite mise en possession et investiture, et pour s'opposer à l'investiture de tous autres; dont il requiert acte.

(Signé) A.-C. DE MONTMORENCY-LUXEMBOURG.

J. TRIBOLET.

En huitième lieu, on a lu de la part de Madame la Marquise de Mailly le Mémoire suivant :

Madame Jeanne de Mouchy, Princesse d'Orange, épouse de Monsieur le Marquis de Mailly et de Néelle, en exécution de l'arrêt du Conseil de Messieurs des Etats de Neuchâtel du jour d'hier, demande par le sieur Thomas Du Rocher, son Intendant, et par Maître P. Esprit Vieux, Avocat en Parlement, ses Procureurs, fondés de sa procuration passée devant Angot et son confrère, Notaires à Paris, le 15 du présent mois de Juillet, à Messieurs des Trois Etats de Neuchâtel et Valengin l'envoi en possession et l'investiture des Principauté, Souveraineté et Comté de Neuchâtel et Valengin.

Mémoire de  
Madame la  
Marquise de  
Mailly.

Elle se fonde sur ce que cette souveraineté appartient incontestablement à la Maison de Châlons, qui ne l'a transmise, ni pu transmettre à qui que ce soit par aucun acte ni traité; et sur ce qu'elle seule représente cette Maison, puisqu'elle descend directement par les mâles de Jean de Châlons, qui constamment au quinzième siècle était souverain de Neuchâtel.

Ce Jean de Châlons eut cinq enfants, trois fils et deux filles, Louis, Jean, Huguenin, Alix et Marie de Châlons. La branche de Louis, son aîné, qui avait la préférence, a été éteinte dans la personne de René de Nassau dit de Châlons, qui mourant sans enfants, a fait passer de plein droit la souveraineté de Neuchâtel à Jean second. Or, c'est de là que Madame la Marquise de Mailly a pris naissance; les pièces justificatives de sa généalogie en font la preuve. Il faut donc regarder en Elle Jean de Châlons, qui n'a perdu et ne peut avoir perdu par aucun moyen la souveraineté qu'elle demande.

A l'égard du Comté de Neuchâtel Madame la Marquise de Mailly prétend qu'il est réuni à la souveraineté, et qu'il en est inséparable depuis la mort de Jean de Fribourg, dernier possesseur légitime du dit Comté. Madame de Mailly soutient que cette prétention est conforme aux lois municipales, aux hommages qui ont toujours été prêtés aux souverains de Neuchâtel, et à l'engagement précis et solennel qui fut pris et contracté à cet égard en 1406 par Messieurs des Etats avec Jean de Châlons, leur Prince souverain.



1707

Rien de plus fort, ni de plus décisif que cette obligation de Messieurs les Etats, puisqu'elle renferme leur promesse et leur serment de ne reconnaître jamais d'autres Seigneurs ou d'autres Comtes de Neuchâtel que Jean de Châlons et ses hoirs, au cas que Conrard de Fribourg, qui possédait alors ce Comté, ou ses descendants, vinssent à manquer. Ce cas est arrivé. Conrard de Fribourg n'a laissé qu'un fils, Jean de Fribourg, qui est mort sans enfants. Il faut donc exécuter la convention, observer la religion du serment, remplir les clauses des hommages, tenir parole à Jean de Châlons, et, par une conséquence nécessaire accorder à Madame la Marquise de Mailly, qui est la plus succésible par l'ordre de la nature, le domaine utile de Neuchâtel, qui se retrouve rejoint au domaine direct; celui-ci, comme un bien qui n'est jamais sorti et qui, par son inaliénabilité, n'a jamais pu sortir de sa maison; et l'autre, comme un bien qui y est rentré par le manquement des descendants de Conrard de Fribourg.

En un mot Madame la Marquise de Mailly répète son propre bien, et en le répétant elle demande l'observation de la justice, et l'exécution des promesses solennelles publiques, seules voyes d'affermir et de tranquilliser cet Etat; seule médiation qu'on y doive employer, puisqu'il a toujours mis sa gloire à les garder.

Fait à Neuchâtel ce 27 Juillet 1707.

(Signé) VIEUX.

Du ROCHER.

En neuvième lieu, on a lu de la part de M. le marquis d'Alègre les procurations et le mémoire suivant.

Il y a deux procurations, l'une reçue par Dona et Munier, notaires au Châtelet de Paris, du 26 mai 1705, par laquelle il est dit que le haut et puissant seigneur Messire Yves, marquis d'Alègre, lieutenant-général des armées du Roi, demeurant à Paris en son hôtel, rue de Grenelle, paroisse de Saint-Sulpice, a prié Messire Pierre de Bretignières, chevalier, conseiller du Roi en son grand Conseil, de se charger de toutes ses affaires et d'y substituer celui ou ceux qu'il trouvera à propos. Cette procuration est générale et illimitée, et c'est en conséquence que M. de Bretignières a donné la procuration suivante à M. Jean-Jaques Verdelhan, avocat à Yverdon :

Par devant les Conseillers du Roy, Notaires au Châtelet de Paris, soussignés, fut présent Messire Pierre de Bretignières, Chevalier Seigneur de la Pertuisière et de St-Pierre de Port, Conseiller du Roy en son grand Conseil, demeurant à Paris, Rue de Vaugirard, Paroisse de St-Sulpice, au nom et comme Procureur de haut et puissant Seigneur Messire Yves, Marquis d'Alègre, Lieutenant-général des Armées du Roy et de la Province de Languedoc, Gouverneur des ville et château de St-Omer, Prisonnier de guerre en Angleterre, de lui fondé de la procuration générale pour toutes ses affaires, portant pouvoir de substituer, passer devant Meunier, l'un des Notaires soussignés et son confrère, le 26 May 1705; lequel sieur de Bretignières, au nom et en vertu du pouvoir à lui donné par la dite procuration, a fait et constitué et substitué pour Procureur du dit seigneur Marquis d'Alègre Messire Jean-Jaques Verdelhan, Advocat à Yverdon; auquel le dit sieur de Bretignières au dit nom donne pouvoir, de pour et au nom du dit seigneur Marquis d'Alègre, comparoir aux Etats souverains de Neuchâtel et partout ailleurs qu'il appartiendra, et de requérir les



1707

— dits Etats souverains, pour et au nom du dit seigneur Marquis d'Alègre, de lui accorder et adjuger l'investiture et mise en possession de la Souveraineté de Neufchâtel et Valangin, à lui appartenant, comme issu en droite ligne de Jean de Châlons, deuxième du nom, fils puîné de Jean de Châlons, premier du nom, Baron d'Arlay, et de Marie Des Baux, Princesse d'Orange, son épouse; et ce tant comme étant appelé à recueillir tous les biens et droits du dit Jean de Châlons Ier et de la dite Marie Des Baux, en vertu des substitutions portées par leurs testaments, savoir du dit Jean de Châlons, du 21 Octobre 1417, et celui de Marie Des Baux, du 22 Mai 1416; que comme étant en qualité de descendant en droite ligne de Anne d'Alègre, fille de Charlotte de Châlons, petite-fille de Jean de Châlons II, le plus proche héritier de la chair des dits Jean Ier de Châlons et Marie Des Baux au jour de l'extinction de la postérité de Louis de Châlons, leur fils aîné; et la dite Anne d'Alègre se trouvant en cette qualité de plus proche de la chair du dit Jean Ier de Châlons appelée à recueillir ses biens, au défaut de la postérité du dit Louis, par le décès de René de Nassau en 1544; Et auquel Jean de Châlons Ier ou à ses descendants en droite ligne, la dite souveraineté de Neufchâtel et Valangin appartenait par la défaillance de la postérité de Jean de Fribourg, en conséquence de l'Acte du 3 Août 1406 et des réserves contenues dans l'acte d'investiture accordé par le dit Jean Ier de Châlons à Conrad de Fribourg le 24 Août 1407. Donnant pouvoir au dit Procureur constitué de représenter le dit seigneur Marquis d'Alègre pour recevoir la dite investiture et prendre possession au nom du dit seigneur Marquis d'Alègre, que son état de prisonnier de guerre en Angleterre empêche d'aller requérir en personne la dite investiture, et de faire par rapport à ce qui est contenu au présent pouvoir tout ce que le dit Procureur advisera; Promettant au dit nom agréer et ratifier tout ce qui sera fait par le dit Procureur; Promettant et obligeant, etc. Fait et passé à Paris, en la demeure du dit sieur de Bretignières, le quatorzième de Juillet avant midi 1707. Et a signé la Minute des présentes demeurée au dit Meunier, Notaire.

(Signé) DONA.

MEUNIER.

Avec paraphe et scellé.

Et au bas de la procuration se trouve la légalisation par *Jean Le Camus*, Chevalier, Lieutenant civil et contresigné *Gauret*, le même jour 14 juillet.

Jean-Jaques Verdelhan, Avocat, fondé de la procuration ci-dessus, en exécution des arrêts du Conseil d'Etat, s'est présenté aujourd'hui 27 Juillet 1707 à la Chancellerie, et a fait toutes et telles requisitions pour la mise en possession et investiture des Comtés souverains de Neufchâtel et Valangin qu'il est en droit de faire au profit de Monsieur le Marquis d'Alègre; et a requis qu'il plaise à Messieurs des Trois Etats de lui accorder acte de ses diligences et l'expédition des présentes, employant en tant que de besoin et non autrement, ce qui sera écrit et produit par les autres Co-prétendants.

(Signé) VERDELHAN.

On lut aussi dans cette même audience les mémoires de S. A. S. le margrave de Baden-Hochberg, celui de LL. EE. du Canton d'Uri, celui des princes de Furstemberg, de M. le baron de Montjoie; mais comme ces quatre prétendants, aussi bien que S. A. S. le prince de Nassau-Siegen et Madame de Sergis, se trouvaient hors de cause soit pour s'être retirés, soit pour avoir été condamnés, ainsi qu'il est rapporté au chapitre 15 (Tome IV, dès la page 466

On lit aussi les mémoires des autres prétendants qui s'étaient retirés ou avaient été déjà déboutés.



1707 à la page 478), on se dispense de rapporter ce qui peut les regarder.

Enregistre-  
ment des mé-  
moires pro-  
duits.

Tous les mémoires ci-dessus lus en pleine audience des Trois Etats furent enregistrés sur le Manuel de cette assemblée par sentence du prédit jour, 28 juillet, et ordre d'en donner acte aux parties qui le requerraient.

Les Etats sont  
renvoyés au  
26 août.

On fixa la suite des séances des Etats au 26 du mois d'août, vu l'examen que M. le procureur-général avait à faire de tous les mémoires qui avaient été lus et dont il avait demandé la communication avec protestation de relever tout ce qui pourrait donner quelque atteinte au droit et à l'autorité du souverain Tribunal et de la Seigneurie.

Raisons de  
préséance qu'on  
a présumé  
être la cause  
d'un si long  
renvoi.

On a prétendu que ce renvoi au 26 août n'avait été accordé qu'afin que le prince de Conti et le comte de Metternich pussent consulter, le premier S. M. T. C. et le second S. M. Prussienne sur la difficulté de la préséance, l'un ne l'ayant voulu céder à l'autre. Le prince de Conti avait déclaré qu'étant prince du sang royal de France, il ne pouvait céder le pas à un prince d'Empire que S. M. T. C. n'avait pas reconnu pour roi. Au contraire M. le comte de Metternich avait déclaré que, représentant une tête couronnée, il ferait du tort au roi, son maître, s'il le cédait à un prince qui, quoique du sang royal, ne possédait cependant aucune souveraineté. Mais M. de Puisieux, ambassadeur de France, ayant fait déclarer, au sujet de cette préseance : „que si on négligeait „d'y apporter un prompt remède, son roi serait forcé de prendre „des mesures bien opposées aux pensées de paix et de douceur „qu'il avait toujours eues sur les affaires de Neuchâtel; que c'était „par ses ordres qu'il faisait savoir que quand on manquait de res- „pect dû aux princes de son sang, S. M. y était personnellement „intéressée, et qu'il n'oublierait rien pour leur faire rendre en tous „lieux celui qui leur était dû, etc.;“ ce fut par ces circonstances que ni l'un ni l'autre, et du prince et de l'ambassadeur, ne parut aux Trois Etats pendant tout le cours du procès.

Déclaration de  
l'ambassadeur  
de France à  
cet égard.

Inventaire  
publié des pro-  
ductions de  
Mad. de Les-  
diguières.

On fit encore imprimer, pendant cet intervalle de quatre semaines, plusieurs mémoires. Madame la duchesse de Lesdiguières, entre autres, fit publier un Inventaire raisonné de ses productions contre les prétendants qui tiraient leurs droits de la maison de Châlons, dont il sera parlé ci-après.

Des articles  
généraux sont  
présentés aux  
prétendants, qui  
y adhèrent.

Tous les Corps et Communautés de l'Etat ayant trouvé à propos de profiter de cette circonstance pour dresser des articles généraux à l'avantage de tous les habitants du pays, afin de remédier par ce moyen à divers abus et prévenir plusieurs désordres et inconvénients qui auraient pu être suscités dans la suite, on les présenta à tous



les illustres prétendants pour les approuver, ce qu'ils firent, tous ces articles leur ayant paru raisonnables et très justes. 1707

Avant que de présenter ces articles généraux aux prétendants, tous les Corps et Communautés de l'Etat, qui s'étaient assemblés à cette occasion, firent une nouvelle association réelle et perpétuelle approuvée du gouvernement, dans la vue d'abord d'obtenir les articles généraux dont il est question, et ensuite de s'assurer la paisible jouissance des droits que ces articles renferment. Cet acte d'union est conçu en ces termes :

Acte d'association des Corps et Communautés pour s'assurer la jouissance de leurs droits.

#### ACTE D'UNION ET D'ASSOCIATION DES CORPS ET COMMUNAUTÉS DU PAYS.

Nous les Corps et Communautés ci-dessous nommés, ayant fait les plus sérieuses réflexions sur la situation délicate et importante où nous nous rencontrons aujourd'hui par la volonté de Dieu, et considéré qu'il n'y a rien après la protection divine qui puisse contribuer plus efficacement au salut commun, et au bonheur et à la conservation de l'Etat dont nous sommes membres, qu'une bonne union et association entre Nous; Déclarons unanimement que Nous avons résolu de nous unir et associer, et que Nous nous unissons et associons de bonne foi et de tout notre cœur en la manière et sous les clauses suivantes :

Texte de cet acte.

1. Nous veillerons et travaillerons de tout notre pouvoir, chacun autant qu'en nous est et qu'il dépendra de nous, à ce que les lois et constitutions fondamentales de l'Etat, et les franchises et libertés spirituelles et temporelles tant de l'Etat en général que de chaque Corps et Communauté en particulier, soient conservées et maintenues en leur entier, sans qu'il y soit donné aucune atteinte; Ensorte que si le contraire arrivait (ce qu'à Dieu ne plaise) Nous nous opposerons tous conjointement par les moyens justes et légitimes et les plus efficaces.

2. Et comme on aurait jugé à propos de dresser divers articles pour le bien, la sûreté et l'avantage de la religion et de tout l'Etat; Nous nous engageons mutuellement à travailler de tout notre pouvoir à procurer et obtenir les susdits articles par les moyens justes et légitimes.

3. Et s'il arrivait que quelqu'un de Nous, les dits Corps et Communautés, soit quelques particuliers d'iceux vînt à être recherché ou inquiété en quelque manière que ce soit, à cause et pour raison de la présente association; Nous promettons et nous nous engageons les uns aux autres de nous assister et défendre mutuellement de tout notre pouvoir et de tous les moyens justes et légitimes, même les particuliers d'entre nous qui, comme il est dit ci-dessus, seraient pour ce recherchés, molestés ou inquiétés.

A l'effet de quoi, Nous les dits Corps et Communautés dessous nommés, Nous nous unissons et associons pour l'accomplissement et exécution de tout ce que dessus : Promettant et nous engageant de bonne foi les uns aux autres, par le présent acte, de nous aider et assister mutuellement pour le maintien, conservation et exécution de ce que dessus, et d'employer pour cet effet tout ce qui dépendra de nous, chacun selon notre pouvoir, par tous les moyens les plus convenables et les plus efficaces, afin de parvenir au but de notre présente union et association, et de prévenir et empêcher tout ce qui pourrait y être contraire sans nous abandonner jamais.

Et après que le projet du présent acte a été dressé conformément à l'avis unanime des Députés des dits Corps et Communautés; iceux Corps et Communautés, après une mûre et libre délibération, l'ont approuvé en tout son con-



1707

tenu, et ont donné ordre et plein pouvoir aux soussignés de le signer en leur nom.

Ce qu'ils ont fait à Neufchâtel au grand Poile de la Maison de Ville le jeudi onzième du mois d'Aoust 1707.

Pour la Vénérable Classe :

D. SANDOZ, Doyen.

F. GAUDOT, secrétaire de la Compagnie.

Pour la Ville, Conseil et Communauté de Neufchâtel :

J.-J. FAVARGIER.

Pour la Bourgeoisie de Boudry :

ABRAHAM AMIET.

ISAAC FAVRE.

JEAN-JAQUES AMIET.

Pour et au nom du Conseil et générale Bourgeoisie de Valangin :

JACOB MATTHEY, lieutenant de ville.

B. GIRARD.

MOYSE DUBOIS.

(Tous trois modernes Maîtres-bourgeois.)

JACOB PERRET, ancien Maître-bourgeois.

J. VUAGNEUX, „ „

Et par ordonnance des Maîtres-bourgeois et Conseil susdit :

GIRARD,

secrétaire et Boursier de la dite Bourgeoisie.

Et pour la Communauté de Valangin ont signé :

H. ANDRIÉ.

J.-H. VUILLIOMIER.

J.-J. RICHARD.

(Il y a encore les signatures des autres Communautés du Pays.)

Les neuf articles qui furent dressés par ces Corps et Communautés pour la conservation de leurs franchises et libertés générales contiennent ce qui suit :

### Articles généraux dressés et proposés au nom et de la part de tous les Corps et Communautés de la Principauté de Neufchâtel et Valangin.

Articles généraux pour tout l'Etat.

I. Que la religion soit inviolablement conservée et maintenue dans son état présent, sans qu'il soit fait à cet égard aucune innovation; et pour cet effet :

1. Que, selon ce qui fut réglé lors de la Réformation, le seul exercice de la religion protestante se fasse dans tout l'Etat, excepté dans les paroisses de Landeron et de Cressier : bien entendu que le Prince, soit celui qui le représentera, pourront faire l'exercice privé et particulier de leur religion dans le lieu de leur résidence ordinaire; et cela pour eux, leurs familles et leurs domestiques. 2. Que l'ordre de la discipline ecclésiastique soit maintenu suivant la pratique usitée jusques à présent, tant dans les Consistoires que dans la Compagnie des Pasteurs; que la dite Compagnie jouisse librement de tous ses droits et en particulier de celui qu'elle a et dont elle est en possession, d'élire, de suspendre, de déposer et changer les ministres, et de juger des choses qui concernent le saint-ministère, sans qu'on puisse y apporter aucun empêchement; et que lorsque, par un mutuel consentement de la dite Compagnie et des peuples de quelque lieu de cet Etat, on voudra ériger quelque nouvelle Eglise, d'où que les fonds soient pris, le souverain soit tenu d'y donner son consentement



et autorisation, en tant que de besoin, aussitôt qu'il en sera requis. 3. Que comme le souverain a encore entre les mains les biens de l'Eglise depuis la Réformation, et qu'il y a divers lieux dans cet Etat où, manque de fonds, on ne peut pas pourvoir à l'édification des peuples, il soit convenu d'une somme levée annuellement sur ces biens, laquelle sera perpétuellement appliquée à des usages religieux, où il sera nécessaire, tant dans la Ville que dans le reste de l'Etat. 4. Qu'aucune personne ne pourra s'habituer dans un lieu de religion différente de la sienne : que si un protestant se veut faire catholique, qu'il aille demeurer et s'établir dans une paroisse catholique-romaine, comme les catholiques-romains qui voudront se faire protestants iront résider dans quelque paroisse protestante, et que de part ni d'autre on ne puisse se débaucher, ni s'enlever les enfants les uns aux autres pour les attirer à une autre religion. 5. Que dans tous les lieux protestants de cet Etat, toutes les charges et offices soient entre les mains des protestants, et que dans la Châtelainie du Landeron, les charges et offices soient entre les mains des catholiques romains.

II. Que toutes personnes qui ne seront pas naturels du Pays, nés sujets de l'Etat et régnicoles, quand mêmes ils seraient naturalisés, ou nés de pères naturalisés avant leur naturalisation, soyent à l'avenir et à perpétuité déclarés inhabiles à posséder aucune charge ni emploi civil, militaire ou ecclésiastique, en quelque manière ou sous quelque prétexte que ce soit, même les sujets naturels de l'Etat qui se seraient domiciliés et établis hors d'icelui, ou qui se seraient liés par office de charge à quelque autre Prince ou Etat : bien entendu que la charge de seigneur Gouverneur est formellement exceptée de cet article, et qu'il ne préjudiciera point aux droits que la Compagnie des pasteurs a, et a exercé de tout temps, d'appeler des ministres de dehors dans le cas de nécessité.

III. Que suivant que cela est expressément contenu dans les Actes de Franchises, tant de la Ville et Bourgeoisie de Neuchâtel que de la Bourgeoisie de Vallangin, tous les sujets de l'Etat puissent librement sortir du pays, pour aller voyager, ou autrement, même servir en guerre, moyennant que ce ne soit pas un Prince ou Etat avec qui le Prince, en tant que souverain de Neuchâtel, serait en guerre, suivant que cela s'est pratiqué de toute ancienneté : N'entendant pas néanmoins par là qu'il soit licite à qui que ce soit de lever ou enrôler des soldats dans cet Etat sans due permission ; et qu'en outre, et conformément à des articles exprès et formels tant de la Bourgeoisie de Neuchâtel que de celle de Vallangin, cet Etat ne puisse être engagé dans aucune guerre, ni les sujets d'icelui obligés d'y marcher, que ce ne soit pour la propre guerre du Prince, c'est-à-dire, pour la défense de l'Etat, et pour les guerres que le Prince pourrait avoir, en tant que souverain de Neuchâtel et non autrement ; ensorte que s'il avait guerre pour raison de quelque autre Etat, Terres ou Seigneuries, l'Etat de Neuchâtel ne soit point obligé d'y entrer, mais en ce cas devra demeurer dans la neutralité, à moins que tout le Corps Helvétique en général n'y prît part ou intérêt.

IV. Qu'il soit pourvu à ce que la justice y soit bien et brièvement administrée, et pour cet effet : 1. Que les Etats ordinaires tant de Neuchâtel que de Vallangin soient assemblés tous les ans, pour le moins une fois, au mois de Mai ; et qu'outre cela on ne laisse pas de convoquer les assemblées à l'extraordinaire pour les clames, décrets et accessoires, ainsi qu'il a été réglé depuis quelques années. 2. Que le Souverain fasse ensorte que la Coutume du Pays puisse être incessamment revue, éclaircie, corrigée, augmentée même, où il sera besoin ; afin qu'on puisse la rédiger par écrit en un corps clair, abrégé et facile, sauf et réservé toutefois les Franchises et Libertés de tous les Corps de l'Etat. 3. Que les demandes des Officiers de la Seigneurie soient claires, nettes et pré-



1707

cises, en sorte qu'ils soient obligés de déclarer s'ils agissent civilement ou criminellement; sur quoi cependant on pourra chercher quelque expédient raisonnable, pour prévenir tout inconvénient à cet égard.

V. Que dans les Brevets des Officiers de justice de l'Etat, au lieu de la clause : *tant qu'il nous plaira*, on mettra celle-ci : *tant qu'ils se comporteront bien*. En sorte qu'ils ne puissent, non plus que les Notaires, être destitués de leurs charges et offices qu'après avoir été pleinement convaincus de leur malversation.

VI. Que les dispenses de mariage jusques aux cousins germains exclusivement, soient entièrement abolies, comme étant une chose incompatible avec notre Réformation.

VII. Que les serments des Notaires soient à tous égards remis sur l'ancien pied, et les innovations qu'on y a faites retranchées.

VIII. Qu'à l'avenir le Prince puisse à la vérité faire des reconnaissances quand il lui plaira; mais que ce soit à ses dépens, sans que les Bourgeois et sujets soient rien obligés de payer pour cela.

IX. Enfin, et qu'à l'avenir, le Souverain, d'abord après qu'il aura été reconnu et investi de la souveraineté, prête le serment accoutumé tant à la Ville de Neuchâtel qu'aux autres Corps de l'Etat, soit par lui-même, s'il est présent, soit par procureur, s'il est absent, ainsi qu'il s'est toujours pratiqué de toute ancienneté. A quoi il ajoutera une promesse et assurance générale qu'il confirme, en tant que de besoin, les Lois et les Constitutions fondamentales de l'Etat en général, y compris les articles ci-dessus et tous les Droits, Franchises et Libertés spirituelles et temporelles, bonnes et anciennes Coutumes écrites, de chacun des Corps et Communautés qui composent cet Etat, comme aussi toutes les Concessions perpétuelles, réelles et personnelles, et de quelque nature qu'elles soient accordées, tant aux dits Corps et Communautés qu'aux particuliers, par tous les Princes précédents, et leurs tuteurs et curateurs, et notamment par feu Madame la duchesse de Nemours, notre souveraine princesse.

**Le comte de Metternich fit publier un octroi des articles généraux ci-dessus, ayant pour titre :**

*Mémoire remis par S. E. Monseigneur le Comte de Metternich à Messieurs les Quatre Ministres, Conseil et Communauté de la Ville de Neuchâtel, par lequel il est agréé et accordé, au Nom de Sa Majesté le Roi de Prusse, les Articles Généraux ci-dessus.*

Acte d'octroi  
des articles gé-  
néraux par le  
Comte de Met-  
ternich.

Ce n'est que depuis peu de jours qu'on m'a communiqué les Articles généraux que vous avez demandés pour l'Etat. Vous aurez aisément jugé que j'y donnerais avec plaisir mon consentement au nom de Sa Majesté, en vertu des pleins-pouvoirs dont je suis muni, puisque dans le Manifeste que j'ai fait publier il y a quelque temps, les plus considérables de ces articles y étaient compris, et que je vous ai déjà offert de sa part des avantages plus étendus et plus essentiels que ne le sont ceux que vous demandez.

Non seulement Sa Majesté m'a spécialement ordonné de vous conserver précieusement toutes vos Franchises et Libertés, qui sont aussi anciennes que votre Constitution, de même que tous les Privilèges et toutes les Concessions que les possesseurs de cet Etat vous ont consécutivement accordées, mais aussi tout ce qui peut à l'avenir vous être le plus utile et le plus avantageux, et tout ce qui est propre à maintenir la religion, à établir votre sûreté, à éviter toutes sortes de contestations entre le Prince et vous, à empêcher que les particuliers ne puissent être molestés en aucune manière, enfin à vous procurer toutes les douceurs et tous les avantages que vous pouvez raisonnablement désirer.



1707

Instruit comme je le suis de ces favorables intentions de Sa Majesté, j'accorde très volontiers en son nom les NEUF ARTICLES GÉNÉRAUX que vous demandez pour tout l'Etat, et cela d'une manière la plus authentique. Je vous prie cependant de me faire donner des éclaircissements sur les Articles V, VII et VIII. Mais c'est uniquement dans le dessein de savoir au juste votre pensée sur leur sujet, et nullement pour vous faire aucune difficulté à leur égard, étant persuadé que vous ne demanderez rien qui ne soit juste et raisonnable. Je m'assure, Messieurs, que vous êtes si bien informés de la droiture des intentions de Sa Majesté, que non seulement vous ne faites aucun doute sur la réalité et la durée permanente des promesses que je vous fais de sa part; mais que vous êtes encore persuadés qu'Elle sera portée par le généreux penchant de son cœur à augmenter considérablement les avantages que je viens de vous faire espérer. Cependant vous aurez toujours le Louable Canton de Berne pour Juge entre Sa Majesté et Vous, tant à l'égard de vos anciennes Franchises, Immunités et Privilèges, qu'à l'égard des nouvelles Concessions que je vous fais en son nom, et que je pourrai vous faire à l'avenir. Je vous déclare même de la part du Roi, que non seulement il acquiescera à ce que S. M. la Reine de la Grande Bretagne et Leurs Hautes Puissances vous soient garants de tous mes engagements, mais même que Sa Majesté s'emploiera avec plaisir à vous procurer cette garantie.

On vous dira, Messieurs, que les Prétendants français vous peuvent aussi faire des offres. Mais quelle sûreté avez-vous de l'exécution de leur parole? Car quand même on pourrait compter sur la sincérité de leurs intentions, seraient-ils plus en liberté de dégager leurs promesses envers vous que M. le Prince de Conti ne l'a été à l'égard des habitants de la Principauté d'Orange? Je puis même ajouter que le Canton de Berne, quoique très puissant et très considérable, serait peut-être difficilement en état, sans le concours des Hauts Alliés, de vous maintenir contre les entreprises de la France et des prétendants de cette nation.

Quant aux offres en particulier que vous fait M. le Prince de Conti, elles me paraissent assez singulières. Il veut vous établir une inaliénabilité que vous avez déjà sans lui, et qui ne pourrait subsister, si vous tombiez entre ses mains, qu'autant que la Cour de France le trouverait à propos. Il veut par un expédient autant suspect qu'équivoque, et qui serait impraticable dans son exécution, vous mettre à couvert du triste sort qu'ont eu la Bretagne, le Béarn, et tant d'autres Etats qui ont été incorporés au Royaume de France, et qui en sont devenus des Provinces. Mais votre propre Constitution, et la justice que vous rendrez à Sa Majesté, vous mettront suffisamment à couvert, et d'une manière beaucoup plus sûre. Il veut vous accorder la propriété des biens de l'Hôpital, et elle vous est déjà acquise. Il veut vous remettre les cinq aides, mais elles vous ont déjà été remises. Il consent que vous soyez absous et dispensés de vos serments en cas qu'il manquât à ses engagements, et c'est là une conséquence naturelle des serments réciproques entre votre Prince et vous. D'ailleurs, comme M. le Prince de Conti est exclu solennellement, et d'une manière qui doit être irrévocable, de toutes les prétentions qu'il avait formées sur votre Etat, il ne serait pas surprenant qu'il voulût pousser ses offres infiniment plus loin qu'il n'a fait.

Au reste, Messieurs, vous ne devez pas attribuer les engagements dans lesquels j'entre avec vous, au dessein de vous éblouir par là, et d'obtenir quelque chose de l'Etat qui ne soit entièrement conforme à la justice. Les droits de Sa Majesté sont si bien établis que leur évidence ne pourra que déterminer en sa faveur toutes les personnes portées à la droiture et à l'équité.

Mais la bienveillance que le Roi mon maître a pour un Etat aussi attaché



1707

que le vôtre à la sainte religion dont il fait lui-même profession, et de laquelle il est un si zélé défenseur, la satisfaction qu'il trouve à gouverner ses sujets avec douceur, le plaisir que lui donne leur félicité, plaisir véritablement digne d'un Roi, et l'estime particulier qu'il fait de vous, sont les véritables motifs qui l'engagent dès à présent, et qui l'engageront toujours à l'avenir, à vous départir ses faveurs.

En mon particulier ce sera toujours pour moi une joie très parfaite, si je puis contribuer à vous faire de plus en plus ressentir les effets de la généreuse et sincère affection de Sa Majesté pour vos intérêts.

A Neuchâtel, ce 17 d'Août 1707.

(Signé) Comte DE METTERNICH.

A la fin de cet acte, tel que le fit imprimer le comte de Metternich, se trouve la Ratification du Manifeste publié par S. E. (Voyez cette Ratification dans les deux dernières pages du Tome IV.)

La plupart des autres prétendants donnèrent aussi des actes par lesquels ils déclaraient qu'ils approuvaient les susdits articles généraux et qu'ils les confirmaient au cas qu'ils fussent nommés. Ce qui est fort à remarquer, c'est que le prince de Conti y ajouta quelques articles qui ne lui étaient point demandés (\*) et qu'il importe de rapporter.

Articles additionnels aux articles généraux promis par le prince de Conti.

A tous les articles généraux S. A. S. a bien voulu, pour plus grande marque de ses dispositions favorables et sincères pour le bien et avantage de cet Etat, et pour ne laisser aucune impression des conjectures qu'on a pris soin de répandre dans le public contraires à ses intérêts, ajouter les articles suivants qui le regardent personnellement :

1. Que S. A. S. ratifiera tout ce qui a été accordé par feu Madame de Nemours.
2. Qu'après que l'investiture du Comté lui aura été donnée, Elle déclarera qu'il ne peut être aliéné que du consentement des Trois Etats, des Corps et Communautés du Pays.
3. Qu'en cas que ses successeurs arrivent à deux degrés près de la Couronne de France, ils seront obligés de nommer un successeur, du consentement des Trois Etats, Corps et Communautés du Pays.
4. Que les finances se régleront sur le pied qu'elles sont, *sans qu'on puisse mettre le Pays à ferme.*
5. Que S. A. S. consent que le droit du Prince soit amorti suivant la convention du bail de l'Hôpital, par lequel il est ainsi stipulé, au cas que cet Etat passe par aliénation en d'autres mains que la Maison de Longueville.
6. La même réserve étant pour les Aides pareillement accordée, et qu'enfin S. A. S. sera toujours disposée à accorder toutes les grâces qu'on pourra raisonnablement lui demander et attendre de sa bonté et générosité.

Ce que S. A. S. voulant rendre plus stable et plus authentique, Elle a donné la déclaration suivante :

(\*) Entre ces articles il y en a un, le quatrième, que, si le comte de Metternich l'avait accordé spécialement, la Ville de Neuchâtel n'aurait pas succombé à Berne dans la difficulté qui y fut portée en 1768 contre la ferme des recettes, à laquelle la Ville et tout l'Etat s'opposaient.

(Note de J.-E. Boyre.)



„Nous François-Louis de Bourbon, Prince de Conti, Prince du Sang, Pair de France; 1707

„Promettons dans toutes les formes requises d'exécuter les articles ci-dessus „dans tout leur contenu, en cas qu'on nous rende justice et qu'on nous donne „l'investiture de la Souveraineté de Neuchâtel et Vallengin, et de les faire passer „en forme de Loi fondamentale de l'Etat, sans que Nous et nos successeurs „puissent y contrevenir, sous quelque prétexte que ce puisse être, ni y donner „atteinte, non plus qu'aux autres droits, franchises et libertés. Et pour mieux „faire connaître la sincérité de nos intentions, *Nous déclarons que si Nous ou „Nos successeurs contrevenons en quelque chose à Nos promesses, la Ville de „Neuchâtel et le Pays en général sera dégagé de tous serments qu'ils pourront „avoir prêtés.* En foi de quoi nous avons signé la présente déclaration, fait „contresigner par le secrétaire des commandements, et à icelle fait apposer le „cachet de nos armes.

„Fait à Neuchâtel le 14 Aoust 1707.

(Signé) FRANÇOIS-LOUIS DE BOURBON.

Et plus bas, par Monseigneur  
DE MAINECOURT.

L'original du présent mémoire a été déposé entre les mains de Messieurs les Quatre-Ministres.

On ouvrit pendant le mois d'août les archives de Neuchâtel à tous les illustres prétendants, pour qu'ils pussent examiner les actes qui pouvaient leur être utiles, et en prendre des copies, pour les produire aux Trois Etats, afin que chacun d'eux pût par ce moyen faire valoir ses droits.

Les archives de l'Etat ouvertes aux prétendants.

Les Quatre Ministres et Conseil de la ville de Neuchâtel, considérant qu'il y avait plusieurs difficultés entre le Souverain et la ville, qui régnaient depuis longtemps, et souhaitant ardemment de les terminer, afin de rétablir par ce moyen une parfaite union pour l'avenir entre le Prince et la Bourgeoisie, crurent que ce temps était propre et favorable pour y parvenir. C'est pourquoi ils s'assemblèrent et arrêterent ce qui suit :

La Ville de Neuchâtel veut profiter de la circonstance pour terminer plusieurs difficultés.

Les Quatre-Ministres et Conseil de la Ville de Neuchâtel ne peuvent se réfléchir qu'avec beaucoup de déplaisir sur le malheur que la dite Ville a eue de temps et temps, et particulièrement depuis plus de cent ans d'avoir des difficultés considérables avec leurs Princes, et cela d'autant plus que ces difficultés, étant devenues de jour en jour plus nombreuses, ni le jugement contumax prononcé par LL. EE. de Berne en l'année 1618, ni leur médiation en l'année 1696 et 1697, ni les autres démarches et tentatives faites sur ce sujet, n'ont pu les terminer; de sorte que comme ils souhaitent que les choses puissent être mises en tel état qu'il n'y ait plus rien désormais qui puisse troubler la tranquillité dont ils espèrent de jouir sous le nouveau Prince qu'il plaira à la Providence de leur accorder en sa grâce, ils proposent les moyens qui leur paraissent les plus convenables et les plus justes pour assoupir toutes ces difficultés, qui sont en grand nombre, quoiqu'une partie soit déjà terminée par les articles généraux. Ils proposent donc aux illustres seigneurs Prétendants :

Articles particuliers en faveur de la Ville et Bourgeoisie de Neuchâtel.

I. Que le Souverain consente, en tant qu'en lui est, et pour ce qui le regarde, que la prétendue renonciation faite en l'année 1599 par une partie des



1707

bourgeois forains ou externes de Neufchâtel, tant de dessus que de dessous, soit censée nulle et comme non avenue : Ensorte qu'il ne puisse empêcher, directement ou indirectement, la réunion des dits bourgeois forains ou externes à la dite ville et bourgeoisie de Neufchâtel, et que le dit souverain et ses successeurs ne puissent jamais non plus, ni pour le présent ni pour l'avenir, autoriser ni favoriser aucune pareille renonciation des bourgeois de Neufchâtel, en quelque manière et sous quelque prétexte que ce soit.

II. Que lorsque le Conseil de ville voudra recevoir un ou plusieurs bourgeois de Neufchâtel, ils seront obligés de demander et requérir le consentement du Souverain, soit de ceux qui le représenteront, lequel consentement ne pourra néanmoins leur être refusé, moyennant une finance de 300 livres foibles au profit de la Seigneurie, et autant à celui de la ville pour le droit de bourgeoisie, et en outre la somme que le Conseil de ville trouvera à propos pour les droits de Communauté à l'égard de chacun de ceux qui se présenteront pour ce sujet, pourvu qu'ils soient sujets naturels de l'Etat, de franche et libre condition, ou que, si ce sont des étrangers, ils soient de gens de bonne vie et mœurs, à qui le consentement ci-dessus servira de naturalisation, et que les uns et les autres viennent s'établir et se domicilier dans la ville de Neufchâtel et son district, ou que du moins ils y bâtissent une maison; mais à l'égard de ceux qui n'auront pas les qualités susdites, ou qui ne seront pas dans les cas ci-dessus mentionnés, il soit entièrement remis à la volonté du Souverain, de leur accorder ou refuser son consentement.

III. Que les Quatre-Ministres, Conseil et Communauté de la Ville de Neufchâtel puissent librement et sans permission de la Seigneurie (toutefois en payant le lod ordinaire) acquérir les maisons, terres et fonds nécessaires pour les bâtiments publics, chemins et rues, en un mot pour l'usage public, l'ornement et l'accroissement de la dite ville; mais pour d'autres acquisitions de fonds, la dite ville ne le puisse faire sans la permission de la Seigneurie, et qu'en composant avec elle pour l'amortissement des lods.

IV. Que la police étant un droit municipal, qui originairement et de toute ancienneté appartient aux Quatre-Ministres et Conseil de la ville de Neufchâtel, et dont effectivement ils sont en paisible possession, à l'exception de certaines choses que la Seigneurie et ses Officiers ont voulu de temps en temps leur contester, on laisse à l'avenir aux dits Quatre Ministres et Conseil, l'entière direction et administration de la dite police dans la ville de Neufchâtel, banlieue et mairie d'icelle, sans que de la part de la Seigneurie ni de ses Officiers, il y soit plus donné aucun trouble ni empêchement.

V. Que conformément aux franchises et libertés de la ville et bourgeoisie de Neufchâtel, à la prononciation de LL. EE. de Berne de 1406, à la pratique immémoriale et à plusieurs déclarations réitérées de la Seigneurie, nommément à celle de 1653, les Officiers de la Seigneurie puissent à la vérité faire arrêter ceux d'entre les bourgeois de Neufchâtel internes et externes, qui auront été dûment et dans les formes ordinaires condamnés en prison, par les Justices des lieux où ils auront leur principal domicile, soit où le crime aura été commis; mais que les dits Officiers ne puissent pas faire incarcérer les dits prévenus et condamnés en prison comme dessus, sans le scû et consentement des Quatre Ministres : Et qu'en outre lorsqu'il s'agira d'emprisonner pour fait de crime quelque bourgeois de Neufchâtel, interne ou externe, en quelque lieu du Pays qu'il soit résident, par le jugement et avec le consentement que dessus, il soit incessamment transféré dans les prisons de Neufchâtel, pour y être la procédure criminelle contre lui instruite, et le dit prisonnier examiné et jugé par la Justice de la ville de Neufchâtel; bien entendu que pour les réfractaires et désobeissants en Justice, ou autres, qui par forme de peine civile pourroient



1707

être condamnés en prison par les Justices des lieux où le délit aura été commis, ils pourront y être incarcérés, soit dans le lieu de leur résidence, sans qu'il soit nécessaire de les transférer dans les prisons de Neufchâtel, sous cette expresse réserve néanmoins, qu'ils ne pourront être détenus en prison outre les trois jours tout au plus portés dans les Décrétales.

VI. Qu'en conformité des franchises et libertés susmentionnées, et de l'ancienne, immémoriale et constante pratique, les Quatre Ministraux et Conseil de la ville de Neufchâtel soient laissés et maintenus dans le paisible et entier exercice du droit des armes et bannière à tous égards qui leur appartiennent incontestablement, tant sur tous les bourgeois internes qu'externes de la dite ville en quelque lieu du Pays qu'ils soient résidents, que sur les habitants dans la dite ville, banlieue et district d'icelle, sans que de la part de la Seigneurie et de ses Officiers il y soit désormais apporté aucun trouble ni empêchement pour les revues d'armes et autrement, en quelque manière et sous quelque prétexte que ce soit.

VII. Que l'acte ou traité dit de *Liverdis*, contenant onze articles, en date du 10 Février 1585, déjà nul et defectueux par lui-même, puisqu'il avait été fait par les Quatre-Ministraux, soit disant agir au nom de la Ville et Communauté de Neufchâtel, quoique la générale Communauté et bourgeoisie de la dite ville de Neufchâtel n'y ait jamais donné son consentement, ni ne l'ait ratifié; soit expressément et formellement déclaré nul et comme non avenu, sans que de la part du Souverain ni de celle de la Ville, on puisse jamais l'alléguer ni s'en servir en quelque manière ou sous quelque prétexte que ce soit.

VIII. Que pour prévenir tous les frais qu'il y aurait à faire venir des renforts des Justices de la campagne, et le peu d'honneur que cela ferait à la ville de Neufchâtel, il plaise au Souverain de donner, à son avènement à la souveraineté, une marqun de son estime et de sa confiance aux quarante hommes qui composent le grand Conseil de la dite ville, en confirmant pour toujours et irrévocablement le droit et privilège, qu'ils n'ont eu jusques à présent que sous le bon plaisir du Prince, d'être appelés en renfort au défaut des Conseillers des Vingt-quatre, tant en la Justice de la dite ville qu'aux Trois Etats.

IX. Que pour faire cesser et prévenir même tous les sujets de défiance qui pourroient naître à l'avenir entre le Souverain et la ville de Neufchâtel, les traités respectifs d'alliance et de bourgeoisie que le Prince et la dite ville ont avec LL. EE. de Berne soient, en tant que de besoin, confirmées en tout leur contenu, et particulièrement par rapport au droit de judicature attribué incontestablement par les dits traités à LL. EE. de Berne, pour tous les différends et contentions qui peuvent survenir entre le dit Prince et la dite ville, en telle sorte que ni de la part du dit Prince, ni de ses successeurs, on ne puisse jamais éluder le dit droit de judicature, ni en retarder l'effet, en quelque manière ou sous quelque prétexte que ce soit. Qu'en outre à l'égard des autres prétentions respectives qu'il peut y avoir entre le Souverain et la Bourgeoisie de Neufchâtel, lesquelles ne se trouvent pas déjà réglées ou suffisamment éclaircies, soit par les neuf articles généraux, soit par les particuliers contenus ci-dessus, elles soient renvoyées à être incessamment terminées à l'amiable, et qu'à ce défaut elles soient décidées au plus tôt, conformément aux dits neuf articles.

Les Quatre Ministraux, Conseil et Communauté ont l'honneur de présenter aux hauts et illustres Prétendants à cette Souveraineté les neuf articles contenus au présent cahier concernant la ville et bourgeoisie de Neufchâtel en particulier; et c'est, comme on l'a déjà insinué dès le commencement, uniquement dans la vue de faire ensorte que, tous les sujets de défiance et de division étant par là enlevés, il n'y ait rien qui empêche la dite ville et bour-



1707

geoisie de rendre paisiblement et tranquillement au souverain qu'il plaira à Dieu de lui donner, aussi bien qu'à ses successeurs, le profond respect et la juste obéissance qu'elle lui doit, selon le contenu de ses franchises et libertés. Cependant les dits Quatre Ministraux, Conseil et Communauté déclarent ici que leur intention n'est pas de vouloir engager à cet égard les hauts et illustres Prétendants contre leur gré; ensorte que quand même il y en aurait quelques-uns entre eux qui ne jugeraient pas à propos d'acquiescer présentement aux dits expédients, on ne serait pas moins disposé de la part de la ville de Neuchâtel à leur rendre une bonne et briève justice; mais si, au contraire, on a le bonheur de voir les dits expédients agréés par les dits hauts et illustres Prétendants, on espère, ainsi qu'on les en prie très humblement, qu'ils auront la bonté de leur donner des appointements favorables, en attendant que celui d'entre eux qui obtiendra l'investiture de la souveraineté puisse, en tant que de besoin, confirmer et ratifier en bonne et due forme les neuf articles ci-dessus, en prêtant le serment ordinaire à la bourgeoisie de Neuchâtel, sous l'expresse réserve néanmoins que font les Quatre Ministraux, Conseil et Communauté, qu'en cas que les dits articles et expédients ne soient pas agréés, la proposition qui en est faite ne puisse en aucune manière préjudicier au jugement susmentionné de LL. EE. de Berne de 1618, qui devra dans ce cas demeurer dans sa force et vigueur autant que de droit; non plus que de déroger à leurs franchises et libertés en quelque manière que ce soit; et que, réciproquement, en cas que les dits expédients et articles soient agréés et acceptés, toutes les prétentions respectives que la seigneurie et la ville peuvent avoir réciproquement l'une envers l'autre, contenues ou non dans le jugement susmentionné de 1618, et qui ne se trouveront pas être déjà réglées soit par les neuf articles généraux de l'Etat, soit par les particuliers contenus au présent cahier, soient renvoyées à être incessamment terminées et accommodées à l'amiable, et qu'à défaut de cela elles soient promptement jugées et décidées par LL. EE. de Berne en conformité des traités respectifs d'alliance et de combourgeoisie que le Prince et la Ville ont avec LL. EE.

Fait en Conseil général de la dite Ville le 22 Août 1707.

Au bas de ce Mémoire de la ville, le plénipotentiaire de la Prusse écrivit ce qui suit :

Déclaration du  
comte de Met-  
ternich au sujet  
des articles  
particuliers  
pour la ville de  
Neuchâtel.

NOUS ERNEST, COMTE DE METTERNICH, Ministre d'Etat, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, déclarons en son nom et en vertu du plein pouvoir qu'il lui a plu de nous donner, que nous agréons et approuvons tout le contenu aux articles ci-dessus qui nous ont été présentés et communiqués de la part de Messieurs les Quatre Ministraux et Conseil de la Ville de Neuchâtel; Reconnaissant qu'ils ne renferment rien qui ne soit juste et raisonnable; Promettant aussi de leur en donner, s'il est besoin, toutes les autres telles assurances qu'ils souhaiteront et en la meilleure forme possible, et de leur en procurer même de la part de Sa Majesté la ratification de cette présente déclaration que nous leur en faisons en son nom. D'ailleurs, comme nous ne leur avons déjà déclaré dans le Mémoire du 17 de ce mois, ils auront toujours le Louable Canton de Berne pour Juge entre S. M. et eux, tant à l'égard de toutes les concessions qui leur ont été faites de temps en temps par les possesseur de ce Comté, que de celles que nous leur faisons au nom de S. M. et que nous leur pourrions faire à l'avenir, comme aussi Elle acquiescera que S. M. la Reine de la Grande Bretagne et LL. Hautes Puissances leur soyent garants de tous les engagements où nous voulons bien entrer avec eux; mais même que S. M. s'emploiera avec plaisir à leur procurer cette garantie.



**Seconde Assemblée des Trois Etats.**

1707

Du 26 août 1707.

Mgr. le gouverneur propose à Messieurs des Trois Etats, que comme S. A. S. Monseigneur le prince de Conti vient de lui envoyer et à Messieurs du Conseil d'Etat un mémoire semblable à celui qu'il lui avait déjà remis hier matin avec cette seule adjonction que S. A. S. prie qu'il soit de nouveau délibéré sur le dit mémoire, on juge à propos d'en faire lecture à Messieurs des Trois Etats. C'est pourquoi il est ordonné que le dit mémoire soit lu. Il contient :

Seconde assemblée des Trois Etats.

*A Monsieur le Gouverneur et à Messieurs du Conseil d'Etat.*

Son Altesse Sérénissime Mgr. le Prince de Conti ayant été informé par Monsieur le Procureur-général de la résolution qui a été prise de n'admettre en personne aucun des Prétendants à cette souveraineté à l'assemblée qui doit se tenir vendredi prochain, a jugé à propos de vous faire remettre ce Mémoire pour vous témoigner ses sentiments sur cette résolution.

Comme elle est absolument contraire à l'usage qui a été pratiqué jusques ici en pareille occasion, on ne peut l'attribuer qu'à l'embarras où on s'est trouvé au sujet de la prétention extraordinaire et mal fondée de M. le Comte de Metternich. Ces Messieurs n'ignorent pas de quelle manière Sa Majesté s'est expliquée sur cela, tant par la lettre de M. le Marquis de Puisieux, son Ambassadeur, que par les représentations verbales de M. de la Closure, son Résident. Toutes ces considérations obligent S. A. S. de vous faire connaître, que ne pouvant se relâcher en aucune manière tant sur les ordres du Roi que sur ce qui est dû à sa dignité, Elle ne laissera pas de se présenter à l'assemblée pour y prendre la place qui lui est due, et veiller en personne à ce qu'il ne s'y passe rien de contraire à ses intérêts. A moins que ces Messieurs ne prennent le parti de donner le temps nécessaire pour l'envoi d'un courrier par lequel S. A. S. puisse informer Sa Majesté de la résolution dont on vient de lui faire part, et recevoir ses ordres à cet égard : Protestant contre tout ce qui pourrait se faire contre son rang et sa dignité.

S. A. S. prie M. le Gouverneur de faire délibérer de nouveau sur ce mémoire, et de l'informer d'une dernière réponse.

Sur quoi M. le gouverneur ayant demandé à Messieurs des Trois Etats de délibérer sur le contenu de ce mémoire; et ceux-ci étant allés en chambre de consultation, pendant qu'ils y étaient, les avocats des hauts et illustres prétendants sont entrés en contestation sur le dit mémoire, et M. le procureur-général ayant, à leurs instances, fait revenir Messieurs des Trois Etats reprendre leurs sièges.

L'avocat de S. E. M. le comte de Metternich, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le roi de Prusse, a déclaré : Qu'à l'égard de ce que contient le susdit mémoire sur le fait de la préséance, il protestait que tout ce qui y est contenu ne pût préjudicier à la prétention juste et bien fondée de S. E., puisqu'elle était conforme à l'usage dans toutes les Cours et aux ordres qu'il avait reçus de S. M. le roi de Prusse; et pour ce qui concerne le



1707 délai que demande S. A. Mgr. le Prince de Conti, il s'opposait formellement à ce qu'il en fût accordé aucun, se fondant pour cela sur la sentence de Messieurs des Trois Etats du 28 juillet dernier, qui oblige tous seigneurs prétendants à cette Souveraineté de se présenter aujourd'hui par devant eux pour faire valoir leurs droils, sous peine de forclusion.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard il a été déclaré qu'il ne prend aucun intérêt à ce qui peut regarder le cérémoniel, mais que par rapport au renvoi on adhère à ce qui a été dit de la part de S. E.

Pour Madame la duchesse de Lesdiguières, on a avancé que l'on n'a pas la pensée de prendre d'autre part à la difficulté du cérémoniel, si ce n'est que l'on se croit obligé, au cas qu'il s'en agisse, de se joindre à S. A. S. Mgr. le prince de Conti pour appuyer ses prétentions; mais qu'à l'égard du renvoi on adhérerait à ce qui venait d'être dit, sur les raisons avancées.

On a répondu la même chose de la part de M. le comte de Malignon, ajoutant que personne ne comparaissant de la part de S. A. S. Mgr. le prince de Conti, on demandait adjudication du bénéfice de forclusion contre sa dite A. S., à forme de la susdite sentence du 28 juillet.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan on s'est déclaré que l'on ne prend point de part non plus à la difficulté du cérémoniel, ni à tout ce qui peut avoir été réglé à cet égard; mais que pour le surplus on adhère aux précédentes conclusions.

Mais quant à Madame la marquise de Mailly, on a déclaré que par respect pour S. A. S. Mgr. le prince de Conti, et par déférence à ce que S. E. M. le marquis de Puisieux a écrit, aussi bien qu'à ce que M. de la Closure a fait savoir de sa part, on ne s'oppose point au renvoi demandé par S. A. S. Mgr. le prince de Conti.

Sur toutes lesquelles choses M. le procureur-général a dit que comme il remarquait, par ce que les avocats des hauts et illustres prétendants venaient de représenter, qu'ils posaient pour fondement que Messieurs des Trois Etats, par le règlement qu'ils avaient fait ces jours passés à huis clos, avaient réglé le cérémoniel entre les hauts et illustres prétendants, il était obligé de relever cette circonstance, et, pour édifier le public, de déclarer que par ce que Mes dits sieurs des Trois Etats avaient fait, ils n'avaient pas entendu, voulu ni prétendu décider de rien qui eût rapport au cérémoniel, mais simplement, pour de grandes et importantes considérations, et afin de conserver la tranquillité qu'ils ont à cœur de maintenir dans l'Etat, de régler, ainsi qu'ils étaient en droit de le faire, la manière en laquelle les hauts et illustres prétendants devaient



procéder par devant eux; Requéant Messieurs des Trois Etats de faire attention à sa représentation.

1707

Là dessus Mgr. le gouverneur ayant demandé le jugement à Messieurs des Trois Etats; après qu'ils ont eu délibéré en chambre de consultation, au retour d'icelle ils ont rapporté par sentence souveraine :

„Que par le règlement qu'ils ont fait sur la manière de procéder par devant eux, auquel ils persistent, ils n'ont point entendu de régler ni décider sur le rang et la préséance entre les hauts et illustres Prétendants à cette Souveraineté; mais seulement d'accélérer les matières, et de pourvoir à la sûreté et à la liberté du Tribunal. Et comme la journée est fort avancée, et qu'il ne serait pas possible de procéder à l'égard des demandes ou réquisitions des dits hauts et illustres Prétendants, et faisant réflexion sur la circonstance des fêtes où nous nous rencontrons, ils renvoient à procéder à cet égard au mardi le 6 du mois de septembre prochain, auquel jour tous les hauts et illustres Prétendants, qui se présentèrent déjà le 28 juillet, comparaitront de nouveau; le présent renvoi étant fait sans forclusion de leurs droits, lesquels ils pourront faire valoir de même qu'ils auraient pu faire le dit jour 28 juillet dernier et aujourd'hui.

Jugement des  
Trois-Etats sur  
le règlement  
que les préten-  
dants ne pa-  
raissent pas en  
personne.

„Quant à ceux qui ne se sont présentés que pour faire des réserves et des protestations, ils auront la liberté de faire leurs instances présentement pour en être connu, afin de ne les pas retarder.“

Ceux qui n'ont  
que des réserves  
à présenter  
peuvent faire  
leurs instances.

Sur quoi se sont présentés les princes de Nassau-Siegen, de Baden-Hochberg, de Furstemberg, le baron de Montjoie, Madame de Sergis, et le Canton d'Uri. Mais comme ce qu'ils firent et obtinrent par leurs procureurs est au Tome IV (dès la page 466 à la page 478), il est inutile d'en faire ici la récapitulation.

### Troisième Assemblée des Etats.

Du mardi 6 septembre 1707.

Sont comparus Messieurs le marquis de Xaintrailles et Abbé de Gravel, au nom de S. A. S. Mgr. le prince de Conti, avec le sieur de Bouchevret, son avocat, lequel a représenté qu'avant de faire instance touchant le relief demandé par Sa dite Altesse Sérénissime, suivant le mémoire produit et lu le 28 juillet dernier, il se voit obligé de réunir quelques-uns des juges qui siègent dans ce tribunal. Et comme ces sortes de fonctions ne se doivent faire par un avocat qu'avec beaucoup de précautions, il avait prié Sa dite Altesse de lui donner ses raisons de récusations par écrit, tant pour n'en omettre aucune, que pour prévenir que, dans la chaleur du discours, il n'allât au delà de ses intentions. A quoi Sa dite

Troisième as-  
semblée des  
Etats.

Récusation de  
trois juges par  
le prince de  
Conti.



1707 Altesse ayant acquiescé, Elle lui aurait remis un mémoire signé de Sa main, duquel il pria de pouvoir faire lui-même la lecture.

Ce qui lui ayant été accordé, il en a lu le commencement portant en substance :

Motifs de récusation contre MM. Sandoz, Marval et Hory.

Que Sa dite A. S. voulant demander à Messieurs des Trois Etats un relief contre une partie de la sentence rendue le 8 mars 1694, qui déclare l'Etat inaliénable, et remarquant que Messieurs Sandoz, Marval et Hory, tous trois conseillers d'Etat, siègent en qualité de Juges dans les présents Etats, quoiqu'ils l'eussent déjà été lors de la dite Sentence de 1694, il demandait qu'ils ne jugeassent pas de sa demande en relief, et que leurs sièges fussent remplis par trois autres personnes qui n'eussent pas jugé alors; ajoutant, à l'égard de M. le conseiller Hory, qu'outre la raison ci-dessus d'avoir déjà jugé, qui lui est commune avec MM. Sandoz et Marval, il y en a deux particulières contre lui, l'une que le sieur baillif Bondely, son gendre et son unique héritier, est au service du Roi de Prusse (qualifié dans le dit Mémoire d'Electeur de Brandebourg seulement), qui est la partie de S. A. S., et l'autre que M. Hory lui-même est dans les intérêts de ce roi, comme la lettre du sieur Dupuy l'a fait connaître.

Récusation contre M. Chevalier.  
Le procureur-général insiste sur l'ordre à observer en fait de récusation.

De plus S. A. S., dans le dit mémoire, récusait encore M. Chevalier, conseiller d'état et châtelain de Thielle, par deux raisons.

Mais avant que ces deux raisons fussent lues par l'avocat de S. A. S. Mgr. le prince de Conti, M. le procureur-général lui a dit qu'il était obligé de l'avertir que, pour observer l'ordre qui se pratique par devant ce Tribunal en matière de récusation, il fallait procéder sur la première qui contient le mémoire qu'il lisait, avant que de passer à la seconde, laquelle avait d'autres fondements ou moyens que celui qui était commun aux trois juges qu'il venait de récuser, puisque M. Chevalier n'avait pas jugé en 1694.

L'avocat du prince soutient qu'ils peuvent être récusés les quatre à la fin.

Sur cela l'avocat de S. A. S. a dit que comme il se restreignait à quatre juges, et qu'il en restait encore huit contre lesquels il déclare qu'il ne veut faire aucune récusation, leur nombre est plus que suffisant pour juger à la fois des moyens qu'il avance, tant à l'égard des trois premiers que pour ce qui concerne M. Chevalier, puisque, suivant la coutume, le nombre de cinq juges suffirait, et qu'ainsi il ne serait pas juste que M. Chevalier, lequel il récuse, comme il vient de le déclarer, jugeât de la récusation des trois premiers; la présomption étant toute évidente que des juges tous constitués dans le cas de récusation, quoique pour des moyens différents, ne pourraient que se favoriser dans le jugement, sous l'espérance d'être favorisés à leur tour.

Réplique du procureur-général.

Là dessus M. le procureur-général a répliqué que c'est moins par rapport au nombre des juges qui restent que pour faire ob-



server l'ordre et les règles établies pour procéder devant ce Tribunal souverain, qu'il persiste à demander que l'on procède sur la première récusation.

Ce que les autres avocats des hauts et illustres prétendants à cette souveraineté ayant entendu, en premier lieu le sieur Peyrol, conseiller et avocat-général de S. M. le roi de Prusse, a fait opposition à la dite récusation; mais comme il a commencé son discours en disant qu'il parlait au nom de S. E. M. le comte de Metternich, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa dite Majesté, le sieur Bouchevret, avocat de Sa dite Altesse Mgr. le prince de Conti, et ceux des autres hauts et illustres prétendants, l'ont interrompu et ont soutenu qu'il ne pouvait pas parler ici au nom de S. E. M. le comte de Metternich ni autrement que pour S. M. le roi de Prusse, que les prétendants français qualifient seulement d'Altesse Electorale de Brandebourg.

L'avocat du roi de Prusse est interrompu en voulant s'opposer aux récusations.

Cependant, après quelques contestations sur ce sujet, le dit sieur Peyrol ayant repris son discours, dit qu'au nom de qui il parle que les récusations qui sont proposées par S. A. S. Mgr. le prince de Conti ne sont pas recevables par plusieurs moyens :

1. Le prince de Conti est non recevable, parce que de sa part on a déjà contesté, subi une sentence, et par conséquent reconnu le Juge; car après le mémoire présenté de sa part le 26 août tendant à obtenir un délai, après qu'on a entendu tous les avocats des hauts et illustres prétendants, que sur ce mémoire Messieurs des Trois Etats ont été en chambre de consultation, qu'ils ont donné, fait rédiger par écrit, fait lire publiquement leur sentence, laquelle a été ensuite notifiée à Mgr. le prince de Conti comme aux autres intéressés, il serait irrégulier et extraordinaire qu'on veuille faire des récusations qui doivent toujours se proposer *in limine litis*.

Raisons d'opposition par l'avocat du roi de Prusse aux récusations des juges demandés par le prince de Conti.

2. Que S. A. S. n'étant point proprement partie, et ne pouvant pas même y être reçue tant qu'il ne sera pas relevé de la sentence de 1694, qui lui donna l'exclusion et lui ferma la porte, il n'est point recevable à propos des récusations, puisqu'il faut être véritablement partie pour en pouvoir proposer.

3. Il ne sert de rien de dire qu'il ne s'est agi ici que de la cause du relief, et non de la cause principale, puisque, s'il réussissait dans ses récusations, les membres juges qui seraient récusés pour le relief, le seraient pour la cause principale.

4. Si ces récusations seraient admises, il pourrait enfin venir à bout de récuser tout le tribunal et en établir l'incompétence, ce qu'il a toujours eu en vue, puisqu'il réussirait à faire en détail ce qu'il a voulu faire en gros.

5. Que les moyens de récusation généraux contre Messieurs Sandoz, Marval et Hory, qui ont été juges en 1694, lesquels moyens



1707

il faut, selon la coutume, examiner premièrement avant que de passer aux autres récusations, ne sont nullement pertinents ni admissibles, puisque rien n'empêche ceux qui ont été juges dans une sentence, de l'être aussi pour juger du relief qu'une partie litigante demande de cette sentence. Qu'il est vrai qu'en matière d'appel, ceux qui ont été juges en première instance ne peuvent pas l'être en matière d'appel : mais qu'il en était autrement lorsqu'il s'agit d'un relief, d'une révision et d'une requête civile, et qu'il est inouï qu'on ait jamais voulu récuser en ces derniers cas ceux qui avaient été juges la première fois.

Du prince de  
Montbéliard.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard, M. Brisechoux a fait la même opposition aux susdites récusations demandées par S. A. S. Mgr. le prince de Conti.

Du prince de  
Carignan.  
De Madame de  
Lesdiguières.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan de même.

De la part de Madame la duchesse de Lesdiguières le sieur Terrasson a dit, que quoique les récusations soient plutôt l'affaire des juges que des parties, il y a pourtant dans la procédure un ordre fixe et certain, dont il est en droit de demander l'observation. Que dans cette vue il s'oppose aux récusations que fait S. A. S. Mgr. le prince de Conti de quelques-uns de Messieurs des Trois Etats, sous prétexte qu'ils ont assisté au jugement souverain de 1694 qui a déclaré la souveraineté inaliénable. Que si, pour avoir ainsi jugé suivant la loi et l'intérêt de l'Etat, il y avait lieu à des récusations, ce serait en tout cas contre le Tribunal entier qu'il faudrait les proposer, et non pas contre une partie des juges qui le composaient, parce que cette sentence est rendue au nom des Trois Etats assemblés, et que cette assemblée est toujours réputée la même, que celle qui se tient aujourd'hui; que c'est le même esprit qui y règne, le même motif qui l'anime; qu'en un mot le corps ne change point, quelque changement qui arrive dans les membres. Qu'au reste il est inouï qu'on puisse récuser des juges qui, sans s'être ouverts avant le jugement, n'ont suivi dans les fonctions de leurs charges que les mouvements de leur honneur et de leur conscience, et l'intérêt commun de leur patrie. Qu'à la vérité il y a peu d'apparence que la prétention de S. A. S. Mgr. le prince de Conti, n'ayant pas réussi en 1694, puisse avoir présentement un autre sort; mais que c'est le malheur de la situation de l'affaire, et non pas la faute des juges; et qu'enfin la seule conséquence raisonnable qu'on doive tirer en pareil cas, c'est que quand une fois on a été condamné par un tribunal souverain, il faut s'en tenir à la condamnation, et ne pas renouveler une affaire déjà jugée. Que par ces considérations, et plutôt pour le maintien de l'ordre judiciaire que pour aucun motif particulier, Madame la duchesse de Lesdiguières s'oppose aux récusations proposées de la part de S. A. S. Mgr. le prince de Conti.



Au nom de M. le comte de Matignon le sieur De Fort, de Genève, son avocat, s'est opposé à la récusation de Messieurs Sandoz, Marval et Hory, parce qu'elle est injurieuse à l'intégrité et à la probité de ces Messieurs, généralement reconnue; qu'elle donne une atteinte manifeste à l'autorité souveraine des Trois Etats; qu'elle commencerait par infirmer leur sentence, et qu'elle est contraire aux us et coutumes de cet Etat.

1707  
De M. de Matignon.

De la part de Madame et de Mademoiselle de Bourbon-Soissons, le sieur Tribolet, avocat au Parlement de Paris, a dit : Qu'il est si persuadé de la justice de sa cause, qu'il se flatte de prouver très solidement même à ceux de Messieurs les juges qui ont rendu la sentence du 8/18 mars 1694, que par ce jugement on n'a voulu, ni entendu, ni pu même décider la question de l'inaliénabilité, et encore moins faire voir une loi d'Etat de cette maxime; qu'il ose se promettre une exacte justice sur ce chef de la part de Messieurs des Trois Etats, lorsqu'on lui aura fait l'honneur de l'entendre sur le fond de cette célèbre contestation. Qu'au surplus il ne doit pas s'opposer aux récusations que Mgr. le prince de Conti croit devoir proposer par d'autres moyens que ceux qui naissent d'avoir assisté à la première sentence. Ajoutant que comme il a reconnu par le discours du sieur Peyrol, avocat de S. M. le roi de Prusse, qu'il se réserve de pouvoir proposer de son chef des récusations, il croyait être en devoir de l'interpeller, comme il l'interpelle, de s'expliquer dès à présent sur le fond des dites récusations, ayant très grand intérêt d'empêcher les nouveaux incidents qu'on voudrait faire naître, lesquels pourraient éloigner la décision du fait principal.

De Mad. de Bourbon-Soissons.

Sur tout ce que dessus le dit sieur de Bouchevret, avocat de Sa dite A. Mgr. le prince de Conti, a répondu que jusques ici il a toujours vu qu'un juge récusé prenait seul sa défense, au lieu qu'il remarque maintenant que ce sont les avocats de sa partie adverse qui se mettent à la place de ceux qu'il récusé, ce qui lui fournit un moyen nouveau et très concluant de récusation contre eux, puisqu'étant défendus par les avocats de ses parties, ils devenaient eux-mêmes parties et ne pourraient conséquemment être juges. — Que sans fondement on lui objectait le mémoire qui fut lu à l'audience du 26 août dernier et tout ce qui s'est fait aux deux audiences qui ont précédé celle d'aujourd'hui. Qu'il n'y avait qu'à lire la procédure pour voir, en premier lieu, que le dit mémoire n'était point adressé à Messieurs des Trois Etats, mais à Mgr. le gouverneur et à Messieurs du Conseil d'Etat, qui jugèrent à propos de le faire lire à l'audience de Messieurs des Trois Etats, sans que personne s'y présentât ni le requît de la part de S. A. S.; et, en second lieu, que le droit de récusation a été ré-

Réplique de l'avocat du prince de Conti sur le raisons d'opposition aux récusations.

Dupl. de l'avocat du prince de Conti.



1707

servé aux parties, tant le jour de la première assemblée qu'à la seconde et dernière : en sorte que S. A. S. peut, sans contredit, suivant les sentences de Messieurs des Trois Etats, faire aujourd'hui les mêmes récusations que celles qu'il était en droit de former lors de la première assemblée de ce tribunal. — Qu'on avait mauvaise grâce de vouloir contester à S. A. S. la qualité de partie dans l'affaire dont il s'agit, après tout ce qui s'est passé à son égard jusques ici tant par les divers corps particuliers de cet Etat que par les parties mêmes, qui avouent encore présentement qu'ils reconnaissent Sa dite A. pour partie demanderesse en relief, et par cela même on convient qu'il est partie capable pour récuser des juges qui ont rendu la sentence contre laquelle il se pourvoit en relief; or, par cela même, on convient encore qu'il est en droit d'employer tous les moyens les plus efficaces pour la récusation d'un juge, et surtout de soutenir en droit que celui qui a déjà jugé de ce dont il s'agit n'en peut plus juger, puisque l'on ne présumera jamais qu'il soit porté à défaire, à détruire et anéantir son propre ouvrage, et que bien loin de s'attendre qu'il change de sentiment, il engagera plutôt les autres à l'embrasser. — Que le sieur Peyrol ne devait se faire aucune alarme sur la récusation totale du tribunal, puisque de la part de S. A. S. on avait déjà déclaré, et qu'on le déclare encore, qu'elle n'en récuse que quatre membres, et qu'elle reconnaît la compétence de ce tribunal en s'adressant à lui pour obtenir son relief; les avocats des autres prétendants ayant d'ailleurs témoigné qu'ils n'avaient pas de récusation à faire maintenant. C'est en vain que l'on craint de voir le tribunal récusé lorsqu'il reste huit juges en place, qui excèdent le nombre nécessaire pour juger, comme il est dit ci-dessus des récusations des autres. — Que la distinction que l'on fait de l'appel et du relief ne milite point en ceci, puisque les mêmes raisons qui excluent un juge de première instance de pouvoir juger en cause d'appel, doivent produire le même effet à l'égard d'un relief de la nature de celui dont il s'agit, sans que, pour établir la disparité de l'appel et du relief, on doive citer les coutumes de France touchant les requêtes civiles, d'autant que dans ce pays ces mêmes coutumes ne sont pas admises; que, s'il était permis de s'en servir, on les emploierait de la part de S. A. S. contre les parties adverses, d'une manière qui lui serait très avantageuse. Persistant dans ses conclusions, et qu'en conséquence les sièges de Messieurs Sandoz, Marval et Hory soient remplis par d'autres personnes.

Duplique de  
l'avocat du  
prince de Ca-  
rignan.

Entre plusieurs autres raisons, répliques et dupliques des avocats de part et d'autre, le sieur Fortis, avocat de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, a dit : Que le motif le plus spécieux dont se sert l'avocat de S. A. S. Mgr. le prince de Conti pour établir ses moyens



1707

de récusation contre Messieurs les conseillers d'état Sandoz, Marval et Hory, consiste dans ce qu'ils ont déjà été juges de la sentence de 1694, et „qu'ainsi, s'ils assistaient encore au jugement du relief „qu'il demande par rapport au chef de cette même sentence qui a „déclaré la Principauté de Neufchâtel inaliénable, ils seraient deux „fois juges de la même chose, de sorte que, suivant toutes les ap- „parences, ils ne reviendraient pas de leur premier sentiment, et „porteraient même les autres à le suivre.“ Or, ce motif n'est pas légitime. Premièrement l'avocat de S. A. S. ne peut pas savoir si ces Messieurs furent du sentiment de l'inaliénabilité; car il pourrait bien se faire qu'ils n'en eussent pas été, mais seulement les autres, qui, étant en plus grand nombre, auraient été les auteurs de cette sentence. Et s'il est vrai de dire qu'une sentence est toujours censée être le sentiment du corps de la Justice qui la rend, il n'est pas à présumer pour cela qu'elle soit toujours celui de chaque juge en particulier. — D'ailleurs il faut remarquer qu'on peut se plaindre d'une sentence souveraine de deux manières, ou par proposition d'erreur en droit, ou en proposant quelque erreur en fait, ou bien quelque improcédure. Le premier moyen n'est en usage dans aucun tribunal souverain, pas même dans les inférieurs, sauf à la partie d'y venir par la voie d'appel. Quant au second, il est partout admis, parce qu'il n'est pas juste de perdre un bon droit par une improcédure, ou pour n'en avoir pas été bien instruit en fait; de manière que quand la partie veut dédommager celle qui a obtenu des frais qu'elle a supportés, elle est reçue à réformer sa procédure, ou bien à prouver quelques nouveaux faits qui soient décisifs, ou produire de nouveaux titres, et dans ce cas le juge qui a assisté au premier jugement, ne saurait paraître suspect, parce qu'il peut changer de sentiment sans donner aucune atteinte à sa réputation, pouvant attribuer ce changement aux instructions ou aux démarches nouvelles des parties. — Cela supposé, il faut remarquer que S. A. S. Mgr. le prince de Conti ne prétend venir contre ce chef de la sentence de 1694, qui a déclaré cette Principauté inaliénable, que par proposition d'erreur en droit, voulant établir qu'elle est aliénable, quoique ce soit contre la coutume inviolablement observée en ce pays, ainsi qu'est porté par la dite sentence, et laquelle coutume est véritablement un droit qu'on appelle *jus non scriptum* par rapport au droit écrit. — Tellement que l'on ne saurait admettre les moyens de récusations opposés par S. A. S. contre ces trois Messieurs, pour avoir été juges de la sentence de 1694, sans lui fournir en même temps un moyen d'attaquer cette sentence par une proposition d'erreur en droit, en établissant qu'il n'est pas vrai que la Principauté soit inaliénable par la coutume, et que quand les juges l'ont ainsi déclaré, ils n'en étaient pas bien instruits; ce qui serait



1707 évidemment contre l'autorité du tribunal en général, et en particulier contre la réputation des juges.

Déclaration de l'avocat de Mad. de Mailly, qui s'en rapporte à ce que fera le tribunal.

De la part de Madame la marquise de Mailly, le sieur Pierre-Esprit Vieux, avocat au Parlement de Paris et l'un de ses procureurs, a dit : Que l'heureux succès de sa cause étant fondé principalement sur les lois de l'Etat et sur les lois du sang, il est persuadé que Messieurs les juges qui composent ou composeront le tribunal des Trois Etats ne se départiront et ne s'éloigneront pas même de ces lois, mais qu'au contraire ils les prendront pour règle du jugement qui doit déterminer la personne qui remplira le trône vacant. C'est pourquoi il a déclaré que Ma dite dame de Mailly ne prend point de part à la récusation proposée, se rapportant à Messieurs des Trois Etats d'ordonner ce qu'ils aviseront bon être par leur sagesse et par leur prudence ordinaire.

Déclaration de l'avocat de M. d'Alègre.

Au nom de M. le marquis d'Alègre, le sieur Verdelhan, son procureur et avocat, a adhéré à ceux qui opposent à la récusation, autant que les moyens sur laquelle on la fonde seront tirés de ce que Messieurs Sandoz, Marval et Hory ont été juges en 1694. Mais quant aux autres moyens tirés d'ailleurs, s'ils peuvent être vérifiés et admissibles, il proteste de s'en pouvoir servir et y adhérer.

Le procureur-général fait des représentations.

En suite de quoi M. le procureur-général a représenté, que remarquant que les avocats des hauts et illustres prétendants s'écartent beaucoup de la manière ordinaire de procéder devant ce Tribunal, il espère que Messieurs des Trois Etats, y faisant attention, régleront les choses à cet égard en sorte que la procédure soit plus régulière. Qu'au surplus, voyant par tout ce qui a été allégué sur le fait des récusations dont il s'agit, qu'il y a en cela des choses très importantes qui pourraient intéresser les droits de l'Etat en général, aussi bien que ceux de ce Tribunal souverain en particulier, et ne voulant cependant prendre aucune conclusion d'où l'on puisse inférer qu'il voudrait faire partie à quelqu'un des hauts et illustres prétendants à cette souveraineté, il se contente de prier Messieurs des Trois Etats d'y faire toutes les réflexions qu'il convient, afin que par leur jugement les droits de l'Etat en général, et l'autorité des sentences émanées de ce Tribunal souverain ne souffrent aucune atteinte.

Adhésion du banneret avec des réserves pour les franchises de la ville de Neuchâtel.

Le sieur banneret de Montmollin, au nom de la Ville de Neuchâtel, après avoir adhéré à ce que M. le procureur-général venait de dire, y a ajouté une protestation, que rien de tout ce qui peut avoir été proposé ne fasse aucun préjudice aux droits, franchises et libertés de la dite ville, ni à l'autorité et compétence du tribunal des Trois Etats dont elle fournit le tiers; déclarant de plus qu'il est chargé de la part des Sieurs Maîtres-bourgeois de Valangin de faire, autant qu'en eux est, la même protestation.



Là dessus Mgr. le gouverneur ayant demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, l'avocat de S. A. S. Mgr. le prince de Conti aurait continué d'opposer à ce que M. Chevalier entrât en chambre pour juger de la récusation des autres trois Messieurs du Conseil d'état susnommés.

1707

Le gouverneur  
demande juge-  
ment.

Sur quoi M. le procureur-général a déclaré qu'il consentait que M. Chevalier n'entrât pas en chambre de consultation maintenant, pourvu que tout premièrement, lorsque Messieurs des Trois Etats y seront, ils délibèrent pour savoir si, selon la coutume, on ne doit pas juger de la récusation des trois premiers, contre lesquels on allègue un moyen commun qui ne peut regarder mon dit sieur Chevalier; priant Messieurs des Trois Etats de vouloir rendre sentence là dessus conforme à l'usage et à la pratique en semblable cas.

Ensuite Mes dits sieurs des Trois Etats, au nombre de huit non récusés, étant allés en chambre de consultation, à leur retour ont déclaré : „Que considérant que c'est la pratique et l'usage, lorsqu'il y a plusieurs récusations à faire contre les juges, prises de différents moyens, de les proposer et faire juger séparément, ils donnent par sentence que Mon dit sieur Chevalier *peut entrer* en chambre pour juger de la récusation proposée contre Messieurs Sandoz, Marval et Hory; remettant toutefois la liberté à M. Chevalier *de s'en dispenser*, s'il le trouve à propos.“

M. Chevalier  
admis à juger  
sur la récusation  
des trois  
autres juges.

La sentence ci-dessus ayant été publiquement lue, Messieurs des Trois Etats sont retournés en chambre avec mon dit sieur Chevalier, lequel peu de temps après est sorti seul pour venir reprendre sa place, et a dit à Mgr. le gouverneur que „des raisons particulières l'avaient obligé de déclarer à Messieurs des Trois Etats qu'il s'abstenait de juger pour ce coup.“

M. Chevalier  
s'abstient sur  
cet incident.

Ensuite Messieurs des Trois Etats, étant revenus de la chambre de consultation, ont déclaré : „Qu'ayant fait leurs réflexions sur l'allégation du moyen commun de récusation employé de la part de S. A. S. Mgr. le prince de Conti contre Messieurs Sandoz, Marval et Hory, et sur ce qui a été répondu par la plupart des hauts et illustres Prétendants, ils donnent par sentence : Que le dit moyen de récusation n'est pas suffisant pour exclure du jugement Mes dits sieurs Sandoz, Marval et Hory; réservant toutefois à l'avocat de Sa dite Altesse de pouvoir alléguer les moyens particuliers de récusation qu'il peut avoir contre Messieurs Hory et Chevalier, sur lesquels Messieurs des Trois Etats donneront leur jugement lorsqu'ils en seront requis.“

Jugement sur  
la récusation  
des trois con-  
seillers d'état.

Après la lecture de la dite sentence, les avocats des hauts et illustres prétendants ayant insté à ce que celui de Sa dite A. S. Mgr. le prince de Conti continuât à procéder suivant la réserve



1707

portée par icelle, il a demandé qu'au préalable on lui accordât du temps pour aller apprendre à Sa dite Altesse Sérénissime le contenu de la dite sentence, laquelle lui paraît assez importante pour l'empêcher de passer plus outre sans avoir d'ultérieurs ordres de sa part. Et, sur la contestation qui s'élevait à ce sujet, Mgr. le gouverneur a déclaré que se faisant déjà tard, il renvoyait l'assemblée à demain matin à sept heures.

#### Quatrième Assemblée des Trois Etats.

Du 7 septembre 1707.

Quatrième Assemblée des Trois-Etats.

Messieurs des Trois Etats ayant pris leurs séances en la forme ordinaire, M. le marquis de Xaintrailles et M. de Bouchevret, avocat au Parlement de Paris, et chargé pour ce fait de procuration de S. A. S. le prince de Conti, se sont présentés, et au lieu de procéder aux récusations particulières contre Messieurs les juges, selon le bénéfice qui était réservé à Sa dite Altesse par la sentence de Messieurs des Trois Etats du jour d'hier, Mon dit sieur de Bouchevret a lu un Ecrit signé de la main de Sa dite Altesse Sérénissime, par lequel elle déclare ne pas reconnaître ce Tribunal, et qu'elle fait des protestations contre icelui.

Le prince de Conti envoie une protestation.

Contre-protestation du procureur-général et du banneret.

Sur quoi M. le procureur-général aurait fait une contre-protestation soutenue de plusieurs raisons; le sieur banneret de Neuchâtel aussi. Mais pendant que ce dernier parlait, Mes dits sieurs de Xaintrailles et de Bouchevret s'étant levés et voulant sortir, ont mis le susdit écrit sur la table du Conseil d'état. Mais M. le procureur-général s'en étant aperçu leur a dit, que le Tribunal étant ouvert pour tous les Prétendants à cette souveraineté, il les somrait d'exposer les droits que l'on prétend y avoir de la part de qui ils agissent, sans quoi on ne laissera pas de passer outre. Mais, sans répondre à cela ni aux contre-protestations ci-dessus et à celles des sieurs Maîtres-bourgeois, ils se sont retirés.

Les avocats du prince se retirent de l'audience.

Le procureur-général demande sentence contre la protestation du prince de Conti.

M. le procureur-général a pris ses conclusions tendant à ce que contre un procédé pareil, contraire à tout usage et pratique, Messieurs des Trois Etats, comme juges souverains et desquels la compétence a été reconnue de la part même de Sa dite A. S. Mgr. le prince de Conti, pourvoient, par leur sagesse et justice, à ce que ce procédé et ce qui vient d'être lu ne puisse nuire, ni préjudicier aux droits de cet Etat, ni donner aucune atteinte à l'autorité et compétence légitime de ce souverain Tribunal.

Les Corps adhèrent.

Le sieur banneret de Neuchâtel, au nom des Corps pour lesquels il a parlé ci-devant, et les avocats des hauts et illustres prétendants y ont adhéré.

Le gouverneur demande jugement.

Là dessus Mgr. le gouverneur ayant demandé le jugement de



Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre de consultation, et à leur retour ont déclaré :

„Qu'après avoir entendu la lecture faite par Mondit Sieur de Bouchevret, au nom de Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince de Conti, de l'Ecrit qu'il a laissé, lequel ils ont de nouveau lu en Chambre, fait réflexion sur les contreprotestations et conclusions prises contre le dit Ecrit, ils ont trouvé ces matières très importantes; c'est pourquoi, et afin de délibérer là dessus plus mûrement, ils renvoyent la séance à après demain à sept heures du matin.“

Les Trois Etats renvoient à prononcer au surle main.

Cet écrit de S. A. ne fut ni rendu public, ni porté sur le Manuel des Etats; cependant le voici tel qu'on en avait semé des copies :

Messieurs,

S. A. S. Monseigneur le Prince de Conti, héritier testamentaire de Monsieur l'Abbé d'Orléans, Souverain de Neufchâtel, étant bien informé des nouveautés qu'on invente, des pratiques secrètes, et de toutes les autres manières obliques dont on prétend se servir pour l'exclure de ses légitimes prétentions à la Souveraineté de Neufchâtel et Vallengin, se voit obligé pour la conservation de ses droits, et afin que rien ne se fasse à son préjudice, de protester et de vous dire :

Contenu de l'écrit du prince de Conti.

1. Que la délibération du 24 août dernier, par laquelle on veut l'empêcher de paraître en personne et d'être présent à la plaidoirie de sa cause, n'est fondée que sur un mauvais prétexte, et qu'elle est contraire à l'usage et à la pratique de ce Pays. Il est permis aux simples particuliers d'assister aux causes qu'ils ont, de quelque petite importance qu'elles soient, et à plus forte raison on ne le doit pas refuser à un Prince du sang, héritier du souverain, qui vient prendre possession de la souveraineté. Mais le refus qu'on lui fait étant une nouveauté introduite contre S. A. S., elle ne peut pareillement reconnaître le Tribunal, ni se soumettre à sa décision.

2. Que Messieurs les Quatre-Ministres, qui devaient être les Juges du Tiers Etat, étant privés, par une déclaration du Conseil de ville, de la faculté de donner leurs suffrages dans l'Assemblée des Trois Etats, comme ils l'ont fait de tout temps jusqu'à présent, et étant obligés de rapporter le sentiment de la pluralité des suffrages du dit Conseil, S. A. S. ne peut point encore souffrir cette nouveauté. Non seulement ceci est une porte ouverte à la brigue et à la sollicitation, mais cela est opposé aux règles de l'Etat, aux lois du Pays, et de plus au serment des Juges des Trois Etats, puisqu'ils doivent juger suivant leurs lumières et leur conscience. De sorte que n'étant que les rapporteurs de l'avis du Conseil, qui peut-être sera contraire à leurs sentiments particuliers, contraire par conséquent au serment qu'ils ont prêté la première fois que l'on juge aux Etats; il s'ensuit que les Trois Etats ne sont point revêtus comme ils l'ont toujours été et comme ils doivent l'être, et qu'à bien dire il n'y a aucun Tiers Etat, n'y ayant aucun juge qui le remplisse.

3. Que ce Tribunal étant composé de plusieurs personnes contre lesquelles S. A. S. a proposé des récusations auxquelles on n'a point eu d'égard, quoiqu'elles fussent très légitimes, Elle a récusé ceux qui sans connaissance, et contre l'intention des parties qui déclarèrent en 1694 la souveraineté inaliénable, malgré Madame la Duchesse de Nemours, partie principale, qui la reconnaissait aliénable, comme il en paraît tant par les protestations que par les dispositions qu'elle a faites : S. A. S. ne peut donc point soumettre son droit à la décision de ces mêmes personnes qui ont déjà décidé de l'inaliénabilité, puisqu'il ne



1707

s'agit de sa part que de savoir si la souveraineté est aliénable ou non; et comme ils ont déjà donné leur avis, ils ne sont plus recevables à juger une seconde fois de la même question. Non seulement S. A. S. a recusé ceux qui avaient rendu la sentence de 1694, mais encore ceux qu'elle savait avoir des engagements particuliers avec ses adversaires; et, pour juger de la récusation, les parents mêmes des récusés ont assisté au jugement; ce qui est contraire à toutes les règles.

4. Que M. de Montet, Lieutenant de Gouverneur, premier juge né des Trois Etats, et M. de Stavay, Châtelain du Valtravers, aussi juge naturel du Second Etat, ont aussi été exclus des Trois Etats sous le vain prétexte qu'ils n'étaient point originaires ni régnicoles de ce Pays; et par la même raison ont été rejetés et exclus de la séance des Trois Etats tous les vassaux de la souveraineté, contre les anciens droits qu'ils ont eus dans tous les temps de juger, et de juger aux Audiences générales et aux Trois Etats, soit qu'il s'agît de la succession à la souveraineté, comme en l'an 1552 et 1668, soit qu'il fût question des causes des particuliers, comme ils l'ont fait constamment depuis plusieurs siècles; et cela au mépris des protestations solennelles de Messieurs les députés des cantons de Fribourg et de Soleure du 18 mars 1694, et nonobstant les lettres envoyées par Madame la Duchesse de Nemours aux vassaux et officiers des Louables Cantons alliés de Neuchâtel du 20 avril 1699, dans lesquelles elle déclare, pour elle et ses successeurs à perpétuité, qu'elle veut, entend et ordonne que les vassaux et bourgeois des dits Louables Cantons, qui auront des fiefs ou qui seront pourvus de quelques emplois dans les Comtés de Neuchâtel et Valengin, jouissent des droits, prérogatives, séances aux Audiences générales et Trois Etats, sans contredit ni empêchement de qui que ce soit. Ce procédé étant donc contre l'ancienne pratique des droits des vassaux et des officiers, et contre les lettres de Madame la Duchesse de Nemours, on n'a pas pu donner valablement l'exclusion à deux juges.

Par toutes ces raisons et autres que S. A. S. expliquera en temps et lieu, Mgr. le Prince de Conti ne peut reconnaître ce Tribunal comme compétent, impartial et suffisant; il proteste le plus fortement et de la meilleure manière que proteste se peut, de nullité contre tout ce qui a été jugé jusqu'à présent, et contre tout ce qu'on pourrait encore faire au préjudice de ses droits, se réservant de recourir à tel juge qu'il conviendra pour se faire rendre la justice qui lui est due et qui lui est refusée à Neuchâtel par tous les prétextes expliqués ci-dessus; priant tous les assistants de cette assemblée d'être témoins et de se souvenir de la présente protestation.

„Nous FRANÇOIS-LOUIS DE BOURBON, PRINCE DE CONTI, PRINCE DU SANG, donnons „pouvoir à Monsieur de Bouchevret, notre avocat, d'aller aujourd'hui dans le „grand Poisle du Château de Neuchâtel lire ou faire lire en pleine assemblée „les présentes protestations. (Signé) FRANÇOIS-LOUIS DE BOURBON.

Je soussigné Avocat au Parlement de Paris, certifie que cejourd'hui 7 septembre 1707, je me suis transporté au grand Poisle du Château de Neuchâtel, où j'ai fait lecture des protestations et déclarations ci-dessus, dont j'ai laissé le double en la pleine assemblée et en présence des témoins ci-dessous signés.

B. BOUCHEVRET, Avocat.

Témoins.

DE WATTEVILLE-Steiguer, Capitaine.

WEISS, Capitaine.

G. SARRASIN.

DELAPIERRE, Capitaine.

J.-M. FONTANAZARET.

MANUEL, Major.

GREDER de Wartenfels.

N. LOMBACH.

DE FEGELY-SEEDORF.



Après ces protestations Mgr. le prince de Conti écrivit aux louables Cantons alliés de cet Etat la lettre qui suit : 1707

Magnifiques et Puissants Seigneurs,

Quelques tentatives que j'aie pu faire à Neuchâtel pour faire connaître mon droit sur cette Principauté, je n'ai pu y parvenir : les mêmes obstacles, brigues et cabales qui m'avaient ci-devant traversé et qui vous sont connus, m'en ont encore empêché ; l'état des affaires m'a réduit à ne faire que de simples protestations, dont la copie collationnée sera jointe à la présente. La bonté de mon bon droit est assez manifeste pour qu'il vous paraisse du tort que l'on m'a fait, et que vous n'ayez aucun égard à toutes les injustices qui se sont pratiquées ou se pratiquent actuellement en ce Pays là, supposé que dans la suite on fût assez hardi pour vous les présenter et demander votre reconnaissance. J'espère au contraire, et vous prie très instamment de la suspendre jusqu'au temps plus heureux, que me trouvant mieux en état d'agir et avec plus de succès, il pourra arriver plus tôt qu'on ne se l'imagine, je pourrai pour lors acquérir la possession réelle d'un bien qui m'appartient aussi légitimement.

Je serai très sensible à vos bons offices à cet égard, et après vous avoir assuré de ma reconnaissance, je me dirai, Magnifiques et Puissants Seigneurs,

Votre bon voisin allié et confédéré à vous faire service,

FRANÇOIS-LOUIS DE BOURBON.

A Neuchâtel le 7 Septembre 1707.

Et après que cette lettre fut écrite, S. A. S. Mgr. le prince de Conti se mit en route pour Paris.

#### Cinquième Assemblée des Trois Etats.

Du 9 septembre 1707.

En suite du renvoi porté par la sentence des Trois Etats rendue avant-hier 7 septembre, ils se sont présentement assemblés, et ayant pris leurs sièges comme aux précédentes assemblées, Mgr. le gouverneur a dit que comme ils avaient jugé à propos de renvoyer jusqu'à aujourd'hui pour délibérer sur ce qui se présenta devant eux le dit jour 7 de ce mois, il continuait à leur demander jugement là dessus.

Pour à quoi satisfaire, Messieurs des Trois Etats ayant pris avis en chambre de consultation, au retour d'icelle ont déclaré : „Qu'ayant fait leurs réflexions sur l'Ecrit présenté et lu à l'audience d'avant-hier par le sieur de Bouchevret, avocat de S. A. S. Mgr. le Prince de Conti, qui n'en a requis aucun enrégistrement, ils trouvent cette conduite irrégulière et contre les formes, surtout après la reconnaissance de ce Tribunal faite de la part de ce Prince. Et autant que de besoin est, mettent à néant tout le contenu du dit Ecrit, comme contraire aux droits et libertés du Pays, et à la compétence et autorité des Trois Etats, qui ont été légitimement convoqués et qui sont les juges naturels et incontestables, lorsqu'il s'agit de la succession à la souveraineté. Au surplus, pour l'anéantissement du dit écrit, Mes dits sieurs des Trois Etats regardant

Lettre du prince de Conti aux Cantons alliés.

Cinquième Assemblée des Trois Etats.

Sentence des Trois-Etats contre l'écrit du prince de Conti.



1707 „comme inutiles et non nécessaires les protestes et contreprotestes  
 „faits à l'occasion de cet écrit par M. le procureur-général et par  
 „le sieur banneret de Neuchâtel, ils déclarent qu'elles ne doivent  
 „pas être enrégistrées.“

L'avocat du  
 roi de Prusse  
 demande que le  
 tribunal dé-  
 clare le prince  
 de Conti dé-  
 bouté de sa de-  
 mande en  
 relief.

„Après la prononciation de la dite sentence, le sieur Peyrol, con-  
 seiller et avocat-général de S. M. le roi de Prusse, a représenté  
 au nom de S. E. M. le comte de Metternich, agissant au nom et  
 comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. :  
 Que comme il remarque que par la sentence que Messieurs des  
 Trois Etats viennent de rendre, qu'ils ne vont pas plus loin que de  
 mettre à néant l'écrit qui fut lu avant-hier par l'avocat de S. A. S.  
 Mgr. le prince de Conti, sans prononcer aucune chose qui fasse  
 connaître qu'ils le déboutent de ses demandes et en particulier de  
 celle en relief, pour laquelle il a fait instance dans la procédure;  
 il requiert, qu'avant passer plus outre en d'autres choses, il plaise  
 à Mes dits Sieurs des Trois Etats faire droit là dessus, et ce fai-  
 sant, dire et déclarer Mon dit Seigneur le prince de Conti déchu  
 et débouté pour toujours de sa demande en relief.

Les avocats de la plus grande partie des autres hauts et illustres  
 prétendants se sont joints au sieur Peyrol et ont fait les mêmes  
 instances.

Les Trois  
 Etats se pro-  
 noncent à peu  
 près dans ce  
 sens.

Sur quoi Mgr. le gouverneur ayant de nouveau demandé le droit  
 et jugement, Messieurs des Trois Etats, après avoir eu avis en-  
 semble dans la chambre de consultation, ont dit et prononcé : „Qu'ayant  
 „égard à la réquisition qui vient d'être faite par les avocats de la  
 „plus grande partie des prétendants, ils donnent par sentence, que  
 „quoique S. A. S. Mgr. le prince de Conti, par sa non comparais-  
 „sance et par son abandonnement des demandes qu'il a faites ci-  
 „devant, soit par cela même débouté de celle qui regarde le relief;  
 „cependant, vu l'instance ci-dessus, ils déclarent Sa dite Altesse  
 „Sérénissime déchuë et déboutée de sa susdite demande en relief,  
 „à moins que, durant la présente séance, il ne se présente quel-  
 „qu'un en son nom pour faire des instances et réquisitions à ce  
 „sujet.“

Le prince de Conti  
 contre l'arrêt du  
 conseil de la Cour.

#### Sixième Assemblée des Trois Etats.

Du 10 septembre 1707.

Le procureur-  
 général estime  
 qu'on peut pro-  
 céder au fond.

M. le procureur-général a proposé que comme il remarque qu'on  
 peut dès à présent entrer en matière et demander de la part des  
 hauts et illustres prétendants la mise en possession et investiture,  
 puisqu'on n'en est plus empêché par les diverses choses qui se  
 sont présentées, il requiert que pour donner à la procédure la forme  
 qu'elle doit avoir, Messieurs les procureurs, qui se présentent au  
 nom des dits hauts et illustres prétendants, produisent les charges  
 et procurations qu'ils ont pour cela.



Sur quoi, de la part de S. M. le roi de Prusse, MM. Ernest-Eberhard, Comte de Metternich, fils de S. E. M. l'ambassadeur, et Guillaume-Frédéric Duncker, conseiller de la Cour, ont présenté :

1707

Procuration de  
MM. de Metternich le fils et  
Dunker.

1. Les pleins-pouvoirs que S. M. a donnés à son ambassadeur, Mgr. le comte de Metternich, lesquels sont déjà rapportés ci-devant, pag. 200 et suiv. 2. Une procuration spéciale en faveur des mêmes, par laquelle S. E. les substitue en son pouvoir, datée du 26 août 1707.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard, MM. Siegmann et Brisechoux, ses conseillers, ont dit : Que leur pouvoir était contenu dans la lettre que Sa dite Altesse avait adressée à Mgr. le gouverneur et à Messieurs du conseil d'Etat, priant que la dite remise à son adresse soit lue; ce qui a été fait et contient :

Procuration de  
MM. Siegmann  
et Brisechoux.

*A Messieurs le Gouverneur et les Conseillers d'Etat de la Principauté de Neuchâtel et Valangin.*

Messieurs,

La perte que vous venez de faire d'une bonne Princesse par la mort de Madame la Duchesse de Nemours, votre souveraine, qui ne peut que vous être fort sensible, me donne occasion, comme bon voisin, de vous faire là dessus mes sincères condoléances, tant par un principe d'une cordiale affection, qu'en conséquence de la bonne amitié et étroite union qui règne depuis tant d'années entre la Maison de Montbéliard et votre Etat, et en même temps de vous souhaiter tout bonheur et prospérité. Mais comme, par le décès de cette Princesse la succession à la souveraineté des Etats du Comté de Neuchâtel et Valangin se trouve ouverte, je me sens indispensablement obligé de vous faire connaître le droit incontestable qui m'y compète, préférablement à tout autre, tant comme le plus proche héritier de la Maison de Châlons qu'en vertu d'une transaction passée l'an 1406 entre le chef de la famille de Châlons, le Comte Conrad de Fribourg et l'Etat de Neuchâtel, et de me présenter dans le temps prescrit par vos lois et coutumes pour vous demander l'investiture du dit Comté de Neuchâtel et Valangin. Auquel effet je vous envoie avec plein-pouvoir mes Conseillers Siegmann et Brisechoux, auxquels il vous plaira ajouter foi sur tout ce qui sera par eux proposé et présenté, et me rendre la justice que je dois attendre de votre droiture et équité, vous assurant que de mon côté je n'ai rien plus à cœur que votre contentement, et l'accroissement, le bien et la conservation tranquille de votre Etat, tant en général qu'en particulier, à quoi je travaillerai avec un attachement sincère.

Lettre du  
prince de Montbéliard au gouvernement de Neuchâtel servant de procuration à ses envoyés.

Je suis, Messieurs,

Votre très affectionné à vous servir,

LÉOPOLD-EBERHARD,  
Prince de Montbéliard.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, M. Louis Marin, seigneur de Loisinge, conseiller de S. A. R. de Savoie, a produit la procuration qui lui a été donnée le 24 juin 1707, signée de Sa dite Altesse, de deux témoins et du notaire Jean-Jacques Durand, avec la légalisation au pied.

Procuration de  
M. de Loisinge  
pour le prince  
de Carignan.

De la part de Madame la duchesse de Lesdiguières, M. Camille de Barcos a produit deux actes : le premier, est une procuration

Procuration du  
duc de Villeroy  
pour Mad. la  
duchesse de  
Lesdiguières.



1707 reçue par deux notaires du Châtelet de Paris, De Laleu et Lange, du 17 juin 1707, légalisée par Jean Le Camus, lieutenant civil de ville et prévôté de Paris, le lendemain 18 du dit mois, signée Camus, et par mon dit seigneur *Gauret*, avec paraphe, et scellée d'un sceau à cire rouge; par laquelle procuration il est dit :

Titre généalogie de la duchesse.

Que très haute et très puissante Dame, Marguerite de Gondy de Rets, Duchesse Douairière de Lesdiguières, Duchesse de Rets, Marquise de la Garnache, de Vizille et de Ragny, Comtesse de Sault, de Joigny et de Mortaigne, Baronne de la Tour, d'Aigue, de Lauris, d'Oysans, et de la Mure, etc., Veuve de défunt très haut et très puissant Seigneur Mgr. François-Emanuel de Bonne, de Créquy, Duc de Lesdiguières, Pair de France, Gouverneur et Lieutenant-général pour le Roi en la Province de Dauphiné, Fille de défunt très haut et très puissant Seigneur Mgr. Pierre de Gondy, Pair et Général des Galères de France, Chevalier des Ordres du Roi, et de très haute et très puissante Dame Madame Catherine de Gondy, Duchesse de Rets, ses Père et Mère, et Ma dite Dame Catherine de Gondy, Fille de défunt très haut et très puissant Seigneur Mgr. Henri de Gondy, Duc de Rets, Pair de France, Chevalier des Ordres du Roi; Et Mon dit Seigneur Henri de Gondy, Fils de défunt très haut et très puissant Seigneur Mgr. Charles de Gondy, Marquis de Belle Isle, et de très haute et très puissante Dame Madame Antoinette d'Orléans, qui était Fille aînée de très illustre, très haut et très puissant Prince Monseigneur Léonor d'Orléans, Duc de Longueville, Souverain de Neuchâtel et de Vallengin; Ma dite Dame Duchesse Douairière de Lesdiguières, demeurant à Paris en son Hôtel, rue de la Cerizaye, Paroisse de St-Pol, laquelle étant l'aînée de la Maison d'Orléans-Longueville par le décès arrivé le 16 du présent mois de Juin de très illustre, très haute et très puissante Dame Madame Marie d'Orléans, Duchesse de Nemours, Princesse souveraine de Neuchâtel et Vallengin, et en cette qualité Ma dite Dame succédant aux dites Souverainetés par l'ordre de primogéniture, loi fondamentale de l'Etat, observée en tout temps dans la descendance des souverains, a fait et constitué son Procureur-général et spécial, la généralité ne dérogeant à la spécialité ni au contraire, haut et puissant Seigneur Louis-NICOLAS DE NEUFVILLE, DUC DE VILLEROY, Pair de France, Lieutenant-Général des Armées du Roy, auquel Ma dite Dame Duchesse Douairière de Lesdiguières a donné et donne pouvoir et puissance de se transporter és dites Souverainetés de Neuchâtel et Vallengin en Suisse, et de demander pour elle et en son nom la mise en possession et l'investiture des dites Souverainetés de Neuchâtel et Vallengin, avec pouvoir de substituer un ou plusieurs procureurs, etc.

Transmission de la procuration de M. de Villeroy à M. de Barcos.

La seconde pièce produite est la procuration que M. le duc de Villeroy, procureur de la dite dame duchesse de Lesdiguières a donnée à Camille de Barcos pour comparaître au tribunal des Trois Etats; elle est datée du 26 août 1707, signée par le dit duc.

De la part de M. le comte de Matignon, chevalier des ordres du roi, on a produit la procuration suivante :

Procuration de M. Mattan pour le comte de Matignon.

Nous Jaques de Matignon, Chevalier des ordres du roi, constituons pour notre Procureur-général et spécial Messire Louis de Mattan, Chevalier, Seigneur de Bonnay et autres lieux pour se présenter en notre nom par devant Messieurs des Trois Etats de Neuchâtel, pour y faire toutes les demandes, réquisitions et autres choses nécessaires concernant la poursuite de notre droit à la succession de la Principauté de Neuchâtel et Valengin, comme plus proche parent paternel de feu S. A. S. Madame la Duchesse de Nemours, Promettant



1707

de ratifier tout ce que notre dit Procureur trouvera à propos de faire pour le soutien et poursuite de notre droit à la dite succession, sous l'obligation de nos biens. En foi de quoi nous avons signé le présent et cacheté du sceau de de nos armes.

(Signé) JACQUES DE MATIGNON.

*Avec un cachet en cire rouge.*

De la part de Mademoiselle Louise-Léontine-Jacqueline de Bourbon, on a produit deux procurations en faveur de Maître Jacques Tribolet, avocat au Parlement de Paris, toutes deux du 24 juin 1707, par les mêmes notaires au Châtelet de Paris Dupuis et Durrant, l'une donnée par très haute et puissante dame Madame Angélique-Cunégonde de Montmorency de Luxembourg, veuve de très haut et puissant seigneur Louis-Henri légitimé de Bourbon, et comme tutrice honoraire de damoiselle Louise-Léontine-Jacqueline de Bourbon, sa fille aînée substituée du dit Seigneur Louis-Henri de Bourbon et de la dite dame à présent sa veuve, lequel était donataire entre vifs de très haute, très puissante et sérénissime princesse Marie d'Orléans, souveraine des Comtés de Neuchâtel et Valangin. Et l'autre des dites procurations est donnée par Maître Henri Doremieulx, avocat au Parlement, comme subrogé tuteur de la dite Damoiselle Louise-Léontine-Jacqueline de Bourbon. Les deux procurations dûment légalisées comme la précédente de Madame de Lesdiguières.

Procurations de l'avocat Tribolet etc., pour Mademoiselle de Bourbon-Soissons.

De la part de Madame la marquise de Mailly on a produit la procuration des deux notaires Boscheron et Angot du 15 juillet 1807 en faveur du sieur Thomas Du Rocher et de Maître Esprit Vieux, avocat au Parlement de Paris, dûment légalisée comme les précédentes.

Procuration de MM. Du Rocher et Vieux pour Mad. de Mailly.

De la part de M. le marquis d'Allègre, le sieur Veldelhan, son procureur, ayant déjà produit et fait lire les actes qui fondent son pouvoir, lorsqu'il parut à l'audience du 28 juillet, a déclaré qu'il agissait en vertu d'iceux,

Procuration pour le marquis d'Allègre.

Après les établissements des pouvoirs des procureurs, on a commencé les procédures. On est entré dans les demandes de mise en possession en la manière suivante :

Commencement des procédures.

Le sieur Peyrol, avocat général de S. M. le roi de Prusse, a représenté que comme il avait produit un mémoire qui fut lu à l'audience du 28 juillet dernier, dans lequel sont les demandes de mises en possession et investiture faites de la part de Sa dite Majesté, il requérait que lecture en fut faite de nouveau; ce qui a été accordé, et ensuite il a déclaré, que conformément à ce que le dit mémoire contient, il insistait à demander la mise en possession de cette Souveraineté de Neuchâtel et Valangin, des appartenances et dépendances, puisque son dit mémoire avait été lu le jour fatal des

Demande de la mise en possession par l'avocat du roi de Prusse.



1707

six semaines après le décès de S. A. S. Madame la duchesse de Nemours, et qu'il n'estime pas qu'on puisse faire à présent d'autres réquisitions.

De la part du  
prince de Mont-  
béliard.

De la part de S. A. S. Mgr. Léopold-Eberhard, duc de Wurtemberg-Montbéliard, MM. Siegman et Brisechoux, chargés de pouvoirs de S. A., ont aussi demandé la dite mise en possession, comme étant Sa dite Altesse le plus habile en qualité de plus proche parent et descendant de la Maison de Châlons, ainsi qu'ils le justifieront.

De la part du  
prince de Ca-  
rignan.

De la part de S. A. S. Mgr. Emmanuel-Philibert-Amédée de Savoye, Prince de Carignan, M. Louis Marin de Loisinge, etc., son procureur, a demandé la dite mise en possession par le sieur Fortis, son avocat, fondé sur ce que Sa dite Altesse Sérénissime est descendant des anciens souverains de cet Etat par Françoise, qui était fille de François, qui était fils de Louis d'Orléans et de Jeanne de Hochberg, et qu'outre cela il est le plus parent et le plus proche héritier de feu S. A. S. Madame la duchesse de Nemours, dernière souveraine, dont il est cousin germain; ce qui est notoire à chacun et qui a été établi par les factums remis à Messieurs des Trois Etats, et que l'on établira encore si besoin est.

De la part de  
Mad. de Lesdi-  
guières.

De la part de Madame la duchesse de Lesdiguières, M. Camille Barcos a demandé par le sieur Terrasson, son avocat, la mise en possession, par les fondements qui sont pris dans la procuration ci-dessus transcrite, comme étant la mieux fondée.

De la part du  
comte de Ma-  
tignon.

De la part de M. Jacques de Matignon, chevalier des ordres du roi, M. Louis de Mattan, seigneur de Bonnay et autres lieux, son procureur, par le sieur De Fort, avocat du dit seigneur, a fait demander la susdite mise en possession, comme, le dit Messire comte de Matignon, petit-fils d'Eléonore, fille de Mgr. Léonor d'Orléans-Longueville, et par conséquent le plus proche parent paternel de feu S. A. S. Madame la duchesse de Nemours, dernière souveraine de cet Etat.

De la part de  
Mad. de Bour-  
bon-Soisson.

De la part de Madame Louise-Léontine-Jacqueline de Bourbon, maître Jacques Tribolet, avocat au Parlement de Paris, fondé de procurations, a requis la dite mise en possession, au nom de la dite damoiselle mineure agissant par Madame sa mère et tutrice, fondant sa dite demande sur différents titres et actes, par lesquels feu Madame la duchesse de Nemours, de la succession de laquelle il s'agit, a donné cette souveraineté, ses appartenances et dépendances à défunt Messire Louis-Henri légitimé de Bourbon, père de la dite damoiselle, et à sa postérité : Requérant au surplus qu'ouverture soit faite, si Messieurs des Trois Etats le trouvent à propos, de deux paquets cachetés qu'il a remis, dans lesquels, quoiqu'il ignore ce qui y est contenu, il espère néanmoins que l'on y trou-



vera de quoi appuyer le droit que la dite damoiselle tire des actes susdits, qu'il a en mains et qu'il produira dans son temps.

1707

De la part de Madame Jeanne de Mouchy, princesse d'Orange, épouse de M. le marquis de Mailly et de Néelle, MM. Thomas Du Rocher, son intendant, et Pierre-Esprit Vieux, avocat au Parlement de Paris, ses procureurs, ont demandé la dite mise en possession, fondés sur ce que cette souveraineté appartient incontestablement à la maison de Châlons, qui ne l'a transmise ni pu transmettre, à qui que ce soit, par aucun acte ni traité; et sur ce qu'elle seule représente cette maison, puisqu'elle descend directement par les mâles de Jean de Châlons, qui au quinzième siècle était souverain de Neuchâtel.

De la part de  
Mad. de Mailly.

Finalement de la part de Messire Yves, marquis d'Allègre, lieutenant-général des armées de S. M., le sieur Jean-Jacques Verdelhan, son procureur et avocat, a fait la même demande de mise en possession, suivant les procurations et le mémoire qui est au pied, lesquels furent lus à l'audience le 28 juillet dernier.

De la part de  
M. d'Allègre.

Toutes ces mises en possession, ainsi demandées, ont été accordées par Messieurs des Trois Etats, et ont été appréhendées par chacun des dits procureurs; ce qu'ils ont appréhendé par attouchement au sceptre que M. le gouverneur tenait en ses mains.

Les mises en  
possession sont  
accordées à  
tous.

Et pour ce qui était des deux paquets cachetés dont le sieur avocat Tribolet a requis l'ouverture, elle est renvoyée jusqu'au temps qu'on procédera à la demande de l'investiture.

En suite de cela, on a demandé et fait instance de la part de S. M. le roi de Prusse, à ce que l'investiture de cette dite souveraineté de Neuchâtel et Valangin, ses appartenances et dépendances lui fût accordée.

Les investitures  
sont deman-  
dées.

La même instance a aussi été faite au nom de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard; comme aussi de Madame la marquise de Mailly, de M. le marquis d'Allègre, de Madame la duchesse de Lesdiguières, de M. le comte de Matignon; de la part de S. A. S. le prince de Carignan, et enfin de la part de Mademoiselle Louise-Léontine de Bourbon.

Et on a aussi insté à ce que l'ouverture se fît des deux paquets ci-dessus produits, et que lecture fût faite des choses qui se trouveraient contenues en iceux. Cette ouverture fut faite, et on y trouva les donations que feu S. A. Madame la duchesse de Nemours avait faites au chevalier de Soissons, et on les rapporterait ici, si elles ne se trouvaient pas déjà copiées tout au long, année 1694 (Tome IV, pages 294 et 312).

Ouverture des  
deux paquets  
contenant la  
donation de  
Mad. de Ne-  
mours au che-  
valier de Sois-  
sons,

Après l'ouverture de ces paquets, sur les oppositions respectives des avocats des hauts et illustres prétendants ci-dessus, qui ont demandé l'investiture, chacun d'eux soutenant qu'elle doit lui être



1707

accordée à l'exclusion de tous les autres, de même que sur l'instance qu'ils ont faite d'être appointés en preuve pour l'établissement de leurs droits, Mgr. le gouverneur ayant demandé le jugement à Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre de consultation, et à leur retour ont déclaré :

Sentence qui  
appointe les  
prétendants du  
chef de Châlons  
à produire leurs  
titres.

„Qu'ayant entendu les oppositions respectives aux demandes d'investiture de tous les avocats des hauts et illustres prétendants et leurs requisitions d'être appointés en preuve pour l'établissement du droit de chacun d'eux, donnent par sentence : Qu'afin d'observer et de garder un ordre convenable dans la procédure, Sa Majesté le roi de Prusse et les autres prétendants qui tirent leurs droits de la maison de Châlons, sont appointés en preuve, et produiront les premiers leurs titres, actes et documents pour la vérification de leurs droits respectifs.“

#### Septième Assemblée des Trois-Etats.

Du 12 Septembre 1707.

Production des  
titres du roi de  
Prusse.

Les Trois Etats étant de nouveau assemblés, le sieur Peyrol, conseiller et avocat de S. M. le roi de Prusse, a dit que, pour commencer à satisfaire à l'appointement en preuve porté par la sentence d'avant-hier, il produisait les pièces contenues dans un Imprimé in-fol., qui a été rendu public, intitulé : *ACTES ET TITRES concernant le Droit de Sa Majesté le Roi de Prusse sur le Comté de Neufchâtel et Valengin*, suivant l'inventaire qui commence à la page 35 du dit Imprimé. (Voir Tome IV, pages 490 à 494, où ces titres sont spécifiés.)

Tous ces titres ont été lus et vérifiés sur les originaux que les avocats des parties tenaient en mains; et le dit sieur Peyrol a déclaré qu'il se réservait d'en produire d'autres aux instances suivantes, n'empêchant pas au surplus, afin d'abrégier, que tous les autres prétendants soient admis en preuve et produisent aussi pendant les mêmes délais.

Sur cela le sieur Tribolet, avocat de Mademoiselle de Bourbon, a dit que remarquant que l'on prétend avoir des délais pour faire des productions, comme dans les justices inférieures, ce qui prolongerait la décision de cette affaire qu'il a intérêt d'accélérer, aussi bien que tout l'Etat, lequel est en soufferte par la vacance du trône, il prie que toutes les productions se fassent sans autre renvoi que ce qu'il plaira à Messieurs des Trois Etats de régler, les priant de considérer qu'à ce jour fatal des six semaines, la coutume veut que chaque prétendant à la succession doit être muni de ses droits, etc.

Répondu par le sieur Peyrol, que la prétention du sieur avocat Tribolet n'est pas seulement contraire au nouveau règlement, mais



1707

à l'usage et pratique qui ne lie pas tous les prétendants à une succession, de produire généralement sur le jour des six semaines tout ce qui peut servir à l'établissement de son droit, mais seulement d'en faire ouverture par la production des pièces principales, sauf à produire le surplus après être appointé; cependant, pour faire voir qu'il n'a pas intention d'éloigner la fin de cette affaire, il n'empêche pas que Messieurs des Trois Etats donnent leur déclaration là-dessus.

Là dessus Mgr. le gouverneur leur ayant demandé cette déclaration, ils sont allés en chambre de consultation, et à leur retour ont prononcé :

„Que considéré que le temps de l'audience est écoulé, et qu'il n'était pas possible que tous les hauts et illustres prétendants qui tirent leurs droits de la maison de Châlons eussent pu fournir et exhiber tous leurs titres pendant cette séance, ordonnent qu'ils continuent de les produire, pendant deux instances suivantes, avec toute la diligence requise, se réservant, au cas qu'elles ne suffisent pas pour achever l'entière production, d'en connaître plus outre.“

Sentence relative au temps nécessaire pour la production des pièces.

INVENTAIRE DES PRODUCTIONS FAITES PAR S. M. LE ROI DE PRUSSE, où l'on indique aussi sommairement quelque petite partie des usages qu'on peut tirer de chacune d'elles, pour la juste prétention de S. M. le Roi de Prusse sur le Comté de Neufchâtel et Valangin.

I. *Lettres de Rodolphe Ier, Roi et Empereur des Romains, par lesquelles il donne à Jean de Châlons, seigneur d'Arlay, deuxième du nom, la Ville et Château de Neufchâtel, etc., le 15 Septembre 1288.*

Par cet acte il est clair que la Maison de Châlons est mise par l'Empereur Rodolphe en possession du Comté de Neufchâtel. Et il ne sert de rien de dire ici que Rolin de Neufchâtel, qui le possédait auparavant, ne l'avait remis au dit Empereur Rodolphe, pour par ses mains être porté dans celles de Jean de Châlons, qu'afin de procurer à sa Souveraineté une protection qui pût le défendre contre l'oppression de ses voisins, sans qu'il fût auparavant dans aucune dépendance à cet égard. Car le dit Acte fait foi du contraire, et porte que, bien loin que le Comté de Neufchâtel eût été possédé par Rolin et ses prédécesseurs en toute souveraineté, il avait été tenu par eux en fief de l'Empereur et de l'Empire : en sorte que Rolin, par la remise qu'il fit à Rodolphe, pour passer de ses mains en celles de Jean de Châlons sans s'engager à aucune nouvelle servitude, s'acquiert dans ses voisinages une puissante protection, là où auparavant celle de l'Empereur n'était le plus souvent pas assez à portée pour le délivrer des périls et des entreprises à quoi son Etat pouvait être exposé.

Inventaire des productions du roi de Prusse.

II. *Acte passé devant l'Evêque de Lausanne, dans lequel Rolin, seigneur de Neufchâtel, avoue que Jean de Châlons, seigneur d'Arlay, lui a donné en fief la dite Seigneurie de Neufchâtel et autres Terres qui dépendaient auparavant de l'Empire, du mois de Septembre 1288.*

Cet acte, portant en termes exprès que Rolin reconnaît pour son seigneur direct Jean de Châlons, et qu'il fait ses hommages au dit Jean par ordre de



1707

l'Empereur, de qui et de l'Empire lui, Amédée son père et ses prédécesseurs ont tenu en fief le Comté de Neufchâtel, est plus que suffisamment confirmatif de ce que l'on a avancé sur le précédent acte, contre la fausse assertion de ceux qui voudraient faire croire que Neufchâtel sous la Maison de Châlons n'a jamais été qu'un fief de simple protection.

III. *Hommage de Raoul de Neufchâtel en faveur de Jean de Châlons, seigneur d'Arlay, de la Comté de Neufchâtel et dépendances, du mois de Juin 1311.*

Cet acte est encore plus exprès que le précédent, et est passé par Rolin de Neufchâtel dans sa majorité. On y explique même fort exactement les conditions sous lesquelles, lui Rolin et ses descendants, devaient posséder le dit fief; savoir, lui, les fils qui sortiraient de lui en loyal mariage, et au défaut de mâles de sa descendance, une de ses filles ou des filles de ses mâles, sans rien plus. Ensorte que les personnes spécifiquement marquées dans le dit acte venant à manquer, le Comté de Neufchâtel revenait de plein droit à la Maison de Châlons. On doit encore remarquer ici que par l'acte d'émancipation de Louis de Neufchâtel, passé par le susdit Rolin son père, quelques années après celui sur qui on vient de faire quelques réflexions, et qui a été trouvé tout fraîchement dans les archives du château de Neufchâtel, Rolin paraissant par devant Béatrix, mère et tutrice de Jean de Châlons, troisième du nom, y comparait, dit l'acte, comme par devant son juge; ce qui détruit pleinement le droit de simple protection, à quoi les opposants de S. M. le Roi de Prusse voudraient réduire le droit de la Maison de Châlons par rapport aux Comtes de Neufchâtel. (\*)

IV. *Hommage de la Comté de Neufchâtel fait par Louis, fils de Rolin, en faveur de Jean de Châlons, seigneur d'Arlay, du 2 Mai 1357.*

Cet acte étant dans les termes de celui qui précède immédiatement, ne servirait qu'à faire remarquer la continuation des hommages rendus par la Maison de Neufchâtel à celle de Châlons, et à confirmer toujours de plus en plus la vérité que nous avançons d'entrée contre les suppositions des opposants, savoir, qu'avant l'investiture donnée à Jean de Châlons par l'Empereur Rodolphe, le Comté de Neufchâtel était un fief qui relevait immédiatement de l'Empereur et de l'Empire. Mais on a encore ici une nouvelle considération à faire, savoir que la Maison de Châlons, par une nouvelle gratification et bienfaisance, ne se contentant pas d'accorder à Louis de Neufchâtel le pouvoir de posséder sous sa directe, pour lui et ses mâles, ou à leur défaut pour une de ses filles ou des filles de ses mâles, comme il avait été déjà concédé à Rolin, son père, étend encore le dit droit de reprise après lui, où les mâles descendants de lui, à une ou plusieurs de ses filles, ou des filles de ses dits mâles : toutefois avec cette réserve expresse que les dites filles seront du *Chesaul de Neufchâtel*; c'est-à-dire, que la succession à l'égard des filles ne s'étendrait pas au-delà de celles qui seront de la descendance immédiate de la propre Maison des Comtes de Neufchâtel : car, comme le remarque Furetière, le terme *Chesaul* ou *Chesal*, vieux mot français, signifie une *Maison*, et est encore en usage dans plusieurs provinces, d'où vient qu'on dit la congrégation de *Chesal Benoît*, qui est une maison, une union ou congrégation de quelques Abbayes régulières de Berry, comme St-Sulpice de Bourges, St-Ciran, etc. Il vient du latin *Casata* ou *Casale*.

(\*) Enfin, il y a une remarque essentielle à faire, et qui a échappé à l'avocat de S. M., c'est que Rolin stipule qu'en cas que l'Empereur voulût qu'il reprît le fief de lui, Jean de Châlons serait son garant envers S. M. Impériale; ce qui démontre que Rolin a reconnu Jean de Châlons pour son Seigneur, comme il reconnaissait auparavant l'Empereur, et qu'il ne voulait plus reconnaître que Jean de Châlons. (Note de J.-F. Boyve.)



V. *Hommage de la Comté de Neufchâtel fait par Conrard, en faveur de Jean de Châlons, seigneur d'Arlay, Prince d'Orange, du 5 Août 1397.*

1707

Par cet acte, on voit que Jean de Châlons ayant admis à la reprise du fief de Neufchâtel Conrard de Fribourg, fils de Varenne, et petit-fils de Louis de Neufchâtel, en vertu de ce droit que les docteurs féodaux nomment *de benegnitæ seu beneficentiâ* (qui est favorable aux mâles sortis des filles admissibles par les hommages à la succession des fiefs), et faisant une nouvelle tige des Comtes de Neufchâtel, dont il prend le nom et les armes, prête lui-même son dit hommage, sous les propres conditions de son prédécesseur, et sous la réserve expresse que la succession au dit Etat ne sera que pour lui, ses mâles, une ou plusieurs de ses filles, ou des filles de ses mâles, du *Chesaul de Neufchâtel*; c'est-à-dire, comme on vient déjà de le remarquer, descendants immédiatement de lui ou de ses mâles. Dans la présente réflexion on comprend avec l'hommage, dont le titre est ci-dessus, celui du 24 août 1407, qui sera rapporté ci-après.

VI. *Acte de reconnaissance de la Communauté de Neufchâtel, du 13 Août 1406.*

Cet acte est une déclaration expresse de la Bourgeoisie et Eglise de Neufchâtel, et en tant qu'en eux est, une confirmation authentique des droits que la Maison de Châlons avait sur leur Pays et Etat. Et il ne faut pas lire le dit acte pour en voir toute la force.

VII. *Autre Hommage prêté par le Comte Conrard, du 24 Août 1407.*

On s'est déjà réfléchi sur les termes de cet acte, conjointement avec celui qui fut passé par le même Conrard le 5 août 1397. Et on s'en tiendrait absolument à cela, si l'on ne croyait devoir encore ajouter que le présent hommage, prêté après celui de la bourgeoisie de Neufchâtel, du 13 août 1406, et réglant la succession à peu près dans les mêmes termes, en est une confirmation bien expresse.

VIII. *Acte d'entre le Prince et son Vassal, du 24 Août 1407.*

Cet acte doit sans doute avoir été passé avant celui qui précède, puisqu'il n'est pas probable que Conrard de Fribourg-Neufchâtel ait été admis à hommage avant qu'avoir satisfait à la main-mise de Jean de Châlons sur le Comté de Neufchâtel, et en avoir obtenu main-levée. Mais ces sortes de changements d'ordre sont de peu d'importance : et il s'agit seulement de considérer par un tel acte le pouvoir de Jean de Châlons sur le dit Conrard par rapport à son Comté de Neufchâtel, puisque, pour ne pas avoir satisfait à temps à l'exhibition du dénombrement des diverses pièces qui composaient la totalité du fief de Neufchâtel, il voit mettre la main sur son dit fief, et en est dépouillé jusques à ce qu'il ait apaisé son seigneur direct par ses soumissions.

IX. *Offre d'hommage et refus, du 24 Avril 1458.*

Cet acte sert à faire voir la main-mise de Louis de Châlons sur le Comté de Neufchâtel après la mort de Jean, comte du dit Neufchâtel, et la désobéissance de l'usurpateur du dit Comté. On n'ajoutera rien ici de plus, parce qu'on s'est déjà expliqué sur les usages du présent acte qu'on a mis à sa tête, et qui porte : „L'acte qui suit sert non-seulement à faire connaître que Rodolphe de „Hochberg n'est jamais disconvenu, nonobstant la possession violente où il s'était „mis du Comté de Neufchâtel, que le dit Comté ne fût mouvant des Seigneurs „Comtes de Châlons, Princes d'Orange; mais encore il sert à prouver la „présentation d'hommage faite en 1453 par Jean de Fribourg en faveur de la Maison „de Châlons, conformément à ceux qui avaient été prêtés auparavant par Con- „rard de Fribourg, père du dit Jean, et par ses prédécesseurs, dont l'original „s'est égaré dans le procès d'entre René de Nassau-Châlons et Louis d'Orléans-“



1707 „Longueville, etc., dont il sera parlé ci-après. Ensorte qu'on ne peut pas produire ici le dit acte de Jean de Fribourg; à moins que les archives du Château de Neufchâtel n'en contiennent quelque copie authentique.“

X. *Acte contenant la relation d'une Ambassade envoyée au Canton de Berne par le Prince d'Orange à l'occasion de la rebellion du Comté de Neufchâtel, du 20 Décembre 1458.*

Cette pièce sert à faire connaître les diligences faites par Louis de Châlons pour rentrer dans la possession de son bien contre l'usurpation de Rodolphe de Hochberg, et le peu de fruit de toutes ces diligences, à cause du support dont s'appuyait le dit Rodolphe. Louis de Châlons ne put pas poursuivre longtemps les dites diligences, parce que s'étant trouvé engagé dans les troubles que le Duc de Bourgogne portait chez tous ses voisins, il mourut peu d'années après. Ses descendants, Guillaume, Jean et Philibert, ne purent pas aussi reprendre la même action, se trouvant réduits ou par des minorités, ou par des guerres, ou par des emprisonnements dans l'impossibilité de rien entreprendre, jusques à ce que René de Nassau-Châlons, successeur de Philibert, dernier mâle de la Maison de Châlons, et dont avec le nom et les armes le dit René avait revêtu l'entière succession, au vu et sous l'approbation de l'Empereur Charles-Quint, revint à la charge contre la Maison de Longueville, qui tenait le dit Comté de Neufchâtel par Jeanne de Hochberg, fille et unique héritière de Philippe de Hochberg, mariée à Louis d'Orléans-Longueville. Et cela de la participation expresse du dit Empereur Charles-Quint, qui, comme il conste par les lettres produites dans la suite de cet imprimé, reconnaît le dit Comté de Neufchâtel comme un Etat appartenant au dit René à raison de la succession de Châlons, dont il avait bien voulu qu'il fût entièrement revêtu. On ajoutera ici, que contre la supposition d'un prétendu jugement rendu par le Pape II contre la juste prétention de la Maison de Châlons sur le Comté de Neufchâtel après la mort de Jean de Fribourg, et dont les opposants au droit de Sa Majesté le Roi de Prusse voudraient abusivement faire bruit, on a trouvé tout nouvellement dans les archives du Château de Neufchâtel, une lettre de l'Empereur Frédéric III à Rodolphe de Hochberg, qui fait clairement voir le faux d'un tel allégué; le dit Empereur marquant expressément qu'il veut juger du différend que le dit de Hochberg avait avec Louis-le-Bon, pour raison du Comté de Neufchâtel, comme étant un fief relevant de l'Empire.

XI. *Testament de Philibert de Châlons, Prince d'Orange, du 3 Mai 1520.*

*Codicile du dit Seigneur Philibert de Châlons, Prince d'Orange, du 8 Avril 1521.*

Ces deux pièces servent à faire voir comment la succession de Châlons est passée à la Maison de Nassau, en la personne de René, fils de la sœur du Prince Philibert de Châlons. Nous avons déjà touché l'aveu de l'Empereur Charles-Quint à cet égard, et ainsi il ne reste à ajouter ici (\*) sinon qu'il est à propos de remarquer pour la satisfaction des gens du Pays qui ne veulent être aliénés ni par testament, ni par vendition que, sans le secours d'aucun testament René de Nassau était l'héritier légitime de sa mère Claudine de Châlons, et Claudine l'héritière de son frère Philibert; toutes les substitutions de Jean de Châlons, Prince d'Orange, étant éteintes.

XII. *Lettres de l'Empereur Charles-Quint du 14 Mars 1540, sur le procès d'entre la Maison de Longueville et le Prince René de Nassau-Châlons.*

On produirait ici toutes les procédures et jugements des arbitres sur les

(\*) Le paragraphe qui depuis ici termine cette rubrique est tout bonnement une addition de M. Jean-François Boyve aux documents tels que les contient l'imprimé publié et que j'ai sous les yeux.

(Note de Gonzalve Petitpierre.)



procès et prétentions respectives d'entre M. le duc de Longueville d'une part, et le seigneur René de Nassau-Châlons d'autre part, faites et rendues à Dôle, principalement le 20, 21, 22, 23 et 24 Octobre 1534, aussi bien que les Lettres de l'Empereur Charles-Quint, par où, à la réquisition des dits de Longueville, et du consentement du prince René, cette cause est évoquée de Dôle au Grand Conseil de Malines; par où il consterait clairement de la demande faite au dit seigneur de Longueville par le dit prince René, du Comté de Neufchâtel et dépendances, comme usurpés sur la Maison de Châlons, dont l'entière succession lui appartenait. Mais comme la longueur des dites pièces étendrait par trop la présente impression, et que d'ailleurs tout est compris sommairement et en abrégé dans les Lettres du dit Empereur Charles-Quint du 24 Mars 1540, expédiées au sujet de l'*Enquête valetudinaire* ou à futur que le prince René lui avait demandé de faire à Dôle contre la Maison de Longueville, on a cru que l'on pouvait se restreindre à une telle Lettre, qui non seulement certifie de la demande que le prince René fit au duc de Longueville de son comté de Neufchâtel; mais encore de la parfaite connaissance que l'Empereur avait d'une telle demande, comme d'une chose faisant partie de la succession de Châlons, dont, autant qu'elle était de sa dépendance, il avait pleinement revêtu le dit prince René, en entière approbation du testament du prince Philibert de Châlons-Orange à cet égard. On ajoutera même ici que, par la dite Lettre, l'Empereur Charles-Quint approuve la demande que René de Nassau-Châlons fait à la Maison de Longueville, mais de plus, et en conséquence de cela, il approuve la transmission que le dit René, par son testament, que nous rapporterons ci-après, fait sous l'octroi bien authentique du dit Empereur, de son action sur le dit Comté de Neufchâtel, contre la Maison de Longueville, comme un bien dépendant de la dite succession de Châlons, dont il fait héritier universel son cousin Guillaume de Nassau, surnommé le Belgique, et sa descendance, dont est sorti S. M. le Roi de Prusse. Ce qui assurément n'est pas d'une faible conséquence ou d'une médiocre preuve pour faire voir comment, de l'aveu du dit Empereur, le droit sur le dit Comté de Neufchâtel se trouve dévolu à Sa dite Majesté, puisqu'il ne paraît pas, dès l'investiture de Jean de Châlons en 1288, que toute sa descendance en ait repris aucune nouvelle, et qu'il a suffi que les Empereurs qui ont succédé à Rodolphe Ier n'aient point fait leurs oppositions, pour laisser aux descendants et héritiers de cette Maison la dite investiture en son entier, sans autre formalité.

XIII. *Octroi donné par l'Empereur Charles-Quint à René, Prince d'Orange, en date du 14 Mai 1544.*

*Testament du Prince René de Nassau-Châlons, fait à Richemont, en date du 20 Juin 1544, et ouvert à Bruxelles le 26 jour du mois de Juillet dite année.*

Il paraît clairement par le présent testament fait sous octroi de l'Empereur Charles-Quint, que le prince René de Nassau, disposant de toute la succession de Châlons, où était comprise l'action sur Neufchâtel, comme se voit par les Lettres ci-dessus, en disposant, dis-je, en faveur de son cousin Guillaume de Nassau, sous le même aveu du dit Empereur, sous lequel René l'avait reçue du prince Philibert, son oncle; et le testament du dit René dans son ouverture ayant été accepté en tous ses points; on ne peut pas disconvenir que ceux à qui il transmet la dite succession, n'y doivent entrer de plein droit; et que par conséquent cela ne regarde S. M. P., arrière petit-fils du dit Prince Guillaume, qui, après l'extinction des mâles dans la dite descendance, se trouve sorti de la fille aînée de Frédéric-Henri, fils du dit Guillaume, Prince d'Orange.

XIV. *Il y a ensuite quatre différents extraits de quatre Traités de paix faits en divers temps, où les Princes de Nassau-Orange étant reconnus pour héritiers*



1707

*universels de la succession de Châlons, qui leur avait été transmise par le Prince Philibert, etc., sont de cela même reconnus héritiers de l'action et des droits sur le Comté de Neufchâtel attachés à la dite succession, comme il a été clairement démontré ci-dessus.*

#### Huitième Assemblée des Trois-Etats.

Du 13 Septembre 1707.

Huitième assemblée des Trois-Etats.

Continuation de la production des titres du roi de Prusse.

En présence de Messieurs les procureurs des hauts et illustres prétendants, le sieur Peyrol, conseiller et avocat de Sa Majesté, a continué de faire ses productions, consistant aux actes suivants :

1. Un cahier contenant la procédure tenue à Dôle, en octobre 1534, entre les dames et seigneurs duchesse et duc de Longueville d'une part, et Messieurs les comte de Nassau et prince d'Orange, de l'autre, produite sous la cote P.

2. Une copie collationnée du surseoi des procédures démenées devant le Grand Conseil de Malines entre le prince René de Nassau et le duc de Longueville, et renvoi des parties à M. le duc de Lorraine en 1541. Ce renvoi est certifié par la Cour de Malines, cotée D.

3. Une seconde copie des Testament et Codicile de Philibert de Châlons, coté R.

4. De plus encore une copie de l'original du Testament de René de Châlons, prince d'Orange, sous la cote S.

5. L'Acte de curatelle de Guillaume de Nassau, par l'empereur Charles-Quint, en 1544, sous la cote T.

6. Hommage fait par Isabelle de Neufchâtel au Comte de Savoye pour la Seigneurie de Cerlier qu'elle tenait de lui, dans lequel l'oncle et la nièce conviennent que la féauté ainsi prêtée au Comte Amédée de Savoye ne peut faire aucun préjudice à l'hommage lige qu'elle doit au prudent et puissant seigneur Hugues de Châlons, seigneur d'Arlay. L'acte, qui est du 6 février 1376, est coté V.

7. Copie en latin de l'acte d'émancipation de Louis de Neufchâtel par Rodolphe, son père, en présence de Dame Béatrix de Vienne, en qualité de mère tutrice de noble et puissant Jean de Châlons, duquel le dit Rodolphe se déclare homme lige, et dit qu'il se présente devant la dite Dame, séante dans son tribunal, comme devant son juge ordinaire. L'acte est du 6 juillet 1326; il a été trouvé dans la layette, première liasse, cotée B des archives de Neuchâtel, produit sous cote X.

8. Plus a produit la copie collationnée du Testament de Louis, comte de Neuchâtel; cette copie a été transcrite d'une lettre en parchemin scellée d'un sceau pendant, laquelle on a trouvé dans la seconde layette, liasse cotée E des archives du Château de Neuchâtel, collationnée et vidimée par C.-F. Huguenin et Montandon, le 30 août 1707, produite sous la cote Y.



Après ces productions, le dit sieur Peyrol a déclaré qu'il n'en a pas d'autres à faire pour ce jour, se réservant néanmoins de produire encore d'autres pièces dans la suite. 1707

De la part de S. A. S. Mgr. le Prince de Montbéliard, on a déclaré que l'on employait les productions faites hier et aujourd'hui au nom de S. M. le Roi de Prusse, pour établir les droits de la Maison de Châlons, jusques au testament de René de Nassau-Châlons, prince d'Orange exclusivement, duquel emploi on requérait qu'acte fût accordé. Et pour mettre en ordre les productions de S. A. S., celles ci-dessus de S. M. le roi de Prusse sont employées sous la cote de lettres A. 1. Productions du prince de Montbéliard.

Outre cela on a présenté l'imprimé qui est intitulé : *Mémoire des droits de Son Altesse Sérénissime Monseigneur Léopold-Eberhard, Duc de Wurtemberg-Montbéliard, sur la Souveraineté de Neuchâtel et Valangin*; duquel on a lu ce qui est contenu depuis la page 16 jusqu'à la fin, qui sont les preuves de la généalogie de la Maison de Montbéliard. (Voir un extrait du Mémoire du prince de Montbéliard, pages 72 et suivantes de ce volume.) Le susdit imprimé est produit sous la cote A. 2.

Plus on a produit un cahier qui contient les Extraits signés Jér. Berdot, lesquels sont rapportés dans le dit Imprimé. Ce cahier est coté A. 3.

Plus il a été produit de la part de Sa dite A. S. de Montbéliard un livret imprimé, lequel est intitulé : *Traité historique de la succession à la Principauté d'Orange. Paris chez la veuve Barbin, 1702*, duquel on emploie ce qui suit commençant à la sixième ligne de la page 20, et finissant à la sixième ligne de la page 25, qui est tiré du testament de Jean de Châlons, du 21 octobre 1417, inséré tout au long dans le dit livret. (Voir un extrait de ce testament Tome I<sup>er</sup>, pages 467 et 468.) Il est produit sous la cote A. 4.

Et pour rendre l'extrait ci-dessus tant plus authentique et de foi probante, pendant la lecture qui en a été faite, on l'a vérifié sur une copie signée que le sieur Verdelhan, procureur de M. le marquis d'Alègre a produite, laquelle a été signifiée dans un procès à Paris, le 15 juillet 1706, et est employée et produite tant de la part de S. A. S. de Montbéliard que de mon dit sieur le marquis d'Alègre, sous la cote A. 5.

Après quoi on a dit de la part de Sa dite Altesse que c'était là tout ce qu'il pouvait produire pour aujourd'hui.

De la part de Madame la marquise de Mailly on a dit que, pour commencer ses productions, on employait tout ce qui a été produit de la part de S. M. le roi de Prusse pour faire voir que Neuchâtel appartenait dès l'an 1288 à la Maison de Châlons, et on a demandé Productions de Madame de Mailly.



1707 acte de cette déclaration, qui se restreint aux actes et pièces qui précèdent le testament de René de Nassau exclusivement.

A quoi on a ajouté les actes et pièces qui prouvent la généalogie de ma dite dame la marquise de Mailly, descendante de Jean de Châlons.

#### Neuvième Assemblée des Trois-Etats.

Du 14 Septembre 1707.

Neuvième Assemblée des Trois-Etats.

Suite des productions de Mad. de Mailly.

En présence des procureurs des hauts et illustres prétendants, le sieur Pohait, avocat au Parlement de Besançon, a dit, au nom de Madame la marquise de Mailly, que pour continuer l'instance qu'il commença à la fin de l'audience d'hier, il requérait que les actes qu'il produit fussent lus, à la tête desquels est un mémoire imprimé. (Voir ce mémoire, pages 79 à 88 et pages 128 à 134 de ce volume), qui contient l'établissement de ses droits avec sa généalogie, au commencement de laquelle, si les parties veulent convenir, il ne sera pas besoin ni de production, ni de lecture pour cela.

Mais étant survenue quelque opposition à cet égard, on a commencé de lire des actes susdits, dont le premier article indique un cahier qui contient diverses pièces; la première desquelles est une transaction passée le 24 avril 1466 entre les enfants de Jean de Châlons et de dame Jeanne de la Trimouille d'une part, et Guillaume de Pontailler, chevalier seigneur de Talmer et de Villeneuve, pour raisons de la succession de feu Louis de Trimouille, comte de Soigny, d'autre part. La lecture de laquelle transaction ayant été commencée, on l'a interrompue comme contenant des choses étrangères et qui ne concernent en rien ce dont il s'agit; cependant sur la contestation qui s'est suscitée par quelques avocats, prétendant qu'encore que de la part de Madame la marquise de Mailly on ne consente de ne lire qu'une partie de ses actes, on doit néanmoins les lire tout entiers, parce que dans le reste il peut y avoir des choses dont ses parties adverses pourraient tirer quelque avantage, Mgr. le gouverneur en a demandé le droit à Messieurs des Trois Etats, lesquels étant allés en chambre de consultation, au retour d'icelle ont sentence :

„Que, suivant la coutume, on ne peut pas empêcher aux parties  
„de faire lire les actes qui sont produits, et dont on se veut servir;  
„néanmoins comme il importe de ménager le temps des Audiences,  
„ils verraient volontiers que les parties se contentassent de souligner, dans les actes, ce qu'il y a de plus essentiel et doit servir  
„à la preuve, ou qu'ils en fassent des extraits, ainsi qu'on l'a pratiqué dans les productions qui furent faites hier de la part de  
„S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard.“



**Dixième Assemblée des Trois-Etats.**

1707

Du 17 Septembre 1707.

Sont comparus devant les Trois Etats Messieurs les procureurs des hauts et illustres prétendants, en présence desquels ceux de Madame la marquise de Mailly ont fait dire par le sieur Pohait, avocat de ma dite dame, qu'ils réitèrent la déclaration, par eux déjà faite ci-devant, que pour l'établissement de ses droits ils emploient les productions qui ont été faites par S. M. le roi de Prusse pour faire voir le droit de la maison de Châlons sur Neuchâtel jusques au testament de René de Nassau-Châlons, prince d'Orange; de laquelle déclaration ils ont requis acte, si besoin est.

Outre cela, et pour prouver la généalogie de ma dite dame de Mailly, ils ont produit divers actes, dont quelque partie a été lue; mais du depuis les avocats les ayant examinés, sont convenus de ne les insérer dans cette procédure que comme ils sont désignés dans un inventaire d'iceux, sauf en cas de besoin de recourir aux originaux. Ces actes sont :

Un MÉMOIRE imprimé contenant l'établissement de son droit, et à la tête sa généalogie, par laquelle il paraît qu'elle est descendue en droite ligne de Jean de Châlons, qui était second fils d'autre Jean de Châlons, premier prince d'Orange et souverain de Neuchâtel en 1406; mémoire coté A.

Pour prouver que Jean de Châlons, second fils de Jean et de Marie Des Baux, a été marié à Jeanne de la Trémouille et que de mariage sont issus plusieurs enfants, Madame la marquise produit les pièces suivantes :

La première est un cahier, au neuvième feuillet duquel est le contrat de mariage du dit Jean de Châlons, seigneur de Viteaux et de l'Île-sous-Montréal, avec la dite Jeanne de la Trémouille, et, en tête du même cahier est une transaction passée le 24 avril 1466 entre Charles de Châlons, seigneur de Viteaux, Louis de Châlons, chevalier, seigneur de l'Île-sous-Montréal, Bernard de Châlons, seigneur de Grignon, Léonard de Châlons, seigneur de Lorme, Antoine de Châlons, protonotaire du Saint-Siège apostolique, tant en leur nom que de damoiselles Isabeau et Alix de Châlons, leurs sœurs, tous enfants et héritiers du dit défunt Jean de Châlons et de la dite Jeanne de la Trémouille, leurs père et mère, d'une part; et Guillaume de Pontailier, chevalier, seigneur de Talmer et de Villeneuve et autres, pour raisons de la succession de feu Louis de la Trémouille, comte de Soigné.

Il y a une suite d'actes cotés B, C, D, E, F, G, H, I. Au moyen de ces pièces, qu'il serait presque inutile de transcrire ici, la généalogie de Madame la marquise de Mailly se trouve justifiée d'une manière invincible et incontestable.



1707

Pour montrer qu'après le décès de René de Nassau, tué au siège de St-Dizier en 1544, et en la personne duquel finit la branche de Louis de Châlons, prince d'Orange, Louis de Ste-Maure, auteur de Madame de Mailly, intervint dans le procès qui était pendant au Grand Conseil du roi, entre la Maison de Longueville et la Maison de Nassau, pour raisons des biens de la Maison de Châlons, et qu'en 1561 Guillaume de Nassau, qui se prétendait héritier fideï-commissaire de la Maison de Châlons par le moyen du testament dudit René de Nassau, son cousin, fit signifier au dit Louis de Ste-Maure des lettres patentes, par lui obtenues du roi François II le 9 mars 1559, portant évocation du dit procès et interdiction du Grand Conseil, au moyen de quoi et des traités qui ont suivi, Madame de Mailly et ses auteurs n'ont pu reprendre et continuer leurs procédures qu'après le décès du roi d'Angleterre, Guillaume III, auparavant prince d'Orange, Madame de Mailly produit copie des dites lettres patentes du 9 mars 1559, obtenues par le dit Guillaume de Nassau, prétendu prince d'Orange, en suite desquelles sont d'autres pièces, et à la fin la signification qui en a été faite le 9 juillet 1561 à maître Pierre Lugoly, procureur du dit Messire Louis de Sainte-Maure, marquis de Néelle, et sont cotés par N.

Pour montrer que Madame de Mailly est descendue de Jean de Châlons en droite ligne par la branche de Jean, son fils aîné, devenue l'aînée par l'extinction et l'épuisement de celle de Louis de Châlons, prince d'Orange, et qu'elle a été jugée et reconnue telle en France par un arrêt qu'elle y a obtenu au Conseil d'Etat privé du roi contre Mgr. le prince de Conti, Madame de Nemours, M. le prince d'Isenghien, M. d'Allègre et autres, elle produit un arrêt par elle obtenu, comme il est dit, au dit Conseil d'Etat, au rapport de M. de la Boutière, maître des Requêtes, par lequel le roi a permis à Madame de Mailly de se qualifier princesse d'Orange, et a condamné Mgr. le prince de Conti et M. le prince d'Isenghien aux dépens; et est coté le dit arrêt sous lettre O.

Madame la marquise de Mailly se réserve à produire d'autres pièces en cas qu'il soit nécessaire pour établir son droit, ou pour détruire les faits, si aucuns étaient avancés contre elle qui ne fussent pas véritables.

Productions de  
M. le marquis  
d'Allègre.

De la part de M. le marquis d'Allègre le sieur Verdelhan, son procureur, a dit, qu'outre la copie du testament de Jean de Châlons du 24 octobre 1417, qu'il produisit déjà le 13 ce mois, il produit encore la pièce suivante : „De l'inventaire fait par devant Philippe L'Amiral et Claude Boreau, Notaires jurés du Roi au Châtelet de Paris, après la mort de Messire Antoine Duprat, seigneur de Mantouillet, Prévôt de Paris, daté au commencement du jeudi 14 octobre 1557. A la requête de Dame Anne d'Allègre, sa veuve, a



1707

été extrait ce qui en suit.<sup>66</sup> En marge de l'article ci-dessus est écrit : Cet inventaire de l'année 1557 prouve que Anne d'Allègre était encore lors vivante, au lieu que lors du décès de René de Nassau-Châlons, arrivé en 1544, il n'y avait aucun des descendants de Jean de Châlons, premier prince d'Orange, qui n'en fût d'un degré plus éloigné que la dite dame d'Allègre, qui par conséquent était la plus proche héritière, la plus habile à recueillir la succession en question.

Il y a des lettres, certificats, et contrats de mariage, qui prouvent sa généalogie et qu'il est bien descendu du même Charles de Châlons que Madame de Mailly.

Et, après ces productions, le dit sieur Verdelhan a déclaré qu'il n'avait plus rien à produire pour aujourd'hui, se réservant aussi le bénéfice de plus amples productions dans la suite, s'il fait besoin.

De la part de S. M. le roi de Prusse on a continué de produire les pièces mentionnées dans une suite d'inventaire commençant par la lettre Z et finissant à triple AAA, dont les avocats sont convenus dans la suite qu'il n'en serait inséré dans la procédure que ce qui suit, sauf à voir les originaux au cas qu'il soit nécessaire :

Productions ultérieures du roi de Prusse.

ACTE D'HOMMAGE de Jean-Ulrich et Thierry, seigneur de Valangin, en faveur de Rodolphe, comte de Neuchâtel, dans lequel on voit que ce comte donne encore en fief à Jean et à ses héritiers le plaid général sur les hommes royaux (appelés en langue romande *royés*) du Val-de-Ruz; le dit acte passé au mois de juillet 1303, coté Z.

TRAITÉ DE COMBOURGEOISIE de Rodolphe ou Rollin de Neufchâtel avec LL. EE. de Berne, du 28 février 1307, par lequel il réserve son seigneur Jean de Châlons. (\*)

Nous Rodolphe, Comte et Seigneur de Neufchâtel, du Diocèse de Lausanne, sçavoir faisons à tous, que Nous avons été fait Bourgeois de Berne et pris la Bourgeoisie à Berne. Promettant par notre serment, prêté corporellement sur le saint des saints de Dieu, d'aider et de défendre l'Avoyer, les Conseillers et la Communauté des Bourgeois de Berne, toutes les fois que nous en serons requis par eux ou par leur certain messenger, et qu'ils en auront besoin dans leur propre guerre, et cela à nos propres frais, partout et contre tous, selon notre pouvoir, excepté l'illustre seigneur Jean de Châlons, seigneur d'Arlay, les révérends Pères en Christ les seigneurs Evêques de Basle et de Lausanne, nos seigneurs, et notre très cher oncle, le seigneur Garcer de Montfaucon, au cas qu'ils fussent eux-mêmes en guerre contre les Bernois pour leurs propres affaires; mais, s'ils étoient en guerre contre les Bernois pour des autres, ou au secours des autres, nous sommes tenus, et devons par le serment ci-dessus aider et défendre les dits Bernois contre eux, avec cette réserve que nous ne sommes pas tenus d'aller hostilement sur les terres des dits seigneurs, mais de telle manière que les dits Bernois nous sont tenus à la même chose, et que nous ne devons ni ne pouvons renoncer ou résigner la bourgeoisie prénommée

(\*) Ce Traité se trouve déjà transcrit en latin dans le Tome 1er, page 264.



1707

aux dits présentes, ni eux à nous pendant qu'il leur plaira d'être leurs bourgeois, avec ces conditions ou conventions, à sçavoir :

Que nous ne devons donner ou payer à la communauté de la Ville de Berne aucunes tailles, impôts ou exactions, ni ne sommes tenus de répondre à celui ou à ceux qui se plaindroient de nous par devant eux dans leur tribunal : Mais si, entre les dits Bernois ou leurs gens, et nous ou nos gens, venoit à naître à l'avenir quelque animosité ou question, nous sommes tenus de venir de l'un et de l'autre côté au jour ou aux jours de Morat ou de Walperswyl, là où il nous plaira le mieux, et de prouver que par l'arbitrage de quatre honnêtes gens, dont deux devront être choisis de chaque côté, l'un de nous rende à l'autre toutes les marques d'amitié ou de justice.

En outre, il est à sçavoir que nous, étant bourgeois de Fribourg, nous sommes tenus de résigner la dite bourgeoisie aux Fribourgeois dans la quinzaine après la réquisition des bourgeois de Berne, ou de leur certain messenger. Promettant, comme ci-dessus, que passé la quinzaine, nous les aiderons et défendrons contre les dits Fribourgeois.

En témoignage de toutes lesquelles choses, et pour la plus grande fermeté, nous avons fait apposer notre sceau aux présentes lettres. Donné l'an de l'incarnation de Notre Seigneur, 1307, le jour avant les Calendes de Mars.

*Que tout ceci ait été fidèlement tiré de la vraie lettre originale qui n'est nullement cancelée ou endommagée, atteste*

S.-T. WYTTEBACH.

*La présente Copie a été collationnée avec le livre des Alliances, page 11, par*

DANIEL MORLAT, notaire.

**SENTENCE DE LÉOPOLD, DUC D'AUTRICHE, à laquelle l'Evêque de Bâle s'est soumis.**

Sur les prétentions de l'Evêque, qui requérait un hommage du comte Rodolphe de Neuchâtel, par sentence arbitrale rendue entre les parties le 11 juillet 1316, le duc Léopold d'Autriche prononça au sujet de plusieurs différends qu'il y avait entre eux, l'un desquels concernait l'hommage dû par le dit Rodolphe et ses héritiers à l'Eglise de Bâle : que le dit Rodolphe et ses héritiers seront à l'avenir exempts et libérés du dit hommage, coté BB.

**ACTE qui justifie l'échange du fief du Châtel de Valangin,** appartenant à Henri, comte de Montbéliard et à dame Agnès de Montbéliard, sa femme, contre le fief de la Roche en Vaulnois, qui appartenait à Jeanne de Montfaucon, femme de Louis, comte de Neuchâtel, le dit acte passé en 1349. Auquel est joint un autre acte de 1338, qui concerne cet échange, coté CC.

**ACTE DE RATIFICATION de Jean de Châlons, prince d'Orange,** en faveur de Jean et Vautier, bâtards de Louis de Neuchâtel, de l'acte par lequel le dit Louis leur avait donné en fief et hommage le Châtel de Rochefort avec ses appartenances. Le dit acte de ratification, sous la date du 29 octobre 1397, est coté DD.

**AUTRE TRAITÉ DE COMBOURGEOISIE de Conrard de Fribourg, comte de Neuchâtel, avec Leurs Excellences de Berne,** où il réserve ses seigneurs, desquels il tenait alors en fief, daté du 22 avril 1406, coté EE.



GRIEFS du comte *Conrard de Fribourg* portés devant LL. EE. de Berne, environ l'an 1409, contre la ville de Neuchâtel, pour avoir fait une reconnaissance immédiate à Jean de Châlons, prince d'Orange, avec la réponse des bourgeois de Neuchâtel aux dits griefs du comte Conrard, coté FF. 1707

COPIE DE L'HOMMAGE de *Jean de Fribourg* en faveur de *Louis de Châlons*, prince d'Orange, en date du 9 octobre 1453, vérifiée sur celle qui est dans la procédure de 1457 tenue entre le dit prince Louis de Châlons dit le Bon et Rodolphe de Hochberg, produite ci-après par Madame la duchesse de Lesdiguières, coté GG.

AUTRE TRAITÉ DE COMBOURGEOISIE de *Rodolphe de Hochberg* avec LL. EE. de Berne, où il réserve ses Seigneurs, de qui il tient présentement en fief à cause du Comté de Neuchâtel en date du vendredi après Pâques 1458, coté HH.

LETTRE DE L'EMPEREUR FRÉDÉRIC III au *Marquis d'Hochberg* du 1<sup>re</sup> août 1463. Cette lettre est rapportée tout au long dans la procédure à la requisition des parties. Il en est fait mention dans le Tome I<sup>er</sup>, page 60. Voici la traduction qui en a été fournie :

NOUS FRÉDÉRIC, par la grâce de Dieu, Empereur Romain toujours Auguste, Roi de Hongrie, Dalmatie, Croatie, etc., Duc d'Autriche et de Styrie, à Notre cher et féal de Nous et du Saint-Empire, l'illustre Rodolphe, Margrave d'Hochberg, Notre Grâce et tout bien.

Illustre, cher et féal.

Notre Saint-Père le Pape ayant renvoyé en droit par devant Nous, comme Empereur Romain et Juge des fiefs, le différend qu'il y a entre le très illustre, notre et du Saint-Empire, cher et féal Louis de Châlons, seigneur d'Arlay, prince d'Orange d'une et Foy d'autre part, touchant le Comté de Neuchâtel qui relève de Nous et du Saint-Empire; Nous nous sommes chargé d'en juger selon droit, et avons ordonné au susdit Louis de ne rien innover ou attenter, pendant que cette affaire sera encore indécise, vu que nous casserions, et annulerions et revoquerions tout ce qu'il y pourroit innover et attenter; Etant d'ailleurs intentionné, comme il paroît par nos Lettres Impériales que nous lui avons escrites sur ce sujet, de lui faire et rendre justice contre toi dans ce différend lorsqu'il nous en requiérera; ce que nous te notifions, afin que tu te saches conduire suivant cela.

Donné à Neustadt, le 1<sup>er</sup> jour du mois d'Aoust, l'an après la naissance de Notre Seigneur Jésus-Christ 1463 de nos règnes, de celui des Romains le 24<sup>e</sup>, de l'Empire le 12<sup>e</sup> et d'Hongrie le 5<sup>e</sup>. Par commandement de Sa Majesté Impériale.

La traduction ci-dessus a été faite sur une pièce allemande au pied de laquelle est ce qui suit : „Copie tirée de l'original en papier, sur le dos duquel „est appliqué un grand sceau rempli par l'effigie d'un aigle à double tête, lequel original a été tiré de la layette II, liasse cotée D des Archives du Château „de Neuchâtel. Et après l'avoir dûment collationnée, nous Notaires publics „jurés soussignés, certifions qu'elle est conforme au susdit original. Ce XXII „Aoust 1707. Signé C.-F. Huguenin et A. Matthey, avec paraphe.“

Cette pièce est cotée JJ.



1707 AUTRE TRAITÉ DE COMBOURGEOISIE *de Philippe d'Hochberg* avec LL. EE. de Berne, où il réserve en propres termes ses seigneurs, desquels il tient à présent en fief, à cause du Comté de Neuchâtel, en date du jour de la conception de la Sainte-Vierge 1486, (\*) coté KK.

ACTE DE COMPROMIS *entre René, prince d'Orange, et le duc de Longueville*, au sujet du Comté de Neuchâtel et autres biens respectifs, en date du 16 mai 1533. (Il en est parlé Tome II, pages 342 et 343, où il est dit qu'on envoya en France tous les papiers servant pour le procès, lesquels ne sont pas revenus.)

Cette pièce est cotée LL.

PROCÈS VERBAL *entre les procureurs des duc et duchesse de Longueville*, d'une part, *et ceux des princes de Nassau*, père et fils, d'autre part, concernant les différends qui étaient entr'eux pour le Comté de Neuchâtel et autres biens, du 13 septembre de l'an 1534, (\*\*) coté MM.

COPIE DES REMONTRANCES *faites au nom du prince d'Orange* par devant le Grand Conseil de Malines au sujet de Neuchâtel et d'autres biens et demandes respectives contre le duc de Longueville, cotée NN.

AUTRE TRAITÉ DE COMBOURGEOISIE DE CLAUDE DE LORRAINE, *duc de Guise*, aïeul et tuteur de François, duc de Longueville, avec LL. EE. de Berne, par lequel il ratifie en tout son contenu le Traité de combourgeoisie de Philippe de Hochberg, avec la réserve des seigneurs desquels il tenait en fief, à cause de Neuchâtel, en date du 11 mai 1544, coté OO.

ACTE qui justifie que le Conseil privé du Roi de France évince dame Françoise de Longwy des biens de Jean de Châlons, et dame Marie Des Baux, prince et princesse d'Orange, en faveur de l'héritier du prince René de Nassau, qui était Guillaume de Nassau dit le Belgique, acte du 19 septembre 1548, coté PP.

LETTRES PATENTES *de l'Empereur Charles-Quint*, portant commission en faveur de Guillaume, comte de Nassau, héritier testamentaire seul et universel du comte René de Nassau, pour faire ajourner au Grand Conseil de Malines le duc de Longueville, pour la vérification du testament du dit René, et pour procéder à une enquête valétudinaire et à futur sur les faits et articles qui seraient baillés de la part du dit comte de Nassau. Les dites lettres sont du 3 octobre 1551, cotées QQ.

AUTRE TRAITÉ DE COMBOURGEOISIE *de Jacques de Savoie* avec LL. EE. de Berne, contenant la même réserve des seigneurs de fief

(\*) Philippe, pour s'assurer la succession au Comté, reprit la bourgeoisie de Berne avant la mort de son père. (Voyez Tome II, pages 150 et 151.)

(\*\*) Voyez Tome II, page 348.



à cause du Comté de Neuchâtel, en date du 5 janvier 1556. (Il est parlé de ce traité au Tome III, pages 52 et 53.) Coté RR. 1707

AUTRE TRAITÉ DE COMBOURGEOISIE de Léonor d'Orléans, duc de Longueville, avec LL. EE. de Berne, contenant la réserve des seigneurs de fief, du 2 janvier 1562, coté SS.

EXTRAIT D'UN TRAITÉ entre le Roi Très Chrétien Louis XIV de France et feu Sa Sérénité Electorale de Brandebourg, du 11/1 janvier 1681, ratifié à Saint-Germain en Laye le 1<sup>er</sup> février de la dite année.

ART. VII. Comme jusques ici, la Providence divine n'a pas accordé lignée à M. le Prince d'Orange, et qu'il pourroit arriver que par permission de Dieu, ce Prince mourût sans enfants, en quel cas sa succession appartiendrait légitimement aux Princes enfants du premier lit de Son Altesse Electorale de Brandebourg, SA MAJESTÉ promet, en vertu de cet article, de favoriser le droit légitime des dits Princes, de les maintenir autant que dépendra d'Elle, et de les assister contre tous ceux qui entreprendroient de les troubler et de les inquiéter dans une succession qui leur est due par le droit de leur naissance.

Cet article a été fidèlement extrait de l'original signé LOUYS, plus bas par le Roy, Colbert, muni du sceau secret du Roi, vidimé par C.-F. Huguenin et S. Montandon le 16 septembre 1707, coté TT.

De la part du roi de Prusse on produisit encore : 1. *La descendance de Guillaume de Nassau* dit le Belgique, prince d'Orange, jusqu'à Frédéric I<sup>er</sup>, roi de Prusse, sous la cote UU. Cette généalogie se trouve dans ce volume, page 135. 2. *La légalisation des collationnements de divers actes* par Pierre Rogissant, notaire public de La Haye, du 14 juin 1707, cotée XX. 3. Item, les *Mémoires présentés par M. d'Hervart*, envoyé extraordinaire de S. M. Britannique à Monsieur le prince de Conti, à Madame la duchesse de Nemours et à Messieurs du Conseil d'Etat et du Conseil de ville, du mois d'août 1699, cotés YY. Tous ces mémoires sont transcrits ci-devant, Tome IV, pages 399 et suivantes. 4. *La lettre de S. M. I. Joseph I<sup>er</sup>* à LL. EE. de Berne, du 4 juin 1707, cotée ZZ. (Il est parlé de cette lettre Tome IV, page 457.)

Plus on a produit la *Renonciation d'Alix de Châlons*, faite l'an 1405 dans son contrat de mariage avec Guillaume de Vienne, cotée AAA.

D'ailleurs on employe par indication les *Traités de paix*, qui sont imprimés par Léonor.

Item, *Gollut*, sur ce que René de Nassau a relevé le nom et les armes de Châlons, et autres historiens servant à éclaircir des faits qui ont du rapport à cette affaire.

Item, l'*Acte de 1507*, par lequel le duc de Longueville, à l'instance du Canton de Berne, restitua à Claude de Neuchâtel la baronnie de Vaumarcus qu'il lui avait confisquée pour avoir suivi les



1707 ambassadeurs de Philibert de Châlons à Berne et à Boudevilliers. (Voir Tome II, pages 208 et 209.)

On emploie encore par indication des pièces qui doivent être ici aux Archives, à savoir les *Prononciations des quatre et des neuf Cantons*, qui sont effectivement à la Chancellerie.

Item la *Remise* faite par Messieurs de Fribourg de la *Baronnie de Gorgier*.

Item la *Confirmation de l'empereur Sigismond*, de l'an 1415. Cet acte est mémorable; il libère Conrard de l'hommage qu'il devait pour le Landeron au duc d'Autriche; il confirme l'inféodation de 1288, et il se déclare le juge de tous les différends qui naîtraient pour Neuchâtel entre les maisons de Châlons et de Neuchâtel (Tome I<sup>er</sup>, page 465).

Item l'*Acte de 1305*, par lequel Jean de Châlons donne Boudevilliers en augmentation de fief.

Item l'*Acte de 1397*, par lequel le comte de Châlons ratifia la sous-inféodation qu'Isabelle avait faite de la Baronnie de Vaumarcus. (Tome I<sup>er</sup>, page 401.)

Item la *Confirmation* par Jean de Châlons des donations faites au chapitre de Neuchâtel.

Après la lecture de la suite de cet Inventaire, il a été déclaré de la part de Sa dite Majesté le roi de Prusse, que c'est là tout ce qu'on a à produire, sous la réserve néanmoins que si de la part des autres hauts et illustres prétendants, on produit des choses qu'on n'aurait pas prévues, etc., qui puissent être détruites par d'autres productions, de pouvoir les faire dans la suite.

Déclaration du  
prince de  
Montbéliard.

De la part de S. A. S. Monseigneur le Prince de Montbéliard, on a persisté à déclarer que l'on emploie ce qui peut servir à l'établissement de son droit dans les pièces produites pour S. M. le roi de Prusse; de quoi l'on a déjà requis acte ci-devant, ce que l'on requiert encore, faisant aussi les mêmes réserves que celles faites au nom de Sa dite Majesté.

Au nom de M. le marquis d'Allègre, on a de même persisté à ce que contient le Mémoire produit de sa part le 28 juillet dernier, touchant l'emploi des productions qui seront faites dans cette procédure.

Là-dessus le sieur Tribolet, procureur et avocat de Mademoiselle Louise de Bourbon, a soutenu que les hauts et illustres prétendants qui tirent leurs droits de la maison de Châlons, étaient obligés de tout produire et de faire restriction, afin qu'ensuite les autres hauts et illustres prétendants qui tirent les leurs de la maison de Longueville, tant comme héritiers ab-intestat que comme donataires, se règlent pour ce qu'ils ont à produire contre les hauts et illustres prétendants de la maison de Châlons, puisqu'il s'agit de juger, entre



1707

ces deux maisons, laquelle a le meilleur droit, étant visible que si celui de la maison de Châlons est tel, les autres hauts et illustres prétendants de la maison de Longueville n'auront qu'à se retirer, comme au contraire et par ce moyen on facilitera la décision de cette importante affaire par un seul jugement.

De la part de S. A. Mgr. le prince de Carignan, de celle de Madame la duchesse de Lesdiguières, et de celle de M. le comte de Matignon, on a adhéré à ce qu'a dit le sieur Tribolet.

Mais le sieur Peyrol, au nom de S. M. le roi de Prusse, s'est opposé aux deux choses que l'on prétend ci-dessus, soutenant en premier lieu qu'il ne doit pas être obligé encore à faire sa restriction de preuve, et, secondement, que la manière en laquelle on voudrait procéder, est contre l'ordre usité en fait de succession, où l'on a accoutumé, par une pratique constante, de voir chaque prétendant faire l'établissement de son droit pour ensuite être désigné par un jugement celui qui se trouve le mieux fondé; requérant que le même ordre si notoirement établi, soit observé dans un cas aussi important que celui dont il s'agit.

Sur une assez ample contestation à cet égard, M. le gouverneur ayant demandé le droit à Messieurs des Trois Etats, qui sont allés en chambre de consultation, au retour d'icelle ils ont donné par sentence :

„Que les hauts et illustres Prétendants qui tirent leurs droits de la Maison de Châlons feront restriction en nomination de preuves pour les produire, s'ils les ont, à la première audience, à moins qu'ils n'eussent des raisons qui les empêchent; de quoi Messieurs des Trois Etats jugeront. Admettant d'autre part les hauts et illustres prétendants, qui tirent leurs droits de la Maison de Longueville, à prouver les exceptions qu'ils proposeront contre les productions déjà faites et que pourront faire les dits hauts et illustres prétendants de la Maison de Châlons qui ne seront pas forclos de faire d'autres productions si elles sont jugées nécessaires. Messieurs des Trois Etats se réservent au surplus de juger ci-après sur les difficultés qui pourroient se susciter au regard des plus amples productions.“

#### Onzième Assemblée des Trois-Etats.

Du 19 septembre 1707.

Le sieur Peyrol, avocat de S. M. le roi de Prusse, a déclaré qu'il faisait restriction de preuve, sous le bénéfice néanmoins de la réserve portée par la sentence du 17.

La même déclaration a été faite de la part de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard, de Madame la marquise de Mailly et de M. le marquis d'Allègre, au nom duquel on a en même temps remis une



1707 Table généalogique qui indique sa descendance de Jean de Châlons et de Jeanne de la Tremouille.

En suite de cela les hauts et illustres prétendants qui tirent leurs droits par celui de la succession légitime ont demandé au sieur avocat Tribolet s'il avait quelque chose à produire. A quoi il a répondu que non, pas à présent; qu'il ne s'agit que de ceux qui tirent leurs droits de la maison de Châlons, contre lesquels il n'a besoin d'autres productions que celles qu'ils ont faites eux-mêmes, pour faire voir qu'ils n'ont aucun droit.

Productions de  
Mad. la du-  
chesse de Les-  
diguières.

Sur quoi, de la part de Madame la duchesse de Lesdiguières, on a déclaré que, pour satisfaire à ce qui est porté par la dernière sentence, on produira la procédure qui fut tenue en 1458 par devant l'Official de Besançon, portée ensuite par appel à Rome, sur le sujet de l'ouverture du testament de Jean, comte de Fribourg, de laquelle on a dressé un inventaire ou extrait qui contient les endroits nécessaires et utiles à la cause, puisque la dite procédure est fort longue; priant que le dit inventaire soit lu.

Là-dessus le sieur Peyrol a demandé que l'on eût à se déclarer à quelles fins on prétendait faire des productions, si c'est pour établir le droit de chacun des prétendants.

Le sieur Terrasson, avocat de Madame de Lesdiguières, a répondu que c'est suivant la susdite sentence du 17 de ce mois, et pour prouver les exceptions qui y sont mentionnées seulement.

Le dit sieur Peyrol a répliqué que, suivant la coutume, on doit premièrement articuler les exceptions que l'on prétend prouver, et que ce n'est qu'après l'avoir fait qu'on est admis à en faire la preuve.

Sur cela le dit sieur Terrasson a dit que les exceptions qu'il allègue et qu'il prétend prouver se réduisent à une fin de non recevoir fondée sur la chose jugée, dont la preuve résulte de la procédure susdite de 1458.

Le sieur Peyrol a allégué que, remarquant, par ce que l'on vient de dire, que les parties adverses veulent s'écarter de l'ordre usité en fait de succession, il a intérêt de s'y opposer; mais, avant cela, il prie que le Mémoire dont il est chargé de la part de S. E. M. le comte de Metternich soit lu. Ce qui a été fait et contient :

Messieurs,

Quelque justes et régulières qu'aient été vos vues dans la sentence que vous rendîtes avant-hier 17 de ce mois, j'ai lieu cependant de m'apercevoir que les compétiteurs de Sa Majesté pourroient abuser de quelques-unes qui y sont contenues et de leur donner un sens contraire à la justice et à vos intentions. Je suis persuadé, Messieurs, qu'en admettant ceux qui tirent leurs droits de la Maison de Longueville à prouver leurs exceptions contre les productions de ceux qui tirent leurs droits de la Maison de Châlons, vous n'avez pas entendu les dispenser de produire, avant d'entrer plus avant en matière, les titres et fon-



dements qu'ils peuvent avoir pour établir leurs demandes d'investiture de cette souveraineté.

Cependant, sous prétexte que votre sentence ne s'explique pas là-dessus, les prétendus successeurs de la Maison de Longueville osent se flatter qu'ils soutiendront uniquement la qualité de défendeurs contre Sa Majesté et les autres prétendants qui tirent leurs droits de la dite Maison de Châlons; et c'est le dessein qu'ils ont eu dans l'incident qu'ils ont fait naître sur ce sujet et mal à propos.

Mais, c'est ce que j'espère que vous ne permettrez pas, puisque, comme j'en ai été informé, rien ne seroit plus contraire à votre usage et à votre coutume, comme il n'y a rien non plus aussi qui soit plus opposé au bon ordre judiciaire et à l'équité.

Selon votre pratique, Messieurs, tous les prétendants qui demandent, comme au cas présent, une investiture, doivent être appointés à fournir leurs preuves tour à tour, tant pour établir chacun son droit et le fondement de sa demande, que pour combattre celles de ses concurrents. C'est après la restriction de preuve faite de la part de tous les prétendants qu'on leur expédie l'acte du procès et qu'on leur assigne un jour pour conclure en droit; ensuite de quoi, on décide leur contestation par un seul jugement définitif, qui donne l'investiture à celui qu'on a trouvé le mieux fondé, et qui renvoie déboutés en même temps tous les autres.

Sur ce pied là il faut dire que lorsque vous avez appointé les adversaires du Roi mon maître à prouver les exceptions qu'ils proposeront contre les productions faites et à faire de la part de Sa Majesté, vous ne pouviez pas avoir entendu réduire et terminer à cela l'instruction du procès, ni les décharger de fournir leurs moyens de preuves pour établir leurs prétentions et demandes.

Au contraire je ne puis douter que votre pensée n'ait été qu'ils y seront obligés et que j'aurai même encore le bénéfice d'exciper et de produire de nouvelles preuves contre les leurs. C'est là le véritable sens de votre sentence, Messieurs, lorsque vous dites que vous vous réservez de juger ci-après les difficultés qui pourroient se susciter au regard de plus amples productions, et que les prétendants de la Maison de Châlons ne seront pas forclos de faire d'autres productions si elles sont jugées nécessaires.

J'espère, Messieurs, que contre l'indue et illégitime prétention des adversaires du Roi, qui, sous prétexte de ce qu'ils n'ont été encore appointés quant à présent qu'à prouver leurs exceptions, que l'on ne feroit d'abord qu'une sentence préliminaire et générale concernant les droits qui se tirent des deux Maisons de Châlons et de Longueville, pour en exclure l'une ou l'autre, ce qui seroit contraire à l'ordre judiciaire et très préjudiciable aux intérêts de S. M., vous déclarerez en éclaircissement de votre sentence, que, laissant les choses dans le cours et l'ordre constamment établi par votre coutume et votre pratique, vous entendez vouloir décider la contestation entre tous les prétendants par une seule et même sentence, qui admettant l'un donnera l'exclusion à tous les autres.

A Neufchâtel le 19 septembre 1707.

COMTE DE METTERNICH.

Après la lecture de ce mémoire, le sieur Peyrol ayant encore exposé quelques raisons pour en soutenir les fins, les hauts et illustres prétendants qui tirent leurs droits de la maison de Longueville, ont avancé plusieurs raisons pour répondre à ce que dessus, en soutenant qu'il faut nécessairement entrer dans la distinction des



1707

droits de la maison de Châlons et de celle de Longueville; que la souveraineté de cet Etat, qui fait le sujet de la contestation présente, a été possédée par la dernière de ces deux maisons ou par ses auteurs depuis deux-cent-cinquante ans, et que l'on doit par conséquent regarder ceux qui prétendent à la succession de S. A. S. Madame la duchesse de Nemours, qui est la dernière de la maison de Longueville qui possédait la souveraineté, comme étant en possession; au lieu que la maison de Châlons ou ceux qui tirent d'elle leurs droits, les fondent sur un acte de 1288, en vertu duquel ils ne sauraient faire voir qu'ils aient jamais été en possession de ce pays; ensorte qu'ils ne peuvent être regardés que comme demandeurs en revendication contre les prétendants à la succession de la princesse dernière décédée, lesquels, ayant tous le même intérêt, deviennent défendeurs contre les autres, sans qu'il serve à rien de dire qu'en matière de succession, l'ordre veut que tous les prétendants établissent leurs droits pour décider leurs contestations par un seul jugement définitif, qui donne l'investiture à celui qu'on aura trouvé le mieux fondé et qui renvoie déboutés en même temps tous les autres; cela étant bon à dire, lorsque tous les prétendants aspirent par droit de succession, ce qui ne se trouve pas dans le cas dont il s'agit, comme on le fait voir ci-dessus. D'ailleurs la distinction qui a déjà été faite par Messieurs des Trois Etats des droits de ces deux maisons dans leurs sentences, donne assez à connaître qu'ils jugent eux-mêmes nécessaire que l'on procède de la sorte, étant également de l'ordre et de l'intérêt même des parties que l'on décide premièrement si le droit des prétendants de la maison de Châlons est valable, puisqu'il absorberait entièrement celui de tous les autres prétendants par la maison de Longueville, dans les contestations desquels les autres prétendants n'ont aucun intérêt pour vouloir (si leur droit n'est pas reconnu bon) demeurer en cause avec eux jusqu'à la fin et multiplier par là l'embarras. Concluant à ce ce qu'il soit dit que par un jugement préliminaire la question d'entre les deux maisons soit décidée.

Après plusieurs autres raisons des avocats de part et d'autre, Mgr. le gouverneur ayant demandé jugement là-dessus à Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre de consultation, et à leur retour ont prononcé :

„Que conformément et en exécution de leur sentence d'avant-  
„hier, ils déclarent que les hauts et illustres prétendants qui tirent  
„leurs droits de la maison de Longueville, feront présentement les  
„productions qu'ils veulent employer par voies d'exception contre  
„ce qui a été produit par les autres hauts et illustres prétendants  
„de la maison de Châlons; Et au cas qu'ils n'ayent pas toutes leurs  
„pièces prêtes pour cela, ils auront encore une audience pour le



1707

„faire. Après quoi Messieurs des Trois Etats se réservent de juger  
 „(au cas qu'ils en soient requis) si les hauts et illustres prétendants  
 „de la maison de Longueville ne seront pas obligés de produire  
 „aussi tout ce qu'ils auront pour l'établissement de leurs droits, sui-  
 „vant la réserve déjà portée dans leur dernière sentence.“

Ensuite on a lu l'Inventaire ou Mémoire ci-dessus mentionné, produit de la part de Madame la duchesse de Lesdiguières, dont voici la teneur :

*INVENTAIRE des Pièces et Actes que Madame la Duchesse de Lesdiguières produit contre les Prétendants du chef de la Maison de Châlons.*

Et il est à remarquer qu'après que cette production fut faite aux Trois Etats le susdit jour 19 septembre 1707, on trouva à propos de la part de ma dite Dame la Duchesse de faire imprimer le dit Inventaire, qu'elle fit distribuer, et à la tête duquel on mit ce préambule, qui irrita très fort S. E. M. le comte de Metternich. (On verra plus bas la réfutation qu'il en fit.)

La production qui a été faite de la part de Madame la Douairière de Lesdiguières contre les prétendus Héritiers de la Maison de Châlons, a ouvert les yeux à bien des gens. Toutes les personnes raisonnables ont été touchées, et on peut dire indignées, de voir que la même prétention que S. A. E. de Brandebourg soutient aujourd'hui avec tant de vivacité, a été examinée et condamnée dès l'année 1457 par des juges reconnus, et sur les mêmes moyens qui sont allégués présentement; c'est pour remettre cette vérité devant les yeux du public qu'on a cru nécessaire de faire imprimer l'extrait de la Procédure produite, tel qu'il a été lu à l'Audience de Messieurs des Trois Etats.

Premièrement on produisit la Procédure de l'an 1457 d'entre Louis de Châlons et Rodolphe de Hochberg, dans laquelle le testament de Jean de Fribourg en faveur de Rodolphe de Hochberg se trouve inséré à la page 174, qui est institué héritier comme étant du Chésau de Neuchâtel, et en commet l'ouverture et la publication à l'Official de Besançon en ces termes, rapportés page 194 de la dite procédure : (\*)

„Item je veux et ordonne que ce mien Testament soit lu, publié  
 „et ouvert en jugement devant la vénérable personne M. l'Official  
 „de Besançon, auquel je sou mets toutes les disputes qui pourroient  
 „être meües sur mon Testament et sur mes biens, en quelque part  
 „qu'ils soient situés.“

Après la mort de Jean de Fribourg, Rodolphe de Hochberg passa procuration aux personnes qui y sont dénommées, non-seulement pour demander la publication du Testament, mais encore la possession; pages 5 et 6 de la dite procédure.

(\*) Voyez Tome II, pages 42 et suivantes, l'histoire de ce testament et de ces procédures racontée suivant les prétendants français, surtout suivant le prince de Conti.



1707

Louis de Châlons, cité devant le dit Official, passa une procuration pour y défendre, et dans la page 22 et 23 son procureur oppose :

„Que le Prince de Châlons a plusieurs droits, titres et moyens sur le Comté de Neufchâtel, principalement par la largition et concession faite à ses prédécesseurs par l'Empereur, et que depuis un très long temps plusieurs des prédécesseurs du dit Jean de Fribourg, testateur, ont tenu le Comté sous certaines conditions, et selon la nature, le droit et la condition des fiefs d'Allemagne, qui ne peuvent être possédés que par les descendants mâles en droite ligne; Et comme Jean de Fribourg est décédé sans laisser des enfants, le Comté, qu'il avait d'ailleurs reconnu du seigneur de Châlons sous les mêmes droits et coutumes, est revenu de droit et de fait, et a été consolidé à son domaine direct, suivant les droits et titres qu'il a exhibés judiciairement; ajoutant que pour cet effet il a mis le Comté sous sa main pour la conservation de son droit.“

Le procureur de Louis de Châlons produit les droits et titres en vertu desquels il prétend empêcher la mise en possession demandée par Rodolphe de Hochberg, qui sont tous insérés dans la procédure, et c'est ce qui se trouve déjà transcrit, Tome II, jusques et compris la sentence de l'Official, où soit recours.

De tout ce qui s'est passé par devant l'Official de Besançon et l'Auditeur du Val, il paraît, dit en terminant Madame de Lesdiguières, dans sa production du susdit jour 19 septembre 1707 aux Trois Etats :

1. Que les parties y ont contesté au fond. 2. Que tous les actes faits avant la décision du différend, la concession de l'an 1288, les investitures anciennes, l'acte de 1406, ce qui s'était passé au sujet de la main-mise, y ont été produits, et qu'on a amplement contesté sur ce titre. 3. Qu'on y a opposé de la part de Louis de Châlons contre Rodolphe de Hochberg, les mêmes raisons que M. l'Electeur de Brandebourg fait valoir 250 ans après contre la Maison de Longueville. 4. Que nonobstant ces titres et ces raisons, l'Official de Besançon et l'Auditeur du Val, de l'avis de ses assesseurs, ont prononcé que Rodolphe de Hochberg était successeur légitime du Comté de Neufchâtel, lui en accordant la possession décrétale, et imposant silence à Louis de Châlons. (\*) 5. Que Louis de Châlons, bien loin de se plaindre de leurs jugements, y a acquiescé, se retranchant seulement à l'examen du droit au fonds, devant un autre commissaire du Pape, soutenant qu'il ne pouvait ni devait être renvoyé à l'Empereur. 6. Que la possession de Rodolphe de Hochberg et de

(\*) Ainsi voilà le pape souverain de Neuchâtel. (Note de J.-F. B.)



1707

sa postérité est de bonne foi fondée sur les propres titres de la Maison de Châlons, et sur des jugements qui l'ont ainsi déclaré, et qui sont avoués par Louis de Châlons; ensorte qu'après 250 ans on ne saurait troubler leur possession en plein domaine et en pleine liberté.

Madame la duchesse de Lesdiguières, outre la procédure de 1457, les raisons, les titres et les sentences de l'Official du Pape y contenues, emploie encore :

Les plaintes faites par Conrard de Fribourg devant Messieurs de Berne contre les Bourgeois de Neuchâtel à l'occasion de l'Acte de 1406, dans lesquelles elle soutient que cet Acte est une ligue et une confédération des dits Bourgeois, contraire à leur qualité de sujets et à la juridiction immédiate qu'il a sur eux; demandant que Messieurs de Berne leur en fassent connaître la conséquence, à cause des troubles qui pourraient en arriver entre lui et le seigneur d'Arlay.

Enfin elle déclare vouloir tirer avantage des pièces produites par les prétendants de la Maison de Châlons et autres.

Après les productions ci-dessus par Madame de Lesdiguières, le sieur de Fort, avocat de M. le comte de Matignon, a produit le mémoire suivant, avec la pièce y désignée dans l'un de ses articles, qui est le Mandement de l'empereur Frédéric, etc.; laquelle est en allemand, par copie tirée de l'original, qui est dans la Layette 17, liasse du triple alphabet des Archives de Neuchâtel. (Voyez cette pièce traduite en français, page 275 de ce volume.)

Production de  
M. le comte de  
Matignon.

Quant aux autres pièces mentionnées au dit Mémoire, il ne les a pas produites, mais seulement indiquées ou employées, comme la teneur du dit Mémoire le fait voir.

M. de Matignon produit en forme d'exception contre les maisons de Longueville et de Châlons, les pièces, actes et mémoires, manuscrits et imprimés, qu'il jugera nécessaires, produits par les ayants-cause des dites maisons de Châlons et de Longueville; la lettre écrite au roi de France Henri II, par le louable Canton de Berne en 1552 (elle est rapportée dans les écritures de Madame de Longueville contre Madame de Nemours). Il paraît par cette lettre que Neuchâtel était déjà un Etat souverain, et ces écritures sont imprimées.

Le Mandement de l'Empereur Frédéric III au Maire, Conseil et Communauté de la Ville de Neuchâtel, dn 23 Décembre 1478, par lequel il paraît que l'Empereur s'était adressé à Philippe de Hochberg pour lui demander les services que le Comté de Neuchâtel devait à l'Empire. Cette pièce est tirée des Archives de Neuchâtel.

L'Acte de remise fait par le Corps Helvétique à Jeanne de Hoch-



1707 berg en 1529. La pièce est dans tous les coutumiers. (Voyez cette pièce Tome II, pages 286 et 287.)

Et enfin les productions faites par Madame de Lesdiguières, desquelles il se sert, aussi bien que de ses conclusions contenues dans le Mémoire remis de sa part.

Au nom de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, le sieur Fortis, son avocat, a représenté qu'à son égard il n'a point de titres à produire pour détruire les avantages que prétendent demesurer les héritiers de la maison de Châlons de ceux qui ont été produits de leur part; ne croyant pas même qu'il y aille de son intérêt d'employer la plupart de ceux qui ont été produits pour cet effet de la part des prétendants à cette souveraineté par succession, se réservant néanmoins le droit de s'en servir, ainsi et comme il verra à faire dans la suite.

Le sieur Tribolet, avocat, au nom qu'il agit, a déclaré qu'il emploie et prétend se servir des productions qui ont été faites.

En suite de quoi, les hauts et illustres prétendants qui tirent leurs droits de la maison de Longueville, ont déclaré qu'ils n'avaient pas d'autre chose à produire pour prouver leurs exceptions contre les productions faites par les hauts et illustres prétendants qui tirent les leurs de la maison de Châlons; et ils ont fait instance à ce que ces derniers fassent aussi restriction en preuve.

Mais le sieur Peyrol, avocat de S. M. le roi de Prusse, s'y est opposé en alléguant : Que comme l'on vient de produire une fort longue procédure qui contient environ cinq-cents pages, (\*) sur laquelle on a copié quelques endroits ou extraits dans le mémoire qu'on a fait lire, il est juste qu'il ait le bénéfice de la pouvoir examiner, afin d'en connaître la validité ou les défauts, et de tirer copie des endroits qui pourront lui servir pour les produire à son tour, suivant ce qui est réservé par la sentence de Messieurs des Trois Etats du 17 de ce mois.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard, de Madame la marquise de Mailly et de M. le marquis d'Allègre, on a adhéré à ce qu'a dit le sieur Peyrol.

Jugement sur  
un incident re-  
latif aux pièces.

Sur quoi, après quelques contestations sur ce sujet, Mgr. le gouverneur ayant demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, après avoir délibéré en chambre de consultation, ils ont dit et déclaré : „Qu'ils accordent délai jusqu'à vendredi prochain aux hauts et illustres prétendants qui tirent leurs droits de la maison de Châlons „pour fournir ce qu'ils auront contre les pièces produites aujourd'hui par les hauts et illustres prétendants de la maison de Longueville, et ordonnent que pendant ce temps là les pièces qui ont été

(\*) C'est celle de l'Official de Besançon.



„produites de part et d'autre tant en latin qu'en allemand, seront  
„traduites en français, et les traductions remises à la Chancellerie.“

1707

### Douzième Assemblée des Trois-Etats.

Du 23 septembre 1707.

Le sieur Peyrol, avocat de S. M. le roi de Prusse, a représenté, qu'à la dernière audience, l'on produisit de la part de Madame la duchesse de Lesdiguières une certaine pancarte sous le nom de procédure, sur laquelle on a voulu d'autant plus tromper, que ce qui en fut lu à l'audience a été rendu public par un imprimé avec un préambule qui contient des termes insultants; ce qui l'a obligé, pour faire connaître le peu de fondement que l'on doit faire à cela, de dresser un inventaire des productions et moyens qu'il emploie pour en établir la nullité: priant que cet inventaire soit lu, ce qui a été fait de la teneur qui suit:

*INVENTAIRE des productions et moyens qu'on emploie pour S. M. le Roi de Prusse contre l'exception de chose jugée qui lui a été objectée et les productions faites à ce sujet.*

On baille cet inventaire sous la réserve expresse qu'avant les conclusions en droit les compétiteurs de Sa Majesté feront aussi leurs productions pour établir leurs demandes.

Productions  
concernant les  
exceptions por-  
tées contre les  
productions des  
prétendants de  
Châlons.

Premièrement, on emploie pour Sa Majesté le même volume de pancartes et de paperasses en latin qu'on a produit contre Elle, afin d'en faire connaître les vices et l'inutilité.

Il n'y a qu'à jeter les yeux sur ce volume pour être convaincu qu'il n'est point en forme probante, et qu'il ne peut faire aucune foi en jugement; c'est ce qu'on peut reconnaître en faisant les observations suivantes:

1. On voit d'abord que ce n'est qu'un ramas défectueux de copies informes et de feuilles volantes qu'on a attachées ensemble, en les arrangeant à plaisir et comme on a trouvé le plus à propos pour le but qu'on se propose, ce qui était d'autant plus facile que la plupart des pièces et actes que ce volume contient, sont sans jour ni date, et que les cahiers et feuilles dont on a compilé ce volume n'étaient point numérotés aux pages; cependant il est surprenant de voir que le nombre des pages se trouve marqué tantôt avec du crayon, tantôt avec l'encre, ce qui le rend tant plus suspect.

2. Il y a une troncation manifeste immédiatement avant la page 429, car cette page commence par un fragment ou discours rompu, qui n'a point de sens étant détaché de ce qui doit précéder et qu'on a supprimé; or, un pareil récit tronqué rend tout le volume suspect et indigne de créance, quand même la forme en serait d'ailleurs probante, ce qu'elle n'est point.

3. A plus forte raison ne mérite-t-il aucune foi, puisque le copiste, qu'on suppose en avoir fait le collationnement, ne se trouve être que le secrétaire de président, c'est-à-dire, un simple clerc, qui n'avait ni serment ni caractère public, et qui n'était ni notaire, ni tabellion, ni greffier, ni secrétaire d'aucun corps, ni enfin homme public et juré.

4. Il est toujours d'autant moins à croire, qu'il se contredit lui-même en appelant original ce qui n'a aucune forme probante et qui n'est ni daté, ni signé, ni scellé, ni légalisé, ni extrait d'aucun registre public, et qui ne finit que par un etc., qui en fait toute l'authenticité.



1707

5. Quoique les Echevins de Dôle certifient que ce copiste est le secrétaire d'un président, etc., un homme de probité connue, on peut en dire autant de chaque particulier, et cela ne suffit nullement pour une légalisation, où l'on doit certifier que celui qui a fait le vidimus ou qui a reçu l'acte qu'on légalise est homme public et notaire juré, aux écrits duquel on doit ajouter pleine foi en jugement et dehors; ce que les Echevins de Dôle n'ont eu garde d'attester; et l'on doute même qu'ils aient le droit de faire des légalisations.

6. Il y a plus; c'est que le copiste étant mort, avant le certificat des Echevins, il faudrait qu'il constât que l'écriture et signature qu'on lui attribue n'a point été contrefaite, mais qu'elle est reconnue et certifiée être de sa propre main; ce que les Echevins de Dôle ne disent point dans leur certificat.

7. Il n'y a ni ordre, ni compulsoire, ni permission d'aucun magistrat pour faire exhiber ni remettre le prétendu original au pouvoir du copiste, et pour l'autoriser à le vidimer. On ne sait ni par quelles mains il lui est parvenu, ni comment il s'en est déchargé. Ainsi ce n'est qu'une copie mendrée auprès d'un particulier incompetent, qui n'a pas laissé de s'en faire payer (comme on peut le croire) bien chèrement pour la façon.

8. S'il était vrai que l'original fût dans les Archives de la Chambre des comptes de Dôle, il faudrait que les Registres de la Cour officielle de Besançon et de la Rote de Rome auraient été transportés à Dôle; ce qui n'est pas.

9. Ce qui rend les copies de question d'autant plus suspectes, c'est que l'écriture en paraît vieille de cinquante à soixante ans pour le moins, et que le papier en est divers et de différentes marques, ensorte qu'il n'est pas vrai, comme on le veut dire, que ces copies aient été faites et expédiées tout d'une suite à la date du vidimus prétendu, qui est de l'an 1699.

Mais posé, non concédé, qu'on pût ajouter foi à la Pancarte de question, elle n'en serait pas moins inutile, par plusieurs raisons tirées de sa propre teneur aux endroits que l'on va coter, qui détruisent toutes les fausses conséquences que les adversaires de S. M. se sont efforcés d'en inférer par l'abrégé peu fidèle qu'ils en ont fait.

1. Le prince Louis de Châlons n'a jamais rien voulu soumettre concernant la réunion du Comté de Neuchâtel et l'extinction du fief au jugement de l'Official de Besançon; au contraire, il l'a constamment récusé comme suspect et incompetent à cet égard; et s'il a produit ses titres, ce n'a été que pour établir cette incompetence en faisant voir la nature de la cause et du fief, qui ne relevait pas de l'Eglise, mais de l'Empire, et sur lequel par conséquent l'Official n'avait aucune juridiction.

2. L'Official n'a pas osé non plus s'attribuer plus de droit qu'il n'en avait; car, en donnant son decret de possession, il ne l'a fait que autant, *qu'il le pouvait par droit*. Or, il ne pouvait, par aucun droit du monde, étendre son droit sur Neuchâtel.

3. Il suit de là que quand ce decret porterait en autant de termes que l'Official *met Rodolphe de Hochberg en possession du Comté de Neuchâtel* (ce qu'il ne dit pas), il faudrait l'entendre sous cette condition que l'Official ajoute expressément : *Si tant est que de droit j'en aye le pouvoir*. Ainsi ce decret ne signifie plus rien dès qu'il paraît que l'Official n'a nul droit ni pouvoir de rien statuer concernant le Comté de Neuchâtel et Vallangin.

4. Ce Juge ecclésiastique était si éloigné d'excéder les fins de sa juridiction au préjudice du Prince de Châlons, qu'il lui réserve même les actions et les droits qui pouvaient lui appartenir sur les biens de l'hérédité dont il s'agissait.

5. Rodolphe de Hochberg lui-même a convenu dans le procès (page 205 et ailleurs) qu'il ne s'y agissait nullement du domaine de Neuchâtel, et il avait



dit (en la page 17) qu'il n'est point question pour le présent de savoir à qui doit appartenir le Comté de Neufchâtel.

6. En effet, il ne s'agissait que de l'ouverture du testament de Jean de Fribourg, et de la mise en possession générale des biens qui se trouveraient dépendants de son hérédité; mais non de la question particulière si le Comté de Neufchâtel n'était pas compris dans les biens de cette hérédité, et conséquemment dans la mise en possession générale qui en était accordée à l'héritier.

7. Aussi dans la première cause d'appel à Rome, la raison fondamentale de Rodolphe de Hochberg fut (page 319) : Que Louis de Châlons était sans grief contre cette possession décrétale, puisqu'elle ne pouvait rien ajouter ni ôter au droit de personne, et qu'il ne s'agissait que de la formalité d'une ouverture de testament, qui dépendait d'une juridiction volontaire et non contentieuse.

8. Louis de Châlons, par la confiance qu'il avait en son bon droit, ayant cherché à sortir d'affaire par un seul jugement, et ayant obtenu à cette fin une commission pour connaître de la cause féodale, aussi bien que de celle qui concernait l'ouverture du testament, Rodolphe de Hochberg se plaignit de cela au Pape comme d'une surprise, demandant que la cause pour raison du Comté de Neufchâtel, qui était un fief impérial, fût renvoyée à l'Empereur, seigneur souverain des parties, vassaux et sous-vassaux, comme étant une cause féodale, et que le juge commis ne dût prononcer que sur l'appellation touchant l'ouverture et publication du testament. Sur quoi le Pape ordonna que la cause de fief serait renvoyée à l'Empereur.

9. On ne peut pas dire, après tout cela, que ni l'Official de Besançon, ni l'auditeur Du Val ayent rien statué qui puisse faire préjudice au droit et prétention du prince de Châlons sur Neufchâtel et qui touche aucunement la cause du fief, qui avait déjà été renvoyée à l'Empereur avant la sentence Du Val.

10. Cela est d'autant plus vrai que l'effet de cette sentence est même demeuré suspendu par l'appel qui en fut interjeté de la part de Louis de Châlons, pour le vuidange duquel appel M. Roverra fut commis par le Pape, qui lui ordonna en même temps de régler le fond de l'affaire concernant la réunion du fief; mais, par la dernière pièce insérée dans la Pancarte en la page 440, on voit une longue représentation du procureur de Rodolphe au commissaire Roverra pour lui disputer la validité de sa commission, et la pièce finit par ces mots : „*Qu'il proteste d'ajouter, diminuer, changer, corriger, etc.*“ Voilà la clôture de toute la Pancarte qui laisse toutes choses indécises, ou plutôt qui supprime la seconde sentence d'appel que Roverra doit avoir donnée, sans doute parce qu'elle ne fut pas favorable au marquis de Hochberg.

11. Quoi qu'il en soit, une chose demeure certaine, c'est qu'à l'égard de la connaissance du fief l'Empereur en a été saisi, témoin le mandat impérial de l'an 1463 qu'on a produit ci-devant, et que l'on emploie encore présentement avec les autres productions déjà faites, en tant qu'elles peuvent servir à réfuter l'exception qu'on oppose à S. M.

12. A cela on ajoute par indication l'acte de confirmation de l'empereur Sigismond fait en l'an 1415, de la première concession de 1288, dans lequel acte cet empereur s'était déjà retenu par exprès la connaissance des différends qui pourroient regarder le Comté de Neufchâtel. La pièce doit être dans les Archives de Neufchâtel, et on la cherchera s'il plaît à Messieurs des Etats de la voir et qu'ils la jugent nécessaire.

13. Entre les autres pièces produites, on emploie aussi principalement le compromis de l'an 1533, qui comprend nommément le Comté de Neufchâtel. Auroit-on fait ce compromis si la chose avait été jugée?

14. On admet pareillement les procédures et contestations déjà produites faites en conséquence de ce compromis, tant devant les arbitres de Dôle, qu'au



1707

grand Conseil de Malines, depuis l'an 1533 jusqu'en l'an 1551, pour montrer qu'on ne s'est jamais avisé, de la part des ducs de Longueville, d'objecter les prétendues sentences de Besançon et de Rome, et qu'on n'en a jamais fait aucune mention. Est-il concevable qu'on les eût oubliées, et n'y auroit-on pas fondé l'exception qu'on oppose maintenant, si elles avaient préjugé quelque chose contre le droit de Louis de Châlons sur ce Comté?

15. Enfin on a indiqué l'Acte de main-mise de ce prince sur le dit Comté, et l'offre d'hommage que lui fit Rodolphe de Hochberg pendant le temps même qu'ils étoient en procès, pour prouver tant mieux la nullité de l'exception que l'on refute.

Et au reste, pour ce qui est de la remise de ce Comté par les louables Cantons l'an 1529, et d'un Mandement impérial de l'an 1487, qu'on a indiqué pour appuyer la dite exception, on se contente de la part de S. M. de déclarer qu'on emploiera le même Acte de 1529 pour réfuter les mauvaises conséquences qu'on en pensera tirer, et, qu'à l'égard de l'autre, on se servira de raisons et d'exemples pour en montrer l'inutilité, quand on en verra l'usage qu'on en voudra faire.

On a adhéré à tout ce que dessus de la part de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard, de Madame la marquise de Mailly et de M. le marquis d'Allègre; au nom du dernier, on a toujours réitéré les déclarations et réserves contenues dans ce que son procureur produisit le 28 juillet dernier.

Sur cela le sieur Terrasson, avocat de Madame la duchesse de Lesdiguières, a dit qu'il ne s'agissait pas encore de plaider, comme on vient de le faire par l'écrit qui a été lu, mais de produire des actes et pièces contre ce que l'on produisit le 19 de ce mois de la part de Madame la duchesse de Lesdiguières, qui est la procédure de 1458, et contre les productions du dit jour : qu'au reste il instait à ce que de la part des prétendants qui tirent leurs droits de la maison de Châlons, on fit restriction de preuves.

Le sieur Peyrol, avocat de S. M. le roi de Prusse, a répondu que l'écrit qu'on a lu n'est pas un plaidoyer, mais une indication de pièces qu'il emploie contenues dans la procédure, qu'il appelle Pancarte, produite par Madame la duchesse de Lesdiguières; comme aussi des endroits qui servent à établir son invalidité : Qu'outre cela il fait encore emploi d'autres endroits de la dite pièce qui lui pourront être utiles.

Ensuite de cela le dit sieur Terrasson a représenté que le sieur Peyrol ayant témoigné ci-devant qu'il ne convenait pas de la filiation ou descendance de Madame la duchesse de Lesdiguières, il avait cru être obligé de dresser un mémoire qui indique la preuve de la généalogie qui est à la tête du grand Mémoire imprimé de sa part, par où l'on voit qu'elle descend d'Antoinette d'Orléans, qui étoit la fille aînée de Léonor d'Orléans, duc de Longueville et prince souverain de Neuchâtel, requérant que le dit mémoire soit lu; ce qui a été fait.



Par ce mémoire la preuve complète de sa généalogie a été parfaitement constatée.

M. le comte de Matignon a aussi fait la même preuve de sa descendance de Léonore d'Orléans, la fille cadette de Léonor; ensuite de quoi les avocats de ces deux hauts et illustres prétendants ont dit qu'au moyen de ces preuves, joint à une possession de 250 ans, ils faisaient restriction de preuves contre la maison de Châlons seulement.

Le sieur Fortis, avocat de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, a persisté à ce qu'il a dit en la précédente audience.

Sur cela le sieur Peyrol a dit, que les avocats adversaires lui font dire ce qu'il n'a jamais dit, puisqu'il ne leur a pas nié leur généalogie ou descendance, mais seulement la qualité d'héritiers du sang, laquelle il soutient qu'ils n'ont pas, persistant toujours à le soutenir, et à demander qu'ils aient à produire pour l'établissement de leurs droits tout ce qu'ils ont à fournir chacun en particulier; à défaut de quoi, qu'ils en soient forclos; priant que pour mieux faire voir l'obligation où ils sont de ce faire, on entende la lecture d'un mémoire dont S. E. M. le comte de Metternich l'a chargé.

Le dit mémoire a été lu.

Ce mémoire est très prolix; il tend à requérir deux choses : 1. Que vu que, de la part de S. M. le roi de Prusse on a établi ses prétentions, fourni les preuves et réfuté les exceptions portées contre ses droits, les hauts et illustres prétendants qui tirent leurs droits de la maison de Longueville, soient obligés à leur tour à établir leurs demandes et les fondements de leurs prétentions, afin de finir l'instruction de la procédure. 2. Que comme les adversaires de S. M. y apportent des oppositions et qu'ils prétendent que le Juge accomode la manière de procéder à leurs vues particulières, et que par un renversement total du style et de la forme des procédures de ce pays, le tribunal divise des actions qui doivent être cumulées et ne les oblige à établir leurs demandes qu'après que les prétendants tirant leurs droits de la maison de Châlons auront été jugés, on requiert et on demande qu'il plaise à Messieurs des Trois Etats de statuer, que toutes les actions et demandes seront jointes et cumulées dans une même procédure entre toutes les parties; que pour cet effet les autres prétendants devront, à leur tour, établir leurs demandes, et produire, si mieux ils n'aiment y renoncer; et qu'ensuite, par un jugement unique et simultané rendu en contradictoire entre tous les contendants, la souveraineté sera adjugée à l'un exclusivement à tous les autres.

Or, que S. M. soit bien fondée dans sa réquisition, et ses adversaires non recevables dans leur opposition, on le prouve par deux moyens : 1. Par l'ordre judiciaire et la coutume inviolable de ce



1707 pays. 2. Par l'état de la cause et les errements particuliers de ce pays.

Ces deux moyens sont traités avec quelque étendue; mais comme la sentence, qui a été rendue, a laissé en suspens le jugement sur la seconde question, il faut au moins différer d'entrer dans ce détail jusqu'à ce que l'on voie les griefs de la partie condamnée. Voici donc la sentence préalable que les Trois Etats rendirent le 23 septembre.

Sentence sur  
un incident  
entre les pré-  
tendants relatif  
à la production  
des pièces.

„Messieurs des Trois Etats, après avoir entendu les avocats de  
„toutes les parties, ayant été requis de rendre jugement sur leurs  
„différends, ont dit et prononcé : Que, mettant en considération que  
„les hauts et illustres Prétendants, lesquels tirent leurs droits de la  
„maison de Longueville, en demandant l'investiture, ont requis d'être  
„appointés en preuve, ils doivent faire toutes leurs productions pour  
„la vérification et l'établissement de leurs droits dans les deux ins-  
„tances suivantes, si la première ne suffit pas. Après quoi, et la  
„procédure étant en état et fermée, Messieurs des Trois Etats se  
„réservent de juger sur les autres questions.“

Ensuite Messieurs des Trois Etats se sont ajournés à demain matin.

#### Treizième Assemblée des Trois-Etats.

Du 24 septembre 1707.

Le sieur Terrasson, avocat de Madame la duchesse de Lesdiguières, a représenté, qu'en exécution de la sentence qui fut rendue hier, il a dressé deux inventaires de productions, desquels il requiert que lecture soit faite; ce qui a été exécuté. En voici la teneur :

*INVENTAIRE des droits et titres que Madame la Duchesse de Lesdiguières produit devant Monseigneur le Gouverneur et Messieurs des Trois Etats, pour justifier sa prétention à la succession de la souveraineté de Neufchâtel et Vallengin en qualité d'ainée par sa descendance d'Antoinette d'Orléans-Longueville, contre S. A. S. Mgr. le Prince de Carignan et contre M. le Comte de Matignon.*

Premièrement elle produit la généalogie jointe à son Mémoire, justifiée par les actes et titres produits le jour d'hier contre la Maison de Châlons, comme aussi les raisons contenues au dit Mémoire.

2. Le jugement arbitral du comte Thierry de Montbéliard et d'Amédée de Montfaucon du mois d'août 1278; ensemble l'acte de déclaration fait par Jean de Neufchâtel en 1306 à l'occasion des partages faits entre les mâles et les filles de Rodolphe de Neufchâtel; par lesquels actes il paroît qu'Amédée, l'ainé des mâles, a obtenu le Comté, et que la portion échue aux cadets a été soumise à l'hommage en faveur de l'ainé.

3. Le Testament de Rodolphe de Neufchâtel, fils d'Amédée, du mois de mai 1337, dans lequel il institue Louis, son fils, et pour les droits de Marguerite, sa fille, il lui donne une portion du domaine sous deux conditions; la première



d'en faire hommage à Louis, et la seconde que son dit héritier et ses hoirs pourroient racheter cette portion du domaine, toutes les fois qu'ils voudront et pourront moyennant 5000 livres.

4. Le Testament de Louis de Neufchâtel de l'an 1374, dans lequel il institue Isabelle et Varenne, ses filles, héritières universelles, suivant les us et coutumes de Neufchâtel; en vertu de laquelle clause Isabelle l'aînée obtint seule la souveraineté par leurs partages, et Varenne fut réduite à l'apanage du Landeron, sous hommage à Isabelle, ainsi qu'il est amplement déduit dans la procédure d'entre les princesses de Longueville et de Nemours.

Le Testament d'Isabelle de Neufchâtel de l'an 1394, où elle institue Conrard de Fribourg, son neveu, fils de feu Egon de Fribourg et de Varenne, sa sœur, avec cette clause que s'il décédoit sans mâles procréés de son corps, elle veut et entend que sa succession retourne à celui ou à ceux à qui elle devoit revenir; d'où l'on tire ces deux conséquences : l'une, que Conrard étant héritier nécessaire du Comté comme mâle de la première fille de la première ligne de Varenne, ce testament n'a rien disposé qu'à la forme du droit d'aînesse; et l'autre, que la prévoyance du retour à celui ou à ceux à qui la succession devoit parvenir, ne pouvoit regarder que les descendants d'Anne de Fribourg, qui avoit formé la seconde ligne de Varenne.

Une copie de la donation de Jeanne de Hochberg, du 1 janvier 1519, de tous ses biens en faveur de Claude, Louis et François d'Orléans, ses trois mâles, par égales portions, dont l'original doit être dans les Archives de Neufchâtel.

Les partages faits en 1543 entre François Ier et François II, son neveu, par lesquels, nonobstant la dite donation, le neveu, fils de l'aîné, quoique plus éloigné en degré, a été investi de la souveraineté au préjudice de son oncle. Cet acte est dans les Archives de Neufchâtel et dans celles de Berne. Voir DF. 77.

L'approbation des dits partages par la mise en possession de François II devant les Etats en 1544.

La sentence de l'an 1672, rendue entre Madame de Longueville, tutrice de M. l'Abbé d'Orléans, et Madame de Nemours, insérée au long dans la procédure imprimée d'entre les mêmes parties, par laquelle les Trois Etats ont prononcé que, suivant la coutume observée depuis plusieurs siècles, les aînés étoient préférés aux cadets par un ordre qui devoit être suivi comme une loi inviolable. Or, si c'est un ordre, il affecte la succession aussi loin qu'elle s'étend; il paraît même spécifiquement de cette coutume ancienne par la dite procédure, où tous les cas de succession sont rappelés.

Enfin Madame de Lesdiguières, persuadée de son bon droit, a voulu encore y ajouter le sentiment de quatre des plus célèbres universités d'Allemagne, savoir, de Francfort sur l'Oder, de Halle, de Marbourg et de Giessen, scellés en forme et une de M. Rohn, conseiller et trésorier de Zurich, qu'on fera traduire en français, si Messieurs des Trois Etats le trouvent à propos; Protestant ma dite dame Duchesse de pouvoir faire usage des pièces et droits que ses concurrents pourront produire.

Madame la duchesse de Lesdiguières produit et emploie un Mandat de l'an 1655 sur la manière de succéder entre particuliers, dans lequel les droits du prince sont réservés.

Finalement elle emploie ici par avance la réponse qu'elle a faite



1707 au factum de M. le comte de Matignon, publiée depuis peu de jours, laquelle est actuellement sous presse.

*Teneur du SECOND INVENTAIRE de Madame de Lesdiguières contre Madame Angélique-Cunégonde de Montmorency, Veuve de M. le Chevalier de Soissons.*

La sentence de Messieurs des Trois Etats de l'an 1694 au profit de feu S. A. S. Madame la duchesse de Nemours, dans laquelle la souveraineté est jugée inaliénable.

Les délibérations prises le 19 février et 5 mars 1557, extraites des Registres du Conseil d'Etat, rapportées à la fin de la procédure de l'an 1672, par lesquelles il paraît que l'Etat s'est élevé contre l'aliénabilité.

La dite procédure de 1672, instruite entre M. l'Abbé d'Orléans, Madame de Longueville agissant en son nom d'une part, et Madame la duchesse de Nemours de l'autre, dans laquelle l'ancienne coutume sur l'indivisibilité, la succession par droit d'aînesse et la rejection des dispositions contraires à la coutume sont établies : Protestant la dite dame duchesse de se prévaloir des pièces de la procédure et de celles qui seront produites par la dite dame de Montmorency.

*Productions de M. de Matignon.*

Productions de  
M. de Matignon.

De la part de M. le comte de Matignon, après avoir remis les deux contrats de mariage et l'extrait des Registres de baptêmes mentionnés dans le mémoire qui fut hier produit en son nom et lu à l'audience, on a encore donné une indication par écrit qui a été lue, contenant :

1. Les investitures accordées aux princes de Neuchâtel.
  2. Les sentences rendues entre Léonor d'Orléans et Jacques de Savoie.
  3. La coutume de Neuchâtel sur les successions.
  4. Le factum signé par M. Le Roy, avocat au Parlement de Paris.
- Et il a été réservé de faire encore d'autres productions.

*Productions de Madame de Montmorency-Luxembourg*

Mademoiselle  
de Bourbon-  
Soissons.

pour Mademoiselle sa fille, Louise-Léontine-Jacqueline de Bourbon.

Le sieur avocat Tribolet a produit trois actes en parchemin avec un extrait baptistaire de la dite damoiselle, signé et légalisé.

Le premier des dits actes en parchemin est la donation faite le 28 février 1694 par feu S. A. S. Madame notre souveraine princesse à feu Messire Louis-Henri légitimé de Bourbon, des Souverainetés de Neuchâtel et Valangin avec toutes leurs annexes, circonstances et dépendances, signée *Raveneau* et *Moufle*, insinuée au Châtelet le 22 du dit mois.

Le second des dits actes en parchemin est le contrat de mariage du dit seigneur donataire avec Mademoiselle Angélique-Cunégonde de Montmorency-Luxembourg, à présent sa veuve, passé devant Baudry et Moufle, conseillers du Roi, notaires à Paris, le 6 octobre de la même année 1694, insinué, lu et publié par actes différents, au pied et dûment légalisé, par lequel la dite donation entre vifs est confirmée.



1707

Le troisième acte en parchemin produit par le dit sieur Tribolet est celui fait le 27 mars 1703, portant nomination et établissement de ma dite dame Angélique pour tutrice de Mademoiselle Louise-Léontine-Jacqueline de Bourbon, et de Mademoiselle Marie-Anne-Charlotte de Bourbon, ses deux filles, et du défunt Messire Henri-Louis légitimé de Bourbon, etc.

La quatrième pièce produite par le dit sieur Tribolet est en papier et contient l'extrait du Registre des baptêmes dans l'Eglise paroissiale de St-Eustache à Paris, par lequel il se conste que la dite demoiselle Louise-Léontine-Jacqueline de Bourbon a été baptisée le dit jour.

Et, après cette production, le dit sieur Tribolet a dit qu'il se réserve de faire d'autres productions dans la suite.

*Productions de la part de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard.*

On a allégué qu'on croyait voir, au nombre des pièces que le dit sieur Tribolet produirait, la sentence de 1694 qui contient l'investiture donnée à feu Madame la duchesse de Nemours avec les autres clauses; mais comme il ne l'a pas mise du nombre, on déclare de la part de S. A. S. de Montbéliard que l'on emploie la dite sentence. Ce à quoi les autres hauts et illustres prétendants de la maison de Châlons ont adhéré.

Le prince de Montbéliard.

Au nom et de la part de *Son Altesse Sérénissime Mgr. le prince de Carignan*, le sieur Fortis, son avocat, a déclaré qu'il n'avait rien à produire que la généalogie de sa dite Altesse, qu'il a déduite de cette manière :

Le prince de Carignan.

Charles, fils de Louis de Bourbon et de Françoise, qui était fille de François, fils de Louis d'Orléans-Longueville et de Jeanne de Hochberg, eut deux filles, savoir Louise et Marie.

Louise fut mariée à Henri d'Orléans, second du nom, duc de Longueville, prince de Neuchâtel; duquel mariage naquit Marie d'Orléans, duchesse, de la succession de laquelle il s'agit; et Marie a épousé Thomas-François de Savoie, duquel mariage est né sa dite Altesse Sérénissime le prince de Carignan, par conséquent cousin-germain de la dite dame duchesse de Nemours.

D'ailleurs le dit François, fils du dit Louis d'Orléans-Longueville et de Jeanne de Hochberg, ayant eu deux enfants, savoir Léonor et Françoise, laquelle fut mariée à Louis de Bourbon, et du dit mariage étant né Charles de Bourbon, père des dites Louise et Marie, S. A. S. le prince de Carignan étant encore parent par un double lien de la dite dame princesse de Neuchâtel du côté de la dite maison de Longueville, il se trouve par ces deux moyens le plus proche à succéder à la dite dame.

Les autres avocats des hauts et illustres prétendants étant tous convenus de ces degrés de parenté, le dit sieur Fortis a dit qu'il ne lui restait donc plus qu'à faire emploi de deux extraits de sentences qu'il produisait, l'une rendue en 1552 en faveur de Jacques de Savoie, et l'autre de 1694 en faveur de Madame la duchesse de Nemours.



1707  
M. Peyrol inste  
à ce que les  
autres préten-  
dants fussent  
restriction.

Le sieur Peyrol, avocat de S. M., a fait instance après cela, à ce que les hauts et illustres prétendants qui tirent leurs droits de la maison de Longueville aient à faire la même chose que Madame la duchesse de Lesdiguières, qui a fait déclarer qu'elle n'avait plus rien à produire; de manière que les restrictions étant faites, on puisse aller en avant.

Question sur la  
séparation de  
cause des deux  
maisons de  
Châlons et de  
Longueville.

Mais le sieur Le Fort, avocat de M. le comte de Matignon, s'est opposé à cela, soutenant qu'on ne pouvait encore obliger aucun des dits hauts et illustres prétendants de Longueville de faire la dite restriction. Et il a dit de plus que comme il remarque que l'on fait au nom de S. M. le roi de Prusse, qu'on prétend toujours joindre les deux maisons et entrer dans le détail des questions et démêlés qui ne regardent uniquement que les prétendants de Longueville entr'eux en particulier, sans que ceux de Châlons y aient aucun intérêt, comme est la difficulté qui regarde la préférence de la ligne sur le degré ou le degré sur la ligne, et autres questions de cette nature qui ne touchent ni au fief ni aux prétentions de S. A. Electorale, il proteste formellement contre cette cumulation prétendue, et que cela ne puisse empêcher la distinction et séparation des droits de ces deux maisons, et qu'elle ne soit toujours faite et même jugée par un préalable, selon qu'on l'a demandé dans toutes les précédentes audiences.

Sentence à cet  
égard.

Et sur cette question, qui a été plus amplement suscitée là-dessus, le droit en ayant été demandé à Messieurs des Trois Etats, par Mgr. le gouverneur, ceux-ci, au retour de la chambre de consultation, ont prononcé :

„Qu'ayant fait leurs réflexions sur la sentence d'hier, portant que „les hauts et illustres Prétendants qui tirent leurs droits de la maison „de Longueville feroient toutes leurs productions dans deux instances „suivantes si la première ne suffisoit pas. ils déclarent qu'en se con- „formant à la dite sentence, les dits hauts et illustres Prétendants „feront diligence d'achever leurs productions à la prochaine séance, „qui se tiendra mardi prochain, sauf, s'ils ne le peuvent, d'ordonner „par Messieurs des Trois Etats ce qu'ils jugeront convenable.“

#### Quatorzième Assemblée des Trois-Etats.

Du 27 septembre 1707.

Production  
d'un mémoire  
pour le prince  
de Montbéliard  
renfermant dif-  
férentes pièces.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard on a pro-  
duit un Mémoire qui renferme les pièces suivantes :

A 1. Ainsi que de toutes les autres pièces produites de la part de S. M. P., a produit aussi le mémoire de ses droits, à la fin duquel est l'inventaire libellé des pièces justificatives de sa généalogie, sous cote A 2. L'extrait authentiquement légalisé des dites pièces reposant aux archives du château de Montbéliard sous cote A 3. Le Testament de Jean de Châlons IV, premier prince d'Orange, contenu dans un petit livre intitulé : *Traité historique de la succession*



1707

à la Principauté d'Orange, sous cote A 4. Et lequel testament a été vérifié à une copie authentique produite de la part de M. le marquis d'Allègre.

Sa dite Altesse Sérénissime produit encore aujourd'hui, sous cote A 5, l'Extrait d'un Accord et Transaction d'entre Louis de Châlons, prince d'Orange d'une part, et Jean de Châlons, seigneur de Vitteau, d'autre, en date du 3 janvier 1437, et homologué à la Cour du Parlement à Dôle le 18 mai 1440, par laquelle ces deux frères promettent d'observer le testament de leur père Jean de Châlons IV; dont Elle a demandé que lecture en fut faite à Neuchâtel le 27 septembre 1707.

(Signé) BRISECHOUX.

Comme cette transaction faite sur plainte de lésion de légitime à la part de Jean de Vittaux, ne fait rien au procès, et que les deux frères s'en tiennent au testament de leur père, on n'a pas cru qu'il fût nécessaire de rapporter ici cet acte.

Et, sur l'instance du sieur Peyrol, à ce que tous les Prétendants fassent leurs restrictions de preuves, elle a été faite de la part de S. A. S. de Montbéliard, de Madame la marquise de Mailly et de M. le marquis d'Allègre.

M. Le Fort pour M. le comte de Matignon, pour satisfaire de son côté à la sentence du 23 du courant, a produit :

La généalogie jointe à son Mémoire, fait et signé par le sieur Le Roy, avocat au Parlement de Paris, laquelle jointe aux contrats qu'il produisit samedi 24 du courant, établit clairement sa qualité.

Productions du  
sieur Le Fort  
pour M. de Ma-  
tignon.

Une copie conforme prise sur l'original de la sentence rendue par Messieurs des Audiences générales entre Léonor d'Orléans et Jacques de Savoie le 6 mai 1552.

Une autre copie de la prononciation de LL. EE. de Berne entre la ville de Neuchâtel et dame Jacqueline de Rohan, marquise de Rothelin, au nom de M. le duc de Longueville et M. Jacques de Savoie, duc de Nemours, du 19 juin 1557.

Une consultation latine de l'Université et Collège des docteurs et professeurs en droit de Strasbourg, du 25 novembre 1700, scellée du sceau de l'Université; et une autre consultation latine du feu célèbre M. Obrecht, signée par lui, du 14 mars 1701.

Ensuite le sieur Tribolet, au nom de Mademoiselle de Bourbon, a produit l'inventaire de ses productions :

Productions du  
sieur Tribolet,  
avocat de Ma-  
demoiselle de  
Bourbon-Sois-  
sons.

La donation qui a été faite, le 18 février 1694, par feu M. de Neuchâtel, et le contrat de mariage du 6 octobre de la dite année dont il est déjà fait mention ci-devant, et il emploie encore le Testament de la dite princesse du 24 octobre 1681, qui contient un legs universel de tous ses biens en faveur de Louis-Henri de Bourbon, père de la dite damoiselle; ce qui sert à prouver que l'intention de Madame de Nemours était bien que le dit chevalier de Soissons fût son héritier, et que, par les grands biens qu'il lui laissait il était



1707 bien en état de soutenir dignement la majesté et grandeur de cette souveraineté.

Item, pour justifier que cette souveraineté a pu être donnée valablement, la dite damoiselle emploie pour preuves les moyens suivants :

1. Que l'inaliénabilité produit de plus dangereux inconvénients que l'aliénabilité.

2. Que les inconvénients qui naissent d'une loi établie ne suffisent pas pour l'anéantir.

3. Que, pour établir une loi de cette qualité, il faut des formalités, dont aucune n'a été observée.

4. Qu'il n'y a aucune loi d'inaliénabilité dans l'Etat de Neuchâtel.

5. Que bien loin qu'il y ait une loi ou usage d'inaliénabilité dans Neuchâtel, il y a une preuve et un usage certain, constant et perpétuel de l'aliénabilité.

Item, pour justifier l'aliénabilité, elle rapporte tous les exemples que S. A. S. le prince de Conti a transcrit dans son grand Mémoire, qui se trouvant déjà copié dans ce Tome, pages 142 et suiv., il a été inutile de le copier encore ici.

Productions de  
M. de Peyrol  
pour le roi de  
Prusse par voie  
d'exception.

Le sieur Peyrol a encore produit un Inventaire des droits, et titres et moyens qu'on emploie par voie d'exception pour S. M. le roi de Prusse contre les productions que ses compétiteurs ont faites pour établir chacun sa demande d'investiture.

Premièrement on emploie contre M. le prince de Montbéliard, contre Madame de Mailly et contre M. d'Allègre leurs propres généalogies, qui font voir qu'ils ne sont point descendus par mâles des princes de Châlons. Et pour justifier qu'ils n'en sont point héritiers, mais que le droit en a passé à S. M. et non à eux, on emploie le testament de Philibert de Châlons; celui de René de Châlons; les lettres d'octroi et de confirmation que l'empereur Charles-Quint a données à ce sujet; les traités de paix publics; le compromis d'entre les princes de Nassau et les ducs de Longueville, avec toutes les procédures qui s'en sont suivies; en un mot, on se réserve de faire usage de tous les droits, titres et moyens cotés au procès, et de toutes les productions faites et à faire tant par S. M. que par ses concurrents, lesquelles pourront servir à soutenir son droit et à détruire leurs prétentions.

Restriction de  
la part du roi  
de Prusse.

On en dit de même et l'on fait pareille réserve contre Madame de Soissons, et l'on emploie en particulier contre l'aliénabilité qu'elle soutient, la sentence d'investiture de Madame de Nemours de l'an 1694; les associations subséquentes et toutes les autres pièces antérieures et postérieures qui ont été indiquées et produites à cette fin, tant de la part de Sa Majesté que par tous les autres prétendants, singulièrement par Madame de Lesdiguières et par M. de Matignon.



1707

Enfin on oppose, toujours par exception, contre M. le prince de Carignan, contre Madame de Lesdiguières et contre M. de Matignon, un défaut évident de qualité et de droit pour prétendre à la souveraineté de cet Etat, attendu que de la part de S. M. on persiste à nier, et qu'ils ne justifient pas, qu'eux et leurs auteurs aient été compris dans les investitures de ce Comté; qu'au contraire il paraît qu'il a été réuni au profit de Louis de Châlons, et par lui réduit sous sa main dès la mort de Jean de Fribourg, outre qu'il seratt arrivé du depuis plusieurs autres cas d'ouvertures; aux fins de quoi, et nonobstant que dans la règle on ne soit pas obligé de prouver une négative, on ne laisse pas d'employer par surabondance de droit tous les titres, actes et productions servant à cet usage qui sont et se trouveront insérés ou indiqués dans la procédure.

Au surplus, on déclare pour S. M. qu'on n'acquiesce point à la simple qualité de défendeurs que prennent ses adversaires dans leurs inventaires de productions, ni à leur réserve mal fondée tendante à intervertir l'ordre naturel de la procédure au préjudice de ce qui a été établi et réglé: mais qu'on proteste expressément du contraire, aussi bien que de se prévaloir du conflit qui est et sera entr'eux de l'un à l'autre, pour montrer qu'ils sont tous également mal fondés.

Après quoi le dit sieur Peyrol a déclaré, qu'au moyen des productions qu'il avait faites jusques à présent, il faisait restrictions, instant à ce que tous les autres hauts et illustres prétendants fassent de même.

De la part de Madame la marquise de Mailly, on a dit que, nonobstant la restriction faite ci-dessus en son nom, on déclare que, vu le contenu de l'Inventaire que l'on vient de présenter de nouvelles productions de la part de S. A. Electorale, elle se réserve de faire encore quelque nouvel emploi ou production dans la suite, pour surmonter ce que contient cet Inventaire.

Mad. de Mailly  
vent encore  
produire.

De la part de S. A. S. le prince de Montbéliard on demeure à la restriction faite ci-dessus, mais sous la réserve que l'on fait de détruire en plaidant les inductions ou allégations que contient le dit Inventaire. Et la même chose a été dit de la part de M. d'Allègre.

Restrictions de  
la part de Mont-  
béliard et  
d'Allègre.

De celle de M. le comte de Matignon, le sieur Le Fort a représenté que, quoiqu'il ne s'agisse présentement que de la production des droits entre les héritiers du sang seulement, il remarque cependant que le sieur Peyrol prétend de se mêler dans cette contestation par des représentations, comme s'il y était partie; à quoi le dit sieur Le Fort s'oppose formellement, et proteste par exprès de ne point reconnaître pour partie en ce fait aucun des prétendants de la maison de Châlons, puisque le fait de la jonction des causes est renvoyé à être jugé. N'empêchant pourtant pas que, si la maison



1707  
Les avocats des  
prétendants  
français ne  
veulent pas une  
emulation de  
causes.

de Châlons peut tirer quelque avantage des droits et des titres qui seront produits pour sa prétention particulière et séparée, elle ne puisse s'en prévaloir. Requéant que sa déclaration soit couchée sur le manuel des Trois Etats, afin qu'il en soit fait foi en temps et lieu.

Et c'est à quoi les avocats des autres hauts et illustres prétendants du chef de la maison de Longueville ont adhéré.

Et sur une plus ample contestation là-dessus, Mgr. le gouverneur ayant demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, à leur retour de la chambre de consultation ils ont déclaré :

Sentence à ce  
sujet.

„Qu'entre ci et vendredi prochain 30 de ce mois, toutes les parties se pourvoiront de tous les titres et actes dont elles prétendent se servir, afin que le dit jour elles puissent faire une entière et finale restriction de leurs preuves.“

#### Quinzième Assemblée des Trois-Etats.

Du 30 septembre 1707.

Le sieur Peyrol, avocat de S. M., a demandé que, conformément à la sentence du 27, tous les hauts et illustres prétendants fassent, et chacun en son particulier, une restriction entière et finale de leurs preuves.

De la part de Madame la marquise de Mailly, après quelque contestation pour obliger les hauts et illustres prétendants du chef de la maison de Longueville à faire leur restriction les premiers, on a produit l'inventaire suivant, avec quelques-unes des pièces y mentionnées :

Nouvelles pro-  
ductions de  
Mad. de Mailly.

**SECOND INVENTAIRE des titres, pièces, moyens et droits de Madame la Marquise de Mailly et de Néelle, Princesse d'Orange, qui établissent la demande en investiture par elle formée de la Principauté de Neufchâtel et Valangin, CONTRE les autres hauts et illustres Prétendants à la même souveraineté.**

Premièrement elle emploie par exception contre ceux des dits hauts et illustres Prétendants qui tirent leurs droits de la Maison de Longueville, non seulement tout ce qu'elle a dit, écrit et produit, mais encore tout ce qui a été dit, écrit et produit par S. A. E. de Brandebourg pour établir le droit de la Maison de Châlons dévolu à ma dite Dame, et pour détruire celui de la prétendue Maison de Longueville.

Plus ma dite Dame de Mailly employe en particulier contre Madame et Mademoiselle de Soissons, qui n'ont pour titres que des donations qui leur ont été faites par feu S. A. S. Madame la Duchesse de Nemours : 1. L'Acte de 1406. 2. La sentence d'Investiture de 1694. 3. L'Acte d'union et d'association de tous les Corps et Communautés de l'Etat, du 16 mars 1699, renouvelé en 1703. Et la retraite de S. A. S. Mgr. le Prince de Conti; qui sont autant de preuves invincibles que cette souveraineté n'est ni cessible, ni aliénable par testament, ni autrement. Ce sont là les termes de la sentence de 1694.



Contre M. l'Electeur de Brandebourg. Elle employe par exception et en forme défensive :

1. Le Testament de Jean de Châlons, premier Prince d'Orange et Souverain de Neufchâtel, du 21 octobre 1417, par lequel il paroît que ce Prince a substitué à ses enfants et aux enfants de ses enfants tous les biens qu'il possédoit graduellement, perpétuellement et à l'infini.

2. Elle produit une expédition tirée des Archives de la Principauté d'Orange, bien et duement légalisée le 23 avril 1707, du testament de Louis de Châlons, fils aîné de Jean, premier Prince d'Orange, du 8 septembre 1462, par lequel il se voit, fol. 4, etc. : 1. Que le dit Louis, Prince d'Orange, a fait un partage de ses biens entre Guillaumé, Louis, Huguenin de Châlons, ses fils, et Jeanne et Philippe de Châlons, ses filles, et au feuillet 6 et 7 il est dit : Que le dit Huguenin de Châlons aura, pour son droit et partage, part et portion légitime, et autres droits quelconques à lui appartenants en la succession du dit Louis, son père, plusieurs Terres et Seigneuries mentionnées au dit Testament; item, tout et tel droit que le dit Louis de Châlons avoit, pouvoit et devoit avoir au temps avenir en la Comté de Neufchâtel et es Terres et Seigneuries d'Authon, Coulombier, de St-Romand et autres, pour raison de quoi il y avoit Procès au Parlement de Grenoble contre le dit Louis de Châlons, testateur, et son cousin, le Marquis de Saluces; ensemble le droit de l'instance du dit procès. 2. Et au feuillet 9 et suivants, ce même Testament contient une institution faite par le dit Louis de Châlons de ses enfants, et une substitution des uns aux autres, et de leurs postérités tant mâles que femelles, aussi graduelle, perpétuelle et à l'infini. 3. Au feuillet 11, verso du dit Testament, il est dit : Qu'ou les fils et filles d'iceux étoient tous de vie à trépas, sans laisser aucuns hoirs procréés des dits fils et filles descendants de lui en droite ligne, il a institué ses hoirs et substitué à ses dits fils et filles et à leurs enfants et es enfants de leurs enfants ses neveux, qui étoient Charles-Louis, Charles-Lienard et Bernard de Châlons, enfants de feu Messire Jean de Châlons, seigneur de l'Isle-sous-Montréal et de Vitéal.

Et enfin au feuillet 12, verso du même Testament, le dit Louis de Châlons, au défaut de ses enfants et de ses neveux, et au défaut de leurs enfants et des enfants de leurs enfants, il leur a substitué le plus ou les plus prochains, à la charge de porter son nom et ses armes, et toujours sans aucune détraction d'aucune quarte, laquelle détraction en tous les cas des dites substitutions il a interdite et défendue expressément à tous ses dits héritiers institués et substitués.

Plus Ma dite Dame de Mailly, pour et comme mémoire seulement, produit une copie non signée d'un arrêt rendu au Parlement de Grenoble, le 15 décembre 1543, entre Messire Jean, comte de la Chambre, Chevalier de l'ordre qui avait repris le procès de feu Dame Françoise de la Chambre, dame d'Aix, sa sœur utérine, qui était petite-fille de Louis de Châlons d'une part, et François-Bernard, curateur décerné à Messire René de Nassau, d'autre; par lequel arrêt les substitutions mises au testament ci-dessus du dit feu Louis de Châlons ont été déclarées avoir eu lieu en la personne de la dite dame Françoise de la Chambre, sa petite-fille, par le trépas sans enfants de Messire Philibert de Châlons; le dit René de Nassau, qui est qualifié du nom de Châlons dans le dit arrêt, est condamné en la personne de son Curateur à délaisser et relaxer au dit Jean comte de la Chambre, comme ayant droit de la dite feu dame Françoise de la Chambre, la Principauté d'Orange, ses droits et appartenances et autres biens mentionnés au procès que le dit Louis de Châlons, testateur, tenoit et possédoit des temps de sa vie et mort, avec restitution de plaids jusqu'au décès de la dite Dame Françoise de la Chambre. Et par icelui décès de la dite Dame Françoise de la Chambre sans enfants, le même arrêt déclare les



1707

substitutions apposées au dit Testament du dit feu Louis de Châlons, avoir eu lieu en la personne du dit René de Nassau. Ce faisant le dit Comte de la Chambre est condamné à vider et lui laisser la dite Principauté d'Orange et biens susdits.

Ma dite Dame la Marquise produit un autre arrêt contradictoire, tiré des Registres et signé du Greffier en chef du grand Conseil du Roi, rendu le 24 septembre 1561, entre Messire Guillaume Comte de Nassau, de l'autorité de Maître René Sosson, son curateur, demandeur en entérinement de lettres, en forme de requête civile, contre un autre arrêt du dit grand Conseil d'une part, et le dit Seigneur Comte de la Chambre d'autre; par lequel les dites lettres, en forme de requête civile, ont été entérinées du consentement des Parties; Ce faisant le dit Comte de Nassau a été reçu à déduire ses causes, raisons et moyens pour empêcher l'exécution de l'arrêt ci-dessus du Parlement de Grenoble, tout ainsi qu'il eût pu faire avant celui du dit Conseil mentionné aux dites lettres, et pour cause le dit grand Conseil a ordonné que de nouveau pour le dit Comte de Nassau défendrait promptement à la dite exécution d'arrêt, et que les lettres missives écrites par le dit de Nassau, ses tuteurs et curateurs ayant l'administration de ses biens, ensemble les mémoires, seroient dans le jour mis au greffe pour être ordonné ce que de raison.

Ma dite Dame produit encore un autre arrêt aussi tiré des Registres du grand Conseil du 23 janvier 1551, c'est-à-dire quatre mois après le précédent, par lequel il a été ordonné que celui du dit jour 15 décembre 1543, rendu au dit Parlement de Grenoble, seroit exécuté contre le dit Guillaume de Nassau, nonobstant ce qu'il avoit dit au contraire dont il a été débouté et condamné aux dépens.

Il résulte de toutes ces pièces :

1. Que tous les biens qui ont été possédés par Jean de Châlons, premier Prince d'Orange, et par Louis son fils, dont la propriété leur appartenoit et qui étoient susceptibles de substitutions, ont été effectivement substitués par eux à leurs enfants et aux enfants de leurs enfants, et, au défaut d'enfants et enfants de leurs enfants, à leurs neveux et postérités graduellement, perpétuellement et à l'infini. Ces substitutions, telles qu'on vient de les remarquer, sont écrites dans leurs testaments avec des termes si clairs et si nets qu'il n'est pas permis d'en douter.

Il est certain que Madame de Mailly descend par Charlotte de Châlons, fille de Jean, fils de Jean de Châlons, premier Prince d'Orange, souverain de Neufchâtel en 1406. Elle est donc constamment appelée à la succession et substitution des biens tant de Jean de Châlons, premier Prince d'Orange, que de Louis son fils, puisque la branche de ce Louis est éteinte par la mort sans enfants de René de Nassau, tué au siège de St-Dizier en 1544, et que la seconde branche, commencée par Jean, frère puîné de Louis, subsiste en la personne de Ma dite Dame de Mailly.

3. Ces substitutions, du moins celles portées par le testament de Louis de Châlons, dans lesquelles se trouve nommément compris le Comté de Neufchâtel, ont été jugées bonnes et valables par l'arrêt du Parlement de Grenoble, et par ceux du grand Conseil du Roi qu'on vient de produire, tant avec René que Guillaume de Nassau, son cousin, lequel, en qualité de son prétendu héritier ou plutôt de son légataire, étoit chargé de la restitution des fruits que ce dernier avoit perçu des dits biens substitués jusqu'au décès de Françoise de la Chambre, au profit de laquelle la substitution avoit été ouverte par le décès de Philibert de Châlons, son arrière-neveu, tué au siège de Florence en 1530.

Il suit de là que l'on peut faire ce dilemme à S. A. Electorale : Ou Neufchâtel est aliénable, ou il est inaliénable. S'il est aliénable, il ne faut point



d'autre règle que le testament de Jean de Châlons, qui est en faveur de sa descendance, et par conséquent Madame de Mailly, étant l'héritière substituée, doit succéder au Comté de Neufchâtel. Et si, au contraire, il est inaliénable, René de Nassau n'en a pu disposer en faveur de son cousin Guillaume, qui n'est pas un des substitués, et que d'ailleurs il ne l'auroit possédé que chargé de substitutions apposées aux testaments de Jean et de Louis, père et fils, lesquelles subsistent encore actuellement; et, s'il est inaliénable, le dit René ne l'a pu faire sortir de la Maison de Châlons au préjudice de Madame de Mailly, qui en est l'héritière et par le sang et comme appelée par l'un et par l'autre testament dont on vient de parler; de sorte qu'elle a deux droits également certains et invincibles, au lieu que S. A. E. n'a pas seulement l'ombre de l'un ni de l'autre.

Madame la Marquise employe encore les Lettres d'octroi accordées par l'Empereur Charles-Quint au dit René de Nassau, pour montrer qu'il n'y est pas parlé de Neufchâtel, parce qu'en effet l'Empereur ne pouvoit donner ce pouvoir d'en disposer, puisque non seulement c'étoit, comme il est encore, un Etat souverain et indépendant de l'Empire, de manière que ces Lettres d'octroi ne peuvent s'appliquer et valider ce testament de René qu'au sujet et pour les biens libres et non substitués qu'il possédoit dans l'Empire même, mais dont la souveraineté appartenoit et étoit attachée à la seule Maison de Châlons.

Ma dite Dame ajoute aux emplois ci-dessus celui qu'elle fait en cet endroit des traités de paix qui ont été conclus depuis le décès de René, pour faire voir qu'il n'y est point parlé de Neufchâtel, et que par iceux il n'a été accordé aucun droit ni avantage aux prédécesseurs de S. A. E. sur les biens dépendants de la Maison de Châlons, et qu'ainsi ce Prince ne peut se servir de ces traités de paix pour appuyer sa prétention sur Neufchâtel, ni même sur les autres biens de la Maison de Châlons, et ce d'autant moins que les héritiers de cette Maison n'y ont point été appelés, et que la question de la propriété de ces biens n'a jamais été agitée qu'au grand Conseil du Roi, où est encore le procès pendant et indécis. D'ailleurs si ces traités de paix avoient été en faveur de la Maison de Nassau des titres pour posséder légitimement et à bon droit les biens de la Maison de Châlons, il n'auroit pas été nécessaire de les renouveler si souvent: Outre cela, on verroit les héritiers du Roi Guillaume en continuer la possession. Et, bien loin de cela, le Roi très Chrétien étant persuadé qu'ils ne leur appartiennent pas, a permis à Madame de Mailly, après le décès du Roi Guillaume de Nassau, d'agir pour rentrer dans les dits biens, et c'est à sa réquisition et sur sa poursuite que Sa Majesté a renvoyé à son grand Conseil pour savoir à qui d'elle ou de ceux qui prétendent être aussi descendus de la Maison de Châlons appartiendront les dits biens. C'est ce qui se discute actuellement et ce qui auroit peut-être été jugé si le décès de S. A. S. Madame de Nemours n'étoit arrivé.

Après ces observations, si S. A. Electorale ne cherche à vaincre que par la justice, comme cela se doit et qu'on le veut insinuer de sa part, il y a lieu de croire qu'il n'insistera pas davantage dans sa prétention, et qu'il emploiera son crédit et son autorité à quelque chose de plus glorieux pour lui que de s'emparer d'un bien qui n'appartient légitimement qu'à Madame de Mailly, dont l'héritier présomptif, qui est le marquis de Néelle, a l'honneur d'être parent assez proche de S. A. Electorale.

Contre S. A. S. le Prince de Montbéliard, Madame de Mailly employe le fait certain que ce Prince ne descend point de Jean de Châlons, premier Prince d'Orange et souverain de Neufchâtel en 1406; d'où il est évident qu'il ne peut rien prétendre sur Neufchâtel au préjudice de Madame de Mailly, qui en est issue en droite ligne. Elle ajoute que ce même Prince ne peut se servir du



1707

testament du dit Jean de Châlons, puisque, outre que Neufchâtel est inaliénable, il n'y seroit appelé par le dit testament que par la défaillance de tous les descendants du dit Jean de Châlons; ce qui est un cas non encore arrivé, puisque sa postérité subsiste en la personne de Madame la marquise de Mailly.

*Contre Monsieur d'Allègre*, Madame la Marquise de Mailly emploie deux faits certains et incontestables, l'un que Charlotte de Châlons a été mariée deux fois, la première avec Adrien de Sainte-Maure, et la seconde avec François d'Allègre, dont est provenu M. Yves d'Allègre.

L'autre, qui n'est que la conséquence du premier, est que Jean de Sainte-Maure, fils d'Adrien, étant issu du premier mariage, et François d'Allègre n'ayant eu qu'une fille, nommée Anne d'Allègre, qui a épousé Antoine du Prat, qui a épousé Christophe d'Allègre, grand-père du Marquis prétendant, il se trouve que Madame de Mailly a deux avantages sur M. d'Allègre : 1. C'est qu'Adrien de Sainte-Maure a eu un fils, au lieu que François d'Allègre n'a eu qu'une fille. 2. C'est que Jean de Sainte-Maure, fils d'Adrien, a l'avantage d'avoir formé la première ligne, et par conséquent le droit d'aînesse avec la masculinité, ce qui produit aussi une double raison à Madame de Mailly pour exclure les descendants d'Anne d'Allègre de la Souveraineté de Neufchâtel, et ce d'autant plus que les enfants d'un second mariage ne sont point favorables comme ceux d'un premier, les seconds mariages n'étant regardés que comme une légitime incontinence.

Outre que dessus, Madame de Mailly emploie les mémoires de Madame la Duchesse de Lesdiguières, ses titres, consultations et autres pièces dont elle s'est servie contre M. de Matignon, attendu que cela s'applique parfaitement à l'avantage de Madame de Mailly contre M. d'Allègre.

Enfin, Madame de Mailly déclare vouloir se servir en tant qu'elle pourra, tant pour établir son droit que pour détruire ceux qui lui sont opposés, de tous les mémoires, titres, pièces, produites et à produire par les autres hauts et illustres Prétendants, et se réserve à produire les autres pièces qu'elle croira lui être nécessaires, si aucunes elle peut recouvrer avant la sentence d'investiture qui interviendra.

Fait à Neufchâtel, ce dernier Septembre 1707.

(Signé) Du ROCHER.  
VIEUX.

Restriction  
faite par M.  
Peyrol.

Après que ce second Inventaire de Madame de Mailly fut lu à l'audience, le sieur Peyrol, au nom de S. M. le roi de Prusse, a dit qu'il faisait restriction sous la réserve, déjà faite à l'égard des précédentes productions, de se pouvoir servir des pièces et actes mentionnés au dit inventaire et d'autres que l'on pourrait encore produire, autant qu'ils lui seront avantageux.

Restriction du  
prince de  
Montbéliard.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard on a déclaré que quoique, lorsqu'on a fait restriction ci-dessus, l'on ne s'attendait pas aux exceptions qui sont proposées contre lui dans l'inventaire de Madame de Mailly, on ne laisse pas de persister à la dite restriction, en lui opposant l'acte de 1288, celui de 1406 et tous autres qui se trouveront, dans la procédure, favorables à Sa dite A. S.

Restriction de  
M. d'Allègre.

De la part de M. le marquis d'Allègre on a aussi fait sa restriction



1707

sous les réserves qui ont été souvent réitérées, de se servir de tous les actes qui se trouveront produits dans la procédure par tous les hauts et illustres prétendants, autant qu'ils pourront servir à l'établissement de son droit, et en particulier des points de coutume qui ont été indiqués et que l'on promet, à l'audience dernière, de produire de la part de M. de Matignon, en faveur du degré.

De la part de Madame la marquise de Mailly on a aussi fait restriction, sous les réserves ci-devant faites de pouvoir se servir, outre ses propres productions, de celles des autres hauts et illustres prétendants, autant qu'elles pourront lui être utiles, et nommément de celles de Madame la duchesse de Lesdiguières en faveur de la ligne.

Restriction de  
de Madame de  
Mailly.

Le sieur Le Fort, au nom de M. le comte de Matignon, a dit, que comme le sieur Fortis, avocat de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, insista à l'audience précédente pour la production de la coutume dont on avait fait emploi auparavant, il la produit maintenant, dont lecture a été faite. Ce sont les Points de coutume du 10 octobre 1642, du 5 juin 1658 et du 4 décembre 1661, qui concernent les héritages et les successions ab intestat entre les collatéraux, et la règle *paterna paternis et materna maternis*, etc.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, après s'être aussi réservé, contre M. le comte de Matignon, de pouvoir se servir des points de coutume que l'on trouvera favorables à Sa dite A. S., le sieur Fortis, son avocat, a déclaré n'avoir aucun acte à produire contre les hauts et illustres prétendants, tant ceux qui viennent du chef de la maison de Châlons que de celui de la maison de Longueville, tellement qu'il faisait aussi sa restriction.

Le sieur Terrasson, avocat de Madame la duchesse de Lesdiguières, a demandé que lecture fût faite d'un petit écrit qui contient la production d'une pièce indiquée. Voici la teneur de cet écrit :

Madame la Duchesse de Lesdiguières, pour dernière production, emploie la copie d'une délibération faite en 1553, contenant l'instruction donnée aux Députés envoyés à Berne de la part du Seigneur Gouverneur et du Conseil d'Etat, joints aussi les Sieurs Ministres, Conseil et Communauté et généralement tout le Ressort du dit Comté.

Comme cette instruction se trouve déjà transcrite au Tome III, pages 62 et 63, à la date de l'an 1557, il n'a pas été nécessaire de reproduire celle qui est ici accusée être de 1553, qui ne peut être différente de l'autre, puisqu'elles tendent l'une et l'autre au même but, de faire donner un seul chef à l'Etat, attendu qu'en accordant l'investiture aux deux plus proches parents au même degré, on leur avait expressément réservé qu'ils s'accorderaient entr'eux dans leurs partages pour donner un seul chef à l'Etat.

Le sieur avocat Tribolet, au nom qu'il agit, a produit une Ad-



1707 dition d'inventaire. (Voir celui qu'il a déjà reproduit en deux reprises, l'une du 24 du mois de septembre, page 294, l'autre du 27 du dit, page 297.) Dans cette Addition, le sieur Tribolet s'exprime ainsi :

Que pour justifier que la sentence de 1694 n'a voulu ni dû juger de la question de l'aliénabilité, et que l'association de 1699 n'a jamais eu pour objet la prétendue inaliénabilité, Mademoiselle de Bourbon employe la dite sentence :

1. En ce qu'elle ne contient autre chose, sinon que l'inaliénabilité a été un des motifs de la sentence; ensorte que ce n'est qu'une simple énonciation des motifs qui ont pu toucher quelques-uns des juges, mais elle ne fait ni ne prononce aucune loi, et n'a aucun des caractères qui peuvent fixer et établir une loi.

2. Elle employe le fait constant qu'avant ni depuis cette sentence, il n'y a eu aucune loi d'inaliénabilité, et qu'il ne s'en trouve aucun vestige dans les Archives, dans les Registres, ni dans les jugements rendus dans cette souveraineté.

3. Le fait constant que tous les prétendants qui paroissent aujourd'hui ont chacun soutenu les faits, jugements et questions qui tendent à l'aliénabilité.

4. Que S. A. E. de Brandebourg ne peut être écoutée qu'en vertu d'un testament qui est un titre de pure aliénabilité, ne venant pas de son chef comme héritier de la maison de Châlons, mais comme légataire et héritier testamentaire.

5. Que les titres en vertu desquels il prétend cette réunion de fiefs, comme exerçant les droits d'un Prince qui étoit de la maison de Nassau, sont tous titres d'aliénabilité plus suspects que tous les droits des autres prétendants qui soutiennent l'aliénabilité.

Mais pour faire voir que la dite sentence de 1694 n'a jamais voulu ni entendu faire une loi d'inaliénabilité, et que l'inaliénabilité n'a pas été le motif de la dite sentence, ni de l'association, Ma dite Dame employe la réponse rendue à Messieurs les Ambassadeurs des Cantons suisses en l'année 1699, lesquels s'étant informés des motifs sur lesquels on avoit rendu le dit jugement de 1694, mes dits sieurs les Juges, Conseil d'Etat et de la Ville de Neuchâtel expliquèrent les motifs de ce jugement et de l'exclusion qu'ils avaient faite de S. A. S. Mgr. le Prince de Conti, sans qu'il soit fait dans les dites réponses de 1699, ni dans les associations faites en conséquence, aucune mention de la prétendue inaliénabilité, ni que la question en fut jugée ni établie dans l'Etat, ce qui auroit été plus court et plus décisif à dire et à répondre dans ce temps-là.

Item, pour faire voir d'autant plus que les dits Juges n'ont pas voulu juger la dite question par la sentence de 1694, c'est que Madame la Duchesse de Nemours ayant protesté contre les termes dont M. le Prince de Baden s'étoit servi, qui sembloient tendre à l'inaliénabilité, Messieurs des Etats donnèrent acte à Ma dite Dame la Duchesse de Nemours de ses dites protestations par la dite sentence de 1694, pour lui faire entendre que tout ce qui pouvoit être au-delà de l'investiture qu'on lui avoit accordée, ne lui pouvoit nuire ni préjudicier.

Item, pour faire voir que la dite sentence n'a pu ni dû juger cette question, Ma dite Dame employe : 1. Le fait certain que cette question n'avoit été formée ni par Madame la Duchesse de Nemours, ni par M. le Prince de Conti, ni par Messieurs des Etats, qui n'auroient pu être juges et parties. 2. Le fait certain que des juges peuvent bien marquer les motifs de leurs jugements, mais qu'ils ne peuvent juger ce qui n'a été demandé ni contesté entre les parties. 3. Qu'on ne sauroit faire voir aucun écrit, demande, défenses ni contestations sur ce fait



entre les parties qui ayent donné lieu à une décision d'inaliénabilité. 4. Employe le principe trivial qu'on ne peut décider que *super lite mota nec ultra petita*. Or ici il n'y a eu ni demande, ni contestation. 5. Employe le fait certain et l'usage inviolable que, pour faire une loi publique et inviolable, il faut l'autorité du souverain. 6. De même que le principe indubitable qu'il faut du moins pour faire une loi contre le souverain, l'y appeler ou lui demander son consentement. 7. On ne peut faire une loi nouvelle pour lui donner un effet retro-actif. Or, quand la sentence de 1694 a été rendue, la donation dont il s'agit avoit déjà été faite à Paris, et réitérée en ce Pays au profit du père, soit au profit de Mademoiselle de Bourbon-Soissons.

Item, pour justifier que la question de l'aliénabilité étant jugée en faveur de ma dite Damoiselle, ne causeroit aucun embarras, et ne pourroit, comme on l'insinue avec adresse, donner aucune atteinte ni aucune ouverture au retour de S. A. S. Mgr. le Prince de Conti, la dite Dame employe :

1. Les motifs de la retraite du dit seigneur Prince assez publics, puisqu'il les a laissés par écrit. (Voir page 253 de ce volume.) Il a assez déclaré partout que l'aliénabilité de cet Etat étoit certaine; mais que, pour en ôter les principaux inconvénients qui alarmoient les Peuples, il offroit d'en faire une loi à l'avenir. C'est aussi ce que ma dite Damoiselle offre d'exécuter de sa part.

2. La connaissance particulière que pouvoit avoir le Conseil de S. A. S. : 1. que le testament dont il se servoit ne contenoit aucune disposition particulière de ce Comté; 2. que la souveraineté ne pouvoit être comprise dans son testament, puisque le testateur en avoit disposé précédemment par une donation entre vifs; 3. que ce legs et cette disposition étoient devenus caducs par le prédécès de celui qui étoit chargé du fideïcommis; 4. que les dispositions testamentaires par un homme d'ailleurs accusé de facilité, pour ne pas dire de foiblesse, sont peu favorables; 5. La différence qu'il y a entre un testament et une donation contractuelle, principalement pour une Souveraineté et dans des circonstances bien différentes.

Enfin Ma dite Damoiselle déclare que la retraite de S. A. S. ne peut lui nuire ni lui préjudicier, et que ce rappel illusoire ne peut être d'aucun usage pour empêcher la justice qui lui est due.

Produit aussi tous les actes qui concernent les difficultés survenues à cause de Vallengin entre le prince et le seigneur; l'acte de saisie faite par Messieurs de Berne, ceux de la remise qu'ils en firent à Madame Marie de Bourbon, l'acte d'acquisition de M. le Prince de Montbéliard, et la cession qu'il fit de ses droits à la dite Marie de Bourbon, dont la dite Dame de Montmorency au dit nom se réserve toutes les actions.

Telles sont les pièces, titres et emplois dont la dite Dame au dit nom veut se servir pour l'établissement de son droit dans ce procès, se restreignant de ne rien ajouter à la présente production, qu'elle fait tant par forme d'exception, fins de non recevoir qu'autrement, contre S. A. E. et contre les prétendants du chef de Châlons, avec son factum qui est sous presse; se réservant néanmoins, après que la contestation de la maison de Châlons sera jugée et que les prétendants de la dite maison seront déboutés, comme la dite Dame a lieu de l'espérer des lumières, probité et intégrité de Messieurs des Trois Etats, de faire restriction contre les héritiers de la défunte Dame Duchesse de Nemours, ainsi et comme elle le jugera à propos, dont et de tout quoi la dite Dame a requis acte par le dit sieur Tribolet, pour lui servir ainsi que de raison.

Après la lecture de l'Addition d'inventaire ci-dessus, le sieur Le Fort, avocat de M. le comte de Matignon, a produit un écrit qui a été lu contenant :



1707

Le sieur De Fort pour M. le comte de Matignon déclare qu'il n'a point d'autres pièces, titres et emplois à faire pour l'établissement de son droit dans ce procès, se restreignant de rien ajouter aux productions qu'il a faites tant par forme d'exceptions, fins de non recevoir, prescriptions qu'autrement contre S. A. Electorale et contre les Prétendants droit ayants de la Maison de Châlons, avec les Mémoires imprimés et ceux qu'on imprimera, se réservant néanmoins, après que la contestation de la Maison de Châlons sera jugée, et que les dits Prétendants du chef de la dite Maison seront déboutés de leur prétendue réunion, comme le dit seigneur de Matignon a lieu de l'espérer des lumières et de l'intégrité de Messieurs des Trois Etats, de produire d'abondant contre les autres prétendus héritiers et donataires de feue S. A. S. Madame la Duchesse de Nemours ce qu'il estimera convenir à ses intérêts et à l'établissement de son droit.

De la part de Madame la Duchesse de Lesdiguières le sieur Terrasson, son avocat, a aussi demandé lecture de l'écrit suivant :

Le sieur Terrasson déclare pour Madame la Duchesse de Lesdiguières qu'elle n'a plus rien à produire contre S. A. Electorale de Brandebourg, ni contre ceux qui, à son exemple, veulent faire revivre les prétendus droits de la Maison de Châlons; ainsi, à leur égard elle fait dès à présent sa restriction en preuves pleine et entière. Mais comme la Maison de Châlons n'a aucun intérêt d'empêcher que toutes les restrictions ne soient mêlées et confondues dans un même acte, de peur qu'on ne prenne de là occasion de prétendre que toutes les parties doivent de même être mêlées et confondues dans le même jugement, Madame la Duchesse de Lesdiguières, en faisant présentement sa restriction en preuves purement et simplement contre la Maison de Châlons, déclare qu'elle ne peut faire la même restriction contre les Prétendants de la Maison de Longueville, qu'après que l'incident qui a été discuté plus d'une fois pour la séparation des deux causes aura été réglé par Messieurs des Trois Etats.

Le sieur Fortis, avocat de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, a représenté, après la lecture de ces deux derniers écrits, que comme il remarque que de la part des hauts et illustres prétendants du chef de la maison de Longueville, on fait des réserves de plus amples productions l'un contre l'autre si, par un jugement préliminaire, les hauts et illustres prétendants du chef de la maison de Châlons viennent à être exclus et qu'il ne reste plus en cause que les premiers; il ne peut se dispenser au dit cas, nonobstant la restriction par lui faite, de faire la même réserve au nom de Sa dite Altesse Sérénissime.

Le sieur Peyrol, avocat de S. M. le roi de Prusse, a fait opposition formelle contre ces réserves, soutenant qu'elles ne peuvent être admises sur le fondement des sentences ci-devant rendues par Messieurs des Trois Etats, dont il a fait lecture et en particulier de celle du 27 de ce mois, par laquelle il est expressément dit : „Que toutes les parties se pourvoiront de tous les titres, pièces et „actes dont elles prétendent se servir, pour les produire aujourd'hui „et faire une entière et finale restriction à leurs preuves;“ de quoi il demande l'exécution, sous peine de forclusion contre ceux qui ne voudront pas s'y conformer, sans que, pour s'en dispenser, on



1707

puisse alléguer que l'incident qui regarde la disjonction des droits des deux maisons de Châlons et de Longueville doive empêcher l'effet des dites sentences, puisque c'est une question toute différente, sur laquelle il s'oppose que l'on plaide avant qu'il ait été satisfait à la sentence ci-dessus.

De la part de M. le comte de Matignon, le sieur Le Fort, son avocat, a représenté qu'en faisant les productions qui ont été faites par les hauts et illustres prétendants du chef de la maison de Longueville, on a toujours protesté que cela ne pût préjudicier à leur prétention de faire juger séparément les droits de l'une et de l'autre des deux maisons de Châlons et de Longueville, ensorte qu'il soutient que l'on ne peut obliger les dits hauts et illustres prétendants du chef de la maison de Longueville à faire une restriction plus entière ni finale que celle qui est contenue dans les écrits qu'on vient de lire.

A cela le sieur avocat Tribolet, au nom qu'il agit, a ajouté que l'on connoissait le piège que les hauts et illustres prétendants du chef de la maison de Châlons tendaient aux autres; mais que c'était afin de l'éviter que ces derniers ne faisaient leurs restrictions que sous les réserves y contenues; car, s'ils agissaient autrement et qu'il leur arrivât de faire une restriction entière et finale, lorsque, dans la suite, ils voudraient remettre sur le tapis la question du jugement préliminaire sur les droits des deux maisons, on ne manquerait pas de leur opposer la forclusion; de quoi ils veulent se garantir, comme ils font.

Le sieur Peyrol a continué de dire que c'était deux choses tout à fait différentes et que l'on ne pouvait pas confondre; persistant à requérir avec d'autant plus de fondement que, suivant la dernière sentence, les hauts et illustres prétendants du chef de la maison de Longueville eussent à tout produire, et à faire leur restriction finale; que l'on voyait par les restrictions faites ci-dessus par une partie des hauts et illustres prétendants du chef de la maison de Châlons qu'ils prétendent se servir des productions que les hauts et illustres prétendants du chef de la maison de Longueville ont faites les uns contre les autres; instant à ce que jugement soit rendu là-dessus.

Ce qui ayant été demandé par Mgr. le gouverneur à Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre de consultation, et à leur retour ont déclaré :

„Que, conformément à la sentence du 27 de ce mois, les hauts et illustres Prétendants qui tirent leurs droits de la Maison de Longueville, doivent présentement faire leur restriction finale, à peine d'être forclos, toutefois sous la réserve portée sur la fin de la sentence du 23 du dit présent mois.“

Sentence qui oblige les prétendants de Longueville à faire restriction.



1707

La dite sentence ayant été prononcée, le sieur Terrasson, avocat de Madame la duchesse de Lesdiguières, a représenté que, quelque respect qu'il ait pour les sentences de ce souverain tribunal, il ne pouvait s'empêcher de déclarer qu'il lui était impossible de satisfaire présentement à celle qui vient d'être rendue vu les ordres précis qu'il a sur cela, à moins qu'on ne lui donne le temps nécessaire pour aller en informer et recevoir d'ultérieurs ordres; ce qu'il prie lui être accordé.

Le sieur Le Fort, avocat de M. le comte de Matignon, a adhéré aux mêmes déclarations et réquisitions.

Les Trois-Etats accordent jusqu'au lendemain pour satisfaire à la sentence ci-dessus.

Sur quoi Mgr. le gouverneur ayant de nouveau demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, ils ont donné par sentence, après avoir été en chambre de consultation :

„Qu'ayant égard à la prière et réquisition faite par les avocats „d'une partie des hauts et illustres Prétendants qui tirent leurs „droits de la Maison de Longueville, de pouvoir rapporter à leurs „seigneurs constituants la sentence qui vient d'être rendue, ils leur „accordent jusqu'à demain à 8 heures pour satisfaire à la dite sentence.“

#### Seizième Assemblée des Trois-Etats.

Du 1 Octobre 1707.

Suivant la sentence de Messieurs des Trois Etats qui achève la procédure d'hier, ils se sont assemblés de nouveau le susdit jour 1<sup>er</sup> octobre, et, après les cris ordinaires à la porte du Château, ils ont pris séance environ huit heures et demi.

Comme il ne paroissait personne de Messieurs les procureurs qui agissaient aux assemblées précédentes au nom de Madame la duchesse de Lesdiguières, de M. le comte de Matignon, ni leurs avocats, non plus que le sieur Tribolet, avocat, lequel a fait jusques ici la fonction de procureur et avocat de la part de Mademoiselle Louise-Léontine-Jacqueline de Bourbon-Soissons, on a attendu quelque temps, au bout duquel M. le comte de Mattan, procureur de M. le comte de Matignon, est venu prier Mgr. le gouverneur de vouloir bien suspendre encore un peu de temps, parce que l'on travaillait à mettre en état ce que l'on avait à représenter.

Mad. de Lesdiguières, et M. de Matignon font des protestations et se retirent.

Après quoi, et une heure s'étant encore écoulée, les procureurs susdits sont venus avec les avocats, et étant tous allés sur l'estrade où Messieurs les procureurs avaient accoutumé de prendre leur place, le sieur Terrasson, avocat de Madame la duchesse de Lesdiguières, a lu un écrit contenant des protestations au nom de cette Dame et de M. le comte de Matignon, avec une déclaration qu'ils se retiraient et ne voulaient *plus suivre en cause*.

Mademoiselle de Bourbon de même.

Le sieur avocat Tribolet, au nom qu'il agit, a déclaré qu'il ad-



1707

hérait à ce qui venait d'être lu en tant qu'il ne préjudicie pas aux titres qui établissent le droit particulier de ma dite Damoiselle Louise-Léontine-Jacqueline de Bourbon.

Ensuite de quoi M. le procureur-général commençant à faire une autre protestation, les dits sieurs procureurs et avocats sont sortis de l'audience sans vouloir l'entendre, quoique interpellés de ce faire, et, nonobstant leur retraite, mon dit sieur le procureur-général a continué sa contreprotestation, à laquelle le sieur banneret, au nom du Petit et Grand Conseil de la ville et des maîtres-bourgeois de Valangin a adhéré, en ajoutant quelque chose de particulier aux dits Corps.

Contre-protestation de M. le procureur-général et de M. le banneret.

Après cela, le sieur Peyrol a représenté que le procédé inouï des trois prétendants du chef de la maison de Longueville qui ont lu cet écrit et qui y ont adhéré, fait voir que reconnaissant l'injustice de leur cause, ils aiment mieux l'abandonner que de la continuer, puisqu'ils n'ont aucun autre fondement légitime de se retirer que celui-là, comme on le peut voir par la procédure tenue jusqu'à présent. Néanmoins cette conduite singulière ne pouvant pas empêcher la décision du différend très important dont il s'agit entre S. M. le roi de Prusse et les autres hauts et illustres prétendants qui demeurent encore en cause, il requiert que la procédure soit fermée, et que jour soit assigné pour plaider et conclure.

Représentation de M. Peyrol au sujet de la retraite des prétendants Longueville.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard on a représenté que, comme ce qui vient d'arriver n'était pas attendu, et que l'importance de l'affaire dont il s'agit, aussi bien que la longueur de la procédure, exige que l'on ait un temps suffisant pour se préparer à plaider, il requerrait qu'il plût au souverain tribunal de lui accorder le terme de quinzaine pour ce sujet; et c'est aussi ce qui a été demandé de la part de Madame de Mailly.

Le prince de Montbéliard et Mad. de Mailly demandent un délai de quinze jours avant de commencer les plaidoiries.

Et de la part de M. le marquis d'Allègre on a représenté que, comme sa détention en Angleterre, d'où il n'est de retour à Paris que depuis quelques jours, ainsi qu'il en informe Mgr. le gouverneur et Messieurs du Conseil d'Etat par la lettre qui leur fut lue hier, l'ayant empêché d'agir comme il aurait fait sans cela, et le factum qu'il fait imprimer n'étant pas encore prêt pour se mettre en état de plaider, il prie le souverain tribunal de lui accorder un terme suffisant pour cela.

M. d'Allègre demande également un terme.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, le sieur Fortis, son avocat, a dit que, se voyant seul et abandonné des autres hauts et illustres prétendants qui (comme S. A. S.) tirent leurs droits de la maison de Longueville, il ne peut prendre aucun parti présentement que celui de demander un délai jusqu'à demain, non pour plaider, mais seulement pour se déterminer sur le parti qu'il aura à prendre.



1707

Sur toutes lesquelles choses Mgr. le gouverneur ayant demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre de consultation, et à leur retour ont dit et sentence :

Sentence qui renvoie la délibération à cinq jours.

„Qu'après avoir entendu la lecture de l'écrit présenté par les „sieurs Terrasson et De Fort, chargés de procuration de Messieurs „le Duc de Villeroy (agissant au nom de Madame la Duchesse de „Lesdiguières) et comte de Matignon, auquel écrit le sieur Tribolet „au nom qu'il agit a adhéré, en tant qu'il ne déroge point aux „droits particuliers de Mademoiselle Louise-Léontine-Jacqueline de „Bourbon, ils déclarent que, vu l'importance de cette affaire, ils „renvoient la délibération à mercredi prochain 5 de ce mois.

Et qui donne aux prétendants Châlons quinze jours pour l'expédition de la procédure.

„Et à l'égard des délais demandés par les avocats de S. A. S. „Mgr. le Prince de Montbéliard, par celui de Madame la marquise „de Mailly, et par celui de M. le marquis d'Ailègre, du chef de la „maison de Châlons, auxquels le sieur Fortis, avocat de S. A. S. „Mgr. le Prince de Carignan, est allé déclarer en chambre qu'il se „joignoit aussi, Messieurs des Trois Etats leur ont accordé dès „lundi prochain en quinze jours, qui sera le 17 de ce mois, pendant lequel temps on leur expédiera la procédure à la Chancellerie.“

Voici la teneur de l'écrit ou protestation qui fut présentée et lue aux Trois Etats le 1<sup>er</sup> octobre par le sieur Terrasson, et sur l'importance duquel les dits Etats avaient renvoyé de dire droit sur le 5 suivant. Et comme dans la suite cet écrit a été imprimé avec des réflexions, j'ai cru que, sans renvoyer plus loin, et pour ne pas séparer l'écrit des réfutations qui l'ont suivi, je devais les transcrire ici, d'autant plus que c'est une pièce importante et qui a été envoyée dans les pays étrangers, pour justifier la conduite du tribunal des Trois Etats. Voici la teneur de cet imprimé :

### RÉFLEXIONS

SUR UN ECRIT INTITULÉ : *Protestations faites par Madame la Duchesse douairière de Lesdiguières, par M. le Comte de Matignon, et par Madame Angélique-Cunegonde de Montmorency de Luxembourg, tutrice de Mademoiselle de Neufchâtel, sa fille aînée, donataire substituée de S. A. S. Madame la Duchesse de Nemours, Princesse souveraine de Neufchâtel et Vallangin*, lue à l'Audience de Messieurs des Trois Etats de Neufchâtel le 1<sup>er</sup> Octobre MDCCVII.

#### Protestations.

A MONSIEUR LE GOUVERNEUR ET  
A MESSIEURS DES TROIS ETATS.

*Messieurs,*

Nous avons crû comme héritiers de la Maison de Longueville,

#### Réflexions sur les Protestations.

La protestation de M. de Villeroy pour Madame de Lesdiguières, de M. de Matignon et de Madame de Soissons, est irrégulière et contre toutes les formes. Elle est contraire à l'ordre judiciaire, préjudiciable aux constitutions de l'Etat,



devoir nous rendre à Neuchâtel, après la mort de Madame la Duchesse de Nemours, pour succéder à la Souveraineté qu'elle possédoit, et qui étoit depuis 250 ans dans cette Maison. C'est pour cela qu'après avoir employé trois mois entiers à établir les droits du sang, et combattre les prétentions d'une Maison étrangère, nous avons lieu d'espérer que nos raisons seroient favorablement reçues, et qu'il ne resteroit d'autre difficulté, que de décider entre nous sur la prérogative de la ligne, ou sur la proximité du degré.

Cependant nous voyons avec douleur, qu'au mépris des Lois les plus saintes et les plus inviolablement observées dans cet Etat, on est résolu (a) à rompre le cours de la succession naturelle pour faire passer à un (b) Prince étranger ce qui n'appartient légitimement qu'à nous.

mouvements tumultueux de la passion et de l'intérêt. Téméraire et fausse insinuation que celle-là! Il n'est pas vrai qu'on ait travaillé à avancer les intérêts de Sa Majesté le Roi de Prusse par la voie du parti et de la faction. On n'a employé pour cela que les informations verbales et par écrit, et si elles ont produit quelque effet, c'est l'ouvrage des droits évidents de Sa Majesté et non pas de la négociation. Franchement ce trait des adversaires du Roi est bien injurieux à l'honneur et à la droiture de ceux qui composent le Souverain Conseil de Neuchâtel. Bien s'en prend que leur réputation ne dépend pas d'un coup de plume, lâché dans la mauvaise humeur, et qu'ils sont connus pour des magistrats intègres et inaccessibles à la corruption et aux mauvaises voies. Supposé même qu'on pût dire de ces juges qu'ils eussent quelque penchant par ce qui leur est apparu jusques ici, à condamner les Prétendants françois qui tirent leurs droits de la Maison de Longueville, qu'en pourroient-ils, ces juges? Pourroit-on leur imputer quelque chose? Dépend-il d'eux de trouver bonnes des prétentions qui sont mauvaises et destituées de justice et de fondement? D'ailleurs, tant que des juges n'ont pas prononcé définitivement sur le fond de la contestation, comment peut-on dire qu'ils *sont résolus* à condamner? Il faut que la partie qui tient ce langage ait bien mauvaise opinion de sa cause. Si l'on a des preuves d'une partialité ouverte, que ne les a-t-on récusés? et si l'on n'en a aucune preuve, pourquoi parler par cœur, chimériquement et en l'air? Est-il permis de compromettre ainsi avec tant de témérité leur probité dans le monde?

b. C'est là une proposition hazardée à l'aventure. Il seroit inutile de la re-

injurieuse au Tribunal et attentatoire à la puissance publique, à l'autorité souveraine et à la compétence des Trois Etats. On y remarque quatre chefs principaux.

I. Faction formée contre les Prétendants françois.

II. Impunité d'un avocat domestique de Son Excellence M. le Comte de Metternich qui avoit insulté un autre avocat à l'audience.

III. Collusion entre la Ville de Neuchâtel et la Bourgeoisie de Valangin.

IV. Contrariété entre les sentences qui ont été rendues.

Ce sont là les quatre chefs qui font le fondement ou plutôt le prétexte de la protestation. On va montrer que ces moyens sont supposés, frivoles et illusoires.

#### PREMIER CHEF.

a Si l'on en croit les auteurs de la protestation, il y a une conjuration formée, et un complot lié contre eux. Voilà ce que signifient en bon françois cet article et le suivant. Un étranger qui ignorera ce qui s'est passé et se passe encore à Neuchâtel, se fera l'idée, en les lisant, d'un peuple et de juges emportés par la cabale et livrés aux



1707

lever en cette occasion et de prouver que les droits de Sa Majesté le Roi de Prusse sur la pleine Souveraineté de Neuchâtel et Vallangin sont clairs et incontestables. Plusieurs Mémoires qui ont été publiés au nom de ce monarque ont justifié cette vérité de la manière la plus éclatante et la plus authentique.

Si ces résolutions étoient moins certaines et moins publiques, nous pourrions encore conserver quelque espérance dans l'attente de la décision. Mais ce qui s'est passé ici depuis quelque temps, ne laisse plus la chose douteuse. On ne sçait que trop les ressorts et les mouvements (c) qui vont à étouffer la bonne cause, et dont on veut bien, par égard pour le Tribunal, ne point s'expliquer.

On ne rappellera pas non plus l'excès d'indulgence (d) dont on a usé pour un des agents de S. A. Electorale, lequel ayant eu l'insolence de menacer publiquement de coups de bâton l'avocat d'un des Prétendants françois dans les fonctions mêmes de son ministère, n'a été condamné, **pour bonnes considérations**, (ce sont les propres termes de la sentence) qu'à s'épargner la peine de venir au Tribunal.

avocats occupant en l'audience, ou à être interdit du Tribunal. Voilà la sentence. Les auteurs de la protestation, pour être sincères, ne devoient pas la tronquer. Il falloit même informer le public et toute l'Europe que Son Excellence, usant de l'autorité que le droit des gens lui donne sur ses domestiques, a enchéri sur la sentence en question en désavouant publiquement son avocat et en l'obligeant à se retirer sur-le-champ de l'Etat de Neuchâtel. La conduite de cet ambassadeur peut-elle être plus sage, plus juste, plus édifiante? Il châtie de toute son indignation l'emportement indiscret de cet avocat; Que pouvoit-on désirer davantage? De bonne foi y a-t-il là matière à protestation? Mais enfin n'importe à quel prix, les adversaires de Sa Majesté vouloient protester, et les prétextes les plus frivoles en sont pour eux des sujets légitimes.

Au reste il n'y a pas de quoi noter ces mots *pour bonnes considérations* en lettres majuscules. Ces termes ont été mis dans la sentence très sagement et par meure délibération. Car comme l'avocat françois qui s'étoit attiré ces menaces par la manière peu respectueuse dont il parloit de M. le comte de Metternich, n'étoit condamné à aucune satisfaction particulière envers cet ambassadeur, il a fallu sans doute de *bonnes considérations* pour infliger à l'avocat de Sa Majesté la peine dont on vient de parler.

c. Grand sujet de récrimination contre les Prétendants françois! Y-a-t-il aucune manœuvre au dedans et au dehors qu'ils n'ayent mis en usage pour venir à leurs fins? Voilà comment est fait le cœur de l'homme. On juge ordinairement d'autrui par soi-même, et parce que l'on se sert de certains moyens, l'on croit les autres capables de s'en servir. Lorsque les Prétendants françois ont vu, *que les ressorts et les mouvements* qu'ils ont mis en œuvre ne pourroient pas triompher de la bonne cause de S. M. ils ont pris adroitement le parti de reprocher à son ministre les manœuvres qu'ils ont eux-mêmes inutilement employées et qui ne sont que trop connues dans le monde.

## SECOND CHEF.

(d) Quand on rapporte des faits, surtout des faits publics, il faut le faire fidèlement et ne les pas déguiser. Il n'est pas vrai que cet avocat de Son Excellence n'ait été condamné *qu'à s'épargner la peine de venir au Tribunal*. Car il fut condamné ou à demander pardon à Mr. le gouverneur et à MM. des Trois Etats et à faire des excuses à l'avocat insulté, même aux autres



1707

## TROISIÈME CHEF.

Il seroit inutile aussi de se plaindre de l'affectation (e) avec laquelle on a excité et fait paroître hier à l'audience, après une délibération prise de concert avec la ville, les prétendus (f) députés de Vallangin, pour demander un prompt jugement dans une conjoncture que l'on croyoit favorable au parti que l'on affectionne.

contre ceux à qui ils attribuoient gratuitement de chercher des délais et le retardement du jugement définitif? Etrange révolution de sentiments et de conduite! Ceux qui reprochoient aux autres de chercher les longueurs sont ceux-là mêmes qui se scandalisent des remontrances qui tendent à les éviter. Encore une fois, qu'y a-t-il de si juste que la réquisition de la ville de Neuchâtel et de la Bourgeoisie de Vallangin? Il y a tantôt quatre mois que la vacance du trône dure. Pendant cet interrègne, les gens uniquement attentifs à la cause publique de la patrie négligent les affaires partibulières. Il est même à craindre que les renvois et les longueurs n'échauffent enfin les cœurs et ne fassent naître des mouvements. D'ailleurs comme ceux de Vallangin et les autres Communautés du Pays soutiennent de grands frais par l'entretien des députés qui assistent de leur part à l'Assemblée des Trois Etats, il étoit très naturel et même très nécessaire de prier le Tribunal d'accélérer la fin de l'interrègne. Certainement il faut prendre à tâche d'empoisonner les meilleures choses pour rendre suspecte et odieuse une démarche si louable et si prudente.

(f) Cette épithète de *prétendus* ne convient nullement aux députés de Vallangin, et c'est avoir une grande envie de disputer que de leur contester leur caractère. Chacun sçait qu'ils sont réellement et véritablement Commis et Envoyés aux fins que dessus par leurs Constituants, dont ils sont munis de procurations et de pleins-pouvoirs, et nier leur qualité, c'est démentir la notoriété publique.

Le motif de ces démarches n'est pas équivoque; mais ce qui achève de persuader que tout est déclaré contre les héritiers du sang, c'est la sentence (g) que vous rendîtes hier, par laquelle vous les obligez sur-le-champ à faire toutes leurs restrictions en preuves, à peine d'être forclos, quoique la sentence qui précédoit immédiatement celle-là portât seulement qu'ils pourroient le faire ce jour là et qu'elle ne menaçât point de forclusion.

tantances, n'est-ce pas statuer que, ce terme expiré, il n'y a plus de production à faire et qu'on en est forclos? S'il en étoit autrement et que l'expiration des termes et des délais portés par la Loi n'emportât pas la peine de forclusion

(e) Il n'y a là aucune *affectation*, et la collusion que cet article introduit entre la ville de Neuchâtel et la bourgeoisie de Vallangin est un fait chimérique et des plus mal imaginés. Dans le fond il n'y a rien de plus raisonnable que cette remontrance. On en atteste la conscience du public. A-t-on fait autre chose en cela que se conformer aux plaintes qui ont été faites plusieurs fois à l'audience de la part de MM. de Villeroy et de Matignon

## QUATRIÈME CHEF.

(g) La sentence de *forclusion* qui fut rendue le 30 Septembre est très conforme à la Loi du pays et à la sentence du 27 du même mois.

La Loi ordonne que toutes les productions doivent se faire pendant le cours de trois Audiences, comme on peut le voir dans l'Article VI du nouveau règlement. Ainsi les Prétendants françois ayant vagué à produire les 24 et 27 Septembre, dès là l'Audience du 30 étoit, selon la Loi, leur dernière instance de production. Or quand la Loi statue que toutes les productions se feront dans le cours de trois ins-



1707

contre ceux qui les négligent, les Lois seroient frustratoires et inutiles; et comme il ne reviendrait aucun préjudice de leur inobservation, les observeroit qui voudroit. La Sentence de *forclusion* du 30 Septembre est donc très conforme à la Loi. Quiconque n'obtempère pas à la Loi est déchu et débouté du bénéfice de la Loi.

Cette même Sentence du 30 est très conforme aussi à celle du 27. Que dit cette dernière? Elle porte *qu'entre ci et vendredi prochain (30 Sept.) toutes les parties se pourvoiront de tous les Titres, pièces et actes dont elles prétendent se servir, afin que le dit jour elles puissent faire une entière et finale restriction à leurs preuves.* Ils ont si bien acquiescé à cette Sentence, que le vendredi ils entrèrent en exécution de ce Jugement interlocutoire.

Cela étant ainsi, cette Sentence du 27 ne préjuge-t-elle pas clairement qu'au terme marqué ils seroient dans l'engagement indispensable ou de faire leur restriction finale ou de renoncer à leurs preuves et d'en être forclos? C'est aussi ce que MM. des Trois Etats ont nettement expliqué, en déclarant le 30: *Que conformément à leur Sentence du 27 les hauts et illustres Prétendants qui tirent leurs droits de la Maison de Longueville doivent présentement faire leur restriction finale, à peine d'être forclos.*

Par là MM. des Trois Etats ne prétendent pas prononcer un Jugement nouveau; ils ne font que statuer, disent-ils, en conformité de leur dernière Sentence, d'où il paroît évidemment que les Jugements interlocutoires des 27 et 30 Septembre sont confirmatifs l'un de l'autre, qu'ils se soutiennent mutuellement, et qu'on n'a pu acquiescer à l'un, qu'on n'acquiesce en même temps à l'autre.

La peine de *forclusion* est donc tacitement et virtuellement renfermée et dans la Loi et dans la Sentence du 27 Septembre.

Une précipitation si peu préparée (*h*) par vos Jugements précédents ne nous laisse pas douter que vous n'ayez voulu confondre dans un même jour et par un même acte les restrictions en preuve de toutes les parties, pour fournir un titre à S. A. E. contre la demande que nous avions formée (*i*) pour la séparation des causes et que nous avons renouvelée par quatre fois différentes devant vous, sans que vous ayez jugé à propos d'y statuer.

(*h*) Après ce qui vient d'être dit, comment peut-on appeler la Sentence du 30 *une précipitation peu préparée par les Jugements précédents*? Avec quelle couleur a-t-on osé dire ci-dessus que la même Sentence les oblige à faire sur-le-champ leurs restrictions en preuve? N'y avoit-il pas trois jours que par la Sentence du 27 ils étoient ou devoient être préparés à faire le 30 leur restriction finale. Et même le jour venu MM. des Trois Etats, par un effet de leur condescendance, ne leur donnèrent-ils pas délai jusqu'au lendemain 1 d'Octobre, pour exécuter la Sentence et finir leurs preuves? Tout cela sent-il le jugement précipité? Est-ce là obliger les gens à faire *sur-le-champ* leur restriction finale?

(*i*) Les Prétendants de Longueville n'ont point proprement été demandeurs en séparation d'actions; mais ils ont simplement défendu à la cumulation qui en a été demandée de la part de Sa Majesté; de sorte que c'est à la demande de ce monarque qu'il a été supersédé de statuer et non pas à celle de MM. de Villeroy et de Matignon. Au surplus il n'est pas pardonnable aux auteurs de la protestation de charger MM. des Trois Etats d'avoir voulu ici par connivence *fournir un titre* à S. M. contre la séparation des actions. On ne peut rien dire de plus outrageant à un juge, et c'est ne l'accuser pas moins que de prévarication. Mais on aura occasion de relever tantôt encore une pareille indignité.



Toutes ces circonstances nous forcent malgré nous à ne point acquiescer à votre Sentence d'hier, parce que par là nous commencerions à confondre nos droits avec ceux des ayants cause de la Maison de Châlons, et que nous avons autant d'intérêt d'éviter cette confusion de causes (k) que S. A. E. en a peut-être de la souhaiter.

D'autant plus même que cette Sentence (l) ne s'accorde pas avec celles du 17, 19 et 23 du même mois, par lesquelles les héritiers de la Maison de Longueville n'ont point été mêlés quant à la production avec ceux de la Maison de Châlons.

Oui, il n'y a que ceux qui les ignorent qui puissent honnêtement sur leur parole se persuader qu'il y a un conflit et une contrariété entre elles, et qu'elles se détruisent les unes les autres.

Il est donc nécessaire d'édifier là-dessus le public, et de faire voir que toutes ces Sentences sont d'un système de justice des plus consonnantes et des mieux liés, et qu'il n'y en a aucune, non seulement qui dispense les Prétendants-Longueville de produire en leur rang, mais qui ne préjuge que leurs productions seront jointes et mêlées dans le même acte du procès, afin d'en faire un corps complet de procédures sur toutes les demandes et réquisitions respectives des parties. On doit cette apologie à la justice exacte de MM. des Trois Etats. Il est convenable d'examiner ces Sentences et de faire voir les rapports qu'elles ont entre elles.

Comme il fut question de commencer l'instruction du procès et que les parties ne pouvoient pas toutes produire en même temps et à la fois, il fallut nécessairement établir un ordre dans les productions et ordonner qu'on y procéderoit les uns après les autres. A cause de cela Messieurs des Trois Etats déclarent le 10 Septembre *qu'ayant entendu les oppositions respectives aux demandes d'investiture de tous les avocats des hauts et illustres Prétendants, et leurs réquisitions d'être appointés en preuves pour l'établissement du droit de chacun d'eux, ils donnoient par Sentence, qu'afin d'obtenir et garder un ordre convenable dans la procédure, S. M. le Roi de Prusse et les autres qui tirent leurs droits de la maison de Châlons, sont appointés en preuve et produiront les premiers leurs Titres, Actes et Documents pour la vérification de leurs droits respectifs.*

Les fondements de cette Sentence sont d'une justice si sensible et si évidente, qu'il seroit superflu de s'y arrêter : seulement faut-il regarder qu'il est dit que ceux qui tirent leurs droits de la Maison de Châlons produiront les **premiers**. Ce mot de premier est un *terme* d'ordre qui suppose qu'il y auroit des seconds, des troisièmes, etc., qui produiroient à leur tour. Voilà déjà une Sentence qui n'est pas opposée à celle du 30. Au contraire, elle y a un parfait rapport.

La Sentence du 17 suit le même esprit et est aussi rendue dans la supposition que les Prétendants-Longueville joindroient et mêleroient leur production

(k) Vain prétexte de protester que la cumulation ou la division des actions ! Qu'elles soient séparées ou cumulées, cela ne change pas le mérite du droit des parties, et leur cause en est toujours la même. Aussi quand de la part de S. M. on a insté à la cumulation, on ne l'a fait qu'afin de s'accommoder à l'usage constamment établi en pareil cas, et qu'il ne fût pas dit dans le monde qu'on eût suivi dans la cause de ce monarque des règles différentes de celles que l'on observe en ce Pays dans les actions et demandes en mise en possession et investiture. Il n'étoit pas juste qu'on distinguât le Roi, et qu'il fût fait pour lui une Loi particulière.

(l) Pour croire que les Sentences des 17, 19 et 23 Septembre ne s'accordent pas avec celle du 30 du même mois, il faudroit qu'elles ne fussent jamais ni connues ni veues de personne.



1707

dans la même procédure; car après qu'ils ont été admis à produire comme défendeurs et par exception contre la Maison de Châlons, la Sentence finit en ces mots : *MM. des Trois Etats se réservent au surplus de juger ci-après sur les difficultés qui pourroient se susciter au regard des plus amples productions.*

Par ces plus amples productions il faut entendre les productions que les Prétendants qui tirent leurs droits de la Maison de Longueville doivent faire comme demandeurs pour l'établissement de leurs prétentions, ainsi que cela est expliqué dans la Sentence du 19, dont voici les dernières paroles : *Messieurs des Trois Etats se réservent de juger, au cas qu'ils en soient requis, si les hauts et illustres Prétendants de la Maison de Longueville ne seront pas obligés de produire aussi tout ce qu'ils auront pour l'établissement de leurs droits, suivant la réserve déjà portée dans la dernière Sentence.* C'est celle du 17.

Quand on examine ces deux Sentences du 17 et 19 Septembre, y trouve-t-on un seul mot qui dispense les Prétendants-Longueville de joindre et mêler leurs productions au procès pour la justification de leurs droits ou seulement qui répugne le moins du monde à la Sentence du 30? Bien loin de cela, ce sont deux Jugements préparatoires de celui contre lequel ils déclament avec tant de bruit.

Mais ce qui prouve dans le plus haut degré d'évidence qu'ils doivent cumuler leurs productions avec celles des autres Prétendants, c'est la Sentence même du 23 Septembre qu'ils prétendent leur être favorable. En voici la teneur : *MM. des Trois Etats mettant en considération que les hauts et illustres Prétendants qui tirent leurs droits de la Maison de Longueville, en demandant l'investiture, ont requis d'être appointés en preuves, ils doivent faire toutes leurs productions pour la vérification et l'établissement de leurs droits dans les deux instances suivantes, si la première ne suffit pas : après quoi, et la procédure étant en état et fermée, mes dits Sieurs des Trois Etats se réservent de juger des autres questions.* Ces autres questions, pour dire ceci en passant, sont en particulier de savoir si l'on jugera de toutes les prétentions conjointement et par un seul jugement ou séparément et par des Sentences différentes.

Or la critique la plus sévère est-elle capable de trouver que les Sentences du 23 et du 30 Septembre ne s'accordent pas entr'elles? Ne sont elles pas au contraire si consonnantes que l'une n'est proprement que le patron et le modèle de l'autre? On dira plus; dès que les Prétendants français qui tirent leurs droits de la Maison de Longueville ont eu acquiescé à cette Sentence du 23 et qu'ils ont même commencé à l'exécuter pendant quelques Audiences, il ne leur a plus été permis de reculer. N'y eût-il que cette seule Sentence, elle leur impose la nécessité de joindre et de cumuler leurs preuves concurremment dans une même procédure. S'écarter de ces règles et protester contre des jugements souverains, sous le vain prétexte d'une contrariété en idée, c'est résister au dispositif des Sentences acquiescées, ne garder aucune mesure, et rompre en visière au Tribunal dépositaire de la Souveraineté.

Dans une situation si triste, ne pouvant regarder cette dernière Sentence que comme un piège (m) pour rendre inutiles les premières, et nous conduire insensiblement à une confusion d'actions, à laquelle nous nous sommes toujours opposés, et sur lesquelles, malgré toutes nos instances on n'a jamais

(m) On voit bien des parties plaignantes se reprocher entr'elles de se dresser des pièges; mais qu'une partie en accuse son Juge, le mot est fort. Il n'y a que le chagrin d'une mauvaise cause qui puisse arracher des propos si durs et si offensants contre des Juges intègres et incapables de trahir leur devoir. Si les Trois Etats par une timide et aveugle complaisance avoient prononcé autrement, ils auroient violé



voulu (n) prononcer définitivement; nous ne voyons d'autre parti à prendre que celui de nous retirer, sans attendre un jugement définitif, auquel nous prévoyons bien que les recommandations mendiées (o) et réunies de plusieurs Puissances auront plus de part que les règles ordinaires de la Justice.

(n) On abuse le public lorsqu'on informe que les Trois Etats ont refusé de statuer sur la cumulation ou la séparation des demandes. Ils ont seulement renvoyé d'y statuer jusques après la clôture de la procédure, comme cela a été arrêté par Sentences acquiescées, et notamment par celle du 23 Septembre. Mais supposé même qu'on eût prononcé pour la cumulation, Messieurs des Trois Etats se seroient conformés en cela à la nature de la contestation, à l'état particulier du procès et aux errements de la cause.

(o) Les Prétendants françois n'ont pas bonne grâce de parler de recommandations mendiées des Puissances. Ne sont ce pas eux-mêmes qui y ont eu recours? Ne sait-on pas que M. le marquis de Puysieux débuta d'abord par écrire une lettre aux Quatre Cantons alliés de l'Etat de Neuchâtel, dans laquelle ce Ministre de France ne menace pas moins ce Pays que d'hostilités et de contributions, au cas qu'on ne défère pas la Souveraineté à un Prétendant françois? Les lettres de l'Empereur, de la Reine de la Grande-Bretagne, du Roi de Suède et de Leurs Hautes Puissances ne sont venues qu'après les menaces de M. l'ambassadeur de France. Peut-on trouver mauvais que les hauts Alliés de Sa Majesté le Roi de Prusse, prévoyant l'intervention de la France en faveur des Prétendants françois, aient pris les mesures nécessaires pour appuyer la cause de ce Monarque et opposer, le cas arrivant, intervention à intervention?

Mais en nous retirant nous nous croyons bien fondés de protester comme nous faisons dans la meilleure forme qu'il se peut, de nullité contre la Sentence qui fut rendue hier et contre toutes celles qui pourront se rendre dans la suite au préjudice de nos droits; priant tous les assistants d'être témoins de la présente protestation et de se souvenir que les héritiers de la Maison de Longueville, dont les auteurs ont possédé (p) pendant plus de 250 ans cette Souveraineté, sont obligés de se retirer pour faire place à un étranger; (q) requérant en outre que la même protestation soit écrite et insérée

les règles de l'ordre judiciaire et donné eux-mêmes *dans le piège* que leur tenoient les adversaires de Sa Majesté: car comme les Prétendants à la Souveraineté sont tous respectivement entr'eux demandeurs et défendeurs, il falloit nécessairement que chacun d'eux fit successivement ses productions et sa restriction en preuves, et qu'ensuite par un seul jugement l'investiture de la Souveraineté fût donnée à l'un exclusivement à tous les autres.

(p) Quelle possession que celle-là! Une possession sans titre, contre le gré des Princes de Châlons, et sans investiture de la part des Seigneurs suzerains; une possession *decrétale*, qui n'opère d'autre droit que ce qu'on appelle en ce Pays une simple mise en possession; possession troublée par des Traités de paix, par des Edits de pacification, par des Réintégrandes et même par des Arrêts rendus en divers temps et en différents Tribunaux. Une possession (si tant est que la procédure de 1458 de l'Official de Besançon ne soit pas une pièce supposée et postiche) décrétée par un Juge notoirement incompétent, comme on le fera voir dans un Ecrit séparé. Une possession enfin dont le jugement, surtout quant au pétitoire, a été renvoyé à l'Empereur. Voilà la possession ou plutôt la détention qu'on fait sonner si haut.



1707 dans le Registre manuel des Trois Etats. Fait à Neufchâtel le premier d'Octobre mille sept cents et sept.

sont intrus dans l'ancien patrimoine de la Maison de Châtons et que la nécessité des temps et le désastre des conjonctures ont maintenu dans leur intrusion pendant une longue suite d'années. Deux siècles de détention ne légitiment pas leur possession. Ils ne font qu'en aggraver le vice.

Nous Louys Nicolas de Neufville, Duc de Villeroy, au nom de Madame la Duchesse Douairière de Lesdiguières, et nous Jaques de Matignon, Chevalier des Ordres du Roi, donnons pouvoir aux Sieurs Terrasson et de Fort, nos avocats, d'aller aujourd'hui dans le grand poile du Château de Neufchâtel, lire ou faire lire en pleine Assemblée les présentes protestations. Fait le susdit jour premier Octobre mil sept cents sept.

(Signé)

LOUYS NICOLAS DE NEUFVILLE,  
Duc de Villeroy.

JAQUES DE MATIGNON.

Nous soussignés, avocats de M. le Duc de Villeroy et de M. le Comte de Matignon, certifions que ce jourd'hui premier Octobre mille sept cents sept, nous nous sommes transportés au grand poile du Château de Neufchâtel, où nous avons fait lecture des protestations et déclarations ci-dessus, dont nous avons laissé le double en pleine Assemblée, et en présence des témoins ci-dessous.

(Signés)

TERRASSON pour M. le Duc  
de Villeroy.

DE FORT, avocat de M. le  
Comte de Matignon.

(q) Ceux-là sont *étrangers* qui, au mépris des Lois les plus saintes et les plus inviolables des investitures, se

#### CONCLUSION.

Voilà à quoi se réduit la protestation que Messieurs de Villeroy et de Matignon ont eu le soin de faire imprimer et de répandre dans tout le Pays et dans les Etats voisins. Pièce rare s'il en fut jamais! De quel mépris, de quelle indignité n'est-elle pas pleine contre ceux qui sont appelés à la judicature dans cette importante affaire? Si les après-venants n'avoient d'autre relation que celle-là des événements de nos jours, s'ils n'en étoient instruits que par la déclamation odieuse, suspecte et outrée de cette protestation, ils se feroient un tableau bien hideux des magistrats d'aujourd'hui. Mais quand ils verront par ce récit fidèle et sincère la vérité vengée de la calomnie et les droits de S. M. le Roi de Prusse établis sur des fondements inébranlables dans les écrits qui leur seront transmis; alors cette postérité aura peine à digérer l'affront fait à la Compagnie souveraine, qui aura rendu aux Peuples leur Souverain légitime, et procuré à l'Etat son plus solide bonheur.

Le but de cette protestation est de rendre odieux les magistrats, de soulever les peuples et de les porter, s'il se pouvoit, à s'opposer à la reconnaissance de Sa Majesté pour leur Souverain. A cela on a joint tout ce que la ruse et l'artifice ont pu fournir de plus propre à produire cet effet. Les menaces et les promesses ont été employées tour à tour. Des émissaires envoyés dans plusieurs Corps et Communautés du Pays ont tâché de surprendre leur crédulité et de leur inspirer la révolte et la sédition. Les larmes d'un des Prétendants françois dans sa retraite, ses saisissements de cœur étudiés, ses complaints adressées aux Peuples à



1707

Nous Angélique-Cunégonde de Montmorency de Luxembourg, tutrice de Mademoiselle de Neufchâtel notre fille, donnons pouvoir au Sieur Tribolet, avocat, d'adhérer à la présente protestation en tout ce qu'elle ne pourra nuire ni préjudicier à notre dite fille, et de se transporter à cet effet dans le grand poile du Château de Neufchâtel pour faire publiquement cette déclaration. Fait à Neufchâtel le premier d'Octobre 1707.

(Signé)

ANGÉLIQUE-CUNÉGONDE DE  
MONTMORENCY-LUXEMBOURG.

Noussoussigné avocat, certifions que nous nous sommes transporté avec Messieurs Terrasson et De Fort au grand poile du Château de Neufchâtel, et qu'après la lecture de la présente déclaration nous avons déclaré que nous y adhérons pour ma dite Dame de Neufchâtel, au nom qu'elle procède, en ce qu'elle ne lui pourra nuire ni préjudicier. Fait à Neufchâtel ce premier Octobre 1707.

(Signé) TRIBOLET.

#### Dix-septième Assemblée des Trois-Etats.

Du 5 octobre 1707.

Ensuite du renvoi pour délibérer porté par la sentence de Messieurs des Trois Etats du 1<sup>er</sup> de ce mois, ils se sont assemblés, et et ayant pris séance sous la présidence de Mgr. le gouverneur, il leur a dit que comme ils renvoyèrent samedi dernier à délibérer aujourd'hui sur ce qui se passa alors devant eux, il continuait à leur demander jugement là-dessus. C'est pourquoi, étant entrés en

son passage : tout cela a été mis en œuvre pour arriver à la même fin. Mais tous ces artifices n'ont pu ni ébranler le courage des peuples, ni les débaucher de la soumission qu'ils doivent à leurs supérieurs, ni légitimer la protestation; et il sera étonnant dans tous les âges et tant qu'il y aura de l'ordre et de la police dans le monde, qu'après avoir contesté en cause devant un Tribunal; fait des productions tant en demandant qu'en défendant; acquiescé à toutes les Sentences interlocutoires rendues durant l'instruction du procès; reconnu la compétence des Juges par tant d'actes réitérés et différents; chevé et mis l'instance en état, M. de Villeroy, M. de Matignon et Madame de Soissons viennent après toutes ces choses, sans attendre la Sentence définitive, protester de nullité contre les Jugements d'un Tribunal qu'ils ont tant de fois reconnu et appelé souverain. Cette conduite est un renversement total de l'ordre judiciaire et de la sûreté publique. Aussi au défaut de bonnes raisons, l'avocat qui lut cet écrit à l'Audience pensa y suppléer par les accents d'une voix plaintive et dolente. Mais ces airs affectés n'ont pu donner aucun mérite à la protestation, et c'est très méritoirement que MM. des Trois Etats, par Sentence du 5 Octobre 1707, l'ont mise à néant dans tout son contenu, comme contenant des faits injurieux au Tribunal et contraires au dévis de la procédure, aux droits et libertés du Pays et à la compétence et autorité des Trois Etats qui sont les Juges naturels et incontestables, lorsqu'il s'agit de la succession à la Souveraineté. Ce sont les termes de la Sentence.

Les Trois-Etats mettent à néant les protestations des prétendants Longueville.



1707

en chambre de consultation, à leur retour ils ont donné par sentence ce qui est souligné ci-dessus à la fin des réflexions sur les protestations; mais, au surplus, ils ont ajouté que par l'anéantissement du dit écrit (c'est la protestation), regardant comme inutiles et non nécessaires d'être enregistrées les contreprotestations de M. le procureur-général et du sieur banneret de la ville, ils déclarent qu'elles ne le seront pas, non plus que le dit écrit.

S. M. T. C. qui n'ignorait pas la retraite de S. A. S. Mgr. le prince de Conti écrivit, une lettre datée du 5 octobre aux Quatre Cantons alliés de cet Etat, qui parvint à Mgr. le gouverneur le 11 du dit, dans laquelle il leur marquait entr'autres ce qui suit :

Extrait d'une  
lettre de Louis  
XIV aux Quatre  
Cantons.

Comme nous sçavons que nos sujets ont seuls le véritable droit de recueillir la succession de Neuchâtel, Nous nous assurons qu'étant aussi équitables que vous l'êtes, vous employerez avec plaisir vos offices pour exclure ceux dont la prétention n'est fondée sur aucun titre valable : Nous laissons à votre pénétration à juger des malheurs qu'ils pourroient attirer à cet Etat s'ils en devenoient les Maîtres, et Nous sommes persuadés que vous apporterez tous vos soins pour l'empêcher, etc., etc.

Départ des  
prétendants  
français de  
Neuchâtel.

Il n'y a pas d'apparence que M. le duc de Villeroy, ni M. le comte de Matignon, ni Madame de Soissons comptassent encore sur la protection du roi Louis XIV; car le premier était parti pour Paris dès le 3 septembre; M. le comte de Matignon partit avec son fils, le comte de Torigny, le lendemain 4, et Madame de Soissons avec sa fille le 5 du dit mois.

Mgr. le gouverneur avait aussi reçu un Mémoire de S. E. M. le marquis de Puisieulx, ambassadeur du Roi, avec une lettre particulière pour lui. Le Mémoire était adressé à *Messieurs le Gouverneur, au Conseil d'Etat et à celui de la Ville*. (On en verra le contenu plus bas). Mgr. le gouverneur ne put se dispenser d'en donner communication à Messieurs des Trois Etats, dès le lendemain de la réception du paquet, qui lui fut remis par M. de Sainte-Colombe.

#### Dix-huitième Assemblée des Trois-Etats.

Du 12 octobre 1707.

Les Trois-  
Etats sont con-  
voqués en  
chambre close.

Ensuite de la résolution prise hier en Conseil d'Etat, Mgr. le gouverneur ayant fait assembler Messieurs des Trois Etats, leur a exposé le motif pour lequel il les avait convoqués, qui était au sujet du susdit Mémoire, afin qu'ils délibérassent là-dessus, aussi bien que sur une lettre de LL. EE. de Berne, qui lui était adressée et à Mes dits sieurs des Trois Etats. Ceux-ci étant allés en chambre d'avis ont fait écrire la déclaration suivante :

Ils ne peuvent  
rien changer à  
leur sentence  
du 1 octobre.

„Messieurs des Trois Etats, sur le Mémoire mentionné ci-dessus,  
„déclarent qu'ils ne peuvent rien changer à la sentence rendue le  
„1<sup>er</sup> de ce mois en pleine audience et en présence des Parties,



„par laquelle ils se sont ajournés au 17 de ce mois, auquel jour, 1707  
 „si on le requiert, on en fera la lecture.

„Au surplus Messieurs des Trois Etats ont résolu qu'il sera fait  
 „réponse à LL. EE. de Berne pour les remercier de leur lettre, et  
 „que le projet en sera revu à la prochaine assemblée.“

La réponse que fit Mgr. le gouverneur à S. E. Mgr. l'ambassa- L'ambassadeur  
 deur de France, lui apprenant que les Trois Etats ne pouvaient de France se  
 rien changer à leur sentence du 1<sup>er</sup> octobre, S. E. se rendit à rend à Neuf-  
 Neuchâtel, pour y obtenir les délais qu'il demandait pour les pré- châtél.

### Dix-neuvième Assemblée des Trois-Etats.

Du 17 octobre 1707.

Messieurs des Trois Etats se sont assemblés; mais d'autant qu'on  
 a employé beaucoup de temps en Conseil d'Etat pour délibérer sur  
 diverses choses qui s'y sont présentées et en particulier touchant  
 l'audience que S. E. M. le marquis de Puisieulx, ambassadeur de  
 S. M. T. C. a demandé d'avoir aux Trois Etats, Mgr. le gouverneur  
 ayant pris son siège, et Messieurs des Trois Etats les leurs, il leur  
 a déclaré que comme il se fait tard, et qu'il est passé l'heure que  
 l'on a accoutumé de finir l'audience, il l'a renvoyée à demain à  
 huit heures du matin.

### Vingtième Assemblée des Trois-Etats.

Du 18 octobre 1707.

Mgr. le gouverneur et Messieurs des Trois Etats ayant pris leurs L'ambassadeur  
 sièges en la forme ordinaire, et S. E. M. le marquis de Puisieulx, de France est  
 ambassadeur de S. M. T. C., ayant été introduit à l'audience, (\*) introduit aux  
 après qu'il eut été assis à la droite de Mgr. le gouverneur, il lui a Trois-Etats.

Qu'il venoit là pour lui demander en premier lieu la réponse aux Mémoires Discours qu'il  
 qu'il avoit fait remettre au Conseil d'Etat et au Conseil de Ville, où ils ont été leur adresse.  
 lus; Qu'il n'avoit rien à y ajouter, sinon de faire observer que l'intention du  
 Roi son maître n'étoit pas d'intervertir en aucune manière l'ordre judiciaire sur  
 le fait concernant la succession à cette souveraineté, comme on le pouvoit voir  
 par la manière dont S. M. s'est expliquée dans les lettres qu'Elle a écrites aux  
 Cantons alliés de cet Etat, et par la neutralité dans laquelle Elle est demeurée  
 jusques à présent; qu'au contraire Elle s'étoit toujours attendue et s'attendoit  
 encore que cette affaire se décideroit suivant les coutumes et les lois fonda-  
 mentales de l'Etat, et conformément à une exacte justice, selon laquelle cette  
 succession ne pouvoit être déferée qu'à l'un des sujets de S. M., puisque ce  
 sont les seuls qui y ont de légitimes droits et prétentions.

(\*) Mgr. le gouverneur avoit envoyé deux conseillers d'état pour chercher  
 son Excellence l'ambassadeur, qui étoit logé dans la maison de M. le major de  
 Montmollin; il lui avoit envoyé son beau carrosse à quatre chevaux et sa livrée  
 habillée de neuf depuis peu. (Note de J.-F. Boyve.)



1707

Là-dessus Mgr. le gouverneur a répondu à Son Excellence qu'il remettrait ses mémoires à Messieurs des Trois Etats, afin qu'ils délibèrent sur leur contenu, et qu'il lui enverrait dans son logis ce que porterait la délibération.

Après quoi Son Excellence s'est retirée de l'audience.

Ensuite de cela, Mgr. le gouverneur a demandé à Messieurs des Trois Etats qu'ils délibérassent tant sur les dits mémoires que sur celui que lui avaient envoyé ce matin Messieurs de Stanian, envoyé extraordinaire d'Angleterre, et Runckel, secrétaire de LL. HH. PP. Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies.

Mais avant que Messieurs des Trois Etats soient allés en chambre, le sieur Peyrol, conseiller et avocat de S. M. le roi de Prusse, ayant demandé d'être entendu, a fait le plaidoyer suivant, qu'il a remis ensuite par écrit à la Chancellerie. Il contient :

Discours de  
l'avocat du roi  
de Prusse  
contre la de-  
mande de l'am-  
bassadeur de  
France.

Monseigneur le Gouverneur et Messieurs des Trois Etats,  
Comme je vois de la part de M. l'Ambassadeur de France qu'on vous a demandé une prolongation de délai, je suis obligé de vous déclarer que les intérêts de S. M. pour qui j'ai l'honneur d'occuper et de parler, et les ordres de S. E., ne me permettent pas d'y consentir, et je ne pense pas aussi que vous veuillez l'accorder.

Je n'ignore pas, Messieurs, les égards que vous avez et que je conviens que vous devez avoir pour la Couronne de France, et personne ne sauroit trouver mauvais qu'en toute autre occasion qu'en celle-ci, vous lui donnassiez des preuves de votre parfaite considération, et de votre déférence à ses désirs et à ceux de son Ministre.

Mais la nature de cette affaire, qui est une affaire de judicature, votre qualité de Juges, de Juges souverains, de Juges d'une intégrité à toute épreuve, de Juges appelés à connoître d'une cause de la plus haute importance, à laquelle toute l'Europe est attentive depuis longtemps, et dont la décision intéresse si essentiellement les Peuples et les divers Corps de l'Etat que vous représentez, tout cela, Messieurs, vous engage indispensablement à vous dépouiller plus que jamais de toute acception de personne, et de ne vous rendre sensibles à aucune considération qu'à celle de la justice.

Rien assurément n'est plus irrégulier que ce qu'on vous demande, ni plus extraordinaire que la manière dont on s'y prend pour l'obtenir.

A l'égard de la manière, qui est-ce qui ne seroit surpris de voir que, pour vous disposer à accorder un délai en faveur, ou plutôt un délai contre tout droit et toute raison, on commence par un traitement le plus injurieux et le plus outrageant qu'il soit possible de concevoir ?

On vous traite de Juges partiaux, gagnés et corrompus, de Juges intéressés et déclarés, qu'on peut désigner par le parti qu'ils ont embrassé, de Juges qui ont refusé de prononcer selon les lois et sur des réquisitions qui y étoient conformes, de Juges qui ont déjà rendu plusieurs sentences injustes, qui se sont par là frayé le chemin à une injustice criante, et à se déterminer pour un Prétendant qui n'a aucun droit valable, au préjudice de ceux qui, pour cela seul qu'ils sont Français, on soutient avoir seuls des prétentions légitimes.

A ces injures les plus graves, et qui doivent le plus vivement toucher des magistrats de votre caractère, on joint les menaces les plus fortes, et que l'on suppose les plus propres à vous effrayer; et l'on se flatte de vous avoir convenablement préparés par là à ne pouvoir refuser le passedroit que l'on sou-



haïte. Peut-on demander des grâces avec plus de hauteur et d'un air plus insultant ?

Les prières que les Princes font à leurs sujets sont appelées des prières impérieuses, *Preces imperativæ* ; mais l'on peut bien appeler celles-ci des *prières menaçantes*.

L'expérience qu'on a déjà faite, Messieurs, en plus d'une occasion de votre fermeté à observer les lois de la justice, et de votre inflexibilité à vous en laisser dévoyer par des voies pareilles à celles qu'on emploie aujourd'hui, devoit bien faire connoître le peu de succès qu'on en pouvoit attendre.

Mais dans le temps qu'on emploie des moyens si violents et si peu légitimes, qu'on envoie chercher Messieurs les Juges l'un après l'autre, qu'on les menace, eux et leur postérité, jusqu'à la troisième génération, des effets les plus terribles et les plus formidables du ressentiment d'un grand Prince irrité, n'a-t-on pas bonne grâce de reprocher des prétendues promesses faites et des espérances données de la part de S. M. le Roi de Prusse, comme des moyens de séductions ? Est-ce que des menaces, et des menaces de la nature de celles qu'on a fait et qu'on confirme encore par un nouveau mémoire, ces menaces sortant de la bouche d'un Ambassadeur lui-même, qui fait envisager le Roi, son maître, comme ayant la foudre à la main pour abîmer sans ressource les juges trop peu complaisants aux volontés de son Ministre, ne seroient pas sans comparaison des voies de corruption plus dangereuses et plus propres à faire écarter de la route de la justice des Juges dont l'intégrité pourroit être ébranlée ? Que pourroit-on mettre en usage de plus fort pour renverser, s'il étoit possible, la liberté des suffrages et assujettir despotiquement un tribunal souverain et indépendant ?

J'ai dit, Messieurs, que rien n'étoit plus irrégulier que la chose même qu'on vous demande. Il est certain, en effet, que ce délai est directement contraire à l'état de la procédure, à vos réglemens et sentences souveraines, destitué de tout prétexte raisonnable pour l'obtenir, préjudiciable aux droits des légitimes prétendants et aux intérêts de votre Etat.

1. La cause étant instruite depuis très longtemps, toutes les productions étant faites, les parties ayant obtenu des traites suffisantes prescrites par les lois pour établir leurs prétentions, ayant remis tous les titres qu'elles ont voulu employer, tant pour vérifier leurs droits que pour opposer à ceux des autres, la procédure se trouvant achevée, fermée et expédiée, il n'est plus temps de demander des délais, il ne reste plus que de conclure en cause et de prononcer définitivement.

2. Je dis que ce délai est contraire à vos réglemens et sentences souveraines. Déjà votre sentence du 27 septembre portoit qu'entre lors et vendredi prochain toutes les parties se pourvoieroient de tous les titres, pièces et actes dont elles prétendoient se servir, afin que le dit jour elles pussent faire une entière et finale restriction à leurs preuves. Cette sentence fut confirmée par celle du 30, avec cependant un délai jusqu'au lendemain, que vous accordâtes aux avocats de Madame de Lesdiguières et de M. de Matignon, pour en faire le rapport à leurs seigneurs constituants.

Ces Messieurs s'étant ensuite retirés et ayant déserté leur cause, il ne s'agissoit plus que de conclure entre les autres illustres Prétendants qui restoient, mais leurs avocats, à la réserve de celui de Sa Majesté qui s'y opposa fortement, ayant le 1er de ce mois demandé un délai de quinzaine, vous renvoyâtes, Messieurs, jusqu'au 17 de ce mois précisément. Il est même à considérer qu'en cela, Messieurs, vous avez, par un excès de bonté et d'indulgence pour nos adversaires, accordé un délai plus d'une fois au-delà de ce que porte la loi. (V. l'art. XII du Règlement de 1700.)

C'est donc une chose réglée et ordonnée souverainement. C'est à quoi nous devons nous tenir, et qu'il nous faut exécuter, à moins qu'on ne veuille se jouer



1707

ouvertement des lois et de vos sentences, et renverser la disposition des unes et des autres pour favoriser sa passion et son intérêt.

3. Il n'y a aucun prétexte raisonnable pour demander un nouveau délai, et l'on n'en allègue même aucun autre que celui qu'on fait assez clairement sentir; c'est-à-dire, afin que Messieurs les agents de Messieurs les Prétendants français qui avoient fait leurs productions et acquiescé à toutes vos sentences préparatoires et interlocutoires, et que la conviction seule de leur mauvaise cause a fait retirer, puissent, par d'autres voies que celles de la justice, établir leurs prétentions abandonnées.

4. Ce délai, Messieurs, ne sauroit être accordé sans causer un préjudice considérable aux autres illustres Prétendants, qui, après avoir vaqué plusieurs mois à établir la justice de leurs demandes, remis tous leurs titres, instruit leurs Juges, mis la cause en état d'être jugée, ne peuvent, sans donner atteinte à leurs droits, souffrir qu'on proroge le jugement par un nouveau délai, qui pourroit, par des événements imprévus, altérer et affaiblir la force et l'évidence de leurs preuves.

J'ai dit en dernier lieu que ce délai seroit préjudiciable aux intérêts de votre Etat et de vos Peuples. Ce ne seroit pas à moi proprement à relever cette considération, mais comme elle fortifie les autres, il me peut bien être permis de l'y joindre. Vous avez entendu les représentations qui vous ont été faites de la part de divers Corps de l'Etat pour vous supplier d'accélérer le plus qu'il se pourra le jugement d'Investiture, et de finir au plus tôt un interrègne de quatre mois, qui ne peut que leur être extrêmement à charge, dommageable et onéreux.

J'ajoute à toutes ces raisons, que le délai dont il s'agit ne peut être demandé de la part d'aucun des hauts et illustres Prétendants. Il ne le peut sans doute pas de la part de ceux qui se sont absentés et qui, après des protestations les plus injustes, les plus irrégulières, les plus frivoles et en même temps les plus injurieuses à ce souverain Tribunal, ont pris le parti de se retirer. Cette retraite et cette désertion volontaire, qui n'a eu d'autre principe que le désespoir de faire réussir une mauvaise cause; cet abandon, dis-je, si formellement déclaré et exécuté, ayant mis ces Prétendants entièrement hors de cause, s'étant par là forclos, déchus et déboutés pour toujours de plus rien prétendre et demander, personne ne peut plus être entendu à leur nom, ni être admis à demander aucune chose devant un tribunal qu'ils ont non-seulement déserté, mais outragé de la manière la plus indigne.

A l'égard des autres Prétendants qui restent, ils ne peuvent plus demander de délai; vous leur avez accordé celui qu'ils vous ont demandé, et même un plus long.

Mais, Messieurs, vous n'avez pas manqué d'observer, comment et en même temps qu'on vous demande ce délai de grâce, on veut vous faire la loi que vous devez suivre, vous imposer des conditions, vous prescrire la manière de juger, et en faveur de qui vous devez juger. On exige des assurances que vous donnerez ce délai, afin que les Prétendants français qui se sont retirés puissent établir leurs droits; que vous vous engagiez à juger séparément les droits de la Maison de Longueville de ceux de la Maison de Châlons. En un mot on vous fait entendre que vous devez juger en faveur d'un de ces Prétendants français à l'exclusion de tous les autres. On appelle cela garder une exacte impartialité et laisser à cette assemblée sa liberté toute entière. Peut-on traiter un Tribunal souverain et indépendant avec plus de fierté, d'indignité et de mépris? Le Parlement de Paris feroit-il cela au plus petit juge subalterne de son ressort? Où y a-t-il de prince juste et équitable qui voulût en agir ainsi à l'égard du moindre de ses sujets?



Enfin, Messieurs, ce n'est pas d'aujourd'hui que vous avez pu remarquer que nos adversaires se jouent et se moquent de votre Tribunal. Dès le commencement vous avez pu vous apercevoir, par les discours de quelques-uns de leurs avocats, qu'ils regardoient cet auguste lieu comme un théâtre, et que de cette cause, la plus importante et la plus sérieuse qu'il soit possible de concevoir, ils en ont voulu faire une espèce de comédie. Je laisse toutes ces plaisanteries mal placées qui ont excité quelquefois des ris involontaires, mais je ne puis ni ne saurais m'empêcher de réfléchir sur la feinte démonstration de douleur et de serrement de cœur, sur ces faux sanglots précurseurs des larmes qu'on appeloit au besoin pour émouvoir Messieurs les Juges (qu'on regardoit comme une Assemblée de femmes) à une compassion qu'on ne sentoît pas; en un mot, tout cet artifice scénique dont on a accompagné le libelle calomnieux qui vous fut laissé le 1<sup>er</sup> de ce mois.

Mais, surtout, qui seroit tranquille et sans indignation à la vue de ce qui se passe aujourd'hui, en considérant que ces Messieurs, abandonnant ce ton plaintif et dolent qui leur a été inutile, prennent maintenant le ton hautain et menaçant pour intimider des Juges qu'il ne leur a pas été possible d'attendrir.

Je n'ai pas lieu de craindre que cette dernière ressource d'une cause perdue, *ultimum causæ laborantis vel potius lapsæ subsidium*, réussisse sur vos esprits, et que l'on puisse vous porter à renverser la disposition de vos lois, le contenu de vos sentences, le devis de la procédure, à favoriser les voies de corruption, de chicane et d'injustice qu'on prépare, à préjudicier aux droits des Parties et fermer l'oreille aux désirs et aux besoins de vos Peuples qui souffrent par cet interrègne. Ainsi je demande et je vous requiers, Messieurs, que sans autre délai vous ordonniez la conclusion de la cause.

Après le plaidoyer ci-dessus du sieur Peyrol, on a déclaré de la part de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard que, pour ce qui concerne le délai demandé, on se remet à ce que Messieurs des Trois Etats jugeront à propos d'ordonner.

Le prince de Montbéliard s'en rapporte pour le délai à la volonté du tribunal.

De la part de Madame la marquise de Mailly, le sieur Pohait, son avocat, a dit, qu'à l'égard du délai dont il s'agit, il n'y oppose pas, puisque, quand le Roi parle, les sujets doivent se taire et ses ennemis trembler.

Mad. de Mailly de même.

De la part de M. le marquis d'Allègre, le sieur Verdelhan, son procureur et avocat, a adhéré à ce qu'a dit le sieur Pohait.

M. d'Allègre de même.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, le sieur Fortis, son avocat, a demandé de pouvoir faire lecture d'un plaidoyer qu'il a cru devoir rédiger par écrit, afin de ne rien omettre d'essentiel, suivant les ordres qu'il a reçus, et pour ne pas les outrepasser non plus, en se laissant aller au zèle qui l'anime pour le soutien de la cause du prince qu'il a l'honneur de servir. Ce plaidoyer, qu'il a prononcé et remis ensuite à la Chancellerie par écrit, contient :

Monseigneur le gouverneur et Messieurs!

Je ne suis point précisément instruit des règles qu'on doit observer dans l'ordre judiciaire de ce souverain tribunal; mais je suis bien persuadé qu'il n'y en a pas un peut-être au monde où, perdre sa cause et l'abandonner volontairement sans des raisons légitimes, ne soit la même chose.

Plaidoyer de M. Fortis, avocat du prince de Carignan contre la demande de l'ambassadeur de France.



1707

Madame la Duchesse de Lesdiguières, M. le Comte de Matignon et Mademoiselle de Soissons ont ici plaidé les trois mois entiers avec *nous* pour avoir l'investiture de cette Principauté à notre préjudice; n'est-il pas surprenant de voir que notre procès est presque tout-à-fait instruit et disposé à être jugé, lorsqu'ils commencent les uns et les autres d'accuser leurs juges de partialité et de ne plus les vouloir reconnaître? Pour cet effet ils viennent tous aux Trois Etats pour y déclarer publiquement qu'ils se retirent sous des protestations authentiques d'expérier (*sic*) leurs droits dans un temps plus favorable, prenant tous les assistants à témoin de leur conduite, et demandant pour une plus grande preuve, que ces mêmes protestations soient rédigées sur le Manuel de vos audiences.

Vous pouviez, Messieurs, sans doute ne pas tarder davantage à les mettre à néant; cependant vous voulûtes bien leur témoigner que vous n'aviez pas d'autre pensée que celle de les faire rentrer dans les mêmes voies qu'il avoient tenues jusqu'alors et dont ils venoient évidemment de s'écarter, en différant, comme vous fîtes en leur faveur, l'espace d'environ quatre jours, d'y rendre droit.

Au lieu de prendre quelques mesures, ils attendent tranquillement que ce temps, que vous leur avez laissé, soit écoulé, qu'il y ait une sentence rendue qui déclare leurs protestations injurieuses à l'autorité de ce souverain tribunal, et que comme telles vous n'y pouviez avoir aucun égard. Ils se retirent donc à la vue d'un Peuple assemblé pour les voir partir, du moins par rapport aux deux premiers.

Cependant une conduite si imprévue nous engage à vous demander un délai pour en instruire S. A. S. Mgr. le Prince de Carignan, et savoir de lui quelles devoient être nos démarches dans une semblable conjoncture. Le courrier part avec toute la diligence possible pour Turin; il en revient de même chargé d'une lettre remplie d'espérances que le nombre de nos adversaires s'étant ainsi diminué, l'on avoit lieu d'attendre une issue d'autant plus favorable de notre cause, nous ordonnant, en termes précis et formels, de travailler incessamment et sans perdre aucun temps pour voir finir une affaire aussi dispendieuse qu'importante, et dont la décision ne devoit plus être différée: Néanmoins je m'aperçois avec surprise qu'on fait ici des démarches, et qu'on y veut prendre des mesures, comme si tout ce qui s'est passé jusques à présent n'étoit qu'une illusion ou qu'un songe.

Je vous avoue, Messieurs, qu'il me faudroit peu de chose pour me persuader en quelque manière que c'en est un en effet, ou que du moins il est libre de disputer ici les prétentions d'une souveraineté avec aussi peu d'attention que s'il ne s'agissoit que d'une bagatelle. Ne croyez pas que je considère l'investiture de celle dont il s'agit dans ce point de vue; soyez au contraire convaincus que je croirois trahir les intérêts du Prince pour lequel j'ai l'honneur de paroître dans ce tribunal, et m'écarter entièrement des ordres que j'ai reçus, si je ne me servois de toutes les armes que la justice me met en mains pour m'opposer vivement, comme je fais, non seulement au délai qu'on vous demande, mais à la propre demande de ce délai; car il est de l'ordre judiciaire que, pour obtenir de son Juge un délai, il faut être en jugement devant lui; or, ces Seigneurs Prétendants ayant volontairement et sans cause abandonné ce tribunal, on peut dire avec justice qu'ils ne sont plus en jugement avec nous, et qu'ainsi il ne vous est plus permis ni de les écouter, ni de les reconnoître à notre préjudice. D'ailleurs il ne seroit pas juste qu'après avoir ainsi méprisé ce même tribunal, et par les termes de leur proteste, et par l'abandon volontaire de leur cause, ils y trouvassent plus de protection et de faveur qu'ils n'auroient fait avant que de le quitter; n'y a-t-il donc plus qu'à fuir son juge en l'accusant de partialité



et protestant contre tous ses jugements passés et avenir, pour en obtenir une grâce, un passedroit, qu'on n'auroit pas auparavant osé lui demander.

C'est là certainement une nouvelle méthode de procéder qui m'étoit inconnue.

Voulez-vous, Messieurs, rendre ce procès immortel, en voici le véritable secret : il n'y a qu'à ne pas refuser le délai qu'on vous demande, car si, à la fin du terme, Son Altesse Sérénissime Mgr. le Prince de Conti retournoit ici pour vous en demander à son tour, jugeriez-vous ce Prince de pire condition que les autres? L'on n'a qu'à rappeler le Prince de Furstemberg, les Députés du Canton d'Ury, et tous les autres Prétendants à la souveraineté qui, en imitant la conduite de ces derniers, ont abandonné ce Tribunal. Je suis persuadé que la justice distributive ne sauroit vous permettre de leur refuser, quand ils vous demanderont à leur tour, ce que vous aurez accordé aux autres.

C'est le Roi, dira-t-on, qui le demande; j'en conviens; mais c'est toujours pour ces mêmes Seigneurs Prétendants qu'il le veut, et par conséquent, par rapport à notre propre intérêt, c'est la même chose que s'ils le demandoient eux-mêmes.

D'ailleurs il paroît extraordinaire que n'étant pas recevables à espérer d'un juge ce qu'on souhaite de lui, il n'y ait qu'à recourir à une Puissance étrangère et supérieure par sa force, par son crédit et son autorité.

Voilà bien la route que l'on tient ordinairement dans le monde par rapport aux affaires qui tombent dans le commerce des hommes et dans les différents négociations de la société civile : mais le bandeau qui couvre les yeux de la Justice ne lui permet pas de voir plutôt une tête couronnée que le reste des hommes. J'ose même ici avancer que je ne crois point que Sa Majesté soit tout-à-fait bien instruite de tout ce qui s'est fait ici, car les siècles passés n'ont point vu, et les avenir ne verront jamais un Monarque qui aime moins que lui qu'on viole les règles de la plus exacte justice, et c'est parmi le nombre de ses autres vertus, celle qui lui a attiré et qui lui attirera toujours l'amour des Peuples qui ont le bonheur de vivre sous sa domination.

Je ne veux point d'autres preuves que Sa Majesté, comme un autre César, n'est pas bien informée, que celles que je tire de la lettre et du discours de S. E. Mgr. son Ambassadeur, lorsqu'il a dit qu'il n'y avoit que ces Seigneurs Prétendants et sujets qui seuls avoient droit d'espérer à l'investiture de cette souveraineté. Le droit qu'a d'y prétendre S. A. S. Mgr. le Prince de Carignan n'est donc qu'une chimère; cependant il a toutes les qualités que demandent vos jugements de 1672 et 1694. N'est-ce pas un prince descendant comme eux et de la même manière des princes souverains de cet Etat, et n'a-t-il pas encore au-dessus d'eux la qualité de plus proche héritier de Madame de Nemours, votre dernière princesse décédée? En faut-il davantage, c'est cet ordre successif par primogéniture linéale sur lequel se fondeit Madame de Lesdiguières; c'est cette révolte de Mademoiselle de Soissons contre une inaliénabilité naturelle, soutenue par la coutume, déclarée par une sentence rendue en jugement contradictoire en faveur d'une Princesse dont cette Demoiselle est héritière universelle, et qui, sans ce caractère ineffaçable d'inaliénabilité, n'auroit jamais eu part à cette Principauté, dont elle a cependant joui paisiblement, pendant l'espace de passé treize ans, au profit de cette même Demoiselle qui a succédé à tous les biens dont elle pouvoit disposer, et qui veut aujourd'hui néanmoins combattre un jugement qui ne ressent que les effets de votre prudence, de votre sagesse et de votre justice; ce sont, dis-je, toutes ces différentes prétentions, qui paroîtroient sans doute à la vive pénétration de ce Monarque pour de véritables chimères, si l'on avoit pris un soin fidèle de les y exposer dans leur véritable jour.

Vous pouvez donc, Messieurs, ce me semble, sans crainte, prononcer sur le



1707

délai qu'on vous demande, suivant vos lois et coutumes, puisque d'aussi fidèles interprètes des volontés de Sa Majesté que le sont S. E. Mgr. son Ambassadeur et Monsieur de la Closure, son Résident à Genève, vous ont déclaré plusieurs fois qu'ils ne vouloient point vous contraindre à violer ces mêmes lois et coutumes, suivant lesquelles vous n'aurez sans doute aucun égard à ce délai, quisque la demande qu'on en fait y est formellement contraire, aussi bien qu'au devoir d'un bon Juge, qui ne doit rien oublier pour terminer le plus tôt qu'il lui est possible, les procès qui sont pendants par devant son Tribunal, sans faire naître (en suspendant sans cause son jugement) des nouvelles occasions de dispute et de conteste.

Pour ce qui concerne maintenant ceux des autres prétendus héritiers de la Maison de Châlons qui sont en conteste avec S. M. le Roi de Prusse, il semble qu'ils ne donnent point le consentement à ce délai; mais quand ils le feroient, outre qu'il n'est pas difficile de remarquer quels en seroient les motifs, vous devez d'ailleurs réfléchir que dans une partie d'intérêt entre plusieurs personnes, la cause de celui qui ne veut pas souffrir qu'on y donne aucune atteinte, est toujours la plus favorable, suivant cet axiome : *In pari causâ semper est melius causa prohibentis*; et, en effet, il n'est pas juste que le mauvais succès d'une affaire qui nous intéresse dépende de la simple volonté d'autrui; de telle sorte que quand tous les autres consentiroient à ce délai, et qu'il n'y auroit que moi seul qui s'y opposât, il n'en faudroit pas davantage pour exclure ces Seigneurs Prétendants, et vous obliger à le refuser, comme un prétexte dont on veut se servir, sans doute pour trouver de nouveaux moyens pour exclure S. A. S. Mgr. le Prince de Carignan de cette souveraineté.

Terme outrageant dont se sert l'avocat de Mad. de Mailly.

Ce plaidoyer fait, le sieur Pohait, avocat de Madame de Mailly, a dit qu'il était surpris qu'on ne l'eût pas compris quand il a parlé du délai demandé; c'est pourquoi il déclarait maintenant qu'il demande lui-même le dit délai, et qu'il ne peut être refusé *sans se déclarer vendu à l'iniquité*.

Assurance de l'obéissance des Corps de l'Etat à la sentence que les Trois Etats rendront.

Après quoi, il y a eu des déclarations des Corps d'Etat, du petit et grand Conseil de la Ville, des Maîtres-bourgeois de Valangin, et des autres Corps et Communautés de l'Etat. Le Banneret de la Ville porta leur parole, disant, qu'ayant été assemblés hier et avant-hier en vertu de leur Acte d'union et d'association générale, ils sont entièrement disposés à se soumettre avec un profond respect et une parfaite obéissance au jugement souverain qui sera rendu sur la succession de cet Etat, et par conséquent à reconnaître pour leur légitime souverain celui des hauts et illustres prétendants à cette souveraineté dont Messieurs des Trois Etats trouveront les droits les mieux fondés, et à qui ils en accorderont l'investiture; implorant la bénédiction de Dieu sur toutes les délibérations de cet auguste et souverain Tribunal, etc. La même déclaration a aussi été faite en particulier pour la Ville et Bourgeoisie du Landeron par le sieur Maître-bourgeois Rozières.

Sur quoi M. le procureur-général a dit que, pour ce qui était de l'assurance que les dites Villes, Bourgeoisies, Corps et Communautés de l'Etat, aussi bien que la Bourgeoisie du Landeron, venaient de donner de vouloir obéir à la sentence que Messieurs des Trois



1707

Etats rendraient, et être fidèles au Souverain qu'ils investiront, il ne doutait pas qu'ils le fassent selon qu'ils y sont obligés, et qu'ils ne s'y soumettent comme ils le doivent. Et pour ce qui concerne ce qu'a dit l'avocat de Madame de Mailly, M. le procureur-général a ajouté qu'il avait lieu d'être extrêmement surpris des discours peu respectueux et téméraires qu'il tenait contre le respect dû au souverain Tribunal; qu'il requérait Messieurs des Trois Etats d'y pourvoir par leur sentence, afin d'arrêter une semblable licence, etc.

Le procureur-général conclut contre l'avocat Pohait.

Sur quoi Mgr. le gouverneur ayant demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre d'avis et à leur retour ont déclaré :

„Qu'ils renvoient à demain à 8 heures du matin pour délibérer sur les mémoires qui leur ont été présentés par S. E. Mgr. l'Ambassadeur, et par Messieurs les Envoyés de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne et de LL. HH. PP. les seigneurs Etats-Généraux, et sur les plaidoyers des avocats de S. M. le Roi de Prusse et de S. A. S. le Prince de Carignan qui ont été remis par écrit (et même imprimés) à la Chancellerie.

Sentence qui renvoie au lendemain.

„Et, quant à la réquisition de M. le Procureur-général au regard des paroles proférées par le sieur Pohait, avocat de Madame la Marquise de Mailly, lequel a été désavoué en Chambre par Messieurs les Procureurs de Ma dite Dame, Messieurs des Trois Etats le condamnent à venir demain à l'audience (\*) demander pardon à Monseigneur le Gouverneur et à Messieurs des Trois Etats des dites paroles insolentes et téméraires : Faute de quoi, et ne le faisant pas, ils se réservent d'en juger plus outre; ce qui lui sera notifié à son logis.“

Réquisition du procureur-général contre Pohait adoptée.

Ce qui ayant été fait par le messenger Wavre, et celui-ci ayant rapporté qu'il n'avait pu trouver le sieur Pohait pour lui notifier la susdite sentence, et même que les gens du logis l'avaient assuré qu'il était parti pour s'en aller, M. le procureur-général a dit que Messieurs des Trois Etats voyant la diligence qui a été faite pour notifier la dite sentence, il remettait à leur prudence d'ordonner ce qu'ils trouveraient à propos. (\*\*)

### Vingt-unième Assemblée des Trois-Etats.

Du 19 octobre 1707.

Ensuite du renvoi porté par la sentence d'hier, Mgr. le gouverneur a dit à Messieurs des Trois Etats, que comme ils étaient chargés hier de délibérer aujourd'hui sur les Mémoires qui lui furent remis, il persistait à leur demander jugement là-dessus.

(\*) Il s'en était déjà retiré, aussitôt qu'il eut prononcé les paroles incriminées.

(\*\*) Ceci s'applique évidemment à la séance du lendemain 19 octobre.



1707

L'avocat du  
prince de Mont-  
béliard de-  
mande un  
délai.

Le sieur Brisechoux, au nom de S. A. S. le prince de Montbéliard, a représenté: qu'à la vérité il se remit hier à ce que Messieurs des Trois Etats ordonneraient à l'égard du délai demandé par S. E. Mgr. l'ambassadeur de France, dans la pensée que quand même ce délai ne serait pas accordé, cela ne lierait pas les parties à plaider incessamment; mais comme il a fait réflexion, depuis, que le sieur Peyrol conclut à cela dans son plaidoyer, et a fait connaître qu'il prétendait que l'on plaidât sans délai le fond de la cause, il ne pouvait se dispenser de remontrer qu'il n'avait pas cru que le délai accordé aux parties par la sentence du 1<sup>er</sup> de ce mois fût rendu pour autre chose que pour leur donner le temps de délibérer sur le parti qu'elles auraient à prendre concernant les protestations que trois des hauts et illustres prétendants firent alors, et non pas pour obliger à plaider d'abord après son expiration; à quoi il déclare qu'il n'est nullement préparé encore; et il peut d'autant moins le faire que, devant rendre compte de sa conduite à S. A. S. son maître, et remarquant qu'on charge dans les dites protestations quelques juges d'avoir pris parti et de s'être engagés à quelques-uns des hauts et illustres prétendants (ce dont il n'a pourtant aucun soupçon), il est cependant nécessaire qu'il ait du temps pour s'instruire là-dessus, afin d'édifier Sa dite Altesse à cet égard, et lui faire voir qu'il n'y a rien moins que cela, ni de plus frivole que ce fondement des dites protestations, ainsi qu'il est persuadé que l'information qu'il prendra de ce fait (moyennant un délai) le pourra mettre en état de le faire.

Opposition de  
M. Peyrol.

Le sieur Peyrol s'est opposé à ce délai, soutenant que celui qui fut accordé le 1<sup>er</sup> de ce mois aux parties qui restent en cause était pour plaider, et qu'outre qu'il était inoui qu'on osât prendre un prétexte aussi injurieux à des juges que celui qu'allègue le dit sieur Brisechoux, il lui objectait trois fins de non recevoir insurmontables: la première fondée sur le nouveau Règlement de 1700, qui porte en termes formels, que la procédure étant fermée on sera obligé de plaider huit jours après. Or, il y a dix-neuf jours que celle de ce procès est achevée. La deuxième se tire des sentences des Trois Etats, qui ont été agréées par toutes les parties; et la troisième est fondée sur le silence qu'elles ont gardé aux deux dernières audiences, où elles n'ont fait aucune instance pour avoir un nouveau délai pour plaider; ce qu'elles auraient dû faire, si elles l'avaient prétendu. A quoi le sieur Peyrol a ajouté, que c'est encore une chose contraire à toutes les règles de vouloir fonder un délai sur un écrit qui a été mis à néant par une sentence souveraine, comme les dites protestations l'ont été.

L'avocat du  
prince de Ca-  
rignan s'y op-  
pose aussi.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, on s'est aussi opposé au délai prétendu de la part de l'avocat du prince de



1707

Montbéliard, et on a soutenu que la procédure étant fermée, il ne restait plus rien à faire à présent que de plaider; ce qu'il est temps qu'on fasse après un si long interrègne.

Sur cela M. le procureur-général a dit que, remarquant que le fondement que l'on prend pour obtenir un délai blesse l'honneur et l'intégrité des juges, et est contraire à l'usage de tous les tribunaux, où l'on n'a jamais vu que sur de simples conjectures mal fondées, on ait arrêté le cours de la justice; il prie Messieurs des Trois Etats de faire toute l'attention qu'il convient pour empêcher qu'une pareille introduction se fasse devant ce tribunal.

Intervention  
du procureur-  
général.

Après quoi Mgr. le gouverneur a persisté de demander jugement à Messieurs des Trois Etats, lesquels étant allés en chambre de consultation, au retour d'icelle ont déclaré :

„Que s'étant ajournés hier à aujourd'hui pour délibérer sur les  
„Mémoires présentés par S. E. Mgr. le Marquis de Puisieulx, Am-  
„bassadeur de France, et par Messieurs de Stanian et Runckel, ils  
„trouvent que, suivant l'ordre pratiqué, et avant que former aucune  
„sentence là-dessus, les dits Mémoires doivent être lus publiquement  
„à l'audience, pour ensuite être délibéré par eux plus outre, ainsi  
„qu'il conviendra.“ Ce qui a été fait.

Les Trois-  
Etats or-  
donnent la lec-  
ture des mé-  
moires de l'am-  
bassadeur de  
France et des  
envoyés d'An-  
gleterre et de  
Hollande.

**PREMIER MÉMOIRE de S. E. Monseigneur l'ambassadeur de France,  
du 10 octobre 1707.**

Messieurs,

Vous devez vous être aperçus que le Roi, mon maître, est demeuré dans une exacte impartialité, tant que Sa Majesté a pu croire que vous ne songiez à décider sur la succession de Neufchâtel qu'en faveur d'un de ses Sujets, qui y ont seuls des droits légitimes, et que vous ne vous écarteriez point dans le cours de cette affaire de vos anciens usages et pratiques. Mais le Roi ayant appris qu'il ne s'agit plus chez vous de prononcer suivant les lois, qu'on y désigne chaque juge par le parti qu'il a presque ouvertement embrassé; que le respect dû en tous lieux au Tribunal où se rend la justice y est violé, et que les Français mêmes y sont à peine en sûreté; le Roi, dis-je, informé de toutes ces particularités, m'ordonne de me rendre à Neufchâtel pour y faire entendre ses intentions.

Premier Mé-  
moire de l'Am-  
bassadeur de  
France.

Sa Majesté ne savoit point encore, quand Elle m'a dépêché le dernier courrier que j'ai reçu, que vous aviez en quelque manière forcé la plus grande partie de Messieurs les Prétendants français d'abandonner leur cause; que vous refusiez de juger les droits que la Maison de Longueville a si légitimement sur la Comté de Neufchâtel séparément de ceux que la Maison de Châlons prétend y avoir, et que vous étiez comme résolus de donner lundi 17 de ce mois l'investiture de cette souveraineté à Monsieur l'Electeur de Brandebourg.

Ce sont ces dernières raisons qui m'empêchent de me rendre auprès de vous, pour n'être point témoin de l'injustice criante à laquelle la conduite que vous avez tenue depuis la mort de Madame la Duchesse de Nemours donne lieu de croire que vous êtes entièrement disposés. Cependant je ne veux pas vous laisser ignorer une partie de ce que le Roi m'ordonne de vous dire, me réservant de m'expliquer plus amplement de bouche, si vous accordez à Messieurs



1707

*les Prétendants français un délai suffisant, que je vous demande pour eux de la part du Roi, et qui les puisse mettre en état de revenir faire valoir leurs droits, et si vous voulez m'assurer que vous examinerez la validité de ces mêmes droits séparément de ceux que prétend avoir la Maison de Châlons.*

Le Roi m'ordonne de vous dire, que la bonne opinion qu'il avoit de votre équité et de votre prudence ne lui permettoit pas de croire que les offres et les promesses d'un Prince, son ennemi, bien moins encore les voies obliques qu'on a mises publiquement en usage pour pratiquer et gagner les suffrages dans une affaire de judicature, eussent le pouvoir de vous engager de faire en faveur de ce dernier une pareille injustice aux Sujets de Sa Majesté; qu'après avoir joui pendant une si longue suite d'années des avantages que vous avez trouvés dans son service et dans le commerce que vous faites avec le Royaume de France, Elle vous croyoit trop éclairés pour les vouloir perdre sans nécessité; qu'Elle a peine encore à se persuader que vous préféreriez une protection aussi éloignée qu'incertaine aux commodités que le voisinage de la France vous a fournies jusques à présent; qu'à la vérité les nouvelles qu'Elle a reçues depuis quelque temps lui ont donné lieu de penser que vous vous laissiez séduire par des offres pompeuses; qu'Elle a voulu s'en éclaircir en m'ordonnant de me rendre à Neufchâtel, et de l'informer exactement des véritables dispositions où je vous aurais trouvés. Que vous devez regarder cet ordre comme un effet de l'ancienne bienveillance que S. M. conserve encore pour votre Etat; que cette même bienveillance ne sera point altérée si S. M. apprend par mes lettres que votre conduite répond aux sentiments qu'Elle a toujours eus pour vous; que si Elle étoit obligée de s'en écarter, Elle saura bien quel parti Elle aura à prendre, et que la vengeance ne lui sera pas moins aisée qu'il lui a été facile jusqu'à présent de vous donner des marques de son affection.

Je puis donc vous assurer, Messieurs, que l'intention de S. M. est d'employer toutes les voies qu'Elle trouvera convenables pour se faire faire raison de l'injustice que vous avez rendue à ses sujets, et cela sans aucune considération et sans aucun égard; qu'Elle a donné des ordres pour interdire tout le commerce que votre Etat fait avec la France, et qu'Elle vous fera plus vivement dans la suite éprouver les effets de son ressentiment.

Les intentions du Roi, que je vous découvre ici, doivent dissiper les bruits que les partisans de ses ennemis affectent de répandre pour persuader que S. M. regarde avec une entière indifférence la décision de la succession de Neufchâtel.

Je puis vous assurer que c'est faussement qu'on publie que la recommandation mendiée du Roi de Suède et les égards qu'Elle a pour les louables Cantons protestants l'empêchent de traverser la prétention de M. l'Electeur de Brandebourg. Les suites ne vous feront que trop connoître le contraire, si vous n'accordez pas le délai que je vous demande de la part du Roi, mon maître, et si vous ne rendez pas à ses sujets Prétendants la justice qui leur est si légitimement due, et que tout tribunal impartial ne sauroit leur refuser.

Je vous prie donc, Messieurs, de réfléchir sérieusement sur le contenu de ce mémoire, d'y faire une prompte réponse, et de ne plus vous laisser surprendre par les fausses espérances que les ennemis du Roi, mon maître, vous donnent, puisqu'elles ne peuvent que vous attirer des malheurs, que vous ne sauriez éviter, si vous ne les prévenez par une conduite plus régulière et conforme à la justice. A Soleure, le 10 octobre 1707.

(Signé) PUISIEULX.



## SECOND MÉMOIRE de Son Excellence l'Ambassadeur de France. 1707

A Neufchâtel le 16 octobre 1707.

Messieurs,

J'avois cru pouvoir différer à me rendre à Neufchâtel, quoique j'en eusse reçu des ordres du Roi mon maître, jusques à ce que vous eussiez accordé le délai que je vous ai demandé à son nom, en faveur de Messieurs les Prétendants français à la succession de cet Etat, et donné une assurance suffisante de statuer sur leurs droits séparément de ceux que l'on prétend faire valoir du chef de la Maison de Châlons : Mais les nouveaux ordres qui m'ont été envoyés par Sa Majesté, sur l'avis qu'on lui a donné des protestations où l'on a obligé ces mêmes Prétendants de se réduire, tant par la conduite irrégulière et partielle que l'on a tenue que par toutes les pratiques et cabales qui ont été faites avec tant de succès pour les mettre dans cette fâcheuse nécessité; ces ordres, dis-je, sont si précis que nulle considération n'a été capable de les faire surseoir, ni d'en arrêter l'exécution. Vous devez même les envisager, Messieurs, comme un reste d'égards que le Roi veut bien encore conserver pour votre Etat, afin qu'étant informés à temps et par moi-même des intentions de S. M., si conformes à la justice et à l'équité, il ne vous reste aucun prétexte de plaintes, si, contre sa propre inclination, Elle se voit obligée de se porter à des extrémités, que vous ne sauriez éviter que par une conduite directement opposée à celle que vous avez tenue jusqu'à présent, et en faisant une exacte justice à Messieurs les Prétendants français, dont le droit incontestable renverse absolument les vaines et chimériques prétentions d'un Prince son ennemi.

Il est aisé de voir qu'il a mis sa confiance dans l'appui que le concours de ses alliés donne à quelque projet ambitieux (\*), aussi contraire à l'intérêt de S. M. que funeste au bonheur et à la tranquillité de cet Etat, dans l'intervention et l'influence de quelque Puissance qui se flatte d'en rehausser son crédit et son autorité, dans les sommes qu'il répand et les grâces qu'il promet, dont son manifeste fait un si pompeux étalage, plutôt que sur aucune ombre de droit qui ait pu lui donner espérance d'y réussir par des voies légitimes; car, quoiqu'il ne s'agisse pas ici de discuter sa prétention, je crois néanmoins pouvoir dire en général qu'elle est uniquement fondée dans l'imagination de ceux qui lui ont fait concevoir ces projets, et en particulier de quelques personnes qui se trouvant engagées de longue main par les pensions qu'elles ont reçues, et les bienfaits dont on les a flattés, veulent consommer leur ouvrage aux dépens du repos et du bonheur de leur Patrie, sans aucuns égards pour la justice ni pour les lois les plus inviolables.

En effet, Messieurs, qu'y a-t-il de plus extraordinaire de voir aujourd'hui M. l'Electeur de Brandebourg au rang des Prétendants à Neufchâtel? A-t-il ni titre ni qualité dans la succession de Madame la Duchesse de Nemours, dont les auteurs ont joui paisiblement de cet Etat depuis près de trois siècles? Le droit qu'il prétend dans celle du feu Roi Guillaume d'Angleterre, n'est-il pas encore indécis et contesté, même par rapport aux biens situés dans les Pays-Bas, par les Etats Généraux, qui ne laissent pas de l'aider ici de leurs offices et de leur intervention? Ne convient-il pas lui-même qu'il est absolument étranger à la Maison de Châlons, dont il veut exercer les droits? Enfin, que dira-t-on de voir qu'il veuille obtenir à titre d'inaliénabilité, un bien qu'il ne peut demander qu'en le supposant aliénable, puisque c'est du testament de René de Nassau au profit de Guillaume son cousin, qui n'avoit jamais participé au

Second Mé-  
moire de l'Am-  
bassadeur de  
France.

(\*) On craignant alors en France une irruption en Bourgogne.



1707 sang de Châlons, qu'il forme toute la couleur qu'il veut donner à cette vaine prétention ?

Ce sont des contradictions si évidentes qu'elles ne peuvent se concilier que dans la tête de gens entraînés par un esprit de passion, de cabale ou d'intérêt. Et, sans entrer dans les questions d'aliénabilité ou d'inaliénabilité, ni s'expliquer sur la manière dont cet Etat peut être déferé entre les mains de Messieurs les Prétendants français, le Roi ayant toujours entretenu et gardant encore une entière impartialité à cet égard, ne puis-je pas dire avec confiance, que c'est vouloir surprendre la religion des gens simples et crédules et sans expérience sur ces sortes de matières, abuser de la facilité des Peuples, et faire illusion à la justice même, que d'employer un nom aussi sacré à la consommation d'un pareil ouvrage ?

Mais, pour ne me pas étendre davantage sur des faits qui ne sont que trop connus, et dont ceux qui aiment la justice et tout ce qu'il y a de gens de bien ne cessent de gémir, après vous avoir expliqué quels sont les sentiments du Roi et sur la prétention de M. l'Electeur de Brandebourg et sur les voies dont on se sert pour la faire valoir, je me renferme quant à présent, Messieurs, à persister dans le mémoire qui vous a été présenté de ma part le onzième de ce mois, tant au sujet du délai suffisant, que je vous demande au nom et par ordre de S. M. en faveur de Messieurs les Prétendants français, que de la séparation des droits qui se tirent de la Maison de Châlons et de la Maison de Longueville.

S'il arrivoit, contre mon attente, que votre réponse n'y fût pas conforme, et que la prétention qui a paru pour M. l'Electeur de Brandebourg continuât de vous aveugler jusqu'au point de le préférer à celui de Messieurs les Prétendants français qui se trouvera avoir le meilleur droit à la succession de Neufchâtel, j'ai encore de nouveaux ordres de Sa Majesté de vous assurer que ne pouvant regarder une pareille conduite que comme une déclaration formelle contre ses intérêts sur une demande aussi légitime, rien ne sera capable d'arrêter les effets de son indignation, ni de vous soustraire à la juste vengeance qu'Elle se propose d'exercer. Je ne puis me persuader que vous entendiez avec indifférence les menaces du ressentiment de Sa Majesté portées par son Ambassadeur, et l'impression en doit être d'autant plus vive que tout le monde sait combien il sera facile à S. M. de les mettre à exécution.

L'amour que vous devez avoir pour votre patrie, et pour le repos et la tranquillité de cet Etat, les réflexions que vous ne manquerez pas de faire sur ce que vous avez à craindre et à espérer de la part de S. M.; les convenances d'un voisinage si utile et si avantageux; les témoignages qu'Elle vous a donnés jusqu'à présent de l'honneur de sa bienveillance, seroient des motifs plus que suffisants pour vous déterminer : Mais si l'on joint à cela le regret que plusieurs personnes d'entre vous ont fait paroître en différents temps lors de la retraite de Messieurs les Prétendants français, et la connaissance que vous devez avoir de la justice de leurs droits, si conformes aux intentions de Sa Majesté; toutes ces considérations ne me laissent pas lieu de douter des dispositions favorables que je trouverai pendant mon séjour à Neufchâtel pour leur entière exécution. C'est à ce seul prix que vous pouvez mériter la continuation de cette même bienveillance. Je souhaite en mon particulier que vous me fournissiez les occasions pour aider à vous y maintenir.

(Signé) PUYSEULX.



1707  
Le *Mémoire de M. de Stanian, Envoyé extraordinaire de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne et de M. Runckel, (\*) Secrétaire d'Etat de Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces Unies*, a aussi été lu le 19 octobre, le lendemain qu'il fut présenté aux Trois Etats. Il contient :

Messieurs,

Comme Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et Leurs Hautes Puissances nous ont donné des ordres très précis, de veiller soigneusement à votre sûreté, et de vous réitérer les assurances positives de leur protection toutes les fois qu'elle pourroit vous être nécessaire : il est de notre devoir que nous vous donnions de nouvelles preuves de leur affection sincère dans la circonstance présente, dans laquelle M. l'Ambassadeur de France vous traite avec tant de hauteur et tant d'indignité, et dans laquelle il veut tâcher de vous détourner de l'administration de la justice, par cet entassement de menaces que contient son Mémoire. (\*\*)

Mémoire des  
envoyés d'An-  
gleterre et de  
Hollande pré-  
senté et lu aux  
Trois-Etats.

Quoique rien ne soit plus outrageant, plus injuste, et plus opposé aux engagements de la France que ce Mémoire, vous en devez, à la vérité, bien être indignés, mais non pas surpris. Car le Ministre de France n'a fait que de suivre ici la constante méthode qu'il a mise en usage dans toutes ses négociations en Suisse. Il est en habitude d'attaquer sans ménagement et sans égard tout ce qu'il y a dans la Nation de Personnes du mérite le plus distingué, mais qui, aimant leur patrie et leur religion, s'opposent avec courage aux vues dangereuses que la France a sur leur liberté : Ce sont toujours, selon lui, de mauvais compatriotes, ou séduits par des Puissances étrangères, ou emportés par une passion capable de ruiner leur Patrie; et toujours aussi il décide que ceux des Louables Cantons qui ne veulent pas donner dans les pièges qu'on leur tend, et suivre aveuglément les volontés de la France, vont se perdre en s'exposant au juste ressentiment de son Roi. Mais l'on est déjà si accoutumé à tout cela, que ses injures contre les particuliers ne servent qu'à affermir leur réputation, et à faire connoître que leur intégrité a été à toute épreuve. Et quant à ses menaces aucun homme sensé n'y fait plus attention, et, quoiqu'il ait eu moins à négocier avec vous qu'avec le reste de la Suisse, vous avez néanmoins vu tant de contradictions dans tout ce qu'il vous a dit à diverses fois, que vous ne devez pas faire plus de cas de ses discours que l'on n'en fait dans les autres parties du Louable Corps Helvétique.

Vous vous souvenez sans doute suffisamment de toutes les hauteurs que vous eûtes à souffrir de sa part l'année 1699, et de cette fierté avec laquelle il vous menaçoit à tous moments. Les troupes de France étoient selon lui prêtes à entrer dans le cœur de votre Etat, si vous refusiez à M. le Prince de Conti le nouveau Tribunal qu'il vous demandoit. Gens de cœur comme vous êtes, vous ne vous laissâtes point intimider par des menaces qui étoient dénuées de toute justice. Lorsqu'on vit votre fermeté, on vous laissa en repos, et M. le Prince de Conti se retira.

Quelque temps après, l'affaire du ministre Girard arriva; ce ne fut plus M. le marquis de Puysieux qui parla seul pour lui, ce fut le Roi de France même qui écrivit aux Louables Cantons Evangéliques, que si vous ne rétablissiez pas promptement le dit ministre, il renverroît M. le Prince de Conti dans ce Pays,

(\*) M. Runckel avait déjà présenté le 26. Août un mémoire à M. le Gouverneur, et au Conseil de ville de Neuchâtel une copie du Traité conclu avec S. M. le roi de Prusse pour lui assurer la succession de Neuchâtel.

(\*\*) Le second n'avait pas encore été produit.



1707 pour remettre sur pied la prétention qui vous avoit si violemment agités; et il ne se pouvoit rien de plus précis que les menaces que contenoit cette Lettre, et que toutes celles que l'on répandoit au nom de la France. Mais quand l'on vit que vous n'en étiez en aucune manière intimidés, l'on se tut et l'on vous laissa en repos.

Cependant la France n'étoit point engagée alors comme présentement dans une guerre si violente et si dangereuse pour elle. Elle étoit au contraire dans le plus haut point de sa grandeur et de sa puissance. Mais comme elle prévoyoit assez que ses vues ambitieuses sur la Monarchie d'Espagne devoit la replonger dans peu dans la guerre, elle n'eut garde d'exécuter des menaces qui auroient pu joindre aux ennemis qu'elle alloit se faire, sinon tout le Louable Corps Helvétique, du moins toute la Suisse protestante. Elle voyoit trop distinctement les dangers auxquels une pareille jonction alloit l'exposer.

Si les menaces si positives que vous fit dans ce temps là le Roi de France, n'ont point eu de suites, celles de son Ambassadeur en auront bien moins présentement que la France se trouve dans des embarras si pressants, qu'elle voit que son ambition et ses hauteurs ont armé contr'elle presque toute l'Europe, et que Dieu a béni en tant d'occasions éclatantes les armes justes des Hauts Alliés; Et si vous considérez de plus, Messieurs, la conduite de M. l'Ambassadeur de France depuis la mort de Madame de Nemours, vous y verrez des contradictions, tantôt avec lui-même, tantôt avec la Cour, qui marquent suffisamment le peu d'attention que l'on doit faire à ce qu'il dit.

La lettre qu'il écrivit le 14 juillet aux Quatre Cantons alliés de votre Etat, et que quelques-uns d'entr'eux prirent soin de vous communiquer très promptement, vous menaçoit déjà alors de contribution et de divers autres maux, en cas que vous ne reconnussiez pas pour votre souverain l'un des Prétendants français. Mais comme il vit le peu de cas que vous faisiez d'une menace si injuste, et qu'une hauteur si mal entendue, bien loin d'intimider des Gens de votre fermeté, ne faisoit que de vous irriter, il écrivit à M. le Gouverneur une Lettre qui a été assez connue, par laquelle il expliquoit d'une manière fort radoucie, celle qu'il avoit envoyée aux Cantons, et lui donnoit un sens tout opposé à celui qu'elle avoit visiblement. Et le sieur de la Closure, dans le Mémoire qu'il vous a ensuite donné, assure que la Lettre de M. l'Ambassadeur de France, bien loin de contenir des menaces, vous marque les égards et l'affection que son Roi a toujours eus pour vous.

Véritablement il ne se peut rien de plus ridicule que ce qui est avancé par le sieur de la Closure à cet égard. Car y a-t-il un homme sensé, qui puisse considérer la Lettre de M. le marquis de Puysieux sur le pied que le Résident de Genève la voudroit faire envisager? Mais toujours on voit par là une contradiction évidente entre le Mémoire que vous a donné le sieur de la Closure, par ordre de la Cour, et ce que M. le marquis de Puysieux a écrit aux Louables Cantons alliés de cet Etat.

Vous vous souvenez bien aussi des menaces outrageantes que vous a faites M. l'Ambassadeur de France, sur ce que vous souffriez que l'on osât, disoit-il, manquer au respect que l'on devoit aux Princes du sang de son Roi; et voulant vous rendre responsables de la concurrence pour le pas de S. E. M. le Comte de Metternich, Ambassadeur de Sa Majesté le Roi de Prusse, avec M. le Prince de Conti, M. le marquis de Puysieux vous a dit, que si vous négligiez d'y apporter un prompt remède, son Roi seroit forcé à prendre des mesures bien opposées aux pensées de paix et de douceur qu'il avoit toujours eues sur les affaires de Neuchâtel; et il a ajouté que c'étoit par ses ordres qu'il vous faisoit savoir que, quand on manquoit au respect dû aux Princes de son sang,



Sa Majesté y étoit personnellement intéressée, et qu'il n'oublieroit rien pour leur faire rendre en tous lieux celui qui leur étoit dû.

Selon le sens clair et incontestable de cette lettre, le Roi de France alloit employer dans vos propres Etats la force, pour obliger S. E. M. le Comte de Metternich à céder le pas à M. le Prince de Conti, si vous-mêmes ne décidiez pas contre la juste prétention de l'Ambassadeur de S. M. le Roi de Prusse.

Vous n'avez, Messieurs, fait aucun cas d'une menace si mal fondée, et votre sage règlement à cet égard a été entièrement opposé à ce que M. le marquis de Puysieux vouloit exiger despotiquement de vous. Et vous savez que bien loin que la Cour de France ait voulu entrer dans ces sentiments violents de M. le marquis de Puysieux, qu'il débitoit cependant au nom du Roi, et comme émanés directement de ses ordres, Elle a entièrement approuvé votre conduite sur ce sujet; et même le sieur de la Closure vous l'a précisément dit au nom de son Maître.

Mais, Messieurs, voici quelque chose de plus. Le Roi de France vient d'écrire lui-même aux Quatre Cantons alliés de cet Etat, en date du 5 octobre. Sa lettre contient simplement : *„Comme nous savons que nos sujets ont seuls le véritable droit de recueillir sa succession (il parle de Neuchâtel), Nous nous assurons qu'étant aussi équitables que vous l'êtes, vous employerez avec plaisir vos offices pour exclure ceux dont la prétention n'est fondée sur aucun titre valable. Nous laissons à votre pénétration à juger des malheurs qu'ils pourroient attirer à cet Etat s'ils en devenoient les maîtres, et nous sommes persuadés que vous employerez tous vos soins pour l'empêcher.“*

Que M. le marquis de Puysieux ajuste, s'il peut, cette Lettre de son Roi avec le Mémoire injurieux et violent qu'il vient de vous donner.

Considérez, Messieurs, que quand même cette Lettre du Roi de France, qui est si opposée aux violences dont son Ministre vous menace, et qui ne fait envisager qu'en touchant des périls pour vous dans un avenir éloigné, seroit aussi forte que le Mémoire de M. le marquis de Puysieux, vous n'auriez encore aucun sujet légitime de vous alarmer. Ce ne seroit qu'un pur effet des sollicitations réitérées et pressantes des divers Prétendants françois, auxquels on auroit voulu donner cette satisfaction d'intervenir avec quelque apparence de vigueur. Il y a peu de personnes d'entre vous qui ignorent le projet qui avoit été fait chez l'un d'eux, pour vous attirer des Lettres menaçantes de la part de la Cour. L'on sait même que la Lettre, telle qu'on la souhaitoit, a été minutée ici, et par qui. L'on sait aussi l'heure que le courrier est parti pour la porter à la Cour. L'on sait encore que, dans l'espérance de jeter le trouble et le désordre parmi vous, et d'empêcher le libre cours de la justice, l'on a demandé au Roi de France pour grâce, de vouloir, en faveur de ses sujets, faire quelques démarches capables d'intimider les Peuples. Le même Prétendant chez qui cette Lettre s'est faite (c'est M. de Matignon dont nous voulons parler) a, de même que ses agents et ses créatures, tâché d'insinuer une infinité de motifs de crainte chimérique; et jugeant de votre courage par sa foiblesse, laquelle il a fait visiblement paroître dans son départ, et dans sa route, il croyoit que les menaces feroient chez vous des impressions pareilles à celles qu'elles auroient produit dans son esprit. Comme l'on n'ignore pas les étroites liaisons qu'il a avec un des principaux Ministres de la Cour de France, il n'auroit pas été surprenant si, à force de supplications, il avoit obtenu par son moyen une Lettre un peu vive. Ce sont de ces tentatives que la Cour de France fait à tout événement, et qui ne tirent à conséquence qu'autant qu'on a la foiblesse de croire qu'elles pourroient être suivies de quelques réalités.

Non seulement tous les Prétendants françois ont reconnu la souveraineté de votre Tribunal, de même que le sieur de la Closure dans le Mémoire qu'il vous



1707

a donné; mais le Roi de France a lui-même solennellement reconnu la même chose : car, M. Amelot, ci-devant son Ambassadeur, ayant envoyé ici le sieur de la Boulaye, lui donna un Mémoire en date du 25 février 1698, signé de sa main, et lequel fut remis entre les mains de Messieurs Sinner et de Willading, Députés du Louable Canton de Berne, par lequel il déclaroit : *Que S. M. entendoit de laisser le cours libre aux Loix et aux Tribunaux du Pays, pour la décision des différends auxquels les diverses prétentions sur Neuschâtel pouvoient donner lieu. Que S. M. s'étant prescrit cette règle, étoit en droit d'attendre que les Cantons alliés de Neuschâtel, demeureroient à cet égard dans la même indifférence, puisqu'ils n'ont aucune inspection ni supériorité sur ce Comté.* Ensuite le Roi écrivit en date du 13 mars de la même année au Louable Canton de Berne, une Lettre qui se rapporte au Mémoire de son Ambassadeur, et qui prouve invinciblement qu'il avoit été donné en conséquence de ses ordres. Mais aussi en vertu de quel droit la France voudroit-elle s'arroger l'autorité de régler votre Tribunal ? Ce Pays ici a-t-il jamais été dans aucune dépendance de son Royaume ? Qu'a-t-elle à ordonner à des Juges souverains, qui ne relèvent nullement d'elle ? Et que diroit-elle si quelque Puissance vouloit s'ingérer à faire la loi à ses Tribunaux, et de régler leurs décisions, soit par rapport à l'ordre, soit par rapport au fond de la chose ?

Vous avez, Messieurs, toujours regardé avec raison le souverain Tribunal des Trois Etats comme ce que vous avez de plus précieux, et de plus propre à vous conserver. M. le marquis de Puysieux veut présentement l'anéantir de pleine autorité. Il veut que vous accordiez aux Prétendants français qui ont déserté leur cause, un délai suffisant pour revenir sur les rangs, c'est-à-dire tout le temps qu'ils voudront exiger. Il veut que vous vous engagiez à faire juger les droits de la Maison de Longueville séparément de ceux de la Maison de Châlons, et qu'ainsi pour lui obéir, vous renversiez entièrement l'ordre de votre Judicature, et il veut être assuré que vous ne choisirez que l'un des Prétendants français. C'est à ces conditions seulement que vous pourrez vous conserver la bienveillance de son Roi. Mais si vous y manquez, l'interdiction de votre commerce est déjà ordonnée, et rien n'empêchera la France de se venger hautement de vous. Ni les recommandations du Roi de Suède, ni aucun égard pour les Louables Cantons protestants ne vous mettront à couvert de cette vengeance. Qui peut lire sans indignation des menaces si injustes et si vaines ? Quoi donc ! la Cour de France, qui voit les abîmes de maux dans lesquels elle a plongé son Royaume par le peu d'égard qu'elle a eu pour ses voisins, et par les oppressions qu'elle leur a fait souffrir, permettra-t-elle toujours que ses Ministres employent avec tant de hauteur les menaces, d'abord qu'on ne suit pas ses volontés ? Ne lui avez-vous pas suffisamment fait connoître, que l'amour courageux que vous avez pour votre Religion, pour vos Droits, pour vos Franchises et pour vos Libertés, est trop enraciné dans vos cœurs pour qu'aucune menace vous en puisse jamais détourner ? L'expérience du passé ne lui a-t-elle pas suffisamment fait voir votre fermeté ? Les fruits que vous en avez tirés vous sont des garants sûrs des avantages qui vous en reviendront présentement. Ne voit-elle pas avec combien d'affection et de cordialité la République de Berne est prête à exécuter tout ce qu'exigent d'elle ses engagements et ses Alliances avec vous ? Et elle vous en réitère presque tous les jours les assurances de la manière la plus positive que vous pouvez désirer. Toute la Suisse Protestante n'est-elle pas intéressée à votre sort, à la conservation de votre Religion et de vos Libertés ? Et peut-on croire que la France voulût, dans les circonstances où elle se trouve, joindre ce puissant Corps à tant d'ennemis que son ambition lui a attirés ? Ne sait-elle pas que les Bourguignons, vos voisins, n'ont point encore pu s'accoutumer à la dure



1707

servitude sous laquelle on les a mis, et qu'ils embrasseront avec plaisir et avec ardeur les occasions de secouer un joug qui leur est si insupportable? Quelles troupes emploieroit-elle pour vous insulter? Sont-ce celles qu'elle oppose à S. A. R. de Savoye? Mais elles n'ont pas pu empêcher que Suze n'ait été pris en leur présence, et que la garnison n'ait été faite prisonnière de guerre; Et le chemin est maintenant ouvert à la même Armée qui a chassé les Français de l'Italie, pour venir par la Savoye vous soutenir aussi promptement qu'il en seroit besoin. Vous savez qu'en Allemagne la situation des affaires a entièrement changé; que les Français, qui, au commencement de la campagne, y avoient eu quelques avantages, ont assez de peine à s'y maintenir, et que treize de leurs Escadrons y ont été il y a peu de temps entièrement défaits. Et rien n'est moins vrai que ce prétendu Détachement qui, au dire des émissaires de la France, vient d'Allemagne dans le Comté de la Bourgogne pour soutenir les Prétendants français; et en ce cas là même l'armée de l'Empire approcheroit de la Suisse pour être à portée de vous soutenir; et vous pouvez, Messieurs, vous assurer entièrement que si la France vouloit, contre toute apparence, et contre tous ses intérêts les plus visibles, s'abandonner à son injuste passion contre vous, Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et Leurs Hautes Puissances fourniroient et aux Louables Cantons Réformés, et à vous, des secours soit d'argent soit d'officiers, soit de monde, tels qu'on les pourroit désirer, et qu'elles vous assisteroient tous de la manière que vous trouveriez le plus convenable à votre intérêt et à votre situation, et cela avec toute la promptitude que ces deux Puissances zélées pour la Religion, pour le bien public, et pour la sûreté de l'Europe, savent si heureusement employer lorsqu'il s'agit de conserver la Religion et de soutenir les opprimés.

Nous ne vous parlons pas des secours que vous procureroit d'abord Sa Majesté le Roi de Prusse par son argent, par ses alliances avec les Princes de l'Empire qui vous sont voisins et par ses propres troupes, et même il a 8,000 hommes de la meilleure infanterie qui sont à portée et qui peuvent être dans sept jours aux frontières du Pays de Vaud. Vous jugez aisément qu'il n'omettroit rien pour soutenir ses propres sujets, et pour défendre un Pays qui ne seroit attaqué que pour lui avoir rendu justice.

Mais quoique nous vous renouvelions ici solennellement et en conformité de nos ordres, les assurances du secours le plus efficace, le plus réel et le plus prompt de la part de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne et de celle de LL. HH. PP., et que vous puissiez compter sûrement et solidement là-dessus si vous en aviez besoin, nous voyons très distinctement que ce cas n'arrivera pas. Car toutes ces menaces que l'on vous fait, n'ont certainement pour but que d'essayer, si par ce moyen l'on ne pourra pas vous détourner de vos vrais intérêts et de l'administration de la justice; et soyez certains que d'abord que S. M. le Roi de Prusse sera reconnu, en conformité de ses droits, pour votre Souverain, tous les efforts que l'on fait présentement pour vous agiter, cesseront, et que la tranquillité sera parfaitement rétablie parmi vous.

Elle le sera d'autant plus certainement que la France ne sauroit vous attaquer sans violer ouvertement ses Alliances avec le Louable Corps Helvétique, de qui vous avez toujours fait partie, et sans détruire une neutralité si essentielle à sa sûreté. Comme le Roi de Prusse s'est déjà déclaré et s'est engagé solennellement qu'il ne prétendoit en aucun sens sortir de cette neutralité par rapport aux Comtés de Neuchâtel et Valangin, et qu'il consentoit qu'elle y fût toujours observée de la même manière et avec la même exactitude que l'observe le Louable Canton de Berne, est-ce que le Roi de France, à qui l'on sera toujours prêt de donner toutes les sûretés possibles à cet égard, voyant par ce moyen le Comté de Bourgogne pour toujours à couvert de ce côté ici, et son

La France ne peut attaquer Neuchâtel sans noter le Corps Helvétique.



1707

Royaume en état de tirer en tout temps les mêmes avantages qu'il a eus jusqu'à présent des Comtés de Neuchâtel et de Valangin, ne sera pas ravi de voir que les choses s'y établissent d'une manière qui ne lui puisse donner aucun ombrage.

La France, dit-on, ne fera peut-être pas une guerre ouverte, mais elle mettra le Pays sous contribution. Que signifie cela? Mettre un Pays sous contribution, n'est-ce pas lui faire la guerre? Et pourroit-elle entreprendre un tel attentat sans s'attirer, en vertu de vos Alliances et de vos Combourgeoisies, la guerre avec le Louable Canton de Berne, auquel toute la Suisse réformée s'uniroit, et par conséquent sans se perdre, vu les circonstances dangereuses où elle se trouve. Et le Pays de Bourgogne ne seroit-il pas obligé de rembourser avec usures les contributions que l'on voudroit vous imposer? On les y pourroit étendre infiniment plus loin que chez vous. Vous pouvez d'autant plus sûrement vous mettre l'esprit en repos à cet égard, que S. E. M. le Comte de Metternich, en qualité d'Ambassadeur et de Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse, s'engagera, s'il est nécessaire, à vous rembourser toutes les contributions que vous serez obligés de payer à la France, et à dédommager tous les particuliers de toutes les pertes qu'ils pourroient souffrir de sa part. Et quant à l'interdiction de votre commerce, dont l'on vous menace tant, nous vous avons déjà fait voir que non seulement la France ne sauroit la faire avec justice, mais que même cette interdiction causeroit, dans les circonstances présentes, très peu d'embarras à votre Etat, outre que la France, qui en souffriroit infiniment plus que vous, et à qui vous pourriez arrêter par représailles une partie de ses effets qui passent ici sur votre lac, en seroit la première lasse, et solliciteroit bientôt le rétablissement du commerce.

Après tout ce que nous venons de vous dire, vous jugerez aisément, Messieurs, du peu d'égard que vous devez avoir pour les menaces frivoles du Ministre de France, et considérez de plus que si elles produisoient l'effet qu'il en souhaite, il se mettroit dans la constante habitude d'employer à tous moments cette voie pour vous obliger à faire tout ce qu'il voudroit exiger de vous. La Ville et les Peuples de Neuchâtel voudroient-ils conserver leurs anciennes Franchises et Libertés? il décideroit qu'elles sont injustes et chimériques, avec la même assurance qu'il fait une décision pareille sur les Droits de S. M. le Roi de Prusse, et il ordonneroit despotiquement qu'on eût à y renoncer, à moins de quoi son Roi seroit, diroit-il, obligé de soutenir un Prince son sujet contre les entreprises de ses peuples désobéissants; et la France seroit aussi prête de lui fournir les moyens d'abolir vos franchises, qu'elle l'a été il y a peu de temps à donner des troupes au Prince de Montbéliard pour un cas pareil. S'agiroit-il de conserver vos Libertés spirituelles? On décideroit que le Roi de France ne peut pas les tolérer, vu qu'elles pourroient servir à entretenir l'hérésie dans son Royaume. C'est ainsi que l'on a parlé à l'égard d'Orange; exemple que vous ne sauriez jamais avoir gravé assez avant dans vos esprits. N'avez-vous pas vu S. A. R. de Savoye, forcée par la France à chasser les gens de notre Religion qui étoient dans les vallées de Luzerne, et avoir des troupes étrangères dans ses propres Etats occupées à exterminer des sujets qui lui étoient si fidèles, et desquels il étoit si content? Véritablement ce grand Prince s'étant ensuite tiré par son courage invincible, de la dépendance où la France l'avoit voulu mettre, a rétabli dans leurs biens et dans leur patrie ceux de ces pauvres gens qui n'étoient pas pérés par les armes de cette Puissance. L'on a vu un Duc de Bouillon, Prince souverain de Sedan, Souveraineté distincte et séparée du Royaume de France, arrêté pour des faits qui ne regardoient point sa Principauté, mais qui le concernoient uniquement comme étant par sa naissance sujet du Roi de France. Il ne put se tirer de prison qu'en remettant



à la Couronne de France Sa Souveraineté; et Sedan, cette ville si célèbre par le zèle qu'on y avoit pour la Religion, par ses excellents Prédicateurs et Professeurs, et par le concours de tant de jeunesse qui s'y alloit instruire, voit maintenant ses Temples démolis, ses Peuples dispersés, et ceux d'entr'eux qui y sont restés obligés de professer la Religion Catholique. Se peut-il qu'il y ait aucun homme parmi vous qui ait du zèle pour sa religion qui ne soit frappé de tous ces exemples? Et qui d'entre vous peut douter que tous ces efforts que fait le Ministre de France pour vous empêcher d'exercer librement la justice, et pour obtenir des délais, qui vous mettroient dans les confusions les plus dangereuses, n'ayent pour but le renversement de notre Religion et de votre Liberté? Et qui encore d'entre vous pourra disconvenir que si les menaces que l'on vous fait, produisoient présentement du relâchement dans vos résolutions, l'on ne continuât d'employer avec une hauteur insupportable ce même moyen, jusques à ce que l'on vous eût mis entièrement sous le joug.

Mais pour faire quelques réflexions particulières sur le délai que l'on vous demande, nous vous prions de considérer que dans une affaire de justice, l'on est obligé par devoir de suivre les errements du procès sans s'en laisser en aucune manière détourner, et que vous ne pourriez accorder aucun délai sur les instances de l'Ambassadeur de France (qui bien loin d'être en droit de s'ériger ici, comme il fait, en Souverain, ne peut pas même être regardé comme partie), sans renverser les Sentences précédentes de votre Tribunal, sans donner un juste sujet de plainte à S. M. le Roi de Prusse, et par conséquent à ses Hauts Alliés qui s'intéressent si sérieusement pour lui : Car, enfin, nous devons vous le dire, S. M. la Reine de la Grande-Bretagne et Leurs Hautes Puissances regarderoient ce délai comme un acte de complaisance pour la France qui seroit absolument opposé à la justice, et Elles verroient avec beaucoup de sensibilité si vous aviez plus d'égard pour les demandes injustes de l'Ambassadeur de France, que pour les représentations pleines d'affection de leurs Ministres, et pour leurs oppositions.

Mais de plus, tous les délais que vous pourriez accorder ne satisferont jamais l'Ambassadeur de France, à moins que non seulement vous permettiez que des Prétendants, qui se sont eux-mêmes forclos, qui ont déserté leurs causes, et qui se sont servis contre vous de protestations si injurieuses, reviennent, contre tout ordre de justice, sur les rangs; mais qu'encore vous décidiez en faveur d'un Prétendant français, comme M. le marquis de Puysieux s'explique assez clairement là-dessus pour que vous n'en puissiez pas douter. Si vous ne voulez pas faire tout cela, ce délai que l'on vous demande, qui peut causer une infinité de troubles, de malheurs et de divisions parmi vous, ne fera, sans le contenter, que de rendre plus véhémentes et plus outrées les démarches de cet Ambassadeur de France. Ainsi ne vaut-il pas mieux, qu'en décidant aussi promptement de la chose que l'examen du Droit peut le permettre, vous vous assuriez d'abord de votre sort, que de le laisser plus longtemps incertain par une complaisance qui seroit si mal entendue et si dangereuse?

Nous espérons, Messieurs, que vous nous ferez bien la justice de croire, qu'étant remplis comme nous sommes de considération pour vous, nous avons vu avec une sensible douleur, et avec une véritable indignation, la manière outrageante dont M. l'Ambassadeur de France vous traite. Est-ce donc qu'il croit que, parce qu'il est honoré du caractère de Ministre public, il lui soit permis d'accuser si injustement et avec tant de violence votre Tribunal souverain de partialité ouverte? de n'avoir commis depuis la mort de Madame de Nemours que des injustices criantes; de s'être laissé entraîner par des cabales; de ne plus prononcer suivant les Lois, et de dire que les Juges n'étoient plus connus que par le parti qu'ils avoient ouvertement embrassé? Il n'y a per-



1707

sonne dans l'Etat qui ne doive être pénétré d'un affront pareil, fait sans aucun fondement à un Tribunal souverain.

Toutes les Sentences que Messieurs des Trois Etats ont rendues jusques à celle du 30 septembre, ont été acceptées par tous les Prétendants français qui sont restés après le départ de M. le Prince de Conti, et ils en ont partout loué la sagesse et la justice. Mais parce qu'il a plu à quelques-uns de ces mêmes Prétendants (qui trouvoient si sages les Sentences précédemment données) d'abandonner tout d'un coup la partie, de désertir leur cause, et de se plaindre par les termes les plus odieux de la Sentence du 30, qui n'étoit pourtant que la confirmation de celle du 27 qu'ils avoient acceptée et à laquelle ils avoient adhéré, M. le marquis de Puysieux, au lieu de désavouer une conduite si irrégulière, enchérit sur eux; avance que le Tribunal n'a commis que des injustices criantes depuis la mort de Madame de Nemours, et employe sans ménagement, et contre la notoriété publique, toutes les expressions les plus violentes contre la réputation de gens d'honneur, et tâche de prostituer à toute la terre par des accusations les plus atroces, les Juges d'un Etat souverain. Qui dans Neufchâtel, nous le répétons de nouveau, peut voir cela sans indignation et sans être outré du ressentiment le plus vif? Et que veut dire en particulier M. le marquis de Puysieux par ces cabales auxquelles il prétend que Messieurs les Juges se sont laissés entraîner? Si leur intégrité n'avoit pas été à toute épreuve, et s'ils avoient été capables de se laisser séduire par des cabales, il y auroit déjà longtemps que M. de Matignon seroit Prince de Neufchâtel. Et personne n'ignore plus les mesures qui avoient été prises en France de si longue main pour suppléer à ses mauvais droits. L'on sait que la destitution de quelques-uns des Juges étoit déjà toute dressée, parce qu'on reconnaissait trop bien leur fermeté, pour pouvoir se flatter de disposer d'eux selon qu'on le souhaitait; et si Madame de Nemours avoit tardé un jour à tomber dans les extrémités qui l'ont enlevée de ce monde, ce coup là étoit fait. L'on a vu venir ici Bouret, cet homme qui avoit été pendant la vie de Madame de Nemours, le souverain dispensateur de tous ses bienfaits, et qui ne les avoit appliqués que pour se faire des créatures, et pour lier le parti qu'il vouloit favoriser; il s'est logé au Château, et a été de là le grand directeur de toutes les intrigues de M. de Matignon. Quelle adhérence ne devoit pas avoir ici un homme qui avoit disposé depuis si longtemps de toutes les principales charges de l'Etat?

Pendant que M. le Prince de Conti a été ici, le sieur de la Closure a agi avec beaucoup de ménagement et de tiédeur, et a gardé une espèce de neutralité entre Messieurs les Prétendants français; mais immédiatement après le départ de M. le Prince de Conti, on l'a vu agir avec une violence outrée, et il s'est ouvertement déclaré pour M. de Matignon; M. le Duc de Villeroy s'est même plaint à diverses personnes d'entre vous de cette partialité si vive du sieur de la Closure. Le Gouverneur de Pontarlier n'a point fait de façon de dire qu'il venoit ici pour soutenir les intérêts du même M. de Matignon, et qu'il avoit ordre d'un Ministre auquel il ne pouvoit rien refuser, d'y employer tous ses efforts. Et l'on sait assez quelle étoit l'étendue de ses offres vers les particuliers qu'il tâchoit d'attirer dans les mêmes intérêts. Mais comme rien de tout cela n'a pu écarter des Juges intègres, tels que le sont Messieurs des Trois Etats, d'une administration exacte de la justice, M. de Matignon, à la vue de leur incorruptibilité, est véritablement parti, mais en prenant en même temps avec ses amis toutes les mesures qu'il a cru les plus propres à troubler l'Etat, et à vous jeter dans la confusion; et vous avez vu les démarches qui se sont faites, en conséquence de ces mesures, pour parvenir à un dessein si pernicieux.

M. le Prince de Conti, qui s'est attiré par les éminentes qualités qu'il pos-



1707

sède, une estime si générale dans toute l'Europe, a agi après son départ d'une manière digne de son grand cœur; car voyant que ses prétentions ne pouvoient pas avoir lieu, il a quitté la partie sans avoir fait en France aucun effort pour troubler votre repos; et M. le Duc de Villeroy a aussi fait voir dans toute sa conduite et dans tous ses discours, qu'il savoit abandonner de bonne grâce une prétention qui s'est trouvée mal fondée, et qu'il n'avoit aucune vue de vous causer des agitations et du trouble. Mais assurément il n'en a pas été de même de M. de Matignon.

Nous ne pouvons pas, avant que de finir, nous empêcher de vous témoigner notre surprise de ce que M. le Marquis de Puysieux remet encore sur le tapis l'affaire du sieur de Normandie. L'on s'étoit tu sur le Mémoire que vous avoit donné le sieur de la Closure à cet égard, parce que l'on voyoit bien qu'il ne savoit ce que c'est que le Droit des Ambassadeurs, et que l'on a jugé qu'il seroit assez inutile qu'on l'en instruisît. Mais M. le Marquis de Puysieux, qui est depuis si longtemps Ambassadeur, ignore-t-il qu'il n'y a aucun Tribunal qui s'arroge le droit d'exercer la justice sur les personnes qui appartiennent à un Ministre honoré de ce caractère? Ne sait-il pas que lorsqu'on veut donner à Rome la moindre atteinte aux privilèges et aux prérogatives des Ambassadeurs, ceux des Puissances ennemies entr'elles s'unissent toujours en ce cas pour s'y opposer de concert? Voudroit-il permettre que les personnes de sa maison fussent châtiées par d'autres que par lui, pour quelque manque de respect à l'égard des Magistrats? Peut-il disconvenir que M. le Comte de Metternich n'ait donné une satisfaction suffisante à Messieurs des Trois Etats, non seulement en désavouant hautement le sieur de Normandie, mais même en le faisant sortir promptement du Comté de Neuchâtel? Et enfin ne sait-il pas que, s'il est vrai que le sieur de Normandie s'est laissé aller à un emportement très blâmable et très peu respectueux, il est vrai aussi qu'il a été poussé à bout par la pétulance réitérée du sieur Tribolet.

Nous nous serions, Messieurs, moins étendus dans ce Mémoire, si la manière injurieuse et outrageante dont on vous traite, ne vous avoit pas vivement pénétrés. Nous finirons en vous renouvelant les assurances positives de la Haute Protection de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne et de celle de Leurs Hautes Puissances, en vous promettant de leur part, lorsque vous en aurez besoin, tous les secours nécessaires pour vous maintenir contre l'oppression de la France; en vous encourageant à l'union entre vous et à la fermeté; en vous conjurant, pour l'amour de vous-mêmes, de ne vous laisser détourner par aucune menace du chemin de la justice, et en vous exhortant d'éviter avec soin les pièges que l'on vous dresse en vous demandant des délais: car c'est par là que l'on prétend mettre votre Pays en trouble, vous diviser entre vous, jeter la terreur dans les peuples, et donner lieu à former toutes sortes de cabales parmi vous, et à vous mettre dans des agitations qui pourroient entraîner votre ruine. Nous prions Dieu qu'il vous inspire les résolutions les plus propres à votre conservation, et à celle de notre sainte Religion, et nous vous prions d'être bien persuadés que nous chercherons avec empressement les occasions de vous donner des marques de notre considération pour vous. Donné à Neuchâtel, ce 16 Octobre 1707.

A STANYAN.

J.-LOUIS RUNCKEL.

Tous ces Mémoires ayant été lus, suivant l'ordre des Trois Etats, Messieurs des Trois Etats étant retournés en chambre de consultation, ont dit et sentence à leur retour:

„Qu'ayant examiné les mémoires présentés par S. E. Mgr. l'Am-

Sentence des  
Trois-Etats qui



1707  
refuse le délai  
demandé par  
l'Ambassadeur  
de France.

„bassadeur de Sa Majesté Très Chrétienne, il leur a été extrême-  
„ment sensible d'y voir des expressions dures et fortes dont ils  
„sont remplis, et que les conditions sous lesquelles le délai est de-  
„mandé sont contraires et donnent atteinte à l'autorité et à la liberté  
„du Tribunal souverain et indépendant duquel ils sont obligés, par  
„devoir et serment, de maintenir les droits et la compétence; Et  
„considérant les oppositions formelles de quelques-uns des hauts  
„et illustres Prétendants, Mes dits sieurs des Trois Etats, pour  
„suivre l'ordre judiciaire et les errements de la cause (la procé-  
„dure ayant été expédiée et mise en état), déclarent qu'ils s'ajournent  
„à lundi prochain, auquel jour on commencera d'en faire la lecture,  
„afin qu'ensuite les Parties qui sont restées en cause, puissent plaider  
„et faire leurs conclusions.

Les réquisi-  
tions du prince  
de Montbéliard  
sont trouvées  
mal fondées.

„Quant aux réquisitions faites de la part de S. A. S. Mgr. le  
„Prince de Montbéliard, on les trouve mal fondées, lui réservant  
„toutefois le bénéfice, s'il a des moyens légitimes de récusations,  
„de les proposer et articuler présentement à l'audience.“

La sentence ci-dessus ayant été lue, M. Brisechoux, l'un des  
procureurs de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard, faisant les  
fonctions d'avocat en ce procès, a déclaré qu'il n'avait aucune ré-  
cusation à former.

Alarmes  
causées dans le  
pays par les  
menaces de la  
France.

Bruits répan-  
dus par les par-  
tisans des pré-  
tendants fran-  
çais.

Les Mémoires de S. E. Mgr. l'Ambassadeur de France, répandus  
dans l'Etat, y avaient causé des alarmes; les partisans des préten-  
dants français les augmentaient par leurs raisonnements, qui n'étaient  
pas d'ailleurs dénués de toute vraisemblance; on parvint jusqu'à  
persuader à plusieurs particuliers de retirer leurs effets. Ils repré-  
sentaient qu'il y avait déjà des troupes nombreuses dans la Franche-  
Comté; que dans vingt-quatre heures le Pays serait désolé; que  
si on reconnaissait le roi de Prusse, l'alliance avec les Cantons  
catholiques cesserait; que les Comtés appartenant à un ennemi du  
roi de France en guerre déclarée, ce monarque était en droit de  
s'en saisir; que la protection de la reine d'Angleterre et des Etats-  
Généraux des Pays-Bas était vaine, quand même ces puissances  
seraient sincères; que le pays serait cent fois saccagé avant qu'il  
pût arriver du secours de leur part; que quand même ce secours  
pourrait arriver, la Ville et le Pays s'en ressentiraient d'une manière  
fâcheuse; que le centre de la guerre y étant une fois fixé, ce pays  
serait ruiné pour toujours, les habitants obligés de se réfugier dans  
les pays étrangers, et que leurs maisons étant brûlées, ils n'y re-  
viendraient pas pour les rebâtir; au lieu qu'en choisissant un prince  
français, le pays était à l'abri de tous ces dangers, et continuerait  
à jouir de tous les avantages que la France lui procure par son  
voisinage; ce que l'Angleterre, la Hollande, le roi de Prusse, ni  
même l'Empire ne pouvaient lui procurer. Qu'on voyait évidemment



1707

que ces puissances ne recherchaient ce Comté pour le roi de Prusse (même par le mémoire qui avait été lu aux Etats) que pour porter la guerre en Franche-Comté, et porter un coup fatal à la France: c'est ce qui devenait d'ailleurs évident par l'empressement des alliés, par la grande dépense qu'ils faisaient, et par les sommes qu'ils faisaient répandre par le comte de Metternich et qui allaient au-delà de la valeur des Comtés de Neuchâtel et Valangin. Qu'on n'avait aucune assurance que les promesses de toutes ces puissances, pas même celles du roi de Prusse, seraient accomplies; que quand les Rois n'accomplissent pas leurs promesses, les sujets, ou de petits Etats comme celui-ci, n'avaient ni la force, ni l'autorité pour les y contraindre; et autres raisonnements qu'il serait inutile de rapporter.

Ce qu'on en a dit suffit pour justifier que ce ne fut pas mal à propos que S. E. M. le comte de Metternich, apprenant que tous ces discours étaient de nature à causer des mouvements, fit imprimer et publier le Mémoire suivant :

#### DÉCLARATION DE S. E. M. LE COMTE DE METTERNICH.

Du 21 octobre 1707.

NOUS ERNEST DE METTERNICH, *Comte du St-Empire, Ministre d'Etat, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse*; Voyant les efforts que fait l'Ambassadeur de France pour intimider les Peuples de cet Etat, et les détourner de la justice qu'ils doivent aux légitimes Droits de Sa Majesté, par des menaces de contributions et d'autres actes d'hostilité, quoiqu'il soit évident qu'on ne sauroit rien entreprendre de pareil, sans violer ouvertement et manifestement l'alliance que la Couronne de France a avec le Louable Corps Helvétique, dont ce Pays est incontestablement un véritable Membre, Nous déclarons, selon le plein-pouvoir que nous avons du Roi, et en conformité des assurances verbales que nous avons déjà données sur ce sujet à plusieurs personnes et Communautés du Pays, qu'au cas que, contre toute apparence, il arrivât que de la part de la France on voulût exiger des contributions de quelqu'un du Comté de Neuchâtel et Vallangin, ou entreprendre quelque chose sur ses effets et sur ce qui lui appartient, soit par enlèvement, pillage, incendie, ou autrement, Nous nous engageons à rembourser toutes les contributions que les Particuliers ou les Communes auront été obligés de payer à la France ou à ses officiers, et à les dédommager de toutes les pertes généralement qu'elles pourroient souffrir de la part de cette Puissance: Outre que S. M. en devenant Prince de l'Etat de Neuchâtel, qui fait partie du Louable Corps Helvétique, ne fera jamais rien en cette qualité et par le moyen du dit Etat, au préjudice des engagements du dit Corps; et que d'ailleurs à tout événement Elle prendra toutes les mesures convenables et nécessaires pour mettre ce Pays entièrement à couvert de toute insulte. En foi de quoi, Nous avons fait expédier les présentes signées de notre main, et munies de notre Sceau ordinaire, à Neuchâtel le 21 Octobre 1707.

(Signé) METTERNICH.

#### Vingt-deuxième Assemblée des Trois-Etats.

Du 24 octobre 1707.

Ensuite de la sentence rendue le 19 de ce mois, les Trois Etats s'étant assemblés, et M. le conseiller Sandoz, l'un des juges du

Mémoire du Comte de Metternich pour rassurer les sujets de l'Etat contre les craintes occasionnées par les bruits ci-dessus.

M. Sandoz indisposé, remplacé comme juge par M. Tribolet.



1707 Premier Etat n'ayant pu, pour cause d'indisposition, se rencontrer au Tribunal, M. le procureur-général a fait remplir son siège par M. le conseiller Tribolet.

Sur quoi le sieur Peyrol a représenté que, ne s'agissant aujourd'hui que de lire la procédure, à quoi on a été renvoyé, il soutenait qu'il n'y avait pas lieu à aucun remplacement, vu d'ailleurs que M. le conseiller Sandoz n'était que légèrement indisposé, ayant seulement pris médecine par précaution.

Mais M. le procureur-général a remontré que le dit sieur Peyrol n'était pas bien informé, puisque, outre la lecture de la procédure, il s'agissait de celle de deux lettres venues en dernier lieu, sur lesquelles Messieurs des Trois Etats doivent prononcer.

Et nonobstant que le dit sieur Peyrol eût continué à s'opposer au remplacement, et même à demander sentence là-dessus, en ajoutant qu'il s'opposait à ce que mon dit sieur Tribolet assistât à la dite sentence qu'il demandait, M. le procureur-général n'a pas laissé que de faire lire les deux lettres suivantes :

*A Messieurs Messieurs le Gouverneur et Conseil d'Etat de la Souveraineté de Neuchâtel et Vallengin à Neuchâtel.*

Messieurs,

Lettre du prince  
de Nassau-Sie-  
gen qui réclame  
le Comté de  
Neuchâtel.

Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince d'Orange, notre Maître, étoit persuadé que la déduction de ses droits évidents à la succession de Châlons, comme à celle de la Principauté d'Orange, jointe aux sentiments unanimes des Universités de l'Europe sur le testament de René de Châlons, que l'on a envoyé par manière d'information à Vos Seigneuries, suffisoient pour déterminer les Etats et le Pays à reconnoître leur véritable souverain; cependant, il a reçu avec surprise des déclarations qui marquent que l'on voudroit tirer en contestations des droits si évidents, et en juger souverainement sans ressource à Neuchâtel même. C'est à quoi il ne pourroit si promptement se conformer sans l'aveu de ses Agnats, intéressés au fideïcommis et à la succession d'Orange et de la Maison de Châlons.

Il lui paroît peu naturel qu'un Tribunal à Neuchâtel puisse décider de la seigneurie directe, et transporter la souveraineté hors de la Maison de Châlons, dont il est le véritable héritier. Il paroît que tout au plus ce Tribunal ne pourroit connoître que des prétentions au fief, au nom du Comte de Châlons, dont ce fief doit relever; mais comme il s'agit ici d'un droit de reversion, et que ce fief rentre entre les mains de la Maison de Châlons, il ne peut se persuader, Messieurs, que cela dépende de votre arbitre ou décision.

Cependant s'il lui peut conster que ce soit une loi reçue, immuable, constante, bien établie, sans contestation ni doute, il n'aura nulle peine de s'y soumettre et d'attendre la décision que votre justice vous inspireroit; mais, comme il s'agit ici d'un pas sans retour, dont il n'est pas seul le maître, il en va donner part incessamment à Messeigneurs les Princes ses Agnats pour concourir et souscrire à une députation le plutôt qu'il se pourra.

Pour son particulier, si l'Empire entier n'étoit témoin que ses sujets de Siegen mutinés et le Chapitre de Cologne l'ont mis hors d'état d'agir, même de s'entretenir, loin de pouvoir députer où ses intérêts le demandent, sa parole de Prince suffiroit pour que vous n'en dussiez pas douter; mais cela ne fait rien au cas,



1707

et n'est pas une matière d'un débatement si prompt; des droits de naissance et de souveraineté si légitimement acquis ne dépendent pas de ces sortes de temps limités et des retardements invincibles où le malheur a plus de part : En attendant qu'il reçoive réponse, il espère avec justice que vous ne précipiterez rien sur une affaire de si grande conséquence.

S. A. S. nous ordonne aussi de vous avertir que les mouvements extraordinaires que se donnent la Cour de Prusse ne se fondent que sur les recommandations qu'elle s'est attirées des Puissances, ou peu informées des droits de la Maison de Nassau, ou plus attentifs à la conjoncture présente et le besoin des troupes qu'aux intérêts particuliers des Puissances, et on vous prie de remarquer les termes des Traités qui marquent clairement qu'on s'engage à ne point faire de paix qu'on ne vous ait livré à cette Cour : Ce serait une manière de décider qui ne vous conviendrait non plus qu'à la Maison de Nassau.

Cependant S. A. S. proteste solennellement contre toutes les démarches qui se pourront faire à son préjudice et de sa Maison, en attendant que Messieurs les Agnats aient donné leur résolution, et commencé d'agir avec la liberté que cette affaire demande. Il proteste de plus contre l'obmission de son nom d'Orange dans quel écrit ou lettre que ce puisse être, puisque c'est un caractère dont personne au monde a droit de connoître et qu'il tient du Roi des Rois et de son sang.

Aussitôt que Messieurs les Agnats auront fait leur réponse, on en donnera part à Vos Seigneuries. On espère cependant qu'elles demeureront dans les sentiments où l'évidence et la vérité, jointes à leurs propres intérêts, doivent les tenir.

Nous demeurons avec beaucoup de vénération, Messieurs, de Vos Seigneuries, les très humbles et obéissants serviteurs,

Les Conseillers et les Gens d'affaire de S. A. S. Monseigneur le Prince de Nassau et d'Orange,

Et plus bas, signé par moi RUFFE, secrétaire.

A Munster en Westphalie le 11 octobre 1707.

*A Messieurs Messieurs le Gouverneur et du Conseil des Trois Etats de la Souveraineté de Neufchâtel et Vallangin.*

A Hirsingen, ce 12 octobre 1707.

Messieurs,

Après le décès de Madame la Duchesse de Nemours, mon frère aîné, Monsieur Béat-Albert-Ignace Baron de Montjoye vous a représenté par ses lettres et mémoires, comme nous avons l'honneur dans notre famille de descendre en ligne directe des premiers Comtes de Neufchâtel et Vallangin par les Comtesses Catherine de Neufchâtel et Marie de Vallangin, Dames de Montjoye.

Lettre de François Ignace baron de Montjoye.

Et encore que les affaires de cette nature se font ordinairement par l'aîné de la famille et que tout ce qu'icelui y fait est réputé pour fait au nom de toute la famille; cependant comme mon nom n'est pas énoncé dans l'acte ottroyé à mon frère aîné, je me suis avisé de me rapporter aux lettres et mémoires par lui écrites et produites, et en faisant la même instance de demander un pareil acte à celui qu'on lui a donné, pour moi et mes descendants, dans le temps que le tribunal est encore ouvert et assemblé; afin que ma Postérité n'ait rien à me reprocher, comme si j'aurois négligé quelque chose qui pourroit convenir à la conservation de nos droits, si, selon la Providence de Dieu, le cas echerra.



1707

C'est la justice que j'espère, Messieurs, que vous ferez et rendrez à celui qui est très véritablement, Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

(Signé) FRANÇOIS-IGNACE BARON DE MONTJOYE.

Après quoi le sieur Peyrol a persisté à ce que la procédure fût lue, puisqu'elle se trouve fermée, et qu'on n'y peut plus rien ajouter, ni recevoir aucune nouvelle réquisition, et que d'ailleurs S. A. Mgr. le prince de Nassau-Siegen avait déjà été débouté par sentence souveraine de ce tribunal, auquel elle est injurieuse en ce qu'elle révoque en doute sa légitime autorité souveraine.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard on a allégué que, sans adhérer aux prétentions de M. le prince de Nassau-Siegen, on se réfère à la prudence et l'équité de Messieurs des Trois Etats pour prononcer à l'égard du délai qu'ils trouveront convenable à la justice et aux constitutions de l'Etat.

De la part de M. le marquis d'Allègre on a déclaré qu'on adhérerait à ce qui a été dit au nom de S. A. S. le prince de Montbéliard, ajoutant qu'on ne sera pas en peine de montrer que le conseil de M. le prince de Nassau-Siegen se trompe dans l'effet qu'il attend du terme qu'il demande, puisque la qualité d'héritier de la maison de Nassau n'emporte point celle d'héritier de la maison de Châlons, et que l'on ne peut l'être de celle-ci que par le droit du sang; mais que si les obstacles dont il est parlé dans la demande du terme en question, sont réels, comme on le croit, on ne peut pas trouver ce motif injuste.

De la part de Madame de Mailly on a ajouté à ce que dessus, que par la sentence des Trois Etats rendue sur la première lettre du prince de Nassau-Siegen, ayant été dit qu'on lui réservait de pouvoir faire valoir ses droits en tout temps, s'il prouvait l'impossibilité de le pouvoir faire présentement, on croyait qu'il était de l'intérêt des parties de faire déclarer une fois pour toutes sur cette prétention, et qu'il ne restât aucune semence de contestation avec le souverain qui serait investi.

M. le procureur-général, au nom de la Souveraineté, a représenté que, comme dans la lettre du Conseil de M. le Prince de Nassau-Siegen on révoque en doute la compétence de Messieurs des Trois Etats pour juger à qui des hauts et illustres prétendants la souveraineté doit appartenir, et qu'outre cela on y fait de certaines protestations qui vont à donner atteinte à l'autorité légitime de ce Tribunal, il ne peut se dispenser de protester, comme il fait, contre ces choses là, et de requérir Messieurs des Trois Etats de prévenir par leur sentence tout ce qu'on voudrait inférer de préjudiciable à leur autorité et compétence légitime, laquelle il espère



1707

qu'ils continueront d'établir, ensorte qu'il ne puisse être donné aucune atteinte par des protestations ni autrement.

Le sieur de Montmollin, banneret de la ville, a adhéré aux conclusions de M. le procureur-général par l'intérêt que la ville a à l'autorité du souverain Tribunal dont elle fournit le Tiers Etat.

Sur toutes lesquelles choses Mgr. le gouverneur ayant demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre de consultation, et à leur retour ont donné par sentence :

„Qu'ayant examiné la lettre écrite de la part de S. A. M. le Prince de Nassau-Siegen, et fait sur icelle leurs réflexions, ils déclarent que la dite lettre sera insérée sur le Manuel des Trois Etats, et qu'au surplus ils demeurent auprès de la sentence par eux rendue le 26 août dernier sur la première lettre de Sa dite Altesse sous toutes les réserves y contenues, ordonnant que les protestations de M. le Procureur-général et du sieur Banneret seront rédigées sur le dit Manuel, pour servir et valoir autant que de droit.

Sentence au sujet de la lettre du prince de Nassau-Siegen.

„Et au regard de la lettre de M. François-Ignace Baron de Montjoye, les Trois Etats déclarent qu'on ne peut y avoir égard, tant parce qu'il n'a pas fait sa réquisition au temps prescrit par la coutume, que parce que M. Béat-Albert-Ignace Baron de Montjoye, son frère aîné, a déjà été admis à la réquisition qu'il a faite pour le même sujet dans le temps prescrit.“

Et de celle du baron F.-J. Montjoye.

### Vingt-troisième Assemblée des Trois-Etats.

Du 25 octobre 1707.

Les Trois Etats étant assemblés, le sieur Vieux, faisant la fonction d'avocat pour Madame la marquise de Mailly, a requis que lecture fût faite d'un mémoire qu'il a produit.

Mad. de Mailly présente un mémoire.

Mais le sieur Peyrol s'y est opposé, soutenant que puisqu'il y a deux sentences qui ordonnent que la procédure sera lue, on doit maintenant les exécuter, sans que l'on puisse l'empêcher par de nouveaux incidents recherchés, pour éluder l'effet des dites sentences.

Mr. Peyrol s'oppose à sa production.

Sur quoi le dit sieur Vieux a persisté dans sa réquisition, puisque ce que son mémoire contient est un préalable nécessaire à être réglé avant que la procédure soit lue, comme on le verra après qu'il aura été lu. Et après quelques contestations plus amples là-dessus de part et d'autre, Mgr. le gouverneur ayant ordonné que le dit mémoire soit lu, cela a été fait; en voici la teneur :

Le gouverneur en ordonne la lecture.

### A Monseigneur le Gouverneur et à Messieurs des Trois Etats.

Madame la Marquise de Mailly et de Neelle, Princesse d'Orange, vous a fait voir par les pièces qu'elle a fait produire sur sa demande en investiture de la souveraineté de cet Etat, et par le Mémoire qu'elle vous a fait présenter, que

Mémoire de Mad. la marquise de Mailly.



1707 le droit de la Maison de Châlons est dévolu à elle seule, comme issue en droite ligne de Jean de Châlons, qui était votre Souverain en 1406. Elle a encore établi, et c'est un fait constant, que M. l'Electeur de Brandebourg est un étranger, qui ne descend point des Princes de cette illustre Maison, dont cependant il vous demande le bien le plus précieux, qui n'appartient qu'à Madame de Mailly, laquelle seule en est la légitime héritière.

Cette demande de S. A. Electorale est même si éloignée de la justice et révolte si fort les esprits judicieux, qu'il seroit impossible de l'admettre sans détruire l'Acte de concession du mois de septembre 1288, et sans contrevenir à l'obligation, confirmée par serment, dont vous avez hérité de vos aïeux et qui est écrite dans l'Acte de 1406, de ne reconnaître jamais d'autres Princes de Neufchâtel que Jean de Châlons et ses hoirs; de sorte que dès à présent il est aisé de juger, puisqu'il est clair comme le jour, que le droit sur la souveraineté de Neufchâtel est tout du côté de Madame la Marquise de Mailly contre M. l'Electeur, et qu'il n'entre pour rien dans la cause de S. A. E., pas même pour le *decorum*.

Au milieu de cela il y a un point certain, mais que quelques-uns des hauts et illustres Prétendants ont voulu rendre incertain et douteux, savoir l'inaliénabilité de l'Etat de Neufchâtel. Et quoique Madame de Mailly ait des armes également fortes et victorieuses pour combattre et vaincre S. A. E. soit sur l'inaliénabilité soit sur l'aliénabilité, supposé qu'on pût admettre cette aliénabilité, ce qui n'est pas; néanmoins, comme elle a à faire à un adversaire aussi redoutable que puissant, et pour lequel on met tout en usage, au défaut de la justice, pour le faire réussir, elle a intérêt, avant que la cause soit plaidée, qu'elle soit réduite dans le cercle qui la doit renfermer, et que l'inaliénabilité étant constante et même jugée par la sentence de 1694, elle demeure certaine et non en doute, comme on a voulu l'y mettre, afin que lors de la plaidoirie de la cause, paroissant aussi simple qu'elle est, développée et séparée de ce qui n'en est pas, la justice puisse s'y montrer avec évidence, et se faire connoître à ne s'y pouvoir tromper; et que d'un autre côté ceux qui auront l'honneur de comparoître au tribunal pour Madame de Mailly se trouvent exemptés et déchargés du soin de plaider la question de l'inaliénabilité, qui n'est pas en effet une question, et qui ne doit point entrer dans la cause.

Elle demande avant tout que la sentence de 1694 soit exécutée en ce qu'elle a déclarée la souveraineté inaliénable.

C'est pourquoi, par ces raisons et autres, que Messieurs des Trois Etats sont très humblement priés de suppléer, Madame la Marquise de Mailly les requiert et les prie, avant toutes choses, pour son éclaircissement et l'instruction de la cause, et en même temps pour en séparer ce qui n'en doit point faire partie, d'ordonner que leur sentence de 1694 sera exécutée, en ce que par icelle il a été jugé et déclaré que la souveraineté n'est point aliénable par testament ni autrement, suivant la nature et constitution de l'Etat, et l'usage toujours pratiqué touchant la succession de ce Pays; ce faisant, et en temps que besoin seroit, déclarer la constitution de l'Etat et l'usage, mentionnés en la dite sentence; ensemble la dite sentence (quant à l'inaliénabilité) communes tant avec S. A. Electorale qu'avec les autres hauts et illustres Prétendants qui sont demeurés en cause.

Elle demande en outre un délai pour plaider.

Au surplus, comme ceux qui sont chargés du soin de la défense de la juste cause de Madame de Mailly ne sauroient être prêts à plaider incontinent, après que la procédure aura été fermée, et que d'ailleurs pour faire leurs observations sur les pièces qu'ils ont produites pour elle, ils n'ont pu les retirer de la Chancellerie, parce que M. le Secrétaire du Conseil d'Etat leur a fait entendre que ce n'est pas l'ordre, elle requiert encore qu'il plaise à Messieurs des Trois Etats d'ordonner que du jour que la procédure sera fermée, elle aura un délai au moins d'un mois, pendant lequel les pièces produites par elles seront re-



prises et communiquées à son avocat ou à l'un de ses agents, qui les remettra avant l'échéance du dit délai.

Fait à Neuchâtel ce 17<sup>e</sup> jour du mois d'Octobre 1707.

(Signé) DU ROCHER.

Après que le dit mémoire a été lu, le dit sieur Vieux l'a appuyé par un assez long plaidoyer, dans lequel il a allégué diverses choses pour montrer, a-t-il dit, que les deux chefs qu'il contient ne peuvent être contestés; le premier concernant la sentence de 1694, qui déclare l'inaliénabilité de cet Etat, et le second touchant le délai pour plaider, n'étant pas possible de le faire après que la procédure aura été lue, puisqu'il est nécessaire, de la part de Madame de Mailly, que l'on réponde premièrement à de grands mémoires imprimés, lesquels ont été vus seulement ces jours passés, et publiés de la part de S. M. le roi de Prusse, de celle de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard, et de celle de M. le marquis d'Allègre.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard on allègue qu'en faisant abstraction des droits que Madame de Mailly s'attribue, lesquels n'appartiennent qu'à S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard, on adhère cependant à ce que contient son mémoire touchant la sentence de 1694 et l'inaliénabilité portée par icelle. Et à l'égard du délai, on croit qu'il est juste qu'il soit accordé, d'autant que la dite dame de Mailly est privée de son avocat depuis quelques jours, pour cause de son imprudence, etc. Mais en même temps on prie que la procédure soit corrigée en ce point, où il est dit, par mégarde sans doute, qu'on a demandé de la part de S. A. S. un délai pour plaider, au lieu que le sujet pour lequel on le requit, n'était uniquement que pour pouvoir informer S. A. S. de ce qui s'était passé ce jour là, afin de recevoir ses ordres là-dessus; priant Messieurs des Trois Etats de s'en souvenir, et d'en ordonner la correction.

De la part de M. le marquis d'Allègre, le sieur Verdelhan, son avocat, a déclaré qu'il fait les mêmes réquisitions qui viennent d'être faites de la part de Madame de Mailly, et qu'il emploierait tout le contenu du plaidoyer qui a été lu pour cela, néanmoins avec ce correctif nécessaire que le droit qu'on attribue à Madame de Mailly appartient à son exclusion à M. le marquis d'Allègre. Il demande aussi la même correction à son égard qui a été demandée par S. A. S. de Montbéliard.

Sur cela le sieur Peyrol, avocat de S. M., a fait un assez long plaidoyer pour réfuter la demande faite de la part des trois hauts et illustres prétendants susdits. En substance il a dit, qu'au lieu de deux choses que l'on allègue être dans le mémoire qui a été lu, il y en a trois. La première est un plaidoyer anticipé contre les droits de S. M., pour le soutien desquels il a avancé quelques raisons en

Réfutation du  
mémoire de  
Mad. de Mailly  
par l'avocat du  
roi de Prusse.



1707 abrégé, se réservant de le faire dans toute son étendue lorsqu'il en sera temps, et qu'en réfutant tout ce que l'on y a pu ou pourra opposer, il établira les dits droits d'une manière incontestable. La seconde chose que contient le dit mémoire est à l'égard de 1694. Touchant ce point il souscrit à l'inaliénabilité, sans qu'il soit besoin d'un jugement préliminaire des Trois Etats. Et la troisième chose que porte le dit mémoire est la demande d'un délai; à quoi le dit sieur Peyrol s'oppose formellement, puisqu'il en a déjà été accordé un aux parties qui dure depuis passé trois semaines, après que la procédure a été fermée, et que par deux sentences de Messieurs des Trois Etats, il a été ordonné que la procédure serait lue; de quoi il persiste à demander l'exécution, et que rien ne puisse être ajouté à la dite procédure, étant assez visible à tout le monde que les incidents que l'on fait naître ne tendent qu'à consumer le temps de l'audience à des inutilités pour retarder par ce moyen la décision de la cause.

Déclaration de  
l'avocat du  
prince de Ca-  
rignan.

De la part de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, le sieur Fortis, son avocat, a déclaré que pour ce qui concerne la sentence de 1694 et l'inaliénabilité y mentionnée, non seulement il y souscrit, mais qu'il la regarde et prétend s'en servir comme d'un moyen fondamental pour l'établissement de son droit; que c'est dans cette vue qu'il l'a employé dans la procédure, et qu'il suffit qu'elle y soit produite et employée pour en tirer tous les avantages que l'on croira en faire dans les conclusions, sans qu'il soit besoin d'un jugement préalable de Messieurs des Trois Etats qui confirme cette inaliénabilité, laquelle n'est pas fondée sur la dite sentence, puisque c'est la constitution naturelle et originelle de cette souveraineté, et que, comme telle, elle est rapportée dans la sentence pour un de ses fondements. Quant au délai que l'on demande, il convient qu'il pourrait y avoir des raisons pour déterminer Messieurs des Trois Etats à en accorder un, même dans l'état où la cause se trouve; mais qu'en examinant celles sur lesquelles les parties requièrent qu'on le leur accorde, qui est tirée de ce qu'il a paru depuis peu des mémoires imprimés de la part de trois des hauts et illustres prétendants, il soutient que cette raison ne vaut absolument rien, puisque de telles pièces ne sont pas du nombre de celles qui établissent le droit des parties ou sur lesquelles les juges se fondent; et qu'au contraire elles ne servent seulement qu'à leur indiquer les endroits de la procédure d'où l'on prétend qu'ils doivent tirer des inductions favorables à la partie qui donne ces écrits : soutenant que si une pareille raison était admise pour accorder un délai, ce serait le moyen d'éloigner à l'infini la décision de cette cause, puisque l'on ne pourrait pas refuser aux autres parties un délai qu'elles demanderaient sans doute à leur tour, lorsqu'il paraîtrait

Motifs contre  
le délai de-  
mandé.



1707

de nouveaux écrits; ce qui serait très préjudiciable à l'Etat, qui souffre déjà beaucoup par la longueur du temps qu'il y a que cet interrègne dure, outre qu'il est peu raisonnable que des parties qui ont déjà obtenu ci-devant un délai pour plaider, en demandent encore un nouveau. C'est pourquoi il conclut à ce qu'elles en soient déboutées.

Entre plusieurs autres raisons avancées à réitérées fois par les avocats de part et d'autre Mgr. le gouverneur ayant demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre de consultation, et à leur retour ont donné par sentence :

„Qu'ayant entendu ce qui a été dit et proposé par les avocats de S. A. S. Mgr. le Prince de Montbéliard, de Madame la Marquise de Mailly et de M. d'Allègre, et les réponses sur ce faites par les avocats de S. M. le Roi de Prusse et de S. A. S. Mgr. le Prince de Carignan, ils déclarent que la sentence de 1694 ayant été produite et employée dans plusieurs endroits de cette procédure, les avocats dans leurs conclusions s'en pourront servir et en tirer les conséquences qu'il leur conviendra, de même que des déclarations qu'ont faites à cet égard les avocats de S. M. et de S. A. S. le Prince de Carignan.

Sentence sur le  
mémoire de  
Mad. de Mailly.

„Quant au délai demandé, Messieurs des Trois Etats ne peuvent pas l'accorder, s'étant ajournés à aujourd'hui pour commencer la lecture de la procédure à laquelle on vaquera incessamment : Et sur le regard des Actes, lesquels y sont énoncés et non insérés tout au long, de l'aveu et suivant la convenance des avocats de toutes les parties, s'ils prétendent s'en servir outre ce qui est porté dans la procédure, ils pourront les retirer en donnant un reçu à la Chancellerie, et à la charge de les reproduire si de besoin est.“

Le délai est  
refusé.

Après que la dite sentence a été prononcée, le sieur Vieux, avocat de Madame de Mailly, a représenté que, quelque juridique qu'elle soit, et nonobstant le respect qu'il a pour ce souverain tribunal, il ne peut se dispenser de faire ses remontrances sur ce qu'elle ne s'explique pas assez à l'égard de la déclaration qu'a faite le sieur Peyrol touchant la sentence de 1694, puisque, encore qu'il soit porté par la sentence que l'on pourra s'en servir et en tirer telles conséquences qui conviendront aux parties, néanmoins cette déclaration n'y étant pas rapportée, on pourrait dans la suite ne pas convenir de son contenu; c'est pourquoi il requiert qu'il soit dit que le dit sieur Peyrol a souscrit à la dite sentence de 1694, de même qu'à la clause d'inaliénabilité y mentionnée, et qu'elle serve de règle commune entre toutes les parties; le dit sieur Vieux requérant que de la dite adjonction faite il lui en soit accordé acte. Et de la part de S. A. S. Mgr. le prince de Mont-

L'avocat de  
Mad. de Mailly  
demande un  
éclaircisse-  
ment.



1707 béliard et de M. le marquis d'Allègre on a adhéré à la proposition et requisition du sieur Vieux.

Mais le sieur Peyrol a soutenu que la sentence étant assez claire et expresse, il n'y avait rien à y ajouter, requérant que pour l'exécuter la procédure soit lue, et qu'au surplus il se tient à la déclaration qu'il a faite lorsqu'il a répondu aux mémoires et plaidoyers du dit sieur Vieux et de ses adhérents.

Après avoir lu ce qui était noté de la dite déclaration sur le protocole dans le plaidoyer du dit sieur Peyrol, Mgr. le gouverneur ayant demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre de consultation, d'où étant revenus ils ont donné par sentence :

La sentence est confirmée.

„Qu'ayant entendu la demande faite par le sieur Vieux et ceux qui y ont adhéré, aussi bien que la lecture de ce qui est couché sur le protocole de la déclaration faite par le sieur Peyrol, ils demeurent auprès de leur dite sentence.“

M. d'Allègre demande la lecture d'une requisi-  
tion importante.

Ensuite le sieur Verdellian, avocat de M. le marquis d'Allègre, a représenté que comme par la sentence d'hier, Messieurs des Trois Etats déclarèrent que la présente séance n'irait que jusqu'à midi, qui approche, il ne savait pas si on la voudrait continuer à présent pour entrer en matière sur une requisi-  
tion qu'il avait par écrit, à l'égard de laquelle il priait d'être entendu, puisqu'elle contenait des choses d'une très grande importance dans cette cause, tant pour l'Etat que pour M. le marquis d'Allègre, et qu'elle devait être faite avant la lecture de la procédure.

Opposition du sieur Peyrol.

Le sieur Peyrol, avocat de S. M., s'est opposé à ce qu'aucune proposition ou requisi-  
tion nouvelle se puisse faire, et a demandé l'exécution de trois sentences qui ordonnent que la procédure serait lue, à quoi l'on remarque que les parties cherchent toutes sortes d'incidents pour y faire obstacle et renvoyer à l'infini la décision de la cause, à laquelle néanmoins tous les Peuples du Pays, l'intérêt de l'Etat, et celui même des parties requièrent célérité.

Après quelques contestations plus amples sur cela, Mgr. le gouverneur ayant demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre de consultation, et à leur retour ils ont donné par sentence :

Sentence sur la requisi-  
tion de M. d'Allègre.

„Qu'ayant vu en chambre de consultation, où l'avocat de M. le marquis d'Allègre a eu permission d'entrer, ce qu'il demandoit à proposer à l'audience, à quoi on s'est opposé, ils déclarent que pour le présent on ne peut rien ordonner là-dessus, lui réservant toutefois de pouvoir employer le contenu de sa proposition dans les conclusions en cause, auquel temps Messieurs des Trois Etats y feront les réflexions qu'ils trouveront justes et raisonnables.“

On commence à lire la procédure.

Enfin, on a commencé à lire la procédure jusqu'à demi-heure



après midi que Mgr. le gouverneur a renvoyé l'audience au lendemain à huit heures et demi du matin. 1707

### Vingt-quatrième Assemblée des Trois-Etats.

Du 26 octobre 1707.

Suivant le renvoi du jour d'hier, les Trois Etats s'étant assemblés et ayant pris séance comme à l'ordinaire, on a repris la lecture de la procédure à l'endroit où l'on finit hier, et l'on a continué jusqu'à la fin de l'audience du 13 septembre, que Mgr. le gouverneur ayant fait cesser de lire, a dit : Que quoiqu'il ne soit pas encore midi à l'horloge, il est cependant midi et demi, et qu'il avait néanmoins bien voulu laisser continuer la lecture pendant cette demi-heure de plus que la règle à cause du temps que l'on avait été en Conseil d'Etat avant la séance. Qu'au reste il voulait bien faire connaître qu'il s'était aperçu du retardement de l'horloge, ce qui était honteux de se jouer ainsi du tribunal, et de mettre en usage pour cela des moyens qui seraient à peine soufferts dans un collège; que ce n'était pas la première fois qu'on s'était ainsi joué du tribunal, puisqu'il pourrait nommer la personne qui empêcha hier le marguillier de sonner la cloche après que midi fut frappé. Et après avoir exhorté que l'on eût plus de respect pour le tribunal, il a décidé qu'il renvoyait la séance à samedi prochain 29 du présent mois.

Continuation de la lecture de la procédure.

Le gouverneur se plaint de ce qu'on retarde à dessein les horloges.

Sur cela le sieur Peyrol, avocat de S. M., a représenté que comme il importe que la procédure soit lue avec le plus de suite qu'il soit possible, il requérait que le renvoi ne fût pas plus loin qu'à demain, demandant jugement de Messieurs des Trois Etats. Là-dessus, et comme Mgr. le gouverneur étant levé lui a dit qu'il ne s'agissait pas de juger pour un cas pareil, n'ayant aucun sujet de se plaindre du renvoi, puisqu'il y a déjà eu trois audiences cette semaine et que celle de samedi ferait la quatrième, c'en était une au-delà de la règle faite, le dit sieur Peyrol a dit qu'il prenait tous les assistants à témoin du refus qui lui était fait de laisser rendre jugement à Messieurs des Trois Etats sur ce qu'il requérait. Là-dessus Mgr. le gouverneur lui a dit que ce n'était pas à lui à lui apprendre ce qu'il avait à faire, et le monde s'est retiré.

M. Peyrol demande jugement contre le renvoi de l'audience de la part du gouverneur.

Le sieur Peyrol prend à témoin l'audience contre le refus du gouverneur.

### Vingt-cinquième Assemblée des Trois-Etats.

Du 29 octobre 1707.

Ensuite du renvoi que fit Mgr. le gouverneur mercredi dernier 26 de ce mois, les Trois Etats s'étant assemblés ont pris leurs places, et mon dit Seigneur leur ayant remis deux lettres qui lui étaient adressées, l'une des procureurs qui ont agi ici de la part de Madame la marquise de Mailly, avec une protestation y jointe,

Protestations de Madame de Mailly et de M. d'Allègre.



1707 et l'autre du procureur de M. le marquis d'Allègre qui emploie la même protestation sous quelques restrictions, il avait cru leur devoir faire faire lecture des dites lettres.

Le procureur-général s'oppose à la lecture des protestations.

Lesquelles étant lues, M. le procureur-général s'est opposé à ce qu'on passât outre à la lecture de la protestation y jointe, puisque, outre diverses raisons qu'il a alléguées, il suffit de dire qu'on n'a pas accoutumé de faire des protestations par lettres devant ce tribunal, sans que personne se présente pour le requérir et les produire, ajoutant à cela des contreprotestations et requisitions.

De même le banneret.

Le sieur banneret de Neuchâtel a adhéré au nom de la ville à ce qu'a dit M. le procureur-général.

Ainsi que le sieur Peyrol.

Le sieur Peyrol, avocat de S. M., a fait la même chose et requis que les dites lettres et protestations soient mises à néant.

Sur quoi Mgr. le gouverneur ayant demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, aussi bien que sur l'instance qu'ont faite auprès de lui les procureurs de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard pour faire lire à l'audience un mémoire qu'ils lui ont donné pour éclaircir certains faits énoncés dans le mémoire de MM. de Stanian et Runckel lu à l'audience du 19 de ce mois, lesquels faits intéressaient Sa dite A. S., Messieurs des Trois Etats sont allés en chambre, et à leur retour ont donné par sentence :

Sentence qui met à néant les protestations de Mad. de Mailly et de M. d'Allègre.

„Qu'ayant entendu la lecture des deux lettres que les procureurs de Madame la marquise de Mailly et de M. le marquis d'Allègre leur ont adressées, fait réflexion que les dites lettres et la protestation n'ont pas été exhibées ni produites dans les formes par les dits procureurs, lesquels ont sisté pendant tout le cours de la procédure, et considéré les oppositions et conclusions de M. le procureur-général, ils déclarent que les dites lettres, qui ont été lues, ne seront pas enregistrées, non plus que la protestation y jointe, laquelle ils rejettent et ne devra pas être lue.

„Quant au mémoire adressé à Mgr. le gouverneur et à Messieurs des Trois Etats par MM. Siegmann et Brisechoux, procureurs de S. A. S. Mgr. le prince de Montbéliard, il leur sera permis d'en faire la lecture sans pourtant qu'il puisse être enregistré.“

Le mémoire du prince de Montbéliard est lu, et sa protestation mise sur la table du secrétaire d'Etat.

Après la lecture de la dite sentence, MM. Siegmann et Brisechoux ayant persisté à requérir la lecture du susdit mémoire, elle a été faite; ensuite de quoi ils ont fait la lecture d'un ordre qu'ils ont dit leur avoir été envoyé par Sa dite Altesse et d'une protestation par eux dressée en conséquence d'icelui, de quoi ils ont remis une copie sur la table du secrétaire du Conseil d'Etat, et se sont retirés, quoique M. le procureur-général les interpellât de rester pour entendre ce qu'il avait à dire sur leurs représentations; Et nonobstant leur retraite Mon dit sieur le procureur-général n'a pas laissé de faire sa protestation, à laquelle s'est joint le sieur ban-

Contre-protestation du procureur-général et du banneret.



neret de la ville de Neuchâtel, tant au nom de la dite ville qu'en 1707  
celui des sieurs maîtres-bourgeois de la Bourgeoisie de Valangin.

Sur quoi M. le procureur-général a répondu que ne s'agissant que des intérêts de la Souveraineté ou du Tribunal des Etats, à quoi ceux de Valangin ne participent pas, il n'était pas convenable de les faire intervenir ni de rien proposer de leur part. Le procureur-général ne veut pas recevoir la protestation de Valangin.

Sur cela Mgr. le gouverneur ayant demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre de consultation et à leur retour ont donné par sentence :

„Qu'ayant fait leurs réflexions sur l'écrit qui a été lu et présenté par MM. Siegmann et Brisechoux, conseillers et procureurs de S. A. S. Mgr. le Prince de Montbéliard, trouvent cette conduite irrégulière et contre les formes, après la reconnaissance de ce Tribunal et l'exécution de plusieurs sentences rendues sans opposition de leur part; et, en tant que besoin est, ils mettent à néant tout le contenu du dit écrit comme contraire à la compétence et autorité des Trois Etats, qui sont les juges naturels et incontestables lorsqu'il s'agit de la succession à la Souveraineté. Au surplus, par l'anéantissement du dit écrit, regardant comme inutile et non nécessaire d'être enregistrées les contreprotestations de M. le procureur-général et du sieur banneret de Neufchâtel, déclarent qu'elles ne le seront pas, non plus que le dit écrit.“ La protestation du prince de Montbéliard ne sera pas enregistrée, non plus que les contre-protestations.

Après que la dite sentence a été prononcée, on a repris la lecture de la procédure à l'endroit où l'on avait fini le 26 de ce mois, et l'on a continué jusqu'où est inséré un petit écrit produit de la part de Madame la duchesse de Lesdiguières le 30 septembre dernier, et alors Mgr. le gouverneur a interrompu la dite lecture et dit qu'il y avait demi-heure que midi avait sonné. La lecture de la procédure est reprise.

Sur quoi M. le conseiller Guy l'a prié, au nom de Messieurs des Trois Etats, de pouvoir entrer en chambre de consultation, ce qu'il leur a accordé, et y étant allés, à leur retour ils ont déclaré :

„Qu'ayant considéré ce qui a déjà été lu de la procédure, et ce qui reste encore à lire, ils s'ajournent à lundi prochain 31 de ce mois au matin pour achever la dite lecture, si mon dit seigneur le Gouverneur l'agréait; ensuite de quoi les avocats pourroient commencer à plaider le même jour.“ Sentence sur la marche de la procédure.

Là-dessus Mgr. le gouverneur a dit : Qu'il remarquait que le sujet pour lequel on lui avait demandé, au nom de Messieurs des Trois Etats, de pouvoir aller délibérer en chambre, n'était qu'à l'occasion du renvoi qu'il fit mercredi dernier; qu'en cela il n'avait rien fait alors, non plus que dans les audiences précédentes, qu'il n'eût été en droit de faire, et qui même ne fût conforme aux résolutions prises et au règlement fait sous son approbation; qu'il n'ignorait pas qu'outre le tumulte qu'on voulut exciter à l'audience, Plaintes de Mgr. le gouverneur qui le portent à déclarer qu'il abandonne le gouvernement.



1707 il s'était fait de grands mouvements pour faire prendre aux Corps des résolutions contre lui. Que voyant donc qu'on veut renverser l'ordre établi jusqu'à présent, il aurait à se reprocher s'il permettait l'atteinte qu'on veut donner à son autorité, ce qui irait à flétrir son gouvernement. Qu'il prenait donc le parti de se retirer; qu'il y était même contraint par les menaces que l'on faisait tant contre lui que contre ses gens, des personnes publiques ayant même poussé l'insolence et l'audace jusqu'à dire qu'il *fallait faire monter du canon pour le chasser du château*.

Il quitte la  
salle des Au-  
diences.

Et quittant son siège, Mgr. le gouverneur est sorti, nonobstant que M. le conseiller Guy lui représentât que le renvoi que venaient de faire Messieurs des Trois Etats, n'était que sous son agrément, ainsi qu'il l'avait prononcé, et que M. le procureur-général l'eût prié de vouloir continuer à présider.

Situation cri-  
tique où on se  
trouvait.

Tel était l'état où l'on était à cette date. Les trois derniers prétendants qui s'étaient retirés avaient retardé la fin du procès par les incidents qu'ils élevaient sans nécessité, et on soupçonnait même Mgr. le gouverneur de les favoriser dans ce dessein; ce qui faisait craindre qu'on ne fût dans le cas d'une révolution prochaine, suivant les menaces qui en avaient été faites par M. l'ambassadeur de France.

D'un autre côté S. E. M. le comte de Metternich et les Corps de l'Etat sollicitaient les Trois Etats de mettre une fin à l'interrègne. Le premier voyait son succès assuré par la pluralité des suffrages aux Etats, dont le nombre s'était même accru depuis la retraite de S. A. S. le prince de Conti, pluralité que rien ne pouvait altérer qu'une révolution, qu'il importait de prévenir par la reconnaissance de S. M. le roi de Prusse pour légitime prince de Neuchâtel, puisque, dès qu'il aurait été reconnu, il pouvait se montrer le défenseur et le protecteur de l'Etat, ainsi que son ambassadeur et les envoyés d'Angleterre et de Hollande l'avaient suffisamment fait entendre par leur mémoire; et les Corps et Communautés avaient le même intérêt de prévenir l'effet de tout changement, de tout désordre qu'on craignait qui n'arrivât, et qui aurait replongé l'Etat dans les plus grandes calamités.

Le prince de  
Carignan est  
prié de rester  
pour plaider.

Il ne restait sur les rangs des prétendants que S. A. S. le prince de Carignan. On prétend même qu'il fut prié de rester à Neuchâtel, afin que la cause fût plaidée et que la sentence fût rendue contradictoire. Il avait réuni en sa personne les droits de tous les prétendants tant des héritiers de Longueville que des héritiers de la maison de Châlons. En effet, dès que Madame la duchesse de Lesdiguières et M. le comte de Maignon (qui étaient au troisième et quatrième degré de parenté avec Madame la duchesse de Nemours) s'étaient retirés, M. le prince de Carignan se trouvait le plus proche parent



de ma dite dame par Françoise de Rothelin, mariée à Louis de Bourbon-Condé, outre qu'il était le cousin germain du côté maternel, et par la même descendance il se trouvait issu de Jeanne de Hochberg, et conséquemment d'Alix de Châlons, dont il pouvait exercer les droits que Madame de Mailly et M. le marquis d'Allègre réclamaient. Ainsi l'avocat de S. M. le roi de Prusse avait, en plaidant contre M. le prince de Carignan, l'occasion de plaider et de traiter les mêmes matières qu'il aurait eu à plaider contre chacun de tous les prétendants qui s'étaient retirés; ses conclusions prises et à prendre étaient les mêmes. (\*)

1707

Cependant ceux qui étaient encore dans les intérêts des prétendants français élevaient de nouveaux nuages contre le succès des prétentions du roi de Prusse. Ils faisaient entendre que S. M. ne garderait pas longtemps Neuchâtel, que son éloignement le porterait à changer ce Pays contre des terres à sa bienséance dans la Westphalie, ou qu'il en ferait des apanages à quelques princes de sa maison, ou des dots à quelque princesse. Sur la crainte qu'on en eut et qu'on témoigna à l'Ambassadeur de Prusse, il en donna d'abord un acte de revers conçu en ces termes :

Autres bruits  
propagés à  
Neuchâtel  
contre le roi de  
Prusse.

*DÉCLARATION de Son Excellence M. le Comte de Metternich du 31 Octobre 1707, nommément comprise et expressément confirmée dans le serment prêté au nom de Sa Majesté par sa dite Excellence aux Corps et Communautés, Bourgeoisies et Habitants du Pays.*

Nous Ernest de Metternich, Comte du Saint-Empire, Ministre d'Etat, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse, etc. Comme nous savons et sommes pleinement assuré que l'intention de S. M., en cas qu'en conformité de ses justes droits, Elle soit invétue de la Souveraineté de Neuchâtel et Vallangin, est non seulement de la conserver et maintenir dans tout son lustre et dans toute sa splendeur, mais encore de l'augmenter autant qu'il sera possible, auquel effet S. M. est résolue de prendre dans la suite toutes les mesures nécessaires et qui pourront être les plus agréables aux Etats et aux Peuples de ce Pays, Nous déclarons, en attendant et suivant le plein-pouvoir que nous avons, que Sa dite Majesté et ses successeurs garderont toujours entre leurs mains cette Souveraineté de Neuchâtel et Vallangin avec ses annexes, appartenances et dépendances, pour les posséder comme telles, dans toute son indépendance, inaliénabilité et indivisibilité, sans que Sa dite Majesté ni ses successeurs puissent jamais la donner en apanage à aucun Prince cadet, ni en fief ou arrière-fief à qui que ce soit, ni en quelque manière que ce puisse être. En foi de quoi nous avons fait expédier la présente déclaration, signée de notre main et munie de notre sceau ordinaire, à Neuchâtel le 21 Octobre 1707.

Déclaration de  
M. de Metternich  
au sujet  
de l'aliénation  
du Comté.

(Signé) METTERNICH.

(\*) On a prétendu que M. le comte de Metternich avait payé les frais du séjour et du retour des envoyés du prince de Carignan jusqu'à 100,000 livres; mais le plaidoyer de M. Fortis et sa protestation contre le jugement rendent le fait douteux.

(Note de J.-F. Boyve.)



1707 La ratification de cette déclaration intervint de la part du roi de Prusse, aussi bien que celle des articles généraux, en date du 1<sup>er</sup> octobre 1708, comme on le verra en son lieu.

### Vingt-sixième Assemblée des Trois-Etats.

Du 31 octobre 1707.

Assemblée des  
Etats sous la  
présidence de  
M. Tribolet.

Ce que le pro-  
cureur-général  
dit de la retraite  
du gouverneur  
de Mollondin.

Sur la persis-  
tance du gou-  
verneur à se  
retirer, M. Tri-  
bolet, conseiller  
d'état non juge  
est choisi prési-  
dent des Etats  
à sa place.

A l'assemblée des Trois Etats où présidait noble et vertueux Jacques Tribolet, conseiller d'Etat, inspecteur-général des milices de ce pays, et ci-devant commandant un bataillon suisse au service de France, et où se trouvaient les mêmes juges qu'aux précédentes audiences, après que M. le président eut été sur le siège, M. le procureur-général a dit à l'assemblée que comme M. de Mollondin qui avait exercé pendant plusieurs années le gouvernement de cet Etat avec beaucoup de sagesse et de douceur, à la satisfaction des Peuples, avait pris avec regret la résolution de se retirer, ainsi qu'il l'avait déclaré avant-hier à l'audience, à Messieurs du Conseil d'Etat, qui auraient véritablement souhaité qu'il eût continué sa présidence aux Etats jusqu'à la fin de l'importante affaire dont il s'agit, s'assemblèrent incontinent après qu'il fut sorti de l'audience, et ayant délibéré entr'eux, le prièrent en corps de vouloir continuer les fonctions de gouverneur, et présider aux Etats, en l'assurant : que si quelqu'un avait fait ou dit quelque chose contre lui ou ses gens qui manquât au respect qui lui était dû, on était très disposé à en faire des informations très exactes et à châtier les coupables. Mais, nonobstant toutes ces remontrances, ayant persisté dans sa résolution et s'en étant allé le jour précédent au matin, (\*) Messieurs du Conseil d'Etat s'étaient assemblés le soir pour délibérer et pourvoir à ce qu'il convenait de faire dans l'état où étaient les choses; et qu'ayant fait réflexion d'un côté à l'ajournement pour ce jour prononcé avant-hier par Messieurs des Trois Etats, et de l'autre au besoin pressant qu'il y avait à devoir finir l'inter règne qui dure depuis si longtemps, au grand préjudice de cet Etat en général et des Peuples qui le composent, lesquels ont déjà fait des instances pour accélérer cette affaire qui leur cause tant de peines et de frais, ils avaient jugé nécessaire de remplir sans aucun renvoi le siège de président de ce souverain

(\*) Le gouverneur de Neuchâtel à cette époque se donnait la qualification de François-Henri de Stavay, Chevalier, Seigneur de Mollondin, Conseiller d'Etat du Canton de Soleure. Il était le troisième de sa famille, de père en fils, qui eût possédé la charge de gouverneur et lieutenant-général des Comtés de Neuchâtel et Valangin. M. de Lulli son oncle, et M. de Stavay son cousin, avaient aussi été investis de la même éminente fonction; de sorte qu'il se trouve que cinq membres de la famille d'Estavay ont été à des époques différentes gouverneurs de Neuchâtel.



1707

tribunal; et ayant considéré que les sept premiers conseillers d'Etat en furent nommés juges au commencement, et qu'ils y ont constamment rempli leurs sièges dans toutes les audiences, ils n'ont pas cru en devoir choisir aucun d'eux pour le faire présider, mais qu'il convenait mieux de nommer, comme ils l'ont fait, M. le conseiller Tribolet, qui est le premier des conseillers d'Etat qui ne soit pas juge. C'est pourquoi, suivant cette nomination faite par Messieurs du Conseil d'Etat, mon dit sieur le conseiller d'Etat Tribolet occupe le siège de président et en exercera dans la suite toutes les fonctions.

Là-dessus, M. le président a ordonné au grand sautier d'aller à la porte du Château appeler Messieurs des Trois Etats en la forme ordinaire, et Messieurs des Trois Etats ayant pris séance, on a vaqué à la lecture de la procédure en commençant à l'endroit où l'on avait fini samedi dernier, et on a continué jusqu'à la fin.

Fin de la lecture de la procédure.

Ce qui étant fait, le sieur Peyrol, avocat de S. M. le roi de Prusse, a fait un plaidoyer d'environ deux heures, dans lequel il s'est fort étendu sur l'histoire du fief de Neuchâtel depuis l'inféodation accordée par l'Empereur à Ulrich I<sup>er</sup> en l'an 1034. Qu'Amédée, père de Rollin, s'étant dévoyé de l'obéissance due à l'Empereur et à l'Empire, il était par là tombé dans le cas de félonie, et que c'était pour cette raison qu'après que les troubles de l'Empire eurent pris fin par l'élection de l'Empereur Rodolphe de Habsbourg, le fief fut ôté à son fils Rollin, quoique mineur, et donné en l'an 1288 à Jean de Châlons, qui en fit une sous-inféodation au même Rollin par le consentement de l'Empereur. Ensuite, en parcourant les hommages qui ont été rendus par les comtes, même par ceux de Fribourg après la mort d'Isabelle de Neuchâtel, fille de Louis, dernier comte de la maison de Neuchâtel, il s'est arrêté principalement sur la mort de Jean de Fribourg, sans enfants, lequel ne pouvait disposer du Comté de Neuchâtel contre la volonté du Seigneur suzerain, sans exposer le fief à la commise; et c'est pourquoi Louis de Châlons fit signifier la main mise à Rodolphe de Hochberg, qui s'en était emparé par violence et par gens armés venus de ses Etats d'Allemagne. Le dit Louis n'avait pu le déposséder malgré la reconnaissance des bourgeois de Neuchâtel de l'an 1406 et les reconnaissances consécutives. Après cela, l'avocat de S. M. en est venu à la possession prise par la maison de Longueville; il a fait l'histoire des procédures de Paris et de Malines pour la succession de Châlons qui n'était pas encore jugée au temps de la mort de Madame la duchesse de Nemours; il a fait voir qu'il n'y avait aucune prescription à opposer : 1. Parce que le vassal de mauvaise foi ne pouvait point prescrire contre son seigneur; 2. Parce que les actes intermédiaires, les impossibilités d'agir, les

Plaidoirie de la cause au fond, par le sieur Peyrol, avocat du roi de Prusse.



1707 guerres et les reconnaissances des princes de l'Europe, les traités de paix ont maintenu le droit de Châlons et de René de Nassau-Châlons, qui a été reconnu l'héritier légitime de cette maison de Châlons, éteinte en la personne de Claudine de Châlons sa mère, sœur de Philibert, et qu'ainsi Orange et Neuchâtel ont appartenu de droit au dit René, exempts de toutes les substitutions réclamées par Madame de Mailly, par M. le marquis d'Allègre et même par la maison de Longueville, vu qu'elles étaient déjà finies en la personne du père de Philibert, comme il est démontré dans les mémoires de S. M. le roi de Prusse. Et quant à René de Nassau-Châlons, si même il a fait un testament par lequel il a appelé Guillaume de Nassau, son cousin germain, et, à défaut de sa descendance masculine, l'aînée des filles, qui est retombée sur la mère de S. M. le roi de Prusse, Frédéric I<sup>er</sup>, glorieusement régnant, il n'y a en cette disposition rien qui affecte le droit de succéder au Comté de Neuchâtel, vu : 1. que les femmes y succèdent à défaut de mâles, et 2. que les testaments en faveur de ses héritiers légitimes n'y sont pas envisagés, ainsi qu'ils le sont partout ailleurs, comme des aliénations.

Voilà en substance sur quoi le plaidoyer de M. Peyrol roula. Il était parfaitement au fait de la cause du roi de Prusse, et très versé dans les matières féodales.

Plaidoierie de  
M. Fortis pour  
le prince de  
Carignan.

M. Fortis, avocat de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, montra la sublimité de son génie et de son éloquence, qu'il avait déjà fait paraître, en l'audience du 18 octobre, en réfutant les mémoires de M. le marquis de Puysieulx, ambassadeur de France. Voici la substance de son plaidoyer.

Il établit les qualités et les titres de S. A. S. le prince de Carignan et de l'auguste maison dont il était né. Ses titres étaient qu'après la retraite de Madame la duchesse de Lesdiguières et de M. le comte de Matignon, S. A. S. se trouvait sans contredit le plus proche parent de feu Madame la duchesse de Nemours, outre sa qualité de cousin-germain de la dite princesse.

1. Qu'il était constant en droit que quand le plus proche refusait ou renonçait à l'hérédité, le plus proche après lui reprenait son degré, et avait le même droit d'agir qu'aurait eu le premier s'il n'avait abandonné sa cause, et qu'ainsi il était à la place de Madame la duchesse de Lesdiguières et de M. le comte de Matignon, avec cet avantage par dessus ces illustres prétendants, qu'il était le plus proche parent du sang de Madame la duchesse de Nemours, argument dont M. Fortis tira un très bon parti dans sa plaidoierie.

2. Par la même raison que ces deux illustres prétendants se sont retirés, il n'y a plus à balancer à reconnaître S. A. S. Mgr. le prince de Carignan pour premier agnat de la maison de Châlons, à



1707

recueillir les effets des substitutions et fideïcommis ordonnés par le testament de Jean de Châlons, prince d'Orange, de l'an 1416, en faveur d'Alix de Châlons sa fille et de sa postérité, dont il était issu par sa mère, Marie de Bourbon, fille de Charles de Bourbon, fils de Françoise de Rothelin, fille de François d'Orléans-Rothelin. (Voyez la généalogie produite par Madame de Lesdiguières.)

Après cela s'étant ainsi posé pour le seul concurrent de S. M. le roi de Prusse, il établit à son tour : 1. Que si l'Empereur avait inféodé à Ulrich I<sup>er</sup> le Comté de Neuchâtel en 1034, ce prince était aussi roi de Bourgogne. Cette question entraînait des discussions d'histoire très difficile à faire comprendre dans une plaidoirie. 2. Que si l'Empereur Rodolphe de Habsbourg avait inféodé Neuchâtel à Jean de Châlons, ce n'était qu'à la réquisition de Rollin ou des tuteurs pour avoir un protecteur. 3. Que d'ailleurs l'inféodation et la sous-inféodation ne pouvaient suivre que la loi de la première de 1034, et qu'en outre dans les reconnaissances postérieures il était dit que les reconnaissances étaient à la manière et suivant les coutumes de Bourgogne, conséquemment que Jean de Fribourg ne s'était point exposé à la commise en disposant du Comté de Neuchâtel en faveur de Rodolphe de Hochberg, d'autant plus qu'il était descendu de la fille de Louis de Neuchâtel. En un mot, l'avocat du prince de Carignan reprit toutes les raisons qui sont alléguées dans le grand mémoire de Madame la duchesse de Lesdiguières et dans celui de Madame de Mailly par rapport aux substitutions de Jean de Châlons. Il finit entr'autres sa dernière plaidoirie par un éloge qu'il fit des Comtés de Neuchâtel et Valangin, en les comparant au Pays de Canaan, soutenant que c'était véritablement une *terre promise*. On ne put pas le reprendre, mais on sentit vivement la malignité de la critique qu'il faisait et qui appuyait les protestations des prétendants qui s'étaient retirés.

Quoi qu'il en soit, après les répliques et dupliques des avocats, M. le président ayant demandé le droit et jugement à Messieurs des Trois Etats, ceux-ci sont allés en chambre de consultation, et à leur retour ont donné par sentence :

„Qu'ayant entendu la lecture de la procédure et les plaidoiries des avocats, ils s'ajournaient à jeudi prochain pour vaquer au jugement de la cause.“

Les Trois-Etats s'ajournent pour rendre la sentence sur le fond.

#### Vingt-septième Assemblée des Trois-Etats.

Du 3 novembre 1707.

Ensuite de l'ajournement fait par Messieurs des Trois Etats le 31 octobre, ils se sont rassemblés aujourd'hui sous la même présidence que le dit jour 31 octobre, et après les cris ordinaires à la porte du château ils ont pris séance.



1707  
Remontrances  
du Landeron et  
de Cressier.

Sur quoi des députés de la ville du Landeron et du village de Cressier ont supplié que lecture fût faite d'un écrit qu'ils ont présenté et qui contient de très humbles remontrances de la dite ville, de la commune de Cressier et des lieux qui en dépendent.

Le procureur-  
général s'op-  
pose à la lecture  
de ces remon-  
trances.

Mais M. le procureur-général a représenté que les dits députés lui ayant communiqué leur écrit, et ensuite à Messieurs du Conseil d'Etat par son moyen, il y avait remarqué des choses qui intéressaient les droits de la souveraineté ; (\*) c'est pourquoi il ne pouvait se dispenser, comme procureur-général, de s'opposer à ce que le dit écrit fût lu avant qu'il eût été vu en chambre.

Là-dessus M. le président ayant demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre de consultation, et à leur retour ont donné par sentence :

Les Trois-  
Etats n'admet-  
tent pas la lec-  
ture.

„Qu'ils ne peuvent pas admettre la lecture de l'écrit présenté au nom de la ville du Landeron; mais il sera permis aux députés qui en seront chargés, de protester, comme d'autres Corps ont fait ci-devant, que rien ne se fasse au préjudice de leurs droits, franchises et libertés; à quoi ils seront reçus.“

Après que la dite sentence a été prononcée, le docteur Rosières, médecin, l'un des dits députés, a dit : Que l'audience se souviendra qu'ils protestent au contenu de leur écrit.

Sur quoi M. le procureur-général lui a dit que son devoir l'obligeait de se conformer à la sentence souveraine qui vient d'être rendue, et qu'étant sujet de l'Etat, s'il persistait à ce qu'il venait de dire, il allait demander jugement contre lui.

Là-dessus les dits députés sont sortis sous prétexte d'aller consulter sur ce qu'ils feraient. Mais ils ne sont pas revenus.

Ce que M. le procureur-général remarquant, il a requis qu'on ne portât pas dans la procédure ce que l'un des dits députés a osé dire; et il a demandé qu'on passât outre en l'affaire principale pour laquelle Messieurs des Trois Etats étaient assemblés.

Là-dessus M. le président a dit à Messieurs des Trois Etats qu'il continuait à leur demander le jugement qu'il leur demanda déjà lundi dernier 31 d'octobre passé, après que la lecture de la procédure eut été achevée, et que les avocats eurent plaidé.

Et Mes dits sieurs des Trois Etats étant entrés en chambre de consultation, leur sentence fut rendue le même jour en la manière qui sera dite en rapportant tout ce qui s'est passé dans ce jour à jamais mémorable.

RELATION DE LA JOURNÉE DU 3 NOVEMBRE 1707, jour de l'investiture de cette Souveraineté, accordée à S. M. Frédéric I, roi de Prusse.

Le tribunal des Trois Etats s'étant ajourné comme on l'a dit au

(\*) Ils soutenaient entr'autres que la ville du Landeron et la baronnie n'avaient jamais dépendu du fief de Châlons.



jeudi 3 de novembre pour vaquer au jugement du fond de l'affaire de la succession, il s'assembla le dit jour, environ les dix heures du matin; le temps qui avait précédé depuis la pointe du jour ayant été employé par le Conseil de ville, qui fut assemblé pour délibérer sur cette même affaire, afin que les quatre représentants du tiers-état pussent opiner en conséquence.

Les Trois Etats, à cause de l'affaire du Landeron, qu'on a rapportée ci-dessus, ne purent entrer en chambre de consultation qu'à midi environ, et ils y demeurèrent jusqu'à quatre heures du soir pour opiner sur le fond de l'affaire et pour formuler leur sentence; ce qu'ayant fait, ils firent entrer M. le procureur-général dans leur chambre, pour concerter avec lui sur la manière en laquelle on irait chercher, en son hôtel, (\*) Monseigneur le comte de Metternich, ambassadeur extraordinaire de S. M. le roi de Prusse, pour l'emmener aux Etats. On nomma pour cela M. de Marval, conseiller d'Etat, l'un des juges de l'Etat de la noblesse, M. Hory, conseiller d'Etat et châtelain de Boudry pour le second Etat, et M. Bullot, maître-bourgeois en chef de la ville pour le tiers Etat; avec M. Jonas Chambrier, conseiller d'Etat et procureur-général. Ils furent accompagnés de six officiers de l'Etat, de huit députés du petit et grand Conseil de la ville de Neuchâtel, et de huit députés de la Bourgeoisie de Valangin; le tout grossi d'un grand nombre de jeunes gentilhommes de la ville et autres, suivi d'un grand nombre d'officiers de livrées, tant de la Seigneurie que de la ville de Neuchâtel et de la Bourgeoisie de Valangin.

Son Excellence M. le comte de Metternich fut conduit de la sorte au château, ayant de son côté un grand cortège, dans lequel entre autres on voyait M. de Stanian, envoyé extraordinaire de la reine de la Grande-Bretagne, et M. Runckel, secrétaire d'Etat de LL. HH. PP., comme aussi S. A. S. le prince Frédéric-Hermann de Saxe-Mersbourg, qui était depuis quelques jours incognito à Neuchâtel, et plusieurs seigneurs et gentilshommes étrangers, et les gentilshommes et conseillers de l'Ambassade.

Son Excellence étant entrée dans le grand poile du Château, fut d'abord placée dans un fauteuil sur l'estrade, à la main droite du président.

Ensuite de quoi Messieurs des Trois Etats étant tous à leur place, M. le président leur demanda de déclarer leur sentence, qu'ils requièrent qu'elle fût lue, puisqu'ils l'avaient rédigée par écrit. Et mon dit sieur le Président y ayant consenti, M. Huguenin, secrétaire d'Etat, en fit lecture à haute voix en ces termes :

„Messieurs des Trois Etats ayant vu et examiné les Actes, Titres

Sentence des  
Trois-Etats qui

(\*) Le comte de Metternich était logé dans la maison de M. Tribolet à la rue des Moulins.



1707 „et Documents produits de la part des hauts et illustres Préten-  
adjudge la sou- „dants, savoir : Sa Majesté le Roi de Prusse, Son Altesse Séréniss-  
veraineté de „nissime Monseigneur le Prince de Montbéliard, Son Altesse Séréniss-  
Neuchâtel au „nissime Monseigneur le Prince de Carignan, Madame la duchesse  
roi de Prusse. „douairière de Lesdiguières, Monsieur le Comte de Matignon, Ma-  
„demoiselle Louise-Léontine-Jacqueline de Bourbon, Madame la Mar-  
„quise de Mailly et Monsieur le Marquis d'Allègre, avec les inven-  
„taires raisonnés de leurs productions, aux fins de satisfaire aux  
„appointements en preuves auxquels ils avoient été admis pour  
„établir leurs droits à la Souveraineté de Neuchâtel et Valangin;  
„et aussi considéré la retraite d'aucunes des Parties et leur volon-  
„taire désertion en cause, mentionnée dans le devis de la procé-  
„dure des premier et vingt-neuvième du mois dernier, nonobstant  
„la reconnaissance de ce Tribunal et l'exécution de plusieurs sen-  
„tences contradictoirement rendues et agréées de leur part; au moyen  
„de quoi elles sont déchues de leurs prétentions et forcloses de  
„fait et de droit : Après avoir donné leur attention à l'importance  
„de la matière, et fait réflexion que cette Souveraineté et le do-  
„maine direct a appartenu originairement à la Maison de Châlons;  
„que l'utile a été réuni et consolidé à la directe, tant par le décès,  
„sans enfants, de Jean de Fribourg, arrivé en 1457, que par diverses  
„ouvertures suivantes; que ces droits n'ont pas été prescrits, mais  
„qu'ils sont de leur nature imprescriptibles. Que les droits de la  
„Maison de Châlons ont été transmis légitimement en la personne  
„de Guillaume de Nassau dit le Belgique, qui a été reconnu géné-  
„ralement, et par toutes les Puissances de l'Europe, l'héritier uni-  
„versel des biens et droits de la Maison de Nassau-Orange, dont  
„lui et ses successeurs ont joui librement, et dans lesquels ils ont  
„été réintégrés, lorsqu'ils y ont été troublés. Que par le décès,  
„sans enfants, de Guillaume III, Roi de la Grande-Bretagne, qui  
„était fils de Guillaume II, fils de Frédéric-Henri, fils du dit Guil-  
„laume le Belgique, Sa Majesté Frédéric I<sup>er</sup>, Roi de Prusse, du  
„chef de Louise de Nassau sa mère, fille aînée du dit Prince Frédéric-  
„Henri, se trouve incontestablement le véritable et légitime héritier  
„à cet égard de la Maison de Nassau-Châlons-Orange, ce qui donne  
„l'exclusion à Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince de  
„Carignan. Pour ces causes, Mes dits sieurs des Trois Etats donnent  
„et adjugent, par sentence souveraine, à Sa dite Majesté Frédéric I<sup>er</sup>,  
„Roi de Prusse, l'investiture de cet Etat et Souveraineté, avec ses  
„annexes, appartenances et dépendances, pour être le dit Etat par  
„lui possédé, comme indépendant, inaliénable et indivisible, en con-  
„servant les Libertés, Franchises, Privilèges et Immunités tant des  
„Bourgeois que des autres Peuples de cet Etat, les concessions  
„accordées par les précédents Souverains tant aux Corps qu'aux



1707

„particuliers du Pays, et les Traités d'alliance et de combourgeoisie  
 „faits et dressés avec les Etats voisins. Ordonnant aux trésoriers  
 „et receveurs de cet Etat de payer et délivrer, suivant les ordres  
 „de Sa Majesté, ou de ceux qui auront charge d'Elle, moyennant  
 „quoi eux et les leurs ne pourront être recherchés ni inquiétés  
 „pour ce sujet, sous quelque prétexte que ce soit.“

Après la lecture de cette sentence le sieur Fortis, avocat de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, a lu un écrit contenant quelques réserves et protestations que MM. de St-Agnès et de Loisinge faisaient au nom de sa dite Altesse.

Protestation du  
sieur Fortis,  
avocat du  
prince de Ca-  
rignan.

Sur quoi M. le procureur-général a fait des contreprotestes et demandé qu'en rejetant l'écrit lu par le dit sieur Fortis, sa dite contreproteste fût admise.

Contre pro-  
testation du  
procureur-gé-  
néral.

Le sieur de Montmollin, banneret de Neuchâtel, au nom du petit et grand Conseil de la ville, a adhéré à ce qui a été dit par M. le procureur-général, et il a fait la même chose au nom des sieurs Maîtres-bourgeois et Conseillers de la Bourgeoisie de Valangin, qui l'en avaient chargé.

Et du banneret  
pour la ville de  
Neuchâtel et la  
bourgeoisie de  
Valangin.

Le sieur Peyrol, avocat du roi de Prusse, a pareillement adhéré à ce qu'a dit M. le procureur-général, d'autant plus qu'il est inouï qu'on ait jamais fait de protestation contre un jugement souverain de la nature de celui qui vient d'être rendu.

Adhésion de  
l'avocat du roi  
de Prusse.

Sur quoi M. le président ayant demandé jugement à Messieurs des Trois Etats, ils sont allés en chambre de consultation, et à leur retour ont déclaré par sentence : „Que les protestations faites de  
 „la part de S. A. S. Mgr. le Prince de Carignan, et lues par le  
 „sieur Fortis son avocat, ne peuvent être admises après le jugement  
 „souverain qui vient de se rendre, ni être insérées sur le Manuel  
 „des Etats, non plus que les autres protestations de M. le procureur-  
 „général et du sieur banneret de cette ville.“

Le tribunal  
n'admet ni les  
protestations ni  
les contrepro-  
testations.

Après la sentence rendue, M. le président Tribolet a remis le sceptre de la souveraineté, qu'il tenait en ses mains, entre celles de S. E. M. le comte de Metternich pour marque de l'investiture qu'il lui donnait, et il lui a ainsi cédé sa place dans laquelle S. E. s'étant mise, elle a fait un discours très obligeant et avantageux pour tout l'Etat, ainsi que pour les Corps et les particuliers qui le composent. En voici le contenu :

Le sceptre est  
remis à M. de  
Metternich.

Messieurs,

Vous ne doutez pas, je m'assure, que le Sceptre, qu'au nom de Sa Majesté j'ai l'honneur de recevoir de vos mains, ne produise en moi une joie bien sensible; les raisons en sont faciles à découvrir sans que je les marque, mais je crois que vous n'en goûtez pas une moindre. Quelle plus douce satisfaction peut-on concevoir que celle que vous procure le témoignage de votre propre conscience, fortifié de celui de tout le public, d'avoir rempli aussi parfaitement et aussi dignement que vous l'avez fait, tous les devoirs de vos charges, dans

Discours de  
M. de Metter-  
nich à l'Assem-  
blée.



1707

une affaire des plus importantes, des plus délicates et des plus épineuses. On peut bien dire à votre égard, Messieurs, que la justice n'est pas une vertu particulière, mais un assemblage de toutes les vertus, puisqu'il n'y en a point qu'en cette occasion vous n'ayez fait paraître et montré posséder au plus éminent degré : l'intégrité, la douceur, la modération, la patience, la magnanimité, le désintéressement, la diligence, le zèle pour la patrie, l'intrépidité à toute épreuve, et le ferme attachement à l'observation religieuse des lois, malgré les tentations de toute espèce qu'on a voulu mettre en œuvre pour vous faire écarter de cette route.

Vous pouvez vous assurer, Messieurs, que je ne manquerai pas d'en informer fidèlement Sa Majesté, et que ce sera l'endroit le mieux marqué de mes relations, et sur lequel je suis persuadé qu'Elle se rendra le plus attentive. Vous en pouvez espérer des effets sensibles de la reconnaissance royale, et surtout une confirmation des plus étendues d'une autorité dont Elle verra que vous avez fait un si bon usage. C'est à quoi je contribuerai très volontiers de ma part, et je vous donnerai, en toutes rencontres, des témoignages réels de ma parfaite estime et de ma considération toute particulière pour vos personnes.

A votre égard, Messieurs tant de la vénérable Classe que de l'illustre Bourgeoisie de cette ville et du Comté de Valangin, qu'en général de tous les Corps de cet Etat, je n'ai pas besoin de vous faire comprendre l'obligation que vous avez à Messieurs les Juges, qui, après avoir vaqué pendant plusieurs mois avec une si louable application à une procédure de cette importance, viennent de finir l'inter règne aussi glorieusement pour eux, et aussi heureusement pour vous.

Quel bonheur que la justice ait pu si parfaitement s'accorder avec vos intérêts les plus précieux, et qu'en suivant avec une si scrupuleuse exactitude les voies prescrites par les lois, ils aient rendu une sentence qui vous ouvre une source si féconde de grâces et de bénédictions. On a dit, il y a longtemps, que les années ne doivent pas se qualifier heureuses par la douce température ou par la fertilité des saisons, mais par la bonté du souverain que le Ciel donne, et que de toutes bonnes choses la meilleure est un bon prince : c'est ce que vous éprouvez aujourd'hui, Messieurs, par un aspect des plus salutaires de la Providence divine sur cet Etat. Après avoir achevé de recueillir tranquillement tous les fruits que la terre nous a produits cette année avec assez d'abondance, vous recevez de la main libérale de Dieu, par le couronnement glorieux de ses faveurs et de vos vœux, le plus riche présent que vous pouviez attendre. Quels avantages, tant pour le spirituel que pour le temporel, n'avez-vous pas à espérer sous une domination aussi puissante et aussi douce que celle de Sa Majesté ! Son zèle pour la religion, son affection pour ses sujets, l'amour pour la justice, la fidélité dans ses promesses, l'inclination à se répandre en bienfaits, en un mot, le désir constant et sincère de rendre tous ses Peuples heureux, sont des qualités dont ce Monarque a toujours ambitionné de tirer sa principale gloire.

En mon particulier, Messieurs, mon soin le plus appliqué sera de seconder les favorables dispositions de Sa Majesté pour vous et de m'attirer par toutes sortes d'endroits l'honneur de votre estime et de votre confiance.

Démonstrations  
publiques.

A peine son Excellence eut achevé de parler, que toute la salle, où il y avait plus de cinq cents personnes de tous les ordres de l'Etat, retentit de mille cris redoublés de *Vive le Roi*, qui se communiquèrent bientôt tant aux troupes de la garnison ordinaire qui était dans la cour du Château et au dehors, qu'à deux belles com-



1707

pagnies de grenadiers postées sur la terrasse près du Château devant le grand temple, aussi bien qu'à une foule innombrable de peuple qui attendait avec impatience le jugement aux environs du château. En même temps toutes les cloches de la ville sonnèrent; les troupes firent des décharges de mousqueterie, et les canons et les mortiers de la ville se firent entendre.

Son Excellence se rendit de là dans le grand temple, où M. Osterwald, un des pasteurs de l'Eglise de Neuchâtel, célébra le service divin en la manière suivante :

Service divin  
célébré.

On commença par la confession des péchés, comme à l'ordinaire. On lut le *Te Deum*, et on chanta le verset premier du psaume 72. On lut les psaumes 20 et 21, et l'Épître aux Romains, chapitre 13; après la lecture on commença la prière par l'oraison dominicale (comme il est d'usage) et on ajouta : „O Seigneur fais luire sur nous ta miséricorde, et nous accorde ton salut! O Seigneur, sauve le Roi, et nous exauce par ta grâce, lorsque nous t'invoquons. „Revêts de justice tes ministres, et réjouis ton peuple élu! Seigneur, „sauve ton peuple et bénis son héritage! Donne-nous la paix en nos jours, ô Seigneur! car il n'y a que toi qui peux nous défendre! O Dieu! crée en nous des cœurs purs et ne nous ôte pas l'esprit de ta sainteté.“ On chanta après le psaume 67, verset 1; ensuite on lut la prière suivante, qui fut aussi lue le dimanche suivant par tout le pays, le soir et le matin de ce jour qui avait été marqué par la compagnie des pasteurs pour être un jour d'actions de grâces. On chanta le psaume 72, et les pasteurs prirent, pour sujet de leur action, au commencement du psaume, quels versets ils voulurent.

#### Prière.

O Dieu! qui nous a commandé de faire des supplications et des actions de grâces pour les Rois et pour tous ceux qui sont établis en dignités; Roi du monde par qui tous les Rois règnent et administrent la justice; nous sommes venus dans ce Saint-Lieu pour te présenter nos prières et nos louanges. Nous devons bénir et adorer la Providence, mais nous devons le faire particulièrement et principalement en ce jour auquel tu viens d'élever sur nous le Roi, notre souverain Seigneur. Reçois, ô Dieu tout puissant et tout bon, les hommages et actions de grâces que tous les ordres de cet Etat viennent rendre à ta divine Majesté. Tu nous donnes aujourd'hui un Prince que tu as enrichi de tes grâces les plus précieuses, que tu as couronné de gloire et d'honneur selon le monde, mais à qui tu as donné, surtout, la connaissance et l'amour de la religion, de la justice et de la piété, et sous la domination duquel nous allons jouir d'un parfait bonheur temporel et spirituel. Exauce, ô notre Dieu! les prières que nous venons te présenter, la première fois, en sa faveur; conserve précieusement et chèrement sa Personne sacrée; garantis-le de tout danger; prolonge ses jours, et rends son règne de plus en plus heureux et florissant. Tu l'as honoré de la connaissance de la vérité, fais qu'il en soit toujours le défenseur et le protecteur. Tu lui as donné le vouvoir et le zèle nécessaire pour procurer l'avancement de ton règne; augmente l'un et l'autre; accorde lui le sou-



1707

hait de son cœur, et la joie de voir l'accomplissement de ses justes et pieux desseins. Que l'on voie fleurir dans l'Eglise, sous son règne, la vraie Religion et le vrai culte, la justice et la solide piété, la concorde et la paix, et que les peuples et les églises de ce Pays, qui vont désormais être soumis à sa domination, ayent part à ces grandes et précieuses faveurs! Qu'il soit longtemps, entre les Rois, un rare exemple de ta grâce et de ta bénédiction; et qu'après avoir régné glorieusement sur la terre, il reçoive un jour dans le royaume céleste, la couronne de gloire et d'immortalité!

Nous te prions aussi, Grand Dieu! pour Monseigneur le Prince royal, son fils, et pour Madame la Princesse royale. O Seigneur! prends en ta protection les personnes dont la conservation est si chère à ton peuple, et en leur donnant une heureuse postérité, conserve et affermis cette illustre Maison, qui a donné jusqu'ici tant de protecteurs à ton Eglise. O Dieu! donne tes jugements au Roi et ta justice au fils du Roi; que leur gloire soit grande par ta puissance, et que leur trône soit à jamais fondé sur ta grâce et ta vérité! Nous te prions pour toute la Famille royale: nous t'adressons particulièrement nos vœux pour Monseigneur le Comte qui représente Sa Majesté dans cet Etat. Bénis sa personne et son administration, et veuille aussi accorder ta grâce à tous ceux qui sont élevés en autorité sur nous. Nous implorons, ô Dieu! ta bénédiction, sur notre Patrie et sur tous les peuples de ce Pays, qui deviennent aujourd'hui les serviteurs du Roi ton serviteur. Fais-nous la grâce de lui rendre la fidélité et l'obéissance que nous lui devons, selon ton saint commandement, de le servir et de le craindre avec un nouveau zèle, et mieux que nous n'avons fait jusques ici. Seigneur, ne retire pas ta grâce de dessus nous et de cet Etat. Ne permets pas qu'en continuant dans nos péchés, dans notre ingratitude, et dans l'abus que nous avons fait de ta parole et de tes bienfaits, nous t'obligions à nous en priver, et à nous punir. Convertis les pécheurs, et exauce les vœux de ceux qui te craignent. Augmente parmi nous, et dans tout ce Pays, le zèle, la piété et la crainte de ton nom; établis-y la paix, le calme et la concorde. Réunis-nous les uns avec les autres, et avec toi, ô notre Dieu, afin que nous puissions mener une vie tranquille; te servir avec piété et avec pureté, attirer sur nous et sur notre postérité la continuation de tes grâces, et obtenir après cette vie le salut éternel. Exauce-nous, ô Dieu très bon, et reçois nos prières, nos bénédictions et nos vœux, pour l'amour de Jésus-Christ. Amen.

On finit par la prière pour la nuit, et par l'oraison de Saint-Chrysostome, et la bénédiction.

Durant ce service, on fit encore une seconde décharge de l'artillerie, et une troisième lorsqu'on fut sorti de l'église.

Dès ce même soir, M. Steiguer, envoyé de LL. EE. de Berne, leur envoya un courrier pour leur donner avis de cette importante nouvelle. Il fut aussi chargé d'une lettre de S. E. Mgr. l'ambassadeur, qui leur donnait le même avis, ce qui leur fut très agréable. S. E. fit aussi partir incessamment des gentilshommes de sa suite, avec des lettres pour les louables Cantons de Lucerne, Fribourg et Soleure.

On alluma le soir un feu de joie, que les Magistrats de la ville avaient fait dresser. Il y eut des illuminations en plusieurs maisons particulières, et tout le soir la ville retentit des acclamations de joie et des cris de *vive le Roi*, non seulement du peuple qui avait



1707

profité d'une fontaine de vin que S. E. le comte de Metternich avait fait couler, mais même des personnes les plus distinguées, qui pour la plupart s'assemblèrent en sociétés avec les familles et les amis pour souper ensemble et boire à la santé du nouveau souverain.

S. E. fit demander l'expédition de la sentence pour être incessamment envoyée au Roi, et dès le même soir elle prit possession du château en y faisant porter son lit.

Ainsi finit cette grande et mémorable journée, d'autant plus remarquable que ce jour du 3 novembre se trouvait être, par le changement de calendrier, le 23 octobre, qui doit être à jamais en bénédiction à Neuchâtel, puisque c'est à la date de ce jour, en 1530, que l'on quitta les superstitions et les erreurs de l'église romaine, comme on le voit dans la célèbre inscription que l'on a gravée au cœur du grand Temple de Neuchâtel en lettres d'or sur la pierre, en ces mots : *L'an 1530, le 23 Octobre, fut ostée et abattue l'Idolâtrie de céans par les Bourgeois*. De sorte que, par une heureuse rencontre et que l'on doit prendre en bonne augure, la bienheureuse Réformation se trouve affermie à Neuchâtel par la reconnaissance d'un Souverain réformé.

La nuit suivante, S. E. Mgr. l'Ambassadeur fit partir en poste M. le comte, son fils, pour porter cette bonne nouvelle au Roi et lui présenter l'Acte d'investiture qui avait été promptement expédié. Il fut également chargé d'une lettre de félicitation pour S. M. de la part de la vénérable Compagnie des Pasteurs de cet Etat.

L'Acte de possession et d'investiture mérite d'être ici rapporté tout au long.

**Sentence d'investiture de la pleine souveraineté de Neuchâtel et Valangin adjudgée à Sa Majestée le Roi de Prusse par les Trois-Etats de Neuchâtel, le 3 Novembre 1707.**

Nous Nicolas Tribolet, Conseiller d'Etat et Inspecteur-général des Milices de la Souveraineté de Neuchâtel et Valangin, ci-devant commandant un bataillon suisse au service de France, sçavoir faisons à tous ceux qui verront les présentes : Qu'après le décès de Son Altesse Sérénissime Madame Marie d'Orléans, Duchesse de Nemours, Princesse souveraine des dits Neuchâtel et Valangin de glorieuse mémoire, arrivé le 16 Juin dernier, les Trois Etats de cette Souveraineté s'étant assemblés, selon la coutume, le 28 Juillet, qui fut le jour des six semaines après le décès, pour entendre les demandes et réquisitions qui seroient faites par les Hauts et Illustres Prétendants à cette dite Souveraineté touchant la mise en possession et l'investiture d'icelle; Ils auroient continué leurs séances plusieurs fois depuis lors, pour vaquer à l'instruction d'une grande procédure, qui se trouve au long insérée dans le Registre des dits Etats, sous la présidence de Noble, Généreux et Puissant Seigneur Messire François-Henri d'Estavay, Chevalier, Seigneur de Mollondin, Conseiller d'Etat de la Ville et Canton de Soleure, en qualité de Gouverneur et Lieutenant-général en cette Souveraineté, lequel ayant discontinué de présider le 29 Octobre dernier, Nous aurions été nommé le lendemain en Conseil d'Etat pour ce faire, à cause que tous ceux

Acte de la sentence d'investiture de la pleine Souveraineté de Neuchâtel et Valangin adjudgée au roi de Prusse Frédéric Ier, remis au comte de Metternich.



1707

qui nous précèdent dans le dit Conseil se trouvent Juges dans les dits Etats depuis qu'ils ont commencé de s'assembler pour le sujet dont il s'agit, et qu'il n'a pas été jugé à propos d'en faire sortir aucun de son siège pour présider; Tellement que par devant Nous, Président aux dits Etats, se présentèrent le 31 jour du mois d'Octobre dernier, Messieurs Ernest-Eberhard, Comte de Metternich le fils, et Guillaume-Frédéric Dunkers, Conseiller de la Cour, Procureurs substitués de Son Excellence M. le Comte de Metternich, Ministre d'Etat, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, avec le sieur Peyrol, Conseiller et Avocat de Sa dite Majesté, d'une part; et M. Louis-Marin de Loisinge, Conseiller de S. A. Royale de Savoye et Sénateur au Sénat de Chambéry, Procureur constitué de S. A. S. Monseigneur le Prince de Carignan, avec le sieur Fortis, avocat de Sa dite A. S., d'autre part.

Sa dite Majesté le Roi de Prusse, et Sa dite Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince de Carignan étant seuls, des hauts et illustres Prétendants à cette Souveraineté, qui étoient restés en cause, tous les autres s'étant retirés auparavant: Et comme, dans les Audiences précédentes, il avait été vaqué à la lecture de la procédure, après que dans celle du dit jour 31 Octobre on eut achevé de la lire, Messieurs les Procureurs firent exposer par leurs Avocats les droits respectifs de Sa dite Majesté le Roi de Prusse et de Sa dite Altesse Sérénissime Mgr. le Prince de Carignan dans des plaidoyers qu'ils conclurent l'un et l'autre aux noms susdits, à ce qu'ensuite de la mise en possession à eux ci-devant accordée, l'investiture de cette Souveraineté, ses appartenances, dépendances et annexes leur fût pareillement adjugée.

Sur quoi nous aurions demandé le droit et jugement de Mes dits sieurs des Trois Etats, qui, étant allés en chambre de consultation, à leur retour nous rapportèrent:

Qu'ayant entendu la lecture de la Procédure et les Plaidoyers des Avocats, ils s'ajournoient à aujourd'hui pour vaquer au jugement de la cause. En exécution de quoi Mes dits sieurs des Trois Etats s'étant de nouveau assemblés, après quelques affaires qui se sont passées et qui sont portées sur le Registre, (\*) Nous leur aurions demandé le dit jugement, pour lequel former étant allés en chambre de consultation, à leur retour ils nous ont déclaré: Qu'ayant fait rédiger par écrit leur sentence, ils nous prioient d'en faire faire la lecture par le sieur Huguenin, Secrétaire du Conseil d'Etat, ce qu'il a fait à haute voix en ces termes:

„Messieurs des Trois Etats ayant vu et examiné les Actes, Titres et Documents „produits de la part des hauts et illustres Prétendants, savoir: Sa Majesté le „Roi de Prusse, Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince de Montbéliard, „Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince de Carignan, Madame la duchesse douairière de Lesdiguières, Monsieur le Comte de Matignon, Mademoiselle Louise-Léontine-Jacqueline de Bourbon, Madame la Marquise de Mailly „et Monsieur le Marquis d'Allègre, avec les inventaires raisonnés de leurs productions, aux fins de satisfaire aux appointements en preuves auxquels ils „avoient été admis pour établir leurs droits à la Souveraineté de Neuchâtel et „Valangin; et aussi considéré la retraite d'aucunes des Parties et leur volontaire désertion en cause, mentionnée dans le devis de la procédure des premier „et vingt-neuvième du mois dernier, nonobstant la reconnaissance de ce Tribunal et l'exécution de plusieurs sentences contradictoirement rendues et agréées „de leur part; au moyen de quoi elles sont déchues de leurs prétentions et „forcloses de fait et de droit: Après avoir donné leur attention à l'importance „de la matière, et fait réflexion que cette Souveraineté et le domaine direct a

(\*) C'étoit la protestation de Landeron.



„appartenu originairement à la Maison de Châlons; que l'utile a été réuni et  
 „consolidé à la directe, tant par le décès, sans enfants, de Jean de Fribourg,  
 „arrivé en 1457, que par diverses ouvertures suivantes; que ces droits n'ont  
 „pas été prescrits, mais qu'ils sont de leur nature imprescriptible. Que les  
 „droits de la Maison de Châlons ont été transmis légitimement en la personne  
 „de Guillaume de Nassau dit le Belgique, qui a été reconnu généralement, et  
 „par toutes les Puissances de l'Europe, l'héritier universel des biens et droits  
 „de la Maison de Nassau-Orange, dont lui et ses successeurs ont joui librement,  
 „et dans lesquels ils ont été réintégrés, lorsqu'ils y ont été troublés. Que par  
 „le décès, sans enfants, de Guillaume III, Roi de la Grande-Bretagne, qui était  
 „fils de Guillaume II, fils de Frédéric-Henri, fils du dit Guillaume le Belgique,  
 „Sa Majesté Frédéric Ier, Roi de Prusse, du chef de Louise de Nassau sa mère,  
 „fille aînée du dit Prince Frédéric-Henri, se trouve incontestablement le véri-  
 „table et légitime héritier à cet égard de la Maison de Nassau-Châlons-Orange,  
 „ce qui donne l'exclusion à Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Prince de  
 „Carignan. Pour ces causes, Mes dits sieurs des Trois Etats donnent et ad-  
 „jugent, par sentence souveraine, à Sa dite Majesté Frédéric Ier, Roi de Prusse,  
 „l'investiture de cet Etat et Souveraineté, avec ses annexes, appartenances et  
 „dépendances, pour être le dit Etat par lui possédé, comme indépendant, in-  
 „aliénable et indivisible, en conservant les Libertés, Franchises, Privilèges et  
 „Immunités tant des Bourgeois que des autres Peuples de cet Etat, les con-  
 „cessions accordées par les précédents Souverains tant aux Corps qu'aux par-  
 „ticuliers du Pays, et les Traités d'alliance et de combourgeoisie faits et dressés  
 „avec les Etats voisins. Ordonnant aux trésoriers et receveurs de cet Etat de  
 „payer et délivrer, suivant les ordres de Sa Majesté, ou de ceux qui auront  
 „charge d'Elle, moyennant quoi eux et les leurs ne pourront être recherchés  
 „ni inquiétés pour ce sujet, sous quelque prétexte que ce soit.“

Après la lecture de cette sentence, et que le sieur Fortis, avocat de S. A. S. Mgr. le Prince de Carignan, a eu fait la lecture d'une certaine protestation qui, par une nouvelle sentence de Messieurs des Trois Etats, n'a pas été admise, ainsi que le Registre en est chargé, Nous avons mis en possession et investiture SA DITE MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE de la dite Souveraineté de Neuchâtel et Valangin avec ses appartenances, dépendances et annexes, par la tradition du sceptre, que nous avons déposé entre les mains de Son Excellence Monsieur le Comte de Metternich, son Ministre d'Etat et son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, lequel Messieurs des Trois Etats avoient envoyé prendre dans son logis, par un abrégé de leur Corps, afin d'être présent à la publication de la dite Sentence, et pour prendre et recevoir la dite mise en possession et investiture.

Ce qui a été jugé et sentence souverainement et absolument par les Nobles, Généreux, Vertueux et Prudens sieurs LOUIS GUY, Maire de Rochefort, JEAN-JAQUES SANDOZ, ancien Commissaire-général, SAMUEL CHAMBRIER, Chancelier, et SAMUEL MARVAL, ancien Maire de Neuchâtel, tous quatre Conseillers d'Etat pour l'Etat de la Noblesse; JONAS HORY, Docteur en droit, Châtelain de Boudry, SIMON CHEVALIER, Châtelain de Thielle, FRANÇOIS CHAMBRIER, Maire de Neuchâtel, tous trois Conseillers d'Etat, et FRANÇOIS PERROSET, Lieutenant du Landeron pour le rang des Officiers; et pour le Tiers Etat, les sieurs Quatre Ministres de la Ville de Neuchâtel, nommément DAVID BULLOT, Maître-bourgeois en chef, FRÉDÉRIC CHAMBRIER, Lieutenant de ville, HENRI PETITPIERRE, et JEAN-HENRI DEPIERRE, tous quatre du Conseil étroit de la dite Ville; En présence des Nobles Gentilshommes, Vassaux et Officiers de l'Etat, des sieurs Doyen et Ministres de la Vénérable Classe, des sieurs Conseillers de la Ville de Neuchâtel, des sieurs Maîtres-bourgeois et Députés de la Bourgeoisie de Valangin,



1707

des Députés de toutes les Justices et Communautés du Pays, et de plusieurs autres Personnes Notables et du Peuple, autant que le grand Poile du Château de Neuchâtel en a pu contenir.

Au dit grand Poile du dit Château de Neuchâtel, le troisième de Novembre, l'an Mil sept-cent et sept.

(Signé) N. TRIBOLET.

Et plus bas. Par Monsieur le Président.

C.-F. HUGUENIN, avec paraphe.

**NB.** — Sur l'instance de M. Fortis, avocat de S. A. S. Mgr. le prince de Carignan, qui a représenté aux Trois Etats qu'il n'avait pas fait cet aveu qui est ici souligné, aussi purement et simplement qu'il est rapporté dans cette sentence, mais avec des restrictions et limitations, et qu'il priait Messieurs des Trois Etats d'en ordonner la correction, ou le retranchement; sur quoi Messieurs des Trois Etats ayant pris avis en chambre de consultation, ils ont déclaré à leur retour : Que ces mots : *de l'aveu même de l'Avocat de S. A. S. Mgr. le Prince de Carignan*, seront retranchés de la dite sentence, et ne devront pas être portés dans les expéditions qu'on fera dans la suite; et comme il en a déjà été fait une expédition originale, laquelle fut remise le même jour qu'elle avait été prononcée à S. E. Mgr. le Comte de Metternich, qui l'envoya sur-le-champ à Sa Majesté, M. le procureur-général chargé d'en informer Sa dite Excellence, afin que la dite expédition soit corrigée.



## LIVRE III.

LIVRE III.

**Des rois de Prusse, qui sont la cinquième maison des princes souverains qui ont régné sur Neuchâtel, et des principales choses qui se sont passées sous leur domination.**

### CHAPITRE I.

**Frédéric premier.**

1707

Le roi de Prusse venait d'être ainsi par sentence souveraine déclaré prince souverain de Neuchâtel et Valangin. La circonstance du temps auquel il a commencé à régner est très considérable, en ce que le 3 novembre, jour de l'établissement de ce monarque, qui est le protecteur de la religion réformée, est précisément le même que le 23 octobre, auquel, en l'année 1530, la Réformation fut introduite dans la ville de Neuchâtel.

Avènement de la maison de Prusse à la souveraineté de Neuchâtel.

Je n'entreprendrai pas ici de faire la description de cette auguste maison, je me contenterai de dire en passant qu'elle est des plus anciennes et qu'elle a été connue sous divers noms, savoir celui de comtes de Zollern ou Hohenzollern, qui est un château dans la Souabe et qui fut bâti en 1195 par Pierre Colonne, qui en fut le premier seigneur. Ces comtes de Zollern ont porté ce nom jusqu'à l'an 1273, auquel l'empereur Rodolphe I<sup>er</sup>, ayant remis le margraviat de Nuremberg à Frédéric V, comte de Zollern, celui-ci s'appela burgrave de Nuremberg. Ce titre fut donné à ses descendants jusqu'en l'an 1411, auquel il acheta pour 400,000 florins le marquisat de Brandebourg de l'empereur Sigismond, qui le créa électeur au Concile de Constance le 18 avril 1417. Ce Frédéric vendit son burgraviat à la ville de Nuremberg pour 240,000 florins l'an 1427; il s'en retint le nom et quelques droits qu'il avait sur le reste du

Origine de cette maison.



1707 pays. Les descendants de ce Frédéric ont porté le titre de marquis de Brandebourg jusqu'au 15 janvier 1701, auquel Frédéric-Guillaume, notre auguste souverain, fut couronné roi de Prusse.

Serments réciproques.

Pour retourner aux affaires de Neuchâtel, M. de Metternich qui, depuis que la sentence fut rendue, gouverna le pays pendant tout le temps qu'il y demeura, crut qu'il était nécessaire de faire prêter promptement aux peuples le serment de fidélité au roi. C'est ce qui se fit à Neuchâtel dès le lendemain 4 novembre sur la terrasse à côté du grand temple. Mais comme c'est la coutume que le souverain prête le premier le serment, c'est ce que fit M. de Metternich au nom de S. M., et voici le formulaire de ce serment.

Monseigneur,

Serment prêté par M. de Metternich au nom du roi.

En vertu et au nom du plein-pouvoir que vous avez de S. M. Frédéric par la grâce de Dieu roi de Prusse, margrave et électeur de Brandebourg, Clèves, Juliers, Stettin, Poméranie, des Casubes et Vendales en Silésie et de Crossen, prince d'Halberstadt, Minden, Canim et Meurs, comte de Hohen-Zollern, Rupin, de la Mark, Ravensberg, Hohenstein, Tockenbourg, Lingen, Buceren et Leerdem, marquis de Feerveer et Fliessingen, seigneur de Ravenstein, Lawenbourg, Button, Arlay et Breda, notre Souverain, Prince et Seigneur; vous promettez et jurez par votre foi et serment, qui doit valoir ici tout autant que si c'était celui de S. M. elle-même en personne, à ses Bourgeois de Neuchâtel ici assemblés pour recevoir ledit serment, et à leurs hoirs et successeurs : Que Sa Majesté leur tiendra et maintiendra leurs franchises, libertés et constitution, ensemble leurs anciennes et bonnes coutumes, écrites et non écrites, desquelles ils ont usé notoirement au temps passé, comme aussi les déclarations par écrit que V. E. nous a données de la part de S. M., et notamment tant celles du 31 octobre dernier que les neuf articles généraux pour tout l'Etat et les neuf articles particuliers pour la ville et bourgeoisie de Neuchâtel, tout ainsi qu'ils sont contenus dans les cahiers que V. E. nous a remis signés de sa main. Ainsi vous le jurez et promettez au nom du Roi, notre souverain Prince et Seigneur.

Le serment prêté comme dessus, les bourgeois le lui firent réciproquement et suivant les paroles instructives du même serment, en cette forme :

Serment des bourgeois de Neuchâtel.

Messieurs les Bourgeois, vous jurez à Dieu, votre Créateur, par la part que vous prétendez en paradis, que vous serez, chacun dans sa qualité et condition, féaux, obéissants et fidèles bourgeois et sujets de S. M. Frédéric roi de Prusse, margrave de Brandebourg, etc., votre souverain Prince et Seigneur, selon le contenu de vos franchises et libertés et de vos anciennes coutumes écrites et non écrites; lui payer tous trahus, censes et autres droits qui lui sont dus, son profit, honneur, exultation pourchasser et son dommage éviter; et si aucunes conspirations ou entreprises contre son bien, honneur, autorité et prééminence de sa personne et de son Comté se faisaient, le lui révéler, et défendre envers et contre tous de vos biens et personnes à votre pouvoir, et ferez et rendrez tous devoirs comme vrais, fidèles et loyaux bourgeois et sujets, selon vos dites franchises et bonnes coutumes sont tenus de faire et rendre à leur souverain Seigneur. Ainsi vous le jurez.

Le 8 novembre S. E. alla à Valangin pour y recevoir aussi le serment de fidélité des habitants de ce Comté. Ce seigneur le leur prêta le premier, et en voici les termes :



Au nom et en vertu du plein-pouvoir que vous avez de S. M. Frédéric Ier, roi de Prusse, margrave de Brandebourg et électeur du Saint-Empire romain, etc., etc., notre souverain Seigneur et Prince: Vous promettez et jurez par votre foi et serment, qui doit valoir tout autant que si c'était celui de S. M. en personne, à ses bourgeois de Valangin, sujets et habitants ici assemblés pour le recevoir, et à leurs hoirs et successeurs, que S. M. leur tiendra et maintiendra leurs franchises, libertés et constitution, ensemble leurs anciennes et bonnes coutumes écrites et non écrites, desquelles ils ont usé notoirement au temps passé; comme aussi les déclarations par écrit que V. E. nous en a données au nom de S. M. Et ainsi vous le jurez et promettez.

1707

Serments prêtés à Valangin.

Ensuite les bourgeois de Valangin prêtèrent aussi le serment. Avant ce temps les seigneurs de Valangin ne prêtaient le serment qu'après que les sujets le leur avaient prêté. (V. les ans 1497, 1550, 1573, 1585 et 1618.)

M. de Metternich étant convenu, avant que la sentence fût rendue, avec les bourgeois de Valangin, non seulement de quelques articles particuliers concernant cette bourgeoisie, mais aussi d'une somme d'argent pour augmenter leur fonds, il effectua l'une et l'autre de ces deux choses le 8 novembre, jour auquel il délivra aux dits bourgeois 1000 louis d'or, 500 écus blancs pour les pauvres, et un franc à chacun des soldats qui avaient pris les armes, et qui se trouvaient ce jour-là à Valangin.

Dons faits à Valangin.

Il leur passa aussi un acte authentique à l'égard des articles particuliers qu'il leur avait promis, et qui étaient ceux qui suivent :

Articles particuliers pour Valangin.  
Vin étranger.

1. Que d'autant plus le commerce est libre et plus un Etat s'enrichit, qu'il y ait un commerce libre pour ceux de Valangin au dehors de l'Etat, pour toutes sortes de denrées, sans qu'à cet égard il se fasse plus de nouveautés, soit pour le vin étranger, soit pour d'autres denrées que l'on achète ou que l'on vend, conformément à leurs franchises et usances.

Réponse : Accordé par S. E. Monsieur le Comte.

2. Que les renvois si fréquents en Conseil d'Etat par les officiers préposés à la justice pour les choses de petite importance, dont la Seigneurie est accablée et fatiguée, ne soient plus tolérés; par ce moyen on remédiera à la chicane et à la ruine du peuple.

Renvois en Conseil d'Etat.

Réponse : Accordé ce deuxième article.

3. Que d'orénavant il ne soit payé rièr la Mairie de Valangin pour la réemption des taxes, que le demi-lods, conformément à ce qui se pratique dans le reste de l'Etat, non plus que le demi-lods des engagères.

Demi-lods.

Réponse : Accordé ce troisième article conformément à ce qui se pratique dans le Comté de Neuchâtel.

4. Que pour les mandements qui se publieront rièr Valangin, les Maîtres-bourgeois soient ouïs et consultés comme on le fait à Neuchâtel, ce qui se faisait lorsque le Conseil d'Etat se tenait à Valangin, les Conseillers étant du lieu; cela évitera les remontrances et les frais, et d'ailleurs les mandements seront mieux observés quand le Pays y aura consenti.

Mandements.

Réponse : Accordé par ce quatrième article qu'avant que de faire publier les mandements, on avertira le sieur Maître-bourgeois de Valangin de descendre pour les lui communiquer, afin qu'il voie s'il y a lieu de faire quelque remontrance.



- 1707  
Montes. 5. Qu'à l'avenir on ne soit plus d'obligation, comme on le pratique depuis quelque temps, de demander à M. le gouverneur la permission de mettre des biens en montes publiques, mais seulement à l'officier du lieu, suivant l'ancienne pratique.  
*Réponse* : Accordé ce cinquième article.
- Serment des notaires. 6. Pour ce qui est du serment des notaires, qu'outre ce qui est déjà porté dans les Articles généraux, on supplie que l'article touchant les mises à clos soit retranché.  
*Réponse* : On accorde ce sixième article, remettant les choses sur l'ancien pied.
- Racle. 7. Que les sieurs receveurs recevant les graines dues au souverain, laissent manier la racle à celui qui délivre le grain, conformément à l'octroi qu'il a plu à S. A. S. Henry d'Orléans d'accorder aux sujets de Valangin en 1654.  
*Réponse* : Accordé cet article par rapport aux fours et aux moulins, mais nullement par rapport aux dîmes.
- Moulins. 8. Sur la défense faite en mai, l'an 1704, d'aller moudre hors de l'Etat, ce qui incommode les villages et habitants des frontières, et qui est même préjudiciable aux droits de la seigneurie, on supplie que cela soit toléré, d'autant qu'on n'y va, ni ne prétend-on d'y aller que dans la nécessité.  
*Réponse* : Accordé, pourvu que ce soit sans abus, et seulement en cas de nécessité.
- Juges. 9. Comme les maires n'interpellent souvent que quelques juges pour condamner un bourgeois ou sujet de Valangin, soit pour le condamner à la mort, soit pour le condamner à la torture, soit pour lui infliger des peines corporelles, sous prétexte de l'épargne ou ménage pour le souverain, au lieu que pour le fait civil où il ne s'agira que de quelques sols, toute la justice siège en jugement, on prie que l'on cite pour le moins la moitié de la justice pour ces sortes de cas, et la justice entière lorsqu'il s'agira d'infliger la peine capitale.  
*Réponse* : Accordé sur ce neuvième article, que lorsqu'il faudra emprisonner une personne sujette de l'Etat, il faudra pour le moins cinq justiciers, et pour condamner à la torture pour le moins la moitié de la justice; et à l'égard des étrangers et gens sans aveu, laisser à la discrétion de l'officier. Lorsqu'il s'agira de condamner à mort, toute la justice sera interpellée.
- Voyers. 10. Le nouvel établissement des voyers fait depuis il y a trois ans, accable de frais inutiles principalement les peuples du Val-de-Ruz, et qu'en outre cela cause une perte sensible aux particuliers et à la seigneurie. On supplie que les choses soient laissées sur l'ancien pied, savoir, que s'il y a quelques plaintes des chemins gâtés, que M. le procureur de Valangin les fera réparer par les communes, à peine de payer ses journées et vacations si on n'obéit pas promptement, ainsi que cela se pratiquait du passé.  
*Réponse* : Accordé ce dixième article à condition de se conformer à l'ancienne pratique et que les chemins seront bien entretenus et en bon état.
- Juges en renfort. 11. On supplie qu'il soit établi des juges en renfort dans les justices du Comté de Valangin comme à Saint-Blaise.  
*Réponse* : Accordé ce onzième article.
- Armes. 12. Comme, depuis quelque temps, on a voulu étendre l'obligation de ceux de Valangin sur le fait des armes, au-delà de ce qu'ils sont obligés par leurs franchises, ils prient qu'à l'avenir ils ne soient plus inquiétés à cet égard.  
*Réponse* : Ils seront maintenus dans leurs franchises.



13. L'on requiert que le serment soit prêté le premier de la part de S. M. aux Peuples de Valangin, comme cela se pratique à Neuchâtel, et que les Peuples le prêtent immédiatement après.

1707

Serment.

*Réponse* : Accordé, quoique ce ne fût pas la pratique.

14. Finalement on supplie que le nom de Comté soit donné à la terre de Valangin érigé en Comté. Valangin, comme cela se trouve dans plusieurs actes tant devant qu'après la réunion de ce Comté à celui de Neuchâtel, au lieu de celui de Seigneurie, qu'on lui donnait communément.

*Réponse* : Accordé pour le titre, à condition que cela ne préjudiciera en rien aux anciennes liaisons et astrictions à l'égard du Comté de Neuchâtel.

Lesquels articles ci-dessus ont été réglés conformément aux apostilles par moi Procureur-général du Roi, ensuite des ordres qui m'ont été donnés par S. E. elle-même à son arrivée au dit Valangin, le jour que les serments furent prêtés 8 novembre 1707.

(Signé) JONAS CHAMBRIER.

Nous accordons et approuvons au nom de S. M. le contenu des apostilles en marge des articles ci-dessus par M. le procureur-général.

Approbation des articles ci-dessus.

Donné à Valangin le dit jour 8 novembre.

(Signé) METTERNICH et scellé de son sceau.

M. le comte de Metternich continua à faire prêter les serments aux peuples de cet Etat. Le 12 novembre il alla à Saint-Blaise, où tous les habitants de la Châtellenie de Thielle se rencontrèrent. Le 14 cela se fit à Boudry; ceux des mairies de la Côte, de Cor-taillods, de Colombier, de Bevaix, de Rochefort, et de la baronnie de Gorgier s'y trouvèrent. Le 15 il se rendit pour le même sujet à Môtiers, où se rencontrèrent ceux des mairies des Verrières, de la Brévine et de la seigneurie de Travers. Mais ceux de la baronnie du Landeron, ayant refusé de prêter le serment à cause de la protestation qu'ils avaient faite le 3 novembre par devant Messieurs des Trois Etats, on y envoya le 22 novembre quatre compagnies : deux de la Châtellenie de Thielle, et deux du Val-de-Ruz, qui se saisirent du bourg. Ceux du Landeron espéraient que LL. EE. de Soleure les soutiendraient en vertu de la combourgeoisie qu'ils ont avec eux, mais ce canton n'ayant pas trouvé à propos de faire à ce sujet aucun mouvement, les bourgeois du Landeron consentirent à prêter le serment à S. M., ce qu'ils firent le 25 novembre 1707. Ceux de Lignières se trouvèrent au dit Landeron.

Serments prêtés dans la Châtellenie de Thielle, au Vignoble et au Val-de-Travers.

Landeron refuse.

On l'y oblige.

Les serments ayant été par ce moyen prêtés dans tout l'Etat par S. E. au nom de S. M. et par tous les sujets, on fit des feux de joie dans tout le pays le 27 novembre 1707.

Feux de joie.

Les bourgeois de Valangin ayant écrit une lettre à S. M., datée du 5 novembre 1707, pour la féliciter sur son avènement à la souveraineté de Neuchâtel et Valangin, le roi leur répondit en date du 22 novembre, leur témoignant qu'il était très satisfait de leur conduite, et qu'il leur donnerait en toutes les occasions des preuves de son affection, etc. Tous les principaux Corps de l'Etat ayant

Félicitation des bourgeois de Valangin au roi, ainsi que des autres corps.



1707 aussi écrit à S. M., reçurent de même des réponses par lesquelles le roi les assurait de sa bienveillance, etc.

Naissance d'un prince.

Le 23 novembre la princesse royale ayant accouché d'un fils, le roi son aïeul lui donna, d'abord qu'il fut né, le collier de son ordre, et le titre de prince d'Orange. On fit des feux de joie dans les Comtés pour se réjouir de sa naissance dès qu'on en eut appris la nouvelle.

Promesses du comte de Metternich effectuées.

S. E. M. le comte de Metternich ayant fait prêter le serment à tous les habitants de la souveraineté, s'appliqua ensuite à effectuer une partie des promesses qu'il avait faites pendant l'inter règne, personne n'étant sorti malcontent d'avec lui. Il donna à divers particuliers et surtout à ceux du Comté de Valangin, des billets signés de sa main qui contenaient des pensions viagères, mais qui dans la suite furent anéantis par le Conseil d'Etat, en leur payant une somme une fois pour toujours. Il passa aussi divers actes à diverses communautés, conformément aux promesses qu'il leur en avait faites.

Biens d'église.

Et comme Son Excellence s'était engagée dans les articles généraux, qu'on lèverait annuellement une somme sur les biens d'église qui serait perpétuellement appliquée à des usages religieux, on convint qu'on donnerait pour cet effet, sur les susdits biens et pour l'usage que dessus, la somme de 100,000 francs, à retirer 4,000 francs pendant vingt-cinq ans. On l'offrit à la compagnie des pasteurs, mais comme elle ne voulut pas en avoir l'administration, on établit une Chambre économique, qui est composée d'un président, de deux pasteurs, quatre bourgeois de Neuchâtel, deux de Valangin, un boursier et un secrétaire. Cette Chambre ne peut disposer de rien que par le consentement de la vénérable Classe, et elle est obligée de condescendre à ses désirs toutes les fois qu'elle lui demande quelque chose. On emploie les revenus des sommes que cette Chambre a entre les mains, à augmenter les gages des pasteurs et des régents d'école qui n'ont pas de quoi subsister, et à contribuer à de nouvelles fondations d'églises. La dite chambre ne peut pas s'opposer à l'érection d'une église, et elle est obligée de communiquer de temps en temps à la Classe l'état des sommes qu'elle a entre les mains et les comptes qu'elle fera.

Fondation de la Chambre économique.

Entretien de quatorze maisons de cure.

On convint encore qu'on prendrait sur ces mêmes biens d'église annuellement et perpétuellement la somme de 2,400 livres, dont le souverain ne peut rien distraire et qu'il doit appliquer à l'entretien de quatorze maisons de cure dont il est chargé, et de toutes les autres maisons qu'il possède aujourd'hui et qui ont autrefois dépendu de l'Eglise, comme sont les prieurés, abbayes, etc.

Nouveaux conseillers d'état établis.

S. E. établit encore plusieurs conseillers d'état, tellement que le nombre qui est ordinairement arbitraire, qui n'avait jamais été auparavant que de huit ou dix, fut pour lors de seize.



Il augmenta aussi au nom de S. M. et par un acte authentique la pension du ministre de Couvet, de deux muids de froment et de deux muids de vin, payables annuellement et perpétuellement.

1707  
Pension de la cure de Couvet augmentée.

M. de Metternich désirant de mettre l'Etat en sûreté, députa au nom de S. M. M. Samuel Pury, docteur, aux lois et conseiller d'Etat, à Zurich, où il parut par devant le sénat de cette ville le 25 novembre 1707, pour solliciter ce canton à entrer en alliance avec S. M. Mais comme le dit sénat croyait que la France attaquerait infailliblement le Comté de Neuchâtel, et que cette alliance dont il ne pouvoit retirer aucun avantage, mais qui au contraire l'aurait engagé dans la guerre, lui pouvait être préjudiciable, il ne voulut pas y entrer. (\*)

Député à Zurich pour solliciter une alliance qui est rejetée.

La Classe déposa cette année Jonas Brandt, ministre de la Côte-aux-Fées, qui était piétiste.

Destitution d'un ministre piétiste.

Le Conseil de ville donna cette année le point de coutume qui suit :

Point de coutume.

Du 9 aoust.

Toutes actions personnelles et pour redevances dont on n'a reçu ni exigé aucun paiement par voies et exploits de justice, sont prescrites au bout de dix ans écoulés, sans cependant que les personnes vivantes qui ont contracté se puissent servir de cette prescription.

L'été de l'an 1707 fut si chaud que la terre parut brûler en divers lieux et surtout les marais séchés par la chaleur extraordinaire du soleil. C'est ce qu'on remarqua aux Ponts, à La Sagne, etc. L'année fut très abondante. On fit la vente à Neuchâtel 50 livres le muids, et l'abri du grain fut fait, savoir le froment 9<sup>1</sup>/<sub>2</sub> batz, l'orge 5<sup>1</sup>/<sub>2</sub> batz, et l'avoine 11 gros.

Chaleur excessive.

Vente et abri.

1708

M. le prince de Conti écrivit une lettre en date du 26 janvier 1708 adressée aux députés du louable Corps Helvétique pour lors assemblés à la diète de Baden, par laquelle il leur déclarait qu'il faisait des protestations contre ce qui s'était passé à Neuchâtel à son préjudice, et qu'il regardait ce qui était arrivé comme une usurpation.

Lettre du prince de Conti au Corps Helvétique.

Comme le bruit se répandit dans tout l'Etat et aux environs que la France, qui était en guerre avec l'Empire et qui avait fait venir 30,000 hommes dans la Franche-Comté, avait dessein de s'emparer du Comté de Neuchâtel pour prévenir une diversion qu'on assurait que les alliés se proposaient de faire par cet Etat contre la France, et pour le remettre aussi en même temps à un prétendant français

Bruits de guerre.

(\*) Une annotation qui figure dans le manuscrit primitif du pasteur Boyve, mais d'une autre main que celle de l'auteur, dit que le député M. Samuel Pury, n'était pas encore conseiller d'Etat, et ne fut envoyé que le 13 janvier 1708 à Baden et non à Zurich.

(Note de G. Petitpierre.)



1708 à qui elle croyait qu'il appartenait légitimement, les deux bourgeoisies de Neuchâtel et Valangin, craignant qu'il n'arrivât du désordre, et pour détourner cette irruption de la France qu'on regardait comme infaillible, s'adressèrent à M. de Metternich et lui firent la représentation qui suit :

Remontrances  
des deux bour-  
geoisies de  
Neuchâtel et  
Valangin à M.  
le comte de  
Metternich au  
sujet de la neu-  
tralité.

Nous les Quatre Ministraux, Conseil et Communauté de Neuchâtel, et les Maître-Bourgeois et Conseil de la générale bourgeoisie de Vallangin, étant informés que l'on fait courir le bruit, comme si S. M. le Roi de Prusse, présentement notre légitime Souverain, Prince et Seigneur, était dans le dessein de se servir de l'Etat de Neuchâtel pour porter la guerre dans le Comté de Bourgogne, tant de sa part que de celle de ses Hauts Alliés. En sorte qu'il y a lieu de craindre que ce ne soit là la raison ou plutôt le prétexte qu'on voudrait employer pour mettre en exécution les menaces qui nous ont été faites, avons cru être obligés de faire sur cela, conjointement et par une suite de nos précédentes Associations, nos très humbles remontrances à S. E. Monsieur le Comte de Metternich, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. en Suisse et son représentant en ce pays. Car quoique nous soyons entièrement persuadés, et suivant que Sa dite Excellence l'a déjà déclaré plusieurs fois, verbalement et par écrit, que S. M., par un effet de sa bonté et de son affection paternelle pour cet Etat, ne voudrait pas l'exposer aux malheurs qui sont les suites inévitables de la guerre; et que d'ailleurs la justice et l'équité qui lui sont si naturelles ne lui permettroient pas de rien faire à cet égard qui pût en aucune manière altérer les franchises et libertés des Peuples de cet Etat, en général non plus que les nôtres en particulier. Cependant afin qu'aucune Puissance ou Etat du voisinage ne le puisse ignorer, ni en prendre occasion ou prétexte de nous inquiéter ou molester directement ou indirectement et en quelque manière que ce puisse être, nous supplions S. E. de vouloir bien faire connaître et manifester au public les intentions de S. M. par rapport à la neutralité de cet Etat, laquelle n'est point une chose nouvelle, mais dont il a joui de toute ancienneté sur le pied du Louable Corps Helvétique.

En effet, outre que le dit Etat est incontestablement enclos dans les limites de la Suisse, c'est que de tout temps il a été censé un véritable membre du Corps Helvétique tant par les Louables Cantons eux-mêmes que par les Puissances étrangères, ce qui peut se voir entre autres par divers Traités de paix et d'alliances faits avec le dit Louable Corps Helvétique, ou dans lesquels il a été compris, et notamment dans ceux que le dit Corps a faits avec la Couronne de France aux années 1516 et 1663, comme aussi dans le fameux Traité de paix de Risvick. Et ce qui est encore plus récent, c'est que cet Etat a été formellement compris dans le Traité de neutralité stipulé à Baden l'an 1702 pour tout le dit Louable Corps Helvétique, entre l'Empereur et l'Empire et le roi T. C.

Il est aussi d'une notoriété publique, que tant dans la présente guerre que pendant les précédentes, le dit Etat, quoique soumis à des Princes français, a été constamment maintenu dans sa neutralité, et particulièrement avec le Comté de Bourgogne pendant qu'il appartenait à la Couronne d'Espagne, même dans le temps que feu Monseigneur le duc de Longueville commandait en personne une armée française dans cette Province; et que les sujets et habitants de cet Etat ont joui paisiblement et sans trouble, et tout comme les autres Suisses, de la liberté de commerce tant dans les terres de l'Empire que dans celles des autres Puissances qui sont aujourd'hui ou qui étaient pour lors en guerre avec la France. On peut dire d'ailleurs que par les Traités d'alliances et de commerce qui lient si étroitement depuis plus de trois siècles la Ville et Ré-



1708

publique de Berne tant avec le Prince et l'Etat de Neuchâtel en général qu'en particulier avec la Ville de Neuchâtel, la Bourgeoisie de Vallangin, etc., il est évident non seulement que le dit Etat est une partie du Louable Corps Helvétique, mais même que l'on ne sauroit donner atteinte à sa neutralité sans altérer en même temps le repos et la tranquillité de LL. EE. de Berne.

Enfin, et si cette neutralité de l'Etat de Neuchâtel est conforme à la situation et aux engagements du dit Etat au dehors, elle ne l'est pas moins aux droits, franchises et libertés tant de la Ville de Neuchâtel que de la Bourgeoisie de Vallangin, par lesquelles l'un et l'autre de ces deux Corps ne peuvent être engagés dans aucune guerre que ce ne soit la propre guerre du Prince de Neuchâtel, c'est-à-dire la défense de l'Etat, ainsi que cela a été confirmé en tant que de besoin et même étendu en faveur de toute la Souveraineté par le troisième des Articles Généraux accordés par S. M. pour tout l'Etat, et ratifiés par les serments prêtés par S. E. au nom de S. M. tant à la Ville de Neuchâtel qu'à tous les peuples dépendants de Neuchâtel et Vallangin.

Au reste si nous faisons ici mention de toutes ces choses, c'est uniquement afin que toute la terre puisse savoir, ainsi qu'on l'a déjà observé plus haut, que cette neutralité n'est point une chose nouvelle pour cet Etat, et qu'au contraire il en a joui de toute ancienneté sur le pied du Louable Corps Helvétique; car nous ne doutons pas que tout cela ne soit déjà connu à S. E. et qu'elle ne veuille bien donner au nom de S. M., ainsi que nous la supplions et que nous l'en requérons même très humblement, une déclaration publique et authentique des bonnes intentions de S. M. pour la conservation de la dite neutralité de cet Etat, afin que par ce moyen on puisse entièrement dissiper les bruits mal fondés que l'on a fait courir à cet égard, et que non seulement ceux qui avoient dessein de nous inquiéter et molester sous ce prétexte, mais aussi et principalement LL. EE. de Berne aussi bien que les autres Etats voisins qui peuvent avoir de la bonne volonté pour nous, soient pleinement assurés que S. M., en tant que Prince de Neuchâtel, est dans la ferme résolution d'entretenir avec tous les Princes et Etats voisins sans aucune exception, tant et si longtemps qu'ils en useront de même avec cet Etat, les mêmes bons voisinages, amitié, liberté du commerce et neutralité qu'il y a eu entre eux jusqu'à présent.

Et comme nous ne doutons pas que S. E. ne nous accorde au nom de S. M. une déclaration favorable à cet égard, nous pouvons aussi l'assurer que cela redoublera s'il se peut le zèle ardent que nous avons déjà pour le service de S. M. et la fidélité inviolable que nous lui avons vouée, comme à notre véritable et légitime Souverain; et que ce sera un nouveau et puissant motif pour nous porter, ainsi que notre devoir et les serments solennels que nous lui avons prêtés nous y obligent, à sacrifier corps, vies et biens pour le maintien de sa juste domination sur nous.

Enfin nous prions S. E. d'agréer ici l'assurance de nos très humbles respects et des vœux que nous faisons pour sa prospérité et pour sa conservation.

A Neuchâtel le 13 janvier 1708.

Par ordonnance de Messieurs les Quatre-Ministres, Conseil et Communauté de la Ville de Neuchâtel.

(Signé) J.-J. FAVERGIER.

Par ordonnance de Messieurs les Maîtres-Bourgeois et Conseil de la Bourgeoisie de Vallangin.

(Signé) D. L'EPÉE.



1708

M. de Metternich fit aussi imprimer la réponse qu'il fit à la supplication ci-dessus, aussi datée du même jour et qui contenait ce qui suit :

*Déclaration de S. E. M. le Comte de Metternich au sujet de la neutralité.*

Réponse de M.  
de Metternich.

Nous Ernest, Comte de Metternich, etc., etc., déclarons : Qu'encore que nous ayons déjà manifesté, même avant la Sentence d'investiture, les bonnes intentions de S. M. pour la conservation de la neutralité de l'Etat de Neuchâtel, puisqu'elle n'a rien plus à cœur que de la maintenir dans le repos et la tranquillité dont il a joui jusques à présent, Nous sommes bien aise néanmoins, par égard pour les remontrances qui nous ont été faites par les peuples du dit Etat, et surtout par la Ville de Neuchâtel et par la Bourgeoisie de Vallangin, de déclarer encore ici expressément, que Nous engageons solennellement, avec promesse d'avoir la ratification de S. M. en cas de besoin, que si le Roi de France donne des assurances suffisantes de ne point attaquer l'Etat de Neuchâtel et de laisser les choses par rapport au dit Etat sur le même pied de neutralité, de commerce libre et de bon voisinage qu'elles étaient avant l'investiture qui en a été donnée par le Souverain Tribunal des Trois Etats à S. M., que de la part de Sa dite M. on n'entreprendra ni directement ni indirectement rien par le Comté de Neuchâtel contre le Comté de Bourgogne ni les autres Etats de la domination du Roi de France, et que non seulement on continuera d'observer une exacte neutralité dans le même sens et de la même manière que le Louable Canton de Berne l'observe, mais aussi un bon voisinage tel qu'il a été pratiqué ci-devant, avec promesse solennelle de ne rien faire qui y soit contraire. Et nous remettons la dite déclaration entre les mains du Louable Canton de Berne, afin qu'il puisse s'y fonder pour être garant de cette neutralité si besoin est. Toutefois comme les troupes que la France a fait avancer dans le voisinage de cet Etat, et les grands préparatifs qu'elle y a faits donnent lieu de croire qu'elle a dessein de faire une irruption dans ce Pays, ce qui nous oblige de pourvoir avant toute chose à la juste et légitime défense de cet Etat, tant par ses propres forces que par celles de ses alliés et combourgeois, et qu'ainsi il est non seulement important mais même indispensable à S. M. de savoir les intentions de la Cour de France à cet égard, et même d'en être pleinement assuré, Nous entendons que cette déclaration que nous venons de faire au nom de S. M. pour la neutralité de l'Etat de Neuchâtel aura lieu dans tout son entier, moyennant que la France veuille aussi donner de sa part les mêmes assurances comme il est dit ci-dessus.

Fait à Neuchâtel le 13 janvier 1708.

(Signé) METTERNICH.

Instances pour  
des troupes au-  
près LL. EE.  
de Berne.

Secours accor-  
dés par les  
Bernois.

M. de Metternich voyant que les troupes de France s'approchaient des frontières du pays, insista fortement auprès de LL. EE. de Berne pour avoir du secours, et c'est ce que firent aussi les principaux Corps de l'Etat. Ce seigneur fit au nom de S. M. un traité avec LL. EE. de Berne qui porta que les habitants du Comté les logeraient ; mais, pour ne pas les rendre mécontents, il s'engagea de donner à ceux-ci un dédommagement : ils devaient leur fournir le logement, les lits, le bois, etc. LL. EE., en vertu de l'alliance et combourgeoisie envoyèrent dans les Comtés quatre régiments, qui étaient composés de 4,400 hommes, dont les colonels étaient Willading, Manuel, Tscharnier, etc. Deux de ces régiments étaient du Pays



allemand, et les deux autres du Pays de Vaud. Arrivés dans les Comtés le 21 janvier, ils furent répartis presque dans tout le Pays. On les avait cantonnés d'une telle manière qu'en peu d'heures un régiment pouvait être assemblé par un signal. Les troupes de Neuchâtel et Valangin allèrent aussi faire les gardes sur les frontières du Pays.

1708

Comme on s'attendait à tout moment que les troupes de France feraient une irruption dans les Comtés, ce que les alliés ennemis de la France auraient souhaité avec ardeur, en prenant pour cet effet toutes sortes de prétextes, afin de se mettre en état de les repousser ou plutôt afin, s'il leur était possible d'allumer le feu de la guerre entre la France et la Suisse, la reine d'Angleterre, qui regardait cette guerre comme infaillible, ordonna à M. de Stanian, son ambassadeur, qui résidait à Berne, d'offrir l'argent nécessaire pour la guerre. Voici le mémoire qu'il présenta sur ce sujet à LL. EE.

Les alliés souhaitent la guerre en Suisse.

Magnifiques et Puissants Seigneurs,

La Reine de la Grande-Bretagne, ma souveraine, ayant été informée des menaces de la France contre le Comté de Neuchâtel et des préparatifs qu'elle faisait pour les mettre en exécution, S. M. m'a envoyé ses ordres en date du 17 janvier 1708 pour vous faire savoir qu'en conformité de ses engagements avec S. M. le roi de Prusse, pour soutenir son droit sur Neuchâtel, et ensuite de son attention à tout ce qui peut procurer votre sûreté, Elle est prête d'entrer dans toutes les mesures qui seront jugées nécessaires pour cette fin et particulièrement en cas que la France attaque Neuchâtel, que Sa Majesté veut bien donner tels subsides pour fournir aux frais de cette guerre et tel autre secours que le cas pourrait demander. Et pour cet effet Elle m'a donné des ordres pour entrer en traité, pour convenir en cas d'attaque des moyens que l'on jugera plus propres pour repousser la force et pour assurer au Roi de Prusse la possession d'un bien qui lui est si légitimement acquis, comme aussi pour vous mettre en état de pouvoir soutenir et conserver vos frontières.

Lettre de M. de Stanian qui offre des subsides de la part de la Reine d'Angleterre.

J'ai donc cru, Magnifiques et Puissants Seigneurs, que je ne devois point tarder à vous communiquer ces ordres de la Reine, afin que faisant là-dessus les réflexions convenables, selon votre prudence accoutumée, vous soyez encouragés à soutenir d'autant mieux les droits de vos combourgeois et à mettre leur pays à couvert de toute insulte.

Je prie Dieu qu'il vous comble de ses bénédictions les plus précieuses, Magnifiques et Puissants Seigneurs.

Votre affectionné serviteur,

ABRAHAM STANIAN.

Ce mémoire fut imprimé le 8 février 1708.

Les alliés qui faisaient la guerre à la France, ne voulant pas être les agresseurs en Suisse, crainte de violer ce territoire (v. l'an 1702), auraient pour cet effet souhaité que la France eût commencé; ce que Louis XIV ayant remarqué, et craignant que par une irruption dans le Comté de Neuchâtel il ne s'attirât de nouveaux ennemis, il aima mieux lever l'interdiction qu'il avait faite

Traité d'Aarau en faveur de Neuchâtel.



1708 aux habitants des Comtés de Neuchâtel et Valangin, et leur accorder un libre commerce en France, comme ils l'avaient auparavant. Il se fit pour cet effet un traité à Arau au sujet de Neuchâtel entre S. M. T. C. et les Cantons protestants. Les députés de Neuchâtel y assistèrent. Par ce traité toutes les difficultés qu'il y avait entre la France et les Suisses au sujet de Neuchâtel furent heureusement terminées.

Départ des troupes d'occupation.

Dès que ce traité eut été conclu et signé, la France retira ses troupes de la Franche-Comté, et celles de Berne qui étaient dans les Comtés en partirent aussi le 10 avril 1708.

Le ministre Girard rétabli.

Comme on n'avait rien pu prouver contre M. Girard, ni le vaincre d'aucune chose qui pût le priver de son ministère, la compagnie des pasteurs le rétablit le 7 mars dans une assemblée générale, ou plutôt elle leva le conseil qui lui avait été donné de sa part l'an 1699 de s'abstenir de prêcher jusqu'à ce qu'il fût justifié. M. Girard prêcha ensuite un dimanche à Cornaux et à St-Aubin en un jour de jeûne; mais comme il avait alors 76 ans et qu'il se voyait à cause de son grand âge hors d'état d'exercer davantage le ministère, il mena dès lors une vie privée jusques au premier jour de mai 1716, auquel il mourut. Son ensevelissement eut lieu le samedi 2 mai. M. Ostervald, son successeur, qui était pour lors doyen, fit l'oraison funèbre, et les autres pasteurs et le diacre de la ville portèrent les coins du drap.

Mort d'un jeune prince d'Orange. Images données à Cressier.

Le 13 avril 1708 le jeune prince d'Orange, qui était né le 23 novembre 1707, mourut à Berlin.

La communauté de Cressier ayant demandé à M. de Metternich les images qui étaient dans le château à la chapelle des princes, il les leur accorda comme étant des meubles inutiles; mais ceux de Cressier crurent avoir fait par là une acquisition considérable.

Ministre piétiste destitué.

M. Abram Baillods, ministre de St-Martin, s'étant déclaré piétiste, la Classe le conjura pendant trois assemblées générales de revenir de son fanatisme et de ses erreurs; ce que n'ayant voulu faire, elle le destitua de son ministère en la générale assemblée du mois de juin 1708.

Serment des officiers.

Le 24 octobre on fit venir au château de Neuchâtel tous les officiers du pays, pour y renouveler les serments; on les fit jurer qu'ils ne prendraient aucun présent, et on fit ensuite la même chose dans toutes les justices du pays.

Actes de ratification envoyés de Berlin.

On reçut sur la fin du mois d'octobre de la cour de Berlin quatre actes authentiques et uniformes, qui contenaient la ratification de S. M. Frédéric I<sup>er</sup> de toutes les choses que M. de Metternich, son ambassadeur et plénipotentiaire, avait promises de sa part. Ces actes, date de Cologne sur la Sprée le 1<sup>er</sup> octobre 1708, et le 8 du règne de S. M., étaient signés FRÉDÉRIC roi, et, plus bas, de



Vartemberg. Ils sont en velin. Ces quatre doubles devaient être mis dans les archives du château; le second devait être donné à la compagnie des pasteurs, le troisième à la bourgeoisie de Neuchâtel, et le quatrième à celle de Valangin. Il y a un autre acte de confirmation du 1<sup>er</sup> octobre aux bourgeois de Valangin pour les quatorze articles particuliers à eux accordés.

1708

Il parut cette année deux mémoires imprimés et composés en faveur des prétendants français. Le premier était intitulé : *Pensées impartiales d'un patriote* sur l'état des affaires de Neuchâtel. 1708. Ce mémoire contient ce qui suit :

Deux mémoires imprimés en faveur des prétendants français.

Il ne faut pas s'étonner si les personnes en Suisse qui ne connoissent pas le fort et le faible de leur patrie ni ses véritables intérêts, ont de la joie de ce qui s'est passé et de ce qui se passe encore à Neuchâtel, parce que ces gens-là, à l'exemple des jeunes enfants, se plaisent à la lueur du feu qui leur fait du mal, et sont ordinairement les plus heureux dans le choix de ce qui est le plus dangereux et le plus nuisible. Mais en échange on ne sauroit assez s'étonner que des gens éclairés, qui ne manquent pas de connoître notre République, ni de la pénétration nécessaire pour prévenir les mauvaises conséquences à venir, aiment mieux voir la patrie commune dans un danger évident, et favoriser les moyens qui y conduisent, que de seconder les résolutions qui sont conformes à la justice et à l'équité et qui tendent au bien commun. Il faut tenir pour un fondement inébranlable que l'union des esprits et des forces de tous les cantons est le seul lien qui affermit le bien commun de notre république, et que toutes les autres voies qui troublent et qui déchirent cette union si nécessaire, soit directement ou indirectement, sont entièrement contraires au bien commun de la Patrie et au fondement de notre République, que nos sages ancêtres ont toujours exactement et heureusement considérés en tant d'occurrences périlleuses.

*Pensées impartiales d'un patriote.*

L'on sait assez avec combien de soins et de faux fondements les ministres étrangers qui se trouvent en Suisse tâchent d'altérer et de troubler cette union indispensable à la Suisse, et même de la ruiner entièrement s'il est possible, et d'introduire en sa place la jalousie, la défiance et la désunion dans les esprits, et par là les différents intérêts particuliers dans les cantons, sachant bien qu'aucun d'eux, dans cette division, n'est capable d'obtenir et de soutenir de ses propres forces cet intérêt désiré, et que, se rendant pour ce sujet nécessaire aux uns ou aux autres, ils auront toujours une occasion favorable de parvenir à leur but, qui est contraire à notre bien commun. Cela paraît clairement par les négociations que ces ministres ont eues depuis quelques années, particulièrement avec le Canton de Berne, car ce canton, comme le plus puissant, pouvant donner beaucoup d'ombrage et de jalousie aux autres en se séparant d'eux, ils se sont principalement adressés à lui, lui ont dépeint un faux intérêt par des raisons feintes et nulles, lui ont soufflé un mépris ou peu de considération pour les autres cantons, et se sont attiré par toute sorte de moyens une forte faction, par laquelle ils peuvent obtenir tout ce qu'ils demandent.

Ces principes et raisons, et point d'autres, ont acquis le Comté de Neuchâtel à la maison de Prusse, car comment peut-on dire que la sentence rendue par le Tribunal de Neuchâtel le 3 novembre 1707 soit une sentence libre, sincère, impartiale, selon le cours de la justice et de l'équité naturelle? Tout le monde ne sait-il pas que ç'a été une affaire complotée et achetée? L'Empereur et les autres alliés n'ont-ils pas, par un traité particulier fait en 1704, adjugé préliminairement le dit Comté au roi de Prusse sur un fondement qui n'a point



1708

été prouvé jusqu'ici, ou qui, s'il l'avait été, ne peut et ne doit être toléré ou favorisé par la Suisse, et encore moins par le canton de Berne? N'est-ce pas une chose odieuse et préjudiciable à la souveraineté des cantons, pour des pays qui ont été il y a déjà longtemps eximés et déclarés libres par l'Empire, qu'il soit juste et permis à des princes allemands et étrangers de revendiquer et de reprendre un membre du Corps Helvétique qu'ils ont eux-mêmes toujours reconnu souverain dans tous les Traités de paix publics, qu'autrement, sous le faux prétexte d'un fief de l'Empire et par un fondement aussi dangereux que nul, il n'y a point de prescription pour un pays et qu'il soit rendu aux seigneurs aux ancêtres desquels il a été ôté, quoiqu'il ne s'en soit jamais plaint, lorsque la conjoncture s'en présentait favorable et après le silence de deux ou trois cents années; de le partager entre eux et de le rendre derechef dépendant de l'Empire : vu que l'on peut craindre avec justice que cela n'arrive à l'avenir, surtout après avoir vu avec combien d'ardeur l'on a reçu à la Cour de Vienne la demande d'investiture mal fondée de l'abbé de Saint-Gall pour le Comté de Toggenbourg, qui est des anciens pays de la Suisse eximés aussi bien que Neuchâtel.

Or, si de pareilles choses ne sont pas seulement regardées avec silence dans la Suisse même, mais y sont encore favorisées, secondées et exécutées, ne faut-il pas dire que l'on fait soi-même la fosse à la liberté helvétique, qui a été acquise si chèrement à l'exemple des anciennes Républiques de la Grèce, surtout étant connu que les Républiques en général sont regardées de mauvais œil par les monarques. De plus c'est une chose dure et injuste que d'autres et des étrangers disposent à leur volonté, en tout et en partie pendant ma vie, à mon insu et contre ma volonté, de mon héritage et des biens que mes ancêtres ont possédés en propre pendant quelques siècles sans aucune contradiction légitime, et qu'ils ont augmentés d'autres biens achetés, comme ont fait les princes de Longueville, comtes de Neuchâtel, et qu'on l'ôte avec le temps aux héritiers du sang légitimes. Peut-on tenir pour juste un juge qui approuve une telle injustice, ou peut-on tenir mauvais que les parties lésées s'en ressentent et cherchent à se venger des coupables? Tous ceux qui ont lu l'histoire de notre patrie savent que le canton de Berne n'a jamais reconnu par de bonnes raisons le droit prétendu de la maison de Châlons et que même les cantons en général se sont saisis de ce Comté et l'ont possédé en propre pendant un certain temps. Avec quel front pouvons-nous dire à présent que nos chers ancêtres, qui ont si bien mérité de la patrie et de nous tous, aient arraché et retenu contre leur conscience et illégitimement un pays de la maison de Châlons, ou qu'ils y aient favorisé et protégé des usurpations injustes? Ou comment pouvons-nous souffrir qu'on nous le dise au nez, ainsi qu'il est porté par les mémoires donnés au public de la part de la Prusse, sans nous y opposer? Je ne veux pas ajouter : comment le pouvons-nous dire nous-mêmes, ou comment pouvons-nous applaudir à d'autres qui le publient impertinemment dans le monde, leur prêter assistance, et leur cracher pour ainsi dire au visage à nos pieux et sages ancêtres? La crainte que l'on avait alors de la puissance de la maison de Châlons n'en était pas le principal motif, mais plutôt une chose accidentelle, et ce n'était pas sans raison que l'on faisait difficulté d'exclure de la succession l'héritier le plus proche, en faveur d'une maison qui, par ses propres actions, avait déjà abandonné tacitement et ainsi perdu son droit.

Le comte Conrad de Fribourg ayant marié en 1416 son fils Jean avec Marie, fille de Jean de Châlons, avec la remise du Comté de Neuchâtel de plein droit, le dit Jean de Châlons étoit présent, et il consentit à tout sans aucune protestation ni réserve du droit de seigneur ou de l'obligation de vassal. Rodolphe, marquis de Hochberg, neveu et plus proche héritier du dit comte Jean de Fri-



bourg, lui ayant succédé en 1457, il fut pareillement reconnu souverain non seulement par ses sujets et par les cantons de Berne et Soleure, mais aussi il fut compris dans les traités faits par les alliés d'alors à Trêves en 1475 et 1478; et Louis de Châlons ayant formé une prétention en 1458, il fut condamné en première instance à Besançon, et ensuite en seconde à Rome. L'héritière Jeanne de Hochberg apporta puis après ce Comté en dot à son mari Louis d'Orléans en 1504, auquel personne n'a disputé la souveraineté, et le canton de Berne pouvoit encore moins le faire. La maison de Nassau-Orange n'a jamais rien perdu au Comté de Neufchâtel, ni exigé d'investitures des comtes, quoiqu'ils se soient trouvés ensemble dans plusieurs traités de paix et autres traités publics, où les comtes de Neufchâtel ont pris devant tout le monde le titre de souverain, comme un pays dépendant du souverain Corps de la Suisse et indépendant de toute investiture de l'Empire.

Ce long silence, depuis l'an 1530 jusqu'en 1609 que les frères Philippe-Guillaume, Maurice et Henri, comtes de Nassau, ont partagé les biens du comte René de Nassau-Orange sans qu'aucun ait pensé à Neufchâtel, et depuis ce temps jusqu'en 1694, fait assez voir que cette maison a toujours cru n'avoir point de droit sur Neufchâtel. Avec quel droit donc peuvent le faire leurs descendants après un temps de 180 ans?

L'on n'a jamais vu dans un tribunal autant de partialité et de contrariété que dans cette affaire de la succession de Neufchâtel. L'on a toujours reconnu ci-devant légitimes les successeurs de la maison de Longueville; l'on a toujours fait gloire de la souveraineté, l'on a toujours vanté l'inaliénabilité, l'on s'est alors moqué des prétentions que formait la maison de Châlons lorsqu'elle était encore florissante, étant reconnue illégitime par tout le monde; l'on a préféré encore depuis peu, en faveur de la maison de Longueville, le feu roi d'Angleterre de glorieuse mémoire qui avait réassumé cette même prétention; tout le monde le trouvait juste. Mais à présent on s'écarte furieusement et on élit inopinément un prince qui vient en qualité d'un suzerain revendiquer un pays qu'il dit lui être échu *jure ipso* avec un danger évident de la perte de la souveraineté et de l'inaliénabilité, quoique pour la maintenir, l'on ait renvoyé deux fois M. le prince de Conti, ainsi qu'il est à craindre que cela n'arrive avec le temps; en un mot, on rejette les héritiers qui ont toujours été reconnus pour tels, et on reconnaît en leur place une prétention rejetée de tout temps, contre le contenu de la cession qui a été faite à Baden le mercredi avant la Pentecôte de l'année 1529 des villes et comté de Neufchâtel à dame Jeanne d'Hochberg, par tous les cantons, par laquelle ils ont cédé et remis de bonne foi, en forme de serment, après une bonne et mûre délibération, les dits ville et Comté de Neufchâtel dans l'état où ils étaient alors à la dite Jeanne d'Hochberg, à ses enfants, héritiers, successeurs (parmi lesquels on ne peut pas compter ceux de la maison de Châlons), pour posséder ce Comté, le régir, gouverner, en jouir et en disposer avec une pleine souveraineté, tous droits, utilités, appartenances et dépendances, ainsi que les dits Cantons l'ont possédé et gouverné. Si l'on voulait chercher les raisons de cette contrariété, l'on n'en trouverait pas de bonnes.

L'on observe que l'on allègue principalement la religion : mais c'est en vérité une chose frivole, ou pour mieux dire impie, quand on allègue la religion pour couvrir une procédure injuste et extorquée par toutes sortes de moyens, puisqu'à cet égard on a joui sous la maison de Longueville de toute la sûreté que l'on pouvoit désirer, même lorsque la France a été très florissante il y a vingt ans et que le feu de la persécution y faisait partout un furieux dégât. De plus, par quelle règle de justice peut-on ôter à un homme son bien par une pure et vaine crainte qu'il ne serve à l'avenir à mon préjudice, quand on



1708

n'a point d'indice raisonnable, je ne veux pas dire indubitable, auquel cas il est permis de prévenir un autre pour sa propre sûreté. Et si le roi de France avait aussi voulu s'attribuer quelque chose sur ce pays, cette inaliénabilité fermement établie n'aurait-elle pas été un fort et légitime fondement tant à ceux de Neuchâtel qu'à tous les cantons de s'opposer *conjunctis viribus* à un pareil dessein, qui n'aurait jamais convenu à la Suisse? Les Louables Cantons unis ensemble n'auraient-ils pas pu le faire mieux et avec plus d'effet pour obtenir une garantie convenable à la France que non pas le canton de Berne seul, lequel en cas de rupture n'est pas assez fort avec toute sa puissance pour mettre Neuchâtel à couvert d'une irruption de la France? Si la France n'agréé point la neutralité, ainsi qu'il y a assez d'apparence, comment peut-on se vanter de défendre une bonne cause et de faire une guerre juste? Ce qui est une chose à laquelle les Païens qui avaient de la conscience, ont bien pris garde, et sans laquelle une guerre est condamnable devant Dieu et devant le monde de bon sens. Les auteurs d'un sang innocent répandu peuvent à la vérité surprendre et tromper des cœurs simples et de légère croyance, par des raisons et des représentations colorées, mais il ne s'ensuit pas qu'on s'en puisse justifier devant le suprême connaisseur des cœurs.

L'on ne peut point dire que l'on se soit comporté à Neuchâtel envers les sujets selon le serment et les obligations, quand on a préféré un Prince bien éloigné, qui à cet égard n'a pas la puissance de les protéger, à des vassaux et proches parents d'un Roi voisin, allié, puissant et qui se peut faire rendre justice quand on le brave contre toutes les règles d'une saine politique, et quand, pour ainsi dire, on lui fait un appel; quand on aime mieux sacrifier les biens, vie et salut des sujets à un danger certain, au vol, au feu et au meurtre, que de préjudicier à son intérêt particulier illicite, ou d'embrasser la juste cause; quand on expose toute la Suisse à des suites dangereuses, et quand on cherche à l'envelopper imprudemment et sans nécessité dans une guerre où il n'y a rien à gagner qu'une perte certaine et une ruine sensible, et où il y a à craindre un entier démembrement. L'on ne pourroit pas assurément trouver mauvais que les treize Cantons en général s'assurassent entre leurs mains à l'exemple des temps passés, d'un lien si imprudent, mais très important pour eux, afin que l'on n'ait pas à se repentir peut-être un jour de n'avoir pas fait ce à quoi on peut encore obvier.

Avec cela, tous les bons et sincères patriotes ont fort à souhaiter qu'on ne se fie pas tant aux ministres étrangers, et qu'on ne se laisse pas mener et conduire par eux aveuglément pour s'écarter par là du chemin sûr que nos sages ancêtres ont tenu et qu'ils ont toujours considéré et fui comme la peste, mais qu'ils nous ont transmis par là une liberté assurée, laquelle assurément aura de la peine de subsister à la longue à cause de l'intérêt particulier qui est recherché par la plupart des gens, mais elle sera, ainsi qu'il est à craindre, minée par les puissances voisines, de nos propres mains; ce que Dieu veuille détourner pour la conservation des innocents, et affermir de plus en plus le lien de l'union helvétique.

Second  
mémoire en fa-  
veur des pré-  
tendants fran-  
çais.

L'autre mémoire qui parut cette année fut imprimé à Paris et composé par M. Jaques Tribolet, qui avait été avocat de Madame de Soissons, et que les prétendants français à leur départ avaient laissé à Neuchâtel pour remarquer ce qui s'y passait à leur préjudice. Ce mémoire est intitulé : *Manifeste ou Motifs de la retraite des Français de Neuchâtel servant de réponse aux observations faites par M. l'électeur de Brandebourg sur la retraite et sur les*



*protestations que les Français ont été obligés de faire à Neuf-châtel.*

1708

M. le comte de Metternich fit cette année plusieurs donations au nom de S. M. à diverses communautés et bourgeoisies, comme aux bourgeois renoncés, aux francs sujets de la châtellenie de Thielle et autres.

Donations diverses.

S. M., dans sa viduité depuis l'an . . . , se remaria le 27 novembre avec Louise-Sophie, fille de N., duc de Mecklembourg. On fit dans les deux Comtés des feux de joie avec beaucoup de solennité. Le 27 novembre il y en eut huit dans le Val-de-Ruz. Ceux de Valangin firent le leur auprès du gibet, où tous les habitants du bourg se rendirent au nombre de trente; ils y conduisirent trois mortiers et y firent plusieurs décharges. Ceux de Boudevilliers et de la Jonchère, au nombre de soixante hommes, firent le leur sur une colline qui est au pied de la montagne. Ceux d'Engolon, au nombre de trente-trois hommes, en firent un à côté du petit bois qui est auprès de leur village. Fenin, Velard et Saules firent le leur à Sau-mon, ils étaient environ cinquante hommes. Dombresson, Villiers et le Pasquier, qui étaient au nombre de 112 hommes, en firent un à Chuffort; ceux des deux Savagnier, au nombre de 145 hommes, à Chaumont; Cernier, Chézar et Saint-Martin sur une des plus hautes montagnes du pays nommée Pré-Ferrand; ils étaient 132 hommes. Coffrane, les Geneveys-sur-Coffrane et Montmollin, au nombre de 72 hommes, firent le leur entre Coffrane et Boudevilliers. Entre ceux du Val-de-Ruz on peut dire que ceux de Fontaines se distinguèrent : non seulement ils firent leur feu de joie conjointement avec ceux des Hauts-Geneveys et de Fontainemelon sur la plus haute montagne du pays appelée Tête-de-Rhan, où ils firent plusieurs décharges de mousqueterie; ils étaient 80 hommes, et ceux qui étaient demeurés en bas au nombre de 70 hommes, leur répon-daient par d'autres décharges; mais ceux de Fontaines étant redescendus se livrèrent encore presque pendant toute la nuit à de grandes réjouissances. Ils avaient deux trompettes et une bande de joueurs; ils élevèrent une haute perche au milieu du village, au haut de laquelle se trouvait une grande lanterne de papier et un flambeau dedans; il y avait autour un aigle noir avec ces mots : *Vive le roi et la reine.* Sur la tour du temple étaient dressées quatre grandes perches qui en sortaient vers les quatre coins; il y avait au bout de chacune une pelle de fer pleine de bois et de bitume qu'on alluma et qui brûla pendant toute la nuit. Sur le portail de la maison de cure étaient allumées plusieurs chandelles devant lesquelles il y avait une grande feuille de carton percée à jour, et des lettres taillées sous un couronnement de fleurs, et à travers cette feuille on voyait ces mots : *Vive le roi Frédéric, vive la*

Mariage de S. M.

Feux de joie.



1708 *reine Sophie!* Les enfants firent aussi un feu de joie au-dessous du village et dansèrent autour presque pendant toute la nuit. Enfin étant tous allés boire de compagnie, on tira deux mortiers et on fit une décharge de mousqueterie à chaque santé qu'on buvait.

Poste de Zurich  
à travers cer-  
taines parties  
du pays.

Les Verrières.

A la fin de l'année 1708 la poste de Zurich qui avait passé pendant quelque temps par le Val-de-Ruz et par celui de Travers pour aller de là par Pontarlier à Genève, cessa d'y passer, à cause d'un traité fait à ce sujet entre LL. EE. de Zurich et de Berne; ce dernier canton ne voulant pas auparavant laisser passer la dite poste par ses terres, elle avait été obligée de prendre le susdit détour.

Les cinq Bourgeois des Verrières ne pouvant s'accorder à l'égard de l'administration du général de leur communauté, ils parurent pour cet effet le 28 décembre en conseil d'Etat, qui régla par un arrêt daté du dit jour leur différend comme suit :

1. L'acte d'érection de la communauté des Verrières est confirmé pour devoir subsister tel qu'il est présentement à l'égard du nombre, savoir, cinq conseillers du grand Bourgeois, cinq du grand Bayard, quatre de Meudon, quatre de Belle Perche et quatre du petit Bayard, à quoi pour amplification seront ajoutés le gouverneur particulier de chaque bourgeois, qu'ils appellent les cinq. Lorsqu'il y aura vacance d'un conseiller, il sera remplacé, présenté au général de la communauté et assermenté. 2. On élira un secrétaire qui écrira tout ce qui se passe. 3. La Justice et le Conseil pourront résoudre des choses qui n'iront pas au-delà de 20 batz, mais lorsqu'il s'agira d'une plus grande somme, de disposer des places de l'église, ou d'entreprendre un procès, cela ne se pourra faire que par la communauté générale qui nommera les députés qui devront agir, etc., etc.

(Signé) METTERNICH.

Point de cou-  
tume.

A qui le trousseau de la femme appartient.

Le conseil de ville donna le 11 août 1708 le point de coutume qui suit :

Lorsque le mari et la femme ont vécu passé an et jours par ensemble, si la femme meurt sans laisser des enfants, un ou plusieurs, soit de leur mariage, soit d'un autre précédent mariage, alors le mari survivant hérite pour lui et les siens entièrement le trossel de sa défunte femme. Mais si elle laisse quelque enfant de leur mariage ou d'un autre précédent mariage, en ce cas le mari survivant hérite pour lui et les siens seulement le quart du dit trossel, et il a la jouissance la vie naturelle durant sur un autre quart; l'autre moitié du dit trossel devant de plein droit revenir promptement aux dits enfants de sa défunte femme.

Loups cerviers  
et chiens en-  
ragés.

Vente et abri.

A mois d'août 1708 on vit dans nos montagnes des loups-cerviers, ce qui était une chose fort extraordinaire; on en tua un au Locle. Le 2 novembre on vit plusieurs chiens enragés dans le pays qui blessèrent plusieurs personnes, comme à la Sagne et autre part.

On fit peu de vin cette année. La vente se fit 126 livres le muids, et l'abri fut fait, savoir le froment 16 livres, l'orge 9 batz 2 gros, et l'avoine 17 gros l'émine.

1709

Mort de M. le  
prince de  
Conti.

Mgr. François-Louis de Bourbon, prince de Conti, mourut à Paris dans son hôtel le 22 février 1709. Madame la princesse sa veuve,



écrivit à cette occasion des lettres aux bourgeois de Neuchâtel et Valangin. Voici la teneur :

1709

— La voix publique vous aura déjà appris, Messieurs, le décès de M. le Prince de Conti arrivé le 22 février dernier, inhumé le 6 du présent mois. Messieurs du Parlement m'ont élue tutrice de nos enfants; cette qualité me donne le droit et m'oblige de veiller aux intérêts des personnes et des biens des mineurs. Le Comté de Neuchâtel est du nombre de ces biens; il est à présent détenu injustement par M. l'électeur de Brandebourg. Les brigues, la cabale, et toutes sortes de mauvaises voies trop récentes pour n'être pas connues d'un chacun, ont été mises en usage pour enlever cette Principauté à M. le Prince de Conti, à qui elle appartenait de droit. Ses dernières protestations contre cette usurpation furent faites par la lettre qu'il écrivit à Messieurs les députés du Louable Corps Helvétique pour lors assemblés à la Diète de Baden le 26 janvier 1708. Ces mêmes voies illicites qui ne peuvent produire à M. l'électeur de Brandebourg qu'une possession de fait, appuyée uniquement de la force majeure, à laquelle il n'est pas possible de résister quant à présent, m'empêchent de prendre les mesures nécessaires pour me procurer la possession utile qui m'appartient en qualité de tutrice; mais à défaut de ce, je me sens obligée à faire des démarches qui marquent en quelque sorte que je ne me dépars point de ce droit incontestable, que mon intention est de le conserver, et que je le ferai valoir sitôt que l'occasion s'en présentera. C'est dans cette vue qu'après vous avoir fait part du décès de M. le Prince de Conti, je joins à la présente des copies légalisées de son testament, de l'extrait mortuaire et de l'arrêt qui me nomme tutrice avec toutes les requisitions et protestations de droit. Je vous prie de les recevoir favorablement, et d'accorder vos bons offices à la justice de ma cause.

Lettre de sa  
veuve  
aux bourgeois  
de Neuchâtel et  
Valangin.

Je serai toujours prête, Messieurs, à vous donner des marques et des assurances de ma bienveillance.

A Paris ce 30 mars 1709.

(Signé) MARIE-THÉRÈSE DE BOURBON.

Mais après qu'on eut lu ces lettres, on les renvoya à la princesse avec des réponses par lesquelles on lui marquait entre autres choses que si on avait su ce qu'elles contenaient, on ne les aurait pas ouvertes.

Renvoi à cette  
princesse de sa  
lettre.

M. le prince de Conti a laissé un fils nommé Louis-Armand de Bourbon, né le 11 septembre 1695, et deux filles Marie-Anne de Bourbon, née le 18 avril 1689, et Louise-Adélaïde de Bourbon, née le 16 octobre 1696 à Versailles. Après la mort du prince, son fils prit le titre de prince de Conti, il portait auparavant celui de comte de la Marche. M. le prince de Conti avait fait son testament le 11 février 1709; il mourut le 22 du même mois, et fut inhumé le 6 mars dans le chœur de l'église de Saint-Eustache auprès de Madame sa mère Marie-Anne Martinozy. Cette dernière était fille du comte Jérôme Martinozy et de Marguerite Mazarin, sœur du cardinal. Le père de ce prince, nommé Armand de Bourbon, mort le 21 février 1666, avait été grand-maître de la maison du roi, gouverneur de Guyenne et général des armées de France. Anne Martinozy, son épouse, mourut le 4 février 1672.

Postérité du  
prince de Conti.



- 1709** Madame la princesse de Conti fut établie tutrice de ses enfants par arrêt du Parlement du 23 mars 1709. Le prince son époux l'avait nommée par son testament curatrice de ses enfants, et exécutrice de ses dernières volontés, par lesquelles il fit plusieurs legs considérables à ses domestiques, et surtout il donna 30,000 livres aux pauvres de ses terres. L'aînée de ses filles porte le titre de princesse de Conti, et la plus jeune celui de princesse de la Roche-sur-Yon. Messire Alexandre Milon, conseiller du roi, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, chef du conseil de S. A. S., fut subrogé tuteur et Pierre Beauger, tuteur honoraire et trésorier des dits enfants mineurs, par le même arrêt du Parlement. Les principaux officiers que ce prince avait quand il mourut étaient messire Alexandre Milon, Antoine-André de Marège, capitaine de ses gardes; Charles de Berouthe, gentilhomme ordinaire de sa chambre; François de Salvert, son écuyer ordinaire; Jean-François de Billy, gentilhomme ordinaire de sa chambre; Jérôme le Pillart de Mainecourt, secrétaire de ses commandements; Pierre Beauger, son trésorier général; N. Bonfils, gentilhomme ordinaire de sa chambre; N. Berenger, son secrétaire ordinaire, et N. Mars, son secrétaire, etc.
- Sa veuve curatrice de ses enfants. Le prince de Conti s'était signalé au siège et à la prise de Luxembourg en 1684. Il avait fait la campagne de Hongrie en 1685, où il s'était trouvé au siège et prise de Neuhausel et à la levée du siège et bataille de Gran. Il avait accompagné Mgr. le dauphin dans le palatinat du Rhin à la prise de Philippsbourg. Il se trouva à la bataille de Fleurus l'an 1690, à la prise de Mons et à la bataille de Leuze en 1691, à la prise de Namur et à la bataille de Steinkerke l'an 1692, à la bataille de Nervinde en 1693, où il reçut un coup de sabre à la tête, mais il tua ensuite celui qui le lui avait donné. En 1694 il fit la campagne de Flandres avec M. le dauphin.
- Messire Milon subrogé tuteur. Le conseil de ville de Neuchâtel ayant envoyé une députation à la compagnie des pasteurs assemblés le premier mercredi d'avril pour les prier de leur accorder un ministre qui prêchât dans la ville tous les mardis de l'année, s'offrant de lui donner pour son gage 100 écus blancs annuellement, qui étaient la rente de quelques legs que des particuliers avaient faits et dont les revenus devaient être employés à cet usage, le conseil de ville obtint ce qu'il demandait, et la classe élut déjà le même jour M. Ferdinand de Montmollin pour exercer cet emploi.
- Ses principaux officiers. Etablissement d'un ministre du mardi à Neuchâtel. Au mois de mars 1709, M. de Metternich remit, au nom de S. M., au conseil de ville la somme de 20,000 francs à prendre sur la recette des reliquats, et payable en bonnes obligations. C'était pour dédommager la ville des dépens qu'elle avait soutenus l'an 1707 pendant l'interrègne au sujet de la succession. La susdite recette fut par ce moyen abolie.
- Ses exploits militaires. Somme remise au Conseil de ville.



Henry-Jules de Bourbon, prince de Condé, qui avait été curateur de M. l'abbé d'Orléans, mourut à Paris le 1<sup>er</sup> avril 1709.

1709  
Mort du prince de Condé.  
M. de Metternich est rappelé.

Le 7 mai 1709 il arriva un courrier de Berlin, qui apporta à M. de Metternich l'ordre de partir pour s'en aller à la Haye en qualité d'ambassadeur de S. M. pour le traité de paix.

Le 13 mai 1709 on établit encore huit conseillers d'Etat, tellement que le dit conseil fut composé de vingt-deux membres, et outre cela on en élut quatre honoraires.

Conseil d'Etat augmenté.

Comme M. le comte de Metternich, qui avait toujours présidé en conseil et gouverné l'Etat depuis le 3 novembre 1707, allait partir, on changea la forme du gouvernement : on établit une régence, qui consistait en ce que tous les conseillers d'Etat devaient présider tour à tour pendant un mois, et faire l'office de gouverneur. La compagnie des pasteurs fit un convenant avec M. de Metternich à l'égard du cérémoniel, qui porta que lorsque la classe irait au château pour faire quelque représentation, le président viendrait recevoir les pasteurs à la porte du château, que le doyen en sortirait le premier, le président immédiatement après, et ensuite tous les autres ministres qui accompagneraient le doyen, ce qui fut toujours pratiqué jusques à la fin de la régence, qui arriva en juillet 1714.

Régence établie.

Cérémoniel relatif à la présence du clergé au château.

Le 5 juin 1709 M. de Metternich partit de Neuchâtel pour se rendre, disait-il, à la Haye, mais il alla à Ratisbonne pour continuer à y exercer comme auparavant la fonction de résident de S. M.

Départ de M. de Metternich.

Le mardi 11 juin les bourgeoisies de Neuchâtel et Valangin s'assemblèrent à Neuchâtel, où elles firent une nouvelle association par ensemble, en déclarant qu'elles s'unissaient pour soutenir la sentence du 3 novembre 1707.

Nouvelle association des bourgeoisies.

Les bourgeois de Valangin ayant écrit une lettre au roi, datée du 24 mai 1709, S. M. leur répondit de Schönhausen le 11 juin 1709. Il leur marque la satisfaction qu'il a eue de la conduite qu'ils avaient tenue à l'égard de la lettre que Madame la princesse de Conti leur avait écrite; qu'il était bien aise que M. de Metternich eût fait les choses d'une manière qui leur avait donné du contentement; qu'il se proposait de l'employer à la négociation de la paix; mais quoique son ministère dans le Comté ne pût pas pour cette raison être de longue durée, qu'il pourrait toujours le renvoyer dans la suite si le service de S. M. et le bien de l'Etat le requerrait; qu'il ferait toujours une attention particulière à ce que le bien du pays et le leur en particulier ne souffrissent jamais la moindre atteinte à leurs droits, privilèges et libertés; qu'il ne croyait pas que son conseil d'Etat voulût jamais entreprendre aucune chose qui leur pût donner sujet légitime de se plaindre, et, qu'au cas que cela arrivât, ils pourraient toujours avoir leur recours à lui, et s'assurer

Lettre de Valangin au roi et réponse du roi.



1709 qu'il remédierait à leurs griefs d'une manière qu'ils reconnaîtraient en effet l'affection, l'estime et les soins particuliers qu'il avait d'eux et de tout ce qui les regardait. Cette lettre était signée FRÉDÉRIC.

Naissance d'une princesse.

Le 2 juillet 1709, il naquit une fille au prince royal de Prusse; on fit le mardi 30 juillet des feux de joie dans tout l'Etat pour cette naissance. Cette princesse fut nommée Frédérique-Auguste.

Lettre de noblesse.

On envoya depuis la cour à divers bourgeois de Neuchâtel plusieurs lettres de noblesse, qui étaient signées Frédéric, entr'autres à M. Etienne Meuron, conseiller d'Etat.

Temple d'Auvernier agrandi.

La communauté d'Auvernier fit agrandir le temple qui est au haut de ce village, ce qui lui coûta 1200 francs, et la chaire 60 francs. Comme il y avait à côté du temple une petite maison qui appartenait à la commune et que l'on nommait le petit four, on y bâtit l'école, qui était auparavant au haut du temple. On fit aussi fondre une nouvelle cloche.

Ecole.

Juges en renfort à la Sagne.

Par un acte daté du 25 juillet 1709, le conseil d'Etat accorda des juges en renfort à la communauté de la Sagne.

Edit de S. M. pour la naturalisation des réfugiés français protestans.

S. M. ayant trouvé à propos de naturaliser tous les Français protestants qui s'étaient réfugiés dans ses Etats pour éviter la persécution, envoya à Neuchâtel la copie de l'acte qu'il avait fait dresser, afin qu'il y fût aussi observé. Le conseil d'Etat entérina cet acte le 3 décembre. En voici le contenu :

FRÉDÉRIC, par la grâce de Dieu roi de Prusse, Margrave de Brandebourg, Archichambellan et Prince électeur du Saint-Empire romain, souverain Prince d'Orange, de Neuchâtel et Valangin, de Magdebourg, Clèves, Juliers, Berguen, Stettin, Poméranie, des Cassubes, Vendales et le Mecklembourg, comme aussi en Silésie de Crossen, Bourggrave de Nuremberg, Prince de Halberstadt, de Minden, Camin, Vandalie, Sverin, de Ravensbourg et Meurs, Comte de Hohenzollern, Ruppin, de Ratzenbourg, Hohenstein, de Tecklembourg, Lingen, Bueren et Leerdam, marquis de Therveer et Vlessingen, seigneur de Ravenstein, de Rostock, Stargard, Lawembourg, Bulow, Arlay et Breda, etc. : à tous ceux qui ces présentes verront salut. Savoir faisons qu'ayant reconnu par expérience, depuis notre avènement au Gouvernement de nos Etats, qu'en général le bonheur des Pays consiste en la multitude des sujets, et qu'en particulier notre Royaume et nos Provinces ont reçu un accroissement considérable par le grand nombre de personnes qui étant chassées de leur patrie pour cause de religion et pour diverses autres oppressions, sont venues chercher une retraite sous notre protection, en ce que ces personnes, par l'établissement de quantité de manufactures, ont aidé à y augmenter et faire fleurir le commerce; à quoi particulièrement les réfugiés de France, qui se sont retirés dans nos Etats, ont beaucoup contribué, et entre les autres se sont par ce moyen rendus dignes de notre faveur et protection. A ces causes pour donner aux dits réfugiés, une preuve de notre affection et bienveillance, Nous avons, après une mûre délibération, voulu ordonner par ces présentes, que tous ceux qui, pour la profession de la religion, sont sortis de France ou d'ailleurs et qui se sont établis dans notre Royaume ou autre Pays de notre obéissance, et ceux qui s'y retireront ci après, seront reconnus et estimés pour nos sujets naturels dès aussitôt qu'ils nous auront prêté foi et hommage, de même que le reste de nos sujets



1709

naturels nous le prétent, comme en effet nous ordonnons, statuons et voulons, qu'en vertu de notre présent édit, généralement tous ceux qui par la foi que nous professons ont été contraints de quitter leur patrie pour se retirer dans nos Etats, soient naturalisés et tellement mis dans l'égalité avec nos autres sujets naturels allemands, qu'eux et leurs enfants, tant ceux qu'ils auront amenés de France que ceux qui leur seront nés dans nos dits Etats, seront capables de jouir et jouiront des mêmes privilèges, droits et avantages que nos sujets naturels; voulant que notre présent Edit soit exactement et fidèlement exécuté et observé en tout ce qu'il contient, et que les dits réfugiés nos sujets, eux et leurs descendants, soient inviolablement maintenus et protégés au bénéfice du présent Edit et de tous les autres ci-devant rendus en leur faveur, sans y être troublés par qui que ce soit sur peine de notre disgrâce. En foi de quoi Nous avons signé ces présentes de notre propre main et y avons fait apposer notre grand sceau.

Donné à Cologne sur la Sprée le 14 octobre 1709.

(Signé) FRÉDÉRIC, Roi.

Et plus bas : COMTE DE WARTEMBERG.

Ensuite de cet acte la régence de Neuchâtel fit prêter serment de fidélité au roi, à tous les réfugiés qui se trouvaient dans les Comtés, et qui furent par ce moyen naturalisés.

Le 6 janvier 1709, par un dimanche, après trois jours de pluie douce qui avait duré jusqu'au dit jour à midi, le temps changea tout d'un coup, et il survint après-midi un froid très violent, qui dura trois semaines et qui causa un mal inexprimable presque dans toute l'Europe et particulièrement en France, en Espagne et en Italie, où les froments périrent presque entièrement aussi bien que les orangers, oliviers, meûriers, etc. Dans les Comtés les noyers furent presque tous gelés; quelques-uns repoussèrent au milieu de l'été, mais ils ne produisirent aucun fruit. On sema de l'orge dans beaucoup de champs qui avaient été ensemencés de froment, et qui manquèrent entièrement dans le vignoble et dans le pays de Vaud.

Froid violent.

Il y eut, ensuite de ce froid, une grande cherté surtout en France; la coupe de froment se vendit jusqu'à 10 écus blancs à Genève. Messieurs les Quatre Ministraux firent venir du froment depuis la Souabe. La seigneurie avait déjà fait un mandement le 6 mars 1709 par lequel on défendait de sortir des grains de l'Etat et d'en faire des amas. Cependant les froments réussirent assez bien dans le Val-de-Ruz et le Val-de-Travers, parce qu'ils avaient été couverts de neige, mais les noyers y furent presque tous gelés. La rivière de la Broye gela tellement que les chevaux y passèrent à travers; et tous les bords du lac de Neuchâtel jusques bien avant furent pareillement gelés.

Cherté.

Gelée de rivières et lacs.

On fit cette année très peu de vin; la dîme de Saint-Blaise ne se monta qu'à cinq setiers, quoiqu'il n'y eût point eu de grêle. Le souverain n'eut dans toutes ses vignes et dîmes que 26 muids de

Peu de vin.



1709 vin, et comme il lui faut annuellement 106 muids pour payer les gages des ministres et de ses officiers, on fut obligé d'en payer 80 muids en argent, savoir à la vente qui se fit 5 batz le pot, ce qui revient à la somme de 19,200 livres faibles, laquelle absorba une partie des revenus de l'Etat. L'abri du froment se fit cette année à 21 batz, l'orge 13<sup>1</sup>/<sub>2</sub> batz, et l'avoine 23 gros l'émine.

Vente et abri.

1710

Maréchaussée établie par l'Etat.

Les communautés de Valangin refusent de contribuer à l'entretien de cette maréchaussée.

L'Etat est obligé de se désister.

Mort de l'évêque de Fribourg, Pierre Montenach. Naissance d'un prince.

Pendant les mois de janvier et de février 1710 le conseil d'Etat, qui avait, déjà depuis l'année précédente, entrepris d'établir une maréchaussée, laquelle devait consister en 50 hommes pour garder les frontières, afin de détourner une infinité de rôdeurs qui se jetaient dans le pays, continua à presser les communautés de contribuer chacune une somme suivant la répartition qui en avait été faite pour entretenir la dite maréchaussée. Mais les communautés voyant qu'on leur demandait des sommes au-delà de leur portée, refusèrent absolument, et surtout celles du comté de Valangin. Et quoique le conseil d'Etat leur promît que ce ne serait que pour un mois, et qu'on leur donnerait des revers et des promesses authentiques que ce serait sans conséquence, cependant elles ne voulurent pas y donner les mains. Elles s'offrirent d'aller faire les gardes elles-mêmes et tour à tour sur les frontières, mais elles ne voulurent jamais consentir à donner de l'argent. Les moindres communautés y ayant été taxées à 50 écus blancs ou environ, et les plus fortes jusqu'à 100 écus blancs par année, elles déclarèrent qu'elles étaient dans l'impossibilité de le faire. Enfin il y eut un ordre de la cour à MM. du conseil d'Etat qu'ils devaient se désister de ce dessein, et n'en plus parler.

Pierre Montenach, évêque de Fribourg, mourut l'an 1710. Jacques De Dudin fut élu évêque en sa place.

Le 26 août 1710, il naquit un fils au prince royal, qui fut baptisé le 24 septembre. Il fut nommé Frédéric-Guillaume; ses parrains et marraines furent l'empereur, l'impératrice, la reine d'Angleterre, le roi de Prusse son aïeul, la reine, l'électrice douairière de Hanovre, Sophie de Brunswick et les Etats généraux. Ces derniers donnèrent au jeune prince une pension de 4,000 florins par an, et lui en envoyèrent l'acte dans une boîte d'or qui valait 2,000 florins, et deux soucoupes d'or d'une valeur considérable. Son aïeul lui donna les titres de prince de Prusse et d'Orange, etc. Le 11 septembre on fit des feux de joie dans tout l'Etat au sujet de la naissance de ce prince.

Aux mois d'août et de septembre on éleva la tour de la Malporte à Neuchâtel, afin que l'horloge étant plus haute on pût la voir dans toute la ville; on y fit quatre montres, au lieu qu'auparavant il n'y



en avait qu'une. Cet ouvrage coûta environ 3,200 francs. (V. l'an 1714.)

1710

L'an 1710, le grain étant cher, et Messieurs les Quatre Ministres voyant que LL. EE. de Berne leur avaient écrit qu'ils ne pouvaient pas en fournir à la ville de Neuchâtel, et que d'autre côté il y avait une grande disette en Bourgogne, en France et en Savoie, ils firent venir 2500 sacs de froment de la Souabe et de la Bavière, l'empereur ayant accordé la permission de le sortir, ce qui baissa de beaucoup le prix du grain.

Grains  
de Souabe.

Au mois d'avril le roi vendit, pour 4,600 francs, la maison de la monnaie qui était dans la rue des Halles. Comme Madame de Nemours avait déjà fait battre de la monnaie au château, et qu'il y avait un lieu propre pour cela, on crut que la susdite maison n'était plus nécessaire.

Maison de la  
monnaie ven-  
due.

Le 12 septembre on fit une chasse générale contre les loups, les ours et les sangliers, qui faisaient beaucoup de ravages dans tout le pays. Mais ce fut inutilement; on n'en put point tuer.

Chasse aux  
loups infruc-  
tueuse.

On fit encore peu de vin cette année. La vente fut faite 186 livres 6 gros le muids; et l'abri du froment 11<sup>1</sup>/<sub>2</sub> batz, l'orge 7 batz et un gros, et l'avoine 12<sup>1</sup>/<sub>2</sub> gros.

Peu de vin.  
Vente et abri.

1711

Au mois de janvier 1711 M. le comte de Wartemberg, premier chambellan et premier ministre de S. M. prussienne, gouverneur-général et héréditaire du Comté de Neuchâtel, demanda son congé à ce monarque, ce qui lui fut accordé. Il était bourgeois de Deux-Ponts, et s'appelait N. Kolb; il se retira dans une sienne terre auprès de Francfort, où il finit ses jours. Il s'était élevé par son mariage, en épousant une dame de la cour qui avait beaucoup de crédit. Comme il avait le plus contribué à porter S. M. à envoyer M. de Metternich à Neuchâtel en 1707, pour y demander la mise en possession et l'investiture des Comtés, et que peut-être sans lui on en aurait abandonné la recherche, c'est pour ce sujet qu'il en fut établi gouverneur héréditaire; mais comme il ne laissa pas de fils propre pour lui succéder, S. M. nomma depuis d'autres gouverneurs. M. le baron d'Illgen lui succéda dans cet emploi qu'il obtint de S. M. Quand il l'établit son premier ministre, il lui donna la direction des affaires de Neuchâtel.

Congé du  
comte de War-  
temberg, gou-  
verneur héri-  
ditaire de Neu-  
châtel.

Voici un point de coutume qui fut donné par le conseil de ville le 21 avril 1711 :

Le baron d'Il-  
gen succède au  
comte de War-  
temberg.

Lorsqu'un mari va en guerre contre le gré et consentement de sa femme, elle n'est tenue de payer les dettes passives qu'il contracte dans le service; mais si le dit mari va en guerre, au gré et sous le consentement de sa femme, alors le bien de sa femme pourra être saisi pour le paiement des dites dettes créées en guerre, à défaut de celui du mari.

Point de cou-  
tume.

Mari qui va en  
guerre.



1711  
M. de St-Maurice, intendant des monnaies en France, se rend à Neuchâtel pour demander justice contre des faux monnayeurs.

Autres demandes de l'ambassadeur de France.

Le commerce interdit avec les Comtés de la part de la France.

Changeurs de monnaies.

Mandements contre les devins.

Le 27 juin 1711 M. de Saint-Maurice, intendant des monnaies de France, arriva à Neuchâtel. Il parut par devant le conseil d'Etat le 29 juin pour demander justice contre des faux-monnayeurs qu'il assurait y avoir dans Neuchâtel et qui, comme il le soutenait, avaient débité dans la Franche-Comté plusieurs mille pistoles de leur façon, qui étaient battues au coin du roi de France. Il déclara qu'il avait toutes les preuves en main pour les convaincre, un certain Schmidt de Bâle, leur associé, qu'on tenait prisonnier à Huningue, les ayant accusés et remis leurs lettres. Cependant le conseil d'Etat ne voulut point procéder contre eux qu'il n'en eût auparavant averti la cour et qu'il n'en eût reçu les ordres. Comme le dit de Saint-Maurice croyait qu'il y en avait aussi à Berne, il y alla de Neuchâtel pour y demander justice contre eux; mais son voyage ne produisit aucun effet. Ayant réclamé un dédommagement considérable pour la perte que ces fausses pistoles lui avaient causée, M. l'ambassadeur de Soleure demanda en même temps qu'on lui remit des chevaux de déserteurs, que les particuliers du Comté avaient achetés, mais comme on traîna longtemps cette affaire, la France crut qu'on avait dessein de ne lui point faire de justice; c'est pourquoi au commencement de juillet 1711, elle défendit tout commerce avec les habitants des Comtés.

Les changeurs ayant apporté dans les Comtés de Neuchâtel et Valangin un grand nombre de petites pièces d'argent, qu'on nommait des piécettes, qui étaient fabriquées en France et qui y valaient 4 sous tournois, et les dits changeurs ayant enlevé et envoyé hors du pays toutes les autres espèces, cela incommoda infiniment le commerce pendant quelque temps; on ne voyait plus d'autre argent, pas même aucune petite monnaie que de ces piécettes, qu'on ne voulait recevoir dans les Eta's voisins que pour six creutzers, au lieu que dans les Comtés elles en valaient sept. C'est ce qui obligea le conseil d'Etat d'en diminuer le prix; il les mit premièrement à 5 gros et depuis à 6 creutzers par un mandement qui fut publié à cet effet dans toutes les églises. Dès que cela fut fait, les changeurs pensant qu'ils y pouvaient avoir du profit, les retirèrent avec empressement, et il y eut d'abord en circulation une quantité d'autre argent. Ceux qui en avaient beaucoup, voyant qu'ils perdaient le septième denier, conçurent une grande indignation contre ces changeurs, et les regardèrent comme des pestes publiques; ils disaient qu'on devait les chasser hors de l'Etat avec des fouets de cordelletes, comme Jésus-Christ avait chassé les changeurs de son temple hors du temple.

Comme on remarqua en ce temps qu'il y avait plusieurs personnes qui avaient leur recours aux devins, le Conseil d'Etat ou la Régence fit publier un mandement dans toutes les églises de l'Etat pour dé-



fendre ce péché horrible. Comme ce mandement contient des raisons fort pressantes et qui tendent à la gloire de Dieu, j'ai cru que je devais l'insérer ici tout au long :

Le Président et les gens du Conseil d'Etat établis par S. M. en sa Souveraineté de Neufchâtel et Valangin, au maire, etc., ou à son lieutenant, salut. Nous avons remarqué depuis quelque temps, avec beaucoup de déplaisir, que presque toutes les procédures criminelles qui nous ont été apportées de diverses justices de cet Etat, contiennent des marques certaines et évidentes de l'irrégion et de la profanation qui ne règne que trop dans ce pays, en sorte qu'on peut dire particulièrement que la plupart de ces malheureux qui sont tombés entre les mains de la justice, non contents d'avoir commis d'autres crimes qui troublent directement la société, ont eu recours à de prétendus charmes, devinations, sortilèges, ou autres pareils secrets et moyens dangereux et illicites. Il nous revient en outre de divers endroits que, soit par la malice de certains séducteurs et abuseurs, la plupart étrangers, qui se trouvent de temps en temps dans ce pays, soit par une suite de superstitions qui régnoient autrefois parmi les peuples de cet Etat aussi bien qu'ailleurs, et qu'on peut considérer comme des restes du paganisme, mais qui devroient avoir été entièrement abolis depuis la bienheureuse Réformation qui a fait luire la pure lumière de l'Evangile, il n'y a que trop de personnes qui se laissent aller à ces prétendus charmes, devinations, sortilèges, secrets magiques, et autres arts illicites de cette nature. Ainsi, quoiqu'en la plus grande partie de ces choses, il n'y ait dans le fond aucune réalité, et que ce soit pour la plupart les plus vaines et extravagantes chimères qui puissent entrer dans l'esprit humain, ou de pures fourberies de ces séducteurs et abuseurs, qui ne cherchent qu'à profiter par ce moyen de la crédulité et de l'ignorance du pauvre peuple, Nous avons considéré néanmoins que par là on ne laissait point d'offenser extraordinairement Dieu, qui témoigne en tant d'endroits des Saintes-Ecritures qu'il a ces sortes de choses en abomination; que ces sortes d'arts et secrets illicites sont sévèrement défendus par toutes les lois divines et humaines, et spécialement dans cet Etat par une ancienne décrétale, et que l'on y mêle le plus souvent soit des profanations actuelles du saint nom de Dieu ou des choses saintes, soit des espèces de pactes avec le démon; de sorte que nous étions depuis quelque temps dans la pensée de chercher les moyens de remédier efficacement à ces désordres, dont la continuation attirerait infailliblement sur cet Etat la colère et la vengeance du Tout-Puisant. Mais c'est ce que nous avons cru ne devoir pas différer plus longtemps, après les remontrances qui nous ont été faites il y a quelques jours sur ce sujet par les sieurs doyens et pasteurs des Eglises de cette Souveraineté qui, selon leur zèle accoutumé, ne manqueront pas d'instruire et exhorter les Peuples sur cette matière.

C'est donc par ces justes et pressantes considérations, comme aussi pour nous conformer aux pieuses et religieuses intentions du Roi notre auguste souverain, qui n'a rien plus à cœur que de faire régner dans les Etats soumis à sa juste et douce domination, la piété et la crainte de Dieu, et d'y faire fleurir la sainte religion chrétienne réformée dans sa plus grande pureté, comme aussi d'y déraciner et extirper l'irrégion et la profanation, que nous faisons publier le présent Mandement, par lequel nous avertissons et ordonnons même très sérieusement à tous les sujets et habitants de cet Etat, de quelque qualité, condition, sexe qu'ils soient, de s'abstenir entièrement de ces prétendus arts et secrets illicites, et de toutes pareilles ou autres profanations et superstitions; comme aussi de se garder soigneusement de tous ces pernicieux séducteurs, qui voudroient entreprendre d'abuser de nouveau de leur crédulité ou de leur igno-



1711

rance, puisque nous sommes fermement résolus de châtier par des peines proportionnées ceux ou celles qui à l'avenir se laisseront aller à ces sortes de choses, ou qui les emploieront ou mettront en pratique, soit pour guérison de maladies des personnes ou du bétail, soit dans la vue de rechercher des choses perdues, soit pour quelques autres cas ou quelques autres manières que ce puisse être.

Et comme ces désordres sont principalement causés tant par des livres pernicieux, recueils de secrets, vains et dangereux, imprimés ou manuscrits, qui se répandent parmi le Peuple et surtout par ces séducteurs susmentionnés, qui sont pour la plupart étrangers, nous défendons à toutes sortes de personnes de quelle qualité, condition et sexe qu'elles soient, de lire ces sortes de livres, même de les garder et tenir dans leurs maisons, sous peine d'en être repris et châtiés selon l'exigence du cas, et nous déclarons en outre très expressément que ceux ou celles qui feront profession d'enseigner ou de pratiquer ces arts ou secrets illicites, tant en public qu'en particulier, et d'abuser et séduire le peuple, seront par nous livrés à la justice pour en faire la punition la plus sévère et la plus exemplaire.

Si vous mandons et ordonnons aussi bien qu'à tous les autres officiers de S. M. gens de justice, gens d'église, anciens et autres personnes publiques qu'il appartiendra, de tenir soigneusement et exactement la main, chacun en ce qui pourra le concerner, à peine d'en répondre, à l'exécution du présent Mandement en tout son contenu; comme aussi et principalement de ne rien négliger pour découvrir ceux qui y contreviendront directement ou indirectement, et en quelque manière que ce soit, et de nous en donner promptement avis, afin que nous puissions y pourvoir, et particulièrement faire punir les contrevenants selon l'exigence du cas. Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, vous ferez publier le présent Mandement dimanche prochain aux lieux accoutumés et en la forme ordinaire.

Donné en Conseil tenu sous notre présidence au Château de Neuchâtel le 8 juin 1711.

(Signé) E. DE MONTMOLLIN.

• Consistoire  
établi à Tra-  
vers.

Au mois de juillet 1711 on établit à Travers un consistoire monitif conformément à toutes les autres églises de l'Etat. Il n'y avait auparavant qu'un consistoire seigneurial, qu'on a laissé subsister, et qui peut condamner en prison et imposer des amendes.

Mort d'un prince  
de Prusse.

Le 31 juillet le fils du prince royal de Prusse mourut à Berlin. Il était né le 26 août 1710.

Naissance d'un  
fils au marquis  
de Nesle.

Le 17 août il naquit en France un fils à M. le marquis de Nesle, auquel on donna le titre de prince d'Orange; il était le petit-fils de Madame de Mailly qui avait prétendu l'an 1707 à la souveraineté de Neuchâtel et Valangin.

Mort de Mlle  
de Neuchâtel.

Mademoiselle de Neuchâtel, fille de Louis-Henri de Bourbon, chevalier de Soissons, et de dame Angélique-Cunégonde de Montmorency-Luxembourg, mourut à Paris au mois d'août 1711. Sa sœur, qui a épousé le duc de Luynes, hérita par cette mort de la rente de 100,000 écus.

Bourgeois de  
Valangin récla-  
mant des rentes  
viagères pro-  
mises par M.  
de Metternich.

Au mois d'octobre dix-neuf bourgeois de Valangin parurent en conseil d'Etat, où ils produisirent des promesses signées et scellées par M. de Metternich, par lesquelles il leur promettait des pensions



1711

viagères. Elles étaient datées de l'an 1707, et quelque temps avant que la sentence du 3 novembre fut prononcée; mais on ne voulut pas les entériner ni leur en accorder le paiement. On traita avec eux dans la suite, en leur donnant à chacun une petite somme, à condition qu'ils rendraient leurs titres.

Par une lettre écrite au Conseil d'Etat en date du 14 novembre 1711, S. M. fait savoir au dit Conseil que, dans la capitulation qu'on dressait à Francfort avant l'élection de l'Empereur, on voulait mettre un article pour obliger celui qui serait élu à rechercher toutes les terres qui sont en Suisse et qui avaient autrefois dépendu de l'Empire, pour les y réunir. Ce dont S. M. ayant été informée, et prévoyant que cela pourrait influencer sur les Comtés, sous prétexte de certains droits que les empereurs y pouvaient avoir eus autrefois, et exposer cet Etat à des recherches desdites prétentions, elle avait ordonné à ses ambassadeurs à Francfort de s'opposer à ce que le dit article fût mis dans la capitulation, et que si on persistait ils devaient protester contre cela; ce qui avait produit l'effet que S. M. en attendait, puisque l'article avait été rejeté. „Vous pouvez (est-il „ajouté dans la susdite lettre) être persuadés aussi que j'agirai avec „la même force et vigueur partout où il s'agira de maintenir la „souveraineté, les droits et prérogatives de ma Principauté de Neuf- „châtel et Valangin, pour laquelle j'ai une estime tout à fait égale „avec celle de ma Couronne, de mon Electorat et autres Provinces.“ Et pour conclusion S. M. ajoute encore en termes exprès que tous les bruits que les malintentionnés font courir, comme si elle avait intention de rendre cette Principauté dépendante de l'Empire, ou de la vendre et la céder à d'autres, sont tout à fait faux et sans fondement, puisqu'elle veut plutôt tâcher de rendre ce pays plus considérable qu'il n'a jamais été, etc.

Lettre de S. M.  
au Conseil  
d'Etat au sujet  
des terres qui  
avaient dépen-  
du de l'Empire.

Le 19 décembre 1711 Philippe-Guillaume, margrave de Brandebourg, frère du roi, mourut âgé de 43 ans et 7 mois. Il a laissé deux fils, etc.

Mort du frère  
du roi.

Eléonore-Madelaine de Hohenzollern, née princesse de Brandebourg-Culmbach, mourut à Esslingen en Souabe le 23 décembre 1711. Elle était sœur de la reine de Pologne, électrice de Saxe.

Mort d'une prin-  
cesse.

Au commencement de janvier 1711 on trouvait des fraises et des violettes dans nos montagnes, le temps ayant été très doux depuis l'automne précédent; mais l'hiver fut extrêmement rude depuis le milieu du mois de janvier. La nuit du 9 au 10 février, par un lundi soir, les neiges qui étaient très abondantes s'étant fondues dans peu d'heures, causèrent un si grand débordement d'eaux à Neuchâtel que plusieurs caves et magasins s'emplirent dans la rue des Moulins, et c'est ce qui arriva encore le 16 février. Ces débordements causèrent une infinité de ravages dans toute la Suisse,

Fraises et vio-  
lettes au com-  
mencement de  
janvier.  
Hiver ensuite  
rude.

Débordement  
par suite de la  
fonte des  
neiges.



1711 et même dans plusieurs endroits de l'Europe; plusieurs maisons en divers lieux furent renversées, des arbres abattus, la plupart des chemins furent gâtés, et un grand nombre d'hommes et de bêtes furent noyés. Ce débordement continua encore les 23 et 24 février en divers lieux.

Vente du vin et  
abri.

On fit cette année la vente du vin 60 livres le muids; l'abri du froment fut fait 16<sup>1</sup>/<sub>2</sub> batz, l'orge 10<sup>1</sup>/<sub>2</sub> batz, et l'avoine 6 batz l'émine.

1712

Le 22 janvier 1712 le règlement qui suit fut fait par messieurs du Conseil d'Etat par rapport à l'introduction des vins étrangers dans le comté de Valangin :

Règlement au  
sujet de l'intro-  
duction des  
vins étrangers  
dans le Comté  
de Valangin.

Le Roi ayant par son rescrit du 27 novembre 1711 fait savoir à son Conseil d'Etat établi en cette Souveraineté le règlement qu'il a jugé à propos de faire au sujet de l'introduction des vins étrangers dans le Comté de Valangin par les bourgeois et peuples du dit lieu, le dit Conseil d'Etat a jugé nécessaire de déclarer aux parties qui ont fait respectivement leurs très humbles remontrances à S. M. qu'Elle veut bien permettre aux dits bourgeois et peuples de Valangin que chaque particulier fasse venir du vin étranger pour son usage; qu'Elle consent aussi que les cabaretiers en fassent de même pour en vendre à pot et pinte à ceux qui ne pourront pas faire leur provision, mais qu'ils n'en devront pas faire le commerce hors du pays; et qu'à l'égard des cabaretiers, Elle entend qu'on prenne toutes les précautions nécessaires pour empêcher qu'ils ne fassent entrer une plus grande quantité de vins étrangers qu'ils ne pourront débiter annuellement dans le pays; et que tout ce que dessus ne sera permis qu'au cas que le vin de Neuchâtel sera cher et se vendra par exemple à 3 batz le pot et au-dessus. Mais quand le prix sera au dessous de 3 batz, les bourgeois et peuples de Valangin ne pourront pas se dispenser de préférer toujours le vin du pays et de ne pas en faire venir des pays étrangers.

Le présent règlement fut remis par M. Pury, président du conseil d'Etat, aux maîtres-bourgeois de Valangin.

Oppositions à  
ce règlement.

Les bourgeois de Valangin n'ayant pas voulu agréer le règlement ci-dessus, écrivirent sur ce sujet une lettre au roi datée du 9 février 1712, à laquelle S. M. répondit comme suit :

*A nos chers et bien-aimés le Maître-bourgeois et Conseil de notre Bourgeoisie de Vallangin.*

Lettre du roi  
à la bourgeoisie  
de Valangin  
à ce sujet.

FRÉDÉRIC par la grâce de Dieu Roi de Prusse, etc., etc. Chers et bienaimés, si vous avez été surpris à la publication du Règlement pour le commerce des vins étrangers dont vous nous envoyez une copie par votre lettre du 9 février dernier, nous ne l'avons pas été moins à la nouvelle que nous en avons reçue, notre intention n'ayant jamais été que l'on devoit procéder de la manière que l'on a fait. Aussi avons-nous d'abord et avant même que votre lettre nous eût été rendue, ordonné par des rescrits réitérés que l'on devoit tenir hors de toute exécution le Règlement que nous ne connaissons nullement pour le nôtre, et qui est tout à fait différent des ordres que nous avons donnés là dessus. Au reste nous sommes bien aise de vous assurer dans cette occasion que nous sommes si fort éloignés de donner ou faire donner la moindre atteinte à vos franchises, concessions, droits et prérogatives que nous avons plutôt au con-



traire un soin perpétuel de les affermir et augmenter de plus en plus, et contribuer par tout ce qui dépend de nous à votre bonheur et prospérité, ne doutant pas que vous ne gardiez aussi inviolablement envers nous les soumissions, la fidélité et obéissance que vous nous avez promises. Et sur ce nous prions Dieu de vous avoir toujours en sa sainte et digne garde.

Fait à Berlin ce 1er mars 1712.

(Signé) FRÉDÉRIC, Roi,

et plus bas :

IL GEN.

Un fils, qui fut nommé Charles-Frédéric, étant né au prince royal le 24 janvier 1712, les bourgeois de Valangin écrivirent au roi une lettre de félicitation, à laquelle S. M. répondit en ces termes :

Naissance d'un prince; félicitation à ce sujet par la bourgeoisie de Valangin.

Chers et bien aimés, la félicitation que vous venez de nous faire par votre lettre du 23 février, sur la naissance de notre petit-fils le Prince de Prusse et d'Orange, nous a été d'autant plus agréable que nous sommes entièrement persuadé que les vœux que vous faites en même temps pour la conservation de ce riche présent que le bon Dieu nous a accordé, sont tout à fait sincères, ayant reçu de vous jusqu'ici tant de marques de votre zèle et attachement pour Nous et Notre Maison Royale que nous nous en souvenons toujours avec un véritable plaisir. Nous n'avons pas voulu manquer de vous témoigner par celle-ci le gré que nous vous avons; et comme vous savez que nous n'épargnons ni soins ni peines pour le bonheur et prospérité de nos sujets, nous ne manquerons pas d'inspirer au dit Prince notre petit-fils les mêmes sentiments de tendresse et d'affection paternelle, principalement pour tous nos bons sujets du Comté de Valangin, et nous prions au reste le Tout-Puissant de vouloir, chers et bienaimés, vous avoir en sa sainte et digne garde.

Donné à Cologne sur la Sprée le 26 mars 1712.

(Signé) FRÉDÉRIC, Roi.

Ce jeune prince fut d'abord intitulé par son aïeul prince de Prusse et d'Orange. La nouvelle étant venue à Neuchâtel, on fit le 25 février des feux de joie dans les deux Comtés pour cette naissance. Le prince fut baptisé le 31 janvier après midi et présenté au baptême par Madame la margrave épouse du prince Albert, en la place de Madame la margrave douairière du prince Philippe-Guillaume. Le 25 avril 1712 on baptisa aussi à Berlin une fille qui était née au prince Albert, frère du roi; elle fut présentée au baptême par la reine.

Feux de joie.

Les bourgeois de Valangin ne se contentèrent pas d'avoir écrit à Sa Majesté une lettre du 9 février pour se plaindre du règlement que le Conseil d'Etat avait fait à l'égard des vins étrangers, ce qui était contraire, disaient-ils, à leurs franchises tellement qu'ils ne pouvaient pas l'accepter, mais leurs maîtres-bourgeois assemblèrent encore pour ce sujet, le 16 février 1712, leur générale bourgeoisie, où ils résolurent d'écrire encore au roi, et que cependant ils voulaient maintenir leurs franchises, déclarant que leurs bourgeois pourraient toujours aller acheter des vins étrangers où bon leur semblerait, soit en Bourgogne ou ailleurs, non seulement pour leur

Assemblée de la bourgeoisie de Valangin au sujet des vins étrangers.



1712 usage, mais aussi pour négocier, et que si la seigneurie voulait arrêter et confisquer ces vins, ils maintiendraient leurs bourgeois par la force (*sic*). Les bourgeois ayant écrit une lettre en date du 16 février 1712, S. M. leur répondit favorablement, leur déclarant qu'il les laissait dans leur liberté. Sur quoi les communautés du vignoble s'étant assemblées à Neuchâtel le 31 mars, elles prirent la résolution d'écrire aussi au roi pour le prier de révoquer ce qu'il avait accordé à ceux de Valangin, et pour cet effet elles envoyèrent un mémoire à S. M., qui contenait des raisons très fortes et très solides et qui montrait que ce commerce libre et non limité des vins étrangers produirait infailliblement la ruine de l'Etat. Cependant ce mémoire ne produisit aucun effet. (V. l'an 1722.)

Assemblée des habitants du vignoble qui prient le roi de révoquer ce qu'il avait accordé à ceux de Valangin.

Plusieurs familles neuchâtelaises vont s'établir dans le nord de la Prusse.

Tribulations qu'elles éprouvent dans leur voyage.

La plupart reviennent misérables dans le pays.

Départ de M. de Montmollin

Au mois de janvier 1712 un certain Calame, du Locle, qui était allé habiter dans la Prusse ducale, écrivit une lettre à sa femme qui était dans le pays, pour la solliciter d'y venir avec ses enfants; la peste ayant fait de grands ravages dans ces pays septentrionaux, il assurait qu'ils étaient presque entièrement dépourvus d'habitants; qu'il avait obtenu des maisons et des terres gratuitement autant qu'il en avait souhaité, et que tous ceux qui voudraient y aller en obtiendraient de même. Quelques personnes du Val de Saint-Imier et de la Chaux-de-Fonds en étant revenus, assurèrent la même chose. Ce qui fit qu'un grand nombre de familles de la baronnie de Gorgier, de Boudry, de Bevaix, des Montagnes, du Val-de-Ruz, du Val de Saint-Imier, du Val-de-Travers, etc., prirent une si forte résolution d'y aller que personne ne put les en détourner. La seigneurie fit publier à ce sujet un mandement, par lequel on défendait à ces gens de partir sans avoir payé leurs dettes et jusqu'à ce qu'on connût à cet égard l'intention du roi, auquel la régence avait écrit à ce sujet. On défendit aussi de leur donner des attestations. Cependant tout cela ne put pas empêcher qu'ils n'exécutassent leur dessein, tellement qu'ils partirent par pelotons pendant les mois de février et de mars. Ils portèrent avec eux tout l'argent qu'ils avaient pu ramasser. Il y eut environ 700 familles de ce pays qui étant en chemin, plusieurs furent volés en Allemagne, d'autres y moururent; il y eut même des enfants qui gelèrent de froid. Mais ayant reconnu en chemin leur extravagance, la plus grande partie de ceux qui n'avaient pas succombé, revinrent dans un pitoyable état, ayant dépensé le peu qu'ils avaient emporté avec eux et ayant vendu avant leur départ leurs meubles à vil prix, ils furent par ce moyen réduits dans la misère. Leur retour eut lieu à la fin du mois d'avril. Il y en eut cependant quelques-uns qui continuèrent leur route, et qui allèrent s'habituer où ils purent, dans le Brandebourg, la Poméranie, la Prusse, etc.

M. Emer de Montmollin, chancelier, partit pour aller à Utrecht



par ordre du roi le 8 mars, afin d'y faire la fonction de conseiller de l'ambassade. M. le comte de Denhoff était ambassadeur pour Sa Majesté.

1712  
pour Utrecht  
en qualité de  
conseiller d'am-  
bassade.

Les habitants du bourg de Valangin ayant pris la résolution de tenir un marché dans le dit bourg tous les mercredis de l'année, et en ayant obtenu la concession de la Seigneurie, le premier se tint le 4 mai. On obligea plusieurs personnes d'y amener du bétail pour l'établir. On y vendit quelques mesures de grains aux halles; mais le public n'ayant pas trouvé ce lieu propre, ce prétendu marché a été aboli, et n'a pas été continué.

Marché à Va-  
langin.

Par un lundi 25 avril 1712, LL. EE. de Berne, qui avaient épousé le parti des habitants du Toggenbourg pour les défendre des oppressions de l'abbé de Saint-Gall, leur souverain, forcèrent le passage à Stili et mirent en déroute les catholiques vis-à-vis de Vindisch, que le canton de Lucerne avait occupé, aussi bien que la ville de Mellingen, afin d'empêcher leur jonction avec le canton de Zurich; tellement que par les avantages qu'ils obtinrent, ils purent facilement joindre leurs troupes.

Guerre de Tog-  
genbourg pour  
cause de reli-  
gion.

LL. EE. de Berne ayant demandé du secours à Neuchâtel et Valangin ensuite de l'alliance et combourgeoisie, on leur accorda trois compagnies, qui partirent le samedi 30 avril. La seigneurie en donna deux, l'une sous le commandement du capitaine Vaucher, de Corcelles, qui avait été levée dans le Comté de Neuchâtel, et l'autre sous le commandement du capitaine Des Barres, qui fut levée dans le Comté de Valangin. Ces deux compagnies marchèrent du côté de Lenzbourg. La troisième était composée de cent bourgeois de Neuchâtel. MM. les Quatre Ministres la donnèrent à LL. EE. de Berne. Comme elles avaient établi un camp volant à Payerne pour observer le canton de Fribourg, la compagnie de Neuchâtel y fut envoyée. Le 17 mai il partit encore trois compagnies de ce pays, savoir deux de la seigneurie, la première du Comté de Neuchâtel, commandée par M. Samuel Bugnot, châtelain de Thielle, et l'autre commandée par M. Jonas de Montmollin, maire de Valangin et qui fut levée dans le Comté de Valangin; la troisième était composée de bourgeois de Neuchâtel et commandée par . . . . .

Secours de-  
mandé à Neu-  
châtel et ac-  
cordé.

Voici en peu de mots l'origine de cette guerre. Le comté de Toggenbourg avait obtenu des comtes Donat, de Montfort, et des seigneurs de Raren (qui l'ont possédé jusques en 1469, auquel temps il fut vendu à Ulrich, abbé de Saint-Gall) des privilèges très considérables, un serment et une juridiction particulière. Ils avaient des droits de communauté qui furent établis en 1440 et qu'ils nommaient *Landrecht*; ils consistent en ce qui suit : 1. Au droit de faire des alliances et des combourgeoisies avec le conseil des deux cantons combourgeois de Schwytz et Glaris. 2. Le droit de faire

Origine de cette  
guerre.



1712 la guerre ou la paix, car ils pouvaient secourir ces deux cantons leurs combourgeois et recevoir du secours d'eux; ils s'étaient obligés par le serment du pays de repousser la force par la force à leur propre défense. Ils avaient des compagnies à eux dans les services étrangers dont ils tiraient les subsides. 3. Le droit du commerce et celui d'y faire des ordonnances comme bon leur semblait. 4. Le droit de recevoir eux-mêmes leurs bourgeois. 5. Leur propre juridiction et leurs juges ordinaires, originaires du pays, non seulement pour les affaires civiles, mais aussi pour les criminelles et autres. Les habitants de ce pays avaient fait la même année 1440 une combourgeoisie avec les susdits deux cantons de Schwytz et de Glaris, et s'étaient engagés de les protéger et défendre. Les officiers de l'abbé de Saint-Gall ayant violé les droits de ces habitants par des cruautés inouïes, et y ayant exercé des tyrannies épouvantables, les cantons s'étaient efforcés, mais en vain, et ce pendant sept années, de remédier à ces désordres, ce qui engagea enfin ces pauvres opprimés qui ne pouvaient plus subsister dans cet Etat, de recourir à LL. EE. de Zurich et de Berne qui les avaient déjà soutenus autrefois, savoir Zurich l'année 1538, y ayant pour lors affermi la paix appelée *Landfrieden*; et Berne l'an 1463, y ayant conservé le *Landrecht*. C'est pourquoi ces deux cantons, qui les avaient déjà protégés, eurent pitié d'eux, et voulurent bien encore leur accorder leur protection dans ce temps pour les délivrer de la tyrannie. Les cantons catholiques ayant fait, l'an 1702, à Baden, après le départ des cantons évangéliques, qui étaient juges aussi bien qu'eux, un acte tendant uniquement à réunir l'abbé avec les cantons de Schwytz et de Glaris, laissèrent en même temps ceux du Toggenbourg à la discrétion de l'abbé, qui, ayant dès lors exercé sur eux une domination despotique et violé leurs privilèges, ils eurent recours l'an 1707 aux cantons de Zurich et de Berne, implorant leurs secours, ce que ces cantons leur accordèrent. L'abbé ayant toujours continué dès lors à les opprimer, et aucune Diète de Baden n'ayant pu pendant sept ans terminer ce différend, les susdits deux cantons de Zurich et de Berne prirent enfin les armes.

Prise de Weil. Le 22 mai 1712 les cantons de Zurich et de Berne s'emparèrent de Weil, lieu de la résidence de l'abbé de Saint-Gall. Il y avait une garnison de 5 à 6,000 hommes, et on y trouva dix-huit pièces de canon. Les dits deux cantons y mirent une garnison de mille hommes. Gossau et Rorschach se rendirent aussi ensuite.

Bataille de Bremgarten.

Le 20 mai se donna la bataille de Bremgarten. LL. EE. de Berne y battirent les troupes de Lucerne et autres cantons catholiques; elles n'y perdirent qu'environ 50 ou 60 hommes, mais leurs ennemis en perdirent environ mille. Quoiqu'ils fussent postés plus avantageusement, tout leur monde fut dispersé; les Bernois leur



priront deux pièces de canon et trois chariots de munitions. La bataille dura deux heures et se donna dans des broussailles fort épaisses. Après ce combat les Bernois se saisirent de Bremgarten.

1712

Le 1<sup>er</sup> juin les cantons de Zurich et de Berne emportèrent la ville de Baden, où il y avait 1,200 hommes de garnison, et qui se rendit à discrétion, dès que les deux cantons y eurent jeté quelques bombes.

Prise de Baden.

On signa le lendemain 2 juin le traité qui suit :

1. Que la religion catholique serait conservée à Baden, mais que les réformés y auront aussi un temple avec un cimetière. 2. Que la ville prêterait serment aux deux louables Cantons, qui la maintiendront dans ses anciennes libertés et franchises. 3. Que les deux Cantons demeureront maîtres du château, des fortifications et des arsenaux pour en disposer à leur bon plaisir. 4. Que le colonel Crivelli sortira avec sa garnison avec les marques d'honneur accoutumés en pareil cas, mais sans canons, et qu'ils seront escortés jusque sur les frontières. 5. On fera un inventaire de tous les effets qu'on y aura sauvés du plat pays, et les deux louables Cantons se réservent le droit d'en disposer. 6. La ville de Zurich y fera bâtir une maison en propre pour y loger ses députés pendant les Diètes, à l'exemple de celle du Canton de Berne. 7. Les deux Cantons se réservent les frais de la guerre.

Capitulation de Baden.

On mit d'abord mille hommes de garnison dans la ville et dans le château, sous le commandant bernois Hackbret, et on démolit les fortifications. Les deux cantons partagèrent entre eux 52 pièces de canon qu'ils y trouvèrent. Le canton de Zurich s'empara du Rheinthal, dont les habitants prêtèrent serment de fidélité aux deux cantons. L'abbé de Saint-Gall avait part à la domination du Rheinthal, aussi bien que les sept anciens cantons. Berne, qui par la date de son alliance est le huitième canton, n'y avait point de part.

Le 1<sup>er</sup> juin 1712 trois Sarrasins, quatre femmes et sept ou huit petits enfants étant arrivés à Pertuis, y logèrent. Les communautés de Chezard et de Saint-Martin, de Dombresson et de Villiers en conçurent une terreur panique, croyant que c'était une armée qui venait les attaquer; elles envoyèrent promptement sur les lieux quarante fusiliers, qui y firent la garde toute la nuit. La communauté de Valangin y envoya aussi un maître-bourgeois et le concierge. Ces gens effrayés de leur ombre accompagnèrent le lendemain ces Sarrasins jusques près de Neuchâtel avec les armes, et s'en retournèrent tout confus.

Terreur panique au Val-de-Ruz à propos de l'apparition de trois Sarrasins à la frontière.

M. le comte de Wartenberg, premier ministre et chambellan du roi de Prusse, mourut à Francfort d'une fluxion de poitrine le 4 juillet 1712. Il était gouverneur héréditaire de Neuchâtel.

Mort de M. de Wartenberg.

Le 3 juillet il se fit un projet de paix entre les sept cantons qui étaient en guerre. Il contenait les articles suivants :

1. Que le Comté de Toggenbourg demeurera quant à la régence sur le pied où il a été mis depuis peu par les Cantons de Zurich et de Berne. 2. Que l'abbé de Saint-Gall sera obligé de s'accorder avec Zurich et Berne pour les

Projet de paix.



1712

frais de la guerre. 3. Que tout le Comté de Baden avec les villes de Mellingen et de Bremgarten, le Kelleamt et une partie du Freiamt demeureront aux Cantons de Zurich et de Berne en toute propriété. 4. Qu'on traitera avec ceux de Glaris pour leur part. 5. Que le Thurgau et le Rheinthal demeureront dans l'Etat où ils sont présentement. 6. Que tous les griefs touchant la religion seront réparés et que les magistrats seront mi-parti de l'une et de l'autre religion. 7. Que dans les pays communs les choses resteront sur l'ancien pied.

Reprise des  
hostilités.

Le 18 juillet 1712 la paix fut conclue à Arau entre les cantons de Zurich, Berne, Lucerne et Uri. Cependant dès le lendemain ces deux derniers rassemblèrent de nouveau 6,000 hommes et allèrent attaquer le 20 juillet, au pont de Seiss, 1,400 hommes, qui étaient Bernois et commandés par M. de Mülinen, brigadier, et M. Monnier, colonel. Ceux-ci se défendirent vaillamment depuis le cimetière où ils s'étaient retirés, et d'où ils ne partirent qu'après avoir tué deux cents des ennemis et fait trente prisonniers. Le même jour les Lucernois attaquèrent aussi un détachement de Genève et de Neuchâtel, commandé par M. Abram Petitpierre, brigadier, qui se défendit très bien.

Bataille de  
Vilmergen.

Le 25 juillet 1712 se donna la bataille de Vilmergen. Ceux de Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald et Zug étaient au nombre de 14 à 15,000 hommes. Ils attaquèrent les Bernois qui n'étaient que 9,000 hommes; cependant ceux-ci remportèrent la victoire. 800 hommes de Neuchâtel et 300 de Genève y souffrirent beaucoup. Les Bernois, après avoir été repoussés par trois fois, eurent enfin le champ de bataille. L'ennemi s'étant retiré dans un bois, ils l'y poursuivirent, l'en chassèrent et obligèrent un très grand nombre à se jeter dans le ruisseau du Buntz, où 1,100 hommes furent noyés. M. Regis, lieutenant-colonel de Morges, contribua le plus à les y pousser, aussi obtint-il une récompense considérable de LL. EE. de Berne.

Participation  
des Neuchâte-  
lois.

Butin pris par  
les Bernois. Cor  
d'Uri.

Ces derniers eurent dix-neuf pièces de canon, huit drapeaux et deux cors, que l'empereur Charlemagne avait donnés à ceux d'Uri, et qui furent d'abord portés à Berne; l'un était nommé le grand cor d'Uri; il était fait d'une corne de buffle extraordinairement grosse; il était garni d'argent assez richement; il avait été béni par le pape, et servait à donner l'alarme, à assembler le canton et à donner le signal du combat; il était en grande vénération parmi le peuple, qui croyait ne pouvoir être vaincu tant que ce précieux cor serait en sa puissance. Les Bernois eurent en outre le grand étendard de Lucerne. On trouva encore, depuis, l'autre cor d'Uri dans le ruisseau, attaché à un homme noyé. (V. l'an 806.)

Pertes des can-  
tons catholi-  
ques.

Les cantons de Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald et Zug laissèrent 2,100 hommes sur le champ de bataille, 500 blessés, un nombre très considérable d'officiers tués, blessés et faits prisonniers, outre les 1,100 qui furent noyés, parmi lesquels il y eut un grand nombre



d'Italiens et de Valaisans et plusieurs officiers, tellement que la perte des cantons catholiques se monta en tout à environ 5,000 hommes.

1712

Les Bernois perdirent dans cette bataille quatre capitaines, six lieutenants, cinq sergents et 191 soldats. Ils eurent cinq capitaines, huit lieutenants, cinq sergents et 383 soldats blessés. Parmi les troupes de Neuchâtel il y eut 20 officiers et 43 soldats tués, et quelques-uns de blessés.

Perte des Bernois.

Perte de ceux de Neuchâtel.

Après cette victoire du 25 juillet 1712 l'armée de Berne reprit les provinces libres qui s'étaient révoltées, entra dans le canton de Lucerne, prit poste à Schwartzzenbach, près du couvent de Munster, d'où elle exigea des contributions jusques aux portes de Lucerne. Les troupes de Berne, sous le commandement de M. Tillier, et qui étaient aux frontières d'Unterwald, firent des courses dans ce canton, où elles prirent et tuèrent jusqu'à 200 hommes, emmenèrent 800 pièces de bétail, et obligèrent par ce moyen ce canton à demander la paix. Les troupes de Zurich entrèrent dans le canton de Zoug, qu'elles obligèrent à leur remettre tous les passages les plus importants et à rappeler ses troupes. Zurich s'empara ensuite le 1<sup>er</sup> août de Rapperschwyl, d'Utnach et de tout le baillage de Gaster, et réduisit par là le canton de Schwytz à capituler, comme avait fait celui de Zoug; trois villages avaient été brûlés dans ce dernier canton, ce qui l'avait obligé à faire la paix. Les Bernois se firent donner aussi par les habitants des provinces libres 8,000 francs de contributions, qu'ils employèrent à dédommager les officiers qui avaient perdu leurs équipages au pont de Seiss, où ceux de Neuchâtel et Valangin avaient été envoyés en détachement et où ils avaient entièrement perdu les leurs. Mais comme LL. EE. de Berne n'avaient envoyé que 2,000 fr. aux officiers de guerre des Comtés de Neuchâtel et Valangin, ils ne voulurent point les accepter, et les leur renvoyèrent comme n'étant pas suffisants pour les dédommager.

Invasion dans les cantons catholiques.

A la requête du conseil d'Etat la compagnie des pasteurs élit le 3 août 1712 un ministre de camp, qui fut M. Jean-Jaques Sandoz, pasteur de l'église de Bôle, et ce pour le service des troupes des Comtés; on lui donna 100 fr. par mois, autant qu'à un capitaine, mais il ne s'y trouva que peu de jours.

Ministre de camp nommé.

La paix fut conclue le 9 août à dix heures du soir entre les cantons de Zurich et Berne, d'une part, et Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald et Zoug, d'autre part, et elle fut ratifiée des deux côtés et signée à Arau le 11 août par les députés des Treize Cantons. On y convint qu'on tiendrait une Diète à Baden, au commencement de septembre, pour régler les affaires de l'abbé. Les troupes de la ville de Neuchâtel, au nombre de 200 hommes, qui avaient été à Payerne, furent de retour le 16 août, et les autres quatre com-

Paix conclue.

Retour des troupes neuchâtelaises.



1712 pagnies des comtés de Neuchâtel et Valangin arrivèrent au pays les 18 et 20 août 1712.

Les cantons de Zurich et de Berne ont acquis par cette guerre le comté de Baden et plusieurs autres avantages.

Feux de joie à Berne.

Le 16 août on fit des feux de joie à Berne, et en même temps plusieurs décharges de cinq pièces de canon, entremêlées d'un beau feu d'artifice. Le canton de Berne avait eu sous les armes pendant cette guerre plus de 35,000 hommes, sans compter quatre compagnies de canonniers, les charretiers et autres, lesquelles troupes furent régulièrement payées. Les cantons de Zurich et de Berne laissèrent des garnisons dans les places conquises.

Jour d'action de grâces.

Le 25 août les cantons évangéliques célébrèrent un jour d'actions de grâce pour la paix, ce qu'on fit aussi à Neuchâtel.

Points de coutume.

Le conseil de ville donna cette année les points de coutume suivants :

Usufruit des biens de la femme.

Le 15 avril.

Quand un homme et une femme sont conjoints suivant les coutumes de Neuchâtel, passé an et jours, et ayant des enfants, la mère venant à mourir avant son mari, ce dernier peut jouir par us tout le bien que la défunte a porté en communion avec lui; mais dès que les enfants sont détronqués, il n'en peut jouir que la moitié.

Enfants détronqués.

Lorsque les enfants du premier lit viennent à se marier et détronquer d'avec leur père survivant, ils doivent se contenter de retirer la moitié du bien de leur mère avec la moitié des acquêts faits pendant le premier mariage, sans rien pouvoir prétendre sur ceux qui ont été faits pendant la viduité ou second mariage de leur dit père, conjointement et par égale portion avec les enfants du dernier lit.

Acquêts.

La seconde femme du père a la moitié des acquêts qui se font pendant son mariage, comme si c'était une première femme, soit qu'elle ait apporté du bien ou non avec son dit mari, surtout lorsqu'elle a des enfants du dit second mariage.

Preuve de la généalogie.

On peut prouver la généalogie par des proches parents, étant presque impossible de le faire autrement, et cela suivant la pratique de tout temps.

Parhélies.

Le 6 janvier 1712 on vit deux soleils ou deux parhélies.

Inondation.

Le 14 janvier à 4 heures du matin il se fit un débordement extraordinaire à Neuchâtel; toutes les caves du bas de la ville s'emplirent d'eau. Cette inondation surpassa celle de l'année précédente, les eaux ayant été plus hautes d'un pied. Elle fut causée par une grosse pluie qui commença le soir et qui fondit la neige des montagnes. Pendant les mois de janvier et de février on vit sur les montagnes du Comté de Valangin quantité de loups. — Les 22 et 23 mars il tomba une prodigieuse quantité de neige, tellement qu'il y en avait trois ou quatre pieds en pleine campagne et beaucoup plus dans les montagnes; elle dura jusqu'au milieu du mois d'avril, ce qui fut cause qu'on sema fort tard, les eaux étant très abondantes; dans le mois de mai on semait encore au Val-de-Ruz et même dans le vignoble. — La nuit du 27 au 28 mai il se fit en-



core un débordement d'eaux qui causa plusieurs ravines, la pluie ayant duré pendant vingt-quatre heures. Le chemin qui est au-dessus de Valangin et qui tend à Fenin s'enfonça par cette inondation. Le 15 juillet il gela aux Montagnes et même au Val-de-Ruz. Le 29 novembre il tonna et on vit l'arc-en-ciel, ce qui causa un prompt dégel, des vents chauds et de longues pluies; il avait fait auparavant un froid violent qui avait duré quelques jours. Le 6 décembre il fit encore des éclats de tonnerre. Le 9 décembre il tomba encore une grande quantité de neige qui brisa une infinité de branches d'arbres, et causa un dommage extraordinaire. La vente du vin se fit 48 livres le muids, l'abri du froment se fit 20 batz, l'orge 12 batz, et l'avoine 20 gros l'émine.

1712  
Ravines.

Gelée aux  
Montagnes en  
juillet.

Vente du vin  
et abri.

1713

Jour de plaid  
changé à Va-  
langin.

Au mois de janvier 1713, la Justice de Valangin trouvant que le samedi, qui était le jour auquel on y plaiderait, n'était pas commode pour cet exercice, à cause du dimanche qui est souvent de la sorte mal sanctifié, on mit pour cet effet le plaid au mercredi, ce qui a subsisté pendant quelque temps; néanmoins on l'a depuis remis au samedi.

On bat monnaie  
à Neuchâtel.

On battit à Neuchâtel sous le coin du roi Frédéric I<sup>er</sup> diverses sortes de monnaies, savoir des demi-batz, des creutzers, des pièces de 7<sup>1</sup>/<sub>2</sub> batz, de 5 batz, de 10 creutzers, des écus blancs, des demi-écus, et même quelques pistoles de 115 batz. M. Josué Gaudot, conseiller d'Etat, avait la direction de cette fabrique au nom de S. M.

Frédéric I<sup>er</sup>, roi de Prusse, prince souverain de Neuchâtel et Valangin, mourut le 25 février 1713 par un samedi entre midi et une heure, après dix-neuf jours de maladie. M. Bondeli, son envoyé en Suisse, fit savoir depuis Berne cette nouvelle à la régence de Neuchâtel par un courrier qui y arriva le vendredi 10 mars à dix heures du soir. Ce monarque avait épousé : 1. le 23 août 1679 Elisabeth-Henriette, sa cousine germaine, fille de Guillaume, landgrave de Hesse-Cassel et de Hedwige-Sophie, sœur de l'Electeur son père; 2. l'an 1685 Amélie-Charlotte de Hanovre, de laquelle il a eu un fils en 1688, et qui fut nommé Frédérich-Guillaume. Cette Amélie-Charlotte mourut le 31 janvier 1705, âgée de trente-sept ans. Frédéric I<sup>er</sup> fut nommé roi de Prusse le 15 janvier 1701, et il épousa en troisième nocces, le 27 novembre 1708, Sophie-Louise de Meklenbourg, qui était née le 6 mai 1685.

Mort du roi  
Frédéric I<sup>er</sup>.

Traité de paix  
entre le roi de  
Prusse et le roi  
de France.



1713

## CHAPITRE II.

Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup> roi de Prusse.Frédéric - Guil-  
laume succède  
à Frédéric I<sup>er</sup>.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME I<sup>er</sup> succéda au roi son père. Il avait épousé l'année 1706 Sophie-Dorothée de Brunswick, née en 1687, fille de George-Louis, duc de Hanovre, et de Sophie-Dorothée de Brunswick. D'abord qu'il fut monté sur le trône, il écrivit des lettres aux principaux Corps de l'Etat pour leur notifier son avènement à la couronne. Voici celle qu'il envoya à la bourgeoisie de Valangin.

Lettre du nou-  
veau roi aux  
bourgeois de  
Valangin.

Chers et bien aimés,  
Le Roi, notre seigneur et père, étant décédé samedi 25 du mois dernier après une maladie de trois semaines, ce triste événement nous accabla de la plus vive douleur. C'est de quoi nous avons donné avis à notre Conseil d'Etat établi par le Roi de glorieuse mémoire dans la Souveraineté de Neuchâtel et Valangin, comme aussi de notre avènement tant à la Couronne de Prusse qu'à tous les autres Etats de notre Maison royale et électrice, et par conséquent à la Souveraineté de Neuchâtel et Valangin. Cependant et en attendant que nous puissions lui renvoyer, au plus tôt possible de nouveaux ordres sur ce qu'il y aura à faire plus outre, nous avons bien voulu aussi vous donner ce même avis, persuadé que nous sommes qu'à mesure que vous serez véritablement affligés de la perte que vous venez de faire d'un Souverain qui avoit pour vous tant d'affection et de bienveillance, vous ne serez pas peu consolés en même temps d'apprendre par nous-mêmes que Nous avons les mêmes sentiments pour vous. Nous nous assurons que vous ne manquerez pas de nous donner promptement en cette conjoncture de nouvelles marques de ce zèle ardent et de cette fidélité inviolable avec laquelle vous vous êtes si fortement distingués pour le feu Roi notre seigneur et père; et cela nous engagera de plus en plus à vous conserver et maintenir religieusement dans toutes vos franchises et libertés temporelles et spirituelles, mais aussi à vous donner en toute rencontre des preuves réelles et effectives de notre affection et bienveillance royale. Et sur ce nous prions Dieu de vous avoir en sa sainte et digne garde.

Fait à Cologne sur la Sprée le 3 mars 1713.

(Signé) FRÉDÉRIC-GUILLAUME,

et plus bas :

ILGEN.

Traité de paix  
entre le roi de  
France et le roi  
de Prusse.

Le 11 avril 1713 un traité de paix fut conclu à Utrecht entre S. M. T. C. Louis XIV et S. M. le roi de Prusse. Par ce traité, outre les clauses ordinaires d'amitié et d'union réciproques, les deux rois confirment le traité de Westphalie.

Le Roi de France cède et commet au Roi de Prusse, et ce au nom du Roi d'Espagne, la haute Gueldre en toute propriété, comme aussi le pays de Kessel, la Préfecture et Ammanie de Kirchkenbeck dans la haute Gueldre, avec leur



1713

Le roi de France reconnaît le roi de Prusse comme souverain de Neuchâtel.

souverain domaine. Le seigneur Roi de France reconnoît le Roi de Prusse pour seigneur souverain de la Principauté de Neuchâtel et Valangin, et promet aussi et s'engage, tant pour lui que pour ses successeurs, de ne point troubler directement ou indirectement le seigneur Roi de Prusse ni ses successeurs et héritiers dans la paisible possession de cette Principauté, ni pour aucunes des choses qui lui appartiennent ou qui en dépendent; s'obligeant outre cela de permettre que les habitants de cette Principauté jouissent dans tout le Royaume de France et les Etats soumis à la domination de S. M. T. C. des mêmes droits, immunités, privilèges et commodités dont les habitants des autres contrées de la Suisse et tous ceux du Corps Helvétique sont favorisés par le Roi T. C., dont ils ont joui avant que le seigneur Roi de Prusse eût obtenu la possession de la dite Principauté de Neuchâtel et Valangin. Et pour cet effet le Roi T. C. s'engage très spécialement de ne donner aucun secours directement ni indirectement à qui que ce soit de ses sujets pour troubler S. M. P., ou ses héritiers et successeurs, touchant la paisible possession de la dite Principauté. Attendu que le seigneur Roi de Prusse n'a point de désir plus ardent que d'abolir et ôter toutes les matières de discordes qu'on peut prévoir, il renonce à perpétuité, tant pour lui que pour ses héritiers et successeurs, à tous ses droits sur la Principauté d'Orange en faveur du Roi T. C. et de ses successeurs, comme aussi aux domaines seigneuriaux et terres de la succession de Chateaubeliard, situées dans le Comté de Bourgogne et en France, et à toutes leurs charges de même qu'à tous leurs émoluments présents et futurs sans aucune exception, afin qu'à l'avenir tout appartienne à S. M. T. C., à ses héritiers et successeurs et aux autres qui ont des prétentions sur cela. Et pour donner plus de force à cette renonciation le seigneur Roi de Prusse se charge et promet, sous la foi de sa parole royale, de satisfaire par un équivalent à la prétention que les héritiers du feu prince de Nassau-Frise ont sur la dite Principauté et sur les autres biens dont il a été fait mention ci-dessus, en telle sorte que le seigneur Roi T. C. ne puisse point être troublé ni inquiété par les dits héritiers du feu Prince de Nassau-Frise dans la propriété, la paisible possession et la jouissance de la dite Principauté d'Orange et des autres biens spécifiés ci-dessus; Mais les personnes qui voudront sortir de ces pays-là auront la liberté d'aller établir leur domicile partout ailleurs, selon leur plaisir, et d'y porter sans aucun empêchement tous leurs biens mobiliers dans l'espace d'un an, à compter depuis le jour de la ratification du présent traité. Et pour ce qui concerne leurs biens immeubles situés dans la dite Principauté d'Orange ou ailleurs, il leur sera permis en toute liberté de les vendre, selon l'usage des lieux, ou de les garder et d'en donner l'administration à des procureurs jusqu'à ce qu'ils soient vendus. La même permission est aussi donnée à ceux qui sont déjà sortis de ces lieux, sans qu'on puisse les empêcher en aucune manière de faire les dites ventes. Le seigneur Roi de Prusse aura la liberté d'imposer le nom de la Principauté d'Orange à cette partie de la Gueldre qui lui a été cédée dans le haut quartier de ce pays-là, et de retenir le titre et les armoiries de cette même Principauté. Les deux Rois consentent que la Reine d'Angleterre soit garante du présent traité de la part des deux Rois, et spécialement la Principauté de Neuchâtel et Valangin, la République et Ville de Genève avec tout ce qui en dépend, comme aussi les Villes de Saint-Gall, Mulhausen, Bienne, le Pays du Valais et les Grisons. Le présent traité doit être ratifié par les deux Rois dans quatorze semaines.

Fait à Utrecht sur le Rhin le 11 avril 1713.

On ajouta à ce traité deux articles séparés :

1. Que le Roi T. C. reconnait pour roi S. M. Prussienne, qu'il s'engage de lui rendre tous les honneurs qui sont joints à la dignité

Articles séparés.



1713 royale; que tant lui que le roi d'Espagne donneront au roi de Prusse le titre de Majesté et à ses héritiers rois de la même monarchie, sans le changer ni le diminuer jamais sous aucun prétexte ni dans aucune occasion; et qu'ils rendront aux ministres du roi de Prusse les mêmes honneurs que les ministres des autres rois reçoivent sans aucune distinction. 2. Un article regarde la ville de Rhinberg, d'où le roi de Prusse promet de retirer ses troupes, dès que la paix sera conclue entre l'Empire et la France. Le présent traité est signé : *Huxelles, Mesnager, Denhoff, Maréchal, Biberstein.*

Réforme en cour.

Dès que Frédéric-Guillaume eut succédé au roi son père, il fit d'abord une grande réforme tant à l'égard des ministres d'Etat qui furent presque tous changés, qu'à l'égard de la dépense superflue de sa cour, qu'il retrancha entièrement pour l'employer à augmenter ses troupes. Il congédia aussi les Cent-Suisses que feu le roi son père avait pour ses gardes.

Protestations faites à Utrecht au sujet de Neuchâtel par les héritiers français.

Après le traité de paix dont il est ici fait mention, MM. de Villeroy, de Matignon, de Luines (celui-ci avait épousé Mademoiselle de Soissons, fille du chevalier de ce nom), et le duc de Chartres firent des protestations à Utrecht pour la conservation de leurs droits sur Neuchâtel et Valangin, ce qui fut aussi inséré dans les registres pour les faire valoir lorsque l'occasion se présenterait favorable.

Députés de la ville de Neuchâtel à Berne pour le commerce des vins.

Au mois de mars 1713, MM. du conseil de ville de Neuchâtel envoyèrent quatre députés à Berne, savoir MM. Jean Varnod et Abram Martinet, tous deux maîtres-bourgeois, Jean-Pierre Brun, seigneur d'Oleyres, et Henri Guy, tous deux du grand conseil, et ce pour prier LL. EE. de rétablir le commerce du vin comme il était avant l'an 1676. Mais quoiqu'ils alléguassent des raisons très fortes et que cette interdiction du commerce fût évidemment contraire au traité de combourgeoisie, cependant la ville de Neuchâtel ne put rien obtenir; l'intérêt d'un petit nombre de seigneurs de Berne qui ont un grand crédit et beaucoup de vin à vendre prévalut sur tous les traités faits et jurés auparavant.

Naissance d'une princesse.

Le 6 mai 1713 il naquit à S. M. une fille, qui fut baptisée le 8 mai, et nommée Sophie-Charlotte-Albertine. L'empereur, les marquis Albert et Christian-Louis furent les parrains, et la duchesse de Zeist fut la marraine, etc.

Manifeste du duc de Luines au sujet de Neuchâtel.

Il parut dans ce temps un manifeste intitulé : *Mémoire pour M. le duc et Madame la duchesse de Luines au sujet des Comtés de Neufchâtel et Valangin*, dans lequel on prétend que cette dame (qui est la fille unique du chevalier de Soissons) a seule droit à ces Comtés, et que par conséquent le jugement rendu à Neuchâtel le 3 novembre 1707 est nul et contraire à l'équité, en ce qu'il a déclaré que l'investiture en devait être donnée à S. M. prussienne.



Ce mémoire contient trois grandes feuilles dans lesquelles on a rapporté beaucoup d'actes sur cette matière.

1713

Au commencement de juin deux mariages furent conclus en France, l'un entre M. le duc de Bourbon et la princesse Marie-Anne de Bourbon, fille de M. le prince de Conti; et l'autre entre M. Louis-Armand de Bourbon, fils de M. le prince de Conti et la sœur du susdit duc de Bourbon.

Mariages des  
enfants du  
prince de Conti.

Les francs habergeants des Montagnes du Comté de Valangin, tant ceux qui y résident que ceux qui en sont originaires et qui habitent en divers endroits du Comté de Neuchâtel, présenterent un placet à S. M., la priant de les vouloir affranchir et toute leur postérité des redevances personnelles dont ils étaient obligés envers leur Souverain, pour les mettre au rang des francs bourgeois, sous offre de payer un capital suffisant qui produise un intérêt de 5 pour 100, qui fût équivalent à ce qu'ils payaient ordinairement par année pour leur condition personnelle.

Les francs ha-  
bergeants du  
Comté de Va-  
langin faits  
bourgeois.

Et c'est (dit l'acte) sur quoi le feu Roi notre Père inclinant favorablement auroit ordonné qu'il fût procédé en exécution à la confection d'un rôle, mais cela ayant été retardé jusques à présent par divers incidents et embarras, Nous n'en avons pas été plus tôt informés que désirant de gratifier et favorablement traiter les suppliants et de leur donner dès le commencement de notre règne des marques de la satisfaction que Nous avons du zèle et de la fidélité qu'ils ont fait paraître tant pour le service du feu Roi notre Père que pour le nôtre; pour ces causes, etc., etc., ils ont été faits bourgeois de Valangin.

Donné à Berlin le 16 juin 1713; de notre règne le premier.

(Signé) FRÉDÉRIC-GUILLAUME,

et plus bas :

KAMEKE.

L'acte est muni du grand sceau de S. M. en cire noire dans une boîte d'argent en partie dorée avec doubles cordons. Ce M. Kameke est ministre d'Etat, grand directeur des finances, et chevalier de l'ordre de l'Aigle noire. Ce que dessus fut accordé moyennant la somme, qui en a été payée de L. 13,212 tournoises, savoir par les 288 chefs de famille à raison de L. 30 tournoises par chef, et par les 508 communiers à raison de L. 9 tournoises par communier que le dit rôle contient, suivant une concession par écrit faite de la part de feu S. M. aux dits francs habergeants par M. de Metternich, signée *Claude-François Huguenin*, avec paraphe. Le Roi a encore ajouté quatre familles par charité, savoir celles que le conseil d'Etat jugerait les plus dignes de cette grâce. Elles ont été au nombre de 26 personnes.

Au mois d'août 1713 on répara le Bassin à Neuchâtel, qui avait été construit en l'an . . . . et qui avait coûté 24,000 francs. Comme il s'était rempli de sable on le vida, et on y fit une autre entrée, ce qui l'a rendu beaucoup plus commode.

Bassin de Neu-  
châtel réparé.

Par un acte du 30 novembre 1713, Marie de Bonstletten, veuve



1713 de noble Henri Sandoz et fille d'Ulrich de Bonstetten, seigneur de Travers, remit et vendit à S. M. :

Vendition de la seigneurie de Travers. Tous et un chacun les biens, droits, tant seigneuriaux et féodaux que ruraux, qui peuvent et doivent appartenir à la dite Dame, et dont elle a usé avant la présente remise, en la Terre, Seigneurie et District de Travers, soit honorifiques soit utiles, comme sont les droits de justice et de juridiction, ceux de pesche et de chasse, les censes et rentes foncières et directes et autres, le droit des lods, les eschûtes et confiscations, les bans, clames et amendes, le droit des langues à la boucherie, le droit du sceau, les fourrages, avec le droit d'accenser les fours, les droits de banalité tant à l'égard des bois que des moulins, et en général tous autres droits et revenus. Item la partie devers bise du Château du dit Travers, avec les appartenances et dépendances d'icelles, comme aussi les maisons, granges, bâtiments, moulins, scies, battoirs, huilières, engins, rouages, cours d'eaux et droits d'accensissement d'iceux, prés, champs, closels, vergers, jardins, cheneviers, bois et forêts, montagnes, pasquiers, pâturages, et tous autres fonds tels et semblables que la dite Dame a jouis et possédés. Elle a cédé tous les dits biens et droits tant à titre d'inféodation que de partage, et à forme de l'état et dénombrement qu'elle a fourni. En un mot la dite Dame remet aux mains de S. M. tous les biens et droits qui peuvent leur compéter et appartenir rière la dite seigneurie de Travers, tant ceux qu'elle possédait en particulier que ceux qui lui étaient communs et indivis avec messieurs de Travers et de Rozières ses cousins et compersonniers, de quelle nature et espèce que les dits biens et droits puissent être, et qu'on puisse les qualifier et nommer, sans aucune réserve ni exception, si ce n'est que la dite Dame se retient : 1. une maison avec son ancien jardin et le chenevier joignant située dans le village du dit Travers, qui joûte le breuil devers vent et uberre, etc.; 2. les obligations, cédules, comptes et autres créances de cette nature; 3. et enfin tout ce qui est dû à la dite Dame par les amodiateurs, et aux dits amodiateurs pour leur amodiation jusqu'à la Saint-Martin dernière; lesquels susdits biens et revenus ont été réunis à la Souveraineté et domaine de cet Etat, et sont rentrés en leur première nature, et de même qu'ils étaient avant qu'il y en eût aucune inféodation ni aucune charge de fief, lequel est demeuré dès ce moment entièrement purifié, éteint et déchargé de toute inféodation à l'égard de la dite Dame et de ses hoirs et successeurs, comme étant le tout consolidé au droit éminent de souveraineté en faveur de Sa dite Majesté et de ses successeurs Princes souverains de cet Etat; pour laquelle vendition la seigneurie a payé à la dite Dame 48,000 livres tournoises, les étrennes comprises, etc. Signé C.-F. Huguenin.

La susdite Marie de Bonstetten mourut le 24 décembre 1718 et a laissé plusieurs enfants. Le souverain vendit pour payer les susdits 48,000 francs plusieurs biens-fonds qu'il possédait en plusieurs endroits du pays, tellement qu'il n'a par cette acquisition ni augmenté ni diminué ses fonds.

Froid violent en avril.

Le mois d'avril 1713 fut extraordinairement froid jusques à la fin; il avait déjà gelé continuellement jusqu'au milieu de mars. Les fruits de la terre furent par ce moyen retardés. On avait semé au mois de mars par quelques beaux jours qu'il fit, quoique bien froids; ces semailles furent suivies de pluies froides et fortes gelées jusqu'au 30 avril. Pendant le mois de mai on sentit des bises piquantes, et l'air ne s'adoucit qu'au milieu du mois d'août. Le 10 juillet on vit des glaçons au Val-de-Ruz.



On fit très peu de vin et de grains, si ce n'est au comté de Valangin, où les grains qu'on sème au printemps réussirent assez bien. Les feuilles ne tombèrent point des arbres jusques au printemps de l'année suivante, quoiqu'il fit extrêmement froid pendant l'hiver.

Le 20 avril on vit une parhélie au lever du soleil, et le 30 décembre on vit un arc-en-ciel au Val-de-Ruz.

La vente du vin se fit 132 livres le muids. On fit l'abri du froment à 21 batz, l'orge 12 batz 2 gros, et l'avoine 7 batz l'émine.

1713

Peu de vin.

Vente du vin  
et abri.

1714

Arrêt du Conseil d'Etat pour  
les Verrières.

Par un arrêt du conseil d'Etat du 2 janvier 1714, signé *Jonas Hory*, président, il fut déclaré à l'égard d'un muids de chaux que le maire des Verrières prétendait lui être dû, sur chaque four à chaux que l'on fait dans sa juridiction, que cela est renvoyé aux arrêts qui furent rendus sur ce sujet les 10 et 24 février 1698. A l'égard des langues que le dit maire prétend lorsqu'on tue une bête pour en vendre la viande, il fut dit qu'aucun particulier ne pourra tuer une bête pour vendre la viande que le sieur maire ou son lieutenant ne lui ait prêté le serment qu'on prête aux bouchers, dans lequel il y aura un article par lequel ils s'engageront de délivrer au dit maire les langues de toutes les grosses bêtes qu'ils tueront pour en vendre la viande en détail ou en particulier, comme cela se pratique dans tout le reste de l'Etat. Le dit sieur maire prétend encore quatre batz pour mise de tutelle, outre les huit qu'on donne déjà : on trouva qu'ils n'étaient pas dus. Sur ce que le dit sieur maire se voulait approprier le bois des recousses sur les mé-susants qui sont gagés, on les adjugea à ceux à qui les bois appartiennent; et pour ce qui est du bois à brûler que le maire prétendait de pouvoir couper où bon lui semblerait, il fut arrêté qu'il demandera du bois aux communautés, qui devront lui en donner dans un lieu commode et le moins dommageable.

Les habitants de la Brévine étant redevables au souverain de 4 batz par chaque feu tenant, ils en demandèrent exemption à S. M., qui voulut bien les en affranchir par un acte qui leur fut accordé en date du 17 janvier 1714. Ils financèrent pour cet effet la somme de 5,000 livres faibles. L'acte est signé *Huguenin*.

Les habitants  
de la Brévine  
affranchis d'une  
redevance per-  
sonnelle.

Le 6 mars la paix fut signée à Rastadt entre S. M. impériale et S. M. T. C. Les Trois cantons et leurs alliés et par conséquent Neuchâtel y furent compris. L'Empereur et le roi de France étant convenus par leurs ambassadeurs à Rastadt que, pour achever de conclure la paix entre eux, on choisirait un pays neutre, non dépendant ni de l'Empire ni de la France; ils consentirent que cela se ferait en Suisse, et que pour cet effet l'un nommerait trois villes, et que l'autre se restreindrait à l'une des trois. L'empereur ayant nommé Schaffhouse, Frauenfeld et Baden, S. M. choisit Baden.

Paix de Ra-  
stadt.

Baden choisi  
pour signer le  
traité.



**1714** Le 24 mars 1714 le traité de paix entre les cantons de Zurich et de Berne, d'une part, et l'abbé de Saint-Gall, Léodegar Burgisser, de Lucerne, d'autre part, fut signé à Rorschach, à condition qu'il serait ratifié réciproquement le 28 mai.

**Mort d'une princesse.** Le 10 juin 1714 mourut la princesse Sophie-Charlotte-Albertine, qui était née le 6 mai 1713. Dès qu'elle fut morte on sonna pendant une heure toutes les cloches de la ville de Berlin.

**Arrivée de M. de Lubières comme commandant en chef du pays.** Le 21 juin par un jeudi, à une heure après minuit, M. François de Lange, baron de Lubières, de la ville d'Orange, major-général de S. M. Prussienne, arriva à Neuchâtel venant de Berlin pour être commandant-en-chef des Comtés de Neuchâtel et Valangin, quoique ce titre ne convienne qu'à un officier de guerre qui commande dans une place et non pas à un gouverneur. Il fut installé le 28 juin par un jeudi en présence des députés de tous les Corps de l'Etat. La compagnie des pasteurs y assista aussi bien que tous les officiers du roi. On lui prêta le même serment qu'on avait prêté aux gouverneurs ses prédécesseurs. M. le conseiller Bedaulx, qui était président, l'assermenta et lui remit le sceptre; il fit un discours par lequel il exalta la bonté du roi, qui avait tant de soin de ses Etats qu'il avait bien voulu lui envoyer un chef pour le conduire; qu'on devait le recevoir et se soumettre à ses ordres, etc. On fit ensuite la lecture du brevet de mon dit sieur de Lubières, que messieurs du Conseil d'Etat entérinèrent en la présence de tous les assistants; et après qu'on lui eut prêté le serment, il fit un beau discours à l'assemblée. La régence qui avait été établie à Neuchâtel l'an 1709 prit fin par cette installation.

**Mort de l'évêque Lizieux, proche parent de la duchesse de Nemours.** Messire Eléonor Guyon de Matignon, évêque de Lizieux, mourut âgé de 80 ans. Il était le proche parent de feu Madame la duchesse de Nemours et frère aîné du comte Jaques de Matignon; mais ce dernier, pour acquérir le droit d'aînesse et pour pouvoir prétendre aux Comtés, avait épousé la fille aînée de Henri de Matignon, son propre frère, qui était l'aîné de la maison, et qui en mourant n'avait laissé que deux filles.

**Traité de Baden.** Les ambassadeurs de l'empereur et du roi de France étant arrivés à Baden, au commencement de juin 1714, ils tinrent par ensemble de perpétuelles conférences où personne n'était admis; ils ne laissaient pas seulement entrer un de leurs secrétaires, de sorte qu'ils écrivaient eux-mêmes, afin que ce qui s'y passait demeurât dans le secret. Enfin le prince Eugène de Savoie étant arrivé à Baden de la part de S. M. impériale, et M. le maréchal de Villeroy au nom de S. M. T. C., ils signèrent la paix de la part de leurs maîtres le 7 septembre. Ce qui étant fait, tous les ambassadeurs partirent. Voici la liste des ambassadeurs qui se rencontrèrent pour lors à Baden : ceux de l'empereur : le comte de Gœs et le baron



1714

Noms des ambassadeurs.

de Seileren; ceux du roi de France : le comte de Luc et M. de Saint-Contest; de Cologne : le baron de Karrich; de Bavière : le baron de Malknecht; de Lorraine : le baron de Bègue; du chapitre de Hildesheim : le baron de Frickel; de Modène : le comte Bergamo et le comte Girardini; de Gênes : M. de Sorba; du duc de Guastala : le comte Lodovico; du roi de Sicile : M. de Mellarède; du duc de Parme : le comte Saint-Severin d'Arragone et M. Claude Né, intendant de S. A. S.; de l'Ordre teutonique : le comte de Falkenstein et le baron de Waldeck-Kempt; du landgrave de Hesse-Kassel : le baron de Melsbourg; de Madame d'Elbœuf : le comte de Cremone; du prince de Porentruy : le prévôt du chapitre d'Arlesheim et M. le Landhofmeister. M. le baron de Maskousky, conseiller privé et plénipotentiaire de S. A. S. le landgrave de Hesse y était non seulement au nom de ce prince, mais aussi au nom de tous les autres princes et Etats protestants du cercle du Haut-Rhin, comme aussi de la part du duc de Saxe-Gotha. Du chapitre de Liège : l'abbé Damas; de l'archevêque de Trèves : M. Umbeschuden; du roi de Suède : le baron d'Engelbrecht et le général Spaar; du pape : M. Passionei; du roi d'Espagne : le baron de Caprès; de la reine d'Angleterre : M. de Withworth; du roi de Pologne : le général Ribinsky; du roi de Prusse . . . . . ; du comte Palatin : le baron de Wieser; de l'évêque de Constance et du cercle de Souabe : le baron de Stanseberg, etc.

Par un samedi 15 septembre 1714, à neuf heures du soir, le feu s'étant allumé par accident dans une maison voisine de celle de Bellevaux, fit un si grand dégât, que dans peu d'heures toute cette rue, qu'on nommait Rue de la Pommière, fut réduite en cendres; environ soixante maisons furent consumées, avant qu'on pût éteindre le feu, quoiqu'on fit une vigoureuse résistance, et cela à cause du vent du midi qui était alors très violent. Toutes les maisons qui sont au-dessus de la Maleporte furent réduites en cendres, à la réserve de treize maisons, qui sont le temple, le château, l'ancienne maison des comtes où sont les prisons, les deux maisons des pasteurs, le collège, la chancellerie, celle des anciens barons de Gorgier, qui appartient aujourd'hui à M. Bergeon, celle de Bellevaux, l'auberge de la Couronne et trois autres maisons appartenant à des particuliers. L'horloge qui était sur la tour de Diesse, construite en 1710 et qui avait coûté 3,200 francs, fut aussi consumée; elle tomba sur les maisons qui sont au-dessous; trois de celles-ci furent détruites; ce qui exposa toute la rue des Moulins et même tout le bas de la ville à un extrême danger. Trois cloches qui étaient sur la tour de Diesse furent fondues. Le feu sauta même à la maison de ville et y alluma une tourelle qu'on abattit promptement, ce qui arrêta les progrès de l'incendie. Il tombait des charbons ardents par toute

Violent incendie à Neuchâtel.

La rue du Pomnier complètement détruite.



1714 la ville et même en des lieux fort éloignés du feu. La maison du bourreau qui est sur le bord du lac au-dessous de Bellevaux fut aussi consumée, ainsi que trois maisons voisines.

Dons des Etats  
voisins en fa-  
veur des incen-  
dies.

Plusieurs Etats voisins, des villes, des communautés et même des particuliers envoyèrent des sommes considérables pour le soulagement des pauvres incendiés. On reçut les dons suivants :

	Livres.	gros.	den.
la ville et canton de Zurich	34,943	9	3
la ville et canton de Berne	23,496	9	9
la ville de Bâle	2,422	6	—
la ville de Soleure	1,125	—	—
la ville de Schaffhouse	1,437	6	—
la ville de Genève	30,854	4	6
Bienne	1,875	7	—
Morat	1,500	—	—
Saint-Gall	2,083	9	—
Mulhouse	1,718	9	—
la Bonneville (*)	625	—	—
quelques marchands suisses établis à Lyon	2,161	8	9
la communauté de Tavannes	21	3	—

Collecte faite  
dans le comté  
de Neuchâtel.

On fit aussi dans tout le Comté une collecte, qui donna le résultat suivant :

	Livres.	gros.	den.
la vénérable classe	1,500	—	—
la ville de Neuchâtel	37,681	9	—
Saint-Sulpice	177	6	—
Auvernier	700	—	—
Môtiers et Boveresse	584	1	6
Colombier et Areuse	386	—	—
Boudevillers	180	—	—
Cressier	187	6	—
Fleurier	250	—	—
Bôle	122	8	6
Buttes	100	—	—
la Brévine	785	9	—
Bevaix	126	3	—
Travers, Noiraigue et Rosières	311	—	—
Lignièrès	52	11	3
Saint-Aubin	256	5	—
Sauges	46	6	—
Gorgier	110	1	3
Montalchiez	40	4	6
la Chaux-du-Milieu	47	5	7
Roche fort	165	9	9
Peseux	190	1	—
Cortailod	337	—	—
Les Ponts	105	4	9
La Côte-aux-Fées	62	—	—
Le Landeron	625	—	—
Boudry	157	4	—
la Paroisse de Saint-Blaise	1,088	6	—

(\*) La Neuveville.



	Livres.	gros.	den.
celle de Cornaux . . . . .	250	—	—
Les Verrières . . . . .	227	6	—
Les Bayards . . . . .	223	4	—
Couvet, y compris ce qu'on a tiré de grain qu'il a donné	806	7	2

1714

On trouva aussi dans le Comté de Valangin ce qui suit :

	Livres.	gros.	den.
Valangin . . . . .	200	—	—
La Sagne tant en argent qu'en grain . . . . .	1,778	1	3
la Chaux-de-Fonds . . . . .	1,286	7	3
Les Brenets . . . . .	200	—	—
Les Planchettes . . . . .	402	7	—
Saint-Martin . . . . .	159	9	—
Fontaines . . . . .	103	—	—
Cernier . . . . .	150	—	—
Les Hauts-Geneveys . . . . .	100	—	—
Le grand Chézard . . . . .	42	—	—
Fontainemelon . . . . .	29	6	—
Dombresson, Savagnier, Villiers et Le Pasquier . . . . .	520	6	—
Le quartier Crozot . . . . .	54	2	10
Coffrane, Geneveys et Montmollin . . . . .	157	—	—
Le Locle . . . . .	2,293	7	3
Engolon . . . . .	75	—	—
Fenin, Velard et Saules . . . . .	200	—	—

Collecte dans  
le comté de Va-  
langin.

Toutes les sommes que donnèrent les voisins se montent au  
chiffre de . . . . . L. 104,266. — gr. 3 den.

Montant total  
des collectes.

Dans le comté de Neuchâtel le chiffre " 47,831. 7 " "

Dans le comté de Valangin le chiffre " 7,751. 10 " 7 "

Total : Livres faibles 159,900. 7 gr. 1 d., soit Livres tournoises  
63,960. 4 s. 10 d.

Les habitants des montagnes de Valangin qui avaient été depuis  
peu créés bourgeois, prièrent le conseil d'Etat de vouloir entériner  
leur acte du 16 juin 1713; ce qui leur fut accordé par un arrêt du  
19 juin 1714.

Acte de la  
création de nou-  
veaux bour-  
geois de Va-  
langin entériné.

Le 23 septembre on publia de la part de la seigneurie dans toutes  
les églises un mandement portant que LL. EE. de Berne et de So-  
leure ayant abaissé le prix de la monnaie fabriquée à Fribourg de-  
puis deux ans, et ayant mis la pièce de 5 batz à 4 $\frac{1}{2}$  batz, celle  
de 10 creutzers à 9, le demi-batz à un creutzer et demi, le gros  
à un creutzer, le creutzer à demi-creutzer, et la pièce de 3 creutzers  
à demi-batz, le susdit mandement les mettait au même prix dans  
ce pays. Mais cet abaissement de monnaie ne subsista pas; ces pièces  
eurent dans la suite leur cours comme auparavant, etc. (V. l'an 1717.)

Mandement  
pour des mon-  
naies dont le  
cours avait été  
abaissé.

LL. EE. de Berne écrivirent une lettre au conseil d'Etat, en date  
du 9 février 1714, qui était directement opposée à celle qu'ils  
avaient écrite le 19 septembre 1713, où s'agissant d'un acte d'im-  
pureté qu'ils avaient renvoyé, par la première, au consistoire de  
Môtiers, ils soutenaient dans cette dernière que cet acte ayant été

Difficulté avec  
le baillage de  
Grandson pour  
un enfant illé-  
gitime.



1714 commis dans la nouvelle censièrè qu'ils assuraient positivement être du baillage de Grandson, cette affaire devait y être aussi jugée. Le conseil d'Etat fit, en date du 19 mars 1714, une réponse qui contenait des raisons si fortes pour faire voir que la difficulté devait être jugée par devant le consistoire de Môtiers, qu'il crut que la chose ne serait plus contestée. Cependant M. Python, de Fribourg, baillif de Grandson, envoya dix fusiliers pour se saisir par la force d'une quantité de grain appartenant au père à qui l'enfant illégitime avait été donné et qui demeurait dans la nouvelle censièrè, afin de se payer par là des frais impendus par le consistoire de Provence, quoique le dit père soutînt que ce grain lui appartenait et que son fils n'y avait aucune part, s'offrant même de l'appuyer par serment. Ce grain étant dans la maison de son gendre dans laquelle il n'y avait personne, les fusiliers entrèrent par les fenêtres pour s'en saisir. Le conseil d'Etat, par une lettre du 16 avril 1714, se plaignit à Leurs Excellences des démarches du baillif, lesquelles ressemblaient la violence et l'exécution militaire, les priant que l'affaire concernant l'enfant illégitime fût renvoyée au consistoire de Môtiers. LL. EE. répondirent, en date du 23 avril 1714, que, quoiqu'ils eussent trouvé que l'affaire concernant l'enfant illégitime devait être renvoyée au consistoire de Môtiers, cependant, après en avoir été informés plus particulièrement, ils prétendaient que la faute ayant été commise aussi bien que l'enfantement dans les terres dépendantes du baillage de Grandson, elle y devait aussi être jugée, supposant par là que la nouvelle censièrè était incontestablement dans le détroit de ce baillage, qui, comme ils ajoutent, est bien délimité par les girouettes. Enfin LL. EE. demandèrent qu'on envoyât quelqu'un pour assister au relèvement de la banderolle tombée.

Le conseil d'Etat (à qui Berne avait écrit le 5 mai qu'il désapprouvait la conduite du baillif et qu'on l'avait censuré à cause des violences dont on avait usé à l'égard de ce grain) en remercia LL. EE., les avertissant en outre que S. M. envoyait une personne chargée de ses ordres pour plusieurs affaires et particulièrement pour celles qui concernaient les délimitations entre le Val-de-Travers et le baillage de Grandson, qu'on ne manquerait pas de leur donner avis de son arrivée, et qu'on les priait de les renvoyer à terminer toutes les difficultés jusqu'à ce temps-là. Pendant cet intervalle LL. EE. firent main-levée du grain que le baillif de Grandson avait fait enlever tellement qu'il fut rendu à Claude Walther, auquel il avait été pris.

Le gouverne-  
ment doit tou-  
jours être dans  
l'Etat.

LL. EE. de Berne firent une réponse en date du 16 mai 1714 au sujet du renvoi que le conseil d'Etat avait demandé jusqu'à l'arrivée de la personne que le roi voulait envoyer, assurant que le gouvernement devait toujours être dans l'Etat, on pouvait passer



outre, et que pour cet effet ils requéraient qu'on fit la délimitation des deux Etats entre le Val-de-Travers et Grandson, ce qui leur était très important à cause du renouvellement des reconnaissances du dit baillage, qui, sans cette délimitation, ne pouvaient être achevées; que ce retard leur causait des dépenses, et qu'ainsi ils insistaient pour que cela se fit incessamment, ce dont ils requéraient une prompte réponse.

M. le baron de Lubières étant arrivé le 21 juin, on donna avis à LL. EE. de cette arrivée par une lettre du 2 juillet, et qu'on allait prendre les éclaircissements nécessaires pour pouvoir faire au plus tôt la délimitation qu'ils demandaient. LL. EE. de Berne ayant marqué un jour, savoir le 25 octobre 1714, pour faire la dite délimitation, le conseil d'Etat y consentit, mais il pria en même temps LL. EE. qu'il leur plût de donner les ordres nécessaires à leurs commissaires ou députés pour pouvoir entrer dans la discussion d'une délimitation générale, tant du côté de Gorgier que du Val-de-Travers et du lieu appelé la nouvelle censièrre. La lettre du conseil d'Etat est du 17 octobre 1714.

M. Etienne Meuron, commissaire général de S. M., et MM. Steck et Vonderweid, commissaires généraux de LL. EE. de Berne et de Fribourg, s'étant rencontrés au château de Vaumarcus le 26 octobre 1714, ces deux derniers exposèrent d'abord qu'ils avaient ordre de LL. EE. de vaquer à la délimitation de la baronie de Gorgier d'avec le baillage de Grandson, et que pour cet effet ils étaient prêts de vérifier le plan qui avait été communiqué et de justifier la ligne de séparation par leurs reconnaissances. Le commissaire général de S. M. leur déclara qu'il était aussi prêt d'entrer dans tout ce qui lui serait proposé de raisonnable, et que pour cet effet il avait ordre de vaquer à une délimitation générale du Comté de Neuchâtel avec le baillage de Grandson, et qu'afin de procéder dans l'ordre chacune des parties devait faire sa déclaration des limites, par où elle prétendait d'établir sa ligne de séparation, et qu'ensuite chacune des dites parties prouverait sa déclaration ou attouchement de la manière qu'elle le trouverait à propos. Cela ayant été accepté, MM. les commissaires généraux de Berne et de Fribourg firent d'abord leur déclaration; celui de S. M. fit également la sienne et offrit de la prouver à son tour après qu'il aurait vu les preuves des autres, lesquels, ayant demandé la conférence, devaient aussi produire les premiers. En effet ils entrèrent dans quelques éclaircissements à l'égard de l'application de leurs droits sur le plan; mais s'étant aperçus que le commissaire général de S. M. était entré par sa prétention dans une délimitation générale, et qu'il y enveloppait la question de la nouvelle censièrre, ils changèrent alors leur procédure, et déclarèrent que leur intention n'était pas d'engager si loin

Conférences infructueuses pour les limites du comté de Neuchâtel avec le baillage de Grandson.



1714 la question, et que même ils n'en avaient pas le pouvoir, ajoutant cependant que, sans entrer dans la délimitation de la souveraineté, ils requéraient le dit commissaire général de S. M. de vouloir continuer à prendre des éclaircissements sur les fiefs, et examiner les directes tant seulement. Le commissaire général répliqua qu'il était prêt d'entrer dans cette discussion pourvu qu'ils reconnussent par un préalable que ces fiefs et ces directes dépendaient de la souveraineté du roi; à quoi n'ayant pas voulu consentir, la conférence fut levée, et c'est ce dont on fit un verbal que les parties signèrent. (V. l'an 1720.)

Naissance  
d'une princesse.

Le 28 septembre 1714 il nâquit une jeune princesse à S. M. à onze heures du soir; elle fut baptisée le 30 septembre et nommée Frédérique-Louise; ses parrains et marraines furent LL. MM. impériales le tzar et la reine de la Grande-Bretagne, représentés par les margraves Albert et Louis et leurs épouses. On ne fit point de feux de joie dans les Comtés pour cette naissance.

Mort de Lau-  
rent Stavay de  
Montet.  
Cherté du  
bétail.

Laurent Stavay-Montet, qui avait été gouverneur de Neuchâtel, mourut à Soleure le 24 novembre.

Au printemps 1714 le bétail fut extrêmement cher à cause de la mortalité qui avait régné l'année précédente dans tous les Etats voisins, ce qui l'avait extrêmement diminué. On ne l'avait jamais vu à un prix si élevé, et cela continua pendant quelque temps: on vendait la viande 6 à 7 creutzers la livre (\*), le beurre 3<sup>1</sup>/<sub>2</sub> batz, le suif 5 batz; et en Bourgogne où la mortalité avait fait un dégât extraordinaire, ces denrées furent encore à un prix plus excessif.

Inondations.

Le 12 juillet il se fit un débordement d'eaux qui ruina plusieurs vignes et surtout sur le Sart et à la Côte.

Phénomènes.

Le 15 septembre par un samedi on vit un arc-en-ciel au Val-de-Ruz à huit heures du soir, la lune ayant huit jours depuis son renouvellement. — Le 18 décembre on vit depuis nos montagnes, les brouillards étant au bas, trois soleils ou parhélies, et pendant la nuit, une croix rouge qui couvrait la lune, ce qu'on vit encore pendant les deux nuits suivantes; mais cette croix parut toujours plus blanche, et enfin elle disparut.

Vente et abri.

On fit cette année la vente du vin 136 livres le muids; l'abri du froment fut fixé à 15 batz, l'orge à 10<sup>1</sup>/<sub>2</sub> batz, et l'avoine à 6 batz l'émine.

1715

Députation à  
Paris pour faire  
comprendre  
Neuchâtel dans  
le traité de  
Baden.

Le Comté de Neuchâtel n'ayant pas été compris dans le traité de paix conclu à Baden, et les cantons ayant déclaré que n'ayant plus d'alliance avec aucun d'eux, ils ne reconnaissaient plus le dit Comté pour membre du Corps Helvétique, le Conseil d'Etat en écrivit à

(\*) Qu'auraient dit nos ancêtres s'ils avaient dû payer la viande et les autres denrées au prix où elles se vendent aujourd'hui? (Note de G. Petitpierre.)



1715

S. M. pour la prier d'intercéder auprès du roi de France, afin qu'il lui plût de comprendre Neuchâtel dans le dit traité. Sur quoi le roi de Prusse ordonna que le conseil d'Etat choisirait un de ses membres pour l'envoyer à Paris, où M. le baron de Kniphausen, envoyé de S. M. étant déjà, pourrait agir auprès de S. M. T. C. lorsqu'il serait informé du député de Neuchâtel. Le conseil d'Etat choisit pour ce sujet M. Samuel Pury, docteur aux lois, qui partit pour Paris le 31 janvier 1715, et fut de retour au mois de juin.

Le comte de Peer, fils de N., comte d'Arberg-Valangin, épousa le 10 février 1715 la fille du comte Fugger, grand écuyer de l'archevêque de Trêves. Ce mariage fut béni dans la dite ville de Trêves par l'archevêque de Cologne. Le dit comte Fugger donna 100,000 écus de dot à la dite fille. (V. l'an 1700.)

Comtes d'Arberg-Valangin.

La nuit du 27 au 28 mars 1715 Madame la princesse de Conti accoucha d'un fils, qui fut appelé comte de la Marche.

Naissance d'un prince de Conti.

Sur la fin du mois d'avril 1715, il se tint à Soleure une Diète des cantons catholiques, qui y prirent la résolution de renouveler et de continuer leur alliance avec la France, ce qu'ils firent. Cette alliance fut jurée dans le temple de Saint-Urs le 9 mai. Comme il parut aux cantons protestants que les catholiques l'avaient faite sous des conditions onéreuses, ils ne voulurent pas se joindre à eux et renouveler l'alliance.

Renouvellement d'alliance des cantons catholiques avec la France.

Au mois de juillet 1715 le jeune prince Philippe de Brandebourg passa par Berne allant à Genève, pour y faire ses études. Il est fils de feu le prince Albert, oncle de S. M.

Voyage d'un prince de Prusse en Suisse.

Le 22 juillet on publia dans toutes les églises des comtés un mandement au sujet de la peste qui était en Allemagne, Hongrie, etc. Il était défendu de fréquenter en Souabe, en Tyrol, etc.

Peste en Allemagne.

Le 19 septembre 1715, les Trois-Etats s'assemblèrent à Neuchâtel, et le 25 à Valengin, pour réformer la forte clame dont on usait pour ne pas recevoir un enfant illégitime, lequel étant donné à quelqu'un par une impudique étant sur le petit lit, et par un serment solennel qui était reçu par des justiciers envoyés par l'officier qu'elle était obligée d'avertir; l'accusé, auquel l'enfant avait été donné par serment, pouvait, pour se justifier, offrir à la dite mère la forte clame; et il se devait trouver au jour assigné par l'officier dans les maisons fortes et y faire citer la mère de l'enfant, où s'étant exposé à la torture, mais seulement à la pesanteur de son corps, il anéantissait par là le serment de la fille; mais si elle voulait ensuite soutenir la même torture, lui était obligé de passer plus avant et de supporter la pierre de 25 livres pour invalider la simple torture de la fille; que si elle voulait ensuite soutenir la même torture, l'accusé était pour lors obligé de passer plus avant et de souffrir celle de 50 livres; et si la fille faisait la même chose, il devait supporter

Les Trois-Etats sentent le besoin de réformer la coutume sur la recherche en paternité.

La torture était jusqu'alors employée.



1715

celle de 100 livres. Ce qui étant fait, l'accusé était allibéré et déclaré innocent, et la fille chargée de l'entretien de l'enfant, au lieu que lorsque le père était convaincu ou acceptait l'enfant, il en était chargé suivant la loi et obligé de l'entretenir. Cette coutume ayant paru trop violente, trop diffamante, et même trop inégale, les uns pouvant par leur grande vigueur soutenir plus facilement la torture que les autres qui sont beaucoup plus infirmes, on a trouvé à propos de la changer et de lui subroger celle qui suit, qui est contenue dans le mandement qui fut publié dans toutes les églises de cet Etat, et dont voici la teneur :

Préambule du  
mandement sur  
les batards.

Le Commandant en chef de la Souveraineté de Neufchâtel et Valangin, au Maire de, etc., ou à son Lieutenant, salut.

La manière en laquelle on a procédé jusques ici dans cet Etat, en fait d'enfants illégitimes, est sujette à tant d'inconvénients, et à quelque chose de si barbare et de si odieux, qu'il y a lieu de s'étonner comment elle a pu subsister jusques à présent et n'ait point été abrogée; vu surtout qu'elle n'est pratiquée ni dans notre voisinage ni dans aucun autre pays de la Chrétienté, et que, bien loin de contribuer à amener la vérité au jour, elle ne sert le plus souvent qu'à la cacher et à soutenir le coupable en faisant succomber l'innocence. Aussi avons-nous trouvé à notre arrivée dans ce pays que tout ce qu'il y avoit de gens éclairés et raisonnables étoient choqués de cet usage, et que Messieurs du conseil d'Etat surtout avoient déjà commencé de travailler à le réformer et à lui en subroger un autre, plus conforme à la droite raison et plus propre à parvenir au but que l'on s'y propose. C'est pourquoi, aussitôt que nous avons eu une connaissance exacte de toutes ces choses, nous conformant aux ordres et aux royales intentions de S. M. qui, en nous ordonnant de n'avoir rien plus à cœur que le bien et l'avantage de ses sujets, a ordonné en même temps de réduire pour cet effet et tenir toutes choses dans le meilleur ordre qu'il serait possible, nous avons cru ne devoir perdre aucun temps et ne rien négliger pour supprimer entièrement une loi si extraordinaire, et lui en substituer une autre qui, sans supporter ou favoriser le vice et l'impureté, fût cependant plus conforme aux mœurs d'aujourd'hui et à la douceur dans laquelle Dieu nous a fait la grâce de vivre, et en même temps plus raisonnable et plus utile. A quoi ayant eu le bonheur de réussir tant par le travail de ceux à qui nous avons confié le soin de dresser le projet d'une nouvelle loi, que par le consentement et approbation royale qu'il a plu à S. M. de donner par son rescrit à nous adressé du Camp devant Stralsund, en date du 22 juillet dernier, à l'abrogation de l'ancienne et à l'établissement de la nouvelle, conformément au projet de 15 articles que nous lui avons envoyé, et enfin par le concours qu'y ont apporté Messieurs des Trois-Etats, lesquels étant extraordinairement assemblés pour ce sujet à Neufchâtel le jeudi 19 du présent mois de septembre et à Vallengin le mercredi 25 du même mois, après que nous leur avons communiqué le dit projet et rescrit de S. M. contenant ses intentions et son consentement royal, nous donnèrent, après mûre consultation prise, la déclaration suivante :

Déclarations  
des Trois-  
Etats.

Qu'après avoir vu chacun des 15 articles contenus dans le Cahier qui vient d'être lu et autorisé et ratifié par S. M. notre Souverain, ils déclarent qu'étant justes, nécessaires et utiles au public, ils seront désormais observés comme lois dans toutes les justices et ressorts de cette Souveraineté. Pour cet effet et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, ils nous prioient de les faire publier et promulguer incessamment dans les lieux accoutumés, pour être suivis



et observés, suivant leur forme et teneur, comme aussi que l'on dresse au plus tôt la formulaire du serment dont il est parlé dans l'article 12.

Il ne nous restait plus pour mettre la dernière main à cette loi qu'à la faire publier. C'est ce qu'enfin, à la réquisition de Messieurs des Trois-Etats et par l'avis de Messieurs du conseil d'Etat nous avons jugé à propos de faire. Les dits articles au nombre de 15 sont de la teneur suivante :

*Art. 1.* La fille ou femme qui se trouvera enceinte d'un enfant illégitime, devra se présenter par devant le pasteur ou le consistoire du lieu où elle fera sa résidence, dès qu'elle sera assurée de sa grossesse, pour déclarer son état, sans qu'elle soit obligée de nommer la personne qui l'aura rendue enceinte, ni même qu'on doive lui faire aucun interrogat à ce sujet, laissant à sa liberté de le déclarer ou non, et tout ce qu'elle aura dit, soit au pasteur, soit au consistoire, ne pourra être tiré en conséquence contre personne.

*Art. 2.* Lorsque la femme ou fille enceinte d'un enfant illégitime sera prête d'accoucher, elle sera obligée de faire avertir la sage-femme du lieu où elle se trouvera pour lors, s'il y en a une, ou quelque autre personne qui puisse donner avis aussitôt au magistrat du dit lieu, lequel ordonnera à un justicier, avec le greffier et le sautier, qui seront obligés de se transporter incessamment dans la maison où ils auront été appelés.

*Art. 3.* Lorsque la fille ou femme sera dans le travail et les douleurs de l'enfantement, ce justicier accompagné comme dessus, la sommera uniquement, après les exhortations qu'il lui aura adressées, de déclarer en bonne foi et rondeur de conscience, de qui elle a conçu l'enfant et à qui il appartient, sans lui faire prêter aucun serment pour lors, mais seulement lui fera connaître de bien prendre garde à elle et de décharger sa conscience, puisqu'elle pourroit être obligée de soutenir sa déclaration par serment en présence du juge, de quoi il sera fait un verbal exact par le greffier pour servir en temps et lieu.

*Art. 4.* Après l'accouchement, la femme ou fille fera signifier dûment l'acte de sa déclaration à celui qu'elle aura déclaré en être le père, dans son domicile ordinaire, et ce, dans la huitaine, si l'accusé demeure dans le pays, et lui sera délaissé copie du dit acte.

*Art. 5.* Si l'accusé accepte l'enfant, ce sera une affaire consommée quant à la reconnaissance et vérification du père du dit enfant, et il devra être chargé de son entretien suivant ce qui sera dit dans l'article 13 ci-après; mais s'il refuse et nie d'en être le père et qu'il prétende justice, la mère devra se présenter dans le terme de trois mois depuis l'accouchement, ou plutôt, s'il lui est possible, par devant le juge pour faire ouverture de son accusation qu'elle sera obligée d'articuler et de circonstancier, ayant pour ce sujet fait citer l'accusé par la permission de l'officier.

*Art. 6.* Lorsque les deux parties seront présentes, l'accusatrice sera obligée de réitérer et de rapporter toutes les particularités et circonstances du fait dont elle aura chargé l'accusé, et de répondre aux interrogats et éclaircissements que lui demandera le juge, avec offre de soutenir ses déclarations par un serment solennel, si besoin est.

*Art. 7.* L'accusé devra répondre précisément et positivement à tous les faits et circonstances proposées par l'accusatrice, et aux interrogats que le juge trouvera à propos de lui faire, et non pas en termes vagues et par une négative simple et générale.

*Art. 8.* Si l'accusé persiste dans son refus, et qu'il allègue des raisons fortes et prégnantes pour sa décharge, tirées par exemple d'un alibi, de la vie et mauvaise conduite de l'accusatrice et autres semblables, en ces cas, il sera obligé d'articuler les faits et moyens dont il voudra se servir pour sa justification, afin que le juge puisse connaître, avant que d'en permettre la preuve,



1715

si, étant faite, ces moyens seront pertinents et suffisants pour lui déférer le serment.

*Art. 9.* Si l'accusé ne comparait pas, ou comparaissant, persiste dans une simple et générale négative, et qu'il n'allègue pas de bonnes et valables raisons pour sa décharge, le juge connaîtra si l'accusatrice ne doit pas être admise au serment pour confirmer son accusation.

*Art. 10.* Si l'accusatrice n'a pas observé la teneur des articles 1, 2, 3 et 4 ci-dessus, elle en dira les causes et raisons devant le juge, qui connaîtra si l'inobservation soit de l'un, soit de plusieurs des dits articles, devra l'exclure d'être admise au serment.

*Art. 11.* Le juge ne devra pas permettre qu'il intervienne un double serment dans un fait de cette nature, pour éviter le parjure, mais il pèsera et examinera mûrement le fait dans toutes les circonstances et conditions ci-devant apposées, pour juger à laquelle des deux parties le serment devra être déféré.

*Art. 12.* La procédure jusques ici se fera en chambre close et en particulier; mais lorsque le serment devra être solennisé, cela se fera publiquement, avec l'appareil et les solennités les plus remarquables dans une affaire si grave et si importante; on dressera pour cet effet un formulaire, qui contiendra l'exhortation du juge et le serment qu'il fera prêter à celle des parties à laquelle le serment aura été déféré, ainsi que cela se pratique dans les Etats voisins réformés; et pendant qu'on en fera la lecture, la partie qui devra jurer se mettra à genoux, ayant les mains sur les Saintes-Evangiles, les fenêtres et les portes étant ouvertes, et ensuite par attouchement au sceptre; si c'est l'accusé, il confirmera (s'il se sent en état de le pouvoir faire) ce qu'il aura dit et avancé pour sa justification; et si c'est l'accusatrice, elle confirmera aussi (au cas qu'elle se sente en état de le pouvoir faire) ce qu'elle aura dit et allégué pour soutenir son accusation, et elle sera en outre obligée de produire et apporter son enfant par devant l'audience, s'il est possible.

*Art. 13.* Si l'accusatrice est admise au serment, après qu'elle aura juré selon les formalités prescrites ci-dessus, l'accusé sera chargé de l'enfant; mais la mère devra le nourrir et entretenir pendant l'espace d'une année entière, moyennant telle pension dont l'accusé et elle conviendront, ou qu'à ce défaut le juge arbitrera et déclarera devoir être payée par le père et la mère de l'enfant, aussi bien que les frais de justice et d'accouchement. Réciproquement, si le serment est déféré à l'accusé, après qu'il aura juré qu'il est innocent, il sera entièrement déchargé, et l'accusatrice renvoyée avec son enfant, et chargée de tous les frais légitimes.

*Art. 14.* Si quelque femme ou fille enceinte d'un enfant illégitime, et qui sera sujette et habitante dans l'Etat, ne se déclare pas de sa grossesse, comme il est dit dans l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, et va accoucher hors du pays, on devra procéder contre elle pour la faire punir; la peine qu'elle aura méritée étant laissée à l'arbitrage et connaissance du juge, qui pourra la condamner soit en prison, soit au carcan, soit même au bannissement, suivant l'exigence du cas.

*Art. 15.* Des sentences que rendront les juges de première instance, soit au principal, soit sur accessoires qui pourroient emporter le principal, il y aura le même bénéfice d'appel aux souverains tribunaux que dans les autres matières purement civiles, et les appels de cette nature pourront être portés aux Etats, et jugés comme il a été réglé en fait d'appel pour les causes de décret et de clame.

Lesquels articles auront désormais force de loi dans tout cet Etat, et pour cet effet nous les approuvons et homologuons autant que de besoin au nom de S. M., et vous ordonnons de vous y conformer à l'avenir, et de tenir la main à ce qu'ils soient suivis et observés non seulement par tous les officiers et jus-



ticiers de votre juridiction, en ce qui concerne leurs emplois, mais aussi et surtout par tous ceux et celles qui auront le malheur de tomber dans le cas, sous peine d'en être sévèrement punis et châtiés au contenu de l'article 14 de la dite loi. Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, vous ferez publier le présent Mandement dimanche prochain aux lieux accoutumés et en la forme ordinaire. C'est à quoi vous ne ferez faute.

Donné en Conseil le 26 septembre 1715.

(Signé) LUBIÈRES.

Les bourgeois de Valangin ayant envoyé leurs censes à LL. EE. de Berne suivant la pratique, toutes les communautés du Val-de-Ruz étant obligées d'y aller tour à tour, celui qui fit cette année le voyage en rapporta la quittance qui suit :

1715

Cense payée à Berne par les habitants du Val-de-Ruz.

Nous l'Advoyer et Conseil de la Ville et République de Berne savoir faisons et confessons par ces présentes avoir eu et reçu des honorables nos Bourgeois et Paysans du Val-de-Ruz la somme de sept florins d'or du Rhin ou leur valeur, annuellement par eux à nous payable sur le jour Saint-André, et ce en vertu de la bourgeoisie qu'ils ont prise de nous, de laquelle cense à nous payée par les mains d'honorable Jean de Saulles du village de Saulles pour les années 1713 et 1714 comme aussi de toutes précédentes nous quittons nos dits Bourgeois et leurs successeurs en vertu d'icelles munies de notre sceau accoutumé et données le 17 septembre 1715.

Teneur de la quittance de Berne.

C'est ici la dernière cense qui a été payée par les communautés du Val-de-Ruz; celle qui était échue à la Saint-André 1715 fut payée par la bourgeoisie de Valangin, qui se chargea de cette cense pour l'avenir et à perpétuité, et en déchargea par ce moyen les communautés. La bourgeoisie y envoie présentement son boursier.

La bourgeoisie de Valangin se charge de payer cette cense.

Philippe d'Orléans, marquis de Rothelin, mourut le 25 août 1715, de la petite-vérole, âgé de 37 ans. Il était un de ceux que Madame de Nemours avait institué héritier des Comtés par une donation qu'elle avait faite.

Mort du marquis de Rothelin.

Le 18 novembre 1715 il se tint une conférence à Bonvillard, près de Grandson, et ce entre S. M. prussienne, d'une part, et LL. EE. de Berne et de Fribourg, d'autre part. Le roi avait envoyé MM. Jonas Chambrier, procureur-général, et Etienne Meuron, commissaire-général. Il s'agissait toujours de la délimitation entre le Val-de-Travers et le baillage de Grandson. Mais les députés se séparèrent encore sans avoir rien exécuté.

Conférence à Bonvillard au sujet de la délimitation.

Inutile.

L'été de l'année 1715 fut si sec qu'au mois d'août le bétail ne trouvait plus de quoi se repaître sur les pâturages; ce qui fit tellement avilir le bétail que le prix en avait diminué des trois quarts depuis le printemps de 1714. On fit très peu de foin, et on fut obligé de tuer plusieurs bêtes en automne.

Été sec.

Rareté du foin.

Le 28 novembre on vit un arc-en-ciel au Val-de-Ruz.

Arc-en-ciel.

On fit la vente du vin 114 livres le muids. L'abri du froment fut fait à 13<sup>1</sup>/<sub>2</sub> batz, l'orge à 8<sup>1</sup>/<sub>2</sub> batz et l'avoine à 5<sup>1</sup>/<sub>2</sub> batz l'émine.

Vente du vin et abri.



1716  
Naissance  
d'une princesse.

Le 17 mars 1716 on baptisa une troisième fille à S. M., qui fut nommée Philippine-Charlotte. Ses parrains ont été le roi de France, le duc d'Orléans et l'empereur de Moscovie, ses marraines, la duchesse douairière d'Orléans et la duchesse de Zell.

Deux com-  
pagnies pour  
Venise.

Au mois de juillet on leva à Neuchâtel deux compagnies de deux-cents hommes pour le service de la République de Venise contre le Turc. François Morel, de Colombier, en était le capitaine.

Chambre éco-  
nomique modi-  
fiée.

Au mois d'août on établit la Chambre économique d'une autre manière qu'elle n'était auparavant. Le roi ordonna qu'elle devait être composée de deux ministres, de trois conseillers d'Etat, de deux bourgeois de Neuchâtel et de deux bourgeois de Valangin, et qu'un conseiller d'Etat devait y présider.

Dédicace du  
temple de la  
Chaux-du-  
Milieu.

Le 16 novembre on fit la dédicace du temple de la Chaux-du-Milieu, qui avait été bâti l'année précédente, aussi bien que la maison de la cure, et le premier ministre qu'on y installa fut M. Jean-Henri Favarger. Avant cet établissement les paroissiens de cette nouvelle église allaient faire leur dévotion au Locle, d'autres à la Brevine, à Travers et aux Ponts-de-Martel.

Phénomène  
céleste.

Le 17 mars on vit, de neuf heures du soir à minuit, entre le nord et l'occident, un phénomène au ciel, produisant une clarté admirable et de grande étendue, bornée d'une grande obscurité. Ce phénomène, qui était de la figure d'une colonne, apparut non seulement en Suisse, mais aussi en Angleterre, en Hollande et en divers autres lieux.

Le 24 juin le soleil à son lever parut rouge (voy. l'an 1571), sans clarté et beaucoup plus grand qu'à l'ordinaire, ce qui dura environ une heure. Il se montra sous le même aspect les deux jours suivants, mais un peu moins rouge, et on vit de même la lune à son coucher.

Neige sur les  
montagnes en  
juillet.

Le 9 juillet il gela au Val-de-Ruz, et le soir il fit une pluie froide qui continua pendant plusieurs jours. — Le 10 juillet il tomba de la neige sur nos montagnes. On vit ensuite en divers lieux une prodigieuse quantité de chenilles, qui broutèrent les pois, les lentilles et autres légumes.

Chenilles.

Vendanges tar-  
dives.  
Vin vert.

Les vendanges furent fort tardives; on ne commença à vendanger à Neuchâtel que le 26 octobre; le vin fut vert et on en fit peu. Les moissons ne produisirent que très peu de paille, mais beaucoup de grains. Au mois de septembre, la gelée causa beaucoup de dommage aux grains des montagnes, et les longues pluies qui suivirent les gâtèrent presque entièrement, de manière qu'ils furent très mal conditionnés.

Moissons  
gelées par les  
pluies.

Bruit dans  
l'air.

Le vendredi 20 novembre, à deux heures après-midi, on entendit au Val-de-Ruz et aux environs un grand bruit dans les airs, qui dura environ demi quart-d'heure; quelques-uns crurent que cela



s'était fait sous terre. Le jeudi suivant, 26 novembre, on sentit à 1716  
trois heures du soir un tremblement de terre à Neuchâtel et aux Tremblement  
environs. de terre.

On fit la vente de vin 102 livres le muids; l'abri du froment fut 1717  
fait à 12 batz, l'orge 8 $\frac{1}{2}$  batz, et l'avoine 5 $\frac{1}{2}$  batz l'émine. Vente et abri.

M. le baron de Lubières, commandant en chef, étant parti de Neu-  
châtel pour Berlin au mois de mars 1717, fut de retour dans le  
pays le 30 juillet avec le titre de gouverneur, qu'on crut plus con-  
venable, le titre de commandant n'étant donné qu'à celui qui com-  
mande des troupes dans une place et qui n'est pas gouverneur.

Départ et retour  
de M. de Lu-  
bières, avec le  
titre de gouver-  
neur.

Le 2 mai 1717 la reine de Prusse accoucha d'un prince, qui fut  
baptisé le lendemain dans la salle d'audience et nommé Louis-Charles-  
Guillaume. Le margrave Philippe le tint sur les fonts; les parrains  
furent les rois de France, d'Angleterre, et le prince de Hesse-Cassel,  
et la marraine fut la duchesse de Saxe-Zeitz. Le soir il y eut grand  
festin. Le roi fit donner mille ducats aux pauvres, et il ne refusa  
aucune grâce ce jour-là.

Naissance d'un  
prince.

Le 17 juin 1717 les trois Etats de Berne, Fribourg et Neuchâtel  
ayant envoyé à diverses fois leurs députés à Grandson pour y ter-  
miner la difficulté qu'il y avait au sujet des limites entre cette ba-  
ronnie et le Val-de-Travers, et qui régnait depuis plusieurs siècles;  
et les bornes qui séparent les deux Etats ayant enfin été posées  
par accord des parties telles qu'elles paraissent aujourd'hui, on en  
dressa un acte authentique daté du jour ci-dessus. Le Comté de  
Neuchâtel y gagna une longue bande de terre qu'on nomme la  
nouvelle Censièrè. Elle est de la figure d'un triangle ayant dans sa  
longueur environ 3 $\frac{1}{2}$  heures, et en largeur, savoir, en de certains  
endroits environ demi-heure et en d'autres moins. Elle contient  
des pâturages, des terres arables, des maisons, des prés, des  
champs, etc.; il y croît tout ce qu'on sème au printemps; on y  
lève des dîmes, des censes, des lods, etc. Les habitants de ce lieu  
savent aujourd'hui de quels souverains ils dépendent. Les députés  
qui réglèrent ces limites furent, de la part de S. M., M. Etienne  
Meuron, conseiller d'Etat et commissaire général; de Berne, le  
commissaire général Lerber; et de Fribourg, le commissaire gé-  
néral Vonderweid.

Bornes réglées  
entre le Val-  
de-Travers et  
le baillage de  
Grandson.

Nouvelle cen-  
sièrè.

M. Chambrier, procureur-général, assista au mois de novembre  
à une journée qui se tint au Langenthal au sujet des monnaies, dont  
quelques-unes étant trop faibles, on en régla le prix. Le 26 dé-  
cembre on publia un mandement dans toutes les églises de l'Etat,  
par lequel on fixait le prix des pièces de 5 batz de Lucerne, de  
Porentruy et du Valais à 4 batz 3 creutzers.

Monnaies.  
Mandement à  
cet égard.

Le printemps de l'an 1717 fut extrêmement froid; il tomba de la  
Froid et neige.



1717 neige le 11 mai, il gela le 12, et toutes les nuits furent extrêmement froides. Cependant on ne remarqua pas que cela fit du mal aux fruits de la terre.

Le 9 août la terre trembla. Au commencement de décembre il souffla un vent du midi des plus violents, qui dura plusieurs jours, et qui produisit des pluies très abondantes et une grande inondation.

Vente et abri. La vente du vin se fit 64 livres le muids; l'abri du froment fut fait à 9½ batz, l'orge 5 batz 2 gros, et l'avoine 11 gros l'émine.

1718

Conférence à Delay au sujet du renouvellement d'alliance avec le canton de Fribourg.

Le 26 avril 1718 il se tint une journée au château de Delay près de Port-Alban, entre les députés de S. M. prussienne et ceux de LL. EE. de Fribourg, et ce au sujet du renouvellement d'alliance qu'on prétendait de faire entre S. M. et le dit canton. Il y eut, de la part du roi, M. de Lubières, gouverneur, et MM. François Chambrier, maire de Neuchâtel, Jonas Chambrier, procureur-général, Samuel Pury et Jean-Henri de Montmollin, tous conseillers d'Etat.

Pourquoi elle n'aboutit pas.

Mort de Mad. de Mailly.

Défense du vin de Neuchâtel à Berne.

Députation à Berne à ce sujet.

Mais M. le prince de Conti ayant écrit une lettre au canton de Fribourg pour le détourner de cette alliance, elle ne fut pas effectuée.

Charlotte de Montebenne, veuve de messire René-Jean, comte de Mailly, qui avait prétendu au Comté de Neuchâtel l'an 1707, mourut à Paris le 15 avril 1718, âgée de 86 ans.

LL. EE. de Berne ayant de nouveau défendu les vins du Comté de Neuchâtel dans tout leur territoire, cela porta le conseil de ville à envoyer une députation à Berne, pour tâcher de faire enlever cette défense, qu'on trouvait contraire aux alliances et combourgeoisies qu'il y a entre les deux villes, à la liberté du commerce qui doit nécessairement avoir lieu entre les voisins, et sans laquelle il est impossible d'avoir une amitié sincère et véritable, et surtout lorsque cette liberté de commerce vient à être interrompue après avoir été bien établie pendant plusieurs siècles; en un mot, le conseil de ville de Neuchâtel, souhaitant de renouveler l'ancienne amitié qu'il y a toujours eu entre ces deux villes depuis l'an 1406, et considérant que la défense dont il s'agissait n'était soutenue que par un petit nombre de bourgeois de Berne qui ont du vin à vendre, espérait aussi que cette défense, si onéreuse à de bons voisins et combourgeois, et même à la plupart des sujets de Berne, serait infailliblement levée. Cependant tous les efforts que firent les députés de Neuchâtel et le manifeste qu'ils firent imprimer à ce sujet furent infructueux; cette défense fut confirmée par les Deux-Cents, qui n'étaient qu'au nombre de 60 hommes, parce qu'un en avait fait sortir tous ceux qui avaient des parents à Neuchâtel jusques aux parents de M. Stanian, envoyé d'Angleterre à Berne, à qui la ville de Neuchâtel avait fait présent de la bourgeoisie l'an 1707. Mais, quoiqu'on



1718

sût que M. de Stanian n'avait aucun intérêt à l'enlèvement de cette défense, ceux qui en étaient les auteurs ne laissèrent pas que de se servir de ce moyen, qui leur était absolument nécessaire pour pouvoir réussir dans leur dessein.

Les députés de Neuchâtel ayant été pendant plusieurs semaines à Berne, et n'ayant rien pu obtenir de LL. EE., qui leur donnent dans toutes sortes d'occasions les titres de *bons voisins et amis, combourgeois, alliés et confédérés*, s'en retournèrent et arrivèrent à Neuchâtel le 7 juin, après avoir fait à Berne une dépense considérable et inutile. Le conseil de ville assembla la commune bourgeoise sans frais, c'est-à-dire sans rien donner à qui que ce fût pour ses dépens, et ce par un lundi 18 juillet. L'on y exposa la mauvaise réussite du voyage de Berne, et après avoir demandé les avis sur ce qu'on croyait qu'il y avait à faire dans une occasion si importante, on trouva que l'acte de combourgeoisie de l'an 1406, déclarant expressément que lorsqu'il y aurait quelques difficultés entre les deux villes de Berne et de Neuchâtel, on assemblerait la Marche pour les terminer, c'est pourquoi la générale bourgeoisie prit la résolution d'offrir cette Marche à LL. EE., ce qu'on fit. Mais les seigneurs intéressés trouvèrent le moyen de faire refuser la Marche; et ainsi la petite ville de Neuchâtel est obligée d'avoir patience. S. M. prussienne écrivit aussi à LL. EE. des lettres fort pressantes pour faire lever cette défense du libre commerce du vin, mais elles ne produisirent aucun effet.

Attente infructueuse.

Assemblée de la bourgeoisie.

La Marche offerte à Berne et refusée.

Intervention inutile du roi de Prusse à cet égard.

L'assemblée de la générale bourgeoisie, voyant que les Etats voisins défendaient l'achat des grains chez eux dès qu'il arrivait quelque cherté, prit la résolution de bâtir un grenier à Neuchâtel, croyant que, pour ne pas périr il fallait prendre de bonnes précautions. Mais comme on prévoyait que la construction de ce grenier coûterait près de 40,000 francs, et qu'il faudrait fournir une somme considérable pour l'emplir, outre qu'il était juste de donner quelque salaire à ceux qui en auraient le soin, on arrêta que tous ceux qui faisaient du pain à vendre, hôtes, cabaretiers, boulangers, pâtisseries, etc., seraient obligés de prendre leurs grains dans ce grenier au prix qui serait réglé par le conseil, et même qu'on pourrait obliger tous les autres bourgeois d'y acheter leurs grains en des temps auxquels on verrait qu'il y a de la nécessité.

Résolution de bâtir un grenier à Neuchâtel.

Les habitants de la mairie de la Sagne voulant exclure leurs communiens qui habitent dans le détroit de la mairie de Rochefort et autres lieux, des bénéfices de pâturage, prirent sur ce sujet une décision, en date du 7 août 1718, par laquelle ils déclaraient que ceux des Ponts de Martel et autres, quoiqu'ils fussent leurs communiens, sous prétexte qu'ils habitaient hors de leur mairie, ne pourraient plus y venir pâturer, et que s'ils y venaient, leur bétail

Difficultés entre les habitants de la Sagne et des Ponts de Martel pour les pâturages.



1718 serait gagé; ce qui leur fut notifié par une affiche, et ce par la permission du conseil d'Etat, dont l'arrêt était daté du 7 mars 1719. C'est ce qui donna occasion à un long et fâcheux procès qui fut plaidé en conseil d'Etat. (V. l'an 1720.)

Le 1<sup>er</sup> septembre 1718, Charlotte de Neuchâtel, veuve de Philippe-Eugène d'Achey, baron de Montferrand, Toraise, Avilley, Moudon, Courchaton, Vercel, etc.; baronne d'Achey et de Gorgier, fit son testament comme suit :

Testament de  
Charlotte de  
Neuchâtel, ba-  
ronne de Gor-  
gier.

Elle lègue en département de ses biens à Marie-Françoise d'Achey sa fille, religieuse à Beaume, une pension annuelle de 1,500 livres tournoises, qui lui sera payée pendant sa vie par les héritiers ci-après nommés. Elle lègue à Laurent de Stavay, Seigneur de Chevroux et à Jaques-Philippe de Stavay-Lully, ancien châtelain du Val-de-Travers, frères, à chacun 300 livres tournoises. Elle lègue à Marie-Barbe Vögeli, de Fribourg, née Praroman, aussi 300 livres tournoises. Elle lègue à Nicolas-Eléonor, Marquis d'Achey, la somme de 300 livres tournoises pour l'achat d'une bague. Elle lègue à Charles de Damas de Crû, son filleul, la somme de 500 livres tournoises; à Charlotte-Gabrielle de Wattenville, fille du marquis de Conflans, la somme de 500 livres tournoises, plus encore ses bracelets. Elle lègue aux Pères Minimes d'Estavayer la somme de mille livres tournoises; aux religieuses de l'Ordre de Saint-Dominique, qui sont présentement domiciliées à Estavayer, 500 livres tournoises, et elles en useront à leur discrétion pour les prières qu'elles feront pour la testatrice; aux Ursulines qui sont à Estavayer 500 livres, laissant de même à leur discrétion les prières qu'elles feront pour la dite dame à la grande église de Saint-Laurent à Estavayer, où elle a été baptisée; 300 livres tournoises pour les prières qui s'y feront pour elle à leur discrétion; à Mademoiselle Eugénie de Pontherose d'Estavayer une vigne sise aux Maladeries rière Gorgier; aux pauvres de la ville d'Estavayer 300 livres tournoises; aussi aux pauvres de la paroisse de Saint-Aubin 300 livres tournoises, qui leur seront délivrées par le pasteur et les anciens, et qu'on quitte à ceux de cette paroisse qui sont bien pauvres tout ce qu'ils peuvent devoir sur les livres de raison; à Jean-Pierre Erhard, de Saignelégier, prêtre et son aumônier, 800 livres; à Claire Maureau, de Salins, sa fille d'honneur, 400 livres; à Marie Olivier, de Chables proche d'Estavayer, sa cuisinière, 300 livres tournoises; à Jeanne Olivier du dit Chables, sa servante, 200 livres, et à ses autres cinq domestiques à chacun le gage d'un an. Elle laisse à la discrétion de ses héritiers de faire chanter pour elle les messes qu'ils trouveront à propos. Elle nomme pour son principal héritier de tous ses biens restants, en quoi qu'ils puissent consister, et nommément la Baronnie de Gorgier avec toutes ses appartenances et dépendances, Gabriel-Philibert de Joux de Binant, comte de Grammont, son gendre, baron et seigneur de Châtillon, Guyotte, etc., pour la juste moitié des dits biens; et Jeanne-Louise-Philippe de Poitiers, son épouse, pour l'autre moitié des dits biens restants, à la charge d'acquitter toutes ses dettes. Elle choisit sa sépulture dans la chapelle des Pères Minimes d'Estavayer, et requiert que le sceau usité en la Châtelainie de Gorgier y soit appendu, etc.

(Signé) Du COMMUN.

Mort de  
la baronne de  
Gorgier.

Charlotte de Neuchâtel, baronne de Gorgier, mourut le 4 septembre 1718, et fut transportée le lendemain à Estavayer, où elle fut inhumée dans la chapelle des Pères minimes. Elle avait eu trois filles de Philippe-Eugène d'Achey, son époux : 1. Thérèse,



mariée à messire Gabriel-Philibert de Joux, de Binant, comte de Grammont, morte sans enfants; 2. N. N., aussi morte sans enfants, et 3. Marie-Françoise, chanoinesse dans l'abbaye royale de Beaumes-Dames.

1718

Le 17 octobre 1718, qui était le jour des six semaines, M. le comte de Grammont parut en conseil d'Etat comme héritier testamentaire de feu Madame la baronne de Gorgier. Les parents ab intestat y parurent aussi par leurs avocats, demandant l'un et l'autre la mise en possession et l'investiture de cette baronnie. Mais les officiers de S. M. s'y opposèrent, prétendant de la part du roi que cette baronnie devait être réunie à la directe, tellement qu'il y eut dès lors trois parties qui plaidèrent contradictoirement par devant le conseil d'Etat jusqu'à ce que le procès fut terminé (v. l'an 1721). M. le comte de Grammont exposa, le dit jour 17 octobre, que la coutume fondée sur une pratique jusques ici constante et inviolable, obligeant tous les successeurs des fiefs, et ceux qui d'ailleurs ont droit par testament à la succession d'autrui, de se pourvoir où il convient par demande de possession et d'investiture sur le jour des six semaines, à compter dès l'ensevelissement du défunt, il se présentait à ces fins devant M. le gouverneur et MM. du conseil d'Etat, tant pour lui que pour Madame la comtesse de Grammont, son épouse, héritiers testamentaires, l'un et l'autre, de tous les biens délaissés par défunte illustre et puissante dame Charlotte de Neuchâtel, baronne de Gorgier, dame douairière d'Achey, suppliant que, pour l'ordre et d'entrée, lecture fût faite de sept pièces qu'il produisait, dont la principale était le testament de la dite dame baronne de Gorgier. Ce qui ayant été exécuté, il demanda, tant en son propre et privé nom qu'en celui de Madame la comtesse de Grammont son épouse, chacun pour sa part assignée dans le dit testament, la possession et l'investiture généralement délaissée par la dite dame baronne, en quoi qu'ils puissent consister, soit en seigneuries, fiefs, juridictions, domaines, et nommément la Baronnie de Gorgier et ses dépendances, soit en autres biens et effets de quelque espèce et nature qu'ils puissent être, en conformité et teneur du dit testament qu'il a présenté et dont lecture a été faite, sous les engagements et promesses en pareils cas acquises et nécessaires, et en particulier tant à la terre et seigneurie de Gorgier et ses dépendances, offrant tant pour lui que pour la dite dame comtesse son épouse, par elle-même ou par autrui, de bien et fidèlement desservir le dit fief, terre et baronnie de Gorgier, d'en prêter la foi et hommage, et de rendre généralement tous les autres justes et légitimes devoirs auxquels pour raison du dit fief ils pourront et devront être tenus envers S. M., etc.

Mise en possession demandée par M. de Grammont.

Sur quoi, et à la réquisition des officiers du roi, la question des



1718

allodiaux ayant été séparée de celle du fief, les héritiers testamentaires furent mis et envoyés en possession des dits allodiaux, et la contestation fut liée sur la baronnie de Gorgier et ses dépendances; et comme M. le comte de Grammont fut sommé de déclarer les fondements sur lesquels il appuyait sa demande de possession et d'investiture, il le fit de la manière suivante :

Que le fondement de la possession et investiture par lui demandée est que la terre et seigneurie de Gorgier avec ses appartenances et dépendances étant un fief purement patrimonial et de libre disposition, tant de sa nature que par les titres et coutumes qui en doivent déterminer l'espèce et la qualité, Madame la baronne de Gorgier a pu valablement en disposer par son testament au profit de ceux qu'elle a nommés ses héritiers.

Autre mise  
en possession  
demandée.

Le même jour 18 octobre, les sieurs avocats Gallot et Butti se présentèrent en conseil d'Etat, munis d'une procuration à eux expédiée sous seing privé par MM. Stavay, ancien baillif de Bulle, de Stavay de Grandcourt, et de Stavay de Lully, et par les dames de Castella nées de Praroman, et Fegely aussi née de Praroman, demandant au nom de leurs constituants et constituantes la mise en possession de la baronnie de Gorgier et de toutes ses dépendances et annexes, en conformité de leur dite procuration, comme étant les plus proches parents pour succéder au fief de la dite dame baronne de Gorgier défunte.

Opposition.

Sur quoi les officiers de S. M. et M. de Grammont opposèrent : „ Que la „procuration des dits sieurs Gallot et Butti était informe, en ce que : 1. elle „n'était que de main privée, qui ne faisait pas foi en jugement, non pas même „quand elle serait signée par un notaire étranger, à moins que l'acte ne fût „légalisé par son magistrat; 2. qu'elle ne leur donnait point le pouvoir, comme „il est requis et nécessaire en pareil cas, d'offrir et de prêter la foi et l'hommage, et de rendre généralement tous les autres justes et légitimes devoirs „auxquels pour raison du dit fief leurs constituants pouvaient être tenus envers „S. M.; et 3. qu'il était aussi d'une formalité indispensable à quiconque prétend „de faire la reprise d'un fief, de présenter les inféodations, investitures et titres „avec la généalogie sur quoi il fonde son habileté à succéder, sans quoi il ne „doit pas être écouté; de sorte que les dits procureurs, ne faisant rien de tout „cela, quoiqu'ils fussent obligés de produire et faire valoir sur le jour même „leurs droits et titres à peine de forclusion, ils étaient en tous sens non recevables.“

A quoi les dits Gallot et Butti ayant répondu que leur procuration était suffisante, il fut dit par arrêt : „Qu'on admettait provisionnellement la dite procuration, en attendant qu'ils en apportassent „une plus authentique pour la première audience.“ Sur quoi les agents du roi et M. de Grammont protestèrent de se prévaloir dans la suite des défauts de formalités commis sur le jour fatal.

Restrictions  
des prétendants  
à la baronnie.

Dans l'audience suivante du 15 novembre 1718, MM. de Stavay, capitaine aux gardes-suisses de S. M. T. C., et de Fivaz, capitaine et bourgeois de Fribourg, agissant au nom de mes dits sieurs de



Stavay, ancien baillif de Bulle, de Stavay de Grandcourt, et des dites dames de Castella et Fegeli, en vertu de la procuration à eux donnée le 10 novembre 1718, laquelle ils produisirent, étant sommés de se déclarer s'ils voulaient demander la possession et l'investiture de la dite baronnie pour leurs constituants en vertu du pouvoir à eux délégué, et de quelle manière ils prétendaient au dit fief, si c'était pour une seule personne, et pour laquelle; si c'était pour les quatre conjointement; ou enfin s'ils y aspiraient tous séparément et chacun pour une portion; ils répondirent qu'ils n'étaient point obligés de faire aucune autre déclaration ou requisition que celles qui furent faites le 17 du mois passé de la part de leurs constituants et constituantes. Mais il fut prononcé : que d'autant que la première procuration n'avait été reçue que provisionnellement et qu'ils en apportaient une seconde en forme, ils devaient s'ils voulaient être parties recevables au procès et se mettre en règle, continuer de demander la mise en possession et l'investiture du fief du dit Gorgier. Sur quoi MM. de Stavay et de Fivaz, abandonnant leurs premiers errements, produisirent une autre et seconde procuration, de la même date que la précédente et donnée par les mêmes personnes, avec cette différence qu'au lieu que par la première ils devaient agir au nom de leurs quatre constituants, ils avaient le pouvoir dans la seconde de faire leurs instances, soit au nom des quatre, soit en particulier au nom de M. de Stavay, ancien baillif de Bulle et ci-devant capitaine du Val-de-Travers; ce qui fit que les dits procureurs s'avisèrent de retrancher tout d'un coup trois de leurs constituants, pour se réduire à un seul; et en conséquence ils demandèrent la mise en possession de la baronnie de Gorgier pour et au nom de M. Jacques-Philippe de Stavay, comme étant le plus proche parent de feu Madame la baronne de Gorgier, dernière décédée, et comme aîné, sous offre de prêter la foi et hommage pour le dit fief en temps requis.

Après cette demande M. de Stavay, baron de Grandcourt, Mesdames de Castella et de Fegely furent déclarés déchus et déboutés de toutes prétentions à l'avenir sur la dite seigneurie de Gorgier.

M. de Stavay,  
Mesdames de  
Castella et Fe-  
gely déboutés.

Enfin les officiers de S. M. proposèrent de sa part les moyens aux fins de réunion à son domaine de la baronnie dont il est question. Ils en avaient déjà dès la première audience déclaré les fondements par voie d'opposition à la demande des héritiers testamentaires, soutenant : Que la terre de Gorgier, étant un fief qui relève incontestablement de S. M. en qualité de prince souverain de Neuchâtel, le domaine utile de ce fief avait été de droit et de fait uni au domaine direct de Sa dite Majesté par le décès de dame Charlotte de Neuchâtel, dernière de ce nom et dernière possesseuse du dit fief, lequel, par surcroît de droit, serait déjà tombé en com-

Prétentions de  
S. M.



1718 mise par la disposition testamentaire que la dite dame en avait faite sans le consentement du roi son seigneur suzerain. (\*) Et pour cet effet ils le qualifièrent de fief mixte, en ce qu'il ne pouvait être aliéné sans le consentement du seigneur souverain, et dans la suite ils l'appelèrent fief mâle, afin d'en exclure plus simplement les héritiers testamentaires et ab intestat.

Voici en abrégé ce que les trois parties soutenaient :

Raisons des  
officiers du roi.

1. On prétend de la part du roi que l'utile de la baronnie de Gorgier a été de droit et de fait réuni au domaine direct de S. M. par la mort de Madame Charlotte de Neuchâtel, et que, par surcroît de droit, ce fief est même tombé en commise par la disposition qu'en a faite la dite dame, sans le consentement du seigneur suzerain.

Raisons de M.  
de Stavay.

2. M. de Stavay se fonde sur ce que la terre de Gorgier ayant été inféodée à Claude de Neuchâtel pour lui et ses descendants mâles et femelles à perpétuité, sous la clause prohibitive d'engager ou d'aliéner, par les actes de 1492, 1507 et 1510, il doit être mis en possession du dit fief, puisqu'il est dans la descendance du dit Claude de Neuchâtel, et par conséquent le plus habile à succéder à cette baronnie.

Raisons de M.  
de Grammont.

3. Enfin M. le comte et Madame la comtesse de Grammont soutiennent que le fief dont il s'agit étant patrimonial et purement héréditaire, Madame Charlotte de Neuchâtel a pu valablement en disposer pour eux et à leur profit.

Mandement  
contre les faux  
monnayeurs.

Le 6 décembre 1718 on fit publier un mandement contre les faux-monnayeurs et remarqueurs de pistoles, ce dont on soupçonnait plusieurs personnes. On défendait à tous les ouvriers de faire aucun instrument propre pour favoriser ce trafic infâme, ni aucun ustensile tendant à cela, qu'ils ne l'eussent premièrement indiqué à l'officier de S. M.

Chaleur en  
mars et avril.

Les mois de mars et d'avril furent extrêmement chauds, à la réserve d'une dizaine de jours au commencement d'avril pendant les-

Grêle.

quels il gela. Le 20 juin il tomba de la grêle en divers lieux,

Mortalité sur le  
bétail.

mais surtout au Val-de-Ruz, où elle fit un grand dégât. Il y eut pendant l'été une grande mortalité sur le bétail en divers lieux, comme aussi dans les comtés de Neuchâtel et Valangin. Il régna

Dyssenterie.

aussi une dyssentéris des plus violentes, qui enleva un grand

Sécheresse.

nombre de personnes. La sécheresse continua jusques au mois d'octobre.

(\*) Laquelle déclaration fut encore confirmée par le conseil d'Etat le 24 mars suivant, jour auquel on continua à plaider pour ce fief.



On fit beaucoup de vin et de grain. La vente du vin fut faite 36 livres le muids. L'abri du froment fut fixé à 9 batz, l'orge à 5 batz, et l'avoine à 3 batz l'émine.

1718

Beaucoup de vin et de grain. Vente et abri.

Le 25 janvier il naquit une fille à S. M., qui fut nommée Do-  
rothée-Sophie-Marie.

1719

Naissance d'une princesse.

La France ayant érigé cette année une nouvelle compagnie des Indes occidentales, qu'on réunit à la compagnie du Sud et qu'on appela compagnie du Mississippi, plusieurs personnes voulant avoir part au fond y portèrent beaucoup d'argent comptant, dont on leur fit des billets, qui augmentèrent tellement de prix, que plusieurs personnes y gagnèrent au commencement des sommes considérables et jusqu'à des millions en trafiquant sur ces billets. Il y en eut plusieurs du comté de Neuchâtel qui y firent aussi un grand gain, que ceux qui se retirèrent d'abord, conservèrent; mais ceux qui voulurent continuer perdirent tout ce qu'ils y avaient mis, tellement que les uns y eurent beaucoup de profit et que d'autres s'y ruinèrent.

Compagnie du Mississippi.

Trafic sur les actions de cette compagnie qui enrichit les uns et ruine les autres.

On bâtit l'an 1719 le grand grenier qui est sur la place du tirage où la compagnie des fusiliers faisait des exercices.

Grenier bâti.

Le 10 juin 1719, par un lundi à 8 heures du matin, le feu ayant pris à Noiraigue, tout ce village fut consumé, à la réserve du temple et de trois maisons.

Incendie à Noiraigue.

Madame de Wattenville, épouse de Charles-Auguste de Bonstetten, seigneur de Travers, mourut à Bevaix le 25 octobre 1719. Elle n'a laissé qu'un fils unique nommé Ferdinand.

Mort de Mad. de Travers.

N. Merveilleux ayant engagé environ 400 personnes, tant filles que garçons, non seulement dans les Comtés de Neuchâtel et Valangin, mais aussi dans les Etats voisins, les conduisit en France pour être de là transportés dans le Mississippi pour le peupler. Cette troupe n'était à la vérité que de la plus basse condition. On apprit qu'on les avait forcés de changer de religion, ce qui fit qu'on conçut une extrême aversion contre les auteurs de cette colonie.

Colonie du Mississippi.

Louis-Charles-Guillaume de Brandebourg, qui était né le 2 mai 1717, mourut à Berlin le 31 juillet 1719.

Mort d'un prince.

Il mourut aussi un fils, nommé Guillaume, à M. le gouverneur de Lubières, qui ne voulut pas qu'on l'ensevelît dans le temple, mais au cimetière, et il déclara que lorsqu'il mourrait, il souhaitait d'y être enterré aussi.

Mort d'un fils du gouverneur.

Le 4 juin 1719 le conseil de ville de Neuchâtel donna le point de coutume qui suit :

Point de coutume.

Il n'est pas permis aux bourgeois internes et communiers de Neuchâtel qui n'y font point leur résidence, de conduire et faire paître leur bétail sur nos

Pâturages de Neuchâtel.



1719 joux et pâturages communs, quand même d'ailleurs les dits bourgeois habitent et demeurent dans les limites de la mairie, parce que le droit de pâturage sur les dits lieux est attaché à la résidence du bourgeois et communier dans la dite ville.

Le 20 juin il fut dit par éclaircissement demandé :

Qu'à l'égard des bourgeois qui demeurent dans la mairie de Neuchâtel, ils peuvent mettre leur bétail sur le pâturage commun, avec le troupeau de la ville et sur la joux, en le faisant marquer dans le temps prescrit; mais s'ils veulent faire pâturer en des endroits séparés du dit troupeau, ils ne le peuvent faire sans permission en le faisant garder par un berger, laquelle permission ils seront obligés de demander toutes les années.

Phénomène.

Le 22 février 1719 on vit un phénomène très singulier à sept heures du soir; une splendeur éclatante parut tout d'un coup dans les comtés de Neuchâtel et Valangin, et même dans les lieux voisins, en Suisse, en Bourgogne, etc. On vit encore la même chose par deux fois, un jeudi soir 30 mars, et le 5 avril.

Sécheresse au printemps.

Le printemps de l'année 1719 fut extrêmement sec; il ne plut point depuis le milieu du mois de mars jusques au 20 juin, si ce n'est quelques petites ondées, qui ne tombant qu'au bout de plusieurs semaines, ne faisaient que d'augmenter la brûlure. Il fit assez froid jusques au milieu du mois de mai, mais dès lors il fit une chaleur excessive, qui fit périr l'herbe, tellement qu'on ne fit qu'environ la dixième partie de foin qu'on avait accoutumé de faire aux autres années, et qu'on ne vendit le bétail qu'à un très vil prix. Le grain ne réussit qu'aux lieux gras et frais; il renchérit de la moitié pendant le mois de juin, tellement que de neuf batz il monta à dix-huit. Il y eut un nombre prodigieux de sauterelles, qui broutèrent l'herbe en divers lieux et qui causèrent un grand dégât.

Disette de foin et rareté du grain.

Sauterelles.

Grêle.

La nuit du 2 au 3 juillet il tomba une grêle épouvantable en plusieurs endroits de cet Etat et dans le voisinage, mais surtout dans le Val-de-Ruz, grêle qui fit périr tous les fruits de la terre; les froments, qui étaient très beaux, furent entièrement détruits; il n'y eut dans ce Val que quelques endroits qui en furent exempts. Cependant l'orge regerma; plusieurs grains qui étaient demeurés entiers dans la terre depuis les semailles et qui n'avaient pas pu germer à cause de la sécheresse continuelle, produisirent de nouveau par la pluie qui suivit la grêle et qui dura deux jours. Cette grêle tua une infinité d'oiseaux et autres bêtes.

Moissons avancées aux Montagnes.

Phénomène solaire.

Cette année fut si avancée aux Montagnes qu'on acheva d'y moissonner environ le 20 août. Le 12 juillet le soleil se montra rouge à son lever, et le soir il parut tout pâle et sans rayons; on pouvait le regarder fixement sans en être ébloui, ce qui continua jusques au 17. Dès lors il alla en diminuant. Il paraissait être sans vigueur, cependant il faisait des chaleurs excessives durant le jour;



il n'avait aucuns rayons, mais ce fut surtout le jeudi 13 juillet qu'il parut extrêmement grand et rouge. 1720

On fit une année très abondante en vin. La vente se fit 25 livres le muids; l'abri du froment fut fixé à 11 batz et 1 gros, l'orge à 6 batz et 1 gros, et l'avoine à 11 gros. Abondance de vin. Vente et abri.

1720

M. François de l'Anges, baron de Lubières, gouverneur de Neuchâtel, mourut par un jeudi 29 février 1720 d'une appoplexie dont il fut atteint à sept heures du soir, étant à la table; il vécut encore quelques heures et expira. Il n'avait eu aucune incommodité qui eût précédé son attaque, et il avait donné audience à plusieurs personnes pendant le même jour. Il fut enseveli au cimetière de la ville le dimanche suivant, 3 mars, à une heure après midi. Il y eut des funérailles fort nombreuses; non seulement toute la ville y assista, mais aussi plusieurs personnes de la campagne; car il laissa beaucoup de regrets. Il avait témoigné quelque temps auparavant qu'il ne voulait pas être enterré dans le temple de Neuchâtel. Il était de la ville d'Orange, où il avait été commandant-en-chef de la part de Guillaume III, roi d'Angleterre, pendant quelques années, et il avait aussi été général-major au service de S. M. prussienne. Il avait épousé dame Marie Calandrin, de Genève. Il laissa trois enfants qu'il avait eus d'elle, savoir un fils nommé Charles, et deux filles nommées Albertine et Marie. Mort de M. de Lubières, gouverneur de Neuchâtel.

Ses funérailles.

Messieurs du conseil d'Etat, après avoir entendu pendant plusieurs audiences les communiens de la Sagne et ceux des Ponts, qui avaient plaidé contradictoirement par devant eux au sujet de leurs pâturages (v. l'an 1718), condamnèrent, en avril 1720, ceux de la Sagne, et déclarèrent que ceux des Ponts, qui sont communiens de la Sagne, pourraient pâturer leur bétail, comme du passé, sur les pâturages communs. Les gens de la Sagne ayant demandé un éclaircissement de cette sentence, ce différend fut porté devant les Trois-Etats de Neuchâtel, qui, le 16 mai 1720, accordèrent un passement coutumace aux habitants des Ponts de Martel, ceux de la Sagne n'ayant pas voulu y comparaître, sous prétexte que le fond et les pâturages dont il était question, étaient rière le Comté de Valangin, d'où ils concluaient que leur différend devait aussi être renvoyé par devant les Trois-Etats de Valangin. La bourgeoisie du dit Valangin ayant même soutenu en cela ceux de la Sagne, le conseil d'Etat accorda à la dite bourgeoisie de demander un déclinaoire aux Trois-Etats de Neuchâtel, et d'y disputer la compétence du juge; ce que cette bourgeoisie n'ayant pas voulu accepter, les Trois-Etats de Neuchâtel adjugèrent le susdit passement à ceux des Ponts, s'étant reconnus en cela juges compétents, parce que ceux de la Sagne, qui étaient les acteurs, avaient fait leurs premières Sentence au sujet d'un différend entre ceux de la Sagne et ceux des Ponts pour des pâturages.

Les Trois-Etats de Neuchâtel prononcent en faveur de ceux des Ponts.



1720 notifications par une affiche rièrè les Ponts, faisant partie de la mairie de Rochefort dans le Comté de Neuchâtel, et ce par la permission du maire de cette juridiction; tellement qu'on crut qu'il n'y avait rien de si juste que de terminer ce procès dans le Comté de Neuchâtel, où il avait commencé.

M. de Froment, nouveau gouverneur. Son installation.

Cérémonial observé.

M. Paul de Froment, qui avait commission de colonel d'un régiment au service de S. M., étant arrivé de Berlin à Neuchâtel, le samedi 15 juin 1720, pour être gouverneur de la principauté, fut installé le 20 juin par noble Jonas Hory, doyen du conseil d'Etat, lequel avait été président pendant que le gouvernement était demeuré vacant. M. le conseiller Samuel Marval remercia de la part de l'Etat; et M. le gouverneur ayant prêté le même serment que son prédécesseur, fit aussi un discours à toute l'assemblée, qui se trouvait dans le grand poile du château. Le conseil d'Etat était sur l'estrade, M. le gouverneur était assis à la droite du président; on avait mis au milieu du grand poile trois bancs à dossiers, qui avec l'estrade faisaient un carré qui était vide. Derrière le banc, qui était à la droite, devers les fenêtres, étaient le doyen de la classe et une vingtaine de ministres; derrière le banc, qui était à gauche, étaient les maîtres-bourgeois et le conseil de ville; et derrière le banc d'en bas étaient les châtelains et les maires. Les maîtres-bourgeois et les députés de la bourgeoisie de Valangin étaient au bas et au bout du banc qui était devers les fenêtres. Les prêtres du Landeron, de Cressier, et les deux pères capucins étaient à l'opposite au bas et au bout du deuxième banc. Derrière les châtelains et maires étaient les députés de chaque justice et les sautiers. La jeune noblesse se trouvait placée derrière les conseillers d'Etat. Le reste du poile était rempli de bourgeois, de sujets de l'Etat et d'étrangers. M. Hory, président, ayant achevé son discours, on lut le brevet du nouveau gouverneur, lequel fut d'abord entériné par le conseil d'Etat. Le gouverneur ayant ensuite été assermenté, le président lui céda sa place, et reprit celle de premier conseiller d'Etat, après avoir remis le sceptre au dit seigneur gouverneur; et celui-ci, ainsi que je l'ai remarqué, ayant harangué toute l'audience, le conseiller Marval fit un discours, après lequel le procureur-général, M. Jonas Chambrier, remercia tous les Corps de l'Etat de la diligence qu'ils avaient fait paraître en se trouvant avec tant de soin dans cette assemblée.

Origine de M. de Froment et sa famille.

Le susdit M. de Froment, colonel d'infanterie au service de S. M. prussienne, est de la ville d'Uzès en Languedoc. Madame son épouse s'appelle Marie de Godefroy de la Rochelle. Il a trois filles nommées Marie, Esther et Charlotte. Marie épousa l'an 1722 Frédéric Chaillet. En août 1720 il naquit une fille à S. M., qui fut nommée Louise-Ulrique.

Naissance d'une princesse.



La peste ayant fait de grands ravages à Marseille pendant les mois de juillet, août, septembre et octobre, et particulièrement pendant les 7, 8 et 9 octobre, on fit, à l'instance de LL. EE. de Berne, des gardes très exactes dans les deux Comtés pendant tout le temps qu'elle dura. Les communautés furent obligées de battre l'estrade au commencement d'octobre, et cela pendant trois jours et trois nuits, pour découvrir les rôdeurs et vagabonds. Chacune d'elles devait en faire une recherche très exacte dans tout son détroit et dans les maisons écartées. On ne pouvait pas sortir de l'Etat sans avoir des billets de santé, et on ne laissait passer personne qui n'en eût. On avait même défendu de loger aucun pauvre qui fût étranger, et on fit payer des bans de dix livres à des particuliers qui en avaient hébergé dans leurs maisons. Tous les rôdeurs furent chassés hors de l'Etat.

1720  
Peste à Mar-  
seille.

Précautions  
prises dans les  
Comtés.

Le 10 octobre on tint une Diète à Baden, au sujet d'une lettre que l'Empereur avait écrite aux Cantons, par laquelle il leur déclarait qu'ils devaient, au sujet de la contagion qui était à Marseille, rompre tout commerce avec la France, à défaut de quoi il le romprait entièrement avec eux. Les cantons convièrent le Comté de Neuchâtel, aussi bien que l'évêque de Bâle et Genève, d'envoyer leurs députés à cette Diète, ce qu'ils firent. Ceux qui y furent députés de Neuchâtel étaient François Chambrier, maire de la ville, Jean-Henry de Montmollin, conseiller d'Etat, et Samuel Chambrier, procureur de Valangin. Mais on ne put rien résoudre dans cette Diète à cause de l'absence des députés de la plupart des cantons catholiques. Cependant, au retour des députés, on prit la résolution de redoubler les gardes sur les frontières, et pour cet effet de lever des troupes que les communautés devaient entretenir, à quoi les habitants du Val-de-Ruz s'opposaient, disant qu'ils seraient ruinés s'ils étaient obligés de fournir l'argent nécessaire pour supporter cette dépense; qu'ils n'étaient obligés que de donner des hommes en temps de guerre et non pas de l'argent, et que la seigneurie devait fournir la moitié de la dépense (v. l'an 1636). Le gouverneur les fit alors venir par devant lui, pour les censurer de ce qu'ils s'opposaient aux ordres du souverain, ce qui fit qu'ils convinrent de fournir des hommes; mais ils ne voulurent pas consentir à donner de l'argent, parce que chaque communauté ayant été taxée à des sommes qui allaient au-delà de leur portée, il leur avait été impossible de les trouver. On redoubla les gardes sur les frontières, mais on les supprima dans le centre du pays.

Diète de Baden  
au sujet de la  
peste.  
Neuchâtel  
y prend part.

Les gardes sur  
les frontières  
sont redou-  
blées.

Le 15 novembre on tint encore une journée à Arberg, au sujet de la contagion. Le Comté de Neuchâtel y envoya des députés aussi bien que l'évêque de Bâle, Bienne et Genève. Ceux des cantons de Berne, Fribourg et Soleure s'y trouvèrent. M. l'ambassadeur

Journée à Ar-  
berg au sujet  
de la contagion.



1720 de France à Soleure ayant écrit une lettre fulminante aux cantons de ce qu'on se proposait de rompre tout commerce avec la France, cela fit qu'on y arrêta qu'on laisserait le commerce libre avec la Franche-Comté pour ce qui regardait les denrées de bouche et les voyageurs moyennant de bons passeports, mais que le commerce serait interdit à l'égard des autres denrées et marchandises. Cependant les députés de Berne n'ayant rien voulu conclure qu'ils n'eussent référé le tout à leur République, leur souverain renvoya l'affaire à la Diète de Baden, qui devait s'assembler le 25 novembre 1720. Il y eut à Arberg une difficulté pour la préséance entre les députés de Neuchâtel et ceux de Genève; mais ceux de Neuchâtel ne voulurent point céder, tant parce que c'est la pratique que les députés des Etats monarchiques doivent précéder ceux des Républiques, que, et surtout, parce que le Comté de Neuchâtel est allié des Suisses de plus ancienne date (voyez les années 1406, 1509) que Genève.

Difficulté pour la préséance entre les députés de Neuchâtel et ceux de Genève.

Tremblement de terre.

Le 18 octobre il y eut pendant la nuit une violente tempête, qui fut accompagnée de tonnerre et d'éclairs; on sentit une secousse de tremblement de terre, etc. Le .... octobre on vit à quatre heures du matin un arc-en-ciel sur le lac de Neuchâtel, pendant la nuit, et que la lune produisait.

Grain germé.

Le grain du Val-de-Ruz de l'année 1720 étant germé à cause des longues pluies qu'il avait fait lors des moissons, on le distingua par l'abri qu'en fit la seigneurie, laquelle fut même obligée de le rabaisser. On avait fait l'abri du froment au mois de janvier à 11 batz et 1 gros l'émine, et le froment du Val-de-Ruz à 9 batz 2 gros; mais comme on vit que le froment baissait de prix et que même il était mal conditionné, on fit publier un second abri, qui fut publié le 23 février 1721 et par lequel on apprécia le froment à 10<sup>1</sup>/<sub>2</sub> batz, et celui du Val-de-Ruz à 9 batz l'émine; l'abri de l'orge fut fait à 6 batz, et l'avoine à 4 batz l'émine. La vente du vin se fit cette année 60 livres le muids.

Deux abris pour le grain.

Vente du vin.

1721

Marchés de la Chaux-de-fonds.

Les communiers de la Chaux-de-Fonds ayant demandé à la seigneurie que les marchés qui s'y tiennent tous les mercredis fussent privilégiés pour y vendre du bétail comme aux foires, et l'ayant obtenu, commencèrent par le mercredi 12 février 1721.

Plaid de Valangin rétabli au samedi.

Le jour du plaid de Valangin qui, au mois de janvier 1713, avait été mis au mercredi, n'ayant pas été trouvé commode, il fut remis au samedi comme auparavant, ce qui recommença le 23 mars 1721.

Difficulté pour le vin étranger.

La seigneurie ayant arrêté et confisqué à la Brevine quelques tonneaux de vin de Bourgogne, qui appartenaient à des bourgeois habitant au dit lieu, on y fit assembler la justice de Môtiers pour en juger, la justice du lieu n'en voulant pas prendre connaissance.



1721

Ceux qui agissaient de la part de la seigneurie étaient MM. Jonas Chambrier, procureur-général, et Samuel Pury, conseiller d'Etat. Ce vin ayant été adjugé à la seigneurie, les députés de la bourgeoisie de Valangin qui s'y trouvèrent prirent en main la cause de ces particuliers et en firent leur affaire propre, se chargeant de les dédommager et de supporter tous les dépens. La sentence fut rendue par la justice de Môtiers le 4 juillet 1721. La bourgeoisie de Valangin épousa le parti de ceux à qui ce vin appartenait, soutenant que les bourgeois avaient la liberté d'aller acheter des vins où bon leur semblait, et de pouvoir jouir de ce droit non seulement dans la seigneurie de Valangin, mais aussi lorsqu'ils vont habiter dans le Comté de Neuchâtel, et non seulement pour leur usage, mais aussi pour trafiquer et négocier. Ce qui fit que la seigneurie entreprit cette affaire, fut que, quoiqu'on n'eût fait que très peu de vin, cependant on ne pouvait point le vendre à cause de la défense de Berne, et que Fribourg et Soleure de leur côté avaient fait leur provision en Bourgogne et en Alsace, outre que l'argent sortait du pays par le moyen de ces vins étrangers qu'on y amenait. La bourgeoisie de Valangin envoya à ce sujet des députés à Berne pour se plaindre de ce qu'on avait fait infraction à leurs franchises. Ces députés s'y rendirent le 16 juillet 1721. Cette affaire donna occasion à de longues divisions qu'il y eut dans cet Etat.

La bourgeoisie de Valangin prend fait et cause pour des bourgeois condamnés pour avoir reçu du vin de Bourgogne.

Longues divisions pour la question des vins.

Déjà le 17 octobre 1718, qui était le jour des six semaines écoulées à compter depuis le jour de l'ensevelissement de dame Charlotte de Neuchâtel, baronne de Gorgier, M. Gabriel-Philibert de Joux de Binant, comte de Grammont, comme héritier testamentaire des biens de la dite baronnie, et Jaques-Philibert de Stavay-Lully, comme étant le plus proche parent et héritier ab intestat des dits biens, demandèrent la mise en possession et investiture de la baronnie de Gorgier; mais la seigneurie s'étant opposée à l'un et à l'autre, prétendant que cette baronnie devait être réunie à la directe, ces trois parties plaidèrent l'une contre l'autre par devant le conseil d'Etat jusques au 2 mai 1721, auquel jour la sentence fut prononcée, qui porta ce qui suit :

Procès pour la baronnie de Gorgier.

Parties ouïes contradictoirement dans leurs plaidoieries et allégations respectives, pendant le cours de plusieurs audiences, et toutes les pièces du procès vues et examinées, le Conseil d'Etat ayant fait sur le tout les réflexions convenables, et considéré que par les investitures tant anciennes que nouvelles, la Baronnie de Gorgier est un fief lige, inaliénable et indisponible, sans que rien soit arrivé qui l'ait rendu patrimonial et de libre disposition, ce que feue Madame Charlotte de Neuchâtel, douairière d'Achey, et même plusieurs de ses prédécesseurs auroient reconnu formellement en diverses occasions par leurs faits et déclarations, tant en jugement que dehors; pour ces causes et autres résultantes du procès, le Conseil d'Etat a dit et jugé que la dite défunte Charlotte de Neuchâtel n'a pas pu disposer, comme elle a fait par son testament,

Sentence du conseil d'Etat.



1721  
Le comte de  
Grammont dé-  
bouté.

M. de Stavay  
est aussi dé-  
bouté.

La baronnie de  
Gorgier dé-  
clarée réunie  
à la directe.

Appel de cette  
sentence.

Sentence des  
Trois-Etats qui  
adjugent la  
mise en pos-  
session de la  
baronnie de  
Gorgier au  
comte de  
Grammont.

de la dite seigneurie de Gorgier sans le consentement du souverain, et qu'ainsi M. le comte et Madame la comtesse de Grammont, héritiers testamentaires de la dite dame d'Achey, sont déboutés de leur demande de possession et d'investiture de la dite seigneurie de Gorgier. Et pour ce qui est de M. Jaques-Philippe d'Estavay, le Conseil d'Etat ayant examiné les investitures susmentionnées du dit fief lige de Gorgier et singulièrement celle de 1599, et de plus fait attention que le dit sieur d'Estavay n'est ni du nom ni de la famille de Neufchâtel-Gorgier, qui est la dernière qui a possédé la dite seigneurie; et que d'ailleurs Elisabeth de Neufchâtel, sa grand'mère, ayant été excluse par un frère et deux neveux, et étant morte dans son état d'exclusion, n'a pu transmettre à ses descendants, surtout puisqu'ils sont d'une famille étrangère de la dite maison de Neufchâtel, aucun droit à la dite seigneurie de Gorgier. Pour ces raisons et autres résultantes du procès, le dit sieur Jaques-Philippe d'Estavay est pareillement débouté de sa demande de possession et d'investiture de la dite terre et baronnie de Gorgier; Et en conséquence la dite seigneurie étant purifiée de fief, est déclarée, avec toutes ses appartenances et dépendances, réunie et consolidée incommutablement et pour toujours au domaine direct de la Souveraineté, ensemble les fruits et revenus d'icelles, dès la mort de la dite dame Charlotte d'Achey de Neufchâtel. Quant aux frais des parties, ils sont pour bonnes considérations compensés, à la réserve de l'argent déboursé, tant pour les audiences et la vision du procès que pour les procédures des parties; de quoi la terre de Gorgier demeure chargée.

De laquelle sentence les deux parties condamnées demandèrent un éclaircissement par devant MM. les Trois-Etats de Neuchâtel.

Les Trois-Etats étant assemblés souverainement le 8 décembre 1721, pour juger le différend qu'il y avait à l'égard de la baronnie de Gorgier, sentencèrent comme suit :

Les Trois-Etats ayant donné toute l'attention que mérite l'importance du procès, vu et considéré tous les titres produits dans la procédure, et entendu ce que les parties ont allégué pendant plusieurs audiences, et fait sur le tout les réflexions convenables, ont trouvé que la terre, fief et seigneurie de Gorgier, ayant été acquise à titre onéreux, avec le droit et la faculté d'en disposer, et cela par consentement légitime; vu la réhabilitation de cette liberté de biens dans l'acte de 1510, et n'ayant pas remarqué qu'il soit rien arrivé depuis qui ait pu valablement éteindre ce droit, et qu'ainsi Madame Charlotte de Neufchâtel, dernière possesseuresse de cette terre, a pu en disposer par testament. En conséquence de quoi, ils donnent par sentence souveraine, sur l'éclaircissement demandé : qu'ils adjugent et envoient en possession de la dite terre, fief et seigneurie de Gorgier, dépendances, annexes et revenus, M. le comte et Madame la comtesse de Grammont, pour en jouir ainsi que la prédite dame l'a possédée, sauf et réservé toutefois la seigneurie et terre de Derrière-Moulin, qui, étant constée avoir été démembrée de la terre de Vaumarcus, qui est d'une autre nature, sera réunie au domaine de la Souveraineté par ses justes bornes et limites; renvoyant au reste le dit sieur comte et la dite dame comtesse de Grammont à S. M. notre souverain Prince et seigneur, pour en obtenir l'investiture et les prestations requises. Bien entendu que la liberté de disposer de la dite terre n'ayant été accordée par l'acte de 1510 qu'aux mâles et femelles de Claude de Neufchâtel, ce droit se trouve éteint par la mort de Madame d'Achey, et qu'ainsi le dit sieur comte et la dite dame comtesse de Grammont ne pourront pas en disposer à l'avenir; mais que la possession de la dite terre ne pourra regarder, après leur mort, que leurs descendants et héritiers néces-



saires et légitimes, lesquels venant à manquer, la dite terre et seigneurie devra être réunie de fait et de droit au domaine de la Souveraineté sans ultérieure formalité. Quant aux réquisitions faites par M. Jaques-Philippe de Stavay, les Trois-Etats, pour bonnes considérations résultantes du procès, lui adjugent la somme de 10,000 livres tournoises, payables par M. le comte et Madame la comtesse de Grammont, la moitié comptant et l'autre moitié dans un an sans intérêts. Ils confirment quant aux frais la sentence de Messieurs du Conseil d'Etat, et chargant en outre les dites seigneuries de Gorgier et Derrière-Moulin des frais des Etats jusques à ce jour. Compensant au surplus les autres frais des parties.

FIN DES ANNALES DE BOYVE.



M. Charles-Evarde, Institutur  
H.-E. Davanel, membre du Grand-Conseil  
Auguste Leuba, ancien Conseiller d'Etat  
Tit. Bibliothèque du Collège  
M. Bidoguel, Libraire

# LISTE

*des personnes qui, par leur souscription suivie,  
ont contribué à l'achèvement des*

## ANNALES DE BOYVE.

### A. SOUSCRIPTIONS DANS LE CANTON:

EXEMPL.	NOM DES SOUSCRIPTEURS.	DOMICILE.
1	M. Louis Bovet	Areuse.
1	" Charles-Louis Barbezat	Bayards.
1	" Auguste Du Bois	Bevaix.
1	" Mathey-Doret	Bôle.
1	" Charles-Henri Amiet, Greffier	Boudry.
1	" Charles-Philippe Baillot, Notaire	"
1	" Charles Barbier	"
1	" Bonhôte, Pasteur	"
1	" Philippe Bovet, à Grandchamp	"
1	" Dubois, Préfet	"
1	" Charles-Henri Evarde	"
1	" Louis Udriet, Greffier	"
1	" G. Dubied	Boveresse.
1	" Henri-François Dubied	"
1	M <sup>me</sup> Aline Dubied-Sandoz, Institutrice	"
1	M. Henri Bersot	Brenets.
1	" Henri Cartier	"
1	" Alphonse Guinand	"
1	" Jules Guinand-Haldimann	"
1	" Louis-Numa Guinand	"
1	" Jules-Simon Junod	"
1	" A. Jeanneret	"
1	" Guinand-Mayer	"
1	" Auguste Quartier-la-Tente	"



EXEMPL.	NOM DES SOUSCRIPTEURS.	DOMICILE.
1	M. Charles Evard, Instituteur . . . . .	Brévine.
1	" H.-F. Duvanel, membre du Grand-Conseil	Brot-Dessous.
2	" Auguste Leuba, ancien Conseiller d'Etat	Buttes.
1	'Tit. Bibliothèque du Collège . . . . .	Chaux-de-Fonds.
1	M. Bidognet, Libraire . . . . .	"
1	" Eugène Bille . . . . .	"
1	" Justin Billon . . . . .	"
1	" G.-E. Boch . . . . .	"
1	" Louis-Constant Bolle . . . . .	"
1	" E. Bonjour, Pharmacien . . . . .	"
1	" E. Bonjour, Instituteur . . . . .	"
1	" Henri-Guillaume Borel . . . . .	"
1	" Ami Bourquin . . . . .	"
1	" Henri Bourquin . . . . .	"
1	" Edouard Bourquin-Bert . . . . .	"
1	" J <sup>n</sup> -François Bovy . . . . .	"
1	" Ariste Brandt . . . . .	"
1	" Louis Brandt-Stauffer . . . . .	"
1	" J. Breitmeyer . . . . .	"
1	" Alcide Calame . . . . .	"
1	" François Calame-Robert . . . . .	"
1	" Frédéric-Louis Chédel, Instituteur . . . . .	"
1	" Louis Colomb, Préfet . . . . .	"
3	" Paul Courvoisier, officier d'état-major féd. . . . .	"
1	" Jules Courvoisier . . . . .	"
1	" J. Cuche, Avocat . . . . .	"
1	" Ulysse Cuche . . . . .	"
1	" Louis Cugnier . . . . .	"
1	MM. Delachaux, père et fils, Négociants . . . . .	"
1	M. Auguste Delachaux, Notaire et Avocat . . . . .	"
1	" Alfred Droz, D <sup>r</sup> -Méd. . . . .	"
1	" Henri-Aimé Dubois . . . . .	"
1	" L.-U. Ducommun-Sandoz . . . . .	"
1	" Eugène Ducommun . . . . .	"
1	" H.-F. Ducommun . . . . .	"
1	" Louis-Auguste Dubois, Boulanger . . . . .	"
1	" Henri-Louis Engel, fils . . . . .	"
1	" Jacob Gallet . . . . .	"
1	" Constant Girard . . . . .	"
1	" Justin Girard, Pharmacien . . . . .	"
1	" Numa Girard . . . . .	"
1	" H. Grandjean-Perrenoud . . . . .	"
1	" Jules Grandjean . . . . .	"



EXEMPL.	NOM DES SOUSCRIPTEURS.	DOMICILE.
1	M. Gretillat, Président du Tribunal	Chaux-de-Fonds.
1	" Aimé-Auguste Hahn	"
1	" Charles-Alfred Hahn	"
1	" Firmin Huguenin	"
1	" H. Huguenin-Jonathan, aux Joux-Derrière	"
1	" Louis Huguenin, fils	"
1	" Philippe Huguenin	"
1	" Aimé Humbert, Directeur de l'Union horlogère	"
1	" Fritz Humbert-Humbert	"
1	" Paul Jacottet, Avocat	"
1	" Jeanneret, Pasteur	"
1	" Edouard Jeanneret	"
1	" Louis Imer-Gallet	"
1	" Joseph Jeannot	"
1	" G. Irlet, D <sup>r</sup> -Méd.	"
1	" Louis Klentschi	"
1	" H.-L. Lambert	"
1	" Landry, D <sup>r</sup> -Méd.	"
1	" Lardy, Pasteur	"
1	" Frédéric-Louis Loze	"
1	" Henri Mentha, fils, Négociant	"
2	" Célestin Nicolet, Pharmacien	"
2	" Oscar Nicolet	"
1	" François-Gustave Nicolet	"
1	" Frédéric Nicoud	"
1	" Parel, maison Robert Brandt et Cie	"
1	" Ulysse Perrenoud-Wurflein	"
1	" Zéline Perret-Cartier	"
1	" E. Perrochet-Irlet	"
1	" Fritz Perrochet	"
1	" Henri Perrochet-Breitling	"
1	" J. Racine-Perrot	"
1	" Jules Rauss, Commandant	"
1	" J.-H. Richard, Professeur	"
1	" Charles Robert	"
1	" Edouard Robert-Theurer	"
1	" Louis Robert-Cugnier	"
1	" Rognon, Notaire	"
1	" Louis Rossel, D <sup>r</sup> -Méd.	"
1	" H. Rosselet	"
1	" Roulet-Lory	"
1	" Edouard Sandoz-Vissaula	"



EXEMPL.	NOM DES SOUSCRIPTEURS.	DOMICILE.	EXEMPL.
1	M. Edouard Sandoz-Robert	Chaux-de-Fonds.	1
1	" Louis Sandoz-Morthier	"	1
1	" Charles-Ulysse Sandoz, Notaire	"	1
1	" Jules Schäffer	"	1
1	" Charles-Edouard-Ferdinand Steiner	"	1
1	" David-Henri Tissot	"	1
1	" Ch <sup>s</sup> -Eug. Tissot, Secrétaire de la Mu-	"	1
	nicipalité	"	1
1	" Jules-Armand Tissot, Graveur	"	1
1	" Tissot, Notaire	"	1
1	" Ulysse Tissot	"	1
1	" Ph. Tschantz, Capitaine de Carabiniers	"	1
1	" Léon Tripet, Instituteur, à la Sombaille	"	1
1	" E. Veuve, Greffier	"	1
1	" H.-F. Vielle, Pharmacien	"	1
1	" Jean-Laurent Wurflein, père	"	1
1	" Louis Zutter, Boulanger	"	1
1	" J.-F. Haldimann	Chaux-du-Milieu.	1
1	" Edouard Jacot des Combes	"	1
1	" M <sup>x</sup> Tripet, membre du Grand-Conseil	Chézard.	1
1	" Abram-Louis Bourquin	Coffrane.	1
1	" Henri Diacon	"	1
1	" A. Barrelet, Notaire	Colombier.	2
1	M <sup>me</sup> Louise Borrel	"	2
1	M. Edouard Bouillon	"	1
1	" Henri Chable, Pharmacien	"	1
1	" F.-C. Jaquet	"	1
1	" P.-H. Pigeon	"	1
1	" F. Sacc, père	"	1
1	" H. d'Yvernois, membre du Grand-Conseil	"	1
1	" Théophile Clerc	Corcelles.	1
1	" V. Colin-Vaucher	"	1
1	" Henri Py	"	1
1	" Fritz Marthe	Cormondrèche.	1
1	" Alexandre Clottu	Cornaux.	1
1	" Constant Berthoud-Sandoz	Cortailod.	1
1	" Benoit Chable	"	1
1	" Constant Henri, Juge de paix	"	1
1	" Henri Du Pasquier	"	1
1	" Frédéric Du Pasquier	"	1
1	" Otz-Verdan, D <sup>r</sup> -Méd.	"	1
1	" Henri-Louis Otz, Arpenteur-géomètre	"	1
1	" Charles Perrenoud	"	1



EXEMPL.	NOM DES SOUSCRIPTEURS.	DOMICILE.	EXEMPL.
1	M. Louis Vouga-Mentha .	Cortailod	1
1	" Alphonse Berthoud .	Couvet.	1
1	" H.-A. Borel, au Burcle .	"	1
1	" Virgile Borel .	"	1
1	Tit. Cercle .	"	1
1	M. Auguste Kægel .	"	1
1	" Gustave Legler .	"	1
1	" Edouard Pernod .	"	1
1	" Edouard Petitpierre-Borel, Fondateur .	"	1
1	" Georges Petitpierre-Borel, Négociant .	"	1
1	" Justin Roy, Fabricant d'outils d'horlo- gerie, au Quarre .	"	1
1	" Charles Berthoud, Pasteur .	Dombresson.	1
1	" Ulysse Bonjour-Monnier .	"	1
1	" Alexis Cosandier .	"	1
1	" David-Pierre Sandoz, Tailleur .	"	1
1	" Ulysse Jeanneret-Girard .	Eplatures.	2
1	" Philippe Jeanneret .	"	1
1	" Alphonse Bovet .	"	1
1	" Auguste Bourquin .	"	1
1	" Eugène Grisel .	"	1
1	" Guillaume, membre du Grand-Conseil .	"	1
1	" Louis Lebet .	"	1
1	MM. Montandon, frères, Imprimeurs .	Fleurier.	1
1	M. L.-U. Vaucher, membre du Grand-Conseil .	"	1
1	" César Vaucher .	"	1
1	" Claude Vaucher, fils .	"	1
1	" Numa Bourquin, Greffier du Tribunal .	Fontaines.	1
1	" Aimé Challandes .	"	1
1	" Bernard de Gélieu, Pasteur .	"	1
1	" Fritz Maillardet .	"	1
1	" Fritz Mauley, Préfet .	"	1
1	" Paul Morthier, D <sup>r</sup> -Méd. .	"	1
1	" Charles Colomb, Notaire .	Fontainemelon.	1
1	" Henri Robert .	"	1
1	" Alphonse Dubied, Instituteur .	Geneveys-sur-Coffrane.	1
1	" A. Maret .	Gorgier.	1
1	" Gustave Heinzely .	Hauterive.	1
1	Tit. Bibliothèque du Collège .	Locle.	1
1	M. Boisliveau .	"	1
1	" Louis Bôle-Favre .	"	1
1	" Frédéric Borel, Préposé à la Police des Etrangers .	"	1



EXEMPL.	NOM DES SOUSCRIPTEURS.	DOMICILES.	EXEMPL.
1	M. Augustin Breguet, Instituteur	Locle	1
1	" Frédéric Calame, Facteur	"	1
1	Tit. Cercle des Amis	"	1
1	" Cercle Républicain	"	1
1	M. Ulysse Debély	"	1
1	" A. Delachaux	"	1
1	" Emile Droz	"	1
1	" Jâmes Droz, au Voisinage	"	1
1	" Ulysse Droz	"	1
1	" Alfred Dubois, Juge de paix	"	1
1	" William Dubois, sur les Monts	"	1
1	" Gustave Fatton	"	1
1	" Edouard Favre-Brandt	"	1
1	" Frédéric Favre, Instituteur, sur les Monts	"	1
1	" François Fluemann, Greffier	"	1
1	" Henri-Louis Gallot, Pasteur	"	1
2	" Gorgerat, Préfet	"	1
1	" Henri Grandjean	"	1
1	" Louis Grosclaude	"	1
1	" Louis-Edouard Guinand-Richard	"	1
1	" A. Guyot	"	1
1	" Henri Houriet, fils	"	1
1	" Constant Huguenin, Cafetier	"	1
1	" Frédéric-Guillaume Huguenin, Huissier	"	1
1	" Edouard Jacot, au Crêt Perrelet	"	1
1	" Abram-Louis Jeanneret	"	1
1	" Auguste Lambelet, Avocat	"	1
1	" Jules Lardy, D'-Méd.	"	1
1	" W. Leppert-Calame, Négociant	"	1
1	" Louis Loutz	"	1
1	" Constant-Daniel Mathey	"	1
1	" Eug. Mathey, sur les Monts	"	1
1	" J.-J. Mathey-Doret	"	1
1	" Auguste Mathey-Perret	"	1
1	" Edouard Mercier, Avocat	"	1
1	" Nicolet-Gabus	"	1
1	" Edouard Perret-Jeanneret	"	1
1	" Aimé Renaud	"	1
1	" Henri-Auguste Renaud, Instituteur	"	1
1	" Ami Richard	"	1
1	" Jules Robert, Emailleur, au Crêt	"	1
1	" Roulet, D'-Méd.	"	1
1	" Ulysse Sandoz-Descœudres	"	1



EXEMPL.	NOM DES SOUSCRIPTEURS.	DOMICILE.
1	M. Louis Thévenaz . . . . .	Locle.
1	Tit. Commune . . . . .	Marin.
1	M <sup>me</sup> Cécile Davoine . . . . .	"
1	M. Julien Peytieu . . . . .	"
1	" Arnold Guyot, Instituteur . . . . .	Môtiers.
1	" Jeanrenaud, Préfet . . . . .	"
1	" Eugène Latour . . . . .	"
1	" Constant Ribaux, Juge de paix . . . . .	"
1	" Aloys Albichner . . . . .	Neuchâtel.
1	" Victor Bader . . . . .	"
1	" Camille Benoit, Huissier . . . . .	"
1	" Alfred Berthoud-Coulon . . . . .	"
1	" J.-L. Borel, D <sup>r</sup> -Méd. . . . .	"
2	" Félix Bovet, ancien Bibliothécaire . . . . .	"
1	" Jaq. Bovet-De Pierre . . . . .	"
1	" Charles Bracher, Instituteur . . . . .	"
1	" Henri-Florian Calame . . . . .	"
1	" Louis Chatelain, Architecte . . . . .	"
1	" Louis Clerc-Leuba, Conseiller d'Etat . . . . .	"
1	" Louis Colomb, Employé au Château . . . . .	"
20	Tit. Conseil d'Etat . . . . .	"
3	" Conseil administratif de la Ville . . . . .	"
1	M. Alphonse de Coulon . . . . .	"
1	" Dardel, Président de la Cour d'appel . . . . .	"
1	" Ch.-H. Descombes, Employé à la Poste . . . . .	"
1	" Desor, Professeur . . . . .	"
1	" Du Pasquier de Merveilleux . . . . .	"
1	" Du Pasquier-Térisse, Avocat . . . . .	"
1	" Edouard Du Pasquier-Tribolet . . . . .	"
1	" Fornachon-Berthoud, Banquier . . . . .	"
1	" Gauchat, Employé à la Poste . . . . .	"
6	" Gerster, Libraire . . . . .	"
1	" Ulysse Girard . . . . .	"
1	M <sup>me</sup> Godet, née Gallot . . . . .	"
1	M. George Guillaume, Conseiller d'Etat . . . . .	"
1	" H.-E. Henriod, Commandant . . . . .	"
1	" Charles Humbert-Jacot . . . . .	"
1	" Jacot-Guillarmot, Conseiller d'Etat . . . . .	"
1	" H. Jacottet, Avocat . . . . .	"
1	" Jacottet, Notaire . . . . .	"
1	" Jeanrenaud-Besson, Conseiller d'Etat . . . . .	"
1	" Kurz, Professeur de musique . . . . .	"
1	" Louis Lambelet, Avocat . . . . .	"



EXEMPL.	NOM DES SOUSCRIPTEURS.	DOMICILE.	EXEMPL.
1	M. Lardy, Avocat	Neuchâtel.	1
1	" Jules Mathey, Pharmacien	"	1
1	" C.-J. Matthey, Conseiller d'Etat	"	1
1	" Henri Mayland	"	1
1	" Jean de Merveilleux	"	1
1	" James de Meuron	"	1
46	MM. Meyer et Comp., Libraires	"	1
1	M. Louis Michaud, Avocat	"	1
1	" Auguste de Montmollin	"	1
1	" Alphonse Petitpierre, Pasteur	"	1
1	MM. C.-A. Petitpierre et Comp., Négociants	"	1
1	M. Jules Petitpierre	"	1
1	" Samuel Petitpierre	"	1
1	" Philippin, Avocat	"	2
1	" Louis-Philippe de Pierre	"	1
3	" Louis-Auguste de Pourtalès	"	1
1	" Charles Prince, Professeur	"	1
1	" Louis Rasch-Oeschlin	"	1
1	" Henri de Sandoz-Roy	"	1
1	" Louis Verdan	"	1
1	" F.-A. Wavre, Avocat	"	20
1	" Victor Bonhôte	Peseux.	3
1	" Zutter-Biolley, Instituteur	"	1
1	" Gacon, Econome de la maison de santé	Préfargier.	1
1	" Victor Bugnot	"	1
1	" Eugène Houriet	"	1
1	" Fritz Jaquet	"	1
1	" Charles Bourgat, à la Couronne	Saint-Aubin.	1
1	" Louis Gorgerat	"	1
1	" Edouard Ladame, Pasteur	"	1
1	" Frédéric Porret, Greffier	"	1
1	" Ad. Schmidt, Pharmacien	"	6
1	" Borel, Rentier	Saint-Blaise.	1
1	" Gustave Bonzon	Saint-Sulpice.	1
1	" Gustave Dubied	"	1
1	" Jacottet, Pasteur	"	1
1	" Charles Girard, Instituteur	Savagnier.	1
1	" Auguste Perrin, Instituteur	"	1
2	" Erhard Borel	Serrières.	1
1	" Gacon-Roulet	"	1
1	" Junod, Pasteur	"	1
1	" G.-H. Lambelet	"	1
1	" Philippe Suchard	"	1



EXEMPL.	NOM DES SOUSCRIPTEURS.	DOMICILE.	EXEMPL.
1	M. Charles Wimmer . . . . .	Thielle.	1
1	" Constant Grisel . . . . .	Travers.	1
1	" Alphonse Grisel . . . . .	Travers.	1
1	" P.-E. Jacottet . . . . .	"	1
1	" Henri Jeanneret . . . . .	"	1
1	" Ami-S. Jeanrenaud . . . . .	"	1
1	" Alexis Jeanrenaud . . . . .	"	1
1	" Ulysse Jeanrenaud . . . . .	"	1
1	" Gaberel, Notaire . . . . .	Valangin.	1
1	" Albert de Buren . . . . .	Vaumarcus.	1
1	" H.-U. Lambelet . . . . .	Verrières.	1
1	" Fritz Lambelet . . . . .	"	1
1	" J. Martin . . . . .	"	1
1	" Edouard Piaget, Instituteur . . . . .	"	1
1	" Louis-Alex. Tattet . . . . .	"	1
1	" Louis Amez-Droz . . . . .	Villiers.	1
1	" Perrenoud . . . . .	Wavre.	1

## B. SOUSCRIPTIONS DANS LES AUTRES CANTONS.

34	Tit. Librairie H. Georg . . . . .	Bâle.
1	" Département de l'Intérieur . . . . .	Berne.
1	M. Ferdinand Girardet, Traducteur à la Chan- cellerie fédérale . . . . .	"
1	" le comte Ch.-F. de Pourtalès, à la Mettlen . . . . .	"
1	" Schneider, D <sup>r</sup> -Méd. . . . .	"
1	Tit. Librairie Dalp . . . . .	"
1	MM. Huber et Comp., Libraires . . . . .	"
1	" Roy, père et fils, à Saint-Jean . . . . .	"
1	M. François Schaufelberger, D <sup>r</sup> en philo- sophie, à Treiten . . . . .	"
1	" Louis Vuille . . . . .	Bienne.
1	" A. Quiquerez, Ingénieur des mines . . . . .	Delémont.
1	" Amédée de Diesbach . . . . .	Fribourg.
1	" Edouard de Diesbach . . . . .	"
1	" Henri de Diesbach . . . . .	"
1	" Philippe de Diesbach . . . . .	"
1	Tit. Bibliothèque de la Société Economique . . . . .	"
1	M. le Bibliothécaire cantonal . . . . .	"
1	" Ursprung, Curé, à Planfayon . . . . .	"
1	Tit. Chancellerie d'Etat . . . . .	Genève.



EXEMPL.	NOM DES SOUSCRIPTEURS.	DOMICILE.
1	M. Grivel, Archiviste . . . . .	Genève.
1	" L. Quiblier, à l'Oratoire . . . . .	"
1	" Vésinier, Editeur . . . . .	"
1	" F. Theremin, Pasteur, à Vandœuvre . . . . .	"
4	MM. Martignier et Comp., Libraires . . . . .	Lausanne.
1	M. Schneller, Archiviste . . . . .	Lucerne.
1	" Auguste Montandon, Ministre suffragant . . . . .	Moutier-Grandval.
1	" A. Peter, Chef d'institution . . . . .	Neuveville.
1	" Rével, Député au Conseil national . . . . .	"
2	" le D <sup>r</sup> Dubois, ancien Conseiller d'Etat . . . . .	Nyon.
1	" F. Martin . . . . .	"
1	" Stockmar, Député au Conseil national . . . . .	Porrentruy.
1	" Trouillat, Professeur . . . . .	"
1	" Camille Montandon . . . . .	Saint-Imier.
1	" Zélim Vuille . . . . .	"
1	" H.-L. Besson, Pasteur . . . . .	Tavannes.
1	" C. Huguelet, Instituteur . . . . .	Tramelan.
1	" Ferdinand Bachelin . . . . .	Yverdon.
1	" Jules Correvon . . . . .	"
1	" Justin Reymond . . . . .	"

## C. SOUSCRIPTIONS HORS DU PAYS.

1	M. Jules Matthey . . . . .	Hâvre.
1	" le comte Henckel de Donnersmarck, com- munier de Fleurier . . . . .	Merseburg.
1	" Edouard Vaucher . . . . .	Muhlhouse.
1	" le colonel Barman, ancien Ministre de Suisse . . . . .	Paris.
1	" Marindaz, Propriétaire . . . . .	"
1	" Perrenoud . . . . .	"
1	" Jules Stauffer . . . . .	Londres.



## A MM. les souscripteurs aux „Annales de Boyve.“



M.

La livraison des ANNALES DE BOYVE sur le pays de Neuchâtel qui vous est adressée aujourd'hui est la dernière de cette importante publication, à laquelle M. Davoine a prêté pour la partie matérielle le concours que les vicissitudes de la carrière de M. Edouard Matthey lui ont fait abandonner déjà après l'apparition du second volume.

La Table analytique des Matières, à laquelle je travaille et qui exigera plusieurs feuilles d'impression, sera adressée **gratuitement** à tous les souscripteurs de l'ouvrage entier, ainsi que la Notice biographique sur l'auteur des **Annales** et les quelques annotations qui seront jugées nécessaires.

L'élaboration d'une table de cette nature et la coordination des matières très variées dont elle se composera exigeant un travail long et compliqué, cette table ne pourra guère paraître que dans le courant de l'année 1860. Elle s'adaptera au V<sup>e</sup> et dernier volume.

Je remercie les abonnés qui ont contribué par leur souscription à ce que le manuscrit des **Annales** ne restât pas enfoui dans la Bibliothèque de Neuchâtel.

Ceux d'entr'eux qui voudront bien se donner la peine de confronter les volumes imprimés avec le manuscrit se convaincront que la tâche que j'ai eu à remplir est fort loin d'avoir été une tâche mécanique, bien que je me sois fait un impérieux devoir de n'altérer en rien le fond de la narration de l'auteur. Je crois avoir contribué ainsi à élever pour le pays de mon origine et de mes affections un monument historique dont j'aime à croire que la postérité me saura quelque gré; et mon plus grand désir est qu'il surgisse des hommes qui continuent d'après le même plan l'œuvre si laborieusement édifiée par les auteurs des **Annales**.

BERNE, Décembre 1859.

**Gonzalve Petitpierre.**

PS. Je serais extrêmement reconnaissant aux personnes qui pourraient me communiquer des renseignements, quels qu'ils soient, sur l'auteur des ANNALES et sa famille, pour compléter ceux en très petit nombre que j'ai pu me procurer jusqu'à présent.



ANNALES HISTORIQUES  
DU COMTÉ DE  
**NEUCHÂTEL ET VALANGIN**

DEPUIS JULES-CÉSAR JUSQU'EN 1722

PAR

**JONAS BOYVE**

Pasteur de l'église de Fontaines

**ET JEAN-FRANÇOIS BOYVE**

son neveu, maire de Bevaix

---

PUBLIÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS AVEC UN AVANT-PROPOS ET QUELQUES ANNOTATIONS

PAR

**GONZALVE PETITPIERRE**

Ancien député à l'Assemblée fédérale suisse

---

**SUPPLÉMENT**

CONTENANT QUELQUES NOTES BIOGRAPHIQUES SUR LE  
PASTEUR BOYVE ET SA FAMILLE

AINSI QUE LA

**TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES**

renfermées dans les cinq volumes de l'ouvrage

---

**BERNE**

**SOCIÉTÉ LITTÉRAIRE (F.-L. DAVOINE)**

—  
1861.



La livraison des *Annales historiques sur Neuchâtel* qui paraît aujourd'hui, est le complément de la tâche que je m'étais imposée en exhumant de la poussière de la bibliothèque publique de Neuchâtel pour la livrer à l'impression une œuvre d'une aussi longue haleine.

L'invitation que j'avais adressée, lors de l'envoi du dernier volume de cet important ouvrage, à toutes les personnes possédant des renseignements, de quelque nature qu'ils fussent, sur l'auteur des *Annales* et sa famille, de bien vouloir me les transmettre, afin de pouvoir reproduire autre chose qu'une récapitulation de dates, cette invitation n'a point eu malheureusement le résultat que j'en attendais. Deux seuls de mes concitoyens, l'un magistrat jouissant d'une considération bien méritée, l'autre appartenant au clergé, ont bien voulu me communiquer quelques notes que je livre à l'impression à peu près telles qu'elles me sont parvenues, mais qui ne comblent que très imparfaitement une lacune que je suis pour mon compte le premier à déplorer. Cette lacune, il m'aurait probablement été facile d'y remédier d'une manière satisfaisante, si la mort récente d'un personnage marquant, M. le comte de Henckel, qui avait recueilli de très nombreux matériaux sur le Pays de Neuchâtel et les hommes qui l'ont illustré, et dont j'avais réclamé indirectement le bienveillant concours, en m'enlevant un dernier espoir, ne m'avait contraint à ne pas différer davantage la publication complémentaire du travail ardu, mais essentiel, que j'avais entrepris, savoir la *Table analytique des matières*, attendue sans doute avec impatience par les possesseurs du texte de l'ouvrage.



Ceux-ci comprendront bien les raisons pour lesquelles, pénétré que je suis de la nécessité de clore enfin cette publication, je me trouve dans l'obligation, en ce qui concerne la Biographie de l'auteur des *Annales*, de me borner à peu près à la simple reproduction de ces notes et d'un fragment de l'ouvrage sur l'*Indigénat helvétique*, dont l'auteur, M. Jérôme Boyve, a consacré dans sa Préface quelques lignes aux patientes recherches historiques de son grand'oncle, le pasteur de Fontaines.

Quant à la *Table des matières* elle-même, qui se trouve à la suite des notes biographiques, et qui comporte en quelque sorte à elle seule un Résumé de l'histoire neuchâteloise jusqu'à l'époque où le ministre Boyve a dû arrêter son intéressante chronique, elle est en partie l'œuvre de l'auteur lui-même, en partie l'œuvre de celui qui écrit ces lignes. Telle qu'elle est dressée, elle se prêtera facilement à toutes les investigations auxquelles on voudra se livrer.

Si Dieu me prête vie, j'espère pouvoir consacrer mes dernières années à la continuation de l'œuvre méritoire si laborieusement édifiée par deux membres de la famille Boyve. Le loisir que me laisse aujourd'hui mon complet éloignement des affaires publiques d'un pays que j'ai eu l'honneur de représenter dans les Conseils du canton et de la Confédération, me permettra, j'aime à le croire, de ne pas laisser à l'état de stérilité ce projet qui me sourit à tant d'égards. Dans cette éventualité je serai fort reconnaissant envers tous ceux qui voudront bien me faciliter cette nouvelle tâche, en me fournissant des données, quelles qu'elles soient, sur le développement de la vie neuchâteloise, essentiellement pendant le siècle dernier. Quant à l'époque contemporaine, elle pourra être abordée plus convenablement par des écrivains qui, n'ayant pas joué de rôle dans les événements qui l'ont signalée, sauront donner à l'exposition des faits et à leur appréciation un caractère d'impartialité dont ne seraient guère susceptibles ceux qui se sont trouvés mêlés, de près ou de loin, aux péripéties de cette époque.

Berne, le 25 Août 1861.

GONZALVE PETITPIERRE.



## EXTRAITS D'UN MANUSCRIT INTITULÉ:

LIVRE CONTENANT LES CHOSES LES PLUS CURIEUSES ET REMARQUABLES ARRIVÉES  
DANS NOTRE FAMILLE (BOYVE) ET DANS L'ÉTAT, DÈS L'AN 1676.

En Juin de cette année 1676, je fus créé notaire après avoir été examiné par M. le Chancelier de Montmollin. Je montai au château avec mon père et mon frère Jonas(\*), où M. le Gouverneur d'Affry m'en donna le serment. J'étais âgé de 16 ans et 8 mois. Dieu me fasse la grâce de bien exercer cette charge au contentement de tous ceux que je servirai. (L'écrivain est Abram Boyve, notaire, né en 1660, mort en 1699. Il était fils d'Abram, ministre à St. Blaise et frère de Jonas, pasteur à Fontaines et auteur des Annales.)

En Septembre 1683 mon père quitta la cure de St. Blaise, pour aller à St.-Martin; il eut mon frère (Jonas) qui était ministre aux Ponts pour collègue, et il eut même la survivance de cette cure.

Le dernier jour de Septembre 1683, Judit Pury, ma belle-mère, mourut après avoir longtemps tenu le lit pour aucune maladie, mais pour des faiblesses de la vieillesse; elle mourut âgée de 74 ans et 4 mois, après avoir été mariée avec mon père pendant 21 ans. Ils n'eurent aucun enfant ensemble.

Le 13 Mars 1684, Dieu m'ayant appelé au saint état de mariage avec Marguerite, fille du sieur maître-bourgeois Jacques Chaillet et de dame Marie Junod, je fis mes fiançailles avec elle. Il y avait de mon côté mon père, mon frère, le beau-frère Mellier, le neveu François Tissot, et du sien, son père étant mort, il n'y avait que son oncle Jonas Chaillet, son beau-frère Jean-Jacques Péter, mari de sa sœur Susanne-Marie, ses cousins Jacques Faverger, Jonas-Antoine Pury et Henri-François Duperron, mari de ses propres cousines germaines.

Le 22 Avril 1684 fut le jour de mes noces; je m'épousai à St. Martin, et M. Rognon, ministre à Fontaines, bénit mon mariage. Nous étions allés à cheval et nous revinmes le lendemain.

Le pénultième jour de Septembre 1684, Dieu a appelé à soi mon cher père, ministre à St. Martin . . . . . Il a prêché pendant 42 ans, et sa première cure fut Bolle, Travers, Cornaux, St. Blaise; et St. Martin fut sa dernière. Il a été enseveli dans l'église, proche de feu mon oncle Jacob Boyve, aussi mort ministre à St. Martin, son frère aîné. Il a laissé cinq enfants de Marie Faverger, fille du sieur Jonas Faverger, receveur, à savoir: Antoina, mariée à Gabriel Mellier, Louise, à Daniel Prince, Anne-Marie, à J.-J. Tissot, ministre

---

(\*) L'auteur des *Annales*.



## VI

à Cour, Jonas Boyve, qui lui a succédé à St. Martin et moi, Abram Boyve, qui fut cadet.

Le 5 Août 1692, Dieu m'a béni d'un fils entre 10 et 11 heures devant midi, sur le signe de la Balance; il fut présenté au baptême le vendredi suivant, et un ministre réfugié, nommé Gress, lui administra le St. Sacrement du baptême; son nom est Jacques-François, ses parrains; noble François Chambrier, maître bourgeois, le sieur David Rollin, boursier, et le sieur Abram Mouchet; et ses marraines: dame Susanne Hory, veuve du sieur Jonas Chaillet, oncle de ma femme, et Sara, fille du cousin Jacques Faverger. Dieu lui donne son bon esprit et lui baille la crainte de son nom.

(Le 7 Mai 1699, Abram Boyve, l'écrivain ci-dessus, mourut. — Le livre des Ephémérides de la famille fut tenu par son fils Jacques-François).

En Mai 1712 mon oncle Jonas Boyve, pasteur à Fontaines fut élu à la générale assemblée de Messieurs les ministres, pour en être le doyen, c'est la seconde fois qu'il l'a été. — «(Omis à sa place)» le 16 Juillet 1709 M<sup>lle</sup> Béatrix Boyve, seconde fille de mon oncle Jonas le ministre, qui avait épousé Théodore Guerre, bourgeois de Genève et de Bienne, opérateur à l'Isle à Berne, est accouchée d'un fils. Le mariage de ma cousine avait été béni en 1705. (Elle est morte en 1730 près de Bâle).

En Juin 1713 s'est mariée la cousine Anne-Barbely Boyve, fille de mon oncle Jonas Boyve le doyen, avec un M. Emery, anglais. (Ils sont morts en Irlande sans postérité.)

En Septembre 1713, mon oncle Jonas Boyve, pasteur à Fontaines, remontant un jeudi au soir chez lui depuis Neuchâtel, son cheval s'effaroucha tellement de quelques peaux de boucs qu'un boucher portait, qu'il ne voulut ni avancer ni reculer; de sorte que mon oncle le voulant presser avec l'éperon, le cheval se précipita en bas les roches du Seyon, un peu plus bas que le chemin neuf, en allant à Valangin à l'endroit le plus étroit; son cheval fut tué roide, la selle en mille pièces, le collet déchiré; et par la grâce de Dieu mon oncle n'eut pas la moindre égratignure, ce que chacun a regardé comme un miracle que Dieu fit en sa faveur.

Le 9 Mars 1715, je fus créé notaire, etc., etc.

Le 12 Décembre 1739, à 11 heures du soir, Dieu a retiré à soi mon oncle Jonas Boyve, pasteur de l'église de Fontaines, âgé de 86 ans. Il était l'aîné de feu mon père, de six ans, et il a vécu quarante ans plus que lui. Il était grand théologien, encore plus grand historien. Il a fait l'histoire du Comté de Neuchâtel en trois volumes in-folio, écrit et décrit de sa main; la grosseur de ces volumes n'a pas permis de mettre cet ouvrage sous la presse. Il a desservi l'église durant soixante sept ans, ayant reçu l'imposition des mains à l'âge de 19 ans, et il a prêché et desservi lui-même l'église jusqu'à deux ans avant sa mort, qu'il reçut un suffragant. Il a été plusieurs fois doyen de la vénérable classe. Il était né le 13 Juin 1654.

En Septembre 1746, le 18, est mort mon cher cousin germain Abram Boyve (fils du Doyen Jonas), pasteur de l'église des Verrières. Il était né en Août



1684. Il était grand théologien, et un des plus savants prédicateurs de son siècle. Il a rencontré pendant sa vie bien des contradictions et des ennemis; cependant il en a toujours triomphé: c'est le fort de ceux de notre famille. Il a été pasteur des églises de Bevaix, d'Engollon, de Dombresson et enfin des Verrières. Il aurait mérité la première chaire de l'Etat, si l'envie ne lui avait donné autant d'ennemis qu'il aurait mérité d'amis.

J'ajoute aux fragments ci-dessus, que la carrière du pasteur Jonas Boyve paraît avoir été celle d'un homme très-laborieux, mais occupé exclusivement soit de ses fonctions pastorales, soit des recherches historiques qui ont eu pour résultat l'élaboration des *Annales*. Néanmoins, ayant vécu à l'époque si agitée pour le pays de l'extinction de toutes les branches des anciens princes de Neuchâtel, il aurait montré une sympathie décidée soit pour les prétentions du prince de Conti soit pour celles du comte de Matignon. Voici du moins, indépendamment d'une autre source, ce qu'on lit à cet égard dans l'*Histoire de Neuchâtel et Valangin* de M. Godefroi de Tribolet (page 40):

«La sentence du 3 novembre 1707 n'avait pas éteint toute intrigue. Le «ministre Boyve, pasteur à Fontaines, fut dénoncé par ses paroissiens, comme «suspect de relations secrètes avec un nommé Abram Nicolet, de Renan, pensionné par l'ambassade de France.»

Je ne sache pas que les Archives de la Vénérable Classe contiennent rien au sujet des vues qui ont été prêtées à M. Jonas Boyve, pas plus qu'à l'égard de l'imputation ci-dessus de l'auteur de l'*Histoire de Neuchâtel*. Ce que l'on sait, c'est que la sentence des Trois Etats qui, en 1707, adjugea la souveraineté de Neuchâtel à la maison de Prusse, ne fut pas accueillie également par toutes les familles notables du pays. Toutefois l'opposition de la famille Boyve ne paraît pas avoir eu des racines bien profondes.

Le *Messenger boiteux de Neuchâtel* de l'année 1859, dans un article sur Fontaines, au Val-de-Ruz, qui est attribué à M. le doyen de Gélieu, actuellement pasteur de cette paroisse, rappelant la réputation que vient de s'acquérir l'auteur des *Annales* par la publication de son volumineux travail historique, dit qu'il fut pasteur à Fontaines de 1705 à 1739 et que ce fut là qu'il acheva ses *Annales* commencées à St. Martin où il avait été pasteur de 1682 à 1705. Ses armoiries se voient encore aujourd'hui peintes sur un des vitraux du temple de Cernier.

G. P.



## EXTRAIT DE LA PRÉFACE DE L'OUVRAGE INTITULÉ :

RECHERCHES SUR L'INDIGÉNAT HELVÉTIQUE DE LA PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL ET VALLANGIN, RECUEILLIES ET MISES EN ORDRE PAR JÉRÔME-EMMANUEL BOYVE, CONSEILLER D'ÉTAT ET CHANCELIER DE S. M. LE ROI DE PRUSSE EN CETTE PRINCIPAUTÉ.

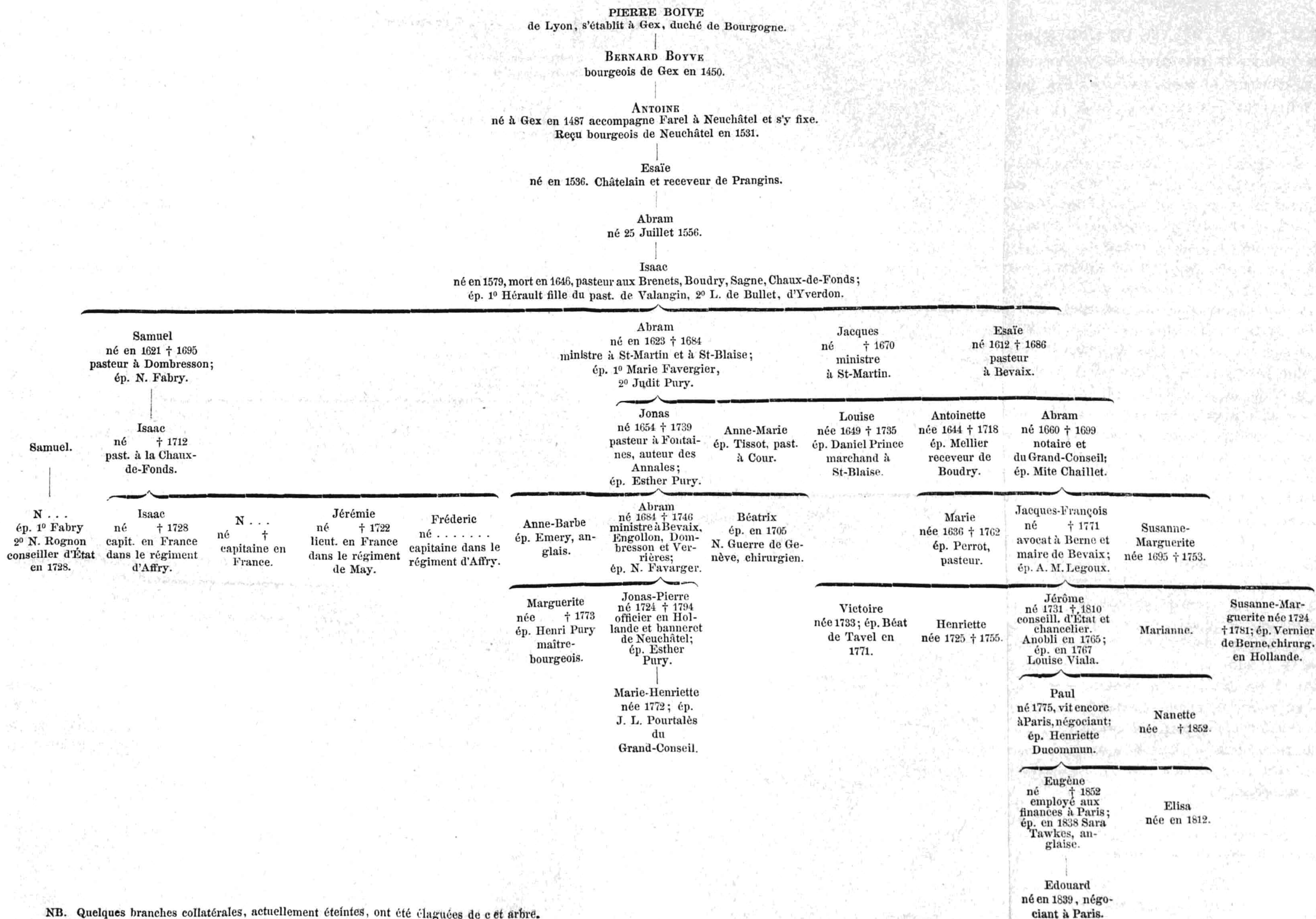
Les Annales de Neuchâtel et Vallangin, travaillées par mon grand-oncle Jonas Boyve, mort en 1739 ministre à Fontaines, comprennent l'histoire la plus complète que nous ayons de ce pays. Elles devoient être rendues publiques du vivant de l'auteur; mais l'étendue de l'ouvrage, qui est de trois gros volumes in. folio, et les frais de l'impression l'en rebutèrent. Cette histoire auroit besoin des attraits du style, et de diverses autres perfections qui lui manquent; mais elle ne cesse pas pour cela d'être très-précieuse, par les étonnantes recherches diplomatiques de son auteur infatigable, qui pendant plus de 40 ans fouilla par tout l'État dans les dépôts publics et chez les particuliers, pour acquérir la connaissance de tous les actes et titres qui pouvoient servir à son travail. Mon père Jacques-François Boyve, maire de Bevaix, mort en 1771, travailla à la fin de sa vie à la perfection de cet ouvrage, par une copie de sa façon qu'il a eu la satisfaction de finir avant sa mort. Il en est résulté assurément plusieurs bonnes corrections; n'y eût-il que les matières de jurisprudence et surtout de droit féodal, qu'il s'est entièrement appropriées, et qu'il a traitées dans le troisième volume en particulier, avec autant de solidité que d'érudition. Mais ni plus, ni moins, faudroit-il encore passer cet ouvrage par quelque bon tamis, qui achevât d'en épurer le langage et d'en resserrer le style, et qui à l'égard des faits, ne retînt que la chaîne historique, en laissant couler toutes les particularités incohérentes, dont celles dignes de mémoire formeroient des notes, placées les unes au bas du texte, et les autres à la fin du volume; où l'on renverroit aussi les actes et autres pièces justificatives qui arrêtent trop le fil de la narration. De cette manière, cet ouvrage en lui-même si intéressant, deviendrait présentable au public; et il n'est pas douteux, qu'il n'en résultât la plus grande utilité dans un pays comme celui-ci où l'ignorance et les ténèbres de l'histoire ont si souvent servi d'aliment à des difficultés qui en ont troublé le repos et le bonheur. Après tout, ce travail ne seroit pas bien difficile, le principal est fait; il ne faudroit qu'un peu de résolution et de persévérance. Que ne suis-je à même d'y encourager par mon invitation et par mon secours tant de mes compatriotes qui seroient capables de cette entreprise. \*)

\*) J'ai expliqué dans l'Avant-Propos, qui figure en tête de l'ouvrage, les raisons qui m'ont engagé à publier le manuscrit des *Annales*, à peu près dans son intégrité primitive.

(Note de G. Petitpierre.)









# TABLE ANALYTIQUE

## DES PRINCIPALES MATIÈRES CONTENUES DANS LES CINQ VOLUMES

DES

### ANNALES DE BOYVE.

A

**ABBAYE.** De Bellelay, fondée en 1150. De St-Gall, 630. De Hauterive, 1098. De Fontaine-André (v. ce nom). De l'île de St-Jean (v. ce nom). De St-Maurice, 804. De St-Blaise, donnée à l'évêque de Bâle, 1025. De Haut-Crêt, 1134. De Truebe, 1547. De Thela ou Montheron, 1115.

**ABBAYES.** De qui elles dépendaient. On les donnait en commande, 858.

**ABBÉS.** Leur origine, 858. Laïques, 871. De Fontaine-André, 1139, 1151, 1489, 1502, 1530. De St-Jean et de Frienisberg. Obtiennent de Jean d'Arberg plusieurs Faux de terre par accensement, 1484.

**ABBÉ.** De Frienisberg, envoyé par le pape et sa réponse au pape, 1251. De Bevaix, 1530. Il remet les titres de son monastère au Prince, 1531. D'Orléans (v. *Jean-Louis-Charles*).

**ABONNÉS.** Dîmes des Verrières abonnées, 1592.

**ABRÉGÉ.** Des Audiences assemblées, 1551.

**ABRÉVIATION.** De la justice, 1580.

**ABRI.** La manière de le faire, 1593, 1654. Accordé aux bourgeois forains, 1618. Acte de ces abris, 1618. Des grains, 1651, etc. Donné à Neuchâtel et refusé, 1694. Donné à Neuchâtel, 1699. Aux habitants du Val-de-Ruz, 1701.

**ABDERHAM.** Vaincu, 729.

**ABERGEANTS.** (Voir *Habergeants*.)

**ABONDANCE.** 1097, 1275, 1289, 1296, 1333, 1393, 1397, 1420, 1428, 1429, 1433, 1437, 1442, 1453, 1461, 1473, 1475, 1483, 1484, 1497, 1499, 1500, 1503, 1514, 1518, 1519, 1520, 1539, 1540, 1546, 1550, 1551, 1553, 1578, 1584, 1605, 1613, 1616, 1645, 1647, 1659, 1694. — De vin mais non de grain, 1153,

1201, 1372, 1484, 1504, 1508, 1631, 1632, 1719. De grain mais non de vin, 1492, 1493, 1495, 1505, 1507, 1516, 1637.

**ABSCHEID.** 1530, 1576, 1584.

**ABSENCE.** De sept ans d'un mari, pris pour un divorce, 1691.

**ABSENT.** Du pays réputé vivant pendant cent ans, 1689.

**ABUS.** Des justices corrigées, 1570.

**ABZUG.** Ou droit d'aubaine, 1617.

**ACCENSEMENT.** Des terres, 420. D'une vigne, 1292. Pour diverses denrées, 1214, art. 19. Ils sont des fiefs, 1214, art. 19. Le premier qui est fait aux Montagnes. Du comté de Valangin, 1303. Le seigneur de Colombier accense des terres, 1346. Des prés de la Ronde-Fontaine, 1382. Chaque particulier peut accenser, 1400. Un muid de froment accensé, 1411. D'une terre auprès de la Ste.-Croix, 1412. D'un bois à la Sagne, 1422. Permission d'accenser, 1464. D'un pré à Chaumont, 1441. Terres accensées par Jean Blayer, 1443, 1481, 1484, 1486. Confirmation d'un accensement, 1492, 1494. Une vigne à Serrières accensée, 1503. Des graviers et pâquiers à la ville de Neuchâtel, 1513. Au village d'Auvernier, 1510. Des pâturages au Petit-Bayard, 1521. D'un bois à Auvernier, 1523. D'un pâturage à la Gratte et Chambrelin, 1524. De 220 faux de terres auprès du Doubs, 1524. D'un pâturage à la ville de Neuchâtel, 1525. De terres aux Ponts-de-Martel, 1527. De la Mairie de Neuchâtel, 1538. Des terres dépendantes de la Baronie de Gorgier, 1540. D'un bois bannal, 1576. De deux forêts aux habitants des Verrières, 1614. D'un moulin, 1531. De bois

A



- et pâturages, fait à diverses communautés, 1547. Du cours des eaux au Locle, 1567. Fait à la communauté de Dombresson, 1568. Accensement de la pêche de la Serrière, 1678.
- ACCESSOIRES.** Des fonds, 1559. Ils ne payent que cinq sols, 1565. Frais des accessoires se payent avant la définition du procès.
- ACCORD.** Entre le comte Conrad et Mahault de Neuchâtel, dame de Valangin, 1408. Prétendu pour Neuchâtel et Valangin, 1632. Neuchâtel sollicite les deux princes à un accord, 1555. Fait avec le prince pour le four, 1617.
- ACCROISSANCES.** 1549, 1574, 1582, 1604, 1636, 1663, 1672. Maison bâtie, 1629.
- ACCUSER.** (v. *Révéler.*)
- ACHATES et BEATUS.** Prêchent l'Evangile en Suisse, 75.
- ACHETEUR.** Maintenu par le souverain, 1214. Liberté d'acheter, (v. *Liberté.*)
- ACQUÊTS.** Faits en guerre, quelle portion y a la femme. 1595. Acquêts, 1696. 1706., 1709, 1712. Comment on les partage, 1593. Un héritage n'est pas un acquêt, 1673, 1582, 1583. (v. *Accroissances.*)
- ACQUISITEUR.** Dernier acquisateur, 1696. On peut se dédommager sur lui, 1547.
- ACQUISITIONS.** Des fonds requièrent un acte public, 1214, art. 25. Faites par les comtes de la première maison de Neuchâtel, 1395. La Ville en peut faire, 1707.
- ACCROISSEMENT.** De fief accordé au seigneur de Valangin, 1303, 1344, 1349, 1359, 1373, 1411. A Jean de Giez, 1363.
- ACTES** (v. *Titre.*) Doivent être dressés pour des acquisitions de fonds, 504, art. 3, 1214, art. 25. Des franchises de Neuchâtel, 1214, 1454, 1562. De l'hôpital, 1539. Faux et supposé, 1406. Sa fausseté découverte à Paris, 1412. Des fonds ne peuvent être reçus par des notaires étrangers, 1522. Concernant Neuchâtel et Valangin perdus, 1478. Envoyés à Châteaudun, 1517, 1533. Passé à Jean de Châlons par le Comte de Neuchâtel, 1406, 1409, 1458. Dressé pour la Maison à Monsieur, 1529. De reddition de Neuchâtel par les Cantons, 1529. De partage des Princes, 1543. De réachat perpétuel, 1558. Passé aux bourgeois externes pour les aides, 1567. De notaire, anéanti, 1569. Concernant Valangin, 1576. De renonciation, 1599. De diligence accordé par LL. EE. de Berne aux Quatre-Ministres, 1617. Sceau requis, 1642. D'abri, 1618, 1694, 1699, 1701. De bourgeoisie de Valangin, 1713. Enteriné, 1714. Du Clos de la franchise, 1372, 1669. Accordé par le prince aux bourgeois externes, 1618. De remise des Comtés, 1668. Produits aux Trois-Etats, 1672. D'association, 1698. De confirmation des promesses de Sa Majesté, 1707. Des autres prétendants, 1707. Envoyés de Berlin, 1708. De la sentence souveraine, 1707.
- ACTEUR.** Doit supporter les dépens, 1580.
- ACTION.** Généreuse d'un sujet, 1589. Horrible d'un cocher à Valangin, 1531. Cruelle action commise en Bourgogne vengée, 1639.
- ACTIONNER.** Chacun doit l'être dans son ressort, 1580. Exception, 1580. Pour injures, 1670, 1671. Actionner le prince par justice est permis aux sujets, 1406.
- ADALBERT.** Premier évêque de Bâle, 915. Second évêque de Bâle, 1000. Il obtient des droits sur la ville de Bâle et d'autres terres, 1000.
- ADALBERUS.** Troisième évêque de Bâle, 1130, 1146.
- ADELAIDE.** Fille de Raoul II se marie, 932. L'Empereur Othon l'épouse, 951.
- ADELPHIUS.** Evêque des Rauragues, 508, 510.
- ADELUM.** Evêque de Bâle, 870.
- ADRIEN.** Empereur romain, 119. Sa mort, 138. De Bubenbergh, sa mort, 1506.
- ADRON.** Comte de Montbéliard, 883.
- ADULTÈRES.** 1536, 1539. Ecclésiastiques, comment punis, 1536. Doivent être emprisonnés, 1536, 1542. Cause de divorce, 1550. Commis pour provoquer la séparation, 1550. On ne peut épouser celle avec laquelle on a commis adultère, 1550. Différend pour fait d'adultère, 1550. Punition de l'adultère, 1553. Un ministre ne peut pas reprendre sa femme qui a commis adultère, 1601.
- ADVOCATUS.** 937, 1301. (v. *Avoyer.*)
- AETIUS.** Défend les Gaules, 449.
- AFFIRMANT.** Doit avoir la traite, 1632.
- AFFOCAGE.** (v. *Fouage.*)
- AFFRANCHISSEMENT.** De la main morte et gerberie, 1634, 1657, (v. *Mainmorte.*) De la maintenance de quatre ponts de Valangin, 1499. Des habitants de la Brevine, 1714.
- AFFRY (d').** Famille noble et ancienne, 1628. François d'Affry, gouverneur, 1628, 1645. François-Pierre d'Affry, gouverneur, 1670. Rappelé, 1679. Rétabli, 1682. Son installation, 1682. Sa retraite, 1686. Sa mort, 1690. Mort de Mme d'Affry son épouse, 1691. Joseph-Nicolas d'Affry, établi gouverneur, 1686. Sa retraite, 1694.
- AGAUNUM.** 288.
- AGE.** Requis des enfants pour se marier, 1536, 1550. Requis d'un garçon à qui une fille donne un enfant, 1691.
- AGNEAUX.** 1654, art. 12.
- AGRIPPA.** Gouverneur des Gaules sous l'empire d'Auguste, duquel il était gendre. Il s'appelait Marc Agrippa Tom. I, pag. 16.
- AIDES.** Leur origine, 1175. Limitées, 1188. En temps de guerre 1214, art. 13. Données, 1404. Dues par les habitants de la Seigneurie de Valangin, 1432, 1480, 1502. Payées par les sujets de Valangin, 1554, 1633. Ceux du Locle et de la Sagne doivent deux aides, 1372. Quatre aides dues par ceux de Neuchâtel; 1454, art. 55, 1453, art. 1er. Les cinq aides appréciées, 1537, art. 11, 1547, 1562. Quittées au cas de l'aliénation du Comté, 1562. Demandées



aux bourgeois externes, 1565. Appréciables, 1566, 1567. Aide demandée et accordée, 1588. De Gorgier adjugées au prince, 1598. Aide payée, 1635. Donnée au prince, 1657, 1669. On oblige les communes à payer les aides, 1669.

**AIGLE.** A deux têtes. Prise pour les armes de l'Empire, 315. Neuchâtel la prend pour ses armes, 1035. Aigle, 1475, 1532. Aigle, ville et seigneurie donnée au comte de Savoie, 1077. Les Bernois s'en saisissent, 1475. Traité fait à Aigle, 1475.

**AIGUES.** Comme les aigues chiesent, 1218.

**ALARME.** A Neuchâtel, 1587. On députe à Berne, qui envoie 2000 hommes, 1587, 1673.

**ALBERGATOR.** 1295.

**ALBERT.** D'Autriche. Va contre Zurich, 1351, 1352, 1353. Albert de Valangin, 1443.

**ALBINUS.** Empereur romain, 194. Sa mort, 197.

**ALETHÉE.** Décapité, 628.

**ALEXANDRE SÉVÈRE.** Empereur, 222. Sa mort, 235.

**ALEXANDRE.** Evêque de Lausanne déposé, 750.

**ALEGRE (d').** Marquis prétendant à la souveraineté de Neuchâtel, 1707. Son manifeste, 1707.

**ALIÉNATION.** (V. *Vendition.*) De biens d'église, 1539. Du Comte, 1562. Démarches faites pour l'empêcher, 1557. De fonds est permise, 1214, art. 25.

**ALIENER.** Une veuve ne peut aliéner, 1670. Aliéner les biens d'un pupile n'est pas permis à un tuteur, 1634, 1681, ni à un mari ceux de sa femme, 1684.

**ALIX.** Epouse de Hugues de Châlons, 1278. Sœur du comte Rollin, 1329. De Châlons, 1405, 1412.

**ALLÉE.** 1593.

**ALLEMAND.** Ministre allemand établi à Neuchâtel, 1674.

**ALLEMANDS ou GERMAINS.** Ennemis des Romains et des Suisses, 13. Ils attaquent la Suisse, 37. et l'Italie, 163. Origine du mot Allemand, 213. Ils font des courses dans les Gaules, 29, 219, 255, 258, 275, 276, 290, 347, 355, 356, 357, 360, 365, 366, 367, 378, 380, 617. Battus auprès du lac de Constance, 235. Près de Bruck, 294. Auprès de Sultz, 367, 380. Dans les Grisons, 213. Ennemis des Bourguignons, 431, 434. En Italie 269. S'établissent en Suisse, 378.

**ALLIANCE et COMBOURGEOISIE.** Entre Berne et Fribourg, 1243. Entre Berne et le Valais, 1250, 1475. Entre Zurich, Uri et Schwyz, 1251. Entre l'évêque de Bâle et Jean de Montjoye, 1424. Entre la France et les Suisses, 1444. Neuchâtel et Valangin y sont compris, 1444. Renouvelée, 1453, 1484, 1499. Entre la France et les Dix Cantons, 1489, 1503. Entre la France et les Suisses interrompue, 1509. La France recherche l'alliance des Suisses, mais on ne

peut pas convenir, 1512. Perpétuelle entre la France et les Suisses, 1516. Neuchâtel qui appartenait pour lors aux cantons y est compris, 1516. Elle est confirmée, 1521. Entre Soleure et Bienne, 1456. Entre le duc de Bourgogne, Berne et Soleure, 1467. Entre Maximilien d'Autriche et Jean d'Arberg IV, 1485. Entre Fribourg et Genève, 1509. Entre le duc de Savoie et Berne, 1483. Celle des Suisses fort recherchée, 1477. Entre l'empereur et les Suisses, 1511, 1515. Neuchâtel qui appartenait aux cantons y est compris, 1515. Renouvelée entre Jacques de Savoie et Berne, 1556. Entre Léonor d'Orléans et Berne, 1562. Entre la France et les cantons catholiques, 1715. (V. *France et Combourgeoisie.*) Du comté de Neuchâtel avec la France, 1657.

**ALLIBÉRÉS.** Les Suisses sont entièrement allibérés de l'Empire, 1439, 1647, 1650, 1653. Neuchâtel et Valangin y sont compris, 1439, 1647, 1650, 1653.

**ALMANACH.** Changé, 1700.

**ALPHONSE.** Evêque de Lausanne, 750.

**AMANDUS.** Commande dans les Gaules, 287.

**AMBASSADEURS.** De Berne promis à Neuchâtel, 1406. A Valangin, 1475. Des cantons envoyés à Neuchâtel, 1512. Passent par Neuchâtel, 1547. Comment reçus en France, 1547. De France paraît aux Trois Etats pour la reine d'Ecosse, 1551. Un acte lui est donné, 1551. De France à Neuchâtel, 1645, 1699, 1707. D'Angleterre, 1707, 1698. Envoyé à Neuchâtel par les princes, 1566. Pour Marie de Bourbon, 1597. Plaintes contre lui, 1597. Ambassadeurs de Berne à Neuchâtel, 1579. Ils vont à Valangin où ils demandent cette Seigneurie en paiement, ce qui leur est accordé, 1579. (V. *Députés.*)

**AMÉDÉE.** Comte de Savoie obtient des terres de l'empereur, 1077. Comte de Neuchâtel, 1270. Sa mort, 1286. Evêque de Lausanne, 1144. Amé, Comte de Genevois l'attaque, 1149. Sa mort, 1158. De Vauxtravers prend le nom de *du Terraux*, 1301.

**AMENDES.** 1214, art. 2. De 10 livres demandée à la ville de Neuchâtel, 1406. Amendes de 1 sol, 2 sols, 4 sols, 6 sols, etc., 504. Imposées par le Consistoire, 1538. La moitié des amendes accordées à Neuchâtel, 1539. Un seul témoin suffit au prince pour une amende, 1569. Pécuniaires, 1630. A qui elles reviennent, 1630. De 10 livres quand elle est due, 1214, art. 3.

**AMNISTIE.** Accordée, 1674.

**AMODÉRÉS.** Bourgeois amodérés du Val-de-Ruz, don qui leur est fait, 1699.

**AMODIATION.** Du Comté aux Quatre-Ministres, 1536. Rabais, 1536, 1558. Continué, 1567. Pour neuf ans, 1569. Elle prend fin, 1561. De la baronnie du Landeron, 1569. Est rompue par la mort, le mariage et la vendition, 1685, 1701. Où on en doit juger, 1693. Un dédommagement est dû, 1701. D'un fond. (V. *Mise.*)



- AMORTISSEMENTS.** Défendus, 1574, 1588.
- AMPHITHÉÂTRE.** 75, 79.
- AMPLIFICATION,** De grief condamnée, 1569.
- ANABAPTISTES.** Causent des troubles en Suisse, 1525. Anabaptiste infâme, 1540.
- ANARCHIE.** Dans le royaume de Bourgogne, 1032.
- ANCIENS D'ÉGLISE.** Leur origine, 1539, 1547, 1564. Leur élection, 1564. On ne les doit point forcer. Leur charge est annuelle, 1564, 1594. Leur serment, 1564. Ils doivent veiller, 1616, 1630.
- AN ET JOUR.** Négligé, prive de l'héritage, 1683. Sept ans d'absence font un divorce, 1691. L'an et jour est dû à un absent en fait d'héritage, 1701.
- ANDOING.** (Antoine), 1383, 1396, 1643.
- ANDRÉ.** Dunquet, dernier chanoine de Valangin. Sa mort, 1550. André de Neuchâtel, vend la Seigneurie de Travers, 1585. Ses mariages, 1586. Son testament, 1589, 1596, 1598.
- ANET.** Village, les Anglais y campent et y sont battus, 1375. Le comte de Romont l'attaque et en est chassé par les femmes, 1476.
- ANGLAIS.** Font une société et ravagent plusieurs provinces, 1361. Ligue contre cette société, 1363. Ils viennent en Alsace où ils exercent plusieurs cruautés, 1365. Bâle demande du secours; ils se retirent, 1365. Ils retournent en Alsace et y causent de grands désordres, 1375. Offre que leur font les Suisses, 1375. Ils entrent dans la Suisse et la ravagent, 1375. Ils sont battus à Anet, à Fraubrunnen, à Buttisholz, 1375. Ils entrent dans le canton de Neuchâtel, passent le pont de Thielle, y campent, brûlent Fontaine-André, 1375. On dresse un monument à Fraubrunnen, 1375. Leur départ, 1376. Anglais réfugiés en Suisse; ils retournent dans leur patrie, 1559.
- ANGSTER.** Monnaie, 1445.
- ANICIUS.** Evêque de Lausanne, 1038.
- ANNATES.** Rétablies, 1451.
- ANNE.** Comtesse de Nidau, 1385. Anne, fille de Varenne, sa naissance, 1374. Son mariage, 1387. Sa tante Isabelle l'exhèrède par son testament, 1394. Anne d'Este, veuve de Jacques de Savoie, inste à Berne, pour son contingent des seigneuries du Brisgau, 1596. Anne de Neuchâtel. Sa mort, 1625. Anne-Geneviève de Bourbon, son mariage, 1642. Elle est établie curatrice de ses fils, 1663. Elle fait cinq questions au gouvernement de Neuchâtel, 1663. Réponse à ces questions, 1664. Sa mort, 1678. Anne, reine d'Angleterre, s'intéresse dans les affaires de Neuchâtel, 1707.
- ANNECY.** Le Conseil d'Annecy écrit au Conseil d'Etat de Neuchâtel qui lui répond, 1557.
- ANNÉE.** Son commencement, 1342, 1457, 1563. Année avancée, 1186, 1228, 1328, 1397, 1420, 1473, 1652. Abondante, (V. *Abondance*), 1546. La bonne année, 1616. Années peu abondantes, 1457, 1466, 1467, 1489, 1490, 1491, 1512, 1523, 1526, 1544. Pluvieuses, 1456, 1463, 1481, 1524, 1601, 1654, 1656, 1657. Tardives, 1481, 1561. Année de la tempête, 1626.
- ANNIVERSAIRE.** De Varenne dame du Landeron, 1394.
- ANNONCES.** Leur publication, 1536, 1550, 1553, 1564. De Farel, 1558.
- ANOBLISSEMENTS.** 1465, 1529, 1538, 1595, 1657.
- ANTIPATHIE.** Des Allemands et des Suisses, 1184.
- ANTIQUITÉ.** Effacée, 1672.
- ANTOINE.** D'Andoing, 1383. Seigneur de Colombier, son testament; 1488. Baillods, 1489. Haas, baillif de Neuchâtel, 1514. Boyve, se joint à Farel, 1530. Ils sont faits bourgeois de Neuchâtel, 1531. Ils sont emprisonnés à Valangin et délivrés, 1531. Marcourt, premier pasteur de l'église de Neuchâtel, 1531. De Gorevedo, évêque de Fribourg, 1598.
- ANTOINETTE.** D'Orléans, 1573. Sa mort, 1618.
- ANTONIN.** Empereur romain. Il aime les chrétiens, 138. Sa mort, 161.
- ANTUATES.** Tom. I, page 2, an 69, 420.
- APOLOGIE.** De Farel, 1541. Du jugement souverain de 1699.
- APOLLON.** Adoré par les Suisses. Tom. I, page 3.
- APER.** 283, 291.
- APPELS.** Pour les choses féodales vont au seigneur supérieur, 1344. Aux tribunaux de l'Empire abolis, 1354. L'appel doit être vidé avant de déposséder celui qui tient 1516, 1559. Appels frivoles, 1580. Appel depuis les Trois-Etats aux Audiences, 1532. Doit être fiancé dans dix jours, 1537, 1666. Appel, 1551, 1588. De Beat, Jacob de Neuchâtel, 1611. Non jugé et pourquoi, 1618.
- APPELANT.** Qui ne produit pas son grief et sa procédure est puni, 1553.
- APPELLATIONS.** Comment elles se font dans la seigneurie de Travers, 1413, 1433. Remises, 1553. Les causes au-dessous de dix livres sont sans appel, 1569. Appel suspend tout, si ce n'est les témoins, 1569. Appel de la comtesse d'Avy, 1576. Appel ne peut être fait sur une première instance, 1671. Pour interjeter un appel, la somme doit passer dix livres, 1565. Appel de Madame de Nemours à Paris, 1697.
- APPENZELL.** 640. Ce canton n'eut point de part à Neuchâtel, 1512, 1529.
- APPOINTEMENT.** Fait par la Princesse aux quinze articles à elle présentés par le Conseil de ville, 1617, 1618.
- ARBERG.** 1202. Ses comtes, 1248, 1275. Ulrich, comte d'Arberg, 1260. La ville bâtie, 1271. Les seigneurs de Valangin retiennent le nom d'Arberg, 1275. Guillaume d'Arberg. Sa mort, 1323. Pierre d'Arberg lépreux, 1351. Arberg vendu aux Bernois,



1351. Pierre, dernier comte d'Arberg, sa postérité, 1351. Pierre vend le reste de son comté, 1368. Arberg incendiée, 1419, 1477. Elle se rachète d'une malédiction, 1518. Arberg-Valangin, maison qui subsiste en Flandres, 1700, 1715.
- ARBITRAGE. Entre deux comtesses, 1375. De bon Baron, 1453. Arbitrage. (V. *Compromis*.)
- ARBITRES. Choisis par les deux princes, 1557. Sentence des arbitres 1557. Pour les terres du Brisgau, 1580. Pour le différend entre Claude et Jean de Neuchâtel, 1587. Emoluments des arbitres, 1683.
- ARBRES. Fleuris en octobre, 1473. A la St-Martin, 1426. A la St-Nicolas, 1429. Gelés, 1432, 1709. Avancés, 1328, 1540. Fleuris en septembre, 1622. La jouissance des fruits de l'arbre pendant trente ans emporte celle de la feuille, 1693.
- ARCADES. Des maisons, 1406.
- ARC-EN-CIEL. 1714. A Noël, 1497. Pendant la nuit, 1720.
- ARCHIVES. Ouvertes aux prétendants de Neuchâtel, 1707. (V. *Chartres*.)
- ARÇON. En Bourgogne, 1452.
- AREINE. D'Auvernier, 15.
- ARGENT. Comment on en use en fait de partage, 1604, 1622.
- ARIN ou ARENS, 1263, 1281.
- ARLES. 1034, 1253.
- ARMÉES. Dans les airs 930, 978. Armée des Suisses contre le Pays de Vaud, 1475.
- ARMES. Tirées, 1214, art. 3, 1454, 1537, 1562. A feu ou canons, 1409, 1415. Armes ou armures, en fait de guerre, 1707. Armes et habits, comment on en use en fait de partage, 1612, 1636, 1706, 1709. Armes du mari, sont à la femme, 1670. Armes, lit, maison. (V. *Maison*.) De l'Empire, l'Aigle, 315. Celles de l'ancien royaume de Bourgogne, 418. Des comtes de la Suisse, 867. Raoul change ses armes, 895. Armes des Comtes de Neuchâtel, 895, 1153, 1248. De la ville de Neuchâtel, 1035. Des Palatins de Bourgogne, 1181. D'Ulrich de Porta, 1225. De Thierry Comte de Montbéliard, 1260. Du comte d'Arberg, 1275. De Strasbourg, 1320. De Jean de Fribourg, 1457. Du Comte Rodolphe de Hochberg, 1485. De Jean Hory, 1625. De Longueville, 1663.
- ARNOBERT. Gouverneur de la Suisse, 620.
- ARNOLD. De Rothberg, évêque de Bâle, 1451. Sa mort, 1458.
- ARNOUD. Empereur, 887. Sa mort, 900.
- ARQUEBUSES. 1309.
- ARQUEBUTES. 1553.
- ARRER. En janvier, 1530.
- ARRÊT. Des Cantons à Baden pour rendre Neuchâtel, 1529. Du Conseil d'Etat, 1547, 1557, 1639. Arrêt non exécuté, 1611. Du Conseil de ville au sujet de Farel, 1541. Rejeté par les mutins, 1541. Du Conseil de ville pour ses quatre juges des Trois-Etats, 1695. Au sujet du ministre Girard, 1695, 1696.
- AREUSE. 1595.
- ARRIEN. Evêque de Lausanne, 650.
- ARRIENS. En Suisse, 415, 500, 520.
- ARRIÈRE-FIEFS. (V. Val-Travers), 1260, 1285. Neuchâtel arrière-fief, 1288. (V. *Gorgier*.)
- ARRIVÉE. De plusieurs personnes considérables à Neuchâtel, 1707.
- ARSONNETS. 1383, 1424, 1492.
- ARTICLES. Au nombre de quinze, présentés à Berne contre le Prince, 1617. Appointés par la Princesse, 1618. Dix-huit articles pour Valangin, 1654, dix articles, 1618. Articles généraux, 1707. Particuliers, 1707. Ces articles présentés aux prétendants, 1707. Confirmation par M. de Metternich, 1707.
- ARTILLERIE. Envoyée de France en Suisse, 1499.
- ARTISANS. Doivent servir le Comte de Neuchâtel à bas prix, 1453, art. 5.
- ASILE. Des homicides, 1406.
- ASSEMBLÉES. Au Landeron, 1451. A la Lance pour les comités, 1452. A Waldshut, 1453. Des Comtes de Châlons et de Neuchâtel, 1455, 1456, 1457. Des cantons à Munster, 1484. A Fribourg, 1512, 1516, A Delémont, 1540. (V. *Journée. Diète*.) Assemblées trimestrales, 1630. De parents, 1682. Les saintes Assemblées doivent être fréquentées, 1553, 1594. Comment se doivent faire les assemblées des pasteurs, 1564. En quel temps, 1564. Générale extraordinaire, 1564. Du clergé de Neuchâtel, 1464. Des Quatre Cantons au sujet de Neuchâtel, 1694. Des bourgeois de Valangin, 1712, 1722. A la Bocarderie, 1707. Des habitants du Vignoble, 1712. De la bourgeoisie de Neuchâtel, 1718.
- ASSERMENTÉS. Francs assermentés, 1413.
- ASSIGNAUX. Hypothéqués, 1547.
- ASSISES. De Travers comment se doivent tenir, 1570.
- ASSISTANTS. En cause, leur nombre réglé, 1622.
- ASSOCIATION. Des bourgeois forains, 1593. Des bourgeois de Valangin, 1603. Association, 1698, 1699. Renouvelée, 1703, 1707, 1709.
- ASSURANCE. Promise, 1539. Accordée, 1539. En quoi elle consiste, 1539. Générale, 1547.
- ATTALUS. Créé empereur, 407.
- ATTILA. Entre en Suisse, 449. Vaincu, 451. Repasse par la Suisse, 451.
- ATTOUCHEMENT. Sur les mains de l'officier se fait sans frais, 1683.
- AVENTURIER. Moulin aventurier sur la Reuse, 1548.
- AUBAINE. (V. *Abzug*.)
- AUBIN (St.). Eglise donnée à l'abbé de St Maurice, 1176. 1180. Le péage de Saint-Aubin, vendu 1357. Franchises accordées, 1308, 1538. Ceux de cette paroisse reçus bourgeois de Berne, 1561. Ministre de



- St-Aubin, sa pension, 1563. Son affocage, 1565. Achète son patronage, 1566, 1572.
- AUDIENCES.** Etablies, 1214, 1225. Serment de ceux qui y jugeaient, 1469. Elles sont souvent appelées les Trois Etats, 1552. Changement qui y est fait, 1532. Comment elles sont proclamées, 1532. Les ecclésiastiques en sont exclus, 1532. Elles doivent se rassembler de deux ans en deux ans, 1547. Manière de citer les vassaux aux Audiences, 1551. Démenti donné aux Audiences puni, 1553, 1559. Tenues à Neuchâtel, 1469, 1478, 1480, 1487, 1512, 1518, 1526, 1531, 1537, 1547, 1552, 1553, 1559, 1561, 1565, 1566, 1570, 1618. Abrégé des Audiences, 1551. Les ambassadeurs paraissent par devant les Audiences qui renversent la sentence des Trois-Etats et excluent la Reine d'Ecosse, 1551. Pouvoir donné aux Audiences de juger souverainement des difficultés des princes, 1551. Audiences assemblées à Valangin, 1432, 1456, 1515, 1523, 1529, 1539, 1560. Proclamées, 1560, 1571, 1589. Juges des Audiences à Valangin, 1456. Elles remettent leurs droits aux Trois Etats, 1618. Passement contre celui qui ne paraît pas aux Audiences, 1557. Le sujet de cette assemblée, 1557. Sentence, 1557. Les Audiences députent à Berne, 1557. Assemblées, 1559. On n'y doit pas ramener deux fois une même chose, 1559. Dépens des Audiences, 1585. Passement des Audiences révoqué, 1626.
- AVENCHES.** Son antiquité. Tom. I, page 2. Neuchâtel était dans la contrée d'Avenches. Ibid. page 3. Cette contrée est ravagée, 69. Vespasien y bâtit un amphithéâtre, 79. Ruinée par les Allemands, 290, 451. Rebâtie, 605. Ravagée, 614. Prise par les Sarrasins, 938. Ses armes, 938. Réparée, 1072.
- AVENTIA.** La déesse d'Avenches. Tom. I, page 8.
- AUGMENTATION.** De fief. (V. *Accroissement.*)
- AUGURE.** 395.
- AUGUSTA RAURACORUM.** Tom. I, page 16. Ruinée, 258, 357, 407.
- AUGUSTE.** Nom donné à l'empereur Octave. Tom. I, page 16. Sa mort, 14. Ce nom donné dès lors aux empereurs, 304, 307.
- AVIRON.** (V. *Marguerite.*)
- AVOCAT.** Doit déposer, 1689. Avocats des prétendants de Neuchâtel, leurs noms, 1707.
- AVOCATIE.** 937. 1299.
- AVOINE.** Douze émines de censes directes vendues, 1527. Dues pour les bois, 1595.
- AVOYER.** (V. *Advocatus.*) D'où ce nom dérive. Tom. I, page 8. Avoyer de Berne établi, 1228. Avoyer du Prieure de Môtiers, 1301. Qui sont ceux qui peuvent avoir un avoyer, 1537. Un justicier ne peut être avoyer, 1537, 1565. Un avoyer ne peut l'être que de huit personnes, 1580. Son salaire, 1580, 1588. Ne peut faire des dettes, 1617. Avoyer de Fribourg décapité, 1511. De Lausanne, 1218, 1229. De Bevaix, 1340. De Gorgier, 1340. De Pontareuse, 1595.
- AURÉLIEN.** Empereur. Sa mort 271.
- AUSTRASIE.** 784.
- AUTORISÉE.** La femme doit l'être par son mari, 1559.
- AUTRICHE.** 784. Frédéric, Duc d'Autriche, les terres qu'il possédait en Suisse et dont il fut dépouillé, 1415.
- AUVERNIER.** 1677. Ce qu'il doit au curé, 1445. Accensement des gravières et pâquiers, 1510. D'un bois, 1523. Du Champ-du-moulin, 1526, 1539, 1543. Auvernier a un procès avec la seigneurie de Colombier, 1553. On mène de l'arène d'Auvernier à Soleure, 1579. Rôle des bourgeois renoncés d'Auvernier, 1618. De Corcelles, de Comondrèche, de Peseux, 1618.
- AYMON.** De Cossonay. Evêque de Lausanne, 1356. Sa mort, 1375. Aymon de Neuchâtel, 1487. Aymon de Montfaucon, évêque de Lausanne, 1491, 1515, 1517.
- B**
- BAC.** Droit de Bac, 1545.
- BACCONTOUR.** Château du Val-de-Ruz, 294.
- BADEN.** 29. Détruite par Cecinna, 69. Rebâtie, 126. Ses bains découverts, 126. Baden prise, 1712. Traités faits à Baden, 1702, 1712, 1714. Les affaires de Neuchâtel portées à Baden, 1572. Celles de Valangin, 1584. Baden choisie par les puissances de l'Europe pour y conclure la paix, 1714.
- BADEN.** Marquis de Baden. Leur origine, 1155. Christophe de Baden fait un traité avec Philippe de Hochberg, 1490. Il soumet ses seigneuries à l'empereur, 1499. Ses engagements 1499. Les prétentions du marquis de Baden sur Neuchâtel, 1581. Il y envoie un député, 1694, 1707.
- BADENWYLER.** Seigneurie remise au comte de Fribourg, 1365. A Christophe de Baden, 1490, 1424.
- BAGAUDES.** Paysans gaulois, 287.
- BAGUE.** De St-Maurice, 1252.
- BAGUES.** Après un mort à qui elles appartiennent, 164.
- BAIL et GARDE-NOBLE.** 1573.
- BAILLIFS.** De Zurich, 917, 1169. De Glaris, 1169. La différence entre eux et les comtes, 1214. Baillifs de Bienne, 1169, 1177, 1248. En quoi consistait le baillage de Bienne, 1249. Baillifs envoyés à Uri, Schwytz et Unterwald, 1305, 1325. Baillifs établis en Bourgogne, 1348. Dits de Neuchâtel, 1301. Baillifs envoyés à Neuchâtel par les cantons,



- savoir : Louis de Diesbach, 1512. Antoine Haas; 1514. Jean Imhoff, 1516. Jacques Troguer, 1517. Paul Bremgartner, 1518. Nicolas Haller, 1520. Oswald Toss, 1522. Bernard Schiesser, 1524. Balthasar Hildebrand, 1526, et Jean Gugelberg, 1528. Il expédie tout avant son départ, 1529.
- BAILLODS.** Claude achète le fief Grand-Jacques, 1533. Il est anobli, 1538, 1544, 1545.
- BAISER TERRE.** Punition des jureurs, 1553.
- BALAIGUE.** 1378, 1395..
- BALBIN.** Empereur, 237. Sa mort, 238.
- BALDEBERT.** Evêque de Bâle, 760, 802.
- BALE.** Ville. Bâtie, Tom I, page 16. An 357, 407.. Détruite, 451. Droits donnés à l'évêque sur cette ville, 803, 806, 1000. Ruinée par des tremblements de terre, 1000, 1021, 1356. Fortifiée, 1010. Bâle établit son premier bourgmestre, 1252. Deux partis à Bâle, 1258. Bâle ravagée, 1273. Petit-Bâle, 1374, 1389, 1391, 1392, 1394. L'évêché de Bâle ravagé, 1000. Bornes posées, 1002. Cet évêché est en pauvre état, 1423. Son évêque députe à François d'Orléans au sujet de Lignières, 1531.
- BALOIS.** Excommuniés, 1168. Ils achètent des villes de leur évêque, 1400.
- BALM.** Donné à la comtesse Isabelle, 1369. Vendu par la même, 1374.
- BAN.** 1683. Bans et amendes, 1214, art. 2. 1454, art. 2. Ban du vin, 1214, art. 9. 1454, art. 36. 1595. Bans de plusieurs sortes, 1406, 1480, 1595. Ban des vendanges, 1453, art. 16. Ban de l'empire. Les seigneuries de Rodolphe de Hochberg y sont mises, 1473. Pouvoir donné au seigneur de Colombier d'imposer des bans, 1531. Banc du Mazel. (V. Boucherie.)
- BANS.** (V. Annonces.)
- BANDIT.** 1595.
- BANDER.** Contre ceux qui se bandent, 1542, 1553.
- BANDEROLLES.** 1583, 1614, 1714.
- BANNERET.** De Neuchâtel établi, 1214. De Berne exécuté au Landeron, 1324.. Banneret établi au Landeron, 1349. A Valangin, 1352. Banneret admis à juger aux Audiences, 1531, 1532, 1537, art. 7. Proteste contre les bannerets, 1537. Election d'un banneret, 1543, 1603. Bannerets exclus des Audiences, 1553. Serment du banneret de Neuchâtel, 1559. Banneret de Neuchâtel, difficulté à l'égard de son serment, 1594. Banneret de Neuchâtel, la manière de l'élire, 1690. Confirmé, 1696, 1706.
- BANNIERE.** D'Erguel donnée à Bienne, 1296, 1308. Bannière de Neuchâtel, 1406, 1611. Conservée aux bourgeois de Valangin, 1618.
- BANNISSEMENT.** 1550. Levé, 1680.
- BANQUES.** Défendues, 1177.
- BANQUETS.** Défendus pendant les sermons, 1594. Banquets de noces, de fiançailles, de baptêmes et d'enterrements défendus, 1630, 1703. (V. Repas.)
- BAPTÊMES.** 1539, 1542, 1553. Le père doit y assister, 1553, 1564.
- BAPTISER.** Défendu aux laïques, 1553. Quand on doit baptiser, 1553.
- BAPTISÉS.** (V. Repas.)
- BARBE.** De Roll, gouvernante de Neuchâtel. Sa mort, 1601.
- BARDES.** Tom. I, page 9.
- BARISCOURT.** 1506, 1546. (V. Fief.)
- BARON.** Hauts barons à Neuchâtel, 413, 930, 1034. Arbitrage de bon baron, 414, 1453. Droits des barons, 8-8. Barons de Vaud, leur généalogie, 1285. Baron d'Aubonne, va contre Besançon, 1575.
- BARONNIE.** De Neuchâtel, 1033, 1034. Ses limites, 1035. Gorgier érigé en baronnie, 1575. Baronnie érigée, savoir : Val-Travers, 1218. Thielle, 1242. Landeron, 1373. Vaumarcus, 1595.
- BARRAT.** De vin, 1463. Sans fraude ni barrat. 1547.
- BARRER et GAGER.** 1623, 1671.
- BARRES.** Comment elles doivent se faire, 1547, 1618, art. 18.
- BARRES et SAISINES.** 1595.
- BART.** 1372, 1464.
- BASSIN.** De Neuchâtel construit, 1706. Réparé, 1713.
- BATAILLE.** De Babriac, 69; de Fontenay, 843; d'Orbe, 867; de Coffrane, 1295; de Laupen, 1339; de Sempach, 1386; de Monthéry, 1465; de Fraubrunnen, 1475; de Buttisholz, 1475; d'Anet, 1475; de Grandson, 1476; de Morat, 1476; de Cappel, 1531; de Menzingen, 1531; de Dreux, 1563; de Herzogenbuchsee, 1653; de Vilmergen, 1656, 1712.
- BATARDS et BATARDES.** Des Comtes de Neuchâtel, 1342, 1369, 1373. Deux bâtards de Grand-Jacques légitimés, 1440. Le Prince hérite les bâtards, 1453, art. 6. Leur nourriture et entretien, 1691. Mandement sur les bâtards, 1715.
- BATEAUX.** Privilège du Prince, 1453, art. 5. Bateaux défendus le dimanche, 1553.
- BATELIERS.** Leur Compagnie érigée, 1482.
- BATIMENTS.** Que la ville doit entretenir, 1539.
- BATON.** Présenté à Jean de Châlons, 1407. Bâton noir, 1570.
- BATTIEUX.** De Gorgier, 1340.
- BATZ.** Leur origine, 1378. Premiers batz fabriqués à Berne, 1500.
- BAUX.** Marie de Baux, 1386.
- BAYARDS.** Tour Bayard bâtie par Jules-César, Tom. I, page 6. Garnison dans cette tour, 1476. Il y a un péage aux Bayards, 1376. La commune des Bayards obtient des pâturages, 1521. Confirmés, 1523. Accord fait entre les Bayards et St-Sulpice, 1644. Son temple, 1676, 1677.
- BÉAT.** St-Béat son martyre, 119. Béat-Jacob de Neuchâtel créé bourgeois de Berne, 1591. Son mariage, 1592. Il rend hommage,



1599. Il attaque Anne de Neuchâtel, 1609, 1611. Sa mort, 1623. Partage de ses biens, 1626. Béat-Albert de Ramstein, évêque de Porrentruy. Sa mort, 1651.  
**BÉATRIX.** Veuve de Hugues de Châlons. Sa mort, 1347.  
**BÉATUS et ACHATES.** 75.  
**BEAUFILS.** François de Beaufile, ambassadeur du Prince, 1566.  
**BEAUREGARD.** 1503.  
**BELLELAY.** Fondé, 1150. Erigé en abbaye, 1170. La protection de cette abbaye donnée à Berne et à Soleure, 1415.  
**BELLEVAUX.** Échangé, 1345. Erection de ce fief, 1345, 1420, 1478, 1480, 1523, 1537. Guillaume Regnault. Sa mort, 1579. Ses descendants, 1579, 1594, 1595, 1638. (V. *Fief*)  
**BÉNEDICTION.** Du mariage, 1536.  
**BENOÎT.** Origine de l'ordre de Saint-Benoît, 961, 1090. Benoît de Montferrand, évêque de Lausanne, 1476, 1491.  
**BERGER.** La voix du berger du Landeron, décide de la religion, 1542.  
**BERINGER.** Evêque de Bâle, 1057, 1072.  
**BERNARD.** St-Bernard écrit à Guidon, évêque de Lausanne, 1129. Bernard Gelieu, 1573. Bernard Samson vient à Berne et à Neuchâtel; ses fourberies, 1518. Bernard de Weymar, général des Suédois, 1632. Sa mort, 1639.  
**BERNE.** Bâtie, 1191. Son origine, 1188. Berne détachée de Kœnitz, 1192. Son temple construit, 1422. Berthold V lui donne des franchises, 1193. Berne remise à l'empereur, 1194. Berne écrit à Jean de Fribourg, 1443. Le pape offre un évêque à Berne, 1515. Grêle à Berne, 1520. Dons qui lui sont faits, 1520. Berne résignée à l'empereur, 1212. Envoie des députés à l'empereur, 1215. L'empereur y établit un gouverneur, 1218. Dont elle est allibérée, 1228. Son premier avoyer, 1228. Berne attaquée, 1241, 1243. Berne se soumet à la protection du duc de Savoie, 1265. Attaquée par l'empereur, 1288, 1289. Complot contre Berne, 1298. Berne victorieuse, 1298. Berne s'allie avec Morat, 1332. Berne devient un canton, 1353. Berne agrandie, 1296, 1346. Berne affranchie de la protection de Savoie, 1333. Berne avertit ses alliés, 1469. Berne reçoit les bourgeois de Neuchâtel au nombre de ses bourgeois, 1406. Berne prend l'Ergau, 1415; le pays de Vaud, 1530; Gex, Thonon, Ternier, 1536. Berne écrit à Bienne et à Neuchâtel, 1538. Berne écrit à Henri II, 1552, 1553. Berne arme, 1555. Avertit Neuchâtel de se tenir prêt, 1555. Berne est priée d'avoir soin de Neuchâtel, 1567. Berne envoie des ambassadeurs à Neuchâtel, 1579. Ces ambassadeurs vont à Valangin et demandent cette seigneurie en paiement de ce qui leur est dû, ce qui leur est accordé, 1579. Traité entre Berne et Soleure, 1665. Les troupes de Neuchâtel vont avec celles de Berne, 1624.

Différend entre Berne et Neuchâtel au sujet du lac de Bienne, 1688. Renouvellement de bourgeoisie entre Berne et Neuchâtel, 1693. Cérémonies qui y furent observées à cette occasion, 1693. Berne et Soleure divisées. (V. *Division*.)  
**BERNOIS.** Repoussés devant le Landeron, 1324. Leur banneret y est pris et exécuté, 1324. Leurs ennemis, 1326. L'empereur leur impose une amende, 1336. Les comtes se liguent contre eux, 1334. Les Bernois sont victorieux, 1339. Ils pillent les terres de leurs ennemis, 1339. Ils ravagent le comté de Neuchâtel, 1340. Les Bernois victorieux, 1389. Ils partagent leurs conquêtes avec Soleure, 1392. Ils prient Jean de Fribourg de leur procurer des troupes en Bourgogne, 1446. Ils députent en France, 1470. Ils refusent des troupes au comte de Romont, 1469. Ils reçoivent Valangin sous leur protection, 1475.  
**BEROALD.** Son origine. Il est la souche de la maison de Savoie — Raoul III lui donne des terres, 998.  
**BERTHE.** Fille de Conrad, roi de Bourgogne, 996. Berthe obtient le couvent et la souveraineté de Zurich, 853. Berthe, reine, 895. Son mariage, 917. Elle bâtit le temple de Neuchâtel, 930. Et plusieurs autres temples et couvents, 932. Berthe va à Soleure, 936. Elle bâtit le château et le temple de Soleure, 937. Elle se remarie, 937. Berthe retourne en Suisse, 947. Elle vient demeurer au château de Balder, 947. Son testament. Sa mort, 961. Berthe, impératrice, 1077. Berthe de Samarie, 1175.  
**BERTHOLD.** Evêque de Bâle, 1125, 1249. Berthold, second évêque de Bâle, 1262. Berthold, duc de Zœringen, 1084. Gouverneur de Zurich, sa généalogie, 1084. Berthold III. sa mort, 1122. Berthold IV, 1152. Il fait la guerre, 1152. Sa mort, 1185. Berthold V revient de la Terre Sainte, 1193. Berthold, premier seigneur de Valangin, 1132. Sa mort, 1160. Berthold de Neuchâtel, sa mort et ses descendants, 1225. Comte de Neuchâtel, 1213. Donne des franchises à Neuchâtel, 1214. Sa mort, 1260. Berthold de Neuchâtel, évêque de Lausanne, 1211, 1220.  
**BESANÇON.** Capitale de la Franche-Comté nommée *Magna Segunorum*, 13. Besançon assiégée, 60. Prise par les Sarrasins, 938. L'empereur lui donne des franchises, 1177. Le comte Louis s'en fait citoyen, 1343. Le baron d'Aubonne veut la surprendre, 1575. Neuchâtel a son recours aux franchises de Besançon, 1247, 1453. (V. *Official*.)  
**BÉTAIL.** Privé de nourriture, 1360. Maladie sur le bétail, 1411, 1603 (V. *Maladie, Mortalité*.) Chedaux de bêtes. comment on en use en fait de partage, 1604. Et d'usufruit, 1593, 1612, 1672, 1696, 1709. Bétail à commande, 1696, 1706. Cherté du bétail, 1714. Bétail qu'on perd ne doit pas être restitué lorsqu'on partage, 1604.



- BÊTES.** Qu'on tue à la boucherie, ce qu'elles doivent, 1214, art. 6. Leur valeur, 504, art. 8.
- BEVAIX.** Une seigneurie, 1225. Différend au sujet de Bevaix, 1260, 1263, 1340, 1433. Rachat de cette seigneurie, 1450, 1545. Délimitation entre Gorgier et Bevaix, 1568. Temple de Bevaix, 1602. Conférence, 1704. Bevaix - Prieuré, 1268. Sa garde, 1378. Claude de Livron, prieur de Bevaix, 1491. Curé de Bevaix, 1524. Jean de Livron, prieur de Bevaix, 1528, 1531.
- BIBLES.** Brûlées, 304. Bible imprimée, 1532, 1536.
- BICHET.** Un sceau ou cachet, 1529. Bichet dû par les sujets de Gorgier, 1573, 1587.
- BIENS.** Retirer son bien en sûreté, 1403. Biens d'église, leur usage, 508. Ils sont francs, 1526. Le Prince s'en saisit, 1531. Traité fait à ce sujet, 1531. On pouvait en faire rétraction, 1532. Quelques-uns en faisaient un cas de conscience, 1532. Contestations pour les biens d'église, 1532. Jeanne de Hochberg veut les transférer en Bourgogne, 1532, 1537. Biens des chanoines vendus, 1538, 1539, 1545, 1594. Biens du père et de la mère comme ils doivent être partagés, 1549, 1658. Biens d'un débiteur vendus au plus offrant pour payer, 1560, 1565. Le créancier a son choix du bien, 1565. Bien des enfants doit retourner aux pères et mères, 1532, 1547, 1574, 1661. Biens de l'usufruitier, à qui dévolus après sa mort, 1574. Quels biens on peut taxer, 1580. Bien paternel va aux parents paternels, 1642, 1691. Bien non encore dévolu ne peut être hypothéqué, 1696. Biens en communion, 1679. Biens hérités d'un grand-père, 1681. Bien retourne d'où il vient, 1683. Bien de la femme ne peut s'aliéner, 1684. Bien de deux femmes ne peut pas être confondu, 1691. Biens du fils, 1672. Biens du grand-père, 1683. Dévolus aux petits-fils, 1683. Bien de la femme saisi, 1696. Bienfonds, vendu et confié, 1671. Biens d'église. Le roi en relâche une portion. On établit une chambre, 1707. Le survivant jouit de tout le bien du défunt, 1658. L'investiture s'étend partout où il y a du bien, 1659. Bien du grand-père, 1662. On peut retirer tout son bien, 1672. Bien du mari doit être saisi le premier, 1591, 1637, 1656, 1678, 1686, 1706. Biens du grand-père, 1636. Biens ne se doivent pas confondre, 1658. Séparation de biens, 1662.
- BIENFAITS.** 1481.
- BIENNE.** Relâchée par le comte de Neuchâtel à l'évêque de Bâle, 1284. L'évêque de Bâle lui donne des lois, 1296. S'allie avec Berne, 1306. Reçoit le chapitre de St.-Imier dans sa combourgeoisie, 1329. Rodolphe, comte de Nidau, se fait bourgeois de Bienne, 1350. Bannière de Bienne, 1350. Bienne renouvelle son alliance, 1352, 1353. Bienne brûlée, 1353. L'évêque de Bâle lui fait la guerre, 1367. Il la brûle, 1367. Les Bernois vont la secourir, 1367. L'évêque s'enfuit, 1367. Bienne s'allie avec Soleure, 1450. Bienne fait une alliance perpétuelle avec les cantons, 1479. Franchises accordées à Bienne, 1484. Bienne députée au chapitre de St.-Imier, 1529. Bienne a une difficulté avec l'évêque, 1578. Bienne et Neuchâtel envoient une garnison à Genève, 1581, 1582. Bienne soutient Dombresson, 1531. Difficulté entre Bienne et le chapitre de St.-Imier, 1534, 1535. Bienne avait part à l'élection et nomination des curés de Dombresson et de Serrières, 1329. L'évêque de Bâle lui vend l'Erguel, 1555. Bienne en différend avec l'évêque, 1556. Sa bannière, 1556. Ses franchises confirmées, 1556. Echange, 1598. Opposition à cet échange, 1600. Bienne échangée, 1605. Différend à ce sujet, 1600. Traité entre l'évêque de Porrentruy et Bienne, 1010. Comment cette ville est gouvernée, 1010. Conférence tenue à Bienne pour les affaires de Neuchâtel, 1699. Bienne. (V. *Baillif de Bienne. Baillage de Bienne.*)
- BIERVILLE.** Ambassadeur de la princesse, plaintes contre lui, 1597.
- BIZE.** 1537.
- BLAISE (St.).** Son temple bâti, 1516. Qui était ce saint, 1516. Sa chapelle, 1360.
- BLAISE JUNOD.** Sa mort 1575. Discussion de ses biens, 1619.
- BLAISE HORY.** Secrétaire-général du comté, 1569.
- BLAMONT.** Pris par les Suisses, 1475.
- BLANCHE MONNAYE.** 1406.
- BLANCHE ROCHE.** 1529.
- BLANQUIERS.** 1618.
- BLASPHEMATEURS.** 1539, 1542, 1553, 1594, 1630.
- BLAURER.** Ecrit à Farel, 1554.
- BLAYER.** (V. *Fief.*)
- BLÉ et VIN.** En fait de partage, 1604. Blé, Vin, 1709.
- BOCCA.** Le comte de Bocca épouse la fille du comte Rollin, 1322.
- BOCHÉAGE.** Du Vautravers, 1520, 1591. Différend au sujet du Bochéage, 1603.
- BOFFREMONT.** Différend au sujet de la baronnie, 1471. Adjugée au Seigneur de Valangin, 1485.
- BOIS.** Famille. (V. *Dubois.*)
- BOIS.** Forêt accensée à Auvernier, 1356, 1457. Bois du Chanet donné au Landeron, 1359. Bois de la Mothenette, 1350. Bois des quatre gentilshommes, 1263, 1350. Bois donné à Cormondrèche, 1359. Bois de Seytiez, 1350. Bois du Trablet donné aux francs sujets de la châtellenie de Thielle, 1522. Bois remis aux communautés de Corcelles, de Cormondrèche et de Montesillon, 1522. Bois de la Chassagne, 1526. Bois qui appartiennent au souverain, 1480. Bois blanc, 1576. Bois dû aux ministres, 1594. Bois accensé au Locle, 1533. Bois de la mairie de Neuchâtel accensé à la ville, 1537. Bois bannaux accordés à ceux du



- Locle, 1537. Couper du bois aux Bordes est défendu, 1550. Bois bannal accordé aux six communautés du Val-de-Travers, 1567. Bois bannal accensé à Denys Bosle, 1576. Us des Bois, 1595. Bois coupé sur Grandson, 1628. Bois de Bellevaux donné à l'hôpital, 1539.
- BOIRE.** Le corps, 1616. Boire par excès doit être puni, 1553. Forcer à boire défendu, 1580, 1588, 1594, 1616. Heures indues, 1616.
- BOLE.** Bâtit un temple, 1639. Erigé en église, 1644. Bôle obtient un pasteur en chef, 1654.
- BONIFACE.** Evêque de Lausanne, 1231, 1238. Boniface comte de Savoie attaque l'empire, 1252.
- BONNEVILLE.** Au Val-de-Ruz bâtie, 1132. Brûlée, 1301. Où ses habitants se retirent, 1301. Remise à l'évêque de Bâle, 1295.
- BORCARDERIE.** Bâtie, 1616, 1678, 1707.
- BORDES.** Etablies à Neuchâtel, 1476, 1718.
- BORNES.** Posées, 1002, 1153, 1260, 1530, 1551, 1653, 1720. Quatre pots de vin, 1378. Borne redressée, 1660. Bornes des Trois Evêques, 1002, 1284.
- BOSON.** 858. Boson couronné roi d'Arles, 878. Sa mort, 888. Boson, roi d'Arles, 936. Sa mort, 998. Boson, évêque de Lausanne, 892. Récompensé par Raoul, 893, 904.
- BOVAILLES.** Doivent être données au comte à un gros au plus bas prix, 1406.
- BOUCHERIE.** De Neuchâtel déplacée, 1507. Deux bancs accordés à la ville, 1526. Ses droits, 1214 art. 6, 1454 art. 6. Il est permis aux bourgeois de faire des bancs de Mazel devant leurs maisons, 1454 art. 47. Trois bancs remis aux bourgeois, 1537, 1562.
- BOUDEVILLIERS.** 1295, 1302, 1337, 1342, 1424. Farel y va prêcher, 1531, 1532. Jean Bretencourt, son premier pasteur, 1532, 1536.
- BOUDRY.** Erigée en baronnie, 1278. Son château bâti, 1278, 1337, 1342. Boudry en litige, 1350. Boudry prête une somme au comte Louis, 1359. Qui leur engage l'ohmgeld, 1359. Il le leur vend, 1369. Le pont de Boudry, 1447, 1525. Garnison à Boudry, 1476. Boudry obtient des franchises, 1526. Boudry remis à Marguerite de Wufflens, 1373. Donnée à Girard de Neuchâtel, 1373. Ses franchises confirmées, 1369, 1396. Le comte Louis lui donne des franchises, 1343. Boudry assiégée, 1400. Boudry brûlée, 1378. Le comte Louis lui donne le péage de Cortailod, 1369. Boudry reprise par Isabelle, 1377, 1378. Boudry un fief en 1378. Engagé pour 2000 florins, 1395. La réforme à Boudry, 1535. Boudry obtient le droit d'élire son maître-bourgeois, 1540. Les franchises de Boudry confirmées, 1562. Dîme de Boudry mise à la dix-septième, 1568. Bourgeois forains de Boudry, 1595.
- BOUCHEVRET.** Procuration à lui donnée, son témoignage, 1707.
- BOULANGÈRES.** Ce qu'elles doivent, 1214 art. 15, 1454 art. 16, 1536.
- BOURBON.** Mort de la duchesse de Bourbon, 1720.
- BOURG.** 418. Ce que c'est qu'un bourg, 1036. Bourg de Valangin bâti, 1301, 1375. Bourg du Landeron bâti, 1324. Boudry est aussi un bourg, 1278. Vaumarcus est nommé bourg, 1375.
- BOURGEOIS DE NEUCHÂTEL.** Sont allibérés de toute exaction, 1214 art. 1-24. Origine du mot *bourgeois*, 1036. Promesse du comte de maintenir les bourgeois de Neuchâtel, 1214 art. 30. Bourgeois de Neuchâtel faits prisonniers, 1406. Demandent plusieurs choses au conseil de ville, 1522. Emprisonnés à Valangin, 1653. Bourgeois de Neuchâtel ne peut être distrait de sa justice ordinaire, 1658, 1681. Les bourgeois de Neuchâtel sont bourgeois de Berne, 1406. Erreur d'un bourgeois, 1530. Plainte d'un bourgeois contre René de Challant, 1532. A qui il appartient de recevoir des bourgeois, 1537 art. 6, 1454 art. 32. Difficulté pour la réception des bourgeois de Neuchâtel, 1545. Le prince permet à la ville de recevoir de bourgeois pour 100 livres, 1562. Bourgeois de Neuchâtel reçus, 1596. Bourgeois de Neuchâtel créés et assermentés, 1593. Bourgeois forains ou externes de Neuchâtel, le premier bourgeois forain, 1369, 1406. Les bourgeois forains ne doivent point les corvées, 1406. Ils doivent les giettes et les reutes dans la ville, 1453 art. 34 et 35. Leurs plaintes, 1538. Sentences prononcées, 1538. Plaintes, 1562. Conférences entre les bourgeois internes et externes, 1562. Instances des externes, 1563. Léonor leur écrit, 1563. Le Conseil d'Etat députe contre eux à Berne, 1566. Leurs aides appréciées, 1566, 1567. Renonciation des bourgeois forains, 1599, 1610, 1617, 1618. Noms de leurs familles, 1618. Difficulté entre les bourgeois internes et externes, 1577. Association des bourgeois forains, 1593, 1596. Ils paraissent en conseil d'Etat, 1599, 1618. Où ils font des plaintes, 1599. Leurs demandes, 1599. Leur requête à la princesse, 1599. Qui confirme leurs franchises, 1599. Ils continuent d'attaquer les Quatre Ministraux, 1610. Leurs demandes, 1610. Réponse des Quatre Ministraux, 1610. Acte de leur renonciation, 1618. (V. *Renoncés*.) L'abri leur est accordé, 1618. Bourgeois qui n'ont pas renoncé, 1618. Don à eux fait, 1699. Bourgeois de Neuchâtel de Boudevilliers, 1611, 1617. Bourgeois de Neuchâtel du Val-Travers, par qui enrôlés, 1585. Tous les bourgeois dépendent de la bannière, 1611. Ceux du Val-de-Travers opprimés, 1617.
- BOURGEOIS DE VALANGIN.** Créés, 1358, 1362, 1502, 1537. Bourgeois de Valangin s'affranchissent d'une cense, 1544. Assemblée des bourgeois de Valangin, 1712. Dons



- faits aux bourgeois et sujets de Valangin, 1707. Ils obtiennent un fond de la Princesse, 1698. Dix-neuf bourgeois qui paraissent au Conseil d'Etat, 1711. Tous les sujets de Valangin créés bourgeois 1713. L'art est entériné, 1714. Bourgeois des Montagnes agrégés au corps des bourgeois de Valangin 1508. Confirmés par Claude d'Arberg, 1508. Bourgeois de commune, 1411. Bourgeois amodérés du Val-de-Ruz, don à eux fait, 1699.
- BOURGEOIS DE BERNE.** Le comte Rodolphe créé bourgeois de Berne, 1309. Jean III, Seigneur de Valangin, 1385. Le comte Conrad, 1406. Les chanoines de Neuchâtel, 1406.
- BOURGEOISIE.** (*V. Combourgeoisie.*) Le droit d'en avoir accordé aux Suisses et aux Bourguignons, 68. Bourgeoisie de Berne. Neuchâtel l'obtient, 1406. Bienne, 1306. La Neuveville, 1388. Les paroissiens de St.-Aubin reçus bourgeois de Berne, 1561, 1591. Bourgeoisie entre Berne et Neuchâtel renouvelée, 1570, 1616, 1693. Cérémonie observée, 1693. Bourgeoisie de Berne conservée aux bourgeois de Valangin, 1618. Bourgeoisie de Valangin, son commencement, 1352. Elle s'érige en corps, 1603. Bourgeoisie des Guyots, 1358. Confirmée, 1427. Bourgeoisie générale assemblée à Neuchâtel, sa résolution, 1618. Bourgeoisie convoquée et assemblée au château, 1618. Assemblée de la bourgeoisie, 1718.
- BOURGOGNE.** Royaume. Il passe aux empereurs d'Allemagne, 1029, 1035. Le comte de Bourgogne se soulève contre l'empereur et pourquoi, 1045. Rend hommage à l'empereur, 1046. Donnée au duc de Zähringen, 1127. Bourgogne affranchie et nommée Franche-Comté, 1127. Ravagée par les Allemands, 290. Allibérée des Romains, 490. Petite-Bourgogne, Tom. I, page 2. Ses limites, an 858. Plaintes du comté, 1575. Neuchâtel demande l'entrée des grains de Bourgogne, 1588, 1643. Les Français y envoient des troupes, 1636, 1637. Le roi Louis XIV y vient, 1668. Il s'en saisit, 1674.
- BOURGUIGNONS.** Leur origine, 370, 407, 413. Ils viennent sur le Rhin, 413. Ils y retournent et s'y habituent, 407. Ils passent le Rhin et s'établissent en Suisse et aux environs, 413. Ils font un traité avec les Romains, 414. Leur religion, 414, 415. Ils érigent un royaume, 413. Quels pays ce royaume contenait, 415. Pourquoi ils sont nommés Bourguignons, 420. Bourguignons brûlés, 1474. Dans ce royaume il y avait trois sortes de sujets, 420. Courses des Bourguignons au Locle, 1476. A Renan, 1639. Battus à Grandson, 1476. A Morat, 1476. Ils traitent cruellement la femme d'un colonel suédois, 1639.
- BOUTIQUES.** Doivent être fermées à Neuchâtel pendant le sermon, 1550, 1594, 1630.
- BRANDEBOURG.** Erigé en marquisat, 920. Naissance du marquis Albert-Frédéric, 1672. Mort d'un margrave, 1711. D'une princesse, 1711. Un jeune prince passe par Berne, 1715.
- BRANDONS.** Tom. I, page 9.
- BRAYES.** Fausses Brayes, 1449.
- BRANCHE.** Branche aînée doit être éteinte pour passer à une autre, 1644.
- BREMGARTEN.** Traité de paix, 1529, 1530, 1531.
- BRENETS (les).** Le temple bâti 1511. Erigés en paroisse, 1512. Réformés, 1534, 1539, 1588.
- BRETIÈGE.** La diocèse donnée en fief, 1420, 1423.
- BERTHOUD (Burgdorf).** Bâtie en 1152, vendue, 1384.
- BREVARD.** Seul est une preuve suffisante, 1565.
- BREVARDIE.** 1453 art. 7.
- BREUIL.** De Coffrane, 1530, 1539.
- BREVINE.** Son temple bâti, 1604. Son lac peuplé de poissons, 1660. Le prince lui accorde des franchises, 1624, 1661. Ses eaux minérales, 1654, 1672. Ses habitants affranchis, 1714.
- BRIGUES.** Abolies, 538.
- BRINGUER.** Défendue, 1553, 1564, 1594.
- BRISACH.** Bâti, 1152.
- BRISGAU.** Différend pour ces seigneuries, 1571, 1574, 1576, 1580, 1581, 1596, 1601.
- BROGLIO.** 1291.
- BROT.** 1181. Brot-Dessus, 1685.
- BRUGG.** Chlorus y bat les Allemands, 294.
- BRUIT.** Faux répandu, 1673. Bruit de guerre, 1708. Bruit dans l'air, 1716.
- BROUILLARD.** 1501.
- BRUN.** Origine de cette famille, 1548.
- BRUNHAUT.** 597. Sa mort tragique, 612.
- BRUNON.** Evêque de Bâle, 1047, 1057.
- BUBENBERG.** Conrad, 1190. Adrien, 1506.
- BUCCONTOUR ou BACCONTOUR.** Château au Val-de-Ruz démoli, 1366.
- BUCELLES.** Différentes espèces, 1595. Abolies, 1595.
- BUCEPHALE.** 1412.
- BUGILLOT.** Origine de cette famille, 1575.
- BRULURE.** 1549.
- BURCKARD.** Duc de Souabe, 916. Sa mort, 927. Burckard, premier évêque de Lausanne, 932, 947. Burckard, second évêque, 1039. Il était marié, 1072, 1088. Burckard, évêque de Bâle, 1072. L'empereur lui donne un comté, 1080, 1100, 1114.
- BURGARI.** Habitants des bourgs, 1036.
- BUREN.** 1034. Prise en 1388 par Berne et Soleure. Forteresse vendue à Soleure, 1361.
- BUSSI.** 1296. Ses habitants émigrent, 1496.
- BUTIN.** Très-riche butin fait à Grandson, 1476. Butin de Bourgogne amené à Neuchâtel, 1636.
- BUTISHOLZ.** Les Anglais y sont battus, 1375.
- BUTTES.** Il y avait un passage et péage, 871. Buttes et Saint-Sulpice réformés, 1545. Son temple rebâti, 1705.



## C

- CABARETIERS.** (V. *Hôtes*.)
- CABARETS.** Tablettes qu'on y mettait, 1580. Cabarets défendus aux pauvres, 1616. On y doit tenir bon ordre, 1616, 1630.
- CAGE.** (V. *Javiole*.) Abolie, 1585.
- CAYUS CARINATES.** Gouverneur des Gaules, Tom. I, page 16.
- CALENDRIER.** Réformé par Jules-César, Tom. I, page 7. Changé par le pape, an 1582. Changé en Suisse, 1700.
- CALICE.** Fait au Locle, 1522.
- CALIGULA.** Empereur romain, 37.
- CALME.** Temps calme, 1382.
- CALVIN.** Arrive à Genève, 1536. Où il est établi pasteur, 1536. Va à Berne, 1536. Genève lui donne son congé, 1538. Il va à Strasbourg, 1538. Il écrit à la Classe de Neuchâtel et Farel lui répond, 1540. Genève le rappelle, 1540. Son mariage, 1541. Il écrit encore à la classe de Neuchâtel, 1542, 1545. Six livres qu'il avait composés, 1551. Lettre en latin à Farel, 1564. Sa mort, 1564.
- CALWE.** Château en Souabe, 1033.
- CAMP.** Ministre de camp, 1712.
- CANAL.** d'Entre-Roche, 1640.
- CANARDS.** Volant dans les villes, 1363.
- CANDIE.** Exploits de Charles-Paris d'Orléans en Candie. 1668 Il en revient, 1669.
- CANONS.** (V. *Armes à feu*.)
- CANTONS.** Il y en avait quatre en Suisse du temps de César, Tom. I, page 5. Confédération des trois anciens cantons, an 1307. Entreprise de sept cents hommes des cantons, 1477. Ils sont renforcés de deux mille hommes, 1477. Quatre cantons se saisissent de Neuchâtel qui leur prête serment, et les cantons le prêtent réciproquement, 1512. Les quatre cantons s'adjoignent les huit autres, 1512. Ils y envoient des députés qui font des lois, 1513. Ils insistent pour Neuchâtel, 1529. Leur manière de gouverner Neuchâtel, 1513. Les cantons rendent Neuchâtel, 1529. Les quatre cantons alliés s'assemblent au sujet de Neuchâtel, 1694, 1699. Les cantons juges des affaires de Neuchâtel, 1576, 1584. (V. *Suisses*.) Cantons catholiques, leur lettre à Marie de Bourbon, 1575. Sentence des quatre cantons, 1576. Les cantons font la paix entre eux, 1712.
- CAPABLE.** De tenir fiefs, 1537, 1547, 1595.
- CAPITAINES.** De Neuchâtel vont en France, 1575, 1576. Quelle portion a la femme dans les acquêts d'un capitaine faits en guerre 1595. Capitaine Bourgeois, 1689. Capitaine de Valangin, son serment, 1637. Capitaines refusent de servir, 1644.
- CAPITAL.** Les censes y peuvent être jointes, 1685.
- CAPUCINS.** Du Landeron, 1699.
- CARDINAUX.** Leur train et équipage, 1245.
- CARIGNAN.** Prince prétendant à la souveraineté de Neuchâtel, 1707. Ses manifestes, 1707. Ses agents sont retenus, 1707.
- CARLOMAN.** Se fait moine, 746. Il vient en Suisse, 770.
- CAROLI.** 1537. Apostat, 1543. Il persécute Farel, 1543.
- CARTES.** Défendues, 1553.
- CASTENVOGT.** D'un couvent, 1329.
- CATÉCHISMES.** Etablis à Neuchâtel, 1546, 1550, 1553, 1564, 1594. Aux Ponts, 1685.
- CATÉCHUMENES.** 1541, 1564.
- CATHERINE.** Fille du comte Rollin, 1302. Catherine, comtesse de Neuchâtel, sa mort, 1358. Catherine de Thierstein, sa mort, 1385. Catherine de Gonzague établie curatrice de son fils le prince Henri, 1595. Son mariage, 1588. Elle fait une couche prématurée, 1595. Elle vient à Neuchâtel, 1617. Ses démarches contre Berne, 1617. Supplication des bourgeois à la princesse, 1617. Elle présente un écrit aux Quatre Ministraux, 1617. Elle emploie l'ambassadeur de France auprès de la ville de Berne, 1617. Appointements qu'elle accorde aux Quatre Ministraux, 1617, 1618. Elle est mise au bois de Vincennes, 1629. Sa sortie du bois de Vincennes, 1629. Sa mort, 1629.
- CAUSES.** D'injure, 1622. Causes au-dessous de 10 livres sont sans appel, 1569. Causes des communautés contre communautés, 1580, 1693. Causes des communautés, où elles doivent être jugées, 1693. Causes que les Trois Etats pouvaient juger définitivement, 1580. Leur inscription dans le Manuel était nécessaire, 1537. Quelles causes devaient être jugées aux Etats, 1560. Causes des communautés. (V. *Communautés*.)
- CAUTION.** (V. *Fiance*.) Caution n'est pas due pour un usufruit, 1593.
- CAUTIONNEMENTS.** Des veuves sans tuteurs sont valables, 1690. Un mineur ne peut pas cautionner, 1693.
- CÉCINNA.** Aulus Cecinna fait la guerre aux Suisses, 69. Sa mort, 79.
- CÉDULES.** On ne peut pas jurer contre les cédules d'un défunt, 1693. Cédules vont après les obligations, 1565.
- CELLERIER.** 1473, 1475.
- CÈNE.** Du seigneur, 1539, 1542, 1546. Traité de la Cène, 1551. Qui en doit suspendre, 1564. Comment elle doit s'administrer, 1564. Le temps de sa célébration, 1552.
- CENSES.** 1367, 1406. Censes de diverses denrées, 1214 art. 19. Censes dues au comte par la bourgeoisie de Neuchâtel, 1214 art. 10, 1454 art. 11. Censes vendues, 1527. Censes des chesaux de Neuchâtel, 1214 art. 13. Censes dues au Val-de-Ruz, 1400. Aux Montagnes, 1480. Censes des obligations est au 5 %, 1547. Censes de froment pouvaient être achetées, 1463.



Censes acquises prescrites en trente ans, 1537. Censes directes imprescriptibles, 1537. Censes foncières vendues, 1542. Echange de censes foncières, 1545. Censes de moulins, 1547. Cense de vin rédimée, 1548, 1585. Cense d'une obligation quand elle est due, 1659. Censes négligées, 1654. Censes viagères, 1539. Censes voyagères, 1604. Cense due au château de Grandson, 1563. Censes, comment on en use en fait de partage, 1604. Cense foncière non payée de trois ans, on peut attaquer la pièce, 1565. Cense donnée à Claude des Pontins, 1500. Censes foncières, leur prix réglé, 1522. Censes directes qui sont imprescriptibles, on n'en doit payer que trois avant la répétition, 1604. Censes des obligations, des engagères, 1670. Cense non promise, 1671. Censes peuvent être jointes au capital, 1685.

**CENSIERS.** 1413.

**CENSIÈRES.** Leur origine, 1400, 1433. Censièrè adjudgée au seigneur de Colombier, 1467. Censières de terres, 1344. Censières à Môtiers, remises, 1367. Censièrè nouvelle, 1720.

**CENSURER.** 1541. (V. *Reprendre.*)

**CENSURES.** Qui se font en classe, 1545, 1564.

**CÉRÉMONIES.** Observées dans l'établissement d'un banneret, 1690. D'un gouverneur, 1720. Au renouvellement de bourgeoisie avec Berne, 1693. Aux Trois Etats lors de la réception de Madame de Ne-mours, 1694.

**CERISES.** En novembre, 1481. En avril, 1473.

**CERLIER.** L'abbaye de ce lieu bâtie, 1099. (Voyez *Fenis* 1317). Ses franchises confirmées, 1339. Cerlier obtient un vidimus, 1343. Cerlier donné à la comtesse Isabelle, 1369, 1375, 1376. Cerlier vendu par Isabelle, 1377. Elle appartenait au comte de Nidau, 1248. Remise au baron de Grandson, 1377. Berne s'en saisit, 1474. Remise par les cantons à Berne et à Fribourg, 1484. Cerlier remise à Jean de Fribourg, 1416, 1423. Jacques de Vaumarcus baillif de Cerlier, 1424. Cerlier fait une combourgeoisie avec la Neuveville, 1578.

**CERNÉES.** Droit de cernées, 1481.

**CERNIL.** 1382.

**CÉSAR.** D'où ce nom dérive, Tom. I, pag. 16. Il fut donné à tous les empereurs, an 69, 307. César s'oppose aux Suisses, Tom. I, page 12. Il les défait et les soumet à l'empire romain, page 13. Il fait bâtir deux tours dans le comté de Neuchâtel, page 14. Le temple de Cressier, *ibid.* Il réforme le calendrier, page 15. Il est assassiné. Ses femmes. Sa postérité, pages 15 et 16. La race des César prend fin, an 68. Le nom de César est conservé, 69.

**CESSIONS.** De fonds sans acte défendues, 1522. Cession est préférable à une reddition de gage, 1693.

**CHABLAIX.** Terrain, 1248, 1286, 1317, 1336, 1377, 1430, 1454 art. 51, 1456, 1457, 1470, 1489, 1491, 1494, 1537 art. 9, 1616.

**CHABLIGE.** 1413.

**CHALLANT.** Philibert de Challant. Son mariage, 1500. Sa mort, 1502. René de Challant renouvelle sa bourgeoisie de Berne, 1522. Rend hommage aux cantons, 1523. Son testament 1546. Dettes de l'hoirie de Challant, 1592. (V. *René.*)

**CHALEUR.** 1202, 1420, 1429, 1433, 1590, 1593, 1603. Chaleur à Pâques, 1615, 1660, 1669, 1680, 1707, 1718.

**CHALONS.** Origine de cette maison, 1001, 1087, 1153, 1230. (V. *Vienne*, 1237, 1248, 1253.) Généalogie de cette maison, 1266, 1412. Le comte de Neuchâtel se constitue son vassal, 1288. Jean de Châlons obtient le droit de battre monnaie, 1291, 1325. Juge entre les comtes de Châlons et de Neuchâtel, 1415, 1458, 1462. Louis de Châlons, 1425, 1429. Il fait la guerre à Catherine de Bourgogne, 1424, 1453. Il est tué, 1476. Guillaume de Châlons vend Orange, 1475. Huguenin de Châlons prisonnier, 1477. Il prend le parti de la France, 1478. Jean de Châlons V, 1477. Léonard de Châlons, 1482. Huguenin de Châlons, sa mort, 1490. La veuve de Jean V députe à Berne, 1504. Elle renonce à Grandson et à Echallens, 1513. Elle fait des présents aux officiers de Berne, 1513. Elle fait deux traités avec son fils Philibert, 1516. Testament de Philibert de Châlons, 1520. Mort de Claude de Châlons, 1521. Mort de Philibert, 1530. Seigneuries appartenant à cette maison, 1365. Confisquées, 1392. Rendues, 1405. Protestation de la maison de Châlons contre le comte Conrad, 1396. Procès pour la succession de Châlons, 1532, 1533, 1534, 1538, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1548, 1551, 1553, 1556, 1557. Prétentions de la maison de Châlons sur Neuchâtel, 1664. Terres qui ont appartenu à cette maison, 1702, 1707.

**CHAMBRE.** De Malines, 1467. Chambre féodale établie, 1532, 1610, 1617. Chambre consistoriale de Valangin, 1538. Comte de la Chambre, 1463. Chambre économique des biens d'église, son établissement, 1707, 1716.

**CHAMBRIER.** De France, 1418. Chambrier de Neuchâtel, 1480, 1537, 1487, 1503, 1505, 1536, 1546. Benoit Chambrier, déclaré capable de tenir fief, 1537. Déclaré noble, 1547.

**CHAMP.** Que l'on tient par usufruit, comment il en est mesuré, 1593. Champ de bataille, 1214 art. 29.

**CHAMP-DU-MOULIN.** Accensé à Auvernier, 1526.

**CHAMPREVEYRES.** Terre donnée à l'abbaye de Fontaine-André, 1150.

**CHAMPVENT.** 1378. (V. 1344.)



- CHANCELIER.** (*Voyez Secrétaire général.*)  
 Stenglin, premier chancelier, 1651, 1661.
- CHANCRE.** Brûlant, 1682.
- CHANGE.** D'argent défendu, 1626.
- CHANGEURS.** Causent des malheurs, 1620, 1711.
- CHANGEMENT.** Du Calendrier, 1582, 1700.
- CHANOINES.** De St-Imier, 884, 1160. De Soleure, 937. De Neuchâtel établis, 1180, 1206. Leurs pensions, 1539. Chanoines de Neuchâtel se font bourgeois de Berne, 1406. Ils étaient douze en nombre y compris le prévôt, 1473. Ils étaient francs de censes par rapport aux biens d'Eglise, 1214 art. 22. Ils devaient les giettes à l'égard de leurs biens particuliers, 1526. L'ohmgeld, 1526. Ils sont exclus des Audiences, 1531. Leurs pensions continuées, 1537. Chanoines de Valangin établis, 1505. Abolies, 1536.
- CHANSONS.** Profanes défendues, 1594, 1616, 1630.
- CHAPEAUX.** Rouges, 1243. Chapeaux de paille, 1476.
- CHAPELAIN.** Envoyé à Fenin, 1206.
- CHAPELLE.** Bâtie à Fenin, 1206, 1224. Au Landeron, 1324. A Lignières, 1326. A St-Blaise, 1360. La chapelle de St-Jacques à Neuchâtel bâtie en 1370. Chapelle de St-Guillaume ibid., 1456. De Ste-Marie-Madeleine, 1382. De St-Nicolas aux Verrières, 1373. De Cressier, bâtie, 1400. De Corcelles, brûlée en 1406. De Buttes et de St-Sulpice, leur collateur et donateur, 1503. Chapelle des Trois-Rois, bâtie en 1465. D'Auvernier, bâtie en 1477. De St-Clément au temple du Prieuré du Val-de-Travers, 1481. De St-Antoine à Neuchâtel, 1482. De St-Nicolas à Neuchâtel, 1482. Des Trois-Rois, 1484. De Notre-Dame de Pitié à Colombier, 1488; à Neuchâtel, 1512. Chapelle bâtie à la Sagne, 1498; à Cortaillod, 1503. Celle de St-Grégoire à Neuchâtel, 1505. De St-Léonard à Neuchâtel, 1517. De St-Jean à Neuchâtel, démolie, 1530. Chapelle de Cressier agrandie, 1608. Aux Ponts-de-Martel, 1614, 1630.
- CHAPITRE.** De Neuchâtel. Berthold, évêque de Lausanne, lui fait une donation, 1213. Ce chapitre fait des statuts, 1360. Il demande à Jean de Châlons la confirmation de ses franchises, 1407. Le chapitre de Neuchâtel se retire, 1530. Chapitre (*voir Clergé, Classe*). Chapitre de Lausanne, 1394. De Neuchâtel, 1206. De Valangin érigé, 1500, 1505, 1513. Chapitre de St-Imier, ordre à lui donné, 1527. Difficulté entre le Chapitre de Neuchâtel et celui de St-Imier, 1475.
- CHAPONS.** De chaponnerie, 1406, 1433, 1473, 1654. Chapons rachetés par Claude de Neuchâtel, 1586.
- CHAPONNEAU.** Collègue de Farel, a un différend avec lui, 1542, 1544. Sa mort, 1545.
- CHARGE-AYANT.** Doit être cité, 1671.
- CHARLEMAGNE.** 768. Sa mort, 814.
- CHARLES.** Bâtard, 713. Charles Martel, 730. Sa mort, 746. Charles, roi de Hongrie, sa mort, 809. Charles le Gros, 876. Vaincu par les Normands, 887. Il tombe dans la démence, 887. Sa mort, 887. Charles de Champagne, 1495, 1498. Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne, défie les Suisses, 1473. Entrevue entre l'empereur et lui, 1473. Il fomenta des troubles, 1473. Ses troupes font en Alsace des ravages dont Neuchâtel est exempt, 1474. Il attaque la Lorraine et la prend, 1475. Louis XI renonce par serment en faveur du duc à l'alliance des Confédérés, 1475. Charles veut rétablir le royaume de Bourgogne, 1475. Offres que lui font les Suisses, 1476. Il les rejette, 1476. Il vient en Suisse, 1476. Son armée, ses généraux, 1476. Il assiège Grandson, est battu et s'enfuit, 1476. Il arme de nouveau, revient en Suisse, assiège Morat, est battu et s'enfuit, 1476. Il assemble les Etats de Bourgogne, lève des troupes et va assiéger Nancy, 1476. Où il est tué par les Suisses. Ses titres, 1477. Charles-Paris d'Orléans, sa naissance, 1649. Il va en guerre, 1667. Il vient à Neuchâtel, 1668. Sa bienfaisance. Son départ. Il remet à sa mère son autorité, 1668. Va en Candie, 1668. Il fait son testament, 1672. Il est tué et laisse un fils naturel, 1672, qui meurt en 1689.
- CHARLOTTE.** D'Orléans, son mariage, 1528. Sa mort, 1543, 1549. Charlotte de Neuchâtel, son mariage, 1656. Succède à son père le baron de Gorgier, 1680. Elle présente un placet à Madame de Nemours, 1680. Son testament et sa mort, 1718.
- CHARROIS.** 1406, 1654 art. 11.
- CHARRUES.** De Colombier, 1445.
- CHARTRES.** De Bourgogne, 1478. Chartres de Neuchâtel dépouillées, 1519. (*V. Archives.*)
- CHASSAGNE.** 1523, 1526, 1547.
- CHASSE.** 1372, 1403, 1408, 1004. Droit de chasse, 1004. Difficulté pour la chasse, 1474. Chasse permise sur Valangin aux sujets du Comté de Neuchâtel, 1408, 1453 art. 17. Chasse, 1537. Défendue le dimanche, 1553. Intendant de la chasse, 1569. Mandement contre la chasse, 1626. Chasse accordée, 1573. Chasse générale, 1672, 1710.
- CHATEAUX.** Quarante châteaux ou forts bâtis sur le Rhin, 37. Bâtis, 290. Châteaux au Val-de-Ruz, 1132. Châteaux de Morat et de Grandson bâtis, 815. De Roussillon, 871. De Calwe, 1033. Châteaux bâtis en Suisse, 294. Leur usage; ces châteaux inféodés, 294. Châteaux de Colombier, Rochefort, Vaumarcus et Gorgier, bâtis, 1225. Le Châtelard auprès de Bevaix, 1225, 1412. Château de Neuchâtel. Le vieux, 930. Celui d'aujourd'hui, 1250, 1259. Château de Schlossberg, 1284. D'Erguel, 1284. De Guldenfels, 1284. Château de Neuchâtel échangé, 1308. De Porrentruy bâti, 1466.



- De Neuchâtel réparé, 1485. De Hocquincourt démoli, 1309. De Thielle, sa garde remise, 1286. Châteaux devenus des repaires de brigands démolis, 1366, 1371, 1374, 1412. Château de Boudry bâti, 1278. De Valangin, 1155. Donné en fief à l'évêque de Bâle, 1296. Remis au comte de Montbéliard, 1297. Il passe au comte Rollin par un échange, 1338. Le comte Rollin le vend au seigneur de Valangin, 1340. Château de Vaumarcus, par qui il doit être gardé, 1413. De Neuchâtel, ses réparations, 1454 art. 15. Réparé, 1692. Château de Travers bâti, 1529. De Fenin, 1561. De Môtiers ou Châtelard, 1218, 1412. Châteaux renversés par des tremblements de terre, 1117, 1356.
- CHATELAIN.** De Neuchâtel, 1351. De Valangin, 1498. Du Val-de-Travers, 1347, 1480. De Boudry, 1531. Son gage, 1531. Les châtelains doivent résider dans leurs châtelainies, 1593.
- CHATELAINIES.** Etablies dans le comté de Neuchâtel et pourquoi ainsi nommées, 1347.
- CHARTREUX.** De la Lance, 1539.
- CHATIÉS.** Comme perfides, 1475, 1585. Ces mots corrigés, 1585.
- CHATIER.** Les défaillants, 1594.
- CHAUMONT.** (V. *Nicolas*.) Chaumont pâturages, 1523, 1524.
- CHAVORNAY.** On y tient les assises, 927.
- CHAUSSES.** Droit des chausses, 1481. Couper des chausses et pourpoints est défendu, 1550.
- CHAUX-DE-FONDS.** 1372, 1517, 1527. Son temple bâti, 1518. Sa délimitation, 1550. La paroisse, 1550, 1560. Distrain de la juridiction de Valangin, 1618. Ses quartiers, 1619. Erigée en mairie, 1656. Sa justice établie, 1656, 1659. Ses limites, 1659. Son marché, 1721.
- CHAUX-DU-MILIEU.** Erigée en église, 1716.
- CHEDAUX.** De bétail illicites défendus; chédaux légitimes permis, 1547, 1604.
- CHEF.** Donner un seul chef à l'Etat est requis, 1552, 1553, 1555.
- CHEMIN.** Grand chemin, 1132. Neuchâtel inste pour un chemin à travers le Doubs, 1529. Chemin public fait au Locle, 1378. Réparations des chemins, 1406 art. 6.
- CHENILLES.** 1502, 1506, 1716.
- CHERTÉ.** 820, 905, 939, 1004, 1121, 1141, 1150, 1202, 1225, 1233, 1236, 1252, 1289, 1314, 1320, 1337, 1344, 1359, 1360, 1375, 1418, 1427, 1430, 1432, 1433, 1435, 1437, 1438, 1439, 1447, 1477, 1481, 1482, 1485, 1502, 1504, 1512, 1513, 1517, 1518, 1524, 1528, 1529, 1530, 1533, 1534, 1545, 1566, 1569, 1571, 1572, 1573, 1586, 1589, 1610, 1614, 1622, 1623, 1624, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1635, 1636, 1639, 1640, 1641, 1642, 1662, 1689, 1693, 1709. Cherté de bétail, 1714.
- CHESAUX.** Du château non édifiés, 1214 art. 20, 1454 art. 21. Chesaux de Neuchâtel, 1454 art. 13, 1457.
- CHEVALIER.** Du St-Sépulcre, 1404. Origine de cette dignité, 1403. De St-Jean, de Rhodes, de Malte, 1403. De la Toison d'or établis, 1430, 1467, 1468. Chevalier de Longueville, sa mort, 1689. Chevalier de Soissons, son origine, 1641. Il vient à Neuchâtel, 1694, 1699. Son contrat de mariage, 1694, 1699. Donation faite en sa faveur, 1699. Sa mort, 1699. Sa veuve vient à Neuchâtel et prétend à la souveraineté, 1707.
- CHEVAUCHÉE.** 420, 888, 1375, 1406.
- CHEVAUX.** A bas prix, 1476. Sonnette d'un cheval dérobée, 504 art. 10.
- CHEVEUX.** Empoigner par les cheveux, 504 art. 10.
- CHEVROUX.** Dîme de chevroux, 1310.
- CHEZARD.** 1547.
- CHIENS.** Enragés, 1622, 1721.
- CHILDEBERT.** Est vaincu, 596. Childebert, 695. Sa mort, 711.
- CHILDERIC III.** Roi fainéant mis dans un couvent, 742, 750.
- CHILMÉGISILE.** Evêque d'Avenches, 531, 537.
- CHILPÉRIC.** Surnommé Clerc, 715.
- CHONODOMARIUS.** Roi des Allemands, 347.
- CHORIAUX.** Chorie, 1473.
- CHŒUR.** Enfants de chœur, leur maison à Neuchâtel, 1539.
- CHRISTIANISME.** Introduit en Suisse, 75. Ses progrès, 138, 171, 287, 363, 616. (V. *Evangile*) 496, 510, 514.
- CHRISTOPHE.** 1478. Christophe, marquis de Bade, 1490, 1499. Il se saisit des Seigneuries du Brisgau, 1503. Il écrit aux cantons pour avoir Neuchâtel, 1503. Sa mort, 1515. Christophe d'Uttenheim, évêque de Bâle, résigne son évêché, 1527. Christophe Libertet, dit Fabry, élu pasteur à Neuchâtel, 1532. Il va à Boudevilliers, 1532. Il y établit un pasteur, 1532. Il va à Boudry, 1532. Ses lettres à Farel, 1535. Pasteur de Genève, 1535. De Thonon, 1536. Il écrit à Farel, 1542. Il est élu pasteur à Neuchâtel, 1546, 1548, 1562, 1563. Prisonnier délivré, 1562. Il écrit à Farel, 1565.
- CHUFFORT.** Délimitation, 1698.
- CHULES.** Isabelle le retient, 1377.
- CIMETIÈRE.** De Neuchâtel, 1539. Changé, 1569. Des Ponts de Martel, 1630. De Neuchâtel doit être commun, 1406.
- CIRE.** Du four d'Auvernier appréciée, 1539.
- CITATION.** Du prince à Berne, 1617, 1618. Ce que contenait celle de 1718. Une seule citation suffit, 1668.
- CITOYEN.** 1036.
- CLAME.** (V. *Corde*.) Clames grosses et petites, 1412. Elles doivent être enregistrées, 1558. On doit plaider par clame, 1565, et se clamer dans la huitaine, 1635, 1671, 1672, 1673, 1676.
- CLASSE.** De Neuchâtel, son établissement, 1532. Elle dépose deux ministres, 1539. Les excommunie, 1539. Elle est appelée chapitre ou congrégation, 1536. Elle soutient Farel, 1541. Elle écrit à Berne, 1554.



- Elle consent aux degrés défendus pour le mariage, 1560. Classe de Valangin se plaint au comte René de la justice consistoriale, 1547. Elle obtient un diacre, 1566. Classe, sa requête, 1547. Ordre de classe, ce que c'est que la classe, et qu'elle a la liberté de s'assembler, 1547. Demandes de la classe, 1594. La classe de Valangin élit un pasteur, 1569. Les deux classes de Neuchâtel et de Valangin s'unissent ensemble, 1592. La classe de Neuchâtel inste pour un jour de jeune, 1630. Sentence contre elle, 1657. Résolution de la classe, 1665. Elle députe à Paris, 1670. A Berne, 1699. Elle fait bâtir un conclave, 1705. (V. *Assemblée des pasteurs.*)
- CLAUDE.** Claude Tibère, empereur, 41. Sa mort, 54. Tacite, empereur, 275. Sa mort, 276. Claude d'Arberg, reçu bourgeois de Berne, 1478. Son mariage, 1474. Il promet de rendre hommage à Philippe de Hochberg, 1488. Ce qu'ayant fait Philippe fait main mise, 1499. Il va à Rome, son vœu, 1500. Sa demande au pape, 1500. Il érige une église collégiale, 1500. Il prétend réunir Boudevilliers à la seigneurie de Valangin, 1504. Il rend hommage aux cantons, 1513. Sa mort, 1517. Claude d'Orléans, duc de Longueville, 1524. Il laisse un fils naturel nommé Claude, 1524, 1543. Claude des Pontins, 1500. Sa mort, 1524. Claude seigneur de Vaumarcus, 1495. Louis d'Orléans lui rend son fief, 1507. Philippe de Hochberg le lui remet, 1487. Il en fait part à ses frères, 1492, 1495. Il est disgracié, 1504. Privé de son fief, 1506. Il est réintégré, 1510. Son mariage, 1510, 1529. Sa mort, 1539. Conventant entre lui et son fils Lancelot, 1534. Claude de Neuchâtel, frère de Lancelot, sa mort, 1541. De Neuchâtel rachète des chapons, 1586. Lieutenant gouverneur, 1588. Sa mort, 1590. Claude, fils de Lancelot, 1563, 1588, 1590. Claude, fille nourrie de Claude de Neuchâtel, 1540, 1544. Claude bâtard de Valangin, 1542. Claude Collier, sa procuration, 1542. De Coustable, 1582. Claude Mango, seigneur de Vuillerens, 1598. Claude Baillois. (V. *Baillois.*) Claude Clerc dit Guy, lieutenant-général de Valangin obtient la liberté de couper du bois blanc, 1576. Claude Miget, avocat, 1618. Claude Simonin, 1531. Claude Laurent, son testament, 1517. Claude de Montmollin, 1503. Claude Perret, dit Bonguet, emprisonné, 1584. Claude Antoine Dudin, évêque de Fribourg, 1717.
- CLAUDE (St.)** Erigé en fief, 1663. Défiéfé, 1664.
- CLAUS.** Frère Claus, 1481.
- CLEFS.** Maître de clefs, leur origine, 1522.
- CLERCS.** Du comte, 1651. Clercs doivent servir en justice, 1537, 1580. (V. *Notaires.*) Leur salaire, 1547. Clerc condamné pour n'avoir pas dressé une remaise, 1553. Ils doivent enregistrer, 1558, 1580.
- GLERGÉ.** De Neuchâtel, ses assemblées, 1464. Il obtient un vidimus, 1477.
- CLERON.** (V. *Fief.*)
- CLOS.** De la franchise, 1372, 1480, 1669.
- CLOCHES.** De Neuchâtel, 1306. Refondues, 1539, 1566, 1583. Cloches de la Chaux-de-Fonds, 1523, 1624. Cloches du Locle baptisées, 1526.
- CLOITRE.** De Neuchâtel, 1539.
- CLOSEL.** Mettre en closel, 1526.
- CLOTAIRE.** 555. Sa mort, 563. Clotaire vient en Suisse, 620. Il réforme les lois, 620, 631. Clotaire, fils de Childebart, couronné, 715.
- CLOSURE** (de la). Son mémoire, 1707.
- CLOVIS II.** 644. Sa mort, 662.
- CLUSETTE.** Fort de la Clusette, 1413.
- CODICILE.** 1674. De Philibert de Châlons, 1521.
- COERCITION.** 1406.
- COLBERT.** Sa proposition à la princesse, rejetée, 1682.
- COLLATÉRALE.** Il n'y a aucune représentation en cette ligne, 1642. La ligne droite est préférée à la collatérale, 1644.
- COLLATEUR.** 1503, 1516, 1520, 1539. De Corcelles, 1536. De Serrières, 1617.
- COLLATION.** Et patronage de Saint-Aubin, achetée par les paroissiens, 1566. Confirmée, 1572. (V. *Patronage de Serrières, 1617.*)
- COLLECTE.** 1591, 1685. Pour Neuchâtel, 1714.
- COLLETS.** De cuir, 1550.
- COLLOCATION.** Dans un décret, 1674. Au décret de Gorgier, 1573.
- COLLOMB.** Louis Collomb, abbé de Fontaine-André, 1536. Sa mort 1539.
- COLLOQUE.** De Poissy, 1561.
- COLOMBIER.** Erigé en seigneurie, 1225. Mort du seigneur de Colombier, 1263, 1292, 1348, 1379, 1380, 1382. Vauthier de Colombier, son mariage, 1380. Sa mort, 1414. Renaud de Colombier, sa mort, 1427. Jean de Colombier, sa mort, 1449. Antoine de Colombier, 1469. Sa mort, extinction de la maison, 1488. Lienhard de Chauvirey lui succède, 1488, 1511, 1513. En quoi consistait la seigneurie de Colombier, 1564. Pressoir de Colombier, 1627. (V. *Pressoir.*) Le prince accorde au seigneur de Colombier la justice criminelle et le ban, 1531. Il pouvait imposer des tailles, 1532. Cette seigneurie partagée, 1536. Procès du seigneur de Colombier avec Auvernier, 1553. Cette seigneurie offerte à vendre, 1561. Léonor d'Orléans l'acquiert, 1563. L'acte est dressé, 1564, 1566. Colombier est en différend avec son curé pour les charrues et la maintenance de la maison de cure, 1445, 1544, 1574, 1657.
- COLOMBAN.** Prêche l'Evangile, 616, 622.
- COLOMMIERS.** Mme. de Nemours y est envoyée en exil par Louis XIV, 1699. Rappelée, 1701.
- COLONNES** et Bonjons, 1454 art. 39.



- COFFRANE.** Le Brenil, 1530, 1539. La dixme, 1529. Le pâturage, 1486, 1547, 1550. Bataille de Coffrane, 1295, 1480. Coffrane et Montmollin, 1704.
- COLONIES.** Envoyées par les Romains en Suisse, Tom. I, page 17. An 60, 75, 604. Pour le Mississipi, 1719.
- COULOUVRENIERS.** Leur compagnie établie à Neuchâtel, 1506 et 1542.
- COMBAT.** Entre les chiens à Morat, 1476.
- COMBE.** 1340.
- COMBETTE-MIJOUX.** 1153, 1372.
- COMBLE.** Emine à comble, 1595 art. 18.
- COMBOURGEOISIE ET ALLIANCE.** Entre Berne et Fribourg, 1243, 1402. Entre le comte Rollin et la ville de Berne, 1307. Entre le comte Louis et la ville de Soleure, 1342. Renouvelée, 1369. Entre Berne et Bienne, 1306. Renouvelée, 1369. Entre Berne et Bienne, 1306. Renouvelée, 1352, 1365. Entre le comte de Neuchâtel et Soleure, 1373, 1396. Entre Berne et la Neuveville, 1388. Entre le comte Conrad et la ville de Berne, 1399. Entre Berne et le seigneur de Valangin, 1385. Renouvelée, 1451. Rendue perpétuelle, 1427. Renouvelée entre Jean de Fribourg et la ville de Berne, 1424. Renouvelée entre le comte Conrad et Soleure, 1406. Renouvelée entre le comte de Neuchâtel et Berne, 1458, 1473. Renouvelée entre Philippe de Hochberg et Soleure, 1482. Renouvelée avec Soleure, 1458. Renouvelée entre Berne et le comte Conrad, la ville de Neuchâtel, les chanoines de Neuchâtel; ce dont on a dressé trois actes, 1406. Renouvelée, 1417, 1529, 1505. Renouvelée entre Philippe de Hochberg et Berne, 1486. Renouvelée entre Philippe de Hochberg et Soleure, 1482, 1486. Contractée avec Fribourg, 1495. Renouvelée, 1503. Renouvelée avec Lucerne et Soleure, 1503. Contractée avec Lucerne, 1501. Contractée entre Berne et René de Châllant, 1522. Renouvelée 1544. Entre Léonor d'Orléans et les quatre cantons, 1570. Renouvelée entre Berne, Fribourg et Lausanne, 1525. Combourgeoisie de Berne renouvelée au nom du prince, 1583. Combourgeoisie de Berne avec la Prévôté, 1613. Renouvelée entre Berne et la ville de Neuchâtel, 1550, 1570, 1573, 1616. La lettre renouvelée, 1582. Combourgeoisie de Lucerne, Fribourg et Soleure, renouvelée par Jacques de Savoie, 1556. Renouvelée, 1599. Les bourgeois externes refusent de se joindre aux internes, 1599. Instances pour ce renouvellement, 1600. Combourgeoisie entre Berne et Valangin, renouvelée, 1537. Faite entre le canton de Soleure et le Landeron... Renouvelée, 1594. Combourgeoisie entre la Neuveville et Cerlier, 1578.
- COMÈTES.** 52, 68, 75, 392, 538, 603, 678, 725, 745, 763, 800, 838, 843, 868, 942, 943, 1000, 1004, 1027, 1223, 1240, 1254, 1264, 1301, 1313, 1315, 1337, 1340, 1352, 1373, 1400, 1432, 1456, 1457, 1472, 1506, 1527, 876, 882, 905, 983, 1045, 1097, 1146, 1500, 1530, 1531, 1532, 1533, 1538, 1539, 1543, 1555, 1556, 1560, 1577, 1580, 1582, 1590, 1593, 1596, 1604, 1618, 1619, 1652, 1661, 1664, 1665, 1680.
- COMMANDANT.** En chef, 1714.
- COMMANDE.** Donner une abbaye en commande, 858, 1106, 1111.
- COMMANDISES.** 1504.
- COMMERCE.** Libre du vin, 1351, 1384. Commerce défendu, 1531, 1547, 1678, 1711.
- COMMISE.** 1412, 1433, 1571. Proteste pour la commise de Valangin, 1571, 1592.
- COMMISSAIRE.** Général, 1547. Commissaires établis à Valangin, 1538. Commissaires, 1539. Leur office, 1539, 1585. (V. *Consistoire.*)
- COMMODE.** Empereur romain, 181. Sa mort, 192.
- COMMUNANCE.** 1406, 1411.
- COMMUNAUTÉS.** Le droit d'en avoir accordé aux Suisses, 68. Communautés du Val-de-Ruz prêtent serment à la princesse, 1595. Les causes des communautés sont jugées en Conseil d'Etat, 1693. Recours du gouvernement aux communautés, 1699. Communautés consultées, 1707. Par qui leurs causes doivent être jugées, 1552, 1560, 1566, 1580. Défense aux communautés d'acheter des fonds, 1574, 1580. Les communautés doivent du bois aux ministres, 1594. Défense aux notaires de recevoir des actes, 1574.
- COMMUNION.** Le temps de la communion, 1539, 1552, 1564. Communion de biens, 1679.
- COMPAGNIES.** De soldats levée à Neuchâtel, 1575, 1716. Compagnie des tonneliers à Neuchâtel, 1472, 1478. Des bateliers, pêcheurs et cossons, 1482. Des coulouvre-niers, 1506, 1542. Des Favres, 1520. Des marchands, 1507, 1554. Des vigneron, 1520, 1687. Des tailleurs, 1651.
- COMPARAIRE.** En jugement, 1214 art. 4.
- COMPERSONNIERS.** Peuvent retraire, 1664.
- COMPILATION.** De plusieurs lois, 1569.
- COMLOTS.** Contre le ministère, 1546.
- COMPROMIS.** Entre Isabelle et Marguerite de Wufflens, 1378. Entre Louis de Châlons et Jean de Fribourg, 1453. Non exécuté, 1467, 1475. Entre le duc de Savoie et Philippe de Hochberg, 1501. Compromis pour la paix, 1656. Compromis doit être effectué, 1626, 1657, 1666. Est irrévocable, 1684. Les arbitres doivent éclaircir, 1691. Compromis des princesses, 1673. Pour la paix, 1656.
- COMPTES.** Compte peut être revu, 1671. Doit être clair, 1672. Comptes de la ville de Neuchâtel, 1522. Dits pour des veuves, 1683. Comptes entre les princes de Montbéliard et de Neuchâtel, 1592. Pour Valangin, 1581. Dits de l'hôpital, 1585. Compte doit être rendu par serment, 1662, 1700.
- COMTES.** Leurs droits, 888. Ce qu'ils étaient au commencement, 414. Ils étaient établis pour exercer l'office de judicature, 1034. Origine du nom de comtes, 1034. Ils exer-



- çaient seuls la justice, 1214. Progrès des comtes, 1214. Différence entre les comtes et baillifs, 1214. Comtes de la Suisse se font souverains, 1250, 1275. Ils attaquent les villes et sont vaincus, 1250. Celui de Neuchâtel subsiste, 1250. Il refuse de rendre hommage à l'empereur, 1275. Comtes et barons faits prisonniers, 1259. Leur rançon, 1260. Ils rendent hommage, 1260. Comtes devenus voleurs, 1366, 1371, 1412. Comte D'Avy. (V. *Madrutz*.) Comte de Bourgogne était souverain, 888, 895, 936. Titre du comte de Bourgogne disputé, 1153. Comtes de Neuchâtel, leur origine et celle de leurs armes, 895, 936. Ulrich, premier comte ou baron de Neuchâtel, 1034, 1191. Leur droit d'assister aux Etats de Bourgogne, 1218. Le comte de Neuchâtel se prononce pour le parti du Perroquet, 1258. Contre Raoul de Habsbourg, 1267, 1272. Il prend le parti du comte de Montbéliard, 1283. Contre l'empereur, 1283. Le comte doit restituer, 1406 art. 11.
- COMTÉ.** De Neuchâtel n'était pas peuplé, 1035. Comtés de la Suisse rendus héréditaires, 858, 912. Ils sont aliénables, 1522. Déclarés indivisibles, 1156. Comté de Neuchâtel pris par les cantons, 1512. Rendu à Jeanne de Hochberg, 1529.
- CONCILES.** De Nice, 326. De Cologne, 347. D'Orléans, 510. De Besme, 510. D'Espeaune, 517. D'Orléans, 535. D'Auvergne, 538. De Mâcon, 585. De Châlons, 644. De Genève, 726. De Francfort, 794, 809. De Fribourg, 895. De Tournus, 948. De Romont, 1033. De Constance, 1044. De Mayence, 1072. De Vezelay, 1145. De Pavie, 1160. De Besançon, 1163. De Lyon, 1245. De Constance, 1414. Deux papes quittent Constance, 1415. Le pape Jean XXIII s'évade aussi, 1415. Concile de Bâle, 1431. Transporté à Lausanne, 1448.
- CONCIERGE.** A Môtiers, 1595.
- CONCISE.** 1248.
- CONCLAVE.** De la classe bâti, 1705.
- CONDÉ.** Le prince de Condé reconnu à Neuchâtel, 1682. Il écrit à Berne, 1683. Sa mort, 1686.
- CONDITIONS.** Des habitants de la Suisse sont différentes et d'où cela procède, Tom. 1, page 15. An 504, 1035, 1340.
- CONFÉRENCE.** Tenue à Orbe, 879. A Bienne, 1410. A Zofingue, 1450. Entre Louis de Châlons et Jean de Fribourg, 1453. A Neuchâtel, 1575. A Arberg, 1618. (V. *Journée*.) A Paris, 1672. Conférence refusée, 1673. Conférence tenue à Bienne, 1699. A Bevaix, 1704. A Grandson, 1714. A Bouvillard, 1715. A Langenthal, 1717. A Delay près de Portalban, 1718.
- CONFESSION.** Helvétique, 1537. Confession de Zurich et Neuchâtel, 1549, 1566.
- CONFESSIONNAL.** Donné aux Deux-Cents de Berne, 1518.
- CONFISCATIONS.** Appartiennent au prince, 1539.
- CONFRÉRIES.** De Neuchâtel, 1476. Du Saint-Esprit, 1400. De St-Nicolas, 1482, 1531, 1559. Des Sandoz, 1603. De Fontaines, 1400. But des confréries, 1603. Confrérie de Berne à l'honneur de Ste.-Anne dissipée, 1515.
- CONFIÉ.** Bien-fonds vendu est confié, 1671.
- CONFIRMATION.** Des promesses de S. M. prussienne, 1701.
- CONGÉ.** Par qui il peut être accordé, 1553. Congé requis aux divorciés pour se remarier, 1550. Sans ce congé le mariage est nul, 1550.
- CONJURATION.** 504 art. 18.
- CONNAISSANCE.** De justice nécessaire pour acquérir un fond, 1406. De justice, 1565, 1580.
- CONOD.** De Vautravers, 1392.
- CONQUÊTES.** Des Suisses, comment partagées, 1471.
- CONRAD.** Comte de la Petite-Bourgogne, ses armes, 867. Sa mort 888. Conrad, empereur, 912. Rendu tributaire des Huns, 917. Sa mort, 920. Conrad II, empereur, 1024. Brûle Neuchâtel, 1034. Il vient à Soleure, 1038. Sa mort, 1039. Conrad, roi de Bourgogne, sa naissance, 920. Va sous la cour de l'empereur, 936. Est couronné à Genève, 939. Epouse Mathilde, 948. Et va demeurer à Lausanne, 948. Il va à Arles, 950. Il devient le vassal de l'empereur, 950. Il va à Rome, 961. Il surmonte ses ennemis par un stratagème, 967. Sa mort, 990. Conrad ou Conod, évêque de Lausanne, 1090, 1099. Conrad III, empereur, 1138. Sa mort, 1152. Conrad duc de Zeringen, 1121. Sa mort, 1152. Conrad de Fribourg, sa naissance, 1376. Son mariage, 1394. Il succède à sa tante Isabelle comme seigneur de Neuchâtel, 1395. Terres qu'il possédait, 1396. Il s'allie avec Berne pour cinq ans, 1399. Il se rend dans la Terre Sainte, 1404. Mort de son fils, 1404. Il revient de son voyage, 1406. Il attaque les chanoines de Neuchâtel et quelques bourgeois, 1406. Il va à Nozeroy, 1407. Il retourne dans la Terre-Sainte, 1408. Il découvre de faux actes et se rend à Berne pour s'en plaindre, 1409. Il fait exécuter les auteurs de ces actes, 1412. Il se rend encore à Berne, 1414. Sa mort, 1424. Conrad Mönch, évêque de Bâle, 1393.
- CONSEIL D'ÉTAT.** Son origine, 1404. Son arrêt contre les deux princes pour ne donner qu'un chef à l'Etat, 1557. Il informe la princesse sur la vendition de Travers, 1586. Les bourgeois externes y paraissent contre les internes, 1599. Il est juge des différends qu'ont les communautés, 1566, 1693. De ce qui regarde le temporel des ministres, 1582. Sa précaution, 1694.
- CONSEIL DE VILLE DE NEUCHÂTEL.** 1214. Conseil des Quarante établi à Neuchâtel, 1529. Ses droits, 1529, 1549, 1657, 1658. Conseil de ville député à Berne contre les bourgeois externes, 1599. Il refuse de se



- soumettre au Conseil d'Etat, 1599. Il député à Berne, 1617. Il prie le prince de prêter serment, 1617, 1618. Déclaration du prince au Conseil de ville, 1618. Sa résolution contre le prince, 1618. Arrêt du Conseil de ville pour ses quatre juges des Trois-Etats, 1695. Le Conseil de ville cite la duchesse de Nemours à Berne, 1697. Somme remise au Conseil de ville, 1709.
- CONSEILLERS D'ETAT.** Non parents peuvent juger aux causes du prince, 1569. Le nombre des conseillers augmenté, 1709.
- CONSEILLERS DE VILLE.** Ce qu'ils doivent au prince, 1453 art. 14.
- CONSENTEMENT.** Du comte était requis aux venditions, 1214 art. 25, 1454 art. 25. Consentement du souverain nécessaire à un roturier pour acheter, posséder, hypothéquer un fief, le donner par testament, l'aliéner, et pour juger aux Audiences, 1537, 1553. Pour être bourgeois, 1707. Consentement du père requis au mariage de son enfant, 1536.
- CONSISTOIRES** Consistoire seigneurial établi à Neuchâtel, 1538. A Valangin, à Môtiers, à St-Aubin, à Travers, 1538. Opposition du Conseil d'Etat, 1538. Cinq consistoires doivent être établis dans le comté de Neuchâtel, 1550. Les juges, émoluments, 1550. Consistaires seigneuriaux, leur autorité, 1547. Lettre de Berne pour en établir, 1549. Consistoire de Neuchâtel seul, c'est-à-dire la justice matrimoniale seule peut juger des mariages, 1550. Difficulté au sujet du consistoire de Neuchâtel, 1562. Consistaires monitifs établis au comté de Neuchâtel, 1562. On doit y paraître, 1564. La rébellion punie, 1564. Ils ne peuvent imposer aucune peine personnelle, ni prison, ni amende, 1564. Ils jugent des causes matrimoniales en première instance, 1564. Consistoire monitif établi à St-Aubin; à Travers, 1711. Consistoire seigneurial de Valangin, quand il doit s'assembler, 1552. Quel en est le président. Les pasteurs doivent lui révéler, etc. Il peut s'assembler extraordinairement; défendu aux pasteurs de faire faire réparations publiques, 1552. Pourquoi René de Challans fait cette défense, 1552. Mandement du consistoire seigneurial, 1553. Consistaires monitifs établis dans la seigneurie de Valangin à Fontaines, 1562. Consistoire seigneurial de Valangin établi, 1547. Ses premiers juges, 1547. Comment on y procédait; ses émoluments 1547. La justice consistoriale de Valangin n'était pas un consistoire, 1547. Ce que c'est qu'un consistoire, 1547. Des témoins y doivent être entendus, 1547, 1550, 1552. Consistaires monitifs, 1538, 1542, 1547, 1564.
- CONSPIRATION.** Contre Fabry à Boudry, 1532.
- CONSTANT.** Empereur, 304. Sa mort, 353.
- CONSTANTIN.** Le grand, empereur, 306. Sa mort, 377. Constantin II, empereur, 337. Sa mort, 340.
- CONSTANCE.** Associé à l'empire, 290. Sa mort, 306. Constance, empereur, 353. Sa mort, 361. Constance, comte qui commandait dans les Gaules, 412, 414. Constance, Ville brûlée, Tom. I, page 12. Rebâtie en 308.
- CONSTITUTIONS.** Ecclésiastiques, 1536, 1546, 1552, 1553. Leur confirmation, 1553. Leur publication doit se faire deux fois l'année, 1536, 1541, 1542, 1549, 1553. Constitutions et ordonnances ecclésiastiques publiées à Valangin, 1564. Constitutions de Valangin, 1539. Confirmée par René de Challant, 1539. (V. *Ordonnances.*)
- CONTAGION.** 1382, 1517, 1583, 1682. Sur les pourceaux, 1506.
- CONTESTES** Au sujet de la préséance, 1547, 1559, 1720. (Voyez *Préséance, Différend.*)
- CONTI.** Le prince de Conti plaide à Paris contre madame de Nemours, 1694. Ses députés, 1694. Sentence de Paris en sa faveur 1697. Il est élu roi de Pologne. Sentence en sa faveur, 1698. Il vient à Neuchâtel, 1699. Sa demande, 1699. Il informe le roi Louis XIV, 1699, 1707. Il recuse des juges, 1707. Il arrive à Pontarlier; ses manifestes; sa protestation, 1707. Il donne une procuration. Son départ, 1707. Sa mort, 1709. Lettre de la princesse, sa veuve, aux bourgeois de Neuchâtel et Valangin, 1709. Naissance d'un jeune prince, appelé comte de la Marche, 1715.
- CONTISTES.** 1699.
- CONTRAT.** De mariage, 1694. (V. *Traité.*)
- CONTRACTER.** Est défendu aux pupiles, 1616. Ceux qui ne peuvent pas contracter, 1617.
- CONTRAINDRE.** Les enfants à se marier ne se doit, 1550. (V. *Forcer.*)
- CONTRIBUTIONS.** Pour les incendiés de Neuchâtel, 1714.
- CONTROLEUR.** De l'hôpital, 1585.
- CONTUMACE.** Passement contumace, 1532, 1553, 1580, 1588, 1618, 1672.
- CONVENTION.** Doit être ferme, 1691.
- COPIE** Des franchises demandée aux bourgeois de Neuchâtel par le comte Conrad, 1406. Copie des décrétales, 1566. Copie d'un règlement accordé aux Quatre-Ministres, 1594.
- COPPINGEN.** Duc de ce nom fait prisonnier, 1259.
- COQUELUCHE.** Maladie, 1529.
- CORAULT.** Pasteur à Genève, aveugle, 1536. Congédié de Genève, il va à Orbe, 1538.
- CORCELLES.** Prieuré, 1278, 1538. Réparé, 1340. Il était de l'ordre de St-Benoît, 1340. Corcelles, village, brûlé, 1378. Chapelle brûlée, 1406. Le temple rebâti, 1409. Le prieuré rebâti, 1409, 1536, 1543. Le four de Corcelles, 1550. Bourgeois renoncés, 1618. Traité fait avec Auvernier, 1677. Corcelles réformé, 1531.
- CORDE.** Echelle de cordes, 1602. Corde al-libère d'un bâtard, 1691.
- CORDONNIERS.** Ce qu'ils doivent, 1214 art. 7, 1454 art. 7. Leur confrérie, 1580.



**CORMONDRECHE.** 1263. Renaud de Cormondrèche, 1279, 1349, 1350, 1355. Nicod de Cormondrèche, 1351. Aimé de Cormondrèche, sa mort 1380. Généalogie des seigneurs de Cormondrèche, 1434. Maison de ce lieu, 1529. Le consistoire seigneurial devait s'y tenir, 1550. Rôle de ses bourgeois renoncés, 1618.

**CORNAUX.** 1371.

**CORPS.** Des bourgeois de Valangin, son commencement, 1603.

**CORRECTION.** (V. *Reprendre.*)

**CORRIGER.** Punition des jureurs qui ne se corrigent pas, 1553.

**CORS.** Donnés à ceux d'Uri par Charlemagne, 809. Tombés au pouvoir des Bernois à la bataille de Vilmergen, 1712.

**CORTAILLOD.** 1340, 1433, 1447, 1450, 1503, 1505, 1516, 1524, 1525. Cortailod condamné à maintenir le pont de Boudry, 1526. La pension du ministre augmentée, 1537. Son temple bâti, 1611. Cortailod, secrétaire d'Auvernier, 1599.

**CORVÉES.** 1406, 1524. Corvées de Valangin, 1582. Corvées dues à Neuchâtel par les étrangers, 1585.

**CONSEIGNEUR.** De Bevaix, 1225, 1263.

**COSSON.** 1403, 1481.

**COTE-AUX-FÉES.** Ce que doivent ceux de la Côte-aux-Fées, 1339. Erigée en paroisse, 1657, 1672, 1676.

**COTTENS.** 1478, 1536.

**COUDRE (LA).** La dîme de la Coudre donnée à l'abbé de Fontaine-André, 1480.

**COUPS.** De poing, de bâton, de pieds, 504 art. 11.

**COUR.** Etranger peut juger, etc., 1406. Cour des pairs, 1225, 1356, 1358, 1609, 1611.

**COURRIERS.** A Neuchâtel, 1682.

**COURSES.** Des Bernois, 1340. Des Suisses, 1476. Des Bourguignons au Locle, 1476.

**COURTELARY.** Fief, 1400. (V. *Fief*, 1618, 1656.)

**COUSTABLE.** Claude de Coustable, 1582, 1610. Maurice de Coustable, 1620.

**COUTUMES.** 1700. Les fiefs sont sujets à la coutume et non au droit romain, 1673. On doit juger suivant la coutume, 1214 art. 19, 1696. Les contractans peuvent se soumettre à des coutumes étrangères, 1701. Coutumes non écrites contestées par le prince, 1618. Points de coutume. (V. *Points.*) Coutumes écrites et non écrites, 1454 art. 48, 1458, 1562, 1618. Coutumes anciennes doivent subsister, 1214 art. 19, 1454 art. 20. Coutumes de Bourgogne en matière de fief, 504. Coutumes du Val-de-St-Imier en fait de partage, 504.

**COUTUMIER.** Qu'on veut introduire, 1532, 1547. Arrêt des Audiences pour en dresser un, 1547, 1617, 1618. Coutumier approuvé en Conseil d'Etat et non reçu, 1623. Protestation contre le coutumier, 1618. Résolution à l'égard du coutumier, 1618. Le nouveau coutumier est nul, 1666.

**COUVENTS.** Règlement fait à l'égard des couvents, 871. Couvents à Neuchâtel, 930. Action infâme arrivée dans les couvents de Neuchâtel, 1205. Les couvents abolis, 1205. Leurs rentes données aux chanoines, 1205. Couvent de Grandson, 1475.

**COUVET.** Erection de l'église, 1706, 1707.

**CRÉANCIER.** A son choix du bien, 1565.

**CRÉDIT.** Les hôtes ne doivent pas donner à crédit, 1565, 1580. Exception, 1580.

**CRÉDITEUR.** Doit rechercher son débiteurrière son juge.

**CRESSIER.** Le temple de ce lieu bâti par Jules César, tom. I, page 14. Patronage de l'église de Cressier donné, an 1180. Vigne à Cressier, 1310, 1326. Sa chapelle bâtie, 1400. La cure de Cressier est de mainmorte, 1180, 1542. Sa chapelle agrandie, 1608. Le curé de Cressier condamné à faire réparation, 1555. Cressier demande un pasteur, 1555. Etablissement de son curé, 1689. Obsèques de madame de Nemours, 1707. Cressier obtient des images, 1708.

**CR.** Le bien au cri aboli, 1565. Cris faits par le comte dans la ville de Neuchâtel, 1406.

**CRIER.** Audiences criées, 1532, 1553. Le cri non nécessaire pour la continuation des Audiences, 1553.

**CRIER-MERCI.** 1553.

**CRIMES.** Que le magistrat doit punir, 1564. Fautes criminelles, 1564.

**CRIMINEL.** Saisi par les bourgeois de Neuchâtel, 1533.

**CROISADES.** 1140.

**CROIX.** Croix rouge vue dans les airs, 1538, 1714. Ste.-Croix délimitation, 1577, 1581.

**CRONAY.** Seigneurie vendue par le comte de Valangin à Nicolas Manuel de Berne, 1573.

**CUDREFIN.** Seigneurie, 1428. Cudrefin est le lieu de la Marche entre Fribourg et le comte de Neuchâtel, 1495. Différend avec Neuchâtel, 1406, 1501.

**CULTE.** Des images condamné, 794.

**CURATELLES.** Données aux princesses, 1465, 1573. Confirmation, 1577. Curatelle demandée, 1672. Curatelle confirmée, 1672, 1679. Plaintes des conseillers de la curatelle, 1679. Curatelle et tutelle sont des offices virils, 1690. (V. *Tutelle.*) Curatelle de l'abbé d'Orléans remise à madame de Nemours, 1679. Elle lui est ôtée pour être donnée au prince de Condé et à son fils, 1682.

**CURATRICES.** Etablies, 1272, 1549, 1552, 1573, 1595, 1601, 1663, 1679.

**CURES.** Cure de St-Nicolas des Verrières, 1373. De la Sagne, établie, 1499. Cures de Boudry et de Cornaux vendues, 1538. Cure des Ponts, 1685. Ratification des traités relatifs aux cures de Valangin, 1585. Cures de mainmorte, 1180, 1537. Cures et chapelles, 1373. Restitution des droits des cures, 1594. Délimitation de leurs terres, 1594. Terres de cures doivent être franches de censes et de dîmes, 1594.



**CURE.** De Cressier fait réparation, 1555. Qui l'établit, 1689. Curé de St-Blaise fait prisonnier, 1532. De Serrières (V. *Serrières*.)

**CURIALITÉS.** 1433.

**CURTIUS PATERIUS.** Gouverneur de la Suisse, 165.

**CUSSIN ou COUCY.** Ses prétentions sur la Suisse, 1375.

**CYPRIEN ILNARD.** Pasteur à Neuchâtel, déposé, 1562.

**CZAR.** D'où ce nom dérive, 69.

## D

**DAGOBERT.** Dagobert I vient en Suisse, 632. Il aime ses habitants, 1632. Il chasse les juifs, 632. Il leur donne des franchises, 644. Sa mort, 644. Dagobert II, 711.

**DAME.** Notre-Dame-de-Pitié érigée à Colombier, 1488. A Neuchâtel, 1512.

**DAMOISEL.** 1373.

**DANSES.** 1539, 1540, 1542, 1553, 1554, 1570, 1579, 1594, 1596.

**DATE.** Nécessaire en fait de modération, 1672.

**D'AVY.** (V. *Madruz*.)

**DAVID.** Evêque de Lausanne, 827. Sa mort tragique, 850. David Piotay, ministre de Môtiers, condamné par un synode, 1663. David Boyve expose au Conseil de ville l'intention du prince, 1617. Il s'oppose à ses demandes, 1618. David Favargier anobli, 1639. David de Buren obtient Vauxmarcus, 1658. David Buchenel, sautier de Neuchâtel, 1573.

**DAUPHIN.** De France combat les Suisses et achète chèrement la victoire, 1444.

**DÉBITEUR.** Peut jouir pendant l'an et jour du bien-fond à lui taxé, 1570. Peut disposer de ses biens avant la délivrance de taxe, 1696.

**DÉBORDEMENTS.** D'eaux. (V. *Inondations*, 1579.)

**DÉCHOIR.** D'un usufruit, 1670, 1679.

**DÉCIUS.** Empereur, 251. Sa mort, 252. Décus, gouverneur de la Suisse, 287, 288.

**DÉCIME.** 1188, 1344. (V. *Dîme*.)

**DÉCLARATION.** De guerre ridicule, 1448. Déclaration du roi d'Angleterre, 1691. De Mme de Nemours, 1699.

**DÉCLINATOIRE.** Prétendu, 1609, 1610.

**DECRET.** De la cour impériale contre les Suisses révoqué, 1647. Décret ou loi concernant les ministres et leurs pensions, 1582. Décret concernant les justiciers, 1540. Décret se doit terminer d'un jour. Emoluments de ceux qui y assistent, 1683. Les engagères y entrent, 1691. On peut appeler, 1695. Décret, 1672. Collocation, 1674, 1693, 1695, 1709.

**DÉCRÉTABLE.** (V. *Discussion de biens*.) Insolvable emprisonné, 1565. Puni, 1580. Officier déposé, 1580.

**DÉCRÉTALES.** 1456, 1513, 1522, 1537, 1547, 1553, 1559, 1565, 1566, 1570. Décrétales doivent être observées, 1570, 1580. Faites à Valangin, 1560, 1588. Faites à Neuchâtel, 1565. Leur publication, 1565. Trois copies de décrétales, 1566, 1618.

**DÉDICACE.** Du temple de Neuchâtel, 1464. Cette fête reculée par le clergé, 1464. Dédicace de Fontaine-André, 1450, 1470. Du temple de Valangin, 1505.

**DÉDITE.** Est sans lods, 1690. Une veuve peut se dédire d'un accord fait avec ses enfants, 1696. Dédite dans la huitaine, 1655. Dédite est valable, 1690. Celui qui se dédit doit les vins, 1690.

**DÉDITES ET TENUES.** 1036, 1343. Neuchâtel en est affranchi, 1373, 1454 art. 36. Abolies à Boudry, 1526.

**DÉDOMMAGEMENT.** Sur le dernier acqui-teur, 1547. Dédommagement est dû par celui qui rompt l'amodiation, 1701.

**DÉFAUTS.** De nature, fondement du divorce, 1550. Défaut en justice, 1588.

**DÉFECTUOSITÉS.** Des testaments, 1642, 1645, 1661, 1662, 1681, 1704.

**DÉFENSE.** De troubler les ministres, 1550. Aux officiers de tenir taverne, 1553. Défense ne peut pas déposséder, 1678. Défense de Berne d'acheter du vin de Neuchâtel, 1678. Défense d'enrôler, 1690. Opposition, 1690. Défense du vin réitérée, 1718. D'aller en guerre, 1562. Défense faite en Bourgogne, 1643.

**DEGRÉS.** De parentage auxquels on peut juger, 1532, 1580. Degrés défendus en fait de mariage, 1536, 1539, 1550; permis, 1550, 1560. Quatrième degré de parentage, 1672. Degré de parentage d'un juge, 1693. D'un notaire, des témoins, etc., 1704.

**DÉLAI.** Accordé au prince, 1618. Délai de justice, 1570. De trente jours accordé à Berne, 1557. (V. *Renvoi*.) Délai demandé par les sujets de Valangin, 1579.

**DELAY.** Conférence de 1718.

**DELEMONT.** Son château démoli, 1366, 1436, 1540.

**DÉLIMITATION.** Entre Grandson et le Val-de-Travers, 1218, 1509, 1531, 1532, 1537, 1575, 1581. Entre la Ste-Croix et les Verrières, 1521. De l'Aubergeage des Verrières, 1524. Du comté de Neuchâtel envers la Bourgogne, 1524. Entre le Val-de-Travers et la Ste-Croix, 1525, 1577, 1581. Entre le Val-de-Travers et Grandson, 1616, 1631, 1714, 1717, 1583, 1631. Lettre au sujet de la délimitation, 1530. Dispute pour la délimitation, 1530. Ordre donné pour délimiter Lignièrès, 1531, 1673, 1675. Du côté de l'abbaye de St-Jean, 1531. Délimitation de Meyriez, 1539. A Chaufour, 1550, 1690, 1698. Chaux-de-Fonds déli-



- mitée, 1550. Chaux-de-Fonds, Locle et la Sagne, 1619. Entre Gorgier et Bevaix, 1568. Entre le comté de Neuchâtel et la Sainte-Croix, 1577. Des terres de cure, 1594. Des paroisses des Montagnes, 1685. Val-de-Ruz et la Sagne, 1662. De la dîme de Neuchâtel, 1559. De la mairie de Neuchâtel, 1559.
- DÉLIT.** Doit être recherché dans le lieu où il est commis, 1703.
- DELIVRANGE.** De taxe. (V. *Débiteur.*)
- DÉLUGE.** 1480. Déluge arrivé à Neuchâtel, 1579. On répare le dommage, 1579. Présents faits à la ville à cette occasion, 1579.
- DEMANDES.** Demande est nécessaire pour déposséder, 1569. Doivent être enregistrées, 1558. Comment on doit les notifier, 1615. Demande formée est valable ou invalide, 1654. Comment on doit la suivre, 1668. Demande nouvelle doit être formée, 1668. Demande non prescrite, 1671. Dette non confessée requiert une demande, 1671. Demande d'injure, 1673. Demande prescrite, 1675. Hypothèque requiert une demande, 1689. Demande formée en matrimoniale pour désertion doit être notifiée aux parents, 1691. Demandes faites au gouvernement par la princesse, 1663. Réponse, 1664.
- DÉMENCE.** De l'abbé d'Orléans, 1672.
- DÉMENTI.** Donné aux Audiences puni, 1553, 1559, 1565, 1569.
- DENI.** D'audience, 1433. (V. *Refus.*)
- DENIERS.** De salaire, 1593. Tiers denier n'a point de lieu en fait de partage, 1672. Comment on peut s'en faire payer, 1597. Tiers denier établi, 1565. Confirmé, 1570. Eclaircissement à ce sujet, 1570. On ne peut pas le prendre pour le Widerfall, 1696.
- DENOMBREMENT.** Du comte de Neuchâtel, 1407.
- DENREES.** Qu'on ne peut pas amener dans la ville, 1454 art. 45. Le prince est préféré, 1453 art. 8.
- DÉPART.** Ou *Abschied* fait à Neuchâtel, 1530.
- DÉPENS.** Celui qui demande plus qu'il ne lui est dû est condamné aux dépens, 1682. Règlement de dépens, 1683. Supportés par l'acteur, 1580. Dépens de justice, 1588. Taxés, 1622. Copie de modération de dépens doit être donnée, 1669. Dépens des Trois-Etats taxés, 1565. (V. *Frais.*) Dépens extraordinaires, 1570.
- DÉPENSE.** N'est pas due, 1683. Petite dépense, 1616.
- DÉPOSITIONS.** De ministres, 1537. Des pasteurs, 1564. D'un conseiller de ville, 1585. D'un justicier, 1585.
- DÉPOSSESSIONNER.** Ne se peut faire que par justice, 1553, 1678, 1695. Déposséder quelqu'un ne se peut faire que par une demande, 1569.
- DÉPOT.** Doit être présenté à la partie, 1553.
- DÉPUTÉS.** De Neuchâtel à Besançon, 1453. A Lausanne, 1453. En France, 1543, 1547, 1554. Députés de Berne et Fribourg à Neuchâtel, 1507, 1511. Des cantons, 1513, 1514. Leurs procédures, 1514, 1516, 1522, 1523, 1524, 1526. Des Etats voisins, 1694, 1699. Députés de Châlons à Berne au sujet de Neuchâtel, 1527. De Bienne à St-Imier, 1529. De Cortaillod à Baden, 1522. Députés de Berne à Valangin, 1531. De Savoie à Berne, 1548. De Berne à Neuchâtel, 1541, 1551, 1571, 1617, 1698, 1699. Députés du duc de Nemours, 1551. De Marie de Bourbon à Neuchâtel, 1551, à Soleure, 1576. Du comte de Tourniel, 1576. Députés de Neuchâtel au Conseil d'Etat, 1557. Députés de Marie de Bourbon à Chambéry, 1576, qui achètent Valangin, 1576. Députés à Berne au sujet de Valangin, 1584. De Valangin à Berne, 1589. Des Audiences à Berne; leur commission, 1557. Députés de Neuchâtel en France, 1558. Leur instruction, 1558. Le but de cette députation, 1558, 1559. Députés du prince à Berne, 1573. Députés de la ville de Neuchâtel à Berne, 1616, leur instruction, 1616. Contre les bourgeois externes, 1616. Contre le prince, 1617, 1618. Députés de Berne à Neuchâtel. Ils citent le prince, 1618; et les Quatre-Ministres, 1618, 1657, 1680, 1698, 1699. Députés des Etats voisins à Neuchâtel, 1657, 1694. Des cantons, 1668, 1673, 1699. Députés de la Classe à Paris, 1670; à Berne, 1699. Députés de madame de Longueville, 1672, 1673. Du prince de Conti, 1694. Députés de Neuchâtel à Berne pour le vin, 1678, 1683, 1705, 1713, 1718. Pour le renouvellement de bourgeoisie, 1695, 1696. De Fribourg et Soleure, qui protestent, 1679. Contre le ministre Girard, 1699. Députés à Dijon à madame de Nemours, 1673, 1679. Des cantons à Bienne, 1699. Députés à Zurich, 1707. A Paris, 1715. M. Samuel Pury, conseiller d'état, député à Zurich, 1707, à Paris, 1715.
- DERRIÈRE-MOULIN.** 1375, 1563, 1573, 1642, 1721.
- DÉSERTION DU MARIAGE.** 1550. (V. *Absence, divorce, demande.*)
- DESIDERIUS.** 347.
- DESOBÉISSANCE.** Punie, 1550.
- DÉSORDRES.** Dans l'Empire et en Suisse, leur origine, 1274. Raoul de Habsbourg y remédie, 1275.
- DESSEURÉS.** C'est-à-dire Détronqués, 1452.
- DÉSUNION.** A Neuchâtel, 1451. (V. *Troubles.*)
- DÉTRONQUÉS.** Le bien des enfants détronqués remonte au père et à la mère, 1532, 1574. Enfants détronqués, 1662, 1678, 1712.
- DETTES.** Doivent être payées par l'héritier, 1569. D'un fils payées par le père, 1578. Des enfants émancipés, 1583. L'avoyer ne peut contracter des dettes, 1617. Les dettes d'un père doivent être payées par les enfants, 1678. Dettes liquides et illiquides, 1703. Dettes doivent être payées sur les acquêts, 1663. Dette non confessée, où il la faut rechercher, 1667. Dettes doivent être payées du bien du mari, 1671. Dette non confessée requiert une demande, 1671.



Dettes d'un fils de famille, 1672. Dettes de la femme se paient sur son bien, 1673. Dettes sans obligation dues par une hoirie, 1673. Dettes d'un fils, 1689, 1702.

**DEVINS.** Leur punition, 1542, 1553, 1594, 1616, 1630, 1711.

**DEVOIRS.** D'un père de famille, 1647. Des magistrats, des pasteurs, 1564.

**DIACRES.** Leur élection, 1564. Diacre de Valangin, son établissement, 1566, de Môtiers, 1569.

**DIAMANT.** Du duc de Bourgogne, 1476.

**DIDIER.** Roi des Lombards, 771.

**DIDIER.** Julien, empereur romain, sa mort, 193.

**DIESBACH.** Louis de Diesbach de Berne, premier baillif de Neuchâtel, pendant la domination des Douze Cantons, 1512. George de Diesbach, gouverneur de Neuchâtel, 1577.

**DIESSE.** Maison fort ancienne, Tom. I, page 14, an 1422, 1580. Claus de Diesse, 1414. Didier de Diesse, 1535. Claude de Diesse, 1548 (V. *Fief*.) *Tour de Diesse*, Tom. I, page 14, 1580, 1585. Jean de Diesse, 1595. Montagne de Diesse, 1248. Quels sont les droits, qu'y ont l'évêque de Bâle et de Berne, 1450.

**DIÈTE.** A Bâle, 1033. (V. *Journée*.)

**DIETHELM.** De Toggenbourg, 1226.

**DIFFÉREND.** Entre les comtes de Neuchâtel, 1248, 1278. Entre l'évêque de Bâle et le comte de Neuchâtel, 1282. Entre les comtes d'Arberg, Valangin et Nidau, 1303. Entre le comte Rollin et le baron de Grandson, 1336. Prononciation du comte de Savoie, 1336. Au sujet de Lignièrès, 1349. Entre Grandson et le Val-de-Travers pour les limites, 1350. Entre le comte Louis et Althaud d'Estavayer, 1359. Entre la dame de Valangin et le comte de Gruyères, 1366. Entre la comtesse Isabelle et Marguerite de Wufflens, 1373, 1374, 1378. Entre le comte de Savoie et le baron de Grandson, 1377. Entre Isabelle et le baron de Grandson, 1388. Entre l'évêque de Bâle et les comtes de Neuchâtel, 1403. Entre le comte de Savoie et Berne, 1410; pacifié par le comte de Neuchâtel, *ibid.* Entre l'évêque de Bâle et Thiébaud de Neuchâtel, 1423, 1424, 1426. Entre Grandson et Sainte-Croix pour les limites, 1446. Entre le comte de Neuchâtel et le baron de Grandson, 1450. Entre le magistrat de Berne et la noblesse, 1470; terminé par Rod. de Hochberg, *ibid.*, et par l'évêque de Bâle, *ibid.* Différend pour Boffremont, 1471. Pour la chapelle d'Auvernier, 1477. Entre le seigneur de Valangin et les taillables, 1480. Ils vont à Berne, 1480. Entre Grandson et le Val-de-Travers pour les limites, 1484. Entre Philippe de Hochberg et Fribourg pour Gorgier, 1490. Entre Philippe de Hochberg et le duc de Savoie, 1501. Entre Claude et Simon de Neuchâtel, frères, 1512. Sentence des Audiences, 1512. Les différends entre Berne et Neuchâtel

comment ils doivent être terminés, 1406. Différend entre Neuchâtel et Cudrefin, 1406. Différend terminé par un combat, 1375. De Lausanne au sujet de la religion, 1533. Entre Farel et Chaponneau, 1542, 1544. Entre le prince et la ville de Neuchâtel pour la réception des bourgeois, 1545. Entre les vassaux pour la séance, 1547, 1559. Entre les bourgeois internes et externes, 1548. Entre le petit et le grand Conseil de Neuchâtel, 1549. Entre des mariés pour fait d'adultère, 1550. Entre baron de Gorgier et ses sujets, 1554. Entre l'évêque de Bâle et Bienne, 1556. Entre le seigneur de Colombier et les Quatre Ministraux, 1557. Entre le seigneur de Travers et des sujets de Valangin, 1557. La justice doit juger des différends entre la seigneurie et ses sujets 1558. Les différends des communautés doivent se juger en Conseil d'Etat, 1566. Différends pour la doctrine, 1564. Différends pour les terres du Brisgau, 1571, 1574, 1576, 1580, 1581. Différend au sujet de Valangin renvoyé à Baden, 1584; terminé par une sentence des neuf cantons, 1584. Différend sur la vendition de la seigneurie de Travers, 1586. Différend entre Grandson et le Val-de-Travers pour le bocchéage, 1603. Différend entre l'évêque de Bâle et Berne, 1606. Différend de la Seigneurie avec Berne au sujet de la juridiction des rives du lac de Bienne, 1688. De la ville de Neuchâtel avec la seigneurie, 1688. Pour les péages, 1688. Avec Valangin, 1688.

**DIFFICULTÉS.** Entre le pays de Vaud et Neuchâtel, 725. Entre plusieurs empereurs, 1275. Entre le comte de Neuchâtel et le seigneur de Valangin, 1293. Comment terminée, 1294. Entre le comte de Neuchâtel et le baron de Grandson, 1317, 1334. Entre les habitants de Mijoux et des Verrières, 1337. Entre le comte Louis et Etienne de Montfaucon, 1343. Entre les villes de Neuchâtel et Cudrefin pour le péage, 1404. Entre le duc de Savoie et Rodolphe de Habsbourg, 1470. A l'égard du Landeron et de Lignièrès, 1403. Entre le comte et les bourgeois de Neuchâtel, 1406. Entre le comte Louis et le seigneur de Gorgier, 1356, 1358. Entre Louis et le seigneur de Valangin au sujet des limites, 1359, 1424. Entre Jean de Fribourg et le seigneur de Colombier, 1444. Entre Jean de Fribourg et la ville de Neuchâtel, 1451. Entre l'évêque de Bâle et LL. EE. de Berne, 1458. Prononciation, *ibid.* Pour la chasse, 1474. Le comte et la ville vont pour ce sujet à Berne, 1474. Pour la dîme de Treyporta, 1475. Entre le seigneur de Valangin et les francs habergeants, 1476, 1477, 1478. Entre les cantons, 1481. Entre le duc de Savoie et Rodolphe de Habsbourg et autres, 1483, terminés, *ibid.* Entre Rodolphe de Habsbourg et la ville de Neuchâtel, pour des prisonniers, 1486. Entre Neuchâtel et le



Landeron, 1488; terminés, 1488. Pour le Chablais, 1489, 1491. Entre le comte et les bourgeois de Neuchâtel, 1497. Entre Neuchâtel et le Landeron, 1497, 1500. Entre les cantons pour le baillif de Neuchâtel, 1514. Entre les vassaux de Valangin pour un fief, 1515. Au sujet du curé de Cortaillod 1521. Entre le conseil de ville de Neuchâtel et les bourgeois, 1522. Pour la dîme de Neuchâtel, 1523. Pour les pâturages de Chaumont, 1523. Entre les curés de Cortaillod, 1524. Entre les bourgeois internes et externes de Valangin, 1524. Pour de la terre à Valangin, 1525. Entre Boudry et Auvernier, 1526. Entre le duc de Savoie et Genève, 1535. Pour la baronnie de Vauxmarcus, 1538. Pour quatre actes, la ville de Neuchâtel avec la princesse, 1539. Entre Farel et une dame de Neuchâtel, 1541. Entre le conseil de ville et la commune bourgeoisie au sujet de sept bourgeois reçus, 1545. Entre les vassaux pour la préséance aux Audiences, 1553. Au sujet du consistoire de Neuchâtel, 1567. Entre les bourgeois de Neuchâtel internes et externes, 1577. Pour la vente du vin, 1581. Au sujet de ceux qui étaient allés en guerre, 1585. Au sujet du bocchéage rière Grandson, 1591. A l'égard du banneret de Neuchâtel et de son serment, 1594. Entre Neuchâtel et Valangin au sujet des Trois Etats, 1597. Entre les bourgeois internes et externes, 1599, 1610, 1617, 1618, 1692. Au sujet de la délimitation du Locle et de la Sagne, 1619. Au sujet du serment du gouverneur, 1628. A l'égard de la seigneurie de Travers, 1663. A l'égard du sel à Neuchâtel, 1672. Avec Berne, 1674. Pour le vin, 1676. Pour un enfant illégitime, 1714. Entre la Sagne et les Ponts, 1718. La Sagne condamnée, 1718. Pour la préséance, 1720. Pour les vins étrangers, 1721. Pour la délimitation entre le Val-Travers et Grandson, 1575. Pour la délimitation entre le comté de Neuchâtel et Sainte-Croix, 1577.

**DIJON.** Seigneurie, 1001. Assiégée par les Suisses, elle fait un traité avec eux, 1513.

**DIMANCHE.** Doit être sanctifié, 1594, 1630. Punition de ceux qui le profanent, 1542. Aller sur le lac tirer, chasser, défendu le dimanche, 1553. Ceux qui le violent, 1553. Premier dimanche de mars établi pour les réemptions, 1565. Pour les montes de la ville, 1565. Lorsqu'un homme a été enseveli sur ce jour, les héritiers doivent demander l'investiture pour un samedi, 1631.

**DÎMES.** 508. Des Verrières abonnées, 1592, 1610. L'évêque de Lausanne possédait des dîmes dans le comté de Neuchâtel, 1180. Dîmes d'Enges, 1234. De Coffrane, 1261. De Marin, 1275, 1280, 1281. d'Anet, 1285. De Neuchâtel, 1214 art. 12, 1523. De Chevroux, 1310. De Moringen, 1310. De Merzlingen, 1344, 1374. De Bretiège, 1420, 1423. D'Areuse, 1420. De Treyporta, 1475. Des Gentilshommes, 1522. De Dombresson,

1344. De St-Pierre données au chapitre, 1373. Les dîmes doivent se cueillir à vendanges, 1403 art. 27. Dîmes de Travers, 1413. Dîme de la Coudre donnée, 1480. Accord fait pour cette dîme, 1480. Dîme de Cressier donnée, 1480. Dîme des Montagnes à la onzième, 1480. Dîme à deux émines d'avoine par pose, 1528, 1543. Dîme de Coffrane donnée en fief, 1529. Dîme donnée à Fontaine-André, 1531. Dîmes des Montagnes rendables à Valangin par chaque particulier, 1539. Dîme de Boudry mise à la dix-septième, 1568. Neuchâtel affranchi de la dîme dans la mairie, 1552, 1562. Comment la dîme de Neuchâtel fut payée, 1552. Dîme de la Côte vendue, 1586. Dîme à la conscience, 1214 art. 16, 1534. De la Joux, 1536, 1562. Des chanoines de Neuchâtel, 1539. De chanvre de Fenin, 1543. De Chazard à la vingt-deuxième, 1543. Des Montagnes et du Val-de-Travers, 1547. Dîme de Neuchâtel délimitée, 1559. De Treyrods, 1566. Instance par la dîme de Neuchâtel, 1566. Dîme de Vuens donnée à l'abbé de Fontaine-André, 1413. Dîme quittée pour dix ans, 1659. Dîmes achetées par le prince, 1665. Dîme à l'émine, 1702. Règlement des dîmes des Montagnes, 1654 art. 5 et 6, 1705, 1706. Dîmes données à l'hôpital, 1539. (V. *Decime*.)

**DIOCLÉTIEN.** Empereur, 285, sa mort, 313.

**DIPLOME.** 1299.

**DIRECTEURS.** Des couvents, 871.

**DISCIPLINE.** Ecclésiastique, 1532. Etablie à Genève, 1536. A Neuchâtel, 1538, 1542. Discipline nécessaire, 1547. Elle dépend des pasteurs, 1547. Elle est utile, 1547, 1562, 1564.

**DISCOURS.** Fait par l'ambassadeur de France pour installer un gouverneur, 1645.

**DISCUSSION.** De biens doit être notifiée aux créanciers, 1569. Discussion de la baronnie de Gorgier, 1572, 1573. Egaieurs nommés pour cette discussion, 1573. Fief de Diesse mis en discussion, 1580. L'ancienne date précède même à l'égard des étrangers, 1615. (V. *Décrets*.)

**DISETTE.** 1076.

**DISPENSES.** Du pape abolies 1550.

**DISPOT.** 1618.

**DISPUTE.** Pour la religion à Berne, 1528; à Genève, 1534; qui se reforme, 1535; à Lausanne qui se reforme, 1536.

**DIVISIONS.** En Suisse. (V. *Trouble, Désunion*.) Du comté de Neuchâtel, 1557. Entre Berne et Soleure, dont quelques bourgeois de Neuchâtel profitent, 1632.

**DIVORCE.** Sur quoi il doit être fondé, 1536, 1550. Statuts concernant les divorces, 1550, 1564. Pour désertion, 1550, 1691.

**DOCTEURS.** En théologie, 1564.

**DOLE.** Brûlé avec ses archives, 1479.

**DOMAINE.** Du château de Neuchâtel, 1538. De Boudry, 1595.



**DOMBRESSON.** 1000. Bâti, 1160. Son patronage, 1160, 1329. Donation faite à l'église de Dombresson, 1350. Accensement, 1568. Dombresson persécuté, 1531. Sentence rendue par la ville de Bienne, 1531. Pension du ministre, 1531. Le pasteur dépouillé de sa pension, 1546. Traité pour l'église de Dombresson, 1546. René de Challant achète son patronage, 1552.

**DOMESTIQUES.** Doivent recevoir de l'instruction, 1594, 1630. Domestiques scandaleuses, 1536. Domestiques du prince exempts de l'élection pour la guerre, 1585. Les domestiques ne peuvent témoigner, 1643, 1673.

**DOMICILE.** Les héritiers doivent vider leurs différends rière le domicile du défunt, 1693.

**DOMINATION.** De la cure de St-Nicolas des Verrières, 1373.

**DOMINICAÏNS.** Exécutés à Berne, 1509.

**DOMITIEN.** Empereur romain, cruel persécuteur, 82. Sa mort, 96. Domitien, évêque de Genève, 415.

**DOMMAGE.** Causé par une rivière non guéable, 1559. Causé à Neuchâtel par le Seyon, 1579.

**DONATEUR.** 1503.

**DONATIONS.** Faites à l'église, 1000, 1226, 1260, 1275. Par l'empereur, 1285, 1372, 1373. Au chapitre de Valangin, 1513. Donation de Girard du Terraux, 1481. Donation révoquée, 1366. Donation faite par Jeanne d'Hochberg à Pierre Pétremand, 1541. Par le même à ses enfants, 1519, 1543. Donations révoquées, 1543. Faites à l'hôpital, 1585. Du duc de Longueville à son frère le comte de Saint-Pol, 1668, 1671. Faite aux capucins du Landeron, 1699. Donation entre vivants, 1664, 1696. Quand elle se doit payer, 1696. Donation de Mad. de Nemours au chevalier de Soissons, 1699. Donations faites par M. de Metternich au nom du roi de Prusse, 1708.

**DONJON.** La tour tombe, 1680, 1692.

**DONNA.** Du Prieuré de Môtiers, 1538, 1569.

**DONS.** Faits aux bourgeois amodérés, 1699. Aux bourgeois externes, 1699. Aux sujets de Valangin, 1707. Dons du prince, 1657. Don fait aux bourgeois de Valangin, 1698. Dons gratuits faits au prince, 1642, 1651. Dons faits à la ville de Berne au sujet d'une grêle, 1520. Dons faits à Neuchâtel au sujet d'un incendie, 1714.

**DONZEL.** 1164.

**DOT.** 1536, 1582, 1662. Dot des filles des comtes de Neuchâtel, 1286, 1342. Dot considérable, 1319. Dot assignée et confirmée, 1414. Dot de Marie de Savoie, cause de troubles, 1501. Dot non due, 1536.

**DOUBLE.** De la procédure doit être retenu par le greffier, 1553.

**DOUBS.** Droit du seigneur de Valangin sur le Doubs, 1408.

**DOULX.** Village de Bourgogne, 1452.

**DOUZAINS.** Etablis à Valangin, 1613,

**DOYEN.** Origine de ce nom, 858, 871.

**DRACHME.** Espèce de monnaie qui valait 7 creutzer.

**DRAGON.** Vu en l'air, 1500.

**DRAPS.** Se doivent vendre aux Hâles, 1454 art. 43.

**DROITS.** Des évêques, 510. Droit d'élire les papes et de confirmer les prélats, 809. Droit de chasse donné à l'évêque de Bâle, 1004. Droit de l'église, 1301. Droit des mineurs, 1301. Droit de régale, 1306, 1354. Droits des rois de Bourgogne sur leurs vassaux, 1034. Droit des cernées, des tavernages, des reclaiges, des chausses, de la pêche, 1481. Droit de rachat sur la seigneurie de Travers remis, 1586; sur celle de Valangin vendu, 1586. Renonciation au droit de retrait sur Travers, 1587. Droit de proximité ne doit être vendu, 1560, 1580. Ce droit appartient à l'ainé, 1634. Droit de retrait d'une terre taxée peut être vendu, 1679. Le créancier est obligé de recevoir la somme de l'acquéreur, 1679. Droits de justice se payent comptant, 1565. Droits ordinaires de la justice ne peuvent pas s'augmenter, 1678. Chaque partie doit payer les siens, 1678. Droit accordé aux Trois Etats, 1559. Confirmé, 1560, 1565, 1618. Droits d'autrui on ne peut pas s'en exempter par testament, 1629. Droit de porterie, 1218, 1340. Droit romain n'est pas en usage à Neuchâtel, 1705, 1706. Droits souverains qu'avaient les comtes de Neuchâtel, 1354. Droits de souverain vendus par l'empereur au comte Louis, 1347, Confirmés, 1354. Droit de souveraineté donné aux Suisses, 1365. Droit d'inféoder accordé à Berne, 1439. Droits accordés par l'empereur à Conrad de Fribourg, 1415. Droits de l'empereur vendus aux Suisses, 888. Droits des empereurs sur la Suisse, 1034, 1214, 1291. Droit de chasse, 1453 art. 18, 1454 art. 52. Droit d'établir des forestiers, 1454 art. 51. Droits de justice vendus, 1526. Droits des majeurs, 1703. Droit du comte de retenir les denrées qu'un bourgeois achète, 1453 art. 8. Droits auxquels on renonce dans des actes publics, 1428, 1432, 1433. Plusieurs droits exprimés, 1450. Droit du prince sur les bêtes de la boucherie, 1214 art. 6; sur les cordonniers, art. 7.

**DRUIDES.** Tome I, pages 8 et 9.

**DUBOIS.** Famille, 1383, 1396.

**DUCHÉ.** De Bourgogne remis à la France, 499. De Souabe, 500, 563, 935, 1034. Duchés rendus héréditaires, 912.

**DUEL.** Entre Girard d'Estavayer et Othon de Grandson, 1400. Duel considérable à Bâle, 1428.

**DUNILLAQ.** Pierre Dunillaq, 1383, 1396.

**DUPUY.** Sa lettre, 1704.

**DURVAL.** 308, 1386. (V. *Tavannes*.)

**DUUMVIRS.** 304.

**DYSSANTERIE.** 1676, 1718.



## E

- EAUX.** Le cours des eaux accensé à la communauté du Locle, 1567. Eaux basses, 1585. Eaux abondantes, 1652.
- EAUX.** Minérales de la Brévine, 1654, 1672, De Villiers, 1693.
- EBERHARD.** Seigneur de Valangin, 1160, 1181. Eberhard, comte de Kibourg, 1322.
- ECCLÉSIASTIQUES.** Ne peuvent pas régner, 715. Ne peuvent pas acquérir des fonds, 1522. Adultères comment punis, 1536. Ordre ecclésiastique pratique, 1543, 1552. Juge du temporel des ecclésiastiques, 1582, 1594. (V. *Ordonnances. Constitutions.*)
- ECHALLENS.** Pris, 1475. Remis à Berne et Fribourg, 1484. La maison de Châlons qui le possédait y renonce, 1513.
- ECHANGE.** De Bienne, 1598. De Lignièrès, 1624. Confirmé, 1625. Surprenant, 1534. Echange d'une maison contre un jardin, 1453. Frauduleux défendu, 1522, 1580. Echange de censes directes, 1544. Echange frauduleux, 1560, 1588. Echange hypothéquée, comment on peut se dédommager, 1674. Echange d'un bien qui est à la femme, 1703.
- ECLAIRS.** 1522.
- ECLIPSES.** Totales, 238, 797, 848, 878, 895, 968, 1134, 1238, 1356, 1415, 1448, 1465, 1485, 1544, 1605, 1652, 1654, 1706.
- ÉCOLE.** Maîtres d'école, 1532, 1564, 1594.
- ÉCONOMIQUE.** (V. *Chambre.*) Biens d'église.
- ECOSSE.** Reine. (V. *Marie de Lorraine.*)
- ECOT.** (V. *Hôte.*)
- ECRIT. LE. PAR ECRIT** accordé aux parents, 1552.
- ECRITEAU.** (V. *Inscription.*)
- ECUS.** Nouveaux d'or, 1455.
- EDUCATION.** Des enfants, 1672.
- EGALEURS.** Nommés pour le décret de Gorgier, 1573.
- EGILOLPE.** Evêque de Lausanne, 620.
- EGLISE.** Collégiale de Neuchâtel, 1206. De Valangin, 1500. Legs fait à l'église repris, 1544, 1559. Eglise de main morte, 1180.
- EGLISES.** Dont l'abbé de Fontaine-André était collateur, 1539. Visite des églises, 1537, 1564. Traité pour les églises de Valangin et d'Engollon, 1558. Eglise de Valangin confirmée, 1570.
- EGON.** De Fribourg, sa mort, 1236. Egon IV. son mariage avec Varenne, 1372, 1376. Sa mort, 1385.
- EGYNOLPHE.** Evêque de Lausanne, 968, 985.
- EGYPTIENS.** 1553.
- ELECTIONS.** Des évêques, comment elles doivent se faire, 538. Difficulté à ce sujet, 1313. Elections des pasteurs par qui et comment elles doivent se faire, 1532, 1546, 1564. D'un pasteur faite par la classe de Valangin, 1569. (V. *Provision. Nomination.*) Des régents d'école, 1532. Des Quarante hommes du conseil de ville, 1522, 1529. Pour la guerre, 1522. Des troupes de Valangin faite par la seigneurie, 1589. Par les maîtres-bourgeois, 1628.
- ELÉONORE.** De Savoie comtesse de Neuchâtel, sa généalogie, 1285. Sa mort, 1331. Eléonore d'Orléans, son mariage, 1596.
- ELEPHANT.** A Neuchâtel, 1651.
- ELISABETH.** D'Affry, gouvernante de Neuchâtel, sa mort, 1604.
- ELOIGNEMENT.** Du seigneur fatal aux sujets, 922.
- EMANCIPE.** (V. *Détronqués. Majeur.*)
- EMER.** Jacquet de Vaumarcus obtient la permission de bâtir un four, 1456.
- EMER.** De Ramstein, évêque de Bâle, déposé, 1382, 1389, 1391.
- EMILIE.** De Nassau, fille de Guillaume, 1626.
- EMILIEN.** Empereur, sa mort, 255.
- EMINAGE.** 1214 art. 9, 1278, 1454, 1537, 1562, 1669. Eminage aux Hâles de l'orge, avoine, pois et autres légumes, 1617, art. 10.
- EMINAGEURS ET RECEVEURS.** Leurs droits sur les censes des fours et moulins, 1547.
- EMINARDE.** 1496.
- EMINE.** A combles, 1595. De moisson, 1560, 1685, 1691. Emine de la porte, 1218, 1373. Dîme à l'émine, 1702.
- EMOLUMENTS.** Des nobles, réglés, 1522. D'un acte, 1671. Des justiciers, des sautiers, 1683. Des greffiers, 1537. Des juges envoyés aux justices, 1547. Des juges de matrimoniale, 1550. Des justiciers, 1622. (V. *Salaire.*)
- EMPEREUR.** Ce titre donné à César, Tom. I, page 16. Empereurs d'occident, 800. Droits des empereurs en Suisse, 1214. Ils pouvaient ériger des fiefs, 1214. L'empereur donne des ordres pour Neuchâtel, 1284. Il incite contre Berne, 1336. Empereur faînéant, 1250. L'empereur Sigismond va en France; il crée le comte de Savoie duc, 1416. L'empereur Maximilien battu par les Grisons, 1499. Il attaque les Suisses. Neuchâtel et Valangin appréhendent une invasion, 1499. L'empereur Joseph s'intéresse dans les affaires de Neuchâtel, 1707.
- EMPIRE.** Les Romains veulent l'abolir, 41. L'empire attaqué, 262. Partagé, 313. Transféré aux Allemands, 912. Neuchâtel est allié de l'empire, 1357, 1547, 1566.
- EMPRISONNEMENT.** D'un bourgeois de Neuchâtel à Valangin, 1653. De trois princes, 1650. Des divorciés qui se remarient sans congé, 1550. Des ivrognes, 1580. Des insolubles, 1565.
- EMPRISONNER.** (V. *Prisons.* 1707 art. 5.)
- EMPRUNTS.** 1566.
- ENFANTS.** Détronqués, 1712, 1630. (V. *Détronqués.*) Les enfants doivent être instruits, 1594. Obéissants, 1594, 1630. Examinés pour communier, 1553. Ceux qui maltraitent père ou mère doivent être punis, 1553. Doivent aller aux catéchismes, 1553, 1616. Enfants et larçons qui dérobent les raisins et les fruits, 1547. Les enfants doivent fréquenter les écoles,



1564. Enfants entretenus, 1564. Leur légitime, 1565. On ne doit pas leur prêter, 1565. Enfants du deuxième lit, 1549. Enfants de frères ne se doivent point marier ensemble, 1550. Quand les enfants peuvent se marier, 1536. On ne les doit pas forcer, 1536. Leur bien doit retourner aux père et mère, 1547. Enfants sous tutelle doivent payer les dettes qu'ils font quoiqu'indivis, 1565. Enfants des enfants succèdent au grand-père, 1650. Enfants n'héritent pas des biens de leur belle-mère, 1658. Ce que doivent retirer les enfants du premier lit, 1661. Enfants représentent le père, 1666. Enfants doivent payer les dettes du père, 1678. Enfants détronqués peuvent jouir de la moitié des biens du père, 1678, 1712. Le survivant à la garde des enfants, 1683. Enfants utérins ne s'héritent pas, 1691. Enfants sous tutelle ne peuvent contracter, 1696. Prêter aux enfants à l'insu du père ou tuteur, etc., 1696, 1706. Enfants sont nommés dans un testament lorsqu'on nomme le père, 1705. (V. *Education*.) Enfant enlevé à Cressier, 1698.
- ENGAGÈRES. 1214 art. 25, 1412. Quand la cense se doit payer, 1670. Les engagères entrent dans le décret, 1537, 1691.
- ENGIN. 1340.
- ENGOLLON. Maison noble, 1435. Village, 1301, 1536, 1547, 1558. Son pont construit, 1703.
- ENQUÊTES. Le prince n'en peut pas faire, 1454 art. 33, excepté sang et mainmise, 1454 art. 33, 1539. Contre les jureurs, 1553, 1583. Enquêtes, 1617, 1618 art. 9. Sans frais, 1683, 1703. Faites dans les Comtés, 1701.
- ENREGISTRER. Les mariages. Les ministres sont obligés de les enregistrer, 1536; comme aussi les enfants qu'on baptise, 1553, 1564. Les clercs doivent enregistrer les clames et demandes, 1558.
- ENROLER. Défense d'enrôler, 1690. A qui il appartient d'enrôler les bourgeois du Val-de-Travers, 1585. Enrôler au rang des ivrognes, 1580, 1588.
- ENSEIGNE. De Neuchâtel à Paris, 1707.
- ENSEVELISSEMENT. Les repas qu'on y fait défendus, 1616, 1661, 1703.
- ENTERREMENTS. (V. *Ensevelissements*.)
- ENTREPRISE. De sept cents jeunes hommes des cantons, 1477. Renforcés de 2000 hommes, ils menacent Neuchâtel, 1477.
- ENTREROCHÉ. Au pays de Vaud, 126. On y fait un canal, 1640.
- ENTREVUE. De trois rois, 935. A Orbe, 879.
- ENTRONQUÉ. 1583. Un entronqué qui se marie, 1595.
- ÉPÉE. Défense d'en porter deux, 1542. Coup frappé avec l'épée, 1559. Vue en l'air, 1527.
- EPHRATA. Evêque de Cologne hérétique, 347.
- EPITRE. De Farel contre Caroli, 1543.
- EPOQUE. Chrétienne. Tom. I, page 17.
- EPOUSAILLES. 1542, 1553. (V. *Mariage*.)
- EPOUSES. Comment menées à l'église, 1553.
- EPOUX. Ses droits, 1547.
- ERGAU. Ravagé, 69. Remis aux cantons, 1415.
- ERGUEL. Seigneurie, 1000, 1330, 1395. Bienne y fait une ordonnance, 1530. Les sujets d'Erguel dépendent de la bannière de Bienne, 1610. Ses franchises, 1610.
- ERIC. Premier évêque de Lausanne, 650.
- ERMENGARDE. Veuve d'Adelbert, marquis d'Ivrée, ses ruses, 925.
- ERMENGARDE. Comtesse de Neuchâtel, 1174.
- ERPON. Gouverneur de la Suisse, 610. Assassiné, 617.
- ERREUR. D'un bourgeois de Neuchâtel, 1530. De compte, 1671.
- ESCLAVES. Abolis parmi les chrétiens, 504.
- ESCOFFIER. 1214 art. 7, 1403.
- ESPAGNY. Fief d'Espagny échoit au comte Louis, 1364.
- ESTAVAYER. Girard d'Estavayer, son duel, 1400. Estavayer pris, 1475. Remis à Fribourg, 1484.
- ESTHEVENANTS. Sols esthévenants, 1383. Leur valeur, 1482, 1524.
- ESTRAYES. Lien de refuge au Landeron, 1403.
- ETAGE. 1473.
- ETAT. Donner un chef à l'Etat, 1552. Le gouvernement doit être dans l'Etat, 1714. Conseil d'Etat établi juge des causes qu'ont les communautés, 1566. Du temporel des ministres, 1582.
- ETAT DE L'ÉGLISE. Exclu des audiences, 1531, 1532.
- ETATS (Trois). Etablis à Neuchâtel. Pouvoir à eux accordé, 1214, 1536, 1559. Confirmé, 1560, 1565, 1618. Instance pour la troisième, 1571. Les Trois Etats de Neuchâtel font des lois, 1536. Les audiences sont nommées Trois Etats. Dépens des Trois Etats fixés, 1565. Les Trois Etats assemblés à Neuchâtel au sujet de Valangin, 1576. Ils se reconnaissent juges souverains, 1576. Consentement de la princesse, 1576. Les Trois Etats relèvent une improcédure, 1579. Causes qu'ils peuvent juger définitivement, 1580. Serment des juges des Trois Etats, 1618. Leurs sentences absolues, 1628. Les audiences de Neuchâtel remettent leurs droits aux Trois Etats, 1618. Remarques sur les Trois Etats, *ibid.* Les Trois Etats assemblés, 1668. Sentence des Trois Etats au sujet du différend pour la curatelle entre Mad. de Longueville et Mad. de Nemours, 1672. Protestation de M. de la Martinière, 1672. Les Trois Etats assemblés pour prononcer entre le prince de Conti et Mad. de Nemours, 1694. Leur jugement en faveur de la princesse, 1694. Les Trois Etats sont juges en dernier ressort, 1696. Nombreuses assemblées des Trois Etats en 1707 au sujet de la succession de Mad. de Nemours,



**ETATS.** Accordés à Valangin, 1303, 1372, 1588. Proteste des Quatre-Ministres, 1588. Difficulté entre Neuchâtel et Valangin pour les Trois Etats, 1597, 1609, 1617, 1618 art. 7, 1647. Etats assemblés à Genève, 773. A Bâle, 1310.

**ÉTÉ.** Pluvieux, 1430, 1439, 1443, 1459, 1465. Humide, 1488. Froid et pluvieux, 1498, 1515, 1528, 1529, 1628. Froid, 1043, 1538, 1628, 1650, 1675. Sec, 1387, 1446, 1715, 1719. Chaud, 1157, 1228, 1394, 1473, 1474, 1479, 1483, 1504, 1514, 1518, 1590, 1645.

**ETENDARD.** De Valangin donné par le prince, 1618.

**ETERNUER.** Origine du souhait qu'on fait, 1529.

**ETIENNE.** Comte de Bourgogne, 1099. Etienne de Montfaucon, 1347. Sa mort, 1372. Etienne Besancenet, curé du Locle, va en pèlerinage, 1519. Sa dernière messe et sa mort, 1536.

**ETOILE.** Et Perroquet, 1258. Etoile extraordinaire, 1376, 1572.

**ETRANGERS.** Sont francs, 1454 art. 30. Comment on devait les traiter à Neuchâtel, 1214 art. 29. Ils peuvent être requis ou revendiqués par leur souverain, 1214 art. 29. Cour étrangère, 1400. Etranger qui a un avoyer à Neuchâtel ne peut demander aucun frais, 1551. Etrangers habitant à Neuchâtel ce qu'ils doivent, 1585. Etranger ne jouit pas des bénéfices des sujets de l'Etat, 1571. Il n'est pas astreint aux servitudes, 1691. Il est justiciable, il doit les reutes, 1691. Vin étranger. (V. *Vin*.)

**ETRENNES.** Qu'on peut faire aux enfants, 1661.

**EVANGILE.** Prêché en Suisse, 75, 138, 171, 287, 363, 616, 622.

**ÉVENEMENT.** Considérable arrivé à Neuchâtel, 1590.

**ÉVÊCHÉ.** De Bâle ravagé, 1000. L'évêque récompensé, 1000, 1021. Celui de Lausanne diminué, 1000. Récompensé, 1011. Attaqué, 1206.

**ÉVÊQUES.** D'Avenches, 300. De Genève, d'Avenches et de Valais, 415. De Lausanne, 595. De Lausanne établi juge à l'égard de Neuchâtel, 1214. Il confirme l'acte des franchises, 1214. La monnaie rejetée à Neuchâtel, 1270. Hommage à lui rendu par les comtes de Neuchâtel et Valangin. (V. *Hommage*.)

De Lausanne. Il prend le comte et les bourgeois de Neureux sous sa protection et tutelle, 1309. Etabli juge à l'égard du Landeron, 1349. Il est dépouillé de ses terres et se retire à Fribourg, 1536. Sa nomination, 1536. Evêque de Fribourg, 1536. Evêques des Rauragues, 238, 347, 407, 514, 660. De Bâle, 748, 760, 806, 834, 836, 856, 880, 892, 895, 902, 905, 917, 948, 953, 992, 1000, 1021, 1026, 1033, 1044, 1047, 1057, 1061, 1072, 1114, 1123, 1130, 1140, 1146, 1153, 1168, 1172, 1177, 1189, 1191, 1213, 1215, 1238, 1248, 1262, 1274, 1628. L'évêque de Bâle acquiert le droit de battre monnaie, 1151, 1152. Il sollicite les comtes voisins à lui rendre hommage, 1294. Il l'obtient des seigneurs de Valangin, 1294. Il entreprend de bâtir la Neuveville, 1311. Il engage des terres, 1373. Il engage Olten, 1377. Il prétend au comté de Thierstein, 1522. Il transporte son siège de Bâle à Porrentruy, 1527. Evêque de Porrentruy, prince d'empire, 1606. Rétabli dans ses Etats, 1639.

**EXACTIONS et EXTORSIONS.** 1214 art. 1 et 24, 1537 art. 1, 1454 art. 56.

**EXAMEN.** Des pasteurs et régents d'école, 1553. Des enfants pour communier, 1553, 1564. De tous les paroissiens, 1564.

**EXCOMMUNICATION.** Du comte de Neuchâtel, 1270. Levée, 1272, 1295, 1313, 1325, 1327. La prétendue vertu, 1295, 1338, 1525. Ministres excommuniés, 1539. Excommunication des impénitents, 1564.

**EXCUSE.** Pour ne pas paraître en justice, par qui elle peut être acceptée, 1553. Excuse aux Etats, 1571.

**EXECUTION.** De biens. (V. *Discussion*.)

**EXEMPLE.** Exemple des jugements de Dieu, 1540. Les supérieurs doivent être en bon exemple, 1594.

**EXEMPTIONS.** Accordées aux paroissiens de la Chaux-de-Fonds, 1560.

**EXERCICES.** De piété établis à Neuchâtel, 1546.

**EXHÉRÉDÉ.** Doit être nommé par le testateur et il doit avoir 5 sols, 1629, 1659, 1664, 1681, 1705.

**EXIMÉS.** De l'empire. (V. *Allibérés*.)

**EXTENTES.** 1505, 1595.

**EXTRAORDINAIRE.** (V. *Justice. Plaider*.)

## F

**FABRY.** (V. *Christophe*.)

**FABIUS.** Bâtit les châteaux de Morat et de Grandson, 816.

**FABRIQUE.** 1360, 1400.

**FACTION.** Des bouquets verts, 1540.

**FALKENSTEIN.** Baronnie, 1248.

**FAMILLES.** Du Val-de-Ruz, 1400. Une personne de chaque famille doit aller à la dévotion, 1553, 1554. Visite des familles, 1564. Une même famille ne doit pas posséder plusieurs offices, 1593.

**FAMINE.** 46, 538, 851, 893, 939, 983, 1007, 1010, 1042, 1046, 1055, 1062, 1128, 1147, 1283, 1313, 1314, 1315, 1317, 1343, 1344, 1368, 1373, 1427, 1478, 1479, 1482, 1485, 1490, 1500, 1524, 1528, 1531, 1570, 1587, 1638.

**FAREL.** Vient en Suisse, 1524. Etabli pasteur à Aigle, 1527. Va à Morat, 1528. Retourne à Aigle, 1529. Ses lettres, 1529. (V. *Lettres*.) Il vient à Neuchâtel, 1529. Le gouverneur s'oppose à lui, 1530.



Il est fait bourgeois de Neuchâtel, 1531. Il prêche à Boudevilliers et à Valangin, 1531. Il est emprisonné à Valangin et délivré, 1531. Il vient à Berne, 1532. Il est relevé de paroles proférées, 1532. Il se rend en Piémont, 1532. Il revient à Genève, 1532. Mandement de Berne à Farel, 1532. Il va au Locle, 1532. Il établit des pasteurs, 1532. Il revient à Genève, 1533, 1534. Une femme veut l'empoisonner, 1534. Il va à Thonon, 1536. Il va à Berne, 1536. Il est établi professeur à Lausanne, 1537. Congédié de Genève, 1538. Il va à Bâle, 1538. La Classe de Neuchâtel le rappelle, 1538. Il va à Thonon, 1538. Il inste pour les biens d'église, 1539. Ses lettres à Calvin, 1539. Genève lui écrit, 1540. Il écrit à Calvin, 1541. Il est attaqué par des impies, 1541. Il est soutenu, 1541. Son apologie, ses lettres, 1541. Fabry lui écrit, 1541. Les mutins recommencent, 1542. Il est victorieux, 1542. Il a un différend avec Chaponneau, 1542, 1544. Ses lettres, 1542. Caroli le persécute, 1543. Lettres à Farel, 1543. Son retour, 1543. Il compose un traité, 1545. Il écrit à Calvin, 1547. Il va à Zurich avec Calvin, 1549. Traité de la Sainte-Cène, 1553. Il se rend à Genève, 1553. Son mariage, 1558. Ses annonces, 1558. Il va à Metz, 1558. Il est rappelé par la ville de Gap, 1562. Son retour à Neuchâtel, 1562. Il répond à Fabry, 1563. 1565. Il retourne à Metz, 1565. Jonas Favargier l'accompagne, 1565. Il devient malade à son retour, 1565. Sa mort, 1565. Ses parents, sa patrie, ses successeurs, 1565.

**FARINE.** On n'en peut pas mener dans Neuchâtel, 1454 art. 45.

**FAVARGE (La).** 1340.

**FAULX.** Est de seize perches, 1480.

**FAUTES.** Criminelles, 1564.

**FAUX ACTE.** 1406. Découvert, 1412.

**FAUX BRUITS.** 1673.

**FAUX MONNAYEURS.** Mandement contre, 1718.

**FAVRES.** Vassaux, leurs terres sont franchises de fief, 1214 art. 23. Ce qu'ils doivent, 1214 art. 23, 1454 art. 23, 1536.

**FÉLIX V.** Pape, vient à Bâle, 1440. Il est couronné; dons qui lui sont faits, 1441. Il résigne la papauté, 1448.

**FÉLONIE.** 1378, 1592.

**FEMME.** Doit être autorisée par son mari, 1559. Femme qui porte son bien dans la maison de son beau-père, 1595. Femme qui se méfait d'honneur est privée de son usufruit, 1593, 1658, 1671. Femme qui a eu deux maris, et le mari deux femmes, comment on doit démêler les biens, 1604. Ce que la femme doit retirer, 1604. Les femmes ont part aux accroissements, 1636. Lit de la femme qui meurt est au mari, 1660. Les dettes de la femme se payent sur son bien, 1673. Son bien ne peut être aliéné, 1684. Femme sans tuteur peut s'obliger, 1685. Biens de la femme saisis,

1696. Elle ne peut s'obliger sans son mari, 1700. (V. *Veuve*.)

**FENÊTRES.** Marchandes, 1454 art. 44. Fenêtre ronde du temple de Neuchâtel construite, 1520.

**FENIN.** 1132, 1206, 1610.

**FENIS.** Erigé en comté et donné à Ulrich de Neuchâtel, 1034. Son château renversé, 1117, 1248.

**FÉODALE** Chambre féodale établie, 1532.

**FERRETTE.** L'évêque de Bâle prétend d'avoir ce comté, 1325.

**FÉRIES.** Rompues, 1500.

**FÊTES.** 1539, 1542. De Noël, 1568, 1583. Fête de St-Henri, 1657.

**FESTINS.** Défendus, 1616.

**FEU DU CIEL.** 1571.

**FEU TENANT.** Chaque feu des bourgeois de Valangin devait 4 deniers bons Lausannois, 1502.

**FEUILLES** D'un arbre. (V. *Arbre*.)

**FEUX.** Feux de joie, 1626, 1646, 1651, 1707, 1708, 1712.

**FIANCE.** Doit être remboursée, 1570.

**FIANCES.** Ne doivent habiter ensemble, 1546.

**FIDÉJUSSION.** 1344.

**FIEFS.** 504. (V. *Accensements*.) Lois qui les concernent, 1261, 1325. Fiefs donnés sous le nom d'engagères, 1354. Capable de tenir fief, 1537. Fiefs possédés par des roturiers et non nobles, 1356. Terres de fiefs accensées, 1540. Doivent être réunies, 1541. Liberté des fiefs accordée à la ville de Neuchâtel, 1554. Les Quatre Ministraux prétendent d'en pouvoir posséder, 1585. Fief des gens d'armes, des portiers et des favres sont francs, 1214 art. 23. Fiefs peuvent être donnés pour diverses denrées, 1214 art. 19. Règlement des fiefs, 1663. Fiefs de Bourgogne quels ils sont, 504. Différents de ceux d'Allemagne, 913. Neuchâtel est fief de Bourgogne, 1035. Quand il est devenu arrière-fief, 1035, 1288. Fiefs de Bourgogne, 1325. Fiefs de Savoie, 1425. Le seigneur féodal est juge des différends qui procèdent de ses fiefs, 1344, 1366, 1424. Difficulté à ce sujet, 1532. Les fiefs sont sujets à une coutume particulière, 1673. Fief de Châlons, son origine, 1288. En quoi il consistait, 1311. Ses limites, 1311. Terres acceptées, 1357—1397. Fiefs acquis par les comtes de Neuchâtel, 1311, 1329. Fiefs que le comte de Neuchâtel tenait de l'évêque de Lausanne, 1371. Fiefs de la Suisse eximés de l'empire, 1439, 1559. Fief mixte, fief mâle, 1718. Neuchâtel est un fief, dont Rollin rendit hommage à l'Empereur, 1288; à Jean de Châlons, 1288, 1311, 1397.

**FIEFS DÉPENDANTS DU COMTÉ DE NEUCHÂTEL.** Fief de Claude Baillods, 1531; augmenté, 1538, 1545, 1618. De Bariscourt, 1478. En quoi il consistait, 1505; partagé, 1505, vendu, 1533, 1546, 1547, 1548, 1552, 1618. De Barillier, 1550. De Bellevaux, 1478. En quoi il consiste, 1480, 1495;



augmenté, 1480; acheté, 1594. Acte passé à la princesse, 1595. Plusieurs articles y sont incorporés, 1595, 1618, 1638. De Blayer, 1411, 1427, 1434, 1438; augmenté, 1434, 1443, 1543, 1546, 1553. De Bretiège, 1420, 1423, 1451, 1480. De Balaigue, 1378. De Bornevesin, 1615. De Chevroux, 1310. De St-Claude érigé en fief, 1663. Défiéffé, 1664. De Cleron, 1478, 1563; redimé, 1617—1628 à la réserve de trente émines que Pierre Vallier avait acquis, 1628, 1662. Fief de Colombier. (V. *Colombier*.) Le pressoir de Colombier, 1353, 1359, 1430, 1618, 1632. De Coffrane. La dîme, 1529; le Breuil, 1530, 1618. De Colonge, 539, 1624. De Cottens, 1478, 1536. De Courtelary, 1390, 1400, 1559, 1618. De Cressier, 1465, 1486, 1524. (V. *Vallier*.) De Diesse, 1568, 1577. Mis en décret, 1580. Rachat de cinq muids de vin, 1581, 1618, 1654. D'Erlach en quoi il consiste, 1635, réuni à la directe, 1421, 1453, 1621, 1635. D'Echanvenz, 1344. De Favargier, 1648, 1649, 1699. De Gorgier, 1225. Il devient fief de Savoie, 1257, 1260, 1285, 1299, 1340, 1344, 1618. Du Grand-Jacques, 1370, 1446, 1485; vendu, 1488, 1490, 1517, 1524, 1530, 1531, 1533, 1537. De Giez, donné à Jean de Giez, 1350; provenant de Richard de Vautravers, 1350. De Gruyères, 1349, reprise de ce fief, 1360, 1411, 1440, 1473, 1508, 1515, 1524, 1527, 1537, 1618, 1625. De Hermeringen, 1457, 1581, 1599, 1663. Du seigneur de Joux, en quoi il consistait, 1396. De l'île de St-Jean qui est au lieu dit au Fornet, 1495. De Kriegstetten, 1310, 1337, 1347, 1349, 1421, 1429, 1437, 1440, 1459, 1488, 1493, 1523, 1539, 1540, 1618, 1649, 1664, 1665, 1668. Lambert obtient un fief, 1218. Landeron érigé en fief ou baronnie, 1373. Remis à l'archiduc d'Autriche et repris de lui en fief, 1358. Défiéffé et purifié de fief, 1369, 1415. De Lignières, 1624, 1625. De Lugnors. (V. *Lugnors*.) De Marens ou Marin, 1225, 1263, 1275, 1280, 1281. De Merveilleux, 1529, 1532, partagé, 1625. De la Messderie tenu par B. de Watteville, 1618. De Merzlingen, remis, 1344, 1357, 1358, 1372, 1429, 1599. De Miécourt, 1615, 1624, 1625. De Noiraigue, 1681. De Péruse, 1615. De Pierrabot, 1422. De Pierre érigé, 1350, 1354, 1450, 1473, 1572, 1609, 1618, 1628. Engagé, 1569. Vendu, 1571. Confirmation, 1575, 1625. De Romont, gerberie, 1452. De Rosières, 1663, 1681. Des Roches, 1260, donné en échange contre le château de Valangin, 1338, 1518. Du Roset, 1355, 1618, 1680. De Savagnier, 1313, 1349. De Sauges, 1606. De la Sauge, 1356, 1511. Du Sargereux, 1598; une partie du fief retourne à roture, 1628. De Stein, 1438. De Stölli, 1525, 1548. Du Terraux, 1396. (V. *Terraux*), 1559, 1576. Portion de ce fief vendue, 1580, 1583. Rétraction faite, 1586, 1607, 1608, 1609. Le fief du Terraux passe à une autre famille, 1609. Par-

celle de ce fief redimée, 1618, 1619, 1648, 1650, 1664. Thielle érigé en baronnie, 1242, 1286. De Travers, 1413. (V. *Travers*.) De Treytorrens, 1541. De Valangin érigé en seigneurie, 1132; en comité, 1571, 1618, 1707. De Vaumarcus, 1225; vendu, 1308, 1634; remis, 1452, 1532; hommage, 1581. De Vaumarcus consistant en des terres et autres rentes, 1308; transporté, 1485. De Vaumarcus ou d'Espagny en quoi il consistait, 1364; remis, 1364; il était rière le Landeron, 1618. De Vautravers, 1218, 1237, 1250, 1267. Vignes données en fief, 1343, 1421. Deux muids de vin au Landeron donnés en fief, 1354. De Vorburger, 1618. De Vuillauffans, 1531; vendu, 1576, 1618. De Vuillesin, 1452. De Vallier, 1524; augmenté, 1532, 1616, 1618. De Westerholz, 1452. De Selzach, 1181.

**FILLE.** Enceinte doit prêter serment, 1691. Fille enlevée, 504 art. 17. Fille déflorée, comment on en doit user, 1536, 1539. Diffamée, 1536. Engrossée, 1539. Fille qui se dit vierge, qui actionne des jeunes hommes, 1550. Filles communes, 1553.

**FILS.** Qui doit; le père ne peut pas être recherché, 1659, 1689, 1702.

**FLAMBEAUX.** Ardents vus au ciel, 1001.

**FLANGEBOUCHE.** 1378, 1395, 1516.

**FLAVE-CLAUDE.** Empereur, 269. Sa mort, 271.

**FLEURIER.** Obtient des pâturages, 1522.

**FLEURS.** En octobre, 1473.

**FLORENTIN.** Et Hylaïre, martyrs, 415.

**FLORIEN.** Empereur, 276.

**FLORIN.** D'or, sa valeur, 1378, 1421, 1469, 1480. Petits florins, 1373. Florins de Florence, 1363, 1378. D'or d'Allemagne, 1464. Petits florins, 1373.

**FOINS.** Brûlés, 1362. Cherté de foin, 1442. Peu de foin, 1595, 1715, 1719.

**FOIRES.** Doivent être gardées, 1214 art. 19. Foires de Neuchâtel, leur durée, 1623, 1671. Foire accordée au Locle, 1567. A Môtiers, 1585. A la Sagne, 1592. Aux Verrières, 1610.

**FONDS.** Vendu ne peut être retiré, 1214. Les fonds des taillables ne peuvent être vendus, 1522, 1531. Liberté accordée aux sujets de Valangin d'hériter les fonds, 1427. Fonds donnés en propre, 1214 art. 25. Fonds ne peuvent être possédés par ceux qui n'habitent pas dans l'Etat, 1531. Permission d'en acheter, 1537. De les vendre, 1454 art. 24. Défense aux communautés d'en acheter, 1580. Permis à l'hôpital, 1585. Accessoires des fonds, 1559. Revenus des fonds, comment on en use en fait de partage, 1612. Actes de fonds requièrent le sceau à Valangin, 1642. Fonds qu'on tient par usufruit peuvent être amodiés, 1593. Bienfonds vendu est confié, 1671. Fonds de la bourgeoisie de Valangin, 1698.

**FONDATEUR.** Du Prieuré de Corcelles, 1536.

**FONDACTIONS.** Pieuses, 809.



- FONTAINE-ANDRÉ.** Fondation de l'abbaye, 1139. Donations qui lui sont faites, 1140, 1143, 1179, 1187, 1193. Son abbé, premier chanoine de Neuchâtel, 1206. Origine de ce nom, 1139, 1149, 1225, 1233, 1234. Confirmation, 1359, 1374, 1428. Nouvelle abbaye bâtie, 1444. Sa dédicace, 1450. Les moines demeurent à Fontaines jusqu'en 1450. Agrandissement et nouvelle dédicace, 1470. L'abbé patron de l'Eglise de Fontaine, 1470, 1480, 1531. La fontaine de Fontaine-André est reconstruite, ses prétendus miracles, 1139, 1487. Fontaine-André, vendu, 1538. Rendu, 1539. Vendu aux Quatre-Ministres, 1558. Réserve de rachat perpétuel, 1558. Retraction de Fontaine-André par la princesse, 1582, 1585.
- FONTAINE.** (V. *Source.*) Près de la ronde fontaine, 1382.
- FONTAINE.** Les fontaines empoisonnées, 1348, 1382. Taries, 1514. Fontaine convertie en sang, 1313.
- FONTAINES.** Village, 1140, 1386, 1536. Don fait à la communauté de Fontaines, 1583. Maison de cure de Fontaines, 1603. Tour du temple bâtie, 1686.
- FONTAINE-MELON.** Accensé, 1358. Libéré de taille, exaction, usages et services, 1358.
- FONTS.** Baptismaux, 1524.
- FORAINE.** Les cantons réunis à Baden reconnaissant Neuchâtel comme compris dans le Cors Helvétique, l'exemptent du péage appelé la *Foraine*, 1549.
- FORAINS.** (V. *Bourgeois forains.*)
- FORCER.** A boire défendu, 1580, 1588, 1616, 1630.
- FORESTIERS.** Droit d'en établir, 1454 art. 51, 1537.
- FORÊTS.** S'allument, 1473, 1474, 1483, 1504. De Boudry s'allument, 1378.
- FORFAIT.** 1214 art. 2. Forfaire, 1340.
- FORGE.** De St-Sulpice, 1547.
- FORMALITES.** A observer aux taxes, 1682.
- FORNICATION.** 1553.
- FORT.** (V. *Clusette.*)
- FORTE-CLAME.** (V. *Corde.*)
- FORTERESSE.** De Boudry et du Val-Travers, 1395.
- FORTS.** Sur le Rhin bâtis, 37, 290, 367.
- FOUAGE.** 1454 art. 50, 1546. Du ministre de St-Aubin, 1565.
- FOUDRE.** 1546. Foudre tombe sur la maison de cure de Serrières, 1677. Sur le temple de Neuchâtel, 1677.
- FOUETS.** Trois cents coups de fouet, 504 art. 9.
- FOURGS.** Les habitants des Fourgs et des Verrières se font bourgeois de Neuchâtel, 1510.
- FOURS.** Combien on doit pour les fours, 1453 art. 19, 1454 art. 45. La pâte qu'on y donnait quittée aux bourgeois de Neuchâtel, 1531, 1562. Fours et moulins réservés, 1406. La permission d'en bâtir un, 1457. Fours de Neuchâtel, 1278. Les censes des fours, 1547. Four de Neuchâtel, 1617. Accord fait avec le prince, 1617. Four d'Areuse, 1595. D'Auvernier, 1513, 1539. De Bôle, 1595. De Boudry, 1525, 1595. De Corcelles accensé, 1513, 1550. De Cormondrèche, 1263, 1380. Vendu, 1473. De Cortailod, 1595. De Cressier, 1524, 1531. De Dombresson, 1414. De Fontaines, 1597. De Fontaine-Melon, 1358. De la baronnie de Gorgier, 1340. Du Landeron, 1403. Des Montagnes, 1464. De Môtiers, 1367, 1445.
- FOURBERIE.** Découverte, 1409, 1518, 1566.
- FOURCHES.** Seigneurie et juridiction des fourches, 1303.
- FOURNAGE.** De Dombresson, 1551.
- FOURNIERS.** Ce qu'ils doivent au prince, 1453 art. 14.
- FOURRAGES.** 1403, 1595.
- FRAIS.** (V. *Dépens*) Frais des accessoires se remboursent avant la définition du procès, mais non pas ceux du principal, 1569. Frais de justice taxés, 1622.
- FRAISES.** En janvier, 1711. Fraises défendues, 1661.
- FRAIZE ou FRESSE.** Communauté rière la paroisse des Verrières, 1342, 1383, 1424.
- FRANC-ALEU.** Petits fiefs de franc aleu composant la baronnie du Landeron, 1329.
- FRANCE.** Allibérée des Romains, 490. Ses engagements à l'égard des Suisses, 1499. Neuchâtel et Valangin en sont participants, 1499. (V. *Alliance.*) Les Suisses défendent d'aller servir en France, 1499. Privilèges des Suisses en France, 1470, 1511, 1516, 1549, 1565, 1582, 1635 (V. *Suisses.*) La France fait des promesses aux Suisses, 1521. Alliance perpétuelle contractée, 1516. Renouvelée, 1521, 1602, 1663. Plaintes de l'ambassadeur de France, 1575. Punition de ceux qui étaient allés en France, 1578. Troupes accordées à la France, 1635. La France envoie des troupes en Bourgogne, 1636, 1637. Réfugiés de France pour cause de religion, 1685.
- FRANÇOIS.** Marquis de Rothelin envoyé en Italie, 1524. François, évêque de Lausanne, 1354. François, comte de Gruyères, 1366. François, seigneur de Colombier, 1382. François de Choley, 1488. Sa mort, 1517. François de Lettes, baron d'Aubonne, 1575. François d'Orléans, marquis de Rothelin, vient à Neuchâtel, 1531. Sa mort, 1548. François d'Orléans, fils de Louis, duc de Longueville, sa naissance, 1535. Il succède à Jeanne de Hochberg son ayeule, 1543. Ses tuteurs, 1543. Sa mort, 1551. Il meurt ab-intestat, 1552. François d'Orléans, comte de St-Pol, fils de Léonor d'Orléans, son mariage, 1595. Sa mort, 1631. François de Martines, procuration à lui donnée par René de Challans, 1542. François Mayor épouse Isabelle Du Terreaux, 1600. François Antoine de Neuchâtel, son rang en Conseil d'Etat, 1626. Sa mort, 1642. François d'Affry installé gouverneur, 1628. François I, comte de Longueville, père de



- Louis d'Orléans qui épousa Jeanne de Hochberg, sa mort 1491. François II, comte de Longueville, est créé duc de Longueville, 1505, 1512.
- FRANÇOISE.** Françoise d'Orléans, son mariage, 1564. Vient à Neuchâtel, 1575. Elle retourne en France, 1576. Sa mort, 1601.
- FRANCHISES.** Besançon, 1177. Qui sont le modèle de celles de Neuchâtel, 1177. Commencement des franchises de Neuchâtel, 1188, 1214. Recours à Besançon, 1247, 1453. Franchises de Neuchâtel confirmées, 1260. Par Jean de Châlons IV, 1405. Il confirme celles des chanoines de Neuchâtel, 1407. Celles de Neuchâtel renouvelées, 1454. Confirmées, 1458, 1487, 1531, 1537, 1562, 1657. Le prince promet de les garder, 1554 art. 57, 1562. Franchises de Neureux, 1260. Confirmées, 1309. Franchises accordées à la ville du Landeron, 1349. Augmentées, 1349. Nouvelles franchises accordées au Landeron, 1373. Confirmées, 1369. Franchises accordées à Boudry, 1343. Confirmées, 1369, 1378, 1396, 1424, 1437, 1441, 1458, 1487, 1520, 1526. Franchises accordées à Valangin, 1352, 1406. Par le comte Conrad, 1408. Confirmées, 1427, 1455, 1496. L'habitation dans le bourg est nécessaire, 1401. Les bourgeois affranchis d'une somme, 1544. Confirmées, 1584, 1585. Franchises accordées au Locle, 1372, 1408, 1480. Confirmées, 1409. Accordées, 1351, 1382, 1412, 1427, 1464, 1498, 1619. Franchises accordées à la Sagne, 1372, 1408, 1412, 1464, 1480. Confirmées, 1363, 1409, 1427, 1440, 1498, 1669. Franchises accordées aux Verrières, 1337, 1357, 1373, 1376. Confirmées, 1395, 1458, 1568. Franchises accordées aux sujets de la chatellenie de Thielle, 1568. Franchises accordées à la Brévine, 1624, 1661, 1714. (*V. Brévine*) Franchises du Val-de-Travers, 1369, 1458. Franchises accordées à la paroisse de St-Aubin, 1398. Confirmées, 1499, 1500. Franchises accordées aux Franchabergeants, 1412. Confirmées, 1452. Franchises accordées aux bourgeois forains, 1599, 1618. Franchises accordées aux Quinches, 1411. Franchises données aux Gaulois, 41. Aux Suisses, 730, 733, 1341, 1433, 1439. Confirmées, 1299, 1439. Accordées à Uri, Schwytz et Unterwald, 1291. A Berne, 1193, 1218, 1397. A Bâle, 1210, 1348. A Soleure, 1276, 1279. A Bienne, 1296, 1310, 1388, 1468. A la Neuveville, 1318, 1328, 1338, 1341, 1363. A Cerlier, 1261, 1339. A Montbéliard, 1283. Franchises des Suisses en France, 1470. Confirmées, 1516. (*V. France. Suisses.*)
- FRANCS SUJETS.** 1568.
- FRANCS HABERGEANTS.** 1412, 1669. Des Verrières, 1568.
- FRANCS CENSIERS.** 1413.
- FRANCS SERGEANTS.** 1218, 1373.
- FRANCS.** Passent le Rhin pour la première fois, 285. Battus par Constantin, 315, 356, 366. Marcomir, leur duc, fait prisonnier, 397. Ils passent encore le Rhin, 420. Ils érigent un royaume, 420. Les pays qu'il contenait, 420. Pourquoi ils sont nommés Francs, 418.
- FRANQUEMONT.** Remis à l'évêque de Bâle, 1481.
- FRAUBRUNNEN.** Les Anglais y sont battus, 1375. On y dresse un monument, 1375.
- FRÉDARIUS.** Evêque de Lausanne, 811. Charlemagne lui fait des libéralités, 815.
- FRÉQUENTATIONS.** Scandaleuses, 1536. Fréquentation des sermons dans la semaine commandée, 1550, 1554.
- FRÈRES ET SŒURS.** Héritent à l'exclusion des neveux et nièces, 1631. Changement de cette loi, 1628, 1655, 1660. Ils font leur profit et perte étant dans la famille, 1681. Frères indivis s'héritent et non la mère, 1678. Frères utérins ne s'héritent pas, 1691. Ils sont les plus proches parents maternels, 1692.
- FRÉDÉRIC I.** Empereur, vient à Besançon, 1176. Il donne des franchises à cette ville, 1176. Sa mort, 1188. Frédéric II., empereur, 1250. Frédéric III., empereur, vient en Suisse, 1442. Il va à Besançon, où les comtes de Neuchâtel et Valangin vont le voir, 1442. Frédéric, duc d'Autriche, 1415. Frédéric, burgrave de Nuremberg, ancêtre de S. M. le roi de Prusse, 1351. Frédéric I., roi de Prusse, reconnu souverain à Neuchâtel en 1707. Sa mort, 1713. Frédéric II., son fils, lui succède, 1713. Il réforme sa cour, 1713. Frédéric de Blankenheim, évêque de Bâle, 1391. Frédéric de Rhein, évêque de Bâle, 1437, 1451.
- FRIBOURG.** Comtes de Fribourg, 1218. Egon de Fribourg, sa mort, 1236. Cette maison très-ancienne, 1396. Sa généalogie, 1396. Ses armes, 1457. Fribourg en Suisse vendu, 1277. Union entre Fribourg et Neuchâtel, 1290. Fribourg recommence la guerre, 1446. Emprisonne son avoyer, 1446. Se met sous la protection de la Savoie, 1449. Bâti, 1178, 1179. Contre Berne, 1386. Fribourg, l'évêque de Lausanne s'y retire, 1536. Donation faite à son hôpital, 1571. Les députés de Fribourg protestent, 1694.
- FRIBOURG.** En Brisgau, Egon de Fribourg lui fait la guerre, 1365. Le comte Louis assiste Egon, 1365.
- FRIDEBERT.** Evêque de Bâle, 856.
- FRIDOLIN.** Vient prêcher l'Evangile en Suisse, 496. Sa mort, 510.
- FROBOURG.** Seigneurie appartenant aux seigneurs de Valangin, 1496. Mort du dernier comte de Frobourg, 1265, 1365.
- FROID.** Violent, 764, 1062, 1063, 1121, 1157, 1202, 1209, 1225, 1233, 1278, 1302, 1359, 1376, 1407, 1430, 1432, 1435, 1439, 1442, 1443, 1447, 1466, 1485, 1488, 1492, 1502, 1503, 1527, 1528, 1548, 1553, 1561, 1565, 1569, 1571, 1586, 1593, 1594, 1598, 1605, 1608, 1616, 1621, 1634, 1638, 1646, 1658, 1660, 1662, 1664, 1665, 1670, 1681, 1684,



1698, 1709, 1713, 1717. Froides vendanges, 1609, 1615, 1675.

FROMAGES. 1358, 1654 art. 9.

FROMENT. Amené depuis la Souabe en Suisse, 1314. Depuis l'Alsace, 1477. Depuis Strasbourg, 1501. Mené depuis la Suisse en Italie, 1505. Cinq émines de froment, quittés au fief de Sorgereux, 1610.

FROMENT. Paul, établi gouverneur de Neuchâtel, 1720.

FRONTIÈRES. Gardées par les Suisses, 1630. Gardes sur les frontières, 1635, 1638, 1708.

FRUIT. D'un arbre. (V. *Arbre*.) Fruits, ceux qui les dérobent doivent être punis, 1547, 1565. Fruits pendants, 1557. Garant des fruits et rosées, 1559. Fruits en novembre, 1473.

FUNÉRAILLES. Les repas défendus, 1616.

FURSTEMBERG. Le comte prétend à la souveraineté de Neuchâtel, 1707. Son origine, 1218, 1396.

## G

GAGE. Etabli à Fenin pour un chapelain, 1206. Gages du gouverneur, 1558. Du châtelain de Boudry, 1531. Du pasteur de Valangin, augmenté, 1563. De Môtiers et de Travers, établi, 1569. Des ministres de Travers et de Lignières, augmenté, 1594. De Lignières, réglé, 1599. Gages et pensions comment doivent être payés, 1594. Gages retenus par l'officier doivent être rendus, 1406. Reddition de gage, comment elle se doit faire, 1821, 1636, 1689. Pleins gages, 1454 art. 4.

GAGEMENT. Du débiteur, quand et où il doit le faire, 1214 art. 18, 1454 art. 19. Vendition de gage, 1214 art. 19.

GAGER. Barrer, permis aux bourgeois de Neuchâtel, 1623. Gager et barrer, 1671.

GAGIERES. 1278.

GALBA. Empereur, 60, 68. Sa mort, 69.

GALÈRE. Empereur, 304.

GALERIE. Bâtie au château de Neuchâtel, 1520. Au temple de Neuchâtel, 1656.

GALL (SAINT). Son premier abbé, 760.

GALLIEU. Empereur, 262. Sa mort, 269.

GALLUS. Empereur, 252, 255. Gallus créé César, 35. Gallus, gentilhomme écossais, disciple de Colomban, 616. Il prêche l'évangile, 630. Son origine et sa mort, 634, 640.

GARDES. Garde noble, 1573. Garde du château de Thielle, 1286. Du château de Valangin, 1558. De Môtiers, 1218, 1373. Maison de bourgeois devant laquelle la seigneurie ne pouvait faire la garde. Conflit à ce sujet, 1486. Garde. (V. *Protection*, 1342.) Garde du Prieuré de Bevaix, 1378. Garde du Val-de-Morteaux, 1395. Gardes des vignes, 1214 art. 12, 1453, 1454. Gardes des portes de la ville, 1406, 1454 art. 46. Gardes sur les frontières, 1635, 1639, 1668, 1720. Etablies dans Neuchâtel, 1707. Le Survivant à la garde des enfants, 1683.

GARANT. Des fruits et rosées, 1559. Garant en justice, 1570.

GARDIEN. 1278, 1329, 1342, 1536.

GARNISONS. A Neuchâtel, à Boudry, aux Bayards, 1457, 1476. A Morat, 1476. A Neuchâtel, 1477. De Berne à Neuchâtel, 1498. A Grandson, 1511. A Neuchâtel, à

Grandson et Yverdon, 1555. De Neuchâtel et de Bienne à Genève, 1582. De Neuchâtel à Valangin, 1584.

GASCONS. Deux cadets gascons, 1383.

GASPARD DE RHEIN. Evêque de Bâle, 1479. Déposé, 1500.

GAUDISELE. Premier roi de Bourgogne, 413. Il est couronné, 418. Ses armes et sa mort, 420. Il s'allie avec Constance, 414.

GAUDOT. Origine de cette famille, 1575.

GAULES. Division et noms, Tome I, page 4, an 13.

GAULOIS. Leur antiquité et religion, Tome I, page 7. Ils pouvaient devenir sénateurs romains, an 41.

GEBHARDT. Evêque de Bâle, 970.

GELÉE. 1043, 1062, 1076, 1147, 1283, 1372, 1373, 1420, 1430, 1487, 1488, 1513, 1517, 1522, 1549, 1555, 1568, 1577, 1588, 1593, 1594, 1602, 1606, 1609. En mai, 1615, 1626, 1628, 1633, 1641, 1643, 1644, 1651, 1665, 1709, 1712, 1713, 1716.

GENS D'ARMES. Leurs terres de fiefs sont franchises, 1214 art. 23.

GENDRE. Aller à gendre, 1362. Gendre ne peut rien prétendre, 1674. Gendres de René de Challant, se ruinent en plaidant, 1566.

GÉNÉALOGIES. 1266, 1342, 1412, 1457, 1707, 1712.

GÉNÉRALE. (V. *Classe*.) Assemblée, sermons des générales institués, 1564.

GÉNÉRAUX. Articles généraux, 1707.

GENÈVE. Agrandie, 165. Rebâtie, 275. Theudelinde, femme de Gaudisèle, y bâtit un temple, 415. Et Thierry des monastères, 614. Ses libertés confirmées, 809. L'empereur s'y fait couronner roi de Bourgogne, 1035. Genève incendiée, 1291. Son collège bâti, 1365, 1475, 1476, 1477. Genève attaquée, 1530. Des troupes de Neuchâtel y vont, 1530. Le duc de Savoie créé vidame de Genève, 1531. L'évêque quitte Genève, 1533. Genève molestée, 1534. Se réforme, 1535. Demande des pasteurs à Neuchâtel, 1535. Difficultés avec le duc de Savoie, 1535. Berne va à son secours ainsi que Neuchâtel, 1536. Proposition faite à cette ville par Jacques de Nemours, 1567. Troupes

## E



- de Neuchâtel à Genève, 1581, 1582, 1589.  
Desseins du duc contre Genève, 1610.
- GENEVEYS.** Geneveys sur Fontaines, Geneveys sur Coffrane, Geneveys sur St-Martin, 1291. Geneveysans, 1476.
- GENEVOIS.** Des Genevois viennent habiter au Val-de-Ruz et obtiennent l'habergement, 1291. Comté du Genevois comment il parvint au duc de Nemours, 1401.
- GEORGE.** De Saluces, évêque de Lausanne, 1440, 1461. George de Rive, Bernois, seigneur de Prangins, mis aux arrêts pour avoir pris du service en France, 1499. Gouverneur de Neuchâtel, 1529. Il écrit à la princesse, 1530. Il donne avis à Berne, 1530. Il se plaint des bourgeois qui répondent, 1530. Sa mort, 1552.
- GEORGE.** De Flu, dit *Superfax*, bourgeois de Berne, maltraité, 1511. Il est conduit à Neuchâtel, 1511. Il est redemandé par le canton de Fribourg et refusé, 1511. Allié, 1511.
- GEORGE.** De Diessbach, installé gouverneur de Neuchâtel, 1577. Sa mort, 1584.
- GERBERIE.** 1326, 1406. Gerberie de Romont et de Westerholz, 1452.
- GERBIERS.** Des vignes, 1453 art. 7.
- GEROLD.** Ou Gérard, évêque de Lausanne, 1103, 1220, 1221.
- GERWARD.** Evêque de Bâle, 1168.
- GEVELIN.** Préfet d'Avenches, 784.
- GIBELINS.** 1240.
- GIBET.** A quatre piliers refusé au seigneur de Valangin, 1424; mais accordé à trois colonnes, 1424. Gibet à trois piliers érigé à Colombier, 1531; à Gorgier, 1576; à Vauxmarcus, 1595.
- GIBRARD.** Comte de Bourgogne, 895, 936.
- GIETTES.** 1175, 1406. Les nobles les doivent, 1516. Biens sujets aux giettes, 1526. Giette imposé à la dame de Valangin, 1537. (V. *Jeter*.)
- GILLES.** De Brion, lieutenant général de Valangin pour la comtesse d'Avy, 1576.
- GIRARD.** De Neuchâtel, bâtard. Le comte Louis son aïeul lui fait une donation, 1373. Sa tante Isabelle lui donne Vauxmarcus, 1375; Provence, 1376. Les forteresses de Boudry et du Val-de-Travers, 1395. Conrad de Fribourg lui assigne plusieurs rentes en paiement, 1396. Il demande la confirmation de ces donations à Jean de Châlons, 1397. Sa mort, 1400. Girard de Roussillon, comte de Bourgogne, 858. Sa mort, 881. Girard, évêque de Lausanne, 1302, 1309, 1313. Girard, seigneur de Valangin, tué, 1339. Girard, évêque de Bâle, fait la guerre au comte Rollin, 1315, 1324. Sa mort, 1325. Girard, prieur de Môtiers, 1301. Girard, pasteur à Neuchâtel, député à Paris, 1670. La ville de Neuchâtel lui donne un témoignage, 1670, 1695, 1696. Témoignage du conseil de ville, 1695. Certificat à lui délivré, 1699. On envoie contre lui aux communautés, 1699. Il est l'objet de nouvelles attaques et pour quelle raison, 1699. Arrêt de la Classe contre lui, 1699. On fait intervenir une impudique, 1699. Conseil qui lui est donné par la Classe, 1699. Il est rétabli, 1708.
- GIRARDOZ.** Bellajour, souche de la maison de Neuchâtel-Gorgier, 1359.
- GIROUETTES.** Ou Banderolles, 1583, 1614, 1714.
- GISELLE.** Impératrice, vient en Suisse, 1034.
- GLACES.** Extraordinaires, 1420, 1621.
- GLAIVES.** On n'en doit pas porter, 1553.
- GLANE.** Comte de Glane, 1035, 1142.
- GLOUTONNERIE.** 1539, 1542, 1616.
- GODEFROY.** De Lucinge, évêque de Lausanne, 1343, 1346.
- GODEMAR.** Brûlé par ordre de son frère Gondebaud, 494.
- GODESCALE.** Ou Magnérius, évêque de Lausanne, 947, 948.
- GONDEBAUD.** Roi de Bourgogne, 473. Il tue son frère Gondégisil, 503. Sa mort, 508.
- GONDÉGISIL.** Se joint à Clovis contre son frère Gondebaud, 496.
- GONDEMAR.** Roi de Bourgogne, 526.
- GONTRAN.** Roi d'Orléans, 570. Sa mort, 595.
- GORDIEN.** Empereur, 238, 244.
- GORGIER.** Erigé en seigneurie, 1225. Transporté dans la maison d'Estavayer, 1257. La coutume d'Estavayer s'y introduit, 1257. Il devient arrière fief de Savoie, 1260, 1285, 1299. Hommage rendu pour Gorgier, 1340. Revenus de cette baronnie, 1340, 1378. Louis, baron de Vaud, en est seigneur féodal, 1344. Gorgier arrière fief, 1344, 1433. Remis au comte Louis, 1344, 1358. Remis par Isabelle et pourquoi, 1378. La moitié de cette seigneurie remise, 1380. Le tiers de Gorgier adjugé à Jean de Longueville, 1399. Remise de cette seigneurie, 1428. Donation de cette seigneurie, 1432. Vente, 1433. En quoi ce fief consiste, 1433. Il est patrimonial, 1475. Gorgier saisi par le comte Rodolphe, 1477. Remis à Claude de Neuchâtel, 1487. Auquel les sujets prêtent serment, 1487. Prétention du canton de Fribourg sur Gorgier, 1490. Souveraineté de Gorgier acquise, 1490, 1492. Rendu à Claude de Neuchâtel, 1492. Franchises de Gorgier confirmées, 1500. Gorgier réformé, 1531. Les franchises de cette baronnie confirmées, 1540. Terres de la baronnie accensées, 1540. Gorgier remis à Catherine de la Balme, 1544. Les biens d'Eglise saisis, 1552. Gage du pasteur fixé, 1552. Les habitants de cette baronnie bourgeois de Berne, 1561. Les rentes de Gorgier, 1563. Transaction entre le baron et ses sujets, 1565. Gorgier délimité, 1568. Conclusion des partages des fils de Lancelot, 1568. Le seigneur de Gorgier vend une vigne, 1569. Confirmation d'une transaction concernant le fief de Gorgier, 1569. Une partie de cette baronnie mise en décret, 1572, 1573. Egaleurs nommés par ce dé-



cret, 1573. Les sujets doivent un bichet, 1573. Le seigneur obtient un gibet à trois piliers, 1576. Gorgier érigé en baronnie, 1576. Traité entre Claude et Simon, frères, 1583. Titres de Gorgier mis sous le sceau, 1599. Proteste du baron de Gorgier, 1627. Partage de Gorgier, 1633, 1642, 1643. Mort du baron de Gorgier, 1663. Difficulté au sujet de la succession, 1663, 1678, 1680. Gorgier hypothéqué, 1687. Procès pour Gorgier, 1721. Reflexions, 1721. Sentence, 1721. Testament de la baronne de Gorgier, 1718. Mise en possession, restriction des prétendants, 1718. Sa Majesté le roi de Prusse y prétend, 1718. Raisons des trois parties, 1718.

**GOURMANDISE.** (V. *Gloutonnerie*.)

**GOVERNEMENTS.** Changés en duchés et comtés, 625. Celui de Zurich aboli, 1185, 1400. Gouvernement de Bourgogne donné à Philippe de Hochberg, 1481. Il lui est ôté, 1483. Le gouvernement de Provence lui est donné, 1483. Gouvernement de Neuchâtel, par les cantons réglé, et quel il était, 1513. De Neuchâtel doit être dans l'Etat, 1714.

**GOVERNEURS.** De la Suisse, 858. (V. *Ré-gents*.) Gouverneur établi à Berne, 1223, 1228. Gouverneur de Neuchâtel, son commencement, 1347, 1351. Quatre hommes choisis pour gouverner le comté de Neuchâtel, 1404. Cinq gouverneurs du Conseil de ville, 1406. (V. *Chatelain de Neuchâtel*, 1351.) De Neuchâtel, 1351. Lientenant du comté, 1408. Cet office supprimé, 1412. Gouverneur prétendu, 1457. Rétabli, 1469, 1529. Sa pension, 1536, 1558. Pouvoir qui lui est donné, 1537, 1547. Cité à Berne par les Quatre-Ministres, 1548. Serment des gouverneurs. (V. *Serment*.) Le gouverneur George de Diessbach va à Berne, 1579, 1590. Gouverneur de la religion demandé par la ville de Neuchâtel, 1576. Un gouverneur catholique ne peut faire aucun exercice de sa religion dans le comté si ce n'est au Landeron, 1576. Gouverneurs installés, 1596, 1628, 1645. Discours faits à cette occasion, 1645. Changement de gouverneur, 1686. Gouverneurs rappelés, 1670, 1682, 1699. Gouverneur établi par Mad. de Nemours, son autorité limitée, 1694. Gouverneurs de Neuchâtel, leur mort, 1412, 1488, 1511, 1513, 1552, 1576, 1584, 1594, 1623, 1645, 1664, 1678, 1690, 1692, 1694, 1699, 1720.

**GOUX (LE).** Famille neuchâteloise originaire de Besançon, 1575.

**GRABUGES.** 1530.

**GRACE.** Accordée par le prince, 1531. Action de grâces après le repas, 1542, 1553.

**GRADS.** Jacques des Grads, clerc juré de Jean de Fribourg, 1453.

**GRADUEL.** 1473.

**GRAILLONS.** De noix, dus au comte de Neuchâtel, 1453 art. 8.

**GRAND-JACQUES.** (V. *Fiefs*.)

**GRANDS-SIRES.** 1035.

**GRAINS.** Grain de Souabe, 1710. Grain en fait de partage, 1672, 1696. Valangin demande des grains à Berne, 1698. Demandé en Bourgogne, 1588; à Berne, 1689. Grains des montagnes, 1716. Enlevés, 1714. Germés, 1720. Recevables, 1654 art. 3.

**GRAND-PÈRE.** Ses biens dévolus aux petits-fils, 1636, 1662, 1681, 1683.

**GRANDS BLANCS.** 1383, 1516.

**GRANDCOUR.** Baronnie, 1577.

**GRANDVAL.** 1367.

**GRANDPRÉ.** Envoyé de Marie de Bourbon, 1582.

**GRANDSON.** Son château bâti, 815. Inféodé à Lambert, 1052. Remis à Guillaume, père de Renaud, comte de Bourgogne, 1153, 1180. Louis de Châlons, baron de Grandson, 1248, 1253, 1269, 1349. Il prend deux villes en Bourgogne, 1370. Mort du baron de Grandson, 1376, 1412. Neuchâtel veut prendre Grandson, 1474. Grandson pillé, 1475. Il est pris; on y met une garnison, 1475, 1511. Grandson assiégé, 1476. Le duc Charles de Bourgogne y est battu, 1476. Grandson est repris par les Suisses, 1476. Remis par les cantons à Berne et Fribourg, 1484. Renonciation de la Maison de Châlons à Grandson et à Echallens, 1513. Journée à Grandson, 1538. On y assemble un synode, 1532, 1534. Cense due au château de Grandson, 1563. Délimitation entre Grandson et le Val-de-Travers. (V. *Délimitation*.) Difficultés au sujet du bochéage rière Grandson, 1591, 1603. Limites entre Grandson et le Val-de-Travers, 1614, 1616, 1627. Bois coupé sur Grandson, 1628. Délimitation, 1632. Marche offerte, 1632. Refusée, 1632. On tient une conférence à Grandson, 1714.

**GRATIEN.** Empereur, 368, 375, 383.

**GRATTE (LA).** Un pâturage lui est accensé, 1524, 1537.

**GRAVIERS.** Remis à Auvernier, 1510, à Neuchâtel, 1513. Greniers et pâquiers sont au prince, 1453 art. 12. Accordés à Neuchâtel, 1537.

**GRENIER.** Résolution de bâtir le grenier de Neuchâtel, 1718. On le bâtit, 1719. De Valangin, 1563.

**GREFFIERS.** De justice, leurs émoluments, 1537, 1622. (V. *Clercs*.) Ils doivent retenir un double de la procédure, 1553. Greffier ne peut être avoyer, 1565.

**GRÈLE.** 829, 1157, 1194, 1202, 1437, 1471, 1487, 1490, 1501, 1502, 1508, 1519. Grêle à Berne, 1520, 1544, 1560, 1561, 1571, 1576, 1595, 1623, 1626, 1627, 1628, 1642, 1660, 1661, 1679, 1687, 1688, 1689, 1718, 1719, 1722.

**GRIEF.** Doit être présenté aux audiences, 1553. Grief ne doit pas être amplifié, 1559. L'appelant sans grief, renvoyé condamné, 1569. Celui qui en a un et qui le nie est puni, 1569. Amplification du grief condamnée, 1569.



- GRIPHON.** Frère de Pepin le *Bref*, se soulève contre lui, 752.
- GRISONS.** 29, 165, 275.
- GROS.** De Savoie, 1508.
- GROSSOURDY.** Greffier de Valangin, fait un faux acte, 1566, 1581. Exécuté, 1581.
- GRUYERES.** Comte de Gruyères va à Berne, 1475. Il est en différend avec la dame de Valangin, 1366. Gruyères inféodé, 1080. Mort du comte de Gruyères, 1555. Ses titres; discussion de ses biens, 1555.
- GUELPHERS.** 1240
- GUERRE.** En Suisse, 1254. Au pays de Vaud, 1259. Service de guerre dû par les habitants des Montagnes, 1480. Guerre en Valais, 1181, 1182. En Suisse, 1192. En Bourgogne, 1193. A Lausanne, 1282. Entre le comte de Neuchâtel et le seigneur de Valangin, 1236. Entre l'évêque de Bâle et le comte de Montbéliard, 1283. Entre le comte de Neuchâtel et l'évêque de Bâle, 1284, 1295. Entre le comte de Neuchâtel et les seigneurs de Valangin, 1295. Entre l'évêque de Lausanne et le baron de Vaud, 1295. Entre l'évêque de Bâle et le comte de Montbéliard, 1297. Entre l'évêque de Bâle et le comte Rollin, 1315, 1324. Entre Berne et le comte Rollin, 1324. Sujet d'une guerre contre les Bernois, 1331, 1338. Le seigneur de Valangin commence la guerre, 1338. Entre les comtes de Neuchâtel et de Montbéliard, 1347. Entre Albert d'Autriche et Zurich, 1352. Le comte Louis se met contre Zurich, 1352. Entre l'évêque de Bâle et Berne, 1368. Contre les voleurs, 1371. Guerre terminée par un combat entre des particuliers, 1375. Guerre en Suisse, 1444. Entre Zurich et les cantons, 1446. Guerre en Suisse pour un petit sujet, 1458. Déclaration de guerre, 1475. Effets de la guerre, 1478. Guerre entre la Suisse et la Souabe, 1498. Neuchâtel et Valangin y sont engagés, 1498. Guerre dans le Milanais, 1515. Pour la religion ou de Cappel, 1529. Election pour la guerre, 1522. Guerre en Suisse, 1531. Défense d'aller en guerre, 1562. Difficulté au sujet de ceux qui y étaient allés, 1585. Guerre générale et prolongée, 1567. Avertissement à Valangin de se tenir prêts, 1590. Guerre des Suédois, 1632. Des paysans, 1653. De Vilmergen, 1655 et 1656. Du Toggenbourg, sujet de cette guerre, 1712. Du Ture, 1684. Bruit de guerre, 1708. Les alliés souhaitent la guerre en Suisse, 1708. Ce qui est dû pour la guerre, 1454 art. 14. Officiers de guerre élus par les maîtres bourgeois de Valangin, 1628. Quelle portion a la femme des acquêts que son mari fait en guerre, 1595.
- GUET.** Les bourgeois de Neuchâtel doivent faire le guet, 1454 art. 46.
- GUGGLERS.** Anglais ainsi nommés qui envahirent la Suisse, 1375.
- GUIDO.** Evêque d'Avenches, 545.
- GUIDON.** Evêque de Lausanne, 1129. Le pape lui écrit, 1131. Il est déposé, 1143.
- GUILLAUME.** Comte de Bourgogne, ses descendants, 1087, 1099. Il refuse l'hommage à l'empereur, 1118. Il est tué, 1126. Guillaume de Vienne, baron de Grandson, 1153. Guillaume, baron de Grandson, 1348. Saint-Guillaume, 1157. Sa chapelle bâtie, 1456, 1539. Guillaume, évêque de Lausanne, 1221. Guillaume, évêque de Lausanne, établi juge des différends concernant Neuchâtel, 1274, 1288. Guillaume de Vienne épouse Alix de Châlons, 1405. Guillaume de Châlons, 1458. Il est fait prisonnier, 1463. Sa mort, 1475. Guillaume de Challans, évêque de Lausanne, 1431. Guillaume de Varax, évêque de Lausanne, 1462, 1466. Guillaume de Hochberg, son mariage, 1429. Guillaume, seigneur de Valangin, refuse de prêter hommage, 1232. Le comte de Neuchâtel l'attaque, 1236. Sa mort, 1236. Guillaume d'Arberg, 1275. L'empereur lui accorde l'avoyerie de l'abbaye de Hauterive, 1299. Sa mort, 1233. Guillaume seigneur de Valangin rend hommage au comte de Neuchâtel, 1385, 1394. Il se marie, 1411. Il a des différends avec le comte de Neuchâtel, 1424. Guillaume seigneur de Valangin; il fait un accord avec le comte de Neuchâtel et se reconnaît vassal et sujet, 1424. Sa mort, 1427. Guillaume de Vautravers, 1385. Guillaume de Menthonay, 1394, 1406. Guillaume Gauthier, official de Bcsançon, 1457, 1459. Guillaume, fils du comte Philippe, meurt, 1482. Guillaume de Valangin, 1490. Guillaume Regnault, seigneur de Belvaux, 1537. Guillaume Hory, lieutenant de gouverneur, 1577. Guillaume de Nassau, 1584. Sa généalogie, 1584. Guillaume Renck de Baldenstein, évêque de Porrentruy, sa mort, 1628. Guillaume Jacques Renck, évêque de Porrentruy, 1693. Sa mort, 1705. Guillaume III, roi d'Angleterre, sa déclaration, 1691, 1697. Sa mort, 1702.
- GUILLEMETTE.** De Neuchâtel, son mariage, 1282.
- GUILLEMETTE.** De Vergy, s'oppose à la réformation, 1531. Elle députe à Berne, 1531. Ses gratifications, sa mort, 1543.
- GUILLEMIN.** De Plancone légitimé, 1453.
- GUINGUET.** Vin fort verd, 1626, 1640.
- GULDEN.** De Florence, 1383. Du Rhin, 1493.
- GUNDERIC.** 452, 473.
- GUNDICAIRE.** Roi de Bourgogne. Il augmente son royaume, 431.
- GUSTAVE.** Horn. Sa mort, 1645.
- GUI.** De chêne. Tome I, page 9.
- GUY.** Famille, Jean Clerc du Guy, anobli, 1595. Abraham Guy, id., 1603. Régiment de Guy, 1644. Jacques Guy, anobli, 1648, 1649. Noblesse des Guy confirmée, 1667.
- GUY DE PRANGINS.** Evêque de Lausanne, 1375, 1392.



## H

**HABERGEANTS.** Affranchis de main morte, 1412. Leurs franchises confirmées, 1585. Nouvelles franchises obtenues, 1464. Difficultés avec leur seigneur de Valangin, 1476. Leurs différents noms, 1476. (V. *Francs Habergeants*.) Habergeants du Locle, 1382.

**HABITANTS.** Les plus anciens de la Suisse réduits à la main morte, 420. Trois sortes d'habitants en Suisse, 420. Habitants des montagnes de Valangin créés bourgeois de Valangin, 1713.

**HABITATION.** Habitation dans le bourg de Valangin nécessaire pour jouir des franchises, 1401. Habitations scandaleuses, 1536.

**HABITS.** Chausses; pourpoints, 1553. Habits honnêtes, 1553, 1616, 1630, 1661, 1670. Habits du mari sont à la femme, 1670, 1672, 1674, 1676. Habits d'un mort qui doit les avoir, 1604, 1642, 1695, 1696. Habits de la femme sont au mari, 1661, 1676, 1702, 1706, 1709. (V. *Vêtements*.)

**HABSBURG.** Cette maison acquiert des terres en Suisse, 1209.

**HALLER.** Ecrit à Fabry, 1548.

**HALLES.** De Neuchâtel. Les draps s'y doivent vendre, 1454 art. 43. Halles remises aux Quatre Ministraux, 1542. Halles accordées aux Verrières, 1610. A Môtiers, 1623. à la Chaux-de-Fonds, 1656.

**HARDY.** Guillaume Hardy, procureur de S. A., son testament, 1569.

**HARMONT.** Mont de l'Harmont, 1383.

**HARNOIS.** 1564.

**HARTMANN.** De Nidau, 1300, 1327. Hartmann, évêque de Lausanne, 850. Hartmann, comte de Kybourg, épouse Marguerite, fille du comte Rollin, 1319. Hartmann de Munchenstein, évêque de Bâle, 1418.

**HASENBOURG.** Baronnie remise à l'évêque de Bâle, 1072. Le château est brûlé, 1386.

**HASLI.** 1210.

**HAUTS BARONS.** 930.

**HELIOGABALE.** Empereur. 219, 222.

**HELVETIE.** D'où la Suisse a été nommée *Helvétie*, Tome I, pages 1 et 2. Pourquoi appelée *Nuchland*, ibid., page 2.

**HELVÉTIQUE.** Corps helvétique, son origine, 1305. Corps helvétique, Neuchâtel y est compris, 1548. Confession helvétique, 1566. Neuchâtel reconnu du corps helvétique, 1630.

**HEMMANN.** De Bechbourg, 1366.

**HENRI.** Ou Eric, premier évêque d'Avenches, 300. Henri, évêque de Lausanne, 985, 1011. Massacre, 1019. Henri II, empereur, sa mort, 1024. Henri III, empereur, créé roi de Bourgogne, 1029. Couronné à Soleure, 1038. Il vient en Suisse, 1040. Henri IV, empereur, vient à Besançon d'où il va en Italie, 1077. Henri V. Sa mort, 1125. Henri de Hornberg, évêque de Bâle, 1177, 1191.

Henri, comte de Thoun, évêque de Bâle, 1215, 1238. Henri VI, empereur, vient à Berne, 1310. Henri de Neuchâtel, évêque de Bâle, 1263. Ses guerres, 1264, 1267, 1268, 1271. Il achète Porrentruy, 1271. Ses discours impies, 1273. Il remet Bienne à l'évêché, 1274. Sa mort, 1274. Henri Gurtelsknopf, évêque de Bâle, ses ruses, 1274. Etabli archevêque de Mayence, 1285. Henri duc de Longueville, prince de Neuchâtel, son mariage, 1588. Il se signale en guerre, 1589. Prisonnier, 1590. Blessé à Dourlens, sa mort, 1595. Henri II, duc de Longueville, sa naissance prématurée, 1595. Il quitte la cour de France, 1616. Il vient à Neuchâtel, 1617. Il demande plusieurs choses au Conseil de ville, 1617. Son départ, 1619. Son mariage, 1619. Il épouse le parti de la reine Marie de Medicis contre son fils le roi Louis XIII, 1620. Il accompagne le roi à la guerre, 1629. Mort de la princesse Louise de Soissons, son épouse, 1637. Exploits du prince Henri en Piémont, 1639. Il passe à Colombier, 1639. Son second mariage avec Anne-Geneviève de Bourbon. Le prince va en Piémont, 1642. Il est nommé plénipotentiaire de S. M. T. C. aux conférences de Munster, 1643. Il y prend le titre de *prince souverain de Neuchâtel*, 1643. Son entrée à Munster, 1645. Il signe la paix de Munster, 1648. Il se déclare en faveur du parlement contre le roi, 1649. Il est mis en arrestation, 1650. Il est relâché, 1651. Son second voyage à Neuchâtel et l'accueil enthousiaste qui lui est fait, 1657. Il fait plusieurs dons, 1657. Son départ, 1657. Il fait en qualité de prince de Neuchâtel alliance avec le roi de France, 1657, 1658. Sa mort et son testament, 1663. Henri de Savoie duc de Nemours, 1657. Sa mort, 1659. Henri Jules de Bourbon curateur de l'abbé d'Orléans, 1682. Sa mort, 1709. Henri seigneur de Colombier, 1263. Henri de Cormondrèche, son testament, 1281.

**HENRIPOLIS.** 1625. Opposition à la fondation de cette ville, 1628.

**HÉRITAGES.** Vont au prince, 1214 art. 11. Héritage se fait sous contribution, 1214 art. 27. On est privé de l'héritage si on néglige le jour des six semaines, 1671, 1683, 1689. Héritage n'est pas un acquêt, 1673. L'héritage va aux pères indivis et non à la mère, 1678. Oncles préférés aux germains en fait d'héritage, 1682, 1691.

**HÉRITER.** Biens hérités d'un grand-père, 1681. Hériter par tête ou par souche, 1689.

**HÉRITIERS.** Qui ils sont, 504 art. 21. Le mari et la femme ne s'héritent pas, 504 art. 21. Héritiers ou hoirs sont exempts de reprises, 1214 art. 27; mais ils doivent recevoir l'héritage de la main du seigneur,



- 1214 art. 27. Le père et la mère héritent les enfants, 1532. Qui doit hériter, 1454 art. 11 et 27. L'héritier doit payer les dettes, 1569. A quoi l'héritier est obligé, 1644. Héritier général et universel, hérite tout, 1701. Institution d'héritiers, 1705. Héritier absent à an et jour, 1701. Il doit survivre le testateur, 1701. Héritiers de la maison de Longueville, après le décès de Madame la duchesse de Nemours. Leurs productions. Ils rejettent une sentence des Trois-États, *ibid.* Leur protestation, *ibid.*
- HERMANN.** De Neuchâtel, sa mort, 1259.
- HERMITE.** Origine de l'abbaye de Notre-Dame des hermites (Einsiedlen), 248. Son premier abbé, 863. L'abbaye actuelle bâtie en 945. Description de ce monastère, 1000. On y va en pèlerinage, *ibid.*
- HERVART (D').** Envoyé de S. M. britannique. Son intervention dans les démêlés de 1699. Ses mémoires et ses discours, 1699.
- HEURES.** Canoniques de la Vierge, 1473. Donner à boire outre heure est défendu aux hôtes, 1594, 1630. Heures du plaid, 1633.
- HERZOGENBUCHSEE.** Il s'y livre une bataille, 1653.
- HILDEGARDE.** Abbessse de Zurich, 852.
- HILPERIC.** Décapité par son frère Gondebaud, 494.
- HIMMERIUS.** Son origine, il fait bâtir un hermitage d'où St-Imier a pris son nom 601.
- HIRTACUS.** Gouverneur de la Suisse, 287. Il résidait à Soleure, 288.
- HISTOIRE.** Tragique arrivée à Neuchâtel, 1520. Histoire d'un événement surprenant arrivé à Neuchâtel à propos d'une exécution simulée, 1590.
- HIVERS.** Froids, 881, 939, 1128, 1407, 1484, 1485, 1490, 1503, 1514, 1518, 1569, 1638, 1709. Hivers rigoureux, 1121, 1125, 1176, 1508, 1610, 1612. Hivers longs, 1043, 1203, 1363, 1369, 1490, 1492, 1509, 1698. Hivers doux, 1087, 1098, 1236, 1289, 1497, 1506, 1581, 1609, 1617, 1640, 1650.
- HOCHBERG.** 1103, 1248. Origine de cette maison, 1155. (V. *Rodolphe, Philippe, Jean*). Les terres de cette maison mises au ban de l'empire, 1453. Mort du marquis Rodolphe de Hochberg, 1487.
- HOLLANDE.** Secoue le joug de l'Espagne, 1568. Cette république recommande S. M. prussienne, 1707.
- HOMMAGES.** Rendus par les comtes de Neuchâtel, 1260, 1288, 1311, 1357, 1397, 1407, 1453. Hommage rendu par le Val-de-Travers, 1218, 1236, 1247, 1250. Allibéré de cet hommage, 1317, 1354. Hommage rendu à l'évêque de Lausanne, 1371, 1395, 1480. Au duc d'Autriche pour le Landeron, 1358. Allibéré, 1415. Au comte de Savoie pour Cerlier, 1260, 1335, 1376. Au comte de Bourgogne, 1392. Hommage rendu par le seigneur de Valangin au comte de Neuchâtel, 1132, 1236, 1339, 1340, 1344, 1349, 1359, 1369, 1372, 1373, 1394, 1411, 1424, 1450, 1571. Cet hommage est dû, 1584. Hommage rendu aux cantons, 1513, 1523. A l'évêque de Bâle, 1294. Opposition apportée par le comte de Neuchâtel qui prend les armes, 1295. Rendu de nouveau à l'évêque de Bâle, 1296. Cet évêque prétend à cet hommage, 1420, 1520. Hommage rendu au comte de Savoie pour Gorgier, 1260. Pour St-Aubin, 1425. Au baron de Vaud, 1340, 1344. Au vassal, 1344. Au comte Louis, 1357. Hommage doit être rendu par les vassaux, 1598. L'évêque de Bâle sollicite les comtes, ses voisins, à le lui rendre, 1294. Hommage dû aux Trois-États. Le Landeron en est exempt, 1559.
- HOMMES.** Royaux, 420. (V. *Royés*.) Homme lige, 1303. Hommes de diverses conditions, 1340. (V. *Condition*.) Hommes à la charrue, 1078. Homme choisi pour terminer un différend par un combat, 1375. Hommes considérables qui ont vécu dans les comtés, 1286, 1342, 1373, 1395, 1424, 1457, 1487, 1503, 1529, 1543. Hommes armés vus en l'air, 1538.
- HONGROIS.** Battus, 924, 933. Ministres hongrois persécutés viennent à Neuchâtel, 1676.
- HONNEUR.** Une femme qui se méfait d'honneur se prive de son usufruit, 1593.
- HONORÉ.** Empereur, 395.
- HOPITAL.** De Neuchâtel, 1231, 1539, 1547, 1552, 1554, 1558. Lettre dressée, 1562 art. 15. Traité fait au sujet de l'hôpital, 1539, 1585. Hôpital de Fribourg. Léonor d'Orléans lui fait une donation, 1571.
- HOQUINCOURT.** Château à Villiers, 1132, 1309. Démoli, 1366.
- HORLOGE.** La tour de la Malporte élevée, 1710. Incendiée, 1714. Rebâtie, 1715.
- HORY.** La noblesse de cette famille confirmée, 1565. Jean Hory, seigneur de Ligniè-res, ses armes, 1625. Il gouverne le comté pendant cinq ans, 1628.
- HOSPITALIER.** De Neuchâtel comment élu, 1552, 1554, 1558.
- HOTES.** Qui donnent à boire hors d'heure, 1553. Pendant le sermon, 1542, 1553, 1594. Comment ils devront se faire payer, 1560. Comment ils devront être choisis, 1565. Ne point donner à crédit, 1565. Ils doivent tenir bon ordre, 1565, 1654 art. 16. Mandement aux hôtes, 1567, 1594. Défense de donner du vin, 1550. Hôtes punis, 1580. Exception, 1580. Comment ils peuvent se faire payer, 1594. Le serment qu'ils prêtent, 1645. Hôtes, 1681. Les hôtes sont obligés d'appuyer leur livre de raison par serment, 1696. Ils ne peuvent se faire payer d'un mineur pour dépense que d'un écot, 1696.
- HUBERT (Sr).** Temple de la Chaux-de-Fonds bâti et dédié à St-Hubert, 1518.
- HUGO.** De Hasenbourg, évêque de Bâle, 1172, 1177.



**HUGUES.** Premier comte de la Suisse, 858. Il bâtit le château de Strættingen, 858. Il portait le nom d'abbé, il attaque Lothaire, 858. Il remporte deux victoires, 863. Il est tué à la bataille d'Orbe, 867. Hugues, fils de Lothaire, a les yeux crevés, 884. Sa mort, 884. Hugues, couronné roi d'Italie, 926, 927, 946. Hugues, comte de Bourgogne, 936. Hugues, évêque de Lausanne, 1019. Sa mort, 1038. Hugues de Châlons, sa mort, 1325. Hugues Favre, prêtre et maire de Valangin, 1460. Hugues de Châlons, son mariage, 1476. Hugues Bezard, prêtre affranchi de la main morte, 1518. Hugues Gravier, élu pasteur à Cortaillod, martyrisé à Bourg-en-Bresse, 1552.

**HUGUENIN.** De Châlons se fait bourgeois de Berne, 1486. Sa mort, 1490. Huguenin de Morteau, prieur de Môtiers, 1613.

**HUITAINE.** La dédite se peut faire, 1658. La huitaine écoulée il n'y a plus de dédite, 1658.

**HUMBERT.** Gouverneur de la Suisse, 1035. Humbert, fils de Beroald, 999, 1035. Humbert, bâtard de Savoie, seigneur de Cudrefin, 1428. Humbert de Neuchâtel, évêque de Bâle, est un mondain, 1395. Sa mort, 1418.

**HUMIDITÉS.** 1557, 1570, 1577.

**HUNINGUE.** Origine de ce nom, 917.

**HUNS.** Entrent dans les Grisons, 680. Dans la Suisse, 899. Ils ravagent treize fois la Suisse, 905. Ruinent Bâle, 905, 917. Ils entrent dans le Thurgau, 925.

**HYPOTHEQUE.** Le comté de Neuchâtel offert par hypothèque, 1538. Il est hypothéqué, 1551, 1552, 1608, 1634. Les seigneuries de Vaumarcus, Gorgier et Travers hypothéquées, 1548. Hypothèque, pièce échangée hypothéquée, 1674. Le mari ne peut pas hypothéquer le bien de sa femme, 1678. Hypothèque requiert une demande, 1689. Bien non encore dévolu ne peut pas être hypothéqué, 1696.

## I

**IMAGES.** Du temple de Neuchâtel abattues par les bourgeois, 1530. A Valangin, 1531. A St-Blaise et Fontaine-André, 1531. Changées contre des bœufs, 1534. Images données au village de Cressier, 1708.

**IMIER (St).** 601. Donné aux chanoines de Moutier-Grandval, 884, 932, 1000. Le chapitre de St-Imier est fait combourgeois de Bienne, 1329. Ravagé, 1367. Députés de Bienne à St-Imier, 1529. Difficulté entre Bienne et ce chapitre, 1534.

**IMITATOIRE.** 1473.

**IMMUNITÉS.** Des ministres, 1594.

**IMPÉNITENTS.** Leur rejection et excommunication, 1564.

**IMPOSITION.** Des mains, 1532.

**IMPOT.** Etabli par des paysans de la Côte et réprimé par les audiences, 1532. Impôt mis à Neuchâtel sur les étrangers, 1585.

**IMPÉRIALE.** (V. *Justice impériale*).

**IMPRÉCATIONS.** Défendues, 1594, 1630.

**IMPROCÉDURE.** Relevée par les Trois-Etats, 1579.

**IMPUNITÉ.** Attire les jugements de Dieu, 1553.

**IMPURETÉ** (V. *Ruffieux. Paillardis*).

**INCENDIES.** Dans toute la Suisse, 1373. Incendie à Lausanne, 1216, 1219. A Genève, 1291, 1670. A Neuchâtel, 1249, 1269, 1424, 1434, 1450, 1526, 1714. A Bâle, 1256. A Arberg, 1419, 1477. A Delémont, 1397. Au Locle, 1683. A Berne, 1533, 1536.

**INCESTES.** Imaginaires, 1550.

**INDIVIS.** Peut demander la séparation de biens, 1662. Ceux qui sont indivis s'héritent l'un l'autre, 1628, 1656, 1660, 1670, 1692.

**INDIVISIBLE.** Le comté de Neuchâtel est indivisible. (V. *Partage*.)

**INDULGENCES.** Extravagantes accordées aux Bernois, 1518. Le pape exhorte à les recevoir, cependant plusieurs villes s'y refusent, 1518. Indulgences distribuées par le vicaire de Besançon, 1554.

**INEXÉCUTION.** Des lois préjudiciable, 1565.

**INFÉODATIONS.** 420, 1052, 1423, 1625.

**INJURE.** Cause d'injure, 1622, 1668. Injures. On doit actionner pour fait d'injures, 1670. Demande d'injure, 1673.

**INONDATIONS.** 589, 1170, 1196, 1275, 1343, 1378, 1408, 1424, 1452, 1473, 1479, 1480, 1482, 1485, 1496, 1508, 1511. (V. *Rivières*.) 1528, 1537, 1543, 1554, 1560, 1562, 1567, 1568, 1572, 1588, 1598, 1608, 1611, 1615, 1622, 1642, 1651, 1665. Inondation à Neuchâtel, 1579, 1677, 1712, 1714. A Auvernier, 1706.

**INSCRIPTION.** Autour du chapiteau de la chaire à Neuchâtel, 930, 1530. Effacée, 1672. Inscription des causes dans les Manuels, nécessaire, 1537.

**INSECTES.** 859, 1655. (V. *Vers*.)

**INSPECTEUR.** D'un couvent, 1329.

**INSOLVABLE.** Décrétable, insolvable, emprisonné, 1565.

**INSTANCE.** Aux Trois-Etats pour la tierce, 1571.

**INSTITUTION.** D'héritier, 1705.

**INSTRUCTION.** Des enfants commandée, 1594, 1616, 1630. Instruction donnée aux députés de Neuchâtel, 1546, 1558.

**INTENDANT.** Des bois, rivières, chasses, 1569.

**INTENTER.** 1340.



**INTENTES.** 1373. Abolies aux Verrières, 1400, 1524.

**INTERDICTION.** Du St-Sacrement, 1553, 1564.

**INTÉRÊT.** (V. *Censes*.) Intérêt d'une modération, 1676. Quand l'intérêt n'est pas dû, 1686.

**INVESTITURE.** (V. *Mise en possession*.) Investiture renvoyée, 1551. Comment les investitures doivent se faire, 1565, 1618. Celui qui tient n'en doit point demander, 1565. Celui qui a obtenu l'investiture doit jouir de toute la succession, 1617. Elle doit être demandée sur le jour des six semaines, 1628. Elle s'étend partout où il y a du bien, 1629, 1659. L'investiture ne se peut révoquer, 1668. Investiture demandée, 1551, 1601, 1672, 1694, 1707. Investiture de la souveraineté de Neuchâtel donnée à S. M. prussienne, 1707. Ce qui fut fait ensuite, etc., 1707. Ce qui est dû pour une investiture, 1683.

**IRINGUS.** Evêque de Bâle, 891, 895.

**ISABELLE.** Comtesse de Neuchâtel se marie, 1368. Son époux meurt. Elle traite pour son usufruit, 1369. Elle retourne à Neuchâtel, 1369. Elle agit en souveraine, 1369, 1370. Elle succède à son père le comte Louis, 1373. Elle rend hommage

pour Cerlier au comte de Savoie, 1376. Ses différends avec Marguerite de Wufflens, 1373, 1374, 1378. Elle se saisit de Boudry, 1376. Elle fournit des troupes à Fribourg contre Berne, 1386. Son testament, 1394. Sa mort, 1395. Isabelle de Challant va à Berne, 1565. Se met en possession de Valangin, 1565. Elle appelle de la sentence des Quatre-Cantons, 1576. Elle publie un manifeste, 1576. Va à Berne, 1576. Où elle proteste; ce qui est communiqué au comte de Tourniel, 1576. Elle inste et soumet son différend, 1576. LL. EE. de Berne prononcent; ce qu'elle rejette, 1576. Elle présente une requête à LL. EE. qui lui font une réponse, 1576. Elle écrit à LL. EE. et cite le comte de Tourniel à Chambéry, 1576. (V. *Madruz*.) Isabelle de Vaumarcus, sa mort, 1544.

**ILE.** De St-Jean, bâtie et fondée, 1090. Vendue à LL. EE. de Berne, 1517. Tous ses titres et actes donnés et remis à LL. EE. de Berne, 1553.

**IVROGNERIE.** (V. *Gloutonnerie*.) 1542, 1570, 1594, 1616, 1630.

**IVROGNES.** Punis, 1588 art. 14. Emprisonnés, 1580.

## J

**JACOB.** Baron de Grandson, prisonnier, 1284. Relâché, 1284. Sa mort, 1289. Jacob-Christophe Blaser, évêque de Porrentruy, sa mort, 1608. Jacob Regnault, seigneur de Bellevaux, sa mort, 1561. Ses héritiers, 1561.

**JACTATEURS.** Doivent être punis, 1541. Lorsque fils ou filles se jactent, 1550.

**JACTURE.** 1340.

**JACQUELINE.** De Rohan, établie tutrice de son fils Léonor, 1549, 1552. Elle envoie un député à Neuchâtel, 1551. Ajournée à Paris par Marie de Lorraine, 1551. Sa réponse 1552. Elle écrit à Berne, 1551. Elle emprunte de LL. EE. de Berne 30,000 écus, 1558. Elle vient à Neuchâtel avec son fils, 1561. Ils se rendent à Berne, 1561. Elle vient à Neuchâtel, 1574. Elle retourne en France, 1576. Sa mort, 1586.

**JACQUES.** De Savoie, comte de Romont, commande les troupes de Bourgogne, 1474. Il est battu par les Suisses à Héricourt, 1474. Il va à Berne, 1475. Sa trahison, 1475. Il va à Anet, 1476. D'où il est chassé par les femmes, 1476. Promesses à lui faites, 1482. Jacques de Savoie duc de Nemours, 1549. Il succède à François d'Orléans, 1551, 1552. La ville de Neuchâtel lui prête une somme. Ses titres, 1554. Il renouvelle l'alliance avec Bienne, 1556. Il donne une procuration, 1557. (V. *Nemours*.) Ses députés offrent la Marche, 1557.

Sentence des arbitres, 1557. Il est débouté du comté de Neuchâtel, 1557. Sa femme, ses enfants, 1557. Il est fait prisonnier, 1562. Sa proposition à la ville de Genève, 1567. Sa mort, 1585. Jacques-Philippe de Gundolzhelm, évêque de Bâle, 1527. Il va demeurer à Porrentruy, 1528. Jacques de Dudin, évêque de Fribourg, 1710, 1716. Jacques-François de Neuchâtel, baron de Gorgier, sa mort, 1678. Jacques de Vautravers nommé ordinairement Grand-Jacques ou Jacques-le-Grand, 1367. Jacques Leschet, chanoine, conspire contre le comte Conrad, 1406. Sa fourberie insigne découverte, il est noyé dans le lac de Neuchâtel, 1412. Jacques des Grads, 1453. Jacques Jacot meurt âgé de cent-vingt ans, 1529.

**JAQUA.** De Dompney, dame de Colombier, 1466.

**JAQUET.** De Diesse, 1422.

**JAQUIER.** De Savagnier, 1340.

**JARDIN.** Acquis par les bourgeois de Valangin, 1583. Par la compagnie des Coulovreniers, 1506.

**JAVIOLE.** Javiole accordée, 1531. Les jureurs y sont condamnés, 1553. Javiole ou loge, 1562, 1585. Consentement de l'officier requis, 1585. Javiole à Valangin, 1618 art. 8.

**JEAN.** St-Jean, apôtre, 82. Sa mort, 101. St-Jean, abbaye, ou l'île de St-Jean, bâtie, 1090, 1231, 1248. Donation faite à cette



abbaye, 1249. L'abbé, collateur de la chapelle du Landeron, 1324. Isabelle se retient St-Jean, 1377. Cette abbaye vendue, 1517. L'abbé vend aussi son droit, 1517. La ville de Berne acquiert les revenus par la réformation, 1528. Berne devient collateur du Landeron, de Lignièrès, etc., 1528. Berne établit un baillif à St-Jean, 1528. Jean comte de Châlons I, sa mort, 1267. Jean de Châlons II, sa mort, 1318. Jean de Châlons III, son mariage, 1346, 1361; sa mort, 1365. Jean de Châlons IV, son mariage, 1386. Il refuse de rendre l'hommage, 1392. Il vient à Neuchâtel et confirme les franchises, 1397, 1405. Main levée de ses seigneuries, 1405. Il confirme les franchises aux chanoines de Neuchâtel, 1407. Il fait main-mise sur le comté de Neuchâtel, 1407. Son testament et la substitution qui y est contenue, 1417. Sa mort, 1418. Jean de Châlons V, 1477. Se déclare contre la France, 1479. S'enfuit à Bâle et s'en fait bourgeois, 1479. Prisonnier, 1488. Allibéré, 1491, 1492, 1493, 1499. Mort, 1502. Jean, fils du comte Louis, sa naissance, 1330. Il meurt la même année. Jean, un autre fils du comte Louis, né en 1334. Fait prisonnier en Alsace, 1359. Mort, 1368. Jean, bâtard du comte Louis, abbé de St-Jean, 1373. Jean de Fribourg, sa naissance, 1396. Son mariage, 1418. Prisonnier, 1419. Naissance d'un sien fils nommé Jean, 1426. Il est arbitre entre l'évêque de Bâle et Thiébaud de Neuchâtel, 1426. Naissance d'une fille, 1429. Il conduit des troupes en Lorraine, 1430. Il va à Bâle, 1440. Il est vassal du comte de Bourgogne, 1443. Son testament, 1450. Il va à Rome, 1450; à Waldshut, 1453; à Berne, 1453. Ses productions contre la ville de Neuchâtel, 1453. Ce qui lui fut accordé, 1453. Il renouvelle les franchises aux bourgeois de Neuchâtel, 1454. Sa mort, 1457. Jean de Neuchâtel, premier seigneur de Travers, 1413. Des sommes à lui remises, 1413. Sa mort, 1431. Jean de Neuchâtel, seigneur de Vaumarcus, achète Gorgier, 1433. Il remet Vaumarcus au duc Charles, 1476. Ses seigneuries confisquées; sa mort, 1477. Jean de Neuchâtel, gouverneur de Rothelin, 1487. Jean, seigneur de Colombier, 1423, 1449. Jean de Neuchâtel, baron de Vaumarcus, 1598. Jean-Louis-Charles d'Orléans, sa naissance, 1646. Il succède à son père, 1663. Il remet les comtés à son frère, 1668. Son départ de Neuchâtel, 1668. Il fait son testament, 1668. Il va à Rome et prend l'ordre de prêtrise, 1669. Il fait une autre donation à son frère, 1671. Il tombe dans la démence, 1672. Il est de nouveau reconnu souverain, 1672, 1674. Sa mort prétendue, 1674. Son testament, sa mort, 1694. Jean I et Dietrich, son frère, seigneurs de Valangin, leur difficulté avec Rollin, comte de Neuchâtel, 1293. Ils se constituent vassaux de l'évêque de Bâle,

1294. Ils sont faits prisonniers à la bataille de Coffrane, 1295, 1296, 1301, 1302, 1303. Jean I est établi baillif d'Uri, 1323. Sa mort, 1326. Jean II, seigneur de Valangin, 1339, 1372. Jean III, seigneur de Valangin, son mariage, 1378. Sa mort, 1385. Il se fait bourgeois de Berne peu de temps avant sa mort, 1385. Jean IV, seigneur de Valangin, son mariage, 1450. Berne l'avertit de se tenir prêt, 1469, 1476. Il s'allie avec Maximilien et Philippe d'Autriche, 1485, 1487, 1496. Jean d'Arberg; sa mort, 1453. Jean-Frédéric de Madruz. (V. *Madruz.*) Jean de Cossonay, évêque de Lausanne, 1238. Jean, évêque de Lausanne, vend la moitié de la ville de Lausanne, 1262. Sa mort, 1274. Jean, évêque de Lausanne, 1301. Jean de Roussillon, évêque de Lausanne, 1324, 1341. Jean Bertrand, évêque de Lausanne, 1341. Jean de Prangins, évêque de Lausanne, 1431, 1440. Jean de Michaelis, évêque de Lausanne, 1468, 1470. Jean Dorat, évêque de Fribourg, 1605. Jean de Watteville, évêque de Fribourg, 1647. Jean Baptiste de Strambino, évêque de Fribourg, 1663. Jean, évêque de Bâle, 1248. Jean de Châlons, évêque de Bâle, 1325, 1328, 1330. Jean Senno, évêque de Bâle, 1330, 1365. Jean de Vienne, évêque de Bâle; il chargea l'évêché de dettes, 1356, 1368, 1382. Jean de Bucheck, évêque de Bâle, 1382. Jean de Flekenstein, évêque de Bâle, 1423, 1430, 1436. Jean de Veningen, évêque de Bâle, 1458; attaque le comté de Blamont, 1478. Il accorde des franchises à la ville de Bienne, 1468. Il va à Berne, 1470. Jean Henri Hochstein, évêque de Porrentruy, 1646. Jean-François de Schönau, évêque de Porrentruy; sa mort, 1656. Jean Conrad de Rheinach, évêque de Porrentruy, 1705. Jean Droz, de Corcelles, 1303. Jean de Savoie, fils de Louis, baron de Vaud, tué, 1339. Jean Pictet de Savagnier, 1354. Jean d'Epagny, son fief, 1355; pourquoi on le nommait d'Epagny, 1364. Jean de Giez, 1363, 1367. Jean de Longueville; le tiers du fief de Gorgier lui est adjugé, 1399. Jean Compagnet de Courtelary, 1400. Jean Huss et Jérôme de Prague brûlés, 1415. Jean de Bellevaux, 1420. Jean Vallier, 1450. Anobli, 1524. Jean le Bel, seigneur de Cormondrèche, 1300. Jean de Cressier, 1465, 1486, 1524. Jean Girardin, 1480. Donation à lui faite, 1487. Sa mort, 1505. Jean de Stavay, 1490. Jean de Roll obtient le fief de Kriegstetten, 1495. Jean Bart, 1529. Jean Bosset, 1539. Jean Arquerius écrit à Farel, 1543. Jean de Bellegarde, 1551. Jean Allard, imposteur, 1566. Jean-Jacques de Bonstetten, gouverneur de Neuchâtel, meurt de la peste, 1576. Jean-Ulrich de Bonstetten, 1599. Il rend hommage pour Vaumarcus et Travers, 1599. Sa mort et ses descendants, 1608. Jean Clerc, dit Guy; sa lettre, 1589. Anobli, 1595. Jean Mouchet, 1589. Jean Marval, 1590,



- Jean-Jacques Tribolet créé chevalier d'honneur, 1593. Capitaine Chatelain, lieutenant et receveur de Valangin, 1597. Il est anobli, 1597; ainsi que ses deux frères, 1597, 1611, Jean Tribolet, fils de Jean-Jacques, noyé à Valangin, 1615. Jean de Diesse, 1595. Jean Dupui, capitaine de Neuchâtel, 1599. Jean Parme, assassin, 1599. Jean Hory; son fief, ses armes, 1625. Jean de la Martinière, 1672. Jean-Jacques Bourgeois, capitaine; décapité, 1689, 1690. Jeanne, fille du comte Roſſin; sa naissance, 1300. Jeanne de Montfaucon, comtesse de Neuchâtel, 1325. Jeanne, bâtarde du comte Louis, nommée dame de Joux, 1396. Jeanne de Boffremont, dame de Valangin, 1411. Jeanne de Hochberg renouvelle les combourgeoisies avec les Quatre cantons, 1503. Mariage de Jeanne projeté et rejeté, 1504. Elle épouse Louis d'Orléans, 1504. Les Quatre cantons se saisissent du comté de Neuchâtel, 1512. Elle le redemande, mais lui est refusé, 1512. Elle inste de nouveau auprès des Cantons, 1516. Elle donne par un testament son bien à ses enfants, 1519. Elle vend l'île de St-Jean à LL. EE. de Berne, 1517. Le comté de Neuchâtel lui est rendu, 1529. Elle reçoit un mandement du roi, 1540. Elle l'oblige à René de Challant, 1540. Son engagement, 1540. Elle donne une procuration à Claude Collier, 1542. Sa mort, 1543. Jeanne de Savoie envoie un député à Neuchâtel, 1551.
- JÉROME. Evêque de Lausanne, 878. Sa mort, 892. Jérôme de Prague. (V. *Jean Huss.*)
- JÉRUSALEM. Assiégée par Tite, 71. Elle est prise, 72.
- JETER. Une taille, 1403. (V. *Giettes.*)
- JEU. De l'arbalète établi à Neuchâtel, 1476. Jeu du prix, 1553. Jeux séculaires, 248. Jeux sont défendus, 1539. De cartes, des quilles, 1539, 1542, 1550, 1553, 1564, 1594, 1616, 1630. Jeux permis, 1553.
- JEUNE. Solennel, 1630. La Classe inste pour un jeûne, 1630, 1640, 1707.
- JEUNES GENS. Ne doivent être soustraits, 1542. Ils doivent être soumis, 1594. Jeunes gens, 1383. (V. *Arsonnets.*)
- JOINTE. 1372, 1412, 1427, 1480.
- JORAN. 1537.
- JORDANE. Comtesse de Neuchâtel, 1270.
- JOUER. Quand on doit cesser de jouer, 1555.
- JOUGNE. Tome I, page 13. An 1482. Dépend de la Franche-Comté, 1392. Prise, 1475.
- JOSEPH. Empereur. (V. *Empereur.*) Joseph, comte de Tourniel, va à Berne, 1566. (V. *Tourniel*)
- JOVIEN. Empereur, 363.
- JOUISSANCE. (V. *Usufruit.*) Jouissance appartient à celui qui tient jusqu'à ce que l'appel soit vidé, 1516. Jouissance d'une possession dont git appel, 1516, 1559. De meubles, 1659. Une jouissance ne peut être aliénée, 1665.
- JOUR. De la Cène ne doit pas être profané, 1594. Jour des six semaines pour la mise en possession, 1547. Les étrangers et absents sont exceptés, 1547. Jours des trêves, 1562. Jour des six semaines négligé, prive de l'héritage, 1671. Quand il commence et finit, 1671. Du plaid changé à Valangin, 1713.
- JOURNÉE. Des justiciers de village, 1565. Journée ou salaire des témoins, 1560. Journée à Berne, renvoyée, 1557. Journée par devant la seigneurie, 1588. Journée ou diète à Soleure, 1365. Le comte Louis s'y trouve, 1365. Journée à Grandson, 1451. A Bâle, 1474, 1475, 1477. A Soleure, 1576. Au sujet de Valangin, 1591. A Payerne, 1592, 1593. A Arberg, 1474, 1618. A Lucerne, 1474, 1476, 1477. A Neuchâtel, 1475, 1476, 1575. A Fribourg, 1476, 1516. A Zurich, 1477, 1512. A Baden, 1476. A Porrentruy, 1478. A Berne, 1516. A Genève, 1516. A Stanz, 1481. A Lausanne, 1485. (V. *Assemblée, Diète, Conférence.*) Journée à Grandson, 1530, 1538. A Payerne, 1530. A Valangin, 1531. A Bienne, 1531. A Bremgarten, 1531. A Thonon, 1534. A Lucerne, 1535. A Neuchâtel et à Bâle pour les difficultés du pays de Vaud, 1561. A Bâle, 1637. A Soleure, 1638. A St-Urbain, 1698. A Bienne, 1699. A Arau, 1699. A Baden, 1720. A Arberg, 1720.
- JOUTES. (V. *Tournois.*)
- JOUX. Château, Tome I, page 14. An 1279. Donné à Varenne, 1361. Il a été au comte de Neuchâtel, 1507, 1516, 1543, 1548. Brûlé, 1515. Entreprise vaine sur le château, 1529, 1648. Dame de Joux, bâtarde du comte Louis, 1396. Les Joux, pâturage, 1408. Données à la ville de Neuchâtel, 1512. Dime de la Joux, 1562. Joux de Colombier, 1625. Dite Pelichet, 1382. Joux de Martel, 1538. Confirmation de la Joux Pelichet, 1661.
- JOYAUX. Donnés aux mutins des cantons, 1477. Joyaux, 1604, 1642, 1661, 1670, 1674, 1702, 1709.
- JUGES. Etablis par Gondebaud, 504. Juge impérial en Suisse, 1376. Juges reconnus pour les différends de Neuchâtel, 1214, 1288, 1406, 1450, 1459. Juges qui en ont jugé, 1373, 1396, 1406, 1576, 1584. Juges nommés pour les affaires de Neuchâtel, 1457, 1459. Juges étrangers à Neuchâtel, 1523. L'empereur se déclare juge, 1415, 1453. Berne juge entre le comte de Neuchâtel et le chapitre, 1406; entre le seigneur de Valangin et ses sujets, 1475, 1476, 1566. L'évêque de Lausanne établi juge entre le comte de Neuchâtel et la ville, 1214, 1288; entre le comte de Neuchâtel et le Landéron, 1309, 1349. Juges des audiences, 1532, 1537, 1547, 1551, 1552, 1553, 1559, 1560, 1565, 1571, 1618. Juges des audiences de Valangin, 1571, 1580, 1588, 1618. Juges des Trois-Etats reconnus souverains, 1551, 1565, 1576, 1618. Serment qu'on prête aux juges des Trois-Etats, 1618. Règlement fait à leur égard, 1668. Juges des fiefs; diffi-



culté sur ce sujet, 1344, 1366, 1424, 1532. Juges du consistoire seigneurial et de la matrimoniale, 1547, 1550. Juge du temporel des ecclésiastiques, 1582, 1594; des communautés, 1693. Juges des Trois-Etats récusés, 1694, 1707. Réadmis, 1694. Noms des juges des Trois-Etats, 1707. Arrêt du conseil de ville concernant les quatre juges des Trois-Etats, 1695. On doit actionner un homme rière son juge, 1406, 1671. (V. *Domicile. Justiciable.*) Juge intéressé n'est pas admissible, 1693. Degré de parentage d'un juge, 1693. Ils sont juges en dernier ressort, 1696. Juges des décrets, 1695. Juges pour fait de crimes, 1707. Juges envoyés aux justices; leur salaire, 1547. Juges extraordinaires, 1552; leur salaire, 1552. Quel juge doit juger de la validité d'une obligation, 1659.

**JUGEMENTS.** Anciens doivent subsister, 1214 art. 19, 1454 art. 20. La non comparaisance en jugement doit 4 sols, 1214 art. 4. Jugements rendus par LL. EE. de Berne entre le prince et la ville de Neuchâtel, 1406, 1475. Entre le seigneur de Valangin et ses sujets, 1476. Jugement des Trois-Etats concernant le souverain, 1672, 1694, 1707. De Dieu sur les persécuteurs de ses serviteurs, 1540.

**JUGER.** En quel degré on peut juger, 1532. Qui sont ceux qui peuvent juger, 1454 art. 38. Les officiers du prince peuvent juger, 1453 art. 17. Pouvoir donné aux audiences de juger souverainement, 1551.

**JUIFS.** Attaqués par Tite, 71. Détruits dans tout l'Orient sous Barcosbas, leur chef, 126. Dispersés, 135. Chassés de la Suisse, 632. Juifs crucifièrent un enfant à Berne, 1287. Ils en sont chassés, 1287. Juifs à Neuchâtel, 1288, 1348, 1349, 1406. Les Juifs devaient porter des marques, 1406, et faire des prêts aux bourgeois de Neuchâtel à même intérêt qu'aux autres sujets du comté, 1406.

**JULES-CÉSAR.** Tome I, page 13, 14 et 15.

**JULIE, JULIENNE.** (V. *Loi.*)

**JULIEN.** L'apostat, empereur, 355, 361, 363. Julien, cardinal, évêque de Lausanne, 1472, 1474. Sa mort, 1476.

**JUPITER.** Adoré par les Suisses, Tome I, page 3.

**JUNOUD.** Pichon, pasteur à Dombresson, va à Genève avec Farel, 1553.

**JUREMENTS.** Enormes doivent être punis par le magistrat, 1553, 1594, 1616, 1630. Jurements de la ville d'Estavayer, 1344.

**JURER.** Le comte de Neuchâtel jure le premier et les bourgeois après lui, 1214, 1454.

**JUREURS.** Leur punition. Ils doivent baiser terre, 1553.

**JORISSENS.** (V. *Lugnores.*)

**JUSTICE.** De Môtiers; ses droits vendus, 1526. Lorsque la justice manque dans un Etat, c'est un grand mal, 1557. Droits de jus-

tice se payent comptant, 1565. (V. *Droit.*) Un bourgeois ne peut être distrait de sa justice, 1658, 1681. Refus de justice, 1571. Sentences de justice sans appel sont exécutoires, 1696. Justice souveraine peut relever, 1701. Le prince peut prendre quelle justice que bon lui semble, 1547. Justice impériale ne souffre point d'appel. Eclaircissement. Ce qui y est jugé ne se juge plus, 1699. Justices établies à Neuchâtel, 1214, 1347, 1351, 1354. A Lignièrès, 1326. A la Sagne, 1429, 1480. A Valangin, 1352. A St-Aubin, 1496. A la Chaux-de-Fonds, 1656. Justice; délai qu'on peut y avoir, 1570. Les justices sont soumises aux décrets, 1570. Abus des justices corrigé, 1570. Abréviation de la justice, 1580. Quand elle se doit tenir, 1588. Défaut en justice, 1588. Justice doit être administrée contre le souverain, 1547, 1558. L'usufruit est saisi sous figure de justice. Justice de Valangin doit juger des causes entre le seigneur et ses sujets, 1372, 1558. Renfort de justice, 1500. Justice criminelle accordée au seigneur de Colombier, 1531. Justice légataire établie, 1532. Députation de la ville à la princesse à ce sujet, à la suite de laquelle cette justice fut réglée, 1532. Justice de la police, 1643. Justice ou chambre féodale, 1538. Demandée, 1629. (V. *Chambre.*) Justice matrimoniale, 1536. On peut appeler de ses sentiments, 1536. Matrimoniale de Valangin établie, 1547, 1550. Justice consistoriale à Valangin, 1538. Changée, 1547. Elle n'était pas un consistoire, 1547. Justice matrimoniale, ses émoluments, 1547. On y prête un serment solennel, 1547. Justice extraordinaire établie à Valangin, 1552; quels sont les juges; leur salaire; pour quel sujet ils doivent s'assembler. Appel permis, 1552, 1580. Pour quels sujets on peut l'assembler, 1565, 1588. Paroles illicites proférées en justice sont punies, 1553, 1559. (V. *Démentis.*) Justice criminelle réservée par les comtes de Neuchâtel, 1372; accordée au seigneur de Valangin, 1303; à diverses justices du comté, 1347, 1354, 1372, 1373, 1414, 1446.

**JUSTICIABLES.** Sont les étrangers, 1691.

**JUSTICIER.** Ne peut être avoyer, 1537, 1565. Décret concernant les justiciers, 1540. Justiciers et sautiers; leurs dépens à l'extraordinaire aux taxes, 1560. Un justicier ne doit faire l'office de sautier, 1560. Leur salaire, 1565. Justiciers de village; leurs journées, 1565. Leurs émoluments réglés, 1569, 1588, 1622. Justiciers, parents ou suspects, doivent être remplacés, 1580; leur salaire lorsqu'ils font une taxe, 1580. Ils peuvent faire des notifications, 1580, 1588. Emoluments des justiciers, 1683. Il faut deux justiciers pour faire une taxe, 1683.



## K

KAISER. Origine de ce nom, 69.  
 KAISERSTUHL. Bâti, 29.  
 KATZ. Machine de guerre, 1324.  
 KEMPTEN. 563.  
 KRIEGSTETTEN. 1180, 1310, 1347, 1466.  
 Acquis par les Bernois, 1482. (V. *Fief*,  
 1493.) Remis à Jean de Roll, 1495. Qui

sont ceux qui l'ont possédé, 1459, 1495,  
 1496, 1517.

KYBOURG. Ce château démoli, 1032. Châ-  
 teau de Kybourg dans le Thurgau, bâti,  
 1059. Le comte de Kybourg attaque Berne,  
 1242. Hartmann, comte de Kybourg, 1319.  
 Eberhard, comte de Kybourg, 1322.

## L

LAC. De Thoune, 604. Lac de Bienne, nom-  
 mé lac de Neurol, 1249. Les droits du  
 baillif de Nidau sur ce lac, 1456. Difficulté  
 avec Berne au sujet de ce lac, 1688. Lac  
 de Neuchâtel; passer le lac pour néant est  
 un privilège du comte, 1453 art. 5. Aller  
 sur le lac est défendu le dimanche, 1553.  
 Lac de la Brevine peuplé de poissons, 1660.  
 Lacs de la Suisse gelés, 764, 859, 928,  
 1233, 1277, 1363, 1407, 1420, 1435, 1439,  
 1443, 1469, 1491, 1514, 1546, 1551, 1565.  
 1571, 1573, 1608, 1624, 1660, 1695.

LÆBERBERG. 1383.

LÆBERN. Seigneurie, 1165. Vendue à la  
 ville de Soleure, 1383.

LADRERIE. Cause de divorce, 1550. Com-  
 ment on doit procéder en fait de laderie,  
 1550.

LAITAGE. Permis aux Suisses, 1504.

LAHIRE. Capitaine en France, anobli, 1699.

LAMBERT. Evêque de Lausanne, 1089. Lam-  
 bert de Vautravers, 1213, 1218.

LANCE. Sacrée, 927. Remise à l'empereur  
 Henri I, 935, 1074. Suivre la lance, 1372,  
 1503. Abbaye bâtie, 1317. Donation faite à  
 cette abbaye, 1354. Ses chartreux, 1539.

LANCELOT. De Neuchâtel; traité fait entre  
 lui et ses fils, 1531, 1540, 1544, 1552, 1558,  
 1559, 1563. Sa mort, 1574. Conclusion des  
 partages des fils de Lancelot, 1568.

LANDRIC. Evêque de Lausanne. 1158. Pri-  
 sonnier, 1160. Déposé, 1173.

LANDERON. Origine de ce nom, 380. Le  
 comte Rollin commence de bâtir le Lande-  
 ron par hostilité contre l'évêque de Bâle.  
 Le Landeron converti en bourg ou ville,  
 1324, 1340. Sa combourgeoisie avec So-  
 leure, 1324. Fiefs du Landeron acquis,  
 1329. Brûlé, 1348. Etablit un banneret,  
 1349. Donné en fief à Albert d'Autriche,  
 1358. Franchises accordées au Landeron,  
 1359. Le comte de Neuchâtel rend hom-  
 mage à Léopold d'Autriche pour le Lande-  
 ron, 1369, 1415. Le Landeron achète l'ohm-  
 geld, 1369. Ses franchises confirmées, 1369.  
 Landeron érigé en baronnie, 1373. Varenne  
 donne à ceux du Landeron de nouvelles  
 franchises, 1373. Ils obtiennent un vidimus,

1374. Plaid de St-Maurice, 1403. Conrad  
 de Fribourg allibéré de l'hommage dû au  
 duc d'Autriche pour le Landeron, 1415.  
 Acte à eux accordé, 1425. Assemblée au  
 Landeron, 1451, 1531. Le Landeron refuse  
 de se réformer, 1541. L'évêque de Lau-  
 sanne établi juge des différends du comte  
 avec le Landeron, 1349. Landeron reste  
 catholique et comment, 1542. Soleure s'op-  
 pose à la réformation du Landeron, 1546.  
 Ses reconnaissances, 1547. Une partie du  
 Landeron demande un pasteur, 1553, 1555.  
 Landeron exempté de l'hommage aux au-  
 diences, 1559. Il refuse encore la réfor-  
 mation, 1561. Amodiation de cette baronnie,  
 1569. Landeron renouvelle sa bourgeoisie  
 avec Soleure, 1594. Les deux capucins,  
 1699. Les fiefs de Vaumarcus et de Cour-  
 telary étaient rière le Landeron, 1618. Le  
 Landeron fait une proteste, 1707. Il refuse  
 de prêter le serment, 1707. On l'y con-  
 traint, 1707.

LANDSFRIEDEN. Publiée, 1529.

LANGUE. Romaine ou romande et langue al-  
 lemande, 842.

LANGUES. Appartiennent au prince, 1537,  
 1595.

LARCIN. 504 art. 6 et 20.

LARRONS. Qui dérobent les raisins et les  
 fruits, 1547.

LAUPEN. Il s'y livre une bataille, 1339.  
 Description de cette bataille, 1339.

LAUSANNE. Bâtie, 275. Agrandie, 593. De-  
 vient le siège épiscopal, 593. Capitale du  
 royaume de Bourgogne, 911, 948. Assié-  
 gée, 1149. Brûlée, 1219. La moitié de Lau-  
 sanne vendue, 1262. La moitié de Lausanne  
 remise au comte de Savoie, 1313. Traité  
 entre Lausanne et l'évêque, 1525. Lausanne  
 prise par les Bernois, 1536. Sa réforma-  
 tion, 1536. Son collège bâti, 1556. Lau-  
 sanne menacée, 1588.

LAVAUX. 1563.

LECTURE. Des papiers en justice se fait  
 sans émoluments, 1683.

LEGS. Fait à l'église repris, 1559. Legs faits  
 à l'hôpital, 1585. Quand on doit payer les  
 legs, 1662, 1663. Legs pécuniaire, 1659,



1683, 1704. Le legs retourne à l'héritier, 1701.

**LÉGATAIRE.** Justice légataire établie, 1532.

Opposition et règlement fait, 1532. Justice légataire à Valangin, 1532. La mort du légataire qui arrive avant celle du testateur ne rompt pas le testament, 1701.

**LÉGION.** De Thèbes, 287.

**LÉGISLATEUR.** Des Suisses, 620.

**LÉGITIME.** Des enfants, concerne aussi les acquêts, 1629. Le père n'est pas obligé de donner la légitime pendant sa vie, 1674. Légitime, quand dévolue, 1695. Un enfant qui n'a pas eu sa légitime, 1696. La légitime est due dès la naissance d'un enfant, 1696, 1700, 1703. Légitime des enfants, 1547, 1549, 1559, 1565, 1574, 1583, 1604, 1622, 1629, 1636, 1642, 1658, 1659.

**LÉGITIMER.** Légitimer des enfants bâtards était au pouvoir du prévôt de Valangin, 1505.

**LÉGUMES.** (V. *Eminage*.)

**LÉONOR.** D'Orléans, duc de Longueville, sa naissance, 1540. Il succède à François d'Orléans son cousin, 1552. Il est fait prisonnier de guerre, 1557. Il confirme des actes passés par Jacqueline de Rohan, 1558. Ses titres, 1562. Il part de Neuchâtel, 1562. Son mariage, 1563. Il change de religion, 1565. Il fait la guerre aux réformés, 1569. Il est déclaré prince du sang, 1571. Sa mort et ses descendants, 1573. Léonor d'Orléans, fils de François et petit-fils de Léonor, duc de Longueville; sa mort, 1622.

**LÈPRE.** (V. *Ladrière*.) 958.

**LÉPREUX.** 1551.

**LESDIGUIÈRES.** Duchesse prétendante à la souveraineté de Neuchâtel, 1707. Ses manifestes, 1707.

**LETTRES.** Lettre de Rodolphe de Habsbourg, 1284. Du seigneur de Valangin à la ville de Colmar, 1357. Du roi de France au comte Louis, 1347. De l'empereur aux Cantons, 1475. Lettres judiciaires de Jeanne de Hochberg en faveur de ses enfants, 1519. Du roi de France aux Cantons au sujet de Neuchâtel, 1527. Au sujet de la Bourgogne, 1674. De Jean de Fribourg à Berne, 1456. De l'empereur à Rodolphe de Hochberg, 1463. Des Suisses au duc de Bourgogne et au comte Rodolphe de Hochberg, 1469. Du comte Rodolphe à la ville de Neuchâtel, 1486. De René de Challant à Dame Jeanne de Hochberg, 1529. De Marie de Bourbon au comte de Montbéliard, 1588. Des Sept cantons catholiques à Marie de Bourbon, 1575. De Soleure au roi, 1536. De Zurich et Bâle à Neuchâtel, 1541. Du conseil d'Etat à Jacqueline de Rohan, 1557. De Jacqueline de Rohan à Berne, 1552. Réponse de Jacqueline de Rohan à l'ajournement de la reine d'Ecosse, 1552. Lettre au sujet de l'hôpital, 1559. De Mad. de Longueville au conseil d'Etat, 1663; au roi, 1673; au conseil d'Etat, à la Classe et au Conseil de ville,

1674. Des Quatre-Cantons au roi, 1699. Réponse, 1699. De M. de Torcy à Mad. de Nemours, 1699. Lettre de Berne à Mahaut de Valangin, 1386. A Jean de Fribourg, 1443; réponse, *ibid.* A Neuchâtel pour les consistoires, 1549. Au roi Henri II, 1552. Réponse du roi, 1552. Au roi Henri II, 1553. Au gouverneur de Neuchâtel, 1570, 1571. A Marie de Bourbon, 1600. A Neuchâtel au sujet de Grandson, 1583. Au sujet de Valangin, 1583, 1585. Au sujet des péages, 1586. Pour des troupes, 1589. Au sujet des bourgeois externes, 1599. Au sujet de Vaumarcus, 1609. Au conseil de ville de Neuchâtel, 1616. Au prince sur la rétraction de Valangin, 1627. Au conseil d'Etat de Neuchâtel, 1714. Du conseil d'Etat au conseil d'Annecy, 1557. A Jacqueline de Rohan, 1557. A Berne, 1673, 1683. Lettre à la comtesse d'Avy, 1581. Des sujets de Valangin au comte d'Avy, 1582. De la comtesse d'Avy, 1583, 1584. Lettre de combourgeoisie entre Berne et Neuchâtel, 1406. Renouvelée, 1582, 1616, 1693. *Lettres de Farel*, 1529, 1532, 1539, 1541. A Calvin, 1546. *De Calvin* à la Classe de Neuchâtel, 1542, 1544. A Farel, 1543, 1544, 1546, 1556, 1561. De Fabry à Farel, 1563. Lettre à la Classe de Thonon, 1573. Du capitaine Clerc à Valangin, 1589. Du conseil de ville à LL. EE. de Berne, 1618. A Mad. de Longueville, 1674. A Berne pour le vin, 1698. Lettre du prince à Berne, 1618. Aux cantons de Lucerne, Fribourg et Soleure, 1618, 1683. Des bourgeois de Valangin au prince, 1651. Réponse, 1651. Au roi, 1709. Réponse de S. M., 1709. Au roi, 1712. A Mad. de Nemours, 1700. A S. M. le roi de Prusse, 1707. Du gouverneur au roi, 1712. Réponse, 1712. Lettres diverses, 1707. Du roi de Suède, 1707. De Dupuis, 1707. Du nonce du pape, 1707. Réponse, 1707. Lettres de Mad. de Nemours, 1672, 1673; à M. de Mollondin, 1673; à Louis XIV, 1693, 1699; aux cantons, 1698; à Neuchâtel, 1699. Lettres du prince de Conti aux cantons, 1707, 1708; au conseil d'Etat et conseil de ville, 1699; au roi, 1699. De la princesse de Conti aux bourgeois de Neuchâtel et de Valangin, 1709. Lettre du prince de Nassau-Siegen, 1707. De l'ambassadeur français résidant à Soleure au gouverneur de Neuchâtel, 1707. Lettres du roi de Prusse, 1703, 1711. Lettre de taxe nécessaire, 1634. Lettres viagères, 1696. Lettres de noblesse, 1709.

**LEUEMONDE.** Evêque du Valais, 531.

**LEVÉE.** Pour la France, 1585.

**LIBELLE.** De Caroli contre Farel, 1543.

**LIBÉRÉ.** Etablissement du libéré, 1520.

**LIBERTÉ.** De testes accordée, 1214 art. 28, 1705. D'acheter des fiefs, 1554. D'acheter des possessions, 1562. Liberté de conscience admise par le prince dans le comté de Neuchâtel, 1618. Mandement à ce sujet, 1618.



- Liberté de vendre ses possessions accordée, 1214 art. 25, 1454, 1480.
- LIBON.** Evêque de Lausanne, 927. Sa mort, 932.
- LIBRES.** Comment les personnes libres peuvent se marier, 1550.
- LIENHARD.** De Chauvirey, gouverneur de Neuchâtel, 1488. Sa mort, 1511.
- LIEUTENANTS.** Généraux de la Suisse, 413, 1214, 1284. (V. *Régents*.) Lieutenants du comté de Neuchâtel, 1351, 1469, 1488. Lieutenants de gouverneur établis, 1699. L'un à Neuchâtel, l'autre à Valangin, 1584. Lieutenants de Valangin, 1487, 1513, 1524, 1551, 1576. Pouvoirs à eux donnés, 1580 art. 12, 1487, 1498, 1500, 1526, 1529, 1542, 1597, 1603, 1632, 1635, 1637. Leur serment, 1637.
- LIEU.** Où le délit est commis est celui où il doit être recherché, 1703. Lieux vagues accordés à Neuchâtel, 1537, 1562.
- LIGE.** Homme lige, 1303.
- LIGNE.** Collatérale; il n'y a aucune représentation, 1642. Ligne droite, préférée à la collatérale, 1644.
- LIGNIÈRES.** L'abbé de St-Jean en était colporteur, 1090, 1326, 1349. L'évêque de Bâle vend ses droits sur Lignièrès au comte de Neuchâtel, 1368. Moulin de Lignièrès, 1380. Différend au sujet de Lignièrès, 1403. Demandes de l'évêque de Bâle à François d'Orléans, et réponse du prince, 1531. Lignièrès obtient un pasteur, 1553. Difficulté au sujet du gage, 1553, 1594; réglée, 1599. Lignièrès, qui appartenait à l'évêque de Bâle est échangé contre Miécourt et Colonges, 1624. Echange confirmé, 1625. Promesse aux habitants de Lignièrès, 1625. Délimitation, 1673, 1680. Conférence pour les limites, 1675.
- LIGUE.** Des comtes contre la ville de Berne, 1338. Ligue Suéviqne, Tome I, page 5.
- LIMITES.** Anciennes de la Suisse, Tome I, page 3. De la baronnie de Neuchâtel, 1035. Entre l'évêché de Bâle et Neuchâtel, 1284. Du comté de Neuchâtel, 1311. Des pâturages de Neuchâtel, 1454 art. 51. Deux témoins assermentés au sujet des limites, 1335. Entre Neuchâtel et Valangin, 1340. De la seigneurie de Gorgier, 1340. Entre Grandson et la Ste-Croix, 1346. Limites des Verrières, 1373. Du Locle et de la Sagne, 1372. De la dime de St-Pierre, 1373. Entre la Bourgogne et le comté de Neuchâtel, 1373. Entre Grandson et le Val-de-Travers, 1378, 1614, 1720. Entre le comté de Neuchâtel et la seigneurie de Valangin, 1408. De la seigneurie de Travers, 1413. Du fief de Gorgier, 1428, 1433. Entre Grandson, la Ste-Croix et Neuchâtel, 1446. Assemblée pour les limites, 1452, 1453. Limites du Locle et de la Sagne, 1480. De Coffrane, 1486. De la dime de St-Imier ou de Treyporta, 1475. Entre Berne et Neuchâtel par la Thielle, 1654, 1655. Entre les mairies des Montagnes et celles de Valangin, 1663.
- LINGES.** Et habits en fait de partage, 1642. De l'hôpital, 1585.
- LISMANIN.** Ecrit à Farel, 1555.
- LIT.** Armes, maison. (V. *Maisons*.) Lit de la femme appartient au mari, 1658, 1660, 1661, 1674, 1702, 1703. Lit en fait de partage, 1642.
- LIVERDIS.** Ambassadeur de France dans les Grisons fait un traité avec la ville de Neuchâtel, 1585, 1707 art. 7.
- LIVRE.** Bonne et forte de Savoie, sa valeur, 1503, 1529. Livre de raison doit être cru, 1553. Livre de raison d'un défunt; on ne peut pas jurer contre, 1693. Un hôte doit appuyer son livre de raison par serment, 1696. Livres composés par Calvin, par Farel, par Viret, par le roi d'Angleterre, 1551.
- LIVRÉE.** De terre, 1357, 1378 art. 14.
- LISIEUX.** Evêque de Lisieux, proche parent de Mad. la duchesse de Nemours et frère du comte de Matignon, 1714.
- LOCLE.** Les portes du Locle, 1303. Verger du Locle, 1303. Péage du Locle 1340. Le Locle érigé en paroisse et communauté, 1351. Franchises accordées, 1372. Il est gagé pour un setier de vin, 1378. Ceux du Locle et de la Sagne doivent deux aides, 1372. Chemin public, 1378. Habergeants du Locle, 1382. Franchises accordées, 1393. La chapelle du Locle bâtie, 1351; réparée ou agrandie, 1405. Franchises accordées au Locle, 1408; confirmées, 1409. Nouvelles franchises accordées, 1412. Pension du curé, 1418. Le patronage de l'église du Locle appartenait au seigneur de Valangin, 1426; qui pourvut cette église, 1426. Franchises confirmées, 1427. Le Locle allibéré de la maintenance des fausses braves, 1449. Course des Bourguignons au Locle, 1476. Le Locle obtient la protection de Berne, 1476. Franchises, 1480; confirmées, 1498. Promesses faites à ceux du Locle par Claude d'Arberg, 1506. Temple du Locle bâti, 1506. Le Locle affranchi du rude bâton, 1508. La tour construite, 1521. Farel va au Locle avec Guillemette de Vergy, 1532. Bois accensé au Locle, 1533. Le Locle se réforme, 1536. Bois banaux accordés à ceux du Locle, 1537. Accensement de la Joux verte, 1538. Maison de cure du Locle, 1555. Foire accordée au Locle, 1567. Le cours des eaux accensé, 1567. Permission de semer la Joux Pelichet, 1576. Le Locle bâtit des moulins, 1653. Il paie l'aide, 1669. Plaintes des communiens du Locle, 1670. Locle taverne, 1645. La maison de communauté, 1648. Le prince leur confirme un acte, 1662. Acte du clos de la franchise, 1372, 1669. Incendie au Locle, 1683. Ceux du Locle députent à Berne pour faire renouveler la protection à eux promise par LL. EE., 1693.



**LODS.** 1214 art. 25, 1412, 1454. Lods réglés au douzième denier, 1214. Lods, 1340, 1372, 1408, 1616. Lods ne sont pas dus en partage et en mariage, 1408, 1416. Lods des subhastations, 1537, 1562. Lods dûs au décret, 1570. Dus par les vassaux lorsqu'ils vendent leurs seigneuries, 1586. Lods n'est pas dû lorsqu'on se dédit, 1690. Lods, demi-lods, 1618, 1654, 1707.

**LOCALE.** Vision locale quand elle doit se faire, 1560.

**LOIS.** Loi Julienne, Tome I, page 15. Lois établies par Gondebaud, roi de Bourgogne, 504. Corrigées par Thierry, 526. Réformées par Clotilde, 620. Loi à l'égard des fiefs, 504 art. 1, 2, 3, 1261. Lois de Justinien, 531. Loi Julie, 1428, 1433. Lois concernant la guerre, 1476. Lois contre les usures, 1522. Lois concernant les mariages, 1536, 1550. Confirmation de ces lois, 1550. Lois concernant les dépens, 1551. Lois souveraines, 1553, 1615, 1664, 1685. L'inexécution des lois est préjudiciable, 1565. Compilation de plusieurs lois, 1569, 1640, 1672. (Lois. V. *Décrets. Décrétales.*) Lois établies, 1700. Loi impériale, 1550, 1552. Lois données à Bienne, 1296.

**LOMBARDS.** Fin de leur royaume, 773.

**LONGUEVILLE.** François, comte de Longueville; sa mort, 1491. Le comté érigé en duché, 1505. Cette maison éteinte, 1672. Mort de Madame de Longueville, 1679. Mort du chevalier de Longueville, 1689. (V. *Marie de Bourbon, Anne Geneviève de Bourbon.*) Les héritiers de cette maison. (V. *Héritiers.*)

**LORRAINE.** Origine de ce nom, 842. Le comte Jean de Fribourg y conduit des troupes et est victorieux, 1430.

**LOTHAIRE.** Fils de Louis-le-débonnaire, 840. Vaincu par ses frères, 841. Il eut la Suisse, 842. Sa mort, 855. Lothaire roi de Lorraine, 855. Il va à Rome, 868. Il est empoisonné avec une hostie, 868. Lothaire roi d'Italie, 932, 949. Lothaire II, empereur, 1137.

**LOTS.** Faits au partage de la succession de Jeanne de Hochberg, 1543.

**LOUPS.** 1529, 1537, 1571. Loup enragé, 1672. Loups cerviers, 1708. Loups sangliers, 1710, 1712.

**LOUIS.** Louis-le-débonnaire, 815, 840. Louis de Bavière, souverain de la Suisse, 868, 876. Louis, duc de Savoie, 1462. Louis de Péterne, évêque de Bâle, 1170, 1172. Louis I, baron de Vaud, 1345. Louis II, baron de Vaud, 1348. Louis de Châlons I, 1248; sa mort, 1267. Louis de Châlons II fait la guerre à Catherine de Bourgogne, 1424. Il traverse le Rhône à cheval, 1429. Jean de Fribourg lui rend hommage, 1453. Son procédé contre Rodolphe de Hochberg, 1457, 1458. Il députe à Berne, 1458. Ses offres à Rodolphe de Hochberg, 1458. Il est condamné par l'official de Besançon, 1458. Il

en appelle par devant le pape, 1459. Et étant encore condamné il envoie un procureur au pape, 1459. Le pape renvoie ce différend à l'empereur, 1462. Il fait son testament et va à Rome, 1462. Sa mort, 1463. Louis, comte de Neuchâtel, sa naissance, 1304. Consulté par le roi de France, 1348. Mariage de sa fille Marguerite, 1364. Il attaque le duc de Bourgogne et est fait prisonnier, 1366. Son troisième mariage, 1370. Il acquiert plusieurs droits de l'empereur, 1347, 1354, 1357. Son testament et sa mort, 1373. Louis, fils de Louis, comte de Neuchâtel, 1344. Louis d'Orléans épouse Jeanne de Hochberg, 1504. Son origine, 1504. Il crée des bourgeois; il approuve un acte; il fait un présent à la ville de Neuchâtel; il renouvelle les combourgeoisies; son départ de Neuchâtel; ses lettres, 1504. Ses seigneuries de Bourgogne confisquées, 1507. Récompensé du roi de France, 1508. Il commande en Italie, 1509. Il hérite du duché de Longueville, 1512. Il est envoyé aux cantons; il retourne en France et passant par Neuchâtel il donne la Joux à la ville, 1512. Il est fait prisonnier, 1514. Il fait un héritage; sa mort, 1515. Louis, fils de Louis d'Orléans; son mariage, 1534. Sa mort, 1536. Louis de Bourbon, comte de Soissons; sa mort, 1641. Louis Collomb, abbé de Fontaine-André, 1536. Louis, comte de la Chambre, se fait bourgeois de Berne, 1487. Louis de Diessbach, premier baillif de Neuchâtel, 1512.

**LOUISE.** Louise d'Arberg; sa mort, 1523. Louise de Soissons, 1548, 1617, 1637. Louise d'Arberg; sa mort, 1639.

**LUBIÈRES.** Baron de Lubières arrive à Neuchâtel, 1714. Etabli commandant en chef, 1714. Il va à Berlin, 1717. Il revient avec le titre de gouverneur, 1717. Sa mort, 1720.

**LUCERNE.** Bâtie. Origine de ce nom, 502. Journée de Lucerne, 1535. (V. *Journée.*) S'allie avec le comte de Neuchâtel, 1501. Lucerne en campagne, 1656.

**LUCIUS.** Anglais, vient prêcher l'Evangile en Suisse, 171. Il est martyrisé, 171.

**LUCIUS CASSIUS.** Consul romain, défait par les Suisses, Tome I, page 7. Lucius Verus, empereur romain, an 165, 171. Lucius Vetus, gouverneur des Gaules, 68.

**LUGNORES ou LUGNORRES.** Lugnorres Torissens et Provence adjugés à Marguerite de Wufflens, 1378, 1406. Les habitants de Lugnorres sont bourgeois de Neuchâtel, 1035, 1406. Ils sont sous la bannière de Neuchâtel, 1406. Le duc de Savoie en était seigneur suzerain, 1260, 1470.

**LULLY.** (V. *Staray.*)

**LUNE.** Deux lunes apparaissent, 1118. Trois lunes, 1313, 1470, 1568. La lune paraît rouge, 1571.

**LUTHOLD.** De Rothelin, évêque de Bâle, 1191, 1213. Luthold II, évêque de Bâle, 1249.



## M

- MACRIN.** Empereur, 217, 219.
- MADELAINE.** Loup, accusée de relations avec le ministre Girard, 1699. Elle va au Russey dans la Franche-Comté, 1699. Elle s'évade du château de Joux, 1700.
- MADRUTZ.** Jean-Frédéric de Madruz va à Berne, 1566. Il y est reçu bourgeois, 1566. Il vient à Valangin, 1566; et se met en possession de cette seigneurie, 1566. Il gratifie la Classe de Valangin, 1566. Il est envoyé à Berne, 1570, 1571. Plaintes à Baden contre lui, 1572. Il vend la seigneurie de Cronay, 1573. Il accorde des affranchissements, 1573. Il retourne à Berne, 1577. Lettre des sujets de Valangin, 1582, 1586. Sa mort, 1586.
- MAGNENTIUS.** 347, 350.
- MAGNERIUS.** Evêque de Lausanne, 947, 948.
- MAGNUS.** Disciple de St-Gall, 640.
- MAGICIENS.** 1630.
- MAGISTRATS.** Leur devoir, 1564. Crimes que le magistrat doit punir, 1564. Il est défendu de mal parler des magistrats, 1630.
- MAHAUT.** De Neuchâtel, dame de Valangin, se ligue contre les cantons, 1386. Sa mort, 1410.
- MAIA.** Feux le jour des Brandons en l'honneur de Maia, Tome I, page 8.
- MAJEURS.** Peuvent se marier, 1539. A quel âge on est majeur, 939, 1645. Les droits de celui qui est majeur, 1703. Pour tester il faut être majeur, 1705.
- MAILLY (de).** Marquise prétendante à la souveraineté de Neuchâtel, 1707. Ses manifestes, 1707. Sa mort, 1718.
- MAIN MISE.** Sur le comté de Neuchâtel, 1407. Levée, 1407, 1457, 1499. Le prince peut faire enquête, 1454 art. 33. Main mise sur Vaumarcus, Gorgier et Travers, 1477. Sur le corps, 1654 art. 1er.
- MAIN-MORTE.** Les Suisses y sont assujettis par les Romains, page 3. Ils en sont affranchis, an 68. Main-morte rétablie en Suisse, 420. Main-morte, 1180. En quoi consiste la main-morte, 1452. Affranchissement de la main-morte, 1369, 1373, 1412, 1515, 1518, 1527, 1528, 1531, 1570, 1657. Main-morte. Cure de main-morte, 1180, 1537.
- MAIN-MORTABLES.** Nommés serfs, 1375. Main mortables de Travers affranchis, 1633, 1634, 1657.
- MAINTENANCE.** Promise aux bourgeois, 1214 art. 30, 1454 art. 31.
- MAIN TIERCE.** Le bien qui est en litige y doit être mis en attendant la fin du procès, 1406.
- MAJOLE.** Premier abbé de Payerne, 961, 992.
- MAIRES.** Origine de ce nom, Tome I, page 5. Les maires doivent résider dans leurs mairies, 1593. Maires de Neuchâtel, 1412, 1510, 1513, 1523, 1562. Maire de Neuchâtel doit se prendre dans les Vingt-quatre, 1539.
- MAIRIE.** De Neuchâtel, sa dîme, 1559. Délimitée, 1559. Accensée aux Quatre-Ministres, 1538. Mairie du Locle et des Brenets délimitées, 1539. Celles des Montagnes et de Valangin, 1663, 1685.
- MAISONS.** Des comtes de Neuchâtel. Celle de Neuchâtel éteinte, 1373, 1395. Celle de Fribourg éteinte, 1457. Celle de Hochberg, 1503. Celle d'Orléans-Longueville, 1694, 1707. Maison de Vergy, 1396. Maison des barons de Gorgier, 1308, 1680. Maisons de cure par qui entretenues, 1593, 1594, 1603, 1707. Maison à Monsieur, 1494, 1529, 1545. Maison de ville de Neuchâtel, 1526. Maison de Moringen, 1526. Maison du prévôt de Neuchâtel, 1308. Maison de refuge, 1373. Maison des chanoines de Neuchâtel, 1206, 1453. Maison du seigneur de Cormondrèche, 1529. Maisons que la ville de Neuchâtel doit entretenir, 1539. Maison de la monnaie, 1710. Maison des bourgeois de Valangin, 1350, 1402, 1509. Maison à la Chaux-de-Fonds, 1576. Maison de cure du Locle, 1555; de la Sagne, 1552, 1599; de la Chaux-de-Fonds, 1560; d'Engollon, 1561. Maison bâtie sur un fond et une accroissance, 1600, 1629. On est déchu de l'usufruit d'une maison qu'on laisse découverte, 1529, 1670, 1679. Réparation des maisons, 1700. Maisons de valeur, 1700. Sans couverture, 1453 art. 9 et 10. Maison, lit, armes ne peuvent être taxés qu'après tout autre bien, 1580, 1588. On ne doit point de récompense pour des réparations de maison, 1600.
- MAITRE-BOURGEOIS.** Leur office, 1214. Maîtres-Bourgeois de Valangin refusent d'exercer cet office, 1633.
- MAITRES DES CLEFS.** Leur origine, 1553, 1564.
- MAITRES D'ÉCOLE.** Leur serment, leur censure, leur déposition, 1564. (V. *Régents*.)
- MAITRESSE D'ÉCOLE.** 1564.
- MAIX.** De Vuillesin, 1452.
- MALADERIES.** Leur origine, 958, 1569.
- MALADES.** Doivent être visités, 1564.
- MALADIE.** Contagieuse, nommée le Tac, 1411, 1529, 1564. Maladies, 1586. Sur le bétail, 1603, 1604. Extraordinaires, 1387, 1517.
- MALE-COMBE.** 1337.
- MALESPINE.** 548.
- MALFAITEURS.** 1413.
- MALROCHE.** Envoyé à Neuchâtel, 1551.
- MANASSÉ.** Comte de Bourgogne, 924, 936.



**MANDEMENT.** De l'empereur rejeté à Neuchâtel, 1487. De Perles, 1452. Des Quatre Ministraux au châtelain de Thielle, 1543. Du roi de France à la princesse Jeanne, 1540. Pour la milice. (V. *Ordre*.) Pour les degrés de parentage, 1560. Du consistoire seigneurial de Valangin pour fréquenter les prêches sur semaine, 1554. A la justice de Valangin, 1558. Contre la chasse, 1626. Mandement pour les mœurs, 1594, 1616, 1647. Pour les monnaies, 1714, 1717. Plaintes de la ville au sujet de la publication des mandements, 1618 art. 3. Aux notaires, 1598. Pour le vin, 1668. Les communautés des montagnes s'y opposent, 1668. De la seigneurie, 1673, 1699. D'arracher les vignes, 1683. Pour le nouveau règlement, 1700. Valangin consulté pour les mandements, 1707. Contre les chiens, 1703. Contre les devins, 1711. Pour les bâtards, 1715.

**MANERIUS.** Evêque de Lausanne, 602, 620.

**MANGOLT.** Comte de Nidau, 1164.

**MANIFESTE.** De la comtesse d'Avy, 1576. De LL. EE. de Berne, 1618. (V. *Mémoire*.) Manifeste de Monsieur le prince de Conti, 1699, 1707. De Madame de Longueville, 1673, 1674. De Madame de Nemours, 1673, 1694, 1698, 1699. De M. de Matignon, 1699. Du chevalier de Soissons, 1699. Manifestes de tous les prétendants à la souveraineté de Neuchâtel, 1707. Du duc de Luynes, 1713.

**MANIQUET.** Conseiller du duc de Longueville, demande un délai dans le différend entre le comte de Tourniel et Madrutz, 1571.

**MARC.** Sa valeur, 1382, 1458, 1475.

**MARC-AURÉLE.** Empereur, 161. Il était stoïcien, 161. Il vient secourir les Grisons, 165. Il agrandit Genève, 165.

**MARCHANDS.** Leur roi créé, 1475, 1507, 1554. Marchands suisses, leurs privilèges en France, 1470; confirmés, 1516, 1550. (V. *Suisses*.) Marchands qui ont des fenêtres, 1454 art. 44. Marchands de la seigneurie de Valangin ont un prévôt, 1599.

**MARCHE.** 1344, 1406, 1486, 1495, 1516, 1599, 1618, 1632. Marche offerte par les députés du duc de Nemours, 1557. Les Quatre Ministraux cités à la Marche, 1557. Berne accepte la Marche, 1557. Offre la Marche, 1609, 1610. Marche offerte à Berne par les Quatre Ministraux et refusée, 1718.

**MARCHE.** Comte de la Marche, 1720.

**MARCHÉS.** Marchés et foires doivent être gardés, 1214 art. 19. Marché accordé à Môtiers, 1590, 1623. Opposition, 1623. Marché établi aux Verrières, 1669. A Valangin, 1712. De la Chaux-de-Fonds, 1721.

**MARCOURT.** (V. *Antoine*.)

**MARÉCHAUSSEE.** De Gorgier, 1340. Maréchaussée qu'on veut établir dans le comté, 1710.

**MARÉCHAUX.** Ce qu'ils doivent, 1214 art. 23, 1536.

**MARÉNAGE.** Les bourgeois de Neuchâtel ont leur marénage à Plamboz, 1454 art. 50.

**MARETS.** Pierre Menthon, seigneur de Marets, ambassadeur du duc de Nemours, vient à Neuchâtel, 1551.

**MARGUERITE.** De Vufflens, épouse du comte Louis, 1370. (V. *Isabelle*.) Marguerite de Neuchâtel, 1640. Marguerite de Vaumarcus, son testament, 1585. Marguerite d'Orléans, sa mort, 1615. Marguerite de Laviron, sa mort, 1627.

**MARGRAVE.** De Brandenburg; sa mort, 1711.

**MARGUILLIER.** 1473. De Neuchâtel, 1539.

**MARI.** Le bien du mari doit être saisi le premier, 1591, 1678. Comment on doit démêler les biens du mari qui a eu deux femmes et de la femme qui a eu deux maris, 1604. Ce que le mari doit retirer en fait de partage, 1604. Il relève son bien, 1604. Ses meubles et habits en fait de partage, 1604. Son bien doit être saisi le premier, 1620, 1637, 1656, 1686. Le lit de la femme qui meurt est au mari, 1660. Mari qui déserte le mariage, 1691. Le mari ne peut aliéner le bien de sa femme sans son consentement, 1620, 1664.

**MARIAGE.** Lois concernant les mariages, 1536, 1539, 1541, 1542, 1660. Les mariages doivent un setier de vin, 1378. Mariage permis aux habergeants, 1464. Les mariages doivent être bénis publiquement, 1536; dans l'église dont on est paroissien, 1536, 1541. Inscriptions, 1541. Comment on doit les contracter, 1550. Désertion du mariage, 1550, 1691. Comment on peut se remarier après la séparation, 1550. Celui qui se marie sans congé, son mariage est nul, 1550, 1672. Les traités de mariage sont inviolables, 1699. Comment les promesses doivent se faire, 1564. Mariages clandestins, 1536. En fait de mariage, fraude et barrat n'y a lieu, 1547. Les fiancés ne doivent habiter ensemble, 1546, 1553. Trafiqueries en fait de mariage condamnées, 1546. Un traité de mariage casse un testament, 1547. On ne doit bénir les mariages que dans la paroisse, 1553. Comment on peut bénir le mariage des avenaires, 1553. Traité de mariage, 1593. Mort et vendition rompent toute amodiation, 1685. Renonciation faite par un traité de mariage est irrévocable, 1674. Mariage de l'empereur Frédéric I, 1156; d'Ulrich, comte de Neuchâtel, 1222; de Marguerite, fille du comte Rollin, 1319; de Farel, 1558. Contrat de mariage pour le chevalier de Soissons, 1699. Mariage de S. M. prussienne, 1708. (V. *Traité. Promesses. Mari. Mariés*.)

**MARIE.** Marie de Vergy, comtesse de Neuchâtel, 1394. Marie de Baux, princesse d'Orange, 1386. Son testament, 1416, 1417. Marie, fille unique de Charles duc de Bourgogne, son mariage, 1477. Marie de Châlons, son mariage, 1416; sa mort, 1460.



- Marie de Savoie, son mariage, 1475, 1476; sa mort, 1512. Marie de Lorraine, son mariage, 1534; elle devient veuve, 1536; elle se remarie, 1537. Sa fille Marie décapitée, 1543. Elle demande le comté de Neuchâtel, 1551. Elle attaque à Paris Jacqueline de Rohan, 1551. Elle continue à plaider, 1553. Henri II la renvoie à Neuchâtel, 1553. L'ambassadeur de France paraît pour elle aux audiences, 1553; où elle est condamnée, 1553, 1560. Sa mort, 1560. Marie de Bourbon établie tutrice de ses enfants, 1573; vient à Neuchâtel, 1576. Elle envoie un député à Soleure, 1576. Elle députe à Chambéry, 1576. Elle achète Valangin; l'achat est révoqué, 1576. Elle retourne en France, 1576. Confirmation de sa curatelle, 1577. Sa mort et ses titres, 1601. Marie d'Orléans, duchesse de Nemours, sa naissance, 1625. Son mariage, 1657. Elle présente un placet au roi, 1663. Elle demande la curatelle de son frère, 1672. Elle envoie un mandement aux peuples, et écrit aux Cantons, 1673. Elle demande logement au château, 1673. Elle arrive à Morat, où plusieurs personnes des comtés vont la voir. Elle va à la Neuveville, 1673. Son départ 1673. Elle désire de voir son frère, 1675; ce que le roi lui permet, 1676. Elle obtient la curatelle de son frère, 1679. Elle vient à Neuchâtel 1680. Elle se plaint de ses conseillers au roi, 1681. On lui ôte la curatelle, 1682. Offres faites à cette princesse, 1682. Elle revient à Neuchâtel, 1694. Elle fait une donation au chevalier de Soissons, 1694. Son dessein; elle écrit au conseil d'Etat, 1694. Son avocat; elle produit des preuves de la mort de son frère, et demande la mise en possession, 1694. Elle proteste, 1694. Elle recourt au roi; sa promesse, 1699. Sa demande aux Trois Etats lui est refusée, 1694. Elle est citée à Berne, 1697. Sentence contre elle à Paris; son appel, 1697. Son départ de Paris, ses titres. Elle arrive à Neuchâtel, son départ; ordre qui lui est donné par le roi, 1699. Le roi lui envoie M. de Torcy, 1699. Elle est reléguée à Colommiers, 1699. Elle est libérée 1701. Elle vend ses seigneuries au roi, 1706. Sa mort, 1707. Ses obsèques faites à Cressier, 1707.
- MARIÉS. Nouveaux mariés à Neuchâtel doivent huit pots de vin, 1453 art. 15. Aucun marié ne doit se séparer, 1550. Entronqué qui se marie, 1595.
- MARIN ou MARENS. Sa dime, 1225, 1263; vendue au chapitre, 1275, 1280, 1281.
- MARIUS. Evêque d'Avenches, 581, 602.
- MARMOUD. Quartier de Marmoud, exempté de dîmes, 1659.
- MARQUES. Les juifs en devaient porter, 1406.
- MARQUEURS. De mesure établis à Valangin, 1580.
- MARQUISAT. De Rothelin, 1543.
- MARRAINES. 1564, 1703.
- MARS. Adoré par les Suisses, Tome I, page 8.
- MARTEL. 1371. (V. *Ponts*.)
- MARTIN. Evêque d'Avenches, 558.
- MARTIN (St.). Village, les pâturages lui sont remis, 1547. Le temple et la tour rebâti, 1684. Maison de cure, 1603.
- MARTIGNY. En Valais, bâti, Tome I, page 17. An 407.
- MARTINIÈRE (DE LA). Fondé de pouvoir de Mad. de Nemours, 1672.
- MARTYRS. A Soleure, 287. Prétendus martyrs honorés, 1474. Martyrs en Suisse, 1277. A Constance, 1415.
- MASQUES. Mommons, 1594.
- MATERNEL. Bien maternel va aux parents maternels, 1642.
- MATERNUS. Premier évêque de Cologne, 68.
- MATHURIN. Cordier, régent d'école à Neuchâtel, 1545, 1551.
- MATIGNON. Sa généalogie, 1573. Le comte vient à Neuchâtel, 1699. Il prétend à la souveraineté de Neuchâtel, 1707. Ses manifestes, 1699, 1707.
- MATRIMONIALE. 1406, 1536, 1547, 1550. Matrimoniale de Neuchâtel peut seule juger des mariages du comté de Neuchâtel, 1550, 1564.
- MAURICE. Chef de la légion de Thèbes, 287. St-Maurice en Valais bâti, 288. Séjour de Raoul, roi de Bourgogne, 892. Assemblée à St-Maurice, 895. L'abbaye de St-Maurice réparée, 1014. St-Maurice, intendant des monnaies en France, vient à Neuchâtel, 1711. St-Maurice. (V. *Landeron*.)
- MAUSOLEE. Bâti dans le temple de Neuchâtel, 1372.
- MAXIME. Tyran, 380. Maxime, évêque de Vindonisse, 570.
- MAXIMIN. Empereur, 235, 237.
- MAXIMIEN. Empereur, 286, 304.
- MAYOR. François Mayor. (V. *François*.)
- MAZEL. (V. *Boucherie*.) Mazeliers, 1403.
- MERCREDI. Origine de la superstition qu'on a à l'égard de ce jour, Tome I, page 9. Sermons du mercredi établis à Neuchâtel, 1550.
- MÉDAILLES. Trouvées, 1366.
- MÉDIRE. Des supérieurs, défendu, 1594.
- MÉFAIRE. D'honneur prive une femme de son usufruit, 1593, 1658.
- MEINRAD (St.). Hermite, est tué, 863.
- MELCHIOR. D'Arberg, 1536. Melchior de Liechtenfels, évêque de Porrentruy, 1554. Sa mort, 1575.
- MÉMOIRES. Mémoire de Madame de Longueville, 1674. Mémoires de Madame de Nemours, 1698, 1699. Mémoire du prince de Conti, 1699. Réponse à ce mémoire, 1699. Autres mémoires de ce prince, 1699, 1702, 1707. De l'ambassadeur de France, 1699. De Monsieur d'Hervart, 1699. Anonyme, 1699. Mémoires de S. M. prussienne, 1703, 1707. Des autres prétendants à la souveraineté de Neuchâtel, 1707. De M. Peyrol, 1707. De M. de Puisieux, 1707. De M.



- Kunckel, 1707. De M. de Stanian, 1707, 1708. Mémoire qui réfute les protestations de quelques prétendants, 1707. Deux mémoires imprimés, 1708. (V. *Manifeste*.)
- MEMPHUS. Estimé premier baron de Neuchâtel, 805.
- MENACES. De l'ambassadeur de France, 1699. Du roi Louis XIV, 1699.
- MENAYDES. 1595. Abolis, 1595.
- MENDIER. Ceux dont les enfants mendient sont exclus du cabaret, 1594.
- MÉNÉTRIERS. Et tambours. Défendus pour conduire les épouses au temple, 1553.
- MERCI. (V. *Crier*.)
- MERCURE. Adoré par les Suisses. Tome I, page 9.
- MÈRE. Un enfant qui meurt après sa mère, 1642. Le bien des enfants retourne aux pères et mères, 1532, 1547, 1574, 1661. Partage entre la mère et les enfants, comment il doit se faire, 1574. Mère et les enfants partagent par égale portion, 1614. Mère mixte impère, 1340, 1433, 1480.
- MERZLINGEN. Cette dime remise en fief, 1344, 1366, 1372, 1374.
- MERVEILLEUX. 1529, 1625. Jean Merveilleux anobli, 1529. Origine de cette famille, 1503. Jean Merveilleux achète le fief Grand-Jacques, 1533. Sa mort, 1543. Le fief Merveilleux partagé, 1625, 1629. Jonas Merveilleux établit une rente pour un repas annuel, 1588, 1638.
- MESSAGERS. 1373.
- MESSE. 1542. Traité de la messe, 1551. Messe se peut dire au château de Neuchâtel, 1532. Défense d'y aller, 1553, 1576, 1618. En l'honneur de St-Nicolas, 1477.
- MESSELLERIE. De Thielle, 1363. De Travers, 1413, 1430, 1618.
- MESTRAL. Pierre Mestral, 1536.
- MESURAGE. 1654 art. 2. Mesures des hôtes doivent être marquées, 1580, 1588.
- MÉSUSÉ. De l'usufruit, 1593, 1658, 1659. Femme qui se méfait d'honneur est mésusée, 1658.
- METZ. Farel s'y rend, 1542. Il y est persécuté, 1543.
- METTERNICH. Ambassadeur de S. M. prussienne, arrive à Neuchâtel, 1707. Plein pouvoir qui lui fut donné. Ses qualités, les productions qu'il fait, 1707. Il prête serment aux sujets de la part de S. M. et assermente les sujets, 1707. Il donne un acte de confirmation de ses promesses, 1708. Son départ de Neuchâtel, 1709.
- MEUBLES. Ustensiles, etc., 1642, 1658, 1670, 1672. Montes de meubles, 1676, 1683. Comment on en use des meubles à l'égard de l'usufruit, 1593. Ils doivent être inventarisés, 1593. Ce qu'on entend par les meubles, 1593, 1604, 1658, 1659, 1670. Usufruit sur les meubles, 1672. Ce qui n'est pas meuble, 1672. La moitié des meubles sont au survivant, 1583, 1612, 1701.
- MEUNIERS. Ce qu'ils doivent au prince, 1453 art. 14.
- MEURTRES. 504. Apprécisés, 504, 1373. Meurtrier a son refuge, 1406.
- MICAULT (St.). Envoyé en Suisse, 1673. Sa mort, 1673.
- MIÉCOURT. Et Colonges échangés contre Lignières, 1624, 1625.
- MIJOUX. Ce que les habitants de Mijoux doivent au comte, 1337. Combette de Mijoux, 1153, 1372.
- MILAN. Pris par les Suisses, 540.
- MILICE. Ordre envoyé au Locle pour ce fait, 1540.
- MINÉRALES. Eaux de la Brévine, 1654. Source découverte, 1672. A Villiers au Val-de-Ruz, 1693.
- MINES. D'argent du Brisgau données par l'empereur à l'évêque de Bâle, 1028. Mines de fer, 1682.
- MINEUR. Ne peut cautionner, 1693. Il peut faire renonciation, 1693. Un hôte ne peut se faire payer d'un mineur que d'un seul écot, 1696. Mineurs ne peuvent se marier, 1550. Droit des mineurs, 1301.
- MINISTRAUX. 1214 art. 29. L'origine du nombre de quatre, 1404, 1406, 1417. Les Quatre Ministraux amodient le comté, 1536, 1538, Rabais, 1536. Ils citent le gouverneur à Berne, 1548, 1617. Leur député à Berne; leur requête, 1617. Leur différend avec le seigneur de Colombier, 1557. Ils instent pour la réformation de quatre articles, 1565. Ils requièrent le prince Henri II de vouloir prêter serment, 1617. Leur requête à cet égard, 1617. Ils présentent quinze articles de plaintes dont ils demandent réparation, 1617. Appointment par Catherine de Gonzague, tutrice du prince, 1618. Ils paraissent par devant le prince, 1618. Ils demandent un délai, 1618. Réponse des bourgeois externes, 1618. Réplique. Sentence du prince, 1618. Demande des Quatre Ministraux, 1618. Protestation des Quatre Ministraux aux Etats de Valangin, 1664.
- MINISTRES. Leur autorité, 1539. Premier ministre de Valangin, 1540. Ceux qui parlent contre les ministres, 1553. Immunités des ministres. (V. *Immunités*.) Leurs pensions. (V. *Gages*.) Leurs droits. (V. *Restitution*.) Ministres. (V. *Prédicant. Pasteur*.) Ministres déposés et excommuniés, 1539. Les ministres ne doivent pas épouser les paroissiennes d'un autre, 1536, 1550. Ils doivent annoncer purement la parole de Dieu, 1553. Ministres qui injurient, 1553. Ce que doivent faire les ministres et officiers lorsqu'il y a des difficultés pour des mariages, 1550. Ils peuvent ouïr des témoins, 1550. Ministres de Motiers et de Travers, leurs gages établis, 1569. Le conseil d'Etat est juge du temporel des ministres, 1582. Les ministres doivent avoir du bois, 1594. Copie d'un règlement leur est accordée, 1594. Plaintes des ministres, 1594. Un ministre ne peut pas reprendre sa femme lorsqu'elle a commis adultère, 1601,



- Ministres piétistes déposés, 1707, 1708. Ministres étrangers, serment qu'on leur faisait prêter, 1531. Ministre allemand établi à Neuchâtel, 1674. Ministres hongrois qui viennent à Neuchâtel, 1676. Ministre de camp, 1712. Troisième ministre établi à Neuchâtel, 1699. Ministre du mardi établi à Neuchâtel, 1709.
- MIRACLE.** Prétendu, 1530.
- MISES.** Mise d'un fonds par Simon de Neuchâtel, 1569. Anéantie, 1569. Mises en possession et investitures, 1214, 1373, 1396, 1457, 1543, 1551, 1574, 1601, 1602, 1610, 1618, 1666, 1704. Mise en possession, coutume de Neuchâtel à cet égard, 1672. Mise en possession accordée, 1672. Négligée prive de l'héritage, 1680. La manière de la demander, 1683, 1704. Mise en possession de Derrière-Moulin par le sautier de Neuchâtel, 1573. Mise en possession et investiture, 1574. Visite d'une mise, 1642.
- MISSISSIPI.** Compagnie du Mississipi, 1719. Trafic fait sur cette compagnie, 1719. Colonie de Neuchâtelois qui s'y rend, 1719.
- MOBILIAIRES.** On plaide pour les effets mobiliers en France, 1701.
- MODÉRATION.** De dépens a trois révisions, 1671. Elle doit être notifiée, 1671, 1672. Date nécessaire en fait de modération, 1672. Combien on doit pour une modération, 1683. Copie est due, 1669.
- MŒURS.** Mandement pour les réformer, 1594, 1616.
- MOINES.** Abolis, 1530. Les bourgeois de Neuchâtel ne peuvent pas tester en faveur des moines blancs, 1214 art. 28.
- MOIS.** *Quintilis* et *Sextilis*, Tome I, pages 16 et 17.
- MOISSONS.** Avancées, 1329, 1719. Tardives, 1468, 1542, 1698. Moissons favorables, 1478, 1632. Fâcheuses, 1481, 1688. Humides, 1577.
- MOITERESSE.** Ne peut être partagée, 1603.
- MOITIÉ.** Du comté de Neuchâtel adjugée à Jacques de Savoie, 1552. Remise à Léonor d'Orléans, 1557. Seigneurs par moitié, 1558.
- MOLLONDIN.** (V. *Stavay*.) Etabli gouverneur de Neuchâtel, 1645. Sa mort, 1692. Mollondin établi gouverneur, 1699. Il prend son congé, 1707.
- MOMMONS.** Masques défendus, 1594.
- MONASTÈRE.** De St-Aubin, 1103. (V. *Couvent*.)
- MONIN.** Capitaine en France massacré pour la religion, 1572.
- MONNAIE.** Droit de battre monnaie à Zurich, 879. Accordé à l'évêque de Bâle, 1151. Ce droit vendu ou inféodé au comte de Neuchâtel, 1198, 1221. Redimé, 1223. Vendu à la ville de Bâle par son évêque, 1372. Monnaie battue par l'évêque de Bâle, 1270. Le comte de Neuchâtel la fait défendre, 1270. Sa valeur est changée, 1272. Différend au sujet du changement de valeur de la monnaie de Bâle, 1272. Monnaie de Lausanne introduite à Neuchâtel, 1272. Acte concernant la monnaie, 1272. Ce droit accordé à Jean de Châlons, 1291. Confirmé, 1292. Monnaie de Jean de Châlons rejetée, 1299. Monnaie battue par le comte de Neuchâtel contre les Bernois, 1336. Ce droit vendu au comte de Neuchâtel par l'empereur Charles IV, et confirmé, 1354, 1358. Conférence tenue à Zofingue, 1450. Diminution des monnaies, 1477. Règlement des monnaies, 1480, 1593. Mises à un même prix, 1482. Leur prix réglé, 1565, 1593, 1596, 1604. Trop faible, 1591. Faux monnayeurs, 1592, 1718. Journées à Payerne, 1592, 1593. Monnaies abaissées, 1620, 1622. Décriées, 1653. Monnaie battue à Neuchâtel, 1694, 1695, 1713. Conférence à Langenthal pour les monnaies, 1717. Maison de la monnaie vendue, 1710. Monnaie blanche, ou blanche monnaie, 1359, 1362, 1406. Petite monnaie, 1508, 1529. Monnaie faible, 1524. Sol fort, 1524. Sol esthevenant, 1524. Moutons d'or, 1361. Monnaie ronde, 1400.
- MONTAGNES.** De Valangin, leurs premiers habitants, 1303. Réformées, 1532. De Diesse. (V. *Diesse*.)
- MONTBÉLIARD.** Le comte rend hommage à celui de Bourgogne, 1044. Attaqué, 1152. Le comté donné à Guillemette de Neuchâtel, 1282. Assiégé, 1475. Ses comtes, 1260, 1278, 1347. Henri de Montfaucon, sa postérité, 1396. Henri de Wurtemberg fait prisonnier, 1474. Traité fait, 1516. Ulrich de Wurtemberg prend des seigneuries au comte de Neuchâtel, 1515. Traité fait pour ces seigneuries, 1516. Le fils du comte de Montbéliard va à Berne pour les affaires de Valangin, 1590. Le comte paraît à Berne devant le sénat, 1591. Compte fait à Neuchâtel, 1592. Raisons du comte au sujet de Valangin, 1592. Le comte de Montbéliard prétend à la souveraineté de Neuchâtel, 1707. Ses manifestes, 1707.
- MONTBENOIT.** 932, 1342.
- MONTES.** De la ville, 1565. De meubles, 1683, 1707.
- MONTESILLON.** 1037, 1342.
- MONTET.** (V. *Stavay*.)
- MONTFAUCON.** Jeanne de Montfaucon, 1325. Henri de Montfaucon, 1321, 1325, 1396.
- MONTJOIE.** Les barons de ce nom, leur généalogie, 1342. Jean de Montjoie s'allie avec l'évêque de Bâle et se ligue avec Jean de Fribourg, 1424. Didier de Montjoie épouse la fille de Jean XV, seigneur de Valangin, 1456. Etienne de Montjoie fait un traité, 1476, 1587. Le baron de Montjoie prétend à la souveraineté de Neuchâtel, 1707.
- MONTMOLLIN.** George de Montmollin, chancelier, va à Paris, 1673. Emer de Montmollin, chancelier, va à Utrecht, 1712.
- MONTMOLLIN.** Et Coffrane, 1704.
- MONT PERRAUX.** 1382.
- MONT PUGIN.** 1382.



**MONUMENTS.** A Fraubrunnen, 1373. A Grandson, à Morat, 1476. A Dorneck, 1499.

**MORAT.** Son château bâti, 815. Morat pris, 1033. S'allie avec Berne, 1332. Morat allié au comté de Neuchâtel, 1406. Morat a une garnison suisse, 1476. Bataille et monument, 1476. Morat remis par les cantons à Berne et Fribourg, 1484. Farel, premier pasteur de Morat, 1531. On s'y assemble pour la religion, 1532.

**MÖERINGEN.** Dime, 1310. Maison, 1626.

**MORT.** Mort, mariage et vendition rompt toute amodiation, 1685. Saisit le vif, 1571. Morts subites, 1322.

**MORTALITÉ.** 820, 942, 1043, 1058, 1078, 1098, 1121, 1128, 1150, 1202, 1209, 1313, 1314, 1380, 1432, 1434, 1439, 1477, 1520, 1542, 1610, 1623, 1628. Mortalité sur le bétail, 1337, 1465, 1554, 1664, 1718.

**MORTEAU.** 1395.

**MORTIER.** Fait avec du vin, 1153, 1686.

**MOTIERS.** Motiers-Travers, son four, 1369. Les droits de cette justice vendus, 1526. Son consistoire seigneurial, 1538. Le gage du ministre établi, 1569. Un marché accordé à Motiers, 1590. Opposition des Quatre Ministraux, 1590. Confirmation de ce marché, 1623. Le prieuré de Motiers avait un avoyer, 1301. Motiers ou Moutier-Grandval, 768, 770, 849. Donnée à Luitfried, 891. Allibéré, 956. Remis à l'évêque de Bâle, 1000. Brûlé, 1499. Ses chanoines se retirent à Delémont, 1531. Môtiers en Vuilly, 1350.

**MOTTE (DE LA).** De Valgrenant, seigneurie, 1370, 1378.

**NAISSANCE.** De princes de la maison de Prusse, 1707, 1714, 1717. De princesses, 1709, 1710, 1712, 1713, 1714, 1716, 1720. Naissance d'un fils de François d'Orléans, 1540; à Henri II, duc de Longueville, 1646, 1649.

**NANCY.** Prise, 1476. Assiégée par le duc Charles, 1476.

**NASSAU.** Maison de Nassau, 1237. Nassau-Orange, 1521, 1584, 1650. Son procès. (V. *Châlons Succession*.) René de Nassau, sa mort, 1544. Philippe-Guillaume de Nassau, 1609. Maurice de Nassau, sa mort, 1625. Emilie de Nassau, 1626. Henri de Nassau, cité, 1639. Son testament, 1640. Frédéric-Henri de Nassau, prince d'Orange, sa mort, 1647. Guillaume-Henri de Nassau, couronné roi d'Angleterre, 1689. Nassau-Siegen, sa généalogie, 1584. Ce prince se met au rang des prétendants à Neuchâtel, 1707. Sa lettre, 1707.

**NATURALISATION.** 1709.

**NATURE.** Défauts de nature, fondement du divorce, 1550.

**MOTTERON.** Apothicaire, sa fin tragique, 1618.

**MOUDON.** Subjuguée par Berne et Fribourg. Elle est rendue par la médiation du comte Rollin, 1306.

**MOULINS.** Derrière-Moulin. (V. ce mot.) Moulin de Lignièrès, 1380. Moulins des Montagnes, 1480. Mouture, 1480. Moulins sur le Doubs, 1565. Moulins bâtis au Locle, 1653. Moulin de Boudry, 1595. Combien on doit pour moudre, 1454, art. 45. Censes des moulins, 1547. Moulin de Serrière, 1278. Moulin aventurier à St-Sulpice, 1548. Moulins défendus le dimanche, 1553.

**MOUSQUETAIRES.** Leur compagnie érigée à Neuchâtel, 1506. Jardin acquis, 1523.

**MOUTONS.** D'or, monnaie, sa valeur, 1361.

**MOYEN.** 1406. Moyeneur, 1406.

**MOYSON.** Truites de Moyson, 1595.

**MULLOT.** Michel, ministre de St-Blaise, exilé, 1551.

**MUMOLUS.** Gouverneur et lieutenant général de la Suisse, 570.

**MUNATIUS.** Plancus, premier gouverneur des Gaules, Tome I, page 15.

**MURIER.** Planté à Neuchâtel à la place de l'échafaud où fut décapité Vauthier, baron de Rochefort, 1412. Renversé, 1663.

**MUSSHAFEN.** Pot de cuivre, qui contenait seize seaux, vendu à Berne par les chanoines de Neuchâtel, 1528.

**MUTINS.** S'élèvent contre Farel, 1541. Re-commencent, 1542. Mutins qui s'élèvent à Valangin contre Marie de Bourbon, 1584. Résolution de les ranger, 1584. Mutins des petits cantons menacent Neuchâtel, 1477.

## N

**NAUFRAGE.** 1480.

**NEIGE.** Abondante, 824, 1111, 1128, 1157, 1278, 1295, 1317, 1325, 1372, 1376, 1428, 1439, 1442, 1465, 1491, 1473, 1490, 1503, 1532, 1541, 1546, 1551, 1563, 1564, 1565, 1568, 1571, 1586, 1593, 1594, 1597, 1598, 1614, 1622, 1631, 1644, 1662, 1664, 1665. En mai, 1443, 1491. A la Pentecôte, 1508, 1569, 1658. En juin, 1420, 1698. En juillet, 1281. Neiges aux vendanges, 1673, 1712.

**NEMOURS.** Duc de Nemours, 1533, 1536. La moitié du comté de Neuchâtel est adjugée à Jacques de Savoie, duc de Nemours, 1552. Procuration du duc de Nemours, 1557. (V. *Jacques de Savoie et Marie d'Orléans*, duchesse de Nemours.)

**NÉRON.** Empereur, 54, 68.

**NÉRONICA, NEREU ou NEUREUX.** 54, 60. Détruite, 380. Faubourg, 1249, 1260, 1315. Démoli, 1340.

**NERVA.** Empereur, 96.

**NEVEUX.** Et nièces sont exclus de l'héritage, lorsqu'il y a oncles et tantes vivants, 1631, 1637, 1642. Neveux préférés aux on-



cles, 1644. Neveux héritent conjointement avec les oncles, 1655. Neveux, arrière-neveux, 1669.

NEUFBOURG ou NEUBOURG. 1036, 1349, 1379.

NEUCHÂTEL. A toujours été dans les limites de la Suisse, Tome I, page 1. Dans la contrée d'Avenches, page 7. Il subsistait du temps de César, page 9. Il s'appelait Noidenolex, page 9. Sa situation, page 10. Il est au nombre des villes brûlées par les Suisses, page 12. Il s'augmente des ruines de Neronica, 380. Son ancienne situation, 413. Neuchâtel, fief de Bourgogne, 1035. Devenu arrière-fief, 1035. Détaché de la contrée d'Avenches, 1035. Pris par Othon, comte de Champagne, 1033. Brûlé, 1034. Assiégé par l'empereur Conrad II qui lève le siège, 1033. Remis à Ulrich de Neuchâtel, 1034. Pourquoi Neuchâtel est appelé baronnie, 1034. Il devient un Etat particulier, 1035. Neuchâtel prend l'aigle pour ses armes, Il était peu considérable avant qu'il fut un comté, 1034. Soit qu'en ont eu les comtes, 1034. Neuchâtel rebâti après un incendie, 1036. Il est transformé en bourg, 1036. La baronnie de Neuchâtel confirmée par l'empereur à Ulrich, 1047. La baronnie changée en comté, 1118. Accroissement de ce comté, 1118. Son étendue, 1132. Neuchâtel assiégé, 1270. Uni avec Fribourg, 1290, 1693. Purifié de fief, 1439. Neuchâtel redemande des franchises, 1451. Refus du comte Jean de Fribourg, 1451. Neuchâtel réclame le secours de Berne, 1451. Le duc de Bourgogne passe par Neuchâtel, 1453. Neuchâtel insiste pour le recouvrement de ses franchises, 1453. Il députe à Lausanne et à Besançon, 1453. S'adresse à Berne, qui sentence, 1453. Neuchâtel jouit en France des mêmes privilèges que les autres Suisses, 1463. Neuchâtel saisi par les Suisses, 1512. Serments prêtés réciproquement, 1512, 1529. Ses revenus peu considérables, 1514. Il obtient la bourgeoisie de Berne, 1406. Il assiste Berne pour la conquête de l'Ergau, 1415. Mis sous la protection de Berne et de Soleure, 1459. Berne avertit Neuchâtel de se tenir prêt pour la guerre, 1469. Des troupes suisses arrivent à Neuchâtel, 1475. Un renfort de Sigismond d'Autriche, 1475. Mouvements à Neuchâtel contre le prieur de Motiers, 1475. Députés de Berne à Neuchâtel, 1475. Sentence, appel, 1475. Sentence confirmée, 1475. Garnison suisse à Neuchâtel, 1476. Philippe de Hochberg procure à Neuchâtel une pension de la France, 1476. Neuchâtel reconnu du corps helvétique, 1476. Neuchâtel privé du sel, 1477. Il est menacé, 1477. Berne y met une garnison, 1477. L'empereur se fait adjudger Neuchâtel, 1495. L'empereur offre Neuchâtel à vendre à LL. EE. de Berne, 1498. Neuchâtel assiste au traité fait pour la religion entre les cantons, 1531. Mairie de Neuchâtel accensée aux Quatre-Minis-

traux, 1538. Neuchâtel emprunte pour la princesse Jeanne, 1538. Il sollicite les deux princes Léonor d'Orléans et Jacques de Savoie à un accord, 1555. Neuchâtel s'adresse à Berne contre les princes, 1557. Neuchâtel eximé de l'empire, 1566. Le comté de Neuchâtel amodié aux Quatre-Ministres, 1536, 1558, 1567, 1569. L'amodiation prend fin, 1581. Neuchâtel donne du secours à la Prévôté, 1581. Envoie des troupes à Genève, 1581, 1582. Alarme à Neuchâtel, 1587. Berne avertit Neuchâtel de se tenir prêt, 1588, 1611. Neuchâtel reconnu membre du corps helvétique, 1630. Neuchâtel ami des Suédois, 1634. Le comté de Neuchâtel offert à vendre par le duc de Guise aux Quatre-Ministres, 1550. Neuchâtel compris dans l'alliance de la France, 1516. Comté de Neuchâtel offert à vendre, 1543. Donné par hypothèque. (V. *Hypothèque*.) Neuchâtel recommandé aux soins de la ville de Berne et pourquoi, 1567. Neuchâtel demande un gouverneur de sa religion, 1576. Les prétentions du marquis de Baden sur Neuchâtel, 1581. (V. *Brisgau*.) Evénement considérable arrivé à Neuchâtel, 1590. Procès entre Neuchâtel et Fenin, 1610. Le prince Henri II vient à Neuchâtel et la princesse sa mère aussi, 1617. Troupes de Neuchâtel à Berne, 1624. Prétendu accord pour Neuchâtel et Valangin, 1632. Régiment de Neuchâtel en France, 1644. Neuchâtel et Valangin allibérés de l'empire, 1647, 1653. Offre de princes italiens d'acheter Neuchâtel rejeté par le duc de Longueville, 1653. Madame la duchesse de Nemours demande Neuchâtel, 1672. Elle y vient, 1680, 1694, 1699. Arrivée des princes d'Orléans à Neuchâtel, 1639, 1668. Arrivée des prétendants, 1699, 1707. Incendie à Neuchâtel, 1714. Madame de Nemours accorde une somme à Neuchâtel, 1699. On y établit un troisième ministre, 1699. Traité fait pour Neuchâtel, 1704. Raisons faites à Neuchâtel, 1707. Neuchâtel annexé à la couronne de Prusse, 1707. Enseigne de Neuchâtel à Paris, 1694. Madame de Neuchâtel, femme du chevalier de Soissons. (V. *Chevalier*.) Mademoiselle de Neuchâtel, sa mort, 1711. Madame de Neuchâtel prétend à la souveraineté, 1707.

NEUCHÂTELOIS. Traités cruellement, 1273. Leurs victoires, 1295, 1535, 1536. Ils sont francs de péages en France, 1549.

NEUREUX. (V. *Neronica*, 1326.) Est brûlé par les Bernois, 1340. Retraite de ses habitants, 1340. Neureux se soumet au jugement de Girard, évêque de Lausanne, 1309.

NEUROL. Lac de Neurol ou Nugerol, 1249.

NEUEVILLE. Origine de ses habitants, 1301. L'évêque de Bâle entreprend de la bâtir, 1311. Son commencement, 1312. Elle est achevée 1318. Girard, évêque de Bâle, lui donne des franchises, 1318. Sa description, 1318. LL. EE. de Berne en sont les protecteurs, 1318. L'évêque Jean lui donne



- des franchises, 1368, 1380. Neuveville réformée, 1530. Fait une combourgeoisie avec Cerlier, 1578. Secrétaire à la Neuveville, 1624. Renouvelle sa bourgeoisie avec Berne, 1633. Acte de renouvellement, 1633, 1703, 1704.
- NICOLAS (St.).** Chapelles à Neuchâtel à lui dédiées, 1482, 1512. Celle d'Auvernier, 1477. De Cortaillod, 1505. La compagnie des pêcheurs à Neuchâtel, 1373, 1482.
- NICOLAS.** De Galera, 1367. Nicolas de Diesbach, commandataire du prieuré de Grandson, 1515. Et coadjuteur de l'évêché de Bâle, 1519. Nicolas de Chaumont envoyé à Neuchâtel: il proteste contre la sentence des Trois-Etats, 1551. Il va à Berne pour se plaindre de la partialité des juges, 1551.
- NIDAU.** Ses comtes, 1034, 1222, 1248, 1261, 1267, 1301. Terres acquises par le comte de Nidau, 1323. Il se fait bourgeois de Bienne, 1350. Il prend le parti des Anglais, 1375. Il est tué devant Buren, 1375. L'évêque de Bâle se saisit de Nidau, 1375. Il le rend aux gendres du feu comte, 1375; qui le vendent à l'archiduc d'Autriche, 1375, lequel le remet à M. de Coucy, 1375. Berne et Soleure le reprennent, 1388.
- NOBLES.** 1035. Ils doivent les giettes, 1516, 1526. Non noble ne pouvait pas juger aux audiences pour un noble.
- NOBLESSE.** De la Suisse se soulève, 1184. Elle est fort nombreuse, 1191. Attaquée par les Suisses, 1260.
- NOCES.** 1533, 1616 art. 17.
- NOEL.** Ordre de célébrer cette fête, 1568. Cette fête abolie, 1583.
- NOIDENOLEX.** Tome I, page 9.
- NOISES.** En fait de mariage, 1550.
- NOIX.** 1340.
- NOMINATION.** Des pasteurs faite par les synodes, 1532. Par la Classe, 1546, 1569, 1657, 1665, 1670. (V. *Election. Provision.*)
- NOMS.** De la Suisse, Tome I, page 1. Noms qu'on ne doit pas imposer aux enfants, 1564. Noms des juges des Audiences tenues à Neuchâtel, 1469, 1478. (V. *Audiences.*) Noms des juges des Audiences de Valangin, 1432, 1456. Noms des juges des Trois-Etats, 1694, 1707.
- NONCE.** Du pape, traite pour les biens d'Eglise, 1531.
- NONIUS GALLUS.** Gouverneur des Gaules, Tome I, page 16.
- NORD.** Plusieurs sujets du pays vont dans les Etats du Nord, 1712.
- NOTAIRES.** Notaire impérial, 1403. Notaires étrangers ne peuvent pas recevoir des actes d'acquisitions, 1522. Emoluments des notaires réglés, 1522. Acte de notaire anéanti, 1569. Les notaires doivent prendre des témoins, 1537; servir en justice, 1537. (V. *Clercs.*) Ils doivent rapporter leurs relations, 1639. Signature du notaire suffit à un testament, 1659, 1704. Notaire créé à St-Aubin, 1564. Notaire séduit par Isabelle de Challant, 1566. Notaires de Valangin assermentés, 1575. Mandement qui leur est adressé, 1598. Notaires, 1588. Leur serment changé, 1617. Ce serment corrigé 1707. Défense aux notaires de recevoir certains actes d'aliénation, 1574. Notaire de Fribourg paraît par devant les Trois-Etats, 1694.
- NOVALLES.** 1174, 1371, 1373, 1480.
- NOURRIS.** On nommait ainsi les bâtards, 1369.
- NOURRITURE.** Et entretien d'un bâtard, 1691.
- NOUVEAU.** Règlement pour les formalités de justice, 1698, 1700.
- NOUVEAUTÉS.** En matière de religion très-dangereuse, 1544.
- NOYERS.** Loi établie à Neuchâtel à l'égard des noyers, 1513. Noyers gelés, 1709.
- NUCHTLAND.** Pourquoi la Suisse fut ainsi nommée, Tome I, page 2. An 418.
- NUITTONS.** Peuples d'Allemagne viennent habiter en Suisse, 413, 420.

## O

- OBLIGATIONS.** Sont prescrites dans trente ans, 1522. Prescription remise à dix ans, 1655. Obligation reconnue ne requiert point qu'on plaide, 1565. Comment on doit faire une poursuite, 1588. Obligation cédée hors du pays, comment on en use pour les dépens, 1628. Censes des obligations, 1670. Le terme des obligations était perpétuel, en payant l'intérêt, 1547. Les obligations dans les décrets vont devant les cédules, 1565. Obligation doit être confessée, 1634. Quel juge doit prononcer sur la validité d'une obligation, 1659. On ne peut pas juger contre, 1693. Obligation de faire serment, 1551. Obligations ne sont pas meubles en fait de partage, 1706.
- OBLIGER.** Une femme qui n'a point de tuteur peut s'obliger, 1685.
- OBRECHT.** Jurisconsulte, son imprimé et son sentiment, 1701.
- OBSEQUES.** De Madame de Nemours à Crescier, 1707.
- OBVENTIONS.** 1406. Obventions remises à ceux du Locle, 1416. S'il est occis, occis soit, 1214 art. 29.
- OCTAVE.** Auguste, empereur, Tome I, page 16. Sa mort, an 14.
- OCTODURUM.** (Martigny.) Tome I, page 17.
- OFFICES.** De seigneurie, on n'en doit pas donner plusieurs à une même famille, 1593.
- OFFICIAL.** De Besançon, juge à l'égard de Neuchâtel, 1373. Il donne l'investiture du



- comté à Isabelle, 1373. Procédure tenue par devant lui, 1457, 1707. Sentence par lui rendue, et appel, 1457.
- OFFICIERS.** Sont les serviteurs du roi, 504. Officiers domestiques du comte sont exempts de lui prêter serment, 1214. Officiers doivent fréquenter les sermons, 1542. Officiers établis pour juger aux audiences, 1531. Officiers du prince peuvent juger, 1453 art. 17. Il leur est défendu de tenir taverne, 1553. Ils sont sujets aux impôts pour la guerre, 1585. Qui sont les officiers, 1585 art. 9. Officiers rétablis, 1682. Trois officiers établis par les affidés de S. M. prussienne, 1703. Officiers de guerre nommés par les maîtres bourgeois de Valangin confirmés, 1628. Officiers de Valangin assermentés, 1575. Valangin obtient d'avoir des officiers du lieu, 1625.
- OHMGELD.** Acquis des empereurs par les comtes, 1254. Vendu au Val-de-Travers, au Landeron, à Boudry, 1369. Ohmgeld engagé à ceux de Boudry, 1359, 1373. Quitté aux bourgeois de Valangin 1406. Les chanoines doivent l'ohmgeld, 1516. Ohmgeld, 1454 art. 41, 1537 art. 8, 1562, 1563.
- OFFRANT.** Vendre du bien au plus offrant pour payer le créancier, 1560.
- OISEAUX.** Qui se combattent, 1282. Oiseaux gentils, 1412. Volées de petits oiseaux, 1413, 1423. Oiseaux inconnus, 1488, 1570. Oiseaux qui périssent, 1491. Oiseaux qui ont des petits en septembre, 1622.
- OISEUX.** 1542, 1553.
- OLIVIER.** De Hochberg, 1543. Olivier de Diesse, 1569, 1577, 1580, 1587. Ses descendants, ses armes, 1580.
- OLOGRAPHE.** Testament olographe est valable, 1706. Le sceau n'y est pas requis ni les autres formalités, 1706.
- OLTEN.** 1265, 1365. Engagé par l'évêque de Bâle, 1377.
- OLTINGEN.** Seigneurie, 1410.
- OMER.** Premier abbé de St-Gall, 760.
- ONCLES.** Les neveux leur sont préférés, 1644. Oncles préférés aux cousins germains en fait d'héritage, 1691, 1706. Oncles préférés aux neveux en fait d'héritage, 1637.
- OPPOSITION.** De la princesse à la vendition de Travers, 1586. Opposition au serment, quand elle se doit faire, 1693. Opposition qu'on apporte à la ville de Henripolis, 1628.
- OR ET ARGENT.** Sur table, 1682, 1683. Règlement pour les ouvrages d'or et d'argent, 1688, 1704. Or et argent ne sont pas meubles en fait de partage, 1618, 1642, 1706.
- ORAGES.** Violents, 1150, 1157, 1195, 1254, 1335, 1546, 1607, 1630, 1665.
- ORANGE.** Princes d'Orange, 1386. Leurs armes, 1393. Ceux qui ont possédé cette souveraineté, 1393, 1416. Reconnus souverains, 1436. Un parlement est établi à Orange, 1470. Cette principauté vendue à Jean de Châlons V, 1482, 1498. A Philibert de Châlons, 1529, 1532, 1543. Orange brûlé, 1563, 1565. Prince d'Orange cité par le duc d'Albe, 1568. Réintégré, 1570, 1571, 1574, 1576, 1580, 1598, 1618, 1647, 1660, 1673, 1682, 1688, 1695, 1702. Orange-Nassau, 1521. (V. Nassau.) Cession de cette principauté, 1707, 1711.
- ORBE.** Tome I, page 12. Bataille, an 867. Trois rois y tiennent une conférence, 879. Remis à Guillaume, frère de Renaud, comte de Bourgogne, 1153, 1267. Seigneur d'Orbe, 1284. Transporté à la maison de Montfaucon, 1356. (V. 1392, 1396, 1412.) Orbe pris, 1475. Et remis à Berne et Fribourg, 1484.
- ORDONNANCES.** Faites par Marie de Bourbon, 1593. Les bourgeois peuvent faire des ordonnances, 1454 article 34. (V. Statuts.) Ordonnances concernant la justice extraordinaire, 1552. Ecclésiastiques faites à Neuchâtel, 1530, 1538. A Valangin, 1564. (V. Constitutions.) Faites à Valangin, 1565, 1573. Ordonnances militaires, 1476.
- ORDRE.** Ecclésiastique, pratique, 1543. Ordre des églises, 1551. Ne doit être troublé, 1553. Ordre envoyé au Locle pour la milice, 1548. Du roi Louis XIV aux prétendants français de partir, 1699. Ordre donné par le roi à Madame de Nemours, 1699.
- ORGÉTORIX.** Tome I, page 5 et 12.
- ORIGINE.** Des rois de Prusse, 1707.
- ORLÉANS.** Bâti, 275.
- ORTLIEB.** Evêque de Bâle, 1146, 1151, 1167.
- ORVALES.** Aux vignes, 1642.
- OSWALD.** Toss de Zug, baillif de Neuchâtel, 1522.
- OTAGE.** Pris par les Suédois, 1637, 1645. Otages, procès et accessoires, 1570. Otages donnés à des mutins des cantons, 1477.
- OTHENIN.** Le-Bel, obtient la succession du fief de Savagnier, 1349, 1350.
- OTHMAR.** Disciple de St-Gall, 640.
- OTHON.** Empereur, 69. Othon, évêque de Bâle, 806, 822, 836. Othon, comte de Champagne, 995. Othon, fils d'Othon, comte de Champagne, attaque Raoul, roi de Bourgogne, 1025. Il fait une irruption dans les états de l'empereur, 1033. Il s'empare de Neuchâtel, Payerne et Morat, 1033. Il rend hommage à Conrad, 1034. Othon, palatin de Bourgogne et baillif de Glaris, 1168. Othon, comte de Strasberg, 1210, 1312. De Grandson, évêque de Bâle, 1306. Baron de Grandson, 1376. Othon de Neuchâtel, prévôt de Soleure, 1251. Othon, premier abbé de Fontaine-André, 1140. Othon de Champvent, 1313. De Vaumarcus, châtelain de Neuchâtel, lieutenant du comté, premier gouverneur, 1347, 1351.
- OTTE.** Guillaume, comte de Bourgogne, 1001, 1019.
- OURS.** De Berne, 1188, 1477.
- OUTRAGES.** Contre les pasteurs défendus, 1542.
- OUVRIERS.** 1465.



## P

**PAGANISME.** Aboli en Suisse, 775.  
**PAILLARDE.** Ceux qui ont commis ce péché par ensemble peuvent s'épouser, 1550. Quelle est la punition de la paillardise, 1553, 1570, 1594, 1616, 1630.  
**PAIN.** Extraordinaire, 1514. Taxe du pain à Valangin, 1573, 1580, 1588.  
**PAIRS.** De cour, 1225, 1356. (V. *Cour.*) Pairs de cour de Valangin, 1615.  
**PAISSON.** 1340, 1398, 1525, 1563.  
**PAIX.** Faite entre Lausanne et Payerne, 1284. Entre le comte de Neuchâtel et le seigneur de Valangin, 1302. Entre l'évêque de Bâle et le comte de Neuchâtel, 1326. Entre Berne et Fribourg, 1341. Paix faite par LL. EE. de Berne au sujet des désordres arrivés à Valangin, 1531. Cette paix violée 1531. Paix entre les cantons, 1531. (V. *Traité*, 1656, 1697, 1712.) La paix doit régner dans les familles, 1594. Projet de paix, 1712.  
**PALATIN.** De Bourgogne, 1168, 1184.  
**PALLAS.** Adorée en Suisse, Tome I, page 8.  
**PANDECTES.** Etablies, 526.  
**PANTALUS.** Premier évêque des Rauragues, 238.  
**PAPE.** Accorde une bulle à Savagnier, 1516. Sentence du pape à l'égard de Cortaillod, 1521. La manière de recevoir le pape, 816. Le roi Louis lui baise les pieds, 844. Les papes changent de nom, 844. Pape vient à Berne, 1418. Il donne des absolutions, 1418. Pape déposé; ses crimes, 1440. Nouveau pape, 1440. Il doit avoir les deux tiers des suffrages, 1440. Dons faits au pape, 1440. Supplication adressée au pape, 1506. Le pape Urbain III demande à acheter Neuchâtel, 1630.  
**PAPIERS.** Se lisent en justice sans émoluments, 1683.  
**PAQUIERS.** Et graviers sont au prince, 1453 art. 12. Pâquiers accordés aux bourgeois de Neuchâtel, 1537, 1562. A Auvernier, 1510.  
**PARACOLUS.** Premier évêque de Genève, 199.  
**PARAGE.** 1495.  
**PARATOIRES.** Des églises, 1433.  
**PARC.** De l'hôpital, 1349.  
**PARDON.** Des péchés acheté pour un cheval, 1518.  
**PAREATIS.** 1682, 1698.  
**PARENT.** (V. *Degré.*) Un conseiller et secrétaire d'état non parents peuvent juger et écrire aux causes du prince, 1569. Parents peuvent choisir un tuteur, 1581, 1629. Témoins non parents, 1662, 1668, 1686. Parents de Henri II, duc de Longueville, 1663. Parents ne doivent pas posséder plusieurs offices, 1593. Parents peuvent être témoins lorsqu'il s'agit de mariage, 1691. Parents qu'on exhérède doivent être nom-

més, 1664, 1705. Pour juger de l'honneur il faut être au cinquième degré, 1667. Demande formée en matrimoniale doit être notifiée aux parents, 1691.  
**PARENTAGE.** D'un juge, 1693. (V. *Degré.*) En quel degré de parentage on peut juger, 1532, 1580. Degrés défendus pour le mariage, 1536, 1539, 1560. Opposition des parents à un mariage, 1550.  
**PARHÉLIES.** 1157, 1604, 1620, 1627, 1712, 1713, 1714.  
**PARJURE.** 504 art. 19.  
**PARLIER.** Doit être accordé en justice, 1558.  
**PARLER.** Sans parler est puni, 1565.  
**PAROISSE.** De la Chaux-de-Fonds délimitée, 1550. Chacun doit communier dans sa paroisse, 1564. Paroisses des Montagnes délimitées, 1685. Paroisses et mairies ont la même étendue, 1685.  
**PAROISSIEN.** Chaque pasteur doit marier les siens, 1550. Les enfants baptisés dans leur paroisse, 1553. Les épousailles doivent se faire dans la paroisse, 1553. Exemptions accordées aux paroissiens de la Chaux-de-Fonds, 1560. Paroissiens de St-Aubin reçus bourgeois de Berne, 1561.  
**PAROLE.** De Dieu est la seule règle, 1564. Paroles illicites, 1542. Exécrables, 1594. Illicites comment punies, 1553, 1569. (V. *Démenti.*)  
**PARRAINS.** Quels ils doivent être, 1564, 1703. Leur nombre, 1616.  
**PARTAGES.** Un testament ne peut pas y contrevenir, 1547. Partage entre la mère et ses enfants, 1549, 1574, 1622, 1658, 1664. Les filles peuvent être réadmissées en partage par le père, 1559. Partages faits par le sort, 1671. Partages faits dès vingt ans doivent subsister, 1686. Double portion, 1689. Partage est égal entre la mère et les enfants, 1604. Partages, 504. De royaumes, 842, 843, 1181. Entre les comtes de Neuchâtel, 1236, 1248, 1270, 1286, 1543. Acte de partage, 1543. Entre les seigneurs de Valangin, 1492. Entre les fils de Lancelot, 1563, 1564, 1568, 1626. Crainte d'un partage du comté; traité qui en parle; dessein de le partager; sentence des Trois-Etats, 1557. (V. *Indivisible.*) Partager une moiteresse n'est pas permis, 1603.  
**PARTIS.** A Neuchâtel, 1673, 1699, 1707.  
**PARTISANS.** De Madame de Nemours, leurs raisons, 1699. Partisans de M. le prince de Conti, 1699.  
**PARTIES.** Paraissent à Berne, 1557. Consentement à un arbitrage, 1557. Partie pour une autre partie ne peut être gagée ni retenue, 1406. Leur journée, 1622.  
**PASCAL.** Evêque de Lausanne, 817.  
**PASSEMENT.** 1693. Passement contumace, 1532, 1553. Le gouverneur ne peut pas



- relever d'un passément, 1553, 1571, 1576, 1580, 1588, 1618, 1660, 1672. Pour la Bocarderie, 1560. Passément révoqué, 1626, 1670.
- PASTEURS.** Leur devoir, leur élection, leur présentation au peuple, 1564. Leur serment, 1564. Pasteurs peuvent témoigner et comment, 1691. (V. *Ministres*, 1553.) Leur examen, 1553. Leur déposition, 1564. Ils doivent veiller, 1616. Pasteur de Neuchâtel déposé, 1562. Différence entre les vices, 1564. Fautes insupportables, 1564. Pasteurs outragés, 1542. Par qui ils doivent être élus, 1546. Election faite par la Classe de Valangin, 1569. (V. *Prédicants*.) Pasteurs de la Prévôté, 1647.
- PATE.** Du four de Neuchâtel quittée, 1531, 1562.
- PATERNUS.** Marcus Durvus Paternus, 304.
- PATERS.** Défense d'en porter, 1542, 1553.
- PATHÉ.** 1340, 1398.
- PATRONAGE.** Et collature de Serrières acquis, 1617. De Dombresson, 1552. De St-Aubin, 1566. Confirmé, 1566, 1572.
- PATURAGES.** Accordés aux Verrières, 1337; à la Sagne, 1399, 1400, 1513, 1560. Pâturages de Neuchâtel, 1422, 1719. Pâturages en général, 1456. Donnés à Fleurier, 1522; à la Gratte, 1524. Pâturages de Chaumont, 1523; remis à Neuchâtel, 1525. Passément pour des pâturages, 1560. Pâturages communs, celui qui demeure hors de sa commune en est exclu, 1456, 1529. Procès au sujet d'un pâturage entre Neuchâtel et Félin, 1610, 1693.
- PAUL.** Hermite, 248.
- PAUVRES.** Les cabarets leur sont défendus, 1594, 1616, 1630.
- PAYEMENTS.** Faits par le canton de Soleure, 1608. Faits à Soleure, 1657.
- PAYERNE.** Bâti, 593. Erigé en ville, 932. Le petit temple est construit, 595. Le grand temple, 932. L'abbaye, 961. Payerne pris, 1033. Assiégé, 1284. Réformé, 1532. Lieu de la marche, 1516. Journées, 1592, 1593.
- PAYSANS.** Font un impôt, 1532. La guerre des paysans, 1653.
- PÉAGES.** Etablis en Suisse, 294. Péage à Butte, 861, 1132. De Soleure engagé, 1277, 1280. Péages ne peuvent être haussés entre Berne et Neuchâtel, 1406. Entre Berne et Valangin, 1475. Du Châtelard, 1225, 1412. De Cudrefin, 1336. Du Locle, 1340. Droit d'établir de nouveaux péages acquis par le comte Louis, 1347, 1354. Péage de St-Aubin vendu, 1357. Confirmation de la vente des péages faite au comte de Neuchâtel, 1358. Péage de Boudry, 1369. Du Val-de-Travers, 1375, 1395, 1397. Des Bayards, 1376. Péage des vins passant par le Locle, 1408. Péages haussés dans le comté de Neuchâtel, 1466; on s'en plaint, 1466, 1467. Péage de la Maison à Monsieur, 1529. Péages quittés aux bourgeois de Neuchâtel, 1531, 1537, 1562; quittés aux Suisses, 1516. Bourgeois de Neuchâtel francs de péages en France, 1549. Péages dûs au seigneur de Vaumarcus, 1563. Difficulté pour le péage, 1688. Péage de Bienne, 1610. Péage de Nidau augmenté, 1586. Députation à Berne à ce sujet, 1586.
- PÉAGEURS.** Mandement à eux adressé, 1547.
- PÉDANTERIE.** 1564.
- PÉLÉRINAGES.** 1439.
- PÉLICHERIA.** 1358, 1515.
- PELICHET.** La joux Pelichet, 1382.
- PÉNITENCE.** Publique, 1553, 1564.
- PENSION.** (V. *Gage*.) Pension du gouverneur, 1536. Pensions qui se paient sur les revenus de l'hôpital, 1539. Pension réglée pour le ministre du Locle, 1418. Pour ceux du Val-de-Ruz, 1536. Pensions viagères, 1681, 1707.
- PEPIN.** Le-Gros, 711. Pepin gouverne la Suisse, 740. Il est surnommé le Bref, 752. Sa mort, 768. Pepin, roi d'Italie, 809.
- PERCHE.** La grande perche, 1539. Il faut seize perches pour une faux, 1480.
- PÈRES.** De famille, leurs devoirs, 1647. Un père ne peut être recherché pour son fils, 1659. Père de famille, quel est son usufruit, 1642. Testament qui nomme le père, 1705. Père qui jouit du bien des enfants de sa femme, 1604; leur doit la nourriture et le vêtement, 1604. Les enfants doivent payer les dettes du père, 1678. Le père ne doit pas payer pour son fils, 1689. Pères et mères retirent le bien de leurs enfants, 1532, 1547, 1661. Enfants qui maltraitent père ou mère punis, 1553. Dettes d'un fils payées par le père, 1578. Père ou mère outragés, 1542. Enfants représentent le père, 1666.
- PÉRÉMPTOIRE.** 1691.
- PERFIDES.** Châtiés comme perfides, 1475, 1585. Changement de ces mots, 1585. Perfidie, 1476.
- PERLES.** Mandement de Perles, 1452.
- PERMISSION.** Aux habergeants de donner par testament, vendre, engager, accenser, 1464.
- PERRENET.** Du Mont, 1373. Son mariage, 1364.
- PERRENIN.** Humbert et Aimé de St-Martin, 1310.
- PERROQUET.** Un parti à Bâle, 1258.
- PERSÉCUTEURS.** 82, 251, 262, 271, 291, 300, 315, 361.
- PERSÉCUTION.** En Suisse, 119, 287, 288, 303. Persécution à Metz pour la religion, 1543. A Laufon, 1588. En Savoie, 1590. Collecte pour ceux de Savoie, 1591. En Suisse, 1655.
- PERSONNAGES.** Considérables. (V. *Honneurs*.)
- PERSONNAT.** 1360.
- PERTINAX.** Empereur, 192. Sa basse origine, 193.
- PERTURBER.** 1406.
- PÊCHE.** Droit de pêche près d'Auvernier, 1281. Au Val-de-Travers, 1481. Dans la



Thielle, 1517, 1601, 1654. Dans la Serrière, 1526, 1678. Du Doubs, 1408. De Boudry, 1595.

**PÊCHEUR.** Leur compagnie érigée, 1482.

**PESEUX.** Son chapelain, 1511. Son temple bâti, 1535. Se réforme, 1536. Se joint à Serrières, 1535. La tour bâtie, 1550. Les bourgeois renoncés, 1618.

**PESTE.** En Suisse, 77, 171, 250, 255, 261, 590, 725, 729, 745, 983, 1007, 1010, 1027, 1046, 1062, 1068, 1094, 1125, 1147, 1181, 1213, 1315, 1318, 1337. Peste extraordinaire, 859, 1346, 1348, 1358, 1359, 1400, 1408, 1427, 1429, 1439, 1445, 1450, 1452, 1461, 1463, 1475, 1476, 1481, 1482, 1483, 1485, 1494, 1500, 1502, 1504, 1518, 1519, 1528, 1531, 1539, 1541, 1546, 1547, 1550, 1551, 1563, 1564, 1565, 1570, 1575, 1576, 1577, 1582, 1587, 1593, 1594, 1595, 1599, 1608, 1609, 1611, 1612, 1629, 1630, 1635, 1636, 1638, 1639, 1667, 1668, 1715, 1720.

**PETREMAND.** De Vaumarcus, son mariage, 1392.

**PEULX.** Bois de la ville de Neuchâtel, 1537.

**PEUPLE.** En rumeur, 1586.

**PEUR.** Dans les comtés, 1621, 1673. (Voyez *Alarme.*)

**PFENNING.** Monnaie, sa valeur, 1484.

**PHARAMOND.** Premier roi de France, 420.

**PHÉNOMÈNES.** 1538, 1560, 1621, 1676, 1716, 1719.

**PHILIBERT.** De Challant, 1500, 1502. Philibert de Châlons, son testament, 1520. Son codicile, 1521. (V. *Châlons.*) Il est fait prisonnier, 1523. Trois cantons instent pour son élargissement, 1524. Il est mis en liberté, 1526. Sa mort, 1530. Son testament ouvert, 1530. Philibert de Chauvirey, 1512.

**PHILIBERTE.** Veuve de Jean de Châlons V, envoie des députés à Berne au sujet de Neuchâtel, 1527. Son testament, sa mort, 1578.

**PHILIPPE.** Empereur, 244, 251. Philippe, duc de Bourgogne, sa mort, 1404. Le-Hardi, duc de Bourgogne, 1454. Sa mort, 1467. Philippe de Hochberg, sa naissance, 1452. Il commande dans Dinant, 1466. Il va devant Liège, 1468. Il est envoyé en Alsace, 1469. Son mariage, 1475, 1476. Il est privé de ses seigneuries de Bourgogne, 1477. Il est créé maréchal et gouverneur, 1481. Son traité de mariage confirmé, 1482. Il est privé de diverses dignités, 1483. Il tombe dans la disgrâce des voisins de Neuchâtel, 1486. Il renouvelle ses alliances, 1486. Il fait un traité avec Christophe de Baden, 1490. L'empereur le confirme, 1490. Il succède à son père Rodolphe, 1487. Son séjour, ses voyages, ses terres, ses dignités, 1487. Il prête serment à ses sujets, 1487. Il conduit des troupes en France, 1495. Il est ami de la France, 1499. Il fait mainmise sur la seigneurie de Valangin, 1499. Lucerne donne des troupes à Philibert, 1501. Il meurt à Montpellier, 1503. Philibert

de Gondolzheimer, évêque de Bâle, sa mort, 1553.

**PIC.** 1408.

**PICOTIN.** D'huile, 1340.

**PIEDS.** Moyens, seize pour une perche, 1480.

**PIERRABOT.** Un fief, 1422. Présentement un pâturage, 1422.

**PIERRE.** Comte de Savoie, va en Angleterre, 1260. Il retourne en Suisse, va en Allemagne; son habit singulier, 1260. Il subjugué le pays de Vaud, 1259. Le comte de Neuchâtel et d'autres lui rendent hommage, 1260. Pierre, comte d'Arberg, pille ses alliés, 1339. Il vend son comté, 1351. (V. *Arberg.*) Pierre d'Asnens, 1263. Pierre Reich, évêque de Bâle, 1285, 1298. Pierre d'Asphalt, du Tyrol, évêque de Bâle, 1298, 1306. Pierre de Vaumarcus, 1310. Pierre d'Oron, évêque de Lausanne, 1313, 1324. Pierre Dunillacq, gentilhomme gascon, 1383. Pierre de Joignes, prétendu gouverneur de Neuchâtel, 1457. Pierre Duval, juge auditeur nommé par le pape, sa sentence, 1459. Pierre de Hagenbach, gouverneur d'Alsace, du Brisgau, etc., 1469. Pierre Chambrier, 1536. Pierre de l'Eglise, curé de Cressier, condamné à faire réparation à Farel, 1555. Pierre de la Haye, 1558. Pierre de Montnach, évêque de Fribourg, 1689, 1710. Pierre de Hagenbach, son procès; il est dégradé de sa noblesse et décapité, 1474. Pierre jetée, 1214 art. 3, 1454 art. 3, 1562, 1569. Pierre-Pertuis, 165, 304, 1391.

**PILATE.** Sa mort, 40.

**PITIÉ.** Chapelle de Notre-Dame-de-Pitié à Colombier, 1488; à Neuchâtel, 1512.

**PLAID.** Heure du plaid, 1683. Plaid de Valangin, 1570, 1573, 1721. Changé à Valangin, 1713. Plaid général, 1595. Plaid de mai et d'automne, 1303, 1372, 1595. Plaid général des hommes royaux, 1303. Plaid d'Auston, 1398. Plaid de St-Maurice, 1403, ses rentes, *ibid.*

**PLAIDER.** A l'extraordinaire, 1553. Le temps du plaid, 1565. On ne doit pas plaider pour une obligation reconnue, 1565. On ne doit plaider qu'avant dîner, 1565. On plaide à Paris pendant l'inter règne, 1694. Préparatifs pour plaider, 1707.

**PLAIDOYER.** Entre Louis de Châlons et Rodolphe de Hochberg, 1457, 1458. Sentence de l'official de Besançon, appel, 1457.

**PLAIE.** Faite au visage, 504 art. 15.

**PLAINTES.** Des ministres, 1594. Des Quatre Ministraux contre le prince, 1617. Contre les bourgeois externes, 1617. Des bourgeois de Valangin contre les receveurs, 1673. De Madame de Nemours, 1681. Plaintes contre Madame de Nemours elle-même, 1681. Plaintes des bourgeois externes contre les internes, 1599, 1618. (V. *Bourgeois externes.*) Du comte Louis contre Pierre d'Estavayer, 1356. Plaintes des communiars du Locle, 1670. Plaintes faites à Baden contre le comte d'Avy, 1572. Plainte du comte de Bourgogne, 1575.



- PLAINTIF.** Ne peut pas déposséder, 1678.
- PLAMBOZ.** Les bourgeois de Neuchâtel y ont leur fouage et marénage, 1454 art. 50.
- PLANCHETTES.** Erection de cette église, 1702.
- PLAPPARTS.** Leur origine et leur valeur, 1151, 1445.
- PLUIES.** Abondantes, 820, 905, 1252, 1320, 1456, 1472, 1474, 1490, 1501, 1549, 1551, 1555, 1556, 1563, 1566, 1580, 1582, 1598, 1622. Pluie de sang, 859, 1348, 1596. Pluie de miel, 1587. Pluies froides, 1559, 1606, 1626.
- PLUS PÉTITION.** Fait condamner aux dépens, 1682. Condamnée, 1569 art. 16.
- POIDS.** Et ventes, 1536.
- POIGNARD.** Dégainé, 1559.
- POINTS.** De coutume. Le premier qui est donné par le conseil de ville, 1516, 1529.
- POISSONS.** Où ils doivent être vendus, 1214 art. 17, 1454 art. 18. Poissons portés au lac de la Brévine, 1660.
- POIX.** 1350.
- POL.** Comte de St-Pol, 1537.
- POLICE.** Confirmée à Neuchâtel, 1707.
- PONT.** Pont-levis à Neuchâtel, 1406. Doit être aboli, 1408. Pont de Boudry, 1447. Son maintien, 1506. Pont construit à Valangin, 1609. A Engollon, 1703. Quatre ponts à Valangin, 1409.
- PONTARLIER.** Bâti, 126. Remis à Hugue de Châlons, 1250. Pris par les Suisses, 1475.
- PONTHAREUSE.** 1595. Attaqué, 1532.
- PONTS DE MARTEL.** Obtiennent la dîme à deux émines d'avoine par pause, 1528. Temple des Ponts, 1615, 1652, 1653, 1685. Sentence en faveur des habitants de ce lieu, 1718, 1720.
- PORRENTUUY.** Acheté par l'évêque Henri de Neuchâtel, 1271. Pris par le comte de Montbéliard, 1283. Rendu à l'évêque, 1284. Engagé par l'évêque, 1385. Brûlé, 1475. Redimé, 1478. Porrentruy incline à la réformation, 1554. En est détourné par le vicaire de Besançon, 1554. Devient le siège de l'évêché de Bâle, 1528.
- PORTAIL.** Du château de Neuchâtel, 1482.
- PORTE.** Emine de la porte, 1373.
- PORTERIE.** 1218, 1340.
- PORTEUR.** 1365.
- PORTIERS.** Leurs terres sont franchises de fief, 1214 art. 23.
- PORTION.** Double en fait de partage, 1689.
- POSSESSION.** Immémoriale transfère la propriété, 1547. Jouissance d'une possession dont git appel, 1516, 1559. Possessions non maintenues on en est déchu, 1670. (*V. Mise en possession.*) Possessions ou terres, liberté de les vendre, 1214 art. 25, 1454 art. 24. De trente ans, vaut un titre, 1647.
- POSTE.** De Zurich, 1708.
- POSTUME.** Préfet des Gaules, 268.
- POULES.** 1654 art. 9.
- POURCEAUX.** Qui se combattent, 1282. Contagion sur les pourceaux, 1506.
- POURSUITE.** D'une obligation, comment elle doit être faite à Valangin, 1588, 1666.
- POUVOIR.** Donné aux Trois-Etats, 1565. Au gouverneur, 1537. Au lieutenant-général de Valangin, 1580. De juger souverainement est donné aux Trois-Etats, 1618.
- PRATIQUE.** (*V. Ordre.*)
- PRÉBENDE.** 1308.
- PRÉCAUTION.** Du comte Rollin, 1311. De LL. EE. de Berne, 1697. Précaution du Conseil d'Etat, 1694.
- PRÉCIPUT.** 1325.
- PRÉDICANTS.** Des terres de Valangin, comment ils doivent se conduire, 1539.
- PRÉMICES.** 1358, 1445, 1554.
- PRÉMONTRES.** Ordre des Prémontrés, 1141.
- PRÉROGATIVE.** 1620, 1629, 1671, 1696. Prérogative, sur quoi elle doit se prendre, 1674. Elle peut être donnée par un codicile, 1674. Jusqu'où elle peut s'étendre, 1696.
- PRÊCHES.** Sur semaine, il doit y aller de chaque famille une personne, 1553, 1594. (*V. Sermons.*)
- PRÉS.** Qu'on tient par usufruit, comment on en est mésusé, 1593. Ils doivent être entretenus, 1671.
- PRESCRIPTION.** De trente ans, 1647. Abolie et mise à dix ans, 1655, 1707. Prescription d'une demande, 1675, 1695, 1696, 1703, 1707.
- PRÉSÉANCE.** Contestation à ce sujet, 1520, 1547, 1559. (*V. Conteste. Différend.*)
- PRÉSENT.** Fait aux officiers de Berne, 1513. Présents faits au prince à Berne, 1561. Faits à Neuchâtel au sujet de l'inondation, 1579. Présents faits par Madame de Nemours, 1694.
- PRÉSENTATION.** Des pasteurs, 1564.
- PRÉSIDENT.** Du consistoire doit juger en cas d'égalité de suffrages, 1550.
- PRESSOIR.** De Colombier, 1359. Erigé en fief, 1363, 1430, 1608, 1627, 1632.
- PRÊTER.** A des enfants à l'insu du père ou tuteur, 1696. Prêter aux enfants ne se doit pas faire, 1565. On ne doit prêter qu'argent comptant ou bonne denrée, 1565.
- PRÉTENDANTS.** A une succession, 1644. A la baronnie de Gorgier, 1718. A la souveraineté de Neuchâtel, 1699, 1707. Ordre donné aux prétendants de partir, 1699.
- PRÉTENTIONS.** De la France sur la Franche-Comté, 1477, 1479.
- PREUD'HOMMES.** Choisis entre Berne et Neuchâtel, 1406. Preud'hommes pour visiter les vignes, 1454 art. 40.
- PRÉVOT.** De Neuchâtel acquiert une maison par échange, 1453. Prévôt et chapitre de Neuchâtel, reçus bourgeois de Berne, 1406. Prévôt des marchands de Valangin, 1599.
- PRÉVOTÉ.** 1000. Troubles, 1486. Adjugée à Berne, 1486. Se réforme, 1531, 1647. Prévôté secourue par Neuchâtel et Valangin, 1581. Les pasteurs de la Prévôté, leur



- serment, 1647. La Prévôté renouvelle sa bourgeoisie avec Berne, 1613, 1706. Prévôté de St-Imier appartient au prince, 1610.
- PRIÈRE.** On doit s'y adonner soir et matin, avant et après le repas, 1594.
- PRIEURÉ.** De Môtiers, 1301. Accensé, 1538. Vendu, 1539. Réserve de rachat perpétuel, 1558, 1585. Prieuré de Corcelles brûlé, 1406. Son fondateur, 1536, 1538, 1550.
- PRIEURS.** De Môtiers, 1213, 1301, 1367, 1413, 1454, 1475. Ils étaient collateurs des chapelles de Buttes et de St-Sulpice, 1503, 1530. Prieurs de Corcelles, 1340. De l'ordre de St-Benoît, 1340, 1530.
- PRINCES.** Princes faits prisonniers de guerre, 1514, 1535. Deux princes établis conjointement, 1552. Les princes d'Orléans viennent à Neuchâtel, 1668.
- PRINCIPAUTÉ.** De Neuchâtel, sa situation, Tome I, page 1 et suiv. Principautés indivisibles, 1156.
- PRINTEMPS.** Froid, 1491, 1592. Dérégulé, 1508, 1601.
- PRISE.** Prise Besancenet, 1382.
- PRISONS.** 1680. Où et qui on peut mettre en prison, 1214 art. 5, 1536, 1707. Bourgeois de Neuchâtel qui est condamné à la prison protégé par les Quatre Ministraux, 1688.
- PRISONNIERS.** Saisis à Neuchâtel dans des maisons bourgeoises relâchés, 1486. Promesse faite aux bourgeois, 1486. Prisonniers doivent être visités, 1564, 1566.
- PRIVILÈGES.** Donnés aux Suisses, 806, 828. Des Suisses en France, 1470. Confirmés, 1516, 1549, 1565, 1582, 1594, 1618.
- PRIX.** Fort bas des denrées, 1353, 1368, 1418, 1426, 1445, 1449, 1452, 1464, 1473, 1475, 1514. Prix, jeu du prix, 1553. Prix des censes foncières, 1522. Chevaux à bas prix, 1476. De l'amodiation du comté de Neuchâtel, 1558. Des monnaies réglé, 1565, 1593.
- PROCÉDURE.** Le greffier en doit retenir un double, 1553. (V. *Remaises*.) Procédure doit être produite aux Audiences, 1553. Expédiée et sans recours, 1672.
- PROCÈS.** 1594. (V. *Cause*.) Procès éteints, 504 art. 23. Procès intenté à Grenoble, 1530, 1532, 1538. Procès entre Béat-Jacob de Neuchâtel et Anne sa cousine, 1609, 1610. Entre Neuchâtel et Fenin pour des pâturages, 1610.
- PROCESSIONS.** Pour obtenir la pluie, 1479, 1530.
- PROCLAMATION.** Des Audiences à Valangin, 1560. D'un homme qui a déserté le mariage, 1691.
- PROCURATION.** Du duc de Nemours, 1557. Procuration donnée à François de Martines, 1542, 1547. Procuration donnée par François d'Orléans, 1543. Par Marie de Bourbon, 1576. Procuration donnée à Claude Collier, 1542.
- PROCUREUR.** Ou messenger qu'on envoie pour poursuivre, ses journées, 1622. Procureur ou charge-ayant doit être cité, 1671. Doit déposer, 1689.
- PRODICALITÉ.** Défendue, 1616.
- PRODIGES.** Dans les airs, 480, 1020, 1313, 1400, 1590.
- PRODUCTIONS.** De la ville de Neuchâtel contre le comte, 1453. Productions des prétendants à la souveraineté, 1707.
- PROLAIS.** Lieu de la marche, 1516.
- PROMESSES.** De comparaître en jugement non exécutée, 1244 art. 4. Promesse de Berne de fidèlement défendre et maintenir Neuchâtel, 1406. De la ville de Neuchâtel à LL. EE., 1406. Du prince de maintenir les franchises des bourgeois, 1454 art. 57. Promesses du prince aux sujets de Valangin, 1618. Qui regardent la religion et la bannière, 1658. Faites aux Quatre Ministraux à l'égard du serment du gouverneur, 1628. Promesses des prétendants, 1707. Promesses de mariage, 1672. Comment elles se doivent faire, 1564. Raisons qui peuvent les anéantir, 1564. Une fille n'y peut pas renoncer, ni à ses biens sans son époux, mais elle peut tester, 1547. Promesse niée, 1550.
- PRONONCIATIONS.** De LL. EE. de Berne, 1475, 1532, 1576. Rejetées, 1576, 1580. Prononciation de Louis, baron de Vaud, 1344. Entre le comte de Neuchâtel, et le baron de Grandson, 1350. Au sujet de Vauxmarcus, 1367. Au sujet du comté de Neuchâtel, 1557, 1576, 1584. (V. *Sentence*.) Prononciation peut être revue trois fois, 1598. Elle doit être éclaircie par les arbitres, 1691, 1693.
- PROFANATEURS.** Du dimanche, 1542.
- PRONE.** De l'Eglise, 1691.
- PROPOSITIONS.** Des Quatre Ministraux au prince; du maître-bourgeois de Neuchâtel au conseil de ville, 1618. Du prince aux Quatre Ministraux, 1618.
- PROPRIÉTÉ.** Quand on doit la demander, 1643. Propriété, 1560, 1588. Propriété s'acquiert par une possession immémoriale, 1547, 1580.
- PROTECTION.** Accordée au comte de Valangin par les Bernois, 1475. Aux bourgeois forains de Valangin, 1476. Du duc de Savoie sur Berne, 1265. Sur Fribourg, 1449. De l'évêque de Lausanne sur Neuchâtel, 1309. De Bienne sur le chapitre de Saint-Imier, 1329. De Berne et Soleure sur Belletay, 1415.
- PROTESTATIONS.** 1530, 1532. Proteste d'un appel, 1547, 1551. Protestation du procureur général pour Valangin, 1571. Des Quatre Ministraux à Valangin, 1610, 1664. Des Quatre Ministraux contre les bourgeois forains, 1610. Contre le prince, 1618. Des députés de Fribourg et de Soleure, 1694. De Messieurs de Valangin et de Matignon, 1707. De l'avocat du prince de Carignan,



1707. De la ville du Landeron, 1707. A Utrecht, 1713.
- PROTESTES.** Comment elles doivent être faites et ce qu'on doit donner, 1588. Proteste d'appel doit s'exécuter dans six jours, 1666. Proteste admise, 1618. Proteste du baron de Gorgier, 1627. Proteste faite par les bourgeois de Valangin, 1589. Des Quatre Ministraux au sujet du serment du gouverneur, 1628. Promesse à eux faite à ce sujet, 1628. Proteste requiert une citation, 1675.
- PROTHASIIUS.** Evêque d'Avenches abolit l'arianisme en Suisse, 500. Sa mort, 531.
- PROVENCE.** Contestation au sujet de la province de Provence, 505. Provence, village, 1248. Une partie adjugée au comte de Neuchâtel, 1334, 1336, 1340, 1359. Particule de Provence, 1367. Donnée à Girard de Neuchâtel, 1376.
- PROVISION.** Des offices, comment elle se doit faire, 1593. (V. *Election. Nomination.*)
- PROXIMITÉ.** Le droit de proximité ne doit pas être vendu, 1560. (V. *Droit.*)
- PRUSSE.** 1237, 1351, 1417, 1707, 1713. Origine des rois de Prusse, 1707.
- PUBLICATION.** Des annonces, 1550, 1564. De choses civiles, 1564. Des mandements, 1617.
- PUNITION.** De ceux qui étaient allés en France, 1578. Punition des divorciés qui se remarient sans permission, 1550.
- PUPIEN.** Empereur, 237. Sa mort, 238.
- PUPILES.** Sont remis dans leurs droits, 1547. Le tuteur ne peut pas les déshériter, 1547.
- PUYSIEULX.** Ambassadeur de France, 1699. Ses lettres, 1699.

## Q

- QUARANTE.** Origine des Quarante hommes choisis dans la bourgeoisie de Neuchâtel, 1529. Leurs droits, 1522. Ils obtiennent de pouvoir juger en renfort. Leur accord avec le conseil des Vingt-quatre. (V. *Conseil de ville.*)
- QUARTE.** Episcopale, 510, 1395.
- QUARTERON.** 1403, 1595.
- QUARTIER.** De fromage, 1358.
- QUATRE.** Quatre hommes établis par le comte Conrad pour gouverner le comté de Neuchâtel en son absence, 1404.
- QUATRE MINISTRAUX.** Origine des quatre maîtres-bourgeois appelés Quatre Ministraux, 1404.
- QUESTIONS.** Faites par la princesse, et les réponses, 1664.
- QUILLES.** Jeu défendu, 1353.
- QUINTAL.** L'éminage qu'on nomme quintal, 1214 art. 9, 1454 art. 9.
- QUINTILLUS.** Empereur, 271.
- QUINTINISTES.** Faction des Quintinistes, 1544.
- QUITTANCE.** De biens, 1634, 1703.

## R

- RACHATS et RÉACHATS.** Tous perpétuels, 1560, 1580, 1655. Rachat perpétuel pour le débiteur est établi, 1547, 1588. Pour l'abbaye de Fontaine-André et le Prieuré de Môtiers, 1558. (V. *Rétraction. Réemption.*)
- RACLAGE.** 1421.
- RACLE.** 1654 art. 4, 1707.
- RADULPHE.** Comte de Bourgogne, 895, 936.
- RAISINS.** Ceux qui les dérobent, 1547, 1565.
- RAISONS.** Péremptoires, 1691. Raisons qu'alléguaient les partisans de Madame de Nemours, 1699. Celles des affidés de M. le prince de Conti, 1699. Raisons qui portèrent plusieurs puissances à se mêler des affaires de Neuchâtel, 1707.
- RAISONNEMENTS.** Faits à Neuchâtel, 1707.
- RAMENER.** Une même chose deux fois par devant les audiences n'est pas permis, 1559.
- RAOUL.** Raoul I ou Rodolphe, roi de Bourgogne, 888. Il s'oppose à l'empereur Arnoud, 888. Il érige son comté en royaume, 888. Il fait un traité, 888. Il fait des dons à l'évêque de Lausanne, 888. Il va à Lausanne pour y établir un évêque, 892. Sa mort, 911. Raoul II, roi de Bourgogne, 911. Ses guerres, 917, 920. Il subjugué l'Italie et y est couronné, 920. Il revient en Suisse, 924, 926. Il cède l'Italie pour le royaume d'Arles, 927. Il devient vassal de l'empereur, 935. Sa mort, 936. Raoul III, roi de Bourgogne, surnommé le fainéant, 990. Il est couronné à Lausanne, 990. Il devient roi d'Arles, 998. Il remet le royaume de Bourgogne à l'empereur, 1029. Sa mort, 1034. Raoul ou Rodolphe de Habsbourg ennemi des comtes de Neuchâtel, 1254. Sa cruauté à l'égard des Neuchâtelois, 1273. Il est élu empereur, 1273. Ses terres en Suisse, 1274. Il remédie aux désordres qu'il y avait en Suisse, 1275. Il assiège Berne, 1288. Il somme le comte de Neuchâtel de rendre hommage, 1288. Il remet Neuchâtel à Jean de Châlons, 1288. Sa mort, 1291. Raoul I ou Rodolphe, comte



- de Neuchâtel, 1070, 1099. Raoul II ou Rodolphe, 1132. Sa mort, 1164. Partage entre ses enfants, 1164. Raoul III ou Rodolphe, comte de Neuchâtel, 1209, 1213. Raoul IV ou Rodolphe, 1260. Il fait la guerre, 1261. Sa mort, 1270. Raoul V ou Rodolphe nommé Rollin, 1286. Il se soumet au jugement de l'évêque de Lausanne, 1288, 1309. Il rend hommage à Jean de Châlons, 1311. (V. *Rollin. Rodolphe.*)
- RAPPELS.** 1382.
- RAPPORTS.** Rapport de témoins une fois recouru, n'en peut plus être revu, 1569. Qui peut recourir ce rapport, 1666. Rapports ou revenus des bien-fonds, comment on en use en fait de partage, 1612.
- RAVINES.** 1642, 1644.
- RAURAQUES.** Tome I, page 5. Colonie envoyée dans ce pays par les Romains, *ibid.*, page 12. Ce pays ruiné par les Allemands, 290. Repeuplé, 308. Ses évêques, 407.
- RAURICA.** Rebâtie et nommée Augusta Rauracorum, Tome I, page 16.
- RAYES.** 1408.
- RAYMOND.** De Rue, administrateur de l'évêché de Lausanne, 1466.
- RAZES.** 1403, 1406, 1445, 1525, 1554, 1595.
- RÉCÉPISSÉ.** 1610. Donné par LL. EE. de Berne, 1553.
- RÉCEPTION.** De bourgeois de Neuchâtel, 1635. Réception du prince à Berne, 1561.
- RECÈS.** Ou *Abschied*, 1530, 1576. (V. *Départ.*)
- RECETTE.** De reliquats abolie, 1709.
- RECEVEURS.** Leurs droits sur les censes des fours et moulins, 1547. Astriction des receveurs, 1618 art. 1, 1654. Premier receveur de Bevaix, 1531. Autres receveurs établis, 1531, 1537. Ordonnance faite à leur égard, 1593. Plaintes contre eux doivent être reçues, 1593, 1654. Quinzième denier quitté aux receveurs, 1593. Leurs comptes, 1593. Les recettes données pour cinq ans, 1593. Receveur-général, 1592.
- RECLAIGE.** 1481.
- RECOLLECTEUR.** 1475.
- RÉCOLTE.** Médiocre à cause des humidités, 1557.
- RÉCOMPENSE.** N'est point due pour des réparations de maisons et de vignes, 1600.
- RECONCILIATION.** 1549.
- RECONNAISSANCES.** 1530. Du Val-de-Travers, 1547. Du Landeron, 1547. Du fief Du Terraux, 1559, 1562. De Boudry, 1595. De la cure de Colombier, 1554. Du fief de Cléron, 1563. Des Verrières, 1658. De la Sagne, 1529. Du Val-de-Ruz, 1599, 1706. Reconnaissances non valables, 1547. Reconnaissances des terres de cures doivent être faites par le souverain, 1594.
- RECONVILIER.** 884.
- RECOURS.** Procédure expédiée est sans recours, 1672. Recours du rapport des témoins, 1666.
- RECOUSSES.** 1373.
- RECTEUR.** D'école de Neuchâtel, 1539.
- RÉCUSATION.** De quelques juges des Trois-Etats. Refusée au prince de Conti, 1707.
- REDDITION.** De gage, 1621, 1686, 1689, 1693.
- REDEVANCES.** Personnelles des sujets de Valangin avant leur affranchissement, 1406. Redevance des bourgeois de Valangin, 1358, 1369, 1502.
- RÉE.** Doit être recherché au lieu de sa résidence, 1406, 1516, 1588. Passement doit lui être accordé, 1660.
- RÉEMPTION.** 1658. Remise au premier dimanche de mars, 1565. Le droit de réemption appartient à l'aîné, 1634. Réemption doit se faire dans l'an et jours, 1634. Réemption des terres au Val-de-Travers, 1414. (V. *Droit de retrait.*)
- RÉFLEXIONS.** Générales sur le comté de Neuchâtel, 1035.
- RÉFORMATION.** De Neuchâtel, de Serrière et de la Neuveville, 1530. De Valangin, 1531. De Corcelles, 1531. Du Locle, 1536. Réformation de quatre articles, 1565.
- REFUS.** De prêter serment aux bourgeois, 1617. Refus de la Cène à ceux qui seront interdits, 1564. Refus de justice, 1571, 1699.
- REFUGE.** Maison de refuge, 1373. (V. *Asile.*) Refuge du meurtrier, 1406.
- RÉFUGIÉS.** De Constance à Neuchâtel, 1548. D'Angleterre, 1559. De Savoie, 1590. De France, 1685. Réfugiés à Neuchâtel, 1636.
- RÉGALE.** 888, 1306, 1348, 1354, 1382.
- RÉGENCE.** Etablie à Neuchâtel, 1709.
- RÉGENTS.** De la Suisse, 413, 858, 1032, 1035, 1057, 1077, 1099, 1214, 1284. (V. *Lieutenants-généraux.*) Régent d'un couvent, 1329. Régents d'école, leur examen, 1553. (V. *Maîtres d'école.*)
- RÉGENSBERG.** 1248.
- RÉGIMENT.** De Neuchâtel, 1644.
- RÈGLEMENTS.** Dressés par Charlemagne, 814. Règlement fait pour les ministres, 1594. Des fiefs, 1663. Pour les juges des Trois-Etats, 1668. De dépens, 1683. Pour les ouvrages d'or et d'argent, 1688. Nouveau règlement pour les formalités de la justice, 1698, 1700; qui corrige divers abus, 1703. Des dîmes des montagnes, 1705, 1706. Règlement fait au sujet des vins, 1712.
- RÉGULE.** 287.
- REJECTION.** Pour 5 sols dans un testament non nécessaire, 1617, 1681. Rejection des impénitents, 1564.
- REINE.** D'Ecosse. (V. *Marie de Lorraine.*)
- RELEVER.** D'un passement contumace, 1553.
- RELIEF.** 1553. Qui peut les accorder, 1565. Deux reliefs ne peuvent être accordés, 1569, 1669, 1678, 1683, 1701, 1702, 1703, 1706. Relief doit être demandé dans la huitaine, 1666. Relief d'un procès, 1689.
- RELIGIEUSES.** Leurs biens retournent à leurs parents, 504 art. 22, 1286. Religieuses de Zurich, 852.



**RELIGION.** Arrêt à ce sujet, 1530. Nouveautés très-dangereuses en fait de religion, 1544. Gouverneur de la religion demandé par la ville de Neuchâtel, 1576. Refusé, 1576, 1618.

**RELIQUATS.** (V. *Recettes*.)

**RELIQUES.** Prétendues de St-Anne demandées au roi de France par une députation. Apportées à Berne avec une grande vénération. Leur fausseté découverte, etc., 1518. Le mot reliques retranché du serment, 1531.

**REMAISES.** 1537, 1547. Clerc condamné pour n'avoir pas dressé la remaise, 1553.

**REMARIER.** Ne prive pas de l'usufruit, 1593. Quand le divorcié peut se remarier, 1536.

**REMARQUES.** Sur la Suisse en général, 1214. Sur le comté de Neuchâtel, 1214. Sur les trente articles des franchises, 1214. Sur les actes de bourgeoisie que Neuchâtel a avec Berne, 1406.

**REMONTRANCES.** Des bourgeois de Valangin, 1681. Faites par les bourgeois de Neuchâtel et Valangin, 1708. Réponse de M. de Metternich, 1708.

**RENAN.** Village brûlé, 1639.

**RENAUD.** Renaud I, comte de Bourgogne, assiège Montbéliard, 1044. Renaud II, 1126. Il s'érige en souverain, 1126. L'empereur le fait citer, 1126. Renaud, comte de Montbéliard, épouse Guillemette de Neuchâtel, 1282, 1283. Sa mort, 1321. Renaud, baron de Grandson, 1180. Renaud, seigneur de Valangin, 1232. Renaud, seigneur de Colombier, 1420.

**RENÉ.** Duc de Lorraine, reçu dans l'alliance des Suisses, 1475. Il leur demande des troupes, 1476. Il revient en Suisse, 1476. Il attaque le duc Charles et remporte la victoire. Il retourne à Berne où il fonde la fosse des ours, 1477. René de Challant, 1502, 1522. Il emprunte une somme, 1526, 1531. Il va à Berne et y fait des plaintes, 1532. Il offre de rendre hommage, 1535. Berne lui envoie des députés, 1535. Il s'oblige à LL. EE. de Berne, 1539. Leur donne des lettres de garantie, 1539. Son testament, 1546. Il est fait prisonnier de guerre, 1554. Il ratifie sa gardance à Berne, 1556. Il est envoyé à Berne, 1556. Il fait porter les images du temple de Valangin au château, 1556. Il est envoyé à Berne, 1557. Ses testaments, 1546, 1557. Sa protestation, 1559. Il érige à Valangin un tribunal souverain, 1560. Sa mort, 1565. René de Nassau. (V. *Nassau*.)

**RENÉE.** D'Orléans, sa mort, 1515.

**RENFORT.** De justice, 1560, 1657. Confirmé à Neuchâtel, 1707. Accordé à la Sagne, 1709. Aux justices du comté de Valangin, 1707.

**RENIER.** Conseiller de la princesse Catherine de Gonzague paraît en conseil de ville. Réponse qui lui est faite, 1617.

**RENONCÉS.** (V. *Bourgeois forains*.) Leur réunion, 1707.

**RENONCIATION.** Faite par un traité de mariage est irrévocable, 1674. Un mineur peut faire renonciation, 1693. Renonciation faite dans des actes publics, 1288, 1428, 1432, 1433. Renonciation des bourgeois de Neuchâtel, 1531. Le prince leur rend ce à quoi ils avaient renoncé, 1531. Renonciation des bourgeois externes, 1599. Acte dressé, 1599. (V. *Bourgeois externes*.)

**RENOUVELLEMENT.** D'alliance entre la France et les Suisses, 1499, 1658, 1663, 1715. Renouvellement de bourgeoisie avec Berne quand il doit se faire, 1406. Cette bourgeoisie renouvelée entre Berne et Neuchâtel, 1417, 1570, 1616, 1693. (V. *Bourgeoisie*.)

**RENTE.** Rentes du comte de Neuchâtel peu considérables, 1514, 1567.

**RENVOIS.** Aux justices par les Audiences, 1547. En consistoire seigneurial, 1550. Renvoi de l'investiture du comté de Neuchâtel, 1551. Renvoi en basse justice doit être poursuivi, 1553. D'une journée prise à Berne, 1557. Acte de ce renvoi, 1557. (V. *Délai*, 1672, 1707.)

**REPARATIONS.** Du château, 1214 art. 14, 1454 art. 15. Du temple de Neuchâtel, 1558, 1585. Réparations faites aux maisons, vignes, etc., on n'en doit aucune récompense, 1600, 1629. De maisons, 1700. Réparations publiques devant la face de l'église, refus de les faire, 1547. (V. *Pénitence publique*.) Réparations et entretien de quatorze maisons de cure, 1707. (V. *Maison*.) Réparation pour des injures, 1622.

**REPARTITION.** De la cense due à Berne par les sujets de Valangin, 1627.

**REPAS.** Action de grâces après le repas, 1542, 1553. Rente accordée pour un repas, 1588. Repas des baptêmes et enterrements défendus, 1616, 1661, 1703.

**RÉPONSE.** D'un particulier à une lettre sur les conjonctures de l'époque, 1707.

**REPRENDRE.** Ceux qui reprennent ne doivent pas être outragés, 1553, 1594.

**REPRÉSENTATION.** Il n'y en a aucune en ligne collatérale, 1642.

**REPRISES.** 420, 1306, 1340, 1464. De fiefs par les vassaux, 1598. Doubles reprises, 1433. Bourgeois de Neuchâtel exempts de reprises, 1214 art. 26, 27, 1454. Reprise du fief de Valangin, 1571. (V. *Hommage*, 1523.)

**REPROCHES.** Faits aux Bernois, 1575.

**REQUÊTE.** Des Quatre Ministraux, 1617. Des bourgeois de Valangin, 1654.

**RÉSERVES.** En faveur des habitants du comté de Neuchâtel faites par les cantons, 1529.

**RÉSIDENT.** Des maires et châtelains nécessaire, 1593.

**RÉSOLUTION.** Du conseil de ville, 1618.

**RESSORT.** 1375. Chacun doit être actionné dans son ressort, 1580, 1588. Exception, 1580.

**RESSOTELEURS.** 1550.



RESTITUTION. Des droits des cures, 1594.  
RÉSULTAT. D'une conférence tenue à Arberg, 1618.

RETENIR. Des denrées qu'un bourgeois a achetées sur le marché, est un droit du prince, 1433 art. 3. Retenir une partie pour une autre ne se peut, 1406.

RÉTRACTION. Prétendue de la seigneurie de Valangin, 1583, 1584, 1585, 1625. Le droit de retrait vendu, 1586, 1589. Différend sur la rétraction de la seigneurie de Travers, 1586. Rétraction d'une partie du fief Du Terraux, 1586. Rétraction de Valangin, 1590.

RETRAIRE. Les compersonniers peuvent retraire, 1664.

RÉUNION. (V. *Renoncés*, 1707.)

REUTES. 1454 art. 35, 1585, 1691.

RÉVÉLER. Les transgresseurs des lois, chacun doit le faire par serment, 1539, 1553.

REVENDIQUER. Les sujets, 1036.

REVENUS. De Fontaine-André et du Prieuré de Motiers quittés aux Quatre Ministraux, 1585. Revenus des fonds. (V. *Rapport*.)

REVERS. Donnés aux bourgeois de Neuchâtel, 1486, 1533, 1584. Donnés aux bourgeois de Valangin, 1473, 1493, 1496.

RÉVILLIOD. Origine de cette famille, 1575.

RÉVISION. De taxe, 1565. D'une prononciation, 1598. Révision jusqu'à la tierce, 1662, 1666. Révision non demandée, on peut faire la taxe, 1666. Une modération a trois révisions, 1671. De même un arbitrage, 1662, 1666. Révision d'un compte, 1671, 1672. De modération, 1676. D'un compromis, 1684.

RHIN. Gelé, 1514.

RIBAUTES. Domestiques, 1536.

RIPAÏLE. 1440.

RIVIÈRES. Débordées, 1333, 1372. (V. *Inondations*.) Rivière non guéable, le voisin est irréprochable pour le dommage qu'elle cause, 1559. Intendants des rivières, 1569.

ROBUR. Château près de Bâle bâti, 365.

ROCHE. Roche mille-et-deux, 1002, 1395.

ROCHEFORT. 1263. Érigé en seigneurie, 1225. Donné par testament, 1373. Confirmé par Jean de Châlons, 1397. Baron de Rochefort, 1406, 1408, 1412. Rochefort retourne au comte Conrad, 1412. Le château démoli, 1412. Son temple bâti, 1651. Rochefort érigé en église, 1644.

ROCHES. 1537.

RODOLPHE. Fils de Raoul II, roi de Bourgogne, 936. Ses terres, ses armes, 948. Il est nommé duc, 961. Rodolphe, comte de Neuchâtel. (V. *Raoul. Rollin*.) Rodolphe de Hochberg, marquis de Rothelin, 1376. Il est médiateur de paix entre la ville de Bâle et les baillifs du duc d'Autriche, 1405; entre le dit duc et les villes de Berne, Bâle et Soleure, 1409. Son mariage, 1387; sa mort, 1428. Rodolphe de Hochberg, fils de Guillaume, sa naissance, 1430. Son mariage avec Marguerite de Vienne, 1449. La dot de son épouse, les seigneuries qu'il ac-

quiert, 1449. Il lui naît une fille, 1450. Sa généalogie, 1457. Ses offres à Louis de Châlons, 1458. Mort de sa mère, 1458. Il va à Rome, 1459. Il procure cinq cents Suisses au duc de Bourgogne et se met lui-même à son service avec son fils, 1465. Son testament, 1465. Il revient à Neuchâtel, il est médiateur de paix, 1465. Il est établi gouverneur de Lutzelbourg, 1464. Il est employé par le duc de Bourgogne pour faire une alliance avec les Suisses, 1467. Il est arbitre de paix, 1468. Il est neutre dans la guerre de Bourgogne, 1474. Il va à Berne, 1474. A Soleure, 1475. A Bâle, 1475. A Berne, 1476. Il est privé de ses seigneuries de Bourgogne, 1477. Il est convié à Berne, 1486. Son testament, 1486. Sa mort, 1487. (V. *Raoul*.) Rodolphe, comte de Nidau, sa mort, 1261. Rodolphe, comte de Nidau, est tué, 1339. Rodolphe, comte de Nidau, 1366, 1368. Sa mort, ses titres, ses terres, 1369. Rodolphe, évêque de Bâle, tué, 891. Rodolphe, comte de Hombourg, évêque de Bâle, 1114. Rodolphe d'Erlach, général des Bernois, 1339; remporte la victoire à Laupen, 1339.

ROGER. Evêque de Lausanne, 1173, 1180, 1211. Sa mort, 1219.

ROHAN. (V. *Jacqueline de Rohan*.) Duc de Rohan. Sa mort, 1638.

ROI. Des Romains, 307. Rois allemands, 347, 360. Rois de Bourgogne, leurs droits, 888. Trois rois assemblés à Orbe, 879, 933. Rois des marchands, 1479, 1507, 1554.

ROLAND. 768.

ROLE. Contenant les franchises, 1453. Rôle des bourgeois renoncés, 1618. De la vendange, 1585.

ROLLIN. Comte de Neuchâtel, fils d'Amédée, sa naissance, 1282, 1286. Il rend hommage à l'empereur, 1288. Et ensuite à Jean de Châlons, 1288. Il assiste Louis, baron de Vaud, 1295. Son mariage, 1299. Il fait la guerre aux seigneurs de Valangin, 1295, 1301. Majeur, 1303. Il se soumet à la protection de l'évêque de Lausanne, 1309. Il se fait bourgeois de Berne. 1307. Il va à Berne, 1310. Il achète des fiefs, 1311. Il s'allie avec Soleure, 1324. Il va en Bourgogne, 1325. Il obtient de dame Béatrix de disposer de son comté, 1325. Son testament, 1337. Sa mort, 1342. Rollin d'Estavayer, 1299.

ROMAINS. Rendus tributaires des Goths, 255. Ils envoient des colonies en Suisse. (V. *Colonies*.) Traités faits en faveur des Romains qui habitaient en Suisse, 414, 420. Droit romain n'est pas en usage à Neuchâtel, 1705, 1706.

ROMONT. 1452, 1476. Pris, 1536.

RONDE. Ronde-Fontaine, 1382, 1521, 1576.

RONDEAUX. Danses défendues, 1553.

RONDET. 1489.

ROSÉES. Garants des fruits et rosées, 1559. Rosée comme miel, 1554. Rosées, ce que



l'usufructuaire en retire, 1593. Rosée d'une vigne taxée, 1684.  
**ROTHBERG.** Fort, 367.  
**ROTHELIN.** 1457, 1543. Généalogie des Rothelin, 1548. François, bâtard de Rothelin, 1562. Philippe d'Orléans, marquis de Rothelin, vient à Neuchâtel, 1699. Sa mort, 1715.  
**ROTURE.** 1628.  
**ROTURIER.** Ne peut pas juger aux Audiences pour un noble, 1553.  
**ROUAGES.** 1372.  
**ROUGEMONT.** Son prieuré fondé, 1080.  
**ROUSSILLON.** Château près de Butte bâti, 871.  
**ROYAUME.** De Bourgogne, son étendue, 888, 1034. Il passe aux empereurs d'Allemagne, 1029, 1035.  
**SACHETS.** Etablis, 1685.  
**SACREMENTS.** 1539. (V. Cène.) Qui doit suspendre du St-Sacrement, 1564.  
**SACRIFICES.** D'hommes abolis, 34.  
**SAGNE (LA).** Franchises accordées, 1363, 1372. Gagée pour un setier de vin, 1378. Pâturages accordés, 1399, 1400, 1513, 1560. Franchises accordées, 1411, 1480. Confirmées, 1409, 1427, 1498. Justice de la Sagne, 1429, 1440. Allibérée des fausses brayes, 1449. Ceux de la Sagne doivent deux aides, 1372. La Sagne obtient la protection de Berne, 1476. Accord pour la pension du curé de la Sagne, 1499. La Sagne traite pour ses trop faits, 1505. Allibérée du rude bâton, 1508. Son temple bâti, 1526. Ses pâquiers confirmés, 1567. Maison de cure, 1599. La Sagne obtient un vidimus, 1475. Affranchissement des habitants de la Sagne, 1568. Elle obtient une foire, 1592. Acte du clos de la franchise, 1372, 1669. Délimitation entre le Val-de-Ruz et la Sagne, 1662. La Sagne obtient un renfort, 1709. Difficulté entre la Sagne et les Ponts, 1718.  
**SAISIS.** Prisonniers saisis dans Neuchâtel. 1486. (V. Prisonniers.)  
**SALAIRE.** Des justiciers, 1560, 1565, 1569, 1588. Des sautiers, 1560. Des témoins, 1560, 1580. Salaire des juges envoyés aux justices, 1547. Des clerks et des jurés, 1547. Des témoins, des sautiers, des avoyers, des clerks, 1580, 1683. (V. Deniers.)  
**SALINES.** 1383. Rente accordée au baron de Grandson sur les salines, 1290, 1383. Saline de St-Hyppolyte abondante, 1505.  
**SANDOZ.** Leur confrérie, 1603.  
**SANG.** Et main mise, 1454 art. 33.  
**SARRASINS.** Passent le Rhin, 938. Se saisissent de Besançon, d'Avenches, etc., 938. Sarrasins, 1542.

**ROYÉS.** Hommes royés ou royaux, 420, 888, 1139, 1153, 1179, 1209, 1218, 1303, 1329.  
**RUDE.** Bâton, 1502, 1508. En quoi il consistait, 1508.  
**RUES.** Ceux qui sont dans les rues pendant le sermon, 1553. Rue neuve bâtie à Neuchâtel, 1686. Rue des Chavannes, 1034. Les quatre rues font chacune un fond, 1476.  
**RUFFIENS.** Punis, 1536, 1542, 1553.  
**RUMEUR.** Du peuple, 1586.  
**RUSTIC (St.).** Evêque d'Avenches, 407, 415.  
**RUZ.** Val-de-Ruz défriché, son origine, son nom, 1132.  
**RYSWICK.** Traité de paix dans lequel Neuchâtel est compris, 1697.

## S

**SARRUEUX.** Bois de la ville de Neuchâtel, ses limites, 1537.  
**SAUGES.** M. de Sauges, 1606.  
**SAUTERELLES.** 811, 1337, 1363, 1477, 1541, 1719.  
**SAUTIERS.** Leurs gages, 1560, 1588. Un sautier ne peut être avoyer, 1565. Leurs émoluments réglés, 1569, 1580, 1622. Ordonnances faites pour les sautiers de la seigneurie de Valangin, 1570.  
**SAUVAGINE.** 1453 art. 18.  
**SAUEGARDE.** Du comte, 1406.  
**SAVAGNIER.** 1000, 1179, 1223. Les seigneurs de ce lieu, 1349. Savagnier obtient une bulle du pape, 1516. Acquiert un pâturage, 1529. Son temple bâti, 1653.  
**SAVOIE.** Le comte Boniface attaque l'empire, 1252. Prend la ville d'Aoste et le Chablais, 1252. Comte de Savoie prisonnier, 1256. Mort de Philippe I, 1285. Thomas de Savoie, sa postérité, 1285. Le comte de Savoie établi prince et vicaire du St-Empire, 1310. Il est créé duc, 1416. Mariage de Louis, duc de Savoie, 1433. Jean de Fribourg assiste aux noces, 1433. Mort du duc Amédée, 1471. La France le dépoille de tous ses états, 1536. Mort de Charles-Emmanuel, duc de Savoie, 1630.  
**SAY.** Mont du Say, 1383.  
**SCEAU.** Du souverain de Neuchâtel doit être appliqué aux actes, 1214, 1681, 1689.  
**SCEL et SCEAU.** Scel de la courroie, 1367. La liberté d'en user accordée aux habitants de Boudry, 1531. Sceau requis à Valangin, 1642. En un testament, 1659.  
**SCHILT.** Ecus, 1470.  
**SCHISME.** 1163.  
**SCHLOSSBERG.** Ou Schloss am Berg, bâti, 1284, 1301, 1326, 1368.  
**SÉCHERESSE.** 75, 763, 988, 1121, 1135, 1202, 1252, 1303, 1314, 1362, 1363, 1380, 1404, 1420, 1467, 1536, 1540, 1552, 1567,



1591, 1609, 1612, 1616, 1617, 1646, 1653, 1669, 1681, 1715, 1719.

**SECOURS.** Que Berne doit à Neuchâtel, jusqu'où il s'étend, 1406, 1486, 1492. Secours demandés à Neuchâtel par LL. EE. de Berne, 1415, 1536, 1653, 1656, 1712.

**SECRET.** Du consistoire, 1691.

**SECRÉTAIRE.** Secrétaire général, 1560, 1651. Secrétaire d'Etat peut écrire aux causes du prince, 1569. Secrétaire à la Neuveville, 1624.

**SÉDITION.** 1553.

**SÉDUIRE.** Les enfants et domestiques, 1553.

**SEDUNUM.** Sion, Tome I, page 17.

**SEIGNEUR.** La justice doit juger des différends entre le seigneur et ses sujets, 1658. Seigneurs par moitié, 1558.

**SEIGNEURIES.** Sur la Saône données à Ulrich de Neuchâtel, 1202. Seigneurie d'Erguel, 1090, 1330. Seigneuries du comte de Neuchâtel qu'il avait en Bourgogne, 1515. Traité fait sur ce sujet, 1516. Seigneuries de Bourgogne confisquées au comte de Neuchâtel, 1507. Otées à Jean de Châlons, 1392. Vendues, 1405. Seigneuries acquises par les Bernois, 1482. Que possédait la maison de Longueville, 1519, 1543. Différend pour les seigneuries du Brisgau, 1571, 1574, 1576, 1580, 1596. Seigneurie de Bevaix, 1545. De Travers, 1663. Difficulté, 1663. Seigneuries vendues doivent les lods, 1586.

**SEL.** Donné à l'abbé de Fontaine-André, 1374. Accordé à la ville de Neuchâtel, 1416. Il lui est ôté, 1477. Promis aux Suisses, 1505. L'achat du sel permis aux bourgeois de Berne dans le comté de Neuchâtel, 1406. Difficulté à Neuchâtel pour le sel, 1672.

**SELZACH.** Fief du comte de Neuchâtel, 1181.

**SEMAINE.** Jour des six semaines. (V. *Jour.*)

**SEMPACH.** Bataille, 1386.

**SENS.** Hors de sens, fondement du divorce, 1550.

**SENTENCES.** De justices non protestées deviennent souveraines, 1547, 1696. Sentences des Audiences, 1551, 1552, 1557, 1571. Sentence des deux états des Audiences, 1532. Des Trois Etats au sujet d'une bataille, 1559. De Berne contre le prince, 1618. Sentence d'emprisonnement contestée, 1688. Sentence des quatre cantons au sujet de Valangin, 1576. Des neuf cantons, 1584. Sentence contre Béat-Jacob de Neuchâtel, 1611. Au sujet de Gorgier, 1721. Des Trois Etats contre la Classe, 1657; révoquée, 1670. Sentences des Trois Etats absolues, 1628. Sentence à l'égard de Travers, 1663. Contre Monsieur de Mollondin, 1672. Du roi de France, 1674. Sentences rendues en France en faveur de M. le prince de Conti, 1697, 1698. Sentence en faveur des habitants des Ponts, 1720. (V. *Jugement.*) Sentence souveraine, 1707. Acte qui en est donné, 1707. Sentence des Trois Etats, 1707. Sentence re-

jetée par les prétendants et héritiers de la maison de Longueville, 1707.

**SÉPARATION.** Des biens peut être demandée par tous ceux qui sont indivis, 1662.

**SÉPARER.** Aucun marié ne doit se séparer, 1550. Consentement à la séparation, 1550. Comment on peut se remarier après la séparation, 1550.

**SÉPULTURE.** Sonnerie abolie à Neuchâtel, 1564.

**SÉQUANIE.** 68. Pourquoi elle est nommée Bourgogne, 420.

**SEQUESTRE.** 1553.

**SERFS.** 1375.

**SERGEANTS.** 218. (V. *Françs sergents.*)

**SERGIS.** Ou Sergier. Madame de Sergis, 1584. Elle prétend à la souveraineté de Neuchâtel, 1707. Instance faite de sa part par devant les Trois Etats, 1707.

**SERMENT.** Du comte aux bourgeois de Neuchâtel, 1214 art. 30. Le comte doit le prêter le premier, 1214, 1707 art. 13. Serment prêté par les bourgeois, 1214 art. 16. Prêté par le comte de Neuchâtel à ses sujets, 1424, 1562. En temps de guerre, 1475. Entre Berne et Neuchâtel, 1406, 1693. (V. *Renouvellement.*) Chacun doit révéler par serment les transgresseurs des lois, 1539. Serment qu'on faisait pour juger aux Audiences, 1469. Mal rendu comment puni, 1454 art. 17. Prêté par le prince à ses sujets, 1454 art. 54, 1531. Obligation de le faire, 1551. Serment en langue romaine et allemande, 842. Du banneret, 1559. Des ministres étrangers, 1531. Des pasteurs, 1564. Des bourgeois de Neuchâtel au prince, 1531, 1707. Changé, 1531. Corrigé, 1537. Du gouverneur, 1531, 1576, 1584, 1628. Des vassaux, 1537. Serment solennel qui se fait en justice matrimoniale, 1547. Des surveillants, 1550. Prêté par les sujets de Valangin, 1550, 1571, 1584. Serment des témoins changé à Neuchâtel, 1617. Serment du seigneur de Valangin à ses sujets, 1550, 1573, 1618. Serment du prince à Berne, 1562. Des anciens d'église, 1564, 1631, 1685. Serment des notaires changé, 1617. De ceux qu'on reçoit bourgeois de Neuchâtel, 1545, 1593. Des hôtes, 1645. Serment prêté dans les comtés de Neuchâtel et Valangin de ne rien recevoir des prétendants, 1707. Prêté par Monsieur de Metternich au nom de S. M., 1707. A Valangin, 1707. A tous les peuples de l'Etat, 1707. Serment entre les parties, 1680. A un tuteur, combien il est dû pour cela à l'officier, 1683. Opposition au serment, 1693. Une fille enceinte doit prêter serment, 1691. Serment non permis, 1693. On doit rendre compte par serment, 1700. Serment que l'évêque de Porrentruy fait à ses sujets, 1705. De cet évêque et de la ville de Bienne, 1610. Serment renouvelé et prêté par tous les officiers du pays, 1708. Les sujets de Valangin refusent de prêter serment, 1576, 1584. Condamnés à le prêter,



- ce qu'ils font, et prient Marie de Bourbon de le leur prêter, 1584. Ils sont allibérés de leur serment précédent, 1584. Ils le prêtent au prince et le prince à eux, 1618. Neuchâtel demande au prince de prêter serment, 1617. Le prince refuse, 1618. Sentence de Berne, 1618. Serment du secret prêté par le maire de Neuchâtel, 1585. Serment des juges des Trois Etats, 1618, 1666. Difficulté au sujet du serment du gouverneur, 1628. Serment dont on est convenu, 1628. Serment du capitaine et lieutenant ordinaire de Valangin, 1636. Les étrangers doivent le prêter après l'an et jour, 1585. Serment des ministres de la Prévôté, 1647. Requis pour faire un inventaire, 1642. En fait de partage, 1662, 1663. Le serment doit être réciproque, 1669.
- SERMONS.** Du mercredi établi à Neuchâtel, 1550. Sermons sur semaine doivent être fréquentés, 1550, 1554, 1616 art. 3. Sermons des générales établis, 1564. On doit fréquenter les sermons, 1553, 1594, 1630.
- SERPENT.** Prodigieux à St-Sulpice, 1373. (V. *Vuivra*.)
- SERRIERES.** 1000. Chapelle. collation et patronage, 1274, 1329, 1610, 1617, 1635, 1666. Réformé, 1530. On y imprime la Bible, 1532, 1535. Ses moulins, 1278. Sa pêche, 1526, 1678.
- SETERET.** 1214 art. 8, 1502.
- SETIER.** De vin quitté au Locle et à la Sagne, 1378, 1403, 1502.
- SÉVERE.** Empereur, 194, 211.
- SEVERIN.** Prêche l'Evangile, 514.
- SIAGRIUS.** Décapité, 490.
- SIBYLLE.** Femme de Rodolphe IV, comte de Neuchâtel, 1260. Sibylle, fille de Berthold, seigneur de Gorgier, 1257. Sibylle de Nassau-Siegen, 1584.
- SIGIBERT.** Sa postérité, 610. Il obtient des états en Suisse, 622.
- SIGISMOND.** Roi de Bourgogne, son mariage, 495. Il bâtit des églises et St-Maurice, 508. Sa mort, 520. Canonisé, 520. Sigismond, empereur, vient à Berne, 1414. Sigismond d'Autriche, ennemi des Suisses, 1469. Traité entre lui et le duc Charles, 1469. Réserves, 1469. Réconcilié avec les Suisses, 1473. Il reprend la possession de ses états, 1474. Eléonore, son épouse, vient à Baden, 1474.
- SIGMUND.** Défait, 449.
- SIGNATURE.** Du notaire suffit, 1659, 1704. Signatures de plusieurs bourgeois de Neuchâtel et autres, 1699. Indignation de Madame de Nemours contre eux, 1699.
- SILENCE.** Requis pendant qu'on plaide aux Audiences, 1537.
- SIMON.** De Neuchâtel, 1487. Son testament, 1535, 1586, 1606. Simon Balanche, 1595. Anobli, il achète le fief de Bellevaux, 1594, 1595. Simon Merveilleux, 1638.
- SINGE.** Logis du Singe bâti à Neuchâtel, 1539.
- SINIST.** 415.
- SION.** Au pays du Valais, bâti, Tome I, page 17.
- SIRE.** Grands sires, 413, 1035.
- SOCHAT.** Ancienne famille de Neuchâtel, 1278.
- SOISSONS.** (V. *Chevalier*.) Le comte de Soissons vient à Neuchâtel, 1626. Son départ, 1626. Sa mort, 1641. Chevalier de Soissons, 1641.
- SOL.** Sol esthévenant, sol fort, 1524. Rejection pour cinq sols non nécessaire dans un testament, 1617. Nécessaire à l'égard des proches parents, 1681.
- SOLEILS.** Ou parhélies apparus, 49, 1157. Soleil obscurci, 1160. Cercle autour du soleil, 1373, 1380, 1547. Trois soleils, 1569, 1588. Soleil qui paraît rouge, 1571, 1614, 1719. Soleil pâle, 1601. Deux soleils, 1620. Soleil sans lumière, 1639. Soleil rouge, 1716.
- SOLEURE.** Tome I, page 12. St-Urs, son patron, 288. Ruinée, 893. Subjuguée, 917. Rendue à Raoul II, 935. Le château et le temple bâtis par Berthe, 937. Assemblée à Soleure, 1034. Henri III s'y fait couronner roi de Bourgogne, 1038. Assemblée à Soleure, 1046, 1047, 1052. Ses franchises confirmées, 1276. Son péage engagé, 1277, 1280. Rollin s'allie avec cette ville, 1324. Soleure inquiétée par l'évêque de Bâle. Origine du nom Soleure, 1383. Justice criminelle accordée à son avoyer, 1414. Soleure s'allie avec Bienne, 1450. Troubles pour la religion, 1530. Soleure exclut les réformés, 1533. La religion réformée définitivement abolie, 1535. Soleure vient chercher de l'arène à Auvier, 1579. Soleure renouvelle sa bourgeoisie avec le Landeron, 1594. Fait des paiements; Neuchâtel est son hypothèque, 1608, 1634, 1657. Soleure divisée d'avec Berne. (V. *Division*.) Fait un traité avec Berne, 1665. Ses députés protestent, 1694. Ce canton renouvelle son alliance et combourgeoisie avec le comte de Neuchâtel. (V. *Combourgeoisie*. *Alliance*.)
- SOLLICITATION.** Il n'y en doit point avoir dans les testaments, 1547. Ni aux mariages, 1550. Contre ceux qui sollicitent les enfants et domestiques, 1553. Sollicitation à vendre Neuchâtel, 1557.
- SOMME.** D'argent empruntée par Rodolphe de Hochberg, 1481. Sommes remises à Jean de Neuchâtel, 1413. Dues à la ville de Neuchâtel, 1539. Délivrées pour Valangin, 1579, 1592. Somme remise au conseil de ville, 1709.
- SOMPTUOSITÉ.** Dans les vêtements, 1661, 1681.
- SONNERIE.** Abolie aux enterrements à Neuchâtel, 1564.
- SONNETTE.** D'un cheval dérobée, 504 art. 9.
- SORCIERS.** 1553, 1594, 1630.
- SORGEREUX.** Donné en fief, 1598. L'acte entériné, 1610.
- SORT.** Partage fait par le sort, 1671.



- SOUABE.** Erigée en duché, 500, 563, 916. Donnée à Raoul II, roi de Bourgogne, 935, 1034.
- SOUCHE.** Héritier par tête ou par souche, 1689.
- SOUFFLET.** Puni, 1511.
- SOULÈVEMENT.** Du pays de Vaud, 726. De la noblesse, 1184. Contre l'évêque de Bâle, 1530. Des paysans en Suisse, 1653.
- SOULIERS.** 1214 art. 7, 1454 art. 7, 1536.
- SOURCE.** Minérale découverte, 1672. Une à Villiers, 1693.
- SOURIS.** 1278, 1508, 1591. Souris de toutes couleurs, 1617.
- SOUSTRAIRE.** Les jeunes gens défendu, 1542.
- SOUVERAIN.** Est dans le pays, 1547. Le comte Louis acquiert les droits de souveraineté, 1347, 1354. Sa fille Isabelle est nommée souveraine, 1378. Le prince de Neuchâtel reconnu souverain par les puissances de l'Europe, 1643. Souverain se peut payer sur le bien de son débiteur avant tous les autres créanciers, 1464. Souverain tribunal érigé à Valangin par le comte René, 1560.
- SOUVERAINETÉ.** (V. *Succession*, 1602.) Souveraineté de Valangin vendue, 1542. Souveraineté des Audiences et des Trois Etats reconnue, 1551, 1565, 1576, 1618, 1668.
- SPLENDUR.** 1590, 1719.
- STANIAN.** Ambassadeur d'Angleterre, son mémoire, 1707.
- STATUTS.** Faits par le chapitre de Neuchâtel, 1360. Le pouvoir de faire des statuts accordé au Landeron, 1373. Statuts ecclésiastiques renouvelés, 1473. Les bourgeois de Neuchâtel en peuvent faire, 1454 art. 34. Statuts concernant les divorces, 1550.
- STAVAY.** Origine de cette maison, 1490, 1664. Jacques de Stavay-Mollondin, établi gouverneur, 1645. Sa mort, 1664. Stavay-Lully, gouverneur établi, 1664. Rappelé, 1670. François Blaise Stavay-Mollondin, 1670, 1672. Sentence des Trois Etats, 1672. Etabli gouverneur, 1679. Révocation de la sentence, 1680. Sa mort, 1692. Stavay-Montet, établi gouverneur, 1694. Destitué, 1699. Sa mort, 1719.
- STEBLER.** Livre stebler, 1610.
- STECK.** Jonas Steck, envoyé de Berne à Neuchâtel, 1617. Mal reçu de la princesse curatrice, 1617. Il est conduit au château et mis aux arrêts, 1617. Il est rappelé par LL. EE. de Berne qui demandent satisfaction, 1617.
- STENGLIN.** Premier chancelier de Neuchâtel, 1651.
- STRÆTTLINGEN.** 858, 867, 888, 1246.
- STRASBERG.** Comté, 1034, 1165, 1181, 1209, 1319, 1320, 1345, 1361. Château de Strasberg détruit, 1366. Sa description, 1383. Ses comtes étaient une branche de ceux de Neuchâtel, 1383. Le dernier comte de Strasberg, 1386.
- SUBHASTATION.** 1537 art. 5, 1562, 1580, 1639, 1640.
- SUBSIDE.** 1361.
- SUBSTITUTIONS.** D'une maison à Neuchâtel, 1569. Ratification du prince, 1569, 1671. Le consentement de la princesse y est requis, 1658. La substitution du prince en faveur de sa sœur, 1671. Substitution accordée au Landeron, 1699.
- SUCCESSIONS.** 1214 art. 27, 1454 art. 27. A quoi est obligé un prétendant à une succession, 1644. Succession de Châlons, procès intenté à ce sujet, 1532. Compromis, 1533, 1534, 1538, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1548, 1551, 1553, 1556, 1558, 1654, 1656, 1657, 1707. Succession à la souveraineté demandée, 1543, 1551, 1601, 1602, 1672, 1694, 1707.
- SUÉDOIS.** Leur guerre aux frontières de la Suisse, 1632, 1633. Neuchâtel ami des Suédois, 1634. Ils arrivent sur les frontières, 1636, 1638.
- SUFFRAGES.** La pluralité en est requise pour la réformation, 1529. Pluralité à Neuchâtel, 1530.
- SUISSE.** Est dans les Gaules, ses noms, Tome I, page 1 et suiv. Son étendue et ses limites, page 3. Elle était partagée en quatre cantons, page 5. Antiquité de la Suisse, page 7. Lettres et caractères des Suisses, page 7 et suiv. Leur départ de la Suisse du temps de César et ses suites, page 11 et suiv. Leur retour en Suisse, page 13. Ils vont au secours des Romains contre les Allemands, an 294. Suisses affranchis de la main-morte, 68. Ils sont défaits et ravagés par les Romains, 69. Vitellius et Cecinna, ennemis des Suisses, 69, 79. Marc-Aurèle vient les secourir, 165. Suisses exercés aux armes, 367. Suisse ravagée par les Allemands, 258, 290, 357, 365, 380. Les Allemands viennent habiter en Suisse, 378. Une partie de la Suisse annexée à l'Allemagne, 378. Comment gouvernée sous les empereurs romains, 413. (V. *Régents*.) Suisse érigée en comté, 858. Ravagée par l'empereur Arnoud, 893. Les Suisses obtiennent de grandes franchises, 395. Suisses en Judée, 72, 79. Suisses menés par Pepin dans l'île de Corse, 805. Victorieux, 828. La Suisse déclarée province de l'empire, 1035. Elle se soulève contre l'empereur, 1052. Contre la noblesse, 1260. Au service de l'empereur, 1283. Alliance avec la France, 1470; renouvelée, 1474, 1516; confirmée, 1521. (V. *Alliance*.) Les Suisses déclarent la guerre au duc de Bourgogne, 1474. Journée à Lucerne, 1474. Course des Suisses en Bourgogne, 1475. Les Suisses arrivent à Neuchâtel, 1476. Suisses dans la Souabe, 1499. Ils attaquent l'Alsace, 1499. Ils défendent d'aller servir en France, 1499. Allant en France, ils veulent se saisir de Neuchâtel, 1492. Secours qui vient à Neuchâtel, 1492. Les Suisses gardent leurs frontières, 1630. Sont



- entièrement allibérés de l'empire, 1647, 1650, 1653. Privilège des marchands suisses en France, 1470, 1516, 1549, 1565, 1571, 1582, 1594, 1618, 1622. Neuchâtel reconnu par les Suisses, 1630, 1635, 1658.
- SUJETS.** De la Suisse pouvaient autrefois être revendiqués par leur seigneur, Tome I, page 15. An 1036. Il y avait trois sortes de sujets dans le royaume de Bourgogne, 420, 504. Sujets de la chatellenie de Thielle affranchis, 1568. Action généreuse d'un sujet envers son prince, 1589. Sujets de Valangin ne peuvent être reçus dans le comté de Neuchâtel, 1303, 1547. Sujets de Valangin francs, 1475. La justice doit juger des différends entre le prince et ses sujets, 1558. Sujets de Valangin prêtent serment au comte d'Avy et le comte à eux, 1573. Ils refusent de prêter serment au comte de Tourniel, 1576. Députés de Marie de Bourbon à Berne, 1584. Les sujets de Valangin s'obstinent, 1584. Ils sont condamnés à prêter serment à Marie de Bourbon, 1584. Répartition de la cense due à Berne, 1627. Sujets de Valangin exclus de la judicature, 1641.
- SULPICE (St.).** Village, réformé, 1545. La forge de St-Sulpice, 1547. Accord avec les Bayards, 1644. Serpent prodigieux, 1373.
- SUPÉRIEURS.** Doivent être en bon exemple, 1594. On n'en doit pas médire, 1594.
- SUPERIUS.** Evêque d'Avenches, 537.
- SUPERSTITIONS.** Des anciens Gaulois, Tome I, pages 7 et 8.
- SUPPLICATION.** Adressée au pape par des particuliers, 1506. Supplication présentée à LL. EE. de Berne par le conseil de ville de Neuchâtel, 1618. Supplication des bourgeois de Neuchâtel à la princesse, 1617.
- SURARBITRE.** 1406.
- SURINTENDANT.** De l'hôpital, 1585.
- SURPRISES.** En fait de testament condamnées, 1547.
- SURVEILLANT.** 1547, 1550.
- SURVIVANT.** Jouit de tout le bien du défunt, 1658. La moitié des accroissances. Il peut retirer son bien tout entier, 1658. Il a la garde des enfants, 1683.
- SUSPENSION.** Du saint sacrement à qui elle appartient, 1553, 1564. Suspendus doivent être réadmis, 1564. Suspension de l'exécution d'un passément, 1571.
- SYNODE.** A Grandson, 1532, 1534; à Berne, 1532, 1537, 1549; à Neuchâtel, 1535, 1542, 1551, 1561, 1562, 1603; à Bienne, 1562; à Lausanne, 1538. Utilité des synodes, 1532. Synode national, 1566. Demandé par la Classe de Neuchâtel, 1670.
- T**
- TABLETTES.** Mises dans les cabarets, 1580, 1588.
- TABLIAUX.** 1530.
- TAC.** Maladie contagieuse, 1411.
- TACITE.** Claude Tacite, Empereur, 275.
- TAILLABLES.** On ne peut pas acquérir d'eux des fonds, 1522, 1531. Ils doivent faire reprise de leurs terres, 1214 art. 26. Les jugements rendus par les taillables sont nuls, 1406. Ils sont exclus de la bourgeoisie de Berne, 1475; de la judicature, 420, 1214, 1303, 1406, 1641. Droits du seigneur sur eux, 1303, 1326. Taillables remis au seigneur de Travers, 1413.
- TAILLES.** Les bourgeois de Neuchâtel en sont francs, 1214 art. 24, 1454 art. 56. Tailles extraordinaires, 1188. Les bourgeois de Boudry en sont quittes, 1343, 1595. Tailles imposées par le seigneur de Colombier, 1532.
- TANNEURS.** 1639.
- TARIF.** Renouvelé, 1547, 1665.
- TAVANNES.** 308. Ravagé, 1367, 1386.
- TAVERNAGE.** 1373, 1421, 1481.
- TAVERNES.** Droits du prince sur les tavernes, 1214 art. 8, 1454 art. 8. Il est défendu aux officiers de tenir taverne, 1553; de donner du vin pendant le sermon, 1564. Le nombre des tavernes, 1565. (V. *Cabaret*.)
- TAXE.** Droits des justiciers qui font une taxe, 1588. Taxe subsiste an et jours, 1630, 1691. Lettre de taxe nécessaire, 1634. La révision non demandée, on peut faire la taxe, 1666. Pour faire déchoir d'une taxe, 1667. Révision de taxe, 1565. Dépens des Trois Etats taxés, 1565. Taxe de biens, meubles et immeubles, 1570. Délivrance de taxe. (V. *Débiteur*.) Taxe valable, 1702. Pièces taxées et subastées ne doivent être saisies, 1640. Clame sur une taxe, 1672. On doit spécifier la somme avant la clame, 1676. Droit de retrait peut être vendu. Le créancier est obligé de recevoir la somme de l'acquisiteur, 1679. Formalité à observer aux taxes, 1682. Il ne faut que deux justiciers pour faire une taxe, 1683. Rosée d'une vigne taxée, 1684. Pour faire une taxe la somme doit être liquidée, 1686. Taxe du pain et du vin, 1573, 1580, 1588. De la ville de Neuchâtel, 1454 art. 53, 1522.
- TAXEURS.** Etablis à Valangin, 1580. (V. *Témoins*.)
- TÉMOIGNER.** Les domestiques ne sont pas admis à témoigner, 1643, 1673. En quel degré de parenté on peut témoigner, 1532.
- TÉMOINS.** Quand ils peuvent être entendus en secret, 1569. Un seul témoin suffit au prince pour une amende, 1569. Témoins non suspendus par l'appel, 1569. Témoins



non parents, 1588, 1662, 1668, 1681. Salaire des témoins, 1560, 1580, 1588, 1622. Comment ils peuvent rapporter, 1580. La seigneurie ne leur doit rien, 1560, 1580. Leur rapport étant recouru ne le peut plus être, 1569, 1666. Témoins, quand non admis, 1569. Cinq ou sept témoins requis en un testament, 1559, 1669. Témoins interrogés en secret, 1580. Témoins requis aux contrats, 1537; aux promesses de mariage, 1536, 1539. Il faut sept témoins pour révoquer un testament, 1547. Témoins doivent être entendus en consistoire, 1547. Témoins aux testaments, leur nombre, 1658, 1659, 1684. Leur serment changé à Neuchâtel, 1617. Ils doivent être au cinquième degré pour fait d'honneur, 1686. Un témoin ne peut pas rapporter contre soi-même, ni contre ses proches parents, 1686. Un avocat et un procureur peuvent être témoins, 1689. Les pasteurs peuvent témoigner et comment, 1691. Cinq ou sept témoins requis en un testament, 1696. Exception, 1681, 1696, 1703, 1704.

TEMPÊTES. 1115, 1118, 1135, 1475, 1576, 1588, 1598, 1626, 1720.

TEMPLE. De Janus, bâti, 72. De la paix, 75. Temples dépendants des évêques, 510. De Genève, bâti, 415. De Payerne, 932. De Moutier-Grandval, 932. De St-Imier, 932. De Lausanne, 985. De Bâle, 1010; sa dédicace, 1019. De Fribourg, 1283. De Berne, 1422. On doit avoir les temples en vénération, 1550; n'en pas sortir avant que le service soit achevé, 1616 art. 23. Temple de Cressier, Tome I, page 14. Du haut à Neuchâtel, 930, 1206; la fête de sa dédicace, 1464; ses réparations, 1558. Temple d'en bas à Neuchâtel, bâti, 1695, 1696. De l'hôpital, ses réparations, 1585. De St-Maurice au Landeron, 1231. Du Landeron, 1324, 1340. De Corcelles, 1409. De Valangin, 1500, 1536, 1558; ce temple accordé aux habitants du bourg, 1563. Temple du Locle, 1506; sa tour, 1521. Temple ou chapitre d'Auvernier, 1477, 1709. De St-Blaise, 1360, 1516. De la Brevine, bâti, 1604. Des Brenets, bâti, 1511. De la Sagne, 1526, 1532. De la Chaux-de-Fonds, bâti, 1518; sa dédicace à St-Hubert, 1527. Temple de Fontaines, bâti, 1530; sa tour, 1686. De Peseux, bâti, 1535; sa tour, 1550. De Bevaix, 1602. De Cortaillod, bâti, 1611. Des Ponts-de-Martel, 1615, 1653. De Serrières, 1635, 1666. De Fleurier, 1621, 1703. De Rochefort, 1651. Des Planchettes, 1698. De Butte, rebâti, 1705. De la Chaux-du-Milieu, 1716. De Dombresson, rebâti, 1696. De St-Martin, 1684. De Bâle, bâti, 1639. De Savagnier, 1653. De Couvet, 1658. De Motiers, 1668. Des Bayards, 1676, 1677. Temple de Neuchâtel frappé de la foudre, 1677; réparé, 1677.

TEMPOREL. Des ministres. Le Conseil d'Etat en est juge, 1582.

TEMPS. Dérégles, 1004, 1137. Temps calme, 1382; favorable, 1647; doux en janvier, 1529, 1530. Temps de la communion, 1539, 1552, 1564. Temps du plaid, 1565, 1566.

TÉNÉBRES. 261.

TENNEMENT. 1340, 1367.

TENUES. 1480. (V. *Dédites*.)

TERCIER. 1403 art. 38. De froment, 1539.

TERME. Perpétuel d'une obligation, 1547. Celui qui taxe avant le terme est condamné aux dépens, 1682.

TERRAGES. 1278, 1403, 1531, 1534, 1562. Abolis, 1574, 1595.

TERRAUX. Ou Du Terraux. Origine de ce nom, 1218, 1301, 1383. La première famille des Du Terraux éteinte, 1391, 1396. En quoi le fief Du Terraux consiste, 1481, 1559, 1576, 1580, 1586, 1607, 1608, 1609, 1643.

TERRES. Appartenaient aux rois, 420. Les terres étaient de différente nature, 1035. Terres données en fief sont franches, 1214 art. 23. Liberté de vendre les terres, 1214 art. 26. Terres chargées de corvées, 1406. Terres des montagnes doivent quatre deniers par faulx, 1440. Terres ajoutées et retranchées au comté de Neuchâtel, 1035. Terres non comprises dans le fief de Châlons, 1311, 1407. Terres en Bourgogne remises par le comte de Neuchâtel, 1452. Autres terres en Bourgogne remises, 1452. Terres de cures, leur délimitation, 1594. Franches de censes et de dîmes, 1594. Terres de fief distraites doivent être réunies au fief, 1540, 1541. Terres vagues, 1562. Terres et seigneuries possédées par la maison de Longueville, 1519.

TERREUR. Panique, 1621, 1712.

TERRIER. 1595.

TESTAMENT. La liberté de donner son bien par testament accordée aux bourgeois de Neuchâtel, 1214 art. 28, 1454 art. 28. Testament de Henri de Cormondrèche, 1281. De Jean, prévôt de Neuchâtel, 1308. Du comte Rollin, 1337. Du baron de Grandson, 1326. De Jean, fils de Louis, comte de Neuchâtel, 1350. Du comte Louis, 1354, 1359, 1373. De Jean de Châlons ainsi que la substitution qui y est ajoutée, 1417. De Jean de Fribourg, 1450. Du Grand-Jacques, 1450; confirmé, 1454. De Rodolphe de Hochberg, 1486. De Philibert de Châlons, 1520. De Jean Bart, curé de la Chaux-de-Fonds, 1529. De Claude d'Arberg, 1517. De René de Challant, 1546, 1557, 1566, 1571. Testament supposé, 1566. De Guillaume Hardy, 1569. De Philibert de Châlons, 1578. D'André de Neuchâtel, 1585, 1589. Du prince, 1663, 1668, 1672. Du roi Guillaume, 1695. Testament militaire, 1544. Testament olographe, 1594, 1706. Fait verbalement et en la présence de témoins, 1628. Un testament ne peut révoquer un traité de mariage, 1629. On ne peut s'exempter du droit d'un autre par un testament, 1629. On ne peut disposer que des



- choses qui sont en être, 1629. Testament non valable, 1680. Scéau y doit être appliqué, 1681. Il doit être présenté signé et scellé, 1683. Cinq ou sept témoins y sont requis, 1696; exception, 1696. Défaut d'un testament, 1696, 1704. La signature du notaire suffit, 1704. Testament ou donation du prince, 1671, 1672; remis à un notaire, 1672. Testament de l'abbé d'Orléans, 1668, 1694, 1699. Du prince de Conti, 1709. De la baronne de Gorgier, 1718. La femme enceinte ne peut tester au préjudice de son fruit, 1547. Son mari et beau-père ne doivent pas être présents et il ne doit pas y avoir de la sollicitation. Le testament ne peut pas contrevenir au partage précédent, ni aux réserves qui y sont contenues. De deux testaments on doit se tenir à l'un, 1547. Il faut sept témoins pour révoquer un testament, 1547. Un testament est cassé par un traité de mariage, 1547. Il ne doit y avoir ni sollicitation, ni surprise, 1547. Défauts d'un testament, 1642, 1645, 1659, 1661, 1662, 1681.
- TESTATEUR.** Doit nommer ceux qu'il exhérède et leur donner cinq sols, 1629, 1705. Testateur doit être en bon sens, 1687. Il ne peut s'affranchir, 1687.
- TESTER.** Est permis à tous ceux qui sont de franche condition, 1594. On ne peut tester que de ce dont on peut disposer, 1629. Qui sont ceux qui peuvent tester, 1661, 1686. Qualités requises en celui qui teste 1704. Liberté de tester, 1705. A quel âge on peut tester, 1622.
- TÊTE.** Hériter par tête ou par souche, 1639. Têtes d'argent données pour rançon, 1295.
- THEBES.** Légion de Thèbes, 287.
- THELLUNG.** 1625.
- THÉOBALD.** Ou Thiébaud, roi de Bourgogne, 548, 555.
- THÉODEBERT.** Roi de Bourgogne, 538, 548. Décapité, 597. Sa postérité, 610.
- THÉODEFRED.** Gouverneur de la Suisse, 597.
- THÉODORE.** Evêque de Martigny, au pays du Valais, 415. Théodore de Bèze, 1549. Il va à Poissy, 1561. Sa mort, 1605.
- THÉODORIC.** Evêque de Bâle, 1021.
- THÉODOSE.** Empereur, 388, 394, 395.
- THÉODULE (SAINT).** Evêque du Valais, 805. La chapelle de Wavre lui est dédiée, 1179, 1371.
- THEOLOGIENS.** Ecrivent à la Classe de Neuchâtel, 1545.
- THEUDELANE.** Fille de Childebert, se retire à Orbe, 597, 614.
- THEUDELINDE.** Reine de Bourgogne, bâtit un temple à Genève, 415.
- THIÉBAUD.** Comte de Ferrette, décapité, 1283.
- THIELLE.** Rivière, son origine, 1115. Thielle, baronnie, 1242, 1286. Les Anglais passent le pont de Thielle, 1375. Garde du château, 1286. Sujets de la chatellenie de Thielle affranchis, 1568. Traité entre Berne et Neuchâtel au sujet de la Thielle, 1654. Eclaircissement de ce traité, 1655.
- THIERRI.** Se saisit de la Bourgogne, 526, 537. Thierry II épouse Mamberge, 597. Il est empoisonné, 612. Thierry III, 662, 691. Thierry IV, 720, 730. Thierry, comte de Montbéliard, sa prononciation, 1278. Sa mort, 1293.
- THOMAS.** Petitpierre, 1545.
- THOUNE.** Ce comté vendu aux Bernois, 1322.
- THURING.** D'Arberg, 1437.
- TIBERE.** Empereur, 14, 37. Forum Tiberii, 29.
- TIERCE.** Révision jusqu'à la tierce, 1662.
- TIERS.** Tiers denier établi, 1565. (V. *Denier*.)
- TILLEULS.** Plantés, 1569.
- TIRAGE.** Maison du tirage de Neuchâtel bâtie, 1534.
- TIRER.** Défendu le dimanche, 1553.
- TITE.** Empereur, assiège Jérusalem, 71. Il aime les Suisses, 79. Sa mort, 82.
- TITRES.** De l'évêque de Lausanne, 1477. Titres de Gorgier mis sous le scel, 1599. Titres odieux donnés aux Suisses, 1499. Possession de trente ans vaut un titre, 1647. Titre auquel doivent être les ouvrages d'or et d'argent, 1688.
- TOGGENBOURG.** 1226, 1248, 1436. Guerre en Suisse au sujet du Toggenbourg, 1712.
- TONNELIERS.** Erigent une compagnie à Neuchâtel, 1472, 1478.
- TONNERRES.** 1128, 1136, 1580, 1582, 1611, 1712.
- TORCHE.** Ardente vue en l'air, 1313.
- TORT.** Celui qui dit en basse ou souveraine justice qu'on lui fait tort est puni, 1569.
- TOUR.** De Diesse bâtie par Jules-César, Tome I, page 14. Appartenait à la maison de Diesse, 1580. Vendue, 1584, 1585. Tour de Bayard, bâtie, Tome I, page 14. Tour du Locle, bâtie, 1521. De Peseux, 1550. De Fontaines, 1686. De l'horloge, 1710. Chûte de la tour du Donjon, 1680.
- TOURNIEL.** Joseph, comte de Tourniel, va à Berne y faire des plaintes, 1566. (V. *Gendres. Madrutz*.) Il va à Paris, 1569. Il attaque son beau-frère, 1571. Il offre l'hommage au prince de Neuchâtel, 1571. Sa demande, 1571. Son député à Soleure, 1576. Extrait à lui donné, 1576. Il implore le secours des bourgeois de Neuchâtel, 1576. Il soumet son différend à LL. EE. de Berne, 1576. Les sujets de Valangin refusent de lui prêter serment, 1576. Il répond à la comtesse Isabelle, 1576. Il retourne à Berne, 1577. Il vend son droit de retrait sur Valangin, 1586, 1589. Il se retire en Lorraine, 1589.
- TOURNIERS.** 1408.
- TOURNOIS.** Etablis, 928. Les comtes de Neuchâtel y assistaient fréquemment, 928. Tournois à Constance, 948. A Zurich, 1047, 1165. Au Petit-Bâle, 1376. Désordres, 1376. Albert de Valangin assiste à un tournoi près de Dijon, 1443.
- TOUSSAIN.** Ecrit à Farel, 1547, 1549.



**TRABANTS.** Accordés à M. l'électeur de Brandebourg, 1696.

**TRABLET.** Bois donné aux francs sujets de la chatellenie de Thielle, 1522.

**TRAFIQUERIES.** En fait de mariage condamnées, 1546.

**TRAHUS.** 1406, 1502, 1562.

**TRAITE.** On ne peut avoir deux traites, 1559. Traite adjudgée, 1569. A l'affirmant, 1632. Traite obtenue comment on doit y satisfaire, 1668. Elle ne peut être refusée à l'affirmant, 1673. Celui qui veut remettre le serment le doit faire d'abord après la traite connue, 1693. Traite doit être adjudgée, 1701.

**TRAITÉ.** De paix entre le duc de Bourgogne et le duc de Zæringen, 1153. Entre le comte de Neuchâtel et le seigneur de Valangin, 1236, 1295, 1424. Confirmé par l'évêque de Bâle, 1296, 1303. Entre Berne et le comte de Kibourg, 1242. Entre l'évêque de Bâle et le comte de Montbéliard, 1297. Entre l'évêque de Bâle et le comte Rollin, 1316, 1326. Entre le comte Rollin et les Bernois, 1325. Entre Berne et Fribourg, 1333. Entre Berne et les comtes, leurs voisins, 1343, 1344, 1345. Entre Berne et l'évêque de Bâle, 1368. Entre l'évêque de Lausanne et la ville, 1525. Entre les cantons, 1656, 1712. Pour la religion, 1529, 1531. Entre Berne et le duc d'Autriche, 1389. Entre le duc de Savoie, Berne et Fribourg, 1448. Jean de Fribourg choisi pour juge, 1448. Entre l'archiduc d'Autriche et les Suisses, 1468. Entre la Savoie et les Suisses, 1476, 1478. Entre l'empereur et les Suisses, 1499. Entre la France et les Suisses pour Dijon, 1513. Traité de paix de Vervins, 1598. De Munster, 1648. De Nimègue, 1678. De Riswyck, 1697. De Baden, 1702, 1714. Pour Baden, 1712. Entre l'empereur et la France, 1493. Des Pyrénées, 1659. De St-Julien, 1530. De Bremgarten, 1532. Landsfrieden, 1531. Entre Louis XI et les Suisses, 1470. Entre les comtes de Nassau, 1472. Entre Berne et Soleure, 1665. Entre l'évêque de Bâle et la ville de Bienne, 1610. Entre Philippe de Hochberg et le marquis de Baden, 1490. Confirmé par l'empereur, 1499. Entre le roi de France et le comte de Neuchâtel au sujet du Val-de-Travers, 1317. Au sujet de Valangin, 1520. Entre le comte Louis et les seigneurs d'Arberg, 1359. Pour des seigneuries de Bourgogne, 1516, 1543. Traité non observé, 1526. Entre Berne et Neuchâtel à l'égard de la Thielle, 1654. Eclaircissement de ce traité, 1655. De Liverdis, 1585. Anéanti, 1707. Pour Valangin, 1542. Entre Berne et Marie de Bourbon pour Valangin, 1578. Approuvé par cette princesse, 1578. Traité fait à Paris entre les deux princes de Longueville et de Nemours, 1556. Traité pour les seigneuries du Brisgau, 1576. Entre les rois de France et de Prusse, 1713. Traité fait entre Lancelot

de Neuchâtel et ses fils, 1558. De paix entre Louis XIII et le duc de Savoie, 1632. Prétendu accord pour Neuchâtel, 1632. Traité fait pour Neuchâtel, 1704. Entre les alliés, 1707, 1708. Traité de mariage du chevalier de Soissons, 1694, 1699. Traité de mariage, 1593. Prérogative donnée par traité de mariage, 1671. Traité pour l'usufruit sur le comté de Neuchâtel, 1369. De Philibert de Châlons avec sa mère, 1516.

**TRAJAN.** Empereur, 99, 119.

**TRANSACTION.** Entre Simon de Neuchâtel et ses sujets, 1565. Confirmée, 1569.

**TRAVAIL.** Chacun doit s'y adonner, 1594.

**TRAVERS.** Erigé en seigneurie, 1413. Il tombe en commise, 1477. Remis à Claude de Neuchâtel, 1487, 1643. Le seigneur de Travers a un différend avec des sujets de Valangin, 1557. Les rentes de Travers, 1563, 1627. Le gage du ministre établi, 1569, 1594. Comment les assises de Travers doivent se tenir, 1579. Cette seigneurie vendue, 1585. Opposition à cette vente, 1585. Confirmation de cette vente, 1586. La princesse y consent et quitte les lods, 1586. Le château de Travers bâti, 1529. Un consistoire seigneurial y est établi, 1538. Le seigneur de Travers veut assujettir les sujets de Valangin, 1555. Mort de Rodolphe de Bonstetten seigneur de ce lieu, 1631, 1643, 1663. Difficulté, 1663. La seigneurie vendue, 1644, 1647, 1648. Mort du seigneur de ce lieu, 1680, 1681. La seigneurie de nouveau vendue, 1713. Mort de Madame de Travers, 1719. Les main-mortables de ce lieu affranchis, 1633. Sujets de Travers affranchis, 1634, 1663, 1678. Habitants des montagnes de Travers, 1685. Consistoire monitif établi, 1711.

**TREMBLEMENTS.** De terre, 238, 261, 480, 802, 829, 858, 1001, 1021, 1062, 1115, 1117, 1128, 1135, 1146, 1170, 1183, 1290, 1295, 1312, 1346, 1348, 1356, 1380, 1417, 1500, 1508, 1517, 1523, 1531, 1533, 1538, 1565, 1573, 1574, 1584, 1593, 1601, 1619, 1620, 1621, 1625, 1630, 1642, 1648, 1649, 1650, 1652, 1654, 1656, 1660, 1661, 1665, 1670, 1680, 1681, 1682, 1689, 1716, 1717, 1720.

**TRENTENIER.** 1464, 1551.

**TREUIL.** 1278, 1685.

**TREUVES.** Sont au prince, 1453 art. 13.

**TREVE.** De Dieu, 1033. Trêve en laquelle Neuchâtel et Valangin furent compris, 1386.

**TREYPORTA.** 1278. Difficulté pour la dime, 1475.

**TREYRODS.** La dime abonnée, 1566.

**TRIBOLET.** (V. Jean-Jacques.) La maison Tribolet à Neuchâtel, 1569. Le conseiller Tribolet élu président des Trois Etats, 1707.

**TRIBUNAL.** Les tribunaux de l'empire en Suisse prennent fin dans les terres des comtes, 1276. Tribunal souverain érigé à Valangin par René de Challant, 1560. Les Audiences et les Trois Etats de Neuchâtel reconnus tribunal souverain, 1551, 1565,

K



1576, 1618, 1668. Tribunal impérial, 1699. Proposition faite au sujet de ce tribunal, 1699. Le tribunal souverain s'ajourne, 1707.  
**TRIBUTAIRE.** Valangin écrit à LL. EE. de Berne pour faire changer ce mot, 1693.  
**TRIGELTUM.** 504 art. 14.  
**TRIMESTRALES.** Assemblées, 1630.  
**TROP FAITS.** Remis à ceux de la Sagne pour une somme d'argent, 1440, 1464. Recherche des trop faits, 1505, 1536. Trop faits de Chaumont, 1562.  
**TROSSEL.** Ou Trousseau, 1574, 1604, 1622, 1642, 1658, 1670, 1676, 1702.  
**TROUBLER.** Défense de troubler les ministres, 1550. L'ordre de l'Eglise, 1553.  
**TROUBLES.** En Suisse, 1241, 1491, 1651. Troubles causés par les anabaptistes, 1525. Troubles à Soleure pour la religion, 1530. A Neuchâtel, 1406, 1409, 1491, 1673, 1694, 1699, 1707. (V. *Désunion*.)  
**TROUPES.** Suisses en Judée, 72, 79. Troupes de Neuchâtel à Berne, 1415, 1444, 1445, 1446, 1457, 1458, 1475, 1476, 1531, 1624, 1646, 1651, 1653, 1655, 1656, 1712. De Berne à Neuchâtel, 1492, 1587, 1699, 1708. De Neuchâtel à Genève, 1530, 1535, 1581, 1589. Au pays de Vaud, 1536. En France, 1562, 1574, 1575, 1576. On ne peut empêcher le départ des troupes, 1575. L'évêque de Porrentruy en demande à Soleure, 1583. Troupes accordées à la France, 1630, 1635, 1660. Refusées, 1666. Troupes suisses arrivent à Neuchâtel, 1475, 1476. Troupes de Rothelin, 1476. De Soleure, 1491, 1492. Troupes de Valangin, élections

faites par la seigneurie, 1589. De la Souabe contre le duc de Bourgogne, 1474. La France demande des troupes aux cantons, 1495. (V. *Secours Alarmes*.) Troupes levées, 1673. A St-Blaise, 1673. Au Landeron, 1546, 1673, 1707.

**TRUEBE.** Abbaye, 1547.

**TRUITES.** De Moyson, 1595.

**TURCS.** Assiègent Vienne, ce que font les cantons à l'égard de l'empire, 1683.

**TUTELLE.** (V. *Curatelle*.) Tutelles et curatelles sont des offices virils, 1673. Enfants sous tutelle ne peuvent pas contracter, 1696. Quand la tutelle finit, 1704. Enfants sous tutelle ne peuvent pas s'obliger, 1706. Tutelle de Madame la princesse de Conti, 1709.

**TUTEURS.** Tuteurs et curateurs des princes, 1543. (V. *Curatelles. Curatrices*.) Tuteur doit rendre compte, 1634, 1681. Son pupile ne peut contracter sans lui, 1642. Tuteur ne peut pas aliéner le bien de ses pupiles, 1598, 1634, 1681. Les tuteurs sont nommés par les parents paternels, 1629. Un tuteur ne peut pas déshériter un pupile, 1547. Les parents peuvent choisir un tuteur, 1581. Tuteur en fait de procès doit être cité et ses pupiles aussi, 1673. Il ne peut rien aliéner, 1677; ni exhériter ses pupiles, 1677. Pour le serment d'un tuteur, quel est l'émolument, 1683. Le tuteur doit être cité, 1684. Femme sans tuteur peut s'obliger, 1685. On ne doit pas prêter à des enfants sous tutelle, 1636.

**TYRANS.** 407.

## U

**UBERRE.** 1537.

**UDALRICH.** Ou Ulrich, évêque de Bâle, 822, 1021, 1028. Evêque de Lausanne, 802, 812.

**ULRICH.** St-Ulrich se retire en Suisse, son origine. Prédiction qui lui est faite, 925. Il délivre Augsbourg. Il bâtit le temple et un couvent, 956. Sa mort, 973. Ulrich, évêque de Bâle, 1026. Ulrich, fils de Raoul II, comte de Neuchâtel, va dans la Terre-Sainte, 1175, 1176. Ulrich de Neuchâtel, sa mort, 1248. Ulrich, comte d'Arberg, 1248, 1275. Ulrich de Régensberg, 1265. Ulrich I de Neuchâtel, créé comte de Fenis et baron de Neuchâtel par l'empereur Conrad duquel il devient vassal, 1034. Son origine, ses armes, 1034. Sa mort, 1070. Ulrich II, comte de Neuchâtel, 1099; vient demeurer à Neuchâtel, 1118. Il envoie son fils aux Etats à Bâle, 1130. Sa mort, 1132. Ulrich III, 1190. Son mariage, 1202, 1209. Ulrich de Porta, ses armes, 1225. Ulrich de Bonstetten, son mariage, 1577.

**UNION.** Des deux Classes de Neuchâtel et Valangin, 1592.

**URI.** Annexé à l'empire, 809. Ses franchises confirmées, 1291, 1529. Prétentions de ce canton sur Neuchâtel, 1707.

**URS.** Martyr, Patron de Soleure, 287. Urs de Stavey, seigneur de Lully, gouverneur de Neuchâtel, 1664, 1670. Sa mort, 1678.

**URSANE (St).** Engagé par l'évêque de Bâle, 1386.

**URSULE.** Patronne de Zurzach, 288.

**URSULINES.** A Cressier, 1205.

**US.** Ne requiert point de caution, 1696. Us et coutumes de Bourgogne en matière de fiefs, 504, 888, 1034, 1288, 1289. Us des Bois, 1595.

**USAGES.** De vignes, 1411. Usages valent pendant l'an et jours, 1634. Usages des biens de l'église, 1594. (V. *Biens*.)

**USANCE.** De trente ans, 1547.

**USTENSILES.** En fait de partage, 1642.

**USUFRUIT.** Prétendu sur le comté de Neuchâtel, 1373. Prononciation concernant l'usufruit sur le comté de Neuchâtel, 1458. Traité fait au sujet de l'usufruit sur le comté de Nidau, 1309. Comment le survivant peut jouir de l'usufruit, 1529. La cou-



tume à cet égard, 1529. La femme qui se déshonore en est privée, 1593. Usufruit d'une seconde femme, 1642. Usufruit du père, 1642. Après la mort d'un enfant, 1663. Faire déchoir d'un usufruit, 1670. Saisi par les héritiers sans figure de justice, 1574. Usufruit pour les acquêts, 1582, 1584, 1604, 1636. Comment on est mésusé et privé de l'usufruit, 1593. Comment il peut être vendu, 1593, 1671. Usufruit sur les meubles, 1671. Jusqu'où il s'étend, 1672. Usufruit d'une veuve lorsqu'il y a des enfants détronqués, 1678. Faire déchoir d'un

usufruit, 1679, 1681, 1696, 1706. Armes exceptées de l'usufruit, 1706, 1709, 1712. Usufruit du survivant après la mort des enfants, 1617, 1618, 1662. Usufruit, 1549, 1559, 1574, 1622, 1642, 1650, 1658, 1662, 1674. Usufruitière, 1547.

USURES. Manifestes, 1406. Loi qui les défend, 1522, 1547, 1565, 1594, 1630, 1638.

USURIERS. 1542, 1553.

UTÉRINS. Frères utérins ne s'héritent pas, 1691. Ils sont les plus proches parents maternels, 1692.

## V

VACANCES. 1683, 1698.

VAGUES. Lieux vagues, 1562.

VALAIS. Villes de ce pays bâties, Tome I, page 17. Ce pays érigé en souveraineté, 805. Vaincu, 1192. Attaqué, 1206, 1252. Alliance entre Berne et le pays du Valais, 1250, 1475. Conquête, 1536.

VALANGIN. Erection de cette seigneurie, 1132. Le château de Valangin bâti, 1160. Remis au comte de Montbéliard, 1297. Valangin est un fief des comtes de Neuchâtel, 1297. Le bourg de Valangin bâti, 1301. Commencement de la bourgeoisie de Valangin, 1352, 1358. Etablissement d'un banneret et de la justice, 1352. Gibet à trois piliers accordé, 1424. Le seigneur de Valangin se reconnaît vassal et sujet du comte de Neuchâtel, 1424. Le temple de Valangin bâti, 1500, 1536. Traité pour les églises de Valangin et d'Engollon, 1558. Le temple de Valangin accordé, 1563. Journées à Soleure au sujet de Valangin, 1576. Actes concernant Valangin, 1576. Valangin vendu à Marie de Bourbon, 1576. Révoqué, 1576. Vendu encore une fois, 1579. Berne remédie aux désordres de Valangin, 1579. Valangin obtient deux choses de Marie de Bourbon, 1588. La bourgeoisie de Valangin s'érige en corps, 1603. Sa bourgeoisie de Berne, 1475. Qui peut être rachetée, 1475. Valangin ne peut pas prendre une autre bourgeoisie que celle de Berne, 1475. Il faut habiter dans le bourg de Valangin pour avoir part aux franchises, 1401. Le bourg de Valangin obtient des terres et pâturages, 1421. Liberté d'hériter des fonds accordée aux sujets de Valangin, 1427. Revers donnés aux bourgeois de Valangin, 1475. Valangin s'allibère d'une cense, 1487. Serment prêté, 1497. Bourgeois de Valangin créés, 1352, 1358, 1502. Valangin s'affranchit, 1544. La seigneurie de Valangin taxée par LL. EE. de Berne, 1579. Discours adressé aux sujets de Valangin, 1579. Ses sujets demandent un délai. Réponse; réplique; duplique. Ils écrivent au comte d'Avy, 1582. Lettre de la comtesse, 1583. Les

bourgeois de Valangin acquièrent un jardin, 1583. Des mutins de Valangin s'opposent à Marie de Bourbon, 1584. Résolution de les soumettre, 1584. Les seigneurs de Valangin, 1132, 1160, 1181, 1195, 1236, 1248, 1275. Le seigneur de Valangin commence la guerre contre Berne, 1338. Procès entre Jeanne, dame de Valangin, et le comte de Gruyère, 1366. Le seigneur de Valangin se fait bourgeois de Berne, 1385, 1401, 1427, 1478. Le seigneur de Valangin envoyé aux cantons, 1492. Partage des seigneurs de Valangin, 1492. Philippe de Hochberg fait main mise sur cette seigneurie, 1499. Valangin est un fief, 1571. (V. *Fief*.) René de Challant, seigneur de Valangin, envoyé à Lucerne, 1490. La postérité de Guillaume de Valangin dans les Pays-Bas, 1490, 1700, 1715. Seigneur de Valangin envoyé à Berne, 1504. Les chanoines abolis, 1536. Traité pour la souveraineté de Valangin, 1542; qui est vendue, 1542; révoquée, 1542, 1543. Différend entre le seigneur de Travers et des sujets de Valangin, 1557. Le seigneur de Valangin va à Berne, 1566. Berne est juge entre le seigneur de Valangin et ses sujets, 1475, 1566. (V. *Madrutz*.) La princesse y fait construire un pont de pierres, 1609. Abrégé de bourgeoisie, 1613. Promesse du prince à l'égard de la religion, de la bourgeoisie de Berne et de la bannière, 1618. Les bourgeois de Neuchâtel jugent aux Trois Etats de Valangin, 1647. La Classe de Valangin obtient un diacre, 1566. L'église de Valangin confirmée, 1570. Valangin offert à vendre, 1571. Berne refuse de l'acheter, 1571. Offert au prince, 1571; qui refuse aussi, 1571. Ordonnances faites à Valangin, 1565, 1573. Officiers et notaires de Valangin assermentés, 1575. Ambassadeurs de Berne envoyés à Valangin remettent cette seigneurie à Marie de Bourbon, 1579. Prétendue rétraction, 1583. Ratification des cures de Valangin, 1585. Droit de retrait sur la seigneurie de Valangin vendu, 1586, 1589. Valangin député à Berne, 1589. Elec-



- tion des troupes de Valangin faite par la seigneurie, 1589. Valangin proteste, 1589. Avis à Valangin de se tenir prêt, 1590. Le comte de Montbéliard inste pour Valangin, 1590, 1591, 1592. Prévôt des marchands de Valangin, 1599. Valangin prête serment au prince et lui à eux, 1618. Rétraction prétendue de Valangin, 1625. Valangin obtient d'avoir des officiers du lieu, 1625, 1627. Présente une requête au gouverneur, 1654. Réponse aux dix-huit articles qu'elle contient, 1654. Valangin demande des grains à Berne, 1689, 1698. Valangin érigé en comté, 1707. Dons faits aux sujets de Valangin, 1707. Assemblée des bourgeois de Valangin, 1712. Marché établi à Valangin, 1712. Jour du plaid de Valangin changé, 1713. Remis au samedi, 1713. Tous les sujets de Valangin créés bourgeois, 1713. La bourgeoisie de Valangin emprunte une somme du gouverneur Vallier, 1610. Le prince lui accorde dix points, 1618; qu'il confirme, 1651. Valangin prétend d'exclure le maire de ses assemblées de bourgeoisie, 1652. Valangin inste pour les vins étrangers, 1669. Se plaint des receveurs, 1673. Fait des remontrances, 1681. Différend pour les vins étrangers, 1688. Valangin renouvelle sa bourgeoisie avec Berne, 1693. Il prie LL. EE. que le mot *tributaire* soit changé, 1693. Valangin députe à Paris et obtient 15,000 livres tournoises de la princesse pour faire un fonds, 1698.
- VALANUS.** Premier évêque de Bâle, 747, 760.
- VALDERADE.** 563, 861.
- VAL-DE-RUZ.** Ses habitants sont francs de péage à Arberg et pourquoi, 1271. Hommes du Val-de-Ruz donnés, 1295. Le Val-de-Ruz ravagé par les Bernois, 1386. Ses familles en l'an 1400. Il députe à Berne, 1475; et obtient une lettre de protection et de bourgeoisie, 1475, 1476. Val-de-Ruz délimité d'avec la Sagne, 1662. Il obtient l'abri, 1701.
- VAL-DE-TRAVERS.** Dépendait des comtes de Bourgogne, 871; dont il était un arrière fief des comtes de Bourgogne, 1218, 1237. Remis à Guillaume, frère de Renaud, comte de Bourgogne, 1153. Remis au comte de Neuchâtel par échange, 1218. Il est érigé en baronnie, 1218. Il demeure fief de Bourgogne, 1218. Délimitation d'avec Grandson, 1218. Château nommé Châtelard, bâti, 1218. Le comte de Neuchâtel en rend hommage à Jean de Châlons, 1218, 1237, 1250, 1267. Il est purifié de fief, 1317, 1354. Il est brûlé, 1366. Le comte Louis rend l'ohmgeld aux habitants du Val-de-Travers, 1369, 1395. Bois bannal accordé aux six communautés de ce vallon, 1567. Leur hochéage rière Grandson, 1520, 1591, 1603. Limites entre Grandson et le Val-de-Travers, 1614, 1627.
- VALENTINIEN.** Empereur, 364, 375.
- VALÉRIEN.** Empereur, 255, 262.
- VALLIER.** Pierre et Jean Vallier anoblis. Leur généalogie, 1524. Leur fief, 1524. Jean Vallier, 1450. Pierre Vallier, établi gouverneur de Neuchâtel, 1584. Sa mort, 1594. Jacob Vallier lui succède, 1596. Il prête à la bourgeoisie de Valangin, 1610. Sa mort, 1623. Pierre Vallier possède trente émines du fief de Cléron, 1628.
- VANDALES.** Passent le Rhin avec les Bourguignons, 413. Leur religion, 415. Ils viennent habiter le pays des Antuates, 418. Ce que signifie Vandales, 415. Leur origine, 415.
- VARENNE.** De Nidau, comtesse de Neuchâtel, 1222. Varenne, dame du Landeron, son mariage, 1372, 1373, 1374. Sa mort, 1376. Varenne ou Véréne, patronne de Zurich, 288.
- VARNERIUS.** Gouverneur de Bourgogne, 615.
- VASSAL.** Homme lige, 1303.
- VASSAUX.** Favres vassaux sont francs, 1214 art. 23. La manière de citer les vassaux aux Audiences, 1551. Leurs contestations pour la préséance, 1559. Ils font reprise de leurs fiefs, 1598. Opposition aux vassaux, 1694.
- VAUD.** Comment ce pays s'appelait autrefois et pourquoi il fut ainsi nommé, 418. L'empereur Adrien vient au pays de Vaud, 126. Ce comté donné à l'évêque de Lausanne, 1011. Subjugué par le comte de Savoie, 1259, 1260. Baillifs établis, 1270. Erigé en baronnie, 1285; vendue, 1359. Vendition de trois seigneuries au pays de Vaud, 1455. Conquête du pays de Vaud, 1475. Le duc de Savoie confirme les franchises du pays, 1513. Le pays de Vaud engagé, 1530. Pris, 1536. Baillifs de Berne établis dans ce pays, 1536.
- VAUDOIS.** Persécutés pour la religion viennent dans le comté de Neuchâtel, 1685. Ils retournent dans leur patrie, 1689.
- VAUMARCUS** ou **VALMARCUS.** Erigé en seigneurie, 1225, 1248. Fief de Vaumarcus vendu au comte Rollin, 1308. Généalogie de la maison de Vaumarcus, 1308. Vaumarcus en litige, 1350. Echu au comte de Neuchâtel, 1364. Prononciation, 1367, 1375. Cette maison éteinte, 1485. Vaumarcus nommé bourg, 1375. Vaumarcus, 1476. Jean de Neuchâtel le remet au duc Charles, 1476. Il est repris, 1476. Rodolphe de Hochberg s'en saisit par commise, 1477. Il est rendu à Claude de Neuchâtel, 1487. Difficulté pour cette seigneurie, 1563. Traité entre Lancelot et ses fils, 1563. Redevances des sujets de Vaumarcus, 1563. Rentes de cette seigneurie, 1563. Vaumarcus érigé en baronnie, 1595. Procès pour les seigneuries de Vaumarcus et Travers, 1609, 1610, 1611, 1627. Fief de Vaumarcus vendu, 1634, 1656. La maison de Buren l'obtient, 1658. Vaumarcus, 1672, 1673, 1675, 1685.
- VAUTHIER.** Seigneur de Colombier, 1414. Vauthier, baron de Rochefort, fait un faux acte, 1408. Il est rétabli lieutenant du



- comté, 1408. Sa fourberie découverte, il est décapité; sa veuve redemande son corps, 1412. Sa postérité, 1412.
- VAUTRAVERS.** (V. *Val-de-Travers.*) Famille, son origine, 1218, 1301, 1392.
- VEILLE.** Des trépassés, 1473.
- VEILLER.** Devoir des pasteurs et anciens, 1616.
- VELLEJEAN.** Bénéfice du Vellejean, 1428, 1577.
- VENDANGES.** Avancées, 1328, 1433, Interrompues par une guerre, 1376. Tardives, 1425. Ban des vendanges, 1453 art. 16. Vendanges froides, 1609.
- VENDITION.** De la souveraineté de Valangin, 1542. Révoquée, 1542, 1543. Vendition de gage, 1214 art. 19. Le consentement du comte était requis aux venditions, 1214 art. 25. La liberté de vendre ses possessions accordée, 1214 art. 25. Venditions de pâturages, 1547. Vendition de Valangin, 1576, 1579. Droit de retrait sur Valangin vendu, 1586, 1589. Vendition du comté de Neuchâtel, 1557. Du Landeron, 1358. Mort, mariage rompent toute amodiation, 1685.
- VENDRE.** Le comté est offert à vendre aux Quatre Ministraux, 1543, 1550. Princes italiens demandent les comtés à vendre, 1653. Une veuve ne peut vendre ni aliéner, 1662.
- VÉNÉRATION.** Qu'on doit avoir pour les temples, 1550.
- VENISE.** Fondée et bâtie, 451. Origine des Vénitiens, 452.
- VENTE.** Du vin, abus corrigé, 1486, 1487, 1488. Faite par les Quatre Ministraux, 1558. Ventes contestées, 1501. Vente du vin, difficulté à cet égard, 1581. Trois bourgeois du conseil y assistent, 1585. Lods et ventes, 1214 art. 25, 1454 art. 25, 1654 art. 15, 1562. Ventes quittées aux bourgeois, 1531. Poids et ventes, 1454, 1536 art. 49. Le tiers des ventes donné aux bourgeois de Neuchâtel, 1454 art. 42, 1617.
- VENTS.** Un vent impétueux fait remporter une victoire à Théodose, 392. Vents, 829, 1176, 1410, 1517, 1524, 1561, 1624, 1629, 1645, 1659. Les quatre vents, 1537.
- VERCEL.** Brûlé, 1378, 1395.
- VERGER.** Du Locle, 1303.
- VERGY.** Maison de Vergy, 1396, 1424.
- VERMONDIN.** 1595.
- VERNIER.** Evêque de Bâle, sa mort, 1000. Vernier-Fontaines, 1378, 1395. Vernier Schuler, 1382.
- VÉROLE.** 1618.
- VERRE.** On n'en doit pas changer, 1594.
- VERRIÈRES.** Mijoux, Côte-aux-Fées, ce qu'ils doivent au prince, 1337. Leurs franchises, 1310. Allibérés de la taille, 1357, 1371, 1372. Du péage des Bayards, 1376. Les Verrières remises à Girard de Neuchâtel sous le titre de seigneurie, 1372. Remises à Jean et Vauthier, 1373. Leurs limites, 1373. Leurs pâturages, ils sont exempts d'intentes, 1373, 1383, 1400. Les franchises des Verrières confirmées, 1400. Cette seigneurie retourne au comte Conrad, 1412. La dime des Verrières appréciée en grain, 1412. Les Verrières s'opposent aux intentes, 1473. Ce lieu est dans le diocèse de Besançon, 1480. Les habitants des Verrières, de Joux et des Fourgs se font bourgeois de Neuchâtel, 1510. La Ronde-Fontaine, 1516. Les habitants des Verrières obtiennent un vidimus des ambassadeurs des ligues, 1524. Ce que les habitants doivent au prince, 1524. Plaintes du meunier de St-Sulpice contre les habitants des Verrières, 1525. (V. *Allemands. Jeunes gens. Fraize. Ronde-Fontaine.*) Mandement au maire des Verrières concernant la religion, 1534. Les franchises des Verrières confirmées, 1556. Deux bois accensés, 1563, 1576. Dimes des Verrières abonnées, 1592. Bois bannal accensé, 1591. Dime des Verrières appréciée en argent, 1610. La princesse leur accorde deux foires, 1610; des halles, 1610. Confirmation de ces actes, 1613. Douzains, 1613. Accensement de deux forêts, 1614, 1618. Traité fait avec la Classe confirmé par le prince, 1630, 1637, 1640, 1658, 1668. Un marché accordé aux Verrières, 1669. Ils payent l'aide, 1669. Moulin, 1671, 1673, 1680, 1708, 1714.
- VERS.** Volants, 1090. Vers cités par l'évêque de Lausanne et jugés, 1479. Vers dans le vinaigre, 1626. Vers qui rongeaient les racines, 1670. Vers excommuniés, 1478.
- VERTRADE.** Reine, femme de Pepin, 768.
- VESPASIEN.** Empereur, 70. Il aime les Suisses et en mène en Judée, 72. Son avarice, 75. Sa mort, 79.
- VÊTEMENTS.** Modestes, 275, 1661, 1681, 1686.
- VÉTRANION.** 350.
- VEUVE.** (V. *Femme.*) Veuve et son tuteur doivent être cités, 1673. Comptes pour des veuves, 1683. Le cautionnement d'une veuve est valable, 1690. En quoi consiste son usufruit, 1636. Elle ne peut aliéner, 1662, 1670; ni s'obliger valablement, 1665.
- VIAGÈRES.** Pensions viagères, 1681. Lettres viagères, 1696. Censes viagères, 1537.
- VIAISONS.** 1403.
- VIANDE.** A bas prix, 1527.
- VICAIRE.** De l'empire en Suisse, 1209.
- VICARIAT.** Des trois évêchés de Lausanne, Genève et Sion révoqué, 1162, 1356, 1366.
- VICES.** Des pasteurs sont différents, 1564.
- VICTOIRES.** Admirables, 1339, 1386, 1474, 1476, 1477, 1499. Treize victoires remportées par les Suisses, 1499, 1535.
- VICTOR.** Martyr, 287. Ses reliques, 415.
- VICTUAILE.** En fait de succession, comment on en use, 1573, 1593, 1604, 1612, 1658, 1672, 1706.
- VIDAME.** 1531.
- VIDETRA.** Route, 1132.
- VIDIMUS.** 1340, 1343, 1363, 1453, 1454, 1477, 1524. Accordé au Landeron, 1374. A Valangin, 1406. A la Sagne, 1412, 1475,



1567. A Neuchâtel, 1417, 1554. Aux Verrières, 1495.
- VIDO.** Abbé de Fontaine-André, 1150. Bâtit une chapelle, 1151.
- VIEILLARD.** Assermenté, 1480.
- VIENNE.** En Dauphiné, capitale du royaume de Bourgogne, 494. Monnaie de Vienne, 1270, 1272. Vienne, maison de Bourgogne, Guillaume de Vienne, 1087, 1153. Etienne de Vienne, 1237. Marguerite de Vienne épouse de Rodolphe de Hochberg, 1457. Généalogie de cette maison, 1457.
- VIERGE.** Fille qui se dit telle, 1550. A quoi on reconnaîtra la vierge, 1550.
- VIEUX.** Château de Neuchâtel bâti, 930. Vieux Châtel, 930, 1034.
- VIF.** Mort saisit le vif, 1511.
- VIGNES.** Vigne non maintenue, on en est déchu, 1670. Vignes plantées en Suisse, 280. En Allemagne, 275. Vignes non cultivées, 1214 art. 21, 1453 art. 21, 1454 art. 22. Vignes, ce qu'elles doivent, 1454 art. 12. Vignes gelées, 1278, 1442, 1459, 1479, 1491. Vigne à Cressier, 1310. Vigne donnée par le comte Louis à sa fille, 1360. Vignes du seigneur de Valangin, 1515. Vignes données en fief, 1343, 1421, 1453, 1523. Vigne au Landeron ajoutée au fief de Vaumarcus, 1532. Vigne à Serrière donnée à l'église de Buttes, 1503. Vigne vendue par le seigneur de Gorgier, 1569. Orvaux aux vignes, 1642. Vigne qu'on tient par usufruit, comment on en est mésusé, 1593. On ne doit aucune récompense pour des réparations de vignes, 1600. Mandement d'arracher les nouvelles vignes, 1683. Rosée d'une vigne taxée, 1684.
- VIGNOBLE.** Assemblée de ses habitants, 1712.
- VILIBALD.** Gouverneur de la Suisse, 651.
- VILLA.** 1036. Villageois, 1036.
- VILLAIRE.** Prince bourguignon, 706.
- VILLES.** De Suisse, leur origine, 1184. Villes de l'empire deviennent libres, 935. Villes municipales, 304. Ville de Neuchâtel, denrées qu'on n'y peut pas amener, 1454 art. 45. Nouvelle ville qu'on entreprend de bâtir, 1625. Opposition qu'on y apporte, 1628.
- VILLIERS.** On y découvre une source d'eau minérale, 1693.
- VILMERGEN.** Batailles, 1656, 1712.
- VIN.** Son libre commerce, 1351, 1383. Vin légitime, 1214 art. 9. Vin accordé en fief, 1372. Vin extrêmement rare, 1068, 1346. Vin vert, 1374, 1474, 1479, 1481, 1515, 1527, 1675, 1716. Aigre, 1373, 1473. Doux, 1370. Vin gelé, 1670, 1675. (Vin. V. *Setier*.) Peu de vin, 1492, 1494, 1505, 1507, 1522, 1523, 1709. Vin très-abondant, 1484, 1616, 1724. L'achat du vin permis aux Bernois dans Neuchâtel, 1406. Vin débité à Soleure, 1447, 1448, etc. Vin répandu, 1540. Quatre pots de vin pour une connaissance de justice, 1580. Taxe du vin, 1573, 1580, 1588. Vente du vin, 1581. Vin et grain en fait de partage, 1604, 1696, 1706, 1709. Quatre pots de vin pour une borne, 1378. Le setier du vin, dû pour chaque mariage, quitté au Locle et à la Sagne, 1378. Vin dont on fait du mortier, 1153. Vin de Bourgogne défendu, 1668. Valangin s'y oppose, 1668. Il inste à ce sujet, 1669. Défense des Bernois pour le vin, 1678. Députés envoyés à Berne pour ce sujet, 1678, 1683. Sentence de LL. EE., 1683. Les députés sont envoyés auprès des Deux-Cents. Objections, 1683. Réponse, 1683. Instance à Berne pour les vins, 1694. Lettre du conseil de ville pour le vin, 1698. Continuation de la défense du vin, 1705. Le vin de Neuchâtel nommé étranger par les Bernois. Remarques sur ce sujet, 1705. Vin de Neuchâtel de nouveau défendu à Berne, 1718. Difficulté pour le vin, 1676. Valangin plaide pour les vins étrangers, 1688. Lettres à ce sujet, 1688. Règlement fait au sujet des vins étrangers concernant Valangin, 1707, 1712. Opposition de Valangin, 1712, 1721. Vin hors des limites exclu, 1454 art. 45.
- VINDEX.** Gouverneur des Gaules, 60, 68.
- VINDONISSE.** Ou Windisch, Tome I, page 12. Ruinée par les Allemands, an 290.
- VIRAGO.** 1535.
- VIRET.** Vient à Neuchâtel, 1535. Y est établi pasteur, 1535. Il se marie, 1538. Il écrit à Farel, 1548, 1550, 1551, 1553. Il compose un livre, 1554. Il l'envoie à Farel, 1554. Il lui écrit, 1555. Sa mort, 1571.
- VISAGE.** Plaie faite au visage, 504 art. 15.
- VISION.** Locale, 1560, 1580.
- VISITATION.** Des malades, 1564.
- VISITES.** Des églises, 1537, 1564, 1699. Des familles, 1564. Visite de l'hôpital, 1585. D'une mise ou d'un fond amodié, 1642. Visites, 1683 art. 9.
- VITELLIUS.** Empereur, 69, 70.
- VIVILE.** Rebâtit Avenches, 605.
- VOING.** 1179. Erigé en communauté, 1215, 1377.
- VOLEURS.** En Suisse, 294, 998, 1301, 1502, 1558. Comtes qui font le métier de voleurs, 1366, 1371, 1412.
- VOYAGÈRES.** Censes voyagères achetées à vil prix; condamnées comme des usures, 1547. Censes voyagères doivent être payées, 1604.
- VOYAGES.** Dans la Terre-Sainte, 1175, 1188, 1404, 1408, 1519.
- VOYERS.** 1707.
- VUILLERENS.** Claude Mango, Seigneur de Vuillerens, 1592.
- VUILLEREZ.** Danses défendues, 1531, 1547, 1553.
- VUILLESIN.** Maix de Vuillesin remis, 1452.
- VUITEL.** Localité entre la Franche-Comté, le pays de Vaud et le comté de Neuchâtel, 1551.
- VUIVRA.** Cluse de la Vuihra, 1373.
- VULPIEN.** Envoyé du prince Léonor à Neuchâtel, 1563.



## W

**WALDO.** Evêque de Bâle, 806.  
**WALPERSWYL.** Lieu de réunion dans le traité entre Berne et Neuchâtel, 1406.  
**WALTHER.** De Rothelin, évêque de Bâle, déposé, 1215.  
**WARTEMBERG.** Nommé gouverneur héréditaire de Neuchâtel. Il demande son congé, 1711. Sa mort, 1712.  
**WATTEVILLE.** Jean-Jacques de Watteville acquiert la seigneurie de Colombier par des mariages, 1513. Il va en Italie, 1515. Sa mort, 1560. René de Watteville remet sa part à son frère, 1528.  
**WAVRE.** Sa chapelle bâtie, 1179. Ce lieu défriché, 1335, 1371.  
**WEIMAR.** Le duc de ce nom, général des Suédois, entre dans l'évêché de Bâle, 1637. Il prend un otage, 1645.

**WELPHE.** Duc de Bavière, gouverneur de Zurich, 1137, 1165.  
**WESTERHOLZ.** 1452.  
**WESTREICH.** Ou Austrasie, royaume d'Occident, 563.  
**WIBBERADIS.** Sa prédiction à St-Ulrich dans l'abbaye de St-Gall, 925.  
**WIDERFALL.** 1681, 1696.  
**WILLISAU.** Appartenant au seigneur de Valangin, brûlé, 1375, 1386.  
**WINDISCH.** (V. *Vindonisse*.)  
**WINTERTHOUR.** Tome I, page 12. Ruinée par les Allemands, 290. Rebâtie, 304. Détruite, 451.  
**WUFFLENS.** Marguerite de Wufflens, 1370.  
**WUNTERBERG.** Prieur de Môtiers, 1475.

## Y

**YOLANDE.** Comtesse de Neuchâtel, 1202, 1217.  
**YVERDON** ou **IVERDON.** Tome I, page 12.

Traité fait à Yverdon, 1260. Le château bâti, 1260. Yverdon pris, 1475; repris, 1476. Pris par les Bernois, 1536.

## Z

**ZERINGEN** ou **ZÆRINGEN.** Berthold bâtit le château de ce nom, 1059. Origine de cette maison, 1059. Berthold IV, régent de Bourgogne, obtient trois évêchés, 1153. Il va en Italie, 1160. Il bâtit Fribourg, 1178, 1179. Sa mort, 1185. Berthold V bâtit Berne, 1191. Complot contre lui, 1191. Il quitte la Suisse, 1215. Sa mort, ses titres, ses armes, 1218.  
**ZURICH.** Tome I, page 5. Ruinée par les Allemands, 290, 452. Le gouverneur de la Suisse y résidait, 288. Pourquoi elle est nommée Zurich, 452. Zurich rebâtie, 500.

Donnée à Hildegarde et à Berthe, 853. Réserve, 853. Rebâtie, 879. Ses gouverneurs, 1088, 1121, 1138, 1169, 1185, 1250. Conspiration contre cette ville, 1351. Elle se cantonne et obtient la prééance, 1351. Attaquée par l'empereur, 1354. Le comte Louis se joint à lui, 1354. Zurich achète son gouvernement, 1400. Refuse les indulgences d'un cordelier, 1528. Député à Zurich, 1707. La poste de Zurich, 1708.  
**ZURZACH.** Ste-Vérène, sa patronne, 288.  
**ZWINGLI.** Réformateur, 1518. Il est tué, 1531.

FIN DE LA TABLE.



## LISTE SUPPLÉMENTAIRE

DES

### SOUSCRIPTEURS AUX ANNALES DE BOYVE.



#### A. SOUSCRIPTIONS DANS LE CANTON.

EXEMPL.	NOM DES SOUSCRIPTEURS.	DOMICILE.
1	M. Alcide Guinand . . . . .	Brenets.
1	» Henri-Numa Guinand . . . . .	»
1	» Félix-E. Schley . . . . .	»
1	» François Bobillier, Mécanicien . . . . .	Chaux-de-Fonds.
1	» Haas-Privat . . . . .	»
1	» Henri Matthey . . . . .	»
1	» Ulysse Matthey . . . . .	»
1	» Louis Perret-Roulet . . . . .	»
1	» Perret, Visiteur chez M. Roulet . . . . .	»
1	» Benj. Petitpierre, Capitaine d'artillerie . . . . .	»
1	» D.-F. Resin, Instituteur . . . . .	»
1	» Guillaume Robert-Giroud . . . . .	»
1	» Ed. Roget, Graveur . . . . .	»
1	» Henri Touchon, membre du Grand-Conseil . . . . .	»
1	» Jules-François Vuithier, Notaire . . . . .	»
1	» J.-C. Renaud, Instituteur . . . . .	Cernier.
1	Tit. Cercle . . . . .	»
1	M. Emile Debély . . . . .	»
1	» Ami Veuve-Tripet . . . . .	»
1	» Charles Mauley . . . . .	Chézard.
1	» H. Vuillomenet, Instituteur . . . . .	»



EXEMPL.	NOM DES SOUSCRIPTEURS,	DOMICILE.
1	M. Banderet, Boulanger . . . .	Colombier.
1	» Henri Bovet, à Vaudijon . . . .	»
1	» Wutrich, Propriétaire . . . .	»
1	» Emile Henry, Instituteur . . . .	Cortailod.
1	» Henri Moulin . . . .	»
1	» Jules Monnier . . . .	Dombresson.
1	» Jérôme-Henri Tripet . . . .	»
1	» Buchanel, Président de la commune .	Fontaines.
1	» Jean-Henri Lavoyer, Fabricant d'échap- pements . . . .	»
1	» Achille Peseux, Géomètre . . . .	»
1	» Justin Morel, Négociant . . . .	Hauts-Geneveys.
1	» Elie Bovet . . . .	Locle.
1	» William Calame au Communal . . . .	»
1	» Albert Guéret . . . .	»
1	» L.-Ph. Huguenin . . . .	»
1	» Aurèle Huguenin, Négociant . . . .	»
1	» Jules Humbert-Droz . . . .	»
1	» Aug. Jeanneret, à Bellevue . . . .	»
1	» Jeanneret-Barrelet, Propriétaire . . . .	»
1	» Alfred Jeanneret . . . .	»
1	» H.-L. Mathey . . . .	»
1	» Aug. Matile, Graveur . . . .	»
1	» Jules Perrenoud-Jacot . . . .	»
1	» George Roulet, Etablisser . . . .	»
1	» Ul. Soguel-dit-Piquard, Graveur . . . .	»
1	» Aichler, Propriétaire . . . .	Neuchâtel.
1	» Alph. Bachelin, Notaire . . . .	»
1	» Samuel-Louis Bonjour, agent d'affaires .	»
1	» Eugène Borel, Avocat . . . .	»
1	» Auguste Lerck . . . .	»
1	» Louis Matthieu, Pharmacien . . . .	»
1	» François de Montmollin . . . .	»
1	» Gustave Oehl, membre du Grand-Conseil .	»
1	» Louis Pury-Blakevay . . . .	»
1	» Henri de Rougemont . . . .	»
1	» Frédéric de Rougemont . . . .	»
1	» Roulet, Chef d'institution . . . .	»
1	» Aug. Junier, Notaire . . . .	Saint-Blaise.
1	» Daniel Dessaulles, Instituteur . . . .	Saules.
1	» Paul-Fréd. Droz, Instituteur . . . .	Savagnier.



## B. SOUSCRIPTIONS DANS LES AUTRES CANTONS.

EXEMPL.	NOM DES SOUSCRIPTEURS.	DOMICILE.
1	M. Louis Humbert-Prince . . . . .	Bienne.
1	» L'Eplattenier, Propriétaire . . . . .	»
1	» J.-P. Claudon, au Délassement . . . . .	Moudon.
1	Tit. Bibliothèque publique (M. J. Chavannes, Bibliothécaire) . . . . .	Vevey.
1	M. Tripet, Etablisser . . . . .	Villeret





